



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



~~Ps. h. 2~~

Drum

~~Vol. h. II C. 63~~

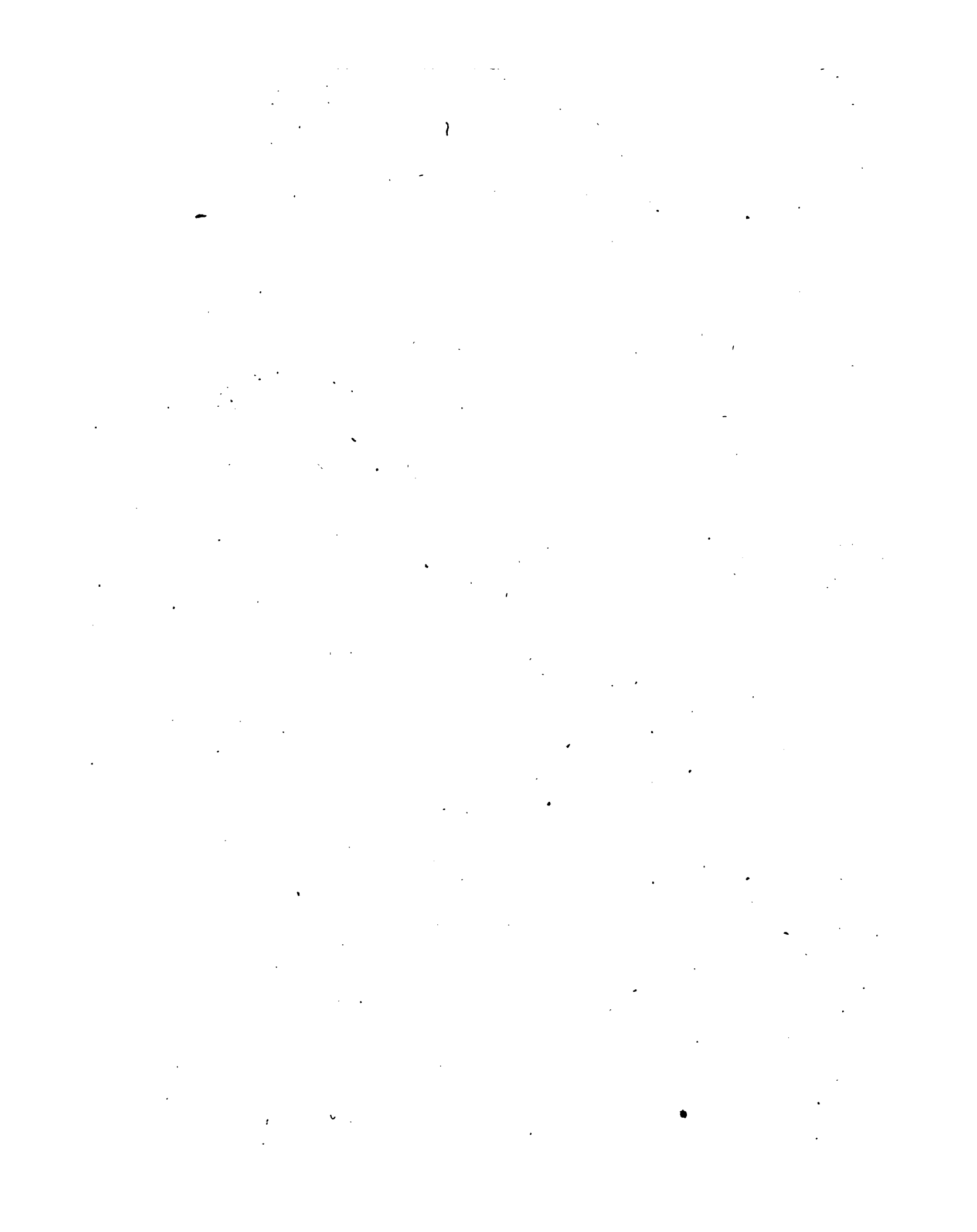




~~10/10/11~~

Journal

12/11





GLOSSAIRE

DU DROIT FRANCOIS,

CONTENANT L'EXPLICATION

DES MOTS DIFFICILES

QUI SE TROUVENT

DANS LES ORDONNANCES DE NOS ROYS,

DANS LES COUSTUMES DU ROYAUME,

DANS LES ANCIENS ARRESTS ET LES ANCIENS TITRES.

Donné cy-devant au Public sous le nom d'INDICE DES DROITS ROYAUX
ET SEIGNEURIAUX, par M. FRANÇOIS RAGUEAU, Lieutenant
du Bailliage de Berry, au Siege de Mehun; & Docteur Regent en Droit
en l'Université de Bourges.

*Revu, corrigé, augmenté de Mots & de Notes, & remis dans un meilleur
ordre par M. EUSEBE DE LAURIERE,
Avocat au Parlement.*

T O M E S E C O N D.



A PARIS, RUE S. JACQUES;
Chez JEAN ET MICHEL GUIGNARD, devant la Ruë du Plâtre,
à l'Image Saint Jean.

M. D. CC. IV.

AVEC PRIVILEGE DU ROT.





G L O S S A I R E
O U
E X P L I C A T I O N
D E S M O T S D I F F I C I L E S
Q U I S E T R O U V E N T
D A N S L E S C O U T U M E S
D E F R A N C E

S E C O N D E P A R T I E.

H



HABILITER, Un mineur, quand il est pourveu de curateur, pour estre idoine à demander ou défendre en justice. [**HABILITER** un procès,] quand les parties dressent leurs procédures, pièces & productions avec inventaire, pour en mettre les sacs pardevers le Juge, pour avoir droit & jugement.

HABLE.] Boulogne art. 22. 23. 24. C'est le Havre & port de mer : *Portus, navale. Voyez Haule.*

* **HABOITS**.] Sont les tenans & aboutissans, les bornes & limites des fonds & heritages. La Salle de l'Isle tit. des Purges, art. 1. *Par la Coutume les acheteurs de fiefs, maisons & heritages gisans en nostredite Châtellenie de l'Isle, peuvent quand bon leur semble, faire purger au Siege de nostre Gouvernance, & non ailleurs, lesdits*

Tome II.

A

G L O S S A I R E.

sefs, maisons & heritages par eux arbez, avec les deniers de temps marchez, après estre heritiers, & avoir baillé les vrais habours d'iceux, en namptissant lesdits deniers es mains du depositaire dudit Siège, &c. Dans la Coutume de Mons chap. 12, art. 6. FAIRE ABOUT d'ouyrage, c'est ce semble abourner, fixer & determiner la quantité d'ouyrage qui est necessaire pour l'entretien & pour la separation d'un edifice. L'art. 5. du même chapitre ; DEVISE D'ABOUT (se fait en telle façon) que pour rendre à nouveau heritier en ladite ville de Mons, incontinent les dénoncemens passez, aucuns des Eschevins d'icelle, accompagnez de Maitres Charpentiers & Massons, font visitation sur le lieu de ce qui (est) necessité de faire, pour l'entretienement & retenuë des heritages & edifices d'iceux ; & (est) par eux estimé à une somme d'argent, pour en la criée du recours, estre mis que dedans un, deux, ou trois ans ; selon que lesdits Eschevins (voyent) que faire se pourra, celui auquel ledit heritage demeurera, sera tenu d'employer en ouyrage sur ledit lieu, la ou plus grand mèsier sera, la somme declarée & estimée, dont il se devra obliger, &c. H A B O U T vient de *Burum*, qui signifie Bour, Borne, limite, suivant la remarque de M. du Cange ; voyez About, & la Coutume de Cambray, tit. 26. article 9,

* H A I R E de marais salant.] Poitou, art. 190. voyez Aire.

DROIT DE HALLAGE.] Au livre de l'Eschevinage de Paris, que le Roy aussi accorde par ses lettres de Chartre aux Seigneurs, qui obtiennent de luy droit de faire tenir Foires & marchez, & qui se prend sur ceux qui vendent leurs marchandises & danrées sous la Halle du lieu pour l'entretenir. Voyez Hostelage.

* H A L L E.] Saint Sever tit. 16. art. 6. c'est le Beffroy, la Maison de Ville, où il y a souvent des Marchands qui exposent leurs marchandises.

Rigord sous l'an 1283. *Parisius à leprosis extra ipsam civitatem manentibus nundinas sibi & suis successoribus emit, & in civitate transferri fecit ; scilicet in foro quod Campellis vocatur. Ubi ob decorem, & maximam institorum utilitatem, per ministerium predicti servientis, qui in hujusmodi negotiis probatissimus erat, DUAS MAGNAS DOMOS quas vulgus HALAS VOCAT, edificari fecit, in quibus tempore pluviali omnes mercatores merces suas mundissime venderent, & in nocte ab incursum latronum tunc custodirent, Ad majorem etiam cautelam, circa easdem halas jussit in circuitu muram edificari, portas sufficientes fieri precipiens, que in nocte semper clauderentur ; & inter murum interioyem, & ipsas halas, mercatorum stalla fecit erigi desuper operta, ne mercatores tempore pluvioso à mercatura cessarent, & sic damnum incurrerent, &c.*

G L O S S A I R E

Touchant l'origine de ce mot, voyez M. François Pitbou dans ses notes sur le titre 42. de la Loy Salique.

* *HALLEBLIK.*] C'estoit un droit qui se levoit sur les Marchands forains de poisson de mer, & qui étoit de huit, dix, ou douze sols pour chaque panier, qu'ils vendoyent à Paris. En 1325. Charles le Bel abolit ce droit, & ordonna suivant l'offre des Marchands, qu'ils payeroient le double du fleuve qu'ils payoient auparavant, & qu'à l'avenir ils n'alloient tous le droit décharger es marches de Paris, sans porter leurs denrées en logis, ni pouvoir les retirer des marches, que chacun n'en eût pris à son vouloir, à peine de confiscation & de contiscation contre ceux qui seroient le contraire. Voyez Corbin dans la suite de ses Droits de Patronage, chap. 24.

* *HALLEOTS.*] La Salle de Halle, tit. des Censes, art. 5.

HANCE, & COMPAGNIE Françoisse.] Marchand HANCE, au livre de l'Eschevinage de Paris, qui a fait le serment de loialement exercer le fait de sa marchandise, pour jouir des privileges, franchises & libertez : & cette société entre Marchands François se dit comme l'alliance Theutonique en l'Ordonnance de Henry 3. faite l'an 1584. pour l'Admirauté art. 6. & en l'Edit de Charles 8. de l'an 1499.

Wehner Jurisconsulte Allemand parle ainsi de l'origine des Hancez : *Societas hanseatica die Hansisch societas, constat civitatibus hanseaticis, hanc hansee, seho unnd anseho oder am seho stant ; dictis ita, ut opinor, quod maxima pars earum mari adiaceat, unde ansehestatt, & licet H. euphonia gratia successu temporis, adjecta.*

Sunt autem civitates partim imperiales, ac liberae, partim mediate imperio subjectae, partim etiam plane extra imperium sitae, certo tamen inter se foederate junctae, quae ita contra injurias vicinorum Principum, & ad tuenda commercia ac privilegia in

quatuor extoratum gentium emporiis, olim paulo ante tempora Friderici secundi Imperatoris, circa annum Christi 1220. primitus coite coeperunt, ac paulatim multitudine ita creverunt, ut post annum 1300. maxime metuenda Principibus erat earum potestas.

Joignez Coringaus dans son traité de *Germanici Imperii urbibus*, pag. 97. 98. 99. Befoldus dans les traités de *foederibus, de legatis, & de civitatibus Imperialibus.*

A l'exemple de ces sociétés, nos Marchands en ont aussi fait, qu'ils ont appelé *Hance*, comme les Allemands.

* *HANCE.*] Est aussi un droit qui se leve sur les marchandises. En 1201. le Roy Philippes octroya aux Bourgeois de Mante, la confirmation de ce droit par Lettres, qui sont, rapportées par M. Jean de Chevreumont *Chré. de Ver*, dans son Histoire manuscrite de Mante, & par M. du Cange sur le mot *Hansa*.

SAISINE HAPPEE.] En la Somme rurale : *Cum quis vis possidet. Action de nouvelle de forfaiture, est interdictum unde vi.*

4
 Quand aucun prend ou s'approprie par force l'heritage, ou possession d'autrui.

* **HARASSE.**] Dans le chapitre des Assises de Jerusalem, pag. 80. à la fin. C'est une Targe.

DROIT DE HARENC.] Qui appartient aux Gens des Comptes au temps de Carême, comme les droits de veilles, de roses, &c. à aucuns Prévôts le droit de Chevalerie.

* **HARME.**] Dans le Pays de Messin : font les peuples destinés à l'usage des personnes. A une personne de guerre s'en donne une à un Avocat, & un Docteur font ses livres, &c. à un Artisan font les outils de son mestier, & une femme fait ses bagues & joyaux. Ce mot selon Mr. Adisson vient de l'Allemand *Harmsch*, qui signifie armes. Voyez cet Auteur dans son traité des *Gugiers*, p. 42.

LA CLAMEUR que l'on appelle **HARRO.**] Normandie chap. 6. 24. 54. & au styl du pays de Normandie, & en l'Edit du Roy Charles 9. de l'an 1568. fait pour les Sergens, *quasi quiritatus* : le cri de force qu'on leve sur aucun. La nouvelle & le Haro. Froissart livre premier chapitre 49. 220. livre second chap. 113. 119.

LE HARO ne doit estre crié que pour cause criminelle, comme pour le feu, larcin, homicide, ou évident perit contre celui qui mesfait, afin que chacun forte au cry pour le prendre & rendre à justice, ou crier haro après luy à peine de l'amende, selon la Coutume de Normandie. Toutesfois par le styl de proceder en la justice du pays de Normandie, le HARO se pratique aussi afin hereditaire possession : & celui que l'on veut desaisir & déposseder, peut appeler l'aide du Prince, s'il n'y a jugé competent ne sergent sur le lieu & heure. Et à cette clameur la partie doit cesser de son entreprise à peine d'attentat. Terrien sur le chap. 11. du livre 8. écrit après plusieurs autres, que ce cri de Haro a pris son origine de Rou ou Rollo, ou Raoul I. Duc de Normandie qui fut Prince de grande justice, & que le peuple a accoustumé de l'appeller à son aide contre la force & oppression d'autrui. *Sic veteribus Quiritare est Quiritum fidem, & auxilium invocare, Deos hominesque implorare cum clamore : exclamare, conqueri. Donatus in Adelphos. Nonius, in veteri glossario, quiritans ἐπιβοήθων. Porro Quirites, est exclamatio quiritantium. Apuleius lib. 8. Asini, & rejicienda lectio Beroaldi. Porro Quirites, libertatem perdimus, ait Laberius, & in obscuro versu, Porro, nam quis exit modus? Quirites. Solebant etiam in atroci casu inclamare fidem Cesaris, Tertullianus adversus Valentinianos. Octavio Cesari concessum ut iis qui ipsum implorassent intra pomerium, atque extra usque ad quingentos*

G L O S S A I R E

passus auxillum ferre posses : & nemini quidem Tribuno plebis concessum. Dio lib. 51. Il est fait mention de sang & playe avec clameur de Harou, & de harou sans sang & playe, en un Arrest de Paris de S. Martin, & de la Toussaints 1282. & de la Pentecoste 1283. & de la Toussaints 1286. Les habitans de Roüen étant assiégés par le Roy d'Angleterre en l'an 1418. ont crié le grand Harou par leur député contre le Roy de France, pour avoir secours. Monstrelet au chap. 200. du premier volume.

Il est fait mention de cette Clameur dans les Loix de Guillaume le Bâtard, art. 48. en ces termes : *« E Ka tarum »* encontre, & sans qui a acient si seie *« ater, si l'amende a la vaillance de »* larun, *« se n'espurg per plener lei, »* qui il larron nel sont. E xi le cri *« ora, e surfeta, la surcise li Rei amend, »* *« n s'en espurget. »* Ces Loix sont rapportées par Sclden dans ses notes sur Eadmer, & imprimées en 1675. avec les ouvrages d'Eadmer, à la fin de S. Anselme, par les soins du R. P. Gerberon. Et pour justifier que l'origine de cette clameur, ou de ce cry doit être attribuée à Raoul ou à Roul, pour parler comme nos vieux Historiens, il sera bon de rapporter icy, ce que l'Auteur de la vieille Chronique de Normandie a écrit sur ce sujet ; *« Par la »* bonne paix & justice, dit-il, que *« Roul tint en sa vie, crioient, les »* gens après sa mort, quand on leur *« faisoit force, Ha Rou. »* (& ensuite) Contre la Chapelle S. Romain où il est enterré, sont ces vers.

Dux Normannorum cunctorum norma bonorum

Rollo: ferus fortis, quem gens Normannica mortis

Invocat articulo, hoc jacet in tumulo.

*Ipsi provideat tua sic clementia . . . te, **

** Christe.*

Ut semper videat cum cæcibus Angelicis te.

Dans la première Edition de cette Chronique en 1487. il n'y a rien davantage en cet endroit sur la clameur de Haro. Mais dans l'Edition de 1578. où le continuateur a beaucoup ajouté, il y a les paroles suivantes : *« (Lors qu'on »* crioit Ha Rou) *il falloit que l'offen- »* dant & l'offensé s'istassent en juge- *« ment, pour oïr droit, ou baillassent »* caution, *« sinon qu'ils allassent prison- »* niers ; & qui étoit trouvé en faute *« payoit l'amende avec dépens & inte- »* rests. *« Laquelle coutume est encore de »* ce jour pratiquée en Normandie. Voyez l'ancienne Coutume de Normandie, fol. 20. de l'Edition de 1518. le mot *« Ap- »* plegement, & Taneguy Sorin de *« Qui- »* ricatione Norman. joignez. Caseneuve.

LA HART.] Auvergne chap. 10. article 4. La Marche article 32. & en l'article 19. de la Coutume locale de la ville d'Amiens. Beauquesne article 1. & en l'ancienne Chronique de Flandres chapitre 90. Froissart livre 1. chapitre 110. C'est la corde au col, par laquelle on livre la mort au criminel condamné.

HAUBERT.] Voyez FIEF DE HAUBERT.

* HAULE.] C'est un havre ou un hable, comme il se lit dans la Coutume de la ville de Boullenois, art. 22. 23. 24. Un ancien titre du 23. Aoust 1321. Sur ce que nous disions tout droit d'asuit,

G L O S S A I R E.

de navire, & de marchandise, qui venoient & arrivoient de la mer au haulc & port d'audebas, tant en encrage, letages, passages de navires, acuits & droits de toutes denrées quelconques, qui seroient amenees par mer audis haulc, & pareillement de toutes autres marchandises, qui seront chargées audis haulc, pour emmener en la mer, &c. Voyez Hable.

DROIT DE HAULTBAN.] Qui se leve à Paris au profit du Roy sur les Boulangers & sur quelques artisans : & est de six sols parisis par an. **HAULTBANIER** : dont se trouve Ordonnance du Roy Philippes Auguste de l'an 1201.

Le Haultban étoit anciennement la convocation des personnes qui devoient des corvées, & c'estoit aussi le tribut que ces personnes payoient pour se redimer de ces mêmes corvées, ainsi que nous l'apprenons de la charte de la Commune de Bourges, qui se trouve dans le Chastulaire de Philippes Auguste.

Dans un ancien manuscrit des Ordonnances de la Ville de Paris, il y a un titre de Hauben qu'on transcrit icy tout entier, parce qu'il est omis dans les livres imprimez.

Quiconques est Talemelier à Paris, il doit chascun an 6. s. de Par. au Roy pour le Hauben à poyer à la S. Martin d'yver, & convient qu'il achete le mestier du Roy, se il ne demeure à S. Marcel, à S. Germain des Prez hors des murs de Paris, ou en la viez terre Madame sainte Geneviève, ou en la terre du Chapitre Nostre-Dame de Paris assise en Garlande, ou en la terre S. Magloire dedans les murs de Paris, ou en la terre S. Martin des Champs, assise hors des murs de Paris. Et vendent le mestier devant dict de par le Roy cil qui du Roy l'ont acheté, à l'un plus Talemelier & à l'autre moins, si comme leur semble boen.

Li Regratier qui vendent pain à Paris. & fruit, doivent chacun au Roy 3. sols de Hauben, & doit acheter le mestier du Roy en la maniere dessus dite.

Saunier & Saunerettes qui vendent

sel annuel ou à bouffans à fenestres, ou à estal doivent chacun an 3. sols de Hauben, & doivent acheter le mestier en la maniere dessus devisée.

Bouchier de Paris chascun doit chascun an 6. sols de parisis de Hauben au Roy, mes il n'achetent pas le mestier du Roy, ne il ne le puent avoir hors de la bouche & du commandement du Roy.

Li Pescheur de liavé le Roy doivent chascun, chascun an, 3. sols de parisis de Hauben au Roy, après ce que la premiere année que li Pescheur aura été saisis de peschier en liavé le Roy sera passée.

Li Marechal qui ont travail à Paris en rué hors de leurs hosties doivent chascun, chascun an, 6. sols de Hauben ; & se li travail sont dedens leur hostel, ils sont quitte chascun, chascun an, pour trois sols de Hauben à poier au Roy.

Sueur, Baudroier, Bourcier, & megeiscier doivent chascun an 3. sols de Hauben à poier au Roy.

Tanneurs, qui decoupent doivent chascun, chascun an, 9. sols de Hauben à poier au Roy, & cil qui ne decoupent pas, doivent chascuns, chascun an, 6. sols de Hauben.

Li Pellier doivent chascun, chascun an, 6. sols 8. deniers de Hauben à poier 6. sols 5. deniers au jour de la S. André, & les 3. deniers le jour de la S. Germain le vieil dernier jour de May.

G L O S S A I R E.

7

Gantier de Paris doivent chascun, chascun an, 3. sols 8. deniers de Hauben à poier au Roy le jour de la saint André.

Li Foulon qui demeurent en la terre le Roy & en la terre l'Evesque, doivent chascun, chascun an, 6. sols de parisis de Hauben au Roy, & se ils vont aus planches en liauc le Roy doivent chascuns, chascun an, 4. sols de parisis au Roy pour les planches.

Nul ne puet estre talemeliers à Paris ne regratiers de pain si comme nous avons dit devant, que il n'achete le mestier du Roy.

Nul ne puet estre revendieres de sel à Paris, à mines ne à bousiaus, ne poulalliers, ne poissonier de mer ne d'yau douce, ne tanneur, ne sueur, ne bourlier, mégeicier, ne baudrier, ne vendeur d'aigrun, ne ferpiers, ne cordoaniers, ne feliers, qui ouvre de *cordoan*, ou vendeur de seles, ne fevre, ne mareschal, ne ferruriers, ne grefiers de fer, ne veuliers, ne haumiers, ne grossiers, ne cousteliers, ne tiefferans de linge ne de lange, ne tapisiers de tapis n'autres, se il n'achete le mestier du Roy ou commandement de ceux aux quieux li Rois le donne tant que il li plaira.

Haubens est un propre nons d'une Coutume assise anciennement, par laquelle il fut établi que quiconques seroit Haubaniers, qu'il seroit frans & à maitres de droitures du mestier de la marchandise, dont il seroit Haubaniers, que cil que ne seroit pas Haubaniers.

Haubaniers furent anciennement établis à un mui de vin poiant en vendan-

ges au Roy, & puis mit si bon Roy *Philippe* ce mui de vin à 6. sols de parisis pour le contens qui estoit entre le pauvres Haubaniers. & les Eschanfons le Roy, qui le mui de vin recevoient de par le Roy.

Des mestiers hautbaniers les uns doivent demi Hauben, c'est à sçavoir 3. sols, li autres plain Hauben, c'est à sçavoir 6. sols, & li autres Hauben & demi, c'est à sçavoir 9. sols, si comme nous avons dit dessus,

Tout li mestiers de Paris ne sont pas Haubanier, ne nul ne puet estre Haubanier se il n'a, ou est du mestier qui ait Hauben, ou se li Roy ne li octroye par vente, ou par grace. Cil qui achete le mestier de tiefferans de lange puet estre tiefferans de linges ou tapisiers sans ce que il n'achetera pas les autres; car qui l'un de ces trois mestiers achete il achete les autres deux, & ouvrer en puet de tous les trois par pajant les coutumes de ces trois mestiers des quieux l'ouvrera.

Cil qui est regratiers de fruits ou d'aigrun, & a le mestier acheté, il puet vendre sel à mines & à bousiaus, & poulallié poisson de mer & poisson d'eau douce, & toute maniere d'aigrun, sans acheter nul de ces mestiers, fors que l'an tant seulement; car qui l'un achete, il a tous les autres achetez & puet ouvrer, & user franchement par les coutumes, poiant de chascun mestier. L'Ordonnance de *Philippe Auguste* dont il est fait mention dans ce chapitre, & dont parle *Ragueau* est rapportée par *M. du Cange* dans son Glossaire sur le mot *halbanum*.

HAULT COMMAND.] Namur art. 16.

HAUT JUSTICIER.] Berri tit. 2. art. 7. 9. 14. titre 10. art. 4. tit. 19. art. 29. & 30. de la Jurisdiction duquel est traité en la Coutume de Senlis art. 96. & suivans, de Melun art. 1. & suivans, de Sens art. 1. & suivans, & est different du Seigneur moyen ou bas Justicier.

HAUTS OFFICIERS, ou HAUTAINS.] Au chap. 1. du sty^l de Liege. **HAUTEUR, & HAUTE COUR** au mesme livre. **SEIGNEUR HAULTAIN.** Namur art. 92. 94.

HAUT PARAGE.] C'est la plus excellente Pairie, à sçavoir des Pairs de France, & des Seigneurs du sang Royal qui tiennent leurs terres en Pairie, & qui dépendent de la maison de France, pour leur avoir esté donnez en appannage, comme le tres-docte Pithou observe en ses memoires des Comtes de Champagne. D'autres prennent ces fiefs de haut parage plus generalement, pour estre mouvans, non du Roy simplement à cause des Duchez, Comtez, Chastellenies ou Seigneuries, dont il jouit en domaine en son Royaume, mais pleinement & directement de la Couronne de France.

Temps de **HAUTE** possession. Lorraine tir. 18. art. 7.

* **HAYER**] Bretagne art. 405. nouvelle Coutume. C'est mettre une terre en deffense, & dans l'art. 106. de la Coutume de Bourgogne Comté, c'est chasser.

* **HAYES.**] Au chartulaire de S. Denis 1286. Vente d'heritages, chargez d'une geline quatre deniers une maille de Hayes à Noël. M. Galland.

Tabularium sancti Dionysii an. 1230. C'étoit une corvée, qui consistoit à *reparer les hayes du Seigneur, ou le tribut qui luy étoit payé pour l'exemption.*
Justitiam & advocatiam & omnia pertinentia ad ipsas, qua habebat in balliviam de Belloramo, & vrossas fœni & redditus qui vocantur HAYES. &c.

* **HEBERGEMENT.**] Normandie, art. 356. C'est un manoir en roture situé à la campagne.

HENOVARSY.] Posteurs de sel, au livre de l'Eschevinage de Paris, chap. 19.

* **HEORDPENNY.**] Voyez *Hertpennick*.

HERAULT D'ARMES.] *Fecialis, internuncius belli vel pacis.* Son Office est de sommer les Villes ou Forteresses de se rendre, porter cartels de défi, d'assister aux Tournois, Joustes & combats. *Herc significat castra sive exercitum.* Voyez Roy d'armes. Aussi son devoir a été de sçavoir les noms & qualitez des Barons, Seigneurs & Gentilhommes du pays, dont il portoit le titre : leurs armoiries, blason & cry.

DROIT DE HERBAGE VIF ET MORT.] Amiens art. 181. Monstrueil art. 28. S. Riquier art. 1. Vimeu art. 3. 4. & à la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne.

Qui est un droit seigneurial appartenant au Seigneur, haut ou moien Justicier ou Vicomtal, sur tous ses sujets tenans heritages cottiers

GL O S S A I R E.

cottiers & non francs : & se prend le vif herbage sur les bêtes à laine, & est d'un chef sur 10. ou 20. ou vingt-cinq, & au dessus après le premier. Et si le nombre est moindre, le Seigneur prend pour droit de mort herbage un denier parisis, ou une maille, ou obole pour chacune d'icelles bêtes le jour S. Jean Baptiste, & selon qu'il est défini par les Coutumes. Et est deû par la Coutume de S. Paul art. 17. de Ponthieu art. 93. 94. de Boulenois art. 36. de Hesdin art. 2. 3. Auquel article second il faut lire 51. il avoit. Mais non par la Coutume de S. Omer art. 6. qui est discordante de celle de Monstreuil, & en l'art. 4. de celle de S. Omer qui est sous le Comté d'Artois. Quelques-uns ont mal imprimé HERITAGE pour HERBAGE. Je n'ai pas été crû de cette émendation en l'impression de l'an 1581. non plus que de plusieurs autres, par la malveillance ou ignorance de ceux qui se sont trouvez à la presse : & de ce droit parle aussi la Coutume de Herli art. 3. & la dernière de saint-Paul art. 42. & autres sous Artois. Voyez *Trouffe*.

FRANC HERBAGE.] Vimeu art. 3. Quand le bestail à l'aine est tenu en lieu & fief noble : car lors le Seigneur ne prend aucun droit de vif ou mort herbage.

DROIT D'ISSUB D'HERBAGES. Paul art. 29. & de la plus ample art. 59. Qui est un droit Seigneurial.

DROIT DE HERBAGES ET PASTURAGES.] Le Maine art. 100. Anjou art. 182. Qui appartient à ceux qui ont droit d'usage es bois d'autrui pour le passage de leur bestail. Voyez le mot *Parnage*.

HERBAUX.] En la dernière Coutume de Poitou art. 103. Sont certains devoirs & charges dûes sur heritages. L'ancienne Coutume art. 85. écrivoit ARBAUX. *Hæc vox pascit interpretationem, & indiget opè aliena. Præclara sunt quæ intellexi, opinor, & ea quæ non intellexi: opere autem in longa fās est obrepere somnum.* * V. Arban.

HERBERGAGE & HERBERGEMENT.] En la Somme rurale.

Quand un vassal ou autre sujet selon la nature de son tenement doit avoir & tenir manoir & bâtimens. *Heribergare in capitulis lib. 3. art. 68.*

HERBREGER, HERBREGERIES, HERBREGEMENT.] Bretagne art. 315. 606. 621. C'est le logis & maison : *Heribergum*, Voyez le mot ALBERGER.

HEREDITABLETE.] Au stile de Liege, chap. 5. art. 11. chap. 13. art. 3. C'est le fonds & heritage.

* HERESSES] Bouteillier liv. 2. tit. 12. p. 761. Sont ceux qui prennent & tiennent doute en nôtre sainte Foy, & doivent être punis,

& deboutez de la compagnie des Chrétiens, & sont à reproches en cause de rémoignage. En bon François, sont des Heretiques.

ADCENSE HERITABLE.] Au stile de Liege chap. 6. art. 16.

BIEN HERITABLE.] Au même stile chap. 13. art. 28. & en la Coutume de Namur, art. 23. 50. 51. 84. **FLORINS HERITABLES.** Au chap. 18. dudit stile.

HERITABLEMENT ou viagerement.] Lille titre 1. art. 34.

HERITAGE.] Feudal, consuel, noble, rural, roturier, cottier, & alleu, coutumier, bordélin, propre, ancien, avoué, de lignee, ou acquête, franc ou lord. *Proprie est heredium & patrimonium conjuncte. Heredium appellatur quod heredem sequitur, Varro lib. 1. de re Rustica cap. 10. Et ex Varro refert Nonius. Heredium, praedium parvulum. Avitum herediolum. Columella prefatione libri primi. Heres apud antiquos pro domino ponebatur; Festus. In 12. tabulis usquam nominabatur villa, semper in significatione ea hortus: in hortis vero heredium; Plinius lib. 19. cap. 4. Marcus Portius Cato in Sabinis heredium à patre relictum habebat, ait Emilius Probus, sive Cornelius Nepos.*

CHOSÉS HERITABLES.] Bretagne art. 319.

HERITIER.] Lille art. 232. & suivans, & souvent en la dernière Coutume. Hainaut chap. 59. 69. 76. 77. & 87. Mons chap. 12. & au stil de Liege chap. 13. art. 28. Valenciennes art. 77. signifie le Seigneur & possesseur d'une maison, d'un fief, ou d'autre heritage: celui qui en est propriétaire, & en a été adherité, c'est-à-dire, fait & vêtü par Justice, ou par le Seigneur.

HERITIER CONVENTIONNEL.] Nivernois tit. 34. art. 29. Bourbonnois art. 223. 330. Auvergne chap. 12. art. 39. 44. 45. chap. 14. art. 35. chap. 15. art. 8. La Marche art. 249. 251.

Qui est celui qui par contrat de mariage a été institué, ou appelé & accordé pour être comme un hoir, & a pareil droit que celui au lieu duquel il a été baillé & échangé, en tous les droits qu'il avoit en l'Hôtel dont il est sorty, & en la succession des ascendans seulement. Voyez la Coutume de Nivernois au titre 8. art. 31. & au tit. 23. art. 25. On peut aussi accorder un heritier conventionnel sans faire échange de personnes; un pere peut prendre son gendre ou sa bru pour l'un de ses heritiers. Comme aussi par contrat de société, le prémourant peut ordonner le survivant pour son heritier: Et telle institution a force de donation à cause de mort. Masuer au tit. 28. & 30. Cet hoir conventionnel est réputé comme affilié & adopté à l'égard des biens & succession de celui qui

luy a accordé l'hoirie. Voyez l'article premier de la Coutume de S. Jean d'Angely : *Non in nomen adoptatus, sed in ipsa bona tantum & non est enim hac vera adoptio, videlicet, videtur; τειρονομία, εἰσπομπή. Nam re vera est ἰερωτιδός, non υἱοσίος. Extraneus heres, non ex cognatione, non γυνωτός, & αὐτοκελευόμενος; non sams heres, sed ex conventionne tantum : & ut hoc moneam ex veterum dictu, magis heres fidus nascitur quam scribitur. Olim quidem in alienam familiam & in liberorum locum etiam extranei sumebantur adrogatione per populum, Roma curiatis comitiis, postea per Principem jure populi in Principem translati; aut adoptione per Prætores. Gellius lib. 2. cap. 19. Ulpianus libro Regula. tit. de adoptionibus. Gaius lib. 3. tit. 3. l. 1. l. 2. dig. de Adoptio. Et ex Constitutionib. principali rescripto aut imperio magistratus. At adoptatus transibat in familiam & sacra adoptantis : Adoptionem sequebatur hereditas nominis, pecunia, sacrorum : M. Tullius in Oratione pro domo sua. Nec in bona tantum sed etiam interdum in nomen heredes testamentis adscisciebantur. Brissonius V. C. lib. 7. de formulis. Cujacius lib. 7. observat cap. 7. In Francia adoptione vix ullam jus quaritur sine contractu matrimonii, adeo ut adoptatus filiam ab hereditate non repellat. In regionibus quibus masculus feminam excludit, quibusve filia que nupsit & à patre dotem accepit, non est heres ab intestato, nec jus primogenitura consequatur hic institutus, ut appellatur à Seneca Controversia 1. lib. 2. Nec excludet ab eo jure filium qui & conceptus & natus est post adoptionem. In Gallia adoptio abiit in desuetudinem, nisi forte in contrahendis nuptiis, cum socer vel socrus sibi adsciscit generum vel nurum tanquam filii aut filie loco, ut una cum liberis heres sit ex conventionne. Et la Coutume de Bille au titre de la puissance du pere, dit qu'adoption n'a lieu.*

HERITIER SIMPLE.] A la difference de l'heritier par benefice d'inventaire. Artois art. 112. Nivernois tit. 34. art. 28. 29. & ailleurs. Sedan art. 176. & suivans. Berry tit. 19. art. 15. 16. 25. où il est aussi appelle heritier pur & simple.

* HERPENNIEN.] C'est un foyage dû au Souverain par les habitans de Thionville, à cause de la franchise qu'Henry Comte de Luxembourg & Seigneur de Thionville leur accorda en 1239. par les Lettres suivantes du dernier Aoust, scellées de cinq Seaux en doubles laes de soye rouge & verte.

Je Henry Comte de Luxembourg, & Sire de Thionville, fay connoissant, à tous ciaux, qui ces Lettres verront, que je ay donné à ciaux de Thionville franchise par moy, & por mes hoirs à toujours, & en telle maniere, que chacune maison, ou li Bourgeois meie avec sa femme, me doit payer au Noël douze deniers meffens dans les VIII. jours,

& à la feste seint Johan xij deniers messiens dedans les huit jours sans eghon, & le lendemain de viij. jours doubleroit se il n'estoient payet, & paieroit l'amendise tale com li Eschevin la jugeroient, la venue femme paiera vj. deniers messiens au Noel, & six à la feste seint Johan dedans les viij. jours sans eghon, & lendemain des viij. jours doubleroit la sise, se il n'estoient paiet, & me paieret-hom l'amendise tale, com li Eschevin la jugeroient. Chacune maisons où hommeine à Thionville me doit un sllour au vain, & un au cramois, De cette droite que cy devant est dite, n'en doivent rien paier le Maire, ne li Eschevin, ne li doiens, ne li Forestiers. Toutes les charriës au Bourgeois, & au Bourgeoise de Thionville entierement ensi com elles vont en leurs chans doivent venir en ma croë, & harier un jour en vain & un jour au carnois, & un jour au soumart. Tout cil qui tiennent la terre, com dit la terre de la Labrie, doivent cloure mes croëes, & fencir mon foins en mon Bruell, & bastre mon blest en ma grange tout ensi som l'Eschevin le jugent, Le Bourgeois de Thionville tenront à cens toutes les terres dont ils avoient paié cens jusque à jour que je acquiesay Thionville au Duc de Loherreine, & les terres dont ils n'avoient paié cens jusqu'à celuy jour revanront à moy. Mes cens tales com hom les me doit, me paiera hom, chascun an, de ma terre dedans les viij. jours de la feste seint Martin. Je dois faire vendre à Thionville en l'an 12 charrees de vin, & se nuns i vendois tant com li miens fust à vendre, il paeroit l'amendise, ensi com li Eschevins le jugeroient, Li Bourgeois de Thionville me doivent mes chevauchies les premiers huit jours à leurs despens, & deng. en avant, au mien. Li Bourgeois qui en ma chevauchée n'iroit, qui seroit sepond viij. jours devant, cil a cheval paieroit x sols d'amende, & cil a pied v. sols d'amende se pour loiaut effoogne, ne demoiens. Tout li Bourgeois doivent avoir arme de fer, & roncins les aviront à leur pooir, & a l'esvart les Eschevins, Et cil qui les armures de fer, & les roncins ne pourront avoir, il doivent avoir vvanbison, & chapial de fer, & glæue a l'esvart des Eschevins. Et se li cil a cheval n'avoit sès armes & son cheval au jour, com li metera il paeroit dix sols d'amende, & cil au vvanbison v sols d'amende, & dedans la quinzaine après auroient tout armes & leur chevas ensi com il seroit esvuardes, & se il jusqu'à la quinzaine n'avoient leur armes, il paeroient au chief de la quinzaine l'amandise tal com devant est dite, & adés de quinzaine en quinzaine paeront l'amendise, tant qu'ils auroient les armes. Toutes les fois que mes Maires ara mestiers de gens, & il voudra aller pour les affaires, qui apendents a Thionville, les Bourgeois doivent aller avec luy toutes les fois qu'il les en semonra, & cil qui n'iroit, il paeroit l'amendise tal com li

Eschevins jugeroient. Li Bourgeois de Thionville doivent cuir au four bannal. Quand je aurai vvarde de ma maison de Thionville, li Bourgeois y doivent gesir, quand li Maire leur fera sçavoir par le Doien sans equison. Et cil qui ne fera tale droitures, comme cy devant sont nommées, il paeroit l'amende tal com li Eschevins jugeroient. Je dois faire mon Majour d'un des Bourgeois de la ville douquel je voudrai, & ce que mes Maires recevra du mien il le moi doit rendre, & apres ce ne me doit-il plus croire se il ne veut. Mes Maires doit jurer mes droits a vvarder & les Bourgeois les leur. Li Bourgeois de Thionville doivent avoir leur usage en bois, en preis, en chans, en eauës, si com ils ont eu toujours. Se il avenoit, que aucuns fourfaits aveinst en la ville de Thionville, cil que le fourfait feroit, me devoit l'amendise tout ensi com li Eschevin le jugeroient. Arrei ce que devant est nomei, & escrit, je ne leur puis ne dois plus demandeir, & pour que soit ce ferme chose & estable, & que je, ne autres après moi ne puist encontre ce aleir, ne biser cette franchise devant dite, si aije mis mon scel en tesmoignage de verité. Et je Henry Sire de Houpalife, & je Robert Sire de Assé, & je Arnould Sire de La Roche, & je Gilles Sire de la Rodemaken, pour ce que ce soit plus ferme chose, si avons-nous, nos sael mis à cette franchise, & à ces Lettres. Ce fut fait le jour de la feste Nostre Dame en mi Aoust, l'an de l'Incarnation Nostre Seigneur Dieu, mil & deux cens & trante neuf ans en mois d'Aoust.

*Herpennic vient d'heord focus, & de phening pecunia. Vide SKIN-
nerum.*

H O I R.] Paris article 112. Berri titre 2. art. 3. tit. 19. art. 2. & 5. & ailleurs. Normandie chap. 24. 25. 26. & ailleurs. Bretagne art. 336. 337. 341. 356. & ailleurs. *Heres, etiamsi non sit ex liberis. Est filius, filia, nepos, neptis, frater, soror, & quilibet heres: proprie tamen gignuntur non scribuntur heredes, Symmachus lib. 1. epist. 9. Interdum etiam hac heredis appellatione filius tantum intelligitur, comme aux titres des Appanages des fils de France, & aux choses non transmissibles à femelle: & en quelques baux anciens, les enfans heritiers de droite ligne seulement sont entendus par ce mots, H O I R S. Caesar Caligula posteros non intelligebat ultra filiorum gradum: Suetonius cap. 38.*

H O I R DE QUENOÛILLE.] La ruë d'Indre article septième, qui est une Coutume locale de Blaisois en la Ville de Chasteauroux en Berri.

C'est la fille heritiere, quod vel ipso nomine apparet: Cum hereditas à lancea ad fufum transit, quod fit post quintam demum paternam generationem lege veteri Anglorum & Thuringorum: comme en pro-

verbe commun nous disons que la Pairie tombe de lance en quenouille, d'autant qu'une femme peut être Pair de France. Le Royaume de France ne tombe point en quenouille : tellement que le fils de la fille ne vient point à la Couronne, & partant Philippes de Vallois fut sacré Roy après l'accouchement de Jeanne veuve du Roy Charles le Bel, dont naquit une fille : & fut preferé à Edouard Roy d'Angleterre fils d'Elizabeth fille du Roy Philippes le Bel.

HOIRIE.] Paris art. 25. 26. Melun art. 52. 62. Sens art. 31. Vistri art. 116. Berri tit. 18. art. 19. tit. 19. art. 18. Lorraine au cayer de la nouvelle Coutume. **DECLARATION D'HOIRIE**, & faut ainsi lire au fil de Bourbonnois au chap. des défauts, & au chap. des délais.

AVANCEMENT D'HOIRIE.] Anjou art. 320. 333. Paris art. 26. 278. Le Maine art. 333. 345. Sedan art. 30. 45. 182. 189. 217. 262. Amiens art. 10. 47. 51. 52. Monstreuil art. 33. Peronne art. 40. Auxerre art. 241. Dourdan art. 3. 22. 92.

C'est le don qui a été fait à l'heritier présomptif en avancement de son droit successif, *quasi in antecessum dare.*

HOIRIE & SUCCESSION.] Auvergne chap. 12. art. 3. Auxerre art. 154. Que nos histoires appellent aussi **HERITANCE** Monstrelet livre 1. chap. 96. *Hereditas est pecunia qua morte alicujus ad quempiam pervenit jure, nec ea aut legata testamento aut possessione retenta, Tullius in Topicis. Hereditas nihil aliud est quam successio in univsum jus quod defunctus habuit.*

HOMAGE.] Tours art. 2. 18. 21. 22. & ailleurs, & au chap. 1. de la Coutume d'Orleans, & de Montargis. Berri tit. 5. art. 3. 5. 6. 7. **HOMENAGE** au premier titre de la Coutume de Bearn. art. 2. 27. *Hominium, Helmodio, Roderico Toletano, Othoni Frisingensi & aliis : Hominatus Ivoni Episcopo Carnotensi in epistola 87. Ut Dominium dicimus & dominatum : Auxilium & Auxiliatum. Lucretio. lib. 5. Vasalli appellantur homines. Esquis vero concinet illis qui hanc vocem deducunt à Greco verbo ὄπιον, jura ? vel compositam dicunt ab homine & agere ? vel esse hominis legium seu ligamen.* L'homage se faisoit anciennement par le Gentilhomme, & la foy par le roturier, comme appert par un Arrest de Paris és Enquêtes du 10. Decembre 1328.

Aucuns ont aussi voulu mettre difference entre homage & fidelité : Comme l'auteur des Tenures livre second chapitre premier & second, pour la difference des personnes, ou des tenures. L'homage est fait au Seigneur même : la fidelité à son Sénéchal ou Bailly pour le Seigneur : Celuy qui ne tient l'heritage qu'à terme de vie,

G L O S S A I R E.

fait le serment de fidélité, mais non l'homage, qui se fait à genoux avec humble révérence : & la fidélité par le serment sur le livre, pour les devoirs & services accoutumez. Plus les vassaux doivent la foy & homage : Les Prelats Ecclesiastiques doivent au Roy le serment de fidélité & loyauté pour le temporel de leurs bénéfices, sans homage & vasselage, *sine personarum subjectione, ut de Episcopis Italia scribit Radevicus lib. 2. de Episcopis & Abbatibus Scotia; Sigebertus sub anno 1176. de Episcopis Francia; Ivo Episcopus Carnotensis epistol. 206. Pro spiritalibus autem homagium non fit. Cap. ult. de regulis juris, in Decretal. Dixit Homagium, ut & in cap. 14. de jurejurando. At in antiqua decretali rectius scriptum est, Hominium. cap. 5. de jurejurando in secunda collectione. Et rursus Homagium in capite 27. de simonia. At hominium legimus in antiqua decretali, & in cap. ult. de hereticis. Voyez d'Argenté sur l'ancienne Coutume de Bretagne, article 156. n. 2.*

HOMAGE qui est de **BOUCHE & de MAINS.**] En l'ancienne Coutume d'Amiens art. 24. Voyez les mots, *Bouche & Mains.*

HOMAGE DE DEVOTION.] Poitou, art. 108. Qui est donné en franche aumosne à l'Eglise, & n'emporte fief ni juridiction, ni autre devoir. Voyez la diction **AUMOSNE.**

Joignez les autorités de Rastal rapportées en cet endroit ; Galland dans son traité contre le Franc-aleu, chap. 7. au commencement, pag. 95. 96. Caseneuve dans son traité contre le Franc-aleu, livre 2. chap. 2. n. 5. pag. 171. de la dernière Edition ; Brodeau sur l'art. 63. de la Coutume de Paris, n. 23. & voyez *Fief de Devotion.*

FAIRE HOMAGE.] C'est porter, jurer, & promettre foy & loyauté à son Seigneur feodal envers & contre tous en choses droicturières & nécessaires, & de luy donner conseil & aide, & de luy garder son droit, comme explique Boutillier en la Somme rurale, & dit que le vassal en faisant l'homage se doit mettre au net, à sçavoir rabattre son chaperon, se présenter sans couteau portant défense, & en pur corps, à sçavoir sans manteau, & qu'il doit joindre ses mains en signe d'humilité, & les mettre es mains de son Seigneur en signe de ce qu'il luy vouë tout, & luy promet foy. Et que le Seigneur en recevant le vassal doit aussi promettre de luy garder foy & loyauté, & en signe de ce qu'il doit baiser son homme en la bouche. L'auteur du livre des tenures, au livre second, chapitre premier, ajoûte que le Seigneur doit être seant, & le vassal à deux genoux & desceint. Voyez **BOUCHE & MAINS.** *Nero Imperator Tyridatem Armenia regem admisit ad genua, allevatumque dextra exosculatus est: Suetonius cap. 13.* (* Dans l'ancienne Coutume de Nor-

mandie chap. 29. cet homage est appelé *Homage de Fief.*]

* *HOMAGE DE FOY ET DE SERVICE.*] C'est un hommage par lequel le vassal s'oblige de rendre quelques services de son propre corps à son Seigneur, comme par exemple de luy servir de champion ou de combattre pour luy, en cas de gage de bataille. L'ancienne Coutume de Normandie latine chapitre 29. *De fide, & servitio fit homagium, quando quis aliquem recipit in hominem, ad fidem sibi conservandam: & servitium proprii corporis exhibendum. Ad pugnandum pro ipso. Si necesse fuerit, conditione facta inter ipsos.*

L'ancienne Coutume de Normandie Françoisse chap. 29. *homage de foy & de service, est quant aucun reçoit autre à homage à luy garder foy, & à luy faire service de son propre corps, ou soi à combattre pour luy, se mestier est, ou à faire aucun tel service.* Surquoy un ancien auteur anonime a fait la glose suivante. L'homage de foy de service est quand aucun fait homage à autrui, & promet à combattre en champ contre aucun pour cil à qui il a fait homage, ou il promet faire aucun tel service de son propre corps, selon ce qu'il est déclaré entr'eux. Et fut cet homage constitué, pour ce que quand aucun a passé aage comme de soixante ans, ou qu'il est debilité d'aucun membre, il n'est pas habile pour combattre. Et pour ce fut établi que s'il étoit accusé d'aucun cas, qui par gage de bataille se doit terminer qu'il pourroit mettre champion qui seroit le fait pour luy, & ses perils & depends, & pour ce fut constitué & établi homage de foy & de service, & en souloit-on anciennement plus user, que l'on ne fait, car on combattoit pour plus de cas, qu'on ne fait pour le present . . . & doit l'en savoir, que quand un champion faisoit gage de bataille, pour aucun autre accusé d'aucun crime, se le champion estoit desconfit feust par soi rendant en champ, ou autrement, cil pour qui il combattoit estoit pendu, & forfaisoit tous ses biens & meubles & heritages, ainsi que la Coutume declaire, aussibien comme cil propre eut esté desconfit en champ. Et le champion n'avoit nul mal & ne forfaisoit rien, &c. Voyez Bouteiller dans sa Somme pag. 479.

* *HOMAGE DE PAIX.*] Suivant l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 29. C'est quand aucun suit un autre d'aucun crime, & paix est reformée entre eux, si que ceuy qui est sui fait homage à l'autre de luy garder paix. Voyez Bouteiller dans sa Somme, pag. 419. & la Glose sur l'endroit de la Coutume de Normandie qu'on vient de rapporter.

HOMAGE PLEIN OU LIGE.] La Rochelle art. 4. Voyez Lige.

PLEIN HOMAGE.] Ponthieu art. 77. Amiens art. 7. 25. 186. 189.

HOMAGE & SERVICE.] Vitri art. 63.

HOMAGE

HOMAGE SIMPLE.] à la différence de l'*Homage Lige* Tours art. 115. 362. 363. Lodunois chap. 11. art. 9. chap. 36. art. 11. 12. Anjou art. 497.

Le vassal doit faire *Homage simple* à son Seigneur ; nuë tête ; les mains jointes , & le baiser. Et celui qui doit *Homage Lige* , le doit faire les mains jointes sur les Evangiles , nuë tête , desceint , & le baiser en faisant les sermens requis selon lesdites Coutumes de Touraine & de Lodunois. Par la Coutume de Paris art. 63. le vassal pour faire la foy & homage doit mettre un genouil en terre , étant nuë tête , sans espée & espérons. / Et au premier titre de la Coutume de Bearn. art. 8. est contenuë la forme du serment de fidélité. Comme aussi au second livre des établissemens & usage des Prevôtez de Paris & d'Orleans. *In aliis etiam moribus scriptis explicatur forma fidelitatis prestande, ut à me adnotabitur in commentario Consuetudinis Biturigum.* Froissart. au 3. volume chap. 25. recite le formulaire de l'homage lige qui étoit dû au Roy de France par le Roy d'Angleterre , à cause du Duché d'Aquitaine , & de la Comté de Ponthieu , & de Montreuil. Quelquefois aussi le vassal en faisant l'homage a dépoüillé sa cappe ou manteau ; comme a fait le Comte de Montfort en faisant au Roy Jean l'homage du Duché de Bretagne. Voyez *Lige*.

TENIR A HOMAGE & SERVICE ANNUEL.] Tours article 94.

DOMAINE HOMAGE.] Anjou art. 32. 33. *Hac autem diligentissimè prosequor instituti tenendi causa, nec fastidio orunt si te non praterit quis sit hujusmodi usus.*

HERITAGE HOMAGE.] Tours art. 122. 138. 143.

LIEU HOMAGE.] Tours art. 114. Lodunois chapitre 11. article 7.

CHOSE HOMAGÉE.] Tours art. 89. 114. 119. 132. 134. 135. 144. 275. 301. Lodunois chap. 14. art. 1. & 3. Poitou , article vingt-huit & vingt-neuf.

Que l'on tient en foy & homage du Seigneur féodal.

TERRE HOMAGÉE.] Tours art. 132.

RENTES & DEVOIRS HOMAGEZ.] Tours art. 122.

HOMAGEMENT.] S. Jean d'Angely art. 37.

HOMME,] c'est-à-dire vassal : Paris art. 1. 28. Meaux art. 89. 124. 168. Montfort art. 1. Manteville art. 38. Vallées art. 46. St. Germain art. 179. 204. Estampes art. 1. Troyes art. 29. 44. Chaumont art. 27. Therouanne art. 19. 18. Orleans chap. 11. art. 7. Montargis chap. 11. art. 8. 10. 92. & suivans. Tours art. 21. 22. 95. 109. & ailleurs. Lodunois

nois chapitre premier art. 18. 19. Anjou art. 287. Le Maine art. 303. Bretagne art. 336. 354. 358. 664. & ailleurs. Dourdan art. premier, 19. 87. Normandie chap. 13. 29. & ailleurs. Peronne art. 21. Auxerre art. 42. 72. 81. Berri tit. 5. art. 7. 42. & souvent és histoires.

DE FAUT D'HOMME.] Anjou art. 494. Berri tit. 9. art. 92. Bretagne art. 354. **[PLENDRA PAR DEFAUT D'HOMME.]** En la 3. partie de la Coutume d'Anjou & du Maine : Quand le Seigneur feudal saisit & assigne sa main sur le fief de son vassal pour défaut de foy & homage.

FAUTE D'HOMME.] Bretagne art. 336. Sedan art. 74. 154. Peronne art. 29. & ailleurs. Voyez la lettre F.

HOMME FEUDAL.] Ponthieu art. 71. 81. Boulenois art. 19. 39. Hainaut chap. 1. 4. 5.

C'est le Seigneur qui a des hommes tenans en fief de luy ; mais en l'art. 74. & 81. de la Coutume de Ponthieu l'homme feudal, signifie le vassal ; comme aussi en la Coutume de Boulenois, par laquelle les hommes feudaux jugent au péril de l'amende. Et és anciens Arrests de la Cour il est souvent fait mention des hommes jugeans, & des hommes de fief, par lesquels les jugemens se faisoient, & des pairs & francs hommes de fief, & des Chevaliers qui jugeoient en la Cour du Seigneur. Et en la question 169. de l'Avocat le Cocq les hommes jugeans sont les vassaux de Clermont, qui jugeoient en la Cour de leur Seigneur.

LE FIEF DE SON HOMME ET SUJET.] Anjou art. 287. & ailleurs. *οι υποθηκοιτες, & δουλοποιτες, l. 4. Cod. de dignitatib. l. 1. Cod. de Commerciis, l. 2. Cod. de Episcopis lege 1. Cod. de Conducto-ribus l. ult. Cod. de servitutib. Symmacho lib. 2. epist. 30. 31. libro 5. Epist. 19. 20. 85. 89. 94. libro 6. Epist. 12. 43. 47. 50. 56. 67. li- bro 8. Epist. 11. 43. libro 9. Epist. 10. 22. 27. 59. libro 10. Epist. 11. 41. Ansonio, & aliis auctoribus : Sunt prediorum procuratores, actores, διοικηται, Coloni, Custodes, vasalli. Cujacius lib. 8. Observation. cap. 14. & ad libros Feudorum : qui ad domum alicujus pertinent. Sed & domestici regis appellantur homines. Cassiodorus lib. 10. variarum epist. 5. Homines Mediolanensis Ecclesie, apud eundem auctorem lib. 2. epist. 29. Homines banni. Qui sont les Sujets d'un Seigneur Justicier. Voyez le mot BAN. *Agilulfus homines Gaidulsi insula expulit. P. Varnesfridus, lib. 4. cap. 3.**

HOMME DE FOY.] Anjou articles 151. 174. 176. 177. & ail- leurs. Bretagne art. 283. 294. 662. C'est le vassal.

HOMME, FOY, ET HOMAGE.] Melun art. 23. Etampes art. 3. & suivans.

HOMME DE MAIN-MORTE.] Chaumont art. 78. Victri, art. 103. Voyez *Main-morte*.

HOMME SANS MOYEN.] au chap. 66. de la vieille Chronique de Flandres, qui tient du Roy en homage immédiatement, & pur & directement.

HOMME DE PAIX.] *Est vassalus qui Domino debet pacem conciliare, vel patus qui amicitiam & societatem juravit se servaturum potentiori.* Ou bien qui doit tenir & garder par la foy de son homage la paix faite par son Seigneur, comme il est dit en la Somme rurale : *qua de re etiam Hotomanus I. C.* Voyez *Homage de paix*.

HOMME DE PLEJURE.] *Qui se pro Domino obsidem & vadem dare debet.* Comme quand plusieurs Barons qui étoient vassaux du Roy de France, ont été envoyez en Angleterre pour tenir prison & otage pour le Roy Jean, & faire plejure de sa rançon, ainsi que Bouteiller a observé en la Somme rurale, Liv. 1. chap. 81. p. 479. **PREGÉ** signifie **GAGE**, *pignus; quod à nostris appellatum est quadium & vadium.*

Les Assises de Jerusalem chap. 106. *Et se le Seigneur ne doit mettre main; ne faire mestre au cors, ne au sie de son homme, se ce n'est par égart, ou par connoissance de sa Cour, & est tenu... par la foy qui est entre eaus de toutes les choses avant dites, dequoy homme est tenu à son Seigneur; car entre Seigneur, & homme ne na que la foy, & la foy doit estre entr'eaus as choses avant dites, mais que tant que homme doit à son Seigneur reverence en toutes choses, & chascun doit garder sa foy l'un vers l'autre fermement, enterinement en droit soi, par sa foy & sa loiauté, & son honneur garder, & bone renommée, & homme doit tant plus à son Seigneur, par la foy qu'il li est tenu; que le Seigneur à luy, que home doit entrer en ostage pour getter de prison son Seigneur, se il l'en requiert, ou fait requerre par certain message. Et chascun home qui a fait homage à autre est tenu par sa foy; s'il treuve son Seigneur en besoing d'arme à pié entre ses ennemis, ou lenc qui fait en peril de mort, ou de prison, fait*

re son loyal pouvoir de remonter le, & de rejetter le d'iceluy peril, & se il autrement ne le peut faire, il li doit donner son cheval, ou sa bête surquoi il chevauche, se il la requiert, & ayder le à mettre sus, & aider le en son pooir à son corps sauver; & qui ne fait à son Seigneur aucunes des avans dites choses, il ment sa foy vers son Seigneur, & se le Seigneur en peut provert par record de cœurs, il pora faire de luy & de ses sous choses, comme home atteint de foy mentie; & qui fait aucune des avans dites choses à son Seigneur, le Seigneur est tenu par sa foy de delivrer lo à son loyal pooir celuy, ou ceaux de ses hommes, que li a mis en hostage pour sa delivrance; & se celuy ou ceaux de ses homes qui le remontent come est dit dessus, sont pour achaison de ce pris, ou emprisonnez, il est tenu à son Seigneur d'entrer pour luy en ostage pour debte en plejerie, de tant vaillant, come le seigneur il tient de luy vautre, & dequoy il est son home vautre raissonablement à vendre par l'assise; &

nois chapitre premier art. 18. 19. Anjou art. 287. Le Maine art. 303. Bretagne art. 336. 354. 358. 664. & ailleurs. Dourdan art. premier, 19. 87. Normandie chap. 13. 29. & ailleurs. Peronne art. 21. Auxerre art. 42. 72. 81. Berri tit. 5. art. 7. 42. & souvent és histoires.

[D E F A U T D' H O M M E.] Anjou art. 494. Berri tit. 9. art. 92. Bretagne art. 354. [P A L E S T R A P A R D E F A U T D' H O M M E.] En la 3. partie de la Coutume d'Anjou & du Maine. Quand le Seigneur feudal saisit & assigne sa main sur le fief de son vassal pour défaut de foy & homage.

[F A U L T E D' H O M M E.] Bretagne art. 356. Sedan art. 74. 154. Peronne art. 29. & ailleurs. Voyez la lettre F.

[H O M M E F E U D A L.] Ponthieu art. 71. St. Boulenois art. 15. 39. Hainaut chap. 1. 4. 5.

C'est le Seigneur qui a des hommes tenans en fief de luy ; mais en l'art. 74. & 81. de la Coutume de Ponthieu l'homme feudal, signifie le vassal ; comme aussi en la Coutume de Boulenois, par laquelle les hommes feudaux jugent au péril de l'amende. Et és anciens Arrests de la Cour il est souvent fait mention des hommes jugeans, & des hommes de fief, par lesquels les jugemens se faisoient, & des pairs & francs hommes de fief, & des Chevaliers qui jugeoient en la Cour du Seigneur. Et en la question 169. de l'Avocat le Coq les hommes jugeans sont les vassaux de Clermont, qui jugeoient en la Cour de leur Seigneur.

[L E F I E F D E S O N H O M M E E T S U J E T.] Anjou art. 287. & ailleurs. *de honoribus, & dignitatibus, l. 4. Cod. de dignitatibus, l. 1. Cod. de Commerciis, l. 2. Cod. de Episcopis lege 1. Cod. de Conducto-ribus l. ult. Cod. de servitutibus: Symmacho lib. 2. epist. 30. 31. libro 5. Epist. 19. 20. 85. 89. 94. libro 6. Epist. 12. 43. 47. 50. 56. 67. li- bro 8. Epist. 11. 43. libro 9. Epist. 10. 22. 27. 50. libro 10. Epist. 11. 41. Ansonio, & aliis auctoribus: Sunt prediorum procuratores, actores, Dioxitar, Coloni, Custodes, vasalli. Cujacius lib. 8. Observation. cap. 14. & ad libros Feudorum: qui ad domum alicujus pertinent. Sed & domestici regis appellantur homines. Cassiodorus lib. 10. variarum epist. 5. Homines Mediolanensis Ecclesie, apud eundem auctorem lib. 2. epist. 29. Homines banni: Qui sont les sujets d'un Seigneur Justicier. Voyez le mot BAN. *Agilulfus homines Gaidulfi insula expulit. P. Varnesfridus, lib. 4. cap. 3.**

[H O M M E D E F O Y.] Anjou articles 151. 174. 176. 177. & ailleurs. Bretagne art. 283. 294. 662. C'est le vassal.

[H O M M E, F O Y, E T H O M A G E.] Melun art. 23. Etampes art. 3. & suivans.

HOMME DE MAIN-MORTE.] Chaumont art. 78. Vifri, art. 103. Voyez *Main-morte*.

HOMME SANS MOTEN.] au chap. 66. de la vieille Chronique de Flandres, qui tient du Roy en homage immédiatement, & pur & directement.

HOMME DE PAIX.] *Est vassallus qui Domino debet pacem conciliare, vel pascius qui amicitiam & societatem iuravit se servaturum potentiori.* Ou bien qui doit tenir & garder par la foy de son homage la paix faite par son Seigneur, comme il est dit en la Somme rurale : *qua de re etiam Hotomanus I. C.* Voyez *Homage de paix*.

HOMME DE PEEVRE.] *Qui se pro Domino obsidem & vadem dare debet.* Comme quand plusieurs Barons qui étoient vassaux du Roy de France, ont été envoyez en Angleterre pour tenir prison & otage pour le Roy Jean, & faire pleyre de sa rançon, ainsi que Bouteiller a observé en la Somme rurale, Liv. 1. chap. 81. p. 479. **PREEB** signifie **GAGE**, *pignus; quod à nostris appellatum est gadium & vadium.*

Les Assises de Jerusalem chap. 106. Et se le Seigneur ne doit mettre main; ne faire mettre au cors, ne au sie de son homme, se ce n'est par égart, ou par connoissance de sa Cour, & est tenu. . . . par la foy qui est entre eaus de toutes les choses avant dites, dequoy homme est tenu à son Seigneur; car entre Seigneur, & homme ne na que la foy, & la foy doit estre entr'aus as choses avant dites, mais que tant que homme doit à son Seigneur reverence en toutes choses, & chascun doit garder sa foy l'un vers l'autre fermement, enterinemens en droit soi, par sa foy & sa loyauté, & son honneur garder, & bone renommée, & homme doit tant plus à son Seigneur, par la foy qu'il li est tenu, que le Seigneur à luy, que homme doit entrer en ostage pour getter de prison son Seigneur, se il l'en requiert, ou fait requerre par certain message. Et chascun homme qui a fait homage à autre est tenu par sa foy, s'il treuve son Seigneur en besoing d'arme à pié entre ses ennemis, ou lunc qui soit en peril de mort, ou de prison, fai-

re son loyal pouvoir de remonter le, & de rejetter le d'iceluy peril, & se il autrement ne le peut faire, il li doit donner son cheval, ou sa bête surquoi il chevanchie, se il la requiert, & ayder le à mettre sus, & aider le en son pooir à son corps sauver; & qui ne fait à son Seigneur aucunes des avans dites choses, il ment sa foy vers son Seigneur, & se le Seigneur en peut prouver par recors de court, il pora faire de luy & de ses sones choses, comme home asteins de foy mentie; & qui fait aucune des avans dites choses à son Seigneur, le Seigneur est tenu par sa foy de delivrer le à son loyal pooir celuy, ou ceaux de ses hommes, que li a mis en hostage pour sa delivrance; & se celuy ou ceaux de ses homes qui le remontent come est dit dessus, sont pour achuison de ce pris ou emprisonnez, il est tenu à son Seigneur d'entrer pour luy en ostage pour debte en plegerie, de tant vaillant, come le se que il tient de luy vaut, & dequoy il est son homme vaitroit raisonnablement à vendte par l'assise; &

qui de sa defaite à son Seigneur... il doit perdre le fie à sa vie, que il tient de luy; & se le Seigneur laisse encore son home de tel maniere d'ostage, & de ptejerie, & il y a damage il est tenu de restorer luy tout son damage, que il auroit eu pour luy, pour ce: & se ce luy de ses homes, que il a laissé encoeur d'ostage pour dette ou pour ptejerie, quelque la quantité, soit petit ou grant, n'est tenu d'entrer pour luy en ostage de dette ne de ptejerie, tant que il li ait amendé tout le damage, que il auroit por lui reçu, & le Seigneur doit croire son home dou damage qui il dira par la foy que il li doit, que il en a reçu, & restorer li, & amender li fait comme il aura dit, que il a eu de damage. Voyez l'ancienne Coutume de Normandie chap. 29. avec la glose & M. de Marca dans son histoire de Bearn liv. 7. ch. 1. n. 2.

HOMME DE SERVICE.] *Qui prater fidem domino debet certum servitium, Cujacius ad tit. 5. lib. 2. Feudorum.* Et pour ce faire en tient possessions, comme appert de la Somme rurale: & ne faut pas entendre ceci du service de la guerre, auquel tous les fiefs de leur nature sont tenus. Il y a plusieurs sortes de fiefs, & ne les faut pas confondre: Tous vassaux ne sont pas tenus à pareil devoir. *Hæc in re plerique hallucinantur, & inepta scribunt, tantùmque in illorum libris somniorum est, Audaculis fibula imponenda est, non laxanda.* Voyez *Homage.*

HOMME VIVANT ET MOURANT.] Melun art. 28. Sens art. 6. Berri tit. 5. art. 53. Ribemont art. 27. Reims art. 83. Chalons art. 208. Boulenois art. 55. Montargis ch. 1. art. 86. 87. 88. Grand Perche art. 67. 71. Blois art. 44. Auxerre art. 8. & 75. Cambray tit. 2. art. 55. Bar art. 12. Lille tit. 1. art. 39.

HOMME VIVANT, MOURANT, CONFISCANT.] Bourbonnois art. 190. Que le Duc de Bourbonnois doit bailler quand il acquiert aucune chose au fief de son vassal tenuë en arriere-fief de lui. Car il en doit la foy & homage, & bailler un Vicair, par lequel l'arriere-fief s'ouvrira ou commettra: comme aussi les gens d'Eglise & de main-morte sont tenus nommer un tel Vicair, qui doit payer à chacun renouvellement d'homme le revenu d'une année pour le fief.

HOMME VIVANT, MOURANT ET CONFISCANT.] Montfort art. 47. Mante art. 43. Laon art. 209. Peronne art. 76. Bretagne art. 368. Bar art. 10.

Lequel Seigneur feudal ou censuel prend pour l'Eglise, Monastere, Hôpital, Communauté, College & autres gens de main-morte: & par le trépas duquel le Seigneur peut user de ses droits, & les faire saisir, & rapproprier à sa table & domaine: *Namque Ecclesia est immortalis & inhabilis militia, alioqui facile deperirent jura dominica.* Cet homme s'appelle Vicair en la Coutume d'Orleans ch. 12. art. 99. 100. 103. & ailleurs.

HOMMES ALLODIAUX.] Au chap. 19. art. 11. du styl de Licge. Qui tiennent terres en alleu. *Leudes, leudi, vel leodes.*

DROIT D'HOMMES.] En la Coutume locale de Chastillon sur Indre, ressort de Tours, qui appartient au Roy ou à ses Officiers, sur les Seigneurs subalternes, pour raison des hommes & femmes serfs taillables à volonté, afin de moderer, corriger & diminuer les tailles excessivement faites.

HOMMES ET FEMMES DE CORPS.] Viétri art. 1. 103. 140. & suivans. Chalons art. 18. & en la Coutume locale de Resbets, ressorts de Meaux, & au chap. 34. de l'ancien styl de Parlement à Paris: & en l'ancienne Coutume du Bailliage de Bar art. 21. & au livre second de l'usage de Paris & d'Orleans.

Les hommes de corps, sont des hommes dont la personne est serve, à la différence des main-mortables, d'heritages qui ne sont serfs qu'à raison des biens immeubles qu'ils possèdent, & qui sont des personnes libres. Voyez l'article 3. de la Coutume de Nivernois chap. 8. & la Coutume de Bourgogne chap. 9. art. 9.

Quoique l'esclavage ait été en usage en France pendant plusieurs siècles, comme il n'y avoit d'esclaves que les ennemis qui étoient pris à la guerre, ou ceux qui s'étoient vendus eux-mêmes dont le nombre n'a pas été fort grand, il ne faut pas s'imaginer que ce soit de ces deux manieres que presque tous les habitans de la campagne qui n'étoient pas nobles, sont devenus hommes de corps sous nos premiers Rois de la troisième race, ou sous nos derniers Rois de la seconde; car ces droits généraux de servitude de corps qui appartiennent aux Seigneurs féodaux, & dont il est parlé dans plusieurs de nos Coutumes, ne sont pas extrêmement anciens.

Beaumanoir dont les paroles méritent d'être rapportées, parle ainsi de l'origine de ces servitudes dans la Coutume de Beauvoisis, chap. 45. pag. 254. *Servitude de cors si sont venues en mont de maniers, les unes pour che que an-*

chiennement que l'on semannoit ses sours pour les ostz, ou pour les batailles qui estoient contre le Couronne l'en i metoit tele peine en le semonce fere, que chil qui demouroient sans renable cause si demouroient serf à toujours ans, & leurs hoirs, & par cette cause en est mout.

Le seconde chose par lequel il est mont de serf, si est pour ce que li tems cha en arriere par grant devotion, mont de gens si se donnoient ans & leurs hoirs, & leurs choses as sains & saintes, & leurs choses toutes, & paioient che que ils avoient proposé en leurs cuers & les redouvanches que ils paioient, li recheveur des Eglises si mettoient tout en écrit, & che que il pouvoient traire de leur connoissance, & ainsint n'avoient il sur ans, & ont toujours puis usé plus & plus par la malice, qui est puis crüe trop plus, que il ne fu metiers. Si que che qui premierement fut fet par cause de bonne fai & par devotion, est tourné en damage, & en le vilenie aux hoirs.

Le tierche maniere comment plusieurs sont devenus serfs si fut par vente, si comme quant aucun chaoit en porteté, & il disoit à aucun Seigneur, vous me dourai tant, & je demourai votre homme de cors; & aucunes fois le devoient par leur propre don, pour estre garansi des autres Seigneurs, an-

de aueunes haine que l'en auoit à eux.

Par toutes teles choses sont seruitudes venues auant, car selonc le droit naturel chascun est frans, mes chele franchise est corrompue par les acquisitions dessus dites, & encore i a d'autres acquisitions, car il i a de teles terres quant

un frans hom, qui n'est pas Gentishomme de lignage i va manoir, & i est resident un an & un jour, il devient soit home soit feme, serf au Seigneur dessous qui i vient estre residens. Voyez Droits Seigneuriaux, & Main-morte.

HOMMES DE FIEFS.] Sensis art. 32. 37. 88. Chalons artic. 197. S. Quentin art. 88. S. Omer art. 10. Chauni art. 8. Ponthieu art. 87. Boulenois art. 15. 18. 97. Arthois art. 33. 37. Hainaut chap. 6. 61. 65. 68. Amiens art. 186. Beauquesne art. 5. 6. Peronne art. 36. & au styl de Liege chap. 19. art. 11. Cambrai tit. 1. art. 32. 35. 38. 72. 73. 75. tit. 22. art. 1. tit. 25. art. 27 & en la Coutume de Lille titre des plaintes à Loy, & ailleurs, & en la Coutume des fiefs du Comté de Namur.

HOMMES DE FOY SIMPLE OU LIGE.] Anjou art. 129. 130. 137. 138. Le Maine, art. 140. 141. 148. 149. 150. 151. 206.

HOMMES LIGES.] Voyez la diction LIGE.

* **HOMMES LIGES.**] Ponthieu art. 66. &c. Voyez ci-dessus Hommes de Fief.

HOMMES DE LOY.] Voyez la lettre L.

HOMMES PROFITABLES.] Bretagne art. 91. Sont les sujets desquels le Seigneur tire profit & revenu.

HOMMES DE SERVITUDE.] Troyes art. 3. & 6. Chaumont art. 3. Qui sont de condition seruil. *Servus appellatur homo in c. ult. de servis non ordinandis, cap. 3. de rerum permutatione. in omni Gallia plebs penè servorum habita loco, & ij maxime se se in servitutum dicabant nobilibus. Casar lib. 6. belli Gallici.* Voyez Hommes de corps.

HOMMES & VASSAUX.] Clermont art. 199. 205. & suivants.

Qui sont Seigneurs de fiefs, & sont tenus servir à la Justice, assister & juger pour le Bailli à leurs périls de l'emende, en cas qu'il soit dit mal jugé. Car ils donnent conseil & Ordonnance au Bailli tant en son assise qu'és plaids ordinaires, comme appert aussi par la Coutume de S. Paul art. 28. de Chauni art. 99. de Cambrai tit. 1. art. 57. & du styl ancien de Parlement à Paris chap. 6. par. 13. mêmes pour le pais de Picardie, & s'appellent aussi Pairs & Compagnons. Voyez la diction PAIR. **HOMMES DE LA COUR DU SEIGNEUR** en l'ancienne Coutume de Monstreuil art. 23. **BAILLI & HOMMES**, en ladite Coutume de Monstreuil art. 25. 43. de Boulenois art. 14. **HOMMES de fiefs, Pairs & Vassaux**: Vallois art. 33.

G L O S S A I R E.

23

HOMMES & tenans feudaux en l'ancienne Coutume d'Amiens art. 24. Et d'autant qu'ils sont tenus de l'emende, s'ils ont mal jugé, il faut les ajourner en la cause d'appel, & seroit l'appel déclaré desert, hors que le Seigneur fût ajourné : Arrest de Paris du 16. Decembre 1383. Et par le Registre du Conseil du Parlement à Paris du 21. de Novembre 1498. appert que les francs hommes jugeoient à S. Omer : & és Registres de la Cour il est souvent fait mention des appellations interjettées de ces Pairs & Hommes jugeans.

HOMOLOGUER.] *ὁμολογῆν, Adsentiri, consentire : Cùm princeps, Senatus, judex aut magistratus auctor fit, & decernit. Praxis Francica peregrina vocabula non respicit, ut veteres Romani etiam Punicis Ofcisque verbis usi sunt.*

HONNEURS.] Voyez les dictionns **L O D S E T V E N T E S.**

* **H O S C H E S.**] Nevers, chap. 5. art. premier. Ce mot suivant Coquille vient d'*osca*, dont parle Columelle dans son livre du ménage de la Campagne, & il signifie uné terre de peu d'étendue, qui est auprès d'une maison, & qui sert à ses commoditez. Charaxa ann. 881. *Denique predictam Capellam in honore sancti Valerii dicatam, & jam dictum mansum cum supra posita, id est curtiferis, Olchis, campis, pratis, aquis, aquarumve decursibus, silvis, sicut jam dictum est in eadem villa, vel ejus finibus, omnia ex integro condonavimus.* Voyez M. Pirard dans son Recueil de pieces, pag. 159. & cy-après *Ouche*.

HOSTAGES.] Pour le fait de la pescherie de mer, en la Coutume particuliere de la Ville de Calais.

HOST-BANNY.] Voyez **O S T.**

DROIT D'HOSTELAGE.] Bayonne tit 5. art. 47. tit. 7. art. 22. 23. 30.

C'est le prix, taxe & salaire, que les marchands forains & étrangers paient pour le loiage des maisons, boutiques, ouvroirs, esquels ils mettent leurs marchandises, qu'ils amènent au jour de foire ou marché.

PAINS DE HOSTELAGE.] Est un Droit Seigneurial par la Coutume de Dundis art. 27. que les sujets paient pour le foilage & tenement : comme le droit d'Ofsize. Les six-vingt Chevaucheurs privilegiez sont exempts de taille & hostelage. Les Secretaires du Roy jouissent des droits d'hostellage, comme plusieurs autres Officiers domestiques. Hostellages & anciens gages, és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 139.

HOSTELLER.] C'est loger-prendre logis.

HOSTES.] Manans, ou tenans : Sujets, Hostes, & Cottiers, en la Somme rurale. Et en la derniere Coutume de Lille titre pre-

mier art. 23. Qui sont sujets d'un Seigneur feudal, censuel ou reu- tier. En un Arrest donné à la Chandeleur 1260. il est fait mention des Hostes anciens, & des nouvelles hostises. *Hostus pronomem fuit in eo qui peregrè apud hospitem natus erat, Valerius Probus libello de pronomine : vel in hostico, Macrobius lib. 1. cap. 6. Veteribus etiam Hostis significat peregrinum, ut Plauto in Curculione, quod Macrobius interpretatur lib. 1. cap. 16. Et in 12. tabulis Cicero lib. 1. officiorum, Varro lib. 4. de lingua Latina. Voyez le mot OSTIZE cy- après.*

RAPPORTS & HOSTIGEMENTS] de fiefs, d'heritages, de biens, qui se font en Justice pour sûreté de aucun dû, acquit, ou autre action personnelle, creent hypothèque, selon la Coutume de Lille en Flandres, dont y a titre exprés en l'Édition de l'an 1565. Heritages hostigiez, en la même Coutume tit. 1. art. 30.

* HOULIER : HOULIERE] C'est ainsi qu'il faut lire dans le chapitre 88. de la Somme rurale de Bouteiller, pag. 506. & non Hourieur ne Houriere.

Un Houlier comme l'a tres-bien remarqué l'auteur de la note sur cet endroit de Bouteiller, est un homme de mauvaise vie, & une houliere est une débauchée. Pierre des Fontaines dans son Conseil chap. 16. art. 6. » *Bien di Lois (c'est la Loy xj. Dig. de dolo malo) Ke*
 » *pour petit case ne doit-on oir plait de tricherie, & si ne doit-on mie*
 » *souffrir que li enffent plaident contre leur pere, ne contre leur mere.*
 » *par tricherie. ni les frans contre ciaux ki les franchirent, ne à pou-*
 » *res hom contre cheluy qui est de grant dignité, ne à un ribaut, ne*
 » *à un houler, contre cheluy qui est de bonne vie. Quibusdam perso-*
 » *nis non datur (actio) ut puta liberis vel libertis adversus pa-*
 » *rentes patronosve, cum sit famosa : sed nec humili adversus eum*
 » *qui dignitate excohet, debet dari, puta plebeio adversus consu-*
 » *larem receptæ autoritatis : vel luxurioso atque prodigo aut alias vili,*
 » *adversus hominem vitæ emendationis.*

Anciennement on nommoit en France le charbon de terre houille, & ceux qui travailloient à le tirer houliers. Magn. Chron. Belg. » *Ar-*
 » *no Dom. 1202. presulatus Alberti secundi, hullæ circa leodium pri-*
 » *mò inveniuntur in termino publici montis, &c. Bruisthemius : Car-*
 » *bones quos Galli hullas, vocant, inventi sunt juxta Leodium in mon-*
 » *te publico, &c. Rudolphus de Rivo, in Episc. Leod. cap. 22. p.*
 » *62. » Nostri aliud agendum rati, communi consilio visum fuit, hulla-*
 » *rios in agro Leodiensi vocandos, qui per enspiculos fundamenta castri*
 » *suffodiunt, accensoque pulvere sulfures disturbent. » Et comme ces*
 » *charbonniers étoient des vagabonds & des brigands, on a donné leur*
 nom

G L O S S A I R E

23

aux débauchez & aux personnes de mauvais commerce. *Vid. Cang. in Gloss. verb. Hullæ, hullarii ; & Chapeauville in not. ad cap. 95 Egid. Aur. Vall. monach.*

* **H U.**] Bouteiller dans la Somme liv. 2. tit. 33. pag. 832. lig. 27. C'est un cry, une huée. Bouteiller au lieu cité. « Pourquoi ce n'estoit mie chaste si chaude à vñe d'œil continuée en poursuivant à Cry & à Hu. » Rastal. « Hue & crie est un poursuit de un ayant commis felonie par le haut chemin ; car si le partie rob, ou ascun en le compagnie de un qui fust murdri ou rob, vient al Constable del prochein de ville, & luy commanda de faire hue & crie, ou de faire poursuit ; a puis l'offendor, describans le partie, & si pres que il soit, montrant de quelle voie il est allé, le Constable doit immédiatement de appeller sur le Paroche, par aid en querance le felon ; & se il ne soit trouvé là, donc de donner garrein al prochein Constable, & il ad prochein à luy, desque le offendor soit apprehend, ou al meins jusque il soit été poursuie al latere de mere » Le mot *Hutesium*, pour Cry, est frequent dans les auteurs Anglois. Voyez *Haro*.

* **H U A G E.**] Il suffit pour faire entendre ce terme de rapporter ici l'extrait d'un Aveu rendu par M. de la Trimouille au Duc d'Anjou, en 1473. « S'ensuit ceux qui doivent chasser en mes forests à toutes grosses bestes, rouges, rouses, noires, toutes fois que moi ou mes Officiers voulons chasser, & aussi ceux qui doivent le huage aufdites grosses bestes en mes forests. » Devoir huage comme on le void, c'est estre obligé de faite hen, comme il y a plus bas dans le même titre.

* **H U C H E M E N T.**] Dans les Ordonnances de Metz, tit. 2. art. 52. c'est un cry, une proclamation. Voyez le mot precedent, & joignez Constant sur la Coutume de Poitou, pag. 112. lig. 4.

H U I T I È M E.] Tours art. 229.

C'est une aide appartenant au Roy, & qui se prend sur le vin, sidtes & autres bteuvagès vendus en détail par les taverniers, hôteliers, ou autres : Et pour iceluy est dû par le vendeur le huitième denier du prix. Cette imposition ou subvention a commencé du temps du Roy Charles VI. l'an 1382. par Edit du 23. Janvier, pour survenir aux frais de la guerre. Et peut avoir pris son origine dès le temps du Roy Chilperic qui exigea la huitième partie du vin du crû de chacun. Comme aussi le Roy Charles V. pour les affaires de la guerre a mis un impôt sur le sel & sur le vin qui se vendoit. *De portorio vini M. Tull. in oratione pro Fonteio. Sic octava onus est mercium, qua importantur vel exportantur, quod vectigal sive portorium debetur Fisco aut Reipub. ejusve portitoribus, & octavaribus. l. 2. Cod.*

de Eunuchis. l. 7. & 8. Cod. de vectigal. l. 7. Cod. de locato. Caesar Caligula ex gerulorum diurnis questibus partem octavam iniquè exigebat : Suetonius cap. 40. Octavianus Caesar à libertis exegit octavam omnium bonorum partem ; ab ingenuis quadrantem annui redditus. Dio lib. 50. Sulcitanos Caesar pro decumis octavas pendere jubet. Hirtius de bello Africano. Aussi en plusieurs Villes comme à Tours, Mehun sur Eure, Vierzon & ailleurs, se leve sur le vin vendu en détail & en broche, autre impôt appelé la petite mesure, ou appeissement de mesure, ou courtte pinte, pour les réparations des Villes, des murs, ponts, portaux, pavez, chaussées & autres affaires communes. Comme l'unzième, le treizième, le vingtième, le quatrième, le quatorzième, & autres droits, Eodem exemplo quo lex Julia de vicesima hereditatum, Legatorum, donationum causa mortis, de qua Dio lib. 55. 56. Plinius Junior, alij ; & Manlia de vicesima manumissorum, quorum nomine viginti solvebantur fisco, auri sui puri, probi, profani, Festus, Livius lib. 7. Alia de centesima, quinquagesima, decima rerum vel mancipiorum venalium : nec fuit ulla vicesima rerum venalium observante Cujacio : alia de quadragesima, vel decima litium, & si qua alia exactionibus illicitis nomina Publicani tributorum & vectigalium invenerunt, ut ait Tacitus lib. 13. Annalium, Propter onera imperii reperta est vicesima hereditatum augendi inopis ararij causa, ut & caduca introducta eadem ratione, fuit & ducentesima auctiorum. Suetonius in Caligula cap. 16. De novis & inauditis Vectigalibus vel tributis. Sueton. in Caligula cap. 40. & 41. in Vespasiano cap. 16. & 23. Caesar lib. 3. de bello Civili.

[DEPENDRE L'HUIS OU FENESTRES DE LA MAISON.] Quand le Seigneur ou Sergent en signe de main-mise & d'execution, abat & met hors des gons l'huis de la maison qui est chargée de cens ou rente, pour les arerages ou droits & profits qui en sont dûs. Lille art. 220. Nivernois tit. 5. art. 16. & en l'ancienne Coutume de Mejun art. 132. en l'ancienne de Sens art. 22. 220. 242. & au grand Coutumier livre 2. chap. 25. & mettre l'huis au travers de l'entrée, ou mettre obstacle & barreau és huis & fenestres de la maison tenuë à cens, en signe de saisie, de main-mise, & d'empêchement. Orleans art. 105. 115. Montargis tit. 2, art. 2, & au livre second du grand Coutumier chap. 37. *Ostium praecluditur claustro vel conscripto, pensionem non solvente inquilino, Cujacius publici privatique juris Romani peritissimus lib. 17. Observat. cap. 39.* Et telle est la Coutume locale de la Ville de Orilhac en Auvergne. Comme aussi l'on a accoutumé de brandonner les fruits de terre, ou de vigne saisie, & d'attacher un panonceau à l'huis d'une maison saisie, en signe de saisissement &

de main-mise. Voyez les mots BRANDONER, COUVRIER, CROIX. Aussi par les statuts de Bordeaux pour marque de désobéissance les Sergens rompent la porte de la maison de celui qui défaut au Conseil general de la Ville. Et par l'Ordonnance de Charles VI. de l'an 1413. art. 255. l'on peut découvrir les maisons de ceux qui font guerre & déliance particuliere.

HUISSIER D'ARMES.] Es Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 202.

HUISSIERS AUDIENCIERS,] Es Ordonnances des Rois : *Sunt Apparitores, ostiarij.* Sergens qui assistent aux Plaidoiers & Audiencies des Juges, qui gardent l'huis & entrée du barreau, ou parquet, & qui appellent les schedules, audiencies & procès des parties. Comme appert par l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 43. 44. Il y a aussi des Huissiers en Chancellerie, & en la maison des Princes, des Huissiers de la Chambre de la Salle, quasi *Admissionales*. Et anciennement des Huissiers en l'Eglise, qui *πυλωροι*. *Hof-tiarij* servi qui domni deseruiunt, & *aditum* servant, etiam Janitores appellantur : *Hof-tiarij* virga, *Seneca* lib. 2. ad *Serenum* cap. 14. Voyez les mots, SERGENS, & VERGE. *Perionius* mavult deducere à verbo *Mucher*, id est *vocare*.

D'Exire, comme Skinner l'a observé in *Proleg. Etimolog.* on a fait *issir*; d'*issir*, on a fait *is* ou *huis*, pour dire une porte, une sortie, une issue : & de

huis, on a fait huissier. Voyez néanmoins M. du Cange sur le mot *huissierium*.

HUMIERS.] Ou Usufructuaires : Usufruit & Humiere. *Namus* art. 13. 45. 56.

BLED D'HYBERNAGE.] Dont l'on a plaidé en Parlement à Paris en Novembre ou Decembre, 1604.

F

JALLAGE.] Qui equipolle au droit de forage, quand le Seigneur prend une, deux ou trois pintes de vin pour poinçon vendu en détail. Jallée de vin.

JAULGEUR.] Clermont, art. 233.

Qui jauge la futaille à vin, breuvages, & autres liqueurs, afin que le vaisseau soit de jauge, & mesure raisonnable & accoutumée. En certains lieux cet Office est hereditaire.

Notaire IMMATRICULE.] Estampes art. 107. Duquel le nom est enregistré, & reçu au Greffe de la Jurisdiction. *Matricula est descriptio, numerus, index; nota publica, Registrum, Regestum, Matrix,*

Matricularius, vocabula sunt hodie nota satis.

* IMMUNITÉ.] Des Mares decision 99. Voyez Franchise.
DROIT OU PROFIT D'INDEMNITÉ.] Grand Perche art. 67.
Dunois art. 17. Poitou art. 52. Berry tit. 1. art. 53. Bretagne art. 368.
esquels lieux ce droit n'est taxé ni arbitré pour le Seigneur féodal
ou censuel.

Par la Coutume de Touts art. 103. & suivans, & de Lodunois
chap. 10. ce droit appartient au Seigneur féodal, au fief duquel les
gens d'Eglise, les frairies, communautés, & autres main-mortes
acquierent ou leur est donné ou legué aucuns héritages, rentes, ou
domaines : & pour iceluy la cinquième partie des deniers de l'ac-
quest, ou de la valeur des choses acquises, ou du revenu de l'hé-
ritage ou rente à perpétuité : ou bien le Seigneur leve le revenu de
l'héritage cinq ans pour l'indemnité à son choix : Et ce quand ceux
qui tiennent à main-morte ont jouy desdits acquets, dons ou legs
par quarante ans auparavant l'injonction à eux faite d'en vider leurs
mains. Par la Coutume d'Anjou art. 37. du Maine art. 41. l'indem-
nité est la valeur des fruits de trois années des choses acquises par
les gens de main-morte, si autrement n'en est composé. Et par la
Coutume de Melun art. 30. l'indemnité est le cinquième denier de la
valeur & estimation de la chose. La Cour de Parlement à Paris par
son Arrest du 9. Avril 1565. avant Pâques, a suivi cette taxe contre
les Jesuites de Paris, qui avoient acquis la maison & cour de Lan-
gres, au censif de l'Abbaye sainte Genevieve & du Commandeur
de Lattan, *jure petito ex vicina regione*. Et par la Coutume de Sens
art. 7. pour l'indemnité est dû le revenu de trois années de la cho-
se acquise, & le sixième denier de la valeur & prix de l'acquisition,
au choix des acquireurs : Et telle est aussi la Coutume d'Auxerre
art. 8. & est fait mention de cette indemnité és articles 6. 9. 48. 189.
de ladite Coutume d'Auxerre. Par la Coutume de Bar-le-Duc art.
12. l'indemnité du Seigneur est la sixième partie du juste prix ou
valeur du fief & héritage de pote. L'Avocat le Coq en sa question
91. dit que pour l'amortissement, on bailloit la moitié de la rente ou
revenu. Par l'Ordonnance du Roy Philippes III. faite à Paris au Par-
lement de l'an 1275. & autres du Roy Philippes le Bel de l'an 1291.
l'indemnité est taxée à la valeur des fruits d'une année, de deux,
de trois, de quatre ou de six années, selon les especes de l'acquest
fait par l'Eglise au fief ou arriere-fief du Roy, en son censif, ou ar-
riere-censif, ou en aleu, à titre gratuit ou opereux.

Aussi pour affranchissement obtenu du Roy par homme de condi-
tion serve, il est besoin paier indemnité au Seigneur du fief, au de

dans duquel l'hopetrant des lettres est demeurant, par Arrest de l'an 1571. recité par Bacquet. en son traité du droit d'Aubaine chap. 24. & par Chopin sur l'article 37. de la Coutume d'Anjou.

Aussi par la Coutume de Victri en Parlois art. 144. quand l'homme de corps s'est formarié, & a pris en mariage femme d'autre condition que de la sienne, sans le congé de son Seigneur, soit qu'il l'ait demandé ou non demandé, il doit à son Seigneur pour son indemnité, le tiers de ses biens meubles & heritages tels qu'il les a au jour & heure du mariage, s'il est de condition de main-morte de meubles & d'heritages assis en morte-main. *Hac placuit proferre, & explicare, quandoquidem hac questio nondum à nostris profligata est, qui vel nesciunt: illas Constitutiones regias, vel desuetudine sublatas putant, vel negligunt aliarum Provinciarum mores scriptos, & morbo suo mozem gerentes malunt tanquam aspis à vipera, venenum mutuari ex scriptis τῶν νομικῶν, καὶ συρράκων, καὶ συγκλῦδων.* Voyez le quatrième traité de Bacquet Avocat du Roy en la Chambre du Tresor à Paris ch. 53. 54. 55.

L'INDULT des Presidens & Conseillers de Parlement, & des Maîtres des Requêtes, lesquels peuvent nommer personne capable pour tenir leur Indult & Benefice.

L'INDULT des Cardinaux qui ne peuvent être prevenus pendant huit mois, pour pourvoir aux Benefices de leur collation. Le Grand Conseil connoît des Indults.

INFEUDATION.] Paris art. 172. 184.

Quand le Seigneur feudal admet en possession & saisine le vassal. *Infeuder, beneficiare, ut est loquutus Sigebertus in Chronico ann. 107.*

INFORMATION.] *Cum ex delatione accusatoris vel procuratoris fisci, iudex querit de crimine vel delicto antequam reo postulato manus injiciatur, vel dies dicatur. Questio criminis dicitur ἀνάκρισις. Unde Quaestores ut quaestores rerum capitalium: quaestores parricidij, conjurationis.* Informer c'est enquerir: non pas que l'information soit une preuve sans forme.

INQUANT.] Orleans art. 354. ou **ENQUANT.** Poitou art. 428. en l'ancienne Coutume de Bretagne art. 668. & en la dernière art. dernier. Solle tit. 29. art. 6. 12. 13. & au styl de S. Marcellin art. 6. 21. & en la Coutume de Bearn tit. 56. & au caier de la nouvelle Coutume de Lorraine.

Est locus auctioris bonorum, vel sectionis publica & subhastationis; hastarium Tertulliano in apologetico, in quo venduntur bona debitorum, & plus licitanti addicuntur. Quintana locus ubi forum & rerum venalium licitatio. Suetonius in Nerone cap. 26. Paulus ex Festo. Vendre &

INQUANTER en l'ancienne de Bretagne art. 667. & de la dernière art. 728. *Cum facta in foro auctione vel sectione res distrahuntur: hec omittendum est praconem in lapide stertisse & pratum fecisse rerum venalium, ut ex Plauto, Cicero, Columella & aliis auctoribus annotarunt Brodus lib. 6. Miscellaneorum cap. 5. Turnebus li. 10. Adversar. cap. 3. Unde etiam hodie in quibusdam civitatibus: LA PIERRE DE LA CRIE.*

DROIT D'INQUANT, qui est dû au Roy en quelques lieux de Provence, qui sont exempts des lates simples, & est de cinq pour cent. *Vestigal auctionis.*

* **INSINUER.**] C'est enregistrer. Voyez M. Ricard dans son traité des Substitutions, traité 3. chap. 13. section 2. partie 2. n. 142. tome 2. pag. 507.

INSTALLER.] *Inducere in possessionem. Stallum scamnum est si-ve statio in choro. Sunt & stalla equorum.*

INSTITUTION D'HERITIER, n'a lieu par la Coutume de Paris: ce qui étoit anciennement observé quasi pour Coutume générale en France, és Provinces qui usent des Coutumes écrites. *De quo jure plenius ego posthac ad articul. 1. tituli de Testamentis, Consuetudinis Biturigum.* Cette disposition a été mal entendue és païs lesquels contre l'usage ancienne l'on a depuis approuvé l'institution d'heritier pour valoir comme legs testamentaire. *Imperitia Pragmaticorum certissimum documentum & caca subtilitas: quod invitis nostris popularibus dico, nec mihi temperare potui quo minus & hoc interim proferrem. Sed & Jurisconsultorum argutas ineptias notare licuit Cicero & Seneca. Hoc etiam vidit Ludov Charondas libro 1. Responsorum cap. 181.* Aussi en France institution d'heritier n'est nécessaire pour valider un testament. Et n'y a heritier nécessaire. *At jure Romano sine heredis institutione, nihil in testamento scriptum valet, nec tabula testamenti intelliguntur quibus heres scriptus non est, cum testamentum vires accipiat per institutionem heredum, l. 1. Dig. de vulgari. l. 10. l. ult. Dig. de jure codicillor.*

INTENDANS DES FINANCES.] Qui ont superintendance sur le Trésor de l'Epargne, & sur le Trésorier des parties casuelles, desquels ils contrôlent les mandemens portans quittances, les quittances & rescriptions pour le fait de leur récepte & contrôle: les rolles & cayers, les lettres de validation de dons, de pensions, de remboursemens & autres: Plus sur les Trésoriers de l'ordinaire & extraordinaire des guerres, de l'artillerie, de la marine, des Officiers domestiques, argenterie, écurie & autres qui ne sont sous la charge des Trésoriers de France, sur lesquels aussi ils ont intendance,

G L O S S A I R E.

& peuvent reformer leurs états par estimation. Le Roy François I. a érigé ces Intendants, & sont à la suite & au Conseil : & auparavant les Trésoriers de France, & les Generaux des Finances, ou l'un d'eux, faisoient la même charge.

* *INTERDICT.*] Bearn tit. I. art. 30.

* *INTERDICTION PAR VEUVAGE.*] Selon l'ancien usage de la France, il n'étoit point permis aux peres & meres en veuvage, & en quelques lieux aux meres seules de disposer de leurs propres au préjudice de leurs enfans ; ce qui étoit une suite d'un droit plus ancien qui ôtoit aux peres & meres la disposition de leurs biens sans le consentement de leurs enfans, & même de leurs collateraux.

Tit. 45. lib. 4. Feudor. *alienatio feudi paterni non valet etiam domini voluntate, nisi agnatis consentientibus, ad quos beneficium quandoque sit reversurum*, v. tit. 14. ejusd. libri.

L'Auteur du grand Coutumier liv. 2. tit. 27. *Par la Coutume des fiefs, si une Dame noble est demourée veuve, & a aucuns enfans nez & procréez en legal mariage, & elle vend aucun heritage, qui soit propre à elle venu, & descendu de pere & de mere, si les enfans n'y sont appellez, & consentens la vendition est nulle, supposé que ce fut pour la nécessité de son vivre.*

Boënius in Consuet. Bituricens. tit. 5. de feudis §. 2. *Per consuetudinem Parisiensem vidua habens liberos non potest etiam suam propriam rem feudalem, sine consensu filiorum suorum vendere, & si fiat est nulla.*

Et ad §. 12. *Consuetudo est in loco de Lourris, quod superstes conjux liberis stantibus non potest donare nec disponere de proprietate bonorum etiam propriorum in prejudicium filiorum.*

On peut donner encore pour raison de ce droit que la premiere investiture des fiefs emportant une espece de substitution en faveur des descendans de l'acquerreur, il ne doit pas paroître extraordinaire que le consentement des descendans fût requis pour l'alienation. Ce droit a été ensuite étendu des fiefs aux alleus par l'avarice des enfans & des collateraux. Voyez *nécessité jurée*, & M. de la Thaumassiere sur la Coutume de Lorris. tit. des fiefs art. 39. p. 409.

INTIMATION.] Anjou art. 140. 165. 174. Le Maine art. 153. 144. 194. & au styl de Bourbonnois chap. 2. & en la Coutume de Bourbonnois chap. 181. La Marche art. 390. Poitou art. 309. 398. 400. 422. 424. & és Ordonnances du Duc de Buillon art. 187. & de la Chambre d'Arthois au chapitre des défauts Berri. tit. 19. art. 10.

Quand on fait convenir & ajourner sa partie, en sorte que s'il

défendeur défaut, le Juge ne laisse de faire droit au demandeur dès lors, & de passer outre sans qu'il soit besoin de contumacer l'ajourné, & défaillant : ce qui a été reçu en plusieurs causes pour l'abréviation de justice, comme en taxe de dépens, en réception de caution, ou de serment, en fait de vûe, de descence, en production de témoins au fait d'enquête, en la faction d'un inventaire, quand les creanciers & legataires y sont appelez, & autres matieres qui requierent celerité, ou faveur. *In quibus res agi potest uovomspōs, ut in specie l. 3. Cod finium regundor. l. ult. dig. ad Trebellia. l. ult. §. illud. Cod. de tempo. appella. l. pen. §. licentia. quod de rebus cred.*

Quand le Sergent ajourne & assigne les parties avec intimation, comparant ou non, & qu'il leur signifie qu'il sera passé outre non obstant leur défaut : car en plusieurs cas un seul défaut suffit. *Cum hac clausula reo insinuat, si die dicta non veneris, nihilominus causa agetur.*

L'INTIME'.] Anjou article 166. Le Maine article 185. La Marche article 105. *Is est qui priori judicio vicit, à quo appellatum est: is contra quem appellatum est, & appellatus dicitur, ut in cap. 26. de appellatio. Propriè tamen adversarius non appellatur sed judex superior. Et est reus in causa appellationis. Intimo, vox est vetus & Latina.*

L. 66. Cod. Theod. de appellat. *Omnes, quorum in causis sententia judicium, vel appellationes suspensa sunt, vel medio tempore transgisse demonstrant, vel si non transegerunt consultationes eorum, quantocius nostris auribus intimare cogantur, ut responsa legibus competentia mereantur.*

L. 37. Cod. de appellat. *Licet quidem non solum victo, sed etiam victori, con-*

sultationem ad unum vel duos judices mittendam intra biennij tempus ei, vel eis intimare.

Capitol. in Vero, *no priorem Verum intimandum legentibus darent.*

Symmach. lib. 10. epist. 42. *Hoc est causa quarimonia quam divinis sensibus vestris fides gestorū plenius intimabit.*

PARTIE INTIME'E.] Senlis art. 52. 55. Victri art. 7. 11. Anjou art. 65. Le Maine art. 75. En l'Edit de Charles 7. de l'an 1453. art. 64. de Charles 8. de l'an 1493. art. 33. Et en la Coutume de Berri tit. 2. art. 37.

INTIMER EN CAS D'APPEL LA PARTIE QUI A OBTENU.] Clermont art. 211. La Rochelle art. 10. Poitou art. 411. à ce qu'elle compare à l'assise du Juge superieur, si bon luy semble. Car on fait aussi ajourner le Juge duquel on se porte pour appellant. Montargis chap. 22. art. 1. Ce qui dépend de l'ancienne usance, par laquelle les Baillifs & Sénéchaux doivent comparer & assister en Parlement aux jours de leur Baillie, pour soutenir leurs Sentences dont est appel, suivant l'Edit du Roy Philippes VI. de l'an 1344. (1332.) Et si l'appellant n'a fait
- intimer

Intimer sa partie, mais seulement *ajourner le Juge*; la Sentence doit être exécutée au profit de la partie, & le procès ne laissera d'être vu & jugé à la fin de l'emende du fol appel, comme a été dit par Arrest de Paris du 14. Janvier 1332. Et le procès demeure conclud quant au Procureur du Roy, pour l'emende, & la sentence sort son effet quant à la partie non intimée. Anciennement l'appel étoit reçu pour l'emende du Roy, & quelquefois appointez contraire & au Conseil pour l'égard du Roy & de l'emende, jaçoit que l'appel fût déclaré desert quant à la partie. Par Arrest du 13. Decembre 1350. du 27. Janvier 1361. du 16. Mars 1369. du 7. Avril 1385. du 22. Novembre 1386. & autres recueillis par le Greffier du Tillet.

L'Ordonnance ou l'Edit de Philippes VI. dont parle Ragueau, est rapporté dans l'ancien style du Parlement & est conçu en ces termes. *Cum Regno nostro & infra, Statuimus ut quicumque à iudicibus, seu aliis subditis regni nostri ad curiam nostram duxerit appellandum, infra tres menses continuos à tempore appellationis emissa adjournamentum impetrare, & iudicés, à quibus appellatum extitit, adjornari, seu citari, ac parti appellatæ intimari faceré, vel e* *converso secundum diversitatem regionum, teneatur, quod si in premissis negligens extiterit, elapsis tribus mensibus ante dictos iudices, à quibus appellatum fuerit, sententias per eos latis poterunt, & tenebuntur executioni debita facere demandari, absque cuiuscumque alterius expectatione mandari, &c.* Voyez Pasquier dans ses recherches liv. 2. chap. 6. & le mot *Emende* en matière d'appel.

INTIMER LES PARTIES PARDEVANT LE JUGE COMPETENT.] Anjou art. 491. Qui est les ajourner à certain jour, auquel le Sergent fait son rapport à Justice.

INTIMER LE SEIGNEUR.] La Marche art. 109. Quand l'appellé lant le prend à partie, pour luy avoir denié Justice.

INTIMER, INTIMATION.] Bretagne art. 112. 174. 219. 221. 228. 297. 561. Bayonne tit. 8. art. 6. 12. 13. & souvent au styl de Liege & des autres pais.

C'est signifier, notifier, dénoncer & faire sçavoir la demande, requête, poursuite, complainte, la vente des meubles pris par exécution, ou autre chose. Et en la Somme rurale; Intimer une complainte de nouvelleté. *ἰνῳπῆσαι, ἐμφανῆσαι, φανεῖσαι.* *Intimatio significat etiam confessionem auctorum.* * Voyez Emende en matière d'appel.

JOUR SERVANT.] Lille art. 216. 217. & ailleurs. Hainaut ch. 56. 61. 94. 97. **JORNEE SERVANTE** & assignée. Mons chap. 53.

C'est le jour auquel une cause est assignée, & doit avoir expedition: comme aussi nous disons, les Jours ordinaires de plaid, ou d'Audiences, ou d'Assise, & les jours extraordinaires qui se tiennent pour les causes provisoires. *Dies sessionum, sijnistris iudicij.*

COMMISSION, AJOURNEMENT, OU ASSIGNATION & TROIS BRIEFS JOURS.] *Cum reus criminis abest per consummatam, & citatur ad domum, vel buccina publicè edicto affixo: aliter quàm cum per triduum per singulos dies nominatim ter citabatur olim secundum l. inter 10. D. de publicis judiciis, id est trinundino, quod constat 27. diebus: qua de re eruditissimus Cujacius libro 20. Observat, cap. 11. In trinum nundinum indicere, id est in tertias nundinas, ut ex Livio, Dionysio, Plutarcho observatur, Internundinium, quod novem dies inter se continuas habeat, non quod nono die sit. Marius Victorinus de orthographia. Leges autem trinundino die promulgabantur, ut rusticis qui nono die intermissa rura ad mercatum, legeque accipiendas Romam veniebant, innotescerent. Macrobius lib. 1. cap. 16. Lex autem promulgata confirmabatur trinundino quasi populi sententia, Idem lib. 3. cap. 17. Porro ter ante Magistratus citabat accusatum intermissa die, quam multam irrogaret, aut judicaret. M. Tull. in orat. pro domo sua. Denique plerumque Jure civili fit trina denunciatio, admonitio, conventio. l. 53. D. de re judic. l. 8. & 9. cod. quomodo & quando Judex, Nov. 117. par. penult. ult. cod. Th. ad senatusc. Claudia, & Jure Pontificio. Cap. ult. de vita & honestat. cap. 2. & 6. de cohabitatione Clericor. cap. 45. de Sententia excom.*

GRANDS JOURS.] Qui se tiennent en certaine Ville du ressort d'un Parlement par Lettres Patentes & Commission du Roy, pour juger souverainement des matieres criminelles, & des civiles, jusques à certaines sommes, & de certaines causes des Provinces, Bailliauges, Sénéchaussées & pais dénommez par les Lettres du Roy, & dans le temps ordonné. Tels jours ont été tenus pour le Roy à Mont-ferrant l'an 1454. à Angers. 1539. à Moulins l'an 1534. 1540. 1550. à Poitiers 1454. 1531. 1541. 1567. 1579. à Ryon 1546. à Tours 1533. 1547. à Troyes 1402. 1535. à Lyon. 1596. & ailleurs. Par l'article 206. de l'Edit de l'an 1579, les grands Jours doivent être tenus tous les ans aux Provinces plus lointaines des Parlemens. Comme ils ont été publiez l'an 1581. pour les tenir à Clermont en Auvergne au ressort du Parlement de Paris, ce qui n'a été effectué qu'en l'an 1582, Aussi Jean premier Duc de Berri a eu droit de faire tenir les grands Jours, pour juger les appellations que l'on interjettoit du Sénéchal de Poitou & d'Auvergne, du Bailli de Berri, & d'autres ses Juges inferieurs de ses Pais, Terres & Seigneuries, dont fait mention l'Avocat le Coq en la question 250. Comme aussi ont eu ce droit le Regent en France du temps du Roy Charles V. I. & Louise de Savoye Regente, mere du Roy François I. laquelle en l'an 1516. fit ériger des grands Jours en la Ville d'Angers comme Duchesse d'Anjou, Ce droit de ressort, est un droit de Souveraineté qui n'appartient qu'au

Roy, ou à celuy à qui il a plû au Roy le bailler par titre exprès verifié & homologué par les Cours Souveraines. Nos Rois ont accoutumé quelquesfois de le donner aux Reines douairieres, à leurs freres ou enfans appanagers, & aux Pairs laïcs de France, en leurs douaires, domaines, appanages, & Pairies, & à la charge que les appellations des grands Jours ressortiront au Parlement. Et faut noter que toute création de Pairie laïc n'a ressort de grands Jours, s'il n'est exprimé par icelle, ou par lettres à part. En l'ancien styl de Parlement à Paris chap. 23. il est fait mention des grands Jours des Reines veuves : & des Jours de Troyes en l'Edit du Roy Philippe le Bel de l'an 1302. qui ordonna qu'ils tiendroient deux fois l'an, après qu'en l'an 1286. il eût remis le Comté de Champagne avec la Couronne. P. Pithæus *maximis doctrinis nobilis*, en ses memoires écrit que ces grands Jours de Troyes étoient des appartenances du Palatinat & de la Pairie de Champagne. Voyez le mot PALATIN. C'étoit comme une diette & assise solemnelle. Aussi en la Coutume d'Auvergne chap. 30. est fait mention des grands Jours du Duché d'Auvergne. Avant l'érection du Parlement de Dijon les grands Jours du Duché de Bourgogne se tenoient à Beaune. Comme aussi l'Archevêque de Rouen a droit de faire tenir les hauts Jours, qui anciennement s'appelloient l'Echiquier.

DROIT D'ISSUE, D'ENTRÉE.] Acs tit. 9. art. 19. 20. 22. 27. 28. 34. 38. Baïonne tit. 5. art. 42. ou de saillie & entrée : Baïonne tit. 8. art. 9.

Sont les lods & ventes, ventes & honneurs, & autres droits Seigneuriaux, qui se paient au Seigneur cavier, rentier ou censuel, & direct par le vendeur, & par l'acheteur de l'heritage aliéné & redevable envers quelque Seigneur foncier, pour le vest, de vest, saisine, désaisine, *pro ingressu & introitu*. *Hæc sunt iudicantia, ut appellatur Novell. 13. Leonis : eadem ratione qua τὰ ἐμφορτοῦμα, vel ἐμφορτίσιμα, Insinuativa, Novell. 56. Justiniani : τὰ ἐμβροιάσιμα Novell. 123. ejusdem. Quod & Cathedralicum Juliano : quamquam alio sensu apud Gratianum causa 10. questione 3. & in cap. 16. de officio judi. ordina. cap. 7. de donatio. cap. 9. de censibus. Sportula in l. 6. par. 1. Dig. de decurionib. Introita à collatoribus non exigenda Justiniani Novell. 130. de transitu militum. Nec à rusticis, Novell. 30. Vetus mos est omnium promotionum us clerici, curiales, bulente, memoriales, consules, Seniores darent sportulas pro introitu, & honorarium, ut appellatur à Trajano lib. 10. Epist. Plinij, quo libro etiam ab Imperatore consilium petit de Iselastico; quod prestabatur ab Athleta qui in civitatem suam invertebatur. Pra introitu novi sacerdotij impensa fit, Suetonius in Claudio*

cap. 9. At ex lib. 1. Legis Francicae cap. 149. nullus presbyter ad introitum Ecclesie xenia donat. Pro introitu militiae Palatina aliquid erogatur, l. penult. §. pen. & ult. de Legatis 3. Idque ex Consuetudine. l. 7. Cod. de proximis sacrorum scrinio Sic Anastasius ex Silentario Imperator creatus Augustaticum militibus praestitit, Marcellinus Comes in Chronico. Sic forte hoc scriptum non erit ex angue & febriculosum. Autre est le droit d'Issue, dont parle la Coutume particulière de Hesdin art. 4. qui est dû au Seigneur Justicier par celui qui prend ou leve en sa Justice par achapt ou autrement, quelque chose, & la transporte en autre Jurisdiction : Duquel droit aussi est fait mention en la Coutume de S. Paul sous Arthois.

ITERATO.] En l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493, art. 104. & de Charles IX. de l'an 1567. contenant l'ampliation de la Jurisdiction des grands Jours de Poitiers : & de Henry III. de l'an 1582. pour tenir les grands Jours à Clermont en Auvergne.

C'est une seconde commission, ou decret de la Cour de Parlement ; par lequel il est mandé de mettre à execution ce qui avoit été ordonné ; nonobstant le refus : ou pour passer outre à l'execution d'un executoire de dépens, nonobstant opposition ou appellation, pour avoir été taxez en la presence de la partie condamnée : Comme aussi en finance l'on use de lettres d'Iterato & nouveau mandement. *Secunda vel iterata jussio ; secundarium preceptum est majoris momenti, & obreptionis errorisque suspicionem amovet, ut nostri observant, ex Cassiodoro & Novellis.* Les Praticiens ont retenu en usage plusieurs dictions & phrases prises du Latin duquel ils usent anciennement en justices ou finances, comme *Visa, contentor, placet, parventis, vidimus, recuperetur, ostendatur, advertatur, intendit, les debentur des Chambres des Comptes : Capiatis : Capiatur : Radiatur : idem, item, hinc inde, ne varietur, ad instar, quousque, tradita, deficit, tenet, pro media, ab intestat, dictum, transeat, pro vino, alias, comparuit, resultat, congé ex nunc, appeller omisso medio, toties quoties, sub poena convicti, in mente curie, fiat, vel concessum ut petitur : juger, an bene vel male, juge à quo, juge ad quem, procuration ad lites, commission ad partes, ajuger les dépens pro rata victoria, lettres de debetis, ou debentur, condamner in petitis, réponses par credit vel non, lettres ne lite pendente, alibi, ex officio, illico, servi vi, & l'ita est du Garde du scel aux contrats de la Prevôté de Paris : Le BISCAPIT de la Chambre des Comptes, quand une partie est deux fois employée en dépense,*

Le *Stipes* & le *nobis* qui appartiennent aux gens des Comptes ; Le *Refutata* de Chancellerie ; le droit de logis. Aussi plusieurs di-

GLOSSAIRE.

37

ctions & phrases de Pratique ont leur origine de la langue Latine, comme *recepisse*, compulsoire, exécutoire, quinqueneles, subhastations, certificat, impugner de subreption, obreption & incivilité, adjudication par decret, licitation, examen à futur, indults, regrets, graces expectatives, examiner témoins en turbe, ester à droit, la coërtion de *nisi*, dont fait mention Masuër au titre 30. & autres infinies dictions & manieres de parler mêmes en la Cour Ecclesiastique, & és matieres beneficiales. Toutesfois par les Edits de l'an 1539. art. III. & de l'an 1563. art. 35. tous actes de Justice, & de Notaires doivent être expediez en langage François. *Sed turpe est difficiles habere nugas, & stultus labor ineptiarum: obmittamus igitur has arpinas & tricas.*

JUGE ET GARDE DE LA PREVÔTE.] Qui est different du Bailly, lequel est Juge suzerain immediat d'iceluy Juge & Garde: Vastan art. 5. ainsi aussi s'appellent les Juges Prevôtaires des Villes de Mehun, d'Issoudun en Berri, & de plusieurs autres Villes de ce Royaume, lesquels sont les Juges ordinaires des roturiers, & Juges de premiere Instance, & qui ne sont competens pour les causes des nobles, des cas Roïaux ou privilegiez dont la connoissance appartient au Bailly, qui est aussi Juge de la cause d'appel interjetté du jugement du Prevôt ou Châtelain. *Recentioribus castellarij sunt judices.*

JUGERIE.] En la Coutume locale d'Issoire en Auvergne. C'est la Jurisdiction, septaine & territoire de ladite Ville. Comme aussi cette diction se trouve en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 75. & en l'Edit du Roy Louis XII. de 1499. art. 49. 64. & de Charles VI. de l'an 1413. art. 173. 190. & ailleurs.

JUGES ET JURISDICTION DES EXEMPTS] Es Lettres Patentes du Roy Charles IX. de l'an 1566. pour les appanages des Ducs d'Anjou & d'Alençon ses freres: Qui connoissent au nom du Roy des cas Royaux & des causes des Eglises de fondation Royales & des Privilegiez, & des cas dont par prévention les Officiers Royaux ont accoutumé de connoître és Terres, Provinces & Seigneuries baillées en appanage. Ce qui a souvent été fait, comme à Montargis, lors que le Duché d'Orleans fut donné en appanage. Voyez le mot **EXEMPTION.**

JURAT.] Bourdelois art. 39. Saint-Sever. tit. 1. art. 4. 5. tit. 18. art. 4. Bayonne tit. 1. art. 3. Solle tit. II. art. 3. 4. 5. & souvent en la Coutume de Bearn.

C'est l'Eschevin, le Consul, Capitou, ou Gouverneur de la Ville, comme aussi il y a des Sergens Jurats és Jurisdicions: Saint-Sever. tit. 1. art. 3. tit. 2. art. 1. & 2.

DROIT DE JURE'E.] En la Châtellenie de Colommiers en Brie, qui est un droit pour la Jurisdiction & connoissance. Les Bourgeois de *Jurée* au même lieu. Et *Jurée* : Troyes art. 2. Hommes & femmes de *Jurée* : Viétri art. 78. Qui est un droit dû au Roy ou au Seigneur Justicier par leurs Bourgeois. A sçavoir, par an de six deniers pour livre des meubles, & deux deniers des immeubles, s'il n'y avoit abonbage, comme de dix sols par an. L'Avocat Pasquier au liv. 4. chap. 5. Voyez le mot **Bourgeois**. *Sic patrono libertus prestat operas, qua libertatis causa ei imposita sunt per jusjurandum, aut per stipulationem, jurejurando libertus obligatur patrono.* LA **JURE'E** de l'Agent du pais, des prochains Chevaliers, prochains Sergens fiefés, ou Barons si la querelle est grande, au livre de l'établissement du Roy pour les plaids des Prevôts de Paris & d'Orleans, lesquels sont semonds par le Bailly pour avec serment être ouïs & enquis sur la querelle & droiture des parties.

JUREURS.] Normandie chap. III. XII. & ailleurs., *sunt testes qui jurati testimonium dicunt. Jurati testes produci solent, non solum ne falsa dicant, verum etiam ne qua vera sunt, taceant: Asconius in 3. Orat. contra Verrem. Nullum autem vinculum jurejurando arctius ad adstringendam fidem, M. Tull. lib. 3. de Officiis. Juratores in Pannulo Plauti, & in Seneca ludo. ex emendatione Lipsij. item tit. 56. 59. 61. 63. Legis Salica, & lib. 3. legis Francica cap. 9. qui etiam appellantur Conjuratores lib. 4. legis Francica cap. 105. & passim: Sacramentales eadem ratione libris Feudorum. & Constit. regum Sicilia lib. 1. tit. 57. lege Bajuvariorum, Frisionum, Longobardorum, lege Alemannorum tit. 6. in quo extat jurisjurandi formula, & auctoribus recentioris atatis. Sic etiam appellantur Consacramentales lib. 3. legis Francica cap. 58. Solebant tertia, quinta, sexta, septima, undecima, duodecima, decima quarta, aut vigesima manu jurare, nempe cum aliis, lege Saxonum, Frisionum, Francorum. Cum quinque, sex, undecim aut duodecim hominum sacramento negare lege Angliorum. Cum septima manu propinquorum vel vicinorum sui ordinis jurare cap. 5. & ult. de frigidis. cap. 1. de Confessis. & tit. 34. lib. 5. Decretalium & cap. 5. de Adulter. Et epist. 77. 231. Ivonis Episcopi Carnotensis & causa 33 quest. 1. cano. Requisisti. & in Epistolis Arnulphi Episcopi Lexoviensis. Sic fiebat verum, justum, rectum judicium ut appellatur. Cujus moris exemplum est apud Aimoinum lib. 3. cap. 30. apud Theganum, atque in Annalibus Ludovici Pii de Pascbali Pontifice Romano, qui se cum Episcopis triginta quatuor jurejurando purgavit. Es Arrests de Paris des 22. de Février 1353. & 18. Juin 1354. il est aussi fait mention de juramenti cum quinta manu, quod erat purgationis genus. Et par aucunes Coutumes an-*

ciennes, celuy qui étoit accusé de crime se pouvoit purger par son serment, & en étoit quitte, ayant vingt Chevaliers de credence, qui juroient pour luy. Fut ainsi excusé le Châtelain de Noyon és Arrests de Toussaints 1279. Et en un Arrest au Conseil du 16. Janvier 1384. il est fait mention des compurgateurs, qui juroient qu'un autre avoit fait bon serment, & dit verité. *Purgatores sive Compurgatores jurabant se credere veritatem eum dixisse qui purgabatur, cap. 5. 13. & ult. de Purgatione canonica. Ille autem solus conceptis verbis jurabat sciens, scientie animo suo. Canonikum est juramento se purgare. Alia est vulgaris purgatio que fit duello, vel fervente aqua, cadenti ferro, frigida aqua, judicio ignis, quod Decretis Pontificum est vetitum.* Voyez le mot PURGER. Et en un Arrest de Septembre de l'an 1260. se purger de crime par douze hommes; Comme aussi quelquefois par trente-six, ou par septante-deux, *ut constat ex lege Ripuaria, & aliunde: Hinc interpretanda sunt hac verba LUI TIERS DE MAINS, que extant in articulo 20. Consuetud. de Ponthieu.* Aussi les anciens ont appellé la Justice de serment, quand le different se vuide en déferant le serment à l'une des parties. *Alii sunt quos Romani vocabant Conspores, & Conjuratores, qui pœna sacramenti mutuo se provocabant, cum in rem aliquam agebant: Aliud est sponsione, aut sacramento contendere: Sacramento agere vel interrogari, cum jusjurandum interponitur. Sacramentum etiam as significat, quod pœna nomine penditur, & in rebus divinis consumitur sive eo quis interrogatur, sive contenditur: Festus.* Voyez le mot CONJURE. *Porro Jure Romano etiam aËtore deferente reus jurabat injuriam se non fecisse. l. 5. par. hac lege. Dig. de injuriis. Nollet se ea dicta esse qua protulerat, atque ita satisfaciebat aËtori, ut ex Plauto, Terensio, Suetonio & aliis observant Turnebus lib. 18. cap. 25. Torrentius ad Suetonium in Julio cap. 73. Brissonius V. Cl. lib. 8. de formulis. Quod non est intelligendum de simplici calumnia jurejurando quod in causa criminali prestari non solet, in qua sufficit inscriptio, sed de genere purgationis. Juratur quidem de calumnia ante accusationem falsi in judicio civili coram judice civili, l. cum quidam. Cod. de fide instrum. Que vulgo malè accipitur, ut & ille paragra. Jusjurandum calumnia datur in causis civilibus tantum, ut vel colligi potest ex Leonis Nov. 97. & 107. Aliud tamen visum est Friderico Imp. constitutione de incendiariis, qua non utimur. Illud vero purgationis jusjurandum qua canonica dicitur, originem & exemplum sumpsit ex jure civili l. 4. par. sed & si servus Dig. de Edendo. ult. par. sicubi. quod de iis qui ad Eclesiasticos. l. ult. in fine. Cod. de bonis auctoritate judicis possid. l. ult. Cod. de jure domini. l. penult. Cod. de donatio.*

JUREZ DE ME'TIER.] qui se doivent établir par élection, & non en titre d'Office, par l'art. 359. de l'Edit de l'an 1579. *jurati homines.*
JUREZ DE CATEL : cy-devant en la lettre C. **JUREZ DE LA PAIX.** Valenciennes art. 130. 132. 136.

* **JUSTES ET MESURES.**] Selon Constant sur l'article 99. de la Coutume de Poitou pag. 112. C'est le droit qu'un Seigneur a de donner les mesures en sa terre. Voyez la Coutume du Loudunois au titre du Seigneur Châtelain.

JUSTICE HAUTE, MOYENNE, ET BASSE.] Meaux art. 31. 203. Senlis art. 25. 27. Clermont art. 201. Valois art. 1. & suivans. Ponthieu art. 81. Boulenois art. 15. Boulogne art. 1. Vuiffent art. 1. Quesque art. 1. Nivernois titre 37. art. 3. 4. 5. Tours art. 59. 72. Loudunois chap. 5. art. 1. chapitre 26. art. 10. Anjou art. 42. 44. 493. 496. Blois art. 10. Bretagne art. 248.

Les droits de ces Justices sont définis & expliqués en la dernière Coutume de Melun chap. 1. 2. 3. de Sens art. 1. & suivans : & les droits des Hauts, Moyens, ou Bas-Justiciers en la Coutume de Senlis art. 96. & suivans : de Vitri art. 1. & suivans : de Troyes art. 118. & suivans : d'Auxerre art. 1. & suivans : en la Coutume de Nivernois tit. 1. de Hainaut chap. 106. art. dernier, d'Anjou chap. 1. du Maine, du Grand Perche, de Blois, de Bourbonnois, de Poitou, d'Angoumois, de S. Jean d'Angeli, de Bar, des trois Bailliages de Lorraine, titre 6. 7. 8. & en la Somme rurale, & au grand Coutumier livre quatrième. *Qua de re ex jure Romano & moribus Gallorum tractat Eguinavius Baro in methodo de beneficiis lib. 4. 5. 6. & ad τὰ κῆρτα Digestorum. Erat hic auctor impensè doctus jurisque Romani & Francorum peritus, adeo ut sui temporis primus J. C. haberetur. Gratulor tibi Baro, quod utriusque Juris studium conjunxeris, idque liberaliter & plena manu feceris. Quidam merum etiam Imperium & gladii potestatem habent : alii mixtum Imperium tantum, cui Jurisdictio inest : Alii ea tantum qua Jurisdictionis magis sunt quam Imperii, ut de magistratu Municipali dicitur.*

JUSTICE HAUTE, VICOMTIERE, ET FONCIERE.] Es anciennes Coutumes de Beauquesne art. 1. 2. 3. 4. de Monstreuil art. 18. 19. 21. 39. 40. 41. d'Amiens art. 14. de S. Riquier art. 5. de S. Omer art. 10. d'Arthois art. 16. * Voyez Seigneurs Hauts-Justiciers Vicomtiers.

BASSE JUSTICE.] A la différence de la Justice du Moyen, ou Haut-Justicier. Orleans art. 156. Tours art. 1. & suivans. Loudunois chap. 1. art. 1. & suivans. Anjou art. 1. Auquel la Basse-Justice s'appelle aussi Justice fonciere & simple Voirie, comme en la Coutume du Maine art. 3. d'autant qu'au Seigneur Bas-Justicier n'appartient que

G L O S S A I R E.

que la connoissance des causes d'entre luy & ses sujets pour raison de ses devoirs feudaux, censuels & Seigneuriaux. Grand Perche art. 24. Laquelle aussi s'appelle basse Voirie en l'inscription du 1. chap. de la Coutume de Touraine. *De qua jurisdictione amplissimè tractatur illo cap. 1. ut & de Imperio & jurisdictione iisdem moribus, & Lodunensium, Andium, Cenomanum;* & du Grand Perche, & par le Speculateur, & par Masuer tit. 6. comme aussi en aucuns lieux il y a des bois de haute, moyenne, ou basse taille, selon les années que l'on a accoutumé de les couper, selon le temps que l'on les laisse sans couper. Voyez le mot **B A S**.

JUSTICE CENSUELLE.] Meaux art. 203. ou Censiere : Auxerre art. 20. Qui est la poursuite & action des droits Censuels, & qui est pour raison des Cens, & qui s'appelle Justice de Censier. Orleans art. 105. C'est la Justice fonciere appartenant à un Seigneur Censier pour raison de ses Cens.

JUSTICE FONCIERE.] Anjou art. 1. 12. 13. 153. 280. Le Maine art. 3. & 171. Poitou art. 21. Auquel aussi elle est appelée **BASSE-JURISDICTION**, comme **BAS-JUSTICIER** : Anjou art. 41. 280. Le Maine art. 4. 7. 10. 12. 14. 21. 24. 28. 48. La ruë d'Indre art. 26. La Coutume de Bar le Duc art. 56. dit qu'elle ne fait difference en Justice Basse & Fonciere.

JUSTICE FONCIERE.] Qui appartient au Seigneur Foncier pour raison des Cens. Sens. art. 19. & suivans, & au styl de Liege chap. 5. art. 1. Tellement qu'à faute de Cens non payez il peut saisir & mettre en sa main sans forme de Justice les heritages tenus de luy à Censive, mais en cas d'opposition où il n'auroit autre Justice, les parties se doivent pourvoir pardevant le Juge ordinaire du lieu où l'heritage est assis, selon la Coutume de Mante, art. 48.

JUSTICE FONCIERE ET DOMANIALE.] Reims art. 144.

JUSTICE EN GARDE.] Victri, art. 7. 9. 10.

JUSTICE SOUS LATTE.] Sous le couvert de la maison du Seigneur seulement.

JUSTICE MANUELLE.] Au styl de proceder au pays de Normandie : Quand le Seigneur pour avoir payement des arrages de sa rente ou charge, prend de sa main namps sur l'heritage en la presence du Sergent, auquel il les delivre pour les disputer.

MOYENNE JUSTICE, MOYEN JUSTICIER.] Tours art. 39. & suivans, & art. 376. Anjou art. 39. & ailleurs. Le Maine art. 44. La ruë d'Indre art. 25. 26. Lodunois chap. 2. art. 1. & suivans.

MOYENNE JUSTICE, GRANDE VOIRIE, & JUSTICE A BANC.] C'est tout un. Anjou en l'inscription de l'art. 39. Le Maine

art. 43. Comme aussi en la dernière Coutume de Touraine avant l'art. 39. & en l'ancienne chap. 2. est dit que la Moyenne Justice est appelée **GRANDE-VOIRIE**.

Par la Coutume de la Baronie de la rue d'Indre art. 25. 26. Les Moyens & Bas-Justiciers ne connoissent que des actions personnelles, & la Moyenne Jurisdiction est jusques à soixante sols un denier; & la Basse jusques à sept sols six deniers, & n'ont lesdits Justiciers qu'un Juge nommé Juge-Vcher. Voyez les mot **VOYER**, & **VOIRIE** cy-après.

JUSTICE PATIBULAIRE.] A deux pilliers & liens par dedans & par dehors, laquelle appartient au Seigneur Haut-Justicier; Tours art. 58. Lodunois chap. 4. art. 3. ou à trois pilliers pour le Seigneur Chastelain; Tours art. 64. Lodunois chap. 5. art. 6. Anjou art. 43.

Ou à quatre pilliers pour le Baron; Tours art. 72. garnis de liens par dedans & par dehors, sans festes par dessus; Lodunois chap. 6. art. 3.

Ou à six pilliers pour le Comte; Tours art. 74. *Sunt furca, in quibus aut strangulantur rei facinorosi damnati, aut ubi pendunt cadavera punitorum.* Voyez le mot **FOURCHES**.

JUSTICEMENT.] En la Coutume de Normandie signifie l'effet & execution de Justice.

JUSTICIABLES D'UN SEIGNEUR.] *Qui eodem disceptant foro qui sub eadem sunt jurisdictione.*

JUSTICIER.] Anjou art. 287. Le Maine art. 303 & en l'Edit du Roy Philippe le Bel de l'an 1302. art. 18. C'est rendre & faire la Justice à son sujet, lequel on peut contraindre d'obéir; ou bien faire exploit de Justice. Et en la Coutume de la Marche art. 341. Ce mot signifie le Seigneur de la Justice.

BAS-JUSTICIER.] Voyez *Basse-Justice* & **JUSTICE FONCIERE**.

HAUT-JUSTICIER, HAUTE-JUSTICE.] Tours art. 46. 55. & suivans, Anjou art. 42. Le Maine art. 49. Cambrai tit. 6. art. 8. 9. tit. 12. art. 13.

SEIGNEURS HAUTS & BAS-JUSTICIERS.] Acs tit. 9. art. 33. tit. 13. art. 13. 14. & souvent és autres Coutumes és lieux cy-devant alleguez sous cette lettre, & sous les lettres B. H. *Regius Justitarius in cap. 5. de pignoribus.*

SEIGNEURS HAUTS-JUSTICIERS, VICOMTIERS, OU FONCIERS.] Ponthieu art. 88. & 100. Les droits de ces Seigneurs sont expliquez en la Coutume d'Artois art. 1. & suivans.

JUSTICIERS FONCIERS.] Reims art. 175. Laon art. 119. Qui exercent la Justice du lieu où sont assis les heritages, ou qui ont Basse-Justice. Beauquesne art. 3. & 4. S. Riquier art. 5. dont il appert que la Justice Vicomtiere est la Moyenne Justice. S. Omer art. 13. V. Justice fonciere.

SEIGNEURS FONCIERS.] Valois art. 6. 24. Ponthieu art. 88. 100. en laquelle Coutume art. 82. 84. la Justice Fonciere c'est la Basse-Justice, qui appartient au Seigneur Foncier, à cause de sa Seigneurie, & qui concerne la défaisine & faisine des heritages de luy tenus & mouvans. Comme aussi la Coutume de Bar art. 56. ne fait difference entre Justice Basse & Fonciere. Artois art. 1. Beauquesne art. 2. S. Riquier art. 2. & en la Somme rurale.

MOYEN JUSTICIER.] Voyez *Moyenne Justice*.

JUVEIGNEUR.] Bretagne au chap. 17. & en l'article 52. 69. 72. 134. 370. 372. 376. 541. 251. auquel il faut lire, PAR PARAGE, Comme en l'ancienne, art. 261. C'est le Puñay, à l'égard du fils aîné, lequel aussi vulgairement s'appelle **CADÉT** entre nobles. **SURJUVEIGNEUR.**] Bretagne art. 251. & de l'ancienne article 261. quel il faut lire comme en la dernière, **DU SURJUVEIGNEUR TROIS DENIERS.**

JUVEIGNERIE, ou JUVEIGNEURERIE.] Bretagne art. 34. 88 au tit. 17.

Les Cadets succedoient anciennement aux fiefs en Bretagne, mais comme les Seigneurs recevoient de ces partages un préjudice notable, le Comte Geoffroy, du consentement de ses Barons, fit une Assise en 1185. par laquelle il ordonna qu'à l'avenir il ne seroit fait aucun partage des *Baronies* & des *Chevaleries*, que la Seigneurie en appartiendroit toute entiere aux aînez, & que les aînez feroient seulement une provision sortable à leurs puînez. *Concessi, quod in Baronis, & feodis militum, ulterius non fierent divisiones, sed major natu integre obtineret dominatum, & junioribus majores providerent, & invenirent honorifice necessaria, juxta posse suum.*

L'Assise laissa néanmoins au pouvoir des aînez, quand il y avoit dans les successions plusieurs terres outre les Baronies & les Chevaleries, de donner

quelques-unes de ces terres aux puînez au lieu d'une provision. Mais avec cette distinction, que si l'aîné avoit donné une terre à son puîné à la charge de la tenir de luy à foy & à homage, ou comme Juveigneur d'aîné, si le puîné decedoit sans enfans, & sans avoir disposé de sa terre, elle retournoit, non pas au frere aîné qui l'avoit donnée, mais au chef Seigneur qui avoit la ligence, au lieu que la terre retournoit à l'aîné, quand il l'avoit donnée simplement à son puîné sans la charge d'homage, ou de la tenir en Juveignerie. *Item si major dederit juniori terram de qua eum receperit in hominem, & sine herede obierit, alteri de propinquis suis cui voluerit eam dabit, ita quod ad principalem dominum non redeat; si autem de terra illa, non receperit eum in hominem ad majorem fratrem hereditas revertatur.* Joignez l'article 320. de l'an-

cienne Coutume de Bretagne, & l'article 345. de la nouvelle.

Mais cette dernière disposition ayant paru extraordinaire, Jean premier la corrigea en 1275. en ordonnant par ses Lettres de concession de Bail en rachat, à la fin, que quoique l'aîné eût pris son puîné à home en luy donnant quelque terre, que cela n'empêcherait pas que l'aîné n'y succedât, à l'exclusion du Seigneur de la lignée. *Et voulons encore en tant comme à nous & à nos hoirs appartient, que si aucun des aînez prenoit son Souveigneur à home, & iceluy Souveigneur meurt sans hoir de son propre corps : que par l'Assise au Comte Geoffroy, ne remaigne pas que la terre ne tournege à l'aîné, ou à l'hoir de l'aîné, sauf l'Ordinance resnable au Souveigneur, &c.*

Jean II. qui fut Duc en l'année 1286. dérogea encore à l'Assise du Comte Geoffroy, en statuant, que le pere pourroit diviser les Baronies entre ses enfans. Voici les termes de l'article 7. de son Ordonnance tirée en partie des établissemens de France. *Baronie ne se départ mie entre freres, si le pere ne leur en fait partie ; mais l'aîné doit faire avenant bienfait à ses puînez, & doit les filles marier.* Et il ajouta au commencement de l'article, que le Gentilhomme ne pourroit donner à ses enfans puînez, plus du tiers de la terre ; *Gentilhomme ne puet doner à ses enfans puînez, de son heritage plus que le tiers.* Ce qui comprenoit d'autant plus les Baronies, qu'elles étoient impartables par l'Assise du Comte Geoffroy, & par l'article 7. que l'on vient de rapporter de la Constitution du même Jean II.

Jusques icy il n'a été parlé que des Baronies, & Chevaleries ; mais le Duc Jean II. ordonna, à l'égard des fiefs nobles, dans l'article 17. que *si les puînez demandoient leur partie de leur*

aîné, il leur feroit le tiers de la terre par droit. Si c'étoit fief enterins, l'aîné ne feroit la foy & gariroit es autres en parage. Et si ainzin étoit qu'il ne leur baillast fief enterins, il leur garantiroit en parage. Et s'il étoit ainzin que le frère aîné ne fust entiers, & leur en fist la tierce partie trop petite, ils ne la prendroient pas s'ils ne venloient, ains revendroient à l'aîné, & les puisnez y partiroient la terre en deux parties, & l'aîné prendroit celle qu'il voudroit.

On a dit que cet article fut fait pour les fiefs nobles, & c'est une faute qui ne peut être excusée à M. Hevin, d'avoir avancé qu'il avoit été fait pour corriger l'Assise du Comte Geoffroy. Selon l'Assise les Baronies & les Chevaleries dont elle parloit seulement étoient impartables. Le Duc Jean II. dans l'article 7. avoit ordonné de rechef qu'elles seroient indivisibles, & cela étant, comment ce même Duc auroit-il décidé à l'égard des mêmes Baronies & Chevaleries, que *les puisnez y demanderoient leur partie, & que si cette partie n'étoit pas juste, qu'ils la pourroient rapporter à leur aîné, & li partir la terre en deux parties.* Une pareille Ordonnance n'auroit-elle pas été contre le bon sens & la raison ; il faut donc dire encore une fois, que cette partie de l'article 17. ne fut faite que pour les fiefs nobles, & ce fut là pour la première fois que la portion des puînez nobles qui n'étoit point issus de Chevaliers & de Barons fut fixée au tiers. Mais la question est de sçavoir si ce tiers étoit en propriété ou en usufruit. M. Hevin sur Frain p. 557. à la fin & p. 558. a dit qu'il falloit distinguer suivant le texte même, sçavoir que ce qui se bailloit aux puînez en fiefs enterins ou entiers, & independans, étoit en propriété, puisque les puînez étoient chargez d'en faire foy au Seigneur Lige, & que ce qui étoit baillé par démembrement de la

Seigneurie n'étoit qu'à viage, puisque les puisnez n'en faisoient point la foy & étoient garantis par l'ainé.

Cette distinction est encore une autre faute, parce que ce qui est tenu en parage doit être tenu en héritage. Ceux qui tiennent en parage sont pers, or il n'y a point de paine lorsque l'ainé est propriétaire du tout, & que les puisnez ne sont qu'usufruitiers de leurs tiers, & par conséquent quand l'ainé est propriétaire de tout le fief, & les puisnez usufruitiers seulement de leur part, il n'y a plus de parage.

Il faut donc dire que selon la Constitution du Duc Jean II. les puisnez étoient propriétaires de leurs tiers de quelque manière qu'il leur fût donné par leur ainé, avec cette différence néanmoins, que quand les puisnez avoient le tiers du fief, ils le tenoient en même temps en parage & juveigneurie, au lieu que quand c'étoit un fief séparé, ils ne le tenoient qu'en juveigneurie seulement, conformément à l'article 6. de l'Assise, parce que l'ainé ne pouvoit pas être pair avec ses frères à l'égard d'une chose où ils avoient tout & eux rien. Joignez d'Argentré sur l'ancienne Coutume art. 311. gloss. 2. n. 1. & sur l'article 314.

L'Ordonnance du Duc Jean II. ne fut pas néanmoins suivie à cet égard, car l'Anonyme qui a fait des notes sur la tres-ancienne Coutume a écrit sur le chapitre 109. que quoique le tiers dans les fiefs fût donné aux puisnez en propriété, ils ne l'avoient néanmoins qu'à viage, & en effet les articles 547. & 563. de l'ancienne Coutume décidèrent, conformément au témoignage de l'Anonyme, que les puisnez n'auroient que l'usufruit de ce tiers. Voicy les termes de ces articles, qui sont une preuve invincible que l'article 17. de la Constitution du Duc Jean II. qu'ils intrentent, n'étoit point pour les Baro-

nies & les Chevaleries, mais pour les fiefs nobles que les articles distinguent nettement des Chevaleries & Baronies.

En succession qui anciennement a été gouvernée & partagée noblement comme dessus, tous les juveigneurs auront seulement la tierce partie aux héritages nobles de ladite succession, c'est à sçavoir les mâles à viage, & les filles par héritage, fors & excepte les Comtes & Barons, qui se traiteront en leurs partages comme ils ont fait par le passé: & enfin à la reformation de la Coutume, l'article 17. la Constitution du Duc Jean fut confirmée par l'article 541. & le tiers donné en propriété aux puisnez en ces termes :

Les maisons, fiefs, rentes . . . & les meubles seront partages noblement entre les nobles, qui ont eux & leurs predecesseurs vécu noblement, & aura l'ainé par préciput en succession de père & de mère, & en chacune d'icelles le Château, &c. Et outre les deux tiers, & l'autre tiers sera baillé aux puisnez par héritage, tant fils que filles, pour être partagé par l'ainé entr'eux par égales portions, & le tenir chacun desdits puisnez comme Juveigneur d'ainé en parage & ramage dudit ainé.

Puisque toutes ces autoritez ne parlent que du tiers des puisnez dans les fiefs nobles, il sera bon d'examiner icy en peu de mots, quelle part les puisnez ou les Juveigneurs doivent avoir dans les Baronies & les Chevaleries.

L'article 542. de la nouvelle Coutume de Bretagne, dit que *les anciens Comtes & Barons se traiteront dans leurs partages comme ils ont fait par le passé.*

Les articles 547. & 563. de l'ancienne Coutume, qui ne donnoient que le tiers en viage aux puisnez nobles, ajoutent. *fors & excepte les Comtes & Barons qui se traiteront en leurs partages comme ils ont fait par le passé.*

G L O S S A I R E.

L'article 109. de la tres-ancienne Coutume dit que, toute la Seigneurie doit aller à l'ainé des enfans és Barons & és Chevaliers, & des enfans aînez qui en sont issus, & qui noblement se sont gouvernez eux & leurs predecesseurs es temps, & qu'il est entendu que les juveigneurs n'auront en plus que les mors de l'Assise, si n'est tant comme le Duc Jean (II.) pere du Duc Astur la corrigea, lesquelles choses doivent être gardées, accomplies & enterinées.

En venant ainsi à l'Assise du Comte Gœfroy, on trouve que les puisnez ne devoient avoir qu'une simple provision sur les Baronies & Chevaleries, à l'arbitrage des aînez. *Concessimus quod in Baronis & feudis militum ulterius non fierent divisiones, sed major natu integrum obtineret dominatum, & junioribus majores providerent, & invenirent honorificè necessaria juxta posse suum.* Et delà les Barons concluent, que c'est en vain que les puisnez prétendent fixer le viage au tiers: les puisnez opposent à cela que par les Coutumes voisines, la portion des puisnez mêmes dans les Comtez & Baronies est fixée au tiers.

Qu'il se void par le partage de Feu-gères rapporté par Hévin sur le §. 1. de l'Assise du Comte Gœfroy, pag. 552. & par l'autre partage qu'il rapporte sur le §. 4. pag. 530. que c'étoit déjà l'usage de fixer la part des puisnez au tiers des Ba-

ronies.

Que Pierre de Bretagne, frere du Duc Astur, demanda par cette raison le tiers dans le Duché de Bretagne, selon la remarque d'Argentré dans son histoire lib. 6. chap. 5. fol. 336.

Què d'Argentré qui étoit present à la reformation de la Coutume, & qui est un auteur d'un tres grand poids, écrit formellement sur l'article 542. de la nouvelle Coutume, que les Barons ne voulurent accorder aux puisnez le tiers qu'à viage, au lieu que les Seigneurs des fiefs nobles l'accorderent en heritage, & que ce fut alors tout le differend.

Et qu'enfin d'Argentré & Hévin qui sont souvent opposez, conviennent ensemble au sujet du tiers en leur faveur; & pour peu qu'on entre dans les motifs d'équité, le dernier parti doit sembler favorable. Joignez les consultations imprimées à la fin de la Coutume de Bretagne in 4. fol. . . .

La Juveignerie est en parage ou sans parage, comme on l'a touché cy-dessus. Touchant la premiere, voyez l'article 320. de la Coutume de Bretagne, & touchant la seconde, voyez l'article 331. 334. mais soit que la terre tenuë en juveignerie soit tenuë en même temps en parage ou non, elle est aussi toujours tenuë à ligence du Seigneur supérieur Lige & prochain de l'ainé. Voyez les articles 330. 331. 335. 338. &c.

L

* **L**ADRES.] Hainaut chapitre 109. Mons chapitre 65. sont ceux qui sont malades de la lepre: on leur donna ce nom aux voyages d'outremer, parce qu'on les mettoit dans un Hôpital auprès de Jerusalem, dont le Lazare que l'on appelloit autrefois S. Ladre, étoit le Patron.

Chez les Juifs, celui qui se croyoit atteint de la lepre, devoit se

G L O S S A I R E.

présenter au Prêtre qui devoit le visiter & juger s'il en étoit malade ou non ; & si le Prêtre jugeoit qu'il en étoit malade, il devoit se retirer du commerce des autres hommes & habiter hors du camp, & hors des Villes, quand les Juifs eurent des Villes. Levit. chap.

13. v. 2.

Homo in cujus cute & carne ortus fuerit diversus color, sive pustula aut quasi lucens quidpiam, id est plaga lepra, adducetur ad Aaron Sacerdotem, vel ad unum quemlibet filiorum ejus: Qui cum videris lepram in cute, & pilos in album mutatos colorem, ipsamque speciem lepra humiliorem cute & carne reliqua; plaga lepra est, & ad arbitrium ejus separabitur, &c. §. 44. Quicumque ergo maculatus fuerit lepra & separatus est, ad arbitrium Sacerdotis, habebit vestimenta dissuta, caput nudum, os veste contactum, contaminatum ac sordidum se clamabit. Omni tempore quo leprosus est & immundus, solus habitabit extra castra, &c.

On suivoit la loy de Moïse dans les bas siècles en plusieurs lieux de l'Europe, & on reputoit le lepreux tellement mort, qu'on luy faisoit par avance son service. Selon la Coutume de Hainault & de Mons, si une personne est renommée d'être entachée de la maladie de la lepre, les Eschevins dessous qui telle personne est residante & demeurante, seront tenus & pour leur acquis le mener aux épreuves aux dépens des Paroissiens. Et si icelle personne étoit trouvée entachée de ladite maladie, on luy devra bailler pour une fois, s'ils ne sont du lieu, un chapeau, un manteau gris, une cliquette & une besache & avec luy faire son service ; lesquelles bagues & dépenses devront être prises sur les biens de l'aumône, ou sur les manans du lieu paroissiens, en cas qu'ils n'eussent competamment & pour y fournir. La Ville sera tenuë de à la personne faire une maison sur quatre étaques, ainsi qu'a été accoutumé de faire, & si le patient la veut avoir meilleure faire la devra à ses dépens, à la charge d'après sa mort d'être brulée, avec le lit & habillemens ayans servi à son corps.

Comme les Seigneurs confisquoient les biens de ceux qui étoient decedez intestats ou déconfés, il s'aviserent de lever sur ces malheureux le droit de Mortemain ; & delà vient qu'il est dit dans le chapitre 55. de la Coutume de Mons, que une personne dès qu'il sera jugé ladre doit morte-main, comme si la personne fut morte sur tel état ; que si iceluy ladre revient en santé faire, ravoir le devra, & neanmoins après sa mort devra être pris morte-main, &c. Voyez Cagots & le For de Navarre, Rubrique 34. art. 4. 5. & 6.

L A I D A N G E S.] Normandie chap. 51. 53. 86. & en l'histoire de Monstrelet chap. 40. du 1. volume. **L E D O I R E S** au chap. 15. art. 14. du styl de Liege, auquel il faut lire **A P E R A G E R. L A I D A N G E R;**

au chap. 60. de l'ancienne Chronique de Flandres. Sont injurés verbales, desquels celuy qui a injurié un autre à tort, se doit dédire en Justice en se prenant par le bout du nez : *λοιδόρειν, convitiari. Maledictum λοιδόρῖα.* Paroles de délai : laide vilenie : Ce qui est expliqué en son ordre. *Hac verba nobis nova videri facit incuria veterustatis : Veterustorum autem vocabulorum origo alia aliis placebit forsitan : sanè etiam veteribus placuit varia analogia ejusdem vocis, & in illa varietate laborant plerumque Varro, Plutarchus, Isidorus, & alii, quorum nimia est sagacitas.*

LAIE.] Est bois par mesure ou quantité d'arpens.

L'AIER.] Orleans chap. 1. art. 82.

C'est marquer les lais en un bois taillis avant la coupe d'iceluy, pour les y laisser.

LAIS.] Bourbonnois art. 340.

C'est la croissance que la riviere donne au Seigneur Justicier : *Non est incrementum quod alluvione fit, sed insula que in flumine nascitur.*

Coutume de Bourbonnois art. 340.

La riviere tolt & donne au Seigneur Haut-Justicier, & ne donne aucunement au Seigneur tres-foncier & propriétaire qui n'a ladite Justice, & s'appelle communément *Lais* la croissance que la riviere donne.

Le Droit donnoit les atterrissemens

LES LAIS.] Tours art. 135. Anjou, art. 311. V. Laie.

LANCE.] Fief qui tombe de LANCE en quenouille, de la main d'un mâle à une femme. Chevalier d'une LANCE.

* LANCIERE.] Voyez Abéc.

La LATE] Qui est en Provence comme une espece d'emende pecuniaire dûe pour la clame, ou contestation : laquelle est exigée par ceux qu'on appelle LATIERS.

En Provence il y a deux sortes de *Lates*, une simple & une triple ; la *Late simple* est de neuf deniers, tournois, & la simple de vingt-sept deniers.

La *Late simple* est dûe par le debiteur ajourné, pour n'avoir pas payé au jour dont il étoit convenu, la somme qu'il s'étoit obligé de payer : Et cette *Late* est la même chose que l'*Erance* de l'*Arrame*, ou l'*Adras* dont on a parlé cy-dessus.

& ensablemens aux propriétaires des heritages proches. Leg. aded §. Si insula de acq. rer. dom. leg. 1. §. Si insulam de fluminibus. §. insula, de rer. divis. & autres non reçus en France. Bacquet, des droits de Justice num. 493. (M. Galland.)

La *Late triple* est dûe ou par celui, qui intente en jugement une demande injuste & qui demande par exemple ce qui luy a déjà été payé, ou par le debiteur qui nie son obligation.

Monsieur des Clapiers dans son livre qui a pour titre *Centuria causarum caus.* 571 p. 42. & après luy M. Mirgues dans son Commentaire sur les statuts de Provence p. 329. de l'Édition de 1658. remarquent que le droit des *Lates* s'est introduit

Introduit en Provence par l'usage, ce qu'ils prouvent par l'Ordonnance suivante : *Lata, qua plus consuetudine, quam jure scripto debetur, locorum consuetudini, quam ex locorum diversitate sic formiter precipimus exigi, relinquatur, sic tamen quod per usum à decem annis citra servatum, nullum circa eam exigendam admi-*

niculum prabeatur. V. M. Morgues au lieu marqué cy-dessus, & les Coutumes d'Aiguemortes, à la fin du traité du Franco-aleu de M. Galland pag. 371. à la fin.

Late, *Lata*, aussi-bien que *Loda*, viennent peut-être du mot *Lex*, qui signifie *amande*, dans les auteurs de la basse Latinité.

LA LAUDE, ou LOUADE.] Qui se leve en foire, sur les marchandises, *quasi siliquaticum* & *καρατισμὸν*. *Leuda*, & *Leudarij* in *Constitut. Regis Philippi IV. anni 1304.* *Leudarium* sive *districtus pedagiorum*, in *constitut. Philippi VI. anni 1338.* De *Siliquarum exactio-nibus constitutionem profert doctissimus Cujacius lib. 16. Observationum cap. 23.* Pour un tel droit se leve un denier pour une maille parisis sur chacun marchand; & autres qui vendent en la Paroisse de Rian près Bourges, à la foire qui s'y tient chacun an le 25. de Juillet, & s'appelle la maille Billeron. La *Laude est venalisij loco* : C'est le droit de venditions, duquel il est parlé cy-après en son ordre.

Leuda, ou *Loyda*, d'où l'on a fait *Laude*, *Louade*, *Lende*, signifie toutes sortes de tributs, & vient selon la conjecture de Monsieur du Cange, de *Leudum*, qui avoit anciennement la même signification que *compositio*, *multa*.

Monsieur Graverot dans sa note sur le chapitre 8. article 1. du traité des droits Seigneuriaux de Monsieur de la Roche-Flavin, remarque, qu'en plusieurs Villes de Languedoc, on appelle par-

ticulierement *Lende*, ce que les bourgeois exigent des payfans; qui vendent au marché des œufs, des fruits & autres choses semblables, & il aime mieux faire venir *Lende* de *Leysten*, où *Leystan*, qui signifie *prestare* dans la paraphrase de Vuillermus sur le Cantique des Cantiques. Le Lecteur choisira de ces deux étimologies celle qui lui plaira le mieux. Voyez M. de la Thaumassiere dans ses anciennes Coutumes de Berry chap. 43.

* LAUSE.] C'est ainsi qu'en Languedoc on nomme le Cens. Fondation de Montauban en l'an 1144. *Corbonellus faber habeat de laboratoribus suum censum* qui vulgo vocatur *Lausc*. Voyez M. Catel dans son histoire de Languedoc page 324. (M. Galland.)

L AYES à CENSES.] Es Ordonnances de Mets.

Les *Layes* à Censes sont proprement des Baux d'heritages à rente, soit que la rente soit perpetuelle, soit qu'elle soit pour quatre-vingt-dix-neuf ans, ou pour un moindre temps. Voyez l'article 23. du titre 4. des Coutumes generales de la Ville de Mets & pays Messin. Ces Baux sont appelez *Layes* *Lais*, & *Laix*; du mot *laisser* ou *délais-*

ser, parce que celui qui fait ces sortes de Baux délaisse son heritage moyennant une certaine redevance. La Coutume de Lorraine art. 202. *Baus, admodiations ou Laix, quels qu'ils soient, solennellement faits & passez par Procureurs suffisamment fondez, ne peuvent être revoquez par le constituant au préjudice des preneurs.* art. 317. Le Sei-

gneur Censier n'a droit d'avoir par préférence l'héritage aliéné manvant de luy à cens, s'il n'est en ce expressement fait de par Lais, & convention de l'ascendant.

LEGAT DU PAPE.] *Qui natus, missus, vel à latere; ut Legatus Proconsulis, cui mandata est jurisdictio.*

LETTRES DE LEGITIMATION.] Que les Bâtards prennent du Roy en forme de Chartre, pour pouvoir tenir Benefices & Offices, & afin qu'ils puissent succéder à leurs parens & au contraire, tout ainsi que s'ils étoient engendrez en loyal mariage, & pour tenir & posséder tous biens, mêmes choses feudales: & en disposer tant entre-vifs que par testament & autrement, nonobstant la macule & défaut de geniture & naissance: & convient que ces Lettres soient vérifiées en la Chambre des Comptes, & prendre acquit de la finance qui aura été taxée pour le Roy, lequel seul peut legitimer en son Royaume. *Ex rescripto Principis, vel secutus nuptiis filius natus fit legitimus; Justinianus Nov. 18. 89. 74. 78. jura legitimi ei tribuuntur & quasi natura restituitur. No. 74. cum is proprie dicatur natalibus restitui, qui fuerit libertina conditionis: quod jus naturalis: & faut noter qu'aucuns Princes en telles lettres de legitimation ne donnent pas puissance de succéder en fiefs; & qu'ils retiennent la vingtième, ou autre partie du revenu. *Adi caput decimum sextum lib. 6. epistol. Petri Vinei.* Comme aussi le Bâtard a accoutumé prendre dispense du Pape, *super defectu natalium*, pour entrer aux Ordres sacrez, Il seroit expedient que le Roy n'octroyât lettres de legitimation aux Bâtards, qui sont nais de Prêtres, de Religieux, de gens mariez, ou par inceste. Voyez droit de bâtardise.*

LENGAIEUR, & LENGAIER LES PORCS.] Orleans, art. 334. 335. Dunois art. 90.

Pour connoître s'ils sont mescaux ou ladres: *ad linguam enim probari & explorari solet an sint leprosi & corrupti sanguinis.*

* **LETTRE DE DEBITIS.**] Voyez *Requête de Lettre formée.*

* **LETTRE FORMÉE.**] Anjou, art. 472. 509. Tours art. 369. Voyez *Requête de Lettre formée.*

* **LETTRES D'ABBREVIATION.**] Anjou, art. 64. Voyez du Pineau sur cet article; de Roze, de *Missis dominicis. p. 54. in fine.*

* **LETTRES D'ESTAT.**] Voyez *Estat.*

* **LETTRES EN FERME.**] Cambray tit. 5. art. 5. Dans le Cambresis, il n'y a pas de Gardenotes publics & en titre d'Office; mais comme le remarque Monsieur Pinault sur cet article page 157. on a suppléé à ce défaut en établissant des Chambres dans les Hôtels de

Ville, où chacun pût mettre un double authentique de ses Lettres, & parce que cette Chambre est appelée *Ferme*, on a nommé les Lettres qui s'y conservent *Lettres en Ferme*. Afin que le double de ces Lettres soit conforme & inalterable, le Notaire qui doit écrire les deux Lettres fait d'abord au milieu d'une grande peau de parchemin de gros caractères, il coupe ensuite la peau & les caractères par le milieu, & sur chaque partie de la peau où il y a la moitié des caractères coupez, il transcrit le contrat selon l'intention des parties, & enfin on laisse une de ces Lettres dans la *Ferme*, & l'autre demeure au créancier, qui ne peut point la falsifier ou en faire une fausse, parce que les caractères coupez qu'on voudroit contrefaire dans la fausse Lettre ne conviendroient jamais avec la moitié des caractères coupez, écrits sur le double de la véritable Lettre conservé dans la *Ferme*. Voyez *Amans*, *Arches d'Amans*, *Chartes parties*, & l'article 47. des *Coutumes de Mons*.

LEVAGE.] Anjou, art. 9. 10. 30. Le Maine, art. 10. 11. 35. C'est une espèce de Peage ou Coutume, qui appartiennent au Seigneur Justicier pour les denrées qui ont séjourné huit jours naturels en son fief, & y ont été vendues & transportées en autre main, & mises hors iceluy fief: Et est dû par l'acheteur, & est tel que la petite Coutume. Ou qui appartient au Seigneur Justicier pour les biens de ses sujets qui vont demeurer hors de son fief: lequel droit ne doit excéder cinq sols. *Qualia olim importantur & exportantur, Strab. lib. 17. τὸ ἐξαγωγίου τίτλος, in Edicto Justin. de Alexandrinis.*

* **LEUDE.**] Voyez *Laude*.

LEZ ET COSTÉ.] S. Paul, art. 36. 41. Artois, art. 105. 119. Lille, art. 83. Hainaut, chap. 77. 81. Mons, chap. 35. Cambrai, tit. 8. art. 13. & en l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 13. & en la Somme rurale traitant du retrait linagier, & des successions. *Cum agitur de linea cognationis*, de l'estoc & line, de line & costé Anjou, art. 333.

LEZ.] Boulenois, art. 172. 174.

C'est le costé, *Cum agitur de Confusio agrorum.*

DROIT DE LIAGE.] Dont est fait mention au livre ancien, qui enseigne la maniere de proceder en Cour laïc, & es Ordonnances de la Prevôté & Echevinage de Paris, & en deux Arrests du Seigneur du Noiers du 7. Avril 1347. & dont le Chapitre de Paris se dit avoir exemption pour ses sujets.

Ce droit & Coutume se prend par le Seigneur sur le vin, comme les droits de forage, de rouage, de chantelage, de cellerage, d'afforage: *Hac verba autem, & pleraque alia qua in hoc libro profe-*

runtur à me, quasi nullius usus aut auctoritatis non sunt pratercunda : Nec sunt etiam intermortua aut sepulta : & si essent, cenferem excitanda, ne quid prischorum vocabulorum ignoretur, aut pereat.

Le *Liage* est un droit qui se leve sur les lies des vins vendus en broche, & qui appartenoit dans Paris au Bouteillier de France, comme on peut voir dans les preuves qui suivent.

A tous ceux qui ces Lettres verront, Gilles Haquin Garde de la Prévôté de Paris, Salut. Sachent tous, que l'an de grace mil trois cens vingt & un, le jeudy après la saint Martin d'esté, voismes une lettre scelée du scel de la Prévôté contenant cette fourme.

A tous ceux qui ces Lettres verront, Gilles Haquin Garde de la Prévôté de Paris, Salut. Comme feu bonne memoire le Roy Philippes, dont Diex ay l'ame eust envoyé ses Lettres pendant à la requeste du Comte de Saint Pol, lors Bouteiller de France, à Sire Jean Ploiebauch lors Prevost de Paris, desquelles Lettres la teneur s'ensuit.

Ph. Dei gratia Franc. Rex Praposto Parisensi, aut locum ejus tenenti, Salutem. Mandamus tibi, quatenus visis & diligenter inspectis, scriptis & registris super facto & juribus Buticularia confectis, dilectum, & fidelem Guidonem Comitum Sancti Pauli, & Buticularium Francie, ac gentes suas pro Liagio, ac aliis juribus, franchisiis, & libertatibus, Justitia & cognitione ad officium predicta Buticularia spectantibus, gaudere libero, & uti pacifice in villa Par. & alibi permittas prout ipsum, & predecessores suos Buticularios quondam Francie, antiquitus, & hactenus legitime gavisos, & usos noveris extirrisse, nullum sibi, vel gentibus suis impedimentum inferens, seu inferri permittens indebitum, in premissis, & jus nostrum, secundum registra, & scripta predicta, servari volumus servans illudum. Da. an. Dom. 1311.

Est par vertu d'icelles Lettres li dits Sire Jean Ploiebauch nostre devancier Prevost de Paris, eust mandé, & commis à Richard Boschier, & Jean Pariset, lors Examineurs de témoins au Chastelet de Paris, que ils s'en informassent diligemment des droits de franchises, & de la justice, & de la connoissance appartenans audit Monsieur de Saint Pol Bouteiller, & à ses gens en la Ville de Paris, pour raison de la Bouteillerie, & comment si devanciers Bouteillers de France en avoient joi, & usé, en la maniere qu'il est contenu és Lettres dessus transcrites selon les articles, que la gent dudit Bouteilleur leur bailleroient, & sus ce & par vertu de la commission à eux envoyée, & faite de par ledit nostre devancier, les dits Examineurs, sur les articles à eux bailliés de par ledit Bouteiller, ou ses gens pour li, qui tiex sont.

Eurent à prouver pardevant vous, Sire Prevost de Paris, le Procureur du Comté de Saint Pol Bouteiller de France, que feu Monsieur Jehan d'Acre, ou temps, que il vivoit, & qu'il estoit Bouteiller de France, estoit en faisant pesible, & avoit droit pour cause de ladite Bouteillerie, de avoir la moitié des lies de tous les vins, que l'en vendoit à broche, en plusieurs celliers assis en la Ville de Paris, des quicx la plus grande partie étoient contenus en un registre ancien, lequel ledit Bouteiller, à son vivant, avoit par devers soi, & lequel ledit Comte de Saint Pol, ou sa gent on à present.

Item, que quand aucuns qui tenoient aucuns des celliers contenus ou dit registre, ou autres qui ne sont pas à iceluy registre qui doivent le *Liage*, s'efforçoit de dire qu'il n'en devoit point

G L O S S A I R E.

de *Liage*, & que son cellier en estoit franc, que ledit Bouteiller estoit & fu en *saisine*, tant comme il vesquit, de avoir en sa Court la connoissance, & de contraindre ceux qui le tenoient à venir par devant li, ou par devant ses gens, pour répondre sur ce, & de faire enquêtes pour sçavoir leurs celliers, qui n'estoient pas contenus oudit registre devoient *Liage* ou non, & de juger lesdites enquêtes, & de mettre à execution par sa main.

Item, est en *saisine* de tenir en son hostel en prison & mettre en fers, & de envoyer ou Chasteler en garde de par luy, ceux qui mesfesoient à sa gent, en faisant l'Office dudit *Liage* & du délivrer, quand il luy plaisoit.

Item, est en *saisine*, de prendre & de lever amende & deffaus de tous ceux, qui deffailloient de venir à ses ajournemens, & qui desobéissoient à sa gent ou qui leur mesfesoient.

Item en *saisine* de faire sceller, & tenir clos tous les celliers (de ceux) qui estoient desobéissans ou deffailans de payer ledit *Liage*, & de avoir d'iceux, & prendre, jugier & lever amendes teles comme il ly plaisoit.

Item que le devant dit Comte de Saint Pol, puis que il fu Bouteiller de France, a esté & est en *saisine*, & a usé du Droit de la Bouteillerie dessus dit, & en continuant sa *saisine* usé & jouï paisiblement des choses dessus dites, & eu sur ce la court & la connoissance pardevant li, present & sçachant le Prevost de Paris, qui estoit pour le temps.

Item, se aucune fois le Prevost de Paris, ou aucun de eux se sont efforcé d'avoir sur ce aucune connoissance, que il leur a esté souffisamment deffendu, & que non contrestant leur opposition, la court, & la connoissance en est toujours demorée asdits Bouteillers, & à leurs gens, lesquelles choses dessus di-

tes prouvées, ou ce qui en souffira, ledit Procureur, ou nom dudit Bouteiller, & pour luy, vous requiert, que vous prononciez & par jugement ledit Comte pour raison de la Bouteillerie dessus dite, estre en *saisine*, & avoir droit de faire & avoir par li & par sa gent la court & la connoissance, & les exploits des choses dessus dites, & que plaine foy soit & doit estre ajoutée oudit registre entant comme il appartient as celliers qui sont dedens contenus. Eussent oit, & examiner plusieurs témoins, à eux administrez de par la gent dudit Bouteiller.

Et depuis toutes ces choses faites en la manière que dit est, ledit Bouteiller fut allé de vie à mort, & après la mort d'iceluy ladite Bouteillerie fut & eust esté donnée à tres-haut Prince & puissant Monseigneur Henry de Senly, à la requeste duquel li Rois nostres nous envoya ses livres dont la teneur est telle.

Philes. Par la grace de Dieu Rois de France & de Navarre, au Prevost de Paris ou à son Lieutenant, Salut. Comme nostre tres-chier pere le Roy Philippes que Diex absoilye, par ses lettres pendans à la requeste du Comte de Saint Pol lors Bouteiller de France, eust mandé au Prevost de Paris, qui estoit pour le temps, que sus les droits, & la Jurisdiction que les Bouteillers de France ont & doivent avoir pour raison de la Bouteillerie ou *Liage* des vins qui se sont vendus à broche es celliers de Paris, enquist bien & diligemment, & que iceux droits & Juridictions, selon que il trouveroit par la dite enqueste, faist, tenir & garder au dit Bouteiller, & à ses successeurs Bouteillers de France; & par vertu dudit mandement le dit Prevost eust fait, ou fait faire ladite enqueste, laquelle depuis le temps que faite fu, n'a esté jugiée ne vûe, ou préjudice ou dommage

des Bouteillers de France, si comme nous avons entendu. Nous à la requeste de nostre amé & feal cousin Henry. Seigneur de Senly, maintenant Bouteiller de France, te mandons & commettons, par la teneur de ces Lettres, que tantost sans nul deffay la dite enqueste tu voyes & ordonne selonc ce que tu trouveras en icelle, afin que des droiz, & Jurisdictions que tu trouveras appartenans à ladite Bouteillerie, le dit Bouteiller & ses successeurs Bouteillers de France puissent joir; & l'Ordinance que tu feras sus ce donne escript soubz le scel de ladite Prevosté de Paris audit Bouteiller, pour conformer de nous après soubs nostre scel, selonc ce que nous verrons que fera à faire de raison, & ce fai en telle maniere que tu ne sois repris de negligence. Donné à Paris le 7. jour de Juing, l'an de grace mil trois cens & vingt.

Sachent fait que nous par vertu des dites Lettres, & pour faire tout ce qui est contenu en icelles, avons veu, & diligemment regardé ladite enqueste ou information & tout ce que dedans est

contenu, & avons eu sur tout ce grand conseil & délibération de bonnes gens & sages, & par le conseil que nous avons eu, avons dist, prononcé, & en cette maniere veues les Lettres du Roy & les témoins amenez de la partie du Bouteiller de France, & les registres anciens mis en la maniere de preuve; nous disons, & par droit que ledit Bouteiller a suffisamment prouvé l'intention à la fin où il tent, pourquoy nous oston l'empeschement, qui a esté mis es choses dessus dites par nos devanciers, & adjugions audit Bouteiller la saisine d'avoir la court & la connoissance des choses contenues es dits registres, par nostre Sentence definitive & par droit: en tesmoing de ce, nous avons mis en ces Lettres le scel de la Prevosté de Paris. Ce fu fait l'an de grace mil trois cens & vingt le Jeudy après *Reminiscere*: Et nous en cest transcrites avons mis le scel de la Prevosté de Paris, en l'an & jour premiers dits. Voyez Choppin sur le chapitre 8. de la Coutume d'Anjou à la fin.

LE CLERC ET LIBELLANCE DU BAILLIAGE OU DE LA JUSTICE.] Comté de Bourgogne, art. 64. C'est le Greffier.

ADJOURNEMENT LIBELLE.] Cy devant en la lettre AMANDEMENT LIBELLE DE L'ESPARGNE.] Portant quittance, par lequel est déclaré le nom de celui auquel le Receveur General doit payer la somme, pour la bailler & délivrer à un tel, en l'acquit du Roy, à telle chose, pour tel employ, à tel effet.

OPPOSITION LIBELLE'E, OU GENERALE.] Bretagne, article 278.

COMMISSION, ET EXPLOITS LIBELLEZ.] Nivernois, tit. 31. art. 2. Montargis, chap. 19. art. 3. Berri, tit. 20. art. 2.

LIBELLER SA DEMANDE, OU AUTRE CHOSE.] Bretagne, art. 338. 686.

LIT BRISÉ.] En l'ancienne Coutume de Bar, art. 16. Mariage brisé & séparé. Cambrai, tit. 7. art. 20.

LIT DE JUSTICE.] Monstrelet au 1. volume chap. 107. Quand le Roy est seant en son Parlement: *Cum tribunal ascendit, quod*

genus dicendi non est frivolum, nec enim caret exemplis.

ESTRE LIE' DE MARIAGE.] art. 154.

FEMME LIEE DE MARI.] Chauni, art. l. 48. 57. Lille, art. 29. 55. 56. Hainaut, chap. 77. & en la Somme rurale.

Est potestas maritalis. Hoc autem παρθεγατικός, & ficto vocabulo dictum. Femme liée de mariage en la puissance du mary, ut & olim ea qua in manu viri convenerat, ut cum matrimonium factum erat coëmptione. Et adhuc hodie more solemnè uxor quasi coëmitur nummis ei tredecim à viro futuro adnumeratis.

LIEN DE MARIAGE.] Paris, art. 105. 114. Clermont, art. 182. Valois, art. 98. Boulogne, article 12. Estampes, art. 10. & au styl de Bourbonnois chap. l.

LIEN DE SERVITUDE.] Meaux, art. 2.

Est potestas dominica.

FIEF AMPLÉ OU LIEGE.] Hainaut, chap. 77.

FIEF LIEGE.] Hainaut, chap. 79.

LA LIEUE de moulin bannier doit contenir deux mille pas, chacun pas valant cinq pieds, à prendre de la huche du moulin venant à l'enclos de l'érage, selon la Coutume de Touraine art. 13. & de Lodunois chap. l. art. 9. Mais par la Coutume d'Anjou art. 22. & du Maine art. 23. la lieue du moulin doit contenir mille tours de rouë, ayant ladite rouë quinze pieds de tour, & de circuit par dehors, à prendre depuis la maison du sujet jusqu'à la maison dudit moulin. Voyez le mot BANLIEUE. En Bourgogne la lieue contient 50. portées de longueur, la portée de douze cordes, la corde douze aulnes, l'aulne deux pieds & demy, le pied douze poulces, *Leuca sive leuga est vox Gallorum, & finitur passibus mille quingentis, ut legendum est apud Isidorum libro 15. cap. 16. Idque constat ex Jordani Episcopi libro de Origine & actibus Getarum ex vita sancti Remacii, & ex aliis auctoribus: Galli non milenis passibus sed leucis itineri metiuntur, Marcellinus lib. 15. Aliis leuca constat tribus, aliis quatuor miliaribus seu passuum millibus. Porro hujus vocis etymon non est à Græca dictione λευκῆ, alba. Perionius, Picardus, Tripaltius, Anglicus, Becanus, & alii vim faciunt Gallicis & Francicis vocibus, quasi semper eadem sit cognatio Gallica lingua cum Græca vel Latina; nec sibi tantum errant, sed alieni erroris auctores sunt. Candidè quidem soleo omnium magnorum ingeniorum estimationem facere, sed & imperitos pro meritis habere: Sane hominum multi & sine flore, & sine fructu sunt, quorum infelicitatem secuta ætas merito damnat.*

LIEUTENANT DU ROY.] Qui missus regalis & dominicus recensioribus: olim autem ἄρχων qui summus magistratus Athenis, Ra-

venna. LIEUTENANT de Bailly ou Sénéchal, qui *Vicarius Provincia*, *Τοπικὸς ἄρχηγος* : *Loci servator Juliano antecessori constitutione* 124. 125. *Ex τοῦ ἡρώτου, ex persona.* Lieutenant du Prevost de l'Hôtel, ou des Maréchaux, du Prevôt de Ville. Le Lieutenant Criminel est quasi *Prætor vel Quæstor*, qui publicis judiciis exercendis præficitur, qui quæstionem de delictis & criminibus exercet, qui quærit de rebus capitalibus : unde *Quæstores parricidii*, *Festus*. Un Lieutenant vices alterius gerit, vel agit, ut olim vicarij præfectorum pratorio tam in Oriente quàm in Occidente, & in Africa. *Vicarius urbis Romæ apud Casiodorum lib. 4. epist. 41 & lib. 6. Vicarius portus lib. 7. Vicecomites, qui & Missi Comitum & Viguerij. Vicedominus : Vicarius servus, οὐκ ἔστιν οὐκ ἔστιν.*

LIGE ESTAGE.] Anjou, art. 134. 174. le Maine, art. 144. 194. & au livre inscrit l'Etablissement du Roy pour l'usage de Paris & d'Orleans.

FIEF TENU A PLEIN LIGE.] S. Paul, art. 10. qui est l'art. 21. de celle qui a été imprimée plus ample l'an 1553. après la Coutume d'Artois, dont appert qu'audit art. 10. il faut lire, PAREILLE AIDE AUDIT RELIEF. En ces articles le fief tenu à plein Lige est distingué du fief tenu en Pairie, qui est de plus grande estime & honneur. Comme aussi en la Coutume de Hesdin art. 12. 13.

C'est le fief qui est tenu en plein homage, eomme dit l'ancienne Coutume d'Amiens art. 13. 26. & autres Coutumes que j'ay observé cy-devant en la diction FIEF, & CHAMBELLAGE. Autre est le fief tenu en demy lige, ou à quart lige, & qui est aussi de moindre profit au Seigneur. Hesdin art. 12. 13.

GARDE LIGE.] Anjou, art. 174. le Maine, art. 194. Voyez cy-devant en la lettre G. LIGE heritage. Froissart liv. 1. chap. 229.

HOMAGE LIGE.] Tours, art. 115. 362. Lodunois, chap. 36. art. 11. 12. esquels lieux il est opposé à l'homage simple. Bretagne, art. 333. lequel contient la forme de cet homage.

HOMAGE LIGE OU PLEIN.] Poitou, art. 53. 99. 108. 113. 134. 142. 143. 147. 148. Angoumois, art. 20.

L'HOMAGE LIGE.] C'est l'homage plein, proche & ample, qui est différent de l'homage simple. Toutesfois selon aucunes Coutumes l'homage plein est autre que l'homage lige. *Vasallorum alij sunt lidi, alij non lidi. Vasallus ligius est quasi ὁμόλογος, & ἐνχωλιταίος, quia domino debet opem ferre contra omnes excepto patre, id est etiam adversus Imperatorem vel Regem, vel antiquiorem dominum, Cujacius doctus meus lib. 2. Feudorum tit. 5. lib. 4. tit. 31. 93. 99. Hinc sigantic verbum in supplemento Sigeberti anno 1176. Rex Scotia fecit homagium*

homagium & ligantiam de omni terra sua regi Anglia ut proprio domino. Hominium cum ligantia, id est, solemni cautione standi cum eo & pro eo contra omnes homines fecerunt. Guilielmus Neubrigenfis lib. 2. Rerum Anglicarum cap. ult. At ex Constitutione Friderici quotiens feudali jure recepto vasallus domino fidei juramina prastat, excipiendus erit Romanus nomine Prinseps, Guntherus lib. 8. Ligurini. Comme aussi par l'ancienne Coutume de Normandie chap. 6. 14. 28. en faisant homage à son Seigneur, il convient excepter la feauté au Duc. Ainsi Geofroy de Ville-Hardouin au livre dernier de son histoire, est fait homme lige de Boniface Marquis, sauf la feauté à l'Empereur de Constantinople. En l'an 1566. Henry Duc d'Anjou, & François Duc d'Alençon, ont fait au Roy Charles IX. leur frere, les foy & homage lige pour leur appanage. Le Roy d'Angleterre à cause du Duché d'Aquitaine, & de la Comté de Ponthieu & de Monstreuil, étoit tenu faire au Roy de France homage lige. Froissart au 1. volume chap. 25. Philippes Archi-Duc d'Autriche, le 5. jour de Juillet 1499. a fait au Roy Louis XII. és mains de son Chancelier en la Ville d'Arras, la foy & homage lige, pour raison des Pairie & Comté de Flandres, & des Comtez d'Artois & de Charolois. L'homme lige est quasi deditius, quia non tantum est in fide domini, sed etiam in ditione ejus & potestate. Hoc autem vocabulum originem non habet, à ligando, vel à leodibus, vel à legalitate, ut vulgò nugantur. Quis sanus illos non culpabit, non coarguet? Quis risum tenebit cum pueriliter ludunt? Jaoit que le vassal de foy lige soit obligé plus étroitement & avec plus grande solemnité de serment, que l'homme de foy simple.

Il y avoit autrefois deux hommages liges.

Le premier par lequel le vassal s'obligeoit de servir son Seigneur contre tous, même contre le Souverain, comme l'a remarqué M. Cujas au lieu cité par Ragueau, & comme il paroît par l'article 50. des établissemens de France publiez par M. Chantereau. Voyez le même auteur dans son traité de l'origine des fiefs, pag. 16. 17.

Et le second par lequel le vassal s'obligeoit de servir son Seigneur contre tous, à l'exception néanmoins des autres Seigneurs dont il étoit auparavant homme lige. On peut voir plusieurs de ces hommages dans les preuves des his-

toires des maisons illustres. Voyez les preuves publiées par M. Chantereau, à la fin de son traité des fiefs pag. 15. 17. &c.

Mais aujourd'huy que les guerres privées sont défendues dans le Royaume, les hommages liges n'ont pas plus d'effet que les simples, & il n'y a proprement que le Roy seul en France, à qui on fasse homage lige, ainsi que l'a remarqué du Mohin sur la Coutume de Paris à titre de §. 1. gloss. 5. n. 11. page 79.

Quant au terme d'homme & homage lige, d'Argentré dans son Commentaire sur l'article 311. de l'ancienne Coutume de Bretagne, sur le mot *Tome In-*

veigneur n. 2. écrit, qu'il n'a commencé d'être connu qu'après la rédaction du droit des fiefs, faite par Gerardus Niger, & Oberrus de Orto, vers l'an 1180. c'est-à-dire, que l'homage lige, selon cet auteur, n'a commencé d'être connu qu'au commencement du treizième siècle; & plusieurs sont en cela de son avis. Cependant voici des preuves que le mot lige étoit en usage dans Ponzioème siècle.

La première, est une ancienne Chartre, qui a été publiée par M. Mœlot dans son Histoire de la Métropole de Rheims tom. 2. pag. 115. dont voici le commencement.

Notum sit Ecclesia Dei, quod anno Domini Incarn. 1055. Comes Manasses domni Geruasi Archipraefulis homeliger factus est & ligiam fidelitatem iuravit. Dominus vero Archipraeful beneficium illud sibi reddidit, quod pater ejus & avunculus ejus, videlicet Manasses Calvus de anterioribus Archiepiscopis tenuerunt, & ipse tenet de his, Adalberone, Arnulfo, Ebullo, &c.

La seconde est tirée du chap. 66. du livre 3. de la Chronique de Cambray & d'Arras, composée par Baudry avant l'an 1049. où il parle en ces termes. *Johannes igitur castellatura quam injuste occupaverat privatus, nec quicquam mali adversus Episcopum proinde praesumens facere, prohibitus enim erat à Comite, ipsum Comitem Balduinum, cujus ligius miles erat, dereliquit, &c.*

La troisième qui est de l'an 1071. est tirée de l'Histoire des Evêques de Liege, composée par le Moine Gilles chap. 3. tom. 2. pag. 11. *Theodwinus autem Episcopus habito Leodiensis, Ecclesia suo-*

rumque fidelium nobiscum, & ministerialium consilio, tanta allodia, tanto honore insignita gratanter suscepit, qua quidem ipsi Richildi & ejus filio Balduino in feudo ligio tenenda concessit.

La quatrième qui est de l'an 1076. est tirée de la Chronique de saint Jean des Vignes de Soissons, chap. 5. pag. 45. dont voici les termes. *In cujus mortifera hereditatis, & metuendi veneficii vinculo impeditus, quidam miles Hugo de Castello Theodotici, tenebat quaedam altaria de beneficio Sueffionensis Episcopi; sed ipse divina miseratione compunctus volens pro perituris commutare caelestia, à domino Theobaldo tunc Sueffionensi Episcopo, cujus homoligius erat, sub obtentu impetrationis expetiit, quatenus ipse altaria pro quibus sibi timebat Episcopo redderet, & postmodum ex utriusque providentia altaria D. Joannis in monte attitulerentur clerici, sub regula B. Augustini in casto timore serpientes Domino, & viventes de rebus ad illud altare pertinentibus, & alia altaria, scilicet in Charliacho unum, aliud in monte Livonis, tertium sancti Anmani in pago Briacensi, quartum in Rosero, quintum in Arthesia, molendinum quoque novum, & aliud quod vocatur Toxat, qua Hugo ipse dimisit Episcopo, &c.*

La cinquième est tirée du Concile de Clermont, de l'an 1095. rapporté par le Cardinal Baronius dans ses Annales, dont l'article 17. est ainsi conçu, *Ne Episcopus, vel Sacerdos Regi in manibus Ligiam fidelitatem faciat.* L'on ne rapporte icy toutes ces autoritez, que parce que plusieurs sont encore aujourd'hui dans l'erreur d'Argentré.

HOMME DE FOY SIMPLE, ou DE FOY LIGE.] Loudunois, chap. 38. art. 6. Anjou, art. 129. 130. 137. 138. *Ubi forma fidelitatis proponitur.* Anjou, art. 187. 188. Le Maine, art. 140. 141. 148. & suivans. **FOY simple ou LIGE.** Anjou, art. 218. Le Maine, art. 223.

HOMME LIGES.] En l'ancienne Chronique de Flandres chap.

14. 19. 25. 80. Monstrelet livre 1. chap. 84. 229, Froissart livre 3. chap. 12. & au livre de l'établissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans : en l'Histoire de Ville-Hardouin livre 1. 6. 7. 8. 9. Bretagne, art. 333. Ponthieu, art. 66. 117. 157. 158. 159. 183. duquel article il appert qu'ils font les jugemens avec le Bailli au péril de l'emende, comme il a été observé des Pairs & hommes de fief en ce livre. *Ludovicus junior Rex Francorum Henrico filio Comitis Andegavorum Ducatum Normannia reddidit, & eum pro eadem terra in hominem ligium accepit, ut est in Annalibus qui Aimoino adplicantur libro 5. capite 53.*

SEIGNEUR LIGE, ET PROCHAIN OU ROCHE.] Bretagne, art. 52. 330. 331. 334. 343. & suivans. Plus en l'art. 379. & en l'ancienne Chronique de Flandres chap. 80. & en l'Histoire de Ville-Hardouin livre 8. Le Roy s'appelle Seigneur Lige & Souverain au 1. volume de Monstrelet chap. 2.

TENUE LIGE OU A LIGENCE.] Bretagne, art. 329. 330. 332. qui est quand le vassal tient prochement & ligement du Seigneur lige & prochain.

VASSAL LIGE, ET PAR DÉFENSE.] Tels est confessé le Comte de Flandres par ses Ambassadeurs envers le Roy de France, au plaidoyé du 12. Decembre 1372. en Parlement à Paris. Ville toute lige sans moyen à l'Evêque d'Utrecht. Froissart livre 3. chap. 85.

FIEF TENU LIGEMENT ET SANS MOYEN, A LA DIFFÉRENCE DE CELUI QUI EST TENU PAR MOYEN.] Boutillier en sa Somme rurale ; duquel livre il appert aussi qu'il y a des fiefs, des hommes & hommages liges, & de demi lige, & que les Liges doivent dix livres de relief, & le demi lige cent sols. En plaidant la cause de Juan de Crevan en Parlement à Paris le 21. Janvier 1410. est narré que les vassaux liges doivent ligence quand ils en sont requis, qui est de garder le Château du Seigneur certains jours & nuits selon que les fiefs sont chargez & y doivent être arméz & montez. Et que si le vassal en ce ne fait son devoir, le Seigneur peut saisir le fief, jusques à ce qu'il l'aye fait, & en fait les fruits siens, comme par des Arrests du 17. Avril 1453. & 1454. appert que la terre de la Giffardiere est tenuë à ligence de Chantemerle ; & que le vassal est tenu faire garde & ligence par quarante jours l'an, sur peine d'être son fief saisi. Les vassaux d'homage simple ne doivent lesdites ligences. Aussi en l'Arrest de l'Evêque de Langres du 18. Juin 1387. est fait mention qu'il a à Moisson plusieurs hommes & femmes liges ses justiciables ; & au styl ancien du Parlement à Paris Chap. 16. §. 36. & es autres livres de la vieille pratique, il est fait mention de l'homme lige du Roy, qui est different de ceux qui tiennent leurs fiefs des Hauts.

Justiciers, des Barons, Comtes, Ducs, Châtelains, ou d'autres Seigneurs vassaux du Roy immédiatement ou sans moyen. *Sic res demonstratur potius quam definitur: idque antiquis satis visum est, quod genus Græci Τένους magis & ὑπογενοῦς quam δεσποῦς vocant. Nec superstitiosè legibus rationibusque omnibus definitionum inserviendum est. Gellius lib. 1. cap. 25.*

TENIR LIGEMENT.] Poitou, art. 167. Froissart livre 1. chap. 105.

LIGENCE.] Anjou, art. 135. 136. *In quo Lutetiana editio anni 1567. male excudit.* **LIGNEES.** Le Maine, art. 145. 146. 147. Bretagne, art. 329. 330. 332. Froissart livre 1. chap. 212. **Qui** est dûe par les vassaux personnellement au Châtel de leur Seigneur en temps de guerre, & s'ils n'ont maison au lieu où ils doivent leurs estâges, le Seigneur les en doit fournir. *Feudum guardia in libris feudorum.*

Dans la Coutume de Bretagne le tiers que les puishez ont dans les Fiefs relève en même temps de deux differens Seigneurs, sçavoir de l'aîné, & du Seigneur lige.

La premiere tenuë de ce même tiers est en Juveigneurie, ou comme Juveigneur d'aîné; & l'autre qui est la naturelle est en ligence. Voyez les articles 330. & 331. de la Coutume de Bretagne.

DEVOIR DE LIGNAGE.] **Qui** se leve en la Ville de Rennes en Bretagne, pour la conduite & entrée des bois.

LINAGIER.] Sur Linagier n'a point de retenue: Car il convient que la vente de l'heritage soit faite à un étranger de la line, *Cognatus adversus cognatum non utitur jure restrictionis.*

PARENT LINAGIER.] Il faut ainsi lire au chap. 29. de la Coutume de Hainaut, comme nous disons **LINE** directe, **LINE** collaterale: **LINE** & estoc, **LINAGE**, **LINÉE**, *supra γένος, Gentilitas.*

LINE, **LINAGIER**, **LINAGE.**] Meaux, art. 67. 83. & suivans: Estampes art. 29. Dourdan, art. 116. 117. 131. & suivans, & ailleurs es Coutumes, quand il est traité du retrait linagier, & des successions. Le Linagier c'est le parent qui est de la line, souche & estoc, dont est l'heritage vendu: quand il est traité du retrait de cognation, le lignage signifie la cognation: Normandie chap. 22. 24. 25.

PAR LINE.] *Per stirpes.* Sens, art. 87.

BIENS ou **HERITAGES DE LINEE**, ou de **LINAGE**, ou de **LINE.**] Bar-le-Duc, art. 98. 144. 146. 149. 153. 163. & en l'ancienne Coutume du Bailliage de Bar, art. 24. 31. sont les heritages propres, anciens, avitins, de papoage. Voyez le mot **PROPRES.**

LITRE, ou **LISTRÉ.**] Loudunois, tit. 5. art. 2. Tours art. 60. &c.

Sidonius Evêque de Clermont, auteur du cinquième siècle, dans son Epître à Thaumastus, qui est la 7. du livre 5. parle ainsi de certaines gens qui faisoient tout sans raison & hors de propos : *Hi sunt qui novis opibus ebrii, ut & minima cognoscas, per utendi intemperantiam, produnt imperitiam possidendi, nam libenter incedunt armati ad epulas, Albatî ad exequias, pelliti ad Ecclesias, pullati ad nuptias, castorinati ad latanias, &c.* D'où il s'ensuit que de son temps dans les Gaules, ceux qui assistoient aux funeraillles étoient vêtus de noir, ce que nous apprenons pareillement de Gregoire de Tours, dans le livre 5. de son Histoire chap. 34. *Magnus quoque hic planctus omni populo fuit, nam viri lugentes, mulieresque lugubribus vestimentis indute, ut solet in conjugum obsequiis fieri, ita hoc funus sunt profecute.* V. Sidon. lib. 4. epist. 24. & ibid. Savaro p. 295. lin. 24. & Ant. Constantinianum ad primum lib. Foster. p. 6. col. 1. in fin. edit. Francofurt.

Mais cet ancien usage n'étoit plus, ce semble, pratiqué parmi nous dans le douzième siècle ; car saint Bernard qui vivoit en ce temps, dans son Epître 229. à Pierre le Venerable, écrit qu'il vit avec admiration en Espagne, les parens & les amis assister vêtus de noir aux funeraillles des défunts, & porter ces habits lugubres pendant une année ; ce que ce Pere n'auroit pas admiré sans doute, si la même coutume avoit eu lieu en France. *Vidi nuper ipse in Hispaniis constitutus & admiratus sum antiquum hunc morem ab Hispaniis adhuc omnibus observari. Mortua quippe uxore maritus, mortuo marito Conjux, mortuis filiis patres, mortuis patribus filii, defunctis quibuslibet cognatis cognati, extinctis quolibet casu amicis amici, statim arma deponunt, sericas vestes peregrinarum pellium tegmina abjiciunt, totumque penitus multicolorem, ac pretiosum habitum abdicantes, Nigris tantum vilibusque indumentis se contegunt. Sic crinibus propriis, sic jumentorum suorum candidis decurtatis, seque & ipsa atro prorsus colore denigrant. Talibus luctus, dolorisve insignibus subtractos carissimos deflent, & integri ad minus spatium anni, in tali mœrore publica lege consummant.*

Or si du temps de saint Bernard, on ne portoit point en France des habits de deuil, il y a bien de l'apparence, que quand des personnes étoient decedées on ne mettoit pas pour elles des tentures noires dans les Eglises comme aujourd'hui, & encore moins des Litres, qui sont certainement une invention recente, & dont alors on ne s'étoit pas encore avisé, parce que les premiers Peres n'auroient jamais souffert une telle indécence dans les Eglises, eux qui toleroient à peine les habits de deuil : *Nobis quoque ipsis minimis & externis, quoties relevatum est, dit saint Cyprien, quam frequenter atque manifeste de Dei dignatione preceptum est ut somnasset, assidue & publice predicarem, fratres*

nostros non esse lugendos, accensione dominica de seculo liberatos, cum sciam eos non amitti, sed pramitti, recedentes precedere, ut proficiscentes, & navigantes, desideravi eos debere non plangi, nec accipiendas esse hic atras vestes, quando illi ibi indumenta alba jam sumpserint, occasionem dandam non esse gentilibus, ut nos merito, ac jure reprehendant, quod quos vivere apud Deum dicimus, ut extinctos, & perditos lugeamus, & fidem quam sermone depromimus, cordis, & pectoris testimonio reprobemus, in serm. de mortalitate.

On peut apporter encore une autre raison pour prouver que l'usage des Litres ou des ceintures funebres n'est pas ancien ; c'est que selon toutes les apparences, on n'a commencé de faire ces ceintures que quand les armoiries ont été hereditaires, & des marques qui ont servi à distinguer les familles nobles. Or suivant la remarque du Pere Chiflet, dans ses preuves de la naissance illustre de saint Bernard, pag. 669. les armoiries dans le douzième siècle n'étoient point encore hereditaires, & ne servoient point à distinguer les familles nobles les unes des autres, mais seulement à distinguer les Chevaliers à la guerre & dans les combats, comme les habits blazonez ou en *devise*, pour user des termes de Masuer, dans sa pratique, titre des tailles n. 19. & n. 15. de la traduction de Fontanon, & par consequent les litres n'ont commencé d'être en usage qu'après le douzième siècle. Voyez Spelman sur le mot *arma*. Voyez de Roye de *juribus honorific. & Alteserram de ducibus* pag. 215

* LIVRE DE TERRE] C'est une livre de rente en terre, ou autant de terre qu'il en faut pour faire une livre de rente. *Vide Roverium in Reoma*, pag. 656.

* LIVRE PARISIS.] Voyez *Parisis*.

LOCATAIRE.] Bourdellois, art. 38. 39. Sedan, art. 272. 274. ou Locatif : Berri, tit. 4. art. 5. tit. 9. art. 35. Paris, art. 171.

Est conductor adium, inquilinus, ἑνοικος, ὁ δίδυμι ἐν οἴκῳ τινὶς : qui opponitur locatori, ut legatarius, Donatarius, fideicommissarius ei qui legavit, donavit, fideicommissit. Toutesfois en la Coutume locale de la Ville de Clermont, & de saint Flour en Auvergne, ce mot LOCATAIRE se prend pour locateur, qui dat utendum fruendum, alius est incola, οἰκῆταρ, μετοικος, παροικος ἑτοικος. At colonus & inquilinus appellatur μισθωτός, τὸ μισθώμα merces est urbani, vel rustici pradii : ἢ μισθωτὴν ῥόμην, est possessio inquilini vel coloni qui mercede possidet. Graeci proprio nomine mercedem operis appellant μισθός. Haec testimoniis non egent, & unam rem semel bene dicere tunc satis est, cum est per se expedita. Voyez Louage.

VENTES, LODES.] Bretagne, art. 317.

L O D S , V E N T E S S A I S I N E S , D E S A I S I N E S , E M E N D E S .] Meaux, art. 87. 109. 195. 210. Chaumont, art. 57. 60. Chalons, art. 123. 226. Ponthieu, art. 110.

L O D S E T V E N T E S .] Melun, art. 109. & suivans. Sens, art. 5. & 225. Nivernois tit. 4. art. 58. 70. & au titre 5. Auxerre art. 21. 83. 85. & suivans. Montargis, chap. 2. art. 4. Orleans art. 107. & suivans. Tours, art. 33. 34. 123. 188. Lodunois chap. 1. art. 29. chap. 17. art. 4. Romorantin art. 5. Soesmes art. 3. Moulins en Berri, art. 1. Bourbonnois, art. 392. & suivans : Auvergne chap. 16. La Marche, art. 4. 114. 150. 151. 152. Bourdellois, art. 95. & és Ordonnance du Duc de Buillon art. 581. Berri, tit. 6. art. 1. 4. & suivans. tit. 12. art. 7. tit. 13. art. 2. Acs tit. 9. art. 22. 30. 42. S. Sever tit. 5. art. 10. & tit. 8 Bretagne, art. 244. 281. auquel il faut lire **LES DEVOIRS DE LODS**. Comme en l'art. 278. de l'ancienne, auquel il faut lire **S'ILS NE SONT** : *Negativa particula deest in editione anni 1567.* Bretagne, art. 306. Dourdan, art. 50. Calais, art. 20. Bar, art. 16. 52. 53. 54. 55.

L O D S O U V E N T E S .] Sens, art. 20. Acs, tit. 9. art. 18. 35.

L O D S , V E N T E S E T H O N N E U R S .] Baïonne tit. 8. art. 9.

En la Coutume d'Estampes art. 48. & de Mante art. 46. **L O D S E T V E N T E S** ne sont qu'un seul & même droit, lequel est dû quand l'heritage censuel est de nouvel acquis. Par la Coutume de Troïes, art. 52. le vendeur doit les ventes, & l'acheteur les lods & par moitié. Par la Coutume de Meaux art. 199. l'acheteur doit la moitié des lods & ventes, & le vendeur l'autre moitié, s'il n'est dit francs deniers au vendeur. Par la Coutume d'Auxerre art. 21. 83. & suivans, pour les lods sont deûs deux sols, & pour ventes vingt deniers pour chacune livre. Voyez la diction **V E N T E S**. Ces droits sont aussi expliquez par la Coutume de Nivernois tit. 24. art. 10. tit. 31. art. 12. 26. de Montargis chap. 2. art. 4. 5. 44. 49. & autres, comme j'ay observé en mon Commentaire sur le sixième titre de la Coutume de Berri.

D R O I T D E L O G E S .] Qui appartient par chacun an à un Seigneur, pour les loges que les sujets tiennent au dedans de l'enclos du Château, pour s'y retirer en temps de guerre : dont Chassanée fait mention sur la Coutume de Bourgogne au titre des mains-mortes, art. 8.

D R O I T D E L O G I E S .] Que le Roy prend en Poitou par chacun an sur chacune Prevôte de la Sénéchaussée & Comté de Poitou, à sçavoir huit livres cinq sols, outre le prix auquel ont été mises à ferme lesdites Prevôtes, & quinze sols pour le droit des gens des Comptes.

* *LOGRES.*] La Marche, art. 306. C'est le gain nuptial, ainsi appelé du mot latin *Lucrum*.

DROIT DE LOGUES.] Qui est dû au Soufcellerier de l'Abbaye de Deots en Berri sur certains dismes de l'Abbaie.

LOI APPARISSANT.] Normandie chap. 7. 60. 67. *In quo differt DE LOI SIMPLE, ut in cap. 81. ejusdem consuetudinis, in quo etiam appellatur LOI APERTE.* Les procès de simple loi se doivent terminer sommairement & sur le champ, sans forme d'enquête ou de bataille : Normandie chap. 87. Et la simple plevine doit être conduite par simple Loi, sans loi apparissante, sans chartre ou record : Normandie chap. 89. Il est aussi fait mention de cette loi apparissante au chap. 124. de la même Coutume. *Cujacius vir multi ac celebrati nominis ad tit. 1. lib. 1. Feudor. ait leges paribiles esse duo alia purgationum genera, nempe candentis ferri, & aque frigida, prater legem duellionum : de quibus purgationum generibus Hotomanus J. C. capite 44. & 45. disputationis de jure feudali. Leges paribiles sunt manifestaria, & per quas veritas apparet, unde cause apparissante en la Chartre aux Normans, qui est du Roy Louis Hutin du mois de Mars en l'an 1314. Sublate sunt autem à Friderica Imperatore & Rege Sicilia lib. 2. Constit. Neapolis. cap. 31. & à Lothario Imper. in Lombarda lib. 2. tit. 54. his adjicias votum & illud ejusdem nota quod proximè sequitur.*

Dans la Coutume de Normandie la *Desfene* est appelée simple Loi. Suivant le chap. 85. de l'ancienne Coutume. Or dirons de simple querelle personnel, que l'on appelle simple, pour ce qu'elle doit être terminée par simple Loi, qui se nomme *Desfene*. Voyez *Desfene*.

La *Lai apparissant*, est celle qui est opposée à la simple, & elle est appelée *apparissant*, parce que la vérité y est plus manifeste, ou y paroît plus clairement qu'en simple *Lai*.

Et comme la querelle est appelée simple, quand elle est terminée par simple *Lai*, elle est aussi appelée *apparissant*, quand elle est terminée par *Lai apparissant*; delà vient que dans l'ancienne Coutume de Normandie les querelles sont si souvent divisées en simples, & *apparissants*; cette distinction se trouve dans le passage suivant du ch. 27. d'où nous apprenons, que toute que-

relle de meuble au dessous de dix sols, est simple ou terminée par simple *Loy* & au dessus, *apparissant*, ou terminée par *Loy apparissant*. L'en doit sçavoir que toute querelle de meuble, qui est mûe en court, qui ne passe dix sols, est terminée par simple *Loy*; mais si elle passe dix sols, elle est terminée par *Loy apparissant*.

Le même chapitre 87. décide que, *Querelle apparissant* est celle qui est terminée par *Loy de reconnoissant*, ou par bataille, ou par l'enquête du pays que l'en appelle *reconnoissant*. D'où il résulte évidemment, qu'il y a plusieurs sortes de *Loix apparissantes*.

La première suivant ce texte, est l'*Enquête de Droit & de Coutume*, qui est appelée improprement icy *Loy de reconnoissant*; l'auteur de la glose sur le chapitre 87. est néanmoins d'avis, que cette *Enquête* n'est point une *Loy apparissant*. Mais comme dans le chapitre

chapitre 91. de cette même Coutume, au commencement, les querelles fiefaux sont divisées en querelles fiefaux qui se forment par Enquêtes, & querelles fiefaux qui se terminent par *simple Loy*, ou par *Desrene*; il s'ensuit de cette division & de ce qui a été observé cy-dessus, que les querelles fiefaux, qui se terminent par Enquête soit d'établissement, ou de droit & de Coutume, par l'auteur de ce chapitre ne distingue pas, sont des *querelles apparissantes*, & que par conséquent les Enquêtes, même celles de droit & de Coutume, sont des *Loix apparissantes*, parce que les querelles reçoivent leur nom des Loix par lesquelles elles sont terminées. Et la preuve évidente que ceux qui ont redigé ce chapitre ont voulu opposer aux querelles fiefaux qui se terminent par *Desrene*, ou *simple Loy*, les querelles fiefaux qui se terminent par *Enquête de droit & de Coutume*, aussi bien que les querelles qui se terminent par *Enquête d'établissement*; c'est qu'ils ne divisent ainsi les Enquêtes dans ce

même chapitre, qu'après avoir opposé les querelles fiefaux, qui se terminent par *Enquêtes* en general, aux querelles fiefaux qui se terminent par *simple Loy*, ou par *Desrene*.

La seconde Loy apparissant, à suivre ce texte, est le duel, ou la bataille.

Et la troisième est le *reconnoissant*, ou l'Enquête d'établissement.

De ces trois Loix, le Duel qu'on appelloit souvent *Loy apparissant*, par excellence, avoit particulièrement lieu, lors qu'entre les parties qui plaidoient, il s'agissoit de *propriété*, ainsi que nous l'apprenons de Beaumanoir dans ses Coutumes de Clermont en Beauvoisis, chap. 63. pag. 31. ligne 43. & delà vient qu'aujourd'huy en Normandie, où tout cet ancien droit est aboli, la clameur revocatoire, la réivindication, ou l'action intentée pour la propriété de quelque héritage, a retenu le nom de *Loy apparissante*. Voyez l'article 60. de la nouvelle Coutume de Normandie, & cy-après *Clameur de Loi*, & *Loi outre*.

LOI & BOURGAGE.] Vimeu, art. 1.

CLAMEUR DE LOI APPARENTE OU APPARISSANTE.] Au styl du pais de Normandie : qui est la demande que l'on fait en justice pour la propriété d'un héritage qu'un autre possède, & devient depuis quarante ans : & quand celuy qui s'en prétend Seigneur, obtient loy & mandement du Juge, sur l'affirmation d'un témoin qui dépose, que depuis quarante ans il a vû l'impétrant ou ses predecesseurs, desquels il est héritier, jouir de l'héritage. Voyez *Loi apparissante*.

LOI DE CREDENCE.] Qui est par enquête; quand les témoins déposent qu'ils croient, à la différence du témoignage & preuve de certain, comme appert par le styl du pais de Normandie.

EMENDE DE LOI.] Anjou, art. 15. 153. 163. 165. 167. 171. 178. 180. 185. 470. le Maine art. 15. 168. 170. 171. 180. 186. 188. 191. 196. 198. 203. 473. En l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 210. comme il faut lire, & se lit en la Coutume de Lille, art. 231. EMENDES ÉTANS EN LOI : Orleans, art. 365. *quæ lege sunt imposita pœne pecuniaria vel*

multa. LA LOI de sept sols six deniers, en la Coutume de Le-
dunois chap. 37. art. 5. & en l'ancienne Coutume de Tours chap.
penult. art. 6. c'est l'emende de Justice ordinaire, accoutumée, ou
coutumiere, comme parle la Coutume de Berri tit. 2. art. 14. & au
procés verbal, & qui est differente de l'emende arbitraire. La loy est
differente de l'emende de soixante sols, comme appert par l'art. 33.
de l'ancienne Coutume de la Baillie de Bourges, qui ne fut oncques
imprimée, Loix & Emendes pour une même chose : Hainaut, chap.
43. 46. 87. 104. Mons chap. 47. La Loy d'Emende : Anjou, art. 250.
146. 150. Le Maine, art. 458. 161. 163. 182. LES LOIX ET EMEN-
DES. Anjou, art. 3. Le Maine, art. 6. la Loy ou Emende. Acs, tit.
9. art. 7. S. Sever. tit. 8. art. 8. & tit. 18. & en la Coutume locale
dudit lieu tit. 1. art. 16. Bearn. tit. 1. art. 28. tit. 6. art. 7. tit. 7. art.
4. 7. & ailleurs. La Loy de treize sols six deniers : S. Sever. tit. 1.
art. 16. 17. Deux sols parisis d'Emendes, qu'on dit Loy. Hefdin, art.
9. & en la Coutume de Tournay.

GARDE DE LOI.] Au chap. 18. du styl de Liege.

GENS DE LOI.] A la fin des dernieres Coutumes d'Artois,
reformées en l'an 1546. & en la Coutume de Hainaut chap. 85. de
Mons chap. 8. & 12. HOMES DE LA LOY de Londres. Froissart li-
vre quatrième chap. 11. De Gand. Commines livre 2. chap. 4.

JOURS DE LOI.] Hainaut, chap. 50. qui sont les plaids & ex-
peditions ordinaires : & en un Arrest de Paris du 16. Decembre 1348.
Falcere legem est judicare secundum legem.

JUGEMENT DE LOI.] Hainaut chap. 17. Mons, chap. 12. 13.

OEUVRE DE LOI] Hainaut, chap. 77. 94. Mons, chap. 5. &
12. au styl de Liege chap. 1. & 5. Lille, tit. 1. art. 33. tit. des succes-
sions en meubles art. 58. 59. Namur, art. 74. 75. c'est-à-dire, de jus-
tice : Quand la desheritance & transport d'un fief vendu, ou alie-
né est faite pardevant le Seigneur, son Bailli & homme de fief : ou
de quelque autre heritage, cens, rente, ou bien immeuble parde-
vant les Eschevins, ou autres Officiers de Justice, Haute, Moyenne,
Basse, ou Fonciere. Loi signifie Justice, comme appert par un
plaidoié fait en Parlement à Paris le 28. Mars 1392. en la cause de la
Comtesse de Bar. Voyez *Devoir de Loi*.

LOI OUTRE'E.] Normandie, chap. 43.

Quand quelque differend est terminé par enquête ou par brief,

Voici les termes du chapitté 43. de l'an-
cienne Coutume de Normandie. Tous
ceux qui sont en non âge auront terme de
toutes querelles, tant qu'ils viennent en

âge de vinyt & ung an, fors des que-
relles, qui sont terminées par enquêtes,
ou par briefs : chose que ceux, qui sont
en non âge facent ne dient en cour

Loy, ne sera estable fors ce qui sera determined, par loy outrée, selon les droitz & les Coutumes du pays de Normandie, dequoy nous dirons après, quand nous traiterans des briefs, & des Coutumes aux Anceffeurs.

Il semble que la *Loy outrée* dans ce chapitre n'est autre chose, que la *Loy de bataille*, ou le *Duel*, parce que le duel étoit appelé combat à outrance; mais comme il est traité des mineurs dans ce chapitre, cette interpretation ne peut être reçüe, parce que les mineurs avoient jusqu'à vingt & un ans, *terme des querelles qui se terminoient par bataille*. V. la glose sur ce chapitre, & le chapitre 75. avec la glose vers la fin.

Il faut donc mieux avec Ferrien, entendre par *Loy outrée*, les *briefs & enquêtes*, mais les *briefs & enquêtes*, es *matieres possessoires* seulement, parce qu'autrefois en France les causes réelles concernans les mineurs, tant en demandant qu'en défendant, étoient différées & tenues en suspens, jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de 21. ans, & ainsi la *Loy outrée* en general n'est autre chose qu'une *Loy apparissant*. Voyez *Loi apparissant*.

Par les Loix Romaines, l'autorité des tuteurs étoit si grande, qu'elle étoit appelée *vis & potestas*: (*est autem tutela, dit Justinien, vis & potestas in capite libero ad tuendum eum, qui propter aetatem se defendere nequit.*) lib. 1. Inst. cap. 13. §. 1. & aussi cette autorité ne s'étendoit pas seulement sur tous les biens des pupilles, mais encore sur leurs personnes, de sorte qu'il n'y avoit presque point d'actions que les tuteurs ne pussent intenter, ou recevoir pour leurs mineurs.

Mais soit que nos anciens François crurent, qu'il n'étoit pas souvent avantageux aux pupilles, que leurs procès fussent jugez pendant leur minorité; soit aussi parce que les jugemens qui

pouvoient être rendus contre les mineurs, auroient été souvent inutiles à cause du benefice de restitution; autrefois en France les contestations des mineurs, tant en demandant qu'en défendant, demeuroident assoupies jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de majorité. Quoique cette Jurisprudence paroisse assez raisonnable, elle fut néanmoins une source de fraudes: car à peine fut-elle établie, que chacun se mit à usurper le bien de ses voisins, & à le céder à des mineurs par des personnes interposées; de sorte qu'un propriétaire voyoit souvent un étranger jouir de ses heritages, sans les pouvoir demander.

Louis le Debonnaire fut, ce semble, le premier de nos Rois qui corrigea cet abus, par son Capitulaire de l'an 829. en restrainant ce privilège des mineurs aux biens qui leur étoient échus, & qui leur étoient de la succession de leurs parens.

Quicumque res alienas cuilibet homini vendiderit, & ipse homo easdem res alicui alteri tradiderit, sive vendiderit, & ipse qui tunc easdem res comparatas habet, per malum ingenium, proprio filio aut alteri cuilibet nec dum legitimos annos habenti, justitiæ tollendæ causa, tradiderit: volumus atque firmiter precipimus, ut si pater ejusdem parvuli vixerit ipse non teneat in causam, rationem reddendi pro filio suo. Si autem pater mortuus est, tunc legitimus ejus propinquus, qui juste ei tutor ac defensor esse videtur, pro ipso rationem reddere compellatur. Similiter de omnibus aliis justitiis ad eum pertinentibus, excepta sua legitima hereditate, quæ ei per successionem parentum suorum legitime venire debent. Quod si quis hanc nostram jussionem contempserit, vel neglexerit, sicut de ceteris contemptionibus, ita de eo agatur. Is vero qui easdem res primus invasit, & injuste vendidit, necnon & emptores, exceptâ solâ personâ parvuli, hoc quod

*fraudulenter admiservunt, intra patriam
amendare cogantur, & postea sicut con-
temptores jussionis nostrae, sub fidejusso-
ribus ad nostram notitiam venire com-
pellantur.* Vid. tom. 1. Capitul. col. 670.
add. 4. cap. 118.

Il se voit par ce qu'ont écrit tous nos vieux Praticiens, que ce Capitulaire étoit encore observé parmi nous, dans le treizième & dans le quatorzième siècles; mais néanmoins avec cette particularité, que dans ces derniers temps, il n'étoit observé qu'à l'égard du petitoire, & non à l'égard du possessoire, auquel les mineurs pouvoient agir & défendre, ou leurs gardiens & tuteurs pour eux, parce que les complaints étoient alors d'un grand usage; Mais enfin l'an 1330. tout cet ancien droit fut abrogé par Philippes de Valois. Voyez Pierre de Fontaines, ou

Guy Foucault dans son Conseil chap. 14. n. 2. 3. Beaumanoir; l'ancien styl du Parlement chap. 17. §. 2. & Aufregius sur cet endroit. Bourciller dans la Somme liv. 1. tit. 93. p. 529. L'auteur du grand Coutumier liv. 2. chap. 42. les Etablissmens de France liv. 1. chap. 7. & les preuves imprimées à la fin du traité des fiefs de Mons. Chantereau p. 48. 52. &c.

Les Anglois qui ont suivi nos Loix en beaucoup de choses, pratiquent ce droit à l'égard des mineurs, comme nous l'apprenons du passage suivant de Fleta lib. 1. cap. 9. *heredes acceptis homagiis in custodia dominorum remanebunt, ut per eos teneantur, quo usque vicefimum secundum annum attigerint, nec prius super proprietate petent vel respondebunt suarum possessionem, nisi si ipsas fuerint adepti, &c.*

PAR LA LOI.] Hainaut, chap. 34. 87.

PAR LOI DE BATAILLE.] Normandie, chap. 117. 120. & ailleurs, *singulari certamine.*

PASSER PAR LA LOI, VENIR A LA LOI.] Ponthieu, art. 86.

Quand il est question du paiement des droits d'acquets, de cens, ou rente, & que le détenteur en veut être crû en justice par serment, à sçavoir qu'il les a bien payez: duquel serment il est aussi traité en la Coutume de Boulenois; art. 131.

PAR LES LOIX ET JUSTICE DES LIEUX.] Mons, chap. 20, Lille art. 30. du 1. titre de la dernière Coutume, Namur, art. 15. 27, 87.

C'est par justice & de l'autorité des Officiers; comme aussi SE TRAITER ET RECOURIR A LOI: DROIT ET LOI: MAIN DE LOI, ET DE JUSTICE, & en la Somme rurale. Pardevant les loix des lieux qui Juges en font, Hainaut chap. 80. Pardevant Juges ordinaires ou loi, Hainaut, chap. 94. les loix & gens de loix, Hainaut chap. 102. Mons chap. 8. 9. 10. 11. les loix subalternes, Mons chap. 17. Personnes de loi, Hainaut chap. 68. 71. Sergent de loi, en la Somme rurale, c'est-à-dire, de justice, Prisonniers étans en loi, Hainaut chap. 68. qui sont en main de justice, Faire les loix à l'heure de midy en l'Assise, Normandie chap. 113. c'est faire la demande

G L O S S A I R E.

69

en justice pour avoir droit & jugement.

SEMONER LA LOI.] Valenciennes art. 5.

* LOI SIMPLE.] Normandie, chap. 67. En Normandie la *Desfrene* est appelée *simple loi*, à la différence de la *loi apparissant*. Voyez le chapitre 85. de l'ancienne Coutume de Normandie au commencement, & les mots *Desfrene*, & *Loi apparissant*.

LOI DE GRAND SIX SOLS : LOI DE PETIT SIX SOLS.] La Bourt, tit. 6. art. 6. Qui est quatre francs Bourdelois & au dessus : ou au dessous de quatre francs Bourdelois. La Bourt tit. 14. art. 5. 10. 11. 22. DROIT DE LOI DE SIX SOLS : Mons chap. 28. 47. qui se paye par ceux qui plaident : ou d'autre somme plus grande, ou plus petite, souvent en ladite Coutume de Mons, & de Hainaut, contre ceux qui forfont ou délinquent. Voyez *Emende de Loi*.

LA LOI DU VICOMTE DE LA VILLE.] Boulenois. art. 180. la Loi des Vicomtes : Monstreuil, art. 1. C'est le droit & usance du Vicomte.

VILLES DE LOI.] Boulenois art. 13. 99. Calais est Ville de loi, policée par un Majeur & quatre Eschevins.

LA LOI DE LA VILLE.] Lille, art. 30. 31. 52. 98. 106. 125. *in quo etiam*; METTRE PIED A LOI. *Cum agitur de debitorum extraneo*.

Esquelles Villes y a Coutumes locales, & Loix particulieres, Siege de Jurisdiction, & Officiers de Justice. La loi d'Amiens, en l'inscription de la Coutume locale de la Ville & Banlieue d'Amiens en Picardie. La loi privilégiée de ladite Ville en l'article 29. de ladite Coutume. La loi de la Ville de Cambray : Monstrelet au premier volume chapitre 88. En la Coutume de laquelle Ville de Tournay & autres de Flandres, nous lisons MAIN DE LOI, DEVOIRS DE LOI, présent de LOI, Gens de LOI; Records de LOI; estimer par LOI; les Loix des lieux : LOI ou Justice; Oeuures de loi; Ordonnance de loi; Abus de loi : Se complandre à loi : La loi de Tournay. Froissart livre 1. chap. 64. Loi de Ville. Valenciennes, art. 19. 20. 22. 24. & ailleurs. Ville loi. Banlieue, Eschevinage d'Arras. Voyez *Devoir de Loi*.

Les plus grands Bourgeois de Bruges avoient la loi à garder, comme parle l'auteur incertain de la vieille Chronique de Flandres chap. 39. Les Huissiers pour exploiter doivent demander assistance aux loix des lieux, par les Ordonnances d'Artois.

LOIX DE VILLE JUREE.] Hainaut chap. 65. Valenciennes, art. 19.

Intelliguntur Scabini vel alij magistratus praefecturarum, vicorum vel urbium, penes quos est Jurisdictio quadam, apud quos legis actio est

Unde LES LOIX ESCHEVINALES. Hainaut, chap. 3. Mons, chap. 37. 48. 49. Valenciennes art. 160. *Magistratus est lex loquens, & jubere potest ut lege agatur: Legum præses, Seneca lib. 1. de Ira. Atlex est mutus Magistratus. Cicero 3. de legibus.*

LOIAL.] Qui est feal. Feauté, & LOIAUTE'. Le vassal doit être feal & loial à son Seigneur. *Alij sunt tamen Leodes, Leudi sive Leudes, alij Vassalli.* Voyez le mot ALLEU.

LOIER.] Paris, art. 56. 161. 162. 171. 227. Nivernois tit. 32. art. 11. 16. Montargis, chap. 18. art. 3. & 5. Bourbonnois, art. 117. Orleans, art. 315. 317. 318. 324. 327. & suivans, art. 351. 352. 359. 378. Dunois, art. 63. 88. 91. 92. Poitou, art. 159. Sedan art. 214. 271. 274. 276. Berry, tit. 9. art. 21. 35.

Proprie est merces adium locatarum, τὸ ἐνοικίον ἢ ἐνοικίον, merces habitationis: sed improprie est prædiorum rusticorum merces, aut qua præstatur famulis, ancillis, operariis. Tours, art. 211. Sedan, art. 315. en l'Edit de Louis XII. de l'an 1499. art. 80. Bretagne, art. 183. 229. 292. 625.

LETTRES LOMBARDES.] Qui s'expedient en Chancellerie, & se donnent aux Lombards & Italiens, qui veulent trafiquer ou tenir banque en France: & se taxent au double depuis le temps de Philippes le Long, qui chassa les Italiens hors de France. *Lombardi, Vinuli, Heruli quos à longis barbibus dictos putant: Sic Suetonio in Nerone Aenobarbi quorum rusila barba.* Le Lombard en Flandres & ailleurs, qui a puissance de prêter argent à interest & sous gage: tellement qu'en l'Ordonnance du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 3. les Lombards & usuriers sont conjoints.

LOS.] Signifie gré & volonté, l'avis & consentement. Mons, chap. 8. & 24. comme nous disons AKLOUER: *Leudes sunt subiecti, qui doivent cens & rentes: non sunt Vassalli. Avoir son los & choix: Valois, art. 14. Id est optionem vel electionem.* LOUER signifie approuver. *Quidam malunt scribere LODS, quàm LOTS: à laudatione domini vel auctoris. Ut in actionibus civilibus auctor laudatur & nominatur, unde à quibusdam appellantur Laudimia, laudominia, laudativa: Laudare significat prisca lingua nominare & appellare: Gellius lib. 2. cap. 6. & post Gellium Macrobius lib. 6. cap. 7. Empron laudat Dominum, & probat, & lui paye son los & gré en accordant avec luy pour son droit, afin d'être ensaisiné & vêtu par luy: d'où nous disons A COTURDEMEÑS, qui sont dûs au Seigneur censuel, quod tamen hodie moribus definitum est & taxatum.* Voyez le mot LOTS cy-après.

* LOT.] Tous nos auteurs conviennent que ce mot signifie sort; quelques-uns, comme Casseneuve dans son traité du Franc-aleu, liv.

2. chap. 9. n. 2. le font venir du mot *Los*, de l'ancienne langue Teudisque, qui signifie sort; & d'autres comme Monsieur du Cange dans son recueil d'Etimologies, du mot Anglois-Saxon *Lot*, qui a la même signification. Will. Thorn. an. 1364. *Et dicunt quod dicti Barones contributionem in Lottis . . . facere recusant. Vid. Cang. in glos. verb. Lot & cy-après Loss & Gets.*

LOT & LOTIE.] Bretagne, art. 309. 456. 591. 699.

LOT & PORTION.] Melun, art. 133.

DROITS DE LOTS & RETENUE.] Sedan art. 236. *Sunt si-
NEXIMA Novella 13. Leonis, videlicet cum de censibus agitur*: les Lods sont dûs par l'acquéreur au Seigneur censuel, lequel en les recevant louë & investit l'acquéreur de l'héritage acquis. LOUER & investir, en la Coutume locale de la Paroisse de Jusfar en Auvergne. *Sic etiam novus Emphyteuta prestat quinquagesimam partem pretij, vel estimationis loci, qui ad aliam personam transfertur, cum in possessionem suscipitur. l. 3. Cod. de jure Emphyteut.* Voyez le mot Lods.

LOTS EMENDES.] Peronne, art. 91.

LOTS & GETS DE BIENS EN FAIT DE PARTAGE.] Berri, tit. 20. art. 10. Cambrai, tit. 2. art. 7. *Cum sorte & micando fit divisio hereditatis aut rei communis*: quand les lots sont jettez au sort. *Ut & plerisque alijs in causis sorte res dirimitur, in casum sortium deducitur.*

HERITAGE PORTANT LOTS.] Comté de Bourgogne, art. 63. 64. Lots, directe Seigneurie, droit de retenue, emende: Comté de Bourgogne, art. 62.

LOTS & PARTAGES.] Reims, art. 250. Ribemont, art. 101. Nivernois, tit. 25. art. 1. Mons, chap. 48. Acs, tit. 3. art. 10.

LOTIR.] Signifie partager, & proprement ce qui est en censive. Le fief de sa nature ne tomboit anciennement en partage, il n'étoit pas estimé patrimonial, & ne se transféroit pas à l'héritier, comme l'héritage censuel, roturier & non noble. LOT ou LOTIE signifie la part de l'un des cohéritiers ou communs en biens, soit de la chose que l'on veut diviser, ou de la chose ja divisée, comme en la Coutume d'Anjou, art. 277. 279. 281. 433. du Maine, art. 293. 295. 296. 298. 448. Du grand Perche, art. 150. 161. 162. de Bourdelois, art. 78. de Bretagne, art. 297. 437. 570. 638. de Normandie, chap. 26. d'Amiens, art. 117. 118. de Peronne, art. 158.

FIEF LOTIZE' & PARTI.] En l'Edit de Roy François I. de l'an 1536. art. 7.

LOUAGE, LOUAGER, LOUER.] Anjou, art. 504. le Maine, art. 500. Blois, art. 258. 265. Berri, tit. 9. art. 21. 35. 36. 37. Cambrai tit. 19. art. 3. Paris, art. 163. *Est merces & pensio adium locata*

rum, ἐνοίκιον, & εἰρησίου, *barbaris locarium. Conductor autem adium locatarum est, ἐνοίκος, Inquilinus. Non eam inficias hac vel lippis nota satis.*

* *Mariage, Mort, & Vendage défait tout LOUAGE.*] par la Coutume de Lorraine, tit. 12. art. 27. *quod iniquum est* pour le regard de la mort & du mariage.

Quelques-uns comme Monsieur Pithou, sur l'article 21. de la Coutume de Troyes, page 91. & après luy Brodeau sur Monsieur Louet, lettre M. sommaire 18. n. 2. prétendent qu'au lieu de *Louage*, il faut lire *liage*, & que ce proverbe ne signifie autre chose, sinon que tant en pais coutumier, qu'en pais de Droit écrit, la fille par le mariage sort de dessous la puissance de son pere. Monsieur Loyfel dans ses Institutions coutumières liv. 3. tit. 6. art. 3. dit qu'il n'y a point de raison en ce proverbe, si on ne l'entend de ceux qui meurent, ou se marient pendant le temps du *louage* de leurs personnes; mais on jugera par la lecture de l'arti-

cle suivant de la Coutume de Lorraine d'où ce proverbe est tiré, si ces auteurs ont bien rencontré.

Un acquesteur regulierement n'est tenu ester à louage, fait par son vendeur; un jeune fils, à celui qu'en son nom aura été fait ou que luy-même aura fait avant son mariage, non plus que le mary, à celui que sa femme avant leur mariage aura fait, estant icelle veufve ou jeune fille constituée sous tutelle, à celui qui aura été fait en son nom, & l'heritier, à celui, qui aura été fait par son predecesseur; qui est ce qu'on dit communément, Mariage, mort & vendage, défaire tout louage. (Voyez l'article suivant & celui qui precede.)

LOUAGER.] Boulenois, art. 61. 128. Boulogne, art. 11. Lille, art. 186. & suivans. Hainaut, chap. 76. Mons. chap. 15. 25. 46. Tours, art. 226. Bourbonnois, art. 119.

C'est le conducteur d'une maison, qui s'appelle aussi Locatif: Berri, tit. 9. art. 35. tit. 4. art. 5. & LOUANDIER: Acs, tit. 11. art. 31. Voyez *Locataire*, cy-devant.

* *LOUTREES.*] C'est la délivrance & adjudication au dénombrement de la Seigneurie de Robert Espagnin en Barrois: Le Seigneur aura le droit d'Ouyr pour l'Outrée de la grosse dixme pour récompense du pourdras fait en icelle, lequel droit est de neuf gros au Seigneur, payable par celui qui a l'Outrée, c'est-à-dire, qui est adjudicataire. (M. Aug. Galland.)

LES CENSES PORTENT LOUX, SEIGNEURIE & EMENDE.] Duché de Bourgogne, art. 114. 118.

DEVOIR DE LUETS.] Qui est un boisseau de seigle sur chacune tenuë, & chacun ménager tenant feu, & fumée, & labourant terres en la Parroisse, dont est fait mention au recueil des Arrests des Chambres de Bretagne du 16. Octobre 1561. & du 20. May 1564.

LUMINERS.] Auvergne, chap. 2. art. 7.]
Que les habitans élisent pour Procureurs & Fabriciens de leurs affaires communes, Fabrice & Parroisse, & qui ont charge des luminaires de l'Eglise.

M

* **MACHURE.**] Nivernois, chap. 1. art. 20.
 * **MAIADE**, *Maionque*, *Majefque.*] C'est en Bearn un contrat que les Communautéz dépourvûes de vin, passent avec un Perimet, pour faire le fourniffement necessaire, aux conditions arrêtées entr'eux. Voyez *Ban à vin.*

DROIT DE MAILLE D'OR.] Que le Prieur S. Privé payoit au Duc de Nivernois, pour la garde d'une Foite : Comme je leve à la foire de Rian en la Châtellenie des Ays ou Berri, la Maille Bileron sur les vendeurs.

* *Gens de basse MAIN.*] Dans le chap. 2. des Assises de Jerusalem, sont des roturiers. *Chevaliers ne doivent pas être onsi menex-com Bourgs, ne Bourgs & gens de basse Main-com Chevaliers.*

MAIN DE JUSTICE.] Berri, tit. 5. art. 24. 26. tit. 9. art. 7. 7A. tit. 20. art. 11. Ponthieu, art. 118. & souvent ailleurs.

MAIN DU ROY.] Berri, tit. 5. art. 27. Ponthieu, art. 120. & ailleurs, es Ordonnances & Coutumes, quand il est traité des exécutions de meubles & saisies d'héritages. **MAIN DE COMMISSAIRE.** Berri, tit. 20. art. 12. 13. **MAIN DU GREANCIER.** Berri, tit. 9. art. 11. & ailleurs.

Quand un debiteur ou condamné en vertu d'obligation ou sentence est executé en ses meubles, ou saisi en ses héritages, & dont on garnit la main d'un Dépositaire ou Commissaire, sous le nom & autorité du Roy, du Seigneur Justicier, ou de Justice. La main de Justice qui est d'ivoire, au dessus d'une verge, est entre les insignes de nos Rois, comme le Sceptre, la Couronne, l'Espée : *Ceterum pro-verbio jactatur Regibus longas esse manus, quia eorum amplissima est potestas & virtus : De manus injectione loti occurrunt, cum agitur de servi vindicatione : in fundi vindicatione etiam ex jure manuum consertum vocabantur : sed & quis liberali causa manu adserbatur, cum ex servitute in libertatem vocabatur, vel ex libertate in servitutem vindicabatur. Itaque adserbatio appellatur κατωριον, adserbatio κατωριον, ut observantur eruditione speculatissimi Tarnobus lib. 13. Adversus. cap. ult. Biffonius lib. 5. de formulis. Manus injectio dicitur quoniam nulla judicis auctoritate expectata res nobis debitam vindicamus. Servius in 10. Aeneides.*

METTRE ET ASSÉYR LA MAIN DU ROY OU DE JUSTICE SUR UN HÉRITAGE.] **MAIN ASSISE.** Amiens, art. 142. 143. 145. & en la Coutume dernière de Lille. **MAIN NELESEE.** Berri, tit. 5. art. 31. & ailleurs. **METTRE SA MAIN.** Berri tit. 6. art. 12.

ou EN SES MAINS. Berri tit. 10. art. 23.

[METTRE LA MAIN AU BASTON, OU A LA VERGE.] Artois, art. 136. & en l'ancienne Coutume d'Amiens art. 31. Cambrai, tit. 5. art. 1. en la locale d'Armentieres sous Lille, & de Erquinchem.

Qui s'entend de la reconnaissance du contrat & défaillance de l'héritage & dont on dispose pardevant le Seigneur féodal ou consuel, duquel il est tenu, ou pardevant son Bailli & Officiers. Amiens, art. 33. Car le vest, dévest, safine, désafine, selon l'ancienne Coutume & usance, se faisoit par la tradition d'un petit bâton ou buchette. Laon, art. 126. Reims, art. 165. Chaux, art. 30.

Per festucam, ut est in formulis Marculphi Monachi. L'Officier met le nouvel acquereur en la chose par rain & bâton, sans tous droits, Lille, art. 80. *per anuli & virga vel fustis traditionem.* LE TIERS COUP DE BASTON. Mons, chap. 12. qui se frappe par l'un des Echevins es encheres & estroules en signe d'estroule & dévranche. *Franci usi sunt baculo in ipsa investitura feudi, sed & ense, hasta vel angulo: ut & hodie plerisque locis manu porrectione & osculo; cum fides prastatur. Hac sunt hominij & tradita possessionis symbola, Summus Jurisconsultus Cujacius ad tit. 2. libro 2. Feudorum, qui saepe nos testimonio suo adjuvat. unde Exfestucare, id est devestire, abdicare apud Frisingensem. Fustis est insigne investitura, quand le vassal entre en foy & homage. Le vassal se peut joindre de son fief jusqu'à la main mettre au bâton, ou jusques à démission de foy. *Vassallus potest retenta auctoritate feudi suo feudo ad arbitrium suum abuti, idque alienare, dum tamen ne emptor aut novus possessor hastam vel fustem attingat: vel dum ne à fide & clientela se subducas qui partem feudi alienat, aut proventum locat; domat, aut percipiunt fructuum cedit.* Qua de re Hostmannus J. G. ad tit. 55. lib. 2. Feudor. Voyez la diction RAIN. Unde etiam in antiquo venditionis adium instrumento hac verba, Tu Pascuti fuste illum investita. Tu Segniti fustem ipsum manu capito.*

* **MAIN DRE.**] Manere. C'est demeurer, habiter. Beaumanoir chap. 34. Le lieu où il main, c'est-à-dire, le lieu où il demeure,

- **MAIN METTRE.**] Meaux, art. 79, 158. Vitri, art. 140. C'est affranchir l'homme de condition servile, Et par ladite Coutume de Vitri, quand le vassal main-met son homme de corps, il vient & retourne de ce même fait au Roy en pareille condition qu'il étoit à son Seigneur avant la manumission, & avant qu'il soit franc, il doit payer finance, dont les commis sur le fait des Francs-fiefs, nouveaux acquets, & main-mis, ont accoutumé composer. Voyez le mot INDEMNITE.

MAIN-MIS.] La Rue d'Indre, art. 19. DE FEUDALITATE

Qui sont eximez de servitude, qui de serfs ont été faits francs & bourgeois. *Cum servus à manu domini emittitur ut liber sit. Ne autem hec arena sit sine sulco, neque ex vestra manetia aliquid profexator. Obina à nostris servi, lidi, libetti, per denarium, vel pactato donatio ingenuis dimittebantur in presentia Regis, & appellabatur Denariatus, Denariati, Dinariales, Dinararii; Legis Salica tit. 30. leg. Ripuaria tit. 59. 63. 64. & in Constitution. Pipini lib. 10. que Langobardis & Franciscis adjecte sunt. Homo donarialis differt ab homine charvulario in capitulis lib. 6. art. 208. In Italia Aldiones & Aldiani vocati sunt, que in Francia Lidi vel Liti, & Rissalini, qui ex familia dominici, eademque lege vivebant in servitute dominorum fuerunt. Leg. Francica lib. 4. cap. 102. Litus aut Lidus significat eum qui à domino libertate donatus est; eique tributarius factus est: Legis Ripuaria tit. 64. Legis Frisonum tit. 12. Itaque differt à servo, libero, ingenuo, nobili: Legis Ripuaria tit. 38. & passim in lege Salica, Saxonum & Frisonum. Videtur etiam appellari Adalungus in lege Angliorum & Thuringorum, & Aldius in legibus Rotharis regis Langob. tit. 10. 32. & seq. Qui differt à servo ministeriali, & à servo rusticanus. Aldia que manumissa est à domino, vel ex servo & matre liberata est; in eisdem legibus tit. 84. 91. Itaque Aldius dicitur patronum habere tit. 1. Legis Grimoaldi regis Langobard. & legibus Luitprandi tit. 47. 97. 112. Qui etiam Aldio appellatur legis Francica libro 4. cap. 50. ut legendum est, & repetitum in tit. 33. Legum Pepini, que extant libro 5. legis Francica, & in legibus Luitprandi regis. Idem appellari videntur Erimani & Erimana in diplomate Conradi Imperatoris apud Sigonium libro 2. de regno Italia. Porro Langobardi libertatem sanciebant per sagittam: Paulus Monachus de gestis Langob. lib. 1. cap. 9. Hoc adjiciam ex historia Nithardi lib. 4. Sunt inter Saxones qui Edhilingi, sunt qui Frilingi, sunt qui Lazzi, id est nobiles, ingenui, serviles.*

MAIN-MISE FEUDALE.] Berri, tit. 5. art. 10. 13. 14. 24. 55. tit. 9. art. 82. Quand le Seigneur du fief dominant met la main & faillie sur le fief mouvant de luy par défaut de foy & homage, de droits & devoirs non payez.

PRENDRE EN MAIN.] Berri, tit. 3. art. 1. Quand le Notaire prend & reçoit le consentement & serment des parties contractantes pour passer un contrat. **BAILLER LA MAIN.** *Cum quis promissa manu se pro amico obligat & fidejuket.* ut Proverbiorum cap. 6.

HERITAGES COLLIERES QU DE MAIN FERME.] Artois, art. 136. & en la Coutume d'Aire sous Artois, & de Lens, de Bapaulmes.

HERITAGES OU TERRES TENUES EN MAIN-FERME. Hainaut, chap. 69. 77. ou de MAIN-FERME : Hainaut, chap. 77. 80. 84. Mons, chap. 4. 7. 12. 20. 21. ou Main-ferme. Cambrai, tit. 1. art. 18. 23. 74. & au tit. 2. & souvent ailleurs, & en la Coutume de Lens art. 9. de Valenciennes art. 82. 91. 182.

Ces droits & heritages sont differens des fiefs & des alleux : & sont heritages chargez de rentes qui ne sont sujets à droit de rēte-nuë, comme les fiefs ou heritages censuels. Toutefois l'auteur de la Somme rurale dit que les heritages de franc-alleu sont aussi de Main-ferme : & ailleurs, que l'heritage est de Main-ferme en rente ; & que la terre tenuë en Main-ferme est appellée Terre rēteuse ou cottiere. Tous heritages & biens immeubles qui ne sont fief, sont communément appellés, reputés & tenus heritages Main-fermes. Cambrai, tit. 2. art. 1. Aussi on baille un droit, un herita-ge ou autre chose à Main-ferme sans tiescement, doublement ou remise, quand l'on fait bail par Justice & estrouffe au dernier met-teur & encherisseur, pour jouir de la chose pour le prix de sa ferme ou achapt, sans qu'aucun autre en après soit reçu à offrir davan-tage, comme l'on fait és baux des aides, huitièmes, quatrièmes, treizièmes, unzièmes du vin vendu en détail, de l'imposition du vin entrant, ou de glandées & paillons des forests du Roy, & autres qui se font à la chandelle allumée & éteinte ; *Cum adjectio non in admit-titur post additionem, qua fit presenti die in licitationibus, non in diem, qua venditio vel locatio fit firmo jure, firma manu, & segura est atque perfecta.*

Il y a une sorte de possession appel-lée MAIN-FERME, *Manufirma* ; les contrats & délaissement, *Manufirmitas*, dont la condition n'est pas claire. Ra-gueau en parle comme en passant, & ne dit autre chose, sinon qu'elle est differente des fiefs & des alleux, & que la Main-ferme n'est sujette à rēte-nuë comme les fiefs en rotures. J'en diray davantage & non peut-être avec intelligence entiere. Aucun des anciens n'en a écrit que Boutillier, lequel vi-voit l'an 1460. & en parle comme de chose commune de son temps. Il in-terprete la *Main-ferme* en ces termes p. 489. *Par l'usage de commune locale tenir en catterie, si est tenir toute ter-re en possession de Main-ferme, c'est-à-*

dire, qui n'est tenu en fief que rurale-ment. On appelle entre les Coutumiers terre vilaino, & ne doit homaige, ser-vices, est, ne chevanchée, fors la rente aux Seigneurs, aux termes accoutu-mes, & à la mort double rente en plu-sieurs lieux. Mais doivent à leur Sei-gneur service d'Echevinage. Car le Sei-gneur de tels tenant peut faire ses Ef-chevins pour traier & démenor les he-ritages entre ses tels suzays, est tenu d'en faire advest & devest de l'heritage, de connoistre & faire payer les rentes que tels heritages doivent & non autre, &c.

Charta de vinca qua est in Trecciaco. In Dei nomine Vvirbaldus Abba ex Monasterio sancti Albini. Notum int-er ma & percognitum fore cupimus om-

in huius sancta Dei Ecclesia fidelibus tam presentibus quam etiam successoribus nostris, qualiter nos quidam homo nomine Heldegarius & uxor sua nomine Isemberga, cum infantibus suis ut eis quendam vineam ad censum, quod & fecimus, ea siquidem ratione, ut annis singulis in censum persolvas festiuitate sancti Albini qua est Calend. Martij die 8. Habet autem ipsa terra arp. & c. 2. Et terminatur ex omni parte terra sancti Albini, & est sita in villa Trecciaco prope fluvium Dive: quod si de ipso censu tardi aut negligentes extiterint, habeam licentiam legaliter emendandi & ipsam terram non perdam; sed habeam licentiam plantandi, adificandi & ipse melius construendi, alia autem potestati non habeant, licentiam uendendi, nec concidendi: post obitum uero eorum ad nostrum ex integre reuertatur dominium. Ut hac autem mansuetudo firma permaneat manu propria firmavimus, manibusque Monachorum nostrorum roborari decreuimus.

Signum R. Domini Wiribaldi Abbatis. S. Firmini Monach. S. Rustagni M. S. Albonij M. S. Girardi M. S. Redemni M. S. Alberti M. S. M. S. Aldoverii M. S. Roberti M. S. item Girardi M. S. Alberti M. Joannes Monachus sancti Albini script. & subscript. Data mense de Novembris, anno 15. regnante H. Lotario Rege.

En divers endroits de la Somme rurale, se voyent diverses differences entre le Fief & la *Main-ferme*. Par la Coutume de Tournesis, le fief ne peut être passé par decret dans l'an de l'acquisition au préjudice du lignager, & si c'est terre tenuë à *Main-ferme*, que l'on appelle terre *reptause*, il faut s'opposer au decret. Ailleurs la femme participe par moitié aux heritages tenus en *Main-ferme*, acquis pendant le mariage; au cas qu'il n'y ait point d'enfans, le fief demeure entier à celui qui

a été adherité, & la femme ne peut prétendre que moitié du prix de l'acquisition. Ailleurs les rappoits de terre de *Main-ferme* se doivent faire par hommes tenans en *Main-ferme*, qu'il appelle au même endroit *hommes de cotterie*. Ailleurs, en terre de *Main-ferme* n'échoit point de bail; mais appartient garde d'enfant, & garde de biens, de bail n'appartient sinon à terre noble & entre Nobles personnes. Ailleurs, si le bâtard qui decede a heritages, la femme en a la moitié durant sa vie, & après sa mort le Seigneur l'emporte, soient fiefs ou terre de *Main-ferme*. Ailleurs, parlant de la vive cotte, il use de ces termes, *Terre de cotterie*, que aucuns appellent de *MAIN-FERME*. Ailleurs, *Terre non noble & tenure de Main-ferme*.

L'usage de *Main-ferme*, eomme des autres droits, & le nom est fort ancien. Dans le Chartul. de Vendosme se void un délaissement de l'an 1002. *In-Christe nomine*. transcr. grand Extr. p. 217. Au Chartul. de Marmoustier, autre délaissement de l'an 1071. *Notum sit fratribus*. Transcr. grand Extr. fol. 276. Autre fol. 237. *Notum sit, Dominus Robertus*, &c. Autre eod. fol. *Notum sit quod Rogerius*, &c.

Le contrat étoit, comme j'ay dit cy-dessus, appelé *Manusfirmas*: titre au Chartulaire S. Cyprien en Poitou.

Ces contrats ressentent la nature & condition de censive, & faut néanmoins avouer que par la diversité des noms, les effets étoient divers. Car les baux & délaissemens en censive portent *in censum*, *in vilenagium*, & autres semblables. La *Main-ferme* a son nom particulier dont j'ay plusieurs titres.

La censive dûë par les terres de cetera qualité, étoit appelée non *censive* ou *villenage*; ains *censive de Main-ferme*. J'en ay remarqué un titre de l'an 1250. dans le Chartulaire S. Lazare

près Paris : *Universis presentes*, &c. 2. vol. extt. Titre de S. Aubin, où il est dit, *Census Mansfirmas*. En la Coutume de Troïes, art. 59. il est appelé *Main-morte* ; peut-être fait à la charge de chair, pain, ou grain & non d'argent ; car l'argent, dit la Coutume, rachete la Main-morte. (*M. Galland.*) Joignez le même auteur dans son traité du Franc-Allieu.

RENTES HERITIÈRES DE MAIN-FERME.] Mons, chap.

46.

TERRES COTTIÈRES DE MAIN-FERME.] Artois, art. 14.
MAIN-FERMES.] Hainaut, chap. 68. 77. 78. 80. 85.

LES COTTIERS ET MAIN-FERMES.] Artois, art. 23.

HERITAGES MAIN-MORTABLES, & DROIT DE MORTE-MAIN.] Meaux, art. 48. 77. Valois, art. 3. Victri, art. 69. 70. & en la Coutume particuliere de Resbets, ressort de Meaux : Qui appartient à un Monastere : esquels lieux il est traité des servitudes personnelles.

HERITAGES MAINMORTABLES, OU DE MAIN-MORTE ENVERS AUCUN SEIGNEUR.] Sens, art. 23. Troïes, art. 59. Duché de Bourgogne, art. 11. 75. Comté de Bourgogne, article 86. 93. 95.

Qui chéent en la Main-morte du Seigneur, quand le possesseur est decedé sans hoir de son corps nay en mariage, & étant en Celle : lesquels heritages sont chargez de Coutume, comme de chair, pain, ou grain. Toutesfois s'ils sont aussi chargez d'argent, l'argent rachete la Main-morte, & doit le Seigneur mettre hors de ses mains iceux heritages échéables. Troïes, article 60. Les heritages main-mortables appartiennent à gens de servile condition. Terre main-mortable. Nivernois, tit. 8. art. 7. & 8. Homme, lieu, condition, ou femme de main-morte, ou main-mortable: Duché de Bourgogne, art. 8. 81. & suivans. Comté de Bourgogne, art. 83. & suivans. Nivernois, tit. 8. art. 7. Bourbonnois, art. 25. 189. 197. 203. Seigneurie & Seigneur de la main-morte : Comté de Bourgogne, art. 87. 94. ou Main-mortable, en l'article 100. de la même Coutume.

LA MAIN-MORTE.] Nivernois, tit. 8. art. 27.

DROIT DE MAIN-MORTE.] Nivernois, tit. 8. art. 7. 100. Lorraine, tit. 6. art. 3.

LES GENS DE MAIN-MORTE.] Hommes & sujets de corps ne peuvent tester que jusques à cinq sols sans la permission de leur Seigneur en plusieurs lieux : Tel droit a été ajugé à l'Abbaye de S. Pharon près Meaux, par Arrest du 13. May 1460.

HOMME DE MAIN-MORTE.] Melun, art. 163. Mante, art.

78.

HOMMES DE MAIN-MORTE.] Qui sont de condition servile, main-mortable envers leur Seigneur, ou en tous biens meubles & heritages, ou en meubles seulement, ou en heritage seulement, quand ils trépassent sans enfans nais en mariage, étans de leur condition & en Celle. Troies, art. 3. 5. 6. 91. Chaumont, art. 1. 3. 78. Victri, art. 15. 141. & suivans. Chalons, art. 17. 18. Duché de Bourgogne, art. 81. & suivans. En plusieurs lieux ces hommes en leur vie sont taillables envers leur Seigneur, de taille abonnée, ou à plaisir & volonté, & à leur décès sont mortuables. Il est traité de la condition de Main-morte & des mortuables, tant pour le regard des heritages que des personnes en la Coutume d'Auvergne, chap. 27. & la Marche, chap. 17. *Servi qui cespiti serviunt, appellantur Pertinentes, in legibus Astulphi regis Langobard. tit. 3. 5. 8. de quibus in cap. 2. de Judais.* * Voyez Homme Morte-main.

SEIGNEUR FEUDAL, OU VASSAL DE MAIN-MORTE.] Estampes, art. 77. * Ce mot est tres-bien expliqué dans une Charte de Suger rapportée par Doublet, pag. 857.

TENIR EN MAIN-MORTE.] En l'ancienne assiette de Bourgogne.

TENIR L'HERITAGE EN MAIN-MORTE.] Orleans, articles 128. 133.

Existimatur immortalis possessio Ecclesie, Collegij, Municipij, Civitatis, Cœnobij, & corporis alicujus: quia nunquam heredem habere desinunt, nec prædia juræve sua alienare possunt, tellement que leurs heritages sont estimez ne changer jamais de main. Et ideo res ad priorem dominum non revertitur. Libertorum Ecclesia nunquam moritur patrona, canon. liberti. causa 12. quest. 2. Sedes Apostolica non moritur. Capit. si gratiose, de Rescriptis in 6.

DROIT DE MORTAILLE.] Bourbonnois, art. 207. & chap. 36.

MORTE-MAIN.] En l'art. 3. de la Coutume locale de la Ville d'Amiens.

Gens d'Eglise & autres tenans à Main-morte. Les Gens d'Eglise sont de main-morte: Plus les Communautez, les Frairies, Chapitres & Colleges. Sens, art. 4. 6. 22. 184. Laon, art. 210. Chalons, art. 208. Saint Quentin, art. 84. Montfort, art. 47. Mante, art. 43. Montargis, chap. 1. art. 86. 87. 88. Orleans, chap. 1. art. 99. 100. 103. 127. 128. Peronne, art. 75. 76. 77. Tours, art. 38. 103. 105. 108. Lodunois, chap. 10. art. 1. 2. 5. Anjou, art. 37. 38. Le Maine, art. 41. Grand Perche, art. 67. Blois, art. 41. & suivans. Auxerre, art. 6. 8. 10. 48. 189. Melun, art. 28. Berri, tit. 5. art. 53. Bretagne, art.

368. Cambrai, tit. 1. art. 55. tit. 2. art. 9. Bar, art. 10. Et en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. fait pour les Seigneurs Justiciers de Paris, & autres Edits pour la déclaration des fiefs & arrierefiefs. Plus font de Main-morte les Villes, Bourgs & Bourgades qui tiennent & possèdent des heritages en commun : les Hôpitaux, Maladèries, Aumôneries, Commanderies, les Marguilleries & Fabriques, & généralement tous autres Corps & Communautez approuvées. *Mortua manus in capitulis in libro 5. art. 48. qui repetitur in additione 4. art. 78.* Et faut noter que non seulement en France, mais aussi en Angleterre, dont Walsingham fait mention sous Edouard I. & en Espagne, Sicile, Venise, & en plusieurs autres Royaumes, Pays & Seigneuries, les Ecclesiastiques, les Communautez & autres Gens de Main-morte ne peuvent tenir & posséder heritages feudaux, allodiaux, censuels, roturiers, ne aucunes rentes & droits immobiliers sans permission, congé, ou licence du Souverain. Voyez la diction AMORTISSEMENT: *Nec ad hanc rem pertinet lex Papyria de consecratione, ut Bacquetius putat.*

H O M E M O R T E - M A I N.] Comté de Bourgogne, art. 99.

Ces conditions serviles s'appelloient anciennement *Εἰλωταίαι, πτωστικά, δουλείαι*, Aristot lib. 2. πολιτικ. capit. 3. Et ces Gens de Main-morte & de labeur, à Cretensibus dicebantur *πρωτοίμοι*, quibus agros colebant, ut Laconibus *ἑλωτες*, & Theffalis *πρωίται*. Aristot. libro 2. πολιτικ. cap. 7. & 8. Plutarchus in Lycurgo, Plato libro 6. de legibus. *Plotarum sive castellanorum erat agreste genus*. Livius lib. 34. Maximus Tyrius Sermone 13. Et à Lacedæmoniis contumeliosè tractabantur. Athenæus lib. 14. cap. 29. *tanquam degeneres & à servis orti. Vinciti etiam pedes, damnata manus, inscripti vultus; Romanorum rura exerceverunt*, Plinius lib. 18. cap. 3. *Inter veteres Francos & Alemannos erant etiam coloni regij & Ecclesiastici, quorum servitus à bellis orta est. Et jure Romano agrorum alij sunt Censiti, tributarij & adscriptitij, ὑπογράφοι: alij Coloni qui terram dimittere non possunt. Inquilini etiam qui prædiis adherent: sine prædiis legari non possunt l. 11. de legatis 1. aut vendi. lib. 7. Cod. de agricolis: Ne prædia deserantur. Quia servi prædiorum sunt potius quam hominum l. 20. Cod. eod. Ut nec coloni illi vendi possunt sine prædiis l. 2. eodem. Alia sunt rusticorum mancipia quo veluti membra prædiorum rusticorum propter curam & culturam fundi, & adnumerantur rebus immobilibus, de quibus in l. 3. de diversis temporal. l. 4. §. in servis, de censibus. l. 6. §. his illud, Cod. de secundis nuptiis, & No. 7. Justiniani. Vide Julianum antecessorem. Constat etiam ex Sidonij lib. 5. Epistol. ad Pudentem, colonos qui origine erant inquilini, servos fuisse & tributarios. Et Julius Cesar lib. 8. belli*

G L O S S A I R E.

81

*belli Gallici narrat plebem in Gallia penè servorum loco habitam, & ple-
rosque sese in servitutem dicasse nobilibus, in quos eadem omnia erant
jura qua dominis in servos.* Humbert Dauphin a affranchi de la Main-
morte ses sujets de Dauphiné. *Papa quest.* 361. Le feu, le sel, & le
pain parte l'homme Morte-main. Comté de Bourgogne, art. 99.

RAPPORTER MAIN-PLEINE.] Blois, art. 282.

RAPPORT DE MAIN-PLEINE.] Dunois, art. 96.

C'est garnir la main de Justice de biens suffisans & valables pour
la somme pour laquelle execution est faite par le Sergent sur le de-
biteur opposant.

MAIN-PRISE.] *Vadimonium, manu captio.* Vid. *Covellum.*

SE FAIRE RECEVOIR PAR MAIN SOUVERAINE,
AVEC LETTRES ROYAUX.] Dourdan, art. 29. 35. Paris, art. 66.
Ou sans Lettres par requête faite au Juge Royal, pour recevoir son
homage & aveu, & la consignation des droits feudaux, & à cette
fin convient appeller le Seigneur feudal.

Quand le Seigneur feudal est refusant sans cause de recevoir son
vassal en foy & homage : ou quand deux Seigneurs prétendent la te-
neure feudale d'un même fief : Car il n'est pas tenu avouer ni l'un
ni l'autre pendant le procès. La Main souveraine est la main du Roy,
tellement que cette réception doit être faite par le Juge Royal, qui
a la connoissance des matieres feudales & des droits du Roy. Voyez
le quatrième traité de l'Avocat Bacquet ch. 59. Cette Main du Roy
ne spolie personne.

DIXME & TERRAGE A DEUX MAINS.] Qui est de six ger-
bes l'une, quand le Seigneur leve d'une main la Dixme, & de l'au-
tre le terrage, à raison de douze gerbes l'une pour la Dixme, & une
autre pour le terrage.

MAINBOURNIE & MAINBOURS.] Es Ordonnances
de Mets & du pays Messin.

MAINTENIR & GARDER EN POSSESSION & SAISINE.]
La Ferté Aurain, art. 4. En matiere possessoire la maintenue est dif-
ferente de la recreance. La recreance est la possession provisoire
ajugée à l'une des parties pendant le procès en baillant caution. La
maintenue c'est la pleine & entiere possession que l'on ajuge à celui
qui a le meilleur droit, lors que le procès possessoire prend fin, &
se détermine diffinitivement, laquelle aussi s'appelle Pleine-main-
tenue en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. art. 49. Et plein
possessoire. Toutesfois par iceluy Edit art. 59. il convient conduire
la recreance & maintenue par un seul procès & moyen, & n'en faut
faire deux instances séparées. La maintenue est plus ample que la

simple tenuë, *qua est nuda detentio vel sequestratio, qua possessori nihil juris prastat : hanc Itali vocant Tenutam : Sic legendum in glossa Accursij ad initium l. 39 dig. de Evictionib. Per illam verò retinetur possessio.*

MAINTENUE & GARDE.] Nivernois, tit. 1. art. 18. & souvent ailleurs.

MAJEUR & ESCHEVINS.] *Quibus summa Reipublice commissa est.* S. Paul. art. 31. & autre dudit lieu sous Attois. Boulenois, art. 13. 20. De Surene, art. 2. 5. 8. *In quo art. 2 desiderantur he voces, ET ESCHEVINS, incuria Typographi.* Estappes art. 4. & suivans. Wissant, art. 6. Lille, art. 132. 200. Hainaut, chap. 65. 68. 69. 73. Mons, chap. 8. 9. 12. 13. 15. Et és usances de la Ville de Calais, & de Tournay. Hesdin au titre des droits du Comte d'Artois art. 9. Namur, art. 7. És Ordonnances du Duc de Buillon art. 15. 38. & suivans, & en l'art. 3. 4. 9. de la Coutume locale de la Ville d'Amiens, desquels Monstrelet fait mention au premier volume chap. 75. comme aussi des Majeurs & Eschevins de la Ville de Liege au chap. 47. & de leur charge pouvoir & Jurisdiction dont est traité au premier chapitre du styl des Cours & Justices seculieres dudit pays, de l'an 1572. Et il y a autres Ordonnances & Statuts de l'an 1582. sur le Reglement de la Justice au pais de Liege.

MAJEUR DES FIEFS.] Au styl de Liege, chap. 25. 26. qui juge en la Cour feudale avec les vassaux. Majeurs du métier. Cambrai, tit. 25. art. 23. Majeurs des poestées en l'art. 28. du même titre. De la drapperie. Valenciennes, art. 4. 12.

MAIRE.] Amiens, art. 55. Peronne, art. 162. Auxerre, art. 18. ou **MAJEUR** au chap. 95. de l'ancienne Chronique de Flandres, & au troisieme livre de Froissart chap. 117.

Major populi Gregorio, quasi primus curia, ut in senatu Princeps Senatus, etiam adnotante Cujacio ad l. 33. Cod. de Decurion. Qui pater civitatis & defensor plebis, qui parentis vicem plebi exhibet.

MAIRE ET ESCHEVINS.] Laon, art. 119. Reims, art. 174. 175. Et en l'ancienne Coutume d'Amiens art. 94. 110. Boulogne, art. 1. 2. 3. Esquels la Jurisdiction de ces Magistrats est expliquée. Wissant, art. 1. Tours, art. 42. Berti, tit. 2. art. 4. tit. 9. art. 36. tit. 15. art. 4. Baïonne, tit. 1. art. 2. 3. 4. 5. tit. 18. art. 6. & ailleurs. Cambrai, tit. 5. & tit. 25. **MAIRE ET JURATS.** Solle, tit. 11. art. 3. 4. 5.

MAIRE & GARDE DE JUSTICE.] Senlis, art. 115. 116. l'Abbaye de sainte Geneviefve de Paris a un Maire de sa Haute-Justice.

Pro eodem : Judex qui prasidet aliis Major dicitur : Comme le Juge du Seigneur Bas-Justicier s'appelle Maire. Sens, art. 18. En l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 18. Et le Juge de Moyen Justicier,

Majeur. Bar, art. 48. Le Maire qui est Juge Royal ou subalterne ; Senlis, art. 19. 21. 35. Laon, art. 58. Chalons, art. 67. S. Quentin, art. 21.

MAIRE DU PALAIS ROYAL.] Dans les Chroniques, Annales, & anciennes Histoires de France, signifie le Grand Maître de la Maison du Roy, qui a commandement sur tous les Officiers domestiques. *Germanicè MEIER & MAYER, ut Rhenanus observat: Major domus regia, Constat ex Gregorio Turonico lib. 6. cap. 9. & 45. lib. 7. cap. 27. 28. 43. ex Reginonis Chronico lib. 1. & 2. Sigeberto in Chronico, Cassiodoro lib. 10. Variar. Epist. 18. & tripartita historia lib. 9. cap. 43. Arnulphum, Anchisem, Erchanoaldum, Pipinum, Grimmoaldum, Ebroinum, alios fuisse Majores domus. Gennadius in Egenio Carthaginis Episcopo, Per majorem domus Hunericho transmisit. Pipinus fuit major domus Francia sub Clotario Rege Francorum & Dagoberto filio ejus, qua dignitas parum à dominatione & sublimitate regia differt, ut est in vita sancti Pipini primi Ducis Brabantia. De hujus Magistratus autoritate & administratione Eginhartus in Caroli Magni vita, Paulus Varnefridus lib. 6. de gestis Langobardarum cap. 16. Aimoinus & alij historici vel Chronici, à quibus appellatur etiam Major Palatii, Rector, Governator, Princeps, Magister Palatii cujus curam agebat: Subregulus in vita sancti Leodegarij. Praefectus vel praepositus aule, Palatio vel Pratorio: vide scriptum Hotomani J. C. cap. 12. Francogallia. Alius videtur Comes Palatii, de quo Gregor. Turonicus lib. 5. cap. 18. lib. 9. cap. 12. Ut vel constat ex cap. 30. ejusdem libri 9. Sigebertus in Chronico anni 938. & alii auctores. Verumtamen ab Aimoino lib. 3. & 4. cap. 57. Gogo & Landericus appellantur Comites & Majores domus regia, & lib. 4. cap. 6. Warnaxius appellatur major domus & Palatii Comes. Hunibaldus sub Theodorico rege eundem facit Comitem Palatii & Majorem domus, ut & Aimoinus lib. 4. cap. 38. in cujus libri appendice cap. 61. auctor dixit principatum & Majoratum domus, qua de re tractat P. Pithæus. 1. libro Comitum: Campania: Tillius lib. 2. Pasquierus lib. 2. cap. 10. Sed & Annales Francorum dixerunt Majordomatum. A Cedreno Major domus regia appellatur & pōrnos & refert curam aula regis & gentis gerere: Idemque constat ex lib. 22. histor. Miscella. Major domus, & Vicedominus conjunguntur in canon. volumus. distinct. 89. Et n'y a eu Maire du Palais en France depuis le Roy. Hug. Capet. Sic Calicolarum quidam Majores fuerunt l. 9. Cod. de Judais. Et de Sacerdotibus qui iudicibus dicebantur. locus est in canon. 10. septima synodi. Didascatus & Majores Judaeorum in Codice Theodosiano lib. 16. tit. octavo & nono. Et faut noter que ce Maire du Palais Royal a depuis été appelé Sénéchal de France, & ancienne-*

ment étoit comme Duc de France, Duc des Ducs, & a eu la Superintendance & autorité sur la guerre, justice & Finances, *quasi magnus domesticus*, τῶν ἐόλων, *Dux totius exercitus*, qui est aujourd'hui la Charge du Connestable, *quasi magister equitum*.

MAIRE DE CHASTEL, ou MERC DE CHASTEL.] Anjou, art. 43. Le Maine, art. 50. Esquels lieux nous lisons aussi, MAIRE, ou MERC DU GIBET. MAIRE, ou MERC DE LA JUSTICE : Anjou, art. 48. Le Maine, art. 56. & MERCS DE JUSTICES, au commencement des Coutumes d'Anjou & du Maine. C'est le lieu, l'endroit ou la marque de l'Hôtel du Seigneur Châtelain, & du Gibet & fourches paribulaires, qui sont le signe de la Haute-Justice. Voyez *Mercs*.

MAIRERIE ET ESCHEVINAGE.] Au procès verbal qui est la fin de l'ancienne Coutume d'Amiens.

MAIRIE.] Senlis, art. 17. 20. 87. C'est la Prevôté Royale.

DROIT DE MAIRIE ET COMMUNAUTE'.] Tours, articles 42. 62.

MAIRIE ET ESCHEVINAGE.] En l'inscription de la Coutume locale de la Ville & Banlieuë d'Amiens.

MAIRIE & FIEFS BOURSIEERS.] Chartres, art. 17. qui appartient aux Doyen & Chapitre de l'Eglise de Chartres, & sont venus d'eux en foy & homage. Voyez le mot *Bourfaux*.

PREVÔTE' & MAIRIE.] en la Coutume de Restets, ressort de Meaux. Prevôt Maire de Pontoise : Senlis, art. 58. 72.

MAISNEZ.] Clermont, art. 82. Coucy, art. 8. Theroane, art. 1. Comté de Bourgogne, art. 18. 19. 20. 21. Hainaut, chap. 77. Montargis chap. 1. art. 35. Tournay au titre des Fiefs art. 3. & en la Somme rurale, en laquelle aussi nous lisons FILLE MAISNEE, & droit de MAISNETE', & AISNETE', pour AINESSE. Normandie, art. 339. Et ainsi aussi s'entend en la Coutume de Cambrai, tit. 8. de Lille, de Lalleue, de Valenciennes, art. 87. 93. 94. 95. 96. & suivans. Ailleurs : LES MAISNEZ sont les puînez & cadets, *qui primogenitum sequuntur*. De laquelle diction use aussi l'auteur de l'ancienne Chronique de Flandres chap. 8. 92. 96. Froissart livre premier, chap. 65. 159. 216. & Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. Argent baillé à MAISNE, en la Coutume de la Ville d'Aras, art. 35. qui parle de bailler l'argent des mineurs à profit.

Il y a deux droits de Maineté ; le droit de Maineté mobilière, & le droit de Maineté immobilière.

Le droit de Maineté mobilière con-

siste en trois pièces de meubles, ayans servi à l'usage des père & mere, que le Mainé prend.

Le droit de Maineté immobilière se

preil en quelques lieux en heritage de Main-ferme, ayant maison manable appartenant aux conjoints decedez, tant en usufruit que propriété, & dans lequel les conjoints decedez ont eu leur domicile & résidence au jour de leur trépas.

En quelques lieux de l'Allemagne,

MAISON DE DÉPENS.] Qui est autre que la prison ordinaire : en laquelle un debiteur condamné se doit tenir à faute de payement, selon la Coutume locale des Communes sous Lille.

MAISON-DIEU.] Hôtel-Dieu, *Xenodochium*, *Domus Dei*, *cap. 55. de appellacionib.*

MAISON DE LA PAIX.] Mons, chap. 12.

C'est l'Auditoire du Juge, *forum in quo judicatur, vel jus dicitur: tribunal in quo jure agitur, non vi, non injuria, ad componendas lites & controversias: Basilica, ut Julia, que dicata fuit centum viralibus judiciis: de qua Vitruvius lib. 5. Plinius in epistolis, Quintilianus lib. 12. Quod & eruditi observant. Sic & tribunal Pratoris τὸ Εὐμα, ac subsellia & Βάδρα Judicum dicuntur ara legum à Cicerone 4. Orat. contra Verrem, Asconio interprete: & ab Epicteto forum appellatur templum libertatis, arena litigantium: & à Quintiliano Declam. 274. Templum quoddam pacis in quo jura exercentur, propter quod leges valent. Cavendum autem ne tribunal magistratus propter nimiam severitatem vocetur Scopulus reorum, ut est apud Valerium lib. 3. cap. 7. Ne sit iniquum aut constupratum judicium: quandoquidem judicium; virgo quaedam pulchra & pudori contraria calumnia. Voyez VILLE DE PAIX. & Jurez de la paix; Sergens de la paix; Ubi quasi novum par disse fabo; quod munerarii facere solebant, non ad expectationem tuam desinendam, sed quia ratio ordinis id exigat. Ecclesia pacis Hipponensium regionum, Augustinus epistol. 110.*

MAISONAGE.] Anjou, art. 497. sont les bois de fustayes qu'on coupe pour bâtir & édifier.

* **MAISONNIER.**] Voyez Estagier.

MAISTRES DES REQUESTES DE L'HÔTEL DU ROY.] Referendarii qui supplicum desideria referunt, recensent, exponunt Principi; Procopius lib. 2. de bello Persico: ejusve Consistorio vel Cancellario. Referendarius, sive ἀναγραφὸς Suidæ, dicebatur ad quem publicæ conscriptiones deferrebantur, ut per eum annulo seu sigillo regis confirmarentur. Sigebertus in Chronico sub anno 637. Aimoinus lib. 4. cap. 41. quasi Cancellarius: & ex notitia Romani Imperii Magister libellorum cognitiones & preces tractat, & moris erat Imperatorem quamquam pra-

sentem, scripto adire, Tacitus lib. 4. Annalium. Les Maîtres des Re-
 quêtes de l'Hôtel ont la connoissance du titre des Offices Royaux,
 & de la falsification du seau de Chancellerie : ils president aux sceaux
 des Chancelleries des Cours Souveraines, pour ouïr les rapports que
 leur font les Referendaires. Anciennement aussi les Conseillers du
 Parlement s'appelloient MAÎTRES DU PARLEMENT, comme le
 Greffier du Tillet a observé en son recueil d'Arrests : Et en appert
 par l'ancien styl du Parlement de Paris, chap. 6. part. 2. & par le pre-
 mier livre de Froissart chapitre 25. 187. Comme encore aujourd'huy
 nous disons le Maître des Hospitaliers d'outremer : *Magistri mili-
 tia templi, quibus subsunt praeceptores, Les Commandeurs. cap. 16. de
 judiciis. cap. 1. Ne clerici vel monachi. 3. collect. Alii sunt Templarij,
 alij Hospitalarij.* LES MAÎTRES DES COMPTES, *qui λογοῦνται, dis-
 cussores, disputatores, ratiatores, rationales, A rationibus & Consilia-
 rij :* des Eaux & Forêts, les Maîtres Sergens, les Maîtres & Gar-
 des, Maîtres Segraiers, *ύλαροι.* Le Maître de la Chambre aux dé-
 niers : Maître Veneur, Maître Fauconnier, qui Grand. Les Maîtres
 des Monnoyes : de la Garderobbe, *qui Protovestiarius, & à veste. ad
 vestem :* de l'Hôtel du Roy, *fortè qui Curpalates :* At alia fuit func-
 tio ejus qui curapalatiij, ejusq. qui Cura pratorij dictus est. Fuit & Primice-
 rius aula, le Grand MAÎTRE DE FRANCE, *μεγας δομέστικος, Gregora.
 Niceta.* qu'aucuns estiment avoir été appelé le Comte du Palais & Séné-
 chal de France : *Επαρχος αυλης, η των δορυφωρων, η ποιτων στρατοπειδων,
 Praefectus pratorio.* LE GRAND MAÎTRE DE L'EMPIRE d'Allema-
 gne. LE GRAND MAÎTRE de l'Artillerie, ou des Canons, le Mai-
 tre de Camp, le Maître des Ports, des œuvres, du Guet, des Ceremo-
 nies : LE MAÎTRE DES ARBALESTIERS & CRANNEQUI-
 NIEERS de France. Froissart liv. 1. chap. 156. 210. 222. 252. livre se-
 cond chap. 114. liv. 4. chap. 77. Alain Chartier en la Chronique de
 Charles VI. & VII. Le bandage s'appelle Crannequin. *Et olim
 magistri militum, peditum, equitum, admissiozum, census, qui γανκός, in
 Nov. 44. Leonis : η λογιστης των φωρων : Scriniorum, Epistolarum, me-
 moria libellorum, cognitionum sacrarum, utriusque militia, officiorum,
 rei privata : aris, qui rationalis : linea vestis, ut constat ex notitia
 Romani Imperij, rescriptis & Constitut. Impp. Magistri Collegiorum an-
 tequam sublata fuissent Roma : Magistri vicorum, qui & Vicomagistri,
 per regiones urbis dispositi, & Vicani : Universitatis, claustrorum, Cu-
 riarum, qui Curiones : pagorum, qui ἀμφοδαραχαι : Societatis, Iudi,
 Navis, qui πλοστικος, quem exercitor navi praposuit : Scriptura, qui Alabar-
 ches : pecoris, Varroni 1. & 2. de re Rustica, Tullio lib. 5. in Verrem,
 Livio lib. 1. Pastorum, apud Aurelium Victorem de Origine gentis Roma-*

na. Pecoris camelorum, idem in Constantino. Magister equorum. Apuleius lib. 8. Asini. Scolarum in Ecclesiis. Ferarum prapostii ac Magistri, Firmicus lib. 3. cap. 5. Magister Sacrorum, Livio lib. 39. Populi, qui & Dictator: Morum, qui & Censor, αὐτόνομος: praefectus. morum Emilio Probo in Hamilcare. Censura enim Magistra erat pudoris & modestiae, quae Appio Consuli lomentum & nitrum: Magister in auctioribus bonorum debitoris, Ciceroni pro Quinctio, & in epistolis ad Atticum, & Theophilo ad tit. Institutionum de successio. subla. Magistri inter agentes, qui & Magisteriani & Castrenses: Magistri artium vel ludi literarii qui docent: Magistratus qui per Imperia potentior est quam privatus: Magister Curia, Plauto in Aulularia duobus locis. Magistri armorum, qui ταξιῶται, Vegetio initio lib. 3. Marcellino lib. 15. 16. 20. 25. 26. 27. 29. 31. à quo etiam libro 23. Nevita appellatur Magister equitum, cui Magisterium armorum commissum fuisse dixerat. Praesidiorum Magister, idem Marcellin. libr. 24. Magister pincernarum in Annal. Caroli Magni: Ostiariorum Magister in Annalibus Ludovici Pij, & Caroli Calvi: Magister fundicarius in Constitut. Sicilia lib. 1. tit. 85. 88. Publicanorum Magistri, & Promagistri: Ἀρχιτελωνεὺς ζεχαῖος, Luca cap. 19. magister societatis publicanorum. Magistri tributorum, qui publicani. Donatus in Phormionem actu 1. scena 2. Magister Leonum, Seneca lib. 1. de Benefic. cap. 3. lib. 2. c. 19. & Epist. 86. (Sic enim legendum.) Scindendi obsonij Magister eidem auctori cap. 17. de vita beata. Sapiencia animorum Magistra, idem Seneca Epist. 91. Solitudo Magistra innocentia, Epist. 95. Gladiatorum Magister, Seneca in proemio lib. 9. Controversiarum & Tertullianus ad martyres. Magister Samnitium, qui gladiatores Ciceroni 3. de Orat. Palatii Magisteria in oratione Eumenij rhetoris quam habuit pro scholis instaurandis. Magister convivij vel cena, qui modum dabat qua fini biberent: Modiperator. Magister Saliorum ordinis sacerdotum: horreorum; Larum Augusti: Denique ij omnes qui ceteris magis possunt, Festus: Sed vereor ne hac collectio excedat opus propositum. Sic soleo plerumque stylo in corpus redigere quicquid lectione assidua collectum est, sed ita tamen ne magnus liber sit magnam malum: nec optimi artificis est omnia persequi.

* MALESTROUSSE.] Voyez Estrouffe.

MALETOSTE, ou MALETOUTE.] C'est un subside extraordinaire de la centième & de la cinquantième partie des choses vendues en après, de tous les biens que le Roy Philippes le Bel leva sur son peuple, pour défendre son Etat contre ses ennemis, laquelle imposition fut odieuse, & fit soulever le peuple à Paris, & en d'autres Villes. Par le testament du Roy Philippes Auguste de l'an 1190. fit indulgentia tallia vel tolta. Male audiunt principes novarum

indictionum & inauditorum vectigalium nomine. Aussi ce mot se trouve au chap. 76. de la vieille Chronique de Flandres : Et au chap. 110. dont il appert que du temps du Roy Charles VI. le peuple de Paris s'émeut pour MALETOULTE que le Conseil du jeune Roy vouloit lever. Et au 1. volume de Froissart chap. 30. 171. & au 1. livre de Monstrelet chap. 79. & és Ordonnances de Mets, & en la Chronique du Roy Charles VI. dont Alain Chartier est Auteur, Maltoutiers.

MALTOTES DE VIN.] Hainaut, chap. 116. ou MALETOLE, en la Somme rurale ; Quand il traite de la complainte possessoire. Et en la Coutume locale de Commines sous Lille, & de Lannoy : & de la Ville d'Arras, art. 44.

Sont certaines impositions & subsides que le Prince ou le public prend sur le vin. Tel est le droit d'Assise de six deniers, que la Ville de Tournay prend sur chacun lot de vin vendu en détail, & sur autres breuvages, dont fait mention Boutiller en sa pratique. TOLTE, c'est le nom simple qui signifie levée : dont les habitans de Bourges & de Dun-le-roy sont declarez exempts par les Privileges à eux octroyez l'an 1181. à la Charité par le Roy Philippes Auguste, & confirmez l'an 1224. par le Roy Louis VIII.

MAMBOURNIE.] Signifie la puissance paternelle & familiale d'un homme de servé condition, en la Coutume de Rejets resfort de Meaux : & le gouvernement du pere sur ses enfans qui ne sont émancipez, en la Somme rurale ; auquel livre aussi Garde, & Mambournie, quand il parle de la nourriture, charge & garde de bestail. Et au titre de Emancipation ; ce mot se prend pour l'autorité, charge & garde que la mere a de sa fille. Aussi le même auteur use de cette diction au titre des Prescriptions, & quand il traite des dons faits aux enfans, & de la stipulation, & le prend pour la puissance paternelle. En la cause de l'Evêque du Liege plaidée en Parlement à Paris le 1. de Juillet 1407. & és Arrests du Conseil des neuvième Juillet & dix-septième Aoust au même an, MAMBOUR & Capitaine, c'est tout un. Olivier de la Marche, Froissart au livre 4. chap. 86. & autres usent aussi de ce mot MAMBOUR ou MAMBOURG, ou MANBOURG, pour un Gouverneur de quelque pays, ou qui a la Garde-Noble d'un pupil, ou la protection d'une veuve, comme en Normandie le Roy a bail & garde des pupilles, & fait les fruits siens : *De qua tutela fructuaria Chopinus J. C. lib. 3. de dominio tit. 19. & ad mores Parisiorum lib. 2. Peritissimus. Cujacius ad tit. 4. lib. 2. Feudorum, & Vitus Amerpachius ad quasdam Constitutiones Caroli Magni, & Antonius Augustinus ad tit. 14. lib. 4. collectionis prima decretalium, scribunt Langobardis tutorem esse Mundwaldum, qui*

qui in mundio & potestate habet virgines aut viduas. Mundium significat La garde, la charge, le gouvernement & administration. Quæ voce utitur etiam Fridericus 2. Imperator & Rex Sicilia lib. 2. Constit. Neapolit. tit. 44. Sic Mamburgus significat curatorem Reipub. Mamburgium, vel Mundiburdium, vel Mundeburdum ut legitur in capitulis lib. 6. art. 223. curationem tuitionem, defensionem : Et se prend pour la garde & protection du Souverain. Mancipia etiam sunt in mundio, Legis Francica lib. 4. cap. 49. Dies me deficiet si omnia persequi velim quæ diligens lector facile annotabit.

MAMBOUR ADHERITE.] Hainaut, chap. 77.

TUTEURS OU MAMBOURS.] Namur, art. 20. Hainaut, chap. 77. Ce mot se trouve aussi en la même Coutume chap. 80. & en la Coutume de Mons chap. 38. & au styl des Cours seculieres du pays de Liege chap. 5. art. 3. Valenciennes, art. 27. 67. 79. 80. auquel art. 27. en deux lieux l'on a mal imprimé **HERITIERS** pour **HERITAGES** : & **MATIERE** pour **NATURE** ; & signifie un Tuteur ou Curateur qui a en son gouvernement & puissance des orphelins, ou desagez. **MAMBOURNIE** au chap. 18. du même styl, & en l'histoire de Froissart liv. 1. chap. 155. ubi male excusum **MAIN-BONNE**. Valenciennes, art. 63. 79.

MANANTS,] & habitans ayans & tenans maisons en la Ville, & qui y sont couchans & levans : Melun, art. 209. 330. Estampes, art. 87. & en l'art. 1. de la Coutume locale de la Ville de Sens. Berri, tit. 1. art. 1. 2. tit. 2. art. 1. 4. & ailleurs.

Les Manants propriè sunt Municipis, opidani, & originarii, qui urbe oriundi sunt, & in eadem civitate nati. Les Habitans, sunt incolæ qui in civitatem aliquam vel ejus fines domisilium suum contulerunt, μῆτρονοι μᾶποινοι : Hæc nullius sunt impedimenti, nec volo quasi in sirpo nodum querere.

* **MANATIES.**] Sont des heritages donnez à cens & rente, à la charge qu'ils ne pourront être démembrez, que les possesseurs seront obligez de resider sur le lieu, & qu'après le decès des possesseurs sans enfans, ces heritages seront dévolus au Seigneur, ou ses successeurs. Voyez Fabert. sur la Coutume de Lorraine, tit. 6. art. 9. & pag. 117.

MANDATAIRE DE COUR DE ROME.] Qui lie les mains à l'Ordinaire Collateur de Benefice.

DROIT DE MANE'E DE SEL.] Qui a été ajugé à l'Abbé & Convent de saint Sulpice de Bourges, par Arrest de l'an 1254. sur chacun cheval de charette menant sel, ou entrant chargé de sel en la Ville de Bourges, & sur chacun vendant sel au marché de Bour-

ges. Et les quatre vingt seize Manées reviennent à un minot de sel. Un tel droit aussi m'appartient sur chacun de ceux qui vendent ou revendent sel à la foire qui se tient en la Paroisse de Rian ressort de Bourges, chacun an le 25. jour de Juillet. Voyez SALAGE.

L'Arrest dont parle Ragueau, est rapporté par Monsieur de la Thaumassiere, dans son recueil d'anciens Arrests concernant le Berry, chap. 24. Au reste la Manée de sel est proprement une poignée de sel, ou autant qu'il en peut tenir dans la main. Voyez la Coutume de la Perrouse entre les anciennes Coutumes de Berry, chap. 71. page 99. ligne 33. & Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *MANEA*.

MANGEURS.] Desquels il est souvent fait mention és anciens Arrests de la Cour de Parlement à Paris, même en celuy de la Pentecoste 1260. **GARDES & MANGEURS.** Tournay, tit. 27. art. 17. & és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 255. Qui étoient ordonnez & envoyez en garnison pour contraindre un obligé au payement de son dû, ou un condamné à souffrir l'exécution d'un Arrest ou d'un Mandement, & jusques à ce l'on viroit en sa maison & en ses biens à ses dépens: comme encore à present à Fribourg, quand le debiteur ne paie sa dettes au jour assigné, le creditur envoie un, deux ou plusieurs serviteurs en l'Hôtellerie, la dépense desquels le debiteur est contraint de paier jusques à tant qu'il aye satisfait à son creancier, ainsi que recite Simler au 2. livre de la Republique des Suisses. Voyez *Gardemaneurs*. Aussi quelquefois l'on met garnison és maisons de ceux qui ont été condamnés par contumace, & qui ne se sont purgés dedans le temps ordonné: *Species quedam est manus militaris qua interdum utendum est l. qui restituere. 68. D. de rei vindicatione l. 3. §. 1. D. Ne vis fiat ei qui in possessio. Hujusmodi autem milites vel officiales à recentioribus dicti sunt Buccellarii, quia panem alicujus edunt interim dum apud eum morantur. Bucca panis est, ait interpres ad tit. 18. lib. 60. βασιλικών.* Cette façon d'en user a été abolie par le Roy Philippes 4. l'an 1304. par le Roy Philippes VI. l'an 1338. par le Roy Charles VI. l'an 1408. *Item Comes & Missus de bonis Vassi dominici vivebant donec justitias fecisset, ex lege Francica lib. 4. cap. 44. 64. & ex tit. 16. Constitutio. Pipini. Hac non excalceatis tantum sed & cothurnatis dicuntur. Porro quod de Comestionibus locus est in cap. 13. de praescriptioni. ad hanc rem non pertinet, sed est de cibatu vel procurationibus quae debentur in jure pontificio. Procurationes sunt cibaria annona, capita, pabula, qua ratione visitationis debentur.* * Joignez Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *CommeStores*; Monsieur de la Thaumassiere dans son Glossaire sur Beauvoir, page 499. & Monsieur Ménage dans ses Origines sur le mot *Mangeurs.*)

MANOIR.] Paris, art. 13, 15, 16, 30, 63, 345. Melun, art. 24, 38, 88. Sens, art. 200. Estampes, art. 9. Monfort, art. 9, 42. Manre, art. 1, & 115. Senlis, art. 126, & suivans. Valois, art. 57. Theroanne, art. 1. S. Paul, art. 1, & 2. Berri, tit. 5, art. 20, & 48, tit. 19, art. 31. Bretagne, art. 277, 457, 468, 541, 565. Roi. I. MANOIR.

Qui appartient à l'ainé, & se prend par droit d'aineté. La maison en laquelle le Seigneur féodal ou noble habite s'appelle proprement le principal Manoir, ou Hôtel noble. Reims, art. 42, principal ou Maître Manoir, ou le lieu Seigneurial. Senlis, art. 129. Valois, art. 57. Le Chef-lieu. Clermont, art. 81, 83, le Manoir du fief dominant. Montargis, chap. 1, art. 13. Tours, art. 6, ou du fief servant. Montargis, chap. 1, art. 13. Tours, art. 114, 134, ou de l'un & de l'autre fief. Montargis, chap. 1, art. 22, 23, chap. 4, art. 1, chap. 15, art. 16, 17. Orleans, chap. 1, art. 25, 26, 27, 141, 264, 265. Tours, art. 248. Anjou, art. 222, & ailleurs.

DENIERS ET SOLS MANSAIS.] Qui est le double des tournois, tant en emendes, contrats, recepités qu'autrement. Le Maine, art. 4, 5, 6, & ailleurs. De *Cenomania & Andegava moxeta Chopinus ad art. 3, Consuetud. Andegav. De nummis autem veterum extant libelli & veterum & recentiorum auctorum.*

MANSIONIER.] Bretagne, art. 276, 277.

C'est celui qui habite au fief du Seigneur, & y est estagier. Unde etiam haec voces *Mansus, Massa sive Mansum, quod est hétéroclitum: αὐτονοῖς, Μεῖν, vicus, possessio. Mansio, Massarii, sive Mansuarii, qui sunt villici manentes & παραμύσιος: Mansionatici, Mansionatica, hospitium susceptiones, ut militum, in legibus & historiis & veteribus documentis Francorum, & German. Mansionarius Ecclesia in Martyrologio, qui παραμύσιος l. 46. Cod. de Episcopis, Can. 2. Calchedonensis Synodi: genus administratorum rerum Ecclesia, non clericorum: Aliac est Casatus Ecclesia. Servi casati, Mancipia casata in testamento Caroli magni: Casamentum in antiquis Instrumentis & cap. penult. de emptio. Mansiones sunt ἀλλοτρίαι & αὐτονοῖα, Diversaria sicut nostri observant: Hinc etiam Gallica vox MANSION: SAUSINE ET MANSANCE, en la Somme rurale. Sancium esse ut videtur Ecclesie unus mansus integer absque alio servitio attribuitur, ex concilio Vormaciensi cap. 50. & alias Capitul. lib. 1, art. 95. Legis Francicae lib. 1, cap. 25. Quae lex edita est per Carolum Magnum: & libri illi ab Ivone Episcopo Carnotensi appellantur Capitularia, & Capitula regalia. in epist. 47, & 195. Avocat Caroli magni & Ludovici pij capitula collecta ab Ansegiso & Benedicto, quorum in auctoribus frequenter mentio, & in Synodis Gallia & jurâ Pontificio. Mansus est quem par homi quoti-*

die arare potest, & sufficit duobus bobus in anno. Mansus Italus est tanta terra quantitas que sufficit duobus bobus per annum, id est quadraginta septem acratum; male excusum hominibus, in notis Antonii Augustini ad cap. i. de censibus, collectionis prima decretalium.

DROIT DE MANTEAUX.] Pour lequel appartient la somme de dix livres chacun an à chacun Secrétaire de la Maison & Couronne de France, qui est gager, selon l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1554. Comme aussi les Conseillers de Parlement prenoient gages & manteaux accoutumez, & dont est fait mention par une Ordonnance du Roy Charles VI. de l'an 1388. & encore de présent les Conseillers d'Eglise en Parlement ont ce droit de Manteaux.

* **MARAISSALANT.**] Poitou, art. 190. Xaintonge, 129.

On a douté si les Lods & Ventes étoient dûs aux Seigneurs des Marais Salans; parce qu'outre la franchise naturelle, ces Marais tiennent moins leur valeur de l'étendue de la terre, que de la chaleur & de la force du Soleil. Mais par Arrest du Grand Conseil du dernier Septembre 1622. entre Damoiselle Marguerite Raifain & Maître Etienne Goute, ladite Raifain a été condamnée à payer les droits de Lods & Ventes, à cause des Marais Salans qu'elle avoit aquis dans la Province de Xaintonge, Galland dans son traité du Franc-Aleu pag. 131. Voyez Aire.

MARASTRE.] Bourbonnois, art. 492. 501. *Matrimonia noverca quam quis liberis sublatis novam uxorem ducit arcenda familia gratia id est coercenda, Festus. Noverca est quasi nova divisio familia ex sententia Julii Scabigeri cap. 32. de causis lingue Latina: qui omnium bonarum artium disciplinâ egregius: qui non ex cathedra magistris, sed ex veris philologis. Ceterum observatione dignam thema illud quod à Seneca proponitur lib. 4. Controv. de Noverca, cui uni contigit ut haberet privignum, & non esset noverca. Voyez la diction DAME PARASTRE.*

MARC D'ARGENT.] Qui est estimé dix livres parisis par la Coutume de Melun, art. 55. & est dû au Seigneur féodal, outre le revenu d'un an du fief de son vassal, pour le droit de relief ou rachat, quand le revenu est prisé vingt livres parisis & au dessus. Mais par la Coutume de Meaux art. 158. le Seigneur peut choisir & prendre un Marc d'argent si le fief le vaut, ou autre somme de deniers, & laisser le revenu.

MARCH, ou **MARK.**] Signifie Cheval, ou Rouffin en bas Breton & Allemand, & constat ex cap. 17. legis Bojavorum. Galli equum Marcum appellabant, ait Pausanias lib. 10. ubi & de Trimarcisia,

ordine equitum. Schal en langage Allemand, signifie serviteur ou Officier. *Mareschaleus vel marescalcus est equorum Magister, Rhenanus libr. 3. de rebus Germanicis cap. penult. Tillius libr. 2. Francorum veterum idioma fuit Teutonicum Franci Teutonicis erant commixti, inquit Urspergersis & alii.* Ceux qui habitoient de là la Meuse vers le Rhin parloient François Thiois, comme écrit le President Fauchet: *Et vero Germanis ne inuideamus origines quarundam dictionum nostrarum: Nec enim omnes eruenda sunt à lingua Græca aut Latina, aut allica veteri aut à Francica qua hodie utimur. Franci proculdubio fuerunt Germani: sed à Scandinavia oriundi. Allemanni autem in Republ. administranda & magistratibus sectabantur politiam & leges Francorum, ut refert Agathias libr. 1. Porro vetus Gallorum lingua non fuit Germanica. Refert Casar Ariovistum Germanum Gallicè loqui didicisse. Ne ducas autem hujus vocis originem à Polemarcho.*

DROIT DE MARCHAGE.] Auvergne, chap. 28. art. 2. La Marche, art. 357. 359. 360. & és Coutumes locales du pais d'Auvergne Quand les habitans d'une Justice, Mas, Gastine, Village, Tenement ou Parroisse, peuvent faire marcher & paître leur bestail en autre Justice, ou Village.

DROIT DE MARCHÉ.] Appartient au Seigneur Châtelain. Senlis, art. 93. lequel aussi est bien octroyé par le Roy à autres Seigneurs Justiciers, & quelquefois le Roy fait don de marché franc. *Forum nundinarium, Plinio lib. 8. cap. 51.* De tous marchez on en vuidé par interest. Cambrai titre de rescision.

* **MARCHESE.**] Voyez *Marsèche.*

DROIT DE MARCIAIGÉ, ou MARCIAGE, MARCIER.] A la fin des Coutumes de Bourbonnois. Quand le Seigneur censivier & direct de trois années prend la dépoüille de l'une en fruits naturels, ou la moitié d'icelle année pour raison des fruits industriels.

MARESCHAL DES LOGIS.] ou Marchal en une compagnie de gens d'armes, lequel a sous soi des Fourriers pour marquer les logis. *Metatores: MARESCHAL ou MARCHAL DE CAMP, ou de l'ost en nos histoires, qui loge une armée, & donne les places de bataille par l'avis des Mareschaux de France.*

MARESCHAL DE MIREPOIX.] En la vieille Chronique de Flandres, chap. 27. De Champagne: tel étoit Geofroy de Ville-Hardottin, qui a écrit l'Histoire de la Conquête de Constantinople par les Barons de France, & par les Venitiens.

MARESCHAL DU TEMPLE.] Au chap. 32. de ladite Chronique de Flandres. Mareschal de Hainaut, au chap. 43. & de la même Chronique, Mareschal de Bourgogne, d'Aquitaine & d'ailleurs en nos Histoires.

MARESCHAUSEES.] Saint Paul, art. 1. & 4. & autre dudit lieu, sous Artois. Monstreüil, art. 46. Beauquesne, art. 12. Artois, art. 144. 147. Cambrai, tit. 1. art. 59. Bapaumes sous Artois.

Ce sont matieres assemblées pour bâtir, comme dit l'article 46. de la Coutume de Monstreüil, de laquelle diction aussi Bourillier use traitant des meubles & Cateuls. *His sponsoribus credendum est.* Les Mareschausées & estables joignant le Portal du Chastel de la Ville d'Issoudun, en un titre ancien de l'an 1375. *Ex relatione Domini Guenonis Vicarii Praesidis Biturigum.*

LA MARESCHAUSSEE.] Boulenois, art. 7. qui tient en Pairie.

* **MARESCHAUSSEES.**] Dans la Somme de Boutillier, liv. 1. tit. 74. p. 431. lig. 6. sont des Ecuries des Estables.

MARESCHAUX DE FRANCE.] Du droit & office desquels Boutillier traite en la Somme rurale. Ils prennent du Roy le département des Provinces pour en faire les visites & chevauchées, pour assister aux monstres des gens de guerre, tant de cheval que de pied pendant qu'ils sont aux Provinces, & voir si la discipline militaire est observée es Villes de garnison, visiter les places des Frontieres, les réparations & fortifications d'icelles: voir les Arsenacs & magazins d'artillerie: faire description des munitions de guerre & des vivres des magazins: faire punir les vagabons mal vivans. Ils doivent se rendre aux armées les premiers en bon équipage, & assembler les gens de guerre. Ils sont sous le Connestable, *quasi Magistrus vel praefecti equitum sub Dictatore: vel ut μέγας δεσυ γγάριος τῆς ἑλλάδος, qui fuit sub magno domestico qui dux totius exercitus, vel fossati. Drungus, μούρα. Drungarius χλιαρρος, tribunus.* Et anciennement ils étoient Escuyers d'Escurie du Roy, *quasi stratores*, du temps que le Connestable en étoit le grand Escuyer, comme souvent les charges & fonctions sont transférées d'un Officier à autre. *Solitum est alterius administrationis nomen alii tribui per usurpationem. In Constitut. FridERICI II. Imperatoris & Regis Sicilia lib. 2. tit. 20. Marefcalcus dicitur exercitus praesse.* En Allemagne le Duc de Saxe est l'un des Electeurs & Grand Marechal de l'Empire. *Nicetas ait eum quem latini vocant Marefchaldum, graecos dicere Protostratorem qui nostris hodie, Grand Escuyer.*

MARGUILLIERS.] Laon, art. 208. Clermont, art. dernier; Chalons, art. 208. Channi, art. 100. Bourbonnois, art. 50. Bretagne; art. 361. Lille, tit. 1. art. 29. Ils ont Charges es Eglises Parochiales. *Cujacius noster ad lib. 5. sentent. Pauli tit. 1. notat. eos appellari Matricularios: quae vox apud Gregor. Turanicum lib. 7. cap. 29. Ain*

moinum lib. 4. cap. 33. Eamque Cedrenus interpretatur. Sanè pleraque nomina & à Grecis & à Latinis accepimus.

LE MARIAGE D'UNE FEMME.] *Est dos uxoris, qua ab ea confertur marito nuptiarum causa. Dotem recentiores Maritajium appellant.* La Coutume de la Bourb, tit. 9. art. 12. dit que la dot, ou donation pour nôces est vulgairement appelée Mariage. Voyez *Doüaire*.

BREF DE MARIAGE EN COMBRE.] Normandie, chap. 100. Qui est une voye possessoire quasi conforme à réintégrand. Ou bref de nouvelle desaisine, que la femme doit prendre dedans l'an, & jour du décès de son mari, pour être remise en la possession de son bien aliéné par son mari ou par autre, sans son gré & consentement, ou par elle sans l'autorité de son mari, comme il est expliqué par l'Arrest de l'an 1539. proposé par Terrien au chap. 7. du liv. 8.

* *Devoir le MARIAGE.*] Les femmes veuves & les filles au dessous de 60. ans, qui possédoient des Fiefs de corps ou chargez de services personnels & militaires, devoient autrefois le mariage à leurs Seigneurs Feudaux; c'est-à-dire, que pour faire déservir leurs Fiefs elles étoient obligées de prendre des maris, ou d'indemniser les Seigneurs. Voyez les chap. 242. 243. 244. 245. des Assises de Jerusalem; & touchant l'âge de 60. ans, voyez cy-dessus *homage de foy & de service*.

Non seulement les veuves & les filles au dessous de 60. ans qui possédoient des Fiefs de corps étoient obligées de se marier, pour faire desservir leurs Fiefs, mais elles étoient encore obligées de prendre des maris qui fussent agréables à leurs Seigneurs, parce que les Seigneurs avoient interest que les Fiefs qui relevoient d'eux, fussent desservis par des hommes qui leur fussent fideles & affectionnez. Pour cet effet quand elles avoient choisi un homme pour être leur mari, elles devoient obtenir des Seigneurs la permission de l'épouser, & quand elles n'avoient jetté les yeux sur personne, ou quand les Seigneurs n'avoient pas voulu admettre le mary qui leur avoit été proposé, suivant l'usage de Jerusalem, ils étoient en droit d'offrir à leurs femmes, ou filles de corps trois Barons ou trois maris, & elles étoient obligées d'en épouser un des trois, à moins qu'elles n'eussent une excuse legitime. Et si elles en épousoient quelqu'autre sans le consentement de leurs Seigneurs, les Seigneurs pouvoient saisir les Fiefs qu'elles possédoient & en jouir par faute d'homme pendant tout le mariage. Voyez les chapitres 242. 243. &c. des Assises de Jerusalem, où cette matiere est traitée fort au long.

Comme les veuves & les filles qui possédoient des Fiefs de corps ne pouvoient point se marier sans le consentement des Seigneurs,

par la même raison les Vassaux liges de corps ne pouvoient point marier leurs filles, quand elles étoient leurs héritières présomptives, sans le consentement des Seigneurs, & s'ils les marioient sans congé, suivant les Loix d'Ecosse, ils perdoient leurs Fiefs. *Regiam majestatem, lib. 2. cap. 40. n. 5. 6. si quis filiam vel filias tantum heredes habens, in vita sua illam, vel illas sine assensu domini sui maritaverit, juste & secundum consuetudinem regni perpetuo exheredatur, ita quod inde nihil recuperare poterit, nisi per solam misericordiam.*

Mais en France les hommes liges & de corps qui marioient leurs filles héritières présomptives sans le consentement de leurs Seigneurs, ne perdoient pas pour cela leurs Fiefs; & la preuve de cette vérité, c'est que quand les Vassaux liges & hommes de corps avoient des filles héritières présomptives, & quand les Seigneurs craignoient que ces filles ne fussent mariées à des personnes qu'ils n'affectionnoient pas, ils faisoient promettre & donner caution aux peres & meres qu'ils demanderoient leur consentement pour le mariage de leurs filles. Précaution que les Seigneurs n'auroient pas prise, si leurs Vassaux, hommes liges & de corps, avoient été de droit obligez de leur demander ces sortes de permissions sous peine de perdre leurs Fiefs.

Vers l'année 1215. Hervé Comte de Nevers, fit à Philippe Auguste la promesse suivante, qui servira de preuve à l'observation qu'on vient de faire. *Ego Hervæus Comes Niuernensis notum facimus omnibus, quod nos juravimus super sacro-sancta Domino nostro Philippo illustri Regi Francorum, quod Aguetem filiam nostram nulli trademus in uxorem sine assensu & licentia Domini Regis, nec maximo alicui filiorum Joannis Regis quondam Anglia, nec Theobaldo de Campania, nec filio Ducis Burgundia nec Engerranno Coisaco. Et de hoc constituimus plegios erga dominum Regem Hugonem Dominum ulmi, Hugonem de sancto Verano, Renaldum de Monte-falconis, Gaufridum de Bulli, Petrum de Livron, Anselmum Bridaine, super feoda que tenent à nobis. Robertum verò de Cortenaio constituimus terminis competentibus in plegium erga dominum Regem super feudo quod tenet de nobis, & Archembaldum de Bourbon super feudo quod tenet de nobis si pro nobis intrare voluerint in plevinam. Voyez les preuves de l'Histoire de Chastillon pag. 40. Les établissemens de France liv. 1. chap. 61. & l'Alliance chronologique du P. Labbe tom. 2. p. 652. ligne 28.*

* *M A R I A G E divis.*] Bourgogne Duché, au titre des successions art. c'est la dot, ou le mariage, *préfix, & distinct & séparé* du reste des biens des pere & mere qui ont doté leurs filles, au moyen duquel mariage ou dot elles sont exclues des successions directes.

De-là il faut tirer la conséquence que les filles ne sont point exclues quand

quand le mariage n'est pas divis, comme quand leur doi ou mariage leur est donné en avancement d'hoirie & sur la succession future. Voyez *Donaire, droits & partage divisé.*

* *MARIAGE par échange.*] Voyez *échange.*

* *MARIAGES réchaufez.* Sont des seconds mariages. Boërius Confil. 40. *Sponsalia viduarum debent fieri de nocte, & non de die, ad differentiam virginum qua debent desponsari de die, & convocatis amicis. . . & ita dicit (Angelus) servari Perusii, & verum dicit, quod etiam ubique terrarum vidua desponsantur ante auroram, & solis ortum, dixi in §. 1. in addit. incipiente UBI, lib. conf. Bitur. & hac viduarum matrimonia vocantur in vulgari nuptia, seu matrimonia recalesacta, Nôces réchaufées.*

* *MARIAGE à mort-gage.*] Ce n'étoit point un mariage contracté *ad Morganaticam*, comme l'a crû Monsieur Cujas, sur la Loy 26. à la fin *ff. de verb. obligationibus*. Mais un mariage par lequel une terre étoit donnée par un pere ou une mere à leurs enfans, pour en percevoir les fruits jusqu'à ce qu'elle eût été rachetée. Des Fontaines, dans son conseil chap. 15. nombre 14. *Kant li preudons maria sa fille, de qui tu te conseilles, & li donna une piéche de terre en mariage; ce n'est pas contre coutume de terre, se ladite terre revint au pere après la mort sa fille, qui mourust sans hoir de son cors; mais se deniers furent baillié à mariage, & la terre à mort gage pour les deniers, après le mort à la fille, ki n'a point d'hoir de son cors, demouera la terre pour la moitié du nombre, au mary, ou à son hoir selonc le convenanche, ki wise y fu.* Voyez Boutillier dans sa somme liv. 1. tit. 78. pag. 458. & Loisel dans ses Instituts livre 3. titre 7. article 2. & 3. & *Affene & divis.*

* *Service de MARIAGE.*] Voyez *Devoir le Mariage.*

MARIAULES.] Hainaut; chap. 53. 97. *cùm de testibus agitur: hac voce videntur significari testes.* Entre le vulgaire un *Mariaulet* signifie un homme dont on ne fait estime, & qui n'est digne de foy & de croire, soit à cause de son jeune âge ou autrement: *Sed deliberandum amplius. Vetus proverbium est, etiam gladiatorem in arena capere consilium.* * Sont ceux qui font ou negocient les mariages.

BOIS MARMENTAU.] Anjou, art. 36. 103. 113. 497. Le Maine, art. 116. 124. ou *MARMAU*, Bourbonnois, art. 264.

Qui est un grand bois de fustaye, & de touche pour la décoration du lieu, à la difference du bois taillis qui en est fruit. (* *Marmenteau, Marmean*, viennent de *Materiamen*. Voyez *Maronage*, & Monsieur Ménage dans ses Etymologies sur le mot *Marmenteau*.)

MARMOUSETS. Froissart liv. 2. chap. 83. liv. 3. chap. 24. 61. 77.

II. Partie.

N

Sont les mignons d'un Prince ou Seigneur. *Marmot*, *Mormo*, *μωρ-μολύκειον*, *larva*, *spectrum*.

Skinner *in Etymol.* veut que le *Marmouset* soit une espèce de singe. *Marmouset*, dit-il, à *Fr. Gal.* *Marmouset*. *Ital.* *Marmotta simia genus*, forté ab *Aremoriso* *Marmous simia*. *Datur & Fra. Gal.* *Marmouset pro Pupa*, & *secundariè pro adulatore*, *sem parasito*, qui *scilicet Regis*, *sem patroni sui mores*, *etiam vitiosos studiose imitatur*: *Fr. Gal.* *autem Matmot non incommodè deflekti potest à Tent.* *Mehren*, *credo*, & *licet apud Somnerum non occurrat*, *Maran*, *augere*, & *secundariè distendere*, *diducere à A. S. Muthos*, *hujus enim animalis proprium est inter ludendum*

os miris modis distorquere.

Mais *Mermian*, *Marmot*, *Marmouset*, viennent de l'ancien mot françois *merme*, qui signifioit *mimeur* ou *moindre*, comme il se void dans le chap. 37. des *Allises de Jerusalem*. *Mais se il avient*, que celui qui requiert *heritage* a été *Merme* d'âge, en tant que l'autre l'a tenu, & il dedans l'an & jour après ce que il fu en son droit âge est venu à sa requête, bien peut *requerre* l'*heritage*, & de tant de temps comme il fu *Merme* d'âge, la *tenure* de son adversaire ne li griège. Voyez *Amermé* & *Mendre*.

* *MARONAGE & Pesselage.*]

Transaction du 14. Juillet 1622. entre Dame Marie Elisabeth Bayer, Baronne de Beaupars, veuve de Messire René de Choiseul Baron de Clefmont ; & Messire Jean Antoine d'Achey Baron de Touraise, Gouverneur de Dôle, comme tuteur de Damoiselle Marie d'Achey sa fille, & autre, &c.

La jouissance de la Terre de Clefmont est laissée à ladite Dame pour son douaire, & est dit, que les bois en seront distraits esquels elle ne pourra rien prétendre, sinon pour son chauffage, *MARONAGE*, & *Pesselage.* (*M. Galland.*)

Prendre du bois pour le *Maronnage*, c'est le prendre pour employer à des bâtimens: *De Materia*, on a fait *Materien*. *Materiatum*, *Marrenum*, & ensuite *Materiamen* comme il se void dans un vieux registre cité par Pasquier dans ses recherches liv. 8. chap. 37. & de *Materien*, *MARRIEN*, *MARRIEN*, *MARONER*, comme on a fait *Mery* de *Mederic*. *M. Perard* dans son recueil de Chartres tiré de la Chambre des Comptes de Dijon pag. 541. rapporte une Chartre Françoise, où il y a la clause suivante. *Lors les bois de vente qui en sont excepté, sauf ce que ladite Dame y ait son usage por assoer, por maisoner, por maronner, & por la paissin des porcs, &c.* Voyez *Marmanteau*. *Pesselage* vient de *Pesseau* qui signifie un échelas.

DROIT OU LETTRES DE MARQUES.] *Quibus vel maxime in limitibus utimur auctoritate Principis in exteros* pour saisir leurs biens ou personnes. Ce droit s'obtient du Prince Souverain, & anciennement de la Court de Parlement pour avoir raison d'un étran-

ger, qui est d'une autre sujétion, soit pour avoir été pillé par luy & saccagé sans occasion, ou pour retenir iniquement quelques personnes, biens ou marchandises, ou pour faire obéir aux Arrests de la Cour, quand on ne peut autrement avoir raison. *Sunt Repressalia, pressalia, prehensiones, clarigatio. Livio lib. 8. Clarigare autem est res raptas clare repetere, Plinius lib. 22. capite 2. Εἰρησαομὸς Justin. Novell. 52. 134. pignatio : Cum vi & manu experimur, non actione. Et est fait mention de ce droit au styl de saint Marcellin en Dauphiné art. 11. & en la Coutume de Bearn titre 36. & en un Arrest de Paris donné à la Toussaints 1272. contre la Comtesse de Flandres, qui après saufconduit proclamé avoit fait prendre la marchandise d'un Anglois par forme de Marque : & en plusieurs autres anciens Arrests de Paris recueillis par le docteur du Fillet, pour avoir été ce droit de Marque octroyé, baillé, ajugé par la Cour à plusieurs. Toutefois les Clercs tonsurez n'étoient compris és Marques ajugées pour le regard de leurs corps & meubles : *Nam in personis Ecclesiasticis inhibentur pignationes à Gregorio 10. tit. de Injuriis. in Sexto. Et Fridericus Constitutione Habita. liberavit omnes Scholasticos hoc onere. Displicuit etiam Justiniano Novell. 52. 134. Zenoni l. un. Cod. ut nullus ex Vicaniis. Honorio & Theodosio l. 4. Cod. de execut. & exactor. Theoderico regi Italia apud Cassiodorum lib. 4. epist. 10. Luitprando regi Langob. tit. H. Regibus Neapolitanis tit. 7. & 8. lib. 1. Constit. Neapol. Raymundo Comiti Tholosat. anno 1253. aliisque Principibus Christianis : qua omnia persequi humanus animus non potest, & hac sufficiunt sobrius. Unum adjiciam. En une commission du 12. Juillet 1345. du Parlement à Paris, Marque est ajugée contre le Roy de Sicile. En l'an 1420. le Comte de Ponthieure est pris par le Marquis de Bade pour Marque : Monstrelet au premier volume chap. 257. Le saufconduit empêche le droit de Marque, l'Avocat le Coq en la question 192. Et ne s'entend de la prise du corps, s'il n'est dit expressément : *Gallus question. 334. 359. Aussi pendant l'ouverture de la guerre il peut être permis à un particulier, en vertu de Lettres Patentes de prendre & retenir prisonnier un étranger jusques à ce qu'il l'aye indemnisé de la rançon par luy payée, ou marchandise fut luy prise : & ce par droit de represailles. Guerroier le pays au titre de Marque. Froissart livre 4. chap. 12. Sic & veteres Graci frequenter à δρολνψίαν.***

LES MARQUETES DES FEMMES EN ESCOSSE.] Que le mary paye au Seigneur selon l'Ordonnance du Roy Milcolumbe, pour & au lieu du droit qu'il prétendoit de pouvoir coucher la premiere nuit avec la nouvelle mariée : à sçavoir, demy marc d'argent,

adnotante Buchanano libro 7. *Historia Scotorum. Quae supra etiam vel adulteria Senatusconsultis Francia jam pridem improbata sunt.* Et il s'est trouvé des Seigneurs en Auvergne qui maintenoient avoir ce droit. Papon au titre des adulteres.

* Il est parlé de ce droit dans *Regiam Majestatem lib. 4. cap. 31.* où Skeneus a fait cette observation.

„ *March equum significat prisca Scotorum lingua . . . hinc deducta*
 „ *metaphora ab equitando, Marcheta mulieris dicitur virginalis pudicitia*
 „ *prima violatio, & delibatio qua ab Eveno Rege dominis capitalibus*
 „ *fuit impiè permessa de omnibus novis nuptis prima nuptiarum nocte;*
 „ *sed piè à Malcolm 3. sublata fuit, & in hoc capite certo varcarum*
 „ *numero, & quasi pratio redimitur.* „ Vid. Skinner. in *Etymolog. exp.*
pos. voc. For.

En Ecosse toutes les femmes étoient sujettes au droit de la Marquette, *Sciendum est quòd secundum assam terra Scotia quacumque mulier fuerit sive nobilis, sive serva, sive mercenaria marcheta sua erit una juvenca, vel 3. solidi, & rectum servientis 3. denarii. Et si filia liberi sit, & non domini villa, marcheta sua erit una vaccha, vel sex solidi & rectum servientis sex denarii. Item marcheta filia Thani, & Ogetharii. 2. vacca vel 12. solidi & rectum servientis 12. denarii. Item marcheta filia comitis est Regina 12. vacca.* Reg. maj. lib. 4. cap. 31. Voyez Spelman sur le mot *Marchet.*

Mais en Angleterre il n'y avoit que les filles de condition serve qui étoient sujettes au droit de la Marquette. *Merchetum pro filia dare non competit libero homini.* Bracton fol. 26. recto lig. 37.

Ragueau remarque tres-bien que ce droit a été autrefois en usage en France, & il n'en faut point d'autre preuve avec l'autorité de Papon, que le témoignage suivant de Boërius dans sa décision 297. n. 17. *Et ego vidi in curia Bituricensi coram metropolitano, processum appellationis, in quo rector, seu curatus Parochialis, pretendebat ex consuetudine primam habere carnalem sponsa cognitionem, qua consuetudo fuit annullata, & in emendam condemnatus. Et pariter disci audivi, & pro certo teneri, nonnullos Vasconie dominos habere facultatem prima nocte nuptiarum suorum subditorum ponendi unam tibiam nudam ad latus neogama cubantis, aut companendi cum ipsis.]*

MARQUIS. μαρξίσιος *Gregora & aliis recentioribus, ad verbum Marchio. Robertus Comes Parisiorum, qui Marchio regni & Francorum vocabatur, ut est in Annali Caroli Calvi ad Aimoinum lib. 5. cap. 34. & 41. Bernardus Gothia Marchio cap. 35. 37. ejusdem libri.* C'est le Capitaine ou Garde de la Marche & limite d'un Royaume, Empire, & d'autre Principauté & Souveraineté, qui Imperatori in acie vexil.

lum praeferbat : de quo Cujacius J. C. celeberrimus ad lib. 1. Feudorum. Unde apud Butilerium, Terre qui marchise au grand chemin, c'est-à-sçavoir, qui y jouxte. Marca sive Marchia significat terminum, limitem & fines possessionis : Collimitia, Marcellino lib. 15. 18. 21. 26. 29. Contermina Casoni, & post eum Plinio lib. 18. cap. 5. & 6. Conterminus ager. Contentio de Commarchanis cap. 15. legu Bojoviorum. Commarchanus cap. 22. Vassi dominici qui ad Marcam custodiendam constituti sunt, lib. 4. legis Francica cap. 4. foras Marcam mancipium vendere eodem libr. 4. cap. 43. Marcas & fines disponere, Regino in Chronicis lib. 2. & in Annal. Marca Hispanica, Pannonica, Rhetica, Foro-Julienfis, Britannica : Marca Comites, Marciones, Marcgrafi, Praefecti vel duces limitum : Milites sive custodes limitanei, & Marcia. Marchiones qui fines regni tuerentur, in vita Ludovici 3. Alciatus libr. 1. cap. 10. & alii quidam à populo malè existimarunt Marchiones esse praefectos sive magistros equitum, quasi apud Germanos & Gallos, ut Pausanias scribit libro 10. Marca sit equus, quod nihil ad rhombum, ut dicitur. An autem Marchio praefatur Comiti, dijudicandum est ex Codicillis dignitatum : nam plurimum ipsa principalis concessio pollet. Alciatus lib. de singul. certamine cap. 32. Le Marquisat de Juliers a été erigé en Comté : Froissart au premier volume chap. 33.

* *MARREIN.*] Voyez Maronage.

PRISES DE MARRRES.] Ancienne Coutume d'Orleans, art. 104. *Cum de sensibus agitur, quae species est multa, si non solvantur sua die.*

La prise de *Marres* est une saisie des instrumens rustiques pour Cens non payé, au lieu & jour marquez. Car les *Marres* sont des instrumens qui servent à couper les herbes, & dont les Vignerons se servent. Columele de cultu horror.

Ast homini ferrum lethale incudo nefanda.

Produxisse parum est, cum rastra & sarcula tantum

Affueti coquere, & Marris, ac vomere lassî,

Nescierint primi gladios excudere Fabri.

Mox bene cum glebis vivacem, cepit herbam.

Contundat Marra.

Et Juvenal Sat. 15. v. 165.

Pasquier fait venir de *Marre*, le mot Tintamarre. Voyez cet Auteur dans ses Recherches liv. 8. chap. 52.

* *Vignes MARRRES.*] Blois, art. 184. sont des vignes labourées. Voyez Pasquier lib. 8. de ses Recherches, *ibid.*

* *MARSECHE, ou MARCHESSE.*] Dans la Coutume locale de Troy en Berry, art. 2. & dans la Coutume du Duché de Berry, tit. 6. art. 22. sont les bleds ou grains Marfois, ou les grains & bleds semez au mois de Mars. Voyez l'art. 140. de la Coutume

de Boulenois ; Cang. in gloss. v. *Marceschia*, & cy-après *Marfois*.

* *MARSO*.] Labourt, tit. 3. art. 10. c'est un pourceau d'un ar,
& au dessous.

* *MARSOS*, *Marsez*, *Mars*.] Sont les menus bleds qui sont ainsi appellez, parce qu'on les seme dans le mois de *Mars*. Ce mot peut être entendu par l'extrait qui suit, de la Charte de la Commune de Roze, de l'an 1190. qui se trouve dans le Chartulaire manuscrit de Philippe Auguste. *Burgensis potest sine foris facto manere extra villam à Purificatione Beatae Mariae usque ad exitum Aprilis pro suo Martio, & à festo sancti Joannis usque ad festum sancti Martini pro suo Augusto, &c.* Voyez *Marfèche*.

* *MAS*.] Voyez *Mex*.

MASSE HEREDITAIRE.] Voyez *MANSIONNIER*. De *media hereditate*, l. penult. parag. & par. 1. *quisquis de legat. 2. Aliis locis de medio deducere sumere, recipere, precipere.*

MASSIERS.] Sont Sergens à Masses. Voyez le mot *Sergent*.

* *MASURE*.] Poitou, art. 177. c'est la gagerie de quatre boeufs. Voyez Lelet sur l'art. 174. de la même Coutume. Besly dans ses Comtes de Poitou p. 8. 170. & *Clyp. Fontebraldens.* tom. 2. pag. 19. 241.

MATIÈRE, PERSONNELLE, RÉELLE, PETITOIRE, POSSESSOIRE, PRINCIPALE, INCIDENTE, CIVILE, CRIMINELLE, D'EXECUTION, D'ASSÛREMENT, ORDINAIRE, SOMMAIRE, DE PROVISION, DE RETRAIT, DE PARTAGE, DE REINTEGRANDE, ET AUTRES.] Sont les cas, procès & différens qui se traitent en justice entre les parties litigantes.

MATRIMOINE.] Lodunois, chap. 25. art. 1.

HERITAGES MATRIMONIAUX.] Lodunois, chap. 29. art. 23. *Hoc ut intelligatur optimi Grammatici adjuvabunt.* Les Matrimoniaux sont les heritages propres maternels, qui sont venus du côté maternel : A la différence du Patrimoine qui est du côté paternel. *Matrimonium significat bona materna : Patrimonium, bona paterna, υγιαπατηρικη.* At *propiè matrimonium est conjugium. Quod ita hominis causa dictum, ut femina que nubit, mater fiat : & patrimonium propriè quod à majoribus obvenit, & nobis relictum est à parentibus cujuscunque sexus. Vox autem illa matrimonium, apud quosdam auctores etiam illo sensu accipitur, ut & Fratrimonium significat bona fraterna. Ne dixeris igitur verba illa temeraria esse, & proprietatis modum excedere : quoniam Matrimonium dicatur pro uxore. (* Vide Casaubonum ad Sueton. lib. 2. p. 79. edit. Paris. an. 1610. col. 2.)*

LE MAUVAIS EMPORTE LE BON.] Nivernois, tit. 8. art.

22. d'autant que quand l'un des conjoints par mariage est de condition servile, & l'autre franc, leurs enfans sont de la pire condition & servile envers le Seigneur de la servitude. Par ainsi la pire condition emporte la meilleure : ce qui a lieu par la Coutume de Bourbonnois art. 208. & 198. *Sic lege Mensia ex aliter utro peregrino natus, deterioris parentis conditionem sequebatur. Ulpianus libro Regular, tit. 6. non erat civis.* Voyez cy-après LA VERGE ANNOBLIT, LE VENTRE AFRANCHIT.

Par la Loi Salique tit. 14. art. 7. & 11. si une personne franche épousoit une personne serve, la personne franche devenoit serve, ce qui n'avoit néanmoins lieu, que quand celui des deux qui étoit franc avoit eu connoissance avant le mariage de la condition de l'autre, ou quand le franc ayant connoissance après le mariage de la condition de la personne serve, ne s'en séparoit pas ; & tel étoit encore l'usage en France sous nos premiers Rois de la troisième race, ainsi que nous l'apprenons de ces paroles d'Yves Evêque de Chartres dans son Epître deux cens quarante deux. *Si enim divortium facimus inter liberum & ancillam non conjugium solvimus, sed contubernium male conjunctorum dissolvimus & dissociamus. Unde scribit Leo Papa Rustico Narbonensi Episcopo : Non omnis mulier juncta viro uxor est. Nuptiarum quippe fœdera inter ingenuos sunt legitima, & inter aequales. Cum ergo separamus eos qui non sunt hac lege conjuncti, non dicimus esse conjugium, quod non continet Christi & Ecclesia Sacramentum, quod minimo continere videtur illa copula viri & mulieris, in qua non servatur præceptum dilectionis : non enim verum est inter eas personas veram esse dilectionem, quarum altera alteram suo contubernio redigit in servitutem, &c. vid. epist. 221. leg. Frison tit. 6. & ibi Siccama. Et voyez la Chron. de Flandres chap. 5. p. 7.*

Or comme dans ces mariages que l'Eglise a approuvés contre la disposi-

tion des Loix civiles, le franc devenoit toujours parmi nous de la condition du serf ; il est évident que les enfans qu'ils avoient, devoient aussi naître serfs, à moins toutesfois que les Seigneurs, ou les Maîtres ne se fussent départis de leurs droits, ce qu'ils faisoient quelquefois en ce cas, ainsi que nous l'apprenons de la Formule 29. du second livre de Marculfe, du celebre privilege de l'an 1085. accordé par Philippe I. à Chal-lo de saint Mard, ou Medard, où il faut lire, *ipsa cum heredibus suis de servitute Regis non essent, & non de servitute Regis essent* : De sorte que l'explication que le P. Fleureau nous a donné de cette Charte dans son Histoire d'Estampes partie 1. chap. 24. ne doit point être admise.

Notum fieri volumus quod Odo major de Chalio nutu divino concessu Philippi Francia Regis cujus famulus erat, ad Sepulchrum Domini perrexit, qui Ansolidum filium suum, & quinque filias suas in manu & custodia ipsius Regis dimisit : & ipse Rex pueros illos in manu & custodia recepit & retinuit : concessitque Ansolido, & quinque prefatis sororibus suis Odonis filiabus pro Dei amore & sola charitatis gratia, & sancti Sepulchri reverentia, quod si heredes masculi ex ipsis exerentes feminas jago servitutis Regi detentas matrimonio ducerent, liberabat, & à vinculo servitutis absolvebat. Si vero servi Regis feminas de genere heredum Odonis maritali lege duxissent, ipsæ cum

heredibus suis de servitute Regis (non) essent. Rex autem heredibus Odonis, & eorum heredibus marchiam suam de Chalio, & homines suos custodiendos in feudo concessit; ita quod nullo famulorum Regis nisi pro solo Rege justitiam facerent, & quod in tota terra Regis nullam consuetudinem darent. Rex vero tunc temporis precepit famulis suis de Stampis, ut custodirent Challo cameram suam; quia Chalio debet custodire Stampas, & earum curam servandarum diligenter habere. Et ut hac libertas & hac pacta firma, & inconversa permaneant, memoriale istud induratum fieri, & nominis sui caractere seu sigillo signari, & presente propria manu sua, cruce sancta corroborari precepit, adstantibus in Palatio, quorum nomina sunt subtitulata, & signa Hugonis tunc temporis Dapiferi, Guastonis de Pessiaci Constabularii, Pagani Aurelianensis cubicularii, Guidonis Fratris Galeranni, camerarii. Actum Stampis mense Martio in Palatio: anno ab Incarnatione 1085, anno vero regni ejus 25. interfuerunt prefata libertati in testimonium veritatis Ancolinus filius Aremberti, Albertus Bruniconiatus, Guesnerus Sacerdos de Chalio, Gerardus Decanus, Petrus filius Erardi & Haymo filius ejus.

Ego Frater Andreas B. Maglorij Parisius humilis Abbas, testificor me vidisse Privilegium Illustrissimi Regis Philippi, & verbo ad verbum legisse, prout continetur in presenti scripto.

Ego Frater Anselmus, sancti Victoris Parisius humilis Abbas, testificor me vidisse Privilegium Illustrissimi Regis Philippi, & verbo ad verbum legisse prout continetur in presenti scripto.

Ego Frater Theobaldus sancta Genovefa Parisius humilis Abbas, testificor me vidisse Privilegium Illustrissimi Regis Philippi, & verbo ad verbum legisse prout continetur in presenti scripto.

Vide Choppin de sacra poliria lib. 3. tit. 2. n. 22. pag. 428. edit. 1589.

Mais cet ancien droit ayant paru, avec raison, trop rigoureux, les Seigneurs furent enfin contraints d'en relâcher quelque chose: l'on conserva donc en plusieurs lieux la franchise à celui des deux conjoints qui l'avoit avant le mariage: & comme les enfans issus de serfs & de libres ensemble mariez, suivoient la condition du vente par le Droit Canonique *cap. unic. ext. de na. ex lib. vent.* cette Jurisprudence fut reçûe dans quelques-unes de nos Coutumes, sçavoir dans celles de Troies, art. 8. de Bar art. 72. de Meaux art. 5. & de Chaumont art. 5. *vid. leg. ult. Cod. de agricolis lib. 11. tit. 47. & ibi Cujac. & Goth. Wichebild. art. 3.* Voyez cy-après la verge *annoblit.* En d'autres Coutumes, comme dans celles de Bourgogne - Duché & Comté, on suivit la regle generale du Droit Civil Romain, par laquelle, en legitime mariage, les enfans suivent la condition *du pere*, car c'est ainsi qu'il faut lire dans ces Coutumes, & non pas *du pire*, comme quelques-uns se le sont imaginez; parce que dans ces Coutumes les femmes suivant la condition de leurs maris, Bourgogne-Duché chap. 9. art. 7. & 8. Comté art. 87. & 91. les enfans ne peuvent avoir d'autre condition à suivre que celle de leurs peres. Voyez Bourgogne Duché chap. 9. art. 3. Comté art. 92. de Oncieu des Mains - mortes chap. 13. pag. 72. & *Cujac. ad cap. unic. ext. de natis ex lib. ventre & Fortescut. cap. 42.*

Et enfin dans la Coutume de Bourbonnois, & dans celle du Nivernois, on établit la regle *le pire* ou *le mauvais emporte le bon*, c'est-à-dire, qu'en mariage inégal de serf & de libre, les enfans suivent la condition du pire ou du mauvais; ce qui a encore été pris du Droit Romain qui étoit observé avant

avant Justinien, à l'égard des serfs appelez *adscripti*, & qui a, ce semble, été canonisé par Gracien *canf. 32. q. 4. Can. 13. Liberi dicti*, (porte ce Canon) *qui ex libero sunt matrimonio orti, nam filii ex libero & ancilla servilis conditionis sunt: semper enim qui nascitur deteriore partem sumit. V. Isidor. lib. 9. Origin. cap. 5. leg. 16. & ultim. Cod. de agricolis. Novell. 54. in princip. & cap. 8. Novell. 152. cap. 2. Cujac. 4. obs. cap. 28. Jan. à Costa in decretales pag. 116. 117. & And. de Barulo; ad leg. Longobard. tit. 36.*

Anciennement en quelques lieux par un usage singulier le *valez*, c'est-à-dire le jeune homme qui n'avoit point été marié, emportoit la *puce*, & la *veuve* emportoit le *valez*, ainsi qu'on peut voir dans la Charte suivante de l'an 1297. tirée du Chartulaire d'Argenteuil par feu Messieurs Pithou, & communiquée par Monsieur Desmarés.

» En nom de Nostre-Seigneur Amen.
 » en l'an de l'Incarnation d'iceluy, mil
 » deux cens quatre-vingt-dix & sept, le
 » mardy après Pasques Floris, Nous
 » Adans dit Quiergez d'Argenteuil, &
 » Gillette sa femme, fille feu Perronet
 » li Sergent établi en la presence Maître
 » Raoub de Fuvanne Tabellion con-
 » mun Juré en la Court, dou Contel
 » de Tonnerre, establis à oïr & recevoir
 » reconnoissances, obligations, conve-
 » nances, & autres choses honestes, de
 » Monsieur Baron, Noble Guillaume de
 » Chalou Comte d'Auxerre & de Ton-
 » nerre; reconnoissons pardevant ledit
 » Tabellion, & faisons à sçavoir à tous,
 » que comme feu Roubert dit de De-
 » bellée premier maris de moy Gillet-
 » te, fust venus dehors dou Pais à
 » Argenteuil, comme *valez aubenez*,
 » & se fust mis hors, & de la bonne
 » garde de feu Miles d'Argenteuil, ja-
 » dis Escuyer, de cui ma Dame tres-hau-
 » te & tres-noble Marguerite par la gra-

ce de Dieu, jadis Rèigne de Jerusa-
 lem, & de Sicile, & li Hospital de
 Nostre-Dame de Fontenelles, hont cau-
 se. Et après ce ledit Roubert heust
 pris moi *puce*, à fame par mariage,
 & pour ce heust moy acquise audit
 Miles Escuyer à estre sa fame, & de
 sa garde, par paier 12. deniers par
 ans, chacun mi ans d'abonement 6.
 (deniers) & la Costume dou pais
 qui tels sont que *li valez emporte la
 puce*, & après ce ledit li Roubert
 trespasé, de c'est siegle, gie Gillette
 venue fame de la bonne garde de
 ma Dame & de li Hospital dessus dit,
 haie pris *valez*, par mariage ledit
 Adans, & par ce li aie acquis à ma Da-
 me & à l'Hospital devant dit à estre
 leur home, & de leur bone garde,
 par la Costume dou pais, qui est
 telle, que *la veuve emporte li valez*.

Nous Adans & Gillette dessus dit,
 pour raison des choses reconnoissons
 generalement & volontiers nous estre
 hors & fame de la bonne garde de
 ma Dame, & de l'Hospital dessus dis,
 par deux sols d'abonement poians
 chacun an, c'est à sçavoir à nos biens
 de chacun de nous douze deniers,
 en telle manere que nostré enfant que
 nous aurons, se Dieu plaist, soient
 hors de la bone garde dou dit Hof-
 pital, dans telle condition comme li
 autre home d'Argenteuil & pro-
 mettons par nos serremans de ce faiz
 sur saints Evangiles en nom de nous
 & de nos enfans dessus-dis, lesquels
 nous relinqurons estrains & obligez
 à ce, contre ces choses non aler, ne
 faire par nous, ne par autre; & en ce
 fait nous par nos dits serremans re-
 nonçons à tous Privileges de Croix
 & de Court, à toutes franchises, par-
 cours, bourgeoisies, & graces dou
 Roy de France & d'autrui, à l'adon
 & exception de *baife*, de force, &
 de peur, de reconvention, de dece-

„ prion , & de la chose non faite en
 „ ladite maniere , au droit disant renon-
 „ ciation generale non valoir , & à
 „ toutes autres actions & exceptions de
 „ fait & de droit escript & non escript ,
 „ qui contre ces presentes lettres pour-
 „ roient estre intentées , dites ou obji-
 „ cées , en quelque maniere ; obligeant à
 „ ce , & soubmetant quant à ce à la Juris-
 „ diction de ladite Court , nous , nous
 „ hoirs & nous enfans , & nous biens , &
 „ leurs meubles & non meubles presens
 „ & à venir. Li terme auquel doivent estre
 „ payé li diz deux sols d'abonement
 „ dessus dit , est & fera chascun an à la

feste saint Remy. En tesmoings de «
 ces choses nous avons requis , sup- «
 plié & obtenu le seel de ladite Court «
 être mis à ces presentes Lettres , sauf «
 le droit Monsieur le Comte dessus dit. »
 C'est fait en la presence doudit Ta- «
 bellion , presens Gille & Tierri d'Ar- «
 genteuil , Jean de Dixon Clerc , & «
 Frere Jacques doudit Hospital , tes- «
 moings à ce appelez , demandez , en «
 l'an & jour dessus diz. «

Joignez l'article 53. de l'ancien Cou-
 tumier de Champagne , & Beaumanoir
 chap. 45. pag. 253. ligne 13. &c.

DROIT DE ME'E & AVANTAGEMENT.] *Olim in finibus Britonum & Pictonum , referente Choppino praxeos peritissimo.*

MEHAIN, MEHAIGNER.] Normandie chap. 66. 74. 75. 100. 121. au livre des Tenures , quand il traite de Villenage. Et en un ancien Arrest de Paris du 10. Aoust 1341. & en la Somme rurale traitant des crimes , & de la gehenne , en laquelle les membres du delinquant ne doivent être brisez , desrompus , ni mutilez.

C'est blesser & offenser aucun en sa personne & en son corps , tellement qu'il y a quelque membre perdu. Ce mot se prend aussi pour toute blessure & coup donné à sang & playe. Froissart livre premier chap. 61. 81.

* **MEIX.**] Voyez *Mex.*

LA MELTE.] Mons , chap. 12. 13. 41. Hainaut , chap. 69. 73. 74. *In quo etiam hac conjunguntur.* **MELTE ET JURISDICTION.**

C'est le territoire d'un Juge , sa Septaine & Jurisdiction , son District ; la Mete & étendue de la Charge & Office d'un Juge , ou Sergent.

* **MEMBRE de Hautbert.**] Voyez *Fief de Hautbert.*

MENCAULDE'E.] En l'art. 9. de la Coutume de Lens selon l'impression de l'an 1553. laquelle en l'an 1589. a été imprimée à Arras en autre ordre. Pour chacune Mencauldée est dû quatre deniers au Seigneur d'entrée , & autant d'issuë : & pour le Manoir douze deniers parisis.

* **MENDRE d'ans.**] Hainaut , chap. 77. art. 23. c'est un mineur. Voyez *Merme.*

LA MENE'E DU SERGENT.] Tours , art. 169. 194. Quand il est traité du retrait linagier. Les Sergens Bailliagiers sont établis en certaines Villes , Bourgs & Villages , pour servir à la Justice de leur

Seigneur Justicier, ou de son Bailli : & doivent rapporter leurs exploits par tour & ordre aux Assises du Juge. **BAILLIAGE & AMENE'E.** Anjou, art. 382. *Apud auctores minare. Mener, significat agere pecus & ante se peller, ut ex Festo Paulus refert, & doctissimi. Cujacius observat ad tit. 17. libro 1 Sentens. Pauli; Item Jose. Scaliger vir multis litteris pradius. In lege Salica & Ripuaria, in annalibus & synodis Mannire, est citare, in jus trahere, vocare ad placita, vel Mallum.*

LA MENE'E DU SUJET.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 684.

LA MENE'E & OBEÏSSANCE DU FIEF.] En la dernière Coutume de Bretagne art. 269. Auquel pays aussi les sujets & vassaux anciennement étoient semonds & appelez par l'Ameneur & Sergens du Seigneur, pour aller en guerre, ou pour le jugement des procès & querelles. Les Sergens Ameneurs ont ce privilege que nul autre Sergent ne peut exploiter en matieres réelles : Au recueil des Arrests de Bretagne.

* **MERCHER.**] Marquer. L'aveu rendu par M. de la Trimoüille au Comte d'Anjou en 1473. Taillier, *Mercher*, & appattoner la mesure. Pour mercher la mesure, le Sergent avoit un droit. Voyez le mot suivant & *Mere*.

* **MERCS.**] Marque, borne, limite, du mot latin *Marcha* Regino an. 788. *Carolus Ratisbonam venit, ibi que marchas & fines Bajuvariorum disposuit.* La Coutume du Maine art. 50. à la fin en parlant du Seigneur Châtelain. *Au Merc du gibet de sa Justice patibulaire peut mettre trois pilliers.* L'usage de la Vicomté de Baieux art. 2. *Les maisons & heritages de la Ville & Fauxbourgs de Baieux, & partie de la Banlieue, selon qu'elle est bornée d'anciens Mercs & divises sont tenus en Franc-allen.*

MERCS DE JUSTICE, DE CHASTEL, DE GIBET.] Voyez *Maire Meres*.

* **Batures faites au dessus des MERCS.**] Dans la Coutume du Loudunois au titre des amendes, art. 7. & dans l'ancienne Coutume d'Anjou part. 4. fol. 30. ou *Batures simples, faites au dessus des Meres.* Comme il y a dans l'ancienne Coutume de Touraine de l'Édition de Gallier du Pré avec les Commentaires de Sainson, & comme le Proust soutient, sans raison, qu'il faut écrire sur l'art. 7. de la Coutume du Loudunois, cité cy-dessus.

Batre au dessus ou au dessous des *Merces*, ou des *Meres*, c'est batre au dessus ou au dessous des lieux marquez, car *Merc* ou *Mere* signifie *Marque*, comme on l'a observé cy-dessus. Anciennement en France, on fixoit des *Merces* ou des *bornes*, à l'égard des coups que

les hommes se pouvoient donner les uns aux autres dans leurs querelles, pour distinguer les coups qui sont dangereux d'avec ceux qui ne le sont pas, & pour fixer par ce moyen les amendes. Par les Privileges de Marcillac, confirmez par Louis Comte de Clermont en 1314. & par les affranchissemens accordez par Guy de Seuly Archevêque de Bourges, & Pierre de Saint Palais en 1279. les yeux étoient les *Mercs*, de sorte que suivant ces Chartres celuy qui frappoit au dessus des yeux payoit une plus grosse amende, que celuy qui frappoit au dessous, parce qu'au dessus des yeux les coups sont plus dangereux. Les anciennes Coutumes de Berry pag. 116. lig. 12. *De sanguine supra oculos facto sine morte tenebuntur sobvere triginta solidos Parisienses tantummodo pro emenda, & de ictu inferius facto cum sanguine, vel sine sanguine quinque solidos Parisienses, &c.* Les Privileges de Marcillac manuscrits. *Percussus super oculos debet habere pro emenda quindecim solidos, sub oculis septem solidos.* Les Privileges manuscrits accordez par Agnez de Boutbon à la Ville de Moulins en 1232. *Se il low fieri dans les iaux, & que sus il y ait sang, il doit soixante sols & de qui en aval quinze sols.*

Mais l'article 7. de la Coutume de Loudunois au titre des amendes, & l'article 8. de la Coutume de Touraine au même titre, mettent toute la tête au dessus des *Mercs*. Voyez l'article premier de la Coutume d'Acz au titre des amendes, &c.

MERCURIALES.] En l'art. 130. de l'Ordonnance de l'an 1539. lesquelles selon l'article 3. de l'Edit fait à Moulins par le Roy Charles IX. en l'an 1566. se doivent tenir de trois mois en trois mois, à sçavoir le Mercredi après dîner selon l'Ordonnance du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 27. és Cours de Parlement, par les Presidens & aucuns Conseillers, pour s'informer si les Ordonnances du Roy, ont été gardées & observées par les Officiers d'icelles Cours, afin de punir les infracteurs, selon que par le Roy Charles VIII. en l'an 1493. art. 110. il a été premierement ordonné. Aussi le Roy Henry III. par l'article 144. de l'Edit fait en l'an 1579. sur la doléance des Etats tenus à Blois, a ordonné les Mercuriales être tenuës de six mois en six mois, même és Sieges Presidiaux.

* **M.E.R.E.**] Dans l'ancienne Coutume de Touraine, au titre des amendes art. 8. c'est-à-dire, *marque, borne*. C'est un mot que les Tourangeaux, ainsi que les Angevins ont peut-être retenu des Anglois.

Skinner *Meere* ab. A. S. *Merk*; fines, termini, meta. Belgis *Meir*; *Meere*. V. *Mercs*.

* **M.E.R.E.L.**] Dans les Coutumes de la Vicomté de Leauë, c'est

une marqué qui se donnoit pour servir de preuve que la marchandise avoit été acquittée.

MERLIN, ou SERGENT.] En la Coutume du Bailliage de la Bourr, titre 1. art. 3. 7. 8. titre 14. art. 1. 2. 14. 15. 18. tit. 15. art. 2. 3.

* *Merin sous Merin* dans le For de Navarre, rubrique 8.

* En Espagne & dans la Navarre Françoisse, les *Merins* sont des *Magistrats & des Juges*.

Gregorio Lopez ad leg. 23. lib. 2. tit. 9. Partitar.

Majorinus nomen antiquum Hispania est, significans majoriam super administratione justitia in certo loco, villa seu terra; qui si à Rege ponatur loco Praesidis provinciae qui dicitur Majorinus major, habet eandem potestatem quam Praeses provinciae seu adelantatus; qui verò ponuntur de manu Praesidis vel majorini majoris, solum habet potestatem in illis quae vox Regis dicuntur, quae sunt itineris fractio, publici latrones, mulier vim passa, mors hominis, sicuti rapina, violentia manifesta, proditio in Regem, vel ejus collaterales, seditio: de aliis autem criminibus cognoscere non possunt, nisi à Rege eis specialiter demandetur, dato sibi si de jussore judicio sisti coram Rege vel alio qui cognoscere possit, de salibus. In majorino majori concurrere debent quae dicta sunt in Praeside, in minoribus verò, quod sunt de hano genere, sensu, & intellectu vigentes, constantes, & quod divitiarum aliquid habeant.

Voyez le For de Navarre au lieu marqué cy-dessus. Le For d'Aragon livre 1. fol. 30. & la recopilation de Pedro Pasquier liv. 1. tit. 9. fol. 28. verso.]

Oihenartus in Not. Vasconiz p. 74. *Dividitur Navarra in quinque Praefecturas quas majorinatus seu Merindades vocant: Pompelonensem, scilicet, Stelensem, Turelensem, Sangossensem & Olitensem. Haec à totidem oppidis primariis Pompelonè, Stella, Turela, Sangossa, atque Olito, quorum quodlibet veluti caput & metropolis est sita. Praefecturae, tale nomen sortita sunt. Praest autem unicuique earum proprius magistratus, majorinus seu merinus vulgè dicitur. Primam praefecturam ambitu suo 80725. familias, proximam 60245. alteram 40852. quartam 60001. postremam 309691 comprehendere colligunt; qui eorum rationem, accurate subdaxerunt.*

* **MERME.**] Voyez *Marmousets* & *Marmousets* au mot Marmousets.

* **MERRIEN, MERRIEN.**] Voyez *Merrien* au mot Merrien.

LA MESGNIE.] Normandie chap. 61. 85. & en la Somme rurale, & au chap. 13. & 14. du premier volume de Froissart; & en l'Histoire de Monstroler liv. 1. chap. 45. & ailleurs; ou Mesgnée en la vieille Chronique de Flandres chapitre cinquiesme; ou Menie au chapitre 14. pour le train de la Maison du Roy.

Sont les femmes, enfans, serviteurs & domestiques d'un pere de famille, lequel les peut châtier modestement, sans qu'il soit tenu

d'en répondre en Justice. Et en un Arrest de la saint Martin 1282. la Mesgnie d'un homme est entendue de tous ceux qui font sa propre besogne, & sont à ses dépens. Tel est le Maître, telle est la Mesgnie. V. *Mesnie*.

MESNAGES.] Normandie chap. 26. 34. Voyez la glose, & cy-après *Mesnage*.

Sont des Manoirs ou Masures, situez velle Coutume de Normandie. aux champs. Voyez l'art. 271. de la nou-

* *MESNIE*, *MAIGNIE*, *MAINADA*.] Dans l'Alphonse de Riom. Train, Famille. Monsieur de la Thaumassiere a ramassé les autoritez qui suivent sur ces mots. Guill. Guiart. en l'an 1296.

Li Grand Seigneur & leur Mesnie.

Pardevant sa Mesnie : de Beaum. chap. 30. Coutume de Norm. art. 61. 81. Froissart vol. 1. chap. 13. 34. Monstrelet liv. 1. chap. 45. Chronique de Flandres chap. 5. Le Mesnie au Bailly, entendons-nous li Prevosts & li Sarjant qui sont dessous li & le Mesnie de son Hostel. Baum. chap. 1. le Dictionn. du Pere Labbe, *Familia*, *Mesnie*, *Arimania*. Marculf. lib. 1. Form. c. 18. Ancien Proverbe.

*La Mesnie à Maestre Michant,
Tant plus en y a, & moins vaut.*

Voyez *Mesnie* cy-devant.

MESSADGES, MESSADGERIES.] Solle tit. 4. art. 1. & 2. tit. 5. art. 1. & 2. tit. 7. art. 1. 2. 3. 4. 5. tit. 35. art. 17.

Sont les Sergens & Sergenteries, qui font les messages des Juges, qui executent les mandemens & commissions de Justice à la requête des parties. Messager de Eschevins en la Coutume locale de Commines sous Lille.

* *MESSAGE*, *Messagium*.] C'étoit la rodevance qui étoit païée au Seigneur par le Messier pour son Office.

Chartul. S. Denys, tit. 1221. *Custodiebat segetes, & pro his custodiendis percipiebat donum & Messagium.*

Charta ann. 1228. *Concessimus eis quod penant Messarium apud vauridam & vubio plagios de reddenda Episcopo C. solidos pro Messagio singularibus ad vesale Domini.* * (M. Galland.)

* *MESSEURES.*] En Bresse, c'est le salaire, qui est donné chaque année à ceux qui moissonnent les bleds du Grangeage. Quand c'est un fond de grand revenu qui est donné à Grangeage, ou à un

Métoyer, on charge le Granger ou le Métoyer de moissonner sans prétendre aucune récompense, que sa moitié des fruits, ce qui est juste en ce cas. Mais aux lieux stériles, les Grangers, ou les Métoyers ne se chargent point de faire la moisson, & prennent ordinairement cinq, ou six moissonneurs étrangers, qui ont pour leur salaire en chaque champ, l'onzième gerbe.

Quand les gerbes sont faites, le Dixmier vient les compter. & leve la douzième, la treizième, ou la seizième pour son droit de dixme, selon la Coutume des lieux; ensuite le Granger ou le Métoyer vient, & prend une gerbe pour luy qu'on appelle le *Dixiapart*, c'est-à-dire, que Dieu y ait part; puis il en compte dix, & laisse l'onzième pour les moissonneurs; après il recommence & toujours donne l'onzième aux moissonneurs, qui mettent leur gerbe en un monceau séparé, que les gens des champs appellent *la Maye des Messures*, auquel le Maître ne prend rien, quand même les valets du Granger ou du Métoyer auroient été des moissonneurs, *nisi aliud convensum sit*. M. Revel sur les statuts de Bresse pag. 265. Ce droit s'appelle aussi *Affaneures*. Voyez M. Revel pag. 266.

MESSIER.] Melun, art. 306. Sens, art. 154. Duché de Bourgogne, art. 6. & 7. Comté, art. 56. 58. & en la Coutume locale de Langres, art. 3. Reims, art. 402. Bar, art. 50. 209. Hainaut, chap. 69. Mons, chap. 50. 53. Tours, art. 62. Lodunois, chap. 5. art. 4. où il faut lire instituer Messier.

C'est le vignier ou gardé des vignes, ou de bleds & moisson: Moissines qui sont de raisins. Berri, titre quinziesme, art. 2. *ὀνόματι vinearum custodes, qui Circitores, ne fures intrent: Statores, qui alias Janicularii.*

SERGEANT MESSILIER.] Troyes, art. 122. Chaumont, art. 67.

Qui est commis à la garde des vignes & autres fruits de terre. Les Messiers & Gastiers sont conjoints en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 5. & Boutillier au chap. du Bas-Justicier, fait mention du Messier. *Quasi ὀπωροφύλαξ, de quo in legibus Georgicis tit. 2. post Harmenopulum: at in editione Scharidii tit. 4. pomorum custos.*

MESTAIEE PARTIAIRE.] Touts, art. 113. MESTAIRIE: Berri, tit. 9. art. 45. 46. Bretagne, art. 421. Mestayer: Berri, tit. 9. art. 48.

Est colonus partiarius l. 25. §. Vis major. locati. Γνωρὸς μορτίτης in legibus Rusticis novissimi Justiniani tit. 2. qualis est ὁ ἡμισιαγὴς λαβὼν χόραν ἐφ' ἡμισίαν, tit. 3. Ad medietatem laborans. In capitulis Caroli magni lib. 1. art. 163. alias 157. Francica legis lib. 1. ὁ τὸς καρπὸς μιστὸμορος, Harmenopulus lib. 3. tit. 8. Qui fructus fundi cum domino par-

titur : separatur autem ab eo qui nummis aut certa pensione colit. μετέχορτος, & μετόρτες sunt coloni partiarii. Μετορία Μεταίριε, ex sententia Perionii & Tripaltii. μετοικός, πάροικος, Colonus, accola. μετοχὴ in l. 34 §. ult. de legat. 2. qua & συζητοῖς eadem l. 34. §. Lucius l. 30. §. Tisia. D. de adimendis legatis : Nov. 166. Justin. Est plurimum praediorum possessio universa, Massa, ut appellatur à Leone & Anthemio de bonis vacantib. Villa, colonia in l. 24 locati l. 20. de instructo. l. 27. Ad municipales.. Que Colonica Ansonio ad Theonem. Voyez le mot MEIX & MANSIONNER. Apuleius lib. 8. de Asino dixit partiaros concubitus agere, & lib. 4. Partiarium majestatis honorem. Cato calcem partiaro coquendam dare; vel vineam curandam. Tertullianus libro de Resurrectione carnis, Sadduceorum partiaros dixit : Et lib. 3. adversus Marcionem Judaeos erroris partiaros. Idemque libro primo Bonitatem partiarum exitii. Logatarius partiarus tit. Instit. de fideicom. hered. cum de partitionis legato, de quo in l. 164. de verb. signif. & Ulpian. lib. Regula, tit. 24. M. Tullius 2. de legibus, & alibi Hac ratione occurrendum est imperitorum ingenii.

De Medietaria, on a fait Métairie, TOYER, Partiarus colonus. En une & de Medietarius Mediator, Métaier. Patente de l'an 1260. le Roy Louis IX. Medietaria est le droit de moitié qui donne aux Chartreux quatre arpens de se paye par un fermier on Emphyteote terre près Paris, sive Medietaria, &c. 15. En divers titres anciens Medietarius, Fermier, METAYER, ou MES-

* MESTIVE, Mestiva.] C'est une redevance en bled.

Chartul. sancti Cypriani. Hugo Liziniacensis Dominus, dimisit quandam consuetudinem quam requirebant ministri ejus de Cohet sub appellatione MESTIVE in villa sancta Maria Castri-arardi, videlicet quatuor sedentarios annona annis singulis. (- M. Galland.) * Vid. Cang. in glossar.

* MESTS de Mariage.] C'est un droit dû au Seigneur de Château-Dassé, porté par les aveus rendus au Roy, que de toutes viandes qui se mangent aux Noces, en est dû un plat au Seigneur, portable en sa maison.

Regal de Mariage, dû à la Seigneurie de la Boullaye seize en Normandie appartenant à M. le Marechal de la Force. Le jour des Noces, le marié accompagné avec violon ou viole, doit apporter au Seigneur LE MESTS du MARIAGE, composé de deux poulets, deux pots de vin, deux pains, une épaule de mouton, faire une dance, puis se retirer. * (M. Galland.)

Monsieur de la Thaumassiere remarque que ce même droit est dû au Seigneur de la Motte dans la Paroisse de Mascé en Berri.

* MESUAGE.

* *MESUAGE.*] Normandie, chap. 26. 34. sont des Manoirs situez aux champs, ce mot vient de *MES*, *MEIX*. *Mesnagium capitale*, dans les Praticiens Anglois c'est le chef Manoir. Voyez Covvel dans son petit Glossaire, à la fin de ses Institutes du Droit Anglois.

* *MESURE à boisseaux à ras, pele, & feru.*] Ces termes se trouvent és anciens terriers de plusieurs des dix-sept Chastellenies, dont la Baronnie de Beaujolois, l'une des cinq grandes de France, est composée; & appert par lesdits terriers que les mots *Raze* & *Pele* sont opposites, tellement que le mot *Pele*, signifie comble, & s'entendent proprement de la mesure d'avoine & des Cens dûs en avoine, lequel grain étant long & non licé, comme le seigle ou froment, n'enfonce dans le boisseau, s'il n'est secoué, ou feru de la pelle ou radoir; & pour ce en plusieurs desdits terriers est ajouté ce mot *Feru*; c'est-à-dire, que si à la mesure de l'avoine dûe de Cens est ajouté à *Ras* ou *Pelle*, le mot de *Feru*; le Seigneur à qui tel Cens est dû peut faire frapper le boisseau, soit ras ou comble, afin que le grain d'avoine y enfonce mieux. M. Galland.

DROIT DE MESURE.] Tours, art. 42. Lodunois, chap. 2. art. 2. 3. 4.

Qui appartient au Seigneur qui a sep & estalon, auquel convient ajuster les mesures. Le droit d'Aulnes en la Baronnie de Châteauroux, & de marquer les aulnes à draps, a été jugé au Seigneur Baron du lieu par Arrest de Paris du premier jour d'Avril 1544. Il est traité des mesures à vin & bled, & à cordes & draps en la Coutume de Clermont art. 23. & suivans; de Nivernois chap. dernier art. 27. pour le coteret, poisson, muid & tonneau à vin; de Tours art. 63. pour la pipe, traversiers & quarts, *De mensuris & ponderibus veterum extant libelli Prisciani, Fannii, Metiani sed conscripta quedam recentiorum Budaei, Alciati, Agricola. Et de ponderibus publicis & modio fragmentum plebisciti cujusdam apud Festum. De ponderibus & mensuris Græcarum Plinius in fine lib. 21. Prætoratus urbis præfectus pondera per regiones universas instituit, cum quiditægi multorum ex libidine trutinæ componendum occurri nequirit; Marcell. lib. 27. Pondera & mensura adservabantur publice, ne quid in his falsè à privatis admitteretur, ut in Ecclesia cujusque civitatis ex Np. 128. Modii anei vel lapidei cum sextariis atque ponderibus per mansiones singulasque civitates collocati. l. 9. Cod. de susceptorib.*

DROIT DE MINAGE, OU MESURAGE, OU STELAGE.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 570. 571. Voyez le mot *STELAGE*. *DROIT DE MESURAGE*, à la fin du Procès verbal de la Cout. de Peronne. *Est mediatio prors à rege vel domino Jurisdictionis instituta est.* II. Partie. P

La Mine est un vase ou vaisseau à mesurer le bled ; & le Minage, est un droit dû au Seigneur pour le mesura-
ge des bleds par mines. Voyez *Mina-ge*.

METTRE EN SA TABLE.] Voyez le mot **UNIR**.

METTRE LES MEUBLES d'un conducteur d'une maison sur les carreaux par autorité de justice, afin de luy faire vuider la maison : Melun, art. 185.

BIENS MEUBLES NE TIENNENT CÔTE NI LINE.] Lille, art. 8. ne suivent estoc, côté ni line. Lesquelles maximes seront expliquées sur la Coutume de Berri : *Hæc autem & similes sententias Mitror & exofculor.* Voyez le mot **SUITE**.

MEUBLE N'A POINT DE SUITE.] Masuer au titre 30. A sçavoir, par hypothèque contre le tiers détenteur. Berri, tit. 9. art. 9. autre que le debiteur. Cambrai, tit. 20. art. 11. Quand il est mis sans fraude hors de la puissance du debiteur. Chaumont, art. 65. Melun, art. 312. Sens, art. 131. Bar-le-Duc, art. 60. Calais, art. 226.

EN SUCCESSION LES MEUBLES SUIVENT LA PERSONNE, OU LE CORPS, ET SON VRAI DOMICILE.] Masuer, au titre 32. Lorraine, tit. 6. art. 12. d'autant qu'ils n'ont certaine assiette, & que l'homme en dispose à sa volonté. Les biens meubles suivent la personne, c'est-à-dire, la Coutume du lieu où est domicilié & demeurant le défunt au jour de son trépas, encore qu'il fût detedé en autre lieu. Amiens, art. 96. Arras, tit. 3. Cambrai, tit. des successions art. 15. Mais par la Coutume de saint Omer sous Artois art. 57. imprimée l'an 1553. les biens meubles suivent le corps & la Coutume du lieu où le possesseur est allé de vie à trépas : Et les heritages suivent la Coutume des lieux où ils sont situés & assis. Comme aussi par la Coutume de Lille art. 6. & de Lalleuë sous Artois, les biens meubles d'un trépassé suivent le corps, & se partissent selon la Coutume du lieu de la maison mortuaire. Aussi la confiscation des meubles appartient au Seigneur duquel le condamné est couchant & levant : & des immeubles, aux Seigneurs des lieux auxquels ils sont assis. Autre est la Coutume de Lorraine.

LE MEX ou MEX.] Duché de Bourgogne, art. 83. 84. 86. 87. Comté de Bourgogne, art. 84. 85. 86. 90. 91. 93. Nivernois, titre quatrième, art. 68. tit. 8. art. 3. & 19. tit. 37. art. 13. *Alii* le Mas un Mas de terre : Metz : Ostricourt sous Lille. Franc Mex en la Coutume locale de saint Plat de Seclit.

C'est le tenement & heritage main-mortable des personnes de servile condition, & de main-morte : *Est mansum, vel mansus; can. secundum & can. sancitum 23. quest. 8. cap. 1. de censibus ex capitula-*

GLOSSAIRE.

115

ribus Caroli Magni & concilio Wormaciensi: Quem par boum cotidie arare potest, & sufficit duobus bobus in anno: massa, ouyernoic, fundus, heredium; unde quis se & familiam suam tueri possit, & vectigal aut censum domino referre, ut frigidis obseruarunt. Bestia Massaria in constitut. Sicilia lib. 1. tit. 85. Casa Massaria in legibus Rotharis regis Langob. tit. 106. seruus Massarius qui sub se habet seruum rusticanum, & in peculio boves, vaccas, caballos, tit. 47. & 95. Magistro Massariorum inscripta est constitutio Friderici 2. Imp. qua de Massariis curia in Apulia inter epistolas Petri de vineis lib. 3. cap. 66. Symmachus lib. 10. epist. 41. quam Casariam massam dixit post appelas possessionem. Verbum Possessionis interdum significat proprietatem l. 78 dig. de verbis signif. Sic in l. 19. Cod. de rei vindicat. l. 2. Cod. de prebendis l. 22. dig. ad municipales l. 11. dig. de evictionib. l. 3. dig. de extraord. cognitio. 86. dig. de acquir. hered. l. 3 par. idem. dig. de rebus eorum l. penult. dig. de alienat. iudicii. Possessor saepe pro domino accipitur à Celsodoro, à Siculo Flacco, ab aliis. Possessiones appellantur agri late patientes publici, & privati: quia non mancipatione sed usu tenebantur, & ut quisque occupauerat, colebat. Festus. Huc pertinet l. questio 115. de verb. signific.

* MICE.] Droit de Mice est un droit de moitié de fruits en l'Isle d'Elle, par un contrat du 15. Octobre 1694. entre le sieur Comte de Murat & les habitans de ladite Isle. (M. Galland.)

* MIEGE.] Est un droit de moitié. Transaction du 24. Aoust 1484. entre Pierre Abbé de Pfalmodi & les Conseillers du lieu de S. Laurent près Aigues-mortes. (M. Galland.)

* MILERINES.] Soesmes, art. 2. font des terres où l'on a semé du Mil.

MILODS. Qui sont dûs en aucuns lieux; comme en Lodunois, en cas de succession collaterale pour les heritages censuels, ou en cas de donation, comme en Dauphiné. Guide Papa question 48. A la difference des lods entiers qui sont dûs en cas de vente. Midenier. Poitou au titre des retrait.

Les Milods & Remuage, sont une redevance de moitié des lods à toutes mutations; non seulement par vendition, mais à autre titre, voire par succession sans excepter la directe, s'il n'est dit, comme on voit es terriers de plusieurs Seigneurs es pays de Lyonnois & Forests, même es terres & Seigneuries appartenans à Monsieur l'Archevêque & Chapitre de Lyon, qui anciennement avoient seuls tels droits; mais plusieurs des autres Seigneurs à succession de temps les ont fait reconnoître tels aux habitans possédans heritages en leurs terres, que vulgairement ils appellent leurs Sujets, encore qu'il n'appartienne qu'au Roy d'user de ce terme Sujets; & la redevance à cause du remuement, c'est-à-dire; changement de possesseur, autre que par vente,

à cause de laquelle on paye lods, s'appelle *Milods*, d'autant qu'on paye moitié moins que pour l'acquisition à titre de vente. (*M. Galland.*)

DROIT DE MINAGE.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 570. 571. Qui est le droit que le Seigneur prend sur la mine de bled pour le mesurage. En France aussi ce droit est du domaine du Roy en plusieurs lieux.

Extrait d'un ancien aveu rendu en 1473. par M. de la Trimouille au Comte d'Anjou. *Preùt outre sa coutume, Minage, qui est de chacun boisseau vendu une jointe d'iceluy grain, en assomblant les deux paumes de la main ensemble. V. Mesurage.*

Le Preùt de Grain doit fournir aux Marchands mesures à grain, & a ledit Mesurage.

* **MINAGE**, *Minage*, *Muage*.] Beaumanoir chap. 15. pag. 90. à la fin. *« Mes se. sont terres gaingnables, qui ayent et tens du bail été données à loyal Minage, sans fraude & sans barat, li hoir s'en doit passer pour le Minage. »* Chap. 32. p. 168. *Cil qui tient mon heritage à Minage, &c. Tenir à Minage, c'est ce semble, tenir à ferme à la charge de rendre par an tant de mines de bled.*

* **MINEURS.**] Voyez ce qu'on a observé sur *Loi ouvrée*.

MINU.] Bretagne, art. 87. 88. de l'ancienne Coutume : & de la nouvelle art. 81. 360. C'est la déclaration, aveu & dénombrement qu'un nouveau acquereur & sujet doit bailler par le menu à son Seigneur, des heritages, terres, rentes & devoirs qu'il a acquis. Si quelques fois le nombre des articles ne se trouve comme je les allegue, és Coutumes de nouveau reformées, vous aurez adresse aux Coutumes précédentes desquelles j'ay usé en cette composition, soit pour les bons termes des anciennes, ou d'autant que cet œuvre a été par moy recueilly avant les dernieres redactions d'aucunes des Coutumes : & néanmoins je n'ay pas obmis les belles dictions & phrases des dernieres Coutumes.

MINUTE, MINUTER.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 102.

Quand un Greffier dresse & écrit par le menu le plaide des parties, afin d'entendre le merite du fait : comme aussi nous disons, *Minuter* un bail de Justice, une Sentence, un Arrest, & les minutes de Justice, d'un contrat & instrument. Minute de contrat : Berri, titre 3. art. 1. laquelle demeure pardevers le Notaire, à la difference de la copie ou grosse qui se délivre par luy aux parties. *Sed omittamus has minutias & quisquillas.*

* **MIRES.**] M. de la Thaumassiere a fait l'observation suivante sur ce mot, qui est dans Beaum. c. 1. 30. Sont des Chirurgiens. Alain Chartier en l'Histoire de Charles VII. *Et la jambe fut si bien gou-*

venée par les Mires, que le péril en fut hors. Le livre de la Diablerie. *Qui est blessé si voise au Mire.* Du Chesne sur Alain Chartier remarque que les Chirurgiens de Paris sont appellez dans les anciens titres de leur Confrairie, *Maistres Mires.* Proverbe : *Le Mire prend l'argent & guesdon, & cet autre fol est le patient & bien grossier.*

Qui de son Hoirie fait Mires heritié :
Qui veut estre gari son mal luy convient découvrir.

Nicot fait venir ce mot de *μύρον*, *unguentum* Voyez *Physicien.*

* *MIROUER de Fief.*] Lorsqu'un Fief étoit tenu en parage, on nommoit dans le Vexin, *Miroüer de Fief*, la branche aînée de la famille qui faisoit la foy pour toutes les autres branches ; & cette branche a été ainsi appelée, parce qu'étant en apparence la seule à qui le Fief appartenoit, le Seigneur feodal pour l'échéance de ses reliefs & autres droits, ne *miroit* qu'elle pour ainsi dire, & n'avoit les yeux que sur elle. Ou cette branche a peut-être été ainsi nommée, parce qu'elle étoit comme une espece de miroüer, qui representoit au Seigneur feodal toutes les autres branches. Voyez M. Loysel liv. 4. tit. 3. regl. 77. & le mot Parage. M. de la Thaumassiere parle ainsi du *Miroüer de Fief*. Par l'ancien Droit coutumier, avant l'Ordonnance du Roy Philippe Auguste de l'an 1210. qui est l'une des premières & plus anciennes des Rois de la troisième race : les Puînez étoient obligez de tenir les Fiefs ou portions de Fiefs à eux échûs, en parage, & par droit de frerage de leur aîné, qui les acquittoit pour le tout de la foy envers le Seigneur commun. Loysel liv. 4. tit. 3. art. 72. & la portion de l'aîné qui acquittoit celle des puînez, s'appelloit *MIROÜER DE FIEF*. En chacune branche de parage, celle qui s'appelloit *MIROÜER DE FIEF* par l'ancienne Coutume de Vexin, pouvoit porter la foy pour toutes les autres. Loysel art. 77. Je croy que la portion de l'aîné étoit appelée *Miroüer*, parce que celles des puînez y étoient représentées comme dans un Miroüer. Le Fief & l'Arriere-Fief sont deux relatifs, ou deux extrêmes en termes de relation, & ils ont leur rapport & leur aspect mutuel & reciproque, en sorte que l'un ne peut être sans l'autre, & l'un se reconnoît & explique par l'autre, le Fief dominant & le servant ; & quand il y a plusieurs Fiefs mouvans d'un même Seigneur, chaque Arriere-Fief fait une relation diverse, parce que le Fief dominant est pris plusieurs fois comme un point au centre d'un cercle, qui se prend autant de fois qu'on tire de lignes de ce point à la circonference. Tous les puînez se voyent dans la portion de l'aîné qui est le Fief dominant,

comme dans un Mirotier. Ils le regardent comme un centre commun, & leur garant envers le Seigneur supérieur; & ma conjecture est, que c'est la raison pour laquelle les anciennes Coutumes l'appellent **MIROÛIER DE FIEF**, ce que je soumets à la censure des Doctes.

MISE DE FAIT.] Lille, art. 150. & suivans de l'ancienne, & en la dernière qui est de l'an 1565. Amiens, art. 54. 144. 145. Pour acquérir droit réel en l'héritage: laquelle étant dûement decretée par le Juge, engendre hypothèque: par icelle l'on appréhende toutes successions, & autres choses à titre particulier, & équipolle à desheritement & adheritement: *Itaque significat missionem in possessionem ut hereditas possessione retineatur, vel rerum servandarum causa: cum heres, legatarius, donatarius, vel emptor inducitur & mittitur in possessionem.*

* **MISE.**] Arbitrage. M. de la Thaumassière a ramassé les preuves suivantes sur ce mot. Beaumanoir, chap. 34. *Soi mettre en mise. Procureur ne puet fere paix ne mise.* chap. 4. *Le mise de peshier.* chap. 41. Dans le compromis fait entre le Vicuens de Melun, & Jeanne sa chière femme, & mon Sire Henry de Suilly, le Mercredi après les Brandons en 1284. il est dit: *Nous avons fait mise amiablement par commun accord de haut & bas & redoutable Pere Simon Archevêque de Bourges, &c. La Mise est de nulle valeur.* Beaumanoir, chap. 41.

* **MISEURS.**] Arbitres. Beauman. chap. 41. de Font. c. 1. Chi parole des Mises & des Arbitres, qui les choses prennent sur eux.

* **MISTRAL**, *Mistralis, vel Ministralis, Ministerialis.*] *In Statutis Delphin.* C'étoit un Officier au dessus du Châtelain. On rapportera icy ce que M. Chorier écrit du *Mistral*, dans son Histoire de Dauphiné, liv. 11. chap. 22. p. 860. afin que le public luy en doive la connoissance.

La Charge de Mistral étoit plus basse d'un degré que celle de Châtelain dans les terres des Dauphins, mais elle étoit plus relevée dans la Police de la Ville de Vienne, & de quelques autres. C'étoit par le ministère du Mistral, que le Châtelain agissoit dans les principales fonctions de sa Charge, & néanmoins quoi qu'il fût comme son Lieutenant il ne dépendoit pas de luy. Il procuroit, que ce qui regardoit la Police du lieu de son établissement fût exactement observé, que les droits Seigneuriaux fussent payez, que ce que le Prince avoit commandé fût exécuté. C'étoit ainsi par son ministère & par ses soins, que les Châtelains faisoient ainsi réussir toutes choses. (Le Mistral de Vienne) exerçoit dans Vienne la Jurisdiction temporelle, ainsi pouvoit-il être nommé assez proprement le Ministre de la Loi. Mais ailleurs où il n'a

voit pas ce droit, il est vray qu'il n'étoit pas si absolument le Ministre de la Loi, comme il l'étoit du Prince ou du Seigneur qui luy avoit commis cet employ. Tous les Grands avoient leurs Mistraux. Environ l'an 1152. Nadal étoit Mistral de Nantelme Seigneur de Chandieu. Il n'y avoit presque point de terre, soit qu'elle fût possédée par l'Eglise, soit qu'elle le fût par des personnes Laiques, qui n'eût de même le sien.

Les droits de la plupart des Mistralies de saint Pierre de Vienne n'étoient ni reglez ni certains avant l'an 1170. qu'ils le furent par l'Abbé Yves. Il les réduisit à trente sols pour les Mistralies de saint Prim. d'Assieu, & de Massieu, & à soixante sols pour Vergne; ces sols étoient des écus. Amé Comse de Geneve donna l'an 1290. à Girard de Belle-Combe, qualifié Miles, & à Girard son fils celle de toutes les terres qu'il tenoit des Dauphins en Fief dans le Grestivodan. Les droits de cette Mistralie comme l'acte le porte, consistoient particulièrement au tiers des bans, des Escheutes, des Laods, des Plaidis & des Introgés. C'étoit la récompense des soins du Mistral & comme le payement de son travail. En effet un homage rendu l'an 1339 par Aimonet de Clermont, Mistral de Guichard de Loras nomine Mistralio, au Dauphin Humbert II. luy donnant la qualité de Mistral, l'accompagne d'un autre qui explique parfaitement celle-là. Aimonetus de Claromonte, Mistralis & negotiorum gestor Domini Guichardi de Loras Militis. Quoi que d'abord il semble que ces emplois valoient ceux qui les acceptoient, néanmoins ils n'étoient donnez qu'aux Nobles, qui les recherchoient toujours avec empressement.

La Mistralie de Vienne, comme ses fonctions avoient plus d'étendue que celles des autres Mistralies avoit aussi beaucoup plus de dignité . . . La Jurisdiction temporelle étoit dans les mains du Mistral qui l'exerçoit à perpetuité, sans pouvoir être destitué si ce n'est qu'il tombât en quelque crime . . . L'Archevêque en donnoit les provisions, & les anciens actes, pour montrer qu'il en étoit le propriétaire, disent que le Mistral tenoit de luy cette Charge. Proponebant insuper, quod in Civitate Viennensi unum officium, quod Mistralis, quasi legis minister, vocabatur, esse solebat, & quod tenenti dictum officium, regimen totius Jurisdictionis temporalis totius dictæ civitatis spectabar, dictumque officium à dicto Archiepiscopo in fide, & homagio tenebatur, & uni ex Canonicis dictæ Ecclesiæ, à tanto tempore, de cujus contrario hominum memoria minimè recordabatur, in perpetuum beneficium dari consueverat: quodque dicti Ministrales dictum Mistraliæ officium exercentes, & eorum subditi in causis appellationum, videntibus, & scientibus Imperatoribus, eorumque Vicariis, ressortiebantur, & ressortiri consueverant. Voila comme parle touchant cet Office, le celebre Arrest du Parlement de Paris, qui rendit l'an 1306. à Thibaut de Rougemont,

Archevêque de Vienne, la temporalité de son Archevêché que le Roy avoit mise sous sa main Mais cette Charge fut supprimée par le Pape Jean XXI. l'an 1338. . . . Entre les droits de cette Mistralie, celui-cy sembloit n'être pas absolument conforme aux bonnes mœurs, puisqu'il s'opposoit à la liberté du mariage : Le Mistral prenoit deux deniers pour livre du dot des femmes qui convoloient en secondes noces ; celle qui auroit refusé ce paiement n'auroit point trouvé de Prêtre qui ne luy eût aussi refusé l'administration de ce Sacrement Les Mistraux sont aujourd'huy presque les moindres des Officiers des Communautés, où cette Charge n'est pas encore entièrement éteinte. Les Mistraux, selon M. Revel sur les Statuts de Bugcy pag. 419. sont aussi des gens préposez pour la garde des fruits.

* *MOGNE.*] C'est un Moine. Voyez Coquille sur l'art. 9. du chap. 15. de la Coutume de Nevers.

MOIEN - JUSTICIER.] Melun, art. 12. 15. & suivans. Senlis, art. 108. & suivans. Sens, art. 13. & suivans. Valois, art. 4. & 24. *Qui mixtum imperium habet, non gladii potestatem*, à la différence du Bas & du Haut-Justicier. La Moyenne-Justice est différente de la Basse & de la Haute-Justice. Le droit & la Jurisdiction du Seigneur qui a Moyenne-Justice est expliqué par plusieurs Coutumes. * Voyez les mots Justice & Justicier lettre I.

MOISON.] Paris, art. 56. 58. 171. 227. Amiens, art. 154. 214. Peronne, art. 28. Auxerre, art. 64. 135. & ailleurs.

Est merces prœdii rustici locati conducti, que præstatur à colono, non in nummis, sed in specie frumenti vel rerum aliarum. LOÛAGE ou EOÛER. *Est merces prœdii Urbani, quod are locari solet, vel etiam rustici prœdii merces.*

MOISON DE GRAINS.] Paris, art. III. Meaux, art. 70. Melun, art. 56. 180. 183. 329. Sens, art. 250. Clermont, art. 102. Montargis, chap. 2. 43. Orleans, art. 352. Montfort, art. 38. où il faut lire, la ferme & moison dûe. *In hac voce sæpe pascant editiones : Procuravi autem ut Lutetiana editio anni 1580. esset emendatior : verum fides mihi non est habita in omnibus.*

Est certa præstatio annua frugum que domino fundi debetur à colono : Unde *MOISONIER* : Blois, art. 78. Comme il faut lire *ADMODIATEUR* : Melun, art. 322. Et *MOISON*, fruits ou pension annuelle, qui se prend pour bail de bêtes à Chaptol. ou autrement : Berri, tit. 17. art. 12. 13.

DROIT DE MOISSON.] Qui est dû au Roy, dont est fait mention en la Charte du Roy Louis VIII. de l'an 1224. pour les Coutumes de la Ville & septaine de Bourges, & est par chacun an d'une

d'une quarte de froment, d'une quarte ou mine d'orge.

* *MOLHE*.] Dans le For de Navarre, Rubrique 25. art. 18. C'est une femme. Nos anciens François disoient *Moullers*. Philippes Moukes page 216. col. 2.

S'avez oi d'un Duc Joisbier
C'on ne tenoit mie à bobier
C'on cuida mors outre la mer
Dont ses gens eurent duel amer
Et sa MOULLERS a cuer mari
Redevoit prendre à cuer mari
A époux un fillon gaynart
Ki mult estoit de male part.

Les Espagnols disent la *mager*. Ces mots viennent de *Mulier*.

MONNEAGE.] Normandie, chap. 15.

C'est une aide de douze deniers pour feu qui est deuë au Duc de Normandie de trois ans en trois ans, afin qu'il ne fasse changer la monnoye qui court en Normandie, au préjudice des sujets & des marchands étrangers: duquel droit aussi est fait mention en la Chartre aux Normans qui est du Roy Louis Hutin en l'an 1315. Comme aussi en l'an 1265. le peuple d'Arragon promet de payer à son Roy de sept en sept ans un Maravedi pour feu, en récompense de ce que le Roy avoit juré aux Etats de ne changer jamais la monnoye: *Ut Nicephorus Phocas Imper. tetarterum excogitavit numismatis pondere imminuto, teste Cedreno. Ex assibus etiam qui erant liberales, facti sunt sextantarii. Festus. Libra pondus aris imminutum bello Punico primo cum impensis Respublica non sufficeret, constitutumque ut asses sextantario pondere ferirentur. Ita quinque partes facta lucri, dissolutumque as alienum. Plinius, libro 33. cap. 3. Miscuit denario Triumvir Antonius ferrum: miscuit ari falsa moneta. Alii è pondere subtrahunt, ejusdem libri, cap. 9.* Comme aussi du temps des Rois Philippes le Bel, Charles le Bel, & Philippes de Valois la monnoye a été empiée en France, & souvent depuis, tant en sa bonté ancienne qu'en son poids. *Nummi novi solent esse nequiores, Plautus in prologo Casina.* Les nouveaux Princes faisoient le dommage des sujets par change & mutation des monnoyes, comme appert par les Lettres Patentes du Roy d'Angleterre qui sont transcrites par l'Auteur de la vieille Chronique de Flandres chap. 76. Terrien en son Commentaire du droit observé en Normandie, sur le chap. 17. du liv. 4. après du Moulin, traite des Chambres des Monnoyes, de la Loy, Carat, denier, billon, titre, remede, ou empirance d'or & d'argent, du pied des monnoyes, & des degrez de la bonté & pureté de l'or & l'argent. Ce qui sert pour entendre le

II. Partie.

Q

pair, la valeur des monnoyes de change d'un lieu à un autre. Et Bodin en son discours aux paradoxes d'un Maistre des Comptes, & au liv. 6. de la Republ. chap. 3. donne quelque moyen d'empêcher que les monnoyes soient alterées de pris ou falsifiées. Et à cause de ces empirances & changemens de monnoyes, il est souvent fait mention és anciens instrumens de la forte monnoye ou courante. Aussi l'Avocat Grimaudet en l'an 1576. a fait un traité des Monnoyes depuis les écrits de Budé & de du Molin. *Extat etiam Hotomani liber de re nummaria populi Romani. Roma autem lata sunt leges Livia, Maria, Papiria, Claudia de re nummaria. Monetarii sunt, χρυσῶνες Justiniano in Edicto 11. aliis χαράκται: Unde παραχαράκται sunt falsa moneta rei l. penult. Cod. Theod. de falsa moneta. Aureliana Imperante Monetarii in urbe rebellarunt vitiatas pecuniis, & Felicissimo rationali interfecto, cum nummariam notam corrossissent, ait Aurelius Victor. Idem novam monetam publice distribuit, cum plebem reddere jussisset quidquid haberet adulterina moneta: eaque ratione commercia confusione liberavit. Zosimus lib. 1. Et de illo monetariorum bello Felicissimo rationali auctore Popiscus.*

* **MONNOIE de Morlas.**] Dans les Fors de Bearn. C'est la monnoye qui se battoit autrefois dans la ville de Morlas capitale de Bearn. Monsieur de Marca dans son Histoire de Bearn, livre 4. chap. 16. art. 1. *La monnoye se basoit dans la ville de Morlas, sous le coin & les armes des Seigneurs de Bearn, dont l'usage & le cours étoit reçu & autorisé dans toute la Province de Gascogne, jusqu'à ce point que toutes les rentes, cens & devoirs anciens étoient reconnus & payez par les tenanciers & debiteurs, en deniers, en sols, & en livres de Morlas. La difference de cette monnoye avec la tournoise étoit telle, que la livre morlane excédoit la tournoise non seulement du parisis, qui est un cinquième de plus, mais d'un triple. C'est à dire qu'une livre morlane, en valoit trois de tournoise, & par conséquent les sols & les deniers morlans étoient de valeur de trois sols, & de trois deniers tournois.*

Il y a assez long-temps que les especes ne s'en fabriquent plus dans le Bearn, nommément depuis que les Seigneurs souverains pour donner cours à leur monnoye par toute la France, ont été obligez suivant les traitez passez avec les Rois, de battre leur monnoye du poids & de l'aloï de celle de France.

Neanmoins le nom & la valeur s'en conserve encore aujourd'huy, comme des livres parisis, en la taxe des peines, & des amendes pecuniaires contenuës dans les Fors, Coutumes & Ordonnances du Pais, comme aussi en la taxe des dépens, salaires du Greffe de la Cour de Parlement, & autres frais de justice, qui est toujours conçüe en sols & en deniers morlans, & en quelque legere amende de la Chambre de la Tournelle,

que les Juges ordonnent suivant l'ancien usage, par condamnation à une ou de deux livres mortans, ou quelquefois de dix sols mortans seulement.

* **M.ONNOIE de Paris.**] Voyez *Parisis*.

* **MONSTIER, Moustier, Mostier.**] *Monasterium*. C'est une Eglise, un Monastere. V. Beaumanoir, chap. 1. & les *Affis*. ch. 88.

MONSTRE'E, ou MONSTRE.] Tours, art. 1. 2. 4. Loünois, chap. 1. art. 1. & 2. Anjou, art. 6. La Marche, 178. La Rochelle, art. 13. Bretagne, au titre 6. & les articles 767. 768. de la même Coutume.

C'est la veüe d'un heritage que le demandeur fait au defendeur, *Cum litigantes in rem presentem veniunt & in pradium de quo litigatur, simul proficiscuntur*, à ce que le Juge puisse faire son jugement plus certain, & que la partie adverse soit certaine de l'heritage: *Sic etiam ex 12. Tabulis disceptabatur in re presenti apud Praetorem, & vindicia, id est correptio manus fiebat in re atque in loco presenti, die & tempore constituto: sed posterioribus temporibus alter alterum ex jure ad conferendam manum in rem de qua ageretur, vocabat: Gellius, lib. 20. cap 9. & vis deductioque de fundo moribus fiebat: M. Tullius in orat. pro Caelina. Tritum est satis quod nostri observarant de vi festucaria. Inter populum Carthaginensem & Regem Massanissam in re presenti disceptatores Romani de agro fuerunt. Livius, lib. 40.*

* **MONTANCE.**] Valeur. Etablissements de France, liv. 2. chap. 41. jusques à la montance de cent livres.

MONTENAGE.] Montreüil, art. 24. ou Monranage, comme il se lit en l'ancienne Coutume de Montreüil, art. 49. S. Omer, art. 6. ou Moutonnage, comme il se lit en la Coutume locale de Herli, art. 3. & en celle de S. Omer, art. 4. qui est sous le Comté d'Arthois qui a été mise par écrit l'an 1509. *In hac voce passim erratur; quadam editiones male habent MONTROUVAGE, & MONTAIGNE.* Voyez la diction **MOUTONNAGE** cy-après.

LE MORT EXECUTE LE VIF.] Orleans, art. 350. Les heritiers du creancier peuvent faire executer l'obligé: mais non au contraire, d'autant que toutes executions cessent par la mort de l'obligé, sinon que la succession fût jacente, & qu'il n'y eût heritier apparent. Montargis, tit. 20. art. 4. *Porro hujusmodi sententia veterum & propositiones latissimè patent: Itaque studiosè colligenda sunt tanquam juris regula.*

SE FAIRE MORT D'UN FIEF.] Cambrai, tit. 1. art. 19. 70. 71. Quand le pere, mere, ou autre délaisse à son plus prochain heritier apparent, un fief en avancement d'hoirie.

LE MORT SAISIT LE VIF] Son heritier plus proche & ha-

bile à luy succéder par Coutume generale de France , & des pays circonvoisins. Ce qui a lieu en plusieurs pays, tant en ligne collaterale que directe, & tant par testament que *ab intestat*: Tellement que la Justice n'est pas saisie de la succession pour la délivrer à l'heritier: *Nec opus est apud judicem bonorum possessionem adgnosceri ut interdicto expartiri liceat: Nam heredis & defuncti possessio cohaeret & continuatur: Hac autem possessio est juris non facti. Valentin. quidem Novella prima de Testamentis sustulit necessitatem petenda bonorum possessionis secundum tabulas à Praeside vel Praetore, quandoquidem ex edicto Adriani haeres scriptus mitti potest in possessionem rerum hereditariarum, l. ult. Cod. Th. de testamentis, ex qua sumpta est l. ult. Cod. Just. de Codicillis. Et huc pertinet, tit. Cod. de Edicto divi Adriani tollendo. Verum Novella illa hoc jus Gallicum non induxit. Qua de re plenissimè tractabitur ad art. 28. tit. 19. Consuetudinis Biturigum, Ne sit hac curta supellex.*

Si nous en croyons nos Auteurs, cette regle est un des oracles de la jurisprudence Françoisse; cependant M. Cujas sur la Loy *Cum miles ff. ex quibus causis majores*, parle en ces termes de cette regle: *Et hic quoque, quia possessio defuncti quasi juncta descendit ad heredes, id est usucapio, errant valde Doctores, qui in hac lege 30. possessionem accipiunt pro detentione, sive usus rei qui in facto consistit, cum accipiatur pro usucapione, qua in jure consistit, qui tamen hodie error plane abest in mores, & absque dubio ex eo factum est, ut receptum sit possessionem rerum hereditariarum, qua est facti, ab ipso defuncto praeinus, & ipso jure ad heredes transire, nec opus esse ad eam acquirendam facto & apprehensione heredis: unde vox illa de via collecta L. MORT SAISIT LE VIF. Vide Pith. ad collationem legis Mosuicae tit. 16. n. 26. ult. edit. p. 66.*

Le retrait lignager établi dans nos Coutumes, & la prohibition de tester

MORTAILLABLES.] En l'ancienne Coutume d'Issoudun & de Mehun en Berri, tit. II. *Qui quasi servi, qui tributarii & censibus adscripti, & dominum habent.*

MORTAILLE.] Auvergne, chap. 17. art. 14. chap. 21. art. 12. & 14. chap. 22. art. 16. & en l'ancienne Coutume de Bourges, tit.

de plus du quint des propres, sont des preuves convaincantes qu'on a eu dessein en France de conserver les biens dans les familles, & par consequent de favoriser les heritiers presomptifs, & c'est pour les favoriser; parce qu'il est avantageux d'avoir la complainte; que la regle *le mort saisit le vif* a été introduite parmi nous, & non point par erreur, ou parce qu'on n'a pas entendu la Loy *cum miles*; comme l'ont crû M. Cujas & Monsieur Pithou. Voyez *Pauvreté jurée*, & les mots *Complainte*, & *Saisine*.

Mais quoique cette regle ait été faite pour favoriser les heritiers presomptifs, elle n'en est pas moins mal conçue: car il n'est point vray que parmi nous, & selon nostre usage, ce soit le *mort* qui saisit le *vif*, mais c'est la loy; ce qui est si vray que le defunct ne peut empêcher par aucune disposition que son heritier ne soit saisi de ses biens. M. Tiraqueau & Bellonus ont fait des Traitez sur cette regle.

1. art. 1. & de Mehan sur Eure, tit. 1. * V. Abregé de l'Aliance du P. Labbe , tom. 2. p. 668. lig. 14. Le cas de mortaille arrive lorsqu'un Seigneur succede à son serf decédé sans parents communs. Joignez M. de la Thaumassiere sur les anc. Cout. de Berry, chap. 6. & voyez COURT DE MORTE-MAINS.

MORTAILLIER.] En l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 1. Quand il est traité des hommes serfs & taillables par le Seigneur. Masuer au chapitre 22. & 25. fait mention de ce droit.

* MORTEMAIN.] Menu droit qui se paye en la Chastellenie de l'Isle en Flandres , à la Confrairie , corps de Métier , ou autre Communauté , pour le trépas d'un des Confreres ou Compagnon du corps. (M. GALLAND.) V. cy-devant au mot *Main*.

DROIT DE MORTE-MAIN.] Hainaut, chap. 84. 109. Mons, chap. dernier , par laquelle Coutume une personne qui a été jugée ladre doit Morre-main , comme si elle étoit morte. * Voyez Ladre.

LA COURT DES MORTESMAINS.] Hainaut, chap. 83. 84. En laquelle le Receveur general des Mortes-mains tient les plaids & a la connoissance & judicature des procès qui proviennent du droit de meilleur Cattel , douzièmes , sixièmes , centièmes , advoeries , Franc-orine , Sainteurs , Successeurs de serfs , Bastards & Aubains. Comme aussi en Vermandois le Collecteur & Receveur des Mortes-mains , dont est fait mention és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 28. levoit le droit de Chevage , comme il est dit au commencement du procès verbal de la Coutume de Laon, reformée en l'an 1556. sur le chapitre 1. Quand la personne de serve condition meurt sans hoirs de son corps , ou sans communs de biens de la même condition, le Seigneur par droit de Morre-main luy succede , & prend tous les biens : Et en aucuns lieux à cette fin l'on a institué un Procureur mortailer.

RECEPTE & SERGENS DES MORTES-MAINS.] Hainaut, chap. 74.

MORTESPAIES.] Sont les chefs & soldats des Chasteaux , Citadelles & fortes places d'une ville , province ou gouvernement , qui sont aux gages du Roy , pour y demeurer à perpetuité y faisant service , & desquels la paye continuë toujours , tant en temps de paix que de guerre.

FIEF DONNE' A MORTGAGE.] Tournay , au titre des fiefs art. 33. 35. qui ne se peut racheter. Voyez *Gage*.

MORT-GAGE.] Artois , art. 39. & ailleurs , & souvent en la Coutume de Lille , à la difference du Vif GAGE. V. la diction GAGE. Beaumanoir, chap. 68. Mortgage est comme si aucuns prêtent une somme d'ar,

gent sur aucun heritage, en telle maniere que tant que li empruntieres tenra les deniers, li prestieres tenra l'heritage, & feront les depouilles sieves jusques à tant qu'il rait la somme d'argent, sans riens rabbatre des levées. Anc. Coutume de Norm. chap. 20. Mortgage qui de rien ne s'acquitte. Visage qui s'acquitte des issus. V. Loiseau liv. 1. du Déguerp. ch. 7. n. 13. & le mot *Gage*.

* **MARIAGE à MORT-GAGE.**] Voyez *Mariage*.

MORTIER] Dont les Presidens, le Greffier Civil, & le premier Huissier de la Cour de Parlement usent : *capitium, tegmen capitis, καλύπτρα*. Sic in libro *Thalmudico Phariseus mortariarius, adnotante Osandro*.

* **MOTE, MOTOIER.**] Dans les ufances particulieres de Bretagne, &c.

Le terme de *Mote* a deux significations, ou du moins il y a deux especes de *motes*, l'une noble & dominante, l'autre servile & roturiere.

La *Mote* de la premiere espece est le chef ou le principal lieu de la Seigneurie, la place de la Forgeresse ou du Chateau qui tombe dans le préciput des nobles. La Coutume de Troyes, tit. 2. art. 14. le préciput est le *principal Chastel ou maison, Fort, Mote, ou place de maison Seigneuriale*, & ainsi dans d'autres Coutumes. Voyez la Coutume de Chaumont, art. 8. Auvergne, chap. 12. art. 31. & *Gang. in Glossar. verbo, ΜΟΤΑ*.

Mote dans la seconde signification est une tenuë ou tenement roturier, baillé à de certaines conditions pour être cultivé, d'où les détenteurs ont été appelez *Motoiers, motales homines, & motales servi, in Annalib. Fuldens.* & dans le droit Romain, *Coloni adscriptitii Censiti, additi glebe, tota titulo de Agriculis & censitis, lib. 13. Cod.* Ces *Motoiers* sont ceux qui sont appelez ailleurs mortuables, mainmortables, gens de poëste, & de serve condition. Voyez Hevin dans sa petite Coutume, p. 360.

MOTIF DE DROIT.] En l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1443. art. 53.

Que les parties baillent par écrit en conclusion de cause, pour mouvoir & avertir le Juge de leur bon droit, outre ce qu'elles ont écrit en la cause par écritures principales, additions premieres & secondes, & par contredits ou soutenemens.

* **MOTIR.**] C'est désigner quelque chose en Jugement. *Motir se jour* dans le Conseil de Pierre des Fontaines, chap. 3. *Motir la querelle.* Aux Assises de Jerusalem, chap. 20. 48. 89. *Motir le terme*, chap. 228. *Mote*, action chez les Anglois.

DEVOIR OU DROIT DE MOULAGE, MOULURE, ou MOULTURE.] Tours, art. 14. Lodunois, chap. 1. art. 10. Bour-

bonnois, chap. 33. ou de Moulte. Normandie, chap. 28. 34. Bretagne, art. 372. 387. Qui est ce que le Meusnier peut retenir. Quand on baille au Meusnier le bled nettoyé & curé, il doit rendre du boisseau de bled rez un comble de farine bien mouluë, & rendre treize pour douze. Et le Meusnier peut seulement retenir l'outre plus: & doit le boisseau avoir de profond le tiers de son large, par la Coutume de Touraine & de Lodunois: où il doit rendre du boisseau de bled rez un comble de farine convenablement mouluë, outre le droit de mouture, par là Coutume de Bourbonnois. Ou bien ce droit est la seizième partie du bled qui aura été moulu selon la Coutume de Bretagne, art. 387. En certains lieux quelques-uns sont exempts de ce droit de mouture, dont est fait mention en un Arrest donné à la Toussaints 1262. Aussi en quelques lieux le droit de moulage est le droit du Seigneur qui a moulin bannier.

MOUTONNAGE.] Herli, art. 3.

C'est un droit Seigneurial qui se prend sur ceux qui vendent & achètent bestail ou autre marchandise sur le fief d'un Seigneur. Boulenois, art. 35. lequel toutesfois n'use pas de ce mot, comme faisoit l'ancienne Coutume d'iceluy Comté, art. 12. auquel article il se lit **TONLIEU**, ou **MONTONNAGES** pour un même droit. Et en la dernière Coutume du même Comté, art. 36. il faut lire, **DROIT DE MOUTONNAGE** à Renti, auquel lieu il y a Comté ou Baronie. Voyez le mot **MONTENAGE**: *Nostri nec norunt has voces, nec inquirunt, nec ubi querant suspicantur, quasi juris Francisci expertes. Mihi non satis est vocabulum investigasse & literatorum more docere nomen esse vectigalis cujusdam: quero etiam quid sit, & unde dictum.*

* **MOUTONNATS.**] Voyez *Vassiveaux*.

MOUVANCE DE FIEF.] Sens, art. 214. Vitri, art. 44. *Unde feudum Vassalli pendet, scilicet du fief dominant.* Un fief est tenu & mouvant d'un autre fief, auquel il doit la foy & homage & autres devoirs.

* **MUAGES.**] Traité du dernier Octobre 1352. entre Jeanne par la grace de Dieu Reine de France, Comtesse de Boulogne & d'Auvergne, & Guillaume Abbé du Monastere de Montglieu. « Appartiendront à nosdits Religieux les hommages, investitions, ventes, sur-ventes, *muages*, reconnoissances, saisines de toutes & chacunes les possessions, terres, maisons, & droits qui sont tenus à nosdits Religieux.

La connoissance és crimes d'adultere, appartient à nous Roine susdite: de sorte que la moitié dudit émolument soit baillé à nostre Receveur, & l'autre moitié au Receveur de nous Religieux. **G**

droit est appellé en quelques titres *Mutatio, Mutaticum*.

Il y a cependant un autre droit appellé *Mutaticum*, qui est un des plus ordinaires entre ceux dont les Rois ont dispensé les Eglises. Il sembleroit de premiere rencontre qu'il seroit dû comme le premier à cause de quelque mutation ou changement de vassal. C'est autre chose: *Mutaticum* ou *mutatica* se payoient pour les choses conduites par Batteaux, *Barganaticum* & *Mutaticum* font de même source. **MUTA**, c'est un navire ou bateau *In diplomate Arnolphi anni 998. » Homines istius Ecclesie licentiam habeant, hoc sive MUTA, sive navigio, sive cum ceteris afferre quodcumque eis debetur » In Metrop. Salisburg. tom. 1. fol. 128. MUTA étoit quelquefois pris pour le tribut même. Patente d'Outacares Duc d'Autriche &c. an. 1253. *Sine naulo, quod vulgo possumus dicere mutam ad sua libere deducant.* Metrop. Salisb. t. 2. p. 66. Patente d'Otto Comte Palatin du Rhein Duc de Baviere 1298. *Mutarii* étoient les officiers auxquels la connoissance desdits droits étoit attribuée. Patente de Rodolfe. *Vid. Metrop. Salisburg. tom. 2. p. 508. & Lambecium de Casarea Biblioth. p. 120. 624. (M. GALLAND.)**

* Au lieu de *Mutaticum* dans ces Patentes, M. du Cange croit qu'il faut lire *mosaticum*, qui étoit une redevance payée à raison de la jouissance de quelque piece de terre ou mote. Joignez M. du Cange sur le mot *mosaticum*.

MUNITIONS] de guerre, soit de bled, vin, chair, fourages bois, poudres & autres choses. *Quale recentioribus fodrum, foderum, fredum, qua militaris annona, pabulum, frumentum, hordeum, victualia, in vita Ludovici Pii, & in Constitutione Friderici de pace & cap. 23. de Jure Patronatus.*

N

* **NAISAGE.**] C'est en Bresse le droit de porter à un étang son chanvre pour le faire rouir. Voyez M. Revel sur les Statuts de Bresse, p. 276. M. Collet sur les Statuts de Savoye, livre 3. section 2. page 95. & cy-après *Rotenr.*

NAISSANT.] Sedan, art. 124. Cette Coutume est bien redigée, & a esté imprimée à Paris l'an 1568. Toutesfois aucuns ont empêché qu'elle fût comprise aux tomes des Coutumes de l'impression de l'an 1581. Mais elle a été inserée en l'édition de l'an 1604.

NAISSANT CONVENTIONNEL & NON NATUREL.] Sedan, art. 39.

C'est la pecune donnée par pere ou mere, au fils ou fille, pour être

être employée en l'heritage : ou l'heritage acquis de ladite pecune.

SON PROPRE NAISSANT.] Meaux , art. 114.

HERITAGE PROPRE & NAISSANT, ou NAISSANT.] Troyes, art. 95. 138. 144. 145. Chaumont, art. 82. 112. 113. Vitri, art. 83. 100. 108. 109. 112. 116. 126. Laon, art. 27. 42. 51. 59. 108. & suivans. Chalons, art. 32. 63. 80. 225. Reims, art. 22. 24. 25. & suivans. Sedan, art. 30. 32. 38. 125. ou de propre & naissant. Sedan, art. 106. 168. 172. 173. 199. 209. 231. 232. 233. ou venant de NAISSANT. Peronne, art. 190. Lorraine, tit. 10. art. 4. & au cayer de la nouvelle Coutume, tit. des Testamens.

Le propre heritage s'appelle Naissant. Reims, art. 22. *Quasi à majoribus profectum pradium, & quod ex origine patris aut avi descendat*, l. 19. Cod. de Donation. *Gentilitia hereditas, Suetonio in Julio Casare*: heritage propre vient de Naissant & line. Noyon, art. 22. L'heritage propre, s'il n'est pas ancien, s'appelle naissant, à la difference de l'acquest. Reims, art. 190. Ribemont, art. 68. Couci, art. 9. Channi, art. 21. 35. 38. Voyez cy-après LES PROPRES.

NAMP S.] Normandie, chap. 4. 5. 6. 7. 29. 60. & ailleurs. Valenciennes, art. 8. & en la Somme rurale.

Sunt mobilia sive moventia. Vifs Namps, & Morts-Namps, en l'Edit du Roy François premier, de l'an 1540. signifient le bestail & autres meubles pris par execution. * *Carta super feod. Ecclesia Carnotensis, fol. 314. Regest. Pater Camer. Computor. Et nanta id est pignora Praetoris nostra gentes propter hoc accipiant ex defectu alicujus hominis non solventis. &c.*

NAMPTIR LE PRIS.] Cambrai, tit. 25. art. 21. les dépens en l'art. 54. 55. du même titre.

NAMPTISSEMENT.] Normandie, chap. 87. qui est prise & saisie de meubles.

NAMPTISSEMENT.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 182. 184. & en l'ancienne Coutume de Boulenois à la fin. Et de Lorraine, tit. 17. art. 2. C'est la garnison & provision d'une obligation & contrat authentique ou schedule reconnuë.

CATTEL NANTI.] Hainault, chap. 83.

CREDITEUR NANTI DE GAGE] par son debiteur pour le dû. Ponthieu, art. 155. en la Somme rurale, traitant du Gage : Obligation par Nampt au même livre, quand la chose est baillée en gage au creancier pour sa dette. Sergent Nanti des deniers de la discussion de meubles ou de vente d'heritage. Hainaut, chap. 62. quand sa main est garnie de deniers ou de meubles.

PREMIER OU DERNIER CREDITEUR NANTI.] Laon, art.

119. Reims, art. 176. Channi, art. 10. * Voyez *Nantir les deniers*.

HYPOTHEQUE NANTIE SUR CHACUN HERITAGE.] Laon, art. 143.

RENTE NANTIE & REALISE'E.] Laon, art. 116. 193. 194. Reims, art. 18. & 183. S. Quentin, art. 55. Ribemont, art. 42. Channi, art. 6. 97. Peronne, art. 270. dont le Contrat a été exhibé au Seigneur ou à ses officiers, pour acquérir droit réel & hypothèque.

DEBTES NANTIES.] Laon, art. 46. * V. *Nantir les deniers*.

NANTIR OU BAILLER CAUTION AU SEIGNEUR POUR LES ARRERAGES DE SA RENTE.] Arthois, art. 16. ou pour l'emende. Arthois, art. 19. ou pour son dû. Hainaut, chap. 70.

NANTIR LE CENS.] Amiens, art. 214. Chalons, art. 126. **NANTIR les Cens ou moisons.** Ponthieu, art. 109.

C'est les payer au Seigneur censuel ou foncier. Quand on fournit la main du Seigneur censuel ou propriétaire pour une année des cens ou moison, lequel payement s'appelle Nantissement en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 85.

NANTIR EN DENIERS OU MEUBLES.] Lille, art. 119. 201. 216. 219. 220. 221. 223. 225. Quand le debiteur & condamné garnit la main de Justice.

NANTIR LES DENIERS, & LE NANTISSEMENT D'ICEUX.] Lille, art. 60. Tournay, au titre des fiefs, art. 30.

Quand le linagier fournit & consigne les deniers & prix de la vente d'un heritage ancien.

NANTIR & EEMPLIR LA MAIN DE LA COUR.] Au stil ancien de Parlement à Paris, chap. 13. §. 12.

NANTIR EN LA MAIN DE LA COUR] La somme qu'il convient consigner, quand l'on propose erreur contre un Arrest, comme parle Boutillier auteur de la Somme rurale.

NANTIR LA MAIN DE JUSTICE, DE DENIERS OU MEUBLES.] Amiens, art. 257. & en l'art. 32. de la Coutume locale de ladite ville. Valenciennes, art. 8. 12. Tournay, titre dernier, art. 8.

C'est garnir la main & fournir argent ou meubles au Sergent exploiteur. En l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 72. & au Stile de Liege, chap. 6. 22. & ailleurs.

NANTIR DU RELIEF.] En l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 20. ou le droit du relief. Arthois, art. 23. Lille, tit. 1. art. 36. 38. 45. 46.

Quand le possesseur féodal ou censier qui est en saisie, fournit & paye, ou consigne les droits & devoirs.

FAIRE NANTIR SES LETTRES D'OBLIGATION OU D'ACQUISITION DE RENTE SUR LES HERITAGES DE SON OBLIGE'] Laon, art. 119. 121. Reims, art. 174. Channi, art. 7. * V. *Nantir les deniers*.

NANTIR & NANTISSEMENT.] Signifie consigner & consignation : Comme és premières Ordonnances de la Chambre d'Arthois à la fin, & en la dernière Coutume de Lisle, titre du retrait lignagier, art. 5. titre des Executions, art. 3. des Purges, art. 1 des Actions, art. 10. 11. & au Stile du Baillage de Hesdin. *Hac autem verba*, **NANTIR & CONSIGNER**, *conjunguntur*. Chalons, art. 126.

NANTISSEMENT.] Laon, art. 119. 120. 122. 123. 124. 193. 194. Chalons, art. 133. Reims, art. 173. & suivans. Ribemont, art. 51. Channi, art. 6. & suivans : & art. 28. 29. 64. 97. 100. Peronne, art. 135. Calais, art. 228. & en la Coutume de Tournay, art. dernier & ailleurs.

NANTIR LES DENIERS, NANTISSEMENT.] Lille, art. 157. 163. Namur, art. 41.

Quand l'acheteur d'un héritage fournit ou consigne le prix de son acquisition, ou quand le débiteur fournit les deniers pour lesquels son héritage est saisi & en criées, ou que l'on veut retirer par droit de linage l'héritage vendu.

Quand un créancier ou l'acheteur d'aucune rente ou autre chose veut avoir droit réel ou d'hypothèque sur les héritages de son débiteur, les Justiciers fonciers auxquels on exhibe les lettres & obligations, pour la seureté & continuation du dû ou rente, sont tenus de faire par leurs Greffiers registres des vests, devests & nantissements, & en délivrer acte au dos d'icelles lettres; est préféré celui qui ainsi solennellement sera nanti pour son dû ou rente, & préjudicie tel nantissement aux subsequents faits sur mêmes héritages : de sorte que le dernier nanti perdra sa dette ou rente, si la valeur d'iceux héritages est totalement employée & entrée au payement & acquit de tout ou de partie de la dette ou rente du premier nanti. *Statutis Tolosanis est bannum, Laudamentum, Podcragium & primaria, qua à domino feudum conceditur vel emphyteusos, vel à magistratu, ut quis potior sit aliis creditoribus.* Toutefois par les Coutumes de Laon & de Reims, tel nantissement n'est nécessaire à un mineur sur les biens de son tuteur, ny à une femme sur ceux de son mari pour acquérir droit réel, ny au Seigneur pour ses droits Seigneuriaux : aussi la Sentence du Juge emporte hypothèque du jour de l'exécution d'icelle, ou du nantissement. Et par l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 65. 67. & suivans, & de S. Paul, art. 42. (à la fin duquel article il faut lire immeubles) pour réaliser les contrats & acquérir droit d'hypothèque, il faut qu'ils soient reconnus pardevant les Seigneurs, dont les héritages obligez sont tenus, ou pardevant leurs Officiers de Justice. Lequel droit est aussi expliqué par la Coutume de Channi, art. 7. & suivans : qui est un país de nantissement, auquel si le créancier ou celui qui a acheté

une rente constituée, veut avoir hypothèque sur heritage, il faut qu'il obtienne commission du Juge Royal, en vertu de laquelle un Sergent en la presence des Seigneurs fonciers ou de leurs Officiers ou sujets, en la Seigneurie desquels les heritages sont assis, prendra, faisira, & mettra en la main du Roy lesdits heritages, pour valoir nantissement & hypothèque. Comme aussi par la Coutume de Ponthieu, art. 5. nul n'acquiert droit réel en chose immeuble, s'il n'en est saisi par le Seigneur, ou par ses Officiers du lieu dont l'immeuble est tenu, comme il est expliqué en la même Coutume, art. 112. & suivans. Et par la Coutume de Boulenois art. 116. & suivans, & d'Arthois, art. 71. 74. 75. Plus par la Coutume de Bretagne, chap. 14. il convient s'approprier par justice, par bannies & proclamations, les heritages acquis. Desquelles appropriations Argentré a fait imprimer un traité. *Hoc jus autem congruit cum Novella 167. Justiniani, qua est ἐπαρχικόν, quod à Cujacio nostro explicatur summi ingenii viro, qui primo loco stat. Conveniunt etiam ea qua Stobaeus Sermone 42. refert ex Theophrasti scriptis.* Il est aussi fait mention de ce Nantissement en la Coutume de Peronne, art. 259. & suivans.

Plusieurs confondent mal le Nantissement avec l'Inféodation & l'ensaisinement des rentes, dont il est parlé dans les Coutumes de Senlis, Valois, & Clermont.

Le Nantissement est une suite du vest & du devest.

Dans quelques Coutumes du Royaume, celui qui veut transporter un heritage à un tiers, est tenu de le mettre en la main du Seigneur; & celui à qui il est transporté, est obligé d'aller au Seigneur, & d'en recevoir de luy la possession; c'est ce qu'on appelle vest & devest, *faisine & dessaisine.*

Dans ces Coutumes les Seigneurs ont fait extension de ce droit, & ont introduit que le debiteur qui voudroit hypothéquer son fond, pour quelques dettes que ce fût, seroit obligé de le rapporter en leurs mains par dessaisine, afin que la faisine en fust donnée au creancier pour seureté de sa dette; c'est ce qu'on appelle Nantissement. Ainsi dans ces Coutumes, il n'y a point d'hypothèque sans nantissement

ou possession du gage.

L'Inféodation & l'ensaisinement, qui différent du gage & de l'hypothèque, ne sont pas tant une extension du vest & du devest, qu'une suite de la réalité des rentes.

Anciennement les rentes étoient sentées faire partie des fonds sur lesquelles elles étoient assignées. Si elles étoient assignées sur un fond en roture, on en prenoit la faisine; Si elles étoient assignées sur un fief, on en faisoit la foy; & comme en parité ou condition égale la condition du possesseur a toujours été réputée la meilleure; de là vient que ceux qui avoient acquis des rentes & qui les avoient fait ensaisiner ou inféoder, étoient preferés aux simples creanciers hypothécaires, qui ne venoient entr'eux qu'à contribution; parce que n'ayant ny inféodation ny faisine, ils n'étoient pas reputés possesseurs. Voyez ma dissertation sur le Tenement, & cy-après *renies ensaisinées & inféodées.*

M. Ragueau traite icy du Nantisse-

ment en interpretation des articles 157. & 163. de la Coutume de Lisle; mais ces deux articles sont encore mieux éclaircis par l'Enquête suiv. du 7. May 1490. communiquée par M. Rousseau Auditeur des Comptes.

« A tous ceulx qui ces présentes Lettres verront ou orront, Bauduin de Launoy, Seigneur de Molembenix, Chevalier, Conseiller & second Chambellan du Roy des Romains, nostre Sire, & de nostre tres-redoubté Seigneur & Prince M. Philippe son fils Archiduc d'Autriche, Conte de Flandres, Capitaine & Gouverneur du Chasteau, Villes & Chastellenies de Lisle, Douay, Orchies & appartenances; Salut.

« Savoir faisons que ce jourd'huy date de ceste, Jehan Perillon Procureur de nobles Personnes Monseigneur le Conte de Vendosme, & de Dame Marie de Luxembourg son Epouse, nous a fait presenter une demie feuille de papier escrite, & dont la teneur s'ensuit.

« La Coutume generale de la Salle Bailliage & Chastellenie de Lisle, est telle que pour engendrer ypotheque & affecter biens & heritages gifans és meutes de ladite Chastellenie, il est besoing & requis de le faire par l'une des trois voyes sur ce introduites.

« La premiere, par *raport d'heritage* fait pardevant loy; c'est assavoir que l'oblegié se compare pardevant le Seigneur, son Bailly ou Lieutenant; & qu'en la presence des hommes Eschevins ou tenans dudit Seigneur, il rapporte en la main d'icelluy Seigneur ses heritages, pour le seureté du paiement & du fournissement des rentes ou sommes de deniers pour lesquelles l'on veut avoir ypotheque,

« La seconde par *main affise*, assavoir que celluy qui veut créer ypothecque, obtiengne comission du Juge compe-

tent, en vertu de laquelle il face assavoir la main de Justice sur les heritages de son oblegié; & que ce il face signifier aux Seigneurs de qui lesdits heritaiges sont tenus, & pareillement audit oblegié, ausquels signifiez, soit qu'ils se oppose ou non, l'on doit assigner jour pardevant ledit Juge competent, pour voir ladite main tenir, ou eulx y opposer, se faire le veulent.

« La troisieme voye est par *mise de fait*; assavoir que celuy qui veut acquérir ypotheque ou droit réel sur aucuns heritaiges, obtiengne comission du Juge competent, en vertu de laquelle, il, ou Procureur pour luy, se face mettre de fait de par justice en & sur lesdits heritages, pour le seureté de telle somme, ou de telle rente, ou pour en joyr selon le traité ou contract qu'il maintient avoir été fait avec le propriétaire desdits heritages; laquelle mise de fait, l'on est tenu de signifier aux propriétaires desdits heritages, & pareillement aux Seigneurs desquels ils sont tenus, & leur assigner jour, soit qu'ils s'opposent ou non, pour eulx y opposer se faire le veullent, ou sinon voir tenir & decreter lesdits impetrans és heritages esquels ils ont été mis de fait.

« Item en chacune desquelles 3. voyes les Seigneurs desquels tels heritages sont tenus, leur Bailly ou Lieutenant de Bailly, par la Coutume, sont appellez tant pour leur interest & conservation des Droits Seigneuriaux qui leur sont deubs, pout consentir la création desdites ypotheques, selon la nature & diversité desdits heritages, & aussi des charges dont l'on les veut charger, que pour garder & conserver ausdits Seigneurs la préminence qu'ils ont en ce que l'on ne peut par ladite Coutume affecter ne ypothec-

» quier lesdits heritages tenus d'eulx ,
» sans leur sceu ou de leurs Officiers.

» *Item.* & autrement que par l'une
» desdites trois voyes sur quelque obli-
» gation que ce soit , traité de maria-
» ge ou autre contract personnel , Senten-
» ce de M. le Gouverneur de Lisle ou
» autre Juge , ne se engendre ypothec-
» que sur biens & heritages gifans és
» termes dudit Bailliage & Chastelle-
» nie de Lisle , & ne sont pour tels o-
» bligations , contracts ou sentences les
» heritages d'iceulx oblegiez ou condem-
» nez , gifans és termes desdits Bailliä-
» ges & Chastellenies , tenus , censez ne
» reputez ypothequiez au payement &
» fournissement des sommes contenuës
» és Lettres desdites obligations , Con-
» tracts ou Sentences.

» Nous requerans que voulussions fai-
» re venir vers nous dix ou douze Cou-
» stumiers , & les interrogier par ser-
» ment sur ce que dit est , & leur depo-
» sition faire mettre par escrit , & de ce
» expedier Lettres par fourme d'atesta-
» tion pour valoir à seldits Maistres ce
» qu'il appartiendroit. En ensuivant la-
» quelle Requeste , nous avons interro-
» ghiez les Coustumiers cy-aprés dé-
» nommez , lesquels en ont deposé com-
» me il s'ensieul. M. Jehan Domessent
» Licencié és Loix nostre premier Lieu-
» tenant , eagié de 48 ans ou environ ,
» Hues Marliere Procureur de mesdits
» tres-redoubtez Seigneurs , és termes
» desdites Chastellenies , eagié de 43.
» ans ou environ. M. Jehan de Tenre-
» monde aussi Licencié és Loix , Con-
» seiller pensionnaire de cette Ville de
» Lisle , eagié de 61. an ou environ.
» M. Jacques le Prevost aussi Licencié
» és Loix , Conseiller pensionnaire de
» ette Gouvernance , eagié de 54. ans
» ou environ. Florent le Duc , eagié de
» 76. ans ou environ. Jehan Honart e-
» agié de 58. ans ou environ. Mahieu
» Desplancques eagié de 51. an ou en-

viron. Jacques Malier eagié de 48. ans
ou environ. Mahieu de Latre , eagié
de 47. ans ou environ. Esnoul du
Marel eagié de 45. ans ou environ.
Jehan Delemer eagié de 39. ans ou
environ , tous Procureurs au Sie-
ge de ladite Gouvernance. Jehan Cu-
villon l'aisné , eagié de 48. ans ou en-
viron , & Girard Picaret , eagié de
43. ans , Greffiers dudit Siege inter-
rogiez en turbe & en fait d'usage ,
styl & coutume sur le contenu en la-
dite demie-feuille de papier.

Dient & deposent par leur serment
rapporté par le bouche dudit de Ten-
remonde qui des autres fut ensievy ,
qu'ils scevent la Coutume generale de
la Salle , Bailliage & Chastellenie de
Lisle , estre telle que pour engendrer
ypothèque & affecter biens & heri-
tages gifans és mesmes de ladite Cha-
tellenie , il est besoin & requis de le
faire par l'une des trois voyes sur ce
introduites.

La premiere par *raport d'heritage*
fait pardevant loy ; c'est assavoir que
l'oblegié se compare pardevant le Sei-
gneur , son Bailly ou Lieutenant ; &
qu'en la presence des hommes , Esche-
vins ou tenans dudit Seigneur , il rap-
porte en la main d'icelluy Seigneur
seldits heritages , pour le seureté du
payement & du fournissement des ren-
tes ou sommes de deniers sur lesquels
l'on veult avoir ledit ypotheque.

La seconde par *main assise* , assa-
voir que celui qui veult créer ypo-
theque , obtiegne commission du Juge
competent en vertu de laquelle il fa-
ce assoir la main de justice sur les he-
ritages de son oblegié , & que il fa-
ce signifier aux Seigneurs ou premiers
de qui lesdits heritages sont tenus , &
pareillement audit oblegié , ausquels si-
gnifiez , soit qu'ils se opposent ou non ,
on doit assigner jour pardevant ledit
Juge competent , pour voir ladite

main tenir ou eulx opposer, se faire
 le veulent. La troisième voye est par-
 mise de fait, assavoir que celluy qui
 veut acquerir ypotheque ou droit réel
 sur aucuns heritages, obtiegne commis-
 sion du Juge competent, en vertu de
 laquelle il ou Procureur pour luy se fai-
 ce mettre de fait de par Justice en & sur
 lesdits heritages, pour le seureté de
 telle somme ou de telle rente, ou
 pour en joyr selon le traictié ou con-
 tract qu'il maintient avoir été fait a-
 vec le propriétaire desdits heritages,
 laquelle mise de fait, l'on est tenu
 de signifier aux propriétaires desdits
 heritages, & pareillement aux Sei-
 gneurs desquels ils sont tenus, & leur
 assigner jour, soit qu'ils s'opposent,
 ou non, pour eulx y opposer, si faire
 le veulent, ou sinon veoir tenir &
 decreter lesdits impetrans es heritages
 desquels ils ont été mis de fait: en cha-
 cune desquelles trois voyes, les Sei-
 gneurs desquels tels heritages sont te-
 nus, leur Bailly ou Lieutenant de Bail-
 ly par ladite Coutume sont appellez
 tant pour leur interest & conserva-
 tion des Droits Seigneuriaux qui leur
 sont deus, pour consentir la creation
 desdites ypotheques selon la nature &
 diversité desdits heritages & aussi des
 charges dont l'on les veult charger,
 que pour garder & conserver ausdits
 Seigneurs la préminence, en ce que
 l'on ne peut par ladite Coutume af-
 fecter ne ypothequer lesdits herita-
 ges tenus d'eulx sans leur scu ou de
 leurs Officiers requis, se autrement
 que par l'une des trois voyes dessus
 touchées, l'on peut affecter & ypo-
 thequier fiefs & heritages en ladite
 Chastellenie, soit par traictié de ma-
 riage ou autre contrat personel, ou
 par Sentence renduë par mondit Pro-
 cureur, le Gouverneur ou son Lieu-

tenant. Dient tous par le rapport que
 dessus, que telle obligation fete &
 passée par traictié de mariage ou au-
 tre cause ne créent point de hypothe-
 que de foy, posse que telle obliga-
 tion soit fete & passée sous scel
 congneu: ne font pareillement les Sen-
 tences renduës par mondit Sieur
 le Gouverneur de Lisle ou son Lieu-
 tenant; mais par commission donnée
 sur telles Sentences & obligations &
 par Juge competent, l'on peut pro-
 ceder à la saisine & execution de fiefs
 & heritages appartenans à son oble-
 gié ou condempné, ouquel cas la sai-
 sine affecte la chose saisie, à acquitter
 du jour & heure de ladite saisine,
 comme se fait & feroit l'appellation
 qui se formeroit d'une sentence ren-
 duë, ou la saisine qui par plainte se
 feroit pardevant Bailly & homme de
 fief de la Salle de Lisle & pardevant
 les Loix des Cours subiectes & qui
 en dependent: voire quant telle plain-
 te & saisine procederoit de somme ou
 sommes cruës, & où l'on ne seroit
 oblegié ne condempné, & du surplus
 s'en rapportent en droit & en la dis-
 cretion du Juge: Veu ce que dessus
 ont deposé à quoy ils se rapportent
 & desdites Coutumes Styls & Usages
 ont eulx qui deposent veu consulter,
 pratiquer & les plusieurs jugier pu-
 bliquement & notoirement entre par-
 ties & par tant de fois qu'ils les tiegnent
 pour notoire; en tesmoing de ce,
 nous avons icy fait mettre le scel du-
 dit souverain Bailliage. Ce fut fait en
 l'Auditoire de ladite Gouvernance, à
 Lisle le 7. jour de May l'an 1490.
 Signé Cuvillon avec paraphe, & scel-
 lé du grand Sceau de cire verte.

Cette Enquête est en original en la
 Chambre des Comptes dans la 17. liasse
 des Comptes de la Fere, cote 80.

NANTISSEMENT DE L'EXECUTION.] Ponthieu, art. 172,
 qui sont les gages pris par execution sur un debiteur.

NANTISSEMENT DE MEUBLES OU DENIERS.] Ponthieu, art. 117. 118. 123. 125. 155. Voyez cy-devant *Nantir*.

LETTRES DE NATURALITE.] Melun, art. 6. Poitou, art. 298. Amiens, art. 253. Peronne, art. 7. 8. & en l'Edit du Roy Louïs XII. de l'an 1499. art. penult.

Que les Aubains & Etrangers non natifs de ce Royaume de France, impetrent du Prince pour être reputez & tenus pour naturels de France, & pour y demeurer comme si ils y étoient nez, afin qu'ils puissent tenir benefices & offices au Royaume & faire testament, & autrement disposer de leurs biens & acquests. Le Roy oëtroye Lettres de Naturalité en forme de chartre sous lacs de soye & ciré verte de sa certaine science, aux Aubains & Etrangers qui sont nez hors ce Royaume, pour pouvoir y demeurer, résider & s'y habituer, pour jouïr des privileges, franchises, libertez, immunittez & droits, desquels jouïssent les vrais sujets & originaires du Royaume, pour y tenir Offices & Benefices, avoir & posséder tous les biens meubles & immeubles que l'impetrant y auroit ja acquis, & pourroit acquerir, & d'iceux jouïr & user, en ordonner & disposer tant entre-vifs que par testament, & autrement ainsi que bon luy semblera. Et afin que ses parents & heritiers qui seront nez. & demeurans au Royaume, ou naturalisez comme luy, puissent luy succeder; afin aussi qu'il puisse succeder à ses parents demeurans en ce Royaume, sans que les Officiers du Roy puissent prétendre les biens de l'impetrant être sujets au droit d'aubaine, ni qu'en temps de guerre, luy ni ses biens soient sujets à aucun droit de Represailles, de marque ou contremarque. Et convient que ces Lettres soient verifiées en la Chambre des Comptes, & que l'aubain paye la finance, à laquelle il aura été taxé, laquelle doit être employée & convertie en aumônes. Il seroit expedient que telles Lettres de naturalité & bourgeoisie ne s'oëtroiasent sinon à ceux qui auroient demeuré au Royaume huit ou dix ans, & qui n'acquerroient biens hors du Royaume: & à la charge expresse qu'ils ne prendroient parti hors ce Royaume: Et que leurs Lettres servissent seulement pour leurs successeurs, & non pour tenir offices, ou benefices, ou fermes du Domaine du Roy. *Hoc autem regio diplomate peregrinus quasi civitate donatur, ut jus civium consequatur: Sic Calpurnia lege milites auxiliarii civitate donari potuerunt. Sic Pompeius Cornelium Balbum civitate donavit cum esset Gaditanus: & lege Julia civitas est sociis & Latinis data: Pleraque alia hujus nota occurrunt.* Ceux du país de Languedoc prétendent que les Etrangers qui se sont habituez & retirez en Languedoc n'ont point besoin de Lettres de naturalité, par Privilege des Rois Louïs XI. & Charles VIII.

Octavius

Octavius autem Augustus parcissimè civitatem Romanam dedit, ut populum incorruptum servaret à colluvione peregrini sanguinis: Sueton. cap. 40. Galba etiam civitatem Romanam rarò dedit, idem Sueton. in ejus vita cap. 14. Corinthii nulli civitatem suam dederunt alii quàm Alexandro Macedoni & Herculi, si ex eorum legatis uni credamus apud Senecam, lib. 1. de Beneficiis. At Claudius Caesar constituerat omnes Græcos, Gallos, Hispanos Britannos, Sauromatas, & si qui ultra glaciale Boream incolunt barbari, civitate donare, & togatos videre, inquit Seneca in Ludo, si modò recta est lectio illa. Athenienses victa Olyntho à Philippo Macedonum Rege, omnibus Olynthiis civitatem decreverunt, si modò nihil finxit Seneca, ut est in Epitome Controvers. 8. lib. 3. qua de re etiam idem meminit in Controvers. 5. lib. 10. Porro hoc jus civitatis bellum Italicum excitavit adversus Romanos, ne homines ejusdem & gentis & sanguinis semper civis Romanus fastidiret ut externos alienosque, teste Paterculo, lib. 2. Placet adjicere ex duodecim tabulis adversus hostem fuisse aternam auctoritatem, M. Tullius primo Officiorum. Lex decemviralis peregrino jus usucapionis denegabat, ut valeret inter cives Romanos tantum. Peregrinus non potest ullo tempore sibi adjicere dominium rerum nostrarum. Peregrini non habent jus connubii, jus agnationis, jus patriæ potestatis. In duodecim autem tabulis Hostis est peregrinus qui suis legibus utitur, qui ἀποδύμος, ἀλλοθῆνς: & qui nobis Hostes quibus bellum publicè decretum est, veteres appellabant Perduelles.

* *NATURAUX casalées.*] Bearn, Rubr. 1. art. 20. sont les Jardiniers originaires du pays. Dans la vallée d'Aspe il y a des maisons qu'on appelle *Casaleres* qui doivent de certaines redevances; ce qui pourroit faire croire que les *Casalées* sont des especes de Censitaires. Ce mot vient de *casatus* qui signifie affranchi à la charge de payer quelque cens. V. *Cascau*.

* *NECESSITE' jurée.*] Voyez *Pauvreté jurée*.

NEPVEU, NIEPCE.] Apud Francos significat non tantum ex filio, filiæve mea nepotem, nepotemve, ἐγγόνιον, ἐγγόνιον, qui recentioribus quibusdam Aviatibus, ut in lege Conradi Imperatoris de beneficiis apud Sigoniam de regno Italia, lib. 8. sed & fratris mei vel sororis mea filium filiamve, qui & nepos per fratrem vel à fratre dicitur ἀδελφιδίος. Sic Eutropio, lib. 7. Octavianus Augustus Julii Caesaris nepos dicitur, quia filius erat Acciæ, & Acciæ filia erat Julia sororis Caii Caesaris, auctore Suetonio. Itaque in Epitome Liviana, lib. 116. Caius Octavius dicitur sororis nepos: Sic & nepos, neptis dicitur in cap. 12. de despons. impub. cap. 7. de consanguinit. & affinit. cap. 10. de probatio. & apud Sparsianum in Adriano, & Hieronymum. Alii nepotem ex fratre eundem putant qui nepos est fratris. Ainsi il y a *Nepveu* & *Niepce* en droite ligne, & en ligne collaterale: Berri, tit. 7. art. 6. tit. 19. art. dernier, & ailleurs.

és autres Coutumes. *Patruncs, amita, avunculus, matertera, parentum loco habentur. Itaque in l. 60. §. ult. Mandati. Lucius Titius fratris filium vocat tñvor: & parvi filii, id est patruels, dicuntur patris filii. Alio sensu Seneca, lib. 1. de beneficiis vetat liberalitatem nepotari, & Tertull. in Apologet. dixit Aristipum in purpura nepotari. Luxus nepotalis. Apuleius, lib. 2. Asini. Nepotatio-luxuria est. Ganeones & luxuriosi appellantur Nepotes, Rei avita consumptores: unde Nepotatus Plinio, lib. 14. cap. 4. Et ne quid sciens quidem praterream, quod usquam invenerim, Nepotes in Vite. Idem Plinius, lib. 17. cap. 21. Columella, lib. 4. cap. 6. & 10. 24. 29. lib. 3. cap. 6. Sic mater in vite. Idem, lib. 5. cap. 5. 6. in o'is lib. 5. cap. 11.*

DENIERS OU SOLS NERETS.] Valois, art. 7. duquel appert que les sept sols six deniers nerets valent quatre sols six deniers parisis, & les soixante sols nerets trente-six sols parisis. C'est pourquoy le neret vaut environ un quart moins que le tournois, & le parisis un quart plus que le tournois. *Sic & moribus Burdigalensium, art. 86. 89. & alibi fit mentio solidorum Burdigalensium: & moribus Arvernorum, solidorum Viennensium, si bene memini.* Il y a aussi des sols, livres, ou deniers Mansais, Angevins, Tholosains, Proveniens & autres. Il semble que le neret soit dit à la différence de la monnoye blanche. *Voyez *Sols Blancs*, M. Pithou sur le titre premier de la Loy Salique, & le P. Labbe dans son *Abregé Royal de l'Alliance chronologique*, tom. 1. pag. 668. ligne 26.

DROIT DE NEUFME, OU DE MORTUAGE.] Qui est prétendu par le Curé de S. Denys à Nantes, dont est fait mention au Recueil des Arrests de l'Audience du Parlement de Bretagne du 22. Mars 1575. La NEUFME & terrage que les paroissiens doivent à leur Curé, au Recueil des Arrests des Chambres du 22. Aoust 1556. Qui est la neuvième partie en un tiers des meubles de la communauté du décedé, comme il est réglé par Arrest des Chambres du 16. Mars 1559. pour le Recteur de l'Eglise paroissiale de Serent: & par Arrest du dernier jour d'Avril 1561. pour le Recteur de Sarzeau: & par autre Arrest du 28. Aoust 1562. pour le Curé de Plestin: & autre du 12. Septembre 1566. Les Curez levent plusieurs autres droits rectoriaux, comme le droit de NOPSAGES, autrement dit le past nuptial, de prémices, de dismes, d'extrême-onction, de sepultures, de novals. En quoy il faut éviter l'abus & l'exaction, aussi bien qu'aux droits que les Evêques prétendent.

On a déjà remarqué qu'anciennement il étoit d'obligation aux fidelles, & sur tout lorsqu'ils n'avoient point d'enfans, de laisser en mourant à l'Eglise quel-

que partie de leurs biens, pour estre employées à la subsistance des pauvres; & l'usage étoit alors que le Curé ou le Prêtre commis de sa part alloit chez le

malade, l'exhortoit à faire l'aumône, & si le malade ne le vouloit pas, on luy refusoit l'absolution, le Viatique & la sepulture, & celui qui étoit mort ainsi étoit appellé *Desconfez*. C'est peut-être de ces desconfez qu'il faut entendre le chapitre II. des Loix de S. Estienne Roy de Hongrie, de l'an 1035. qu'il faut joindre au chapitre 87. du livre premier des Etablissmens de saint Loüis. *Si quis tam obstinatus est, quod absit ab omni Christiano, ut nolit confiteri sua facinora secundum suum Presbyteri; hic sine divino officio & elemosynis jaceat, quemadmodum infidelis. Si autem parentes & proximi neglexerint vocare Presbyteros, & ita subjaceat absque confessione morti, dicitur orationibus & consulatur elemosinis, sed parentes luan secundum arbitrium Presbyterorum. Qui vero subitanea periclitentur morte, cum omni ecclesiastico sepeliantur honore, nam occulta & divina judicia nobis sunt incognita.* V. le tome 2. de la collection des Loix d'Hongrie par Werbeuz, page 17. & les mots *Desconfez* & *Executeurs testamentaires*.

Cette discipline fut cause qu'il ne mourut presque plus personne, sans avoir eu soin de faire son testament, & d'y faire quelques legs pieux, selon la quantité de ses biens.

De ces legs on fit quatre parts, dont la premiere fut donnée aux Evêques en qualité d'executeurs testamentaires: car alors ceux qui étoient commis pour l'execution des testamens, ayant été nommez *Fideicommissaires*; parce que suivant la remarque de P. Boater *in notis ad summam Rolandini*, p. 93. ils avoient cela de commun avec les heritiers chargez de fideicommis, qu'étant seulement dépositaires des biens des deffunts, ils devoient les distribuer suivant l'intention des testateurs; & d'ailleurs les testamens mêmes ayant été appellez *fidei-*

commis, comme il se void dans le testament d'Acfred Duc d'Aquitaine cité sur le mot *executeurs*, on regarda les Evêques comme des heritiers grevez, & ils eurent cette part comme une espece de *falcidie* qui ne leur fut pas contestée, parce que dans la ferveur de ces temps là les Evêques en faisoient toujours un bon usage.

Les deux autres parties furent employées en aumônes ou à faire dire des prieres, & la dernière fut donnée au Curé pour la sepulture, d'où elle fut appellée *mortuage*. Cette part du Curé avoit été d'abord fixée à la moitié par Leon, *Cap. relatum extra de sepulturis*, ensuite au tiers, *cap. 1. eod. tit.* & enfin Urbain III. la fixa au quart; desorte que quelques Curez ayant voulu exiger davantage, cette entreprise fut condamnée comme simoniaque par Innocent III. *Cap. suam, extra eod. tit.* Mais aujourd'huy tout cet ancien droit est aboly; il est libre à chacun de faire en mourant quels legs pieux il luy plaist, & les droits de sepulture sont mieux reglez qu'ils n'étoient alors.

Il semble qu'en Bretagne ainsi qu'en Angleterre, le droit de *Mortuage* ait été prétendu par les Curez, non seulement pour la sepulture, mais encore pour être indemnisez des dîmes & des oblations que peut-être les deffunts avoient mal payées pendant leur vie. Voyez la Constitution de Simon Langhan, *lib. 2. Provincial. Angl. tit. de consuetudine*, pag. 19. edit. Oxoniens. an. 1679. & la Glose de Guillaume Lyndwood en cet endroit.

En Angleterre ce droit consistoit à donner quelques animaux; mais en Bretagne il consistoit en la neuvième partie des meubles du deffunt, ainsi que nous l'apprenons de l'Arrest suivant que M. Galland a transcrit sur ce mot.

Dominica post sanctum Georgium, an. 1335. Discordia mota in Curia nostra in-

ser populares Maclovienfis Diocesis ex alia super eo quod dicebant populares pradiiti. quod cum ipsi essent libera persona, nihilominus correctores pradiiti, nonagium seu nonam partem bonorum *mobiliu cujusdam decedentis nitentur ab eis exigere, &c.*
 Mais en 1559. il fut réduit à la neuvième partie d'un tiers des meubles de la Communauté du decedé.

NI ATTEINT & VERIFIÉ.] Berri, titre 2. art. 24. & en l'ancienne Coutume de Mehun sur Eure, tit. 1.

Quand une partie succombe après contestation en cause civile, & pour lequel est dû l'emende. Voyez le mot CLAIN.

ACTION NICE.] En la Somme rurale, qui dépend d'une simple promesse sans stipulation. Et au même livre **ESCRIRE NICEMENT**, c'est à dire simplement, sans articuler faits contraires à ceux de sa partie adverse : & faire **NICEMENT**, quand le defendeur procede sans que le demandeur en petitoire luy aye baillé sa demande libellée. Et **CESSER NICEMENT**, quand le Sergent executeur n'auroit suivy & continué ses criées d'heritages à cause d'une opposition. *Ad hunc pragmaticum sepe lectores delege, ut ab eo fiat numeratio.* **PARTIR NICEMENT.** Froissart, livre premier, chap. 269. Promesse **NICE**, és écrits des anciens Praticiens qui est sans stipulation, sans gage & seureté.

Selon Monet *Nice, nud & simple* ne sont qu'une même chose; de là est venu le mot *Niais*: car le niais n'est autre chose qu'un homme tres simple, ce qui se peut confirmer par les Vers suivans du Roman de la Rose.

Et tu qui la rose baifas,
 Porquoy de duel si grant faifas
 Que tu ne t'en scais appaifier
 Cuidoies tu toujours baifier
 Toujours avoir aise & dilices
 Par mon chief tu es fol & *Nice.*

* **NOBLE.**] Dans une Ordonnance du Roy Jean, faite à Compiègne le 5. Decembre 1360. qui est au Registre de la Chambre des Comptes fol. 32. où ce Prince dit que pour sa rançon il avoit déjà baillé au Roy d'Angleterre quatre cent mille écus, & qu'il est encore tenu de bailler la somme de vingt & six cens mille écus d'or, dont les deux valoient un noble d'Angleterre. Guillaume Lyndwood dans sa glose sur une Constitution de Jean Stafford *lib. 3. Provincial tit. 13. pag. 174. edit. Oxoniens. col. 2.* écrit que cinquante nobles faisoient la livre d'or de monnoye d'Angleterre. Vossius *de vitis sermonis*, observe qu'Edouard la fit battre en 1344. Cette monnoye a d'un côté un Navire, & de l'autre une Rose, d'où elle a été appelée Noble à la Rose.

NOBLES.] *Observandum est posteriori aetate justos esse milites sive nobiles, qui à Principe, Duce, Comite, vel Marchione de feudo sunt investiti, vel etiam qui à majore aut minore Valuasore, si modo ii longam annorum seriem numerare possint, qua feudum onusque militia ei adne-*

xum in familia sua resederit. Nobilem antiqui pro noto ponebant, ple-
 vitatem pro ignobilitate Festus & Nonius : qui etiam tradit nobile ad
 dignitatem generis referri. Nobilitas *ἰουγενία* est virtus generis. Aristote-
 les, lib. 3. *πολιτικῶν*. Cognita virtus, Cicero epistola ad Hirrtium : unde
ἰουγενιδὲς. Nobilis non vilis, cuius & nomen & genus scitur : Igno-
 bilis verò quod sit ignotus, vilis & obscuri generis, cuius nec nomen
 quidem scitur, Isidorus, lib. 10. *Αγενής*, Exgener, ut in vulgari ver-
 sione Nov. 99. Justiniani. Novis etiam hominibus nobiles opponuntur :
 & nobiles ii dicti qui Majorum suorum habent imagines, quas ponere
 ac posteris tradere non poterant nisi qui curulem magistratum gessissent,
 quorum primus erat adilitas. Qui Magistratus quoniam solis patritiis
 primùm patuerunt, idcirco soli patritii nobiles primùm appellati, ut ex
 Cicerone, Livio, Suetonio & aliis auctoribus observatur. Ex ingenuis
 autem alii sunt nobiles, alii inferiores, cap. ult. tit. 2. lib. 4. Cod. Visi-
 gothorum. Nobiles differunt ab iis qui sunt mediis vel infimi generis. Hie-
 ronymus in vita Paula. Generosiores habentur qui vacant rei militari. Ig-
 nobiliores qui artificia discunt, eorumque liberi : nec illis licet ulli arti-
 ficio operam dare, sed solum rei militari, filio discenti à patre. Herodo-
 tus, lib. 2. Distinxit omnis atas nobiles, & viros militares, & patritios
 à plebeis, à novitiis, à novis hominibus : sed procedente tempore qui
 nobilium erant milites, Vasalli, Ministeriales, Feudatarii, nobilitatem
 sibi vindicarunt, Lumen Jurisprudentia Cujacius in p̄s̄fat. de feudis,
 & ad tit. 10. lib. 2. feudorum. In Gallia Nobiles aestimantur ex genere
 & vita militari : ut & Constitut. Neapol. lib. 3. tit. 59. & 60. Gentiles
 habentur qui perpetuam & hereditariam immunitatem à patrimonialibus,
 personalibusve muneribus adepti sunt, vel lege vel principali beneficio.
 Ingenui publico tributo non sunt obnoxii : Gregorius Turonicus, lib. 7.
 cap. 15. Gentiles autem sunt ingenui, *ἰουγενῆς*, ab ingenuis oriundi, quo-
 rum nemo majorum servitutem servivit, qui patrem avumque ciere possunt
 Gens seriem majorum quarit : majorumque gloria posteris quasi lumen est,
 ut Salustius dixit in Jugurtha. Sed verum decus in virtute positum est, qua
 maximè illustratur magnis in Rempub. meritis, M. Tull. libr. 10. Epist. ad
 Plancum. Hominum generosissimus est, non qui claritate nascendi, sed
 qui virtute maximè excellit. Non ex locorum vel generis dignitate : sed
 morum nobilitate innotescere debemus. Gregorius apud Burchardum, Ivo-
 nem, Gratianum distinction. 40. Non generis, sed virtutum nobilitas
 vitæque honestas gratum Deo faciunt & idoneum ministrum, ait alter
 Gregorius in cap. penult. de prabendis. Nec est apud Deum *θεσωποληνψία*
 auctore Apostolo. Namque non census nec clarum nomen avorum, sed probi-
 tas, magnum ingenuumque facit, Ovidius, prestantissimum genus nobilita-
 tatis, cum quis per se animi magnitudine excellit ex sententia Platonis &
 aliorum.

*Nobilitas sola est atque unica virtus,
Tota licet veteres exornent undique cera
Atria.*

Juvenalis satyra 8.

Sed genus & virtus nisi cum re vilior alga est.

Horatius 2. Sermonum satyra 5.

Licet autem superbus ambules pecunia, Fortuna non mutat genus. Horatius libro Epodon. Quid genus & proavos strepitis? Si primordia vestra auctoremque Deum spectes, Nullus degener extat, ni vitiiis pejora fovens proprium deserat ortum. Boëtius de consolatione. Pulchrius verò multo parari quàm creari nobilem. Nec facit nobilem atrium plenum fumosis imaginibus, animus facit nobilem. Bona mens omnibus patet, omnes ad hoc sumus nobiles: Omnes, si ad primam originem revocentur, à Deo sunt. Plato ait neminem regem non ex servis esse oriundum: neminem non servum ex regibus. ut refert etiam Seneca Epist. 44. Idemque libro 3. de Benefic. cap. 28. inquit, Eadem omnibus principia, eademque origo. Nemo altero nobilior, nisi cui rectius ingenium & artibus bonis aptius: Qui imagines in atrio exponunt, & nomina familia sua longo ordine ac multis stemmatum illigata flexuris in prima parte adium collocant, noti magis quàm nobiles sunt, & qua sequuntur. Quemcumque volueris revolve nobilitatem, ad humilitatem pervenies: Hinc sumus aestimandi, cum sumus nostri, inquit alter Seneca Controversia 6. lib. 1.

*Quid Imaginibus, quid avitis fulta triumphis
Atria, quid pleni numerofo Consule fasti
Profuerit, si vita labat? perit omnis in illo,
Gentis honos, cujus laus est in origine sola,*

Ait Ovidius ad Pisonem, vel Annæus Lucanus.

*Stemmata quid faciunt, quid prodest Pontice longo
Sanguine censerì, pictos ostendere vultus
Majorum, & stantes in curribus Æmilianos?*

*Et qua sequuntur apud Juvenalem Satyr. 8. Denique ἢ τὸ νόμιμα ἐυτυχῶν
ἔτι: Et viri existimantur nobiles, aut genere, aut virtute, aut fortuna. Adi Lambertum Daneum lib. 2. Politices Christiana cap. 6. Caveant autem nobiles ne vitiiis servilibus polluantur, & sint servis deteriores, careant naturali nobilitatis superbia: Nobilitas ne sit malitia velamentum. Nobiles ne suis tenebras offundant & veniant in oblivionem: Et satius est majoribus suis virtute pralucere, rebûsque gestis florere, quàm majorum opinione nisi. Satius est me ita vivere ut sim posteris meis nobilitatis initium & virtutis exemplum, ait auctor orationis in Salustium qua Cicero ni tribuitur. Adi si placet Joannis Stobai collectanea. Igitur Nobiles sunt,*

qui militari cingulo honorantur : nec tamen omnes Vasalli & Valvasores sunt nobiles, licet sint milites : Solentque milites & Valvasores opponi plebeis, qui nec militant nec feudum possident. Et in Constitutio. Regum Sicilia, lib. 3. tit. 59. & 60. milites distinguntur à burgensibus & villanis. Alii sunt ιδιώται alii σεπτιώται. Pagani militibus opponuntur, servi & dedititii ingenuis, rupices urbanis, scurra forensibus, Tertull. de pallio. Qui alius quàm Tertullianus Jurisconsultus, licet ab Eusebio lib. 2. hist. cap. 2. dicatur τὸς παλαιῶν νόμου ἡπερβωρῶς ἀνὴρ : Namque cùm esset adhuc ethnicus functus est Carthagini advocati officio ut ex eodem libro apparet. Porro Miles habetur is demum qui est ex genere militari, vel qui beneficio Principis ad novam militiam admittitur. Sed nolo pluribus : summam rem complectar, quodque omnes uno ore adfirmant. En France ceux-là sont estimez nobles qui ont fondement de noblesse sur l'ancienneté de leur race pour avoir toujours vécu noblement, ou qui sont annoblis par Lettres du Roy deuëment verifiées, dont l'Avocat Bacquet a écrit amplement, après le Conseiller Tiraqueau. *Rei autem militaris virtus quia prestat ceteris omnibus, omnia latent in tutela ac presidio bellicæ virtutis. M. Tull. pro Murena.* Tellement qu'en France ceux-là sont estimez nobles qui font profession des armes pour l'Etat du Prince, & du Royaume. Voyez la diuision GENTILHOMME, cy-devant. *Pleraque autem ex his sumpta sunt ex alienis hortulis, ne hoc scriptum ad te sine ullo peculio veniret : Nec verò semper ex alienis commentariis sapio, de meo nihil proferens. Sed vereor ne in his congerendis plus studii adhibeatur, quàm iudicii in eligendis. Vereor etiam ne hic liber abundet testimoniorum multitudine quibus plus nimia referri erant librè Chryssippi.*

* *Vendition de NOBLESSE.*] Bearn, Rubrique de Contrats, art. 25. C'est à dire vente de fief qui releve immédiatement du Souverain, & qui annoblissoit ou affranchissoit anciennement les possesseurs en Bearn, comme dans le reste de la France ; ce qui a été aboli avec raison, parce qu'il n'y a que le Roy seul qui puisse annoblir. Voyez l'Ordonnance de Blois, art. 258. *Nos devanciers Rois de France qui toujours ont été abandonnez à donner & octroyer liberalement plusieurs grans Noblesses & Seigneuries, rentes & revenus qui étoient du domaine Royal, &c.* Le Roy Jean dans une Ordonnance de l'an 1360. au mois de Decembre, qui est au memorial D. de la Chambre des Comptes, fol. 16. verso.

* *NOBLESSE de parage.*] C'est la noblesse transmise par le pere, & cette noblesse étoit autrefois en France absolument nécessaire pour devenir Chevalier. Les Etablissmens de France, livre premier chap. 128. *Se aucuns étoit Chevalier, & ne fust pas Gentixhoms*

de Parage, tout le fust-il de par sa mere, si ne le pourroit-il estre par droit, ains le pourroit prendre li Rois, ou li Bers, en qui Châtellerie se seroit, & trancher ses éperons seur un fumier, & seroit li muebles en qui Châtellerie se seroit; car usage n'est mie, que fame franchisse home, mes li homme franchist la fame, car se home de grand lignage prenoit la fille à un vilain à fame, ses enfans porroient bien être Chevaliers par droit. Voyez

* *NOBLESSE par les meres*.] Troyes, tit. 1. art. 1. Meaux, art. 4. Chaumont, art. 2. Châlons, art. 2. Les habitans de Champagne prétendent que cette noblesse est un privilege qu'ils ont acquis par les services qu'ils ont rendu à l'Etat.

Quelques-uns, comme Loyseau, dans son *Traité des Ordres*, & Gouffet sur l'art. 1. de la *Coutume de Chalons* en attribuent l'origine à la bataille de Fontenay près d'Auxerre, entre Lothaire & Charles le Chauve, où la Champagne, disent-ils, perdit un grand nombre de Nobles, parce qu'au rapport de nos Historiens, il resta dans cette journée près de cent mille hommes sur la place.

D'autres, comme Monsieur Pithou & le Grand sur l'article premier, & sur l'article 151. de la *Coutume de Troyes*, en attribuent l'origine à une bataille donnée aux Fossez de Jaune près Bray.

Et enfin d'autres, comme André Favin, dans son *Theatre d'honneur*, soutiennent, que le ventre commença d'annoblir en Champagne, par privilege, après la Bataille de la Massoure où saint Louïs fut pris par les Sarrazins.

On cite ordinairement à cette occasion la Loy premiere, §. 1. *D. ad Municipal.* & la Loy 22. *Cod. de Decurionibus*. A quoy l'on peut joindre l'exemple des descendans d'Antonia Garcia, qui jouissent tous en Espagne de la Noblesse, soit qu'ils descendent d'elle par les mâles ou les femelles, & l'exemple des femmes de Salamanque appelées de *Los linages* qui communiquent pareillement leur noblesse à leurs descendans, comme le remarque Amaya sur la Loy *exemplo 36. Cod. de Decurionibus num. 59. 60. p. 273. de Azevedo consil. 17. Gonzalez. Florez, lib. 2. question. cap. 21. n. 262. Vide Pichardum de nobilitate n. 14.*

Mais, quoy qu'en disent tous ces Auteurs, de droit commun il y avoit autrefois en France deux sortes de noblesse, une *de parage*, ou *de par le pere*, dont on a parlé cy-dessus, & cette noblesse étoit absolument necessaire pour être Chevalier, l'autre étoit *de par la mere*, & cette derniere noblesse étoit suffisante pour posséder des fiefs. Beaumanoir, chap. 45. pag. 252. 255.

Voirs est que servitude vient de par les meres, car tuit li enfans que celle porte, qui est serf, sont serf, tout soit il ainsins que li pere soit frans homs

homs nez, si li peres étoit Chevaliers, & il épousoit une serve, s'eroient zuit li enfant serf, tout soit-il ainsint, que le Gentillese, par laquelle l'en puint être Chevaliers, doie venir de par le pere, car ché est Coutume el Royaume de France, que cil, qui sont Gentilshoms de par le pere, tout soit leur mere villain, puent être Chevaliers . . . Et quand le mere est Gentil fame, & li pere ne l'est pas, li enfant si ne puent être Chevaliers. Et ne pourquant li enfant ne perdent pas l'état de gentillese, dou tout, ainchois sont demené comme Gentilhoume, dou fet de leur corps, & puent bien tenir fief, lesquelles choses villain ne puent pas tenir.

Ainsi au rapport de Monstrelet, volume 1. chap. 37. pag. 91. Jean de Montagu Surintendant des Finances sous Charles VI. Fondateur des Celestins de Marcoussis, *natif de Paris, & qui eut la tête tranchée, étoit noble & Gentilhomme de par sa mere. Ledit Montagu étoit né de la ville de Paris, & avoit été paravant Secretaire du Roy, & fils de mestre Girard de Montagu, jadis Secretaire du Roy Charles le Riche dernier trépassé. Si étoit Gentilhomme de par sa mere &c.*

Le Roy Charles V. fut peut-être le premier de nos Rois qui donna atteinte à la Noblesse de par les meres, en statuant par son Ordonnance du 15. Novembre 1370. que ces sortes de nobles seroient sujets au droit de Francs-fiefs. Voicy les termes de l'Ordonnance adressée au Sénéchal de Beaucaire, qui est une preuve que cette noblesse étoit anciennement reconnuë par tout le Royaume.

Item innobiles descendentes à patre innobili & matre nobili pro rebus feod. aut retrofeod. sibi deventis, & per ipsos acquisitis, & acquirendis ex successione eorum matris nobilis, & aliorum collateralium ejusdem matris, aut aliter à nobili, solvent financiam, quam exigatis & queratis ut supra. Cette Ordonnance est en la Chambre des Comptes de Paris, au memorial D. fol. 101. verso.

Ajoutez à tout ce qui vient d'être observé pour détruire ce privilege imaginaire, que cette noblesse étoit en usage en France sous nos Rois de la premiere Race. *Gregorius Turonensis, lib. 10. cap. 8. Eulalius habebat uxorem Tetradiam nobilem ex matre, patre inferiore. Aimon. lib. 4. c. 1. Sed quia erant materno latere minus nobiles, regni gubernaculis astimabantur fore impares.*

* *NOBLESSES.*] Bretagne, art. 31. *Regalia.* Sont les droits & les prérogatives du Souverain. Voyez d'Argentré sur l'article 36. de l'ancienne Coutume.

* *NOBLESSES & Seigneuries.*] Dans une Ordonnance du Roy Jean du mois de Decembre 1360. qui est au memorial D. de la Chambre des Comptes, fol. 16. verso. Voyez *Noblessa.*

* *NOES, Nouées.*] *Prata sive Nohes, quas & qua habent in nemore.* Cout. de S. Palais de l'an 1279. Voyez *Noue*.

* *NOESNE.*] Hainaut, chap. 103. art. 2. c'est à dire *None*.

ADVEU, ou NOMME'E.] Montargis, chap. 1. art. 75. Orleans, chap. 1. art. 73. Bourbonnois, art. 381. 382. Auvergne, chap. 22. art. 49. La Marche, art. 188.

C'est l'aveu & dénombrement d'un fief que le Vassal donne à son Seigneur feudal : sa *Nombrée*.

* *NOMMER son Command.*] Amiens, art. 259. Ce qui arrive lorsque le dernier enchérisseur d'un héritage vendu par décret, nomme celui qui luy a baillé charge ou procuration d'enchérir. Cette déclaration de *Command* a lieu aussi dans le cas de *Contrats*. Voyez du *Fresne* sur cet article.

LE DROIT DE NOMMER] Aux Evêchez & Abbayes du Royaume, qui appartient au Roy de France. Voyez *REGALE*.

* *Exception de NON CAUSE.*] Dans l'article 135. de la Coutume de Lille ; cette exception se propose, ce semble, lorsque le défendeur oppose au demandeur qu'il n'a pas de titre contre luy.

* *Vou qu NORE.*] Acs, tit. 3. art. 4. C'est la Bru, *Nurus*.

* *NORRE QUIER.*] Ponthieu, art. 93. C'est celui qui a des bestes à laine, qui les élève, & qui les nourrit. Voyez l'art. 181. de la Coutume d'Amiens.

Il semble que les *Nuyriguiers* dans les Statuts de Provence soient aussi des personnes qui *norrisent* des troupeaux & qui en font commerce. Voyez les Statuts de Provence, avec les Commentaires de M. Morgues, p. 337.

La preuve de cette conjecture se peut tirer des termes de la *Requête*, où il y a que les *Marchands & Nuyriguiers bavent plusieurs & diversas mercandarias, & avers grosses & menus, c'est à dire, gros & menus troupeaux*, quoy què proprement par *Avers* on entende des troupeaux de menuës bêtes, comme de moutons; ainsi que nous l'apprenons de l'Ordonnance sur les pulverages, publiée par Monsieur Salvaing, dont voicy quelques passages. *Verum quia nonnulli Domini locorum & territoriorum per qua dicta averia sive animalia minuta, transire consueverunt accedendo ad montaneas predictas, & etiam aliqui officarii Delphinales consimilium locorum, & territoriorum pro transitu dictorum animalium seu damno, quod pretendunt inferri per dicta averia in comendo herbam locorum per qua transeunt &c.* Et plus bas. *Item quod super minimo dictorum averiorum ubi esset altercatio stetur, & stari debeat relationi jurata pastorum sive conductorum dictorum averiorum.* Voyez M. de Salvaing, chap. 34. pag. 146. 147.

Ajoutez à cela que cette *Requête* qui est devenuë une loy, parce qu'elle a été registrée, fut présentée au sujet des Tailles, & que M. Morgues sur cette Loy ou sur ce Statut, remarque qu'on n'en a point dû conclure en Provence que les marchandises, negoce, & autres facultez secretes, qui n'ont jamais été mises aux cadastrés de villes & lieux de cette Province, ayent dû être encadastrées taxées, & quotifées, ains tant seulement le bestail. Voyez les Statuts de Provence avec les Commentaires de M. Morgues, pag. 337. 340.

NOTAIRE ou TABELLION.] Sens, art. 244. Monfort, art. 86. Mante, art. 153. Estampes, art. 153.

Plerumque pro eodem accipiuntur: attamen propriè is Notarius est qui notis scribit, l. 40. dig. de testamento militis, l. 33. Ex quibus causis majores; qui passe les brevets, notes, schedes ou minutes d'obligations, contrats, & autres instrumens en bref. Tabellion celuy qui les met en parchemin, en gressé, & en forme authentique, publique & probante. Uterque fide publica utitur. Notarius notis, Singularius litteris singulis scribit, quæ σίγλα, & σίγλα in Græca Pandect. auctoritate dicuntur: ut apud priscos Ægyptios singula littera singulis nominibus serviebant, & verbis nonnunquam significabant integros sensus, Marcell. lib. 17. Notarius à Martiali, lib. 10. Velox dicitur, quia celeberrimè excipit, Notarum præpetum solers minister Ausonio epigrammate ad notarium, ὁ γράφων τὰχος, ταχυγράφος, σημειογράφος. At Antiquarii, & Librarii sunt γράφοντες εἰς κάλλος, καλλιγράφοι, ut Cujacius & Joan. Scaliger observant, constat ex veteribus Glossariis. Itaque quos Hieronymus Librarios appellat dum agit de Hippolyto Episcopo, Sophronius vocat καλλιγράφος, Alii sunt Exceptores, qui operas suas locabant, l. 19. §. penult. locati, & iudicibus provinciarum obsequabantur, l. 5. Cod. de Numerariis. Notisque scribebant acta præsidum, l. 33. ex quibus causis maj. Quem Ulpianus vocat Exceptorem, Basilica dicunt Notarium. Notarii etiam exceperunt acta Conciliorum, & collationum qua facta sunt inter Episcopos. Alii sunt servi publici, tabularii, scribæ. Nota significat signum ut in tabulis & libris, littera singula aut bina, Festus. Notarii dicti à notis litterarum quibus utuntur, ut per unam litteram aliquid significant. Servius in tertium Æneidos. Nota non tam litera erant quàm signa litterarum: aut si littera, singularia tantum sine coagmentis syllabarum, ait Gellius, lib. 17. cap. 9.

Scriptor erit felix cui littera verbum est,

Quique notis linguam superet, cursumque loquentis,

Excipiens longas nova per compendia voces.

Manilius, lib. 4.

Currant verba licet, manus est velocior illis.

Nondum lingua suum, dextra peregit opus.

*Martialis de Notario in Apophoretis. Quid verborum notas, quibus quamvis citata excipitur oratio, & celeritatem lingua manus sequitur? Seneca Epist. 91. Is multa disertè, quod in foro jurat, dixit, quæ Notarius persequi non potuit: Idem in ludo Claudii. Suetonius refert Titum Imper. solitum notis excipere velocissimè: Sic bonos & probatos auctores compilare soleo: Brodeus etiam quadam de notis annotavit libro 4. Miscella. cap. 9. Briffonius lib. 4. Antiquit. cap. 21. En plusieurs villes de ce Royaume les Notaires reçoivent & passent seulement les minutes, schedes & notes des Contrats, & les peuvent délivrer aux parties en bref, & sont tenus porter aux Tabellions lesdites minutes pour les garder & délivrer en forme authentique & en grosse aux parties si elles le requierent, pour porter seel & execution parée. Et de ce il y a Edit du Roy François I. de l'an 1542. & 1543. & se trouvent plusieurs Arrests du Parlement pour leur reglement. Et par l'Ordonnance du Roy Charles IX. faite aux Etats tenus à Orleans l'an 1560. art. 85. ces Tabellions avoient été supprimez pour la décharge du peuple, sauf les Tabellionages de l'ancien domaine du Roy par autre Edit de l'an 1561. Et le Roy Henry III. au mois de May 1575. a fait autre Edit pour la creation des Notaires Gardenotes. Voyez le mot **TABELLION**. *Olim etiam nostri distinguebant Juratum Curie à Notario.**

Chez les Romains *Notarii*, *Tabularii*, & *Tabelliones*, n'étoient pas les mêmes personnes, & il y avoit de la différence entre leurs fonctions ou emplois.

Notarii étoient des esclaves & des personnes à gage, que les particuliers emploioient à écrire pour eux, comme il se voit dans la loy 40. au Digeste de *testamento militis*; ils étoient ainsi nommez *quia notis scribebant*, & il y avoit des maîtres qui enseignoient cet art. Prudentius *πρὸς ὀνόμαρ*. Hymn. 9. vers. 21. *Præfuerat studiis puerilibus & grege multo*

Saptus, magister litterarum federat Verba notis brevibus comprehendere cuncta peritus,

Raptimque punctis dicta præpositibus sequi.

Tabularii étoient ceux qui faisoient les affaires, & administroient les re-

venus des Villes & des Provinces: il en est parle dans la loy *Orphanotrophos* au Code de *Episcopis*, & dans le §. 3. aux Institutes de *Adoptionibus*. *Et cum quibusdam*. &c.

Tabelliones étoient ceux qui redigeoient par écrit les contrats & les testamens. *Vid. leg. 1. Cod. Th. de crimin. fals. Leg. 14. §. 3. Cod. de sacrosanctis Ecclesiis; leg. 1. Cod. Ut nemo ad suum patrimonium; leg. 2. Cod. de eunuchis; leg. Contractus, Cod. de fide instrumentorum, & leg. Ambiguitates codice de testamentis.*

Suidas écrit pareillement que les *Tabelliones* étoient ceux qui passaient les Contrats dans les Villes. *Ταβηλων, ἢ τὰ τῶν πόλεως γράσαν συμβόλαια. I. c. Tabellio qui civitatis contractus scribit; & parce qu'ils devoient avoir quelques notions de la Jurisprudence, *Novell. 66. ils étoient appelez Jurisperiti, à**

la difference des Jurisconsultes qui étoient appellez *Juris studiosi*. Ils devoient eux-mêmes passer les contrats, ou leurs Clercs en leur présence, *Novell. 44.* Ils en devoient faire d'abord une Scédule ou Minute ; Ils devoient ensuite les mettre au net, & les signer eux-mêmes avec les Parties, *leg. Contractus, Cod. de fide instrumentorum* ; ce qui étoit différent de nos Grosses qui ne sont signées que des notaires seuls : & enfin en les mettant au net, ils devoient laisser à leur papier le *protocollé* ou la marque ; ce qui leur étoit enjoint pour obvier aux faussetez, *Novell. 44.*

De sçavoir si les Tabellions gardoient ces Minutes, & si elles faisoient foy comme les nôtres, c'est ce qu'on ne voit pas : mais puisque les Contrats n'étoient pas parfaits, ny les Parties liées, jusqu'à ce que la Grosse eût été faite & signée du Tabellion & des Parties, *leg. 16. Cod. de fide instrumentor.* il y a de l'apparence que la Minute n'étoit qu'un projet ou un broüillon que l'on déchiroit dès que le contrat avoit été mis au net. Cependant nous apprenons du Jurisconsulte Ulpien au §. 1. de la loy 27. *D. de furtis* ; que chez les Romains, il y avoit quelque chose qui avoit le même effet que nos minutes ; *Inde potest quasi si quis cum alias probationes MENSÆQUE SCRIPTURAM HABERET, Chirographi furtum passus sit, an estimari duplo Chirographi quantitas debeat, & nunquid non, quasi nihil intersit. Quantum enim interest cum possit debitum aliunde probare? Quemadmodum si IN BINIS TABULIS INSTRUMENTUM SCRIPTUM SIT. Nam nihil videtur deperdere, si futurum est ut alio Chirographo salva securior sit creditor. Vide ibi Goth. Cujacium ad legem 27. de pactis, & ad Novellam 136. & Salmasium de favore Trapezit, pag. 14. & 15.*

Comme en France sous la première & seconde race de nos Rois, on suivoit les loix des Romains en beaucoup de choses, à leur imitation on se servit aussi de *Tabellions* ; ce que nous apprenons du chap. 56. de la troisième addition aux Capitulaires, tiré en partie de la Constitution de l'Empereur Leon, qui est la loy 14. *Cod. de Sacrosanctis Ecclesiis, Vid. §. 3.*

Mais sous les descendans de Charles le Chauve, l'ignorance s'étant introduite en France, & à un tel point, que sous nos premiers Rois de la troisième race, il n'y avoit presque que les personnes Ecclesiastiques qui sçussent lire & écrire, les actes & les contrats se passeroient alors pardevant les Evêques ou leurs Officiaux, ou pour mieux dire les Parties contractoient ensemble verbalement, & elles prioient l'Evêque, son Official ou quelqu'autre personne de mérite & de distinction, d'attester leur contrat par ses Lettres : en voicy un exemple.

*Ego Hugo Dei parientia Lingonen-
sis Episcopus, notum facimus presentes
Litteras inspecturis, quod Ioannes Ru-
bens Miles de Merlegniaco VENDIDIT
Guidoni Abbati Reomensis Monasterii,
quidquid habebat in salvamento de Es-
tiveio, videlicet in pane & in vino &
in omnibus aliis rebus ; istam autem ven-
ditionem laudaverunt Adelina uxor
dicti militis, & Lobertus de Vonossis à
quo idem miles tenebat, & Lobertus te-
nebat in feodo ab Ecclesia Reomensi ET
NE SUPER ISTA VENDITIONE
QUÆSTIO DE CÆTERO OBORI-
RETUR AD PRECES UTRIVSQUE
PARTIS PRÆSENTES LITTERAS
SIGILLINOSTI MUNIMINE corro-
boravimus. Vid. Roverium in Reomao,
p. 251. 252. pag. 236. 264. 306.*

Alors parce qu'on ne faisoit point de minutes, ou du moins parce qu'on en faisoit peu, il n'y avoit pas d'Officiers

publics qui en fussent dépositaires : lors qu'un contract étoit redigé par écrit , il étoit mis ordinairement entre les mains du creancier : & si chacune des parties avoit interest de l'avoir , on l'écrivoit deux , trois ou quatre fois plus ou moins sur un même parchemin avec des lettres entre chaque copie qui étoient coupées par la moitié ; d'où ces actes étoient nommez *chartes parties* ; ce qu'on faisoit ainsi pour empêcher la fausseté. V. *charte partie*.

Vers le commencement du 12. siècle le Digeste ayant été enfin connu dans l'Occident , & le Droit Romain peu à peu ayant été enseigné en France , en Italie & en Allemagne , on commença peu à peu à se servir de Notaires & *Tabellions*, & l'on commit aussi des personnes publiques pour avoir soin des minutes : car le P. Meurisse dans son histoire des Evêques de Mets , livre 3. pag. 431. écrit qu'en 1197. *Bertran ordonna qu'on feroit des actes & des instrumens authentiques & redigés par écrit , des ventes , des achats , des promesses & des stipulations , & de toutes autres sortes de commerces ; que ces écrits seroient conservez dans des arches ; que dans chacune Paroisse de la Ville il y auroit une de ces arches , fermée à double clef , & qu'il y auroit aussi dans chacune Paroisse deux hommes de bien & de bonne renommée choisis par le peuple , qui auroient chacun une clef des mêmes arches , & qui seroient fideles gardiens & dépositaires de toutes les pieces qui y seroient misés.*

M. Guichienon dans les preuves de son histoire de Bugey , page 141. rapporte des lettres de l'an 1187. passées pardevant un Notaire public , & que par cette raison il soutient fausses , donnant pour raison qu'il n'y avoit pas encore alors de Notaires en Bugey : & il a été tres-bien repris par l'Auteur de la Diplomatique , liv. 2. chap. 13. pag. 123.

Dans le 13. siècle , chaque Seigneur & chaque Evêque s'étant attribué l'autorité de créer des Notaires , il y eut un tres-grand nombre dans le Royaume ; mais comme il y en avoit beaucoup d'ignorans , on ne laissa pas , pendant ce siècle , de passer comme auparavant beaucoup de contrats en la presence des Evêques & des Officiaux.

Philippe le Bel fut le premier de nos Rois qui commença à mettre les choses en regle par deux Ordonnances.

Par la premiere du 5. Juin 1300. il statua que *nul ne pourroit à l'avenir passer & recevoir en la Ville , Faubourgs & Banlieue de Paris aucuns contracts , Lettres , Testamens &c. ni autres actes concernans l'Etat & l'Office de Notaire , s'il n'étoit Notaire Juré au Chastelet.*

Et la seconde de l'an 1302. par laquelle , attendu qu'auparavant il y avoit eu dans le Royaume une multitude effrenée de Notaires , ce qui avoit causé un grand dommage à ses-sujets ; il défend à tous Baillifs & Sénéchaux de créer à l'avenir aucuns Notaires , sans néanmoins que cela tirât à consequence à l'égard des Seigneurs & des Evêques qui étoient d'ancienneté en possession d'en créer dans leurs terres ; ce qui est une preuve bien evidente que long-temps avant 1300. il y avoit des Notaires en France.

Item inhibemus penitus & interdicimus omnibus Senescallis & Ballivis , justiciariis , fidelibus & subiectis nostris , potestatem faciendi & justiciandi Notarium seu Notarios , publicum vel publicos auctoritate nostra regia : quoniam intelleximus quod retroactis temporibus inordinata seu effrenata multitudo Notariorum multa intulit dispendia & præjudicia nostris fidelibus & subiectis , quam si quidem potestatem nobis & successoribus nostris Francia Regibus specialiter & perpetuo reservamus , & ex

GLOSSAIRE.

151

nunc pro utilitate publica de consilio & provida deliberatione consilii nostri in eos intendimus, qui cum ordinata multitudine Notarii publici sunt creati, circa eos proponentes apponere remedium opportunum. Nolumus tamen quod Prelatis, Baronibus & aliis subiectis nostris qui de antiqua & approbata consuetudine in terris suis possent Notarios facere, per hoc prejudicium generetur &c.

Oltre tous ces Notaires, il y en avoit encore d'Apostoliques & d'Imperiaux qui instrumentoient librement en France, fondez sur le principe rapporté par Balde de Tabellionibus, n. 32. que ceux qui ont *merum imperium*, pouvant exercer par tout ce qui est de Jurisdiction volontaire, leurs Notaires peuvent aussi par tout, recevoir des actes entre tous ceux qui veulent bien avoir recours à eux; mais comme ces Notaires qui n'étoient que tolerez préjudicioient aux autres, Charles VIII. en 1490. *deffendit à tous Sujets lays de non faire, passer ou recevoir leurs contractz*

par Notaires Imperiaux, Apostoliques ou Episcopaux en matieres temporelles ou profanes, sur peine de n'estre foy adjouctée ausdits instrumens, lesquels devenant seroient reputez nuls, & de nulle force & vertu. Voyez Pontan, sur la. Cout de Blois, part. 1. p. 150.

Jusqu'à Louïs XII. les Minutes des Notaires étoient seulement sur des feüilles détachées; mais comme il s'en perdoit, il ordonna qu'à l'avenir *tous Notaires & Tabellions seroient bons & suffisans registres & protocoles des contractz & autres actes par eux reçus & passez, & qu'iceux mettroient par ordre selon la priorité & posteriorité des contractz & autres actes, afin que si devenant en étoit question, on pût avoir recours au protocole ou registre, fors & exceptez les Notaires du Chastelet de Paris.* Où il faut remarquer que le protocole ou le registre n'est qu'un, au lieu qu'anciennement le protocole étoit la marque du papier, comme nôtre papier en a encore. *Vide Pith. not. ad cap. 170. Juliani Antecessor.*

LES NOTES D'UN NOTAIRE.] Nivernois, tit. 31. art. 15. Bourbonnois, art. 433. Sont les contrats & instrumens qu'ils ont passé: les premières schedes, *que dicuntur Matrices sive imbreviatura in statutis Romanis, lib. 1. cap. 149.* Et il y a des Notaires Royaux ou subalternes: & des Notaires Ecclesiastiques, Apostoliques, ou Episcopaux.

* **NOURRICES.]** On appelle ainsi en Bresse des piéces de Bois sur lesquelles la chanée d'un étang est couchée. M. Collet explique ce que c'est qu'une *Chanée* sur les Statuts de Savoye, liv. 3. section 2. p. 90. col. 1.

* **NOVAINE.]** C'est en Bresse une mesure qui contient la moitié de l'année. L'année est à ce qu'on prétend la charge d'un âne, qui contient dix-huit coupes; & parce que la moitié de l'année en contient neuf, elle a été appelée par cette raison *Novaine*. Voyez M. Collet dans ses Notes sur les Statuts de Savoye, partie 2. p. 75.

* **NOVALES.]** Sont des terres nouvellement cultivées, ou mises nouvellement à culture ayant été défrichées. Ces terres sont appelées *Rompeix* dans la Coutume du Nivernois & dans la basse latinité *Rupticia & ruptura*, & en quelques lieux *champs-frais*, & dans

la basse latinité *Fractitia*. Il est inutile de parler icy des dîmes des novales, nos Auteurs en ayant traité suffisamment.

* *NOUE.*] Chartres, art. 12. & 13. C'est une terre nouvellement mise en pré. *Malle-Noüe*, mauvaise noüe. Voyez *Chechillons*.

NOUVEAU TITRE ET DECLARATION D'HYPOTHEQUE.]
Que le nouvel acquereur ou possesseur de l'heritage qui doit cens, rente, terrage, coutume, ou autre devoir réel & annuel, est tenu de bailler au Seigneur pour la reconnoissance du cens, rente, ou autre devoir, afin d'interrompre la prescription selon les Coutumes & Ordonnances de ce Royaume: *quod sit antapoha, professione, & promissione, Hoc vel Elementarii norunt.*

* *NOUVELLETE.*] Innovation, nouveau trouble. Guillaume de Guigneville Religieux de Chaillis dans son *Pelerinage* que j'ay lu manuscrit.

Mais pour ce que me suis teuë
Maintenant êtes revenuë
Pour faire vos *nouvelletes*,
Par lesquelles vous m'exitez
A maintenant tencier à vous
Par très grande ire & grand couroux.

CAS OU MATIERE DE NOUVELLETE.] Blois, art. 11. 12. Sedan, art. 263. Amiens, art. 220. Et en l'Edit de Charles VII. de l'an 1453. art. 63. 70. 72. 73. 74. & ailleurs.

MATIERE, OU CAS DE SAISINE ET DE NOUVELLETE.] Blois, art. 20. Lille, titre des matieres possessoires.

Qui est la complainte possessoire intentée pour cause de nouvelle défaisine. Voyez le mot **COMPLAINTE**. Le Livre appelé le Grand Coutumier, traite bien amplement des cas de nouvelleté, au livre 2. chap. 21. 22.

NUESSE.] Anjou, art. 42. Le Maine, art. 29. 49.

C'est l'étenduë de la Seigneurie feudale ou censuelle, de laquelle les choses sont tenuës nuëment & immédiatement & sans moyen.

FIEF EN NUESSE.] Anjou, art. 179. 268. Le Maine, art. 197. 286.

FIEF ET NUESSE.] Anjou, art. 10. 29. 61. 221. 351. Le Maine, art. 11. 34. 236. 362.

JUSTICE FONCIERE EN NUESSE.] Anjou, art. 12. Le Maine, art. 13.

JUSTICIER EN NUESSE.] Anjou, art. 13. Le Maine, art. 13.

LA NUESSE DU SEIGNEUR FONCIER.] Le Maine, art. 49.

SUBJECT EN NUESSE.] Le Maine, art. 9.

* *Attendre*

* *Attendre les NUITS.*] Orleans, art. 439.

Les Nuits sont les assignations & les delais ordinaires qui doivent avoir lieu dans les ventes faites par autorité de Justice, des biens faisis & executez.

L'ancienne Coutume de Dijon publiée par M. Perard, art. 4. *Item il est Costume à Dijon que de ce qui est cognehu pardevant le Major, ou pardevant son Lieutenant, cil qui hauray faite la coignoissance demande qu'il oyt huit jours de dilations, il les hauray, & les dis huit jours passez, cil qui hay promis à faire satisfaction de ce qu'il hay coignehu, beleray gaiges, les quex gaiges, quand ils seront bailliez cils cui ils seront bailliez; les vendray; ou porray vendre le plus pruchien marchief après les sept nuits, après ce qu'il auront étez bailliez, se ce n'est de chose coignehuë en lettres dou Duc ou du Major: quar si ce est de chose coignehuë en lettres, il n'auray nulles sept nuits, mais seray contraint por maintenant.*

Les Coutumès generales de la Ville Mets & Pays Messin, tit. 15. des Arrests, art. 3. *Meubles pris par execution ne peuvent être vendus avant les sept nuits expirées, à compter du jour de la saisie, & en faut signifier la vente au debiteur avant le jour d'icelle, sur peine de nullité, & des dommages & interests de la Partie.* Joignez le chap. 29. du second livre des Etablissements.

Les Gaulois au rapport de Cesar comptoient le temps par le nombre des nuits, ainsi que les Allemans au rapport de Tacite. *Cesar de bello Gallico, lib. 6. cap. 4. Galli se omnes ab Dite patre prognatos pradicant, idque à Druidibus proditum dicunt. Ob eam causam spatia omnis temporis, non numero dierum, sed noctium finiunt, & dies natales, & mensium & annorum initia sic observant ut noctem dies subsequatur.* Tacitus de mor. German. *nec dierum numerum ut nos, sed noctium computant. Sic constituunt, sic condicunt, ut nox ducere diem videatur &c.* Et c'est de ces Peuples que cet usage de compter a passé parmy nous: car anciennement en France, les Laïques comptoient par nuits le temps & les delais judiciaires, ainsi qu'on peut voir dans la Loy des Allemans, dans la Loy Salique, & dans le Jugement suivant, tiré du Tresor de saint Denys.

In nomine Patris & Filii & Spiritus sancti. Karolus serenissimus Augustus Pacificus Imperator, Romanum gubernans Imperium, atque per misericordiam Dei Rex Francorum & Longobardorum. Veniens ante nos Aquis grani Palatio nostro publice homo aliquis nomine Salacus nobis innotuit, eo quod homo aliquis nomine Tingulfus, & fidejussores datos habuisset, ut intra noctes xliij. ante nos sibi adpresentare debuisset per aliquas causas in rationes. Tunc ipse Salacus per triduum sen-

amplius, ut lex habuit, placitum suum legibus custodivit, & ipsum Tingulfum jectivit, oves solfativit, & memoratus Tingulfus, nec ad eum placitum venit, nec ullum direxit ad vicem suam: qui pro eo sonniam nunciasset, sed jectivus exinde in omnibus apparuit. . . . unà cum fidelibus nostris, ii sunt. Gerulus, Gunthaudus, Hedo, Ermanus, Heinrichus, Sicardus, Robertus, Tonitabris, Isegerus, Igenoldus, Aegimbrius, seu Etacilo, vel Amalricus, Comes Palatii nostri, vel reliqui quam plures visi fuerunt judicasse, ut dum ipse Salacus placitum suum legibus custodivit, vel abjectivit, sed memoratus Tingulfus, nec ad eum placitum venit, nec ullum direxit ad vicem suam, qui pro eo sonniam nunciasset & jectivus exinde apparuit, propterea jubemus dum hanc causam sic actam, vel pertractatam esse cognovimus, ut memoratus Tingulfus in causa saepe dicto Salaco de illis jectis sicut lex loci vestri de tali causa docuerit omnino componat. vel emendam solvat. Ego Elsebertus recognovi. Actum quod fuit mensis Martii diebus octo, anno duodecimo, Christo propitio Imperii Domini nostri Caroli, & quadragesimo quarto Regni ejus in Francia, atque trigesimo octavo in Italia indictione tertia, in Dei nomine feliciter.

Il s'ensuit de cette observation, que Doublet dans son histoire de saint Denys, pag. 709. à la fin, a mal entendu du Chevalier du Guet le passage qui suit. *Si quis verò contra precepta anteriorum Regum, vel nostra aliquid facere vel contraire voluerit, tunc missus noster vel Comites super noctes viginti una ante nos per bannum nostrum venire faciat in rationes contra missos sancti Dionysii, & Folcradi Abbatibus.*

Voyez M. Pithou dans son Glossaire sur les Capitulaires, sur le mot *Noctes*. Monsieur Bignon *ad Append. Marculf. cap. 3.* Le P. Simon dans ses Notes sur l'Epître 26. du second livre de Geoffroy de Vendosme, pag. 38. M. de Lalande sur l'art 439. de la Courume d'Orleans, & dans son Traité du Ban, page 64. M. de Roze, de *Mij's Dominicis*, pag. 19. M. du Cange dans son Gloss. sur le mot *Nox*. M. Megeage dans ses Origines sur le mot *anuit* & J. Mabillonium de *re Diplomatica*, pag. 474. 494 512.

EN FRANCE EN COUR LAIE LES VOIES DE NULLITE N'ONT POINT DE LIEU.] *Quæ sententia plures effectus habet adversus Jus Romanum, ut in specie, l. penult. Cdd. Si adversus rem judicatam. Minor etiam si indefensus condemnatus fuerit, appellare hodie debet, nec sine appellatione restituitur adversus rem judicatam, ut olim, l. 8. 17. 18. 24. Dig. de minoribus. L. 1. Cod. Si sæpius in integrum. Item in specie, l. Si constat. Dig. de appellatio. L. Si expressim. eodem titulo, & titulo, Cod. Si à non competente Judice. Et multis casibus*

qui continentur titulo, Dig. *Qua sententia sine appellat.* l. 1. Dig. de feriis, tit. Cod. de sententia qua sine certâ quantitate. & titulo, Cod. *Quando provocare non est necesse*, l. 4. Cod. de sententiis, l. 4. § *condemnatum*, Dig. de re judicata. L. 1. Cod. de pedaneis Judicib. l. 23. §. 1. Dig. de appellat. l. Unica. Cod. *Qui pro sua jurisdictione.* Hodie etiam non dicemus contractum ipso jure vitari si sit bona fidei, eique causam dederit dolus vel metus, & bona fidei iudicium in se continere doli mali exceptionem: namque necessaria est restitutio Principis, necessaria exceptio, ut res equitati sua restituatur. Non dicemus alienationem factam à minore sine tutore vel curatore & sine decreto nullam esse ipso jure, ita ut citrà extraordinarium auxilium restituentis minor satis munita sit mero jure & communi auxilio. Nec utimur distinctione, l. 11. Cod. de prædiis minorum, l. 16. Dig. de minoribus. Quod nullum est autem rescindi non potest. Non dicemus mala fidei emptionem non esse emptionem, leg. 7. in princ. Dig. de dolo. l. 1. Cod. de rescindenda venditione. Et tempore non confirmari, l. 6. Cod. de prescriptione longi temporis. Non dicemus societatem mala fide contractam, nullam esse ipso jure, l. 16. §. 1. Dig. de minoribus. Fæminas pro viris suis ne ipso jure quidem obligari. l. 2. Dig. ad Velleianum Novell. 134. Minoribus 25. annis temporales prescriptiones ab initio non currere, ut nec militibus, leg. 3. leg. ultim. Cod. quibus non objicitur. l. ult. Cod. quibus in causis in integrum, leg. ult. Cod. de Restitut. militum. Denique Jure Romano pleraque ipso jure non valent. leg. 1. Dig. ad Velleianum. Toutesfois en Lorraine les voyes de nullité sont reçûes sans relief, tit. 12. art. 7.

* *NUYRIGUIERS.*] Dans les Statuts de Provence, pag. 337. de l'Édition de 1658. avec les Commentaires de M. Morgues à Aix. Voyez Norrecquier.

O

* *O.*] Cette lettre dans nos Coutumes signifie avec. La Coutume du Lodunois, tit. 12. art. 2. de l'Édition de le Proust. *Hommage est dû par depié de fief, quand on transporte partie de la chose hommagée sans retention de devoir. & aussi quand on transporte plus du tiers, O devoir ou sans devoir.* Voyez la Coutume du Maine, article 184. 194. Et Joinville de la dernière Édition, pag. 27. lig. 6. *O* intimidation avec intimidation.

* *OBEISSANCE.*] Normandie, art. 492. Acquiescement.

Dans cette Coutume, lorsque celui qui est poursuivi en retrait

le gage, c'est-à-dire lorsqu'il declare qu'il est prêt de recevoir son remboursement, le garnissement doit être fait, ou le prix doit être consigné dans les vingt-quatre heures, art. 491. mais s'il y a refus, & si ensuite le poursuivi acquiesce & consent le retrait, le garnissement ne doit plus être fait dans les vingt-quatre heures, mais aux prochains plaids, si la terre est roturiere, & si elle est noble dans la prochaine assise; ce qu'il faut entendre pardevant les Tabellions, pendant que l'assise & les plaids durent. Voyez *Bainage* sur cet article.

* *Retourner à l'OBEISSANCE de son Parageur.*] Anjou, art. 216. Maine 231. Tours 130. Loudunois, chap. 12. art. 8. C'est aller à la cour du Parageur & reconnoître sa Jurisdiction.

Ceux qui tiennent en parage étans *Pairs* ou égaux avec leur Parageur, ils ne répondent pas en sa Cour, mais en la Cour & Jurisdiction du Chef Seigneur: il y a néanmoins deux cas, où quoyque *Pairs*, ils sont obligez pour une fois seulement de retourner à son obéissance & de reconnoître sa Jurisdiction. Le premier est dans le cas de mesures, sçavoir pour les étallonner & ajuster, & le second pour raconter parage.

OBJECTS DE TESOINS.] Voyez *Reproches*.

* *OBLATION.*] C'est un droit que les Seigneurs levoient en certaines occasions sur leurs hommes. *Nullus, nec ego, nec alius, hominibus de Cellis Talliam, nec OBLATIONEM, nec rogationem faciat.* Cout. de Celles de l'an 1216.

OBLATS.] Aufquels le Roy assigne alimens sur quelques Abbayes ou Monasteres: pour être demeurez estropiez ou perclus de quelque membre au service de la guerre.

DROIT D'OBLIAGES.] Est seigneurial par la Coutume de Blois, art. 40. Comme aussi le Droit d'OUBLIE par la Coutume de Montargis, chap. 2. art. 40. Qui est d'un Chapon ayant un douzain au bec, de rente en quelques lieux. *Sic etiam domino feudi statuis Tolosa debentur Oblia nummorum.*

L'Interprete de la Coutume de Blois dit que L'OBLIAGE, c'est l'amende que le sujet doit à son Seigneur pour ne luy avoir payé sa rente ou devoir annuel aujour accoutumé, & pour s'en être oublié. Aussi en quelques lieux les cens & rentes portent deffaut & emende. Sont dûes quelques rentes annuelles aux Chanoines particuliers de l'Eglise de nostre-Dame de Gracay en Berry, nommées OUBLIAGES, qui n'entrent point en la recette de la Communauté & Chapitre; mais sont levées particulièrement par les Titulaires,

ausquels lefdites rentes sont affectées à cause de leurs Prebendes.

OBLITÆ, Oublies font d'usage frequent dans l'antiquité. Au Compte de la Prevosté de Paris, rendu au Roy pour l'an 1234. & suivans, en la recepte, il y a un chapitre de *Oblisis & Gallinis*. Au Chartulaire de Vendôme, fol. 28. il y un contrat de *obligis & friscingis*.

Entre les Courumes recentes, c'est-à-dire redigées depuis cent ans, celle de Blois, art. 40. & celle de Montargis, tit. 2. art. 40. parlent des *oublies & obliages*, comme de Droits Seigneuriaux, les faisant marcher avec les *tailles, hostises, corvées, avenages* & autres droits. Mais les Praticiens qui les ont commentées, n'en rapportent ni la condition ni l'étymologie convenable. Aucuns ont dit que c'est une amende dûë par le sujet qui n'a pas payé la rente au jour convenu, & pour s'en être oublié, imagination ridicule. Oublies n'est pas une amende, mais un droit; la qualité des reconnoissances anciennes le montrent. *Chartul. Albepræ tit. anni 1338. Gerardus de Maceio dedit nobis 100. solidos annuatim solvendos, super partem suam furni & obliarum. Chartul. sancti Dionysii tit. an. 1262. Henricus de Fauquier vendit omnes census, terragium, oblitas, tallias, & omnes redditus quoscumque.*

Dans le même Chartulaire, il y a une Reconnoissance de l'an 1264. faite par Guillaume de Rovroy d'un Moulin sis à Compiègne, redevable par an de 30. sols de censive, de deux oublies, deux Chapons &c. Au Chartulaire de S. Germain des Prez, il y a un accord de l'an 1250. entre les Habitans de Choisy, Grignon & quelques autres, & les Religieux, par lequel ils se retiennent *cubas suas & vindemias omnium vinearum, que tenentur ad censum & ad oblies, & ad campi partem*. C'est donc un droit; non une amende. Au Char-

taire saint Maur, il y a un affranchissement des hommes de Seaux, accordé en 1153. par Louïs le Jeune Roy de France, où il y a ces mots, *rectas venditiones solummodo reddent, census & oblatas, & similes consuetudines solito more persolvans*.

OUBLIES sont des pains ronds & plats dûs au Seigneur, grands ou petits, selon la convention ou usage des Provinces, & ainsi appelez **AB OFFERENDO**, *quasi oblationes vel munera Oblata*, d'autant qu'ils étoient dûs, rendus & présentés aux Seigneurs. A la Seigneurie de Mort-fontaine sont dûs des *oublies*, qui sont des pains de 10. sols chacun. Ces oublies que tout le monde connoist, faites avec du miel & de la farine, & à cause desquelles les Patissiers sont appelez *Oblaiers* dans le livre noir du Chastellet, ont reçu de là leur nom. *Joannes Monachus majoris Monasterii, in historia Gaufridi Ducis Normania & Comitum Andegavia, lib. 1. His panibus quos oblatas vocant conficiendis pariter & coquendis exhibebat ministerium*. Ainsi au Concile 16. de Toledé, c. 16. le pain donné & présenté pour la communion est appellé *oblata*. Les Peres y reprennent la coutume d'aucuns Espagnols, *qui non panes mundos & studio preparatos supra mensam Domini in sacrificio offererebant, sed de panibus suis usibus preparatis, Crustulam in rotunditatem offererebant*; & ils y ordonnent, *ut non aliter panis in altari Domini Sacerdotali benedictione sanctificandus proponatur, nisi integer & nitidus, qui ex studio fuerit preparatus, neque grande aliquid, sed modica tantum oblata secundum quod Ecclesiastica consuetudo retentat &c.*

En l'histoire manuscrite de Charles VII. sont ces termes sous l'an 1362.

{ De quodam heretico mor-
tuo in carceribus beati
Dionysii. }

Diurna controversia inter Episcopum Parisiensem & Abbatem sancti Dionysii mota, pro quodam heretico obstinato Lorino nomine, quem unus poscebat sibi restitui, alter denegabat, finem habuit isto anno, eo in carceribus B. Dionysii obeunte, cognitionem & punitionem heretica pravitate Episcopus sibi soli jure Episcopali assererat competere, quamvis reus in exemptione captus esset Ecclesia & ejus privilegiis obstaret; scilicet quia lis mansit octo annorum spatio indiscussa, tantum praefatus hereticus in ergastulo remansit. . . . Ab electissimus homo, vilis statu & habitu, seu mente vilior, contra fidem catholicam, omnes articulos dampnans, spernens & vilipendens omnes Ecclesiastica Sacramenta, obstinatius negabat in Sacramento altaris sub speciebus panis & vini Corpus & Sanguinem Christi contineri; Quoties etiam Ecclesias questus causa & mendicitate urgente frequentabat, ad elevationem Corporis Christi, non dignabatur assurgere sed & surgentibus improperans, eos stultos appellabat, cum parvam oblatam panis adorarent. A circumspectis & scientificis viris pluries monitus ad cor noluit redire, nec errores ab urare quibus diu fuerat obligatus, nec ad unitatem catholicam Ecclesia redire. Ideo moriens corpus ejus in dolio positum in terra prophana, non benedicta, juxta turrim quam murata vocatur sepulcrum est &c.

Ordericus Vitalis, p. 817. parlant de l'Eucharistie, hianti ore oblatam de manu Presbyteri assumpsit.

Au Chartulaire saint Denys de Nogent le Rotrou, dans l'accord de l'an 1207. entre les Freres de la Maison Dieu de Nogent, & le Prieur de saint Denys de Paris, il y a cette clause, *de pane benedicto sic ordinaverunt. Non fa-*

ciemus panem benedictum de aliquo pane oblato, nisi tantum modo de pane quo vescimur.

Oblata donc & oublies originaiement & d'usage primitif, étoient des pains ainsi appelez, parce qu'ils étoient offerts & presentez aux Seigneurs, ou parce qu'ils representoient en la forme, ceux qui étoient offerts à l'Eglise: & ces pains étoient peut-être les mêmes que ceux qui sont appelez *pains d'Hôtelage*. Dans la Coutume de Dunois, art. 27. dans les anciens titres *Pains & oublies* sont indifferemment employez & en même signification. Dans quelques-uns on trouve *oublies & chappons* joints ensemble. Au Chartulaire de S. Denys, il y a un titre de l'an 1125. contenant vente & transport par Cecile de Praeris aux Religieux de saint Denys de la cinquième portion de divers droits à Beaumont, entr'autres de 16. denariis censualibus, de 6. denariis de tènementto, de 4. caponibus, de 4. OBLIIS tit an. 1264. Guillelmus de Barroy armiger asserit, quod tenet in Villa de Comp. triginta solidos censuales, duas OBLIAS, duo capones. Tit. an. 1294. A quolibet manente apud Racrolles qui debet unum caponem infirmario nostro unam OBLITAM. Dans quelques autres titres, les pains & les chappons sont joints ensemble. titul. sancti Martini Hilduardus de Gonista dedit tres quadrantes terra. solventes Ecclesia S. Martini 16. denarios, unum sextarium avena, duos panes, duos capones, &c.

Comme ce terme signifioit des pains dans sa signification originaire, lorsque depuis il a été étendu à quelque espece de rente, ç'a été avec designation particuliere des choses. Par exemple, *Oublies de vin, oublies de froment, oublies de chappons*; Et *oublies* en terme indéfini s'entendoit toujours du pain. Titre de saint Denys de l'an 1271. *Sont dñés aussi des oublies: sçavoir deux mi-*

nes de tremois, une mine de seigle. & un quarteron de tel bled comme il croit en la terre, un chapon, un denier.

De quelque nature que fussent les *oublies*, elles ont été enfin reduites en deniers, comme je l'ay appris par la communication que m'a fait Monsieur Regnard Procureur du Roy au Trésor, de deux Pieces, dont l'une du 16. May 1402. est un contrat de vente de la maison scise ruë saint Antoine dite l'Hôtel aux Tournelles, chargée envers les Religieux de saint Eloy par chacun an de 12. sols parisis, pour trois *oublies*

appellées *de Viçtures*. L'autre une transaction du 15. Juillet 1424. par laquelle le Procureur de saint Eloy traite avec Jean Duc de Betfort, Regent du Roiaume de France, pour raison desdits 72. sols payez à cause de trois *oublies* appellées *droitures* sur ladite maison. (M. GALLAND.)

Voyez M. de la Thaumassiere dans son Commentaire sur l'article 42. de la Coutume de Loris, tom. 2. *Analektorum*, pag. 385. & *liturgiam gallicanam* pag.....

OBLIGATION.] En forme authentique ou grossioée, à la difference du brevet : Mante, art. 67. Le brevet de l'obligation se passe par le Notaire en papier & en brief, & se delivre au creancier, lequel en après le fait mettre en parchemin, & en grosse, & la fait autoriser par le scel aux contrats, avant que le sergent puisse faire execution de corps ou de biens en vertu de l'obligation. Et faut noter que le scel du Roy ou des Seigneurs, qui n'est ordonné que pour Lettres closes, n'est pas authentique pour les obligations, sentences & mandemens de justice.

***OBOLE.**] Anjou, art. 9. que les Seigneurs bas Justiciers sont en droit de lever sur le bétail *menu*; comme Porcs, Moutons & Brebis qui ont séjourné pendant huit jours en leurs fiefs; au lieu que pour chaque grosse bête il leur est dû un denier. Nicot dans son Dictionnaire & après luy Borel écrivent que *l'obole* valoit sept deniers; mais il resulte évidemment de cet article, qu'ils se sont trompez. Dans l'article 10. & 11. de la Coutume du Maine, au lieu d'*obole*, on a mis *maille*; ce qui convient avec l'avis de Nicot, qui écrit en un autre endroit que la *maille* étoit une espeece de monnoye noire, valant moitié d'un denier tournois, & presque équivalant à *l'obole*.

DR OIT D'OBOLE.] Sens, art. 246. & ensuivans, qui est dû pour le Tabellionage du Roy, & est de chacune livre un obole, à sçavoir de tournois le tournois, & de parisis le parisis, pour raison des obligations de deniers prètez, & contrats de vente excédans quinze livres tournois, pour une fois. *Ne litteratores quidem ignorant quid sit oboles. Pleraque nomina à Grecis accepimus, quorum hoc proprium est.* Comme aussi en plusieurs lieux le Roy a droit pour l'émolument du scel aux contrats. Et par les derniers Edits pour le sceau de Justice: & à cette fin en chacun Siege du Bailliage, Prévôté ou Sénéchaussée Royale a été érigé un garde du scel.

* *Empêcher & OBSTACLER.*] Orleans, art. 103. C'est saisir pour cens & droits censuels non payez ; ce qui se fait, si c'est une maison, *par obstacle & barreau mis és huis* ; & si c'est terre labourable, par brandons mis és fruits.

* *OC QUISENER.*] C'est mettre des imposts sous de mauvais prétextes, ce que les Seigneurs ne faisoient autrefois que trop souvent dans leurs terres, avant que ces violences & ces abus eussent été reprimez par nos Rois & par les Conciles ; ce qui paroist par presque tous les testamens anciens, où l'on ne void que des restitutions ordonnées de ces *torfais*, car c'est ainsi que les Seigneurs nommoient ces exactions, lorsqu'ils se repentoient de leurs fautes. Les Libertez de la Ville de Vitré accordées par Thibault Comte de Champagne en 1230. *Je promets à bonne foy que je ne les semondray ne en ost ne en chevauchie par eus. OCQUISENER, mais que par mon besoin.*

* *Maise OC QUISON.*] Mons, chap. 52. d'auner & peser, art. 3. Dans les Coutumiers generaux, on a mis mal à la fin de ce même article *occafion* pour *ocquison* ; ce qui a été reformé dans l'Edition de cette Coutume, faite à Mons en 1663. L'ocquison est une espece de vexation, & un homme de *maise* ou mauvaise ocquison, est un chicaneur, qui ne cherche qu'à vexer & fatiguer les autres, un homme de mauvaise reputation. Voyez la Coutume de Haynault chap. 104. & cy-dessus Achaïson.

* *OC HISSION.*] De Font. chap. 13. Homicide.

* *OCTAVE.*] Dans la Coutume de Reberz locale de Meaux art. 7. c'est-à-dire *huitaine*.

OECONOMES SPIRITUELS.] Que la necessité a introduit pendant les troubles de la Ligue en France, pour conferer les Benefices vacants *ad Instar* des ordinaires ; pendant lequel temps aussi les collations & provisions du Pape étoient nulles en ce Roïaume. Autres sont les Oeconomies que la Justice ordonne quand l'Evêché ou Abbaye est vacante, pour regir les fruits.

* *OEUS d'Austôô O d'Esparbe.*] Dans le For de Bearn, *rubrica de Penas*. Sont des œufs d'Autour, qui est un espece de Faucon, & des œufs d'Esprevier.

OEUVRE DE LOI.] Voyez cy-devant en la lettre L.

OEUVRE DE LOY.] Haynault chap. 77. C'est ainsi que dans cette Coutume on nomme les solemnitez de desheritance & adheritance, qui se pratiquent dans les alienations. Voyez le articles 29. & 30. de ce chapitre.

* *OEUVRES.*] Saint-Sever, tit. II. art. 13, & 14. Sont les labours.

bours, façons de vigne, & autre culture.

* OFFICE des Berments.] En la cité de Roüen, est un office de berments que l'on appelle d'antiquité la barque, lesquels berments chargent les tonneaux & les autres marchandises en l'eauë de Sayne & carette; & doit le serment être renouvellez une fois à la S. Michel pardevant les Vicomtes de l'eauë, de leurs offices, & doit être fait en cette forme: c'est-à-sçavoir que la compagnie des Berments qui est appelée barque, dira & montrera le nombre en la Vicomté de l'eauë des Compagnons Berments, de laquelle barque le nombre ne pourra être crû par l'espace d'un an. Mais se la barque a métier d'autres berments, ils les pourront appeller à la journée avec eux. Voyez le Coutumier des anciens droits royaux, p. 83.

CAUSES D'OFFICE.] Bretagne, art. 690. Et en la Somme rurale. Sont les causes du Seigneur Justicier, à la difference des causes qui sont entre les parties privées, comme le Procureur Fiscal du Seigneur Justicier, où le Procureur de la Justice, s'appelle Procureur d'Office, Greffier d'Office: Bretagne, art. 734.

OFFICIE RS] du Roy, d'Eglise, de Guerre, d'Etat, de Chancellerie, de Justice, de Finances; du Domaine, de la Maison & Couronne de France, de Ville: qui n'ont accoutumez d'être hereditaires: Toutesfois en l'an 1586. le Roy Henry III. vouloit rendre hereditaires tous les Offices qui n'étoient pas de Judicature en payant finance; & comme depuis quelques Offices ont été faits hereditaires. *Sic olim quaedam militia Palatina ad heredes transmittentur sub certa definitione pretii pro introitu. l. ult. Cod. de pignoribus. No. 35.*

OFFICIE RS DE L'HOSTEL] Qui sont les domestiques & commensaux, qui ont bouche en Cour ou gages & sont couchez en l'Etat de la Maison du Roy, de la Reyne, des Princes, fils & filles de France, & qui ont plusieurs privileges & exemptions, *si sint in actu constituti* *ἰμπαρᾶτοι*, *Ordinarii*, *καὶ ἐν τοῖς ἰγγοῖς*, ut appellantur à Justiniano *Novella 81. Circa Principem occupati*, & in commentarium *Principis delati*, l. 11. §. *ex facto. de minoribus l. 32. ex quibus causis maj. ad differentiam earum quibus nomine tenus dignitas vel munus aliquod concessum est codicillis*, & *vacantes appellantur*, *Honorarii*, *Supernumerarii*, à quibus *Statuti differunt*. Etiam in *Lupercis multi honoris gratia adscribebantur*, ait *Festus*. Porro *Theodosius Imper. novos Magistratus excogitavit & venales exposuit: quo nomine malè audiit teste Zosimo: refert etiam Suetonius Augustum nova Officia excogitasse, quo plures partem administranda Reip. caperent. Senatus autem & Magistratus Romani appellantur à Tertulliano in Apologético, Imperii Antistites, Ministri, Tutores regum: quos ineptus interpres putat Pontifices. Nos Roim*

à leur avènement ont accoutumé de confirmer leurs Officiers en corps ou particulièrement, hors ceux qui sont Officiers de la Couronne de France.

OFFRIR au proïsme.] Dans la Cout. de Mons en Hainaut, chap. 49. & dans l'ancienne Coutume d'Amiens manuscrite.

Anciennement lorsqu'on achetoit un heritage propre au vendeur, & qu'on vouloit s'en assurer d'abord la propriété, l'usage étoit de faire offrir par le vendeur l'heritage pour le même prix à ses plus proches parents, & si les parens ne le prenoient pas à cette condition, l'alienation étoit bonne, & ils ne pouvoient plus la contester.

Obertus de Orto, lib. 2. feudor. tit. 3. §. 1. *Sed etiam res cuius alienatio prohibetur, nec per beneficium dari conceditur nisi in casibus, ne ecce si quis ex agnatis tuis rem que à communi parente per successionem ad eum pervenerit, alienare voluerit, non permittetur ei etiam secundum antiquam consuetudinem, nisi tibi vel alii proximiori pro æquali pretio accipere volenti.*

L'ancienne Coutume d'Amiens manuscrite. *S'aucuns veut offrir le vente de son yretage, il le convient offrir au plus proïsme, & convient que cil qui l'yretage vent, soit hons, soit femme, & de quel côté il est, soit present. Se chest femme. & elle a baron, il convient qu'il soit present avec sa femme comme avoüez de sa femme, & se chest femme sans baron qui soit aagiée, il luy convient qu'elle n'ayt nulluy d'avoüé part, & se elle est desagiée, il faut qu'elle ait son cureur avec luy. Et convient que le acateres soit present, & qu'il y ait Majeur, ou un Esquevin en lieu du Majeur, & deux Esquevins au mains; & convient que le venderes ou le venderesse offre à son proïsme la vente qui est faite de son yretage, & nommera le vendeur, & dira toutes les conditions de la vente, & se li proïsme veult, il ara fairement du vendeur, & se luec ne le veut prendre, il puet demander quinzaine de li conseiller, & au kief de le quinzaine s'il veult il ora les seremens & retendra sa vente par la bource, & दौरa le prochainité de le bource à qui il le plaira, & en prendra argent s'il veult, ne ja ses proïsmes le prochaineté n'ora, ains demeurera à cheluy, à cui elle sera donnée, privez soit étrange, ne nus qui soit parent au vendeur, puisqu'il est offert au plus proïsme puis ne l'ora &c.*

Mais si l'offre n'avoit pas été faite le plus proche parent du vendeur pouvoit retirer la chose vendue dans l'année & le jour, avant la saisine acquise par l'acheteur.

Les Etablissements de S. Louis liv. 1. chap. 152. *En tous les achats que l'en achette qui appartiennent à heritage, puis qu'eux se tiennent au & jour sans chalange à veüe & seüe du lignage de celuy à qui il l'oroit achetée, & se il venissent après que li ans & li jours fussent passés, &*

il demandast cest achat à avoir, il n'en auroit pas par droit, pour qu'il fussent en l'Eveschié, mes se il venoient dedans l'an & le jor, & aucun du lignage demandast l'achat, il l'auroit, puisqu'il n'eust esté semons devant Justice, mes il vendroit à celuy les amendemens que il y auroit mis & fés, & se il avoit esté semons devant Justice de reprendre, il n'en auroit point part.

OMNIES,] semblable : De Beaum. Prol. *Mesures ne sont pas omnies, ch. 26. Les values ne sont pas omnies. ch. 30. N'est pas l'amende omnie. ch. 30. Les richesses ne sont pas omnies. ch. 16. Entre seurs doivent estre les parties omnies, ch. 47. Les saisons ne sont pas omnies en louage, 38. Coume les meset ne sont pas omnis, ne sont pas les venjan- ces omnies, ch. 30.*

* **ORBE.**] Caché. De Beauman. ch. 6. *De tiex fes qui sont si orbes on ne sçait que soupçonner ch. 36. Il avient aucunes fois que aucuns cas aviennent si orbes qu'on ne peut pas tantost sçavoir si c'est cas qui appartient à haute Justice, ch. 38. Fera cler ce qui est orbe, Beaum. ch. 31. Quans tex cas avient qui est si orbe, que l'on ne puet sçavoir la verité. ch. 69. Tuit les orbes cas qui aviennent que l'en n'en puet sçavoir la verité ne se puent prouver fors par présomption. ch. 69. Coup orbe ou sombre, *ictus non apparens* dans la Coutume de saint Palais de l'an 1279. & dans celle de Senlis art. 110. ce qui est appelé machure dans la Coutume du Nivernois, chap. 1. art. 20. de *macula*. Voyez Coquille en cet endroit. *Orbus est qui orbes amisit, id est oculos.* Un lieu orbe, est un lieu où l'on ne voit pas clair; & un *coup orbe* est un coup qui ne paroist pas, & qui ne fait pas d'ouverture; d'où il a esté aussi appelé *ictus cæcus*.*

* *Lettre payable au porteur ou à ORDRE.*] Dans l'Ordonnance de 1673. tit. 5. des Lettres & Billets de change, art. 18. & 19.

Les Lettres de change doivent être payées à ceux au profit de qui elles sont tirées, ou à leur *ordre*; c'est à dire aux personnes à qui ils ont donné ordre de les payer.

Cet ordre qui se met toujours au dos des Lettres, doit, suivant l'article 23. du même titre, contenir le nom de celuy qui a payé la valeur en argent & marchandise; & quand il est fait ainsi *c'est un verisable transport*. Mais s'il n'y a ni date ni le nom de celuy qui a payé la valeur, *ce n'est qu'une simple procuracion*, en sorte que dans ce dernier cas les Lettres ne cessent pas d'appartenir à celuy qui les a endossées.

* *Maison de ORDY.*] Dans le For de Bearn, Rubr. de Pens, art. 3. C'est une maison d'Ordre, un Monastere.

* **ORES.**] Paris, art. 122. &c. *Quoy que. Encore que.*

* **ORFELIN.**] Desherité.] Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 14. p. 81. lig. 22.

* **ORGULH.**] Bearn, Rubr. de Testimonis, art. 4. Ce terme est expliqué par l'art. 4. du For, au titre d'appellations, *Es diit feyt d'orgulh qui fé plaga, o sey arma debedada en carera aforada deu senhor.*

ORIFLAME.] *Flammula, φλάμπουρον, Curopalata. Nostri Vexillum est Dionysii ex auro & flamma vel purpura, Massonus, lib. 3. Annalium: non regium paludamentum, chlamys, vel insigne, quod floribus iridis aut acori aureis esset exornatum & depictum, ut existimas Beroaldus, lib. 4. Chronici. Omnia quidem militaria ornamenta dicuntur Paludamenta, ait Festus: sed hoc non ad rem. Flamulam Cedrenus interpretatur vexillum ex auro & purpura contextum quod erat forma quadrangula & circa regem gestabatur. Oriflambe de France. Froissart, liv. 2. chap. 114. 125. c'est une Banniere & enseigne, un Gonfanon que l'on déployoit contre les Infideles. Sic flamea genus amicti quo se cooperiunt mulieres die nuptiarum, & erat sanguineum propter ruborem custodiendum, ait interpres Juvenalis ad Satyr. 6. Vexillationes vocantur à velo, quia velis, hoc est flammulis utuntur. Vegetius, lib. 2. cap. 1. & Modestus, Flammula ruse, Idem Vegetius, lib. 3. cap. 5. L'Oriflame quasi λάβραρον χαμάτων λυτήριον Nazianzeno. Le premier Chambellan du Roy a la garde de l'Oriflambe, és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 39. Autre est la Cornette generale.*

* **Los ORTZ.**] Dans l'Alphonsine de Riom, art. 23. sont des Jardins. Ce mot vient d'*ortus* dont on se servoit dans la basse latinité au lieu d'*hortus*.

* **OSCHE.**] Voyez *Ouche*.

* **Faire OSCHE.**] Beaum. ch. 69. p. 349. C'est faire des osches ou des coches.

OST] Normandie, chap. 37: 94. & en nos histoires. **SERVICE DE L'OST, AIDE DE L'OST.** Normandie, chap. 44. **L'HOST BANNI, Heribannus.** Quand les vassaux sont tenus de suivre leur Seigneur en guerre, ou de donner homme, ou payer certains deniers pour subvenir aux frais de la guerre. *Hostis vocabulum significat exercitum castra in Appendice Aimoini, lib. 4. cap. 56. lib. 9. cap. 22. 27. 28. Idemque intelliges ex libris Feudorum & legibus Francorum. Vulgò hostenditia nomen significat multam non respondentis ad delectum.* Le vassal à la semonce de son Seigneur luy doit le service de l'Ost en armes & chevaux selon la nature & condition de son fief, pour garder son honneur, son corps, sa terre, comme dit Boutillier en la Somme rurale. Voyez *Chevauchée*.

OSTAGE, OSTAGER.] Bretagne, art. 112. & suivans. Quand

le debiteur est arrêté prisonnier par la ville pour la seureté du dû, afin de tirer argent de luy : *obstagium in cap. 9. de Jurejur. cum pro debito obsides creditori dantur : ut & federibus pacis vel treuga plerumque obsides accedunt, ὄμνησι.* Et il est souvent fait mention de ces ostages en nos Chroniques & Histoires. *Alia est datio pignoris vel fidejussoris. Obsides quodammodo subjiciuntur potestati creditoris, vel ejus qui hostis fuit, quique veteribus Ἀλλοφυλός, alienigena. Peregrinus molli appellatione, ait Ambrosius lib. 1. Officiorum, cap. 29. Interdum autem obsidis recedentis loco datur : quod Exconstrum dicitur, ut in rescripto Friderici II. Imper. Inter Epistolas Petri de Vineis, lib. 5. cap. 57.*

* *OSTES.*] Sont ceux qui tiennent des maisons de leurs Seigneurs. & qui sont leurs Justiciables, &c. Il ne pouvoient recevoir l'oste de l'un l'autre devant que il aroient ses de leurs ostises, leurs avenans à leurs Seigneurs. Beaumanoir ch. 32. p. 169. lig. 17.

* *OSTIEX.*] Beaumanoir, chap. 25. de ses Coutumes de Beauvoisis, sont des maisons.

DROIT D'OSTISES.] Est Seigneurial par la Coutume de Blois, art. 40. C'est un devoir annuel de geline que le Sujet paye à son Seigneur pour le folaige ou tenement, comme dit l'Interprete de ladite Coutume, & il semble qu'il faut écrire *HOSTISE*. Voyez les mots *HOSTE*, *HOSTELLAGE*.

M. Galland fait l'observation suivante sur ce mot dans son traité du Franc-aleu, pag. 86. Le mot d'*Ostises* est général, & a ses divers effets dans divers lieux du Royaume.

Les Interpretes n'en ont expliqué le nom, ny exprimé les effets. En l'ancien usage du Royaume, *hoste* avoit double signification ; tantôt il désignoit les hommes de corps d'un Seigneur, il y en a exemple au grand Pastoral de notre-Dame, lib. 1. art. 57. lib. 2. art. 5. Mais proprement *Hostes*, *hospites*, sont les tenanciers d'un Seigneur, demeurans, couchans & levans dans la censive. Le Chartulaire de saint Maur, tit. an. 1195. *Hospes noster cubans & levans esse voluit* ; ils sont appelez *hospites seu stagiarii*, en un titre de Jacques de Chateaugontier de l'an 1124. & au Chartulaire de Nogent le Rotrou. *Cambriers* au Chartulaire saint Michel de Trespor. Concession de Raoul Comte

en 1322. *que tous les Cambriers qui couchent & levent en leur feu, peschent en la mer &c.* Un homme possédant des terres dans une Seigneurie, ne sera pas dit *hoste*, s'il loge ailleurs. La maison en laquelle demeure cet *hoste*, est appelée *domus seu hospizium* en un titre du même Pastoral, lib. 2. chapitre 64. Au Chartulaire de saint Maur, tit. an. 1245. *obto solidi annui census in duabus hospiziis ad Corbolium.* Autre de 1669. *Afferunt quod habent sex hospizias suas, quorum hospites in istisdem residentes tenent.* Autre titre 1266. *Pro quolibet domo. mazura seu hospizia.* Chartulaire du Prieur de Donchery En la ville de Donchery sient plusieurs maisons & hostises.

Au Chartulaire de Champagne RR. fol. 4. Bulle d'Innocent Pape, an. 17. aux Evêques de Rheims & Châlons, *Excommunicationis sententiam pronulgasti, pro eo quod quandam terram de*

*feodo ipsorum petitum prope tuam ad hostifias dederat, illos qui receperant pari sententia involventes. Hac videlicet ratione quod homines tui aliquo tempore possent forte accedere ad manendum. Titre de saint Denys. Hugo dicitur Lupus Dominus de Villa pitla, vendit terras, domos, memora, consvas, campi partes, hostifias, feoda & res feoda. Saint Maur, tit. an. 1245. Otto solidi Parisienses annui census in duabus hostifias ad Corbolium. Autre, an. 1272. Tenet in feodum quidquid habet ad Nogentium, quidquid habet in hostifias & censuis, & dans le Chartulaire de Notre-Dame de Tynier & en celui de saint Denys, souvent hostizia est tourné hostizie. Ces hostes outre les champarts, tailles, conduites de grains & autres corvées, payoient aux Seigneurs certaines sommes réglées, ou autres prestations en consideration de leurs logements. C'est ce que les Anciens appelloient hostizie ou ostize en la Coutume de Blois. * Vide Cang. verb. hospes. Hemerum in Augusta Veromanduorum p. 120. 172. 179.*

Beaumanoir dans les Coutumes de Beauvoisis, chap. 32. pag. 168. & 169. parle ainsi des hostifes.

Un Chevalier proposa contre un autre Chevalier, que il avoit retenu en sa Ville de nouvel un sien hoste, le quier hoste avoit manie deffous li par le reson de son hostise un an & un jour, & s'en estoit partis, sans che que il n'avoit se mesure donnée, ne vendue, ne quit-

te, ne lessiee hoste dedans; ainchois l'avoit lessiee toute gaste & toute unide, pourcoi il requeroit qu'il fust contraint à ce que il renvoyast son hoste couchant & levant deffous li, si comme il avoit été tant que it enst fait en vers li de s'ostise che que il devoit.

A che respondit li Chevaliers, que il n'estoit pas tenu à che fere; car il laissoit à chascune franche personne à aller memoir quelque part que il li plest & lessier l'ostise au Seigneur pour les rentes, porquoi il vouloit qu'il demeurast deffous li comme son oste, tant comme il plairoit, & sur che se mirent en droit, à sçavoir non s'il li renvoiat ou non?

Il fut jugié que il li renvoyeroit couchant & levant deffous li, & que il ne le pooit receler devant qui it avroit fait son devoir de s'ostise vers son Seigneur, ou par quittance ou par vente, par don ou par échange, mais ches vous ne peut li sires deffendre à son oste puisqu'il est son franc-oste sans servitude. Et fut encore dist à cil jugement fere, si coume ils avoient ouy tesmoigner à leurs peres & à leurs taons que cette concordance fust faite entre le Comte Raoul de Clermont, & ses hommes en la Comté de Clermont, pour che que li Comte Raoul avoit fet crier au lieu de Villeneuve, en bez. franchises maxures, & à petites rentes, & les donnoient à chaux qui y vourroient habiter franchement.

* OTEL.] Hainault, chap. 71. art. dernier. C'est à dire autant ou pareillement, & semblablement.

Le Roman de la Rose.

Trestout en autelle maniere.

Jean de Mehun dans son Testament.

Priere est si grand chose, je n'en sçay nulle autelle.

Anjou, art. 215. celui qui tient en parage à autelle & semblable Justice comme son parageur &c.

* OUBLIAL.] Borel remarque que dans les Coutumes du Ba-

faisois c'est une rente annuelle. Dans les Statuts de Tholose on trouve souvent *oblia nummorum*. Ce qui peut servir de preuve à son explication. Voyez la Note sur *Obtiage*.

LA PRISON NOMMÉE OUBLIETTE.] Froissart, livre 2. chap. 84. *Sic Gregora lib. 9. τὸ τῆς λήθης φρούριον. In Perside custodia est, dicta λήθη. Cedrenus in Mauricio.*

* OUCHE.] Dans un ancien Arrest rapporté par M. de la Thaumassiere, dans ses anciennes Coutumes de Berry, partie 1. chap. 42. pag. 58. Voyez *Hofches*.

* OUCHE.] C'est ainsi qu'on appelle en Anjou, dans le Maine, la Touraine, le Berry & ailleurs, un Jardin fermé de haies & planté d'arbres, sous lesquels on sème des legumes & du chanvre. Au lieu d'*Ouche*, il y a dans la Coutume du Nivernois *Hofche*. Voyez sur ce mot.

Selon quelques-uns *Ofche* se prend aussi pour une redevance; ce qu'ils prétendent prouver par les mots qui suivent de la Coutume des Aix, publiée par M. de la Thaumassiere entre ses anciennes Coutumes de Berry, partie 1. chap. 77. pag. 124. *Census autem meos & venditiones & Olchiam mea in manu retineo, sicut solitus sum.*

* *Pepinieres*, & OULMIERES.] Du mot latin *Ulmas* on a fait *Orme*, & anciennement *Olme & Olmeau*, d'où l'on a fait *Oulmieres*.

* OURINE.] Origine. *Franc-Ourine*, franche origine. Voyez la Coutume de Hainaut, art. 83.

OUSCLAGE.] La Rochelle, art. 46. & *in antiquis instrumentis & tabulis nuptialibus. Solet sponsus interveniente osculo res donare sponsae: & eo defuncto ante nuptias pars rerum donatarum pertinet ad superstitem sponsam, vel contra, l. si a sponso. Cod. de donation. ante nuptias. Qua constitutio in Gallia vix observatur. Costanus in fine commentarii de sponsalibus. Autre est le douaire, autre l'ousclage.*

On a remarqué ailleurs que ce que nous appellons douaire, n'est autre chose dans nos Pays coutumiers, que les dotes des femmes qui leur sont constituées par leurs maris; ce que nos premiers François retiennent des mœurs des Allemands qui en usoient ainsi. *dorem non uxori marito, sed uxori maritus offert. Tacitus de moribus Germanorum.* V. ce qu'on a remarqué sur le mot *doüaire* & sur la Coutume de Paris.

Comme les maris ne constituoient ces dotes aux filles qu'à condition de devenir leurs femmes, dans la basse Latinité cette dot fut quelques fois appelée

osculum, d'où l'on a fait en François le mot *ousclage*: en voicy un exemple de l'année 1000.

Ego Sulpicius summipotentis Dei, ipsiusque gratia & voluntate, & permissione ipsius omnipotentis Dei, & assensu utrorumque parentum & amicorum meorum, huic amantissime conjugii mea Theuthelina, ut ex nobis filii nascantur, qui in numero Christi aggregentur, conjugere cupio: idcirco ego Sulpicius dono tibi ex amantissima conjux mea Theuthelina per deprecationem senioris mei Gosfredi cuius hoc beneficium est, Ecclesiam liberam in Vite

ta qua vocatur Curfa, tali tenore, ut si superstes mea fueris deoq; salidas perfolvas illi cuius hoc beneficium erit. Videlicet Missa sancti Vincentii Martyris qua est xi Cal. Februarii, & in ipsa Villa beneficium Tetholdi fidelis mei per d. preceationem videlicet senioris mei terram cultam & incultam; videlicet vineis, pratis & hoc tibi erit. Hec omnia supra scripta, ex amantissima conjux mea per hunc liberulum osculi tibi cedo habendum tenendum & possidendum &c. V. Veterum scriptorum novam collectionem, part. 2. p. 12.

En quelques lieux, on distingue le douaire de l'ouclage, en sorte que le douaire y fust la dot, & l'ouclage, le prix de la virginité, ou ce qui estoit donné à la femme pour la premiere nuit comme dans ces vers de la sixième Satyre de Juvenal, n. 200.

Si tibi legitimis partem junctamque tabellis

Non es amaturus, ducendi nulla videntur

Causa, nec est quare causam & mactat

Labente officio crudis donanda, nec illud.

* **DON OUTRAGEUX.**] Excessif. Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 14. p. 81. lig. 20.

* **OUTREE.**] Ou encheres. Lorraine, tit. 12. art. 22. 23 §. 199 200.

FIEF OUVERT.] Paris, art. 2. Mante, art. 34. S. Quentin, art. 61. Nivernois, tit. 4. art. 1. Montargis, chap. 1. art. 69. 81. Orleans, chap. 1. art. 20. 21. 22. 58. 69. 87. 96. 103. Bourbonnois, art. 368. 373. Auvergne, chap. 22. art. 1. La Marche art. 183. Peronne, art. 30. Dourdan, art. 14. 18. *Vides hac & alia multa à me non perfunctorie, & dicis causa, sed summa diligentia collecta esse in usum tuum* [**FIEF VUIDÉ ET OUVERT.**] Blois, art. 47. 76. 77. 78. [**FIEF DESCouvert.**] Tours, art. 100. Lodunois, chap. 11. art. 2. Anjou, art. 119. Le Maine, art. 120. **ARRIERE FIEF OUVERT.**] Melun, art. 81. Paris, art. 2. 54. Dourdan, art. 19.

Quand il y a mutation de Vassal & que le nouveau possesseur n'a encore été investi par le Seigneur feudal : Quand la foy manque du côté

QUOD PRIMA PRO NOCTE DATUR, OND lance beata

Dacicus & scripto radiat Germanicus auro.

M. Huet dans son Commentaire sur la Coutume de la Rochelle, page. 441. écrit que l'osclage est une certaine somme que la femme qui survit prend sur les biens de son mari, & qui par l'usage a été fixée à la moitié de ce que la femme apporte en mariage; en sorte que si elle apporte dix mille livres l'osclage est de cinq, le tout faisant quinze mille livres. Il ajoute qu'elle n'a cet avantage que dans le cas où elle renonce à la Communauté, & il rapporte des Arrêts qui ont jugé que la femme pour voit avoir en même temps & le douaire & l'osclage. Voyez les preuves de la Maison d'Auvergne de M. Justel, pag. 177. Et Jacob. Goth. ad leg. 5. Cod. Theod. de sponsal.

Nos anciens François, le lendemain des nôces, faisoient à leurs femmes quelque present qu'ils appelloient *morgengaba* ou *matinale donum*. Voyez Speidelius, Befoldus, VVhener & Rudinger sur ce mot, & Siccard *ad rubricam de Donationibus ante nuptias*, n. 12.

côté du Vassal ou du Seigneur par mort ou autrement, & que par défaut d'homme le fief n'est pas servi, & que le Seigneur de fief n'a point d'homme. *Apertum beneficium intelligitur, quod vacuum est possessore beneficiario.* [COUVRIR LE FIEF.] Cy devant en la lettre C. Quand le Seigneur a receu l'hommage du Vassal, ou quand le Vassal offre la foy & homage. Les rachats d'un fief sont couverts, quand ils sont échus avant la reception de foy & homage, & quittance baillée par le Seigneur au Vassal, sans qu'il se les soit réservé, & pour lesquels il doit venir par action. Montfort, art. 46. les rachats & arerages de cens sont couverts, quand le sujet a jouy de la chose feudale ou censuelle par trente ans sans en avoir été inquieté : Car il les a acquis par prescription. Chasteau-neuf, art. 96. Chartres, art. 81.

OUVERTURE DE FIEF.] Paris, art. 52. Berri, tit. 5. art. 35. 38. 44. tit. 9. art. 82. tit. 12. art. 7. & 9. Melun, art. 100. Sens, art. 122. 123. Estampes, art. 12. Laon, art. 182. 189. 194. Chalons, art. 186. & suivans. Reims, art. 96. S. Quentin, art. 58. 72. Ribemont, art. 16. 17. Comté de Bourgogne, art. 20. 21. Nivernois, tit. 4. art. 1. 6. 15. 56. 59. Montargis, chap. 1. art. 19. 82. La Marche, art. 183. 184. Peronne, art. 21. 24. 29. 34. 52. Auxerre, art. 67. 82. Bretagne, art. 343. 366. Dourdan, art. 21.

Quand il y a mutation de Seigneur, ou de Vassal. *Sic & in libris Feudorum feudum dicitur aperiri domino vel agnato cum domino committitur, & ad eum revertitur, vel cum lege defertur heredi.*

* OUVERTURE de clameur.] Normandie, art. 462. La clameur dans cet article est le retrait, & il y a ouverture de clameur dès le moment qu'on peut intenter l'action en retrait.

OUVERTURE DE RACHAT.] Tours, art. 133. Qui est dû au Seigneur feudal en certain cas par le nouveau possesseur ou Seigneur du fief servant.

OUVERTURE DE REGALE.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 11. Quand le benefice qui est sujet au droit de Regale, vacque de fait ou de droit.

OUVERTURES DE VENDANGES.] Berri, tit. 15. art. 4. 5. 6. Quand le Juge permet de recueillir & vendanger les raisins & fruits de vignes, qui sont en maturité.

P.

* P A D E N A.] Bearn, Rubrique de *Sontentiis*. C'est une poële à faire du sel.

P A D O E N C E S.] Solle, tit. 13. art. 4. Bearn, tit. 51. art. 5.
II. Partie. Y

PADOUENS ET PASTURAGES.] La Bourr, tit. 3. art. 16. 23 27. tit. 20. art. 4. Pastis, padouans, terres vaines & vagues, en l'Edit de Henri III. en Janvier 1583. pour le reglement des Forests.

PADOUIR, PADUENTAGE.] Acs, tit. II. art. 2. 26. 27. 29.

C'est mettre son bestial paistre en la terre, bois ou lande commune de plusieurs, ou d'une paroisse.

De *pascere* on a fait *Padouir*, pour paistre ou mener des bêtes aux pasturages; & de *Padouir* on a fait *paduantage*, comme de paistre, *pasturages*. Skinner in *etymol. expositione vocum forens.* a fait l'observation qui suit.

Paduantage. *Vox qua mihi in solo*

Dist. Angl. occurrit, & explicatur jus compascendi in agro compascuo unius aut plurium pagorum & est vox pura puta Fran. G. in utraque lingua idem signans. Nescio an à Franco G. PAST pastus & advantage Commodum, emolumentum q. d. advantage & pasture.

* *P. A. E.*] Dans le For de Bearn, au titre *deu Recebedors*, art. 7. c'est à dire payement.

* *Homi PAGE'ES.*] Bearn, rubr. *deus Castellans*, art. 4. font des roturiers, *Pagani*.

PAGES.] *Pueri pedagogiani, qui inter Castrensiunos numerantur.* Pages d'honneur qui sont de la Cliambre du Roy: Autres sont les pages de la grande ou petite écurie. *Pedagogia oblita facie vehuntur, ne sol, ne frigus teneram cutem ladat, Seneca epist. 124. Qui etiam libro de Tranquillitate vita, cap. 1. dixit Apparatum pedagogii, sic enim legendum est: ut & libro de vita beata cap. 17. Pedagogium pretiosa veste succingitur. Ingenuorum pedagogia Suetonio in Nerone: cap. 28. quam vocem Hermolaus vel Equalius corrupit, qua etiam recta est in l. quasi-tum, §. si instructum. D. de Instructo vel instrum. legato. Fastidit in re perspicua quorundam torporem nasturtio excitare. Honestius viri pedagogis aurum damus: Plinius lib. 33. cap. 3. Qua vox etiam extat cap. 12. ejusdem libri. De pedagogis aut aulicis nescio quem cinadum Deum facitis, Tertull. in Apolog. Caterum de pueris pedagogianis Justus Lipsius ad lib. 15. Annal. Taciti, vir antiquarius, quique ingenium in numerato habet. Levinus Torrentius ad Suetonium in Nerone. Adrianus Turnebus, lib. 8. & 23. Adversario. Alii sunt Pagani vel Pagenses: qua in re Pinnellus abutitur testimonio Q. Curtii Rufi, qui l. 8. refert ministeria adul-torum qui regibus Macedonum tradebantur.*

* **PAGESIE.**] *Tenementum paganorum.* Cette espece de tenure se trouve spécifiée és Terriers de plusieurs Seigneuries, és pays de Velay, Forests, & Bourbonnois, & est de même effet que tenir en *Frarésche*, és pays d'Anjou, Touraine & le Maine; ou que les *Masures* en Normandie. C'est à dire que chacun des detenteurs du fonds est tenu solidairement aux cens & redevances, sans que le Seigneur soit tenu de diviser, ni de s'adresser à tous les detenteurs, si bon

ne luy semble : ce qui étant rude pour les debiteurs, qui se multiplient de temps en temps par partages, la prudence des Normands a été telle, que de plusieurs qui tiennent en mesure, il y en a un appelé *Prevoost* qui est le collecteur de la redevance sur tous les détenteurs ; & est fondé à faire la contrainte pour payer le Seigneur. (M. GALLAND.)

* *PAGUE de Commune.*] Bayonne, tit. 8. art. 14. C'est la faculté qu'a le debiteur d'une somme d'en assigner le paiement sur ses biens immeubles, ce qui n'est pas permis à celui qui ne doit que la somme de dix sols tournois & au dessous.

* *PAIN.*] Au Terrier de l'Isle-Adam. *En la ville de Chanvery, huit pains & les trois parts d'un pain, & vault chacun pain un boisseau froment.*

Aux Avenus du sieur de S. Remy en Champagne, dont la terre est gouvernée par la Coutume de Vitry, ses sujets sont obligez luy fournir deux deniers, ou du pain pour deux deniers, &c. (M. GALLAND.)

PAIN DE PANIERE OU DE PANNIERE] Que les sujets de S. Goudon sur Loire, outre le cens, doivent chacun an à leur Seigneur. C'est un grand pain froment.

ESTRE EN PAIN, OU HORS DE PAIN.] Hainaut, chap. 42-98. 106. Mons, chap. 6. 8. 9. 10. 36. *Cum liberi sunt in potestate patris, vel sui juris facti sunt.*

MISE HORS DE PAIN.] Mons, chap. 10. *Sunt Emancipationes.* Voyez les mots *POTE*, & *MAMBOURNIE*. Mettre hors de pain & pot. Lalleuë sous Artois.

Sous la premiere & la seconde Race de nos Rois, les peres & même les meres avoient en France une telle puissance sur leurs enfans qu'ils les pouvoient vendre, *cap. 4. lib. 6. Capitul. si quis vendiderit filiam suam in famulam non egredietur, sicut ancilla exire consueverunt. Si placuerit domino suo cui vendita est, dimittat eam liberam, & ad alium populum non licet eam vendere, &c.* Vid. *Tit. Cod. de Patribus qui filios distraxerunt, lib. 4. tit. 43. & formulam Andegavensem* 48. Joignez l'autorité tirée de la vie de S. Junien rapportée sur le mot *émancipation*.

Mais en plusieurs lieux, sous la troisième Race de nos Rois, cette puissance fut tellement adoucie, qu'il semble qu'elle ne fut conservée aux peres &

meres que comme une récompense des alimens & de l'éducation donnée aux enfans.

De là vient que par la Coutume de Chartres, art. 103. de Chasteauneuf, art. 134. de Dreux, art. 93. & quelques autres, dès que la mere est morte, les enfans, parce qu'ils ont, ou sont présumez avoir dequoy se nourrir & s'entretenir, cessent d'être en la puissance de leur pere. *Par le trépas de pere ou de mere les enfans sont sui juris, & sont hors de la puissance d'autrui, supposé qu'ils eussent ayeul ou ayeule, & défiant la puissance que le pere avoit sur eux.*

Et de là vient encore que dans plusieurs autres Coutumes, & même à Paris, les enfans n'étoient sous la puissance de leur pere que tant qu'ils é-

toient en Celle, ce que nous apprenons de la décision suivante de Jean des Mares, qui est la 336.

Item, *Se enfans sont mariez de biens communs de pere & de mere, & autres demeurent en Celle, c'est à dire en domicile de pere & de mere, iceux enfans renoncent raisiblement à la succession de pere & de mere, ne n'y peuent rien demander au préjudice des autres enfans demeurans en Celle, supposé qu'ils rapportassent ce que donné leur a été en mariage; car par le mariage ils sont mis hors la main de pere & de mere, si ce n'est que par exprés il eût été réservé au traité de mariage, que par eux rapportant ce qui donné leur a été en maria-*

ge, ils peussent succeder à leurs pere & mere avec leurs freres & sœurs, qui sont demeurez en Celle &c.

Les enfans étoient en Celle, comme il se void par cette autorité, lorsqu'ils étoient en domicile de pere & de mere; & lorsqu'ils étoient en celle & domicile de pere & de mere, comme ils étoient nourris par leurs peres & meres, ils étoient aussi en pain & en pot; de là vient que les mots celle, domicile, & pain & pot, sont pris pour la puissance sur les enfans, & que pour marquer que des enfans étoient émancipez, on a dit qu'ils étoient hors de celle, ou hors de pain & pot.

PAINS DE CHAPITRE] Et jallais de vin, que quelques Eglises doivent au Seigneur feudal par an, pour tout droit.

* PAINS D'HOSTELAGE.] Dunois, art. 27. 28: Voyez *Ostise*.

PAIR DE FRANCE.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 107. de Hefdin au titre des droits du Comté d'Artois, qui est dit Pair de France: en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 6. & és Histoires & Annales de France: Desquels la creation est vulgairement attribuée à Charlemagne, & par d'autres, à Hugues Capet. *Hic magna eruditorum concertatio*. Le Docte du Tillet a observé en ses memoires qu'elle doit être referée au Roy Louïs le Jeune, fils du Roy Louïs le Gros, qui crea les douze Pairs pour le Sacre & Couronnement des Rois, dont il donna la prérogative à l'Eglise de Reims en l'an 1179. & pour juger avec le Roy comme Conseillers les causes du domaine de la Couronne, & celles qui en dépendent, comme celles qui concernent les Pairies & autres grandes causes au Parlement, auquel ils reçoivent Jugement de leur honneur & état, & non ailleurs, & partant s'appelle la Cour des Pairs, & eux les Pairs de la Cour de France. Il y a en nos Chroniques & Histoires plusieurs exemples de leurs Jugemens: Et ont ces douze Pairs de France été instituez à l'exemple des Pairs des fiefs. Quelques-uns sans apparence estiment qu'ils ont été instituez à l'imitation des Patrices Romains. Les Pairs de fief avoient dignitez & prérogatives répondantes à la grandeur de leur Seigneur de fief. Et ont les Pairs de France été créez en dignitez Ducales & Comtales pour seoir & juger en la Justice souveraine du Roy, & pour l'assister & servir en son Sacre & Cou-

ronnement, & pour le conseiller és affaires qu'il luy plaira leur communiquer. Et furent appellez Pairs pour être entr'eux pareils, non au Roy, à sçavoir quant à la dignité de Pairie, d'autant que l'un n'a pas plus de voix ou d'opinion que l'autre. Ils ne sont pas appellez Pairs pour être compagnons du Roy, ou pour être Peres de la Republique. Et faut noter que les Pairies layes ont souvent été remuées & augmentées, & de nouveau érigées en faveur des Princes du sang & autres, & depuis éteintes: Mais les Pairies Ecclesiastiques ont retenu leur ancien nom & nombre.

Thomas Walsingan recite qu'en l'an 1296. en Ecoffe ont été élus douze Pairs: à sçavoir, quatre Evêques, quatre Comtes, quatre Barons, pour conseiller le Roy. *Quod tribuit anno precedenti in Neustria.* Aussi ont été érigez des Pairs en Flandres, en Normandie, en Bourgogne.

Anciennement les PAIRS DE FRANCE ne pouvoient être ajournez qu'en vertu de Lettres Patentes de Chancellerie du Roy, & il falloit que l'ajournement leur fût signifié par un Maître des Requestes de l'Hostel du Roy, par un Conseiller du Parlement, par le Bailly ou Seneschal Royal, ou autre personnage d'autorité, & n'étoient justiciables du Bailly, sauf en cas de nouvelleté & autres causes, dont est fait mention en l'ancien Stile de Parlement à Paris, liv. 1. chap. 2. §. 11. & chap. 3. *Ceterum de Paribus Francia tractant Matthæus Parisius Britannica historia scriptor in vita Henrici III. Choppinus, lib. 3. de Domanio, tit. 7. Hotomanus, cap. 14. Francogallia, P. Pithou au premier livre des Comtes de Champagne, l'Avocat Pasquier au second livre des Recherches de la France, chap. 8. & 9. le Greffier du Tillet en ses Memoires, liv. 2. Ne mihi hæc dictio salivam moveat ut par prioribus dicam, scribamve.*

Anciennement, comme le remarque Ragueau, les Pairs de France n'étoient ajournez que par le Roy, c'est à dire, que par Lettres de la Chancellerie; & la coutume étoit d'adresser ensuite d'autres Lettres de Chancellerie à quelque Bailly, ou à quelque Chevalier, par lesquelles le Roy leur enjoignoit de presenter au Pair les Lettres d'ajournement. *Stil. ant. Parlam. cap. 3. lib. 1. Item Pares Francia adjornantur solum per Regem, & non per alium Judicem. Scribit Rex eis, adjornamus vos &c. & postea fit alicui Bailli-vo commissio ad partem, in quibusdam aliis litteris, quod ipse literas ad-*

journamenti qua Pari diriguntur, eidem presentet per se, vel per alium, & intimet illi quod ad diem certum interfuit in Parlamento, & quod de his rescribat Curia. Et est ratio quare Pares non possunt per alios Indices adjornari, quia non sunt subjecti Baillivis, nec Seneschallis, nec de ipsorum ressorto. Voyez les Preuves de l'Histoire de Montmorency, page 87.

Voicy une copie de ces Lettres, que j'ay tirée d'un ancien original manuscrit.

Philippe par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, A nos amez & Feaux Thomas de Marfontaines, &

Philippes de Preci, salut & amour. Nous vous envoyons nos Lettres ouvertes à Robert Comte de Flandres, desquelles la teneur est telle.

Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, A Robert Comte de Flandres, Salut. Comme nous desirons la paix, la tranquillité, & le bon état de notre Royaume & de nos sujets, & à faire & accomplir à l'aide de Dieu le voyage d'Outremer, lequel notre chier Sire & Pere, & notre chier Frere li Roy Loys, en temps qu'ils vivoient, & nous enprimes à faire pour la grant devotion qu'il & nous avions, & laquelle nous avons encore, si comme il est bien raison d'oter de la main des ennemis de la foy Chrestienne la Terre sainte, que notre Seigneur sacra & racheta de son precieux Sang, pour être propre heritage des Chrétiens, qui pour leurs pechiez en ont été longuement dépouillez; comme tous nos desirs soient à ce mis, que en notre temps la Terre sainte fut remise en la main des Chrestiens, par quoy notre Seigneur y peust être honoré & servi.

Sur plusieurs articles de la paix de Flandres, jadis traitée, & accordée en temps de nos devant dits chiers Seigneurs Pere & Frere, enissions fait attemperemens, & éclaircissemens, à moult de cas, parmi un traité, qui se fait entre nos gens en temps que nous étions Regens, d'une part; & vos Gens, & les Procureurs des bonnes Villes de Flandres à ce députez, par tout, & par eux, d'autre.

Lesquels attemperemens & éclaircissemens, nous fismes à votre requeste & à votre grande instance & experience, que ledit Traité vous dussiez tenir, garder & accomplir, en toutes choses par effet, si comme vous, & vos gens le disiez, & promettiez de bouche: car nous desirions moult, & desirons que le dit passage d'outremer se peust tost faire & ac-

complir, & comme nous l'avons empris, & parmi le devant dit Traité vous deussiez faire & accomplir certaines choses; & comme il est plus à plain contenu en Lettres qui sur ce furent faites & scellées, desquelles aucunes en demeurèrent pardevers nous, & aucunes pardevers vous; & plusieurs fois vous ayant sommé & requis, on fait requerre, vous & vos gens, que lesdites choses vous accomplissiez & tenissiez, si comme vous y étiez tenus, & vous de ce n'avez encore rien fait, en disant que les seurtez que nous voulions donner n'étoient pas suffisantes, combien que nous ayons toujours été priez, & soyons encore de donner telle seurte comme droits, raisons ou coutumes veulent, ou qu'elles ayent été données entre nos predecesseurs Roys de France, & les vôtres, ou entre leurs autres sujets en tels cas, ou semblable; en offrissiens aucunes par special.

Et parce que vous & vos gens disiez que ces seurtez n'étoient pas suffisans, combien que toujours il ait semblé, & encore semble à moult de gens, que elles doivent bien souffrir. Finalement fut accordé entre nos dites gens & les vôtres, & les dits Procureurs, que sur lesdites seurtez, qui deussent suffire, seroit oy le conseil du Pape, & il a donné en la presence de nos gens & de vos Procureurs & des Procureurs des bonnes Villes, pour ce envoyez là, de notre consentement & du vôtre, & desdites bonnes Villes.

Et est en son Conseil, après grant déliberation, qu'il a eu sur ce avec le College des Cardinaux, Patriarches, Archevêques, Auditeurs du Palais, Maistres en Divinité, Docteurs de Droit Canon & Civil, qui lors étoient à Cour, que les offertes lesquelles avoient été faites sur lesdites seurtez, par nous étoient suffisans; & depuis le susdit Conseil donné, vos dites gens se soient partis sans accepter ledit Conseil, & sans qu'ils se soient

trais pardevers nous, ne vous aussi n'êtes depuis venus, & n'avez envoyé pardevers nous, pour faire & accomplir ce à quoy vous êtes tenus sol, en ladite paix, faite au temps que nous étions Regent.

Par quoy nous qui ne voudrions être trouvé en nul deffault, ains voudrions toujours faire & accomplir tout ce à quoy nous serions tenus, vous requerrons & vous mandons, que au Jeudy après les trois semaines des grands Pasques prochaines, c'est assavoir, que le dix-huit jours du mois de May. Vous soyiez pardevant nous à Paris en nôtre Palais, pour faire ce que vous nous êtes tenus de faire en vôtre propre personne, selon ledit Traité, & pour donner seurte telle comme vous y serois tenus d'accomplir, & faire le remanant que vous serez tenus à faire pour ledit Traité; qui faire ne se pourroit en vôtre personne, ou qui lors accomplir ne se pourroit bonnement ou devoit; car à ladite journée, nous entendons à vous offrir; & déjà vous offrons à faire & accomplir tout ce à quoy nous sommes tenus par ledit Traité, soit de donner seurte ou autre chose, & se ainsi ne étoit que vous ne vous fussiez être contents des seurtez que nous voudrions alors donner, selon droit & raison, & contume, ou de celles que nos predecesseurs ont autrefois donné en tel cas, ou semblable, à tels predecesseurs, lesquelles nous vous offrons déjà; & dès lors seront prests de donner. Nous vous adjournons pardevant nous à Paris en nôtre Palais au Samedi ensuivant; c'est assavoir le 20. jour de May, avant ce que vous voudriez en suffisance ou non suffisance desdites seurtez donner, & penre d'une partie & d'autre, selon la forme dudit Traité, & pour oyr & penre droit, & oir déclarer en nostredite Cour que les seurtez devront suffire, selon la forme du Traité, & audit jour nôtre Cour sera garnie de Pairs, de Pre-

lats, de Barons, & d'autres si comme il appartiendra, & ce par nôtre dite Cour sera déclaré, dit & prononcé, que vous soyiez tenus de faire & d'accomplir, selon que lors se pourra & devra faire par raison; & quant à nous, ce qu'il sera dit par droit en ladite Cour, que nous serons tenus de faire, serons-nous prests de faire & d'accomplir.

Et voulons que vous sachiez que si vous ne venez ausdites journées, ou si vous y venez, & si êtes en deffault de faire & accomplir ce à quoy vous seriez tenus à faire, & ce que seroit éclairci en ladite Cour, par Jugement sur lesdites choses, nous en voudrons porter tout le proffit qui pour ce nous pourroit appartenir sur ces choses, & celles qui en dépendent, & le poursuivrons si avant comme raison seroit, & par toutes voyes & manieres licites, & sur les choses, & chacune d'icelles & celles qui en dépendent.

Nous vous adjournons à la dernière journée du Samedi dessus dit, à la continuation des jours qui s'ensuivront, & seront necessaires à l'accomplissement de la besogne, & des choses qui en dépendent.

Et pour ce que ne preniez aucune ochoison de vous excuser desdites choses ou aucunes d'icelles, nous vous envoyons par nos amez & feaux Thomas de Marfontaines, & Philippes de Precy Chevaliers porteurs de nos Lettres de Saconduit pour vous, & pour tous ceux que vous ameneriez ou enverriez.

Et avons mandé & commis esdits porteurs, & à chacun d'eux que cette & les autres Lettres ils vous presentes de par nous, & que d'abondant ils vous requierent & adjournent de bouche, sur les choses contenues en ces Lettres, & selon la teneur d'icelles, & fassent ces offres faites de par nous, si comme cy devant est contenu, & que de toutes ces choses, il, & chacun d'eux fassent relation à nous, & à nostredite Cour, à la-

quelle sera adjouëtée foy pleniere, si avant comme de raison sera. Donné à Paris le 9. jour d'Avril l'an de grace 1317.

Pourquoy nous vous mandons & com-mettons à chacun de vous, que lesdites Lettres à vous presentées de par nous, bailliez audit Comte, & sur les choses contenuës esdites Lettres, & selon ce qui est contenu en icelles le requerreꝫ, som-mez & ajournez selon la forme aux lieux & jours contenus esdites Lettres, & les leurs aussi que nous luy avoyons à luy de seur-conduit, le bailliez; & si ledit Cuens n'étoit content du conduit seur, nous voulons & vous donnons plein pouvoir, & com-mettons à chacun de vous par ces Lettres, de faire & donner tout autre conduit en la maniere que faire se pourra & devra, & que sur ce vous puis-siez donner vos lettres ouvertes.

Voulons & commandons à tous les Justiciers & sujets de nôtre Royaume, & tous autres requerans, que contre la teneur de vôtre dit seur conduit, il ne viennent, ne fassent, ne souffrent à faire ou à venir, comment que ce soit: ains le gardent & tiennent, & fassent tenir & garder à tout leur pouvoir; car nous voulons qu'il ait aussi grand fermeté & aussi grand foy li soit adjouëtée, comme s'il estoit fait sous nôtre propre scel, & de tout ce que vous avez fait; de ces choses faites relation à nous, & à nôtre dite Cour, à laquelle sera adjouëtée foy pleniere. En témoin desquelles choses, nous avons fait mettre nôtre scel à ces Presentes.

Donné à Paris le 9. jour du mois d'Avril l'an de grace 1317.

Sur le repli est écrit: Par le Roy, en la presence de son grand Conseil.

Ainsi signé, PARI.

Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.

Le Roy ajournoit ainsi les Pairs non seulement lors qu'il avoit quelque affaire à décider avec eux; mais aussi lors qu'il y avoit quelqu'un qui avoit interjetté appel

au Parlement de leurs Sentences, ou des Sentences de leurs Juges. Car ancienne-ment en païs de Coutumes, en cas d'appel, on adjournoit les Seigneurs Justiciers, & non ceux qu'ils avoient commis pour juger; ce qui fut abrogé en 1332. par Philippes de Valois, qui ordonna que les Juges seroient ajournéz; & que les Lettres, qui étoient auparavant presen-tées aux Pairs seroient données à leurs Juges. *Statuimus ut si quis à sententia Paris Franciæ, Ducis, Comitum, Baro-nis, seu alterius domini temporalis, aut à defectu seu denegatione juris, ab ipsis, seu officiariis & judicibus suis ad nos seu Curiam nostram appellaverit, sufficiat & proficiat, ac sufficere & proficere debeat ipsis appellantis, si ipsi Judices, qui sen-tentias protulerunt, aut denegationem juris fecerunt, & à quibus extiterit ap-pellatum, adjournari faciant in loco ubi lata fuerit sententia, vel facta juris de-negatio seu defectus, ad personas seu ha-bitatores dicti loci, si qui reperiantur, aut coram eorum vicinis, si nemo repe-riatur ibidem, vel quod ad personas Ju-dicis, vel ejus locum tenentis, vel ad eorum domicilium fiat ipsum ad,orna-mentum, si ibidem, vel alibi infra Cas-tellaniam dicti loci casualiter, vel aliàs inveniatur, si appellans hoc maluerit. Adjornamentumque predictum simili mo-do fiet ad domum Judicis in locis predi-ctis ipsis absentibus, vel presentibus, absque eo quod oporteat dominos in eorum personis, seu domiciliis adjournari facere, prout fieri solebat ante constitu-tionem, seu ordinationem presentem. Et quia ex observatione antiqua consuevit ut nostras Litteras Paribus Franciæ de-beamus mittere, per quas ipsos adjor-namus, & alias Litteras quibus Baillivis, vel Judicibus mandabatur ut Litteras no-stras Paribus deberent presentare: Vo-lumus ut Littera predicta solum ad co-rum Judicem, vel locum in quo lata fuerit sententia, vel facta juris denega-*

tio seu defectus similiter presententur absque alia solemnitate observanda in casibus ante dictis.

Aujourd'hui les Pairs sont ajournés comme tous les autres sujets du Roy. Et ils ont seulement de prérogatives, que pour raison de leurs Pairies ils plaident en première instance à la Grand Chambre du Parlement de Paris, les autres Chambres y étant assemblées; qu'ils n'ont aussi pour Juges que le Parlement

lorsqu'il s'agit de l'honneur de leurs personnes, & que pour raison de leurs autres affaires ils jouissent du droit de *Committimus* au grand Sceau. Voyez l'Ordonnance de 1667. tit. des Ajournemens art. 12. & l'Ordonnance de 1669. tit. des *Committimus* art. 13. Loysseau après du Tillet, dans son Traité des Seigneuries, chap. 6. n. 51. & sur tout, l'ancien Stile du Parlement, partie 2. ch. 2. à la fin.

. PAIR DE HAINAUT.] Hainaut, chap. 71.

PAIRS DE LA COUR.] Hainaut, ch. 68. Ils assistent au grand Bailli de la Cour de Mons, pour le jugement des procez: Comme par l'Arrest donné à la Pentecôte de l'an 1264. il appert que les hommes de l'Abbé de Corbie jugeoient en sa Cour. Les Pairs & Compagnons, Valenciennes, art. 7. Lille, tit. 1. art. 44. & comme ils s'appellent en la Somme rurale, sont sujets à assister és jugemens de la Justice du Seigneur Chastelain, & jugent à leurs perils & fortunes, & au danger de l'amende envers le Roy s'il est mal jugé. Senlis, art. 95. Comme aussi les hommes de fiefs. HOMMES ET PERES DE LA COUR.] Cambrai, tit. 1. art. 34. 51. Pairs & hommes liges, au Stile du Baillage de Hesdin.

EDICT DES PAIRS.] Senlis, art. 215. Clermont, art. 74. 76. Valois, art. 42. 52. ou des COMPAGNONS & CONVASSAUX: Channi, art. 77. lesquels sont aussi appellez FRERES & COMPAGNONS à la fin de l'ancienne Coutume de Boulenois: & en la vieille Pratique CONFIEZ DE COUR. Les Pairs sont les vassaux du Seigneur feudal tenans de luy fiefs de pareille nature & condition: Senlis, art. 158. *Or quasi vobis.* Par la Coutume de Clermont, art. 199. 200. les Vassaux qui tiennent en plein fief du Chasteau de Clermont, sont tenus comparoir à l'assise du Bailli du Comté de Clermont, & sont à leurs perils & fortunes les Jugemens esdites assises, & en tous autres cas tant criminels que civils, dont les procez sont faits par iceluy Bailli ou son Lieutenant. Boutillier auteur de la Somme rurale, fait souvent mention de ce jugement des Pairs & hommes feudaux, tant en Cour Royale que subalterne. HOMMES DE FIEFS, PAIRS & Vassaux: Valois, art. 33. Pairs de fief. Noyon, art. 25. S. Paul, art. 10. PAIRS & hommes de fiefs: Reims, art. 76. & en la Coutume de Lens, particuliere sous Artois. LES PAIRS sont les vassaux du Seigneur: Laon, art. 166. ou les vassaux de fief: Chalons, art.

177. LES PAIRS, Compagnons & Vassaux sont tenus de faire service de Cour & de plaids, de comparoir & assister pardevant le Bailli ou garde de la Justice du Seigneur feudal, lequel autrement peut faire saisir leurs fiefs, par la Coutume de saint Quentin, art. 82. Les fiefs étant devenus hereditaires & patrimoniaux en ce Royaume, il fut établi en chacun fief dominant nombre certain de vassaux, appelez PAIRS ou francs hommes de fiefs, chargez de tenir la Cour du Seigneur & juger les causes feudales; comme il est marqué en l'Arrest de la Commune de Ham, du dernier jour d'Avril 1351. Et les vassaux jugeans étoient nommez Pairs, parce qu'ils avoient pareille juridiction, autorité, prééminences, privileges, & charges l'un comme l'autre: & l'hommage qu'ils faisoient de leurs fiefs & Seigneuries à leur Seigneur feudal, s'appelloit Pairie. Or toute PAIRIE est hommage en dignité & prérogative chargée des jugemens, mais tout hommage n'est pas Pairie. Et par succession de temps les Conseillers des Maires, Majeurs & Eschevins des Villes, ont été appelez PAIRS.

FIEF OU TERRES TENUES EN PAIRIE.] Amiens, art. 7. 25. 189. Saint Paul, art. 10. & en la Somme rurale, & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 6. Le Comté de Beauvais tenu en Pairie. Senlis, art. 28. Fief & noble tenement tenu en Pairie, ou en demi Pairie. Hesdin, art. 12. * V. du Fresne sur Amiens, art. 7.

Tenir en Pairie, étoit anciennement autre chose qu'être *Pair*. Il n'y avoit autrefois que douze Pairs de France, six Ducs, & six Comtes.

Des six Ducs, il y en avoit trois Ecclesiastiques, sçavoir l'Archevêque de Rheims, l'Evêque de Langres, & l'Evêque de Laon. Et les trois Ducs Laïques étoient le Duc de Bourgogne, le Duc de Normandie, & le Duc d'Aquitaine.

Des six Comtes il y en avoit aussi trois Ecclesiastiques, & trois Laïques.

Les trois Comtes Ecclesiastiques étoient l'Evêque de Beauvais, l'Evêque de Noyon, & l'Evêque de Chalons sur Marne; & les trois Comtes Laïques étoient le Comte de Champagne, le Comte de Flandres, & le Comte de Toulouse.

Outre ce nombre de Pairies, nos Rois en créoient d'autres en faveur des Princes de leur sang; mais les Princes qui

possédoient ces nouvelles Pairies, tenoient seulement en Pairie & n'étoient point Pairs, & de là vient qu'au festin qu'il y eut au sacre de Charles V. Philippe Duc de Bourgogne comme Pair de France, prétendit avoir, & eut en effet, séance devant Louis premier Duc d'Anjou, son frere aîné, parce que Louis ne tenoit qu'en Pairie. V. M. de S. Marth. dans l'Histoire gen. t. 1. pag. 370.

Cette ancienne distinction d'être *Pair* & tenir en Pairie, est confirmée par l'autorité suivante, tirée du vieil Stile du Parlement, partie 2. chap. 2.

Primo sciendum est duodecim esse Pares Francia, sex Clericos & sex Laicos, ex quibus sex sunt Duces, & sex Comites. Clerici sunt Archiepiscopus, & Dux Rhemensis, Episcopus, & Dux Lingonensis, Episcopus & Dux Landunensis, & Comes Belvacensis Episcopus, & Comes Novionensis, & Episcopus & Comes Cathalaunensis. Laici autem sunt, Du-

ces Burgundia, Normania, & Aquitania, & Comites Campana, Flandria & Tholosa.

Item sciendum, quod domini de sanguine Regio, quamvis non teneant aliquas ex terris antiqua Paria, nihilominus Rex eis dare consuevit, & concedere certa privilegia, eorum dominationes in

Paria tenendi, maxime terras quas tenent per partagium, illas videlicet, quas per partagium dependent à domo Francia; sed respectu illarum quas acquirerent, illas non tenent in Paria, nisi ad hoc habuerint speciale Privilegium. Voyez du Tillet dans son Recueil des Rangs, pag. 404. de l'édition de 1580.

PAIRIES ou PAIRRIES.] Boulenois, art. 7. 15. Lille, art. 93. Hainaut, chap. 82. Pairs, Boulenois, art. 15. 16. 17. 20. Hainaut, chap. 1. 4. 5. & 71. ils sont conjoints aux hommes feudaux, & administrent la Justice comme Juges assistans au Bailli, & sont tenus de servir en Cour toutes & quantesfois qu'ils en sont sommez & requis par le Bailli, à peine de dix livres d'amende. Ils doivent aussi faire le jugement des terres & Seigneuries de Paities, & être presens à l'alienation ou engagement de tels fiefs: Hainaut, chap. 28. *Jure feudorum Pares Curia exercent judicia causarum feudalium, & rogati dicunt testimonium de Investitura, nam novorum Vassallorum investitura & cooptationi adfunt: Intelliguntur autem Pares Curtis, Curia, domus, palatii, pratorii, Castri domini, qui & Conuassalli & Campanes dicuntur in libris Feudorum, quia ab eodem domino eademve domo feuda tenent, & ab his solet contentio feudi dirimi, ut apparet ex Constitutione Friderici, de qua Guntherus, lib. 8. Liguini, & Radevicus, lib. 4. cap. 7. Fideles ex paribus Vualterii in Chronico Frodoardi.* Les Barons doivent être jugez par leurs Pairs: Normandie, chap. 9. Aussi appert par le Style du pays de Normandie, que la veuë de l'heritage feudal doit être faite par les Pairs. Davantage, le frere aîné & le puisné sont Pairs par raison de linage és parties de l'heritage feudal qui descend de leurs predecesseurs. Tellement que le puisné tient de l'aîné par parage. Normandie, chap. 30.

Philippe de Beaumanoir écrit dans le chapitre premier de ses Coutumes, que *li home ne doivent pas juger leur Seigneur, mais il doivent juger l'un l'autre, & les querelles du commun peuple, &c.*

Ainsi la Justice des Pairs étoit proprement celle du Seigneur, qui étoit exercée par quelques-uns de ses vassaux; car M. du Cange a très bien observé dans ses Notes sur le chap. 69. du premier livre des Etablissements, que tous les vassaux n'étoient pas Pairs, & qu'il n'y avoit que les plus qualifiez d'entre eux qui avoient cette qualité.

Par exemple, le Comte de Champagne avoit sept Pairs, sçavoir, les Comtes de Joigny, de Rethel, de Brienne, de Roucy, de Brenne, de Grand-pré, & de Bar-sur-Seine.

Dans une Lettre du Roy Charles VI. du 4. de Mars, au Registre *olim*, il est dit que le Comte de Joigny est le Doyen des sept Pairs de Champagne, & qu'il a seance auprès du Comte de Champagne quand il tient ses Grands-Jours.

Dans un Arrest du dernier Aoust 1351. il se void que le Comte de Vermandois en avoit six, entre lesquels étoit le Sei-

gneur de Ham. Le Titre de la Commune de Saint Quentin de l'an 1195. les qualifie grands Pairs, & Hemeré remarque que le Doyen de Saint Quentin en étoit un, *in Augusta Veromandorum*, pag. 152.

Du Tillet parle des quatre Pairs de l'Abbé de saint Amand, & des quatre autres Pairs du Château de la Ferté Milon.

Vinchant dit que les Comtes de Haynault avoient pour Pairs les Seigneurs de Chimay, d'Avesnes, de Barbançon, de Lens, de Silly, de Vourlaincour, de Longueville, & de Bandoul.

Quant à nos Rois qui avoient un grand nombre de Vassaux & de Barons, ils fixèrent le nombre de leurs Pairs à douze, & en cela plusieurs grands Seigneurs les imiterent comme en beaucoup d'autres choses.

Ainsi selon Lambert d'Ardes, page 156. 157. le Comte de Flandres avoit douze Pairs, *Unde & Flandrensis Comes ei, (Arnoldo ardensi domino) concessit ut hereditario jure, cum 12. Flandrensis Curia Paribus, & Baronibus sedeat & judicet.* Le Comte de Guines avoit

* **PAISSEAU.**] Berry, tit. 15. art. 2. Tours, art. 139. C'est un échalas.

* **PAISSON** ou *peffon de bois.*] Poitou, art. 159. C'est la pâture des porcs, laquelle consiste au gland qui provient du chefne, & à la faine qui provient du hêtre. Voyez les anciennes Coutumes de Berry de M. de la Thaumassière, chap. 75. part. 1. pag. 113.

La païsson est aussi l'action de paître le gland & la faine. Voyez Arrière panage & Pasnage.

* **PAIX & glandage.**] Sole, tit. 13. art. 1. C'est la païsson & glandée.

MAISON DE PAIX.] Voyez la lettre M.

VILLE DE PAIX.] Voyez la lettre V.

PALATIN] Est une appellation generale & commune à tous ceux qui ont Office ou Charge au Palais d'un Prince : & Comte Palatin, ou du Palais proprement, n'est point un Etat ou Office particulier, mais un titre d'honneur & de dignité, qui s'acquiert par le service qu'on fait au Prince en quelque autre Etat ou Office Palatin

aussi douze Pairs, &c.

Lorsque les Seigneurs avoient peu de Vassaux, la Jurisprudence étoit qu'un Pair ou qu'un homme de fief ne pouvoit seul juger, & qu'il en falloit deux au moins sans compter le Seigneur.

S'il arrivoit qu'un Seigneur n'eût qu'un Pair, ou qu'il n'en eût pas un nombre suffisant pour rendre justice, il ne perdoit pas pour cela sa juridiction, mais il devoit emprunter de son Chef-Seigneur des hommes à ses dépens pour faire Jugement. Et s'il étoit si pauvre qu'il ne les pouvoit pas payer, ou si le Seigneur supérieur ne les vouloit pas prêter, les parties étoient en droit d'aller en la Justice du Chef-Seigneur.

Et si les Pairs appelez par le Seigneur refusoient de se rendre en la Cour pour juger, il pouvoit les y obliger par saisie de leurs fiefs. Voyez Beaumanoir au lieu marqué cy-dessus.

Touchant l'origine de ces Pairies, voyez Corringius dans son *Traité de Germanici imperii judiciis*, p. 228. 229. 230. 231. 232. &c. & de *Ducibus & Comitibus* pag. 89.

& domestique. Toutesfois celuy qui étoit ordonné & délégué par le Prince pour juger des differens en une certaine region ou Province, a aussi été appellé Comte Palatin. Voyez le premier livre des Memoires de l'Avocat Pithou. Comme nous lisons és Annales du Roy Louis le Jeune, que Henry a été Comte Palatin de Troyes, & que Thibault son frere étoit Comte Palatin de Blois. Quelques anciens ont estimé que quelques-uns des Pairs de France ont été appellez Palatins, d'autant qu'ils avoient Palais où ils tenoient leurs Grands Jours: Comme aussi du Tillet au premier livre de ses memoires, écrit que le Comté de Champagne d'ancienneté a été créé Palatin, tellement que ses vassaux & principaux membres du pays de Champagne étoient tenus de venir au Palais du Comte pour le conseiller & honorer sa Cour: Et depuis que ce Comté fut venu à la Couronne de France, les Rois faisoient tenir tous les ans les Grands Jours de Troyes au Palais du Comte. *Judex Palatinus, Cassiodorus libri 11. Epistola secunda, Anatolius & Spudastus Palatini, Marcellinus initio libri 29. Bonifacius, Amicus, Castor, Eusebius Palatini, Symmachus, lib. 10. Epistola 36. 43. 62. In Palatina militia versantur memoriales, agentes in rebus, apparitores diversorum Comitum, Palatini sacrarum largitionum, vel munerationum, ut à Symmacho appellantur; & alii qui in palatio sacro militant.* Le Palatin de Bearn, Froissard, liv. 3. chap. 6. *Palatinus Patriarcha minister, qui Palatium ingredi & Imperatorem adire, nunciosque utrò citroque ferre solebat, Nicetas.* * V. M. du Cange dissert. 14.

* **PALAURES.**] For de Bearn, rubr. de Contrats & Formies, art. 39. c'est à dire, Paroles.

* **LEVER LA PALE'E VVafon.**] Pour marquer la réunion aux fiefs des heritages chargez de rente, faite de payement des arrearages. La Salle de Lisle, tit. 1. art. 45.

* **PALEFROI.**] Dans les Etabliffemens, liv. 1. chap. 61. De Beauman. ch. 52. *Gradarius*, dans le Dictionn. du Pere Labbe, c'est un cheval de service, & sur lequel on peut aller à l'aife. De *Paraveredus*, on a fait *Parafredus, Palafredus*, & de *Palefredus*, on a fait *Palefroi*;

M'en aloie grant aleure

Si com Palefroi l'amb lure.

Pignorius dans ses Notes sur Mustat, page 20. col. 2. condamne mal l'étymologie qu'on vient de rapporter, & fait venir sans raison *Palefroi*, à *passu leni & freno*, aut à *Palla*, *quia moris erat equos honorarios palla instratos frenis ductare &c.*

* **PALLAGE.**] C'est un droit dû à quelques Seigneurs pour chaque bateau qui aborde en leur Seigneurie. Le Livre rouge neuf des Maîtrises du Châtelet, fol. 4.

Il y a des Lettres Patentes d'érection de la Terre de Fresne en Châtellenie au profit d'amé & feal Conseiller Maître des Requestes ordinaires de l'Hôtel, & premier Président des Grands Jours, que l'on dit Parlement és pays & Duché de Bretagne, Antoine le Viste, Chevalier Seigneur de Fresne & de Gabert. Et est dit que dépendent plusieurs gros fiefs & droits, comme droits de Justice & Jurisdiction haute, moyenne & basse, four, moulin & pressoir banniers, rouage de vins qui se lèvent en ladite terre & Seigneurie, & aussi PALLAGE sur la riviere du Maine des bateaux qui passent en ladite riviere, & abordent le long d'icelle Seigneurie.

Le Vicomte d'Estampes avoit anciennement ce droit, mais il fut aboli par l'Abbé Suger, ainsi qu'il l'écrivit luy-même dans les memoires manuscrits de sa vie, ch. II. *Removimus ab eadem terra quandam consuetudinem malam Vicecomitis Stampensis qua PALACIUM vocatur.*

Ce droit est le même que celui qui est appelé PELLAGE à Mante, sur lequel mot M. Galland a fait l'observation suivante, que j'ay tirée de son manuscrit, qui appartient à Monsieur le President de Lamoignon.

En la Coutume de Mante & Meulan, art. 186. est fait mention du droit de Terrage, Forage, Pellage, Rouage. Ragueau en son Indice reconnoît n'en avoir l'intelligence; je l'ay acquis par conference avec ceux du pais. Il n'est pas general à tous Seigneurs; mais seulement à ceux qui ont dedans les Baillages de Mante & Meulan des Terres & Ports le long de la riviere de Seine, & prennent un droit sur chaque muid de vin, qui est chargé ou déchargé en leurs ports, mis dans les bateaux, ou qui en est tiré; & semble le mot être pris du latin *appellere; ad litus appellere*. Pellage, comme qui diroit appelage. Les Sieurs de Heunecourt, d'Isson, les Celestins près Mante, & plusieurs autres en jouissent, & l'employent en leurs aveus sous le nom de Pellage, autorisé par les Arrests.

LA PALMÉE : LES PALMANTS.] Mons, chap. 12. La Salle de Lisle, titre des Executions, art. 8. 10. 23. Vendre par enchere de Palmées en la Coutume de Tournay au tit. des heritages partables, art. 3. Sont les encherisseurs, & encheres qui se font en bail à rente, ou en vente d'heritages, *forte quasi palma data plus licitanti. Palma insigne fuit victoria, ut & herba: Festus, Togam palmatam merebantur ij qui portabant de hostibus palmas. Cornutus in quintam Persi satyram. At Festus tunicam Palmatam ait dici à latitudine clavorum, qua postea à genere pictura: quod extra rem dictum sit. Porro: Is vicis cui res addicitur. Sed mihi videor joculari super etymo verbi.*

Les Palmées ne sont pas des tache- res, ni les palmans des encherisseurs, en-

forte qu'icy *palme* ne vient pas du mot *palme* pris pour *rameau*, comme l'a cru Ragueau, quasi à *palma datà plus licitanti*.

De *palma* fait du grec *παλμην* ou *πάμα* qui signifie la *paume de la main*, on a fait *paumoier*, & *panmer* pour *manier* & *prendre* quelque chose. Les *palmes* sont donc, pour ainsi parler, des *prises* de maisons & d'heritages à rente, & les *palmans* sont les *preneurs*; ce qui paroît évidemment par l'article suivant de la Coutume de Hainault p. 9. de l'édition de Mons de l'année 1663. *Entant que touchent les arrentemens qui se feront volontairement de maisons & édifices, on y pourra pareillement mettre devise de faire aboutir d'ouvrages sur le lieu ou autrement, selon que les arrentans & palmans le voudront diviser à la palmée faire.*

Les *arrentans* dans cet article sont ma-

nifestement les *baillieurs à rente*, les *palmans* sont les *preneurs*, & la *palme* est le *baill* & la *prise* de la maison à rente.

Ces mots ne se trouvent pas seulement dans les *Courumes de Flandres*, mais encore dans nos *Praticiens*. Beaumanoir chap. 44. p. 245. *Aucunes gens se cuident quant aucun a achat horetage & li horetage est tenu de plusieurs Seignors, & pris d'argens, se est mis sur chascune Seigneurie pour les ventes du Seignor, payer, tout soit ché que le marchiés fut fes entre le vendeur & l'acheteur PAR UN SEUL NOMBRE D'ARGENT ET A UNE SEULE PAUMÉE que chil qui vient resquere, puet rescoure tant seulement que che qui est tenu d'un Seigneur. Més non fet, ainchois conviegne que li requiere tout le marchié, de quantes Seignouries qu'il soit, puisqu'il fut fet à une seule paumée.*

HERITAGE PALMIER.] Mons, chap. 12. * V. *Palmée*.

* *PAN* de cane.] S. Sever, tit. 18 art. 2. La *cane* est une verge de fer attachée ou scellée dans le marché, & divisée par *pans*, pour servir de modele à toutes les mesures particulieres, & empêcher ainsi les fraudes. Le For de Bearn, Rubr. de Pées & mesuras, art. 2. *En tascuna vila out à marcat, sia mettada en loc public, & que no se pusca estrema, una mieca Cana de fer mesurada per Paums: & en lo un cap miey ters, & quart de Paum, & un cort de tres Paums & miey, afin que promtement le puscan verifca la faugas mesuras, si sen y troba.*

Le *Pan* est l'étenduë de la main, depuis l'extrémité du pouce jusques à l'extrémité du petit doigt, l'once de pouce dont il est parlé dans cet article, est la *cinquième partie du pan de cane*, & la *cinquième partie du pan de cane* est la *mesure de la playe loyan*, pour laquelle l'amende est de sept livres huit sols, au profit du Seigneur haut-Justicier. Ce qui est un reste de l'ancien droit de la France, qui fixoit les amendes par rapport aux différentes longueurs ou profondeurs des blessures. *Lex Frisionum, tit. 22. de Dol. art. 66. Vulnus, quod longitudinem habeat quantum inter nec pollicem & complicati indicis articulum spannum impleat quatuor solidis componatur. Quod integra spannae longitudinem habuerit, hoc est quantum index & pallex intèndi possunt sex solidis componat. Quod inter pollicem & mediū digiti spannum longum fuerit tredecim solidis componat.*

De *spannus* & *spanna* qui signifie manifestement dans ces articles l'extension des doigts, on a fait en françois *espan* & *pan*. *Kylianus in etymologico Teutonico*, SPANNE *do drans*, *spithamā PALMUS major*, *intervallum inter pollicem & minimum digitum diductos*, vulgo *spanna*. German. SPAN, Gall. ESPAN, Ital. SPANNA, Angl. SPANNE. Vide *Sibrandum Siccama*, ad leg. *Frisopum*, p. 131. edit. *Francker. an. 1617.*

* PAN de fust, de bois.] Rheims, art. 377. C'est un mur de bois. Les Redacteurs ou Reformateurs de cette Coutume qui n'ont pas sçu l'étymologie de ce mot, ont écrit *Pandefust* au lieu de *pan de fust*, & ils ont ajouté *de bois*, sans faire attention qu'ils disoient deux fois la même chose, un *pan de fust* n'étant autre chose qu'un pan de bois. De *pannus*, *segmentum*, on a fait *pan de mur*, pour signifier une partie d'un mur, & de *fustis* on a fait *fust*.

* PAN ou gage.] Montargis, chap. 4. art. 9. Orleans, art. 158. Ce mot semble Alleman ou Theutonique. *Cornelius Kylianus in etymolog. Theuton.* PAND *pignus hypotheca*. PAND *inquit Becanus fit à BAND vinculum, quia pignus vinculum est fidei, germanice PFAND. Vide Skinnerum, in etymolog. ling. Anglican. verbo PANDER.*

* *Causa PANADA.*] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 18. 19. C'est une chose dérobée & recelée.

* PANAGE.] C'est en Bresse une quantité de bled, par exemple de vingt mesures, que le granger ou le métayer retient par le contrat de grangeage, à prendre sur les bleds avant que de les partager, pour nourrir les moissonneurs ou batteurs; ce mot vient de *Panis*. Voyez Bapteurs, & Messieurs; & Rével sur les Statuts de Bresse, pag. 266.

* PANAGE ou PANNAGE.] Voyez Pasnage.

PANCARTE.] Tours, art. 81. Qui contient les droits & Coutumes d'un peage, & doit être mis à un poteau au chef de la Peagerie, avec une billette. Et par les Edits de l'an 1560. art. 138. & de l'an 1579. art. 282. faits sur la requisiion des Etats tenus à Orleans & Blois: tous prétendans droit de peage doivent faire mettre en lieu éminent, public & accessible un tableau ou pancarte, où lesdits droits seront écrits par le menu, signé du Juge des lieux, ou de deux Notaires. *Cesar Caligula vectigalia nova que indicebat, non proponebat, ut per ignorantiam scripture multa commissa fierent: Suetonius, cap. 41.*

* PANER.] Receler. Voyez *Causa panada*.

* PANETERS.] Dans la Coutume de la Perouse publiée par M. de la Thaumassiere, dans son Recueil des anciennes Coutumes de Berry: Sont des Boulangers.

PANNETIER.] Es Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 196. 202. & és Histoires. Autre est le Bouteiller, l'Echançon,

* PANNON

* **PANNON, PENNON ou PENNONCEAU.**] C'étoit anciennement l'Enseigne du Bachelier. Voyez *Banniere*, & *porter Banniere*.

PANNONCEAU DU ROY] ou Royal, ou d'autre Seigneur Souverain. Tours, art. 26. Poitou, art. 436. Bayonne, tit. 14. art. 3. Paris, art. 347. 348. 350. 352. Et en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1551. art. 3. Calais, art. 253. 255. Bar, art. 40. 214. Qui est appelé **BANNIERE** au Style du Chastelet de Paris.

Pannichellus en l'Edit du Roy Philippes de l'an 1338. C'est un placart des armes du Roy, que l'on affiche sur l'entrée d'une maison qui est saisie & en criées, en signe qu'elle est en saisie & en la main du Roy ou de Justice. *Affixi fundo privato tituli principis, curiæ & caesariæ, σηματα, χαρακτήρες & σφραγίδες, aut imagines, vela regia, coriina regia arguunt fundam non esse liberum sed oppigneratum, & distrahendum esse aut fisco vindicari. Suspensum amici bonis libellum dejectionis, creditoribus ejus me obligaturus, ut possim servare proscriptum, ipse proscriptionis periculum adeo: Seneca, lib. 4. de Beneficiis cap. 12. quod pertinet ad tit. 15. & 16. lib. 2. Codicis. Olim etiam solebat adium hypotheca indicari tabella adibus adfixa: Cujacius, lib. 16. obser. cap. 12.* Aussi ceux qui sont en la sauvegarde expresse du Roy peuvent mettre & attacher les Armoiries & Pannonceaux aux principales portes & entrées de leurs maisons tant es villes qu'es champs. **BANNIERE** ou **PANNONCEAU**. Froissart, au premier volume, chap. 19. Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. qui est l'Enseigne, la Cornette ou Etendart de guerre. **PENNON** ou **PENNONCEL** de lance. Alain Chartier en la même Chronique. **PANNER LES BIENS** pour loyer. Namur, art. 22.

BIENS ou **HERITAGES PAPOAUX & de PAPOAGE.**] *Propriè quæ à patre vel avo profecta sunt, sed & adventitia & à proposita, quæ obvenierunt jure cognationis vel agnationis. Sunt pradia generis quæ differunt à quæsitis.* Voyez la diction **PROPRES**. *πάπιος, αυτς.*

* **PARADE, Parada,**] Au Terrier de l'Abbaye de Bonnefâque en Limousin; l'Abbesse en son Abbaye de Mouillac ne doit point de visitation ni decime, sinon la parade l'an bissextra. Parade dans ce Terrier est ce semble ce qui est appelé ailleurs *Parata*. Paris de Puteo de redintegratione feudorum, cap. 151. *Est consuetudo aliquorum feudorum regni, ut est in terra Cilenti, de Provincia Principatus, quod dominus directus anno quolibet accedere solet ad civitatem vel terram in qua sunt feuda, & feudatarii tenentur dare sibi unam paratam vel duas, quæ parata est tot corbarum ordeï pulkorum, cere, piperis & aliarum rerum utensilium &c.* (M. GALLAND.) * *Vid. Cangium in Glossario.*

V. *Parata & Parada*, & M. Salvaing de Boissieu dans son traité des droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 96. pag. 491.

PARAGE.] Tours, art. 118. 126. 127. 128. 130. 131. 132. 136. 276. 277. Et en la Coutume locale de Preuilli ressort de Tours, Londunois, chap. 12. art. 1. 8. 9. 10. 11. 12. chap. 14. art. 14. chap. 27. art. 9. 18. & suivans. Anjou, art. 63. 201. 212. & suivans. Le Maine, art. 72. 216. 219. 227. & suivans. Blois, art. 69. & suiv. Poitou, art. 17. 95. 99. & ailleurs. Angoumois, art. 20. 26. S. Jean d'Angeli, art. 30. & en la Somme rurale, traitant du don de mariage. Bretagne, article 330. & suivans, & en l'art. 541. & au livre susdit de l'Etablissement.

Paragium interpretatur nobilitatem, quia parium dignitatem soli nobiles habent: Unde filiam maritare secundum paragium, lib. 3. Constit. Sicilia, tit. 26. vel dotare de paragio in statutis urbis Roma, lib. 1. cap. 145. EMPARAGER noblement. Voyez cy-devant en la lettre E.

Diutius hic me morari patere, quandoquidem expedit scire: In Curte domini sunt pares, & pares sunt in feudo, qui feudum tenent jure paragii, quoniam alter alteri non tenetur hominii & fidei nexu: Cujacius noster, ad tit. 10. lib. 2. de Feudis. Toutesfois l'ainé noble pour le droit qu'il prend plus que ses puisnez, est chargé de faire les foy & homage, & garantir en franc parage sous son homage à ses puisnez la partie qu'ils prennent, franche de tout devoir feudal ordinaire dû pour raison dudit homage. Tours, art. 264. 273. Il est aussi traité du parage au livre de la Somme rurale, & en la Coutume de Normandie, chap. 28. 30. 35. dont il appert que le fief est tenu par parage, quand le frere ou le cousin tient sa part de son ainé, & répond de tout ce qui appartient à sa portion du fief & des droitures au chef Seigneur. Le parageur & le parageau doivent par raison de linage être pairs és parties de l'heritage qui descend de leurs antecesseurs. Tellement que le puisné tient de l'ainé par parage, jusques à ce qu'il vienne au sixième degré du linage, & de là en avant sont tenus les puisnez faire feauté à l'ainé. Et au septième degré, & de là en avant les hoirs du puisné tiennent des hoirs de l'ainé par homage, ce qui auparavant étoit tenu par parage, & dont l'ainé ou ses hoirs faisoient l'homage au chef Seigneur, tant pour eux que pour leurs puisnez. Hac autem, beneficia qua Gallia meribus jure parili tenentur, incognita fuerunt Longobardis. Caserum hac vox PARAGE originem non habet à Græca voce παράγην, praire, vel à parentela, comme si parage étoit abrégé de parantage. Hoc etymon est ἀξυρον, & in hoc loco corrigendus est error multorum: Non possum enim hic sequi opinionem vulgi. Planè morbus est ad omnium oscitationem ipsum quoque os diducere. Itaque pariantur tandem errorum inveteratum animis suis eximi. Toutefois ceux

fiction se prend pour parentage en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 5.

M. Pithou dans ses Memoires des Comtes de Champagne, liv. 1. a été d'avis qu'il n'y a point d'autre difference entre le *parage* & le *frerage*, sinon que le *frerage* se peut dire autant du frere aîné que des autres, & que le terme de *parage* appartient plus proprement à la portion des puisnez.

Ce qu'on appelloit anciennement *frerage* n'étoit autre chose qu'un *parage* entre freres, & *freracher* ou *frerager* n'étoit autre chose que *partager*.

Le *parage* étoit une espece de *frerage*, mais un *frerage* où les freres étoient pairs, c'est à dire égaux, ou de condition égale; *Tenure par parage*, ce sont les termes de l'ancien Coutumier de Normandie, *est quand cil qui tient & cil de qu'il tient doivent par raison de lignage être*. PERS les parties de l'heritage qui descend de leurs ancessurs; en ceste maniere, tient le puisné de l'aîné, jusques à ce qu'il vienne au sixte degré de lignage; mais d'illec en avant sont tenuz les puisnez faire feauté à l'aîné, & au septième degré, & d'illec en avant sera tenu par hommage ce qui devoit être tenu par *parage*.

Cela posé, il faut observer que par l'ancien droit de presque toute la France les aînez ne faisoient que pour leur part, foy & homage aux Seigneurs dominans, & que les puisnez tenoient leurs parts des fiefs en foy & homage & comme vassaux de leurs aînez. Ce que nous apprenons des paroles suivantes d'Oton de Frisingen de *gestis Friderici*, liv. 2. chap. 29. *Mos in illa, qui pene in omnibus Gallia Provinciis, quod semper seniori fratri, ejusque liberis maribus seu feminis paterna hereditatis cedat autoritas, ceteris ad illum tanquam ad dominum respiciantibus.*

Comme tous les fiefs étoient ainsi morcelez, sous le regne de Philippe Auguste, Eudes Duc de Bourgogne, Ré-

nault Comte de Boulogne, le Comte de S. Paul, Guy de Dampierre, & plusieurs autres Seigneurs dresserent une Ordonnance qu'ils firent autoriser du Roy, par laquelle il fut réglé qu'à l'avenir les puisnez ne releveroient plus de leurs aînez par les partages des fiefs, mais qu'ils releveroient directement des Seigneurs dont les fiefs relevoient avant les partages. *Ut à primo die Maii, quidquid teneatur de domino ligie, vel alio modo, si contigerit per successionem heredum vel quocumque alio modo fiat; omnes qui de illo feodo tenebant, de domino feodi principaliter & nullo medio tenebunt, sicut unus antea tenebat, priusquam divisio facta esset, & quancumque contingerit, pro illo totali feodo servitium domino fieri, quilibet eorum secundum quod de feodo ille tenebat; servitium tenebitur exhibere, & illi domino desservire, & reddere rachatum, & omnem justitiam &c.*

Tout partage étant un *frerage*, il est évident que cette Ordonnance n'abolit pas le *frerage*, comme quelques-uns l'ont mal crû; mais elle en changea l'effet, en statuant que les puisnez releveroient à l'avenir par *frerage* des Seigneurs, au lieu qu'ils relevoient anciennement par *frerage* de leurs aînez, au préjudice des Seigneurs. L'Auteur du grand Coutumier liv. 2. chap. 27. pag. 185. *Par la Coutume des fiefs gardée en succession & FRERAGE chacun des enfans sera hant-Justicier en sa terre, & tiendra son fief & sa Justice du SEIGNEUR DE QUI LEUR PERE ET MERE TENOIENT, ET NON PAS DU FRERE, car ils feroient arriere-fief au Seigneur de ce qui seroit en plein-fief &c.* Voyez *Frerescheurs*.

Quoy que nous ayons des Coutumes qui soient conformes à cette Ordonnance, il y a néanmoins de l'apparence qu'elle ne fit pas un droit general, puis-

que nous apprenons de Beaumanoir que de son temps elle n'étoit pas observée en Beauvoisis, & que nous avons encore des Coutumes qui établissent un droit moyen, en donnant le choix aux puînez de relever de leurs aînez ou des Seigneurs dominans. La Coutume de Mante, chap. 1. art. 4. *Les puînez peuvent, si bon leur semble, tenir leur portion du fief de leur aîné, & en ce cas l'aîné en fait arrière-fief au Seigneur feodal, ou bien lesdits puînez peuvent tenir lesdites portions du fief, en plein fief du Seigneur feodal à leur choix & option.* V. Jean Galli q. 374. & la Cour. de Senlis, art. 132.

Vers le douzième siècle, dans quelques Provinces du Royaume on pourvut au dommage que les Seigneurs feudaux recevoient des *frerages* en introduisant le droit de *parage*, par lequel les démembrements de fief ne furent pas abolis, mais seulement suspendus pour un temps.

On établit donc en faveur des Seigneurs dominans, que les enfans aînez des Vassaux auroient les deux tiers des fiefs, outre l'avantage, & qu'ils garantiroient sous leur foy & hommage le tiers de leurs puînez & de leurs descendans; en sorte que quoy qu'en effet les fiefs fussent divisez, ils paroissent entiers par rapport aux Seigneurs, qui ne reconnoissent que les aînez pour Vassaux. On regla qu'il n'y auroit lieu à la garantie en parage, que tant que les aînez posséderoient les deux tiers des fiefs, en sorte que s'ils en alienoient la moindre partie, autrement que par partage de droit successif, les fiefs seroient dépiecez, & tout retourneroit à l'hommage du Seigneur dominant, tant ce qui auroit été aliéné que retenu. Anjou, art. 203. *Tant comme les deux tierces parties sont entieres elles garantissent l'autre tierce partie. Aussi est-il que toutes fois que l'homme de foy mettra jamais aucunes choses hors d'icelles deux tierces parties & les*

dépiecera, par vendition ou alienation, en celuy cas tous ceux qui eurent oncques aucune chose dudit fief, viendront à la foy & hommage du suzerain chef Seigneur par depie de fief, & ne les pourra plus garantir le sujet homme de foy sous son dit hommage &c.

On voulut en faveur des aînez des Vassaux ou de leurs descendans qu'après un certain temps, ce qui étoit tenu d'eux en *parage* par les puînez, fût tenu d'eux en *foy & hommage*; & pour cet effet on statua que le parage failli les puînez deviendroient pour leurs tiers vassaux des aînez, & que le parage faille en trois manieres.

1. Lorsque la parenté des aînez & des puînez seroit parvenue au sixième degré, & en quelques lieux quand le fief seroit tellement éloigné qu'on se pourroit prendre par mariage, sçavoir quand la parenté seroit du quart au quint degré.

2. Quand la chose garantie seroit transportée à des personnes étrangères du lignage.

Et la troisième, quand les parageaux ou puînez auroient fait hommage aux Seigneurs dominans sans sommer leurs aînez & parageurs.

Au reste le parage n'a proprement lieu qu'entre les nobles, & dans les partages de terres tenues noblement; ce qui reçoit néanmoins deux exceptions.

La première est lorsqu'il s'agit de Baronie; car quoy que les Baronies soient des terres nobles, elles ne tombent point en parage étant indivisibles; ce qu'il faut entendre néanmoins pourvu que les aînez ayent de quoy récompenser les puînez de leur portion en Châtel ou Châtellenie d'une même succession.

Et la seconde, lorsque les fiefs acquis de source coutumière, c'est à dire par des coutumiers ou roturiers sont échus en tierce ou quarte foy, selon les différens lieux; car dans ce cas, même en-

tre-coturiens, le parage a lieu. Ce qui est un reste de l'ancien droit usité en France, par lequel les fiefs affranchissoient les non nobles. Voyez *Francs-fiefs*.

Le droit de *part prenans & part mettant* approche beaucoup du parage, parce qu'il y a pareillement garentie sous homage; mais il y a cette difference que

parage vient par succession & lignage, & deffant ledit parage faillant lignage; & le part prenans & part mettant vient par convention & longue usance, & ne change par transport faite de lignage. Poitou, art. 107. Voyez *Part prenans & part mettant*.

FIEF GARENTI EN PARAGE.] Tours, art. 278. Lodunois, chap. 27. art. 19. 20. Anjou, art. 214. Le Maine, art. 229. 233. 234. 236. * Voyez *Parage cy-dessus*.

GARENTIR EN FRANC PARAGE.] Tours, art. 264.

GARENTIR EN PARAGE.] Tours, art. 97. 128. 273. Lodunois, chap. 8. art. 6. chap. 27. art. 21. chap. 29. art. 2. Anjou, art. 213. 232. Le Maine, art. 228. 233. 249. *Editio Lutetiana anni 1567. malè excudit EN PARTAGE.* Et au livre des Etablissements du Roy que tiennent les Prevosts de Paris & d'Orleans en leurs plaids.

GARENTIR LE PARAGE.] Tours, art. 131. Lodunois, chap. 12. art. 9.

Car si le fils ou fille aînée ou leurs representans défailent à faire les foy & homage dont ils sont tenus, & que par default de ce les Seigneurs suzerains levent les fruits des choses homagées, les puisnez auront action pour leurs interets & dommages contre l'aîné ou aînée. Tours, art. 275. *Cùm frater, aut soror major natu feudum precipuè obtinet, & ab eo ceteri partem feudi tenent jure paragii; non minùs enim partes suas nobiliter tenent quàm frater aut soror major natu, nec minùs dicuntur esse pares in feudo, quandoquidem pro paragio nullam fidelitatem frater fratri, soror sorori jurare aut repromittere debet regulariter.* Tours, art. 126. 127. 128. 129. 130. 264. 273. duquel art. 264. aussi il appert que le Parage dure jusques à ce que la lignée issuë de l'aîné noble & de ses puisnez, se puisse sans dispensation d'Eglise prendre par mariage, qui est du quart au quint degré: comme aussi il appert par la Coutume de Lodunois, chap. 12. & 27. Anjou, art. 212. & suivans. Le Parage faut en trois manieres, quand celuy qui tient le fief est tellement éloigné qu'on se peut prendre par mariage, qui est du quart au quint degré: quand la chose garentie est transportée à personnes étrangères; & quand le parageau sans sommer son parageur a fait homage au Seigneur Suzerain, auquel cas l'obeissance en peut être renduë audit parageur s'il le requiert: lequel parageau fera après la foy au parageur. Tours, art. 126. Lodunois, chap. 12. art. 10. auquel il faut lire: Quand la chose garentie est transportée à personnes étrangères. Il faut noter que le parage n'a lieu qu'entre nobles personnes, & en

choses homagées, selon la Coutume d'Anjou, art. 227. & du Maine, art. 227. * Voyez au mot *Parage*.

JURER EN PARAGE] Entre le Roy & la Reine au chap. 9. de la Chronique de Flandres : *quia par pari nupserat.*

PARTAGER EN PARAGE.] Bretagne, art. 378. Homme de PARAGE. Froissart, liv. 3. chap. 40. * Voyez au mot *Parage*.

RACOMPTER PARAGE.] Anjou, art. 216. 217. Le Maine, art. 231. 232.

Quand le Parageau est tenu retourner à l'obeissance de son parageur en racontant son lignage : car le parage étant failly, le parageau doit venir à la foy & homage de son parageur, des choses qui anciennement sont parties de la foy. * Voyez au mot *Parage*.

TENIR EN PARAGE OU PAR PARAGE.] Angoumois, art. 20. Bretagne, art. 251. & au tit. 17. & souvent es Coutumes de Poitou, de Touraine, d'Anjou, du Maine, de Lodunois. Le parage vient par succession & lignage, & demeure toujours en la ligne jusques à ce que la parenté finisse : Tellement qu'aucuns estiment en parage, être comme qui diroit, en parentage. *Sed alia est etymologia hujus vocabuli, ut dixi.* C'est autre chose de tenir comme part prenant ou de tenir en gariment. * Voyez au mot *Parage*.

PARAGEUR, PARAGEAU.] Tours, art. 73. 97. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 136. 276. 277. 278. Lodunois, chap. 12. art. 7. & suivans. Auquel art. 7. il faut lire SON PARAGEUR. Comme aussi en la Coutume d'Anjou, art. 220. AU PARAGEUR, & en la Coutume du Maine, art. 233. DE SON PARAGEUR : & audit art. 278. PARAGEAUX. *In his vocibus saepe errat Lutetiana editio anni 1567. sed & alia editiones que omnes vitiosa sunt passim. Sed anno 1579. procuravi editionem emendatiorem omnium fere Consuetudinum, Jacobo Puteano typogr.* Lodunois, chap. 6. art. 4. chap. 27. art. 20. 21. Anjou, art. 213. & suivans. Le Maine, art. 228. & suivans. Poitou, art. 94. 95. 118. & suivans. S. Jean d'Angeli, art. 22. 30. 107. & au liv. 1. de l'Etablissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans. Le frere aîné s'appelle PARAGEUR, les puisnez PARAGEAUX. Tours, art. 128. 276. * Voyez au mot *Parage*.

PREMIER CHEF PARAGEUR.] premier PARAGE. Tours, art. 281. V. au mot *Parage*.

CHEF PARAGEUR, ou du PARAGE.] Lodunois, chap. 6. art. 4. chap. 27. art. 19. 20. 21. à la difference du fils aîné du puisné parageau, duquel fils aîné ses puisnez tiennent en second parage. Voy *ibid.*

PARAIN] *Patrinus*, Maraine, *Matrina*, Filleul, *Filiolus*.

PARAPHER.] Quand le Greffier, Huissier, Sergent, ou Notaire souffignent le Registre, l'inventaire, production, ou contrat, ou que le Juge signe la sentence. En l'Ordonnance du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 6. du Roy Louïs XII. de l'an 1499. art. 68. de François I. de l'an 1528. art. 2. de Charles IX. de l'an 1563. art. 28. 34. & és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 244. 449. *Hoc vocabulum est Græcæ stirpis.*

PARAPHER & SIGNER.] Bretagne, art. 265.

* **Biens PARAPHERNAUX.**] Bourbonnois, art. 28. Auvergne, chap. 14. art. 2. Normandie, art. 394. sont les biens qu'une femme qui a constitué une dot à son mary, s'est réservée pour en avoir la jouissance pendant son mariage. *Sunt res uxoris extra dotem constituta. Vel sunt res quas uxor in usu habet in domo mariti, neque in dotem dat. Leg. 9. §. Plane D. de jure dotium.* On peut dire que les biens paraphernaux sont le pecule des femmes. *Nam quæ græci παράφρηνα dicebant Galli peculium appellebant.*

* **PARASTRE.**] Beaupere. Voyez Beaumanoir, chap. 57. La Coutume de Mons, art. 6. & 8. chap. 36. & la Coutume de Melun, art. 149.

PARASTRE.] Mons, chap. 6. 8. 11. 36. & en l'ancienne Coutume de Melun, art. 149. *Vitricus: sic vulgò MARASTRE, noverca: FILIASTRE, privignus, privigna*, tant au livre de la Somme rurale qu'ailleurs.

* **PARC.**] Extrait d'un aveu rendu par M. de la Trimouille, comme Seigneur de Craon, au Comte d'Anjou. *S'ensuivent ceux qui doivent le Parc, pour garder les bêtes, quand elles sont prises par mes Sergens & Forestiers, en domageant mes bois & mes forests, lesquels me sont sujets à plesser mesdites garennes: Primo P. pour sa maison me doit la garde desdites bestes, &c.*

* **PARCAGE.**] C'est en quelques lieux un droit dû au Seigneur par ceux de ses habitans, qui ont un parc, où ils mettent leur troupeau.

PARCENERS.] Au livre 3. des Tenures, chap. 1. Ce sont sœurs qui partagent une heredité ou tenement entre elles, comme coheritières.

* **PARCHONNIERS.**] De Beaum. c. 22. sont ceux qui sont communs. *Tenir heritage sans Parchonnerie: C'est jouir seul d'un heritage: Heritages Parchonniers. Tenir en Parchonnerie, ch. 22. Terres Parchonneries. Establ. de Fr. liv. 1. c. 104. Moulin Parchonnier. Establ. liv. 1. ch. 106. Parchonnier du meurtre, c'est à dire complice. Beaum. ch. 22. Coquille sur la Cout. de Nivern. estime que ce mot vient de Parçon, ou du latin Portio. V. Parçon, ou Parcion.*

PARCIERES.] Bourbonnois, art. 352. 353. & au chap. 36. Auvergne, chap. 19. art. 6. chap. 31. art. 34. 35. La Marche, art. 69. *Cum dominus fundi partem capit in fructibus cum colono*: MESTAIEP PARTIERE : Tours, art. 113. Voyez la lettre M. COMPAGNIE PARTIERE pour bestail. S. Sever, tit. 3. art. 13.

PARCON ou PARCION & PARCONNIER.] En la Somme rurale, traitant des donations, du rapport, & des testamens. Cambrai, tit. 8. art. 15. 17. & en l'ancienne Coutume du Bailliage de Bar, art. 15. 25. C'est la portion & partage : comme quand les enfans qui veulent succeder font rapport de leur don pour avoir leur portion virile, & être receus à partage par leurs coheritiers. ESTRE AU-MOSNIER, & PARCONNIER. En la Coutume de Tournay au titre des Testamens, art. 4. c'est être legataire & coheritier ensemble : ce qui n'est pas permis par la Coutume de la ville de Lille, art. 7. & autres. *Particulones dicti sunt coheredes, quod partes patrimonii sumant.* Nonius. PARCON. Tournay, au titre des fiefs, art. 33.

PARCOURS.] Troyes, art. 7. Comté de Bourgogne, art. 103. Nivernois, tit. 12. art. 1. auquel il se lit aussi PROCOURS & ENTRE-COURS. Vitri, art. 78. 79. Lorraine, tit. 15. art. 1.

C'est l'usage & Coutume : ce qui dépend des anciennes sociétés qui étoient entre les villes & pays de divers Seigneurs pour la commodité du commerce, dont le docteur Avocat Pithou en ses memoires produit quelques exemples. * V. *Pith. in Conf. Trecent. p. 25. in fine.*

Le Parcours ou l'Entrecours (car ces mots se confondoient) quand il étoit fait entre deux Seigneurs qui avoient droit de souveraineté, étoit une société au moyen de laquelle les sujets d'un de ces Seigneurs pouvoient librement, & sans danger de tomber dans la servitude de corps, se venir établir dans l'Etat de l'autre ; tel étoit le Parcours & l'Entrecours qui étoit anciennement entre les Seigneurs de Bar & de Champagne, dont il est parlé dans l'article 78. de la Coutume de Vitry. Voyez cy-après Bourgnois de Parcours.

Quand le Parcours ou l'Entrecours étoit contracté entre deux Seigneurs de fief, ou il étoit fait ordinairement au sujet de leurs estagiers & de leurs hommes de corps ; ou des bestiaux de leurs sujets.

Quand le Parcours concernoit les

hommes de condition servile ; c'étoit une société au moyen de laquelle l'estagier & l'homme de corps d'un Seigneur pouvoit s'aller établir dans le fief & la Justice d'un autre Seigneur : & en vertu de cette société dans les pays de servitude de corps, un serf d'un Seigneur pouvoit prendre femme de sa condition dans la terre de l'autre Seigneur sans danger de formariage. Voyez cy-dessus Estagier.

Et lorsque le Parcours étoit pour les bestiaux c'étoit une société entre deux Seigneurs ou deux Villages, au moyen de laquelle les sujets d'une Seigneurie ou Village pouvoient mener pâtre leurs bestiaux dans les vains pâturages d'un autre Village ou Seigneurie. Voyez touchant ce parcour qui est encore en usage, les Coutumes de Bourgogne-Comté, ch. 16. art. 103. de Lorraine, tit. 15. art. 1. &c.

Bourgeois de Parcours;] Qui sont Bourgeois du ressort de Sens és marches de Champagne, & qui se peuvent avoüer Bourgeois du Roy par simple aveu. Sens, art. 137. 138. 139. 140.

Il faut icy expliquer ce que c'étoit anciennement que le droit de Bourgeoisie, comment il s'acqueroit, & quelles personnes on appelloit Bourgeois de Parcours, & Bourgeois du Roy par aveu & par simple aveu.

Les Bourgeois étoient les habitans des Villes franches, & le droit de Bourgeoisie consistoit en la faculté de demeurer dans ces Villes, & à jouir des privilèges & des franchises qui leur étoient accordés.

Comme la saisine & la possession d'an & jour étoit anciennement d'un tres-grand usage en France, elle fut introduite en quelques lieux à l'égard du droit de Bourgeoisie en faveur des serfs de corps, afin que par ce moyen ils pussent parvenir à la franchise, & afin que les Villes fussent peuplées.

La Charte de la Commune d'Orbestier de l'an 1007. publiée par Besly, dans ses Preuves de l'Histoire des Comtes de Poitou, p. 352. *Item do & concedo eisdem Fulcherio & successoribus suis, villam meam de la Bironetiere, cum pertinentiis suis & cum omnium jure dominio & districtu, & volo quod omnes homines habitantes & habitaturi in dicta villa, vel in ejus pertinentiis, postquam per annum & diem ibidem permanserint, possint deinde habitare ubicumque voluerint, per totum territorium meum de Calma, & sint immunes & liberi ab omnibus custumiis, & tallis, & servitiis, prater illa, qua dicto Fulcherio & successoribus suis exhibentur.*

La Charte de la Bourgeoisie accordée à la Ville d'Orchies en l'année 1188. & rapportée par Haer. *Ego Philippus Flandria & Veromandia Comes. Notum fieri in perpetuum volo, quod hominibus de Orchies, libere concessi libertatem & li-*

II. Partie.

gem opidi Duacensis & ut nusquam debeant juri stare infra peulam, nisi infra villam de Orchies, adhuc etiam us quicumque in villa de Orchies diem unum & annum unum sine contradictione & calumnia manserit, liber sit &c. Voyez Beaumanoir, chap. 45. p. 258.

Dans le temps qu'on accorda cette saisine ou prescription aux serfs en faveur de la franchise, on introduisit dans les pais de servitudes personnelles le droit d'aveu en faveur des personnes franches, afin qu'elles fussent à couvert des violences qui leur étoient faites par les Seigneurs, ou afin qu'elles pussent conserver leur franchise quand elles changeoient de domicile & qu'elles abandonnoient une terre pour aller demeurer dans une autre; car la personne libre qui s'établissoit dans un pais de servitude personnelle sans faire aveu devenoit serve en quelques lieux dès le moment qu'elle s'y étoit établie, & dans d'autres après la demeure d'an & jour.

La Coutume de Larey locale du Nivernois, art. 7. *Les hommes serfs peuvent tenir leurs femmes franches en les avoüant bourgeoises de mondit Seigneur le Comte, & se doit ledit aveu faire en Justice, le Seigneur de la servitude ou son Procureur appelé.*

Les Coutumes de Resay, art. 2. *Par la Coutume la Terre & Seigneurie de Resay est Terre serve & de serve condition, en telle maniere que tous manans & habitans en icelle, & qui y viennent demeurer par an & jour sont acquis à mon dit Seigneur serfs de serve condition, sinon qu'ils ayent fait aveu de bourgeoise à mondit Seigneur ou autres ayans puissance de recevoir nouveaux aveus. Voyez Beaumanoir, ch p. 45.*

On ne parle icy que des aveus dans les pais de Servitudes personnelles; car

B b

dans ceux de servitudes réelles, ils furent au contraire introduits en faveur des mainmortables qui vouloient s'affranchir en renonçant à leurs héritages serfs, comme il paroît par l'art. 9. du tit. 9. de la Cont. de Bourgogne Duché, qui porte que *l'homme de mainmorte peut désavouer son Seigneur, & soy avouër homme franc de Monseigneur le Duc, en observant les formalitez requises.*

Faire *aven de Bourgeoisie* dans les pays de servitudes personnelles n'étoit donc autre chose que se mettre sous la protection du Roy ou d'un Seigneur inférieur en se rendant leur justiciable en qualité d'homme franc. Et il faut observer que le Roy recevoit deux aveus, au lieu que les Seigneurs n'en recevoient qu'un.

Pour faire *aven de Bourgeoisie* aux Seigneurs, il falloit nécessairement demeurer dans leurs Terres & leurs Justices, parce qu'autrement on ne pouvoit être leur justiciable; mais comme on est toujours justiciable du Roy en quelque lieu du Royaume que l'on demeure, le Roy recevoit les aveus des personnes franches qui demeuroient sous luy, & des personnes franches qui demeuroient sous les Seigneurs. Ce qui dépeupla à un tel point les Justices Seigneuriales que Philippe le Bel à la priere des Seigneurs de Champagne fit en 1302. une Ordonnance pour les Bourgeoisies, par laquelle il statua entre autres choses, que ceux qui se feroient à l'avenir Bourgeois du Roy, seroient obligez dans l'année de leur reception d'acheter une maison dans la ville où ils auroient fait *aven*, & d'y demeurer tous les ans depuis la veille de la Toussaints jusqu'à la veille de S. Jean.

Loüis Hutin confirma ensuite cette Ordonnance en 1315. & néanmoins elle eut si peu d'exécution que par succession de temps, les personnes franches demeurant sous les Seigneurs Hauts Justiciers qui n'avoient pas les droits Royaux, devinrent en quelques lieux de plein droit

Bourgeois du Roy, sans *aven*, & sans aucune formalité; comme il se voit dans l'article 2. de la Coutume de Troyes.

Or tous les Bourgeois du Roy, soit qu'ils le fussent de plein droit, ou qu'ils le fussent par *aven*, ne laissoient pas, quand ils demeuroient sous les Seigneurs Justiciers, d'être leurs Justiciables, en certains cas, & c'est de là qu'est venue la distinction entre l'*aven* & le *simple aven*.

Par l'*aven* celui qui n'étoit pas Bourgeois du Roy dans un lieu, y devenoit Bourgeois du Roy, en prenant néanmoins des Lettres de Bourgeoisie, & en satisfaisant aux solemnitez requises par les Ordonnances, & cet *aven* se rendoit également au Roy & aux Seigneurs.

Par le *simple aven* on ne devenoit pas Bourgeois du Roy, mais celui qui l'étoit déjà, déclinoit seulement en deffendant, dans les cas personnels non concernans police, la juridiction du Seigneur sous qui il demeuroit, duquel il auroit été justiciable de plein droit sans cette formalité. Cet *aven* étoit appelé *simple*, parce qu'il se faisoit sans Lettres, & il étoit particulier au Roy ou à ses Juges. Voyez ma Note sur Loysel, liv. 1. tit. 1. regle 20. 21. &c.

On a dit cy-dessus que par l'*aven* le franc homme qui n'étoit Bourgeois du Roy dans un lieu, y devenoit Bourgeois du Roy, en prenant des Lettres de Bourgeoisie, & en satisfaisant aux autres formalitez prescrites par les Ordonnances; il faut maintenant observer que le franc-homme n'étoit obligé à ces formalitez que quand il n'étoit pas originaire d'un pais qui fut en *société de Parcours & d'Entrecours* avec le pays, où il venoit nouvellement s'établir; car dans ce cas, il étoit de plein droit Bourgeois du Roy sans Lettres & sans solemnitez, en plusieurs Provinces du Royaume; en sorte que s'il s'étoit domicilié dans la Terre d'un Seigneur haut-Justicier, non ayant les droits Royaux, en s'avoiant

Bourgeois du Roy par simple aveu, il déclinoit la Jurisdiction du Seigneur, & devenoit justiciable des Juges Royaux; & comme ce Bourgeois n'avoit le privilege du simple aveu qu'en vertu du Parcours, il étoit appelé *Bourgeois de Parcours*. Après cette observation on entendra les articles suivans.

Vitry, art. 78. *Par l'Entrecours gardé & observé entre le pays de Champagne & Barrois, quand aucun homme ou femme nais dudit pays de Barrois vient demeurer au Baillage de Vitry, il est acquis de ce même fait au Roy, & luy doit sa jurée, comme les autres hommes & femmes de jurée demeurant audit Baillage, &c.*

Sens, art. 136. *Les Bourgeois de Parcours qui sont Bourgeois du ressort de Sens & Marches de Champagne se peuvent avoüer Bourgeois du Roy par simple aveu, sans montrer par écrit leur Bourgeoisie, en payant par chacun an douze deniers parisis au Roy.*

La même Coutume, art. 137. *Les Bourgeois de la Riviere de Vannes payent leur Bourgeoisie au Prevost Fermier de*

* *P A R D E S O U S.*] Dans l'ancienne Coutume de Normandie, ch. 34. les Fiefs *pardefous* sont ceux, qui descendent des Fiefs Chevel, & sont soumis à eux: si comme les Vavassories, qui sont tenuës par hommage & par service de cheval.

P A R D O N.] *Venia, absolutio.* Voyez GRACE, REMISSION. *Perdonare Quintiliano in declamationibus, Plenam errati veniam dare.*

P A R E A T I S.] *Placet, visa,* congé, permission ou annexe, que les Huissiers, Sergens ou autres Commissaires sont tenus de demander aux Juges des lieux avant qu'exécuter les Arrests, Sentences, Jugemens, ou Commission des autres Juges: *qua de re sancitum est regis Constitutionibus anni 1560. art. 90. & anni 1568. PAREATIS. Lorraine, tit. 13. art. 19. & ailleurs. Solet Magistratus per se vel per Officiales suos sententiam suam exequi in sua Provincia & territorio, nec potest extra provinciam suam pignora condemnati capere in causam judicati: & necessarium est mandatum & rogatus ejus qui sententiam dixit, ut alterius territorii Magistratus vel judex in quo sunt condemnati bona, ea capiat in causam judicati.* Il faut user de commission rogatoire.

* *P A R E' E.*] Parcours & entrecours. Voyez les Coutumes lo-

ladite Riviere, pour ce que lesdites Bourgeoisies sont baillées au jour du Bail des Fermes avec ladite Prebte. En ce font ceux qui sont demourans & Villes & Bourgs de ladite Riviere se peuvent avoüer Bourgeois du Roy par simple aveu, comme les Bourgeois de Parcours.

Art. 138. *Ceux qui ne sont Bourgeois de Parcours ou de la Riviere de Vannes doivent avoir & prendre leurs Lettres de Bourgeoisies du Prevost de Sens, de Villeneuve le Roy ou leurs Lieutenans, chacun à son égard, presens deux ou trois Bourgeois de la Ville, en promettant faire leur devoir en tel cas requis &c.*

Art. 139. *Et doivent ceux qui ne sont Bourgeois de Parcours prendre Lettres de desaveu du Bailly de Sens ou son Lieutenant, & par vertu d'icelles s'avoüer Bourgeois du Roy par un Sergent Royal &c.*

Vide Rosfredum de Ordine judiciorum part. 5. tit. de Recommendatis; Boerium p. 260. 282. Fritschum de jure Burgorum cap. 6. art. 11. n. 6. Besoldum in Theaur. prat. V. Burger, & Harpocrat. verbo à vocatu.

cales de Berry de M. de la Thaumassiere, ch. 13. M. du Cange sur le mot *Intercursus*, la Coutume de Thevé: *Le Seigneur a parée avec le Seigneur de la Chastre. &c. V. PAROURS.*

DROIT DE PARE'E.] Qui appartient aux Seigneurs voisins sur leurs sujets & hommes serfs, pour les suivre en la Terre & Seigneurie l'un de l'autre, sans qu'ils se puissent prétendre être afrançhis pour être sortis de la terre de leur Seigneur.

LOY DE PAREILLE.] *Par periculum pœna, Suetonio in Octavio cap. 32. Permittit lex parem vindictam, Festus cum vocem Talionis in 12. tabulis interpretatur.* Voyez la diction TALION.

PARENTS.] *Vulgari sermone nostro & in libris Feudorum, & in jure Pontificio, ut in cap. 13. 27. de sponsalib. Item Tertulliano ad martyras, & de Carne Christi: Hieronymo in Rufinum, Gregorio magno in Epistolis: sic appellantur cognati & affines majores natu, grandavi cognati: nec tantum pater, mater, avus, avia & ceteri ascendentes, unde* PARENTAGE. Berri, tit. 19. art. 16. & souvent ailleurs. *Parentela, Capitolino in Gordianis, Augustino 3. de civitate cap. 7.*

* **PARGER heritages.**] Dans les Coutumes locales d'Auvergne. C'est fumer & engraisser des Terres, en enfermant dessus des bestes à laine dans un parc.

* **PARGIE.**] Dans divers dénombremens que j'ay veu du Bassigny, c'est un droit general dû au Seigneur pour toutes les amendes qui pourroient être adjudgées à cause du dommage fait par des bestiaux aux heritages des particuliers. Il est dû au Seigneur sans préjudice toutefois de l'estimation qui doit être payée à ceux qui ont reçu le dommage. (M. GALLAND.)

Les Coutumes de Lorris accordées à Chaumont en Bassigny, entre les Coutumes locales de M. de la Thaumassiere, page 429. *Pargia pratorum durabit ex quo custodes constituti fuerint donec prasa incipientur fulcari. Pro pargia segetum edictum ponitur ex quo custodes eorum constituti fuerint, donec messorum incipient metere segetes, &c.*

DROIT DE PARIAGE.] Es anciens instrumens & Arrests; qui est un droit de compagnie & de société, quand un Evêque, Abbé, ou Eglise fait association perpetuelle avec un Seigneur temporel pour la justice qui s'exerce sur leurs sujets, & pour les amendes & tailles qui se levent sur eux. Tel a été le pariage du Roy avec l'Evêque de Mandé, dont le Registre de la Cour du 18. Juillet 1369. est chargé: Tel pariage d'entre le Roy & l'Evêque de Cahors pour la juridiction commune. Comme aussi par Arrest des Prieurs de la Charité, & Porte saint Leon du 27. Mars 1405. appert que les pariages ou associations faites entre le Roy & quelques-uns de ses sujets, à la charge qu'il ne

les mettra hors ses mains, doivent y demeurer, & le Roy ne les peut transporter mêmes en appanage, ou recompense d'appanage. Tel aussi a été le pariage de l'an 1263. fait entre l'Abbaye de Luxeu & le Comte de Champagne recité par le docteur Pithou en ses memoires: *Quo nemo presentius habet ingenium, quodque eminent plus quam in uno opere: vir sanè sagax, multi ac solertis acuminis.* Voyez le moy APPARIATION.

Quand un Evêque, un Abbé, ou quelqu'autre Seigneur, manquoit d'autorité, il associoit autrefois avec luy dans (la Seigneurie, &) la Justice quelque Seigneur plus puissant, avec qui il partageoit ses droits, pour en conserver une partie par la force. Pour faire entendre nettement cet ancien usage, on rapportera icy l'extrait d'un Contrat de Pariage, en date du 4. Aoust 1346. passé entre le Roy Philippe de Valois, & les Consuls de la Ville & Château de Miremont, près la Ville de Rieux en Languedoc; il est stipulé entr'autres choses par ce Contrat, *quod dominus Rex, nec ejus futuri successores in regno, nullo tempore possunt vendere, donare, permutare, vel alio quocumque titulo, in alium transferre, quacumque ratione vel causa, nisi in illum in quem transferret civitatem Tolosa, & Comitatum Tolosanum, partem contingentem D. Regem, indita*

alta & bassa Justitia, mero & mixto imperio, sed quod dicta pars contingens dominum Regem virtute Paragii perpetuo remaneat in & sub dominio immediato D. Regis & suorum successorum Regum Francia, seu saltem sub illo qui esset dominus civitatis Tolosa &c. & à la charge encore que la Justice seroit exercée en la Ville de Miremont par le Juge Royal de la ville de Rieux, lequel pour cet effet seroit tenu de prêter serment entre les mains des Co-Seigneurs & des Consuls de Miremont de bien administrer la Justice, & de conserver les droits communs Jura Condominorum & pariteriorum, & qu'il tiendrait l'Audience audit lieu de Miremont, avec les Co-seigneurs: Cum dictis Condominis & pariteriis, si sedere vellent & cum dictis Consulibus. Joignez Corbin dans ses droits de Patronage, liv. 2. p. 405. & Cang. in Glossar.

DROIT DE PARIAGE.] Saint Sever, tit. 3. art. 1. & 2. Quand les habitans de diverses Jurisdictions peuvent faire paître leur bétail l'un sur l'autre. *Pariare, est aquare rationis accepti & expens.*

LE PARISSIS^e DU TOURNOIS] Que le tuteur paye à son mineur pour la prisée & restitution de ses meubles: Berri tit. 1. art. 44. ou que les heritiers du mary précedé doivent à la femme survivante pour l'augmentation de la somme mobilière de son dot, suivant la stipulation de son contrat de mariage: *Hypobolon in Novellis Leonis & apud Armenop. sed & ἑσπέρτων, qua duodecima erat pars dotis; ejusque incrementum quod dabatur ei tantum qua virgo nupserat. Quod augmentum dotis temporibus Theodori Balsamonis non debebatur nisi ex conventionem. Non est donatio ante vel propter nuptias.* * Voyez Brodeau sur l'article 76. de la Cout. de Paris, n. 35.

PARLEMENS.] Aujourd'huy sont les Cours Souveraines établies en ce Royaume es villes de Paris, Toulouse, Bourdeaux, Aix, Grenoble, Dijon, Roüen, Rennes, où se traitent les audiences pri-

vées qui concernent le particulier : & ont les audiences publiques & plaintes generales été réservées aux Etats. Et anciennement tenir le Parlement en France , comme encore à present en Angleterre & Ecoſſe , c'étoit aſſembler les Etats du Royaume , & communiquer par le Roy , avec ſes ſujets , ou leurs députez , de ſes plus grandes affaires , & prendre leur avis & conſeil ; ouïr auſſi leurs doléances & remonſtrances , & y pourvoir. *Solebant hujus regni negotia gravéſque controverſæ in placito generali tractari , & ſtatus generales ſingulis annis habebantur : ſed & nonnunquam bis in anno , ut intelliges ex Annalibus Caroli Magni , Ludovici Pii , Caroli Calvi. Parlamenti vox ſignificat Concilium , & publicos regni conventus , ut inter Hætoles Panætolum , Lælius , lib. 31. & 35. Placitum generale Aimoino & aliis : Hodie Senatum & juridicos conventus. Parliamentum eſt Senatus , ordo ampliffimus , Curia Senatoria , l. 1. Cod. de Conſulibus , l. 1. eodem Cod. de Præſectis prætor. $\mu\eta\gamma\alpha\lambda\eta\ \text{Cov}\lambda\eta$. No. 70. Quæſt Amphictyonum conſeſſus , conventusque apud Thermopylas : Apud Amphictyonas fuit publicum Græcia concilium. Plinius libro 35. cap. 9. Fuit æqui tractatio potentiſſima. Fabius , lib. 5. cap. 10. Quem conventum ſive ſynodum etiam Pilaam vocarunt. Strabo , lib. 9. Achaorum Arvarion , Idem lib. 8. Et apud Athenienſes Panegyria publici conventus quinto quoque anno. Herodotus lib. 6.*

Anciennement le Parlement ſuivoit le Roy , & rendoit la Juſtice ſouveraine. Le Roy Philippe de Valois l'a fait établir ſedentaire & ordinaire en la ville de Paris. D'autres attribuent cette inſtitution à Louïs Hutin , fils du Roy Philippes le Bel en l'an 1315. Lequel Philippes auſſi en l'an 1302. avoit ordonné que le Parlement tiendroit deux fois l'an en la ville de Paris. Ce Parlement de Paris eſt le plus ancien. Celuy de Grenoble a été érigé en l'an 1453. au mois de Juin , & dès l'an 140. Humbert Dauphin de Viennois y avoit établi ſon Conſeil , comme recite *Papa* en la queſt. 43. & 354. Celuy de Touloſe a été fait ſedentaire en l'an 1443. par le Roy Charles VII. Celuy de Dijon en l'an 1476. par le Roy Louïs XI. Celuy de Rouën en l'an 1499. par le Roy Louïs XII. au lieu de l'Echiquier. Celuy d'Aix en l'an 1501. par le Roy Louïs XII. Celuy de Bretagne en l'an 1553. par le Roy Henry II. Celuy du Duché d'Aquitaine qui eſt à present à Bordeaux dès l'an 1502. a été premierement établi en la ville de Touloſe avec celuy du pays de Languedoc par le Roy Charles VII. L'Avocat Paſquier traite des Parlemens au ſecond livre des Recherches.

PARLIERS , AVANT PARLIERS , OÙ PRELOCUTEURS.]
 Au ſtil de Liege chap. 3. 10. 14. 15. & ailleurs. Voyez le mot EMPARLIERS. Ce ſont les Procureurs des parties litigantes. Parler & Parlement ſignifie conferer , conference , communiquer & traiter , ſoit en Juſtice , en guerre , ou autrement.

* *P A R M I T A N T* ou *permettant*.] Hainaut, chap. 72. c'est à dire au moyen dequoy, ou cependant.

* *P A R N A G E*.] Voyez *Pasnage*, cy-après.

* *P A R O E N T Z*.] Dans le For de Bearn, *tubr. de homicidis*, art. 19. sont des meurtrissures.

* *P A R O F E R T E*, *présentation*, *offres*.] La Cout. de Mets, tit. 4. art. 34. *Paroferte ou consignation judiciaire du principal d'un cens rachetable, pour l'amortissement d'iceluy, deuoient signifié à partie, fait cesser le cours de la rente dudit cens, du jour de la présentation ou consignation.*

* Dire *P A R O L E S* de *delay*, ou de *laidange*.] Poitou, art. 17. C'est appeller quelqu'un traître, meurtrier, ou dire autres paroles injurieuses équipolentes, & pour lesquelles si elles étoient véritables, celui contre qui elles sont dites seroit punissable de corps, ou publiquement diffamé : de telles injures, l'amende est de 60. sols tournois, au lieu que des autres elle n'est que de sept sols six deniers.

* *Jambes P A R P A I G N E S*.] Paris, art. 207. ou *peignes & parpeignes*. Bourbonnois, art. 507. sont des jambes de pierre de taille, qui excèdent tant soit peu l'épaisseur du mur ; & parce qu'elles passent ainsi par le *pan* du mur, elles ont été nommées *parpeignes & parpaignes*.

P A R Q U E T.] S. Jean d'Angeli, art. 118. & aux Ordonnances de la Chambre d'Artois, chap. 2. C'est l'Auditoire d'un Juge : *Solet enim tribunal iudicis muniri septis & cancellis, in quibus stantes adsunt advocati & procuratores*. La Barre de Justice, le Barreau.

T E N I R P A R T - P R E N A N T, & *P A R T - M E T A N T*.] Poitou, art. 17. 94. 95. 99. 107. & ailleurs. S. Jean d'Angeli, art. 22. esquels lieux il est aussi traité du fief tenu noblement par hommage, en parage, ou en *gariment*. Tenir comme *part-prenant*, c'est quand l'on acquiert portion d'un fief avec la charge de contribuer aux frais & devoirs. Quand l'on tient partie d'un fief du commencement non par droit *successif*, mais par transport, par alienation, ou à la charge d'en payer aucun devoir. Mais tenir en parage c'est quand originellement par succession une portion d'un fief est obvenue entre coheritiers. Car il faut que le parage vienne par succession & lignage, continuant toujours, sans être alteré, changé ou innové, & qu'il demeure toujours en la ligne, jusques à ce que la parenté finisse, comme il est expliqué audit art. 107. & en la paraphrase de la Coutume de Poitou.

* *P A R T A G E* *divisé & indivisé*.] Touraine, art. 279. Loünois, chap. 27. art. 7.

Le partage dans ces Coutumes est divisé entre les puisnez, quand ils ont subdivisé entr'eux le tiers des successions dont leur aîné leur a fait partage.

Dans ces deux Provinces l'aîné succede seul à celui de ses puisnez qui decede, à l'exclusion des autres puisnez, toutes les fois qu'il est en parité, ou cause égale avec eux.

Lors qu'ils sont tous divisez l'aîné & les puisnez, si un des puisnez decede, c'est l'aîné seul qui est son heritier.

Lors qu'ils sont tous communs, si un des puisnez decede, c'est encore l'aîné qui est son heritier.

Mais si l'aîné est divisé de ses puisnez, & si les puisnez sont restez communs & conjoints entr'eux, ils se succedent les uns aux autres à l'exclusion de l'aîné.

Dans ces Coutumes & quelques autres ceux qui possèdent en commun sont réputez posséder solidairement. Et de là vient qu'il y a entr'eux une espece de droit d'accroissement. *Observatio Regni Aragonum. lib. 3. fol. 14. n. 18. col. 1. in princip. edit. Casar-Augustan.*

Item de Consuetudine Regni & foro etiam est quod ubi duo vel tres fratres, aut plures non dividunt bona paterna, vel alia provenientia ex successione parentum vel consanguineorum, & in vita sua aliquis vel eorum major pars contractus aliquos fecerit, bona indivisa obligando vel de iis alienando, vel alias injurias aliquibus faciendo, vel committendo propter qua bona indivisa quantum ad partem ejus, vel aliquorum eorum tangit, videntur remanere obligata: Certe si unus vel plures eorum praevariantur bonis non divisis, omnia bona remanent superstiti, nec tenentur superstes in aliquo ad debita, vel injurias mortui, cum ratione illorum bonorum ut provenientium pro indiviso, non poterat aliquid de eis ordinare in vita nec in morte nisi primo esset divisa, & ideo caveat quis cum talibus contrahere, vel contractus inire.

C'est par la même raison que les mainmortables dans ces Coutumes ne se succedent les uns aux autres que quand ils sont communs. Ce que la tyrannie des Seigneurs a étendu à la communauté du boire & du manger, d'où est venu le proverbe barbare,

L'eau, le sel & le pain,

Partent l'homme de morte-main.

EN MATIERE CRIMINELLE N'Y A PARTAGE.] *Ut sermone pragmaticorum tritum est: id est paribus numero sententiis ea superat qua minor est & qua pro reo facit, ut P. Faber V. Clar. explicat, ad l. 125. D. de diversis regulis juris. Equo sententiarum numero reus absolvitur: Cicero pro Cluentio, & epist. 8. l. 8. Epist. ad familiares: quod idem Adequare dixit ad Q. Fratrem, lib. 2. Epist. 5. Lex jubet eos absolvi qui pares*

*parēs sententias tulerint: Quintil. Declam. 254. Paribus suffragiis ea vice-
runt quæ absolverunt. Strabo; lib. 9.*

Aussi la Cour de Parlement à Paris en verifiant l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1549. qui a été fait pour les Prevosts des Mareschaux, Baillifs & Seneschaux, a ordonné qu'au jugement il seroit passé de deux opinions: autrement que le procès seroit parti s'il ne passoit que d'une opinion: Une voix n'empêche partage en matiere criminelle. *Caterum numerantur sententia, non ponderantur: Plinius, lib. 2. epist. Suum enim quisque judicium habet. Itaque Consul numerabat Senatum, ut majoris partis consilio staretur. Quod major pars judicat, id jus & ratum est. Partis majoris arbitrio stabitur, l. 17. par. pen. & ult. l. 27. par. si plures, de receptis, vel judicio, l. 36. l. 39. de re judicata, l. 18. de receptis. Standum ei quod major pars decreverit. Curtius, lib. 10. At Seneca epist. 29. ex præceptis philosophorum monet Luciliūm æstimanda esse judicia non numeranda. Idemque refert epist. 82. Reum paribus sententiis absolvi, & alter Seneca orator contr. versa 5. lib. 1. Inter dispares sententias mitiorem vincere, cum alter judex damnat, alter absolvit. Idemque in controversia 2. lib. 3. Æquis sententiis reum absolvi: legem absolutionem dare paribus tabulis. Qui liber 3. ut & 4. 5. 6. & 8. continet hodie tantum compendia Controversiarum & præmia quadam, cujus epitoma alii libri quinque etiam extant, & vulgò appellantur Declamationum libri. Ipse Seneca scripsit tantum Controversias primūm, & postea Suasorias. Olim audaculi homines in epitomen redegerunt plerisque auctores qui profusi videbantur, ita ut eorum contextus amplius ferè non exscriberetur: Itaque perierunt tandem integri auctorum libri: Quæ summa injuria facta est etiam Livio, Dioni, Polybio, Trogo Pompeio, Festo, Dionysio qui Magonem Pænum transtulerat in Græcam linguam, ut & D. Syllanus in Latinam: ex cujus Dionysii libris de cultura agri Diophanes epitomem fecit, ut ex Plinii indice & cap. 3. lib. 18. constat, & uterque perit. Idem accidit 60. libris Βασιλικῶν, Cassiodori historia de rebus Gothorum, quam in unum librum Jordanus coartavit: idem Aurelio Victori cujus historia propter notitiam persecutionum laudatur ab Hieronymo in epistola ad Paulum Concordiensem, idem & aliis optimis auctoris: Sed & pari audacia usi sunt scioli quidam hac ætate & patrum memoria in scriptis Augustini, Galeni, Plutarchi, quorum scripta integra conservabantur beneficio artis impressoria, in vitis Epitomatoribus, quorum labor omnis incassum cecidit. Caterum ut ad rem redeam, de hac questione vide l. 38. D. de re judicata. Gellium, lib. 9. cap. 15. Heliodorum, lib. 1. Aristotelem in Problematis sect. 29. quest. 13. Quintilianum Decl. 365. Plinium lib. 8. epist. ad Aristonem I. C. Alius fuit Aristo Philosophus, qui in gestatione differebat. Cujac. lib. 12. cap. 16.*

PROCEZ PARTI.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 76. Quand les Conseillers d'une Chambre ont diverses opinions au jugement d'un procez, dont il est aussi ordonné en l'Edit de l'an 1539. art. 125. 126.

PARTIE CIVILE ET FORMÉE.] Est celui auquel appartient l'intérêt & réparation civile seulement : *nam pœnam ab improbis repetunt procuratores regis vel domini, qui obeunt vicem accusatorum, & in crimen subscribunt.* Le Procureur fiscal & d'office prend les conclusions criminelles sur informations précédentes, & sans peril d'amende ni peine de talion qui n'est plus en usage, & ne l'étoit pas du temps de Boutillier auteur de la Somme rurale, qui a écrit il y a plus de deux cens ans. Comme aussi en matiere civile & de criées & decret d'heritages, ceux auxquels appartient l'intérêt de la folle enchere s'appellent parties civiles. Berri, tit. 9. art. 64. Et faut noter que le simple dénonciateur est différent de la partie formée. *Aliud est deferre crimen ex libello & inscriptione, aliud denuntiare tantum: licet denunciatio proxima sit accusationi.* Partie formelle a lieu seulement en matiere criminelle. Nivernois, tit. 1. art. 20.

Se rendre partie formée ou formelle, étoit sans formalitez de Justice faire arrêter & conduire son adversaire en prison en offrant de se rendre prisonnier avec luy, ce qui n'avoit pas lieu ordinairement en matiere civile, mais seulement en matiere criminelle, en trois cas, selon l'article 20. de la Coutume du Nivernois, au titre de Justice.

1. Pour injure réelle, où il y avoit grande effusion de sang, ou énorme machure.

2. Pour cas de crime qui requeroit détention.

Et 3. en cas de furt où le larron se trouvoit saisi. Joignez l'art. 1. de la Cout. de Bordeaux. au titre de Jurisdiction.

Si neanmoins la partie formée & son

adversaire bailloit caution suffisante d'ester à droit & de payer l'adjudgé, ils devoient être l'un & l'autre relâchez, à moins toutefois que le crime ne fût si grand qu'il dût être puni corporellement & non de peine pecuniaire, auquel cas le criminel restoit en prison quoiqu'il offrit caution; & dès que les deux parties avoient ainsi donné caution respective, le devoir de la partie formelle étoit de faire promptement informer du délit.

Aujourd'huy on ne peut plus regulierement faire arrêter aucune personne ni la faire conduire en prison sans informations précédentes ni sans l'autorité du Juge. Voyez Imbert dans sa Pratique, liv. 3. chap. 1. & Coquille dans ses Questions, chap. 15.

LES PARTIES.] *Sunt qui litigant, actor & reus.*

PASNAGE, ou PENNAGE.] Et païsson des bois appartient au Seigneur haut-Justicier, qui a droit de Gruerie & Garenne. Senlis, art. 107. Poitou, art. 159. Normandie, chap. 7. 93. 101. 107. 121. La Marche, art. dernier, auquel lieu toutefois l'Interprete lit **PREMIANCES.** Bretagne, art. 255.

PASNAGE, ou PARNAGE, Anjou, art. 497.

Qui est le droit de porcs étant en glandée, ou autre droit & devoir d'argent qui est dû au Seigneur d'une forest pour la glandée & paiffon des pores, ou pour le pascage & pasturage des bestes. *Est pastia suum ex glandibus.* Il est fait mention de ce droit és Ordonnances des forests, & se prend és bois de haute fustaye, soit de chesne ou faifne pour raison de la glandée & paiffon, ou pour cause du pasturage & pascage. *Sic apud veteres scriptura, & Alabarchia fuit genus vectigalis, quod ex pecoris passione & transfuñtione pendebatur. Qui enim pecudes in saltibus publicis pascebant, capitum numerum proficiebantur apud Publicanos. Hujus vectigalis magister dicebatur Alabarches adnotante Cujacio, lib. 8. Observat. cap. 37. In tabulis censoriis pascua dicuntur omnia ex quibus populus reditus habet, quia diu hoc solum vectigal fuit, Plinius, lib. 18. cap. 3. In Cyrenaica provincia publicani pascua conducebant pecorum pabulo, Idem, lib. 19. cap. 3. Scripturarius ager publicus appellatur, in quo ut pecora pascantur certum est: quia publicanus scribendo conficit rationem cum pastore: Festus. Fuit vectigal ex scriptura, ex portu, ex decumis frumenti, vini, olei.*

Le Pafnage est aussi la paiffon, ou l'astion de paître; & de là vient qu'on dit: le pafnage commence au mois d'Octobre, & finit au mois de Decembre.

Et enfin par pafnage l'on entend quelquefois le gland même, ou la faïne. *V. Cang. in Gloss. & cy-dessus Arriere-pafnage.*

DEVOIR DE PASQUES.] Qui est un agneau sur chacun ménagier tenant brebis en la paroisse, qui a été ajugé au Curé du Bourg Beauterre, par Arrest de Rennes, du seizième Octobre 1561.

PASSEPORT.] *Syngraphum, Plauto in Captivis, diploma: puta cum captivus mittitur, ut in specie que proponitur initio l. 21. de negotiis gestis.*

* **PAST ou Paiffe.]** Voyez Fief de Paiffe, & M. Salvaing, dans son Traité de l'usage des Fiefs & droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 74. pag. 384.

PASTURAGE.] C'est en quelques lieux un droit que le Seigneur leve sur chacun de ses sujets, ou de ses habitans, qui font paître leurs troupeaux dans sa Terre.

* **PASTUREAUX.]** Berry, titre des droits Prédiaux, art. 8. &c. Sont des prez destinez pour faire pascager les bœufs pendant le temps qu'il n'y a plus de bien dans les granges. En Nivernois on tient les bœufs aux pâtureaux jusqu'à la S. Martin. Coquille dans ses Institutions du Droit François, p. 66. de l'édition de 1665. remarque que dans la Coutume du Nivernois il n'y a point d'article qui fasse les pasturaux deffensables, mais qu'ordinairement ils sont bouchez, & que quand ils ne servent pas, il estime qu'ils doivent être deffensables

pendant tout le temps qu'on a accoutumé d'y mener des bœufs.

* *Vive & vaine PASTURE.*] Bourgogne-Duché, titre 13. art. 4. *vain pasturage.* Troyes, art. 170. Dans les bois de haute forest la pâture est *vive* pendant le temps qu'il y a des glands & autres fruits aux arbres, qui tombent & dont les bêtes se nourrissent; ce qui dure en Bourgogne, depuis la S. Michel jusques à la Feste de S. André inclusivement. Après ce temps la pâture est *vaine*, car la *pasture vaine* n'est autre chose que celle où il n'y a plus de fruits, dans lesquelles il est permis par cette raison à tous les usagers & vains pâturiers d'y faire paître leurs troupeaux.

Dans les bois taillis la pâture est *vive* depuis le temps de la coupe jusques après la quatrième feuille ou la quatrième année; ensuite la pâture est réputée *vaine*, & il est permis à tous usagers & vains pâturiers d'y faire paître leurs bêtes; ce qui ne leur est pas permis tant que la pâture est *vive*.

Dans les terres & autres heritages non clos, selon l'article 170. de la Coutume de Troyes, la pâture y est vaine dès qu'elles sont dépouillées, à l'exception des prez, qui sont défendus depuis la Nôtre-Dame de Mars jusques à ce qu'ils soient dépouillez pour la première fois; car dans cette Coutume & plusieurs autres, nul ne peut clore son pré pour faire reguain, s'il n'y bâtit une maison, la *vaine* pâture en prairie y étant de droit commun pour tous les animaux, à l'exception des pores.

Quant aux vignes elles ne sont jamais ny en *vive* ny en *vaine* pâture, étant toujours de garde.

FIEFS PATRIMONIAUX.] Hainaut, chap. 77. Sont les propres & anciens heritages ou fiefs qui n'ont été acquestez. ἡ περιουσία, περιουσις, ut *patrimonium appellatur à nostris*: *Theophil. lib. 1. Institut. tit. 5. 6.*

HERITAGES PATRIMONIAUX.] Boulenois, art. 69. 89. 124. 138. Arthois, art. 76. 77. 78. 116.

DRÖIT OU DRÖITURE DE PATRONAGE.] Normandie, chap. 32. 109. 110. Tours, art. 295. Lodunois, chap. 28. art. 3. L'édition de Paris de l'an 1552. a mal imprimé DE PATRIMOINE.

Quand celuy qui donne par aumône un heritage à l'Eglise pour servir à Dieu s'en retient la seigneurie; ou bien quand le fondateur se réserve le droit de pouvoir nommer & presenter à l'Evêque un personnage capable du benefice pour le tenir & exercer, *quasi patronatus*. De quo Patronatu in *Novella 123. Justiniani*, & in *jure Pontificio*, & *Choppinus sacra Politia*, lib. 1. tit. 4. De *Gentilitiis sacris & sacrificiis loci occurrunt*.

* *PAU* de *Palenc deu Barrabl.*] Dans le For de Bearn , Rubr. de Penas , art. 8. C'est un pieu de la palissade d'une clôture.

* *PAUGH* de *Chandelle.*] Lille, chap. 13. art. 160. Voyez *Chandelle & Debouts.*

* *PAUME'E.*] Voyez *Palmée.*

* *PAUMERIN.*] Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis , chap. 2. c'est à dire *primerin* , ou premier.

* *PAUMS.*] Bearn , rubr. de Pées & mesuras , art. 2. Voyez *Pan de cane.*

* *PAUVRETE' jurée.*] Des Mâtes , décision 283. Sous la seconde race de nos Rois , les particuliers donnerent leurs biens aux Monasteres & aux Eglises avec si peu de discretion , qu'ils allerent jusqu'à dépouïller & exhereder leurs propres enfans. Les Evêques de France assemblez à Mayence en l'année 813. blâmerent ce faux zeile par le Canon 6. qui est en ces termes :

Propter istius itaque pacis concordiam conservandam , placuit nobis de orphanis & pauperibus , qui debito , vel indebito dicuntur amisisse hereditatem paterni vel materni juris ad se legibus pertinentem. Si alicubi inventi fuerint quos patris vel matris propter traditionis illorum exheredes fuerunt , aliorum scilicet suasionibus , aut petitionibus , vel aliquo ingenio , omnino volumus atque decrevimus emendari , quantum ad nos , vel ad nostram pertinet potestatem juxta voluntatem Dei , & vestram sanctam admonitionem , & considerationem. Quod si fortè extra officium nostrum alicubi inventum fuerit , admonere vestram clementiam audeamus , ut emendetur.

Il y eut à cet égard un grand changement vers le commencement de la troisième race de nos Rois. Tout le monde sçait que c'est à peu près en ce temps que les fiefs furent rendus héréditaires ; & comme les investitures que l'on en faisoit , tant au profit du premier vassal que de ses enfans , comprenoient en faveur des enfans une espece de substitution , l'usage s'établit , qu'il ne fût point au pouvoir des peres & meres de disposer de leurs fiefs au préjudice de leurs enfans , ni au pouvoir des enfans , à qui les fiefs étoient échus par le deceds de leurs parents , d'en disposer au préjudice de leurs collateraux sans leur consentement , ainsi que nous l'apprenons du chap. 45. du premier livre des Fiefs. *Alienatio feudi paterni non valet etiam domini voluntate , nisi agnatis consentientibus ad quos beneficium quandoque sit reversurum.*

Ce droit par succession de temps ayant été étendu aux aleux , les heritiers contesterent toutes les alienations , sans distinction de fiefs ou d'heritages en roture ; de sorte que pour remedier à ce desordre , ceux qui dispoïent de leurs biens entre-vifs furent obligez de faire signer leurs heritiers présomptifs aux contrats.

On trouve des vestiges de cet ancien droit dans nos vieux Praticiens. Bouteiller liv. 2. chap. 7. en parle ainsi. *Par Coutume locale l'homme ne peut vendre son patrimoine, & heritage qui de par pere & de par mere luy est échéu, sinon par le gré & consentement de son hoir, ou par Pauvreté, au cas que verité seroit. Et selon l'usage d'aucuns lieux, en fief conviendroit que de ce il jurât entiere main, & que ce fût pour employer en suffisans heritages, &c.*

Le For de Navarre, Rubr. 20. pag. 54. de l'édition de 1581. à Pau, tit. 20. art. 2. & 3. *Alienation universalis de bees avitins de tout le fonds & proprietat, ne sera valable, en deguna sorta, si no es por grandes necessitatz, & ab conneixença, & permission de justicis, lo qualle conneixença le parra far sommairement pardevant les gens de la Chancellerie, per le regard des nobles, & per les autres pardevant les Baillis ou autres Magistrats, & Juges ordinaris deux loes, ou losdits bees seront assis.*

Regiam majestatem, lib. 2. cap. 20.

Si ergo tantum conquestum habuerit ille, qui partem terra sua dare voluerit, tunc quidem hoc licet, sed non totum conquestum, quia non licet filium exheredare.

Verumtamen, si nullum filium, vel filiam de corpore suo procreaverit poterit ne conquestu suo, cui voluerit dare partem, hoc totum conquestum hereditabiliter.

Ita quod si inde fuerit sensitas ei, cui facta fuit donatio, in vita donatoris, non poterit aliquis remotior donationem illam quomodolibet immutare.

Potest itaque quilibet totum conquestum in vita sua donare, sed nullum heredem inde facere, nec collegium nec aliquem alium hominem, quia solus Deus heredem facere potest non homo.

Si autem hereditatem, & conquestum habuerit, tunc indistincte verum est quod poterit filio suo post nato, quantamlibet partem sive totam cui-cumque voluerit dare ad remanentiam de conquesta; de hereditate vero sua nihilominus poterit dare rationabiliter secundum quod dictum est superius.

Dans l'ancienne Coutume de Paris la femme qui avoit des enfans ne pouvoit plus disposer des fiefs qui luy étoient propres sans leur consentement, dès le moment qu'elle étoit veuve. *Per Consuetudinem Parisiensem vidua habens liberos non potest etiam suam propriam rem feudalem sine consensu filiorum suorum vendere, & si fiat est nulla, que consuetudo fuit prabata per XXII. testes in causa de Pisse. con. posito quod dicta vidua alienasset pro necessitate victus, & idem in loco de Lorry ut supra de jurisdictione omnium judicum §. 12. in gloss. 2. in q. ult. &c. Boerius de feudis, art. 1. fol. xxv.*

L'Auteur du grand Coutumier, liv. 2. chap. 27. de faine en fief fol. 182. Par la Coutume des fiefs si une Dame noble est demeurée & a aucuns enfans nez & procreez en loyal mariage ; & elle vend aucun heritage, qui soit propre à elle, venu & descenda de pere & de mere, si les enfans n'y sont appelez & consentans, la vendition est nulle, supposé que ce fût pour la necessité de son vivre.

Dans le Brabant le survivant des peres & meres, sans distinction, ne pouvoit point encore disposer de leurs biens immeubles au préjudice de leurs enfans, par un droit qu'on appelle en ce pays de *devolution*. *Jus devolutionis*, dit Stokmans, est *vinculum quod per dissolutionem matrimonii injicit consuetudo bonis immobilibus superstitis conjugis, ne ea ullo modo alienet, sed integra conservet ejusdem matrimonii liberis, ut in ea succedere possint, si parenti suo superfuerint, vel ipse, vel qui ab ipsi nati fuerint, exclusis liberis secundi vel ulterioris thori.* Stokmans de jure devolutionis. lib. 1. cap. 1. n. 9. pag. 3. edit. an. 1700.

Cet Auteur qui dit au chap. 2. du même Livre que les Jurisconsultes François feroient mieux de se taire, que de parler de ce droit, en a ignoré l'origine, en s'imaginant ou le faisant venir des Loix Romaines. Et si *jus devolutionis*, dit-il, *consuetudinarium sit & dissentaneum à jure Romano, quo liberi diversarum nuptiarum equaliter succedunt parentibus suis* Novell. 22. de Nuptiis §. nec illud quoque, nec alienare prohibetur parens superstes bona sua, tamen multum affinitatis habet devolutio cum jure lucrorum nuptialium quæ à defuncto conjugio ad superstitem pervenerunt, hac enim neque superstes alienare potest, cum proprietates similiter dicatur ad liberos pertinere, nec communicantur liberis secundarum nuptiarum, ut videatur prorsus devolutio inde originem suam sumpsisse, quod plenius explicandum est.

Jure Romano bona omnia quæ per dissolutionem primarum nuptiarum obveniunt superstiti conjugii in substantia prædefuncti conjugis sive ex testamento aut donatione causa mortis, sive ex pactis dotâlibus aut ex beneficio legis vel consuetudinis, addicantur & conservanda sunt liberis illius matrimonii; nec potest superstes ea alienare aut pignori dare, sed uti frui tantum, illesa proprietate: liberi verò dum parens viduus superest, nullam habent horum honorum fruitionem, sed nudam proprietatem, veluti in securitatem futura successionis, post superstitis mortem. Leg. fœminæ. leg. generaliter. leg. his illud, Cod. de secundis nuptiis. Novella 98. cap. 10. Quis hic non patet delineatam jas ipsum devolutivis quod cap. 1. descriptum est? illud solum videtur in utroque diversum quod devolutio comprehendat bona omnia immobilia quæ superstes habuit tempore soluti connubii, jus verò Romanum restrictum sit ad ea bona quæ EX SUBSTANTIA DEFUNCTI conjugii superstiti obveniunt.

C'est de cette ancienne prohibition de disposer des propres au préjudice de ses heritiers présomptifs, qu'est venue la prohibition de disposer par testament de plus du quint des propres & le droit de dévolution ; & c'est de là qu'il faut encore tirer parmi nous l'origine du Retrait lignager, quoiqu'il en soit fait mention dans les Loix Romaines.

P É A G E.] Amiens, art. 192. en la Somme rurale, au tit. 11. de l'ancienne Coutume de Mehun en Berri, en l'Edit du Roy Henri II. de l'an 1552. fait pour la juridiction des gens du grand Conseil ; & en l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1560. art. 107. 138. & de Henry III. de l'an 1579. art. 282. & de Charles VI. de l'an 1413. Auvergne, chap. 25. art. 16. La Marche, art. 343. Poitou, art. 12. 13. Acs, tit. 12. S. Sever, tit. 10. Solle, tit. 34. Bearn, tit. 46. & au premier livre de l'Etablissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans. (* *Vid. Capuam in proœmio Const. Sicil. n. 14. p. 19. col. 1. V. Pulveragium, & Salvaing, p. 144.*

Appellatur pedagium in antiquis instrumentis & statutis, & in canon. Si quis Romipetas, causa 24. quest. 3. in stylo Parlamenti, cap. 13. & 18. cap. 10. de censibus, cap. 26. de verb. signific. in Decretalib. Teloneum, lib. 3. legis Francica cap. 12. & 54. lib. 4. cap. 24. lib. 5. cap. 18. Constitut. Caroli Magni. Dont appert que le peage n'est dû que par les negociateurs qui s'aident du pont, chaussée ou levée. Tellement que le peage est un droit seigneurial qui se prend sur le bétail ou marchandise passant, pour entretenir les ponts, ports & passages, & afin que le Seigneur puisse sçavoir ce qui est transporté d'un pays en un autre, d'une Seigneurie en l'autre. Est portorii & vectigalis genus quoddam, τὸ τέλος, τέλεισμα, mercium vectigal, portorium venalium, à quo milites immunes erant nisi in iis qua veno exercerent : Tacitus, lib. 13. Annual. Ubi insignis est locus de publicanis, & de vectigalium tributorumque usu & abolitione. Quidam existimant Pedagia, vel Pedarica dici, quia dantur à peditibus : & Guidagia dici pro ducatu per terram alicujus ut loquuntur. Sic antiqui teste Pompeio Festo Vestigium humani præcipuè pedis appellabant pedam. Vectigal autem & portorium præstatum non tantum in transitu pontis, sed & in itinere, l. si quis pro uxore 21. D. de donat. inter virum. Les Enfans de France & Princes du sang Royal pour leurs provisions sont exempts de peage par tout le Royaume par privilege. Et s'en trouve un Arrest de Paris du 8. Juin 1387. pour la Duchesse d'Orleans fille du Roy Charles le Bel ; & est allegué en plaidant le 18. Mars 1388. pour le Comte d'Alençon, que les Princes du sang en sont exempts jusques au sixième degré. Comme aussi les Pairs de France & le Corps de Parlement a prétendu être exempt de tous peages. Et en quelques regnes ceux qui menoient des vivres en l'ost du

du Roy ont été exemptés de peage. *Nihil debent quæ exercitui parata sunt, l. 9. §. res quæ. Dig. de Publicanis. Legati jure gentium sunt etiam immunes: Vide tit. Cod. de Vectigal. l. 203. D. de verb. sign. Fornerium, lib. 1. Selectionum cap. 20.* Anciennement si un homme étoit détrouffé en chemin public, le Seigneur qui levoit le peage & avoit la Justice du lieu, étoit tenu le rembourser; comme il a été jugé contre le Seigneur de Vierzon és Enquestes de Parlement de la Purification 1269. & contre le Comte de Bretagne és Arrests de Pentecôte 1273. & contre le Comte d'Artois és Arrests de Toussaints 1287. Mais si le meurtre se faisoit avant soleil levé & après soleil couché, le Seigneur n'en étoit tenu, jugé pour le Comte d'Artois, & de S. Paul à la Toussaints 1265. Aussi par un Arrest de la Toussaints 1295. appert que le Roy fait rembourser le détrouffement fait en sa Justice & en voye publique. *Hujus juris meminit Arist. lib. περι θαυμασιων ἀκυσμάτων: Εκ τῆς Ἰταλίας φασὶν ἕως τῆς Κελτικῆς καὶ Κελτολυγίαι καὶ Ἰβήρων εἶναι τινὰ ὁδόν, Ἡ ῥά κλειαν καλυμμένην δι' ἧς εἰάν τε Ἑλλῆν, εἰάν τε ἑγχώριος τις πορεύηται τριῖσθαι ὑπὸ τῷ παροικίῳ, ὅπως μηδὲν ἀδικητῆ. Τὴν γὰρ ἑμίαν ἐκτίθει καθ' ἧ γένηται τὸ ἀδικημα. Ergo hoc jus vetustissimum & adhuc in more positum in quibusdam regionibus Italia. Ideoque Cumanus Prefes Judææ apud Josephum lib. 20. Antiq. cap. 4. Imputat vicis propinquis latrocinium quod in publica via factum est.* Plus aucun ne peut imposer nouveau peage sans le vouloir & permission du Roy; & la connoissance de telle chose n'appartient qu'au Juge Royal. Arrests de Pentecôte 1273. pour les nouveaux peages d'Agenois: & és Enquestes du Parlement de Toussaints 1316. Plus le Seigneur prenant peage ou travers, doit tenir les passages sûrs contre les particuliers; autrement est tenu recompenser la perte par Arrest contre le Sieur de Crevecœur donné à la Chandeleur 1254. Les peages sont domaniaux, & non d'aide ou subside: & ont été introduits pour l'entretienement des ponts, des ports, des chemins & passages, & afin que les marchandises fussent voiturées seurement & garanties des voleurs & corsaires. Ces Arrests ont été recueillis par du Tillet Greffier civil du Parlement à Paris, dont le labeur est tres-recommandable, & son Recueil n'est pas encore imprimé, sauf pour quelques traitez: *ex ejus arca mutuum sumptus nec semper de domo fieri potest numeratio.*

Dominus prestat furtum infra metas pedagii. Conquerabatur Guillelmus Morelli & Stephanus Chanarde mercatores, quod cum ipse die Veneris ante Festum beati Gervasii præterirent venissent de nundinis de Ponteferend per Soliacum eundo apud Virsionem

desrobati fuerunt hora nona de m^o viii l. 2. f. quas portabant inter villam de Monasterio & Combelay in loco de quo est facta ostensio, qui locus est infra pedagium, vel fines pedagii Virsionensis vel S. & in justitia domini Roberti de Sacros. &c. petentes quod Domi-

» nus Rex sibi dedi faceret damna sua. pedagii domini Virfion. condemna-
 » Dominus Rex volens scire in quo pe- tus fuit per Curjam idem Dominus ad
 » dagio hoc actum fuit & utrum ita ac restituendam ipas mercatoribus sibi
 » tum fuit, fecit super hoc inquit per ablata. Actum in Parlamenti Candell.
 » V. Baillivum. Qua inquesta facta & an. Domini 1269. 1^{re} V. les Preuves de
 » visa, quâ probatum est quod ipsi mer- la Maison de Châtillon, p. 87. & l'Hi-
 » catotes desrobati fuerunt infra metas stoire des Evêques de Maguelone, p. 305.

CHEF OU BRANCHAGES DU PEAGE.] Bourbonnois, art. 354.

DROIT DE LA COUTUME OU DU PEAGE.] Tours, art. 81. Lodunois, c. 7. art. 1. 2. & 3. *Hæc etiam pro eodem jure accipiuntur in Consuetudine Andium, Cenomanum, Carnutum, art. 12. Ea demum pedagia licita sunt, quæ auctoritate publica concessa sunt, vel ex antiqua Consuetudine introducta, à tempore cujus non extat memoria. Voyez le mot COUTUME.*

DROIT DE PEAGE, DE LONG & DU TRAVERS.] Tours, art. 59. 84. 85. 86. 87. 295. Et en la Coutume locale de Mezieres en Touraine, & de S. Cyran en Brenne, Lodunois, chap. 5. art. 1. chap. 7. & chap. 28. art. 5. Anjou, art. 49. 54. Le Maine, art. 57. 62. Grand Perche, art. 7. 39. Chasteau-neuf, art. 11. Chartres, art. 11. Dreux, art. 8. Bourbonnois, art. 354. & suivans.

PEAGES ET TRAVERS.] Es Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 244. 245.

SEIGNEUR PEAGER.] Acs, tit. 12. art. 3. & 7. S. Sever, tit. 10. art. 3. 7. Solle, tit. 34. art. 3.

PEAGERIE.] Tours, art. 81. 82. 86. & en la Coutume locale de Mezieres en Touraine, de S. Cyran en Brenne, de Lodunois, chap. 7. art. 1. 2. 3. 6. de la Marche, art. 343.

CHEMIN PEAGIER, OU PEAGEAU.] Tours, art. 84. Lodunois, chap. 7. art. 4. Anjou, art. 43. 60. 79. Le Maine, art. 50. 69. 90. *In via portorium flagitatur, Sueton. in vita Vitellii, cap. 14.*

* **PEICHERAS.**] Bearn, tit. des Herbages, art. 4. sont des lieux destinez à faire pâître des Troupeaux.

* **Bayles Royaux PEDANENS.**] Acs, tit. 9. art. 43. *Pedanei.*

* **PEINES.**] Elles dépendent de l'autorité du Prince. Sans luy nul nouveau supplice ne peut être introduit. Noyer étoit autrefois une punition de Justice ordinaire en France, & au Royaume de Naples, où elle fut éteinte par un consentement commun. (M. GALLAND.)

* **PEINES de corps de manouvriers.**] Sens, art. 254. Sont leurs salaires.

* **PEL, verge & couverture.**] Amiens, art. 122. Peronne, art. 145. *Bel, torche, & couverture.* Troyes, art. 86. ou *Pelle, torche & cou-*

ouverture. Chaulay, art. 122. Sont les reparations que les veuves sont tenuës de faire faire aux maisons dont elles jouissent à titre de douaire. *Pel* ou *pelle* vient de *palus pali*, ou *pala*, *pala*, qui signifient *une pelle*; de sorte qu'entretenir une maison de *pel* ou *pelle*, ce n'est autre chose, selon Vsevin, que de faire employer à quelque mur enfoncé ou gâté, autant de mortier qu'en peut contenir *une pelle*. Entretenir une maison de *Torche* est, selon le même Auteur, être obligé de faire mettre dans un toit de chaume quelques torches de paille, qu'on appelle en Picardie *torches d'estrain*, c'est à dire, quelques poignées ou bouchons de paille, pour empêcher que l'eau entrant, n'endommage les toits, & ne gâte le bois ou ne corrompe le bâtiment. On se sert encore de ces *torches* ou bouchons de paille lorsque l'on bouze les pignons des granges ou étables dans les villages. Il semble que dans les Coutumes d'Amiens & de Peronne les *verges* ne soient autre chose que des bâtons, autour desquels on met de la paille pour faire des torches, ou sur lesquels on pose le chaume dont on fait les toits.

* *PELS.*] Hainault, chap. 107. art. 7. Sont de gros bâtons; ce mot vient de *palus*, *pali*, &c.

DROIT DE PELLAGE.] Maine, art. 196.

Qui est un droit Seignorial: *quod quale sit mihi nondum constat: nec tamen inutile à me indicatum esse, ut illius provincia populares in consilium vocentur: Omnia solas prestare non potui: nec ulla res consummata est dum incipit.*

Le *Pellage* dans les Baillages de Maine & Meulant est un droit particulier aux Seigneurs qui ont des Terres & des Ports, le long de la Riviere de Seine. Ce droit consiste à quelques deniers que ces Seigneurs levent sur chaque muid de vin chargé ou déchargé en leurs ports, mis dans les bateaux ou qui en est tiré. Quelques-uns croient que ce mot vient d'*appellere*, comme qui diroit *appellage*. Voyez Galland, dans son Traité du Franc-aleu, pag. 80. & M. du Cange, dans son Glossaire sur le mot *Paladium*. Au Livre Rouge neuf des Maîtrises du Châtelet, fol. 4. il y a des Lettres Patentes d'érection de la Terre de Fresne en Châ-

tellenie, au profit d'amé & feal Conseiller Maître des Requestes ordinaire de l'Hôtel & premier Président des Grands-Jours, que l'on dit Parlement, au pays & Duché de Bretagne, Antoine le Volte, Chevalier Seigneur de Fresne & de Jobert. De laquelle terre de Fresne il est dit, que dépendent plusieurs gros fiefs & droits, comme droits de Justice & Jurisdiction haute, moyenne & basse, four, moulin & pressoir banniers, roüage de vins qui se levent en ladite Terre & Seigneurie, & aussi Pallage sur la Riviere de Maine des bateaux qui garent en ladite Riviere, & abordent le long d'icelle Terre & Seigneurie.

* *PENULT* ou *bichet*.] C'est dans le Barrois le poids de cent livres, & chaque penault contient deux mesures.

PENHS: PENHERA.] Bearn, tit. 23. art. 6. tit. 30. art. 2. tit. 37.

art. 33. 39. tit. 35. tit. 44. art. 36. tit. 58. art. 39. 41. C'est gage, engagement, faisie ou prise, (* & pignoration de bétail, pris en dommage.)

* *PERAGER, voyage.*] Liege, chap. 14. des cas criminels, art. 36. Ce qui étoit une peine que les Juges imposoient anciennement à ceux qui avoient commis quelque crime. Beaumanoir, chap. 63. lig. 32. *Si li Souverains fet que pes de vilain cas sest faite dont aucun se sest obligiez à rendre argent, ou qui vaille argent ou peine, si comme d'aller en Pelerinage, ou d'autre peine, li Souverain puet penre cheli pour ataint dou fet &c.*

Celuy qui étoit condamné à faire ainsi quelque pellerinage étoit infame & incapable de porter office; autrement étoit si le pellerinage étoit réduit en argent. Le voyage d'outremer réduit en argent étoit au pays de Liege de vingt florins d'or.

Celuy de S. Jacques de dix florins d'or.

Celuy de Rochemadoux de cinq florins d'or.

Celuy de Vendosme de deux & demy.

Et celuy de Walcourt d'un & trois quarts.

* *PERDRIAUX.*] Sont quatre cailloux, qu'on met en terre à côté des bornes, lorsqu'on les plante. On met quelquefois ces cailloux du côté de l'Orient, quelquefois du côté de l'Occident; & comme ils servent pour marquer que la pierre mise en terre est une borne, on les appelle aussi *témoins de bornes.*

* *PERE ou ayeul perpetuel.*] Meaux, art. 58. C'est le pere ou l'ayeul d'une femme qui est en puissance de mary, & qui vivent pendant qu'elle est mariée.

* *Criées & PEREMPTOIRES.*] Bourbonnois, art. 145. Auvergne, art.

Les criées sont des proclamations solennelles, qui doivent être faites avant qu'un heritage saisi puisse être adjugé par decret.

Les peremptoires sont les delais qui doivent être joints à chacune des criées après qu'elle a été faite. Ces delais sont de quinze jours, suivant la Coutume du Bourbonnois.

* *Crier & PEREMPTORISER.*] Voyez *Peremptoires.*

* *PERGIE.*] *Charta Stephani Comitiss Burgundia, & Joannis Comitiss Cabilanensis an. 1229. pro libertatibus oppidi Aussenensis apud Jurinum in Antiq. Aussen.* Se beste est prise en dommaige de bley ou de prey par échappée, cils cui la beste sera doit rendre le dommaige & la pergie, qui monte 4. deniers, se ce est chevaux, & se ce est beste aumaline 12. deniers, se ce est porc un denier. Voyez *Pergie.*

* *PERGO.*] Bearn, tit. de Probations, art. 8. *Lo senhor den bestia penherat proba ab un testimon, & son jurament que per aquera presa*

se pergo lodi bestiaa. C'est à dire que le propriétaire du bestial faisi prouve avec un témoin & son serment, que par la faisie le bestial a été perdu par mort ou autrement.

En Bearn celuy qui trouve des bestiaux dans son heritage a droit de les saisir de son autorité privée, ce qui s'appelle *pignorer*. Voyez cy-dessus *Penhs*; mais si celuy qui a ainsi faisi laisse perdre les bestiaux, le proprieaire est crû de la perte par son serment avec un témoin.

* *PERMITTANT.*] Hainault, chap. 72. Voyez *Parmitant*.

PEROTS] Sont les gros arbres: & un chefne est nommé perot quand il a les deux âges de la coupe du bois. Boulenois, art. 33. S. Paul, art. 21. 46. & de la plus ample, art. 48. 76. ausquels articles il se lit *Peres*. Amiens, art. 119. 210. 211. Monstreuil, art. 29. & en la Coutume de Bethune. Le Perot est different de l'Estallon & du Taion.

Les *Perots* sont les arbres *peres*, ou qui ont deux âges; de *pere* on a fait *perot*, & les *tayons* sont pour ainsi parler les arbres *grands-peres*, ou qui ont trois âges; d'*avus* on a fait anciennement *ayon*, & comme il étoit dur de dire *mon ayon*, on a ajouté un *t*, & on a dit *mon t-ayon* & ensuite on a dit indifferemment *tayon* pour *ayon*. D'*uvia* on a fait *aye*, & parce qu'il auroit été

trop rude de prononcer *ma aye*, on a dit *ma t-aye*, & ensuite on a dit *taye* pour *aye*. Pareillement d'*amita* on a fait *ante*, & parce qu'il auroit été trop rude de prononcer *ma ante*, on a dit *ma t-ante*; & enfin au lieu d'*ante*, on a dit communément *tante* pour *ante*. Les mots *taye* & *tayon* sont encore en usage en Picardie.

* *PERPETRES.*] Selon Carondas dans ses Notes marginales sur la Somme Rurale de Bouteiller pag. 250. sont des *Terres communes* qui ne sont en la possession d'aucun *particulier*. Cet Auteur remarque au même endroit que son vieil Praticien use du mot *perprendre* & *perprinse* pour occuper de telles terres. Voyez *Perprendre*.

PERPRENDRE, PERPRINSE, PERPRISON.] *Acq.* cit. 9. 11. 12. 18.

C'est prendre de propre autorité terres communes & franchises, sans congé du Seigneur, en payant quotité de la queste ou rente.

* Voyez *Perpetres* cy-dessus.

PERSONIER.] Lille, art. 7. Normandie, chap. 26. 35. 101. C'est le coheritier. Et en la Coutume de Normandie, chap. 80. c'est le complice & coupable du méfait. Et en la Coutume de Bourbonnois, art. 417. de la Marche, art. 163. 271. d'Angoumois, art. 25. 27. de S. Jean d'Angeli, art. 107. C'est le compossesseur & sujet à même droit de taille réelle, envers le Seigneur, ou de deniers de servitude ou mortaille, ou qui tient en commun & par indivis un heritage avec un autre. **SEIGNEURS PERSONIERS:** Poitou, art. 45. Et les communs en biens ou heritages s'appellent **Comperfonniers:** Nivernois,

tit. 22. art. 7. Personiers, Nivernois, tit. 6. art. 27. tit. 8. art. 11. tit. 10. art. 5. & suivans, tit. 22. art. 3. 4. 6. 9. 10. 11. 12. tit. 23. art. 25. 22. 23. tit. 26. art. 6. Anjou, art. 20. auquel le moulin qui est commun s'appelle personier, comme aussi en la Coutume du Maine, art. 20. Femme personiere: Bourbonnois, art. 241. 246. Communs personiers: Bourbonnois, art. 270. & suivans, la Marche, art. 163. 271. Aussi l'on appelle personier, *qui eandem cum alio actionem instituit, vel exceptionem proponit*: Normandie, chap. 62. *Nel qui est eodem cognationis gradu cum eo qui agit de jure, importunus*: Normandie, chap. 116. 117. Ou celui qui est compagnon avec un autre en fait de trafic & negociation, en gain, profit & perte. Bayonna, tit. 3. art. 22. ou ceux qui doivent contribuer à la refectio d'un pont ou chemin. Bayonne, tit. 18. art. 5.

* **PERSONNIER.**] Personnier en cel fet. Dans les Assises, ch. 95. *Que est que tel meurtre se soit, n'avoit droit en terre tenir, & tuit cil qui estoient consentant, estoient personnier de le meurtre.* Villehardouin, liv. 4. de son Histoire. Voyez **Parchoier** & **Parchoier**.

* **PERTUISAGE.**] C'est un tribut dû aux Seigneurs pour avoir d'eux la permission de percer un tonneau, & de vendre ensuite le vin qui est dedans. Doublet dans son Histoire de S. Denys, liv. 1. chap. 60. pag. 434. au commencement. *Le Forage, gras, & rouage des vins que l'on vend en la terre de S. Denys à tavernne est tel. Se aucune personne vend vin en ladite terre à tavernne, il doit l'argent d'un septier de vin pour chacune piece qui vendra, soit qu'en tonnel, ou poinçon, au prix qu'il est premier affuré, & si doit quatre deniers de Pertuisage pour chacune piece, depuis le jour de saint Denys jusqu'à la S. André, de vin affuré au iceluy temps.* Voyez **Forage**.

DROIT DE PESCHERIE, ou DE PESCHE.] A la fin de Procez verbal de la Coutume de Peronne, & en la Coutume locale de Menest ou sur Cher, art. 22. 23. Il y a plusieurs rivieres garennées pour être en grand fruit pour la pesche: comme aussi il y a plusieurs lieux garennez pour la chasse: & n'est pas licite à toutes personnes de pescher en un fleuve, si ce n'est à la ligne à trois poils & au carcé, ou autrement, selon l'usage & coutume des lieux: *quanquam flumina sit publicum, ejusque usus jura gentium publica & communis factus vicium publicorum, & per quod omnibus navigare licet, & in qua jus piscationis publicum est. Sed aliud tandem usurpatum est & consuetudine receptum, ut quis prohiberi possit ab eo jure piscandi: ut & ante ades mare vel Prætoriam moenium in mari piscari, quanquam naturalis jura vitæ sit omnium communis, & licita maneat: ut & in agris moenari non occupari non prohibente, quanquam jura gentium facta bestia, volucres, pisces, sunt capientium, l. 13. §. ult. de injuriis, l. 2. de adquirenda rerum,*

* *PESSELAGE & Maronage.*] Voyez *Maronage*.

* *PESSON.*] Poitou, art. 159. Voyez *Paiffon*.

PETILLAGE.] Sont les Ordonnances & Coutumes que les marchands tiennent au fait de leur marchandise, & pour le treu & peages, comme dit Boutillier en la Somme rurale, p. 404. * Voyez Carondas en cet endroit p. 407.

* *PEUTURE.*] Nourriture : leur doit livrer vesture & peuture. De Beaum. ch. 15. de ses Coutumes de Beauvoisis.

* *PEYRES*, fustées & brassées.] Bearn, Rub. de Prescriptions, art. 9. sont des Ouvriers. Les *peyrées* sont les Maçons, & ceux qui travaillent à la pierre. Les *fustées* sont ceux qui travaillent au fust ou au bois, & les *brassées* sont ceux qui travaillent de leurs bras.

* *PEYRES fitanes.*] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 19. sont des Bornes.

* *PHYSICIEN.*] C'est ainsi qu'on nommoit anciennement les Medecins. Voyez *Mires*, & M. Ménage dans ses origines.

LE PIED SAISIT LE CHEF] *Ex idiotismo Francorum : Solo semper cedit superficies, & civili & naturali jure : Edificium sequitur jus soli. Area enim pars est vel maxima adificii, l. 3. §. sed si supra. D. Uti possidetis, l. 2. D. de superficiebus, l. domo. D. de pignorat. actione, l. 2. Cod. de rei vindic. l. 50. Ad legem Aquiliam, l. 5. Cod. de adif privat. l. 43. de obligatio. & actio. l. 7. §. cum in suo, l. 28. de adqui. rerum, l. 98. par. aream. de solutionib. l. 49. dig. de rei vindica. Hinc pendet ratio l. 16. par. 2. l. 29. par. domus, l. ult. dig. de pignoribus, l. 44. par. si area. de leg. 1. l. 39. de leg. 2. l. 26. l. 39. de usurpat. Et si in publico adificatum est, publicum est l. penult. part. ultim. de adquir. rerum dominio. Itaque in alieno non est temerè adificandum.* La Coutume de Chalons, art. 143. interprete cette Sentence autrement : c'est à sçavoir, que chacun peut lever son édifice sur la place tout droit, à plomb & à ligne si haut que bon luy semble, & contraindre son voisin de retirer chevrons & toutes autres choses portans sur la place, par quelque temps que les choses ayent été en cet état, & fût-ce de cent ans.

IMPOST DU PIED FOURCHE.] Qui se leve en aucuns lieux sur les ventes & transport du bétail gros & menu. Autre est la ferme du pied rond. *PIESANTE.* Boulenois, art. 166. C'est un chemin privé qui doit contenir deux pieds & demy, par lequel l'on peut aller seulement à pied, & non mener ou ramener.

* *Mettre PIED à Loy.*] Dans les Coutumes de la Ville de Lisle, chap. 13. art. 125. C'est rentrer dans la Loy ou les Privilèges de la Ville, en donnant caution de satisfaire à tous les devoirs de Bourgeoisie. Ce qui est accordé à celuy qui étant Bourgeois devient com-

me forain & abandonné de la Loy de la Ville. Joignez à l'article cité ce qu'on a observé sur les mots *Partie formée*.

* *Perdre le P I E D.*] Les Etablissmens de France, liv. 1. chap. 29. *Li lieres est pendable, qui emble cheval ou jument, & qui art meson de nuit, & cil perd les euls, qui emble riens en montier, & qui fait fausse monoye, & qui emble soc de charruë, & qui emble autres choses, robe ou deniers, ou autres manües choses, il doit perdre l'oreille, el premier meffait, & de l'autre larcin, il perd le pied, &c.*

Leges Guillelmi Regis Angliæ, art. 67. *Interdicimus etiam ne quis occidatur vel suspendatur pro aliqua culpa, sed eruantur oculi, & abscondantur pedes, vel testisuli, vel manus, ita quod truncus remaneat vivus in signum prodicionis & nequitia sua, secundum enim quantitatem delicti debet pœna maleficis infligi.*

Florus, lib. 3. cap. 4. *Nihil barbaris atrocius visum, quam quod abscissis manibus relictis, vivere superstites pœna sua jubebantur.*

* *P I E D-sente.*] Boullenois, art. 166. C'est un chemin privé qui n'est pas soumis à tous usages; il ne doit contenir que deux pieds & demy. On y peut aller seulement à pied, & non y mener ou ramener des bêtes; mais on y peut mettre des planches & fautoüers.

PIEDS CORNIERS.] Es Ordonnances des Forests. Ce sont des arbres que l'on laisse aux coins des ventes pour enseigne, & que l'on marque du marteau des Forests & du mesureur, afin de connoître l'étenduë, les limites & extremitéz des ventes, pour ne les pas élargir.

* *P I E S.*] C'est ainsi qu'on appelle en Bresse les parts & portions que chacun a dans le sol d'un étang, lors que l'étang est asséc. Voyez *Asséc & Evolage*.

* *PIERRE de la Crie.*] Voyez *Crie*.

PILIER & CARCAN.] Blois, art. 20. 24. Bar, art. 33. Pilory. Bearn, tit. 44. art. 11. 14. 39. 42. Chep. Valenciennes, art. 142. Le Pilori est supplicii locus, stipes & pila in qua reus ligatur, fustigatur, plectitur & tunditur ictibus, vel ejus auricula scinditur vel nota inuritur. Sic & olim ad palum defixum in foro rei deligati à lictore virgis cadebantur, qua de re exemplum est apud Gellium, lib. 10. cap. 3. Valerium, lib. 5. cap. 8. Suetonium in Claudio, cap. 34. Livium, lib. 2. 26. 28. Ciceronem, lib. 5. in Verrem. Eoque pertinet quod Augustinus de Civitate lib. 12. cap. 4. ait Peccantes vel debita non reddentes poni à Judicibus ad solem. Les Seigneurs hauts-Justiciers, & en quelques lieux aussi les moyens Justiciers ont droit de pilory. Le Carcan est nervus quo cervices vincuntur, ut ex Plauto observat Sextus Pompeius Festus, qui Romanae antiquitatis thesaurus si integer extaret, sed vix dimidiata fragmenta ejus prostant in lucem. Alia est Numelle significatio, Machina genus ligneum

lignum ad discrucianos noxios paratum, quo & collum & pedes immittunt. Nonius: quo genere vinculi etiam quadrupes alligantur, Festo auctore. Columbar, Plauto, fuit etiam vinculi genus, ut & pedica, compedes, manica, boia, nervus.

PILORIER, ou **PILORIZER**.] Sens, art. 1. Melun, art. 1. Nivernois, tit. 1. 15. Loûnois, chap. 39. art. 9. Bourbonnois, art. 2. Auxerre, art. 1. Pillorissement, Bar, art. 28. C'est mettre un criminel au pillory & carcan, qui est un signe de haut-Justicier. Sens, art. 2. Melun, art. 3. Troyes, art. 123. Nivernois, tit. 1. art. 9. Bar, art. 28. 33. Par l'Edit du Roy Philppes VI. de l'an 1347. le blasphemateur est mis au pilory, & est permis à un chacun de luy jetter de la fange & autres immondices au visage.

* *Le PIRE emporte le bon.*] Voyez *Mauvais*.

* *Sommariment & de P L A A.*] Bearn, rubr. de Jugemens, art. 14. *id est de Plano non in tribunali*, promptement & sommairement.

PLACART.] Hainaut, chap. 36. *significat programma, cum edita Principis propalam proponuntur*. C'est une affiche, πλάξ.

PLACET.] Voyez le mot **PAREATIS**.

* *Droit de Registre ou de P L A C E T.*] Dans les Memoires anciens du Procureur du Roy à Nismes, donnez aux gens du Roy du Parlement de Thoulouse contre l'Evêque de Mende. C'est une espece d'insinuation des exploits donnez aux sujets du Roy de la Senéchaussée de Nismes, à la requisition de l'Evêque de Mende, ou de ses justiciables.

Et le droit de *Placet*, est une espece de *Pareatis* du Senéchal de Beaucaire. Il est dit dans les Memoires que ce droit est du domaine du Roy, & qu'il a été introduit pour empêcher que ses sujets ne soient distraits de leurs ressorts, ni même traduits hors du Royaume. Ces Memoires sont dans les Registres du Languedoc commençans en 1483. n. 61. fol. 62. vers.

* *P L A E T.*] Dans les Coutumes de la Perouse publiées par M. de la Thaumassiere *placitum, praestatio, seu exactio*.

PLAID DE L'ÉPÉE.] Normandie, chap. 2. 6. 10. 53. & en un Arrest de Toussaints 1292. touchant les privileges donnez aux Commandeurs de S. Jean de Jerusalem en Normandie par les Rois d'Angleterre: C'est la haute Justice, *merum imperium, gladii potestas, cum agitur de furto, latrocinio, homicidio, de vi*: ou de trêves enfreintes. Normandie, chap. 53. Car les malfaiteurs doivent être refrenez à l'épée & aux armes, être mis en prison, & liez. Normandie, chap. 54. **EMPLOIER** fausse monnoie est cas de justice de plaid d'épée; jugé contre le Seigneur de l'Aigle à la mi-Aoust 1262. *Registre olim,*

Et en l'Arrest des Chanoines d'Evreux, & en celuy du sieur d'Avau-
gourés Enquestes du Parlement de la Purification 1269. Et en l'appa-
nage fait en l'an 1307. par le Roy Philippes IV. à Loüis son frere du
Comté d'Evreux, il est fait mention *Placiti de spata, & Placiti ensis.*
Porro finium regundorum actio à nostris appellatur etiam PLAID DE
BORNES. * V. les Mélanges curieux du P. Labbe, p. 641.

LES FRANCS PLAIDS.] Theroanne, art. 8. *In quibus extra or-
dinem magistratus quarit de crimine ex delatione procuratoris Fisci, etiam
absente reo, & non requisito.*

PLAIDS GENEREUX.] Valenciennes, art. 35. 36. ou generaux:
telles sont les assises.

PLAIDS RURAUX.] En l'art. 16. du chap. I. du stil de Liege,
& au chap. 18. & au procez verbal de la publication : à la difference
de la Cour feudale, comme j'estime. Voyez le mot RURAL.

SERVIR LES PLAIDS DE SON SEIGNEUR FEUDAL.]
Amiens, art. 186.

Les vassaux, les pairs & hommes de fief sont tenus assister aux
plaids de leur Seigneur à la semonce, & donner avis & conseil en
Justice pour les appointemens & jugemens. Voyez le mot PAIR.

TENIR LES PLAIDS, L'AUDIENCE OU LES JOURS ORDI-
NAIRES.] *Forum agere Ciceroni, lib. 3. Epist. ad Appium Pulchr. epist.*
*6. & lib. 5. ad Atticum, epist. 16. 17. 20. 21. & lib. 6. epist. 2. Cum judex
sedet pro tribunali : Sunt dies sessionum, dies fasti, dies agendi. M.*
Tull. lib. 4. ad Atticum, epist. 18. justitium, ἀρχοντικὴν ἡμέρα glossis. Voyez
VACATIONS.

PLAIDER.] *Litigare, causas agere, quasi sacramento contendere,
judicio contendere, placitare : Placita sunt dies sessionum, & juridici
conventus in legibus antiquis, Salicis, Francicis, Ripuariis, Alemanno-
rum, Bajoariorum, & interdum lites ipsa : ubi etiam mallum vel mallus,
id est jus, judicium, auditorium Judicis : vel majus placitum. Mannire,
ad mallum est citare, in jus vocare. Diebus Dominicis placitum non fit,
cap. 1. de feriis, in Decretal. & causa 15. distinct. 4. Placita inter jura
Dominica numerantur in cap. 13. de prescript. in Decret. id est jurisdictio.
In domibus Ecclesiarum placitum non est tenendum, cap. 1. de immuni-
tate Ecclesiarum. Placitum inter Regem Anglorum & Comitem Norma-
norum. In Episcopus Carnotensis, epist. 105. Placitare. au stil ancien
du Parlement de Paris, chap. 15. In foro Placitare, inforare in glossis
Isidori. Les PLAIDS. Berri, tit. 1. art. 48. tit. 9. art. 13. 30. 58. ou
PLAIDOIERS. Berri, tit. 20. art. 6. Plaider. Berri, tit. 5. art. 27. &
souvent ailleurs és autres Coutumes de France. Voyez la forme de
plaider, in l. 3. de his que in testament. delentur, in l. penult. D. de antio-*

*ritate tutorum : & apud Valerium , lib. 2. cap. 8. & Agathiam initio lib. 4. Briffonius V. Cl. lib. 5. de formulis profert & alia exempla quaestio-
rum in cognitione principis agitatarum formasque privatorum Judicio-
rum. In historia Gregorii Turonici & Aimoini & in annalibus Franco-
rum , Placitum significat etiam conventum generalem Francorum & Par-
lamentum. Caterum Nonius & alii differentiam constituunt inter litem
& jurgium , quod sit inter vicinos. Hac autem lis , quaestio ; causa , res ,
actio , jus , instantia , persecutio , petitio , plerumque idem significant.
Sed proprie lis & instantia differunt à jure & actione. Perionius hanc
vocem , Plaidier , deducit à verbo graeco πλανητικός : qua etymologia lon-
gius petita est : Nimis multa putat Gracam originem habere , quasi ve-
terum Gallorum lingua fuerit Graca : qua in re abutitur Caesaris & Stra-
bonis auctoritate , cum de Druidibus , & Massiliensibus scribunt.*

PLAIDER PAR RETENUE.] En l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 73. Quand les parties ne plaident à une fois , & à toutes fins , comme l'on fait és causes possessoires & d'appel.

PLAIDEUR.] *Litigator : eum autem qui nihil aliud quam liti-
gat , aut litem quarit , Cato Vitiligatorem appellavit , ut in p̄fat. Pli-
nius refert : eaque voce Firmicus utitur , lib. 5. cap. 6. Idem Scurra , Or-
dinarius homo & improbus qui assidue in litibus moraretur : Festus : Illi
nec forum sternendum muricibus , nec velis integendum , ut salubrius
consistat.*

* **PLAINE-Court.**] Beauquesne , art. 5. Un homme de fief est un homme de Court , & lors qu'un Seigneur feodal a plusieurs hommes , il a plaine Court & Justice de Vicomte.

* **PLAINES charmes.**] Troyes , art. 170. Il semble qu'il faille lire dans cet art. plaines hermes , ou plaines chaumes. La Coutume d'Auvergne , tit. 28. art. 3. *Quant ez habitans d'une même Justice , il leur est leu & permis faire pâturer leur bestail quelquonque ez pâturages communs ET TERRES HERMES &c.* La Marche , art. 245. *Sesterée de terre HERME QU'ON APPELLE CHAUMES & paschiers se baille en assiette pour 4. deniers &c.*

Les hermes appellées heremps dans les Coutumes de Sole , tit. 13. sont des terres incultes & vacantes , appellées dans la basse latinité *erema* Vide *Appendicem Marca Hispanica* , n. 262. col. 1134. lin. 12. & n. 277. lin. 19.

* **PLAINTE.**] Hainault , chap. 61. 64. 65. 68. En matiere civile nous ne formons ordinairement de demande en justice , que contre ceux qui détiennent injustement nos biens , ou qui ne veulent point nous payer ce qu'ils nous doivent ; par conséquent nous nous plaignons

de tous ceux que nous poursuivons en jugement ; tant en matiere civile que criminelle ; & de là vient que dans nos vieux Praticiens & dans nos Coutumes les mots *demande*, *plainte*, *requeste* & *querelle* sont souvent synonymes. Rastal. *querels. est derivé à querendo*, & entend non seulement al actions cy bien real, come personal, mais auxy al causes de actions, & suits : issint que per release de tous querels, non seulement dépendant en suit mes causes d'action, & suite auxy sont release : & *quarels*, *controversies*, & *debates* sont synonyma, & de un même signification. Voyez *Querelle*, & l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 57.

PLAINTE.] *Libellus est delationis, & accusationis* : Quand quelqu'un se plaint en justice du tort ou excès à luy fait, & qu'il se rend partie civile pour son interest : *postea autem fit ἀνάκρισις, ut ait l. 6. D. de custodia reorum. Nam testes audiuntur & reus interrogatur suscepta cognitione & quaritur de crimine : nec lis contestata intelligitur antequam reus receptus sit & crimen negaverit : jure autem Romano delatio, denunciatio criminis, querela & testatio vel confessio criminis, & inscriptio in crimen subscriptioque libelli precedit accusationem, qua Suprema actio dicitur in l. 5. Cod. Tb. de accusationibus.*

Le plaignant est celuy qui se plaint, ou un action personal, comme en un action qui intente action, soit en matiere civile, ou pour tort & excès qui luy ont été faits. Rastal. *Plaignant est celuy que s'ue, ou complain en un assise, ou en* de dec, *crépas, d' sceit, & detinne, & tiers semblable. Voyez Plainte, & l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 58.*

* PLAINT de mortemain ; *plait à mercy ; plait conventionel ; plait accoutumé &c.*] On a remarqué en plusieurs endroits qu'anciennement les fiefs étoient réunis de plein droit à la table des Seigneurs dominants par le decez des vassaux, dont les heritiers collateraux ne pouvoient rentrer dans ces fiefs qu'en les rachetant, ou les relevant des Seigneurs, à qui ils payoient un droit, qui se nomme par cette raison *rachat* ou *relief*.

Ce droit étoit établi en France en 1141. ce que nous apprenons des mots suivans d'une Notice de Goslen Evêque de Soissons, où il explique de quelle maniere Yves de Nesle succeda à Renault le Lepreux au Comté de Soissons. *Sed quoniam in regno Francorum moris & juris est quatenus ad hereditatem ex caduco venientem nullus accedat, nisi prius ad arbitrium domini de cujus fudo descendit PLACITUM fecerit, multa prece & supplicatione nos rogavit quod singulis annis ego & successores mei Episcopi in perpetuum, in reditibus comitatus in quibuscumque nobis placuerit sexaginta libras Sueffionis currentis moneta acciperemus decemque modios salis &c.*

Ce que l'Evêque Goslen appelle *placitum* dans cette Notice, n'étoit autre chose que le relief ou rachat qu'on appelloit alors *placitum*, parce que n'étant pas réglé, il dépendoit à la rigueur de la volonté des Seigneurs dominans. Ce qui paroît par les paroles qui suivent de la Charte d'Yves de Nesle faite au même sujet en 1147. environ six années après la Notice de Goslen: *quia verò in regno Francia. consuetudinis & juris est, ut quicumque ad hereditatem venit ex calura, PLACITUM domino faciat de cujus feodo casamentum movet: rogavi supra dictum dominum meum Episcopum, UT PRO PLACITO SUO de redditibus comitatus qui de eo movebat, singulis annis, ipse & successores ejus in perpetuum acciperent &c.* Et de là vient qu'en quelques lieux les reliefs ou rachats quoique reglez ou fixez, sont encore nommez *relevaisons à plaisir & plaits à mercy. i. e. AD MISERICORDIAM.*

Comme ces exactions étoient rares, les reliefs furent quelquesfois reglez par les titres ou concessions en fief, & ces sortes de reliefs ainsi reglez par les infeodations furent nommez *plaits conventionels.*

En un grand nombre de lieux les reliefs furent reglez, non par les titres d'infeodations, mais par les mœurs & les coutumes; & ces derniers reliefs furent nommez *plaits accoutumez.*

Et parce que tous les reliefs étoient le plus souvent dûs à *mutation de main par mort*, ils furent nommez *plaits de mortemain.* Et enfin tout rachat a été ainsi nommé sans distinction de mutation. Voyez Galland dans son *Traité du Franc aleu*, p. 71.

Cependant il faut remarquer qu'en Poitou on appelle *rachat* le revenu d'une année, & *plaits de mortemain* les rachats abonnez ou fixez à cinquante sols tournois pour chaque masure, & vingt-cinq sols pour chaque corderie. Voyez l'article 174. & 175. de la *Coutume de cette Province.*

* *Nouveau PLAITS.*] Dans les *Coutumes generales de S. Sever*, titre des Dots, art. 16. C'est à dire nouvelle convention, nouveau contrat, nouvelle acquisition. *Vide Isidorum, lib. 4. Originum, cap. 24.*

DROIT DE PLASSAGE.] Qui est dû en aucuns lieux par ceux qui exposent marchandises & danrées en la place publique de la ville, ou ailleurs par les ruës & carrefours: comme aussi est dû en aucuns lieux le droit d'Establage: *Locarium, τρωματικόν, προθηπιῶν κέρδος. Novell. 104. Leonis. Cujacius 14. observ. cap. 1. Lucrum vestibuli. Siliquatica quadam prastantur ex questu temporali locorum in quibus merces exponuntur à negotiatoribus, l. 1. Cod. de Nundinis, & ob venditionem proponendam; vectigalia, l. 1. Cod. de veteranis. In constitut. Regum Sicilia, lib. 1. tit. 77. Platearii sunt officiales quidam: unde Plateatica eod. lib. 1. tit. 60.*

* *Droit de PLASSAGE.*] Dans les Coutumes du Chatellet, publiées par M. de la Thaumassiere, tit. 2. art. 6. C'est le droit dû Seigneur pour l'étallage des marchandises dans le Marché au temps de la Foire.

* *PLAIE loyau.*] Saint Sever, tit. 18. art. 1. *Plagorian.* Navarre, tit. 28. art. 53. 54. 55. 59.

C'est une playe qui a de longueur & incision ou profondeur une once de pouce, qui est la cinquième partie du pan de canne.

PLECT, OU PLAICT & CHEVAL DE SERVICE.] Poitou, art. 31. 148. 149. 167. 169. 172. & suivans. Auquel article 31. il se lit PLAIDS, malè, *ut contra in art. 264. ejusdem consuetudinis, & in art. 680. 690. 717. 739. 741. 744. Consuetud. Britannia malè excusum est PLECTS, ou PLAICTS pour PLAIDS. Vulgus imperitium non curat. Orthographia rationem, & qui vitam in tenebris agunt, solem fastidiunt: sed & lethargici excitandi sunt medicamento aliquo.* * V. *Plait.*

Qui sont dûs au Seigneur feudal par le vassal: il y a autres chevaux appelez DESTRIERS, ROUCINS, TRAVERSANS. Comme j'ay observé en chacune lettre, & qui sont dûs selon que les profits de fief ont été abonnez par les Seigneurs. Voyez le mot ABONNER.

PLECT DE MORTE-MAIN.] Poitou, art. 173. 174. Qui est dû à la mort ou mutation du vassal, & n'y a difference entre Plect & Plaict de morte-main, si l'un n'est dû à la mort du vassal, & l'autre quand il y a ouverture de fief, autrement que par la mort du vassal. *Hæc vulgus pragmaticorum tam nescit quàm scire non vult.* * Voyez *Plait.*

PLEGE.] Duché de Bourgogne, art. 49. Sens, art. 250. Nivernois, tit. 20. art. 1. & 2. tit. 21. art. 10. tit. 32. art. 10. Lille, art. 143. Hainaut, chap. 98. Tours, art. 28. 29. Lodunois, chap. 1. art. 24. 25. Anjou, art. 11. 15. 53. 177. 411. 416. 471. Le Maine, art. 12. 15. 61. 195. 422. 429. 474. Saint Aignan, art. 1. Chabris, art. 2. Bourbonnois, art. 115. 136. 522. Bourdelois, art. 79. Saint Jean d'Angeli, art. 20. Bretagne, art. 122. 182. & suivans. Sedan, art. 274. 275. Normandie, chap. 4. 6. 60. 112. S. Sever, tit. 17. La Bourr, tit. 18. art. 1. 2. & suivans. Solle, tit. 32. Lorraine, tit. 17. art. 10. *Plegarius in cap. 19. de jurejurando. Sic legendum.*

Est fidejussor, pres, vas, sponsor, vel adpromissor, ἑγγυῖτης, ἑγγυῖς, βεβαιωτής: ut contra adstipulatorem dicimus: qui spondet quasi sit perfoluturus ita curam suscipere debet. E contritione conteretur homo cum fidejusserit pro extraneo: & qui odit stipulantes, confidit. Itaque ne sis inter percutientes manum fidejubendo, neque inter fidejubentes pro debitis: fidejussio enim multos perdidit feliciter agentes, eosque in modum

marini fluctus agitavit, viros potentes expulit domo, atque inter gentes peregrinas vagos effecit. Qui prastanda consecratur aliena negotia, litibus implicabitur, ut est in Proverbiis & Ecclesiastico, & Thales Εὐρύα, πᾶσι δ' ἄτην protulit. Spondere qui nos, noxa quod pras est, vetat: Εγγύλω Φῶρυα, vadimonium fuge, ex praeceptis Apollinis Delphici: QUI REpond PAYE: Hæc nos monere sæneratis non placet, non tamen prudentibus, quos docuit usus & peritos reddidit, inquit Ausonius, qui etiam prades vadésque pœnititudinis reos dixit: Chilo Lacedemonius, miseriam comitem esse aris alieni litisque. Itaque benignè Hadrianus & Justinianus subvenerunt miseris fidejussorum: & à Cornelio Nepote Pomponius Atticus commendatur, quod nullius rei neque pras neque manceps factus sit.

* **PLEGE de droit.**] Bretagne anc. art. 129. ou *plege de fournir droit*, art. 45. c'est la caution d'ester à droit & de payer ce qui sera ordonné par le Juge, que le vassal qui n'est pas étagier ou demeurant sur son fief est tenu de donner à son Seigneur qui a fait saisir féodalement.

* **Donner PLEGE parlant.**] Loudunois, chap. 1. art. 24. C'est donner une personne pour plege ou caution, ensorte que celui qui est obligé par la Coutume de donner plege parlant, n'est pas quitte en constituant son temporel au lieu de plege. V. le Proust sur cet article.

* **PLEGE AGE.**] Ancienne Coutume de Normandie titre de Plege: *Devens sçavoir que tous ceux qui ont fait hommage, sont tenus à plevir leur Seigneur de ses dettes; mais aucun n'est tenu à le pleger de plus que les rentes & les redevances qu'il luy doit en un an vallant.* (M. GALAND.) * Voyez touchant les fiefs de Plejure M. Salvaing de Boissieu dans son Traité de l'usage des fiefs & droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 73. p. 179.

PLEGE DE SUIVIR SA CLAMEUR.] En la Coutume de Normandie. *Solebat enim actor satisfacere se litem peractum iri.* **PLEGER** d'ester à droit que le défendeur défaillant doit bailler, ou quand l'on élargit un accusé à caution, *est cautio judicio sisti.*

REFUS DE PLEGE.] Anjou, art. 171. Le Maine, art. 190.

Autrefois en Anjou & au Maine, quand un Seigneur avoit saisi la terre de son sujet, le sujet qui prétendoit que la saisie n'étoit pas juste, pouvoit en demander main levée en donnant plege, & quand le Seigneur ne vouloit point accorder la main-levée, le sujet étoit en droit de s'appleger, & l'applegement qu'il formoit en ce cas, étoit de refus de

plege. L'ancien Stile d'Anjou au titre d'Applegement privilégié.

Si aucun Seigneur de fief a prins & saisi en sa mains aucune chose tenuë de luy pour aucun cens ou devoir ou autre cause, le sujet qui tient icelle chose peut venir requerir délivrance du sien o plege, & offrir à le bailler à son Seigneur, Bailly, ou Procureur, & le Plege pre-

sent offrir à le pleger. Et si ledit Seigneur ne ses Officiers ne luy veulent faire délivrance, ne faire raison, le sujet peut faire Applegement contre le Seigneur qui luy a fait tort, force & de nouvel

depuis an & jour en ça, en détenant le sien, (& nommera quoy) à tort & sur refus de plege. Desquelles choses &c. conredire & empêcher &c. Voyez le reste du chapitre.

PLEGEMENT.] Bretagne, art. 27. 38. 131. 172. & au titre 4.

C'est l'applegement & complainte possessoire. **SE PLEGER.** Bretagne, art. 77. 103. & suivans, c'est se complaindre. **PLEGEUR.** Bretagne, art. 107. 110. C'est celuy qui se complaint d'avoir été troublé ou empêché en sa possession. Voyez le mot **APPLEGEMENT.**

PLEGER.] Sens, art. 250.

C'est bailler gages ou pleges: *fidejussorem vel pignora dare.*

PLEGER ET PLEVER, OU PLOIER L'EMENDE.] En l'ancienne pratique: Celuy ployoit l'emende qui en ployant le pan de sa robe ou cotte, faisoit emende honorable, & disoit, **JE LE VOUS AMENDE:** Comme appert par un Arrest contre un Sergent du 21. Février 1364. Et celuy plegeoit l'emende, & la gageoit, qui reconnoissoit avoir failly, & imploroit la grace de Justice avant le jugement, afin d'être moins puny, comme appert par un Arrest du 11. Février 1351. * Voyez *Plevir* cy-aprés.

SE PLEGER EN DEMANDE DE PROMESSE.] Bretagne, art. 488. *Sic enim legendum est.* Ce que l'ancienne Coutume. art. 461. avoit dit, **SE PLEGER A ESTRE PRESME.** C'est l'action que l'on intente en matieres de retrait lignager.

LA PLEGERIE.] Hainaut, chap. 98. Solle, tit. 32. art. 1. 4. 5. Bayonne, tit. 9. art. 41. La Bourr, tit. 18. art. 1. 5. 6. & en la Somme rurale, *Est fidejussio, cautio datis fidejussoribus, ή εγγυα, εξασδοσια.* * Voyez cy-aprés *Plevine.*

PLEIN FIEF.] A la difference du demi fief, qui ne doit au Seigneur que demie aide ou service. Boutillier en la Somme rurale, traitant de l'aide de Chevalerie: ou à la difference du menu fief. Voyez le mot **FIEF.**

PLEIN FIEF DE HAUBERT.] En la Coutume de Normandie, qui est de toute préminence, à la difference de ceux qui sont du tiers, quart, cinquième & septième de haubert.

PLEIN POSSESSOIRE.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 83.

C'est la pleine maintenuë & garde que l'on adjuge à l'une des parties, & est differente de la recreance qui n'est que provisoire.

PLEINE COUR.] Qui est du Seigneur feudal qui a plusieurs hommes de fief pour faire justice à ses sujets. Beauquesne, art. 5.

* **PLESSER.**]

* *PLESSER.*] C'est peut-être la même chose que *hayer* ou *plier des hayes*, ce qui résulte d'un ancien aveu de l'an 1473. rendu par le sieur de la Trimouille au Comte d'Anjou, où il se void que l'obligation de *pleffer* étoit une corvée.

Dans un ancien aveu de l'an 1473. rendu par le sieur de la Trimouille au Seigneur de Craon, il y a les paroles suivantes : *S'ensuit les bians & corvayeurs qui me doivent le bian à pleffer & hayer mes hayes en garenne.*

S'ensuit ceux qui me doivent les bians à faner en mes prez.

S'ensuivent les bians & corvées qui me sont deus à cause de ma Châtellenie de Pelleirée par chacun de mes sujets à pleffer, faire hayer, chasser, en mes forests & garennes, & mêmement à aider & garder un jour & une nuit, les personnes & malfaiteurs mis en mes prisons, & en payant deux deniers par chacun jour qu'il vaquera à faire ledit bian.

V. l'Abregé chronologique du P. Labbe, tom. 2. p. 649.

* *Bois en PLESSIS.*] Chartres, art. 12. C'est un bois entouré de hayes pliées, & destiné pour l'embellissement d'une maison. Dans le même article il est dit que les aucuns appellent ces sortes de bois *touche*. Dans l'art. 117. de la Coutume d'Anjou, il est nommé *touchaige*, du mot latin *tosca* ou *thosca*, qui avoit la même signification. Voyez *Pleffer*.

* *Droit de main PLEVIE.*] Dans la Coutume de Liege de l'édition de Mons en 1663. chap. 11. art. 13. C'est un droit par lequel le survivant des conjoints, lorsqu'il n'y a pas d'enfans du mariage, prend en propriété tous les biens du conjoint precedé; à l'exception des plains fiefs, Seigneuries & nobles tenements venants de l'estoc & ligne du mary dont la femme n'a que l'usufruit. Voyez le ch. 13. art. 5.

De Mean dans ses Observations part. 1. chap. 55. est d'avis que ce droit n'est autre chose que celui du mariage même, *juris istius*, dit-il n. 3. *connubii Leodiensium origo, sumi videtur ab illa connubii specie, que antiquitus per coemptionem Romanis usurpabatur, per quam cum mulier marito in manum convenerat, omnia illius bona, viri fiebant dotis nomine &c.* Mais il y a plus d'apparence que le mariage a été appelé à Liege *main plevie*, c'est à dire *main promise* ou *main engagée*, *MANUS PLEGIATA*, *MANUS PPLICATA*, parce que l'époux & l'épouse en contractant mariage se donnent reciproquement la foy en se serrant les mains. Voyez au mot *Communauté*, & la Note sur le mot qui suit.

PLEVINE.] Bretagne, en l'inscription du chap. 11. & en l'art. 191. auquel chap. il est traité des pleges bien au long : Normandie, chap. 29. 60. 89.

II. Partie.

FF

La Plevine est un cautionnement. *plege aucun promet que il fera loyamment ce dequoy il le plege.* Beaum. ch. 34. 43. L'ancienne Coutume de Normandie. *Plevine est autant comme promesse de loyauté; car celuy qui* Dans la Chronique de Flandres, *file pleviée est fille promise en mariage.*

PLEVIR.] Normandie, chap. 29. 60. 89. & en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 5. C'est promettre & assurer avec plege: & au chap. 68. de ladite Chronique, **FILLE PLEVIE**, qui est promise en mariage.

* **PLEURE.**] Dans la Coutume de la Perouse, c'est une mesure de terre. *Si hom prend pleure, doit bâtir dint un an, ou la daet clorre.* Voyez les Coutumes locales de Berry, publiées par M. de la Thaumassiere, chap. 71. p. 95.

PLUME ET RELIEF DE PLUME.] Quand l'heritage ne doit que plume. Theroane, art. 9. A sçavoir, poule, geline, jau, ou chapon de rente. Comme aussi nous lisons en la Coutume de Nivernois, tit. 6. art. 3. que pour Bourdelage est dû argent, bled, & plume. Cens en argent, plume ou grain. Hesdin, art. 14. Rente de grain ou de plume. Hesdin, art. 26.

PLUMETIS.] Au Procez verbal de la Coutume de Berri en deux lieux, signifie ce que les parties doivent mettre & bailler par brief écrit & avertissement de fait & de droit pardevers les Juges. Comme aussi ce que les Greffiers & Notaires écrivent en minute, & par abregé, sur le champ, & pour la premiere fois, *qua excipiunt notis*: avant qu'il soit mis au long & au net, s'appelle Plumetis: *Quasi scheda que negligentius extempore & subitario opere confici solet, & mundo opponitur in l. contractus. Cod. de fide instrument. Scheda non est protocolum de quo in Novell. 44. Justiniani. Noti sunt Exceptores judicum vel causarum & scribz qui ταχυγράφοι, ὑπογράφοις, ὀβύραφοι.*

* *Boscs que l'on* **POBLE juents.**] Bearn, des Bocages, art. 4. Sont des bois que l'on plante jeunes.

* *Membre* **PODAT.**] Dans le For de Bearn, Rubr. *de homicidis*, art. 5. c'est un membre estropié, rompu; selon le For, tout membre podat est dit *Alep*. Voyez l'art. 6. & 7.

* **PÖETE**, *Poeſte, Pooste, Pote.*] Puissance, Beaum. ch. 3. *Hom. de Poeſte*, c'est à dire serf. Homme en puissance d'autrui. *Delivre Pooste.* ch. 18. libre puissance. *En sa delivre pooste.* sui juris. Voyez *Poste.*

* **POIDS du Roy, ou Poids le Roy.**] Voicy ce que j'ay extrait touchant ce poids des Memoires de M. Sauval, que M. Rousseau Auditeur des Comptes m'a communiqué.

Le Poids du Roy se nommoit autrefois le Poids le Roy. Mais pre-

sentement on l'appelle le poids du Roy , parce qu'anciennement il luy appartenoit , & quoy que le poids de la cire luy appartint aussi , on ne l'a jamais appelé poids du Roy.

Jusques à Louis VII. nos Rois ont été propriétaires du premier , & ceux à qui l'un & l'autre ont depuis appartenu en ont fait foy & hommage : sçavoir du premier au Roy , & de celui de la cire au grand Chambellan. Le poids de la cire se tenoit dans de certaines maisons appellées le *poids de la Chancellerie* , & le poids du Roy se tenoit dans la ruë des Lombards , en un logis qu'on appelloit par cette raison le poids du Roy.

En 1169. Louis VII. l'aliena à Henry de Puella , que quelques-uns nomment en François Henry de la Pucelle ; la Charte est au livre Vert du Châtelet , chap. 58. fol. 101. vers. L'on ne sçait point quand ce Prince ou ses descendans ont aliéné l'autre. On trouve qu'en 1208. Gachon des Rosiers le vendit à Alcime Hesselin , y compris les métiers avec tout ce qui en dépendoit , & plusieurs autres droits , fiefs & heritages. On trouve qu'en 1238. le Roy le racheta de Jean de Cherenville Chevalier. Depuis 1380. jusqu'en 1384. Isabelle des Effarts & Jean de Vaudetar vendirent des rentes qu'ils avoient sur le poids du Roy , tant à Adam des Effarts qu'au Chapitre de Nôtre-Dame , & à Bureau de la Riviere. Vers ce temps-là le même Bureau aquit les deux poids , sçavoir celui du Roy avec la maison de la ruë des Lombards , de Jacques des Effarts & de sa femme 6600. francs d'or au coin du Roy ; & quant à l'autre avec les maisons de la Chancellerie , il l'eut de Jean Hesselin & de sa femme , moyennant la somme de 1100. livres tournois , sans qu'on sçache quand & comment il est passé de la main du Roy en celle des Hesselins. Il se void qu'en 1471. Marguerite de la Rocheguyon fille de Perrette de la Riviere , & veuve de Jean de Vergy Sénéchal & Gouverneur de Bourgogne , les vendit tous deux 2775. livres au Chapitre de Nôtre-Dame , avec les fleaux , les cordages , &c. & le lieu où on les exerçoit. Depuis ils sont demeurez au Chapitre de Nôtre-Dame.

Comme anciennement il étoit survenu des differends touchant la nomination des Officiers du poids du Roy , les Chanoines de Nôtre-Dame eurent aussi quelques differends à cette occasion avec le Prevost de Paris & les Apotiquaires , qui se prétendirent gardiens des poids & des balances.

En 1321. le Parlement commanda à Gilles Haqui de faire ajuster les poids à l'Hôtel des Monnoyes , & il ordonna qu'il en seroit fait des étalons ou patrons pour le Roy , dont l'un demeureroit au Châtelet , un autre au Bureau des Epiciers , & le troisième au poids du Roy.

On ne peut pas dire de quelle matiere ils furent faits; à present ils sont de cuivre, & il est certain que les poids dont on se servoit en 1434. au poids du Roy étoient des *cailloux*, & à cause de cela l'aide du Peseur & du Garde étoit nommé *lieuve cailloux*. D'où l'on peut inferer que les étalons de ces temps-là étoient aussi des cailloux.

En 1452. le Prevost de Paris, du consentement du Roy, & en presence des Jurez des Gardes Epiciers nomma à l'office de Peseur *Ondet le Senéchal*, & le receut même sans la participation des Proprietaires & sans faire mention d'eux.

En 1466. Pierre Godin fut nommé Garde par les Epiciers, & fut receu par Sentence du Prevost de Paris.

En 1510. Jean de Ferre fut installé dans la même charge par les Epiciers en presence de deux Notaires, sans le Procureur du Roy, le Prevost de Paris, ny le Chapitre de Nôtre-Dame.

En 1545. le 2. Mars, sur le rapport des Gardes Apotiquaires & Epiciers *Isaac Daubreyne* fut mis en possession de la Charge de Clerc, & prêta le serment entre les mains du Procureur du Roy du Châtelier.

En 1601. le 15. Février *Antoine Boulduc* fut présenté au Prevost de Paris par les Gardes Epiciers & Apotiquaires pour être Juré Peseur, & fit le serment entre ses mains.

En 1632. *Jean Barré*, au commencement d'Aoust, receut d'eux la Charge de Garde, prêta le serment entre les mains de l'ancien de leur Corps, & en prit possession dans le Poids du Roy en portant la main sur une des balances. Le 3. May un des Chanoines de Nôtre-Dame y consentit pour le Chapitre pardevant Notaire, & fit écrire son consentement au dos de l'acte de nomination.

Enfin le Roy a remis ce droit en regle en le réunissant pour la seconde fois à son domaine; car on a remarqué cy-dessus qu'en 38. le Roy l'avoit déjà racheté de Jean de Chetenville Chevalier.

POIER L'EMENDE.] Voyez le mot *Pleger*.

POIFAIT.] Et l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 717. 751. *culpa & negligensia*.

POIFAISANT.] Bretagne, art. 334. c'est à dire negligent, celui qui est en demeure. Comme le Roy Louis qui a été surnommé FAITNEANT, *qui nihil fecisse prænomen sortitus est*, pour n'avoir durant son regne par sa negligence fait chose digne de memoire. *Inutilem & inertem vulgari verbo vocabant Arga. Paulus Varnesfridus, lib. 6. de gestis, Langob. cap. 8. alias 24. τῆς ἀργίας γράφει, Justiniano in No. 80. περὶ ἐπειρήτων, de questore quem novum creat magistratum: est cessationis accusatio Juliano interpreti Novellarum. Hæc actio in usu erat apud Athenienses Draconis & Solonis legibus: quod testimonio non eget, ut*

ita esse credas : tibi que satis persuasum est , si bonis artibus instructus. Lenitudo in l. unica. Cod. de Mendican. validis , l. 7. Cod. Th. de accusatio.

* **POISSON Royal.**] Normandie , art. 602. Berault sur cet article entend par *poisson Royal* , l'Esturgeon , & tout autre beau & grand poisson , qui soit digne d'être présenté à la table du Roy. Selon Godfrey quelques-uns restraignent le Poisson Royal au Dauphin & à l'Esturgeon seulement , & d'autres ajoutent au Dauphin & à l'Esturgeon le Saumon & le Marsoüin. Bânage sur ce même article reprend ces Auteurs ; & parce qu'il y a dans l'ancienne Coutume de Normandie au chap. 17. de Varech , que *tout poisson qui viendra à terre , ou qui aura été prins à terre appartiendra au Roy comme Duc de Normandie* , à l'exclusion des Seigneurs qui ont droit de *Varech* ; cet Auteur prétend que tout poisson qui vient de luy-même à terre , ou qui est pris à terre a été appelé *Royal* par cette raison. Cependant les Anglois , qui ont reçu leur droit des Normands , entendent par poisson Royal l'Esturgeon , suivant l'Auteur de Fleta , liv. 1. chap. 45. dont voicy les termes. *De Sturgione aliter observetur , quod Rex illum integrum habebit propter privilegium regale.*

A l'égard de la Balaine le Roy en Angleterre n'y a que la tête , & la Reine la queue ; & par la nouvelle Coutume de Normandie , le Roy & la Reine n'y ont rien , peut-être contre l'ancien usage. *Fleta lib. 1. cap. 46. De Balana verò sufficit si Rex habeat caput , & Regina caudam habeat.* Voyez *Esturgeon*.

DROIT DE POIZAGE.] A Issoudun ville de Berry , qui est un droit domanial , que le Roy prend sur les marchandises qui se présentent sous les halles. Ce n'est pas un droit censuel.

* **POMMADE , ou Cidre.**] Bayonne , tit. 4. art. 13.

PONTS , PORTS ET PASSAGES.] *Qua provinciales prestare , parare & rescere debent , maximè Principe vel exercitu transunte : qua recentioribus Parata , à quibus Ecclesia quadam immunes sunt.*

DROIT DE PONTENAGE.] Amiens , art. 192. & à la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne , & en la Somme rurale à la fin , traitant du fisque & des emendes : & és Ordonnances du Roy Charles 6. de l'an 1413. art. 245. C'est un droit que le Seigneur prend sur les marchandises passans : Comme le droit de vignages & de peages. *Pontaticum in Pragmatico quodam Caroli Magni quod excusum est ad Aimoinum , lib. 5 cap. 1. ut Ripaticum , Rotaticum , Pulveraticum , Salutaticum , Cispitaticum , Cespitaticum , Cepistaticum : Navaticum in antiquis instrumentis , & in illa charta veteri , & apud Marculphum non excusum in formula immunitatis Regia : qua sunt telonei species , Sic & olim exige-*

batur portorium rerum venalium, quod ἐπώριον : πορθηκίον, vectigal pro exportandis mercibus : & mancipēs vel telonarii qui questus sui causa portum redimebant, portitores appellabantur, Cicero in Pisonem, Seneca, l. 6. de beneficiis, Ascovius in divinat. Ciceronis, Nonius. Vectigal portus, l. 17. de verbo. signifi. Portorium τίλος ἐν λιμένι : τίλος πύλων, portarium glossis, vectigal in porta. De portariis frequens mentio apud auctores. Pontones sunt genus navium Gallicarum, Casari, lib. 3. de bello civili, Gellio, lib. 10. cap. 25. de quibus in l. ult. dig. de servit. pred. rustic. Sed & vectigal prestabatur in transitu pontis, l. cum in plures, S. penult. D. locati in pontibus aliquid pro transitu datur, Seneca, lib. 2. ad Serenum, cap. 14. Lequel droit s'appelle PONTAGE en la Coutume de Bearn, tit. 46.

* PORC pacher.] Labourt, tit. 3. art. 23. C'est un porc à engraisser.

PORTER LA FOY ET HOMAGE.] Berri, tit. 9. art. 83.

GENTS, HOMME, OU FEMME DE POSTE, OU POESTE.] En la Somme rurale, traitant des successions, du bail, & des testaments : & au second livre du grand Coutumier, chap. 41. & és Coutumes de Meaux, de Vitri, de Sens, & autres, comme il est observé cy-devant en ce mot GENTS. Boutillier écrit qu'en aucuns lieux ils sont appellez Coutumiers, qui est roturiers, à la difference des nobles. Rentes & heritages de Pote & roturiers, en la Coutume de Bar le Duc, art. 10. 12. Terre de Pote, art. 17. 118. Homme noble ou de pote, art. 18. Les gents de Poeste proprement sont ceux qui sont sous la puissance, & en la sujétion d'un Seigneur : ce ne sont pas gens de main-morte : comme aussi en la Somme rurale au chapitre des enfans adoptifs, & des testaments, par cette diction est signifiée la puissance paternelle, à la difference de ceux qui sont de leur droiture, qui usent de leurs droits, qui sont hors de la Mainbournie, & de la main de leur pere & hors de pain, qui sunt sui juris & arbitrii, emancipati, αὐτεξούσιοι, χυρᾶφῆροι. Sic etiam emancipatio dicitur ἐξουσιωσις. Porro si modo hac non praegravant titulum propositi operis, parentibus data potestas, & quia utile est juventuti regi, imposuimus illi quasi domesticos magistratus, sub quorum custodia contineatur, Seneca, lib. 3. de beneficiis : Itaque patris erat cognitio de filio, quem domi ex causa damnare poterat, ut de Tario patre exemplum profert idem Seneca, lib. 1. de Clementia, cap. 15. & aliud alter Seneca Controvers. 1. lib. 7. Sic à patre Horatius victor absolutus est scelere cum obviam sororem interfecisset : Festus & alii. Penes patrem vita necisque potestas fuit, ex lege Regia, de qua apud Licinium Rufinum, tit. 4. cui etiam jure veteri Romanorum licuit filii venditione pecuniam querere, Dionys. Hælicarnass. lib. 2. Videlicet modo filius ex consensu & jussu patris uxorem

non duxisset secundum legem Numa: Plutarchus in Numa; sed & licuit recens natos liberos & sanguinolentos exponere. Tertull. adversus Gentes, Lactantius & alii. Vide titul. 51. l. 8. Cod. ne longius excurram: Spurius Cassium regnum affectantem pater interemit: Plinius, lib. 34. cap. 4. Florus, lib. 1. cap. 26. Manlius Consul filium securi percussit, Livius, l. 8. Florus, lib. 1. cap. 14. Manlius Torquatus Silanum filium domi causa cognita condemnavit & abdicavit. Cicero, lib. 1. de finibus, & in epitome Liviana, lib. 54. Vide apud Valerium, cap. 8. lib. 5. Basanus Sicambrorum Rex Sedanum filium propria manu capite truncavit propter admissum crimen adulterii. Lucius Virginius filiam sua manu occidit potius quam ea Appii Claudii libidini, qui tum summo erat in imperio, dederetur, Cicero de finibus, Pomponius de origine juris: Alii. Ad hac de patre filium occidente extat declamatio Libanii sophista, cum tyrannus eum rapere vellet.

* *Choses POSTURABLES.*] Nivernois, chap. 1. art. 5. Selon Coquille ce ne sont pas seulement les choses qui sont de pasture & amendement, mais aussi les choses qui sont de sojn; & de là vient, selon cet Auteur, qu'on dit *pasturer* les terres, quand on les amende par graisse & fumier.

* *Once de POULCE.*] S. Sever, tit. 18. art. 2. C'est la cinquième partie du pan de cane. Voyez *Pan*.

* *POULTRAIN.*] Mons, chap. 50. & Bouteiller dans sa Somme, liv. 1. chap. 88. pag. 506. vers la fin. C'est un poulain; comme les poulains sont timides, on a appelé les hommes lâches des *poultrains*, & dans la suite, de poultrains on a fait *poultrons* & *poltrons*. Voyez M. du Cange dans son Glossaire sur les mots *Poledrus*, & *pultrones*; M. Menage dans ses Origines sur le mot *Poltron*; Saumaïse dans son Traité de *Trapezítico fenore* pag. 784. Savaron dans ses Notes sur l'Épître 2. du premier livre de Sidonius pag. 12.

* *POURCAS.*] Concheus de Pourcas, vulgò *conceptus*. L'ancienne traduct. des Instit. *Li enfex qui sont de Pourcas sont recheu à l'héritage leur mere &c. Li enfans qui sont de pourcas n'ont nul parent de par leur pere. Pourcas* est la même chose que *pourchas*, qui signifioit poursuite. Voyez Nicot sur le mot *Pourchasser*. *Pourcas* & *pourchas* signifient aussi quelques fois un *acquest*.

POURPRINSE.] Tours, art. 260. 295. *Sic enim legendum est etiam in illo articulo 260. ut constat ex art. 3. tit. Des successions de fiefs, veteris consuetudinis ejusdem provincie, & ex consuetudine Lodunensi, cap. 27. art. 4. & 5. cap. 28. art. 3.*

POURPRIS.] Senlis, art. 129. Valois, art. 57. Laon, art. 147. 149. Chalons, art. 150. S. Quentin, art. 95. Nivernois, tit. 4. art. 68.

Hainaut, chap. 69. Bretagne, art. 175. 541. 621. Lille, au titre de plaintes à loy. Froissard, au 1. volume, ch. 13. Monstrelet, au 1. liv. ch. 88.

Signifie l'enclos, les environs & prochaines clostures de quelque lieu Seigneurial : Chastel, manoir & Hôtel noble, ou de l'Eglise. *Purprisia in appendice Aimoini, lib. 5. cap. 38. (* Voyez Nicot sur ce mot.)*

POURSUITE ou SUITE.] Troyes, art. 3. & 6. Chaumont, art. 3. Vitri, art. 145. Nivernois, tit. 8. art. 6. Bourbonnois, art. 189. 197. 207. Berri, tit. 1. art. 1.

Qui est un droit du Seigneur qui peut suivre ses hommes de servitude quelque part qu'ils se transportent, soit lieu franc ou non, même pour leur taille imposée ou abonnée, & les peut le Seigneur reclamer : car tels hommes sont reputez du pied & partie de la terre, & se baillent en aveu & dénombrement par vassaux avec leurs autres terres. Pourquoi ils sont poursuivables pour les tailles, pour la main-morte & autres droits. Nivernois, tit. 8. art. 27. Le Seigneur a droit de suite sur les personnes, ou sur les biens de ses hommes serfs, de servile condition & main-morte. Voyez le mot SUITE.

CHAUDE POURSUITE.] Bretagne, art. 12. que l'on fait promptement contre un delinquant, comme le premier mouvement & colere s'appelle chaude cole, chaude mêlée, en l'ancienne Coutume de Mehun en Berri.

PRATICIEN.] Qui est expert és affaires de justice, qui frequente les Cours & Sieges des Juges, & qui entend le styl, ordre & reglement judiciaire, la forme & usage de pratiquer, de plaider, instruire, conduire les procez, & dresser libelles, sommations, écritures, actes & registres de Cour : *Litis ordinator, Seneca, epist. 110. Pragmatici vocantur, qui multo rerum usu periti & solertes, qua de causa Epicharmus vocatus est vaser, & Juriscons. Aelius Sextus à poeta dictus est cautus & egregie cordatus. Apud Gracos pragmatici vocabantur infimi homines, qui mercedula adducti se in judiciis ministros praebebant oratoribus & tela agentibus subministrabant, quique velut ad arculas sedebant, Cicero, lib. 1. de Oratore. Quintilianus, lib. 12. cap. 3. de quibus in l. 9. Dig. de pœnis. Πρακτικὴ significant acta : πρακτικὴν ars est qua in rerum actione cernitur, ἱμπειρία, πείρα, experientia : usus forensis & tritura No. 82. Justiniani. πρακτικὴν actualis scientia in glossario. πρακτικὸς ad res agendas idoneus & praestans : rerum peritus : at θεωρητικὴν ipso rerum intellectu contenta est. Quintilianus, lib. 2. cap. 18. Actor causarum, & negotiorum actor nuncupatur Pragmaticus, Isidorus, lib. 5. Pragmaticos scholiastes Juvenalis interpretatur jurisperitos qui negotiales causas agunt. Quidam malè scripsit usum Fori dici Protopraxiam, quam vocem*

vocem Plinius ad Trajanum usurpat, & de ea Suidas, & Favorinus post Hesychium, nec id ignoravit Alciatus.

PRATICIEN.] Berri, tit. 2. art. 4. Pratiquer. Berri, tit. 5. art. 22. & souvent ailleurs. Ergo hac vox est originis Græca. In Glossario quaestuarum appellatur πρᾶτικῶν. Sed nefandum est ex controversis litibus lucrandi aviditate sordescere, Marcell. lib. 15. Formularii sunt & Leguleii, non Jurisconsulti. Plerumque autem veteratores qui non cavent sed cavillant, & multis sutelis foro sunt cogniti, ut Symmachus ait lib. 5. Itaque hoc genus hominum vulgò malè audit ob inania fori & sutelas formularum, idem Symmachus, lib. 6. propter tricas & morosas juris prestisias. Sed vereor ne per insciam forensis industria plerisque sit odio, ut Licinio Imp. & Columella in p̄fatis lib. 1. de re rustica. Le Pape Nicolas III. avoit banni de Rome les Notaires & Praticiens, mais Martin IV. son successeur les rappella, disant qu'ils faisoient venir l'eau à son moulin. Qui in foro verisque litibus teruntur, multum malitia quamvis nolentes, addiscunt: Plinius lib. 2. Epist. In forensi pulvere rare coitio facundi oris & boni pectoris: Symmachus, epist. 37. lib. 1. Itaque in pragmaticos & causidicos qui sutellos, πρᾶγματοπάροι, invehitur Marcell. lib. 30. Hac satis superque, verbum non amplius addam: Monebor tantùm sic me solitum ex auctorum libris colligere & subnotare, qua meis studiis apta sunt, ut solent Grammatici, philologi, medici, philosophi.

PRAQUERIE.] En France ou PRAQUERIE, lors que les Ducs de Bourbon & d'Alençon, les Comtes de Vendôme & de Dunnois avec le jeune Dauphin, s'éleverent contre le Roy Charles VII. Nom de faction ou ligue, comme la JACQUERIE, au pays Beauvoisin, qui a été une faction du peuple contre la noblesse du temps du Roy Jean: comme aussi à Paris la sedition des Maillotins du regne de Charles VI. à l'occasion de l'imposition de la vingtième partie des choses qui se vendoient: & des Bouchers de Paris pour le Duc de Bourgogne: & à Roüen la Harelle contre les impositions & subsides. Souvent ont été élevées seditions populaires, à cause des impositions de la gabelle, du foüage, des subsides, pour la maltoste, & pour la monnoye empirée.

* PREAGE.] C'est un Tribut dû sur les prez. Au Terrier de l'Isle Adam en la ville d'Auzmont est dû à Noel un boisseau & demy d'avoine, une geline, deux sols, & un denier de preage à la S. Jean. (M. GALLAND.)

DROIT DE PREAGE, & DE FAULTRAGE.] Tours, art. 100. & 101. Quand un Seigneur peut mettre avec garde ses bêtes chevalines & vaches és prez de ses sujets, lesquels prez il est tenu de garder. De ce droit aussi est fait mention en la Coutume locale de

la Chastellenie des Escluses au Baillage de Touraine.

* *PRECLOTURES.*] Dans la Coutume de Xaintonge, art. 95. d'Angoumois, art. 88. & dans l'Usance du Siege Presidial de Saintes, tit. 57. 58. sont les enclos qui sont donnez par préciput dans les fiefs aux aînez avec le principal manoir. Ce qui est appellé *préclôture* dans ces Coutumes est appellé *clôtures* dans l'article 14. de la Coutume de Troyes, & dans le 55. de la Coutume de Vitry. Selon l'article 95. de la Coutume de S. Jean d'Angeli, *Es préclôtures sont compris les domaines joints, contigus & adjacens à l'hôtel ou manoir pris ou élu par le fils aîné ou qui le represente sans évidence & apparente separation, soit de marailles, fossez, chemins ou cours d'eau, sauf & reservé les moulins détreignables & fours à ban, les revenus desquels, supposé qu'ils soient assis en & au dedans des préclôtures se précomte comme l'autre revenu des successions; & au regard des fuies & garennes, si elles sont au dedans des préclôtures, le fils aîné les a par préciput & avantage. Voyez Pourpris.*

* *Assiettes & PRECOMPTEMENTS.*] Xaintonge, tit. 19. On a expliqué sur la lettre A, ce que c'est qu'*assiette de rente*. On appelle *precomptes* la valeur ou l'estimation réglée par la loy, des choses que le debiteur cede ou transporte à son creancier en luy faisant assiette de rente; & en deux mots c'est ce que l'on *compte*, ou ce que l'on estime les choses baillées en assiette de rente.

* *Personnes appellées ou PRECONISE'ES.*] Poitou, art. 444.

* *Amasser & PREIR.*] L'ancienne Coutume d'Artois, art. 39. *Les possesseurs d'aucunes terres labourables chargées de droit de terrage ne les peuvent amasser, preir, ne mettre en usage de pasture sans le gré ou consentement de ceux ausquels ledit droit de terrage appartient &c.* Au lieu d'*amasser*, il faut lire dans cet article *amaser*; c'est à dire, *faire des bâsimens*, & *preir* c'est *mettre en pré*.

RETRAIT DE PREMESSE.] Quand l'heritage vendu revient au plus prochain par ligne, comme dit Boutillier traitant des meubles cateux: lequel aussi dit que le cas de retrait par les Coutumiers, s'appelle Cas en droit de premesse: laquelle diction se trouve en la Coutume de Bretagne, art. 66. 86. 110. 129. 358. 359. 488. 489. 530. 580. & au tit. 16. de la même Coutume; de Bearn, tit. des contrats: & au tit. 40. art. 16. tit. 47. art. 3. 20. 31. tit. 56. art. dernier: ausquels lieux aussi la diction Presme & Prim signifie le prochain lignager qui vient au retrait, pour être du lignage & ramage dont procedé l'heritage. *Est enim gens prædiorum, inquit M. Tull. pro Cornelio Balbo.* Et Boutillier appelle PROISME le parent proche de sang du côté de pere ou de mere. *Igitur Britannis & Bearnensibus PREMESSE est*

cognatio & jus potestatis quod competit proximiori cognato, ut revocare possit alienationem prediorum familiarium. Eguinar. Baro. I. C. in metodo de feudis, lib. 2. c. 15. Cujacius summa ingenii gratia praeclitus ad tit. 4. lib. 2. Feudor.

DROIT DE PREMICE] Qui est dû au Curé, comme une gerbe de bled ou deux sols : un agneau s'il y en a dix ou plus : ou un denier pour chacun agneau s'il y en a moins de dix. Ce droit a été adjugé au Curé du Bourg Beauterre par Arrest de Rennes, du 16. Octobre 1561. Les dismes & premices sont deuës aux Curez.

* **PRENDRE en son aven des bêtes en faisant dommage.]** Dans la Coutume de Chabris locale de Berry, art. 2. C'est les arrêter & les détenir, ce qui est permis à tout possesseur & détemeur d'héritages pendant vingt & quatre heures seulement : car s'il les détient pendant plus de temps, il est amendable envers Justice de 60. sols tournois.

* **PRENE.]** Dans le For de Bearn, Rubr. de Penas, art. 15. C'est prendre, recevoir, *deu prenne justicia, selonc la qualite de l'excez.* C'est à dire doit recevoir justice ou être puni selonc la qualité de l'excez.

DROIT DE PRESENCE.] En l'Edit du Roy Henry III. du mois de May 1578. qui est de demy écu, attribué à chacun Tresorier de France & General des finances, outre leurs gages, pour leurs épices de leur résidence & pour chacune vacation de chacun jour qu'ils s'assemblent en leur Bureau pour le service du Roy : Tellement que ce que perdent les absens accroît aux présents : & lequel droit s'appelle aussi droit d'Entrée en l'Arrest de la Chambre des Comptes à Paris du vingt-huitième May audit an pour la verification dudit Edit.

GREFFIER, ORDRE ET ROLE DES PRESENTATIONS.] Es Ordonnances de Charles VII. de l'an 1446. art. 21. de l'an 1453. art. 37. 38. 39. 42. Qui est afin d'expedier en l'audience les causes des parties, & les appellations verbales selonc l'ordre qu'elles se sont présentées en la Cour, & selonc le tour de leur Bailliage, Prevôté, ou Senéchaussée & Province. Comme aussi le Roy Henry III. en l'an 1577. à l'exemple d'aucunes des Cours de Parlement a institué en office des Greffiers en toutes Cours & Jurisdictions Royales pour les presentations des causes nouvelles, tant en premiere instance que d'appel.

* **PREME.]** Bretagne, art. 295. de l'ancienne Coutume, & 309. de la nouvelle. *Proximus* : c'est le proche parent. Voyez *Premesse.*

PREST.] *Mutuum, vel commodatum, τὸ δάνειον ἢ χρεὼσις. Mutuum & commodatum promiscua sunt nomina interdum sive communia, l. item legato par. 1. de leg. 3. l. quafitum par. si quis eodem. de instrum. legato.*

l. 1. Cod. Th. Quod jussu. Commodatum est mutuum ad usum : Mutuum est commodatum ad abusum. PRESTER : Mutuo vel commodato dare : Nomen facere, Ciceroni, Seneca, & aliis. Recentioribus praestitum, Praestare, ut apud Optatum, lib. 3. & in l. ult. Cod. quod cum eo. Nostri etiam Precarias, appellarunt Prestarias.

* *Homme de PRESTE.*] Hainault, chap. 106. n. 5. Il faut lire *homme de Poeste, i. e. homo potestatis, homme serf. Voyez Poste.*

* *PRETOIRE.*] Blois, art. 271. Auditoire. *In constitutionibus Pretoria, sunt domus publica, in quibus Judices non tantum habitabant, verum etiam jus reddebant. Vide leg. 3. Cod. de Episcopis leg. penult. Cod. de officio Rectoris, & Jacob Goth. ad leg. 3. Cod. de officio Judicum &c.*

* *PREU.*] Profit, Beaumanoir, ch. 1. 13. 15. 36. L'ancienne Traduction des Instituts. » C'est le *Preu* à la cose commune, que nus n'use mauvesement de se cose, s'il cuide, &c.

PREUDHOMME.] Paris, art. 13. 17. 47. Mont-fort, art. 10. Mante, art. 12. Chalons, art. 177. Reims, art. 76. Nivernois, tit. 4. art. 63. tit. 8. art. 2. tit. 16. art. 4. tit. 31. art. 27. Montargis, chap. 1. art. 13. 14. Chasteau-neuf, art. 8. 11. 14. 15. Chartres, art. 8. 11. 12. Dreux, art. 6. 8. 9. La Marche, art. 318. Orleans, chap. 1. art. 14. 15. 23. 83. Tours, art. 147. Dunois, art. 3. 4. 5. Romorantin, art. 1. La Ferté Imbaut, art. 1. Poitou, art. 159. Bretagne, art. 176. 591. 618. Auxerre, art. 62. La Bourt, tit. 14. art. 15. 20. Dourlan, art. 24. *Est vir bonus qui rem arbitratur : Prudentiam autem omnes qui cuique artificio praesunt, debent habere.*

PREUDHOMIE.] Vitry, art. 39. Sedan, art. 55. Normandie, chap. 17.

PREUDES-GENTS.] Anjou, art. 450. Le Maine, art. 462. Bretagne, art. 538. 577.

PREVOST FERMIER DES EXPLOITS ET EMENDES.] Senlis, art. 55. 56.

* *PREVOST fermier.*] Dans la Coutume du Nivernois, au titre de Justice, art. 26.

Anciennement les Seigneurs Justiciers vendoient ou bailloient à ferme les *Prevôtez* de leurs Justices, & ces sortes de *Prevosts* étoient Juges dans les causes de *Prevôté*. Cet abus fut aboli par l'Edit de Charles V. de l'an 1358. art. 1. Par celui de Charles VIII. art. 65. & par celui de Louis XII. de l'an 1499. art. 60. & 61. où il est dit, que *les Prevôtez seront baillées en garde en ce qui est de l'exercice de justice à des personnes lettrées, qui n'auront aucune participation ou intelligence avec les Prevosts fermiers. Voyez Prévôté.*

PREVOST FERMIER.] Auquel appartiennent les espaves & emendes. Dunois, art. 55. Haute-Roche, art. 3. Ville-France, art. 1. Et en l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 2. art. 28. où il est distingué du Prevost garde.

PREVOST FORAIN.] Juge ordinaire de la Prevosté ordinaire & de toute la Chastellenie. Senlis, art. 16. 17. 57. 64. Lequel a connoissance des gens d'Eglise, des nobles & communautéz. Senlis, art. 24. à la différence du Prevost de ville, qui n'a que moyenne & basse Justice, & connoissance des matieres personnelles: Senlis, art. 25. 58. Et par la Coutume de Valois, art. 8. le Prevost forain connoit des matieres personnelles, & va tenir siege hors Crespy, à sçavoir à Villiers-Cotterets, & à Viviers: mais des matieres réelles le Prevost en connoit en son siege de Crespy. *Prator urbanus Rome fuit major, minores ceteri, Festus; & in Præfecturas quasdam Italia Præfecti mittuntur quotannis qui jus dicerent, vel populi suffragio creati vel à Pratore urbano missi legibus: Idem Festus.*

PREVOST EN GARDE.] Senlis, art. 60. 74. Et en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 60. 61.

PREVOST OU GARDE DE JUSTICE.] Senlis, art. 114. Garde de la Prevôté: Berri, tit. 2. art. 19. *quasi Præfectus urbis, ἐπαρχὸς τῆς πόλεως vel Prator, πρίντις, στρατηγὸς, qui minor fuit præfecto urbis ad quem à Pratore appellabatur, l. 17. Cod. de appellatio. Et à præfecto urbi ad Principem, l. 38. dig. de Minoribus.*

GRAND PREVOST DE FRANCE.] A la différence des Prevosts Provinciaux, & des Prevosts des Bandes, qui suivent les Compagnies des gens de guerre.

PREVOST HEREDITAL.] Qui est tenu faire les exploits de Justice, ou y commettre un sergent. Quelque, art. 1.

PREVOST DE L'HÔTEL DU ROY.] Lequel anciennement étoit appelé le Roy des Ribaux. Il connoit des crimes commis en l'Hôtel & en la suite du Roy, & des causes civiles & criminelles qui se presentent à la Cour entre les Officiers de la maison du Roy: il met taux aux vivres, & en fait recherche pour la suite de la Cour du Prince. Il fait le guet, & la recherche des inconnus & vagabonds, & met ordre à la police. *Huic tanquam olim Magistro officiorum aulicorum incumbit cura & disciplina merum in palatio.* Il a archers pour la force & exercice de son office, qui portent Hoquetons d'orfèverie d'argent à l'enseigne de l'épée.

PREVOST MAIRE.] Senlis, art. 58. 72. Prevost Majeur. Valenciennes, art. 4. Voyez la lettre M.

PREVOST DES MARCHANDS] A Paris, qui ailleurs s'appelle

Maire ou Majeur. Prevost de l'Eglise, lequel ailleurs s'appelle Doyen, Prieur.

PREVOST DES MARESCHAUX.] Qui a été érigé pour la punition des soldats & gens de guerre mal vivans, & contre les pillars, brigands & voleurs, faineants, & vagabonds, & contre les ports d'armes défendues: est *Εισκομιστής, λησθηδικτής, ἑρωδιότης, ἀφοκλιστής*, us appellatur in Justiniani Novella 8. 28. 29. 80. 128. 134. 145. *Qui vim, impressionem, & depredationes ardet: Latrunculator Juliano interpreti Novellarum, & Ulpiano in l. solems 61. de Judiciis. Latronum persecutor, qui perquisit inertes, quasitot desidia: qui arma privatis aufert: Latronibus investigandis per universas provincias militaris statio sortitur, Tertull. in Apolog. Quod fortè ex instituto Augusti profectum. Suetonius: qui & Tiberium idem servasse scribit pacis tuenda causa.* Aussi en France ce Prevost des Mareschaux, ses Lieutenans & Archers jöüissent des privileges concedez aux gens de guerre.

PREVOST VICOMTAL.] Senlis, art. 71. 74. *Qui est Juge Chastelain & Prevost en garde: Prapostus qui vices gerit judicis ordinarii, qui olim Comes appellabatur.*

PREVOSTE.] Berri, tit. 5. art. 11. tit. 8. art. 12.

C'est le Prevost, Juge & Garde de la Prévôté, qui n'est fermier des exploits & emendes, & est en office. Anciennement la Prévôté se bailloit à ferme au plus offrant & dernier encherisseur, avant l'Ordonnance du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 65. Voyez le chap. 15. du liv. 4. des Recherches de Pasquier. Comme le Roy Louis IX. avoit mis ses Bailliages & ses Prévôtés à ferme, dont plusieurs étoient desheritez, & pour cette cause le Pape refusoit au Roy Philippes le Bel d'élever à Saint le corps dudit Roy Louis IX. ainsi que l'Auteur incertain des Chroniques de Flandres recite au chap. 33. Les Prevosts en garde sont Juges inferieurs des Baillifs.

Coquille dans son Commentaire sur la Coutume du Nivernois, tit. des Successions, art. 15. p. 411. de l'édition de 1665. explique ainsi ce que c'est que Prevosté, & en quoy elle differe de la Chastellenie.

Le mot de Chastellenie emporte droit de Bailliage & ressort pour connoître des causes d'appel, & tel est l'usage de France, ainsi que dit du Moulin sur la Coutume de Paris, art. 1. gloss. 5. n. 51. Et à ce se rapporte ce qui est dit au si-

tre de Justice de notre Coutume, art. 24. que nul n'a droit de Bailliage, s'il n'a droit de Chastellenie en sa Terre. Seru noté qu'avant l'an 1564. avant que les Sieges du Duché du Nivernois fussent reformez, le Bailly de Nivernois avoit un Lieutenant en chacune Chastellenie du Duché, qui connoissoit des appellations du ressort de sa Chastellenie, &c. Au même temps en chacune Chastellenie étoit un Juge garde de la Prévôté qui connoissoit des causes personnelles &c.

* PREVOSTE.] C'est le droit que payent les Prevosts Fermiers,

Questæ prepositorum, dans la Coutume des Aix de l'an 1301. Dans les Coutumes locales de Berry de M. de la Thaumassiere.

* *PREVOSTE' & Branchiere.*] Aveu de M. de la Trimouille, rendu au Comte d'Anjou en 1473.

S'ensuivent les Prevôtes & Branchieres que j'ay en ma Baronnie de Craon : la grande Prevôté de Craon, item la Prevôté & fournarige de ma Chastellenie de Peltrée ; Item la Prevôté & Branchiere de S. Item la Prevôté de la Furblanche ; toutes lesquelles Prevôtes sont affermées pour cinq ans à la somme de quatorze vingt dix livres.

Il y a ensuite : *Plus s'ensuit la declaration des droits & deniers que doivent les denrées & marchandises passant par & au dedans de ma Baronnie de Craon, & des denrées qui y sont vendues. Voyez les art. 52. 53. de la Coutume d'Anjou, & cy-dessus le mot Branchieres.*

DROIT DE PREVOSTE'.] Tours, art. 59. 295. Lodunois ; chap. 5. art. 1. ch. 28. art. 3. Anjou, art. 10. 43. 49. 58. 59. Le Maine, art. 11. 50. 57. 58. Qui appartient au Seigneur Chastelain ou Baron qui a Justice, & lequel établit un Prevost fermier pour recevoir ses peages, coutumes, acquits, & travers des passans & de leurs marchandises ou danrées.

PREVOSTE' FORAINE DE LAON.] Laon, art. 1. 270. & dernier. Ribemont, art. dernier. Couci, art. dernier, & en l'inscription de la Coutume de Beauquesne.

* *Service de PREVOSTE'.*] En Normandie le Seigneur feodal outre ses plaids ordinaires peut tenir en son fief un *gage plege* par chacun an, auquel tous les hommes, & tenans de son fief sont tenus de comparoir en personne, ou par procureur spécialement fondé, pour faire faire *élection du Prevost*, & pour reconnoître les rentes & redevances par eux dues. Normandie, art. 185.

Comme tous ceux qui sont ainsi obligez d'élire pour Prevost un d'entr'eux au *gage plege*, sont aussi obligez d'estre *Prevosts* eux-mêmes lorsqu'ils sont élus ; & le Prevost & ceux qui l'élisent doivent tous également le *service de Prevôté*. De sorte qu'être sujet à ce service, ce n'est autre chose qu'être obligé de faire la fonction de Prevost du Seigneur, lorsqu'on l'est nommé par ses consorts au *gage plege*.

Ce Prevost que les hommes tenans du fief sont tenus d'élire ainsi, est comme le Sergent du Seigneur, & préposé pour le faire payer de ses rentes.

La regle est qu'il n'y a que ceux qui ont des terres bâties appellées *maisons* qui soient de droit astraits à cette espece de servitude, & non ceux qui tiennent des terres en fief ou noblement, à moins qu'il n'y ait titre ; mais par Reglement du 7. Janvier 1702. le Parlement de

Rotien a ordonné que les vassaux pourroient s'en exempter, en payant le dixième denier des rentes de la Seigneurie. Voyez les Commentateurs de la Coutume de Normandie sur l'art. 185.

* *PREZ champeaux ou chechillons.*] Xaintonge, art. 15. Sont des terres mises en prez, à la difference des prez qui sont en fond de riviere. Voyez *Noë & Noüe.*

* *PREZ gâimaux ou gaignaux.*] Sont des prez qui produisent des reguains, c'est à dire une seconde herbe après que la premiere a été fauchée.

* *PREZ secherons.*] Vastan, art. 15. Sont des terres mises en prez, à la difference des prez qui sont en fond de rivieres, qui ne sechent presque jamais.

PRINCE.] Ce mot Latin signifie le premier chef, lequel en ce Royaume s'entend de ceux du sang Royal, qui sont issus & capables de la Couronne, qui sont nez des Rois, ou des Princes du sang Royal.

SEIGNEUR DE PRINCFIEF.] Bayonne, tit. 5. art. 10. 11. 33. 37. 38. 42. tit. 8. art. 1. 9. 10. tit. 13. art. 7. tit. 17. art. 14. & 16. La Bourr, tit. 6. art. 13. C'est le Seigneur direct d'un heritage qui doit rente, & est different du Seigneur de l'arriere-fief.

DECRET DE PRINSE DE CORPS.] *Cùm judex questionis jubet reum criminis prehendi & in carcerem duci, in quo etiam catenis, compedibus vel cippo rei interdum continentur, ut ex vinculis causam dicant.*

* *PRISME, Proisme.*] Beaum. dans son Prologue. C'est le prochain parent. Le *proimes*: De Fontaines, chap. 17. édifier son *prime*. Dans le Codicile de Mehun *Presme & Premesse* sont pris pour retrait lignager. Dans Bouteiller & dans les Coutumes de Bearn, & de Bretagne: *presme lignagier*. Dans la Cout. d'Anjou, art. 348. *Choses immeubles acquises de son Presme*, art. 398. V. d'Argentré sur le tit. 8. de la Coutume de Bretagne, & Coquille sur la Coutume de Nivernois, art. 1. tit. de retrait.

* *PRIVAUTE.*] C'est à dire secret. Celer les Privautés. Voyez le chap. 8. des Assises de Jerusalem.

* *PRIX de l'engage.*] Dans la nouvelle Coutume de Bretagne, art. 54. & dans l'ancienne, art. 61. C'est le prix de l'engagement & de l'antichrese.

PROCEZ CIVIL ET ORDINAIRE.] A la difference du procez criminel qui se conduit extraordinairement. *Differt examinatio civilis, forum & jus ordinarium à questionibus publicis, & à judiciis in quibus crimen vertitur. Capitis judicia habent suam formam, suum judicium,*

dium, numerum suum, quaesitorem suum, sua tempora, sua nomina: Quintil. Declam. 331.

PROCEZ VERBAL.] Bretagne, art. 123. Berri, tit. 9. art. 59. Qui contient l'exploit des commandemens de payer faits par un Sergent, la saisie de l'heritage, ou des fruits de l'obligé ou condamné, l'établissement de Commissaire, les criées & proclamations, les affiches, significations & assignations baillées aux parties par le Sergent. Comme aussi nous disons le procez verbal d'une enquete, qui contient au long les assignations données aux parties & les productions, & serment des témoins tant comparants que défaillans, & tout ce qui survient en la faction de l'enquete hors le secret d'icelle, qui est par la déposition & témoignage seulement: Comme aussi le Juge fait procez verbal des descentes & visitations d'heritages, & pour l'exécution d'une Sentence ou Arrest, par lequel il rapporte & fait sçavoir tout ce que les parties ont allegué, plaidé & remontré verbalement, ou baillé par écrit. Car il ne faut rien omettre de ce qui a été dit, requis & allegué par les parties.

PROCHEFIEF.] Bretagne, art. 576. c'est le fief lige, à la différence de l'arriere-fief.

PROCOURS.] Pour le droit de mener ou envoyer pâturer le bétail les uns sur les autres. Nivernois, chap. 3. art. 2. Voyez P A R C O U R S.

PROCUREUR D'OFFICE.] Cambray, tit. 25. art. 27. & en la Coutume locale de Quefque, art. 1. & en la Somme rurale, qui fait aussi mention de l'Avocat d'office. Auvergne, chap. 29. art. 9. 10. 16. La Marche, art. 35. Requérir l'adjonction de l'Office pour emende. Cambray, tit. 25. art. 24.

PROCUREUR DE LA JUSTICE SUBALTERNE.] A la différence du Procureur du Roy. Berry, tit. 9. art. 64. *Vindex est qui alterius causam suscepit vindicandam, veluti quos nunc Procuratores vocamus, Boëtius in Topica Ciceronis: Et olim aliud erat munus Procuratoris, aliud Cognitoris, aliud Advocati, aliud Patroni teste Asconio in divinat. Ciceron. Agitur autem adversus Procuratorem fisci, nam cum Principe nulla est actio: vel agitur adversus domos principis & procuratores earum, l. ult. Cod. de quadriennii prescriptione. Olim Procurator fisci vel Caesaris, qui & Curator Caesaris, & Rationalis, λογοδότης, dicebatur καθολικός & ejus officiales Caesariani & Catholiciani, quasi Procurator generalis: si constitutus universis rebus fiscalibus pecuniariis in provincia: nam quidam erant speciales, atque plures in una provincia interdum, ut vicefima hereditatum, caducorum; metallorum: Qui non universis rebus, l. 35. §. 1. ex quibus cau. major. Quidam alium faciunt*

Rationalem, rei privata Principis scilicet, qui & Procurator patrimonii, Procurator rei dominica, vel privata rationis: Magister rei privata: Et fuit sub Comitibus rerum privatarum. Alius fuit Rationalis summa rei, qui sub comite sacrarum largitionum vel thesaurarum. Anciennement en France & ailleurs l'on n'étoit pas receu à plaider par Procureur sans lettres de grace jusques à un an. *Ut olim etiam Roma in usu fuit alterius nomino agere non posse nisi pro populo, pro libertate, pro tutela, vel fursi ex lege Hostilia eorum nomine qui apud hostes essent, aut Reipubl. causa abessent: Vide tit. 10. lib. 4. Institutionum juris: sed & qui aberant magistratus petere non poterant per procuratorem: in comitiis ratio absentium non habebatur. Non est omittendum recentioribus Responsalem esse procuratorem, qui & Apocrisarius, syndicus, ecclesiasticus. Et Responsalis quidem proprie est defensor Ecclesie vel monasterii. Caveant autem Procuratores ne sani agant cum aliena negotia curant: precaveant litigantes procuratorum strophas, technas, uaframenta, velitationes, & nebularum dolos, fraudes, tricas, sutelas tanquam prestigatorum acetabula & calculos.* Voyez Plaider.

LE PROESME.] Theroane, art. 18. S. Paul, art. 41. & autre sous Arthois, art. 55. Ponthieu, art. 132. 134. Arthois, art. 123. & suivans. S. Omer sous Arthois, art. 68. Imprimée en 1553. & en celle qui a été imprimée en 1589. à Arras en autre ordre. Lalleuë sous Arthois, & Lilles. Namur, art. 44. 45. Monstrelet, au chap. 39. & 115. du 1. volume. * Voyez

LE PROISME.] Lille, art. 89. & en la dernière Coutume de la même ville de retrait lignager, art. 7. 8. Hainaut, chap. 31. & en plusieurs lieux du livre de la Somme rurale, & au chapitre 6. du Stil du pays de Liege.

Est cognatus vel proximus, Le proche parent & lignagier, qui s'appelle PROESME, lignager ou parent en la Coutume d'Anjou, art. 348. 398. du Maine, art. 360. 408. & en l'ancienne de Boulenois, art. 111. 112. C'est le parent de l'estoc & ligne. Voyez le mot Premesse.

PROMOTEUR D'OFFICE.] Senlis, art. 115. C'est le Procureur aux causes de la Seigneurie & domaine du Seigneur Justicier, & es causes criminelles contre ceux qui ont délinqué au territoire du Seigneur, lequel aussi s'appelle Procureur de la Seigneurie de la Justice. Orleans, art. 342. & Procureur fiscal. La Marche, art. 26. & en l'art. 64. de l'Edit de Charles IX. de l'an 1560. fait à Orleans. *Hic procurator reis accusator à principe vel domino opponitur. etiam deficiente alia accusatione, maxime in publicis judiciis, cum non privatim est injuria sed publica: Attamen non debet advocatus fisci sub nomine fisci falsas accusationes instituire; l. 3. Cod. de advocatis fisci, aliqui librum suam*

ficatus. Tellement qu'un Procureur du Roy est tenu pour la calomnie en tous les dépens, dommages & interests de la patrie accusée; & à faire de déclarer son dénonciateur. Est notable ce que recite Severus Subpitius à la fin de son histoire, de Patricius Avocat du fisc que qui fut par Maximus député pour accusateur de quelques Evêques heretiques. *Porro alius est procurator fisci vel Caesaris, alius advocatus vel patronus fisci, qui in provinciis interveniebat apud procuratorem Caesaris, in urbe vero apud praefectam ararii in causis fiscatibus, vel ararii.*

PROPOSITION D'ERREUR] N'a lieu contre les jugemens des sieges Presidiaux par l'art. 18. de l'Edit fait à Moulins l'an 1566. ni en matiere possessoire, profane ou Ecclesiastique par l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 88. ny contre l'Arrest donné contre la requeste civile par l'art. 146. de l'Edit fait l'an 1579. Ny contre un Arrest interlocutoire par les anciens Edits, dont est fait mention en l'Ordonnance de l'an 1479. laquelle est du Roy Louis XI. De cette proposition est l'Edit du Roy Louis XI. confirmé par Louis XII. & de François I. fait en l'an 1539. & de Charles X. de l'an 1560. art. 45. Lettres de proposition d'erreur s'obtiennent du Roy de sa certaine science contre un Arrest pour le retracter, dautant qu'il avoit été mal jugé par erreur de fait, & non pas par le dol ou surprise de partie adverse, qui est le cas de la requeste civile, & n'est aucun recevable à proposer erreur de droit contre un Arrest. *Sic & jure Romano à judicio praefecti praetorio non licuit provocare sine dispendio causa, sed supplicare ipsi praefecto intra decem dies, vel Principi intra biennium, l. 1. D. de officio praefecti praetorio; l. unica. Cod. de sententiis praefecti praetorio, l. 19. 30. 35. Cod. de appellatio. l. ult. §. penult. Cod. de temporibus, l. si quis, Cod. de pratib. Imperat. l. ult. in fine Cod. de fide instrum. Novella Justin. 82. §. pen. & Novella 119. quod remedium avaritia & retractationis inventum est appellationis loco, qua solet continere querelam iniquitatis sententiae: At hac quasi in integrum restitutio continet petitionem venia erroris proprii, vel adversaria circumventionis allegationem, l. praefecti dig. de Minoribus. At principis sententia non retractatur Novella 113. Justiniani. Caterum interim executioni mandatur sententia praefecti praetorio nullo dato fidejussore ab eo qui vicit, ex dicta Novell. 119. si intra diem decimum qui condemnatus est non supplicaverit: alioqui dandus est fidejussor: & biennium datur si tempus illud decem dierum servatum non sit. Constitutionibus regis alia praefinita sunt tempora, biennii, anni, sex mensium. * V. l'Ord. de 1667. art. 1.*

PROPRE NATUREL OU CONVENTIONEL.] Tours, art. 311. Dourdan, art. 111.

PROPRE CONVENTIONNEL ET NON NATUREL.] Grand Perche, art. 156 Poitou, art. 285.

Le propre naturel est l'heritage ancien qui procede d'estoc, ligne & branchage. Le conventionnel est quand il a été convenu que les deniers seroient employez en propre heritage : ou quand un heritage est donné pour être propre au donataire.

PROPRES.] Meaux, art. 14. 26. & suivans. Sens, art. 25. 31. Monfort, art. 87. & suivans. Berry, tit. 14. art. 4. tit. 19. art. 6. Par Coutume generale propre heritage ne remonte point en succession en ligne directe, à ce qu'il ne sorte de la ligne, & n'y succedent les pere, mere, ayeul ou ayeule : les patrimoines ne remontent, & ne sont ôtez de l'estoc, tige & souche dont ils sont dérivez, comme dit l'Ordonnance du Roy Charles IX. de l'an 1567. qui a été faite pour régler les meres en la succession de leurs enfans. Et par la Coutume de Cambray, tit. 1. art. 18. fief ne remonte point, non plus que les heritages main-fermes, quand en ligne directe y a heritiers descendans.

Qua de re adnotabo ad art. 1. tit. 19. Consuetud. Biturigum.

Sunt heredia vel antiqua pradia ; qua à majoribus profecta sunt γενάρχημα ἡτοι γμοιάρχημα Justiniani Novella 21. & edicto 3 Gentilia hereditas Suetonio : Opponuntur autem comparato & iis qua in-questu habentur, aux acquests & conquests. In constitutionibus regum Sicilia hereditagia etiam solent distingui à feudis. Les propres heritages sont les heritages anciens & patrimoniaux, à la difference des acquests & adventifs. Ils sont appellez BIENS AVITINS & vulgairement PAPAUX en la Coutume d'Acz, tit. 1. art. 1. & 8. tit. 2. art. 1. tit. 6. art. 1. tit. 10. art. 1. de S. Sever, tit. 5. art. 2. tit. 12. art. 4. & en la Coutume dudit lieu, tit. 4. & tit. 8. Solle, tit. 17. art. 1. 4. 5. 6. tit. 19. art. 1. 23. tit. 24. art. 19. 22. 25. tit. 25. art. 1. tit. 26. art. 3. 4. tit. 27. art. 1. 26. 34. 35. 36. tit. 28. art. 1. Sont les heritages qui sont obvenus de lignée, de papoage. Bayonne, tit. 5. art. 1. Les biens de lignée ou de lignage sont differents de ceux qui sont de conquests. Bayonne, tit. 5. art. 20. 29. tit. 9. art. 3. 26. 27. 42. 43. tit. 11. art. 6. 9. La Bour, tit. 5. art. 1. 6. 7. 8. tit. 6. art. 3. tit. 9. art. 21. 28. tit. 10. art. 1. tit. 11. art. 3. 4. tit. 12. art. 3. 10. 18. 19. 21. 22. & en ladite Coutume de Solle. *Proprium est suum uniuscujusque, Nonius.* Voyez cy devant NAISSANT ET PAPOAGE. L'Empereur des Turcs ne permet pas qu'aucun possede terre qu'en usufruit ou precaire.

PROPRES HERITAGES.] Paris, art. 312. Melun, art. 132. 259. & suivans. Berri, tit. 14. art. 1. & 14. ou biens propres. Berri, tit. 7. art. 9. 10. tit. 8. art. 1. tit. 12. art. 16. Dourdan, art. 111. Calais, art. 104. Bar, art. 85. 86. 113. 132. 134. 138.

* **PROPRIETAIRE coutumier.**] Liege, au titre de gens maniez, art. 11. Voyez de Mean sur cet art. & les mots *Quote & mazure.*

LE PROSME.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 96. de Monstreüil, art. 72. 73. 76. Voyez *Proesme.* -

PROTOCOLLE DES NOTAIRES.] En l'Edit de l'an 1539. art. 173. 174. 177. *quibusdam pro exemplari formularum: aliis pro scheda negligentius scripta:* ou pour la premiere note, livre, cayer, & registre des Contrats, *de quo in statutis Roma libro 1. cap. 33. At Justiniano in Nov. 44. aliud est protocolum: Nempe brevis adnotatio, quo Comite largitionum, preparata fuerit charta: σμεία τινά προγεγραμμένα ταῖς χάρταις.* Nov. 73. *fastigium charta Tibullo, lib. 3. est protocolum: sicut imum charta ἐσχατῶλον Martiali: in charta καὶ sunt partes adglutinatae quas Scapes vocabant, adnotante Scaligero.* * Voyez au mot *Notaire.*

PROTONOTAIRE EN COUR DE ROME.] *Protonotarius dromi Niceta.*

* **PROUVE.**] Bretagne, art. 147. de la nouvelle Coutume, & 154. de l'ancienne. C'est à dire *Preuve.*

PUBLICATION D'ENQUESTE.] Berri, tit. 9. art. 30. tit. 20. art. 8. & en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 38. & de François I. de l'an 1539. art. 87. S. Sever, tit. 1. art. 25. Bretagne, article 156.

Quand les enquestes sont rapportées & receuës, & que les parties en prennent communication, après laquelle elles ne sont plus receuës à bailler reproches & objets de témoins. Et seroit expedient que cette publication fût receuë aux Cours Souveraines & és Requestes du Palais, comme pardevant les Juges ordinaires pour empêcher les parties de plaider plus avant. Comme aussi le Roy a ordonné par l'art. 150. de l'Edit fait l'an 1579. sur la plainte des États tenus à Blois.

* **Le Valet emporte la PUCELLE.**] Voyez *le Mauvais emporte le bon*, lettre M.

BOIS EN PUEL.] Auvergne, chap. 28. art. 23. & en la Coutume locale de la Chastellenie de Menat & de Combraille audit pays, quand ils ont été nouvellement coupez, & n'ont encore trois ans & un mai d'age.

* **PUIGNERE.**] Bayonne, tit. 23. art. 10. *pugneia puginata.* C'est une poignée. Dans cette Coutume le poids du bled & de farine est de 54. livres pour conque, desquelles on rabat trois livres, pour le droit du Meusnier, qui est appelé *la dix-huitième puignere de la conque.*

PUISSANCE DE FIEF, OU DE SEIGNEURIE.] Paris, art.

20. 21. 159. Meaux, art. 114. Melun, art. 49. 161. 162. Sens, art. 41. 187. Estampes, art. 29. Montfort, art. 15. 16. 170. Mantz, art. 28. Senlis, art. 198. 226. 227. Clermont, art. 10. 28. Vallois, art. 14. 20. Chaumont, art. 17. Vitri, art. 54. Laon, art. 257. Chalons, art. 256. 257. Reims, art. 66. Montargis, chap. 1. art. 52. 91. chap. 16. art. 11. Arthois, art. 116. 118. Orleans, chap. 1. art. 5. & art. 288. Tours, art. 33. 34. 35. 36. 38. 94. 112. 143. 164. 178. 180. 186. 188. Lodunois, chap. 1. art. 29. chap. 11. art. 5. chap. 14. art. 13. chap. 15. art. 8. 23. 30. chap. 17. art. 1. 2. 3. 4. 5. Anjou, art. 295. 384. 391. Le Maine, art. 307. 310. 394. 401. 410. Grand Perche, art. 201. Peronne, art. 257. Auxerre, art. 49. 80. Sedan, art. 52. 57. 236. Amiens, art. 38. 40. 178. Montstreuil, art. 36. Saint Jean d'Angeli, art. 27. 28. 30. 31. Bretagne, art. 129. 138. 306. Angoumois, art. 10. 12. & ailleurs. La Rochelle, art. 3. Bourdelois, art. 5. 26. 87. 89. Bourbonnois, art. 368. 474. Auvergne, chap. 22. art. 1. Poitou, art. 21. 22. 23. & ailleurs. Chasteauneuf, art. 41. Chartres, art. 39. 66. Dreux, art. 29. Blois, art. 18. 208. Dourdan, art. 37. 38. 141. Bar, art. 147.

De laquelle use le Seigneur feudal ou censuel sur son vassal, ou censier, tant pour la retenue que pour les autres droits & devoirs : & tant pour avoir le profit de son fief ou censif, que pour retenir à soy l'heritage feudal ou censuel aliené. Faisant de son fief son domaine. Retenir l'heritage par fiefvement. Normandie, chap. 100.

* PUISSANCE paternelle.] Voyez au mot *Pain*.

PUISSANCE OU DROIT DE FIEF.] Tours, art. 301. Lodunois, chap. 29. art. 6.

PUISSANCE DE FIEF OU DE CENS.] Bretagne, art. 294.

* PULVERAGE.] *Pulveragium*. Selon Monsieur Salvaing le *pulverage* en Dauphiné est un droit que les Seigneurs fondez en titre, ou en possession immémoriale, ont accoutumé de prendre sur les troupeaux de moutons, qui passent dans leurs terres, à cause de la poussiere qu'ils excitent. Cet Auteur remarque judicieusement au même endroit qu'il n'y a point d'élément que les Seigneurs n'ayent tâché de s'approprier, pour assujettir ou pour ruiner & opprimer les habitans de leurs terres. M. Salvaing, liv. 1. des Droits Seigneuriaux chap. 34. pag. 143. *Pulveraticum seu pulveratica merces erat pulveri laboris quo dabatur agrimensoribus quasi pro labore & pulvere. Vide Cujacium lib. 4. observat. 18. & Rigaltii observationes ad auctores rei agrariae p. 238. edit. an. 1674.*

TERRE TENUE A PUR ET SANS MOYEN DU ROY.] En la Somme rurale, traitant des ajournemens, quand la terre est mouvante du Roy directement & en plein fief, & non d'autre Seigneur.

PURE PERTE DU VASSAL.] Orleans, chap. 1. art. 18. 19. 24. Sedan, art. 65. Berri, tit. 5. art. 33. Bretagne, art. 343. Dourdan, article 1. 18.

Quand le Seigneur feudal fait les fruits siens du fief de son vassal : quand il exploite le fief en pure perte du vassal. Blois, art. 76. Calais, art. 11. Paris, art. 1. Auquel article de l'ancienne Coutume, il faut ainsi lire, & NON EN PUR-PART. Ce que j'avois remarqué sur l'édition de l'an 1567. pour la nouvelle impression de l'an 1580. dont je n'ay pas été crû sur la presse, non plus que de plusieurs autres bonnes corrections que j'avois observé sur les deux volumes des Coutumes. *Refractarii non patiuntur se doceri.* Aussi en la Coutume de Paris qui a été reformée & revue l'an 1580. il se lit : *en pure perte*, article 1. & 7. Voyez cy devant *Exploiter le fief*.

TENIR PUREMENT SANS HOMAGE.] Comme terre conquise à l'épée : En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 96.

* **PURPERT.**] Vitry, art. 41. & 55. C'est à dire pure perte.

LA PURGE PURGER.] Lille, art. 157. 158. 159. 161. 171. 185. de l'ancienne, & au tit. des Purges de la dernière. Hainaut, chap. 6. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 25. 56.

Quand un acheteur de maison ou autre heritage fait à sçavoir par proclamations & affiches que l'heritage est à purger, & le veut faire decreter par Justice, afin qu'il soit purgé & déchargé de toutes charges, hypotheques & empêchemens, autres que ceux qui seront déclarés & recens par sentence.

PURGER LES ARRERAGES DE RENTE.] Arthois, art. 16. & en une autre Coutume du Comté de Boulenois. Purger le cours de rentes. Arthois, art. 160. ou les droits seigneuriaux. Arthois, art. 29. ou les dettes. Arthois, art. 83. 186. C'est payer & acquiter.

PURGER LE DEFAUT.] En la Coutume locale de S. Sever, tit. 1. art. 21. & de La Bourc, tit. 15. art. 7. Cambrai, titre 26. art. 3.

Quand un défendeur ou autre qui a défailli à son assignation, compare après en personne ou par Procureur, & offre de proceder & ester à droit.

PURGER LES DEPENS.] Arthois, art. 18. 23. & en l'ancienne Coutume dudit Comté, art. 17. Cambrai, tit. 1. art. 56. 57. auquel aussi nous lisons **PURGE.**

PURGER LES HYPOTHEQUES.] Paris, art. 84. **PURGER LES DETTES** en la Coutume d'Arras, tit. 3. comme aussi au livre de la Somme rurale il est traité du délinquant qui en certains cas se peut mettre à loy & **PURGE**, pour se faire déclarer innocent du délit dont on le soupçonne : quand il se rend prisonnier en justice, prend come

mission du Juge de son domicile ou du lieu du délit, pour appeller sa partie & le Procureur fiscal de la Justice en laquelle on le poursuit, ou voudroit poursuivre à ban & par contumace, afin d'arrêter les procédures, & pour obvier aux appeaux de son Seigneur souverain. LA PURGE signifie le devoir qu'un criminel fait pour se purger & justifier du crime.

PURGER LE VICE DE LITIGE.] *Impetrato rescripto Principis: quoniam qui rem litigiosam vendit, donat, oppignerat, dedicat, videtur deteriorum facere velle conditionem adversarii sui opposito potentiori vel molesto adversario: Ideoque opponi potest exceptio litigiosa, & pœna est quadam qua fisco vel adversario prastatur, l. 2. 3. dig. de litigiosis, l. ult. cod. eodem.*

PURGER UNE MAISON OU HERITAGE.] Lille, art. 157. 158. 159. 174. 185.

PURGER LA SAISINE.] Purgement, au Stîl du pays de Liege, chap. 13. Namur, art. 11. 12. 13.

A Liege il est permis au creancier d'un cens, d'une rente fonciere, & de tous autres droits annuels réalisez, de faire saisir les biens de leurs debiteurs ou d'en prendre la saisine faute de paiement. Quand un creancier a ainsi saisi, il est au pouvoir de tous les autres creanciers qui ont de pareils droits réalisez, & même du saisi, & de ses proches parents de purger la saisine. C'est à dire d'offrir au creancier saisissant ce qui luy est dû, & de retirer ainsi les heritages qu'il a saisis, & si le debiteur saisi, ses parents & ses creanciers ne font leurs offres dans l'année, les biens du debiteur demeurent incommutablement au domaine du creancier qui les a fait saisir. Voyez de Mean, partie 2. Observat. 155.

SE PURGER PAR EAUE, PAR IGNISE.] Normandie, chap. 77. *In legibus Salicis, Ripuariis, & aliorum populorum: & libro 5. Decretal. tit. 34. 35. lib. 4. tit. 15. & in capite 9. titulo ult. libri 3. & in epistolis Ivonis Episcopi Carnotensis 74. 91. 234. 251. 254. 283. & passim apud recentioris ætatis auctores fit mentio excusationis, examinationis, vel purgationis qua fit ad ignem, vel aqua, vel cum juratoribus, vel duello in campo. Solebant veteres in ignem manum mittere, ad ignem adplicari & se excusare ut innocentiam suam comprobarent: Lege Ripuaria, tit. 31. 32. 33. locus est etiam de examinatione per vomeres ignitos. in lege Anglorum, & Thuringorum, tit. 15. in lege Francica, lib. 4. cap. 57. In Chronicis Reginonis, lib. 2. de judicio ferri candentis in cap. ult. de purgatione vulgari, & in dicto cap. 9. & can. Mednam. can. omnibus, can. consulisti 2. quest. 5. De judicio ignis exemplum est apud Nicephorum Gregoram, lib. 6. cap. 1. & in Collectaneis Theodori lectoris, lib. 2. Temporibus Martiani Imperatoris orthodoxus ignem ingressus è rogo diffornis adversus Arianum, & illæsus servatus est. De judicio & examinatione ferventis aqua in cap. 3. tit. 1. lib. 6. Cod. Visigothorum, & in lege Frisonum*

tionum, tit. 3. & 14. & in capitulis Caroli Magni que extant lib. 5. legis Francica, cap. 1. Reus manum mittebat in aquam ferventem, & exusta manu condemnabatur. Ludovicus Ludovici regis filius decem homines cum aqua calida, & decem cum ferro calido, decem cum aqua frigida ad iudicium misit, qui omnes illesi reperti sunt, ut est in historia Caroli Calvi que Aimoino adjecta est libro 5. cap. 34. Iudicio aqua frigida innocentiam suam purgare, cap. 8. tit. 34. lib. 5. Decretal. Quod examen prohibetur in art. 83. additionis 4. Capitulorum. Purgatio aqua ferventis vel frigida, & ferri candentis in illo, cap. 9. tit. ult. lib. 3. Decretal. can. memora. can. omnibus. can. consulisti 2. quest. 5. Sed & veteri lege aqua dabatur suspecta uxori: vide caput 5. Numer. En l'histoire de Heliodore, liv. 10. Theagenes & Charicée ont fait preuve de leur virginité & intégrité sur le foyer d'or, lequel brûloit ceux qui étoient contaminez de crime. De his purgationum generibus, Petrus Venerabilis, lib. 6. Epist. 29. Polidorus Virgilius, lib. 8. hist. Anglica Cujacius in commentario de feudis, & post eum Franciscus Hotomanus, I. C. cap. 44. disputationis de jure feudali: Carolus Sigonius, lib. 5. & 7. de regno Italia: Pasquierus, lib. 4. cap. 2.

SE PURGER PAR SERMENT.] Cùm actor vel reus jusjurandum calumnie prestat. Berri, tit. 9. art. 24. 25. Quod displicuit patribus in Concilio Valentino sub Lothario, & in Concilio Lateranensi sub Alexandro III. Pontifices, Presbyteri, Clerici, Principes & nobiles plerumque solo etiam jurejurando se de crimine expurgabant, ut constat ex scriptoribus recentioris sæculi: Imperatorem adiens modum se purgandi ab eo querebat more Francis solito, scilicet crimen objicienti semet objicere volens, armisque impacta diluere: Sed cùm accusator licet questus deesset, cessantibus armis purgatio facta est juramentis, ut est in illa Historia Ludovici Pii, lib. 5. cap. 13. Hac purgatio qua fit adhibitis sacramentalibus, dicitur canonica quia jure comprobata est: Alia est vulgaris qua improbatum quia fit sub incerto duelli vel manu prehensio ignito vomere, vel manu missa in ignem aut in fervidam vel frigidam. De purgatoribus & compurgatoribus loci occurrunt passim, quos hic adnotare non libet, ne in infinitum abeamus. Voyez la diction JUREURS, ubi affatim diximus. Nec omittendum est quod Macrobius, lib. 5. c. 19. post Aristotelem & Diodorum observat, in Sicilia lacus immensum profundos esse aquarum scaturigine semper ebullientes, quos incolæ CRATERAS vocabant, & habebant olim in cultu maximo, præcipuèque circa exigendum juxta eos jusjurandum præfens, inquit, & efficax numen ostenditur. Nam cùm furti negati vel ejusmodi rei fides queritur, & jusjurandum à suspecto petitur, uterque ab omni contagione mundi ad CRATERAS accedunt, accepto prius fidejussore à persona qua juratura est, de solvendo eo quod peteretur, si addixisset

eventus. Illic invocato loci numine testatur faciebat esse jurator, de quo juraret. Quod si fideliter faceret, discedebat illesus: Si vero subisset jurando mala conscientia, mox in lacu amittebas vitam falsus jurator. Amnis Olachas in Bithynia Briazum alluit (hoc est & templo & Deo nomen) cujus gurgite perjuri notantur pati velut flammam urentem, inquit Plinius, lib. 30. cap. 2.

* **PUTAGE.**] C'est la débauche ou la prostitution d'une femme ou fille. *Se femme mariée venant commettre à la paeroze par putage hom qui n'arocet feme qui gueres o li n'en est tangut vers le Seigneur. Voyez les anciennes Coutumes de Berri, publiées par M. de la Thaumassiere, part. 1. chap.*

Q

La QUARENTAINE DU ROY.] Sont les treves de quarante jours qui ont été ordonnées par le Roy S. Louïs, pendant lesquelles il étoit défendu de se venger des parents & amis de ceux qui s'étoient entrebatus, blessez & offensez de fait ou de parole. Boutillier en la Somme rurale, quand il traite des Assuremens: *Sunt inducia quadraginta dierum, quæ & olim fuerunt paucorum mensium, dierum, horarum, ne ante eum diem vel tempus pugnaretur, aut quidquam belli jure ageretur. Voyez VILLE DE PAIX. Quadraginta dierum penitentia appellatur CARENTENA vel carena, cap. 2. de sponsal. duorum, cap. 8. de accusatio. in Decret. ex Burchardo quod sumpsit ex penitentiali Romano: vox est Teuthonica & corrupta à quadragesima sive quadragena, ut notat Anton. Augustinus. Unde vulgare Carema nomen.* Les nouveaux Empereurs d'Allemagne élus tenoient la quarantaine à Aix, & le Siège pour unir & recevoir les Princes, Seigneurs & députez, dont il y a un exemple en la vieille Chronique de Flandres, chap. 51.

Philippe de Beauvoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 61. de Treves & d'assurement, dit que ce fut le Roy Philippe qui établit cette Quarantaine. Voicy comme cet Auteur en parle p. 306.

Trop mauvaise coutume souloit courre en cas de guerre el Royaume de France, car quant aucun fait avenoit de mort de mebaing ou de baseure, chil à quile villenie avoit été faite regardoit aucun des parents à chaus qui l'y avoient fait ja villenie, & qui manioient loin du lieu là où li fait avoit été fait, si quo

il ne sçavoient rien d'on fet, & puis alloient là de nuit & de jour, & si tost comme il le trouvoient, il l'ocioient ou mehaingnoient, ou batoient, ou en faisoient toute leur volenté, comme de che-luy qui garde ne s'en donnoit, & qui ne savoit riens qui nus qui luy appartenoit de lignaige leur eust meffect, & pour les grands perjus qui en avenoient LE BON ROY PHILIPPE en fit un établissement tel, que quant aucun fet est avens, chil qui sont au fet present se doivent bien garder puis le fet, ne vers chaus ne queurt nul trive devant que ste

est prise par Justice ou par amis, mesmes le lignage de l'une partie & de l'autre qui ne furent presens au fes ont par l'Establissement le Roy quarante jours de trive, & puis les quarante jours ils sont en guerres, & par ces quarante jours ont les lignages loysir de savoir che que avient en leur lignage, si que il se puent pourveoir ou deguerpier ou de pourcachier assurement trive ou pes.

Le bon Roy Philippe dont parle icy Beaumanoir, étoit peut-être Philippe Auguste, car cet Auteur qui finit ses Coutumes en 1283. sous Philippe le Hardy fils de S. Louïs, ne se seroit pas ainsi exprimé, en donnant à un Prince vivant le titre de bon, qui anciennement ne se donnoit ordinairement qu'aux person-

nes décedées. Voyez cet Auteur, page 306. ligne 14.

M. du Cange dans sa Dissertation 29. sur Joinville, p. 334. croit que le Roy Philippe dont parle Beaumanoir est Philippe le Hardy fils de S. Louïs; mais que ce soit luy ou Philippe Auguste, il est tres-certain que S. Louïs fit aussi une Ordonnance, par laquelle il ordonna cette quarantaine; ce qui se prouve par des Lettres du Roy Jean, de l'an 1353. qui sont au Registre de l'Hostel de Ville d'Amiens, où l'Ordonnance de ce Prince est rapportée. M. du Cange au lieu marqué cy-dessus en rapporte un fragment, que le Lecteur verra, s'il luy plaît.

* QUARPOT.] Voyez Carpot.

QUART-DENIER DU PRIX OU DE L'ESTIMATION.] Boulenois, art. 50. 106. Qui est dû au Seigneur en vendition, donation, ou alienation d'heritages cottiers, & sans requint ou requart, encore que la vente soit faite francs deniers.

* QUARTE de Baillage.] C'est un droit dû au Seigneur de Chazeron en la terre de Pauzac en Auvergne, par ceux qui font feu & résidence en la Seigneurie de Pauzac. (M. GALLAND.)

* QUARTELAGÉ, *Quartagium*.] C'est un droit injuste, en vertu duquel les Seigneurs voloient ou usurpoient la quatrième partie des blez ou des vins, recueillis par leurs habitans. V. *Cang. in Gloss.*

Comme ce droit étoit intolerable, les Seigneurs ne le levoient pas à la rigueur, & se contentoient ordinairement d'en exiger une partie, ce qui étoit encore trop.

Par les affranchissemens accordez aux habitans de saint Palais en 1279. par Guy de Seuly, Archevêque de Bourges, & Pierre de S. Palais, ce droit étoit de vingt boisseaux d'avoine, & vingt deniers de cens sur chezeau. *Pro quolibet casali sito in censibus nostris, & rebus pertinentibus ad casale, quod casale cum pertinentiis tenebant homines quondam tailliables, reddentur nobis viginti bocelli avenæ, & viginti denarii Turonenses censuales, accordabiles, vel tantum, seu pro rata quam tenebunt de casali.*

Et par la Coutume de Troy en Berry le droit de *Quartelage* est, sur chaque chezeau, de six boisseaux de Marfèche & de trois parisus de cens accordables. *Item, par ladite Coutume & droit prescrite*

de temps immemorial ledit Seigneur a droit de prendre sur chacun chezeau, étant audit censif six boisseaux marsèche, & trois paris de cens accordables, payables comme dessus, & pour demi chezeau trois boisseaux marsèche, & un denier obole paris, & pour un tiers ou quart à la raison dessusdite, lequel droit s'appelle droit de quartelage, sur lequel le Roy prend un muid marsèche de rente à la charge de fournir audit Seigneur censvier un Sergent fiéfé, qui execute les debiseurs des droits d'iceluy, par vertu du roolle du Receveur ordinaire du Domaine du Roy. Voyez les anciennes Coutumes de Berri, pag. 112. 222. & DROIT SEIGNEURIAL.

M. Galland a transferit sur cemoit l'autorité suivante.

Au Chartulaire de Nanteuil en Poitou, il y a un titre de l'an 1437. & du 20. Mars, en ces termes. *Noveritis quod cum mansionarii, & cohabitatores Villa & Parochia de Nanth. conquererentur super hoc, quod nos ut dicebant, minus juste & indebitè occupamus & occupaveramus bona & hereditates aliquorum jam defunctorum commorantium in Villa & Parochia jam dictis, non habentium heredes ab iis descendentes, licet alios collaterales & ascendentes quam plurimos haberent, ad quos ab intestato bona & hereditates ex successione ipsorum tanquam ad heredes deberent devenire. Item super eo, quod nos vel ille aut illi qui tempore vindimiarum nomine nostro quartabant, seu computabant solmas bastatas seu quantitatem vindemia, quas seu quam ad domos suas deportabant, ut habito certo computo cum eisdem jus quod nobis competebat seu partem vindemia predicta nobis solverent predicti quartatores seu computatores per se vel per alium vel per alios, compulerant vel coegerant alios mansionarios seu cohabitatores dictarum Villa & Parochia ad solvendam sibi certam pecunie quantitatem antequam permitterent eos ad domos suas suam vindemiam deportare.*

Et quod quartatores seu computatores nostri predicti, tempore vindimiarum aut aliquo alio tempore, ratione Quartagii seu computationis solmarum & bastatarum & quantitatis vindemia, nullam pecuniam seu dona aut munera à predictis mansionariis & cohabitatoribus non habuerant.

Et dictis quartatoribus seu computatoribus ratione quartagii seu computationis predicta aliquam pecuniam, dona, vel munera non dent vel conferre teneantur, & quod nec ipsi quartatores seu computatores & qui pro tempore fuerint, predictos mansionarios & cohabitatores vel aliquem ipsorum qui nunc sunt & erunt futuro tempore, nec heredes successoresque ipsorum compellere possunt ad dandum sibi vel tradendum pramissa vel aliquod pramissorum, nisi solum duos denarios pro quolibet, sive de quolibet quartagio vinearum, ubi & de quibus percipimus, & percipere con-

ſuēvimus, quartum vel quintum, quartam vel quintam partem vindemiae, & unum denarium pro gardis, qui ab antiquo perſolvi conſueverint, & ſolvent nobis prædicti manſonarii & cohabitatores de qualibet taberna duos denarios tantum pro menſura eiſdem ad vendendum vinum à nobis tradita, vel illi qui nomine noſtro tradet eis. De aliis verò vineis in quibus quartam vel quintam vel tertiam partem vindemiae, non percipimus nec percipiemus, non ſolvent dictos duos denarios pro quartagio poſſeſſores dictarum vinearum, nec denarium pro gardis, quia non conſueverunt ſolvere ab antiquo.

* **QUARTERON.**] Poitou, art. 177. C'eſt la gagerie d'un bœuf. Voyez Beſly, dans ſon Hiſtoire des Comtes de Poitou, p. 8. & 170.

* **QUARTIER.**] C'eſt en Lorraine une maiſon ou un héritage donné à cens par un Seigneur, dans lequel un autre que celui qui réſide en la maiſon ne peut prendre part, parce que ny la maiſon ny l'héritage ne peuvent ſe démembler. Voyez Fabert ſur l'article 96. de la Coutume de Lorraine, p. 117.

* **Devoirs QUARTOYEZ & quintoyez.**] Anjou, art. 497. ce qui ſe dit lorsqu'étant baillez en aſſiete, trois ſont eſtimez en valoir quatre, & quatre en valoir cinq.

* **QUASSO.**] Dans le For de Navarre, & dans celui de Bearn, au titre des Bocages, art. 2. & ſuiv. C'eſt un cheſne, *quercus*.

QUATRIÈME] du vin vendu en broche & en détail, qui ſe leve pour aide en quelques lieux: comme ailleurs le huitième, l'onzième, le treizième. Il eſt fait mention de ce quatrième en un Edit du Roy Charles VI. de l'an 1408. & a été impoſé du temps du Roy Charles V. *Quartarios antiqui appellabant mercenarios, quæd quartam partem quaſtus capiebant. Feſtus.*

* **Droit de QUAYAGE.**] C'eſt un tribut que l'on paye pour avoir la liberté de ſe ſervir d'un Quay.

* **QUAILLANIE, ou Cailanie.**] *Caſſania de Caſtellania.* C'eſt un droit de guet, appellé ailleurs droit de *Vingtain*. Voyez *Chaffpolerie*, M. Salvaing dans ſon Traité de l'usage des Fiefs, chap. 46. p. 221. & M. Graverol dans ſes Notes ſur la Roche-Flavin, au chap. des droits Seigneuriaux, tit. 27. art. 9. p. 465.

DROIT DE QUENAISE] dont eſt fait mention au Recueil des Arrêts de Bretagne, liv. 1. & 3. ſous le mois d'Octobre 1568. & au livre 2. du 21. 1575. quand la terre & fief roturier tournent au Seigneur après la mort du détenteur decédé ſans hoirs de ſon corps: * Voyez *Quevaiſe*.

QUENS ou CUENS.] Signifie Comte és anciens écrits François,

& au livre de l'Établissement du Roy pour les plaids & usances des Prevosts de Paris & d'Orléans. Thibaut Comte de Champagne & de Brie étoit Quens Palatin. Il est aussi fait mention du Quens de Clermont en l'ancienne Coutume & pratique de Beauvoisis de l'an 1283. & du Quens d'Artois-és anciennes Chroniques : & de plusieurs autres, en l'Histoire de Villehardouin.

* *QUERELLE criminelle de dict.*] Normandie, chap. 86. C'est une plainte renduë en Justice, d'injures atroces, & qui feroient perdre la vie à celuy à qui elles ont été dites, si on luy avoit reproché la verité. *Et pour ce doit-l'en sçavoir*, (ajoute la Coutume de Normandie) *que se plainte est faite de laidange, & cil qui en est querellé le connoit, ou il en est atteint, la Justice luy doit faire grièvement amander par le chatel; & si doit faire amande à celuy qu'il a laidangé, si qu'il se prenne par le bout du nez, & die: De ce que je t'ay appelé larron ou homicide, ou de ce quoy il est atteint, j'ay menty; car ce crime n'est pas en toy, & de ma bouche dont je le dis, je suis mensongier: Et ce doit être fait en Assise ou en Plez, ou en Eglise à jour solemnel... l'en doit sçavoir que se aucun a dit à autre laidange criminel, & il le reconnoit, & est prest de le prouver; il le pourra bien prouver, si la querelle est telle, qu'elle appartienne à luy &c.*

Cette querelle aussi bien que la suivante se termine par loy apparissant, suivant le chap. 67. de cette Coutume.

* *QUERELLE criminelle de fait.*] Normandie, chap. 67. C'est une plainte renduë en Justice, de meurtre, d'homicide, de trêves enfreintes, d'assault de maison, & d'autres crimes semblables; suivant ce même chapitre, cette querelle est appellée criminelle, *pour ce qu'elle naist de tel crime, de quoy l'en doit & peut perdre vie ou membre; & elle differe de la simple querelle personnelle; en ce qu'elle se termine par loy apparissant, au lieu que la simple querelle personnelle se termine par destrene ou simple loy.*

* *Simple QUERELLE personnelle de dit.*] Cette querelle naist d'injures ou de laidanges, que les uns disent aux autres, & elle est appellée *simple*, parce qu'elle se termine par *simple loy*, comme la suivante, & selon le chap. 86. parce que celuy qui en est atteint doit dire simplement en Justice, que la villenie qu'il luy dit par folie, n'est pas en luy.

* *Simple QUERELLE personnelle de meffait.*] Suivant le chapitre 85. de l'ancienne Coutume de Normandie, cette querelle est un *contens* qui est mené entre les plaideurs pardevant la Justice du meffait, qui fust fait à celuy qui se plaint en cette maniere: *Je me plains de Jean, qui m'a fern de sa paume en la joe.* Elle est appellée *simple*, suivant le

chap. 67. parce qu'elle doit être terminée par *simple loy*, ou par *desfene*, suivant le chap. 85. à la différence de la querelle criminelle, qui doit être terminée par loy apparoiſſant, ou ſelon le chapitre 54. à la fin; cette querelle eſt appellée *simple*, parce que ceux qui meffant en ſont chaſtiez, ſimplement, ainſi comme l'enfant de la verge.

QUERELLES-FIEFFAUX.] Normandie, chap. 48. 92. *Cum de feudis lis eſt apud judicem*. Le demandeur ſe plaint: le défendeur eſt ſemond & querellé. Querelle eſt le différent entre celuy qui ſe plaint & celuy duquel on ſe plaint en Juſtice. Normandie, chap. 67. & en la Somme rurale: c'eſt la demande ou le droit qu'on prétend. Les anciennes Histoires & Annales uſent auſſi de ce mot en cette ſignification. Arreſts ou Statuts de querelle en l'Edit de Charles VIII. de l'an 1490. & de Loüis XII. de l'an 1532. art. 51. 52. 53. & en la Coutume de Bearn, tit. 4. art. 9. Sont les procès poſſeſſoires, qui ainſi s'appellent au pays de Languedoc & reſſort de Toulouſe & ailleurs, & dont fait mention *Papa* en la queſtion 552. *Furbata poſſeſſionis querela*, *Symmachus*, lib. 10. *Epist.* 46. *Sic querela inofficioſi teſtamenti, doſis, donationis. Querelam movere.*

HOMMES ET FEMMES SERFS QUESTABLES.] Nivernois, tit. 8. art. 7. * Voyez

CONDITION QUESTALE ET SERVE.] Saint Sever, tit. 9. art. 1. & 4. * Voyez

QUESTAUX.] Bourdelois, art. 97. S. Sever, tit. 9. art. 1. 3. 4. & en la Coutume de Bearn, tit. 3. art. 8. tit. 18. art. 7. tit. 53. art. 1. tit. 58. art. 33. *qui ſunt colonaria conditionis & domino addicti multis ſervitiis*: ils ne peuvent laiſſer la terre du Seigneur, ſans le vouloir d'iceluy, pour aller demeurer ailleurs. Ils ne peuvent diſpoſer de leurs perſonnes & biens ſans le ſceu de leur Seigneur. * V. *Queſte courant*.

* QUESTE.] Acqueſt. Beaumanois, chap. 2. pag. 19. lig. 11. *Le Sires doit tantost ſavoir ſe li Barons de chelle qui demande doüaire, étoit tenans & prenans des lieux où elle demande doüaire, comme de ſon heritage, ou de ſa queſte.*

QUESTE COURANT.] La Marche, art. 1. 2. 8. 129. 143. 159. 166. Que le Seigneur impoſe par chacun an ſur ſes ſujets taillables, à la différence de la queſte abonée, de laquelle parle la Couſtume de Bourbonnois, art. 345. Aucuns ſujets, ſoient ſerfs ou francs, ſont abonnez à certaine ſomme, par contrat ou autrement: les autres ſont impoſez au rôle de la franchise & bourgeoisie, & de la taille ſerve à la volonté du Seigneur, & à ſon plaisir, ou ſelon leurs facultez, par ſes Officiers juſticiers, ou autres perſonnes à ce commis, ſelon l'uſance des lieux. V. *Queſter, Queſtes*.

TERRE DE QUESTE.] Acs, tit. 9. art. 11. 12. & suivans. Bearn, tit. 53. art. 1. Queste est une rente generale uniforme, communément payée pour raison de toute une Paroisse, ou de tous les tenemens & terres d'une Baronie par les habitans d'icelle : pour le paiement de laquelle chacun des habitans entre-eux contribué pour la quantité des terres qu'il a pris, ou tient autrement. Acs, tit. 9. art. 15.

* *Ceiseau* ou **QUESTEAU.**] Dans le For de Bearn, Rubrique de Jugement, art. 7. Rubrique de Questaux.

Questeau vient de *questalis* : C'est un homme qui doit une redevance, & le *Ceiseau* est celuy qui doit un simple cens, *censualis*. Le For de Bigorre dans l'Histoire de Bearn de M. de Marca, liv. 9. chap. 6. *Censuales rustici vel liberi non in expeditionem Comitum sequantur.*

QUESTER] ses gens de servile condition. Nivernois, tit. 8. art. 4. * Voyez

QUESTES.] Bourbonnois, art. 343. 344. 345. 347. *Sunt collationes quas subditi domino debent quatuor casibus qui definiuntur.* C'est aussi le droit de tailler ses hommes ou sujets par chacun an, soient francs ou serfs. *Vasalli etiam domino debent munera certis casibus prater fidem & hominum, & appellantur collecta in Constitut. Neapolitanis : ab aliis, Les loyaux aux chevets aydes. Liberti etiam jurabant & prestabant patronis donum, munus, operas, l. 7. D. de operis libert. l. ult. D. de liberali causa.*

DROIT DE QUEVAGE.] A la fin du procez verbal de la Coutume de Peronne : *quod jus mihi incompertum adhuc, tандиu autem discam quamdіu nesciam, & quamdіu vivam.* Aucuns l'entendent pour muiage ou forage : une queuë, un muid.

Le Quevage, selon la Fons dans ses Notes sur la Cout. de Vermandois, p. 173. c'est le Chef-cens ; au lieu de Chef, les Picards disent Kief ou Quief, d'où ils ont fait *Quevage*, au lieu de *Cheva-*

ge. Voyez *Chevage*. Brodeau sur la Cout. de Paris, tom. 2. pag. 358. & Galland dans son Traité du Franc-aleu, pag. 83. 84. 85. & *Cangium*, verb. *Cavagium*.

* **QUEVAISE** ou **QUEVESE.**] Dans l'Usement de Cornouaille, art. 32. C'est une tenure qui oblige le détenteur à la résidence actuelle à peine de commise après l'an & jour ; le fond ainsi tenu ne peut être divisé, vendu, échangé ny hipotequé sans l'express consentement du Seigneur, à peine de privation, & celuy qui en est le tenancier laissant plusieurs enfans legitimes, le dernier des mâles succède seul à toute la tenure à l'exclusion des autres, & au deffaut des mâles la dernière des filles, sans que les autres puissent prétendre aucune récompense. Voyez *Maineté*, & *Besöldum in Thesauro*, p. 151. n. 32. *Chr.*

Ce droit a été confirmé par des Arrêts du Parlement de Bretagne du 11. Octobre 1568. & 27. Avril 1666. rapportez par M. du Fail, pag. 98. & 396.

En l'an 1657. l'Abbé de Relie eut Lettres du Roy pour la commutation de ce bail en cens & rachat, présentées au Parlement, & vérifiées le 21. Avril de la même année, selon M. du Fail à la page 306. de l'ancienne édition.

Nonobstant ces Lettres. ce droit a subsisté dans la plus grande partie des terres de cette Abbaye.

M. du Fail écrit *quenaise* & non *quevaise*: selon quelques-uns, ce mot vient de *quenais*, qui signifie en Breton, *va dehors*, parce qu'en vertu de ce droit le plus jeune des enfans chasse les autres; mais le mieux est de dire qu'il vient de *capitagium*, *cavagium* & *quevagium*. Voyez *Quevage*, & la Coutume de Bretagne imprimée à Rennes avec des Notes en 1674. page 299. Hevin dans la petite Coutume imprimée à Rennes en 1682. pag. 367. & M. Julien Furic dans ses Notes sur l'Usage de Cornoüaille page 61.

LE GRAND QUEUX DE FRANCE.] *Culina regis aut coquorum prefectus*. ἀρχιμάγειρος. *Juvenali Sat. 9.* Qui avoit la surintendance sur tous les Officiers des cuisines de la maison du Roy, & étoit sous le grand Maître de France, comme sont encore aujourd'hui les grands Bouillier & Panetier de France. Il tenoit son office à vie, & à foi & hommage du Roy, comme il est marqué en l'Arrêt des habitants de Reims du 6. Aoust, 1347. allegué par du Tillet au second livre de ses memoires. Quelques-uns ont pris cette diction pour Quens ou Comte, *ut fuit varia Comitum potestas*. officium, munus. Nos anciens de *Coquus* ont fait *Queu*: comme de *Focus* feu: de *Locus* Leu: de *Jocus* Jeu: de *Lupus* Leu. *Alii putant Prepositum mensa vocatum Scalco.* * Ital.

QUITTANCE.] ἀποχή, ἐλευθερία τῆς χρέως ἢ ἐνοχῆς, ἀθώωσις ἐν *Synopsi ex lib. 26. Basil.* ἀπόδειξις, ἀμεριμνία, ὁμολογία, ἀποληπτικὴ, *cum debitor persolvit ut expungatur nomen: acceptilatio, liberatio obligationis. cautio soluta pecunia, confessio, securitas, sive pecunia soluta est creditori sive non: nam & donationis causa acceptio ferri potest. Apocha dicitur etiam Recantum & Evacuatoria, peritissimus Cujacius ad tit. 22. lib. 10. Codicis. Antapocha autem est professio debitoris vel coloni, qui fatetur creditori vel domino suo se ei solvisse usuras vel redditum annum, ut submoveatur temporis prescriptio: C'est une contre-quitance ou reconnoissance, potius quam apocha exemplar. Itaque disjunctive legendum est in l. plures. cod. de fide instrum. ut vulgò legitur; nec quidquam expungendum est ex contextu. Sic dicimus ESCHANGE, CONTRES-*

CHANGE: LETTRE, CONTRE-LETTRE. Sic Βελλία, opponitur ἀρτι-β.β.λιον, libello petitionis libellus responsionis, cum ex episthographo & ex adverso libelli reus subscribit, in No. 53. Justiniani.

* QUIENNES avoines.] C'est une redevance due en avoines pour la nourriture des chiens des Seigneurs.

Extrait du Compte de l'Ordinaire de Boulogne, rendu par M. Jacques le Gagneur, Receveur pour l'année finie le dernier Septembre 1513. & clos le 11. Février 1516. fol. 208. *Au chapitre de Quiennes avoines dues à cause du Bailliage de Boulogne au terme de S. Remy, à mesure marchande.... de Jean de Thubeauville audis terme de S. Remy, deux polquins de Quienne avoine pour sa terre de Pinquethen. Voyez Past de Chiens en la lettre C.*

* *Au cas QU'ILS ou l'un d'eux, &c jusqu'à ce QU'ILS ou l'un d'eux.*] Paris, art. 41. & 183. Voicy une de ces manieres de parler qui étoit en usage quand on travailla à la reformation de nos Coutumes, & qu'on veut faire passer aujourd'hui pour obscure quoiqu'elle ne le soit pas.

L'Article 41. porté que *si tous les enfans auxquels appartient aucun fief sont mineurs & en tutelle, le Seigneur feodal est tenu de leur bailler souffrance ou à leur tuteur jusQU'À CE QU'ILS ou L'UN D'EUX soit en âge pour faire ladite foy & hommage &c.* Il n'y a personne qui sçache ce que c'est que Grammaire & construction, qui ne voye que le sens de cet article est, que *si tous les enfans auxquels appartient aucun fief, sont mineurs & en tutelle, le Seigneur feodal est tenu de leur bailler souffrance, jusqu'à ce QU'ILS SOIENT TOUS EN AGE DE PORTER LA FOY, ou QU'IL Y EN AIT UN D'EUX QUI SOIT EN AGE DE LA PORTER, pour tous.* Voyez ma Note sur cet article.

Il faut venir maintenant à l'article 183. qui est conçu en ces termes. *Ne peuvent lesdits conjoints donner aux enfans l'un de l'autre d'un premier mariage, AU CAS QU'ILS ou L'UN D'EUX AIT ENFANS.*

On est si persuadé que cet article est mal rédigé, que sans y vouloir donner l'attention qu'on donneroit à une loy du Code ou du Digeste, on en conclut que celui des conjoints qui n'a pas d'enfans, ny de ce mariage ny d'un precedent, peut donner valablement à l'enfant de l'autre conjoint d'un premier mariage, quoiqu'un tel don soit clairement défendu par ce même article.

Toute personne qui lira cet article sans prévention & dans le seul dessein de chercher la verité, doit d'abord remarquer qu'il s'y agit des donations faites aux enfans d'un premier mariage d'un des conjoints, & par l'autre conjoint, ce qui est défendu par ce

même article, *au cas qu'ils ou l'un d'eux ait enfans*. Voicy les termes de l'article : *Ne peuvent lesdits conjoints donner aux enfans l'un de l'autre d'un premier mariage AU CAS QU'ILS OU L'UN D'EUX AIT ENFANS.*

L'article 41. doit faire entendre celuy-cy, *AU CAS QU'ILS OU L'UN D'EUX AIT ENFANS*, c'est à dire *au cas qu'ils ayent sous deux enfans, ou qu'il n'y ait qu'un seul d'eux qui en ait.*

Il faut maintenant venir aux exemples.

Que l'on suppose qu'un des deux conjoints, sçavoir le pere, ait un enfant du premier lit, & un du second; l'autre des conjoints, sçavoir la seconde femme, pourra-t-elle donner à l'enfant de son mary du premier lit? Cet article décide que non, parce qu'il y est dit que quand *ils*, c'est à dire les deux conjoints ont enfans, l'un d'eux ne peut pas donner à l'enfant de l'autre d'un premier lit. Or l'enfant commun est de l'un & de l'autre, & par consequent lorsque les conjoints ont des enfans de leur mariage, un d'eux ne peut pas donner à l'enfant de l'autre d'un premier lit, & il en faut dire de même quand chacun d'eux a des enfans d'un premier mariage sans en avoir du second.

Que l'on suppose maintenant qu'il n'y ait qu'un seul des conjoints qui ait des enfans de son premier mariage; & qu'il n'y en ait pas du second. La seconde femme pourra-t-elle donner en ce cas aux enfans de son mary d'un premier mariage? & il faut encore dire que non, parce que l'article décide formellement qu'ils ne peuvent donner aux enfans l'un de l'autre, *au cas qu'ils ou l'un d'eux ait enfans*, c'est à dire, soit qu'ils ayent tous deux des enfans, ou qu'il n'y ait qu'un seul d'eux qui en ait, en sorte que quoiqu'il n'y ait qu'un seul des conjoints qui ait des enfans d'un premier mariage, cependant les enfans du premier mariage de ce conjoint ne peuvent rien recevoir de l'autre conjoint qui n'a pas d'enfans: d'où il résulte qu'en quelque cas que ce soit, jamais un conjoint ne peut donner à l'enfant d'un premier mariage d'un autre conjoint.

Il faut encore rapporter une fois cet article pour le rendre plus sensible. *Ne peuvent lesdits conjoints donner aux enfans l'un de l'autre au cas qu'ils ou l'un d'eux ait enfans*. Ces mots *OU L'UN D'EUX AIT ENFANS* ne peuvent jamais s'appliquer à celuy des conjoints qui donne, par deux raisons.

1. Parce que si celuy qui donne a des enfans, la donation qu'il fait aux enfans d'un premier lit de l'autre conjoint, est nulle, puis qu'il est certain que quand ils ont tous deux des enfans, l'un ne peut pas donner aux enfans de l'autre.

2. Parce qu'en supposant le cas où il n'y ait que celuy qui donne qui ait

des enfans, on suppose que l'autre n'en doit pas avoir; & comment celui qui a des enfans donnera-t-il aux enfans de l'autre, si l'autre n'en a pas?

Ces mots *ou l'un d'eux ait enfans*, signifient donc que si un d'eux a des enfans du premier lit, l'autre ne leur peut rien donner, soit qu'il ait des enfans, ou qu'il n'en ait pas.

Ceux qui persisteront dans leur prévention opposeront sans doute que le contraire a été jugé par quelques Arrêts dont ils ignorent les motifs. Mais on leur demande s'il y a de la justice de permettre aux enfans d'un premier lit de recevoir des donations de l'autre conjoint qui n'a pas d'enfans, lorsque l'article 276. déclare nulles toutes les donations faites par les mineurs aux enfans des tuteurs & administrateurs, parce qu'ils ne peuvent pas donner aux tuteurs & administrateurs mêmes? Si le conjoint qui n'a point d'enfans peut donner à l'enfant de l'autre, il faut dire que le mineur peut aussi donner à l'enfant du tuteur; ainsi voila l'article 276. aboli.

* *Per QUINH A causa.*] Bearn, Rubr. de Taxes, art. 20. C'est à dire pour quelque chose que ce soit.

* *Benefice & octroy d'Annion & QUINQUANNION.*] Montargis, titre des executions & loüages, art. 10.

Anciennement les debiteurs oberez obtenoient des Lettres du petit Scel, pour avoir le temps de payer leurs dettes. Quand il s'agissoit d'empêcher la vente de leurs biens à vil prix, on leur accordoit ordinairement le terme d'un an, ce qu'on appelloit *benefice d'Annion*, & l'adresse de ces Lettres pouvoit être faite aux Juges subalternes. Quand les debiteurs vouloient éviter la cession de biens, on leur accordoit le terme de cinq années, ce qu'on appelloit *le benefice de Quinquannion*, & l'adresse de ces dernières Lettres ne pouvoit être faite qu'aux seuls Juges Royaux.

Comme il y avoit de l'abus dans l'usage de ces Lettres, qui s'enterinoient du consentement du plus grand nombre des creanciers, sans avoir égard à la qualité des dettes, contre la disposition équitable de la loy *majorum D. de Pactis*, & d'ailleurs parce que dans ces Lettres on ne mettoit par la clause *S'il vous appert.* par l'article 61. de l'Ordonnance d'Orléans *il fût défendu d'expedier aucunes Lettres de répit à un ou cinq ans, & que les debiteurs se pourvoiroient par requeste pardevant les Juges ordinaires, lesquels informeroient du contenu en icelle, & ordonneroient appeller les creanciers, &c.* Voyez l'Edit du Roy de 1673. servant de Reglement pour le Commerce, au titre 9. des défenses de Lettres de répy; & M. Lhoste sur la Cout. de Lorient, tit. des Executions, art. 10. Voyez.

QUINQUENELLE.] Bourbonnois, art. 68. & es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 464. *Sunt inducia quinquennii, qua debitori conceduntur à Principe vel iudice: Hoc Iustitium à Gracis appellatur ὑπερπυσία ἀναρχῆ, προσημία, qua de re in l. ult. Cod. qui bonis cedere: l. 5. Cod. de precib. Imperatori off. Unde originem habere videntur ea inducia anni, biennii, triennii, quinquennii, qua rescripto Principis vel à Iudice concedi solent presentibus egenis debitoribus.* C'est l'attente ou répit de cinq ans que le débiteur obtient contre ses créanciers, en vérifiant sommairement que par pauvreté, diminution & perte de la plus grande partie de ses biens il est contraint de recourir à ce remède. Et faut que telles pertes luy soient venues depuis les dettes faites & contractées, autrement ses Lettres Royaux ou Requête ne luy sont interinées, comme il est contenu par les Ordonnances du Duc de Buillon, art. 460. *Sic adversus creditores inducia biennii dantur à Theoderico Rege Italia, urbis Sipontina negotiatoribus, qui vastati fuerant hostium depopulatione: Cassiodorus, lib. 2. Variar. epistol. 38. Tribuni plebis legem promulgaverunt de ere alieno, ut deducto eo de capite quod Usuris per numeratum esset, id quod superesset, triennio aequis portionibus persolveretur; Livius libro sexto. Semunciarium tantum ex unciario fœnus factum, & in pensiones aquas in triennium, ita ut quarta prasens esset, solutio aris alieni dispensata est, idem lib. 7. qui eruditis omnibus gravis est auctor, & dolendum est quod facinore Epitomatoris plerique ex ejus libris perierint.** Voyez Straccham, de Jure mercatura, & Quinquannion.

QUINT-DENIER.] Paris, art. 3. 21. 22. 83. 94. 358. Sens, art. 35. Estampes, art. 7. 8. Monfort, art. 16. 23. Clermont, art. 107. Nivernois, tit. 24. art. 10. tit. 31. art. 26. Montargis, chap. 1. art. 47. Dourdan, art. 23. 38.

QUINT-NATUREL ET COUTUMIER.] Amiens, art. 57. Qui appartient aux enfans puisnez & leur est dû, à la différence du quint datif, dont fait mention l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 4. & 8. de Monstreuil, art. 71. de Boulenois, art. 89. 91. Aussi est fait mention de ce quint en l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 23. de S. Riquier, art. 1. de Doulens, art. 7. de S. Omer, art. 21. de S. Paul, art. 4. & 5. Channi, art. 70. 72. Ponthieu, art. 1. 60. 61. auquel art. comme aussi en l'art. 63. 181. & en la Coutume de Boulenois, art. 89. 92. il s'appelle quint de vivre naturel, & s'observe aussi entre roturiers & pour raison de tous héritages. Ce quint datif est la portion des propres héritages, de laquelle seulement on peut disposer, & est viager ou hereditaire selon qu'il a plû au disposant, soit par donation, testament ou autrement. Il est aussi traité de ce quint en la

Coutume de Ponthieu, art. 20. 24. 26. d'Arthois, art. 91. de Hesdin dérogeant à celle d'Arthois.

QUINT VIAGER OU HEREDITAL.] Amiens, art. 57. 59. 71. 72. Peronne, art. 169. 174. Dont l'on peut disposer par testament de ses propres heritages, selon la Coutume d'Amiens, ou qui appartient aux puisnez és heritages feudaux selon la Coutume de Peronne.

SE TENIR AU DROIT DE QUINT.] Lille, tit. des successions en fief, & en titre special dudit droit qui est le 5. du fond & propriété d'un fief qui appartient aux enfans: dont aussi est fait mention au titre des prescriptions. Le Quint est dû au Seigneur quand l'heritage feudal ou cottier est vendu ou transporté. Lillers sous Arthois.

QUINTS, REQUINTS.] Meaux, art. 121. 132. 133. Melun, art. 66. 67. 69. Sens, art. 190. Mante, art. 16. Senlis, art. 234. 236. Clermont, art. 80. Vallois, art. 26. Troyes, art. 23. 27. 190. Chaumont, art. 17. Vitri, art. 22. 24. 51. Laon, art. 174. 175. 176. Chalons, art. 183. Reims, art. 61. 84. & suivans. Noyon, art. 23. S. Quentin, art. 68. 74. 75. Ribemont, art. 9. & suivans. Orleans, chap. 1. art. 1. 59. 60. 83. 87. Sedan, art. 42. & suivans. Peronne, 42. 43. Auxerre, art. 49. 61. Anjou, art. 156. Le Maine, art. 174. Chartres, art. 48. Blois, art. 79. 80. 81. 82. 90. Dunois, art. 31. S. Aignan, art. 24. Bourbonnois, art. 430. Amiens, art. 35. & ailleurs. Nivernois, tit. 4. art. 16. 21. & suivans, & art. 58. tit. 31. art. 12. Montargis, chap. 1. 4. 51. 55. & suivans. Cambrai, tit. 1. art. 33.

Ces droits sont dûs au Seigneur feudal, quand le fief est vendu ou aliéné à prix d'argent: mais quand il change de main par mort, legs, échange, donation, recompense ou autrement, les droits de rachat ou relief sont dûs. Et le quint denier est le cinquième denier du prix de la vendition & est dû par le vendeur seul ou par luy & par l'acheteur, par moitié, ou par l'acheteur seul. Le requint est le cinquième denier du quint denier, & est dû par l'acheteur outre le quint denier, quand la vente est faite francs deniers au vendeur: & selon qu'il est diversement receu & ordonné par les Coutumes de France. En l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 10. le requint s'appelle venterolles, lesquelles toutesfois proprement ne sont dûes qu'en alienation d'heritage censuel, & non d'heritage feudal, comme aussi par la Coutume de Ponthieu, art. 68. en vendition de fief sont dûs au Seigneur les ventes & venterolles, c'est à sçavoir le quint, requint. Et en la Coutume ancienne de Monstreuil, art. 65. il est fait mention du tiers & sixième denier, & du retiers & resixième denier: quand le prix de l'heritage cottier ou rentier est vendu ou chargé de rente francs deniers.

QUINTAINE. [En la Coutume locale de Mesieres en Touraine, par laquelle les meufniers demeurans en la Baronnie & Châteltenie de Mesieres, sont tenus une fois l'an frapper par trois coups le pal de la quintaine en la plus proche riviere du Chastel du Seigneur, Baron ou Chastelain, ou autre lieu accoutumé : & s'ils se feignent rompre leurs perches, ou s'ils défont au jour, lieu & heure accoutumez, il y a soixante sols d'amende au Seigneur. Comme aussi à Mehun sur Eure en Berri, les hommes nouveaux mariez de l'année, sont tenus le Dimanche jour de la Pentecôte tirer la quintaine au dessous du Château, & par trois fois frapper de leurs perches un pau de bois qui est piqué & planté au milieu du cours de l'eauë, si du premier ou second coup ne rompent leurs perches ; & sont les fers des perches fournis par les grands moulins des Chanoines : les linceux par les detenteurs des Rivieres de Javelot : les perches & le bateau fournis par les Maistres pescheurs, qui doivent aussi mener & conduire le bateau : Et pour ce leur est dû par chacun dix deniers, & le goûter par ensemble : Et pour ce leur est dû par chacun dix deniers, & le goûter par ensemble : Et quant aux femmes nouvellement mariées, sont tenuës bailler un chapeau de rose ou d'autres fleurs au Procureur du Roy, & à goûter au Greffier du Juge & garde qui en fait le registre : & les défontans doivent soixante sols d'amende s'ils ont été ajournez le jour precedent à la requeste dudit Procureur par un Sergent Royal ou autre Prevostaire. Et doit le fermier des exploits defauts & emendes, fournir de menestrier & joueur d'intrumens. Toutefois ceux qui ont eu enfans de leur mariage en l'année sont excusés de tirer la quintaine. En Vendomois, en Bourbonnois & ailleurs, les nouveaux mariez étant à cheval tirent d'une perche contre un poteau ou jaquemar planté en terre. A la Chapelle d'Angillon en Berri les jeunes hommes à marier, & les nouveaux mariez de l'année jettent la pelote les uns contre les autres au jour de la Pentecôte. En la Châteltenie de Mareüil, ressort d'Issoudun en Berri, les nouveaux mariez tirent aussi la quintaine sur la riviere d'Arnon. Au livre 3. du Recueil des Arrests de Bretagne, il est fait mention de ce droit de Quintaine prétendu par le Prieur de Livré, auquel fut défendu d'en user le lendemain de Pasques, ny de prendre la chausson ny le baiser des femmes nouvellement mariées. Et par Arrest du 19. Septembre 1572. les Libraires, Parchemiers & Bodeaux de l'Université de Nantes sont déclarés exempts de fouage, subside, emprants, droit de Quintaine. Aussi en quelques lieux à chaque muance de Seigneur ou de vassal, le vassal doit courir la Quintaine de service feudal. *Sic in l. Cod. de alea lusu. Κιρταὺς πορτῆς, χάρις τῆς πορτῆς, est jaculatio ha-*

sta, pili, vel conti sine cuspidē aut spiculo, quæ Quintani jaculatio aut vibratio dicitur ab inventore, ut observat summus I. C. J. Cujacius. Post Theodorum Balsamonem ad tit. penult. Nomo-canonis Photii. Apud majores etiam juventutis studium erat hastilia jacere, sudem torquere, equum agitare, arma tractare, luctatione vel cestu exerceri. Veteres Romani ludebant equitando, jactu saltu cursu, festis Palilibus, & ludicræ certationes à ludentibus fiebant, Festus.

L'exercice de la Quintaine se fait ainsi: On pose un bust sur un poteau où il tourne sur un pivot, en telle sorte que celui qui avec la lance n'adresse pas au milieu de la poitrine, mais aux extrémités, le fait tourner, & comme il tient dans la main droite un bâton ou une épée, & de la gauche un bouclier, il en frappe celui qui a mal porté son coup. *V. Cange. ad Joinvill. p. 182. Selon Tournelle, sur l'article 35. de la Coutume d'Anjou, La Quintaine est un ébat qu'on fait faire aux jeunes mariez sur l'eau avec bateaux, où les jeunes hommes ont une perche en main, & à force de rames tirent contre un pilier, & celui qui ne casse la perche, doit l'amande.*

Balsamon Patriarche d'Antioche, dans ses Notes sur le Nomocanon de Photius, tit. 13. cap. 28. écrit que ce Jeu a été appelé Quintaine, parce qu'un nommé Quintus en a été inventeur; & l'avis de cet Auteur se trouve fondé sur le texte de la Loy 1. au Cod. de atatoribus. Pancirole, 1. var. cap. 4. prétend qu'il a été ainsi nommé, à *quintana via* que à castris Romanis in quintanam portam exhibit; & M. du Cange dans sa dissert. 12. sur Joinville, parce qu'il s'exécutoit dans les banlieuës appelées Quintes ou quintaines, ou dans les carrefours qui étoient aussi nommez quintaines selon Elfric & Papias.

Il sera bon de rapporter icy l'extrait d'un ancien aveu qui est dans la Chambre d'Anjou, armoire 6. & qui a été rendu par le Duc d'Alençon de sa Baronnie de la Fleche au Roy de Sicile Duc d'Anjou.

Item, du droit que j'ay de faire faire les quintaines en la riviere de Loir de sept ans en sept ans, le Dimanche après la Pentecôte. Tous les Bouchers Jurez de la Fleche, & qui vendent chair és Halles, ou qui en ont vendu, au dedans des sept ans; aussi tous les Pêcheurs, qui pêchent & ont pêché, rendu, ou pris poisson és eaux de Seneges, qui sont appellées les eaux communes, la doivent ferir, & en outre payent par chacun an 5. sols au Prevost de la Fleche au jour de la Maréeche. Aussi vendans poisson en ladite ville doivent ferir ladite quintaine, & est au choix des dessusdits, qui doivent ferir lesdites quintaines de prendre un pau ferré, que leur baille ou offre à bailler le Sénéchal de la Fleche, ou de prendre une lance de bois, laquelle mon Segraier de la Forest doit essayer & secoure (secouër) par trois fois, & si il la rompt, ou brise, il en aura quatre deniers, & s'il ne la rompt, elle se passera Il faut que celui qui doit ferir la quintaine la rompe contre le pau de la quintaine à un des trois coups, & si il le fait, il est quitte en payant un denier au Sénéchal, & si il faut, il me payera lesdits 36. boisseaux d'avoine, & doivent les dessusdits avoir les tallons hors du bout du tallon; & s'il arrivoit que l'un d'iceux rompît le pau au Sénéchal, contre le pau de la quintaine, ou que le pau de la quintaine rompît, le Sénéchal auroit perdu ses meubles envers moy, & seroit celui qui ainsi l'auroit rompu. Joignez Froissart, vol. 4. chap. 63. & Monsieur du Cange dans ses Dissertations sur Joinville.

ville, chap. 7. Touraille, sur l'art. 35. de la Cout. d'Anjou, & la Note sur le mot *Quinte*.

LES QUINTAINES] Et ban de non vendre vin en détail & broché à Chalons par certains jours par les particuliers : mais par le Roy, Evêque ou Chapitre seulement, comme durant quinze jours : ce qui n'a plus d'usage. Voyez **BAN A VIN**. *Alia Quintana pro porta in castris, vel pro foro, in quo licitatio rerum venalium*. Voyez **INQUANT**.

* **QUINTAL**.] C'est le poids de cent livres. Bayonne, tit. 27. art. 3. le quintal doit peser 96. livres, & la livre 14. onces & demie. En quelques lieux on appelle *Quintal* un gros poids public destiné à peser de grosses & lourdes marchandises, & le droit qui se paye pour le pesage est nommé *droit de Quintal*. Vide *Gariel. in Episcopis Magalonenf. p. 90.*

QUINTER LES FIEFS.] Boulenois, art. 64. Artois, art. 95. Lille, du droit de quint, art. 4. & en la Coutume de Bapaumes sous Artois : & en la Somme rurale, dont l'Auteur traite souvent des Coutumes de Picardie, de Vermandois & de Flandres, auquel livre aussi se trouve ce mot **QUINTAGE** : & *Quintement* en la Coutume de Bapaumes. *Quintains* en celle de Tournay, au titre des Fiefs article 8.

Quand il est ordonné du quint, qui est dû aux puisnez és heritages fœdaux, dont aussi il est fait mention en la Coutume d'Artois, art. 80. 94. & ailleurs. Ausquels puisnez, masses aussi par la Coutume d'Anjou, art. 222. & suivans, du Maine, art. 239. & suivans, en succession noble après le droit d'ainesse le tiers des biens de la succession appartient en bieu-fait & à leur vie seulement, & n'en sont propriétaires.

LES QUINTES D'ANGIERS.] Anjou, art. 35. C'est la Septaine, le territoire, la banlieüe, la voirie, l'étenduë de la juridiction du Prevost ou autre premier Juge ordinaire.

Les Poitevins & les Angevins donnoient aux banlieües de leurs villes l'espace de cinq milles pas, d'où ils les appelloient quintes. Bessy dans les Preuves de son Histoite des Comtes de Poitou, page 223. *Idcirco per hanc epistolam donationis dono, donatumque in perpetuum esse volo, atque de jure nostro in potestatem & dominationem Monasterii Nobiliacensis in honore sancta Maria, & sancti Juniani constructum, qui est situs in pago Pictavo infra quintam ipsius civitatis &c. pag. 225. Idcir-*

II. Partie.

co do terram meam sitam in pago Pictavo infra quintam ipsius civitatis &c. pag. 361. VVillelmus Aquitanorum Dux concessit Monachis sancti Cypriani Ecclesiam in honorem sancti Petri fundatam infra quintum milliare ab urbe Pictavia in ipsa vicaria. pag. 384. Guillelmus Comes Pictaviensium, notum fieri cupimus omnibus fidel. Quod quidam fidelis noster Advaldus & conjux sua Emma, petierunt à nobis quatenus eis aliquid ad illorum beneficium pertinens, quod est situm in pago Pictavo in vicaria, &

L I

infra quintam ipsius civitatis per nostra auctoritatis scriptum sub censu eis concedere dignaremur. &c.

Touraille, dans sa Note sur l'article 35. de la Coutume d'Anjou donne une autre origine au mot Quinte ; mais le Lecteur jugera par les autoritez que l'on vient, de rapporter s'il a bien rencontré. Voicy la Note.

Plusieurs Seigneurs en Anjou ont le droit de faire tirer la Quintaine, qui est un ébat qu'on fait faire aux jeunes mariez sur l'eau avec bateaux, & les jeunes hommes ont une perche en main, & à force de rames tirent contre un pillier, & celui qui ne casse la perche doit l'amende. Ce Jeu a pris son origine d'un nommé Quintus, qui premier l'inventa ; il est fait mention de ce jeu en la Loy premiere, au Code de actor. & alioru usu, où il est cotté entre les Jeux permis. L'étendue de la jurisdiction du Juge de la Prevôté se nomme QUINTE, d'autant qu'il a droit d'y faire tirer la QUINTAINE, d'où l'on nomme toute l'étendue de sa jurisdiction. Ce qui me fait dire que ce droit est plutôt de jurif-

diction que de fief ; car si c'étoit un droit feodal, le Juge Prevost n'en connoistroit.

Cet Auteur ajoûte que l'on dit la Prevôté ou Voirie du Mans ; mais il n'avoit point lû dans Pryn. pag. 15. *Canomansensem civitatem possideat cum tota Quinta libertè & pacifict, &c.*

M. Ménage écrit que l'avis commun est en Anjou, que le mot Quinte a été dit en cette signification, à cause des cinq Chastellenies qui composent la jurisdiction du Prevost ; ce qu'il prouve par l'autorité suivante de la tenuë des Assises d'Anjou, imprimée au devant de la Coutume. *La Ville & Quinte d'Angers le dernier Samedi. Lesquelles Quintes sont cinq, Brain, la Haye-Jouffain, la Membrolle, saint George & la Ville.* Mais si cette étymologie est vraie, pourquoy y avoit-il tant de banlieuës en Poitou qui s'appelloient *Quintes* ? Monsieur du Cange a crû la premiere étymologie la meilleure, & il a peut-être eu raison. Joignez Choppin sur l'art. 35. de la Cout. d'Anjou, & voyez la Charte de Guillaume Roy d'Angleterre, rapportée sur le mot *Barnage*.

* *QUOARTE' esquer.*] Bearn, Rubr. de Cassas, art. 3. Voyez *Semée*.

* *Biens laissez par QUOTE & mesure.*] Liege, chap. 10. des Testamens, art. 9. Sont des biens délaissés par espeece, comme une maison, un fonds. Selon cette Coutume les enfans peuvent disposer des biens à eux délaissés par *quote & mesure*, quoique le survivant de leur pere ou mere en ait l'usufruit ; au lieu qu'ils ne peuvent pas disposer des autres biens, dont ils n'ont que la nuë propriété appelée *proprietas consuetudinaria*. Voyez de Mean, partie 1. observation 87.

R

* *R A A M B R E R une terre.*] Dans une Sentence de l'an 1309, rapportée dans le Commentaire de M. Pithou sur l'article 144. de la Coutume de Troyes page 368. C'est retraire une terre, la racheter, ou la retirer par retrait lignager.

Ovide Manuscrit

Du bicaü Fils Dieu, du bon du sage,
Celuy qui pour l'humain lignage
Reembre de mort & delivre.

On disoit aussi anciennement Raambrier ou reambrier, pour rançonner, vexer, fatiguer. Voyez le chap. 244. des Assises de Jerusalem.

* *R A A N C. O N.*] *Redemptio*, retrait. Ainsi ne pouvoit venir Messire Jehans à sa raançon, parce que lids heritages n'estoit pas de son côté. Dans une Sentence de l'an 1309. rapportée dans le Commentaire de Pithou sur l'article 144. de la Coutume de Troyes.

R A B A I S.] *Remissio*, *levatio*, *exoneratio mercedis*, vel *pensonis*.

* *R A B A T* ne issué de Cour.] Maine, art. 182. C'étoit un droit dû au Greffe par celuy qui n'avoit pas comparu à l'audience, lorsque la cause étoit appellée, mais qui comparoissoit à l'issuë de l'audience & avant qu'elle fût levée, pour demander que le défaut prononcé contre luy fût rabatu; ce qui étoit fondé sur l'article 24. de l'Ordonnance de Louïs XII. de l'an 1498. qui ordonnoit que le Juge à la fin de son audience, & avant que de se lever, feroit appeller les défauts qu'il auroit donnez, afin qu'ils tinssent contre les défaillans, & qu'ils fussent rabatus en faveur de ceux qui comparoistroient à ce second appel. Ce droit est aboli. Voyez la Loy Divus 7. aux Digestes *De in integrum restitutione*. * V. Rabatre les défauts.

R A B A T R E L'ATTENDUE OU CONGE.] Sens, art. 34. C'est le faire revoquer par comparition subseqente faite en temps & lieu.

R A B A T R E LES DEFAUTS OU EXPLOITS.] En l'Edit du Roy Louïs XII. de l'an 1499. art. 134. & du Roy François I. de l'an 1539. art. 119. & es Ordonnances du Duc de Bouillon, art. 190. Cambrai, tit. 26. art. 3.

Quand le Juge à la fin de son siege avant que se lever fait publier & appeller les defauts qu'il a donné le même jour, afin qu'ils vailent, & tiennent contre les défaillans: & pour donner appointment en la cause pour les comparants. Quand la partie qui a fait défaut à l'appel de la cause, compare ensuite pour proceder & prendre appointment en la même audience; & doit le Juge avant que se lever du siege faire lire & publier les defauts qu'il aura donnez, pour être partagez & rabatus pour le regard des presens. *Succurri oportet reo qui citatus non respondit, & in quem pronunciatum est, si confestim pro tribunali Praetorem adhuc sedentem adierit: Nam existimari potest non sua culpa, sed parum exaudita voce praconis defuisse, ideoque restitui potest.* l. Divus, ff. de in integrum restitut.

* *R A B I N E S.*] Dans la nouvelle Contume de Bretagne, art. 255.

C'est une espece de bois qu'on n'a pas coutume d'émonder. *Les bois de haute fustaye, forests, touches, RABINÈS & autres bois non accoutumés d'être émondez en partages d'entre freres & sœurs & autres parents nobles, ne seront estimez, & n'entrent en partage, &c.*

LA RACE.] *Gens, sanguis, stirps generis, familia que ab ejusdem ultimi genitoris sanguine.*

RACHAPT OU RELIEF.] Paris, art. 33. Meaux, art. 134. 159. Melun, art. 36. 54. Sens, art. 155. 156. 199. Estampes, art. 2. 13. Monfort, art. 31. Mante, art. 6. Senlis, art. 132. 158. Clermont, art. 73. 74. Vallois, art. 33. 35. Ribemont, art. 4. Troyes, art. 17. 19. 23. 26. Chaumont, art. 11. 14. 16. Vitri, art. 21. Laon, art. 157. Chalons, art. 166. Noyon, art. 23. 26. S. Quentin, art. 40. 64. Reims, art. 76. Montargis, chap. 1. art. 13. 15. 20. 29. 30. 36. 56. 61. 62. 94. Orleans, chap. 1. art. 14. & suivans, & en l'art. 83. du même chap. Tours, art. 123. 132. & suivans, & en l'art. 331. 335. Lodunois, chap. 11. art. 5. 6. chap. 14. art. 1. & suivans, chap. 27. art. 10. auquel il faut lire PAR COULPE LEDIT RACHAPT ADVIENT. Lodunois, chap. 31. art. 3. Anjou, art. 4. 38. 84. & suivans, art. 201. & suivans, art. 240. 258. 262. 294. 494. 497. Le Maine, art. 7. 42. 97. & ailleurs, Grand Perche, art. 31. 184. & ailleurs. Blois, art. 44. 84. & ailleurs. Dunois, art. 1. Romorantin art. 1. La ruë d'Indre, art. 7. Poitou, art. 31. 53. 54. 91. 93. La Rochelle, art. 4. Bretagne, art. 62. 63. 68. 71. 104. 249. 250. 281. 341. 343. 345. Berri, tit. 1. art. 39. tit. 5. art. 3. & 4. Dourdan, art. 11. 22.

Ce relief ou rachapt n'est qu'une même chose, & est un droit du Seigneur feudal qui consiste au revenu d'une année du fief, quand il est écheu par succession collaterale, ou bien vendu, ou qu'il y a autre ouverture selon la disposition des Coutumes, par la pluspart desquelles en vente de fief est dû quint & requint, & en succession, relief, duquel mot l'Auteur de la Somme rurale & les Coutumes usent souvent comme cy-aprés. Le rachapt c'est le profit de fief dû au Seigneur feudal, lequel pour iceluy prend les fruits & revenus de la chose homagée pour un an. Et en la Coutume de la ruë d'Indre, art. 9. le droit de vente en heritage censuel s'appelle aussi droit de rachapt, & est de vingt deniers pour livre.

RACHAPT ABONNE'.] Grand Perche, art. 37. Que le Seigneur a mis à certain prix.

FACULTE' DE RACHAPT OU DE REMERE.] Meaux, art. 110. Melun, art. 122. Sens, art. 62. 235. Estampes, art. 52. Troyes, art. 100. Chaumont, art. 91. Reims, art. 91. 268. Berri, tit. 5. art. 49. 50. tit. 6. art. 8. tit. 12. art. 11. tit. 13. art. 9. tit. 14. art. 3. que quelques-uns disent Reimber: *Redimere, Perionius peu Gu.*

* *Plain RACHAPT.*] Perche, art. 65. C'est le rachat entier tel qu'il est fixé par l'article 39. de cette Coutume. Selon l'article 62. *Chacun puisné tient si bon luy semble sa portion de l'ainé, lequel rachette du Seigneur supérieur chacun des puisnez pour un vassal, estimé chacun vassal & rachat SOIXANTE SOLS TOURNOIS seulement.* Mais si la portion des puisnez est dans la suite retinie au fief dominant dont elle relevoit par partage, alors, advenant mutation, elle SE RACHETE EN PLAIN RACHAPT.

RACHAPT RENCONTRE.] Lodunois, chap. 14. art. 12. Anjou, art. 123. Le Maine, art. 133. Poitou, art. 164.

Quand durant l'année du rachapt échet autre rachapt d'aucune terre tenuë à hommage de la terre qui court en rachapt, & duquel rachapt le Seigneur doit jottir tant que l'année du premier rachapt durera & non plus: comme aussi nous lisons *Cheval de rencontre* en la Coutume de Poitou, art. 187. Quand le Seigneur & le Vassal sont decedez en même année, & qu'il y a ouverture de fief de part & d'autre, pour lequel est dû pleët & cheval de service.

TERRE QUI CHET EN RACHAPT.] Anjou, art. 316. 317.

RACHAPT, & RACHAPTER.] Duché de Bourgogne, art. 102. & suivans. Signifie le retrait lignager, & retirer par droit de lignage.

RACHAPTER DU SEIGNEUR FEUDAL.] Melun, art. 60. Montargis, chap. 1. art. 46. Chasteauneuf, art. 27. Grand Perche, art. 7. 15. 25. 29. 39. 53. 62. 64. 65. 68. 75.

Quand le nouvel acquereur ou vassal accorde au Seigneur feudal pour sa retenue ou profits de fief, & qu'il luy paye le droit de rachapt. *jus à vaxám. ius. ut ab aliis observatur, & à me plenius ad Consuetudinem Biturigum.*

RACHASSEUR DE FORESTS. Qui y rameine le gibier.

* RACHETEUR, ou Recheateur.] Receleur. Voyez *Recheater & Receteur.*

* RACOINTEMENT.] Mons, chap. 30. art. dernier.

C'est la relation, le rapport, ou le Procez verbal des Cerquemaneurs.

RACQUIT DE RENTE.] Mante, art. 50. C'est le rachat d'une rente.

* *Arbres étans pour RADOS des maisons.*] Dans les Coutumes particulières & locales de la Prevosté de Montreüil sur la mer, art. 43. ou *Arbres qui servent de Raddots aux maisons & jardins*, dans la Coutume du Boullenois, art. 109. Selon la Note de la Rochemaillet sur l'article 42. de la Coutume de Montreüil, sont des arbres plantez pour orner & embellir des maisons & des jardins. Selon M. du Cange

on appelle *Radas* tout ce qui met à couvert du vent. Voyez cet Auteur sur le mot *Redorsare*.

RADVEU, RADVOUER.] Lille, des actions, art. 1. * Voyez *l'Aveu emporte l'homme, & être Avoué*, lettre A.

* **RAFOUR.**] Four à Chaux. Au pays de Bresse. Voyez M. Collet sur les Statuts de cette Province, liv. 3. sect. 1. p. 35. col. 1.

* **RAJEMBRE.**] Beaumanoir, chap. 30. page 154. vers la fin. *Il doit punir tous les consentans par longue prison. & rajembre, à sa volonté, selon leurs devoirs.* Rajembre en cet endroit est, ce semble, une amende. V. Raambrer.

RAIN DE FORESTS.] En l'Ordonnance du Roy Charles V. faite l'an 1376. pour le reglement des Forests: Comme aussi nous disons Rain du bois. Qui sont les lieux qui sont près les bois & forests, les lisières: *Ora.* * Voyez l'observation sur le mot suivant.

PAR RAIN ET PAR BASTON.] Au livre de la Somme rurale traitant de l'esclichement du fief, & du bail: *per anulum & virgam vel ferulam, qua signa erant cessionis, traditionis, investitura: ut & vexillum, scipia, hasta, contus, cultellus, gladius: Est consuetudo curie ut regna per gladium, provincie per vexillum à Principe tradantur vel recipiantur, Otho Frisingensis Episcopus, lib. 2. & de gestis Friderici 1. cap. 5. unde METTRE LA MAIN AU BASTON*, cy dessus en la lettre M. Mettre le requerant ou donataire en la chose par Rain & Baston. Lille, art. 80. & en la Somme rurale traitant du fief tenu par moyen. **ET LIVREMENT** de fust & terre. Voyez le mot **FUST**. *Reges Anglia solebant electos Ecclesie presules per virgam p. storalem Ecclesiis investire: Sigebertus in Chronico anni 1067. Imperatores & Reges Francorum dabant Episcopatus, Abbatias & Ecclesiasticam investituram per anulum & per virgam: idem Sigebertus IIII Qua de re Adamus in historia & Iva Carnotensis Episcopus ep. 65. 238. 235. De Papatu per anulum investire, in epistolis Arnulphi Episc. Lexoviensis. Episcopus de Archidiaconatu quemdam per suum anulum investivit. cap. 12. de sententia & re judic. In signum investiture anulus aureus destinatus, cap. 3. de his que fiunt à majori. Pontifex Romanus quemdam de prebenda per anulum investivit, cap. 4. de concessione prebenda. Cancellarius Ecclesia qui & Bibliothecarius dicitur, de eo officio per librum investiri solet. Innocentius in Epistola 365. libri primi Epistolarum. Datur anulus ad investiendum de aliqua dignitate aut hereditate. Bernardus in sermone de Cena Domini. Et mox, *Varia sunt investitura: Investitur canonicus per librum, Abbas per baculum & anulum simul. Investitura fit per donum, sic loquendum in cap. 4. de appellatio. In tertia collectione Decretalium, & in cap. 46. eodem tit. In collectione Gregorii noni. Veteribus etiam fuit usi-**

actum ut à mortuo testatore anuli traderentur heredi: Valerius, lib. 7. cap. ult. Dio, lib. 53. Suetonius in Tiberio cap. 73. Papinianus, in l. cum pater. 77. par. pater pluribus, de legatis 2. Alexander præclusa voce exemptum digito anulum Perdicca tradidit; etsi non voce nuncupatus heres, iudicio tamen electus videbatur, Justinus, lib. 12. Anulus fuit symbolum traditionis: Anulo etiam res obsequabant, nec à veteribus ferebatur ornatus causa. Imperatores hostibus superatis, optimè republica gesta scribas suos anulis aureis in concione donabant: M. Tull. libr. 3. in Verrem. Libertini iura ingenuitatis consequabantur, si jus anulorum aureorum à Principe impetrassent, nec cuiquam olim anulum ferre licebat nisi libero. Macrobius. lib. 7. cap. 13. Digitum sponsus oppignerabat pronubo anulo, Tertullianus. adversus gentes. Sponsus sponsa anulum muneri mittebat, l. 36. digest. de donation. inter virum. Sponsionis causa anulus dabatur, l. 17. par. ult. de præscr. verbis. Anulus dabatur arrha nomine, l. 5. par. item si institutor. digest. de Instito. actio. l. 11. par. ego illud, digest. de actio. empti. Et sponsa subarratur anulo vel monilibus. Capitolinus in Maximino juniore. Cano. Nostrates & cano. Femina 30. quest. 5. cap. 10. de sententia & re iudic. cap. ultim. de despons. impuberum. Qui pronubus anulus non habuit sponsus. i. fundam vel palam. Plutarchus in problema. Debet esse sine lapide, aiunt statuta Romana libr. prim. capite 135. Plura de anulo Isidorus libr. 19. capite 32. Plinius libr. 33. cap. 1. & 3. unde constat his qui legati ad exterarum gentes ituri essent, anulos aureos publicè datos, quibus in publico tantùm utebantur: intra domos autem ferreis: & sponsa anulum ferreum mitti, eumque sine gemma. Castorum fortissimus quisque ferreum anulum ignominiosum id genti, velut vinculum gestat donec se eade hostis absolvat, ait Tacitus. Erat contra Majestatem Senatus si ferreis Prætorius useretur. Plinius Montano, lib. 8. Epistolarum.

Monsieur Cujas sur le titre 2. du second Livre des Fiefs, entend par Rain un annéal: Episcopatus, dit M. Cujas; imo & omnia fenda antiquo more Gallico per annulum & virgam, quod dicebant, par Rain & par baston, RAIN pro annulo. ut hodie Germanis Ring, adiciebant Baculum, unde jactatur hoc vulgo à Gallorum moribus. Le Vassal se peut jouër de son fief jusques à mettre la main au baston.

Mais rain vient plus vray-semblablement de Ramus, qui signifie une branche d'arbre, dont l'on a fait Rainseaux. Le Roman de la Rose ms.

De divers arbres y ot tant.

Que moult en foye encombrez,
Ains qu: les eusse nombrez,
Mais li arbres, ce sachiez furent
Si loin à loin, comme estre durent
Fu li uns de l'autre assis
Plus de cinq toises, ou de six.
Mais li RAIN furent long, & hault;
Et pour le lieu garder de chault
Furent si espès par desseure
Que le soleil en net une heure,
Ne pouvoit à terre descendre,
Ne faire mal à l'erbe tendre: &c.

Et ailleurs,

Cette priere fust renable
Et pour ce la fist Dieux estable,
Car Narcissus par aventure

A la fontaine claire & pure ;
 Un jour qu'il venoit de chasser
 Se vint sous le Pin umbroier,
 Car avoit souffert grant travail
 De courre à mont & à val ,
 Tant qu'il ot soif pour la presse
 Du chaut, & pour la lassesse
 Qui li ot tollue l'alaine ;
 Et quant il vint à la fontaine

Que li Pins de ses R A M I S couvroit ;
 Il se pensa qu'il y beuvroit, &c.

Voyez Galland dans son Traité du Franc-aleu, page 328. de la dernière édition ; Brodeau sur l'art. 51. n. 6. de la Cout. de Paris, & Monsieur du Cange dans son Glossaire sur les mots *investitura per ramum & cespitem*, p. 106.

* *RALONGEMENT DE VILLE.*] Boullenois, art. 172. 173. La Ville icy est une maison des Champs ; & le *Ralongement* est par exemple l'enclos que l'on y joint.

RAMAGE.] Bretagne, art. 298. 306. 322. 323. 325. 326. 330. 331. 482. 541. 593.

C'est le branchage, fourchage, la fouche, la ligne, l'ètre, côté, estoc, la tige, le tronc, le lignage, la promesse, & cognation. Voyez le mot *BRANCHAGE*. *Interdum tamen hæ vocæ in propria significatione accipiuntur, secundum peculiare partes quæ in arbore cognationis distinguuntur.* Quand le ramage défaut, le lignage succede, *ut proverbio jactatur. Ramum aliquem ac lineam successionis à genealogo in stemmate obrinere, Cornutus in Persii satyram tertiam. Multigradus & veluti rami sunt propinquitatis in affinitate & cognatione dispositi: Donatus in Adelpbos, actu 5. scena 8.*

En chaque personne, il y a deux lignes qui se terminent. La ligne paternelle & la ligne maternelle, & chaque ligne en remontant directement de degré en degré se fourche par les femmes, en sorte qu'elle se divise en une multitude de lignes directes. De ces différentes sortes de lignes directes, il sort en différents degrez, des lignes collaterales en descendant, & ces lignes collaterales sont appellées *branchages* ou *ramages*, parce qu'elles sont comme des branches ou des rameaux qui s'écartent de la tige d'un arbre. Le fils a son pere & sa mere ; voila en la personne du fils deux lignes qui se terminent, la ligne paternelle & la maternelle. En remontant plus haut dans la ligne paternelle on trouve l'ayeul. L'ayeul a eu la femme qui est l'ayeule du fils ; en la personne de l'ayeule, la ligne directe paternelle fourche, & ainsi en remontant de degré en degré. Le pere a eu un

frere qui a eu des enfans ; ce frere du pere qui est l'oncle du fils a commencé une ligne collaterale, qui est comme une branche ou rameau qui s'éloigne toujours de la ligne directe en descendant. Il en est de même si l'on feint un frere à l'ayeul, & ainsi en remontant de degré en degré.

L'article 298. de la Coutume de Bretagne cité par M. Ragueau, décide que *promesse*, c'est à dire retrait, est octroyé à tous ceux qui sont du lignage dans le neuvième degré du Ramage dont procede l'heritage, & sera l'heritage réputé du ramage du retrayant, quant aucun de sa famille en a été approprié & fait seigneur irrevocable, bien que le retrayant n'en fût descendu. C'est à dire que le retrait est accordé à tous ceux qui sont du lignage ou du côté dont procede l'heritage dans le neuvième degré du ramage ou de la parenté collaterale &c.

Et

Et lorsqu'on dit qu'ou *ramage défaut*, ligne succède, cela ne signifie autre chose, que quand par exemple la ligne collaterale d'un défunt du côté paternel est épuisée, on défère la succession aux parens de la ligne maternelle, ce qui est décidé nettement par l'article 330. de la Coutume de Paris. Voyez les Observations de M. Hevin sur Fraim, chap. 41. tom. 1. p. 164. 165. &c.

* *RAMASSE'E.*] C'est une certaine quantité de terre au pays de Bresse & de Bugey. Voyez M. Collet, sur les Statuts de cette Province, pag. 73. col. 2. à la fin, part. 2.

RAMENER SA COMPLAINTE A EFFET SUR LE LIEU OÙ A ETE' FAIT LE TROUBLE.] Au Style du Châtelet de Paris & d'autres Cours. & Jurisdictions : *cum actor ad constitutam diem tempus-que venit in rem presentem, ut quasi deductio de fundo fiat ad possessionem revivendam & vindicandam.* Ce qui se fait en vertu de commission de justice, & par ajournement, pour être par le sergent executeur comme par figure, maintenu & gardé en sa possession & saisine sans autre connoissance de cause pour laquelle l'on assigne la partie adverse pardevant le Juge pour être plus amplement maintenu & gardé, & pour dire les causes d'opposition si elle est formée. * Voyez *Complainte*, & Imbert dans sa *Pratique*, liv. 1. chap. 16. n. 4. p. 86.

RAMENER SA DEMANDE A FAIT.] En la Somme rurale, au chap. du cas de proximité, quand le demandeur en retrait lignager fait offre de deniers comptans. * Voyez les Coutumes de la Salle de Lille, titre des matieres d'execution, art. 25. & celle de Ponthieu, art. 164.

PRENDRE A RANCON ET METTRE A FINANCES.] Monstrelet, au 1. volume chap. 47. τὸ λύτρον, οὐκ ἔστιν, *pretium est redempti captivi.*

* *Fossez RAPISSONEZ.*] Mons., chap. 53. n. 6. Sont des fosses où il y a du poisson.

RAPPEL.] En l'Edit du Roy Charles V. de l'an 1358. art. 10. Quand le Roy remet en Office celui qui en avoit été privé.

RAPPEL DE BAN, OU GALERES.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. fait à Cremieu, & de l'an 1539. art. 170. & de Louis XII. de l'an 1499. art. 128. & en la Coutume du Perche, art. 10. de Valenciennes, art. 142. 143. & en l'article 200. de l'Edit de l'an 1579. & ailleurs. Quand le Roy rappelle au pays celui qui en avoit été banni, ou envoyé aux galeres. *Nemo autem potest commeatum vel remeatum dare exuli nisi Imperator ex aliqua causa, l. 4. D. de pœnis.*

RAPPEL, RAPPELLER.] Lepuroux, art. 6. Bourbonnois, art. 311. Berri, tit. 19. art. 35. La Bourr, tit. 12. art. 15.

Quand on appelle expressément à la succession celui qui n'est

pas autrement habile à succéder par la Loy ou Coutume, ou à cause de la renonciation d'héritité faite par contrat de mariage ou autrement.

RAPPELLER PAR BOURSE.] Normandie, chap. 116. C'est retirer l'héritage vendu pour le prix par vertu du lignage.

RAPPORT DE CLERC OU GREFFIER.] Qui a examiné un compte : Hainaut, chap. 68.

RAPPORT ET DENOMBREMENT.] S. Paul, art. 9. Bourbonnois art. 52. Artois, art. 14.

C'est l'avcu & déclaration d'héritages que le vassal ou cottier est tenu bailler à son Seigneur feudal ou censuel. * Voyez Boutillier dans sa Somme, liv. 1. chap. 91. p. 514.

RAPPORT D'ENQUESTE.] Qui se fait au Greffe, & en la Jurisdiction du Juge de la cause par l'Enquesteur ou Commissaire au fait des Enquestes des parties.

RAPPORT ET HYPOTHEQUE D'HERITAGES.] Cambray, tit. 5. art. 14. tit. 11. art. 8. 10. tit. 15. art. 3. & tit. 20. Quand l'on declare en justice à qui l'héritage doit appartenir après le décès, ou pour la seureté de quelque dette: ce que la Coutume de Lille appelle *Hosfigement*.

Dans la Coutume de Cambray, il n'y a point d'hypothèque, à moins que le débiteur en faveur du créancier ne se dessaisisse de l'héritage qu'il luy veut hypothéquer, en mettant la main à la verge ou au baston que tient le Bailly, Mayeur ou autre Officier, ou l'un des gens de

Loy, & que les gens de Loy soient en nombre competent. Voyez la Coutume de Cambray, tit. 5. art. 1. & le Commentaire de M. Pinault des Jaunaux, où il explique nettement cette formalité. Voyez aussi le mot *Nantissement*.

RAPPORT DE JUREZ.] Nivernois, tit. 10. art. 17. Anjou, art. 451.

RAPPORT DE MAIN PLEINE.] Orleans, art. 317. Montargis, chap. 18. art. 2.

Quand le conducteur opposant est receu à faire rapporter par le Sergent les biens sur luy pris par execution, pour en avoir recreance, provision & délivrance en rapportant main pleine d'autres biens suffisans: *Non est rem referre & restituere, vel de ea restituenda cavere, ut Pyrrhus est interpretatus, qui lapsus est in interpretatione Consuetudinis Aurelianensis, & post eum Molinaus, cum non animadverteret in illo art. 317. legendum esse, ET EN AUTRE CAS: ut rectè excusum est Lucretia anno 1547. & Aureliis anno 1570. alia editiones malè excudunt, ET EN CE CAS: Illorum autem errorem non sine rubore refero.*

RAPPORT DE MONTRE ET VEÜE.] Bretagne, art. 768.

RAPPORT DE SERGENT.] Pour tout exploit & relation d'i-

celuy; en l'Edit de François I. de l'an 1539. art. 9. Bourbonnois, art. 159. Poitou, art. 436. Bourdelois, art. 21. Bretagne, art. 123. La Rochelle, art. 11. Reims, art. 219. Ponthieu, art. 159. Estampes, art. 5. Anjou, art. 82. 413. Le Maine, art. 93. 425. Voyez le mot RELATION.

· Ou pour son exploit de disputation de biens meubles : Nivernois, tit. 32. art. 5. ou pour l'exploit ou procez verbal des criées d'heritages saisis : Nivernois, tit. 32. art. 38. & 55. Berri, tit. 9. art. 58. * Voyez *Criées recordées.*

· Ou pour la relation d'un Sergent ou Messier: Hainault, chap. 69.

· Ou pour la relation que le Sergent fait à justice des heritages d'un debiteur aprecez, pour satisfaire au dû ou à la rente. Anjou, art. 491.

· Ou pour l'exploit d'un Sergent contenant perquisition de biens meubles : Bourbonnois, chap. 106. 137.

· Ou pour le rapport d'une information ou enquete. Berri, tit. 9. art. 30. tit. 20. art. 7. 8. & rapport de gens experts. Berri, tit. 11. art. 7.

* *RAPPORT solennel.*] Pardevant les gens de la Loy des lieux & Seigneuries, dont les heritages sont tenus immediatement, mettant la main à la verge ou bâton que tient le Bailly, Mayeur ou autre Officier. Cambray, tit. 5. art. 1. C'est la dessaisine ou le devest qui est fait par le possesseur & propriétaire d'un immeuble, à l'effet qu'un autre qui l'a acquis de luy en soit vestu & saisi. Voyez M. Pinault des Jaunaux sur cet article, p. 153. où il explique tres-bien la matiere des Rapports, des vests & devests, des saisines & dessaisines.

RAPPORT ET RAPPORTER.] Berri, tit. 19. art. 35. 42.

Cum filius vel filia dotem aut res donatas conferunt coheredibus in hereditate patris vel matris. * Voyez le mot *Celle.*

RAPPORTER LES CRIÉES.] S. Jean d'Angeli, art. 118. * Voyez *Criées recordées.*

RAPPORTER SON FIEF EN LA MAIN DE SON SEIGNEUR.] Au livre de la Somme rurale, traitant de l'esclichement du fief & du bail.

RAPPORTER LA MAIN PLEINE.] Du debt ou de la valeur des fruits empêchez & arrêtez. Orleans, art. 351. Montargis, chap. 20. art. 7. *In quo hac verba DU DEBT, desiderantur.* * Voyez *Rapport de main pleine.*

RAPPORTER, ET RAPPORTEUR D'UN PROCEZ.] En l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1446. art. 12. de Charles VIII. de l'an 1493. art. 11. de Charles IX. de l'an 1560. art. 62. & de l'an 1563. art. 30. 31. & ailleurs. Quand l'un des Conseillers en fait rapport & recit en la Chambre pour être jugé. Le Rapporteur c'est le Presi-

dent, Conseiller, ou Juge, qui fait rapport d'un procez en la Chambre, qui luy avoit été distribué pour le voir & visiter, afin qu'il en soit fait jugement. *Symmachus prefectus urbis libr. 1. epistolar. summam quarundam litium proponit Imperatoribus, & relationi sua gesta & supplementa utriusque partis subjicit: Quales etiam Plinii Junioris relationes ad Trajanum, cum hesitant in jure Litigatorum ne responsum ferant. Vide tit. 61. lib. 7. Codicis, & Justiniani Nov. 125.*

RAPPORTEURS DE CHANCELLERIE.] En l'Ordonnance du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 137. & de l'an 1512. art. 61.

Sunt Referendarii qui recitant principi supplicum desideria. Qui rapportent en Chancellerie de Parlement pardevant les Maîtres des Requestes qui y président, & déclarent les difficultez qui se trouvent es lettres que l'on veut obtenir.

* **RAPPROPRIER à sa table.]** Boulenois, art. 53. C'est unir ou réunir à sa table.

* à **RAPT de temps.]** Dans les Coutumes de la Ville de Lille, ch. 13. des Purges & Decrets, art. 167. *Pro rata temporis.*

RAVESTISSEMENT D'HERITAGE.] Cambray, tit. 5. art. 12. [**RAVESTISSEMENT ENTRE DEUX CONJOINTS.]** Cambray, tit. 7. art. 9. 19. & au tit. 9. tit. 20. art. 5. Valenciennes, art. 77. 82. 102. [**RAVESTISSEMENT DE SANG.]** Cambray, tit. 8. art. 14. & au tit. 10. & en la Coutume locale de Seclin sous Lille en Flandres: en laquelle aussi nous lisons Ravevestir l'un l'autre, & en celle de la Bassée. [**ENTRAVESTISSEMENT DE SANG.]** En la Coutume de Bethune.

Le *Ravestissement* est une donation mutuelle passée pardevant loy. Par la Coutume de Cambray & les Coutumes voisines, les conjoints ne se peuvent donner mutuellement que par *vest* & *devest*, *saisine*, & *dessaisine*, c'est à dire chacun se dessaisissant en faveur de l'autre, & chacun se faisant vestir & ensaisiner par les hommes de Loy de ce qui luy est donné, ce qu'on appelle *devoirs de Loy*. Mais quoy que l'effet de ces devoirs soit de dessaisir celui qui aliene, & de saisir ou ensaisiner celui qui acquiert: Cependant *Ravestissement passé pardevant loy* requiert que le survivant de deux conjoints soit par Loy remis es biens dont le *ravestissement* est fait en dedans

l'an, après le trépas du premier decedant quant aux heritages, & on dedans 40. jours quant aux meubles, après le trépas du premier decedant être venu à sa connoissance. Cambray, tit. 9. art. 5. Voyez Bouteiller dans sa Somme, page 835.

Le *ravestissement de sang* est un droit par lequel le survivant des conjoints jouit en usufruit de la moitié des heritages cotiers ou mainfermes de ses enfans. Ce droit n'a lieu seulement qu'en *premier & noble mariage*, & ne dure que tant que les enfans qui en sont venus sont vivans. Cambray, tit. 10. Voyez le Commentaire de M. des Jaunaux en cet endroit.

* **RASTELEER esteele d'autruy.]** Hainault, chap. 53. Glaner.

* **RAVOIRER.**] Orleans, art. 74. C'est saisir feudalement le fief d'un vassal, & en faire les fruits siens. L'ancienne Coutume d'Orleans, art. 8. *Quand les offres sont dûment faites par le vassal à son Seigneur de fief, il est réputé avoir fait son devoir, & ne le peut ledit Seigneur après RAVOIRER ne faire les fruits siens.* Voyez M. de la Lande sur l'art. 74.

* *Mettre lins & chanvres* **RAUVVIR.**] Dans la Coutume de Mons, chap. 53. n. 6. c'est à dire *Rouir*.

* **RAYE.**] Voyez *Roye*.

* **RAYONNER.**] Voyez *Reihlage*, & la Note sur ce mot.

* **RAZ.**] C'est au pays de Bresse une mesure qui est la même que le *Biche*: anciennement on l'appelloit *biche-raz*, & par la suite des temps on l'a appelé *raz* seulement. Voyez M. Collet sur les Statuts de Bugey, p. 70.

* *Acaptes & REACAPTES ou arrieres acaptes.*] Selon la Rocheflavin chap. 12. des Droits Seigneuriaux, les *acaptes* au pays de Languedoc & de Guyenne sont de certains droits dûs au Seigneur foncier & direct par le changement de l'emphyteote, soit que le changement soit arrivé par mort, mariage, vente &c. & les *reacpates* ou *arrieres-acaptes* sont des droits dûs par les emphyteotes à la mutation des Seigneurs, soit par mort, mariage, ou autrement. Voyez M. Graverol en cet endroit. Monsieur Galland a fait l'observation qui suit sur ce mot.

L'Établissement de la Ville de Montauban de l'an 1144. *Cens:is & usus tales sunt. De unoquoque Casali &c. duodecim denarios de acapte & omni anno à martio servitium 12. denariorum & reacapte quando evenient 12. denariorum.*

Au livre 4. des Mémoires de Languedoc A... V. comte de Narbonne l'an 1227. bailla en fief aux Juifs, des maisons en la Ville de Narbonne à 10. sols Narbonnois tous les ans, pour raison de quoy fut payé d'*Accaptes* mil sols malgorez.

Ce droit est ancien dans la Province de Poitou. J'ay appris ce que j'en tiens du Chartulaire du Monastere de Nantemil, lequel m'a été prêté par Monsieur l'Evêque de Poitiers.

Il étoit dû aux Seigneurs feudaux par les Vassaux, aux mutations de possesseurs ou de Seigneurs, par mort ou autrement,

selon les conventions; quelquefois aux mutations de part & d'autre; quelques fois à cell.s des Seigneurs ou du Vassal seul; & quand quelque terre en étoit chargée, le dénombrement en faisoit mention.

Mutation des deux an. 1390. In feodum cum denariis moneta currentis de accaptamento seu placito in qualibet mutatione an. 1447. *Ad homagium ligium cum quindecim denariis* de achaptamento in qualibet mutatione domini & hominis hinc & inde persolvendis. an. 1420. In qualibet mutatione domini, vel vassali an 1474. *In mutatione domini vel hominis.*

Mutation de Seigneur. Hommage de Ruffec de l'an 1405. *Homagium planum cum quinque solidis achaptamenti in mutatione domini persolvendis* an. 1322. 1399. &c.

Mutation de Vassal. an. 1418. *Ad achaptamentum quarundam chirothecarum albarum de precio sex denariorum in mutatione feudatarii.*

Décharge du droit. Hommage de Rufsec de l'an 1405. *Homagium ligium quod nobis debebat Joannes de Livra sine aliquo achaptamento.*

Autre de l'an 1396.

An. 1406. *sine ullo placito sine de-*

nario, alias, sans nul devoir.

Ce droit n'étoit pas uniforme, ni toujours en argent; il étoit plus haut ou moindre, en argent ou autres espèces, selon les conventions. L'an 1303 Hommage plein de vin, gands blancs, d'achaptement à mouvance de Seigneur. (M. GALIAND.) * Voyez *Plait de Mortemain.*

REALISER UN CONTRAT.] Amiens, art. 137. Peronne, art. 72. 259. & au Stile de Liege, chap. 19. art. 12. Realiser un partage. Cambray, tit. de partage. Quand l'on reconnoit le contrat pardevant le Seigneur dont l'heritage est tenu, ou pardevant les Officiers de sa Justice, afin d'acquérir droit réel & hypoteque, & pour être nanti.

RENTE REALISE'E ET NANTIE.] Peronne, art. 270. [**ACQUESTS REALISEZ.**] En l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 31. * Voyez *Nantissement.*

REBLANDIR ET RETIRER SON AVEU ET DENOMBREMENT DE SON SEIGNEUR.] Montfort, art. 7. Mante, art. 15. Reims, art. 108. Quand le vassal retourne vers le Seigneur feudab pour sçavoir s'il veut débattre l'aveu & dénombrement.

REBLANDIR LE BESTAIL.] Qui a été pris en dommage par le Seigneur. Poitou, art. 75. 78.

REBLANDIR LE SEIGNEUR FEUDAL OU JUSTICIER.] Tours, art. 18. 22. 25. Lodunois, chap. 1. art. 14. 16. 21. 24. Dourdan, art. 17.

REBLANDISSEMENT.] Tours, art. 22. 30. 31. Lodunois, chap. 1. art. 26. 27.

Quand le vassal ou sujet vient pardevers son Seigneur ou à son Sénéchal ou Bailly, pour sçavoir la cause de la faicte. Tours, art. 28. Lodunois, chap. 1. art. 24. ou du blâme de son aveu & dénombrement: *Est blandè dominum adoriri.* * Voyez les Preuves de l'Histoire de Montmorency, p. 144. lig. 35.

* *Biner, REBINER, & recurer des vignes.*] Nivernois, chap. 13. art. 5. *Biner*, c'est proprement faire le second labour pour faire mourir les herbes avant qu'elles soient en graine: ce qui se fait avant la Feste de la Magdelaine. *Rebiner* ou *tiercer*, c'est faire le troisième labour encore pour faire mourir les herbes, afin qu'elles ne suffoquent pas le fruit; & *recurer* c'est labourer les vignes après les vendanges, en tournant la terre, & mettant la superficie avec les feuilles tombées au pied des ceps. Voyez *Coquille.*

REBRICHE, MOTIF OU ADVERTISSEMENT.] Au Style du Chastelet de Paris, quand il est traité d'écrire en la cause. Rebricher une enqueste, en l'ancienne Coutume de la Baillie de Bourges non imprimée, art. 40. * Voyez

* **REBRICHER une Enqueste.**] C'est la repeter. Voyez au mot *recoler*, & le Chapitre 40. des anciennes Coutumes de Bourges & Pays de Berry entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere, page 265. Voyez

* **REBRICHES.**] Beaumanoir explique ainsi ce mot dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 6. des demandes, page 39. ligne 26. *Si les parties ont à prouver plusieurs articles l'uns contre l'autre, il puent baillier en escript che que il entendent à prouver, et tiex ecrypts appelle-t-en Rebriches &c.*

LA RECELE'E OU LE RECELE'.] Montargis, chap. 2. art. 44. 47.

Pour laquelle le nouveau acquereur doit au Seigneur censuel soixante sols, s'il ne luy a dénoncé dans huit jours son acquisition.

LETTRES DE RECEPISSE'.] Bourbonnois, art. 383. Artois, art. 15. 52. Boulenois, art. 52. S. Omer, art. 10. Amiens, art. 19. 24. Monstreuil, art. 10. Peronne, art. 63. Lille, tit. 1. art. 42.

Par lesquelles le Seigneur feudal ou censuel confesse avoir reçu le dénombrement de son vassal, ou reconnoissance & declaration du tenant cottier qui doit cens ou rente. C'est la quittance que le Seigneur feudal baille à son vassal du dénombrement qu'il luy a fourni: ou à son tenancier cottier de la declaration de ses terres rentieres & cottieres. Et en l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1560. art. 91. C'est la connoissance par écrit que les Sergens sont tenus bailler des pieces qui sont mises en leurs mains. Et en la Coutume de Bretagne art. 102. c'est l'écrit & certification que les Procureurs sont tenus bailler aux parties de la charge, lettres, pieces & argent qui leur sont baillez. Et au Stile de Liege, chap. 2. art. 11. chap. 11. art. 8. la décharge que la partie baille au Greffier de ses titres & documens, ou au contraire.

* **RECEPTE.**] Voyez *Recoites*.

* **RECETEUR.**] C'est celui qui reçoit la chose volée. Un receleur. Beaumanoir, chap. 69. pag. 350. *Aussint est coupables chil qui recete à essient le larrecin comme chil qui l'emble, car si li receteur n'étoient, il ne seroit pas tant de malfacteurs.*

RECEVEUR GENERAL OU PARTICULIER.] *Susceptor, Alias Questor ararii, qui pecunia praeft, qui inquirenda & conservanda pecunia causa creatus.* Ce qui convient mieux aux Generaux & aux In-

tendans des finances, qu'aux Receveurs, qui n'ordonnent pas : *De Tribunis ararii & Praefecto ararii qui in urbe rerum fiscalium iudex fuit civilis & de procuratore fisci in provinciis loci praestant.* Il y a des Receveurs des Tailles & Aydes ; & des Receveurs du TAILLON, pour la solde de la gendarmerie, *ut Augustus constituit ararium militare, Dio lib. 55. Suetonius, cap. 49.* Receveurs generaux en chaque Generalité. Receveur des boëtes au fait des monnoyes, du domaine, des bois, des amendes, des restes.

FINS DE NON RECEVOIR.] *Cum quis à limine iudicii expellitur, l. ult. vel cum quis interim à petitione repellitur. Cod. Sententiam rescindi, ut puta cum actio denegatur, vel appellatio non recipitur, Alia est exceptio peremptoria. Plerumque ante iudicium de constituendo ipso iudicio solet esse contentio. Ante iudicium tractatur de constituendis actionibus, accipiendis, subeundisque iudiciis, cum sit ne actio illi qui agit, aut jamne sit, aut num jam esse deserit, aut illane lege, bisve verbis sit actio, quaritur, Cicero in Partitio. oratoriis.*

* **RECHAITER.**] Receler. L'ancienne traduction des Institutes : *Cil qui rechaite cose emblée & la toillent sont coupables de larrechin.* &c. Voyez *Recoiter.*

RECLAIN.] Qui est plainte faite en jugement lors que le debiteur obligé sous Soel Royal rompt sa promesse, & doit amende au Roy en la Chastellenie de Montereau ressort de Meaux, & en la Chastellenie de Colummiers en Brie, & à Amiens, art. 223. auquel lieu le creancier est dit se retraire à la justice du Roy, ou du Seigneur.

* Voyez *Erame & Latte.*

RECLAIN.] Clermont, art. 4. Vallois, art. 7. * Voyez *Erame.*

RECLAIN.] Normandie, chap. 22. c'est la demande & poursuite qui se fait en justice. *Libellus reclamationis in cap. 1. de libelli Oblatione, id est, conventionis, petitionis, postulationis.*

RECLAIN D'ARREST.] Au chap. 18. du Stile de Liege à la fin.

LA RECLAME.] En l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 138. Quand le détenteur d'heritage censuel le dit être sien.

RECLAMER.] Normandie, chap. 24. 26. & ailleurs. Cambray, tit. 25. art. 41.

C'est demander & poursuivre.

RECLAMER QU'APPELLER.] Lille, art. 44.

SE RECLAMER DE COUR INFERIEURE EN COUR SUZERAINNE.] Anjou, art. 81. ou se CLAMER. Le Maine, art. 92. Voyez le mot CLAMER.

RECLAMER DROIT PAR PROXIMITE.] Froissart, liv. 1. chap. 63.

RECLAMER

RECLAMER L'ESPAVE.] Chaumont, art. 93. Meaux, art. 204. Cambrai, tit. 24. art. 2.

RECLAMER SON HOMME OU FEMME DE CORPS.] Vitry, art. 145. Chalons, art. 18.

Quand le Seigneur fait poursuite de ses gens de servile condition qui sont allez demeurer hors la province ou terre dont ils sont hommes sans congé de leur Seigneur. RECLAMATION du Seigneur. Montargis, ch. 7. art. 1. Quand il poursuit les hommes de serve condition. Voyez le mot SUITE & POURSUITE.

BESTES NON RECLAME'ES.] Troyes, art. 118.

Qui ne sont demandées, *que dominum non habent* : tels sont les espaves.

HERITAGES NON RECLAMEZ.] Vitry, art. 3. 16.

PASSER RECOGNOISSANCE.] Nouveau titre, & de-claracion d'hypothèque, de cens, rente, & autres devoirs annuels à son Seigneur: *Cum possessor profietur pradium suum obnoxium esse prestationibus quibusdam, sed & Antapochâ creditor probat sibi reditus aut pensiones solutas fuisse, ut prescriptionem temporis summoveat.* * Voyez Reconnoissance.

* RECOGNOISSANT.] Voyez Reconnoissant.

* RECOITER.] Receler. Beaumanoir, chap. 31. p. 265. *Chil qui recoite la chose emblée à escient, & fait qu'elle fut emblée & par quel consentement, & chil qui partit à le chose emblée tout ne fut-il pas an larrecin fere, tuis chil sont coupables du fet. &c.* Voyez Rechaiter.

* RECOITES. Receptes.] Beaumanoir, ch. 30. p. 156. lig. 18.

RECOLEMENT.] En l'Ordonnance du Roy François I. de l'an 1514. & de l'an 1539. art. 144. & de Charles VIII. de l'an 1493. art. 104. de Louïs XII. de l'an 1499. art. III. Bayonne, tit. 26. art. 22.

RECOLER L'INFORMATION.] La Marche, art. 44. Quand on répete les témoins, & qu'on leur relit leurs dépositions : Ce qui se fait ordinairement, selon les Ordonnances du Roy en matiere criminelle, par le Juge avant la confrontation des témoins à l'accusé. Et quelquesfois aussi en matiere civile on répete les témoignages, même après publication d'enquete sur certains points d'icelle, sur lesquels les témoins n'auroient suffisamment été examinez, *Ea diligentia & fide qua oportuit, cap. 53. de testibus vel in casu, cap. 48. eod. & l. ult. Cod. eodem. Vel si adeo obscura sint dubia aut confusa testimonia, ut judex statuere non possit quid sit pronuntiandum : puta de modo aut finibus agri, de loco cadis vel latrocinii* : quand avec connoissance de cause il est ordonné par le Juge de son office : Et si la partie le requeroit, la requeste seroit suspecte. *Recalere est repeterere, renovare,*

Ciceroni, Virgilio, Tacito, Ulpiano, in l. II. par. I. de injuriis: quod Theophilus dixit Kvën in par. ult. Instit. eodem.

RECOLER LES TÈMOINS.] Auvergne, chap. 9. art. 4. & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1514. & de l'an 1539. art. 149. 153. 165. Bayonne, tit. 26. art. 21.

Lorsqu'en matiere criminelle la déposition des témoins a été receuë par le Juge, il les *recole* pour sçavoir s'ils y persistent, & s'ils n'ont rien à augmenter ou à y diminuer. Et lorsque les témoins n'ont pas été entendus par le Juge, mais par exemple, par un Curé, qui après avoir publié Monitoire, a receu leurs revelations, le Juge les repete. Voyez M. Pierre Ayrault, livre 3. de l'ordre Judiciaire, n. 43. à la fin, page 451. de l'édition de 1610.

* **RECONNOISSANCE** ou *reprise de fief.*] Voyez *Reprise.*

* **RECONNOISSANT.**] Suivant l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 92. à la fin, le Reconnoissant est une enqueste d'établissement, qui est faite de toutes les matieres contenues aux brefs de nouvelle dessaisine, de mort d'anceffeur, d'escaète, de mariage encombré, de douaire, de presentement d'Eglise, de fief & de gage, de fief & de ferme, d'establie, de surdemande, de fief lay & d'aumône, de lignage nié, & d'heritage.

Les formalitez qui devoient être observées en cete enqueste sont expliquées au long dans le chap. 93. & les suivans de cette Coutume, auxquels le Lecteur aura, s'il luy plaist, recours.

Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *Recognitio*, rapporte les autoritez suivantes.

Vetus inquesta in regesto Phil. Aug. habebat & Dominus Vernonis, omnia alia placita, & justitias excepto placito ensis & exceptis recognitionibus.

Charta communia Rotomagensis an. 1207. Et habeant etiam placita de hereditatibus, & casallis suis, & conventionibus factis Rotomagi, & infra banleugam, salvo curiis dominorum qui ibi terras habuerint: qui domini habent curias hominum suorum, in villis tenendas usque ad recognitionem.

Recognitio dans ces deux Chartres ne signifie pas *reconnoissance d'écriture*, comme l'a crû cet illustre Auteur; mais il signifie enqueste d'établissement, comme il paroist par le chapitre de l'ancienne Coutume de Normandie, qu'on a cité cy-dessus, & l'Ordonnance suivante de l'Echiquier. (Les Barons, & autres Justiciers de Normandie qui tiennent par Baronie &c.) *ont le pleēt de leurs hommes de chastel & de rente congnuës devant eux pour faire payer, enteriner, sans ce qu'ils en puissent connoître par enqueste.* Voyez l'ancienne Coutume de Normandie François fol. 108. de l'édition de 1552.

RECONVENTION N'A POINT DE LIEU EN COUR LAYE.] Paris, art. 106. Cambray, des actions, art. 52. Calais, art. 223. Lille, au titre des actions, art. 18. *Mutua est actio vel petitio, qua jure probatur, ut compensatio locum habeat ejus quod invicem debetur, l. 1. par. ult. Quae sententia, l. 6. Cod. de compens. At nostris non probatur, quia & compensatio non recipitur sine rescripto Principis, & est quasi mutua petitio, l. 1. Cod. Rerum amot. Propriè non est petitio, quia fit ipso jure, vel per exceptionem doli inducitur.*

RECORD.] Hainaut, chap. 55. 97. Mons, chap. 42. 43. Peronne, art. 13. 78. Tours, art. 369. Lodunois, chap. 15. art. 40. chap. 16. art. 1. Anjou, art. 413. Le Maine, art. 181. 423. Poitou, art. 84. 327. 395. Bretagne, art. 269. Bâr, art. 219. Et en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 56. de François I. de l'an 1539. art. 9. de Charles IX. de l'an 1560. art. 90. 92. 93. & de l'an 1566. art. 32.

C'est un témoin *qui rei acta meminist.*

RECORD.] Est racontement de chose qui a été faite. Normandie, chap. 101. **RECORD, RECORDER.** C'est recit, reciter & témoigner en Cour ce qui a été fait. Normandie, chap. 4. 9. 24. 40. 55. 60. 101. 121. & au Scyle de Liege, chap. 2. art. 8. chap. 18. & ailleurs : & au livre des tenures. Nos anciens usoient de témoignage plus que de registres, lettres ou contrats, même pour la preuve des choses qui s'étoient faites, dites, passées ou ordonnées en Justice sur le different des parties, d'autant qu'un temps a été en France que peu de gens sçavoient lire & écrire. *Sic litis contestatio nomen habet à testibus presentibus : utraque pars dicebat, Testes estote, & postquam res in judicium ducta erat, Judex testes poscebat.*

RECORD D'EXPLOITS.] Hainaut, chap. 55. 56. 72. d'hommes & de Mariaules : Hainaut, ch. 53. * Voyez Recorder, cy-après.

RECORD D'HOMMES.] Hainaut, chap. 61. 68. 77. 94. **RECORD** de Juges vivants. **RECORD** de loy. Cambray, tit. 5. art. 5. 8. **RECORD** de la Cour au second livre de l'usage de Paris & d'Orleans. *Cum in testimonium vocamus eos qui negotio vel re gesta adfuerunt, aut cum ex actis fides fit Judici.* * Voyez Recorder.

* **Loy faite par RECORD.**] Dans l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 122. C'étoit une enquête qui se faisoit pour prouver ce qui avoit été décidé en jugement. *Recordatio*, dit l'Auteur de l'ancienne Coutume de Normandie latine, *in laicali Curia dicebatur quedam lex à Principibus instituta & à subditis generaliter observata : recitans per expressum testimonium recordatorum ea qua placitando in Curia dicta fuerant, vel qua pronuntiata fuerant, ut servarentur; quedam enim fiebant in Curia placitando, quedam pronuntiando.* Placitando fiebant que-

cumque occasione mota querela deducebantur. Pronuntiando autem fiebant venditiones, attornationes & hujusmodi quæ fiebant in Curia, ut ejus recordationis retinerent fulsimentum. Recordatores autem dicebantur omnes persona in Curia assistentes, per quas Curia recordatio valebat celebrari, ut Princeps Normanie, Archiepiscopi, & omnes persona Dignitatem seu Personatum habentes in Ecclesia Cathedrali &c. L'Auteur de la Glose sur ce chapitre, dit qu'on usoit anciennement de cette loy plus communément qu'on ne faisoit de son temps, où l'on se servoit d'écritures pour éviter la longueur & contention qui naissoient souventesfois de tels records. Il y en avoit de différentes sortes; sçavoir les records de Cour de Roy, d'Eschiquier, d'Assise, de Bataille, de Veüe, & de Panage, qui sont expliquez par la Glose sur le même chapitre, & dont il est traité dans les chapitres 102. 103. 104. 105. 106. & 107. Voyez Terrien, livre 9. chap. 32.

* *RECORD de mariage.*] Normandie, chap. 386. 387. C'étoit le témoignage des proches parents qui avoient été presents aux mariages, & qui certifioient les conventions matrimoniales. Anciennement tous les contrats n'étoient pas rédigez par écrit, & souvent les dotüaires étoient assignez verbalement aux femmes aux portes des montiers ou des Eglises. Comme il se void dans les Commentaires d'*Hostiensis*, & dans ceux de *Bracton* & de *Fleta*. Ces anciens usages qui étoient une suite nécessaire de l'ignorance des bas siècles, est à present abolie. Voyez *Basnage* sur cet endroit, & le mot *Dotüaire*.

RECORDER L'ADJOUR.] Valenciennes, art. 41. RECORD, art. dernier.

RECORDER LES EXPLOITS.] Hainaut, ch. 56. 58. .

RECORDER SES EXPLOITS ET DEVOIRS DE PRESENTATION.] Hainaut, ch. 62. Bretagne, art. 315. & és Ordonnances du Duc de *Buillon*, art. 93. & suivans: *Ubi etiam hæc conjunguntur.* RECORDS & TEMOINS. EXPLOIT RECORDER en l'art. 71. de l'Edit de l'an 1539. Qui a été fait par le Sergent en presence de témoins à ce appellez.

* *RECORDER les devoirs de loy.*] *Cambray*, tit. 5. art. 9. Les devoirs de loy, sont les solennitez requises pour transferer la propriété d'un fonds ou pour constituer dessus une hypothèque: ce sont les vests, devests, saisines, dessaisines, adheritances & desheritances, ou les rapports solennels des heritages pardevant les gens de la Loy des lieux & Seigneuries dont les heritages sont tenus immédiatement, en mettant la main à la verge ou bâton que tient le Bailly ou Mayeur. Voyez les articles 1. & 2. du titre 5. de la Coutume de *Cambray*.

Les devoirs de Loy selon l'article 5. du même titre, se doivent

prouver de deux manieres , ou par lettres en formes , ou par le *record des Juges vivans.*

Les lettres en formes sont les chartes parties, ou les doubles authentiques des contrats que l'on met dans une chambre de l'Hôtel de Ville destinée à cet effet, & que l'on appelle *ferme*; ce qui se pratique ainsi parce que dans le pays de Cambresis il n'y a point de Gardénottes publics en titre d'office. Voyez *Charte partie*. S'il n'y a pas de lettre en forme, il en faut venir à la preuve par témoins, à laquelle on n'admet pas toutes sortes de personnes, mais seulement ceux qui ont été presens à la solemnité en qualité de Juges.

Selon l'article 9. du même titre, *un Bailly, Prevost, Mayeur ou Lieutenant étant accoutumé d'être presens, un homme de fief ou Eschevin peut recorder seul en dedans l'an des devoirs de loy passez pardevant luy, tant pour luy que ses compagnons decedez ou expatriez, en dénommant sesdits compagnons ou aucun d'iceux, & après l'an sur registre ou embrevure signée de sesdits compagnons: mais un record de deux ou de plusieurs d'iceux, se peut faire en tout temps & sans embrevure.*

Et selon l'article 7. *Témoins particuliers ne peuvent déposer d'œuvre ou devoirs de loy, si ce n'est en cas de violation de ferme, & de la mort de tous les hommes de fief ou Eschevins y ayant été presens.*

* *Criées RECORDEES.*] Normandie, art. 558. C'est à dire rapportées ou reconnuës au plaids par le Sergent qui les a faites. Par un Eschiquier de l'an 1383. il fut ordonné que *les Sergens viendroient recorder leurs Exploits aux prochains Sieges & Auditoires suivans de leurs exploits, sur peine d'amende.* C'est de cet Eschiquier que la disposition de l'article 558. touchant le rapport des criées a été pris. Par Arrest du 20. Juillet 1624. il fut jugé sur la remontrance faite par le Procureur general du Roy, que *tous records & reconnoissances qui se feroient par les Sergens ou les Huissiers de leurs exploits de saisies, criées & diligences de decrets, seroient par eux signez; & il fut enjoint aux Juges Royaux & Subalternes de les faire signer au bas de chacun desdits exploits de saisies & criées, qu'ils reconnoitroient & attesteroient veritables, avant que de proceder à la certification d'icelles à peine de nullité, & de répondre en leurs propres & privez noms de tous dépens, dommages & interests, & aux Greffiers de chacun Siege d'en faire mention aux Actes des records qu'ils délivreroient à part & separément suivant la coutume.* Mais au rapport de Basnage ce Reglement n'a pas été suivi. Voyez Berault & Basnage sur cet article.

RECORDEURS.] Normandie, chap. 107. 108. 123. *Sunt testes qui rei acta adfuerunt, & meminerunt rei gesta.* Et par un Arrest donné à la Pentecôte 1273. celui qui s'étoit soumis aux records pour

prouver sa demande, n'est receu à la prouver par témoins, quoy que le records luy eût défailli.

* *Mettre des maisons & heritages à rente par RECOURS.*] Mons, chap. 12. C'est ce semble les donner à rente au plus offrant, ce qui paroist par ces mots de l'article 9. du même chapitre. *L'heure du recours sera le Dimanche à l'issue de la Messe Parochiale és lieux où l'on a accoutumé les recours passer par chandelle allumée, &c. V. Chandelle & Debours.* Il semble que les encheres ont été ainsi appellées, parce que ceux qui encherissent *recourent*, pour ainsi parler, la chose les uns sur les autres. Voyez *Requeure*.

RECOUSSE ou ESCOUSSE.] Duché de Bourgogne, art. 7. Comté, art. 58. Hainaut, chap. 69. Tours, art. 204. Lodunois, chap. 19. art. 3. Vallançay, art. 9. Moulins en Berry, art. 3. Bretagne, art. 229. 649. ESCOUSSE: Bretagne, art. 407.

Quand les bestes ou gages pris par Officiers, Sergens, messiers, forestiers, ou par le Seigneur de l'heritage, ou son commis & député, leur sont ôtez par ceux qu'ils avoient dégagé, les ayant trouvez en dommage, ou qu'ils auroient executé: dont aussi est fait mention en la Coutume de Mons, chap. 50. de Montargis, chap. 4. art. 10. d'Orleans, art. 152. *Hi litem manu agunt, nec volunt sua per judicem reposcere.* Ou quand le debiteur executé & discuté vient dans les huit jours pour avoir ses meubles, qui auroient été vendus publiquement à la requeste de son creancier. Anjou, art. 490. Le Maine, art. 494. Aussi cette diction se prend pour le retrait lignager. S. Jean d'Angeli, art. 43. & pour le retrait conventionnel. Bretagne, art. 56.

RECOUSSE D'UN MALFAICTEUR PRISONNIER.] Poitou, art. 15.

POURSUITE ET RECOUSSE.] Amiens, art. 240.

RECOUSSE PAR GRACE.] Tours, art. 185. R A V O I R & R E C O U S S E: Lodunois, chap. 15. art. 28. Le Maine, art. 372. 373. Anjou, art. 91. Auquel lieu l'impression de Paris de l'an 1567. a laissé ce mot, & faut lire FAIRE LADITE RECOUSSE, comme en la Coutume du Maine, art. 104.

Quand il est traité de la faculté & grace de pouvoir racheter un heritage vendu. Anjou, art. 126. 290. 291. 358. 362. 363. 456. 477. Le Maine, art. 136. 306. 308. 368. 403. 464. 483. Chasteauneuf, art. 24. 48. 83. Chartres, art. 18. 20. 22. 46. 74. 76. ausquels lieux cette grace s'appelle aussi faculté de recourir & remercé.

RENTE RECOUSSE ET AMORTIE.] Anjou, art. 356. 358. Le Maine, art. 368. C H O S E R E C O U S S E. Lodunois, chap. 15. article 42. & en ladite Coutume de Chartres & de Dreux la rente à

recouffe est differente de la rente perpetuelle & à toujours.

* Rente à RECOUSSE, ou rente RESCOUABLE.] Chasteau-neuf, art. 48. C'est une rente rachetable.

RECREANCE.] Lille, art. 149. Hainaut, chap. 58. 63. La Marche, art. 42. & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 70. 74. 75. de Charles VIII. de l'an 1493. art. 58. de Louis XII. de l'an 1499. art. 83. 84. 85. de François I. de l'an 1539. art. 46. 59. 62. Acs, tit. 16. art. 1. La Bourr, tit. 16. art. 5. Sölle, titre 30. art. 5. Bretagne, art. 165. & au Stile des Cours. Ou RECREANCE en la dernière Coutume de Lille, au titre des matieres possessoires.

Cum agitur de interdicto retinenda possessionis, laquelle doit être adjugée pendant le procez à celui qui a le plus clair & évident droit. En matiere & procez possessoire & pendant iceluy, le Juge adjuge par provision la recreance & possession de la chose contentieuse à celui des litigants qui aura fait apparoir qu'il a joluy la dernière année, & des derniers actes & exploits de sa possession & fairsins: Ivo Episcopus Carnotensis Epist. 197. dixit Retreditam redemptionem. Lis est vindiciarum que à pleno possessoria differt & à sequestratione: vindicias possessionem appellamus, & rem de qua controversa est, ab eo quod vindicatur, Festus. Cum possessio rei controversa alicui tribuitur à Pratore usque ad finem iudicii, & quoadiu incertum est quis debeat esse possessor: & ideo qui rem tenet, satisfacit adversario suo nihil se in possessione deturius facturum de qua iurgium est, Aconius in Verrinam 3. Hec possessio est fiduciaria sine custodia. Voyez ADPLEGEMENT. Possidendi datur vindicia: item momentaria possessio, ei qui vi dejectus est, aut alio modo: namque possessio turbata in primis reformanda est, quam quis iniqùe aut vi occupavit, & momenti jure salva proprietatis causa res occupata per violentiam aut alio modo, reddenda est intra annum ei qui nec vi, nec clam, nec procaris ab adversario possidebat. Hoc interdictum est momenti, responn. Momenti vel statas reformatio, temperata possessionis status integratio; ut appellatur à Symmacho, Epistol. lib. 1. Epist. 68. & lib. 10. Epist. 41. 46. Celeris reformatio à nostris. Celeris redhibitio, l. 4. Cod. Theod. Unde vi. Celeris executio, l. 1. eodem Cod. de inquilinis. Vide l. 5. eodem Cod. de denunciatione, l. 1. eodem Cod. Utrum vi. l. 14. eod. Justinian. de Agriculis. Alia est quest. de jure possessionis, en laquelle se baille sentence de garde & maintenuë. Alia proprietatis questio, principalis causa, questio dominii, qua secunda actio secundaria, l. ult. Cod. Quorum bono, l. unica. Cod. Theod. eodem. De causa momenti Cujacius Juris scientia celeberrimus lib. 1. Observat. cap 20. lib. 2. cap 35.

SENTENCE DE RECREANCE, en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 14. Voyez le mot REINTEGRANDE. Sic ex 12. tabulis in

causa liberali vindicia dabantur secundum libertatem : qui de statu suo litigabat constituebatur in possessione libertatis, sive peteretur in servitutem, sive reclamaret ad libertatem, l. 24. l. 25. par. licet. de liberali causa, l. 14. Cod. eodem.

RECREANCE DE BESTAIL PRIS AU DOMAGE D'AUTRUY.] Poitou, art. 78. S. Jean d'Angeli, art. 17. Provision de Recreance. Lorraine, tit. 17. art. 3.

RECREANCE ET DELIVRANCE] Des loyers, pensions ou fruits de la chose obligée qui avoient été arrêtez & empeschez par un creancier. Nivernois, tit. 32. art. 11. Montargis, chap. 20. art. 7. Orleans, art. 351. Ou des biens pris par execution par un locateur sur un conducteur. Montargis, chap. 18. art. 2. ou d'autre cause, en l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 127.

RECREANCE DES FRUITS EMPESCHEZ.] Chasteauneuf, art. 47. Chartres, art. 45. Dreux, art. 34. Poitou, art. 55. 61. 85. 90. 91. 93. Saint Jean d'Angely, art. 20. 22.

Quand on fait délivrance à l'opposant des fruits & de l'heritage qui avoient sur luy été saisis & empêchez par le Seigneur censier pour les arrerages du cens à luy dû, ou autres devoirs feodaux. Le Style ancien de Parlement à Paris, chap. 13. §. 13. & chap. 26. §. 11. use de cette diction pour signifier la main-levée des biens saisis sur un criminel ou contumax, & au chap. 18. traitant des matieres possessoires.

RECREANCER.] Sens, art. 139. Recreance: Troyes, art. 102.

Quand le Sergent met à délivrance, à caution suffisante, les corps ou biens des bourgeois opposans, qui sont arrêtez ou empêchez par les officiers de quelque Seigneur subalterne.

* **RECREANT.]** C'étoit ainsi qu'on nommoit anciennement ceux qui en duel s'étoient rendus & confessez vaincus, lesquels étoient infames. Voyez le chap. 190. des Assises de Jerusalem. M. Du Cange dans son Glossaire sur le mot *Recrediti*, & sur les Etablissements, p. 189. 190.

* **Biens RECREUS & rendus.]** Bourbonnois, art. 103.

RECROIRE.] Hainaut, chap. 74. & au second livre de l'Usage de Paris & d'Orleans.

RECROIRE LES NAMPES A PLEGES.] Normandie, chap. 7. C'est les rendre & délivrer. **RECROIRE** signifie refaisir. *Recredere ut legendum in cap. 55. de appellatio. ex antiqua Decretali.*

RECROIRE ET RENDRE A L'EXECUTE' LES BIENS SUR EUX PRIS PAR EXECUTION.] Bourbonnois, art. 103. C'est les délivrer.

RECTEUR D'EGLISE.] *Qui Parochus, Paræcianus, Prælatas, Curio,*

Curio, Pastor, Plebanus, qui plebem regit, Presbyter, cap. 3. de vita & honestate Clericor. cap. ult. Ne Clerici vel Monachi. Recteur de College ou d'Université, qui scolas regit.

* *RECURER.*] Nivernois, chap. 13. art. 5. Voyez *Rebiner.*

RECUSER, RECUSATION DE JUGE.] Dont il est ordonné par les Edits de France, & in l. 14. & ult. *Cod. de judiciis, l. ult. Cod. de Sententiis & interloc. l. si pariter. dig. de liberali causa, & in Novellis Justiniani & jure Pontificio. Est judicem refutare, remove, rejicere quasi suspectum. Hac recusatio dicitur καπαίτησις in Novell. 82. Justiniani, ἀποβολή καὶ ἀπολήξις κριτῶν in Glossis veterum.*

Sors & urna sisco judicem adsignat: licet rejicere, licet exclamare. Hunc nolo, timidus est, Plinius in Panegyrico ad Trajanum. Ejero, iniquus est, M. Tullius, lib. 2. de Oratore & Philippica 12. Me iniquum ejerabant, de me querebantur. Forum sibi iniquum ejerare, Romam rejicere, Idem lib. 3. in Verrem. Sic judex datus rejiciebatur cum jurejurando. Vide Afconium, & Cujacium J. C. lib. 9. Observat. cap. 23. & ad Novell. 53. Justiniani. Porro neminem voluerunt majores non modo de existimatione cujusquam, sed ne pecuniaria quidem de re minima esse judicem, nisi qui inter adversarios convenisset, Tullius in Oratione pro Cluentio. Vir bonus autem qui de amico judex est ponit personam amici cum induit judicis: idem lib. 3. de officiis.

REDEVANCE.] Meaux, art. 22. Melun, art. 226. Sens, art. 146. Troyes, art. 50. 54. Chaumont, art. 43. 57. 102. Vitry, art. 16. Bar, art. dernier. [*Ou REDEV O I R.*] Montargis, chap. 3. art. 7. Orleans, art. 120. 127. 219.

Sont les devoirs ou charges, auxquelles les propriétaires sont tenus envers quelque Seigneur feudal, censuel, rentier, pensionnaire, ou terrageur.

* *REFERER.*] Mons, chap. 12. C'est encherir. Le Darrain referant & encherissant dans l'art. 3. du même chapitre.

REGAIN.] Melun, art. 301. Sens, art. 148. Auxerre, art. 263. Sedan, art. 301. ou *REVIVRE.* Berry, tit. 10. art. 6. Nivernois, tit. 41. art. 123.

C'est la seconde herbe d'un pré, quand un pré porte deux herbes en une même année.

LES REGAIRES] De Nantes, de Cornuaille, de Vennes, de saint Briene, de Treguier, dont la jurisdiction appartient au Juge & Seneschal de l'Evêque, & qui ressort nûment en la Cour de Parlement de Bretagne, qui en a seule la connoissance par appel, dont est souvent fait mention au Recueil des Arrests dudit Pays.

DROIT DE REGALE.] Qui appartient au Roy pour l'investi-

ture des Evêques & Abbez, qui à Principe solent regalia per sceptrum accipere prestita fidelitate & hominio: Nec Episcopus electus debet consecrari antequam à Principe investitus fuerit. Reges autem Francia vacante Cathedra usurparunt potestatem conferendorum beneficiorum, atque etiam vacantis Ecclesia rediens: Cujacius nulli secundus sæculi sui ad tit. 1. lib. 3. de feudis, & Hotomanus J. C. Regalia etiam dicuntur jura Ecclesiis collata munificentia regum, de quibus Episcopum nominatim investiri moris est, cap. 1. de his qui à majori parte capituli in collectione tertia Decretalium, cap. 8. de rebus Ecclesia alien. in Gregoriana compilatione. Porro Regalia definiuntur constitutione Frederici de jure fisci: & à Dodcchinea Abbate in appendice Mariani Scoti. Le droit de Regale adhere à la personne du Roy, & ne se peut transporter, ny commettre ny aliener: Il est dû pour la garde, & n'est en fruit, comme quelques-uns estiment. D'autres écrivent que ce droit est de bail, garde, protection ou patronage. La Regale & l'œconomat dure jusques à ce que l'Evêque ait fait son serment de fidelité en personne; & obtenu du Roy Lettres pour la délivrance de son temporel, & collation de ses Benefices, & icelles verifiées en la Chambre des Comptes & main-levée executée. En Regale suffit vacance de fait ou de droit. Et n'est besoin que la Prebende, Dignité ou Benefice vacque de droit & de fait ensemble. Et pour faire ouverture de Regale suffit qu'il n'y ait possesseur naturel & actuel du Benefice prétendu vacant en Regale. La Cour de Parlement à Paris prétend avoir seule la connoissance des Regales. En quelques Eglises le Roy a Regale pour les fruits seulement, & non pour la collation des Benefices: comme la collation ne faisant partie des fruits de l'Evêché ou Archevêché. Et faut noter que le Regaliste doit plaider saisi, & jamais l'on n'ordonne sequestre contre luy; & que non seulement le possessoire, mais aussi le petitoire des Benefices vacans en regale doit être jugé en Parlement, privativement à tous autres Juges tant d'Eglise que seculiers: Et que les Benefices électifs ne tombent en regale, & qu'après trente ans on ne peut proposer ouverture de Regale. Comme appert par plusieurs Arrests de la Cour de Parlement à Paris, recueillis par du Tillet Greffier Civil de la Cour. Aussi ce droit s'ouvre par la promotion au Cardinalat ou Patriarchat, & n'est clos par souffrance ny autrement, jusques à ce que le successeur Evêque ou Archevêque ait fait & prêté au Roy le serment de fidelité, & qu'il ait été enregistré en la Chambre des Comtes, & que le Receveur ou Commissaire de la Regale ait reçu mandement de la Chambre pour luy délaissier la pleine jouissance de son Benefice. Il est fait mention de ce droit de Regale en l'Ordonnance du Roy Philippes le Bel de

l'an 1302. art. 3. & 4. de Philippes de Valois de l'an 1334. de Charles VII. de l'an 1453. art. 5. & 76. du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 11. & 12. Ce droit appartient au Roy pour la provision, collation, & presentation de quelques Archevêchez, Evêchez, Abbayes & autres Benefices de son Royaume, qui sont de fondation Royale. Le President Guymier sur la Pragmatique: le President le Maistre en son traité des Regales, *Choppinus, lib. 2. de dominio cap. 9. Ruzius & Probus*: Pasquier au livre 3. des Recherches, chap. 27. 28. 29. le Roy a fait don de la moitié des Regales au chapitre de la sainte Chapelle du Palais à Paris, & l'autre moitié est réservée pour l'entretienement d'icelle & des maisons canoniales. Par l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1552. fait pour la Jurisdiction des gens du grand Conseil, ils ne connoissent de la Regale, mais le Parlement de Paris seulement. Plus le Roy a autre droit de Regale en Normandie, quand plusieurs Seigneurs sont en différent & procez pour le patronage d'un même Benefice, & ce droit dure jusques à ce que le litige soit vuide par sentence ou appointment homologué en Justice. *Sed & Nicephorus Phocas legem tulerat ne injussu Imperatoris ullus crearetur Episcopus, teste Cedreno & Zonara. In more fuit defuncto Episcopo ut Ecclesia cui presuerat, pedum & anulum transmitteret ad Imperatorem, ab eo petens sibi dari Episcopum.*

LA RÉGALE.] Artois, art. 23. 24. & en l'ancienne Coutume d'iceluy Comté, art. 17.

Qui est quand le Seigneur feudal prend & applique à son profit les fruits des heritages de fief ou Cottiers, à faute de les relever & droiturer. [REGALER.] Artois, art. 20. Senlis, art. 159. 205. 245. 253. & en l'ancienne Coutume de Valois, art. 41. & en l'ancienne Coutume d'Artois, art. 16.

LA REGALE DE THEROANE.] En la Coutume de cette Ville, d'autant que l'Evêque de Theroane en est Seigneur temporel, & y a toute Justice haute, moyenne & basse en amortissement real.

GARDIEN ET REGARD.] En Froissard.

* *Retenir son REGARD.*] Au Style de proceder de Normandie, & dans le Commentaire de Terrien au titre de querelles de fief vendu ou clamours de Marché de bourse. C'est retenir la faculté d'assister en cause, pour voir ou regarder ce qui s'y passe.

Lorsqu'il y a plusieurs clamans ou retrayans, & qu'un laisse la poursuite de la clameur à un autre, celuy qui a laissé ainsi la poursuite, peut *retenir son regard*; & si l'autre a qui la poursuite a été délaissée commet quelque fraude avec le tenant, celuy qui a *retenu son regard*, peut retourner à la poursuite de sa clameur, & reprendre son procez.

au même état qu'il étoit lorsqu'il le laissa. De sorte que la poursuite étant adjugée à un des clamans, il doit proceder avec le tenant, & les autres clamans qui ont retenu leur *regard* sont *regardans*, & assistent à toutes les journées, s'ils veulent, pour voir s'il n'y a pas de collusion. Voyez Terrien, livre 8. chap. 26. p. 325. de l'édition de 1654. Voyez *Repetition de retrait*.

* *REGARS.*] Hainaut, chap. 105. art. dernier. Sont des Inspecteurs.

* *REGEMENT.*] Dans la Preface des Assises de Jerusalem. C'est à dire gouvernement.

REGENTS ET REGEANCES] Du Royaume de France; à cause de la minorité, absence, prison, ou indisposition des Rois, dont le Greffier du Tillet a fait un chap. en ses Memoires. *Tractant nostri an fœmina excludi debeat ab administratione regni si non admittitur ad successionem.*

DROIT DE REGISTRE] ou Contentor, qui appartient aux Audienciers & Controleurs des Chancelleries: en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1551.

DROIT DE REGISTRE.] Vimeu, art. 1. Qui est dû au Seigneur pour être enfaîné de l'heritage cottier, & est de quatre deniers. Ou de *Registration*, au Style de Liege, chap. 5. art. 9. qui est dû pour insinuer en Justice un transport d'heritage, de cens ou rente, ou pour l'approbation d'une saisine: *De Regestis & regeendaris vel Regendaris loci observantur ab eruditis. In Officio Prefectorum Praetorio, & Praefecti urbis, & magistri peditum vel equitum Praesentialis, & Comitum Africa, & Comitum litoris Saxonici, & Ducum & Praesidum quorundam fuit Regeendaris, Commentariensis, Singularii & Exceptores singulares: Regesta sunt acta judicii, ὑπομνήματα, σημειώσεις, & in Justiniani Novella 17. ἐκτέου: Julianus interpretatur exemplaria census. Hypomnematographi sunt Commentarienses, Memoriales, Actuarii: Qui & à commentariis, puta beneficiorum, vehiculorum, rationis vel vigesima hereditatum, ut in inscriptionibus: De actis Senatus vel populi Lipsius ad lib. 5. Annal. Taciti.* * Voyez *Droit de Placet*, lettre P.

REGRATIERS.] De sel, de vivres, de marchandises, qui en font provision & achat, pour en faire revente aux particuliers.

REGREZ] Quand par convention le resignant s'est réservé de pouvoir dans certain temps rentrer en son Benefice. Telle reservation est illicite.

* *Terres demeurées à REJETS.*] Herly, art. 4. Sont des terres abandonnées, incultes, & comme rejetées.

REILHAGE.] La Marche, art. 332. C'est le Charruage, le

Trainage & suite de disme. Ce n'est pas le droit de Terrage, Champart ou Agrier.

Rayoner une terre c'est la cultiver : & ce que nous appellons aujourd'hui *fillon*, étoit nommé autrefois *roye*, ou *raye de terre*. En quelques Provinces le soc d'une charruë a été appelé *reille*, parce qu'il fait des *rayes* ou *rayons* à la terre en la fendant. De *reille* on a fait *reiller* pour labourer, & *reilhage* pour labour. Callæus fait venir ce mot de *regula*, mais sans raison. Dans la Coutume de la Marche, comme dans celle de Berry, art. 18. tit. 10. & dans celle du Nivernois, chap. 12. il y a droit de suite pour les dixmes, en sorte que si la terre qui doit dixmes est dans une dixmerie, & si les bœufs qui la labourent sont couchants & paissants dans une autre dixmerie, la dixme se partage par moitié, soit entre gens d'Eglise ou autres, à cause de la suite des labours & semences sans lesquels la terre n'autoit rien produit. Ce droit est appelé en quelques lieux *trainage* ou *train d'areau*, & en d'autres *retours de bœufs*.

SENTENCE OU INSTANCE DE REINTEGRANDE.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. art. 62. 63. & du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 14. & és Ordonnances du Duc du Buillon, art. 247. 248. 249. Bretagne, art. 165.

Cum is qui se à possessione rei sue dejectum conqueritur, desiderat eam recuperare, si ex possessione fundi vel adim vi aut alio modo, ut puta dolo, metu, aut iniquo iudicio, aut pretextu rescripti Principis vel precepti iudicis aut mandati dejectus fuerit: namque ei restituenda est possessio: quanquam injusta fuerit: quandoquidem qui putat se aliquas petitiones habere, debet actionibus experiri & per iudicem reposcere, non in rem debitoris intrare nullo id concedente: debet petitor esse & interim adversarius in possessione morari, l. creditores 7. D. ad leg. Juliam de vi privata, l. exstat. 13. D. quod metus causa. Spoliatus momentaria possessioni sine ulla cunctatione, dilatione, exceptione restituendus est, & reformandus est status qui per injuriam sublatus est, l. 1. Cod. si per vim. Et hac causa momenti max audienda est & expedienda, l. 8. Cod. Unde vi. Remota compensatione, l. ult. Cod. de compensatio. & appellatione, l. unica Cod. si de momen. poss. Ei quem constitit vi expulsus jura amissa possessionis reparanda sunt & protinus restituenda, & ante omnia violentia causa examinari debet, l. 7. Cod. ad l. Juliam de vi publica, l. 1. Cod. de appellat. l. 37. dig. de Judiciis, l. 5. dig. Ad legem Juliam de vi publica. Quæ obloqui videntur. Reformationem autem desiderat non tantum quæ vi erepta est possessio, sed & quæ quolibet modo perperam invasa, erepta, interturbata, inquietata est. Porro invasio appellatur ἐποδος à Theophilo, Lib. 4. Institut. tit. 2. Invasor est ἐποδιαστής. Et iudices apud quos de recuperanda possessione agitur à Cicerone appellantur Recuperatores in Orat. pro Cæcinnæ, quæ versatur in interpretatione interdicti unde vi. Par-tant autre est l'instance & sentence de reintegrande, autre de la

recreance; autre de la garde & maintenuë qui est au plein possessoire, *de jure possessionis*. Mais la reintegrande & la recreance ne sont que provisoires, *quarum nomine plenè & exactè non cognoscitur de jure possessionis, sed summatim pendente lite: in eis vertitur momentaria possessio. Nec dixeris omne interdictum esse momentarium: hujusmodi non est adipiscenda vel retinenda possessionis interdictum, sed recuperanda tantum qua momenti actio.*

REINTEGRATION.] Hainaut, chap. 53. 58. & en la Coutume locale de S. Sever, tit. 1. art. 15. La Bourc, tit. 16. Solle, tit. 30.

Celuy qui a été spolié de sa possession se peut pourvoir par reintegrande ou action dedans l'an & jour de la spoliation, afin d'être remis & reintegré en sa possession. *Cum vis autem nulla intercessit, & absentis domini vacua esset possessio, possessio restituenda est non propriè interdicto unde vi, quia vis nulla illata est, sed generali interdicto restitutorio ex generali jurisdictione, ait l. ult. Cod. unde vi. Momentaria autem possessionis interdictum hodie beneficium reintegrande possessionis appellamus, cujus usus ductus videtur ex l. 5. & 8. Cod. unde vi. l. 1. Cod. si per vim. Cujacius summus J. C. lib. 19. Observat. cap. 16. Voyez le mot RECREANCE.*

RELATER.] Bourbonnois, art. 159. * Voyez Rapport.

RELATION LIBELLE'E.] Auvergne, ch. 2. art. 10. 11. **RELATION** d'ajournement au procez verbal de la Coutume de Berry. * Voyez Rapport.

RELATION DE SERGENT.] Meaux, art. 83. Valois, art. 184. Ponthieu, art. 101. 179. Hainaut, art. 68. Montargis, chap. 19. art. 1. & 3. Orleans, art. 339. 341. Anjou, art. 411. Le Maine, art. 422. Poitou, art. 84. Bretagne, art. 77. 123. Peronne, art. 13. ou d'autre Officier. Bretagne, art. 81. ou des Pairs qui ont posé ajournement au Roy d'Angleterre, au chap. 34. de la vieille Chronique de Flandres.

C'est l'exploit par lequel le Sergent rapporte au Juge qu'il a ajourné tel, à la requeste de tel, pour telle cause, ou qu'il a fait telle saisie, arrest, execution, ou criées. Voyez le mot RAPPORT.

MINEUR RELEVE'E. Berry, tit. 8. art. 25. tit. 19. art. 19. & souvent ailleurs. Quand le mineur de 25. ans qui a été déçu ou circonvenu est restitué en entier par Lettres Royaux enterinées en justice.

* **RELEVEMENT.**] Mets, tit. 4. art. 31. &c. C'est un droit par lequel un rentier postérieur peut déjeter de l'heritage hypothéqué, un rentier antérieur, à qui l'heritage a été assuré, en offrant & payant au rentier antérieur ce qui luy est dû. La même Coutume tit. 4. art. 26. *Celuy qui est mis en possession de quelque heritage, pour cens non*

payé, n'en peut être déjeté par un rentier postérieur, que par relevement, & paiement en vertu d'iceluy; mais si le possesseur est poursuivi par un rentier premier en hypothèque, en ce cas sera tenu de payer sa rente, ou de quitter l'héritage. Voyez Assurement.

RELEVEMENT ET REVESTEMENTS.] Lorraine, tit. 16. art. 9. * Voyez aussi l'article 320. & les mots Relever & Vest.

RELEVER SON APPELLATION.] Senlis, art. 46. Douvens, art. 5. & 6. selon l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 218. & es Ordonnances Royaux en la Coutume de La Bourr, tit. 1. art. 6. Berri, tit. 2. 36. 37. Cambray, tit. dernier, art. 1. & 3.

Quand l'appellant prend commission en Chancellerie, ou au Greffe du Juge Supérieur qui doit connoître de la cause d'appel, pour faire ajourner le Juge qui a appointé, prononcé ou ordonné, ou le Seigneur Justicier du Juge duquel est appel, & pour faire intimer la partie adverse qui a eu gain de cause, ou au profit de laquelle l'appointement a été baillé, ou la commission octroyée, & dont est appel. Toutesfois les appellans de question, & de peines afflictives de corps, & quand il est requis envoyer les prisonniers pour être ouïs en Parlement par leur bouche, ne prennent point de lettre de relief en Chancellerie. *Appellatur judex major, ad quem fit provocatio. Etiam lex appellatur, qua scripta est ad vindictam injuriarum omnium. Porro hodie in foro quod civile vocant ad differentiam Ecclesiastici, non utimur libellis appellatoriis nec dimissoriis, qui & Apostoli dicuntur.*

RELEVER LE BAIL.] Ponthieu, art. 29. 30. tant pour raison des tuteurs que pour raison du mari.

RELEVER LE MINEUR DE BAIL.] Amiens, art. 128. 130.

Quand le Baillistre relève le fief de son mineur du Seigneur dont il est tenu. * Voyez cy après Relief de Bail.

RELEVER ET DROITURER SON FIEF.] Clermont, art. 88. Valois, art. 68. Ribemont, art. 16. Channi, art. 73. 91. 92. 94. 102. Et en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 19. & de Beauquesne, art. 19.

RELEVER ET PAYER DROITURE.] Chalons, art. 219. Channy, art. 78.

C'est payer au Seigneur feudal le relief ou rachat & ses droits & devoirs. RELEVER le fief de main & bouche, en la Coutume des fiefs du Comté de Namur.

RELEVER LES HERITAGES DE FIEF, OU COTTIERS.] Artois, art. 20. & souvent en la Somme rurale, *quasi morte vassalli vel alienato fundo feudum reciderit. Solet autem novus vassallus domino prestare sicut in introitus causa vice honorarii, quod etiam Relevium appellatur in Constitutio. Neapol. lib. 3. tit. 25. Ut fundo emphyteusioe alie-*

nato pars pretii vel estimationis loci quinquagesima domino prestatum pro subscriptione sua & investitura ex l. ult. Cod. de jure emphyt.

RELEVER LE FIEF, SON HERITAGE, OU TENEMENT POUR EN ETRE ADVESTI.] Paris, art. 39. Saint-Quentin, art. 59. Laon, art. 215. 219. Chalons, art. 167. 179. Amiens, art. 1. 5. 9. & ailleurs. Monstreuil, art. 3. 4. 5. Peronne, art. 21. 24. 38. 153. 173. 186. 224. Froissart, au 1. livre chap. 27. au livre 4. ch. 37. Cambray, tit. 1. art. 2. 24. 26. 29. tit. 26. art. 12. Valenciennes, art. 81. 91. Namur, art. 69. 70. 73. 76. 79. & en la Coutume des fiefs du Comté de Namur. [**RELIEF DE FIEF.**] Peronne, art. 37. Auxerre, art. 70. 71. 76. 78. 79. 80. & au chap. 25. du Style de Liege, art. 10. & suivans. Cambray, tit. 1. art. 2. 27. 28. Froissart, liv. 3. ch. 85. au liv. 2. ch. 8. des Tenures. Lille, tit. 1. art. 35. 36. 38. Hesdin, art. 12. Quand le vassal ou sujet reconnoist son Seigneur à la nouvelle mutation & ouverture.

RELEVER LA PROPRIETE.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 16. [**RELIEF DE PROPRIETE**] Qui est dû au Seigneur feudal par le propriétaire. S. Omer, art. 20. & en l'art. 44. de celle qui est sous Artois, imprimée l'an 1553 & autre plus ample imprimée à Arras 1589. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 13. 17. de Monstreuil, art. 16. 36. & au commencement du chap. 26. du Style des Cours & Justices seculieres du pays de Liege : Auquel lieu il faut ainsi lire : & ensuite **RELIEFS PROPRIETAIRES.**

RELEVOISONS A PLAISIR.] Orleans, art. 115. 116. 121. 122.

Pour lesquelles est dû au Seigneur censuel le revenu de l'heritage pour un an : & sont dûes & acquises par toutes mutations procedantes du côté de ceux au nom desquels les cens se payent, & ont accoutumé être payez, soit par mort, vendition, ou autrement. Comme aussi en quelques lieux le revenu d'un an qui se paye au Seigneur feudal pour le profit de fief, s'appelle **RELIEF à MERCI** : *Non à Mercede, ut quidam imperite scripsit.*

RELEVOISONS DU DENIER SIX.] Orleans, art. 117. 118. 124. 134.

Quand au Seigneur de la censive sont dûs six deniers pour chacun denier du cens par toutes mutations de ceux au nom desquels le cens se paye, & a accoutumé d'être payé.

VENTES ET RELEVOISONS.] Orleans, art. 282. & au second livre de l'Usage de Paris & d'Orleans. **RELIEF** : Monstreuil, art. 8. Vimcu, art. 1. Normandie, chap. 31. 33. 34. 35.

Quand le nouveau Vassal relève de son Seigneur feudal, & luy paye certaine somme taxée par la Coutume.

* **RELHEU.]** Bearn, Rubr. de Texas. C'est un relief.

* **RELIETE.**

* *RELICTE.*] Dans l'ancienne Coutume de Channy, art. 25. C'est à dire *veuve* ou *déguerpie*. *Tabular. Nantoliens. in Picton. an. 1373.* Marguerite de la Roche déguerpie de feu Hymon jadis Seigneur de A.

RELIEF.] Boulenois, art. 6. 7. 8. 17. & ailleurs : & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 253. 255. 260. & suivans. Hesdin, art. 22.

Qui est dû au Roy par les Baronies, Pairies ou Chastellenies : ou aux Eglises, Barons, Pairs & Chastelains pour raison des fiefs. Boulenois, art. 17.

RELIEF DE BAIL.] Clermont, art. 87. 88. Theroane, art. 9. S. Paul, art. 11. & autre sous Artois. Channy, art. 78. 95. Ponthieu, art. 28. Boulenois, art. 48. Artois, art. 26. 27. Peronne, art. 51. 231. Amiens, art. 8. Montreuil, art. 16. auquel article, ce relief est distingué du relief de propriété. Comme aussi en la Coutume de S. Omer sous Artois, art. 44. & en l'art. 2. de celle de l'an 1589.

Le Relief de bail est dû par le mary qui a épousé une fille ou veuve à laquelle appartient un fief par succession directe ou collaterale, ou par donation : encores qu'elle, auparavant leur mariage, ait relevé & droituré : Et vaut la valeur d'une année du fief, & d'iceluy le mary doit faire hommage au Seigneur feudal. Le mary est tenu relever l'héritage de sa femme, parce qu'il est étrange personne. Senlis, art. 167. Le mary doit relever comme *bail de sa femme* pour deservir le fief. Amiens, art. 9. & 10. Mais n'est tenu le baillistre, tuteur ou curateur payer relief de bail, mais relief de propriété ; & quelquefois le mary doit les deux reliefs, & en quelques lieux le relief de propriété seulement, & non le relief de bail, comme à saint Omer, art. 20. sous Montreuil, & art. 44. sous Artois. Voyez *Bail de Mariage* cy-devant, & *Relief de Bail*, à la Lettre B.

RELIEF DE BAIL.] Boulenois, art. 48. & ainsi faut lire en l'art. 95. de l'ancienne Coutume : qui est après le trépas du mary. Toutefois n'est dû par la Coutume de Boulenois, ny aussi par la Coutume d'Artois, art. 26.

RELIEF DE BOUCHE.] Herly, art. 1. & 2.

Quand le vassal ou tenant Cottier reconnoît tenir son heritage de quelque Seigneur.

RELIEF DE CHAMBELLAGE.] En l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 19.

Lequel le mary doit quand durant le mariage un fief échet à sa femme.

RELIEF DE CHEVAL ET ARMES.] Cambray, tit. 1. art. 50. 51.

DROIT DE RELIÉF.] Qui est par la Coutume d'Amiens, art. 11. *Partie.*

7. de soixante sols parisis pour chacun fief noble tenu en plein hommage : Et de dix livres parisis pour chacun fief tenu en Pairie. *Libro 3. Constitut. regni Sicilia, tit. 25. fit mentio relevii usque ad quantitatem decem unciarum auri.* Et par la Coutume de Peronne, art. 34. c'est le revenu de l'année de l'ouverture du fief, ou la troisième partie du revenu de trois années précédentes accumulées ensemble au choix du Seigneur. Et par la Coutume de Paris, art. 47. & par plusieurs autres, droit de Relief est le revenu du fief d'un an : ou le dire de preud'hommes, ou une somme pour une fois offerte de la part du vassal, au choix & élection du Seigneur féodal.

PROFIT OU DROIT DE RELIEF.] Paris, art. 3. 5. 6. 33. 35. & suivans, & art. 358. Blois, art. 124. 125. Dunois, art. 32. Amiens, art. 7. & ailleurs. Douvens, art. 1. Qui est de douze deniers pour un dernier de cens, par la Coutume de S. Aignan, art. 9. de Valançay, art. 1. de Selles, art. 3. Ou le revenu d'une année en chose féodale. Sedan, art. 45. 47. 49. & suivans. Dourdan, art. 22. 24. 26. & par plusieurs autres Coutumes. Voyez le mot **RACHAPT**.

* *Le frere aîné en la foy acquitte ses sœurs de leur premier mariage, tant de la foy que du RELIEF où il est dû RELIEF.*] Paris, art. 35. Ces mots où il est dû relief ne doivent pas s'entendre du Vexin François ; car dans le Vexin François le frere en portant la foy n'acquitte pas ses sœurs du relief pour leur premier mariage ; mais ces mots doivent être entendus des second, troisième, & autres mariages de sœurs, qui sont néanmoins les premiers qu'elles contractent après le decez de leur pere, pour lesquels le relief seroit dû, s'il n'y avoit pas de frere, qui les en acquittât, en portant la foy. Quant aux filles qui n'ont pas été mariées du vivant de leur pere, soit qu'elles ayent un frere ou qu'elles n'en ayent pas, elles ne doivent jamais de relief pour le premier de leurs mariages, qu'elles contractent après le decez de leur pere. Voyez mes Notes sur l'art. 35. & 36. de la Coutume de Paris.

RELIEF HERITIER.] Saint Paul, art. 11. & en celle qui est plus ample, art. 22. 24. & autre sous Artois. Signifie le relief de propriété.

RELIEF A MERCI.] En la Coutume locale de S. Piat de Seclin sous l'Isle, qui est de trois années l'une.

RELIEF DE PLUME.] Theroane, art. 9. Voyez le mot **PLUME**.

RELIEF DE RENTE.] Theroane, art. 11.

Qui est dû au Seigneur à la mort du tenant Cottier.

RELIEF SIMPLE.] Ponthieu, art. 28. 31. Artois, art. 158. à sçavoir quand il n'est dû que relief de propriété par la femme, & non relief de bail. Ou bien quand il n'est dû aucun Chambellage, à la

différence du relief double. Ponthieu, art. 29. 31. Quand le tuteur ou mary a payé le relief de bail, & a relevé pour le mineur ou pour la femme.

RELIEFS.] Qui au Seigneur de Herbaut du Bailliage de Touraine appartiennent & luy sont dûs par le trépas de ceux qui tenoient en sa Seigneurie des terres censivement; & pour ce les heritiers payent vingt deniers de vingt sols du prix desdits heritages. Ce droit aussi appartient à aucuns Seigneurs censuels au pais d'Anjou, art. 156. du Maine, art. 174. de Chartres, art. 48. de Blois, art. 44. Hesdin, art. 14. 15. & 16.

* RELIEFS d'appel.] Voyez cy. devant *Relever son appellation.*

TELS CENS, TELS RELIEFS.] Blois, art. 109. S. Aignan, art. 9. Haute-Roche, art. 1. à la différence du pur cens, qui est seulement dû sans aucun relief.

VENTES ET RELIEFS.] Blois, art. 109. 135. S. Aignan, art. 9. Selles, art. 3. Molins en Berry, art. 7. Valançay, art. 1.

BELIEFS d'illico.] C'étoit des Lettres de Chancellerie, par lesquelles celui qui n'avoit pas interjeté appel d'une Sentence au moment qu'elle avoit été prononcée, étoit relevé de cette omission, & du laps de temps. Voyez Imbert dans sa Pratique, livre 2. chap. 4. nomb. 10. le Commentaire de Guenois en cet endroit lettre O, & Bouteiller dans sa Somme, livre 1. tit. 20. page 91. à la fin.

RELIQUA.] Melun, art. 41. Sens, art. 78. Troyes, art. 116. Reims, art. 109. S. Paul, art. 9. Artois, art. 160. Berry, tit. 1. art. 31. tit. 9. art. 21. tit. 18. art. 24. *Reliquatio, λοιπογραφία, à ἰλοισπάδες: examinatis videlicet rationibus computatis & dissumptis. Exploratur autem imputationes probè an improbè referantur. Accepta rectè relata, an non rectè: Rationes conferuntur in acceptis & datis, percontantur, excutuntur, & ratio ponenda est secundum fidem acceptorum & datorum, l. cum servus 82. l. qui sub conditione. III. de condit. & demonstrat. l. 6. par. ult. de statu liberis, l. 2. par. quod de frumentaria: de administr. rerum, l. 56. de verborum signific.*

Le Reliqua c'est ce que le comptable doit par l'arrêté & clôture de son compte, quand la mise doit à la recette, pour avoir été moins mis & dépensé que reçu. Comme un Commissaire qui a rendu compte du regime des heritages saisis. Nivernois, tit. 32. art. 30. ou les Sergens qui sont comptables des salaires & amendes de Justice qu'ils reçoivent, ou des deniers provenans des biens qu'ils ont discuté. Hainaut, chap. 50. 68. ou les executeurs testamentaires: Nivernois, tit. 33. art. 9. ou les tuteurs & curateurs: Tours, art. 350. 351. Anjou, art. 85. Le Baillistre ou le gardien: Tours, art. 341. Anjou, art. 88. ou

un Receveur des deniers du Roy ou d'autrui, qui est reliquataire & debiteur. Et au contraire, quelquefois la recette doit à la mise pour avoir été plus mis & employé que receu. *Interdum etiam constans rationes accepti & expensi, cum patēs sunt. Pariator in l. Julius 81. de condit. & demonstrat. αλοισιας ος opponitur reliquatori: Non debitor debitori: Pariationes in l. ult. de conditione indebiti. Pariare. l. 4. par. si ab ignot. de manumis.*

RELODS.] En vente d'heritages censuels en la Chastellenie de Provins ressort de Meaux: Qui est dix deniers pour livre en la Chastellie de Montereau au même ressort, quand le vendeur doit avoir son argent franc.

* REMBAGE & Reachat.] Binch, art. 61. Voyez Raambrev.

REMERÉ.] Montargis, chap. 2. art. 25. 33. 41. 46. 47. chap. 16. art. 16. 25. Orleans, chap. 1. art. 76. 88. 110. 112. 126. 175. 274. 286. 295. Chartres, art. 18. Blois, art. 82. 83. 116. Bourbonnois, art. 23. 279. 295. 423. 431. 474. 484. Auvergne, chap. 25. art. 13. Poitou, art. 320. Bourdelois, art. 15. 96. Bretagne, art. 56. 287. Sedan, art. 136. Acs, tit. 9. art. 42. tit. 10. art. 12. 13. S. Sever, tit. 8. art. 6. Berry, tit. 5. art. 49. 50. tit. 6. art. 8. tit. 12. art. 11. tit. 13. art. 9. tit. 14. art. 3.

C'est le rachat de rente assignée ou d'heritage vendu, qui s'appelle aussi Grace ou faculté de Reméré ou de rachat, ou de ravoir & remerer. Le Maine, art. 104. Tours, art. 148. Auvergne, chap. 16. art. 21. Bourdelois, art. 16. Auxerre, art. 99. 185. Lodunois, chap. 16. art. 3. Anjou, art. 91. Meaux, art. 38. Vitry, art. 107. Chaumont, art. 91. Troyes, art. 100. Artois, art. 67. Montargis, chap. 1. art. 77. 78. chap. 2. art. 46. ch. 16. art. 16. Et faculté redemptive & de reméré. Montargis, chap. 8. art. 10. où il est parlé du rachat d'une tente constituée. Cette faculté est de rachat, *Cum convenit ut intra certum tempus vel quancumque emptori reddito pretio à venditore res sit inempta.* Voyez les mots RACHATP, RESCOUSSE. *Hac que satis nota sunt, accuratè conquisi, quia presens opus id exigat, non ut supervacua discas in tanta temporis egestate: Animus est ut ex hoc Indice tibi sit aditus ad questionem propositam, quam superioribus locis definitam invenies.*

REMISE.] Quand les parties de leur consentement mettent état en la cause jusques à certain temps.

REMISSION.] Qui se baille par le Roy en forme de Charte en cire verte & lacs de foye, & pour les cas qui requierent punition de mort. Mais le pardon se donne par Lettres scellées sur double queue en cire jaune, & au cas qui requiert punition corporelle autre que de mort. Et la grace est un nom general qui comprend sous

soy remission & pardon, comme quelques praticiens observent. Terrien sur le chap. 41. du livre 12. du droit de Normandie. Voyez le mot GRACE. *Vespasianus reis tam innoxiiis quàm nocentibus absolutiones venditabat, Suetonius, cap. 16. cujus liber paucorum est versuum, sed laudandus & perutilis, ac eruditus omnibus probatissimus auctor. Venia autem est pœna merita vel debita remissio: Seneca, lib. 2. de Clementia.* Cès remissions sont trop frequentes, & sont cause de plusieurs homicides, & de la fabrication de plusieurs faux témoins pour la justification, ou faits de reproches.

* REMONTRANCES.] Valenciennes, art. 182. Voyez

* REMONTRER.] Valenciennes, art. 181. 182. &c. C'est représenter en Justice une personne que l'on a blessée, en luy faisant par ire ou courroux une playe ouverte. *Lorsque tel navré termine vie par mort sans avoir été ainsi remontré, selon la coutume, & que le doute de la mort d'iceluy n'est mis sur tel facteur, soit que le navré trépasse par la navrure ou autre accident, est réputé pour homicide, & pour tel doit être puni.*

Les remontrances se font en trois manieres expliquées dans les art. 182. 183. 184. 185. 186. &c.

OCTROYER REMU.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 777. *Est dare dilationem vel inducias.* * V. Remise.

* REMUAGE.] Voyez la Note sur Milods.

* REMUBIER.] Et je cuit que la Court doit esgarder *que il ne si doit à li, aerdre, se il n'a prouvé si com il doit, que il est parent doñ murtri, ou ataignant à luy d'aucunes des manieres devant devisées; que se ency n'éroit, chascun & chascune poroit faire apeau de murtre, laquelle chose seroit moult desconvenable, & moult de meaux en poroit-l'on faire, que chascun home qui seroit grant & fort, ou qui seroit champion affecté, pouroit par ce remubier moult de gens &c.* Assises, ch. 92.

* REMUEMENT de Seigneurage.] Beaumanoir, chap. 66.

* REMUEMENTS.] Nivernois, chap. des Fiefs, art. 58. Sont des droits de mutation. Voyez Droit de Quint & Requint, & la Note sur le mot Milods.

* Fiefs RENDABLES & jurables.] Bar, art. 2. *Les fiefs rendables étoient ceux que les Vassaux étoient tenus de livrer à leurs Seigneurs pour s'en servir dans leurs guerres. J'ay appris du Titre suivant que ces fiefs furent nommez jurables, non seulement parce que les Vassaux devoient jurer qu'ils les livreroient quand ils en seroient requis, mais encore parce que les Vassaux ne les livroient à leurs Seigneurs qu'après que les Seigneurs avoient fait serment de les leur rendre & restituer en aussi bon état qu'ils avoient été livrez.*

» A tous ceux qui verront les presentes Lettres : Jean Jacques de
 » Joigny, Salut. Sachent tous, que nous tenons & confessons à tenir
 » pour raison de la Comté d'Auxerre, le Chastel de C. les V. *renda-*
 » *ble & jurable* en foy & hommage de noble homme nôtre cher amé
 » Cousin Guillaume de Chalon Comte d'Auxerre, & avons juré à
 » luy rendre ledit Chasteau à son besoin, toutesfois que nous en se-
 » rons requis de luy ou de son Commandant portant ses Lettres, &
 » ledit Guillaume nous est tenu & nous a promis *rendre* ledit Chastel
 » à nous ou à ceux qui de nous aurons cause dedans 40. jours que sa
 » besoigne sera eschevée, au point & en l'état, ou en aussi bon com-
 » me nous luy aurons baillé; & quand il nous requerra ledit Chastel
 » ou fera requerir, *il nous fera faire serment* par un sien Chevalier en
 » s'âme que il la nous rendra en la maniere que il est dessus designé.
 » Et en témoin de ce nous avons mis nôtre Scel à ces presentes Let-
 » tres. Données l'an de grace 1297. au mois de Janvier.

DROIT DE RENDAGE] de chacun ouvrage, qui contient le droit de seigneurie au Roy, & le brassage du Maître de la Monnoye, qui luy est accordé par l'Ordonnance sur chacun marc.

* *Louage passe RENDAGE.*] Dans le Recueil des Recés de Mastricht, chap. 39. art. 11. Voyez l'art. 12. & Christin sur la Coutume de Malines, tit. 8. art. 1.

* *Rentes créées par RENDAGE.*] Liege, chap. 5. art. 13. Sont des rentes foncières, ou réservées lors de la tradition & de l'alienation du fond, à la différence de celles qui sont constituées à prix d'argent Dans l'art. 8. de l'Ordonnance de Philippe Roy d'Espagne sur le payement des cens, *rendage* se prend pour la ferme & le profit d'un heritage, & pour ce qu'il produit de fruits ou de revenus. Voyez M. des Jauneaux sur l'art. 11. du chap. 25. de la Coutume de Cambrai, page 433. 434. * Voyez cy-après *Rente ou revenu rendable.*

RENTE CENSIVE.] Bretagne, art. 306.

* *RENTE censuelle.*] Voyez *Rente rendable.*

RENTE FONCIERE.] Sens, art. 119. 121. Estampes, art. 63. Auxerre, art. 43. 47. 183. 186. Montargis, chap. 2. art. 33. 37. 38. 42. chap. 16. art. 26. 27. chap. 18. art. 1. 3. & 4. Orleans, art. 110. 118. 122. 135. 264. 265. 272. 315. 318. 319. 352. Lodunois, chap. 20. art. 3. Tours, art. 192. 209. 216. & ailleurs. Berry, tit. 6. art. 29. tit. 9. art. 2. Cambrai, tit. 4. art. 8. tit. 11. art. 4. 6. tit. 25. art. 12. 13. 16. 17. Bar, art. 62. 63.

A la différence de la rente constituée. Montargis, chap. 2. art. 33. La rente créée par bail ou licitation d'heritages est réputée foncière. Aussi la rente foncière peut être seigneuriale & feudale. Grand Perche, art. 212. 213.

RENTE HERITABLE.] Mons, chap. 12. & en la Somme rurale, & en l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 75. & à la fin de S. Paul sous Artois, art. 79. Namur, art. 10. [Ou HEREDITALE.] Amiens, art. 26. 83. 140. [Ou HEREDITABLE.] Mons, chap. 12. 38. à la différence de la rente qui n'est qu'à vie.

RENTE HERITIÈRE OU VIAGIÈRE.] Lille, art. 64. 65. de l'ancienne, & au premier titre de la dernière, art. 24. 54. & au titre des biens meubles, art. 7. Mons, chap. 46. Arthois, art. 140. 160. 190. & en l'ancienne Coutume de ce Comté, art. 94. 110. 134. *in quibus sic restituendum est.* Cambray, tit. I. art. 37. 38. 39. tit. II. art. 8. tit. 16. art. I. tit. 25. art. 13. 14. S. Omer sous Arthois, art. 54. 74. Valenciennes, art. 29. 34. 38. 40. 50. 56. 61. 62. 65. 67. 73. & ailleurs. Et en la Coutume de la ville d'Arras, art. 45.

RENTE HYPOTHECAIRE.] Lodunois, chap. 20. art. 4.

RENTE PROPRIÉTAIRE.] Senlis, art. 273. 274. Clermont, art. 14. & 36. * V. *Rentes ensaisonnées & infcodées.*

Est redditus solarius fundariusve, & revera Emphyteuma, quod nomen habet ab insitione furculi in arbore, que pars est cultura subtilior, ut & inoculatio, emplastratio, Catoni, Plinio. Namque pomifera arbores ab homine didicere blandos saporis adoptione & connubio, ait Plinius, initio lib. 16. Ob vectigal & redditum annuum insita & arborum quoque adulteria excogitata sunt, idem initio lib. 17. Hic igitur redditus est Solarium: quod propriè debetur à superficiario qui in alieno solo consensu domini superficiem habet: pour le solage. Sic enim hoc vectigal vel pensio annua appellatur, ex eo quod pro solo pendatur domino soli, l. 2. §. si quis nemine. D. ne quid in loco publ. Qua voce utitur etiam Ulpianus in l. cum servus 39. §. heres. de legatis 1. & in l. 7. de usufructu. Paulus in l. etiam 15. qui potiores in pignore. Symmachus, lib. 4. Epistol. 19. & 51. Superficiarius domino soli certam pensionem aut mercedem annuam prestat, l. 73. 74. de rei vindic. l. 16. par. ult. l. 17. de pignorat. actione. Habet jus ἐμϕυτευτικόν quod à jure emphyteutico differt l. 3. de rebus eorum qui. Solum terram significat, Festus. Qua solo continentur, verbum est Jurisconsultorum, Seneca initio lib. 2. Naturalium questionum.

RENTE REALISÉE ET NANTIE.] Peronne, art. 270. Voyez le mot REALISER. * & Nantissement.

RENTE OU REVENU RENDABLE.] Auvergne, chap. 31. art. 3. 4. & suivans. La Marche, art. 411. 412. 417.

Laquelle est différente de la rente censuelle, foncière, coutumière, qui porte directe seigneurie, & droit de fundalité: & n'est que Rente feiche ou volante, qui ne porte profit à son Seigneur, & est rachetable, comme étant constituée à prix d'argent. La Marche, art. 180.

411. & suivans; & art. 432. 437. Comme aussi en la Coutume d'Ac's; tit. 8. art. 7. la rente seiche est differente de la rente fonciere. La rente seiche est la pension, rieriefief ou cens annuel que le sujet impose sur son heritage mouvant d'aucun Seigneur foncier, & est amortissable. Saint Sever, tit. 6. La rente seiche c'est la rente constituée à prix d'argent & volante. Bayonne, tit. 4. art. 10. 11.

Il faut expliquer icy ce que c'est qu'une *rente censuelle* & une *rente rendable*, & de quelles manieres elles se constituoient anciennement, parce que cette matiere est peu entendue des gens de pratique. On a remarqué ailleurs qu'anciennement les rentes constituées à prix d'argent étoient non rachetables de leur nature, & qu'elles ne differoient des foncieres qu'en ce que les foncieres étoient reservées ou retenues sur les fonds, lorsque la propriété en avoit été transferée; au lieu que les constituées à prix d'argent étoient imposées & assignées par les propriétaires sur leurs fonds sans translation de propriété; d'où les foncieres étoient appellées *census reservativi*, & les constituées & assignées, *census consignativi*. Voyez ma Dissertation sur le tenement, chap. 2. & M. Pithou sur l'article 67. de la Coutume de Troyes, p. 190.

En Auvergne, dans le Bourbonnois & la Marche, lorsque le propriétaire d'un fond allodial le donnoit à rente fonciere, cette rente qu'on regardoit comme un veritable cens, emportoit droit de directe Seigneurie, & de lods & ventes au profit du bailleur, parce que c'est une maxime établie dans ces Coutumes, & qui y est encore suivie, que la premiere rente constituée sur un heritage allodial s'appelle *rente fonciere*, & emporte droit de directe Seigneurie, & de lods & ventes. Voyez la Coutume de Bourbonnois, art. 392. & celle d'Auvergne, titre 31. art. 2.

Mais lorsqu'un creancier donnoit son argent à rente il y avoit distinction.

Ou le debiteur avoit promis purement & simplement de faire assiette de la rente,

& alors elle étoit rendable, & n'emportoit pas droit de directe Seigneurie. Le debiteur en ce cas donnoit, au dire de gens à ce connoissans, des biens à son creancier sur lesquels le creancier percevoit sa rente par ses mains, ou dont il jouïssoit à titre d'*antichrese* ou de *mortgage*. Voyez *Mortgage*.

Et s'il étoit dit dans le contrat que l'assiette seroit coutumiere, les fonds & revenus devoient être cedez au creancier suivant l'estimation des Coutumes, aux titres d'assiettes de rentes.

Ou le debiteur s'étoit obligé de faire assiette de la rente sur un fond allodial, & alors dès que l'assiette avoit été faite, le creancier devenoit Seigneur direct du fonds, qui cessoit par ce moyen d'être allodial; & cette sorte de rente, quoy que constituée dans son principe à prix d'argent, emportoit droit de lods & ventes, parce qu'elle se trouvoit non rachetable, fonciere, & la premiere imposée sur le fond. La Coutume d'Auvergne, tit. 31. art. 1. & 2.

Tous cens ou rente d'us & assis sur fonds & heritages certains emportent directe Seigneurie s'il n'appert du contraire, & par ainsi qui acquiert cens ou rente sur un heritage quitte & allodial, il acquiert la directe Seigneurie, posé que de la directe ne soit fait aucune mention.

Basmaison est peut-être le seul qui ait bien pris le sens de ces articles de la Coutume, que peu de gens entendent encore aujourd'huy, quoy qu'ils leur paroissent sans difficulté.

Quand le propriétaire d'un heritage franc, quitte & allodial, constitue & impose cens sur iceluy, dit cet Auteurs, il transfere

il transfere la Seigneurie directe à celui auquel il reconnoit le cens, & devient simple Seigneur utile de l'heritage, de laquelle la directe est réputée aliénée en constituant un Cens, qui de sa propre signification emporte la directe, s'il n'est autrement convenu, d'autant qu'on peut évaluer le Cens à la rente rendable, que la Coutume parie au cens moit, par l'article 68. & que les autres Coutumes appellent rente sèche, qui ne produit aucune commodité, ni profit par la mutation de main, que la seule prestation imposée.

M. Guy Coquille Auteur habile, qui étoit non seulement très-versé dans le Droit Romain & dans la Pratique, mais qui sçavoit encore en perfection les antiquitez & les origines de nôtre Droit François, remarque sur l'article 1. du titre 5. de la Coutume du Nivernois, que dans cette Province les bordelages, qui sont des especes de rentes qui emportent droit de directe Seigneurie, se constituoient anciennement presque de la même maniere. Par la recherche, dit-il, des anciens protocoles des Notaires, se trouve que la pluspart des creations de bordelages commençoient par deniers, & à raison du 12. denier, & aucuns à plus vil prix, & cela se pratiquoit en cette sorte. Le propriétaire vendoit son heritage à vil prix, & au même instant le reprenoit à bordelage; à raison du dixième, douzième, ou quinzième denier du prix de l'achat, qui est contrat de vraie constitution de rente à prix d'argent. Voyez *Argent racheté & morte-main* à la lettre A.

Nos Rois ayant depuis statué par leurs Ordonnances qu'à l'avenir les rentes constituées à prix d'argent seroient toujours rachetables; on inséra ces dispositions dans toutes nos Coutumes.

RENTE REQUERABLE.] Comme toutes rentes sont telles, s'il n'est dit du contraire, & les faut demander sur les lieux.

RENTE ROTURIERE.] Laon, art. 193. Channi, art. 97. Tours, art. 94. à la différence des rentes inféodées. Tours, art. 114. Lodu-

II. Partie.

Celle du Bourbonnois dans l'article 418. excepta néanmoins de cette règle générale les rentes constituées à prix d'argent emportant directe Seigneurie, qu'elle voulut être non rachetables comme auparavant; les regardant comme des cens acquis pour de l'argent. Rente constituée à prix d'argent NON PORTANT DIRECTE, pour quelque prix ou somme que ce soit, est rachetable pour ledit prix, quelque contrat ou renonciation qu'on puisse faire au contraire. A quoy est conforme l'article 392. qui décide que la première rente constituée sur aucun heritage allodial s'appelle rente foncière, & emporte droit de directe Seigneurie & de lods & ventes.

Il est indubitable, après ce qu'on vient d'observer, que la rente constituée dans ce dernier article, est autant & même plus, la constituée à prix d'argent que la foncière, de sorte qu'il y a lieu de s'étonner que du Molin ait mis pour apostille sur cet article au mot CONSTITUÉE, *Intellige non per emptionem sub pecunia, sed per concessionem fundi, aliàs consuetudo esset valde stulta & inepta.*

Mais quoy que du Molin n'ait pas bien critiqué cet article, son avis néanmoins, parce qu'il étoit conforme aux nouveaux principes des rentes, a prévalu à la Coutume même. De sorte qu'aujourd'hui toute rente constituée à prix d'argent étant rachetable sans aucune distinction; on ne peut plus constituer à prix d'argent des cens ou rentes non rachetables qui emportent directe Seigneurie, & droit de lods & ventes. Ce qui n'empêche pas que les rentes Seigneuriales qui ont été anciennement ainsi constituées ne soient bonnes, & ne doivent toujours être payées. Voyez *Rentes constituées, ensaisnées & inféodées.*

nois , chap. 8. art. 8. & 9. Le Seigneur peut par puissance de fief prendre ses rentes roturières si elles sont acquises en son fief. Voyez le mot ROTURIER. Aussi plusieurs ont des rentes en fief assignées sur le domaine du Roy , au lieu des fiefs qui ont été unis au domaine.

RENTE SECHE.] Au second livre des Tenures , chap. 12. & au livre 3. chap. 4. à la différence de celuy qui doit rente & service ou autre charge à son Seigneur.

RENTE VIAGERE.] A la différence de celle qui est perpetuelle & heritiere , au second volume de Monstrelet , en la Chronique de l'an 1437. Cambray , tit. 4. art. 8. tit. 11. art. 8. tit. 16. art. 1. tit. 25. art. 16. 17. & en la Somme rurale traitant des fiefs. Auquel livre aussi ce mot RENTIER signifie celuy qui doit la rente : & les terres chargées de rentes s'appelles RENTEUSES.

RENTE VOLAGE.] Sens , art. 39. 120. 164. Et en l'inscription de l'art. 57. & suivants de la Coutume de Chaumont. Auxerre , art. 42. 43. 184. 185. [Ou VOLANTE.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 71. de Charles IX. de l'an 1565. & en la Coutume de Blois , art. 157. 270. 275. de Bourdelois , art. 100. de Cambray , tit. 11. art. 5. de Bar , art. 59.

Qui est constituée à prix d'argent , qu'on appelle RENTE VOLANT : & Courant. Sens , art. 122. *que pecunia quaritur , & est veluti species fœnoris quadam.* Et s'appelle RENTE CONSTITUÉE à prix d'argent. Tours , art. 123. 124. Berry , tit. 5. art. 3. tit. 6. art. 8. 24. 33. tit. 8. art. 25. & est dite RACHAPTABLE. Berry , tit. 6. art. 24. 33. tit. 8. art. 25. & ailleurs. *Hic annuus reditus pecunia probatur Justiniano in No. 160. & Pontificibus in tit. de emptione & vend. Inter extravagantes communes : & constitutionibus Regiis à raison d'un pour douze , qui est huit & un tiers pour cent : & en quelques lieux la rente au denier dix est tolerée. Nec est de hoc reditu annuo accipienda l. 2. Cod. de debit. civit. ** Voyez Rente rendable. Rentes ensaisinées.

RENTES A L'APPRECI.] Bretagne , art. 267. Ce sont rentes de grains , payables par deniers seulement à certain jour , desquelles l'appréciation se fait selon les trois marchés precedens le jour auquel l'appréci se doit & est accoutumé d'être fait.

RENTES ARRIERE-FONCIERES ET SUR-FONCIERES.] Orleans , art. 122. A la différence de la premiere & plus ancienne rente fonciere. * V. Rente surfonciere , à la lettre S.

* **RENTES ou croix de Cens.**] C'étoient des *surcens* , des rentes foncières , ou des rentes constituées non rachetables , qui ne differoient anciennement presqu'en rien des foncières. Brodeau sur le titre des

Censives page 539. nombre 23. a été d'avis que la *croix de cens*, car c'est ainsi qu'il l'appelle, n'étoit autre chose que le cens même, qui fut ainsi nommé, parce qu'avant le Roy Henry II. toute la petite monnoye d'oboles, mailles & deniers qui servoit à payer le cens, étoit marquée à la *croix*.

Brodeau s'est trompé, & il n'en faut pas d'autres preuves que l'Ordonnance de Philippes le Bel de l'an 1303, touchant les rentes assignées sur les maisons de Paris, qui est au Registre rouge vieil du Chastelet, fol. 110. *Philippus Dei gratia Francorum Rex: Noverint universi presentes pariter & futuri, quod cum civis nostri Parisienses supplicassent nobis, quod nos ordinaremus & statueremus certum terminum infra quem illi quibus debentur INCREMENTA CENSUUM vel REDITUS possent assignare ad domos & possessiones &c.* Il n'y a personne qui ne voye qu'*incrementa censuum* dans cette Ordonnance sont les *croix* ou *augmentations* de cens, ou les rentes imposées sur les maisons. En voicy une autre preuve tirée du même Registre, fol. 69.

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Hugues de Coufy, Garde de la Prevosté de Paris, salut. Sçavoir faisons, que pardevant Denys de la Celle & Mary de la Prée Clercs Notaires Jurés établis de par nôtre Sire le Roy au Chastelet de Paris, ausquels quans aus choses qui s'ensuivent, faire, oyr, & à nous rapporter, nous avons commis & commettons de tout nostre pooir en euls, adjoutant foy pleniére en ce cas & en greigneur. Personnellement établis Jehan Bourdon, & Emmeline sa femme, fille de feu Philippe Bonnecin Bourgeois de Paris, affermans en bonne verité euls avoir vendu à toujours à Jeanne Marcelle fille de feu Nicolas de Pacy, bourgeoise de Paris & à ses hoirs, soixante quatre livres neuf sols onze deniers parisis de CROIS DE GENS ou RENTE, que ils avoient de propre heritage de ladite Emmeline chascun an, és lieux & sur les lieux cy-aprés nommez & devisez en cette maniere.

C'est assavoir premierement sur la maison Messire Jean de la Terre en la censive S. Eloy, quatre livres dix sols parisis &c. On donnera ailleutz ces pieces entieres.

* *RENTEs constituées, qui sont ensaisinées ou infeodées.*] Senlis, art. 275. Valois, art. 189. Clermont, art. 36. & 61. Les *rentes ensaisinées* étoient celles qui étoient assignées ou imposées sur des fonds en roture, & desquelles les creanciers ou propriétaires avoient été ensaisinez par les Seigneurs censuels, de qui les fonds chargez étoient tenus.

Les *rentes infeodées* étoient celles qui étoient assignées ou imposées sur des fiefs, & desquelles ceux qui étoient propriétaires ou creanciers avoient été receus en foy par les Seigneurs feodaux, de qui les fiefs chargez relevoient.

On a déjà remarqué qu'anciennement les rentes constituées à prix d'argent étoient non rachetables, & comme elles dévoient toujours être assignées ou imposées sur des fonds certains ; ces fonds certains qui en étoient chargés, étoient plus ou moins diminués de valeur, selon les différents prix des rentes. De sorte qu'un fonds libre qui valoit, par exemple, trente mille livres, ne valoit plus, & ne pouvoit plus être vendu que quinze mille livres, lorsqu'il se trouvoit chargé d'une rente non rachetable de quinze mille livres de principal.

Sur ce fondement, on considéroit anciennement celui qui avoit acquis une rente sur un fief, comme s'il avoit acquis une partie du fief même ; & celui qui avoit acquis une rente sur un héritage en censive, comme s'il en avoit acquis une partie : & par cette raison celui qui avoit acquis une rente sur un fief, en faisoit foy & hommage au Seigneur du fief ; & celui qui avoit acquis une rente sur un héritage en censive, en prenoit la saisine du Seigneur, ce qui rendoit l'acquisition des rentes si solennelle, qu'elles n'étoient plus purgées par les décrets. Des Mares, décision 221. *Quand aucune hypothèque sur aucun héritage pour cause d'autune rente annuelle & perpétuelle à luy vendue, & de laquelle il est en foy, hommage ou souffrance, quand tenue est en fief, ou en possession ou saisine quand tenue est en censive, est criée & subhastée, vendue solennellement ou par décret, par ce ne luy est point fait préjudice quant à sa rente, combien qu'autrement seroit, s'il n'étoit en foy & hommage ou souffrance, se ce étoit fief, ou saisine & possession se ce étoit en censive.*

La rente constituée à prix d'argent & assignée sur un fief, de laquelle l'acquéreur ou le créancier étoit entré en foy, étoit donc encore une fois une rente infeodée, & celle qui étoit assignée sur un héritage en roture de laquelle l'acquéreur ou le créancier avoit pris la saisine du Seigneur, étoit une rente ensaisinée. Cela posé, il faut remarquer que suivant les principes du Droit François, celui qui avoit acheté un fief, n'en acqueroit la saisine ou la possession civile que par la réception en foy ou l'infeodation, ou par l'ensaisinement du Seigneur, si l'héritage acquis étoit censuel ; car *ensaisiner* n'est autre chose que transférer la possession civile : & comme les rentes faisoient partie des fonds sur lesquels elles étoient imposées, celui qui avoit acheté une rente sur un fonds, n'en acqueroit aussi la possession civile que par l'ensaisinement ou l'infeodation du Seigneur, ce qui donna lieu à un droit singulier ; car la question s'étant présentée de sçavoir lequel de plusieurs acquéreurs de rentes sur un même fonds seroit préféré, on décida sans raison, en rejetant le droit des hypothèques, que ce seroit celui qui auroit pris le premier la possession de la rente,

sur le principe de droit, que quand une même chose a été acquise par plusieurs personnes, celui qui en a eu le premier la possession est préféré aux autres. *Leg. Quotiens 15. Cod. de Rei vindicatione.* La Coutume de Clermont, art. 61. *Toutes rentes constituées non ensaisinées ou infeodées en matière de criée ou déconfiture sont réputées dettes pour une fois, & n'y a priorité ny postériorité, ains viennent à contribution avec les autres de semblable nature, au marc la livre, ainsi que de raison; ensemble les arrerages qui en sont dûs selon l'Ordonnance.*

Les rentes n'étant plus aujourd'hui réelles, ni des charges qui diminuent à perpetuité les fonds parce qu'elles sont rachetables, ces infeodations & ces ensaisinemens de rentes ne peuvent plus être pratiqués raisonnablement; ce qu'on a montré plus au long dans la Dissertation sur le Tenement. Voyez *Nantissement, Tenement, & la Note sur Rente & revenu rendable.*

* *RENTES en fresanges.*] Ces mots sont expliqués dans l'extrait suivant, d'une information de la terre & Seigneurie de la Londe, qui m'a été communiqué par M. Rousseau Auditeur des Comptes. *Dirent & rapportèrent les dessus nommez, que à ladite Seigneurie appartient & sont deües deux fresanges ou cinq sols tournois pour chacune fresange, quand il y a pasnage en ladite forest, & ne virent oncques fresanges payer en especes; mais ont ouy dire & tenir aux anciens que une fresange est un pourcel farcy, & que de tout temps ceux qui les doivent ont le choix de les payer en especes ou ledit argent &c.* L'Information dont on a pris cet extrait est au volume 19. des Prisées & informations faites du temps des Anglois, fol. xi. verso, qui est au deposit des Terriers à la Chambre des Comptes de Paris. Voyez à la lettre F.

RENTES A HERITAGE.] Qui sont deües sur le domaine du Roy, au lieu des heritages censuels ou roturiers qui ont été retirez & unis au domaine.

RENTES TOLERABLES.] Au Style du pays de Normandie, & en une Ordonnance de l'Echiquier de l'an 1462. & de l'an 1501. qui sont anciennes & non sujettes à raquit, tellement qu'on est sujet de les porter & endurer.

RENTES VIAGERES.] Hainaut, chap. 98. Amiens, art. 140. & en l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 75. * *V. Rente viagere.*

HERITAGES RENTEUX.] Es Coutumes locales sous la Châtellenie de Lille en Flandres: Qui doivent rentes.

RENTIER.] Auxerre, art. 186. 187. 191. 195. auquel article 186. il faut lire *PERCEPTION* des fruits. Berry, tit. 9. art. 44. tit. 12. art. 12.

C'est celui auquel la rente appartient, ou celui qui doit la rente. Mais en la Coutume de Bretagne, art. 74. 77. 78. ce mot signifie le

role & papier terrier du Seigneur qui a rentes, droits & devoirs sur ses hommes.

* *Rolle RENTIER.*] Voyez *Rolle*.

RENVOY, RENVOYER.] Anjou, art. 65. 66. 71. 75. 77. Le Maine, art. 75. & suivans. Quand il est traité de la compétence des Jurisdicions: Anjou, art. 406. Blois, art. 22. Bourbonnois, art. 11. 12. & ailleurs. Auvergne, chap. 7. La Marche, chap. 3. Angoumois, art. 32. 33. 36. Amiens, art. 230. 235. 236. & en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 53. du Roy Charles IX. de l'an 1563. art. 18. 19. de Henry II. de l'an 1550. art. 10. de Charles IX. de l'an 1566. art. 35. Berry, tit. 9. art. 12.

Quand un Juge renvoye en autre Cour & Jurisdiction la cause qui avoit été assignée ou instituée pardevant luy, ou l'accusé pardevant le Juge de son domicile, ou du lieu du délit: ou qu'un Commissaire renvoye les parties pardevant celuy qui l'a commis. *Ut interdum à Prætare reus remittebatur ad Præfectum urbis, l. 1. §. ult. D. de suspectis tutor. & libro primo institutionum eodem tit. Interdum etiam desertorem auditum ad suum ducem cum elogio præses mittebat, l. 3. D. de re militari. vide l. 6. 7. 11. D. de custodia reorum. l. si cui. §. ubi. D. de accusatio. l. 1. Cod. de exhibendis reis Novel. 68. Justin. De foro competenti agitur, lib. 3. Codicis à tit. 13. usque ad 27. Et de jure revocandi domum vel forum in l. 2. 5. 7. dig. de judiciis, l. nec non, par. si cum. dig. ex quibus caus. majores & passim.* Ces renvois ont été receus afin que les Juges n'entreprennent l'un sur l'autre contre leur pouvoir & jurisdiction, & au préjudice d'autre jurisdiction: *ut olim Tribuni prohibiti sunt jus Prætorum & Consulium præripere, aut vocare ex Italia cum quibus lege agi posset: Tacitus, lib. 13. Annalium. Incompetens autem & incongruus Magistratus vel judex is est, cujus Jurisdictioni vel notioni reus subjectus non est, οὐκ πρόσφορος, οὐχὰρ ὑβδίου δικαστῆς.* Et faut noter que le Juge inférieur, ou égal ne doit pas user de ce mot RENVOY, ny renvoyer les parties pardevant son supérieur; mais doit ordonner que les parties se pourvoient: Comme aussi aucuns veulent dire Rendre ou délaissier le Prêtre à son Evêque, & non pas Renvoyer, d'autant que le Prêtre n'est pas de la Jurisdiction seculiere. *Reus autem dicitur domum vel forum revocare, ratione domicilii, militia, dignitatis, aut sacerdotii.*

* *REPAIRER.*] *Reparare.* C'est se retirer en un lieu, y demeurer. Beaumanoir, chap. 36. p. 195. ligne 26. *Pierre proposa contre Jehan que il étoit venus en le méson dou dit Jean comme chiez son hoste où il avoit réparé, & esté autrefois &c.* Voyez page 161. ligne 14. chap. 30.

* *REPARATIONS viageres.*] Paris, art. 262. sont toutes reparations d'entretienement hors les quatre gros murs, les poutres, les couvertures entieres & les vouîtes.

* *R.E.P.A.S.*] *Mangerium*. Dans des Patentes de l'an 1283. sur un échange contre Thibaud Evêque de Dol, & Simon de Clermont Seigneur de Nesle. Le Roy quitte 8. *libras reditus pro uno men-gerio*. * (M. GALLAND.)

* *REPETITION de retrait.*] Anjou, art. 398. 399. Maine, art. 408. Touraine, art. 171. Lodunois, chap. 15. art. 14. Dans ces Coutumes le plus proche parent du côté & ligne du vendeur peut retirer par retrait lignager, la chose vendue à un autre parent du côté & ligne, si le parent qui a acquis est dans un degré de parenté plus éloigné. Voyez l'article 395. de la Coutume d'Anjou, le 369. de celle du Maine, le 163. & 164. de celle de Touraine, & le chap. 15. art. 7. & 8. de celle du Lodunois. Mais si le parent le plus proche qui a usé du retrait vend ensuite la chose retirée à un étranger, le parent le plus éloigné sur qui le retrait a été exercé, en a la *repetition*, & peut retirer la chose vendue, non sur le pied du second contrat, mais sur le pied du premier. Ce qui a été introduit avec justice pour prévenir les fraudes des lignagers, qui ne retirent pas pour conserver les biens dans la famille, suivant l'esprit de la Coutume, mais pour les revendre & y gagner. Voyez les Commentateurs. Les Coutumes de Touraine & du Lodunois donnent dans ce cas la *repetition* non seulement au lignager connu en retrait, mais même à l'étranger. Voyez les articles citez cy-dessus.

* *REPETITION de témoins.*] Voyez *Recoler*.

* *REPORTAGE.*] C'est une redevance qui consiste en la moitié de la disme. *Charta Theodorici Episcopi Ambianensis an. 1150. Mater Ecclesia Ambianensis ex antiquo dignitatis sue privilegio obtinet medietatem decime qua vulgo dicitur reportagium. Charta Alba-petre in Episcop. Lingonens. tit. an. 1287. Tractatus inter Curatum de N. & Religiosos de aliis terris, quas prædicti Parochiani extra Parochiatum ipsius curati de catero excolunt, dictus curatus illam decimam que debetur ratione reportagii accipiet & habebit &c.*

* *REPOST, Reponaille.*] *Latebre*, dans le petit Dictionnaire publié par le P. Labbe, dans son Livre d'Etymologies. Faire quelque chose en *repost*, c'est la faire en secret. Des Fontaines, chap. 20. n. 3. *Tu edificas par force en ma terre, ou en REPOST (clam) ou en mauvaise maniere, & après tu viens le cose ou mes en autrui main, le lois dit, que mes plais est empiries.* *REPOST* vient de *repositus* i. e. *secretus, arcanus*. Dans l'ancienne traduction des Decretales *Repost* & *Reponaille* se prennent pour une Election clandestine, suivant la remarque de M. de la Thaumassiere dans son Glossaire sur Beaumanoir.

* *REPRENDRE un fief.*] Nivernois, tit. 4. des fiefs, chap. 30.

55. Troyes , art. 18. C'est le relever par la foy & hommage. Voyez Coquille sur l'art. 55. du tit. des fiefs de la Coutume du Nivernois , & cy-après *Reprise* , & *Reprise de fief*.

* *REPRESENTATION*.] C'est un benefice de la Loy , au moyen duquel un parent qui est dans un degré éloigné , succede du chef de son pere , ou de son ayeul , à un défunt , avec un parent qui est dans un degré plus proche. En *ligne directe* la représentation a lieu à l'infiny , & en *ligne collaterale* elle a lieu seulement lorsque les neveux succedent à leur oncle avec d'autres oncles freres du decédé. Il y a néanmoins quelques Coutumes qui l'admettent à l'infiny en *ligne collaterale* comme en *ligne directe*. Voyez l'article 225. de la Coutume d'Anjou , avec la Conference de du Pineau.

* *Les termes de REPRESENTATION*.] La Marche , art. 218. 219. Bourbonnois , art. 305. 306. C'est en *ligne collaterale* , selon Azon , le seul cas où les neveux succedent à leur oncle avec d'autres oncles freres du défunt ; car on a enfin rejetté univérselement l'opinion d'Accurse , qui étendoit la représentation aux cousins germains lorsqu'ils succedoient à leur oncle : & comme en ce cas ils succedent tous de leur chef , on a décidé avec raison qu'ils partageroient également & par têtes. Ainsi dans la Coutume du Bourbonnois , & dans celle de la Marche , où la fille mariée & appanée par pere ou mere , ayeul ou ayeule paternels ou maternels , après le decez de ses pere ou mere , ayeul ou ayeule paternels ou maternels , ne peut demander de legitime ni le supplement de legitime , ni venir à succession collaterale *dans les termes de representation* , tant qu'il y a mâle ou descendant de mâle , soit mâle ou femelle heritant ; elle succedera avec ses cousins germains à son oncle decédé , parce que succedant de son chef elle n'est plus dans les termes de representation ; ainsi que les Avocats du Bourbonnois l'ont toujours soutenu contre l'avis de du Molin.

REPRESSAILLES.] *De quibus à Guidone Papio , quest. 32. 33. 34. Decisionum ; & in Consilio 175. 209. post Bartolum & alios Pragmaticos*. Voyez le mot *Marque*.

* *REPRISE de fief*.] Nivernois , chap. 4. art. La reprise de fief se fait lorsque l'heritier du vassal reçoit la possession du fief dont il herite , des mains du Seigneur , en luy faisant foy & hommage , & luy payant ses droits. Anciennement les fiefs retournoient aux Seigneurs par le decez des Vassaux , & les heritiers des Vassaux en devoient être investis par les Seigneurs , selon Coquille , sur l'article cité. On appelle aussi *fiefs de reprise* ceux qui ne procedent pas de vraye concession , mais qui ayant été originairement des aleux , ont été ce-
dez

de par les propriétaires à des Seigneurs, & repris d'eux aussi-tôt pour être tenus à foy & hommage.

* *REPRISE & retraite.*] Valenciennes, art. 90. *Reprendre & Retraire*, art. 91. Voyez *Retraite*.

REPROCHER ET BLASMER L'ADVEU ET DENOMBREMENT.] Bretagne, art. 361. *Reprobare, improbare*, le débattre & contredire.

REPROCHER LES TÈMOINS.] Hainaut, chap. 65. *παραιτίου μη μάρτυρας οὐκ ἀξιόπιστους, non fide dignos refellere.*

Sunt exceptiones testium, παράγραφοι, διάβολαι, Justiniano in No. 90. & Eustathio: qua veteri interpreti Disputationes: At saper dictis testium publicè disputare in capite 15. de testibus, capite 32. de officio judicis delegati, est in foro judiciove testimonia refutare, discutere potius quàm testes excipere. Reprobantur autem testes: cùm contra eos in foro judiciove dicitur: cùm refelluntur, cùm eorum testimonia rejicit absteruter ex litigantibus improbata eorum fama & moribus: cùm testimonia reprobantur, l. Lucius, D. de his qui notantur infamia. Non qualiscumque enim persona testimonii pondus habet, Tullius in Topicis: Sed & suspecta fuit Romanis Græca fides, Græcus testis, vel Asiaticus, quia testimoniorum religionem & fidem nunquam ista natio coluit, idem Tull. pro Flacco, in qua oratione maximè occupatur in examinanda fide & auctoritate testium Asiaticorum. Falsò testi credi non debet: seruo non solet, nec illis quibus clausa sunt templa, ut Seneca ait Controvers. secundâ libr. prim. Et interdum testes nil prosunt, ut in cive servato refert Plinius, lib. 16. cap. 4. Porro de refutatione testium Quintilianus, lib. 5. cap. 7. & in l. 3. & 23. dig. de Testibus, l. si quis test. Cod. eod. Testes omni exceptione majores, l. optimam, Cod. de contrab. stipulatione, cap. 47. de Testibus, cap. 1. de consanguinitate. Sans reproche. Nec testes infamium loco habentur cùm testimonia eorum reprobata sunt in modum exceptionis, nec questum est de falso, dicta, l. Lucius, & cap. 1. de exceptionib. cap. 2. de ordine cognitio. cap. 13. de testibus. prima collectione Decretalium. Sic fortè hoc schedium non erit inconditum & inelaboratum. Ces Reproches s'appellent aussi OBJECTS, en la Coutume de S. Sever, 1. art. 25. de Bayonne, tit. 26. art. 23. de la Marche, tit. 10. & ailleurs, & il n'y a différence.

REPROCHES DE TÈMOINS.] Hainaut, art. 57. 58. 64. 65. Bourbonnois, chap. 5. Bretagne, art. 418. Berry, tit. 9. art. 30. tit. 20. art. 8. * V. *Reprocher*.

REQUART.] Qui est le quart denier du quatrième denier du prix ou de l'estimation de la vente, donation ou autre alienation d'un heritage cottier. Boulenois, art. 50. par laquelle Coutume ce requart denier n'est dû au Seigneur, encore que la vente soit faite francs de-

niers au vendour : Car pour les cottiers le quart denier est seulement dû.

* *Homme RE QUESTE' par son Seigneur.*] Lorraine, tit. 103.

* *RE QUESTE de Lettres formées, dûment faite & applegée.*] Anjou, art. 471. 509. Le Maine, art. 474. 504. Tours, art. 360. Voyez *Applegemens.*

RE QUESTE CIVILE.] En l'Edit de l'an 1539. art. 127. de l'an 1566. art. 61. 62. & en la Declaration d'iceluy, art. 14. & en l'art. 146. de l'Edit de l'an 1579. Qui s'obtient par Lettres Royaux contre un Arrest du Parlement pour le faire retracter à l'occasion du dol, surprise, circonvention, ou précipitation de partie adverse : Ou quand l'Arrest a été donné par faux témoins ou instrumens, dont l'on ne s'est apperçu qu'après le jugement donné. Et afin de faire remettre les parties en tel état qu'elles étoient avant l'Arrest : *Nam & Judex addictus actioni judicati jure Romano querelam rei admittit, cum adversarius per dolum sciens falsò aliquid allegavit, & hoc modo sententiam Pretoris consecutus est adversus absentem, l. si Prator, 75. D. de Judiciis. Quò pertinet titulus Codicis, Si tutor vel curator falsis allegation. & Titulus, Si ex falsis instrumentis, l. 18. dig. de exceptionib. l. 33. dig. de re judicata. Libellus autem qui Prefecto Pretorio offerebatur retractanda litis causa, appellatur διδασκαλικόν. Novell. 119. Justin. διδασκαλία Novell. 22. ejusdem, ut monuit eruditissimus Cujacius, lib. de temporum prescriptio. cap. 7. Voyez PROPOSITION D'ERREUR. Plusieurs parties par mauvais conseil abusent de la Requête civile, qui n'est que trop frequente, & dont le Procureur General s'est plaint en Parlement.*

* *RE QUESTE personnelle, RE QUESTE hypothequaire, & RE QUESTE personnelle & hypothequaire.*] Selon Imbert *Requête personnelle* est quand l'action personnelle est seulement intentée. Sçavoir est que le demandeur propose pour avoir payement de sa dette.

Requête personnelle & hypothequaire est quand le demandeur conjoint l'action hypothequaire avec la personnelle, comme quand il propose à ce que le deffendeur ait à payer ou à déguerpir, & luy délaisser par hypotheque ce qu'il tient des choses obligées & hypothequées pour le dû.

Et *Requête hypothequaire* a pareilles conclusions, sinon que l'on demande que tels lieux soient déclarez affectez & hypothequez au payement de telle somme, & que le deffendeur qui les tient ait à déguerpir comme dessus, si mieux il n'aime payer la somme ; & n'y a difference sinon, que les *Requestes personnelles & hypothequaires* peuvent être formées contre l'obligé au payement, ou son heritier &

G L O S S A I R E.

bien tenant. Mais si l'on veut agir contre le bien tenant de l'obligé, c'est à sçavoir contre le détempteur des choses hyporhequées au payement du dû, & que le bien tenant ne soit heritier, il faut intenter la *Requête hypothequaire* seule, qui est l'action personnelle sans l'hypothequaire. Imbert dans sa Pratique, livre premier, tit. 17. page 102. En quelques lieux, comme à la Rochelle, les Requestes sont nommées *Admonitions*.

* *REQUESTES*.] Ancien droit Seigneurial dont il est fait mention en l'accord du mois de May 1220. entre l'Abbé de S. Vaast d'Arras, & les Villes de Mons en Puelle &c.

Li relief, les *Requestes*, li vendanges des terres montent tant seulement à l'Abbé, & li Abbez a en ces Villes, ses forages, ses cambages, son tonlieu &c.

REQUESTES DE L'HOTEL, REQUESTES DU PALAIS.] Dont écrit l'Avocat Pasquier au second livre des Recherches, chap. 3.

* *REQUEURE*.] Ce mot signifie recourir, & pour ainsi dire, reprendre & retirer quelque chose en courant après : Les anciennes Coutumes de Bourges, Rubriche 1. art. 10. *Item, & quand iby a plusieurs enfans freres & sœurs mineurs pupilles & on bail, d'autre que de pere ou mere, ayeul, ou ayeule, si après ce que l'ung des freres est devenu en age, il est hors de bail, requert, & attrait à soy le bail de ses autres freres & sœurs pupilles &c.* Les Coutumes des Amendes de Bourges, chap. 10. *Quiconques rescoust ses gages à ung Sergent il y a soixante sols d'amende pour le Prevost, se il est prouvé contre celuy qui l'aura recoust.* Les Loix de Thibaud Comte de Champagne art. 28. *Item si le Sergent gage, ou met la main à aucun, & il le requert ses gages, il doit soixante sols d'amende.* Beaumanoir, chap. 43. pag. 236. *Chil qui resqueut la prise que l'on fet sur li à tort ne meffet riens; se che n'est Justiche qui prent, car quant le Justicho prent soit à tort, soit à droit, se resconse li est fete, chil qui resqueut, doit l'amende de soixante sols, ou de soixante livres, se il est gentiexhous, &c.*

Par l'article 5. de la Coutume de Troyes un seul enfant étant en celle requert la main-morte pour tous les autres qui sont hors de celle; c'est à dire que l'enfant qui demeure avec ses pere & mere main-mortables, ou qui est en leur puissance, & qui par cette raison succede à son pere ou à sa mere, à l'exclusion du Seigneur, est néanmoins obligé de partager ces successions avec ses freres hors de celle ou émancipez, quoy que ses freres émancipez, s'ils avoient été seuls, eussent été exclus par le Seigneur de la main-morte. Ce qui a été introduit par équité contre l'ancien usage de la France, suivant lequel les enfans émancipez, ou hors de celle ne succe-

doient point à leurs peres & meres, quand les peres & meres est mourant avoient laissé des enfans *en celle*, ou en leur puissance. Voyez *Celle*.

* *Droit de quint & RE QUINT.*] Nivernois, chap. 4. des Fiefs art. 16. Dans cette Coutume, *si l'acquerreur baille grace & faculté de rachat au vendeur ou alienateur de la chose feudale, il y a QUINT pour l'alienation, & un autre QUINT de semblable valeur pour le rachat ou le remeré.* C'est ce second quint qui est appellé *requins* dans l'art. 16. cité cy-dessus. Voyez l'article 23. du même chapitre.

REQUINTS,] Paris, art. 15. 24. 190. Meaux, art. 121. 133. Melun, art. 69. Sens, art. 35. & ailleurs.

C'est le quint denier du quint denier du prix de la vente du fief. Voyez le mot *QUINT*.

Le requint est le quint du cinquième denier du prix ou estimation de la vente, donation, ou autre alienation d'un heritage feudal. Bourgeois, art. 50. par laquelle Coutume ce droit n'est dû au Seigneur feudal, encore que la vente soit faite francs deniers. Comme aussi par la dernière Coutume d'Orleans, art. 1. le requint est aboli.

REREFIEF.] Montargis, chap. 1. art. 44. 67. Orleans, chap. 1. art. 67. Dunois, art. 15. 21. Solle, tit. 18. art. 1.

C'est l'arrière-fief, à la différence du plein fief qui est tenu nuëment à pur & sans moyen d'un Seigneur feudal.

REREVASSAL.] Nivernois, tit. 4. art. 60. Montargis, chap. 1. art. 67. 68. Orleans, chap. 1. art. 67. 68. Dunois, art. 21.

C'est l'arrière vassal, qui jouit d'un arrière-fief.

LE SOL APPELLE' RE'S DE CHAUSSE'E.] Melun, art. 190. Estampes, art. 74. Montfort, art. 74.

RE'S DE CHAUSSE'E OU SOL.] En l'ancienne de Paris, art. 81. 83. Terre & rés de chaussée: Meaux, art. 76.

PRISONS BASTIES à RE'S DE CHAUSSE'E.] Melun, art. 4. comme elles doivent être par l'Ordonnance du Roy de l'an 1560. Le sol appellé l'étage du Rés de chaussée. Montfort, art. 76. Mante, art. 95. 96. 98. Le Rés de Chaussée qui est le sol de l'étage. Laon, art. 146. 268. 270. Reims, art. 366.

RESCARE DE FOUR.] Herly, art. 3. Il semble qu'il parle du droit de fourbannier.

RESCINDANT, RESCISOIRE.] Que nos Praticiens distinguent & cumulent, tant à fin de casser, annuller & revoquer un contrat & obligation, que pour contraindre un défendeur. après la rescision à rendre, délivrer & restituer la chose contentieuse: & est le défendeur tenu sur ce proceder & répondre, comme il fut arrêté

en plaidant és grands jours de Moulins, le 16. Septembre 1540. Le rescifoire est l'exécution du rescindant. *Non tempero mihi quominus nostrorum ineptias proferam, quibus cum mihi cottidianum est jurgium. Interpretes vulgò aliud faciunt judicium rescindens, aliud rescisforium: quasi verò non uno eodémque judicio, & non una actione rescindatur contractus & res petatur, ut in querela inofficiosi testamenti observat juris nostri solers Cujacius, ad tit. 28. lib. 3. Codicis. Explode igitur somniculosam illam vulgi sententiam: nec verò jubeas me cum nostris semper litigare. Pragmatici ut plurimum tanquam anus vel Sabini quod volunt somniant, & alius alio peior: Sape etiam inter eos mira diversitas, ut inter homines rudes, imperitos, atque in multis ferè stolidos.*

* **RESCOUERRES, RESCOUEUR.**] Beaumanoir, chap. 2. pag. 20. ligne 3. C'est celui qui fait recouffe un retrayant. Voyez *Recouffe & Resqueure.*

RESCRIPT DU SERGENT EXECUTBUR.] Ponthieu, art. 149. Quand il rescrit de son exploit pardevers le Juge, & luy fait sa relation.

* **RESE.** } Couffe de gens de guerre.

RESIGNER SON OFFICE, ESTAT, OU BENEFICE.] *Quod veteres dixerunt Ejurare magistratum, munus, sacerdotium. Antiqui Resignare ponebant pro rescribere, ut adhuc Subsignare pro subscribere: Festus.*

RÉSIXIÈSME, RESIXIÈSMÈMENT, RETIERS, RETIERCEMENT.] En l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 66.

Quand le prix de l'heritage cottier ou rentier vendu, ou chargé d'aucune rente, est francs deniers: Autrement n'est dû au Seigneur duquel l'heritage est tenu, que le troisième ou sixième denier.

* **RESNAULE, RESNABLE, REGNABLE.**] Beaumanoir, chap. 29. & 34. Raisonnable.

* **RESNAULEMENT.**] Raisonnement. Voyez *Resnaule.*

RESPIT.] Paris, art. III. Melun, art. 321. Sens, art. 258. Estampes, art. 157. Monfort, art. 182. Mante, art. 185. Senlis, art. 290. Clermont, art. 248. Valois, art. 193. Laon, art. 279. Chalons, art. 269. Reims, art. 392. Ponthieu, art. 152. 154. Auxerre, art. 150. Nivernois, tit. 32. art. 22. Hainaut, chap. 10. & 94. Mons, chap. 25. & en l'Edit de l'an 1536. art. 12. & de l'an 1560. art. 61. Berri, tit. 9. art. 21. 22. Solle, tit. 33. Dourdan, art. 145. Galais, art. 225. Bar, art. 203. Bearn, tit. 1. art. 25.

Sunt inducia anni vel triennii vel quinquennii, qua debitoribus conceduntur à Principe vel magistratu causa cognita adversus creditores, ut interim non urgeantur ad solutionem. Appius Claudius in Thessalia legatus cum ingens esset vis aris alieni, justi crediti solutionem in annorum pensiones distribuit: Livius, lib. 42.

Le Roy Louïs IX. a donné répit de dettes pour trois ans à tous ceux qui furent avec luy au voyage d'outre mer, comme recite l'Auteur incertain de la vieille Chronique de Flandres, chap. 20. Au Stile du pays de Normandie, cette diction se prend aussi pour un délai de justice que l'on donne en une cause à l'absent. Et en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 15. Mettre la bataille en répit jusques au lendemain: & au chap. 17. Donner répit. *Ivo Episcopus Carnotensis dixit Respectum, Epistol. 69. 154.* Sans répit, c'est à dire, sans délai & incontinent, en l'Edit du Roy Charles V. de l'an 1376. fait pour le reglement des Forests. Aussi ce répit de payer ses dettes s'appelle benefice, octroy & privilege d'annion, & quinquennion. Orleans, art. 332. 336. 337. 353. Montargis, chap. 18. art. 10. Bourbonnois, chap. 9. & en l'art. 132.

LETTRES DE RESPIT OU D'ESTAT.] Ponthieu, art. 155. 156. & en l'Edit du Roy Philippes le Bel de l'an 1318. art. 8. Lettres d'Etat pour répit. Ponthieu, art. 181. Sont quinquennelles: *qua inducia dantur certis ex causis, & ut nomen bonum fiat si sustineatur. Nec enim semper qui appellatur, statim potest nominibus responderē.* * Vide Cangium in Glossario. V. Respectus.

RESPIT ET SOUFFRANCE POUR UNE MESME CHOSE.] Bourbonnois, art. 375. 386. La Marche, art. 276. Angoumois, art. 24. Bretagne, art. 334. & ce que l'ancienne Coutume de Poitou, art. 92. 93. avoit dit Répit, le dernier article III. 112. appelle SURCEANCE.

TERME OU RESPIT.] Anjou, art. 347. Le Maine, art. 359. Auvergne, chap. 9. art. 5. chap. 19. La Marche, art. 66. & suivans, & art. 188. *Sunt induciae qua debitoribus vel vassalla conceduntur.* Atermoyement.

SE METTRE EN SES RESPITS.] Lodunois, chap. 1. art. 18. chap. 11. art. 6. & en l'ancienne Coutume de Touraine, chap. 1. art. 18. Ce que la dernière Coutume de Touraine, art. 21. a dit se mettre en son devoir: *Ubi agitur de fidelitate prestanda à vassallo: unde ACCEPTATION DE RESPIT.* Anjou, art. 103. Le Maine, art. 116. c'est à dire devoir feodal.

* RESPITER.] Dans les Affises, chap. 126. 265. dilayer, remettre, donner du temps pour payer. Geoffroy de Villehardouin, n. 32. *Querons lor q'il le nos ayent à conquerre & nos lor RESPITERONS le trente mille mars d'argent que il nous doivent.* Voyez M. du Cange dans son Glossaire sur cet Auteur.

RESPONDANT.] *Pras, fidejussor, vel constituta pecunia reus. Fidejussores dicuntur respondere, l. libertus, §. ult. Ad municipa. Sed propria Respondere est ἀντιπρωῖν, recipere, constituere. Responsor, ἀντι-*

Quæritur, Justiniani No. 4. 99. 115. & Edicto nono.

RESSEANT ET DOMICILIE.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 9. ou **RESSEANT.** Acs, tit. 16. art. 3. & ailleurs. Que le Style de Liege, chap. 14. art. 21. appellé **SURSEANT.**

RESSEANT AU DUCHE.] Normandie, chap. 14. & 15.

RESSEANT DU FIEF.] Normandie, chap. 2. 53. 60. 61. 89.

RESSEANT EN JUSTICE.] La Marche, art. 438.

Qui in provincia habet domicilium & sedem: qui a maison, qui reside, & qui tient feu en certain lieu. Personne resseante, & bien aplegée en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1463. art. 65. **GENS RESSEANS & SOLVABLES:** En l'Edit du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 15. & de Charles IX. de l'an 1563. art. 38. Berry, tit. 1. art. 34. tit. 9. art. 72. Qui sont habitans, domiciliez & residens au lieu: *A sedibus autem sic vocati: quique sunt assidui & locupletes: loci scilicet, hoc est agri, pleni. Plinius, lib. 18. cap. 3.* Commissaire **RESSEANT & solvable** en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. pour la declaration des fiefs.

RESSEANT ET MANANT AU PAYS.] Hainaut, chap. 23. qui parle d'un criminel qui ne s'est absenté.

RESSEANT AU PAYS, OU DU PAYS.] Anjou, art. 411. Le Maine, art. 291. 422. Auvergne, chap. 25. art. 1. & 5. chap. 31. art. 53. Lalleuë sous Artois, art. dernier.

PERSONNAGE RESSEANT.] Berry, tit. 9. art. 26.

EXOINE DE MAL RESSEANT.] Normandie, chap. 39. 122. 124. & au Style du pays: quand aucun est excusé en justice de maladie dont il est détenu en sa maison, *Cùm morbus rei agenda impedi-mento est.*

CAUTION RESSEANTE.] Bretagne, art. 118. & és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 89. Bar, art. 229. Lorraine, tit. 17. art. 3. * Voyez M. du Cang. sur les Etablissements, p. 172. & dans son Glossaire au mot *Residentia.*

RESSEANTISE.] Normandie, chap. 61. residence & **RESSEANTISE,** en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 2. art. 12.

RESSORT, RESSORTIR.] Meaux, art. 186. 189. Senlis, art. 1. & 3. Tours, art. 72. 159. 195. Anjou, art. 16. 48. 65. Le Maine, art. 16. 56. 71. & souvent és Ordonnances de France: Berry, tit. 2. art. 6. tit. 5. art. 11. 46. 57. tit. 6. art. 3. tit. 8. art. 12.

Sic appellatur districtus judicis, ad quem appellationes sunt. C'est le droit de connoître des causes d'appel. Le Seigneur a Justice & ressort sur ses sujets, *qui ab eo jus petunt eique respondent. Sic reipublica vicus respondere dicitur, l. 30. dig. ad municipales. Unde jus petit. Budens vo-*

cem petitam putat ab antiquo more judiciorum, cum sortitio judicam fiet, & causa cognoscerentur sortibus ex urna ductis. Pace ejus dixisse liceat, non hoc est simile veri.

SERGENS PUISSANS & RESSEANS.] Hainaut, chap. 74. *Quorum sunt idoneæ facultates, & qui sont demeurans au lieu de leurs charges.*

RETABLIR ET REINTEGRER LA MAIN MISE.] Chasteau-neuf, art. 151. ou la chose spoliée. Bretagne, art. III. ou ce qui avoit été executé par provision. Bretagne, art. 175.

RETABLIR LES FRUITS.] Dourdan, art. 28. Rétablissement fait par le mary à sa femme pour pareille somme que son héritage a été vendu. Bar, art. 84.

RETABLIR ET RESTABLISSEMENT.] Lille, art. 148. 149. 233. & au dernier, titre des matieres possessoires.

Quand le défendeur rend & restituë les fruits de l'héritage auquel le demandeur prétend avoir par luy été troublé, ou empêché en la jouissance & perception d'iceux. Et doit tel rétablissement être fait avant l'exécution de la recreance entre les mains des Commissaires après le sequestre jugé. Le rétablissement de fruits en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. art. 106. qui se fait és mains du Commissaire établi pour regir une chose sequestrée.

RESTABLISSEMENT] Par signe & figure, ou réellement fait. Ponthieu, art. 144. & 145. & au Style du Chastelet de Paris. Quand il est traité de la matiere de complainte en cas de nouvelleté.

RETABLIR ET RESTABLISSEMENT] Des biens d'un conducteur en l'hostel baillé à loüage pour seureté des loyers, s'ils ont été transportez. Montargis, chap. 18. art. 4. Orleans, art. 319. Berry, tit. 9. art. 38. ou bien des fruits que le vassal auroit perçu après la faïsse de son Seigneur fudal ou censuel à luy signifiée. Grand Perche, art. 55. 56. Chasteau-neuf, art. 142. auquel nous lisons aussi **REINTEGRER** les fruits. La Marche, art. 195. Poitou, art. 25. 87. Angoumois, art. 14. La Rochelle, art. 58. 59. Peronne, art. 26. ou rétablir le dommage. Berry, tit. 10. art. 21.

RESTOR.] Au Style du pays de Normandie, signifie recours contre son garend, son sommé ou autre.

* **RESTOR.**] Dédommagement, récompense. Beaumanoir, chap. 67. des engagements, p. 343. ligne 15. *Quant jugement est fet de heritage, l'exécution est que l'en mette chil en saisine pesible, pour qui li jugement est fés, ou quand jugement est fés de aucune chose que il n'a pas en sa main ne en sa Baillie, ainchois convient que il pourchasse que il l'ait, ou que il en fasse RESTOR. Vid. Cang. in Gloss. V. Restaurum.*

DROIT

DROIT DE RESVE CARTULAIRE.] D'imposition foraine, de domaine forain, & haut passage : qui par les Ordonnances de France appartient au Roy, sur les marchandises entrans au Royaume, ou sortans d'iceluy, & selon que cette aide est taxée pour livre & autrement. Comme aussi les droits de Rouage, Poudrage, Pontenage : *Rotaticum, Pulveraticum, Pontaticum.*

Selon M. du Cange, du mot latin *Rogare*, qui signifie demander, on a fait autrefois parmy nous le mot *Rouuer* ou *Rueuer*, qui avoit la même signification ; ce que M. du Cange prouve par ces paroles du Livre qui a pour titre *le Mirouer. Qui querit il trueve, qui Rueve, on li donne, qui hurte, on li ouvre.* Et ensuite de *Resver*, on a fait *Rève*, pour signifier l'impost qu'on leve, ou qu'on demande pour les marchandises qui entrent dans le Royaume. Voyez la Conférence des Ordonnances liv. 10. tit. 7. tom. 2. page 950. & *Cang. in Gloss. V. Reva.* & le mot *Queste*.

* **RETABLIR.**] Voyez cy-devant *Restablir*.

* **RETAIL.**] Poitou, art. 177. C'est la gagerie d'un demi boeuf.

* **RETEMAIL.**] Voyez *Retenuë*.

RETENIR PAR PUISSANCE DE FIEF.] Sens, art. 185. & souvent és autres Coutumes, quand il est traité du retrait feudal. Voyez le mot **PUISSANCE**.

RETENIR ET REUNIR A SA TABLE LE FIEF PAR PUISSANCE DE SEIGNEURIE.] Senlis, art. 226. Amiens, art. 18. 43. Clermont, art. 93. *Est dominica redemptio vel potius evictio.*

* **RETENUE.**] Dans les Coutumes du Chastelet, art. 31. de Nancay, art. 10. & 11. C'est le retrait Seigneurial. Voyez *Retenir*.

* **RETENUE, Retenail.**] *Protestation.* Les Etablissements de France, livre 2. chap. 20. *Il doit faire retenue que l'on appelle protestation.*

RETENUE D'HERITAGE CENSUEL OU FEUDAL.] Melun, art. 127. Berry, tit. 13.

* **RETER.**] C'est adjourner un criminel pour ester à droit. De **RECTUM** qui signifie droit, on a fait *rectare, retare, & de retare reter.*

RETIERS, RETIERCEMENT.] En l'anciëme Coutume de Monstreuil, art. 66. Voyez la diction **RESIXIESME**.

* **RETORQUATION de crime.**] Recrimination. Voyez Imbert dans sa Pratique, livre 3. chap. 10. n. 10. page 710.

* **RETOUR.**] Nivernois, chap. 5. des cens & censives, art. 1. C'est la Reversion. Voyez Coquille en cet endroit.

* *Pris en meffait perd le RETOUR.*] Dans les anciennes Coutumes de Champagne, art. 63. C'est à dire que celui qui est pris en méfait doit être puni par le Juge du lieu où le délit a été commis, & qu'il ne peut pas demander d'être renvoyé au Juge de son domi-

cile. La règle est à présent que les crimes doivent être punis par le Juge du lieu où ils ont été commis.

RETRAICT DE BARRE OU DE COUR.] Bretagne, art. 10. 32.

Quand le Juge du supérieur, ou de l'inférieur veut connoître du délit ou différent.

L'article 10. de la Coutume de Bretagne permet la *prorogation de juridiction*, en sorte que toutes personnes peuvent se soumettre à la juridiction du Juge dont elles ne sont pas justiciables, & dans le territoire duquel elles ne de-

meurent pas; & au cas que la prorogation soit faite par contrat, il n'y a pas lieu au *retrait de barre*; c'est à dire, que celui qui a ainsi prorogé, ne peut pas être revendiqué, ny demander d'être renvoyé pardevant son Juge.

RETRAICT CENSUEL.] Berry, tit. 13. art. 6. tit. 14. art. 13. dont aussi il est traité dans les autres Coutumes de ce Royaume: quand le Seigneur du censif retire par puissance de Seigneurie l'héritage qui luy est tenu de cens sur le nouvel acquereur. Comme aussi nous lisons retraire, raproprier & réunir à sa table & domaine, ou au corps de sa Seigneurie & de son fief, l'héritage cottier à faute de rente non payée, reliefs & autres droits non payez: ou l'héritage fendal ou cottier vendu, Monstreuil, art. 9. & 35. Peronne, art. 255. Boulenois, art. 53. 139. & en l'ancienne, art. 114. 120. Saint Omer sous Artois, art. 45.

† **RETRAICT CONVENTIONNEL OU COUTUMIER.**] Loduinois, chap. 27. art. 3. c'est le remeré & rachat d'un héritage vendu à grace: ou le retrait lignager. *De illa conventione locus est in l. 2. & 7. Cod. de pactis inter emptorem, l. 1. Cod. quando decreto opus, in l. 7. dig. de distract. pignorum, l. 12. dig. de prescr. verbis. nec ea impeditur dominii translatio.*

RETRAICT CONVENTIONNEL, LIGNAGER, OU FEUDAL.] Peronne, art. 152.

RETRAICT FEUDAL.] Tours, art. 34. Anjou, art. 292. 293. Le Maine, art. 359. & suivans. Grand Perche, art. 184. & suivans: Berry, tit. 13. art. 6. tit. 14. art. 13.

RETRAICT PAR PUISSANCE DE FIEF.] Anjou, art. 4. 384. 391. Le Maine, art. 7.

C'est la retenue de laquelle le Seigneur de fief peut user par puissance de fief sur le nouvel acquereur.

RETRAICT LIGNAGER.] Paris, art. 129. & suivans. Meaux, art. 84. & suiv. Melun, art. 50. 71. 129. & suiv. Sens, art. 31. Estampes, art. 29. 169. Montfort, art. 159. Mante, art. 72. Senlis, art. 222. Clermont, art. 5. Vallois, art. 135. Troyes, art. 144. Chaumont, art. 112. Vitry, art. 124. Laon, art. 225. Le Maine, art. 358. Grand Perche, art. 177. Anjou, art. 292. 293. & au chap. 12. Acs, tit. 10. S. Sever, tit. 5. Bayonne, tit. 5. Berry,

tit. 14. & au chap. 6. du Style de Liege, lequel chapitre est de maniere Coutumiere, comme aussi la pluspart du chap. 25. & une partie du chap. 7. & non de la forme de proceder és Cours & Justices. Il est aussi traité de ce droit lignager és autres articles qui suivent esdites Coutumes, & presqu'en toutes les Coutumes du Royaume de France, & au livre second du grand Coutumier, chap. 34. bien amplement.

Est jus πατριμόνηας quo cognatus praefertur extraneo emptori, ne praedium exeat de familia, de stirpe, aut cognatione: de gente, genere, gentilitate vel nomine. Voyez le mot PREMESSE. Aussi ce droit s'appelle retraicte en la Coutume de Hainaut, chap. 77. de Cambray, tit. 2. art. 13. & RETRACTION. Duché de Bourgogne, art. 109. 110. 111. 112. 113. Comté de Bourgogne, art. 69. 71. 76. 77. 78. Lille, art. 92. Hac linearis redemptio vulgo existimatur in mores nostros perducta ex cap. 25. Levitici, ejusque exemplum extare in lib. Ruth. cap. 4. & Hieremia cap. 32. qua sententia displicet Cujacio summo J. C. in Consultat. 9. & interpreti Consuetud. Marchia. Hos jus autem Retraetus cognatici olim jure Romano etiam obtinuit ante l. 14. Cod. de contrab. empt. Sed postea reductum est in Oriente Constitutione Romani Lacapeni, tum in Occidente Consuetud. Friderici: qua de re plenius scribam ad tit. 14. Consuetud. Biturigum.

RETRAICTE.] Ponthieu, art. 170. 182.

Qui se fait par les creanciers pour leur dû, quand un est obligé par une lettre envers deux personnes qui de luy se sont retraicts, & doit le debiteur pour chacune retraicte sept sols six deniers parisis s'il demeure en lieu cottier, & s'il demeure en lieu noble dix sols parisis.

L'article qui est icy marqué le 170. de la Coutume de Ponthieu, est le 169. dans l'édition separée de cette Coutume de 1685. Il decide que par le Style de la Comté, si aucune personne est obligée par une lettre envers deux personnes, si les creanciers sont retraicte pour leur dû, le debteur doit autant de retraictes qu'il doit de termes échus, & pour chacune personne envers lesquels il est obligé separément, & qui de lui se sont retraits, & pour chacune retraicte, sept sols six deniers parisis s'il demeure en lieu cottier, & s'il demeure en lieu noble, dix sols parisis. Ce qui est expliqué par l'art. 32. des Coutumes locales d'Abbeville, qui porte que par l'usage & style, si l'obligé est défaillant de payer aux termes à luy donnez, & le creancier se retraicte au Greffe, l'obligé sur qui le retraicte est fait, échet en amande de dix sols envers la ville pour chacune obligation, car il n'y a qu'une retraicte, post que ladite obligation contienne plusieurs termes de paiement. Voyez Eramne.

* **RETRAITES.**] Tournay, titre des rentes foncieres, saisines & tenures, art. 3. & 13. Dans cette Coutume & dans les autres des Pays-bas les creanciers de rentes foncieres peuvent faire saisir les heritages qui en sont chargez. Et si après un certain temps fixé par l'art. 12. du même titre, le debiteur ne paye pas, le creancier se peut met-

tre en la reneur & saisine de l'heritage saisi, à la charge de payer les rentes anterieures à la sienne; mais il est permis aux rentiers & aux autres creanciers hypothequaires posterieurs, de retraire la chose aux mêmes conditions, & d'être mis ainsi au point du premier saisissant. Voyez *Purger la saisine.*

* *RETRAITES d'usufruits & rentes vendues.*] Valenciennes, tit. 89. C'est le retrait qui est accordé au propriétaire d'un heritage, lorsque l'usufruitier vend l'usufruit de l'heritage, ou le creancier sa rente à laquelle l'heritage est hypothequé.

RETULIT] de Notaire, qui met en forme & en grosse les contrats receus & passez par le Notaire defunt, dautant qu'il rapporte le nom du Notaire, & la minute du contrat avec sa date. Bourbonnois, art. 85. Voyez le mot *RELATION.*

FERMIER DU REVENDAGE DU ROY.] Dourdan, art. 146.

Entre les mains duquel un debiteur met biens meubles exploitables pour la somme deuë, afin d'avoir trois semaines de terme pour payer son creancier par les mains du fermier, & afin d'avoir mainlevée de ses biens pris par le Sergent.

REVENIR A LA TABLE DE L'AISNE'.] Tours, art. 279.

Quand les successions d'un puisné ou de ceux qui sont issus de luy, & qui ont eu leur partage divisé, & qui sont decedez sans hoirs de leurs corps, appartiennent à l'aîné frere, ou à ses representans.

REVENTONS.] Qui est un droit outre les lods & ventes dû par l'acheteur au Seigneur censuel, quand il a acheté l'heritage chargé de cens à la charge d'acquiter le vendeur du droit de lods: Melun, art. 116. Ce droit s'appelle autrement *VENTEROLLES*: & *Reventes*, Clermont, art. 115. & *RETIERS*, *RESIXIESME*, Monstreuil, art. 66. & n'est dû par la Coutume de Dreux, art. 35. quoique l'acheteur ait acheté l'heritage censuel à la charge de payer toutes ventes, lesquelles autrement se payent par moitié entre le vendeur & l'acheteur. *Revendere, l. 22. dig. de operis libert. l. 37. de bonis libertorum.*

REVENU,] Soit de maison, de terres, de vignes, de bois, de pré, ou d'autres heritages: ou de cens rentes, terrages, dismes, ou de bestail. *Reditus accipitur pro quavis obventione qua singulis annis redeat, πρόσοδος, τόπος. Hoc autem nomine proprie significantur pensiones que ex locatione rediguntur, l. 22. 38 de usu & usufr. legato. improprie autem fructus omnes, l. 17. 25. eod. Antiqui omnem ex agris proventum vocabant Adoream. & omnes fructus ὠπαία, ac omnem ex pecore proventum πρόβατον. Ador farris est genus. Festus.*

REVERSALES.] Lorraine, tit. 5. art. 6.

REVESTIR UN VASSAL DE SA TERRE.] En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 4. & ailleurs. Quand l'heritier après le decez de son pere ou autre deceffeur, est de nouveau enfaîné de son fief pour être receu à l'hommage par le Seigneur feudal. Voyez le mot **V E S T.** Revestemens de lignes au fait des successions. Lorraine, tit. 9. art. 5. & en la nouvelle Coutume.

REVESTISSEMENT] En la Somme rurale signifie le don mutuel & égal qui se fait entre deux conjoints par mariage, & qu'il convient faire passer par loy, & en justice.

* **REVESTISSEMENT de lignes.**] Lorraine, art. 126. C'est un droit par lequel les propres sont déferrez par succession aux plus proches parents des côtez & lignes d'où ils sont provenus. Voyez Fabert sur cet art. pag. 175.

REVISION DE COMPT E,] *cum rationes retractantur, ut diligentis examinentur, excusantur, ponantur, dispungantur, conferantur, expugantur, supputentur, subducantur in acceptis, datis & expensis.*

* **REVIVRE.**] Nivernois, chap. 14. c'est le regain, ou la seconde herbe.

REUNIR A LA TABLE ET DOMAINE DU SEIGNEUR.] Amiens, art. 104. S. Paul, art. 14. à sçavoir celle qui a été imprimée après la Coutume d'Artois. Quand l'heritage retourne au Seigneur feudal: comme aussi la justice inferieure & fonciere est reconsolidée à la table de la haute Justice dont elle dépend, quand le Seigneur en a abusé, comme dit Boutillier, lequel aussi use de cette phrase, **REMETTRE A LA CHARRUE.**

REUWARD] En la Coutume locale de la Bassée sous Lille en Flandres, & de la ville de Chifoin. C'est un Officier. Dans les Chastelains de Lisle p. 142. c'est ce semble un Enquesteur, p. 143. & à la page 141. un Receveur. * *V. Refue.*

* **REYNE.**] Voyez *Roine.*

* **RIBAUTS.**] Dans les Auteurs de la basse latinité *Ribaldi*, sont des valets d'Armées. Le Moine des Vaulx de Cernay, dans son Histoire des Albigeois publiée par Monsieur Camusat chap. 15. page 44. *Quod videntes servientes exercitus, qui publica lingua dicuntur Ribaldi, cum indignatione maxima muros adeunt civitatis, nobilibusque exercitus nescientibus, & penitus inconsultis, facto insultu ipsa hora, quod dictu mirabile est, capiunt civitatem.* Et comme ces sortes de gens ne valent rien, on a donné leur nom à tous les débauchez. *Skinner in Etymolog.* Ribald. à *Fr. G. Ribauld. It. Ribaldo, nebulo, scelus, furcifer, impudens, scortator, hoc à Re intensivo & Fr. Gal. Baud, Bauld, It. Baldo audax q. d. valde audax (i. e.) impudens.* Joignez les auto-

ritez rapportées par Monsieur du Cange sur ce mot, & cy-après Roy des Ribauds.

RIDDES D'OR.] Hainaut, chap. 74. font especes de monnoye. Voyez le mot VIENNOIS.

RIEREFIEF.] S. Sever, tit. 6. art. 1. 2. Bayonne, tit. 17. art. 10. 11. 13. 14. c'est la rente seiche, la pension ou autre cens annuel, que le sujet impose sur son heritage moyant d'aucun Seigneur foncier, & est amortissable, & est different du fief ou prinief. Le rierefief, ou rierefied aussi se prend pour l'arriere-fief, comme en l'assiette ancienne de Bourgogne : *Retrosfeudum ut & Retrocensivum in constitut. Latinis Regum Francia Philippi III. anni 1275. & Philippi IV. anni 1291.* qui ont été faites pour la finance des francs fiefs, & nouveaux acquests. Rierevassal : Riereban.

* *Terres laissées en RIETS ou Riez.*] Dans l'ancienne Coutume d'Artois, art. 39. 62. *Riez & Pasturages* dans la Coutume de Boulogne, art. 133. font des terres incultes & non labourées.

* **RIEULE.**] Regle. Rieule de Droit. Des Fontaines dans son Conseil, chap. 15. art. 26. page 100. ligne 10. En Gascogne on dit *Reole*; il y a un celebre Monastere ainsi nommé, parce que Abbon y mit la Reforme.

* *Heritages en friche RIEZ ou degats.*] Dans l'Ordonnance de Philippe Roy d'Espagne sur le payement, quittance, moderation, & attermination de cens, rentes foncieres, seigneuriales &c. art. 8.

* **RIGUEURS.**] Voyez la Rocheflavin dans son Recueil d'Arrests, livre 3. tit. 11. C'est le Scel authentique & rigoureux, qui donne au creancier execution parée non seulement sur les biens du debiteur, mais aussi contre sa personne, qui peut être arrêtée & emprisonnée. A Nismes il y a un Juge des conventions Royaux créé & établi par Philippe III. en 1272. qui est Juge Chartulaire ayant Scel Royal authentique & rigoureux; ce Juge connoît seulement des executions faites & passées aux forcés & rigueurs de sa Cour, aux fins de contraindre les debiteurs à payer par saisie & ventes de leurs biens & détention de leurs personnes, pourvû qu'ils s'y soient soumis, & que la somme en soit au moins de dix livres. Voyez le Style de Nismes de l'an 1659. page 180. 182. avec les Notes.

* **RIOTTE, RIOTTER.**] Querelle, quereller.

* **RIOTTOUS & querellous.**] Chicanneur, Plaideur.

* **RIT.**] Bouteiller dans sa Somme, livre 1. tit. 2. page 7. *Rit est une chose accoutumée en une ville ou en une contrée entre la communauté d'illec. Comme on diroit par la maniere du pays il est accoutumé de porter armures plus en un pays qu'en un autre, comme en Flandres plus qu'en*

France, ou en Henault plus de tuer hommes, qu'en Arthois, & toutefois combien qu'ainsi soit fait communément, ce n'est pas Coutume ni Style à proprement parler. Voyez Charondas en cet endroit.

DROIT DE RIVAGE.] Qui est dû pour le vin & autres marchandises qui entrent en l'eau par bateaux, ou qui en sortent, dont est fait mention aux Ordonnances de la Prevôté & Eschevinage de Paris: *Ripaticum*.

* **ROAGE.]** Dans les anciennes Coutumes de Berry, publiées par M. de la Thaumassière, chap. 2. page 331. Voyez Rodage, & *Cang. in Glossar.*

PROVISION DE LA ROBILLE.] Quand l'on adjuge à une veuve qui a renoncé au meuble de son mari, ses vestemens, robes, chapperons, ceintures, anneaux, & son troussau. Terrien au chap. 7. du livre 7. du droit observé en Normandie.

RODAGE.] Acs, tit. 12. art. 5. 6. S. Sever, tit. 10. art. 5. 6. *Rodaticum in capitulis, lib. 6. art. 219. vel Rotaticum, in antiquis instrumentis*, Rotiage. C'est le devoir que le Seigneur peager prend pour une charrette vuide ou chargée de marchandise passant par le chemin public & royal, outre le peage dû pour raison de la marchandise.

* **ROGAT.]** C'est un droit petitoire, qu'un Officier d'Eglise ou autre Juge d'Eglise envoie à un autre pour faire adjourner à répondre pardevant le Diocésain, le sujet d'un autre Diocèse pour raison de mariage commencé au Diocèse, & avec personne du Diocèse du requérant, & est fait en telles paroles: *In Juris subsidium requirimus, & rogamus*. Et celui à qui telle lettre s'adresse le peut bien sans offense refuser. L'Auteur du grand Coutumier, liv. 2. chap. 19. à la fin. Voyez la Note de Guenois sur la Pratique d'Imbert, livre 1, chap. 1. lettre B. page 12. & le mot *Commission rogatoire*.

* **ROGO.]** Voyez *Cens*.

ROI D'ARMES, ET HERAULTS.] En l'Histoire de Monstrelet premier volume, chap. 9. 52. 74. 115. 268. & en la Coutume de Bearn, tit. 46. art. 14. Froissart, livre 1. chap. 221. Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. Qui sont Officiers de la Couronne de France, & qui anciennement ont été en grande autorité pour dénoncer la guerre, faire treves, capituler la paix avec l'ennemi, & ont les noms de Provinces. Ils assistent aux Entrées des Villes, aux Tournois, & aux Funerailles des Rois. Le Duc d'Armes de Normandie: Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. sur la fin. *Olim hostibus populi Romani feciales & legati bellum indicabant, sed & ad fœdus faciendum mittebantur sagminibus ex arce sumptis: Livius, lib. 30. in fine: erant pacis ac belli nuncii. Sagmina erant verbena herba pura, Festus.*

Caduceatores autem mittebantur ad inducias aut pacem petendam supplicii sumptis ex verbena, Festus. Sagmina in remediis publicis fuere & in sacris legationibusque verbena. Certè utroque nomine idem significatur, hoc est gramen ex arce cum sua terra evulsum: ac semper & legati cum ad hostes clarigatumque mitterentur, id est res raptas clarè reperitum, unus utique verbenarius vocabatur: Plinius, lib. 22. cap. 2. & lib. 25. cap. 9. Fœderum, pacis, belli, induciarum oratores, feciales, iudices duo sunt, bella disceptant. M. Tull. 2. de legibus. Qui autem Romanis feciales, Plutarcho in Numa Εἰρηνοφύλακες: & Dionysio Halicarnasseo Εἰρηνοδῖνοι: de quibus Livius, lib. 1. & passim. Servius in Virgilium, lib. 9. & 10. Gellius, lib. 16. cap. 4.

ROI DES ARBALESTRIERS,] Des Barbiers, des Arpenteurs, des Mestiers & autres semblables pour le supérieur d'entr'eux, qui a surintendance sur eux par Lettres du Roy, ou autrement: Sic & olim Rex, Regina sacrorum vel sacrificiorum, Rex sacrificulus: Rex pueritia: Reges ararii: Rex convivii festis Saturno diebus, quibus inter alia equalium ludicra regnum lusu & talo sortiebatur, Tacitus 13. Annal. de quo in Querolo antiqua comœdia. Magisteria conviviorum talorum jactibus sortiri solebant Porph. in Horat. lib. 1. Carminum: Hic rex ridicula quædam imperitabat, ut ex Arriano & Luciano Lipsius observat. Rex convivii Modiperatores potandi, ut ex Varrone Nonius citat: qua de re auctores qui de triclinio Romano & conviviiis scripserunt. Domini à servis etiam Reges dicebantur, Et Julius Pollux, lib. 9. Κασιδίνα interpretatur ludum quo ducta sorte aliquis fit Rex, qui laboriosum aliquid ministro, qui sorte pariter obtigerit, imperat. Rex Nemorensis Suetonio in Caligula cap. 35. qui sacerdotii Regnum obtinebat quia singulari certamine vicisset. Eadem ratione princeps Officii, l. 1. Cod. Th. de Offic. Rector. provin. Symmacho, epistol. 36. lib. 10. & Lampridio, & in Querolo veteri comœdia. Principales civitatum: Princeps Senatus, Princeps gentis, civitatis, artis: scriniorum, qui & Primiscrinius. Principes agentium in rebus: urbs Princeps regionis. Regina pecunia, Horatio epist. lib. 1. Virtutum regina fides Prudentio. Trochilus rex avium, Regulus Aristoteli, Plinio, lib. 8. cap. 25. lib. 10. cap. 74. Qui Regaliolus Suetonio in Julio cap. 81. Aquila volucrum Regina Martiali, lib. 5. Ales cui rex deorum Regnum in aves vagas permisit, Horatius 4. Carminum, Ode 4. Fluviorum Rex Eridanus Hesperia Nempe. Leo quadrupedum Rex Æsopo. In apibus rex: Medicis stomachus totius corporis rex. Æolus rex ventorum. Inter conchas Indicas rex vel regina. Et hoc persequi immensum est; multa que sunt similia qua prudens omitto, ne sim fastidio hæc legentibus. Unum adjiciam ex Suda, Regem esse Francorum ἀρχηγόν: quod per

per excellentiam obtinuit : & divites dici reges reginasque.

ROI DE LA BAZOCHE.] Qui est le chef des Clercs & Praticiens de la Cour de Parlement ou d'autre Justice , quand ils font leurs Monstres & Jeux. Et se trouve au Registre d'un Plaidoyé fait à Paris en Parlement le 6. Mars 1469. que le Roy de la Bazoche par un Avocat demanda le renvoy d'une cause grasse : & a la Cour accoutumé chacun an de donner une amende à la Bazoche : **MONNOYE DE BAZOCHE** : *Aurum vel argentum comicum, Plauto in Pænulo : interdum alea luditur positis lupinis vice pecunia. Turnebus lib. 1. Adversariorum, cap. 19. Et ex lupino fiebant nummi comici.* Voyez le mot *Bazoche*.

ROI DES MERCIERS.] Est celui que le grand Chambrier de France commettoit pour avoir autorité sur les Merciers , pour visiter leur marchandise , leurs poids & aunages. Et dont est fait mention au plaidoyé du Duc Jean premier de Bourbon grand Chambellan de France , du 6. Mars 1480. en Parlement à Paris ; & en un Plaidoyé du Parlement tenu à Poitiers du 15. Juin 1431. est fait mention du Roy des Merciers au Baillage de Mascon. A present cet Officier est pourveu par le Roy , & s'appelle **VISITEUR**. Le mot de Roy étoit donné au supérieur ou Juge.

ROI DES RIBAUTS.] Lequel avoit connoissance sur tous jeux de dez & de brelans qui se font en l'ost & chevauchée du Roy , & prend tribut sur les logis des Bordeaux , & a l'exécution des criminels condamnés par les Mareschaux de France , ou leurs Prevosts. Boutillier en la Somme rurale , traitant du droit & Office desdits Mareschaux. Il est fait mention de ce Roy des ribauts en un Arrest du 13. Janvier 1357. & en d'autres Arrests recueillis par le Greffier du Tiller. A present le Prevost de l'Hostel du Roy a la jurisdiction de cet Officier domestique. Les mauvais garçons étoient nommez **RIBAUTS** , & les femmes & filles abandonnées **RIBAUDES** : Toutesfois ce mot semble prendre son analogie de *Rivalis*. Le President le Maistre au traité des Appellations comme d'abus a observé deux Arrests que l'on appelle des Ribauts mariez , par lesquels il a été défendu à l'Evêque & Archidiacre d'Amiens de faire citer les gens laïcs pardevant leurs Officiaux en matiere d'adultere , ou de fornication. Aussi le Roy des Ribauts a eu charge de mettre hors de la maison du Roy ceux qui n'y devoient manger ou coucher. * (*Ribault* ne vient pas de *Rivalis* , mais de *Ribaldus* , qui dans la basse latinité , signifoit un enfant perdu , un mauvais garnement. Touchant le Roy des Ribauts , voyez Pasquier dans ses Recherches , liv. 8. ch. 44. M. du Cange sur *Rex Ribaldorum* , & cy-devant le mot *Ribaut*.)

DROITS ROIAUX.] Sont la garde & protection des Univer-

sitez , & des Eglises Cathedrales , & autres qui sont de fondation Royale, lesquelles , ensemble leurs hommes , supposts , serviteurs , membres & sujets, sont exempts de tous Juges autres que Royaux. Le Roy ne peut être excommunié par aucun , ni les Officiers du Roy pour raison de leurs Offices : & peut prohiber & défendre qu'aucune monition , suspension , ou interdiction , soit publiée , ou executée contre les Prelats & Officiers de son Royaume , comme il a été proposé au privé Conseil du Roy tenu à saint Germain en Laye , au mois de Novembre 1583. Sur quoy toutesfois les Prelats n'ont voulu déliberer pour n'offenser les Statuts de leur profession. Et de ce il y a un Traité d'un docte personnage , qui a recueilli les Memoires de la grandeur , droits , prééminences & prérogatives des Rois & du Royaume de France. Le Roy seul peut donner rappel de ban & de galeres , grace , pardon , ou remission de crime , de laquelle aussi le seul Juge Royal peut connoistre. Le Roy seul donne sauvegarde , sauf-conduit & passeport , sauf ceux auxquels le Roy en a baillé le pouvoir exprés à cause de leurs Charges & Estats : & le seul Juge Royal connoît de l'infraction. Comme aussi du crime de leze majesté , de port d'armes , de fausse monnoye , des contrats passez sous Scel Royal , avec soumission. Le Roy seul peut octroyer lettres de marque , de représailles , d'état , de nobilitation , de legitimation , de naturalité , de restitution en entier , & relever de toutes formalitez de Justice. Le Roy peut faire nouvelles indictions & subsides : à luy seul appartiennent les successions des aubains & étrangers , les droits de nouveaux aveus , d'octroyer la bourgeoisie aux hommes serfs des Seigneurs , d'octroyer traites , foires & marchez , & amortissement pour ne vider ses mains , & de créer Chevaliers : d'instituer Corps & Communautez & Statuts de métiers , & d'ériger nouveaux Offices : & de reformer ou instituer les Universitez. Les droits de dixième & tiers denier , dont j'écris en son ordre : les deniers des tailles , aydes & subsides se manient & executent par les gens & Officiers du Roy , posé qu'il en ait accordé une partie à quelque Prince pour appanage , ou à autre pour assignation de ses dettes. Les Juges Royaux connoissent par prévention , des cas de nouvelleté en leur ressort. Le Roy de France ne connoît aucun superieur en temporalité , & n'est sujet aux loix Imperiales , & a droit de Regale sur les Archevêchez & Evêchez de son Royaume , sauf les exempts par contrat ou possession immemorale. Aussi le Roy seul peut ériger une Chastellenie en Baronnie ou Comté : & une Baronnie ou Comté en Marquisat ou Duché : Luy seul peut accroître & hauffer les dignitez feudales. Nul ne peut lever une armée , faire la guerre , prendre les armes sans le commandement du Prince. Il n'ap-

partient qu'au Roy seul de faire alliance, paix, ou trêve avec l'ennemi. Il est traité de quelques-unes de ces marques de souveraineté au premier livre du grand Coutumier, & par Bodin en sa Republ. livre. 1. après plusieurs autres Docteurs & Praticiens. Voyez cy-devant LES CAS ROYAUX, & cy-après LES DROITS DE SOUVERAINETE'. *Extat etiam constitutio Friderici Imper. de Regalibus, in qua enumerantur jura quadam fscalia.*

* ROIE ou RAYE.] Du latin *rigor*. C'est un champ labouré, un labour. Beaumanoir, chap. 27. *Quant fief eschiet à hoirs qui sont de côté il y a rachat, & li rachat si est de tant comme il vaut un an, & li sires qui loyaument le veut peure doit regarder combien le fief gist en terres gainnables, lesquelles sont toutes à une raye, ou le greigneur partie si que le greigneur valeur, si n'est que une fois en trois ans, c'est à sçavoir l'année que le greigneur Roye porte bled, &c.* Voyez l'article 1. de la Coutume locale de la Terre & Seigneurie de Soesme, & Bouceiller dans la Somme, page 860. à la fin, liv. 2. tit. 40.

* ROIETTE.] Puissance, usufruit. Les Assises de Jerusalem, chap. 273. *Ne moy ne ma femme ne avons que la Roiette des biens à nôtre vie &c.*

ROINE BLANCHE.] Comme nous appellons nos Reines veuves, en memoire de Blanche de Castille veuve du Roy Loüis VIII. & mere du Roy Loüis IX. & en memoire de Blanche d'Evreux veuve du Roy Philippes de Valois : lesquelles ont eu un tres-bon nom en France : *ut Candacis nomen ad reginas Æthiopia transit : Plinius lib. 6. cap. 29. qui gravis auctor in primis & celebratus.* * Voyez Du Tillet, p. 258.

* Obligé en ROLLAT.] Bayonne, tit. 16. C'est celuy qui est obligé par un instrument garantigonné, ou par un contrat qui a execution parée. Dans la Coutume de Labourt, tit. 13. au lieu de *rollat*, il y a *aorolat*, & il y est dit que l'obligé en *aorolat* est celuy qui est sous la rigueur de la Cour du Baillif.

ROLLE, ROULLEAU.] *Tabella quibus quid enumeratur, recensetur : Cathalogus pugillares qui plicantur, vivaxidia unde Controrolleur.* * Voyez *Rolle*. cy-après.

* ROMIUS.] *Romipeta*. Bearn. Rubr. deu Penas, art. 44. Les Romiers, sont les pelerins qui ont fait vœu d'aller à Rome, à la différence de ceux qui alloient à la Terre-sainte, qui étoient nommez *Ramipeta*. Calixte II. dans un Concile tenu à Rome ordonna que les biens des Romiens seroient *in treuga & pace. V. Cironium ad tit. extra De voto & voti redemptione. Ivonem epistol. 173. & ibi Juret. Tirium de bello sacro, lib. 1. cap. 15.*

* ROMPEIZ.] *Terra rumpenda*. Meyers, tit. 12. art. 6. sont ter-

res nouvellement cultivées, esquelles n'y a apparence, ou memoire de culture faite autrefois. Voyez le mot *Roturier*. Coquille sur cet article, & M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *Rupticium*.

CAS DE ROMPTURE.] Boulenois, art. 106. 142. Arthois, art. 166. & en l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 97. & en l'ancienne d'Arthois, art. 115.

Cum agitur de distrahendo pradio debitoris quod ei reliquum est ex omnibus facultatibus. Car si tel heritage est cottier, c'est à dire redevable de rente, le Seigneur precedera pour une année d'arrerages de sa rente, & les autres chacun en son ordre d'hypothèque aussi pour une année: & quant au résidu du prix s'il y en a, tous les creditours du debiteur duquel l'heritage est faisi & subhasté, qui se sont opposez, contribuent au prix chacun à proportion de leur dette. Ce droit s'appelle aussi CAS DE DE'CONFITURE: & *conjunguntur in illo articulo 142. & pro eodem jure accipiuntur in antiquata illius Comitatus consuetudine, art. 123.*

RONTEIZ.] *Terra rupta.* Nevers, tit. 12. art. 60. sont terres qui de long-temps n'ont été labourées, & esquelles y a apparence, ou memoire de culture ancienne. Voyez Coquille sur cet article, & le mot *Roturier*.

ROOLLE] Des tailles, des habitans, de la gendarmerie, ou d'autre chose: *Brevis, Breviculum.*

* ROOLLES & Rentiers.] Bretagne, art. 74. de la nouvelle Coutume, & 82. de l'ancienne. Les *Rentiers* sont des papiers terriers, où les reconnoissances des tenanciers sont transcrites. Les *Roolles* sont des extraits des rentiers qui contiennent seulement les noms des sujets ou tenanciers, & la quantité de chaque rente qu'ils doivent. *RENTIERS Franci vocant PAPIERS TERRIERS abs re ipsa, quia scilicet solaras professiones contineant subditorum, id est eorum nomina, solaris quantitatem & qualitatem, diem solutionum, solum & pradia quorum nomine debentur, & cui debeantur pradio de pluribus Dominicis.* LES ROOLLES, *nomenclaturam dumtaxat continent, & debiti solaris quantitatem &c.* D'Argentré sur l'article 81. Voyez cet Auteur sur l'article suivant nombre 1.

* ROTEUR.] En latin *Rothorium*; c'est le lieu où l'on fait rouir le chanvre; & comme le chanvre corrompt l'eau, selon Pline dans son Histoire, livre 20. ch. 23. par l'article 209. de la Coutume de Normandie, *Roteurs ne peuvent être faits en eau courante, & si quelqu'un veut détourner l'eau pour en faire, il doit vuider l'eau dudit Roteur, en sorte que l'eau d'iceluy Roteur, ne puisse retourner au cours de la riviere.*

En Bresse, celuy qui a droit de *Naizage* peut porter rouir son chan-

vre dans l'étang sur lequel il a ce droit, pourvû néanmoins qu'il ne mette point son chanvre dans la pêcherie, & qu'il y ait de l'eau suffisamment; car dans le temps de secheresse, où le poisson souffriroit par la puanteur du chanvre, le *naizage* ne seroit pas permis. Voyez M. Revel sur les Statuts de Bresse, p. 276.

Il ne fera peut-être point hors de propos de rapporter icy le commencement de l'Ordonnance de l'Empereur Frederic, qui compose le titre 35. du liv. 3. des constitutions de Sicile. *Salubritatem aëris divino judicio reservatam, studio provisionis nostræ in quantum possumus, disponimus conservare, mandantes, ut nulli amodo liceat in aquis cujuslibet civitatis, vel castri vicinis, quantum milliare ad minus protenditur linum, vel cannabum, ad maturandum ponere, ne ex eo, prout pro certo didicimus aëris dispositio corrumpatur: quod si fecerit, linum ipsum immixtum & cannabum amittat.*

* **ROTTE.**] Compagnie de gens de guerre. Les Coutumes de la Perouse publiées par M. de la Thaumassiere entre les anciennes Coutumes de Berry, chap. 99. *Li sires ne doit mettre rottes ne gens étrangères sans l'accord des cossors.*

ROTURE.] Amiens, art. 198. Peronne, art. 46.

EN ROTURE.] Tours, art. 260. Peronne, art. 191. Dourdan, art. 99.

A la difference de ce qui tient en fief. Quelques anciens aussi ont appelé la roture villenage, d'autant que tel heritage n'est tenu noblement, mais à charge de cens, de rente, ou d'autre devoir roturier.

FIEF OU ROTURE.] Sedan, art. 258. Paris, art. 83. Fief & roture: Paris, art. 335. Calais, art. 124.

HERITAGES EN ROTURE.] Paris, art. 53. Melun, art. 91. 144. 272. 291. Mante, art. 4. Laon, art. 225. 262. Dourdan, art. 7. Calais, art. 49. 54.

Qui sont tenus à cens ou rente, à la difference de l'heritage feudal. *Videntur appellari Burgensatica in Constitut. Neapolitan. lib. 1. tit. 67.*

DOÛAIRE NOBLE OU ROTURIER.] Poitou, art. 260. & 262.

FIEF ROTURIER.] Bretagne, art. 305. 343. 400. 566.

Qui est l'heritage tenu à cens ou rente d'un Seigneur feudal. Ailleurs est ainsi appelé le fief tenu par un roturier.

MAISON, LOGIS OU MANOIR ROTURIER.] S. Jean d'Angeli, art. 6. 75. 91.

MARIAGE ROTURIER.] Lodunois, chap. 29. art. 11.

NAISSANT ROTURIER.] Laon, art. 60.

C'est le propre heritage qui est en roture, & non en fief.

TENANCIER ROTURIER.] Amiens, art. 41.

Qui tient un heritage censuel & cottier.

CONDITION ROTURIERE.] Angoumois, art. 29. 41. 42. S. Jean d'Angeli, art. 58. Bretagne, art. 553. 555. Sedan, art. 2.

EMPHYTEUSE ROTURIERE.] Meaux, art. 210.

PERSONNE COUSTOMIERE OU ROTURIERE.] Lodunois, chap. 25. art. 12. chap. 29. art. 17. En l'inscription de la partie 7. de la Coutume du Maine il est dit que les non nobles sont appelez roturiers & coutumiers.

FEMME ROTURIERE ET DE FOTE.] Meaux, art. 155. Meun, art. 216. 295. Sens, art. 213. Estampes, art. 96. Monfort, art. 132. Mante, art. 130. Troyes, art. 12. Laon, art. 14. 15. Chalons, art. 4. Reims, art. 2. 3. 281. Montargis, chap. 14. art. 1. Anjou, art. 94.

FEMME NOBLE, OU ROTURIERE.] Tours, art. 187. 232. 290. 291. 293. 308. 316. 317. 330. 332. 333. 336. 337. Orleans, art. 238. Lodunois, chap. 15. art. 31. chap. 27. art. 33. 34. chap. 29. art. 11. chap. 31. art. 5. 6. 7. 9. chap. 32. art. 1. & 3. Anjou, art. 303. Dourdan, art. 84. Bar, art. 71. 79.

FILLE NOBLE, OU ROTURIERE.] Tours, art. 286.

HOMME, FEMME ROTURIERE.] Vitry, art. 7. & 8. Laon, art. 14. 15. 16. Chalons, art. 4. Reims, art. 1. 3. 42. Poitou, art. 15. 34. 38. & ailleurs. Le Maine, art. 107. 267. 317. La Marche, art. 81. Sedan, art. 3. 4. 87. 204. 208. 213. Amiens, art. 124. Bretagne, art. 357. 963. GENS ROTURIERS: Tours, art. 185. 186. 297. & ailleurs. Anjou, art. 88. 204. Le Maine, art. 36.

MAIN ROTURIERE,] & d'homme non noble, en la Coutume de la Ruë d'Indre, art. 6.

PERSONNE ROTURIERE.] Anjou, art. 279. Le Maine, art. 296.

RENTE ROTURIERE.] Laon, art. 193. Chauny, art. 97. Blois, art. 68. Bourbonnois, art. 414. 415. Poitou, art. 103. & ailleurs en la Coutume de Touraine, & de Lodunois. Voyez le mot RENTES de laquelle l'acquerer n'a fait la foy & hommage, quoiqu'elle fût constituée sur heritage feudal: ou laquelle ne porte directe Seigneurie, ou qui n'est dûë sur un fief, à la difference de la rente noble, qui est deuë sur fief d'autrui.

SUCCESSION ROTURIERE.] Tours, art. 314. Lodunois, chap. 29. art. 16. Anjou, art. 225. 254. 272. Grand Perche, art. 143. 157. 160. Le Maine, art. 241. 272. Angoumois, art. 83.

Qui est de choses roturieres, à la difference de la succession noble ou feudale.

ROTURIEREMENT.] Paris, art. 68. Troyes, art. 11. 16.

Chaumont, art. 10. Vitry, art. 2. 7. 8. Tours, art. 18. 314. 315. 316. 317. 320. & en la Coutume locale de Mesieres & de S. Cyran en Touraine. Lodunois, chap. 1. art. 14. chap. 5. art. 3. chap. 29. art. 16. 17. 18. 20. 21. Anjou, art. 254. 255. 256. 344. Le Maine, art. 273. 274. 356. Poitou, art. 34. 42. 43. Angoumois, art. 20. 85. Bretagne, art. 356. 608.

Les biens immeubles tenus roturierement en censive, sont opposez à ceux qui sont tenus noblement en fief ou en franc aleu: Reims, art. 40. Les choses tenuës à cens, rente, corvées, & autres devoirs non nobles: ou qui sont tenuës par gens roturiers & non nobles, sont possédées roturierement.

CHOSSES ROTURIERES.] Meaux, art. 148. 164. Estampes, art. 170. Tours, art. 18. Nobles ou roturieres: Poitou, art. 29. S. Jean d'Angely, art. 51. 75. Bretagne, art. 565. Choses roturieres, & censives. Anjou, art. 258. Le Maine, art. 276. Sedan, art. 217. 218. Dourdan, art. 132.

SUBVENTIONS ROTURIERES.] Bretagne, art. 561. esquelles les roturiers sont sujets, & non pas les nobles.

TERRES ROTURIERES.] Paris, art. 345. Mante, art. 116. Montargis, chap. 4. art. 2. Peronne, art. 75. 76. 82. 97. Bretagne, art. 91. 356. 416. 548. 550. 552. Calais, art. 252.

A la difference des terres tenuës en fief qui sont nobles.

Sed de hac dictione plus satis, ad reliqua festinante animo: Ne quis verò nos aut indiligentia damnet, aut hanc diligentiam fastidio damnet tanquam supervacnam, & de re nota satis: Alius est enim hujus Indicis usus, in quo sanè nolui operosè nihil agere, eorum more qui in literarum inutilium studiis detinentur, qui morbus est quorundam, de quo eleganter Seneca libello de brevitate vite ad Paulinum, qui Romæ erat curator annonæ, & in epistola 89. ad Lucilium Balbum juniorem in Sicilia procuratorem Cesaris, ad quem libri epistolarum, quem appellant vulgò Sicilia Præsidem: illudque constat ex libris naturalium questionum ad eundem, qui à Seneca jam sene ut & epistola, scripti sunt.

ROTURIERS.] Meaux, art. 1. 3. 4. 18. 50. Melun, art. 273. Sens, art. 82. 160. Estampes, art. 135. Montfort, art. 116. Mante, art. 1. & 178. Clermont, art. 4. Reims, art. 279. Noyon, art. 4. Boulenois, art. 12. Montargis, chap. 12. art. 1. & en l'Édit du Roy François I. fait à Cremieu l'an 1536. Tours, art. 1. 132. 233. 239. 247. 301. 304. 309. 317. 318. 338. 364. 366. 374. 375. Lodunois, ch. 1. art. 1. chap. 8. art. 5. & 10. chap. 15. art. 28. chap. 19. art. 1. chap. 25. art. 1. chap. 26. art. 3. ch. 37. art. 1. 3. 5. 7. 13. 17. Anjou, art. 2. 31. 46. 164. 334. 425. Le Maine, art. 53. 237. 296. 346. Grand Perche, art. 158. Chasteauneuf, art. 137. Chartres, art. 52. 54. 87. Dreux, art. 75. La Marche, art. 79. 83. 175.

212. 216. S. Jean d'Angeli, art. 6. 7. 8. 76. 93. Bretagne, art. 150. 152. 408. 556. 572. 590. 699. & ailleurs, & souvent en la Coutume de Poitou. Dourdan, art. 88. 90. 125. 127. Bar, art. 65. 76.

Qui sont non nobles, & du tiers état, qui sont Plebeiens. Channi, art. 133. Les nobles sont opposez aux roturiers: Montargis, chap. 12. art. 1. Orleans, chap. 1. art. 28. 33. 34. 35. 41. 78. 159. 223. Blois, art. 4. 9. 46. & ailleurs. Peronne, art. 127. Tours, art. 93. 98. 230. 238. 240. 246. 254. & suivans, & en l'art. 287. 296. 310. 319. 351. Lodunois, chap. 14. art. 1. chap. 24. art. 1. chap. 25. art. 3. 4. 8. 10. chap. 26. art. 6. chap. 27. 29. & ailleurs. Anjou, art. 249. 279. Le Maine, art. 4. 185. 220. 289. 332. Grand Perche, art. 104. 151. Chasteauneuf, art. 7. 106. Auvergne, chap. 17. art. 19. Angoumois, art. 23. 43. 44. 98.

DEVOIRS NON ROTURIERS.] Angoumois, art. 20.

ENFANS ROTURIERS.] Sens, art. 158. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 218.

HERITAGES OU BIENS, OU FONDS ROTURIERS.] En l'ancienne de Paris, art. 145. Meaux, art. 160. Sens, art. 115. Montfort, art. 87. Mante, art. 117. Senlis, art. 133. 214. 234. Clermont, art. 13. 14. 97. Laon, art. 137. 210. Chauny, art. 35. 53. Vitry, art. 57. Chalons, art. 165. Montargis, chap. 4. art. 1. chap. 8. art. 12. chap. 15. art. 13. chap. 16. art. 18. Orleans, art. 141. 214. 242. 286. 297. Tours, art. 145. Amiens, art. 46. 47. & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. S. Sever, tit. 12. art. 25. tit. 16. art. 5. Lodunois, chap. 14. art. 21. Grand Perche, art. 144. Auxerre, art. 186. Peronne, art. 85. 99. 170. 184. Chasteauneuf, art. 122. Sedan, art. 157. 165. Bretagne, art. 247. Bar, art. 10.

IMMEUBLES ROTURIERS.] Orleans, art. 231.

DROIT DE ROUAGE.] Mante, art. 196. Senlis, art. 125. & à la fin du Procez verbal de la Coutume de Peronne, & en la Patente du Roy Henry II. de l'an 1549. pour la confection d'un papier terrier: & és Ordonnances & Statuts de la Prevôté & Eschevinage de la ville de Paris. Et en un Arrest du 22. Decembre 1447. pour les habikans de Noyon contre le Chapitre du lieu.

C'est un droit seigneurial qui se prend sur le vin qui est vendu en gros, & transporté par charois; & avant que la rouë tourne. *Hoc teloneum appellatur Rotaticum in Pragmatico immunitatis quæ à Carolo Magno concessa est Cænobio S. Germani Parisiensis, quod extat ad historiam Aimoini, lib. 5. cap. 1. & apud Marculphum in formula Immunitatis Regia: vel Rodaticum & pulveraticum in collectione Benedicti Levita, lib. 6. cap. 219. & in antiquis instrumentis.* En quelques lieux, comme en la Terre & Chastellenie de Luri en Berry, est dû au Seigneur

Seigneur terrageur une gerbe de chaque espece de bled de rouage, outre le droit de terrage, pour & au lieu du charoir & conduite du terrage en la grange du Seigneur, que les détenteurs par droit constitué ou prescrit sont tenus faire. * (Voyez Choppin dans son Commentaire sur le chap. 8. de la Coutume d'Anjou, à la fin.)

* **ROUCIN**] En quelques Coutumes le Roucin est la monture de celui qui n'est point Chevalier; & le Cheval la monture de celui qui est Chevalier. Cette difference est marquée dans la disposition suivante du chap. 85. de l'ancienne Coutume de Normandie. *S'aucun est attainst de selle querelle contre Chevalier il li doit amender par plaines armes. C'est par le Cheval, par le hautbert, par escu, par espée, & par le heaume. Et se cil à qui le meffait fut fait n'est pas Chevalier, & n'a point de fief de hautbert, mais il dessert son fief par plaines armes, l'amende luy doit être faite par un Roucin, par un gamboison, par un chapel, par une lance.*

Brunet dans son Tresor manuscrit écrit que le Roucin est un cheval de somme. Cet Auteur distingue ainsi les chevaux dans le chapitre 155 de sa premiere partie. *Il y a chevaux de plusieurs manieres, à ce que li un sont d'estrier, grant pour le combat, li autre sont palefroy pour chevaucher à l'aise de son corps, li autres sont roucis pour sommes porter, &c. Voyez le Pere Labbe dans son Abregé Royal de son Alliance chronologique, tome 1. pag. 631. ligne 23.*

ROUCIN DE SERVICE.] Tours, art. 95. 96. Lodunois, chap. 8. art. 1. 6. 7. & au livre premier de l'Etablissement du Roy pour les Prevôtz de Paris & d'Orleans,

Equus ad rem militarem idoneus, un bon & puissant cheval pour servir en guerre, un cheval d'armes, un cheval de guetre. Germani equum vocant. ROSS.

Ce cheval est dû au Seigneur feudal par le vassal à muance d'homme, ou de Seigneur, & quelquesfois à muance d'homme & de Seigneur; & pour roucin de service non abonné ou apprécié est dû la cinquième partie de la valeur du revenu du fief pour une année, selon ladite Coutume de Touraine & de Lodunois, & par la Coutume de Blois, art. 93. & suivans. Le roucin de service est estimé soixante sols quand il est dû entier, & que l'heritage tenu en fief vaut par an dix livres de rente & au dessous, & n'est dû qu'une fois durant la vie du vassal, & est requerable. Voyez *Cheval de service & Destrier.*

METTRE SUR LA ROUE.] *Cum reus fractis membris supinus rotæ in altum elata imponitur semianimis. De hoc supplicio Germanico quod in Galliam etiam translatum est, Cælius Rhodig. lib. 10. cap. 5. Joan. Brodau, lib. 2. Miscell. c. 10. Adrianus Turnebus & alii. Differt autem à*
II. Partie. Vu

*rotis illa Græcorum, quo tormenti genere corpus distendebatur, torquebatur, cruciabatur, Cicero, Apuleius, Josephus, Plutarchus, Suda. Sic saepe aliena nimirum opera: sed non semper alienis oculis agnoscimus, non semper alienis pedibus ambulamus. * (Vide Junium, animadversorum cap. 12.)*

* **ROUIR, ROUISSOIR.**] Voyez *Rouage* & *Roueur*.

* **ROUS.**] Rompû: *Le testament premiers ne vault riens qui est rous par le derrain.* Dans l'ancienne traduction des Institutes.

ROUTIERS.] En la Chronique de Charles VII: *Raptarii*, qu'aucuns ont estimé être soldats. Autres sont les Ribaux. Un vieil Routier de guerre ou de pratique: la Routine du Palais.

* *Faire ROYE ouverte le long des chemins.*] Troyes, art. 130. C'est faire des ouvertures le long des chemins en labourant les terres qui sont auprès; à raison de quoy il est dû une amende de soixante sols. Bouteiller dans sa Somme, livre 2. tit. 40. page 360. *Item qui est trouvé ahanant sur chemin publique, & à la dernière roye, prend du chemin, & trouve sa charnue ou harnais la terre du chemin sur son champ, ches en amande de soixante sols.*

* **ROYE.**] La Salle de Lisle, tit. de Censes, art. 5. Voyez *Roye*.

* **RUAGE.**] Cambray, tit. xi. art. 2. où il est dit, que si le rachat des rentes n'est divisé par les lettres de creation de la rente, il se doit estimer & apprécier selon le *Ruage* & les lieux & heritages voisins. *Ruage* en cet endroit semble être la même chose qu'usage, & le Commentateur de cette Coutume M. des Jaunaux l'explique ainsi.

* **RUBRICHERS.**] Voyez *Rebriches*.

HERITAGES ET BIENS RURAUX.] A la difference des biens & heritages gentioux & nobles, en la Coutume d'Acq, tit. 2. art. 1. 20. 24. 26. de La Bourc, tit. 12. art. 3. 10. de Solle, tit. 27. art. 19. 26. Le fief est noble ou rural. Voyez la diction **FIEF. PLAIDS RURAUX**, cy-devant.

RUYER.] En la Coutume locale de S. Piat de Seclin sous Lille en Flandres, & de Bethune, & de Lillers sous Arthois: tel est le Voyer, le Vicomte en autres lieux.

S

* **SABATEES.**] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 33. sont des faiseurs de sabots.

* *Bedats SABUTS.*] Bearn, rubr. des Boccages, art. 10. sont des lieux vetez ou défendus, & sçus ou connus. *Bedat*, vient de *vetare*, & *sabut* de *scire*. Voyez *Bedat*.

* **SACHER son épée.**] Beaumanoir, chap. c'est la tirer de son sac ou fourreau.

DROITS DE SACQUAGE.] Theroane, art. 7. *Quod quale sit quera: Hic mihi ipsi facere viam non potui. Nemo per se satis valet, ut semper emergat: oportet manum aliquis porrigat, aliquis educat. Adeundi sunt illius loci rogati.* C'est un droit de minage, qui se prend sur un sac de grain.

* **Ars SAETES ou Sajettes.**] Beaumanoir, chap. 58. page 296. sont des arcs & des fleches. *Saete* ou *sajette* vient de *sagitta*. Marot dans sa traduction du Pseaume *Qui habitat.*

Si que de nuit ne craindra point

Chose qui épouvente,

Ni dard, ni *sajette* qui point

De jour en l'air volante.

* **SAGE-HOMME.**] Jurisconsulte, homme de conseil. Des Fontaines dans son Conseil, chap. 21. nombre 64. *Celsus qui fuit sage-hom de Loix. Vide l. primam. §. 2. in fine. D. de justitia & jure.*

SAINTEURS.] Hainaut, chap. 83. où il est traité du rachat de servage, pour lequel est dûe quelque redevance, à celui par lequel la personne a été affranchie: lequel semble être appelé **SAINTEUR**. Les personnes de noble lignée, & de franche origine n'ont aucuns Sainteurs, & n'est dû à leur trépas droit de meilleur Cattel.

Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis au chapitre des Aveus & des Delaveus, traitant des différentes manieres dont les servitudes de corps s'établirent anciennement en France, remarque en ces termes que la devotion fit beaucoup de serfs. *La seconde chose, dit-il, par laquelle il est moult de serfs, si est pour ce que li sans cha en arriere, par grant devotion moult de gens si se DONNOIENT aus & leurs hoirs & leurs choses AS SAINS & AS SAINTES, & leurs choses toutes, & payoient che que ils avoient proposé en leurs cuerz, & les redevanches que il payoient, le receveur des Eglises si mettoient tout en écrit, & che que il pouvoient traire de leur connoissance, & ainsi ussoient-il sur aus, & ont toujours puis usé plus & plus, par le malice qui est puis creus trop plus que il ne fut mestiers, si que che qui premierement fut par cause de bonne foy & par devotion EST TOURNE' AU DAMAGE ET EN LA VILLENE' AUX HOIRS.*

Et nous apprenons d'une ancienne Charte d'Ingebaud de l'an 1080. publiée par Hubert dans les Preuves du chapitre 5. de ses Antiquitez de S. Aignan d'Orleans, page 99. que ceux qui se donnoient ainsi, pour rendre plus solennel le sacrifice qu'ils faisoient de leur liberté, mettoient bonnement quatre deniers de Chevage sur le maître Autel, & se mettoient au col la corde des cloches: *in cuius facti memoriam quatuor denarios de capitagro meo sicut mos secularis est, super Altare dominicum... gratanter imponens, FUNEM QUOQUE SIGNI COLLO MEO devote circumplicans, carulam istam confirmavi.*

Pour exciter ces bonnes gens à se donner ainsi avec leurs biens, en leur faisant accroire que c'étoit aux Saints qu'ils se donnoient & non aux hommes, on leur donnoit le beau nom d'hommes des Saints, & ils furent appelez en latin *Santuaris*, d'où l'on a fait ensuite le

mot *Sainteurs & Saintiers.*

Registum Feudorum Campaniæ fol. 82. Odo de Pontiacō dixit quod Comes Campaniæ potest sequi homines SANC-TUARIOS usque ad Bevrone. Charta anni 1165. vel hominibus potestatis ipsius Cœnobii, vel advenis, quos albanos vo-cant vel SERVIS TAM SANC-TORUM, quàm hominum intra proximum commanentibus &c.

Comme toutes les Servitudes n'étoient pas semblables, mais différentes suivant les différents lieux & les différentes conventions, ainsi qu'il est dit dans l'article

* *SAINTIERS.*] Dans les instructions pour Senlis, qui sont au Registre E. de la Chambre des Comptes, fol. 271. sont des serfs qui doivent des redevances en cire. Voyez la Note sur *Sainteurs*. Dans les mêmes instructions il est parlé des *Chandeliers*, qui étoient aussi des serfs, qui devoient un certain nombre de deniers de redevance annuelle. Voyez *Luminiers*.

* *SAINTIMES, Ecritures.*] Des Fontaines dans son Conseil, chap. 21. *Sanctissima Scriptura*, sont les tres-saintes Ecritures.

DROIT DE SAINTRE.] Berry, tit. 10. art. 11. ou de Cheintre, ou de Chambre: Comme il est dit en l'ancienne Coutume de Me-hun sur Eure, tit. 3.

Qui appartient à aucuns Seigneurs es lieux non cultivez, qui sont en chaume, en friche, en bruières ou buissons, afin d'y faire paître leur bestail seulement, & en chasser le bestail d'autrui: Ce qui a été usurpé contre le droit de vaine pâture; & à cette fin les Seigneurs font faire à l'entour de la terre qu'ils mettent en défense, une roye ou train de charruë, pour faire connoître qu'il y aura prise, dommage & emende, si le bestail d'autrui y entre. Voyez le mot *Espargne*.

SAISIE ET ANNOTATION DE BIENS.] *Solent rei criminum qui absunt adnotari inter reos delatos & postulatos, ut requirantur & copiam sui præsent seque purgent: atque requirendorum bona intra annum solent obsignari, ut post annum boni in fiscum cogantur, si neque respondeant, neque qui se defendant, habuerint. Hanc obsignationem pragmatici imperiæ vocant Adnotationem. Alia est adnotatio rei, alia obsignatio bonorum.* * Voyez *Saisir*.

* *SAISIE verbale.*] Angoumois, tit. 1. art. xi. M. Vigier remarque sur cet article que la saisie feudale est différente selon la différente qualité des Seigneurs.

Si le Seigneur a Justice avec Sergens & autres Officiers, il peut

3. de la Coutume de Troyes; tous ceux qui étoient *sainteurs* ou *saintiers* des Eglises n'étoient pas serfs, mainmortables, & mortifiables, ni hommes de corps comme dans les Coutumes de Champagne. Ce que nous apprenons du chap. 83. de la Coutume de Hainault, où il se void qu'ils n'étoient sujets qu'au droit de meilleur Cattel à leur deceds, soit parce qu'étant libres ils s'étoient soumis à cette charge, ou parce qu'étant serfs, ils avoient été affranchis à cette condition. Voyez le mot suivant.

faire saisir le fief de son vassal quand il y a raison de le faire, par un de ses Sergens, établir commissaire & presenter le bail devant son Juge.

S'il est simple Seigneur de fief sans avoir des Sergens, ni autres Officiers, & s'il n'a seulement que la Justice fonciere, tout son pouvoir est restreint, lorsque le cas y échet, à faire une simple *saisie verbale* sur son seing privé & le scel de ses Armes, pour la faire signifier par un Sergent emprunté.

Et s'il veut saisir réellement & de fait, il doit prendre commission & confortemain de son Seigneur Suzerain pour confirmer sa saisie verbale, & faire saisir & établir Commissaire par un Sergent du Seigneur, & presenter le bail devant son Juge.

SAISINE, DE SAISINE.] Montargis, chap. II. art. 7. 10. Orleans, art. 217. 218.

Qui se fait en la presence des Notaires, & qui équipole à tradition de fait, & possession prise sans autre apprehension, quand il est traité de la tradition de la chose donnée ou aliénée. Cette tradition se doit faire pardevant le Juge auquel il faut exhiber l'instrument du contrat, par la Coutume de Peronne, art. 264.

CAS OU MATIERE DE SIMPLE SAISINE.] Paris, art. 98. Meaux, art. 218. & ailleurs, auquel article il faut lire, CONTRE CELUY QUI AUROIT JOÛY DE LA CHOSE DONT IL SEROIT QUESTION par la moindre partie desdits dix ans, afin qu'il soit maintenu & gardé en possession & saisine de ladite chose, & en prouvant qu'il en a jouï par la plus grande partie desdits dix ans, il doit obtenir à ladite matiere & cas de simple saisine. Le mot JOÛY, avoit fait sauter deux lignes entieres au compositeur de l'impression de Dupuis en l'an 1567. duquel aussi l'impression de l'an 1581. n'a voulu suivre ma correction, quoiqu'autrement la Sentence soit imparfaite : & ainsi se lisoit es impressions precedentes. *Refractarii non patiuntur se doceri, & multi sunt quibus statim temere displicet quod aliis placet ratione duce.* * Voyez *Complainte.*

CAS DE SAISINE ET DE NOUVELLETE'.] Paris, art. 96. 97. Calais, art. 230. 231. & ailleurs.

Quand quelqu'un de nouveau a troublé ou empêché un autre en sa possession & jouissance. Et faut noter que la complainte en cas de nouvellete est differente du cas de simple saisine : Car celui qui la derniere année precedente le trouble, pour lequel se forme la complainte possessoire, a possédé & jouï paisiblement d'aucun heritage, cens, rente, ou autre droit incorporel, *non vi, non clam, non precario ab adversario*, est bien recevable pour raison d'iceux à intenter

complainte en cas de nouvelleté dedans l'an & jour du trouble, s'il est troublé, ou empêché en sa possession & jouissance, pour être conservé en sa possession: Orleans, art. 369. Montargis, chap. 21. art. 1. Lille, art. 145. Hainaut, chap. 61. Ponthieu, art. 143. Beauquesne, art. 35. Montfort, art. 59. 60. Senlis, art. 267. Clermont, art. 44. 46. Valois, art. 116. Mante, art. 87. 88. Mais s'il y a défaut de telle jouissance d'an & jour derniers, & qu'auparavant & depuis dix ans il en ait joui paisiblement, soit continuellement ou par intervalle, & par la plus grande partie dudit temps, encore qu'il ne soit fondé en titres: Neantmoins il est bien recevable d'intenter le cas de simple saisine, afin d'être remis en la possession qu'il avoit perdue, & pour la recouvrer. Laon, art. 134. Chalons, art. 128. Reims, art. 187. Paris, art. 96. 97. 98. Clermont, art. 52. Meaux, art. 218. Valois, art. 118. Sedan, art. 263. Aussi en cas de simple saisine le possesseur jouit durant le procez, quoiqu'il ait pris la possession sans juste cause, ou juste titre, d'autant qu'il a jouy plus d'un an.

Mais en cas de complainte de nouvelleté celui-là doit jouir qui peut montrer de ses derniers exploits & actes de possession, & comme il a été de nouveau troublé en icelle. Comme il est expliqué en la Coutume de Sedan, & es Ordonnances premiere & seconde de la Chambre d'Artois: & par Masuer, chap. 11. §. 50. & par Bouillier Auteur de la Somme rurale, lequel toutefois écrit que simple saisine ne se doit asseoir que sur trouble de servitude ou de prestation. J'en traiteray plus amplement en mon Commentaire de la Coutume de Berry sur l'art. 32. du titre des Juges. * Voyez *Complainte*.

* *SAISINE vuide.*] Bouteiller dans sa Somme, liv. 1. tit. 22. pag. 110 à la fin, & page III. au commencement. Voyez *Devoir de Loy*.

DROIT DE SAISINES, DE SAISINES.] Paris, art. 73. 82. Meaux, art. 87. 121. 210. Senlis, art. 214. 235. & suivans. Clermont, art. 114. Montargis, chap. 2. art. 49. 51. 53. à la fin duquel il faut lire, **POUR LA SAISINE:** Estampes, art. 46. 47. Orleans, art. 214. Amiens, art. 23. Peronne, art. 91. 103. 267.

Ce droit est dû au Seigneur foncier & censuel par le nouvel acquereur, quand il est enfaîné & mis en possession de l'heritage censuel. Cette saisine & désaisine s'appelle *entrée & issue* en la Coutume d'Arthois, art. 29. Par la Coutume de Paris, art. 82. *ne prend saisine qui ne veut;* mais si on prend saisine, sera payé d'puze deniers parisis pour la saisine de l'heritage censuel.

SAISIR LE CORPS,] Les biens meubles, ou heritages: **SAISIE,** ou **SAISISSEMENT,** tant de Justice, du Seigneur feudal, censuel,

qu'autres : Quand le Sergent exploiteur après commandement de payer emprisonne le debiteur obligé ou condamné, ou le delinquant : Ou qu'il prend ses meubles & les met en dépôt, ou établit Commissaire pour regir les heritages, comme par main de Justice. Ou quand le Seigneur met en sa main ou de Justice les biens, les fruits, ou heritages de son vassal & autre sujet pour défaut de ses droits & devoirs : Et en signe de cette saisie le Seigneur foncier peut mettre en sa main le gazon de l'heritage, ou mettre l'huis hors des gonds, ou mettre obstacle & barreau es huis & fenestres, & brandonner les fruits. Orleans, art. 105. 115. Montargis, tit. 2. art. 2. Nivernois, tit. 5. art. 16. Lille, art. 220. ou tuer le feu de la maison. Comme en signe de prise de possession, allumer le feu & faire fumer la cheminée, ouvrir & fermer les huis, entrer & sortir de l'heritage, y recueillir du fruit. *Ex Jure Civili surculo defringendo usurpare possessionem, M. Tullius, lib. 3. de Oratore. Perionius originem vocis ineptè petit à Kupituv, suo jure vindicari rem.*

Saisir vient de *facire*, qui signifioit la même chose dans la moyenne latinité. *Marculfus formul. 29. in ea verè ratione ne alicubi ipsas res nec vendere nec donare, nec alienare, nec ad pro-*

prium facire &c. Tit. formul. 150. *Si aliquis rem alterius quam excolit ad proprietatem facire vult, sed non potest, &c.* Voyez M. de Caseneuve dans ses Etymologies sur ce mot, & *Cang. in Glos.*

LE MORT SAISIT LE VIF.] Son plus proche heritier habile à luy succeder, qui est une maxime & coutume generale au Royaume de France : *Hereditatis possessio non vacat, heredis & defuncti possessio coheret & continuatur moribus Gallia.* Voyez la diction MORT.

LE PIED SAISIT LE CHEF.] Chalons, art. 143. d'autant que l'on peut lever son édifice sur la place si haut que l'on veut. Voyez PIED.

DROIT DE SALAGE.] Qui a été adjugé à l'Abbaye de Bourg-moyen de Blois, par Arrest du 29. May 1543.

Qui est de prendre du sel sur chacun bateau portant sel qui arrive & passe par le port de Blois ou par dessous les ponts. * Voyez *Manée de sel.*

* *Loyers & SALAIRES de succession.*] Meaux, art. 62. C'en sont les fruits, revenus & émolumens.

LOY SALIQUE.] *Lex Salica fuit Francorum, quæ Salii, Salici, Salingi dicti sunt à Sala Germania flumine, ut Rhenanus scriptor rerum Germanicarum & alii observarunt: Rejiciamus aliorum somnia. Francos quosdam consuetudo Salios appellavit, Maxcellinus, lib. 17. quosdam Athuarios, idem lib. 20. Vel Antharios. Francis autem Saxones erant confines, idem lib. 27. & Germanorum quidam dicti sunt Franci, nam & Sitambri fuerunt Germani, historia Miscella, lib. 14. Prasopius, lib. 1.*

de bello Gothorum, Agathias, initio lib. 1. Franci inter fines Saxonum & Alemannorum habitaverunt, ut ex Hieronymo in vita Hilarionis etiam refert Aimoinus, lib. 2. cap. 10. Doctissimus Turnebus, lib. 24. Adversar. cap. 37. ait advenas Francos Germaniam occupasse, & esse Scandinavia populos, ut & Gothos. Ideoque Suda ὀπάριοι, γερμανοὶ. Fatendum est alios fuisse Francos, alios Germanos sive Alemannos: Francosque aliam habuisse quam Gallicam originem, reclamante Connano & aliis quibusdam. Ceterum summo errore quidam existimant Valentinianum Imperatorem Trojanos qui Sicambriam habitabant, cum Alanos vicissent, virtutem gentis audaciamque admiratum esse, & Astica lingua Francos, id est fetores nuncupasse. Aimoinus, initio lib. 1. Ado Viennensis in Chronico. At Siffridus, lib. 1. & alii quidam referunt Teutonicos ex edicto Valentiniani à tributo immunes factos esse cum Alanos deleissent: Ideoque Francos appellatos. Alii à conservata libertate, ut Gregorius Turonensis & Sigebertus malunt. Alii à Francione rege que appellatio Gaguino placet magis. Alii verius à Franco filio Antharii regis Sicambrorum, qui postea in Francorum nomen concesserunt ex sententia Hunibaldi vel Humboldi veteris historici Francici sub Clodoveo, quem plerique sequuntur. Et sanè vetustior est Francorum appellatio quam vulgò sit credita, Beroaldus Chronici lib. 4. cap. 7. Sic à Graco rege Gracia cognominata. Plinius, l. 4. cap. 7. Servius in 2. Æneidos. A Juda principe Judæi appellati sunt qui prius Hebræi, Lactantius, lib. 4. Institut. cap. 10. Augustinus de Civitate, lib. 15. cap. 8. vel potius à regia tribu Judæ: unde & Judæa que prius terra Chanaan & Palestina Israelitis promissa. Hebræi ab Hebero vel Hebro: ex Assur Assyriis. Hispania ab Hispalo: Italia ab Italo, que prius Saturnia regis nomine. Medorum regnam à Medio qui Medeam urbem condidit. Justinus, l. 47. Lotharingia à Lothario Imperatore: Cottia alpes à Cottio rege: Europa in qua regnum Europus nomine tenuit: Macedonia cognominata est Emathia nomine Emathionis regis. Justinus, lib. 7. Tusci duce Rheto ex nomine ducis gentes Rhetorum condiderunt. Idem lib. 20. Iberia ex Ibero, nunc Hispania. Martellinus 23. Argivi dicti Danaï à rege Danao. Servius in 2. Æneidos; & Myrmidones à rege Myrmidono. Ibidem, & alii populi à rege vel principe suo nomen habent, ut ferunt Latinos à Latino, Gallos appellatos à Gallo vel Galate. Paganos à Pagano, Philastrius. Verum ad rem. Quo tempore lata sit lex Salica querunt: eam quidam Pharamundo tribuunt: Conradus Abbas Urspergensis. Otho Frisingensis, Sigebertus & alii. legem Salicam inventam dicunt & nominatam à Salegast Consiliario gentis Francorum. Hodie autem exant leges Salica, sed & leges Francorum sub Pipino, Carolo Magno & Ludovico Pio. Nos anciens ont appelé leur ancien patrimoine: TERRE OU HERITAGE SALIQUE, duquel les femmes étoient exclues par la loy

Le *loy SALIQUE*, par laquelle les femmes n'héritent qu'ès meubles & acquests quand il y avoit fils. *Nec fuit lex Salica de publico regni jure vel successione potius quam de privatorum hereditate vel terra: Nec feudis tantum tribuenda est: imo fuit de alode potius & rebus privatorum: ne de terra salica in mulierem ulla portio hereditatis transiret, sed ut filii in ipsa hereditate succederent: atque similiter lege Angliorum seu Thuringorum hereditas à lancea in fufum non transit. Porro alia est lex Salica sive Francica: alia Longobarda: alia Romana. Et in Italia mos fuit quondam ut quisque ederet qua lege vivere vellet. Sed vereor ne magnus liber par sit magno malo.*

* *SALLADE*.] Bayonne, tit. 6. art. 1. Casque. M. de Caseneuve fait venir ce mot de *salata*, qui signifioit, dit-il, ou un casque, ou les armes complètes. Ce qu'il prouve par le passage d'Isidore, *salatarius portitor armorum*. V. Borel, p. 547.

DROIT DE SALVAGE ou *SAUVELAGE*.] *σωσποι premium conservationis*, qui appartient à ceux qui ont aidé à sauver la marchandise & autres choses périssantes par naufrage, *quorum opera merces salva sunt.*

Lettres de SALVAGE.] Par lesquelles le Roy mandoit à ses Officiers de mettre en sa protection & sauvegarde les *sexagenaires* & les veuves avec leurs familles & leurs biens. Il y a beaucoup de ces Lettres dans les Registres de Languedoc, entr'autres au n. 39. armoire A de la Senéchaussée, fol. 77. vers. & pour les veuves, fol. 83. vers.

SALVATIONS.] Hainaut, chap. 64. 68. Quand un rendant compte soutient les articles de son compte contre les débats & contradictions d'iceluy. Comme aussi quand l'on soutient les témoins reprochez & les titres contredits: Hainaut, chap. 67. Mons, chap. 15. 16. Bourbonnois, art. 40. 46. Auvergne, chap. 8. art. 3. Poitou, art. 391. Berry, tit. 20. art. 7. & en l'Edit de l'an 1539. art. 48. & du Roy Charles VII. de l'an 1443. art. 51. 53. & du Roy Charles IX. de l'an 1566. art. 55.

* *SANG*.] Haute Justice. La Coutume de Saint Omer, art. 7. Par ladite Coutume les *Viscomtiers* ont le sang & le larron; est à sçavoir connoissance de meslée de debat fait à sang courant, & du larron pris en icelle Seigneurie, posé qu'il doive être pendu & étranglé. La Coutume de Vimeu, art. 5. La connoissance du sang & du larron appartient au Seigneur Vicomtier. Avoir le duel dans les anciens titres c'étoit aussi avoir le sang ou la haute Justice; & de là vient selon l'Auteur du grand Coutumier, liv. 4. ch. 5. p. 528. que *Tableau de champions combatans à l'Audience*, est marque de haute Justice; ce qu'il est bon de sçavoir

pour l'intelligence des anciens titres. Voyez Loysel dans ses *Institutes* liv. 2. tit. 2. art. 47.

SAON, SAONEMENT.] Normandie, chap. 68. 95. 101. 102. 103. 107. 109. 111. 113. 121. & au Stile du pays de Normandie, qui est ancien & fait depuis la Coutume du pays, comme elle a été recueillie anciennement, & qui depuis fut reformée en l'an 1583.

Quand les témoins sont reprochez. *Hujus vocis Etymon non est mihi in promptu, nec inscius te docere possum: Nolo etiam perversa Grammaticorum subtilitate & audacia uti in Analogia vocabulorum. Ecquis etiam tam felix & fecundus artifex, ut audeat dicere artem à se consummatam? Compertum quidem quid sit Sunna, Sannio: sed non ad rem.*

* **S A O N E R.**] C'est reprocher des témoins. L'ancienne Coutume de Normandie, chap. 68. *Et quant il l'en aura ouy leurs dits & mis en écrit, cil qui est en prison doit être amené devant eux, & luy doit-on demander s'il ne vent aucuns saoner, & se il dit sur aucun d'eux suffisant saon, chose que disent ceux qui sont ainsi saonez, ne doit être en rien comptée; mais se le saon n'est suffisant, cil qui dira sera receu avec les autres &c. Saoner vient ce semble de *sunnis, impeditio, impedimentum*. Car reprocher des témoins n'est autre chose que d'empêcher & de faire en sorte que le Juge n'ait pas d'égard à leur déposition. Voyez *Essoine*.*

* *Quittance ou SATISFACTION.*] Anjou, art. 506. Voyez l'article 305. de la Coutume de Lorraine.

* *Heritage en SAVART, friche ou ruine.*] Rheims, art. 264. *Heritages en friez & Savart.* Clermont, art. 120.

* **S A U F.**] En quelques titres de la Seigneurie de Tingri & Auguelieres, est dit que les droits de terrages seront portez par les debiteurs au *sauf* du Seigneur. Par là est entendu la grange ou grenier dans lequel les grains seront en sureté ou assurance. (M. GALLAND.)

SAUF-CONDUIT.] Hainaut, chap. 9. pour répit d'homicide que le Baillif donne après information faite, & l'accusé étant d'accord avec la partie civile: tellement que pendant le temps d'iceluy on ne peut proceder en Justice contre le delinquant. **LETRES DE SAUF CONDUIT** qui se baillent par le Roy aux Ambassadeurs, Herauts ou Messagers de l'ennemy: ou aux marchands étrangers: ou pour composer de la rançon du prisonnier de guerre, & pour autres causes. *Commeatus: est quasi fides publica, & tutio Principis. Ivo Episcopus Carnotensis in epistolis & alii recentiores dixerunt Tutum & liberum conductum. Aliud est syngraphum Plauto, in Captivis, quo quis ostendit se non esse fugitivum: Un passeport. Tiberius Cesar Potamonem Mitylenazum rhetorem patrium solum repente hinc his literis dimisit: Potamo-*

nam Lesbonactis filium si quis offendere ausus fuerit, consideret an mecum possit dimicare, ait Hesychius.

SAUF-RESPIT.] Bretagne, art. 352. 267. C'est la souffrance que le Seigneur baille à son vassal pour luy faire l'hommage.

DROIT DE SAUNELAGE.] En un Arrest du Parlement de Rennes, du 22. Octobre 1573. qui se prend sur le sel.

* Terres SAUVAGES,] ou *sauvées de la mer*; anciennement nommées *gaignables*. Normandie, art. 162.

SAUVEGARDE.] Melun, art. 3. Sens, art. 13. 173. 174. & suivans. Ponthieu, art. 163. Ancienne d'Auxerre; art. 13. 225. & suivans. Nivernois, tit. 1. art. 18. la Rue d'Indre, art. 40. 41. Bretagne, art. 44. & en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 3. Bar, art. 40. 41.

La SAUVEGARDE peut être donnée tant par le Juge du Seigneur haut-Justicier que par le Roy ou son Juge, & est speciale ou generale. Le Roy Louis XII. par son Edit de l'an 1512. art. 60. & le Roy François I. par l'Edit fait à Cremieu l'an 1536. art. 15. ont interdit aux Baillifs & Seneschaux de bailler & délivrer Lettres de *debitis* & sauvegardes en termes generaux. *Est λόγος πίστεως, πίστις, λόγος, ἀσφάλεια, λόγος ἀσπίδος in Novellis & Edictis Justiniani: quadam veluti securitas & tuitio Principis, cujus formulam proponit Cassiodorus, lib. 7. Variarum. Ejusque exemplum datur lib. 3. epist. 27. lib. 4. epist. 27. Ne potentiores injuriis adficiant humiliores, quod pertinet etiam ad religionem Præsidis Provincia: Sic tuitionis auxilium dixit Symmachus, lib. 10. Epist. 36. Tuitionem prædiorum & hominum Ecclesie Cassiodorus lib. 2. epist. 29. Julius Cesar se tutela & præsidio populi Romani commisit. Appianus lib. 2: La Sauvegarde est du Roy, ou du Seigneur haut-Justicier, afin qu'il ne soit méfait à autrui en corps ni en biens: & en quelques lieux elle se prend pour assurement. Bearn, tit. 45. Comme aussi Masuer au chap. 11. dit, que celuy qui craint d'être trouble en sa possession peut obtenir du Juge sauvegarde, & requerrit d'être maintenu & gardé en sa possession, & deffenses être faites à toutes personnes de ne le troubler ni empêcher sur certaine peine, & d'être declarez infracteurs de la sauvegarde: & que celuy qui use de la chose par dessus les deffenses à luy faites, est estimé le faire par force & violence. Cet interdit de simple ban s'obtient sur les simples menaces ou jaclances du turbateur, & auparavant le trouble réel. En plusieurs Sieges de Justice l'on use de cette sauvegarde. *Alia est Tuitio Prætoris de qua in l. 1. quibus mo. usufr. l. 9. usufruct. quemad. caveas. Cum Prætor interponit officium suum.**

* SAUVEGARDES.] Lorraine, art. 210. qui appartiennent à son Altesse, & se décernent par ses Baillifs privativement à tous au-

tres, à la différence des *assurements* ou assurances qui sont décernés par les Seigneurs hauts-Justiciers ou leurs Juges. Dans plusieurs autres Coutumes ces mots sont confondus. Voyez M. Ragueau sur ce mot.

* *Droit de SAUVEMENT.*] Qui fut adjugé au Comte de Relelois par Arrest du Conseil Privé du Roy du 9. Mars 1582. à la charge de sauver ses sujets des gendarmes étrangers, comme étant en frontière. Voyez Choppin liv. 2. tit. 4. p. 95.

Ce droit est le même que celui de vingtain, qui consiste en la vingtième partie du bled & du vin que les habitans sont tenus de donner à leur Seigneur, à la charge de construire & entretenir à ses dépens les murailles du bourg ou de l'enclos du chasteau, pour leur seureté & la conservation de leurs biens. Voyez M. Salvaing, dans son traité de l'usage des fiefs, page 222. & 231.

* *SAUVER.*] Dans les Assises de Jerusalem, chap. 205. C'est réserver, excepter, mais si celui qui fait hommage, si comme est dessus dit, ou chief seignor a fait avant hommage ou ligeffe à homme ou à femme qui ne soit homme dou chief seignor, il le doit sauver, à l'hommage faire, pource que nul qui est homme d'autrui ne peut après faire hommage à autre se il ne sauve son premier seignor, &c.

BRIERS DE SAUVETE.] Qui est la dixième partie de ce que l'on sauve.

SCHEDULE.] Patis, art. 107. Melun, art. 254. 327. 328. Clermont, art. 43. Valois, art. 167. 183. saint Paul, art. 34. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 59. Auxerre, art. 235. Nivernois, tit. 32. art. 2. & 3. tit. 33. art. 8. Lille, art. 223. 224. 225. Hainaut, chap. 69. 81. Montargis, chap. 10. art. 13. 14. Orleans, art. 366. 367. Anjou, art. 508. 509. Le Maine, art. 503. 504. Chasteauneuf, art. 97. Chartres, art. 82. Dreux, art. 70. Blois, art. 266. Sedan, art. 21. 24. 138. 316. Peronne, art. 268. Berry, tit. 2. art. 31. tit. 6. art. 34. tit. 9. art. 10. 11. Bretagne, art. 177. 292. 578. Cambrai, tit. 25. art. 50. tit. 26. art. 15. Lorraine, tit. 17. art. 7.

Est Chirographum, Epistola, Syngrapha, qua tamen proprie à Chirographo differt. Asconius in 3. contra Verrem. La schedule est *domestica cautio, οχιδν, Chirographaria cautio qua manu debitoris scripta est vel signata, ιδιοχειρον, αυτοχειρον, το ιδιον γραμμα, γραμματιον, Privatum instrumentum crediti.* Le sein manuel. *Confessio crediti, ομολογια, ἀποδειξις, ut in l. 25. de probatio. l. 20. de donationib. quibus Tribunnianus manum adposuit.* Comme aussi en la Coutume de Touraine, art. 82. cette diction signifie une écriture privée. Et en l'art. 114. de la même Coutume, & en celle de Lodunois chap. 11. art. 7. & en l'an-

tienne du Perche chap. 10. ce mot signifie la publication des hommages d'un Seigneur feudal: *Programma*: Ce que la dernière Coutume du Perche art. 46. a dit AFFICHE. Cedula signifie un placard. Froissard, liv. 1. chap. 279. *Scida, vel schida charta. Charisius lib. primo.*

SCHEDULE.] Bourdelois, art. 21. Berry, tit. 14. art. 8.

C'est l'exploit & rapport d'un Sergent qui fait un ajournement. Comme aussi Boutillier en la Somme rurale appelle l'exploit & rapport du Sergent qui fait des criées, ou d'un exploit d'exécution & d'ajournement en cas d'opposition: Berry, tit. 9. art. 2.

SCHEDULE DE FAITS SIGNED.] Au Style du pays de Normandie. Quand ils ont été mis par écrit.

SCHEDULES.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1528. art. 1. 2. 4. & de l'an 1539. pour le règlement de la Justice du grand Conseil: & en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 27. 29. 40. 41. 42. 44. signifient les memoires signez que les Procureurs baillent au Greffe, ou au premier Huissier pour l'expédition de leurs causes d'appel. Schedule appellatoire en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1490. art. 12. qui contient l'appel interjetté, *Libellus appellatorius qui hodie non est necessarius*: Il suffit d'appeller verbalement. *Alius est libellus dimissorius*. Apôtres.

SCHEDULES DES DEFAUTS ET CONGEZ.] En l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 45. & de François I. de l'an 1528. art. 8. Schedule de presentation qui se fait au Greffe de la Cour, comme dit Boutillier. Schedules de causes qui contiennent les noms & qualitez des parties, & selon l'effet de l'exploit du Sergent. En l'art. 10. du chap. 3. du Style de Liege. Et pour autre écrit fourni en Justice à la production des titres & documents au chap. 10. art. 27. Schedule des Lettres Royaux que les Notaires expedient en Chancellerie pour conserver l'émolument du Scel, en l'Ordonnance du Roy Philippes le Long de l'an 1320. Schedule ou tableau en l'art. 23. du chap. 6. du Style de Liege. *Mundum scheda opponitur in l. contractus. Cod. de fide instrum.* à la première schede, note ou minute d'un contrat ou obligation. *Nec ea forma & diligentia scheda sive chirographum confici solet qua publicum & forense Instrumentum. Sicratis sine scheda, de qua in l. 1. par. navem. de exercito. actione & apud Sudam, non ea forma, industria, artificio quo navis solet: sed subitaria & tumultuaria opera.*

SECRETAIRES.] Dans les Ordonnances Royaux, *Sunt Notarii & scriba à secretis Principis, Cancellaria, vel domini*: τῶν ἀποπρήτων γραμματικῶν, Procopio. *Scribae sunt à manu vel ad manum, ab epistolis, qui & Amanuenses Suetonio. In Nerone cap. 44. In Tito cap. 3. Notarii secretorum apud Vespiscum in Aureliano: Arcana Principis celan-*

da sunt. Cassiodorus lib. 4. Epistol. 3. Armonias à secretis, in Chronico Marcellini Comitis sub Anastasio. Taciturnos etiam & fidos esse decet eos qui consiliorum sunt conscii: Ideoque apud Persas Silentii nomen colebatur ab optimatibus: Marcellinus, lib. 21. Les Secretaires d'Etat & des Commandemens, des Finances, de Chancellerie, de l'Ordre du Roy, de la Chambre du Roy, de la Maison & Couronne de France, de la Cour de Parlement. De secretariis observat quadam P. Pithæus, lib. 2. advers. cap. 12. Octavius Augustus Thallo à manu crura effregit, quod pro epistola prodita denarios quingentos accepisset: Suetonius cap. 67. λογούβιτης secretorum Niceta. Alius μέγας λογούβιτης, quæstor. Ces Secretaires ont plusieurs privileges, franchises & exemptions.

* *Possession SEDENTA.*] Bearn, rubr. *de Notaris*, art. 18. C'est la possession d'un immeuble & d'un fonds qui a une assiette, à la différence des meubles qui se transportent d'un lieu en un autre.

* *SEEL, ou adveu.*] Acs, tit. 16, art. 8. Voyez *Adveu*.

* *SEEL secret.*] C'est le Seel privé ou particulier, à la différence du Seel public & authentique. Le Seel public étoit imprimé d'un côté de la cire, & le Seel secret, qui étoit plus petit, de l'autre côté, d'où il étoit appellé *Contreseel*. V. *Kirchm. long. Goilaum & Kornm. de annulis.*

* *Contre SEEL, CONTRESEEL.*] Voyez le mot precedent.

SEELLE ET INVENTAIRE.] Sens, art. 82. d'autant qu'avant que l'on fasse inventaire des biens meubles d'une succession ou communauté, ou pendant la faction d'inventaire, & quelquefois aussi après l'inventaire clos & arrêté, on a accoutumé d'apposer le Seel de Justice sur l'ouverture des coffres, buffets, armoires, & des portes des chambres, & d'autres lieux où sont les meubles, afin qu'ils ne soient transportez, latitez, ou changez, ou empirez, pour la conservation du droit des parties selon qu'à leur requeste il est avisé & donné par Justice: *De signaculis autem Officiorum publicorum, in inventario faciend. locus est in l. ult. Cod. Theod. de administratio. & periculo tutorum.* Et il y a Seel de Justice & Seel aux Contrats, & un Garde du Seel érigé en Office. Voyez le mot *GARDE*. Et faut noter que plusieurs de nos anciens ne souffignoient point de leurs mains & signature leurs contrats & instrumens, & qu'ils n'y apposoient que leur Seel ou Cachet, ou le Seel de Justice: *Credo, quia plerique ferè omnes legere, nec scribere sciebant: tanta etiam fuit priscorum innocentia, talis vita, ut in ea nihil signaretur anulo. Non signabat Oriens aut Ægyptus tempore Plinii, literis contenta solis, inquit, lib. 33. cap. 1. Imagine Augusti Principes signabant epistolas & edicta, cum ipse inter initia Sphynge signasset, & postea ad evitanda convicia Sphingis Alexandri Magni imagine, idem Plinius, lib. 37. cap. 1. Idque adnotasse non abs re est.* * Voyez

(Corbin, tom. 2. des Droits de Patronage, page 71. M. de Marca, dans son Histoire de Bearn, p. 403. & M. Collet sur les Statuts de Bresse, liv. 2. page 220. 221. &c. M. de la Lande sur l'art. 430. de la Coutume d'Orleans., Vredius de *Sigill.* & M. du Cange dans son Glossaire.

* *SEES.*] Bearn, chap. 1. art. 30. Voyez *Interdict.*

* *SEETS.*] Dans l'art. 55. de Bourgogne-Comté, chap. 7. Voyez Boquet sur cet article, & Fabert sur l'art. 113. de la Coutume de Lorraine, & le mot *Ceps.*

* *SEGORAGE.*] Dans la Coutume de Lisle-Savary. Voyez *Segreage.*

SEGRAYER, SEGRAYERIE.] Aux Edits du Roy Henry II. de l'an 1558. pour le reglement de la Jurisdiction du grand Maître des Eaux & Forests, & du Roy Henry III. de l'an 1575. 1578. 1583. Voyez le mot *GRUYER.*

DROIT DE SEGREAGE, ou DE SEGORAGE.] Qui appartient au Seigneur de Lisle-Savary au Bailliage de Touraine.

Monsieur Loger a des Indices Royaux de la premiere édition, où Mornac a fait sur ce mot l'observation suivante.

Est à noter que ce droit est ainsi appelé A SEGREGANDO, comme chose mise à part pour le Seigneur ; car comme j'ay appris d'un grand Procex pendant en la Cour entre M. Honoré Barentin Maître ordinaire de la Chambre aux Deniers, Seigneur des Terres de Belleruriers, Maduire, & Monnaye d'une part ; & Damoiselle . . . Milon, veuve de défunt M. Charles Ondry, Procureur du Roy à Tours d'autre ; auquel Procex j'avois écrit pour ladite Demoiselle. Le droit de segreage est tel, que de tous les bois situez & vendus es fiefs fis en la Coutume locale de Lisle Savary, est dû au Seigneur de fief par les

*vassaux & sujets le cinquième denier de la somme à laquelle lesdits bois auront été vendus, & auparavant que les couper, est dû le dépri ; voire auparavant que les exposer en vente, le propriétaire est tenu le déclarer audit Seigneur de fief, ou à ses-Officiers, & le prix qui luy en aura esté offert. Nul de tous ceux qui ont écrit n'a remarqué cette explication, ignorée pour cette cause par plusieurs. Il y a même un Office particulier de Segrayer, & Receveur des droits dûs au Roy sur aucuns bois de la Generalité de Tours, & entr'autres sur la forest de belle poule, j'en ay aussi veu le titre. Voyez ce qu'on a observé sur le mot *Quintaine*, M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *Secretarius.* & le mot *Danger.**

* *SEGUIDOR.*] Bearn, rubr. *de testimonis*, art. 4. Ce mot vient du latin *sequi*, suivre. Le *testimoni seguidor* est un témoin qui suit. En Bearn selon le For on fait suivre un homme qu'on mené exprés pour le rendre témoin de ce qui doit être fait ; & comme ce témoin est choisi, la Coutume laisse à l'arbitrage du Juge de l'admettre s'il le croit à propos, & d'y ajoûter telle foy qu'il luy plaît.

* *Rente rendable SEICHE.*] La Marche, art. 411. C'est la rente constituée à prix d'argent, ou la rente fonciere qui n'est pas la pre-

miere imposée sur un fonds, à la différence du cens ou de la rente foncière qui est la première imposée ou assignée sur un fonds allodial: lesquels emportent de leur nature lods & ventes. En un mot la *rente seiche* est celle qui ne produit pas de lods & ventes, à la différence de la noble qui en produit. V. *Rente*.

SEIGNEUR CENSIER.] Berry, tit. 5. art. 2. & 4. ou censuel. Berry, tit. 5. art. 53. 54. 55. tit. 6. art. 7. & souvent és autres Coutumes. Quand il est traité de Cens. C'est le Seigneur auquel le cens annuel est dû, & les profits censuels à l'ouverture du Censif. Voyez le mot **CENS**.

SEIGNEUR DIRECT.] Orleans, chap. 1. art. 88. & 327. S. Jean d'Angely, art. 4. Auvergne, chap. 21. où nous lisons aussi Choses tenues en fief ou directe: comme souvent en la Coutume de la Marche.

C'est celui qui a baillé à rente ou cens son héritage feudal ou roturier. Par la Coutume de Peronne, art. 21. au Seigneur feudal appartient la Seigneurie directe du fief tenu de luy: & au vassal l'utile, comme aussi celui qui a baillé son héritage à rente Emphyteuse, s'appelle Seigneur Emphyteutique. Berry, tit. 5. art. 2. & Seigneur Rentier. Berry, tit. 6. art. 32.

SEIGNEUR DOMINANT.] Paris, art. 51. 58. Grand Perche, art. 49. 78. Peronne, art. 32. 37. 43. Tours, art. 134. 281.

C'est le Seigneur du fief dominant, *qui mise nomen atatis habet, licet adolefcens sit vel juvenis, vel etiam infans: A nostris dominus feudi appellatus est Senior: Et in auctoribus recentioris atatis Abbatis vox significat ducem vel dominum, eaque sic appellantur etiam viri clarissimi & nobilissimi, nedum Monasteriorum patres, postquam scilicet Abbatis data sunt Comitibus. Sic Robertus & Hugo magnus ejus filius. Comites Parisiorum Abbatis nomen adsumpserunt, & per Gallias Abbatis honore pradii fuerunt, statutis Decanis qui curam haberent monachorum, ut est in cap. 41. & 42. lib. 2. ad Aimoinum. Porro Seniores Vasconia Dagoberto Regi Francorum sacramento fidem dantes fideles ei facti sunt: Aimoinus lib. 4. cap. 31. Carolus ordinavit per totam Aquitaniam Comites Abbatésque, nec non alios plurimos, quos Vassos vulgè vocant ex gente Francorum, ut est in Annalibus Caroli magni.* Le vassal est appelé Seigneur du fief servant, desquels fiefs cy-devant en la lettre F. * Voyez le mot *Vassal*. & J. Dictherum ad Besoldum lit. F. num. 43. pag. 372. 373.

SEIGNEUR FEUDAL.] Berry, tit. 5. art. 1. 2. 3. 4. tit. 9. art. 82. tit. 12. art. 3. & souvent és autres Coutumes quand il est traité des fiefs. Aussi il s'appelle Seigneur du fief. Berry, tit. 5. art. 21. à sçavoir du fief dominant.

SEIGNEUR

G L O S S A I R E.

353

SEIGNEUR FONCIER.] Orleans , art. 214. 327. ou direct & foncier. La Marche , art. 134. Voyez le mot FONCIER. **SEIGNEUR VICONTIER**, en la lettre V. Les Seigneurs s'appellent *Seniores quibus servitia debentur*, lib. 1. legis Francica cap. 85. 142. 152. lib. 2. cap. 15. lib. 3. cap. 8. 24. & alibi. *Senior urbis Gregorio Turonico*, lib. 10. cap. 2. Ces Seigneuries ont pris origine après l'invasion des Hongres Asiatiques , & des Monarchies Seigneuriales , dont dépendent aussi les droits Seigneuriaux , comme écrit Bodin au livre de la Republ. chap. 2. *quod mihi non constat adhuc.*

SEIGNEUR LIGE ET BROCHAIN, OU PROCHE.] Bretagne, au-tit. 17. à la différence du Seigneur supérieur, duquel l'on n'est pas en propre fief, mais en arrière-fief. Bretagne , art. 372. 375. 378. 384. Voyez le mot LIGE.

* **SEIGNEUR plus près du fond.**] Poitou , art. 22. C'est le Seigneur immédiat. Voyez la Coutume d'Angoumois, tit. 1. art. 12.

SEIGNEUR SUBALTERNE.] Berry, tit. 2. art. 14. 21. 35. tit. 5. art. 28. 55. tit. 6. art. 6. tit. 9. art. 10. tit. 10. art. 3.

C'est le Seigneur Justicier, autre que le Roy duquel il est inférieur & vassal, ou arrière-vassal, & ressortit en la juridiction Royale. Seigneuries subalternes. Berry, tit. 15. art. 4. & 5.

SEIGNEUR UTILE.] Orleans , art. 135. 373. Anjou , art. 103. Bourbonnois, art. 473. Auvergne , chap. 2. art. 1. & 3. Berry, tit. 6. art. 17. 25. 26. 32. tit. 12. art. 14.

C'est le propriétaire qui possède & jouit de l'héritage censuel, féodal, ou redevable de rente foncière : & lequel s'appelle Seigneur profitable en la Coutume de Clermont, art. 108. 109. parce qu'il jouit du fief & des fruits qui en dépendent, à la différence de celui auquel on en doit la foy & hommage, qui s'appelle Seigneur direct.

* **SEIGNEUR de Loix.**] Beaumanoir, chap. 38. page 203. lig. 28. c'est une personne versée dans l'étude du Droit, un Jurisconsulte.

DROIT DE SEIGNEURIALGE.] Qui appartient au Roy pour la fabrication des monnoyes, auquel aussi reviennent de bon les écharcetes & foiblages des monnoyes. Le Roy prend soixante & cinq sols pour marc d'or : quatre sols six deniers pour marc d'argent : vingt deniers tournois pour marc de billon : & il y a autres droits pour les ouvriers. Et faut noter que ledit droit de Seigneurialge peut changer selon la valeur des marcs d'or & d'argent, & selon le prix qui est donné au Maître pour son brassage.

* **SEIGNEURIE directe.**] La Marche , art. 154. où il est dit qu'elle est acquise au Seigneur des serfs ou des mortuables sur l'héritage franc possédé pendant trente années par les gens de cette

condition, demeurans on faisans feu vif sur leurs heritages mortail-
lables ou serfs.

Dans cette Coutume & plusieurs autres on acquerait la Seigneurie
directe sur un fonds, de trois manieres.

La premiere, lorsque le fonds étant allodial on le donnoit à cens.
Voyez l'art. 392. de la Coutume du Bourbonnois.

La seconde, lorsqu'on donnoit de l'argent à constitution de rente à
une personne qui possedoit un fonds allodial à la charge qu'il en feroit
l'assiette sur le même fonds. Ce qu'on a expliqué sur *Rente rendable*.

Et la troisieme, par prescription, comme quand le serf residant sur
un heritage de condition servile avoit possedé un heritage franc pen-
dant trente années; car dans ce cas *le pire emporte le bon*: Comme
les enfans nez de peres serfs & meres franchises, ou de meres serves
& de peres francs suivent *la condition du pire*. Voyez le *Mauvais*
emporte le bon à la lettre M, & conferez l'art. 154. de la Coutume de
la Marche avec les art. 115. & 124. de la Coutume de Paris.

SEIGNEURIE UTILE, DIRECTE.] Paris, art. 123. Meaux,
art. 100. Auvergne, ch. 17. art. 17. Orleans, art. 135. Blois, art. 125. Acs,
tit. 8. art. 9. Bayonne, tit. 13. art. 7.

Senioratus, qua voce auctor Annalium Ludovici Pii qui cum Aimoino
excusi sunt, lib. 5. cap. 14. usus est etiam pro imperio & dominatione re-
gia, ut & cap. 21. ejusdem libri Rex appellatur Senior. Seniores omnium
locorum in sententia adversus Donatistas. Alii Seniores qui Presbyteri in
Ecclesia, quasi majores natu.

Pragmatici dicunt vasallum, Emphyteuticarium, vel superficiarium uti-
le tantum dominium, usum & possessionem diuturnam, pradiaque fru-
ctuaria habere: Directum autem dominium & proprietatis jus remansisse
penes dominum feudi, Emphyteuseos vel superficiii. Ager vectigalis, Em-
phyteusis, superficies, feudum à possessore non tenetur jure optimo & pro-
prio ut que privata sunt & mancipi, sed usus causa & χρῆσις potius quam
κτήσις. At jure civili omne dominium est directum, nullum est utile: Sic
apud Armenopolum, lib. 3. tit. 3. apud Eustathium titulo de prescriptione.
60. dierum, ἀπαρότῳ δόμορεια, Principale dominium, ratione Em-
phyteuticarii qui non est primus rei dominus. Fundus vectigalis non est in
patrimonio, l. 10. familia ercisc. Proprietas est municipum. l. 71. par. ult.
de legatis 1. is non efficitur dominus qui in perpetuum fundum fruendum
conduxit, l. 1. Si ager vectigalis. Imitatur tamen proprietarium, eique
competit utilis actio in rem, eadem l. 1. & l. 16. par. ult. de pignorat. actio.
& utilis vindicatio servitutis, l. 16. de servitutibus. Et sanè id cujusque
est proprium quo quisque fruitur atque utitur: M. Tull. Epistol. 30. lib. 7.
ad familiares. Quidam etiam ex vetustioribus interpretibus non admise-

runt illam dominii differentiam, & contendebant unicum esse dominium adversus receptam sententiam, quam etiam Corasius sequitur lib. 6. Miscellan. cap. 20.

* *Le feu, le SEL & le pain, partent l'homme morte main.*] Les serfs ou main-mortables ne se succèdent que lorsqu'ils vivent en commun, ce qui a été introduit afin que les terres fussent mieux & plus aisément cultivées. En quelques Coutumes cette règle est tellement observée à la rigueur, que ces malheureux ne se succèdent plus lorsque pendant une année ils n'ont pas eu le même domicile. Voyez la Coutume du Nivernois, chap. 8. art. 13. & en d'autres Coutumes, quoiqu'ils aient un domicile commun ils ne se succèdent plus lorsqu'ils ne vivent plus à feu, à pain & sel communs. La Coutume du Comté de Bourgogne, chap. 15. art. 17. *La Coutume par laquelle on dit que le feu & le pain partent l'homme de morte-main, est entendue quand gens de main-morte font leurs dépends chacun à sa charge & séparément l'un de l'autre, supposé qu'ils demeurent en même maison.*

Nos anciens mettoient toujours le sel au nombre des choses qui sont absolument nécessaires à la vie. Ainsi Sire de Joinville voyant massacrer les gens sur le bord du Nil, reprochoit aux Sarasins qu'ils faisoient grand mal, & que c'étoit contre le commandement de Saladin le Payen, qui disoit qu'on ne devoit tuer ne faire mourir homme puisqu'on luy avoit donné à manger de son pain & de son sel &c. Voyez Chanteau, & Cujacium 3. observat. 31.

* *S E M E' E.*] Bearn, *Rubrica de cassas*, (c'est à dire de chasses) art. 3. *qui deu paga semée si & de porcq*, &c. La semée est un devoir qui consiste à donner à un Seigneur une partie d'un animal pris à la chasse; comme le quartier de devant d'un sanglier, & le quartier de derrière d'un cerf, ce qui est appelé dans le For *quoarte esquer*, & *quoarte dret de darren*.

* *Pains S E M I N I A U S ou S I M E N I A U X.*] Dans l'ancienne Coutume d'Amiens manuscrite, sont des pains de fleur de farine, *seminelli*, du mot latin *simila*. Voyez Socine.

SEMENCE, SEMONDRE.] En nos Histoires & Annales, quand on mande & assemble les vassaux pour la guerre, ou les Etats & Conseil pour le Parlement, ou pour tenir les plaids. *Monere, commonere*. Voyez le mot *CONJURE*. Ou quand l'on appelle à cry & à ban un malfaiteur pour le faire comparoître & ester en Justice: comme au livre des Etablissements du Roy pour les plaids des Prevôtes de Paris & d'Orleans. * *V. Cang. in Glossar. v. Submonere*. Beaumanoir, chap. 2. Bouteiller dans sa Somme, livre 1. chap. 3. & l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 61.

* *SEMY DROIT.*] Dans l'ancienne Coutume de Touraine, art. 1. C'est la basse Voirie ou la basse Justice. Dans la rédaction de la Coutume de Touraine qui fut faite en 1460. au lieu de *semi-droit* il y avoit *semidroit*. *Lo senhor & lo pays an avreyat antiqument aus dits gentius homes jurisdiction de faymidret sur lors botoys & fivavert.* Sole., titre 2. art. 8. Voyez l'art. 6. du même chapitre.

SENECHAL.] Sens, art. 174. S. Paul, art. 34. Ponthieu, art. 163. Boulenois, art. 9. 12. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 228. Tours, art. 28. 30. 31. 80. Lodunois, chap. 1. art. 24. 26. 27. Anjou, art. 40. 46. 64. 69. 170. 387. 391. Le Maine, art. 53. 189. 397. 401. Grand Perche, art. 1. Et souvent és histoires.

SENECHAUSSÉ.] Ponthieu, art. 157. 163. 171. 181. Boulenois, art. 9. 152. 153. Bailliage ou *SENECHAUSSÉ*: Anjou, art. 223. *Hec vox videtur Anglica vel Germanica*, Comme si c'étoit un Officier qui a charge de la famille: & semble être d'une même langue que Mareschal. Schal & Schabin signifie Juge, Inquisiteur & Reformateur: *unde Eschevin.* Item *Dapifer vocatus est Seneschalus, & Praepositus mense dictus est Sinischalco.* *Quidam perperam duducunt ἀπὸ τῆς κοινᾶς. Hoc rides? accipe quod rideas magis: Alii quibus in tanta licentia & judicium & animus deest, volunt hoc vocabulo Seniore id est dominum significari: alii dictum putant quasi Senarchum, vicil Chevalier: Alii quasi Senogallum, vel Σινογαλλον: alii quasi Senatus Praesidem vel Judicem. Est hodie Praefes Provincia: Le Bailly qui a la charge de la Province, & la conduite des vassaux d'icelle pour l'arriereban: Et n'y a difference que de nom entre Bailly & Seneschal pour être égaux en autorité. Ces dictions se trouvent souvent és Ordonnances Royaux: aussi le Seneschal ou Bailly est aujourd'huy le Juge superieur du Juge en premiere instance & Prevostaire, jugeant par appel & ressort, duquel l'office est décrit par la Coutume de Normandie, chap. 10. par laquelle le Seneschal qui est commis par le Duc peut emender les fautes des Baillifs, comme appert du chap. 123. Par l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. qui est pour l'érection de la Cour souveraine feant à Roijen, la Cour de la grande Seneschaussée de Normandie a été abolie, en laquelle l'on avoit accoutumé vuidier les matieres de provision en attendant la tenuë de l'Eschiquier. Aussi en plusieurs lieux les Juges des Seigneurs bas-Justiciers, ont été appelez Seneschaux: Comme par l'ancienne Coutume du Perche, chap. 2. *Carolus Rex Adulfum vel Ausulfum Senescalcum suum contra Britones mittit, Sigbertus in Chronico sub anno 786. & in Annalibus Francorum incerti auctoris, & in vita Caroli magni. Salegon Senescallus in supplemento Sigberti anno 1165. & post, Senescallus Philippi Flandrensium**

Comitis anno 1169. & post, Henricus filius Regis Anglorum Senescallus Francia. Unde constat Senescalciam dignitatem esse qua antiquitus dicebatur Majoratus domus regia. Et paulo post sub anno 1172. quidam appellatur Gonestabilis vel Senescallus totius Hibernia. Et post Senescallus Britannia: Senescallus Normannia. Warin Seneschal de Flandres en l'ancienne Chronique, chap. 15. Par nos anciens en quelque âge, le grand Maître a été appelé grand Seneschal de France, & Prince de la Chevalerie, duquel l'état a depuis été transporté à celui du grand Connétable. Toutefois anciennement la dignité du grand Maître a été autre que celle du Connétable, comme encore à présent, & en même temps il y a eu Connétable & grand Seneschal, desquels les Offices étoient différents: mais les autorités se changent. Voyez les Mémoires de Du Tillet, au livre 2. Froissart, liv. 4. chap. 86. *Sed hac relinquamus iis quibus abunde & ingenii & otii & verborum est. Nequeo tamen temperare mihi quin rem saepe agitatam animo meo, neque ad liquidum ratione perductam signem stylo, ut Paterculus ait: ut hoc quod ferè latet adhuc, in lucem dies extrahas & longioris aevi diligentia. Erit forte hac etiam aetate qui hoc diligentius explicabit: Aliquid & posteri conferant studiis nostris.* J'ajouteray que l'adresse des Lettres, Commissions & Ordonnances du Roy, se fait au Bailly ou Seneschal, pour ce qu'il veut faire exécuter au Baillage, & que les cris & proclamations, & actes de Justice se font sous leurs noms: c'est de leur charge de convoquer, assembler & conduire le ban & arriereban, d'en faire la montre & reveuë: de se faire représenter par ceux qui sont levés de gens de guerre en leur ressort, leur pouvoir & commission, & à ceux qui amènent pour y passer & séjourner, & en avertir le Gouverneur de la Province: Plus de tenir main-forte à la Justice, & d'en avoir recours au Gouverneur. * Voyez M. du Cange dans son Glossaire, au mot *Senescallus*.

* *SENHAU.*] Dans le For de Bearn, rubr. de Bocages, art. 6. C'est une marque, *signum*.

* *SENTIER.*] Suivant l'art. 194. de la Coutume de Senlis, c'est un petit chemin, qui porte quatre pieds de largeur, dans lequel on ne doit point mener de charrette. Voyez Beaumanoir, chap. 25. au commencement, & M. Salvaing dans son Traité de l'usage des Fiefs, chap. 38.

* *SEP & estelon.*] Touraine, art. 41. 42. Loudunois, tit. de Moyenne-Justice, art. 3.

* *SEP, fers, &c.*] Loudunois, tit. de Moyenne-Justice, art. 8. Voyez *Ceps*.

SEPARATION DE BIENS.] Anjou, art. 145. Berry, tit. 1. art. Y y iij

13. 48. 49. tit. 12. art. 16. ἀναχώρησις. Quand la femme par autorité de Justice se fait émanciper de la puissance de son mary, & dissoudre leur communauté, & qu'il luy est permis d'administrer ses biens sans l'autorité d'iceluy, idque cum maritus ad inopiam vergit, & adeo ari alieno obligatus ut sit damnosus uxori, cui non expedit manere in societate. Alia est actio male tractationis, de qua apud Rhetores: alia de moribus actio: aliud repudium inter sponfos vel divortium quo mariti diducuntur.

SEPTAINE.] Berry, tit. 1. art. 1. 2. 44. tit. 2. art. 4. 17. 18. 22. tit. 6. art. 3. 5. 6. 22. tit. 10. art. 1. & souvent au Procez verbal de cette Coutume, & es Chartres du Roy Philippes Auguste, octroyées à ceux de Bourges & de Dunleroy l'an 1181. pour abolir le droit de mainmorte. Et pour les Coutumes de la ville & septaine de Bourges, de la Ville & Chastellenie de Dunleroy, qui ont été confirmées l'an 1224. par le Roy Louïs VIII. & en un Arrest de Paris donné à la Chancelleur 1262. auquel il est fait mention des Chevaliers de la Septaine de Bourges, qui assistoient aux Jugemens qui se faisoient à Bourges, par les Bourgeois. Et en un autre Arrest du Parlement de la Pentecôte de l'an 1276. donné sur un renvoy requis par un défendeur demeurant à Bourges, allegué par le Sieur de Lassay mon grand oncle maternel, au livre 5. de l'Histoire de Berry, chap. 14. *Intra Septenam est notio Prefecti urbis, ut de lapide & miliario dixit Ulpianus, l. 1. §. initio. de officio Prefecti urbis. Intra miliarium centesimum fuit urbis terminus, aut potius urbana prefectura & solitarum regionum est. Τοπαρχία, περίχωρος, ἐνοπία, ἐπιτίχισμα, ἀγορά, ἐπικολωνία, ὁδοστία: Regio intra cujus fines colonia aut municipii magistratibus est jus dicendi coercendique libera potestas, ut Sículus Flaccus definit: Est territorium, pagus, ditio, prepositura, tractus, & universitas agrorum intra fines jusque civitatis, oppidi, vel municipii, etiam extra continentia, qua περιουίδες appellantur, & extra suburbia qua τὰ προάστια: Et interdum civitatis & pagi appellatione totus ager omnisque ditio & vici circumjacentes continentur, non etiam oppidi appellatione, ut apud Casarem, lib. 1. de bello Gallico: Omnis civitas Helvetia in quatuor pagos divisa est: & eidem civitas Biturigum, ut Sallustio civitas Allobrogum, & universum territorium, commune universum. Catus plurium oppidorum vel municipiorum eodem jure sociatus. Sic utriusque Roma territorium in l. ult. Cod. in quibus causis pignus.*

Sic etiam dicuntur Septa domorum, palatii, villa, monasterii, templi, sanctorum, Ecclesia, Cancellorum, cavea, venationis, captarum, ovium, fluviorum, & urbes mœnibus septa. Conseptus ager, maceria septus. Urbes humanarum cladum consepta miseranda: Valerius, lib. 7. cap. 2. Septa trigaria, Agrippiana in nona regione urbis, apud Sextum Ru-

fum & P. Victorem, & apud Lampridium in Alexandro. In Hispania locus sive trajectus qui Septa dicitur, Paulus Varnesfridus lib. 6. de gestis Longobard. cap. 14. alias 46. ex postrema editione: & Justinianus in l. 2. Cod. de Officio Praefecti pratorio Africa. Ubi apud Gades in dextra ad latus Libia in altera parte columnarum Herculis fuit arx qua Septum appellabatur, Procopius lib. 6. de aedificiis Justiniani. Septa oppidum à montibus septem, qui à similitudine fratres vocati Gaditano imminent freto. Isidorus lib. 15. etymolog. cap. 1. Roma Septimontium celebrabatur, Plutarchus in quaestionibus. Loca Septa muro, vel tabulis roboreis, ut Vivaria, Leporaria, roboraria, Gellius, lib. 2. & in foro, campoque Martio referente Servio in primam eclogam, Septa erant loca inclusa tabulatis: hinc conseptum fori: C'est la Banlieuë, la Bannie, les Quintes, la Jugerie, le finage, le distroit, ou Justice de la ville, les entours & environs de la ville, & non seulement l'enclos d'icelle. Vicina centena pagi vel comitatus in capitularibus. Unde Centenarii ibidem & in Synodis, minores judices qui per pagos statuti sunt. Sic Roma appellatio latius patet quam urbis: Urbs muro cingitur, at Roma non tantum muro tenus existimatur, sed & continensia complectitur, l. 2. 87. 139. 147. Dig. de verbo significat.

Quelques Auteurs, comme Chomeau dans son Histoire de Berry, livre 6. ch. 3. veulent que le mot de septaine ait été fait à *septimania vel à septem pagis*. D'autres à *septimo milliario*. M. de la Thaumassiere dans ses Notes sur les Privilèges de Dun-le-Roy, entre ses anciennes Coutumes de Berry, part. 1. chap. 56. est d'avis que ces Etymologies sont fausses & vaines, & que l'opinion de ceux qui font venir septaine à septis est

plus probable, parce qu'on dit *septa templi, domorum, monasterii, civitatis*. Cependant comme les extraits des Chartes rapportées sur le mot *Quinte* prouvent que ce nom a été donné aux Banlieuës de plusieurs villes de Poitou, parce qu'elles étoient de *cinq mille pas*, le mieux seroit peut-être de dire que la banlieuë de Bourges a été appelée septaine, parce qu'elle étoit de *sept mille pas*. Voyez *Dex & Quinte*.

SEQUESTRATION.] Montargis, chap. 21. art. 4. Qui se fait verbalement, ou reellement en matiere possessoire: *est translatio possessionis litigiosa in tertiam personam facta consensu partium vel auctoritate judicis, ea conditione, ut qui vicerit, ei ea res reddatur & restituatur, unà cum fructibus quos sequester acceperit lite pendente. Fructuum autem sequestratio olim non fiebat nisi in judicio petitorio, possessore videlicet victo & appellante. Paulus, lib. 5. Sent. tit. penult. l. 5. Cod. quorum appellationes. Et interdum etiam victo petitore ut in casu l. 21. par. ult. dig. de appellatio. Porro de sequestratione rei mobilis, vel dotis, vel fructuum alia exempla sunt in l. 7. dig. Qui satisfacere l. 22. par. sin autem dig. Solutio marit. Vel possessionis, in l. 39. de acquir. possessio. l. 17. depositi, & lib. 2. Decretalium tit. 17. Et in quaestione l. litibus Cod. de Agriculis censitis.*

SEQUESTRE DES CHOSES DONNÉES.] Sens, art. III. Reims, art. 234. ou des fruits de l'heritage contentieux. Mons, chap. 20. *Sequester is dicitur qui inter aliquos qui certant medius, ut inter eos convenerit, depositum ita tenet aliquid, ut ei reddat cui id deberi jure sibi constiterit: Festus secundum editionem Fulvii Ursini. Sequester est medius inter duos altercantes, apud quem aliquid ad tempus seponitur. Servius in undecimum Æneidos. Sequester est cujus fidem qui deponunt, pignus sequuntur: Gellius, Isidorus, Placidus: idque satis apparet ex jure nostro & aliis auctoribus, Sequester qui Sculna, σιθηροφύλαξ glossis. μισογγύνης, μισίτης.*

* Se reconnoistre **SERF.** d'aucun homme lay, ou mortuaire d'aucune Eglise, **JURE CONSTITUTI.** Voyez la Note sur *Argent rachette mortemain*, à la lettre A, & sur *Rente Rendable*, à la lettre R.

* **SERFS.]** Troyes, art. 3. Ce ne sont pas des esclaves, car il n'y en a point en France, mais des personnes sujettes à de certaines servitudes.

En Bourgogne & en quelques autres Provinces, ceux qui sont serfs ne le sont qu'à cause de leurs heritages, & ils deviennent francs en les abandonnant.

En Champagne & en quelques autres Provinces, la condition de serfs est différente selon la nature des Terres & Seigneuries à cause desquels ils sont hommes, car selon l'article 3. 4. 5. & 6. de la Coutume de Troyes: » Les aucuns sont taillables envers leur Seigneur de » taille à volonté de poursuite quelque part qu'ils se transportent, & de » formariage quand ils se marient à personnes franches & d'autre condi- » tion que de la leur, & succedent en tous cas les uns aux autres, & peu- » vent disposer par testament ou autrement de leurs biens, comme font & » peuvent faire les franches personnes, s'ils ne sont de main-morte. Les » autres sont de taille abonnée à aucune somme certaine envers leurs Sei- » gneurs; les autres sont serfs à cause de leurs personnes de condition ser- » vile, main-mortables envers leurs Seigneurs en tous biens meubles & » heritages quelque part qu'ils soient assis, supposé que ces heritages soient » en franc alevé ou en censive, quand ils trépassent sans délaissier enfant » né en mariage, étant de leur condition ou en Celle. Les autres sont » main-mortables en meubles seulement, les autres en heritages seulement; » les uns & les autres ne peuvent tester que de cinq sols au préjudice de » leurs Seigneurs, & selon l'art. 145. de la Cout. de Vitry, ces serfs » quoique de corps sont tellement censez & réputez du pied & partie de » la terre, qu'ils se baillent en alevé & dénombrement par les vassaux avec » leurs autres terres &c. Voyez M. de la Thaumassière, dans ses an- » ciennes Coutumes de Berry, part. 1. chap. 4. & 5.

* **SERFS.**

* *SERFS abonnez.*] *Vide Reomaum*, p. 301.

* *SERFS Coutumiers.*] La Marche, art. 126. Dans cette Coutume quiconque doit à son Seigneur à cause d'aucun heritage argent à trois tailles, payable à trois termes, avoine & geline chacun an, il est réputé être *serf coutumier*. Voyez ma dissertation sur le Tenement, chap. 4. nombre 25. 26. pag. 151. 152. 153. 154. 155. 156.

* *Heritages SERFS & mortuables.*] La Marche, art. 125. L'heritage serf selon l'art. 124. de la même Coutume, est celui pour lequel il est dû au Seigneur laïque dont il est tenu, argent à trois tailles, payable à trois termes, avoine & geline chacun an, & si ce même heritage est transféré à l'Eglise avec les charges, il cesse d'être serf, & il devient mortuaire.

Tout heritage serf est mortuaire ou main-mortable, parce qu'il retourne au Seigneur par main-morte ou mortuaire, c'est à dire, au défaut d'hoirs communs, comme il est décidé par l'art. 152. de cette Coutume, mais tout heritage mortuaire n'est pas serf: L'heritage mortuaire est de meilleure condition que le serf, parce que le mortuaire relevant de l'Eglise, il ne peut devoir ce qui fait ou constitue l'heritage serf, c'est à dire la taille aux quatre cas, qui est due au Seigneur laïque, 1^o quand il marie sa fille en premières noces; 2^o quand il se fait chevalier, 3^o quand il fait le voyage d'outre-mer pour visiter la Terre-sainte; & 4^o lorsqu'il est prisonnier de guerre pour le service de son supérieur. *Homme qui tient heritage mortuaire, n'est tenu envers l'Eglise dont il tient à double d'aoust, que ce courant ne taille aux quatre cas. Et jaçoit ce qu'il fut de nouvel acquis par l'Eglise d'aucun Seigneur laïque, qui paravant eust sur luy les droits dessusdits, bien doit pour raison dudit heritage mortuaire faire ban, arbars & vinades comme fait l'homme tenant servement. Et si tel tenant mortuairement revient en main laïque, il retourne à sa première nature touchant le double d'aoust, que ce courant, arbars & taille aux quatre cas, & autres droits de servitude.* La Marche, art. 142.

L'homme tenant heritage serf ne peut porter témoignage pour son Seigneur, qui est souvent un homme violent & passionné; mais le mortuaire peut porter témoignage pour l'Eglise, ou le bénéficiaire qui est réputé plus juste.

Anciennement les serfs ne pouvoient pas être témoins en Jugement, mais nos Rois accorderent à plusieurs Eglises que leurs serfs pouvoient rendre témoignage, *Vide analec̄ta Mabillonii*, tom. 2. p. 563.

SERFS PISSENEZ.] Qui sont les bâtards des serfs en Nivernois, *ut audio*.

TENIR PAR GRAND SERGEANTIE.] Au livre 2. chap. 8.
II. Partie. Z z

des Tenures. Ce qu'un sujet tient du Roy pour luy faire service en personne, comme de porter sa banniere, sa lance, ou de mener son host, d'être son Marechal, de porter son épée devant luy à son Couronnement, & autres services. Mais celuy qui tient une terre du Roy, à la charge de luy bailler par an un arc, un cheval, une épée, une lance, une paire de gants de fer, ou d'espérons dorez, ou autres petites choses touchant la guerre, est dit tenir par petite **SER-GEANTIE**, au même livre 2. chap. 9.

SER-GEANT DE L'ESPE'E.] Normandie, chap. 4. 5. 9. 93. 98. 121. & en la Charte aux Normans, duquel l'office est décrit audit chap. 5. Il doit tenir les veuës, bailler les assignations, faire les sermons, & les commandemens des assises, & faire tenir ce qui y est jugé, & délivrer par droit les Namps qui sont pris, & doit justicier à l'épée & aux armes les malfaiteurs, & les fugitifs. Aussi les Sergens étoient à la garde des Villes, Chasteaux & Forteresses, & alloient en guerre sous les Chastellains: comme appert par l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 12. 15. 47. 78. 81. 89. 90. & du 1. livre de Froissart ch. 19.

SER-GEANT FEODE' OU DU FIEF.] Bretagne, art. 21. *Sergenteries sieffaux.* Normandie, chap. 33. 94. *Sergenterie sieffée*, en un Arrest de la Chandeleur 1269. & de Pentecôte 1273. & és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 25. Le Sergent sieffé a la charge & le pouvoir de faire les exploits necessaires pour la recherche & conservation des droits feudaux du Seigneur: Par même raison que le Procureur du Roy, ou d'autre Seigneur s'appelle Clerc des fiefs, d'autant qu'il tient papier des hommages des vassaux, des aveus & dénombremens qu'ils baillent: & des profits de relief ou rachat, & des lods & ventes que les sujets payent. Aussi ce Sergent en plusieurs lieux a la charge de recouvrer les cens, rentes, coutumes & autres devoirs du Seigneur, & peut commettre & nommer en Justice un sous-sergent sieffé revocable à volonté. A Dunleroy en Berry, & en plusieurs autres lieux de France, cet office est hereditaire & tenu en hommage du Roy. En France il y a bien peu d'offices qui passent à l'heritier, & ordinairement ne sont qu'à la vie du pourveu. Le Baron ou Prince de Joinville se dit Seneschal hereditaire de Champagne: Le Comte de Nantueil Gruier hereditaire en tout le Duché de Valois: Quelques-uns des Chauffecires des Chancelleries sont hereditaires. Le Roy Henry III. a érigé plusieurs Offices hereditaires. La Seneschauflée hereditaire d'Anjou & du Maine, qui a été donnée par Artus Comte de Bretagne, & confirmée par le Roy Philippes Auguste l'an 1199. & auquel l'hommage a été fait par Guillaume Desroches l'an 1204. des droits de ladite Seneschauflée: comme du Til-

let a extrait du Threfor des Chartres. *Henricus Effexensis jure hereditario fignifer regius. Neubrigensis, lib. 2. cap. 5.*

SERGEANT FIEFFE.] Senlis, art. 87. Qui a quelque Jurisdiction, & peut commettre trois Sergens, deux à cheval, un à verge, qui font instituez par le Bailly de Senlis ou son Lieutenant, & font réputez Sergens Royaux. En un Arrest de Paris du 3. Juin 1391. il est fait mention d'une Sergenterie fieffée au pays de Normandie, & du Sergent fieffé en un Arrest du 16. Juillet 1351. & de la Pentecôte 1273. & és Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1426. & en la Coutume de Normandie, chap. 15. 121. & à la fin du Stile du Chastelet de Paris: & au livre de l'Etablissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans, & au grand Coutumier, livre 1. chap. 2. * Voyez la Note sur *Sergenteries.*

SERGEANT FERMIER.] Bretagne, art. 674. Qui a pris à ferme l'office de Sergenterie, ce qui est défendu.

SERGEANT FRANC.] Qu'aucuns vassaux peuvent avoir pour la garde de leurs bois, ou pour les prises & garde du bestail trouvé en dommage.

SERGEANT MESSILIER.] Chaumont, art. 97. Troyes, art. 122. Blavier ou Messier, en la dernière Coutume d'Auxerre, art. 270. Qui a charge de garder les bleds ou vignes avant la dépoûille & levée.

SERGEANT DE LA PAIX.] Valenciennes, art. 138. comme en la même Coutume JUREZ DE LA PAIX, & ailleurs MAISON DE PAIX.

SERGEANT PRAIRIER.] En la Coutume locale de la Chastellenie des Ecluses au Bailliage de Touraine. Qui a charge des prairies pour les garder, & pour conserver l'herbe d'icelles.

SERGEANT DE QUERELLE.] Qui servoit au fait des duels, ou pour le différent des parties.

* *Le SERGEANT de la querelle.*] Normandie, art. 63. selon Berrault c'est le Sergent ordinaire de l'action & du lieu où est le différent des parties.

SERGEANT ROYAL OUNON ROYAL.] Tours, art. 169. & ailleurs. Qui est pourveu de son Office par le Roy, ou par un Seigneur subalterne.

LE SERGEANT par nos anciens Praticiens s'appelle **SERVIENS**, comme au Stile du Parlement à Paris, chap. 2. §. 8. chap. 12. §. 19. 20. & és anciennes Ordonnances Latines des Rois de France: *Vales de Justice en la Coutume de Cambrai, tit. 25. art. 1. & 2. Apparitores enim decet esse morigeros & praesto ad obsequium. Videtur etiam ap-*

pellari Saio vel Sagio legibus Visigothorum libro 2. tit. 1. cap. 17. tit. 2. cap. 4. & apud Cassiodorum lib. 2. Variarum in inscriptione epistola 13. & 20. & rursus lib. 3. epist. 20. lib. 4. epist. 14. 27. 32. 34. 47. & passim lib. 5. Item lib. 8. epist. 24. 27. & lib. 9. in edicto Athalarici. Sationem autem Isidorus lib. 10. ait dictum esse ab exigendo. Dicitur etiam executor jussionis regia contra violentas insidias, à Cassiodoro l. 7. formula 42. & lib. 9. epist. 14. Executio Saionum in Epist. 18. ejusdem libri. Saiones sunt Cancellariis deputati, Idem libro 12. epistol. 3. Qui autem nobis Serviens, veteribus fuit Minister, Officialis, ὑπουργος, ὑπηρετικὸς, ὑπηρετικὸς : Anclator, Anculator, Anculare est ministrare : Apparitorum ministerio res à Rectore geritur in Provincia, Lactantius lib. 2. cap. 17. Item ἀποδικτὴς, τοῖς ἀρχουσὶν ἀποδικτῶν : apparitor : ἐκβαστής, ἀπαιτητής, intercessor, exactor in Glossariis & Constitutionibus. Επιδικτὴς in constitutione Zenonis delitium expensis ex Synopsi βασιλικῶν, lib. 9. ut apud Cedrenum in Leone Basilii filio. Επιδικτὴς, compulsor. In Glossario Græco Latæno Ἐπιδικτὴς compulsio. Porro inter servos publicos qui δῦλοι δημόσιοι, inter Servientes, ministros & officia qua administrantibus parent, & magistratibus subsunt eisque apparent, numerantur etiam Executores, cohortales, nuntii, accensus, quod acciretur ad res necessarias : optiones, agentes in rebus, thesaurensis, viatores, ὁδοίποροι, ὁδηγοὶ, ῥαβδουχοὶ : Lictores quibus etiam Vestales use sunt & fœmina principes : Statores, Cornicularii ; Praecones, Hypaspistæ, prosecutores, canonicarii, Vindices qui tributa exigebant Justiniani, No. 38. 128. 134. & Edicto 91. Prefectiani, Praesidiales apparitores, Comitiani, privatiani, Palatiani, urbanitiani : Commentarienses, premiatores, ταξιωματοὶ, πράκτορες, ἐκλήπτορες : Catholiciani, beneficiarii, οἱ εὐτελεῖς : Ἐξωλλευτικὸς, compulsor ; εἰσπράκτωρ : coactor, Brutiani, de quibus Gellius, lib. 10. cap. 3. & Festus : οἱ δηλικὰς τὰξίς χριστοδῶωτος in glossario : videlicet servi publici à regione sic dicti, ut Lucani, Cyprii, Gerones, de quibus Fulgentius & Jo. Scaliger ad Festum, candidissimus scriptor, ingenioque ingens. Auditores adjura, Subadjura, numerarii, tabularii, exceptores, ab actis, à libellis : Principes, primipilares, chartularii, annonarii, memoriales, lampadarii, praecia, metatores, προπαρασυνδασταὶ, Procalatores, Calatores, qui περιποδοὶ, & ἐκβασταὶ ἱερέων glossis. Curiones qui & curiales prius : Parochi, Nonius, Festus. Stationarii & urbani milites, quorum interventu vectigalia exiguntur à portitoribus & octavaris. Sed evectus sum longius, remeabo ad capta, ne videar velle omnia unus amplecti. Hac etiam non capient qui non ad altiores litteras perducti. Souvent ès Ordonnances & Coutumes de France il est traité de l'Office, du devoir, du reglement & salaires des Sergens Royaux & autres. Doctissimus Cujacius ad l. 7. Cod. de jure Fisci putat ex Casarianorum appellatione

deductam esse vocem Gallicam Sergent, Casariani sunt officiales procuratores Caesaris. At in Evangelio secundum Joannem, cap. 4. βασιλικός non est regulus, regius, aulicus, aut Casarianus, vel officialis Caesaris, aut fiscalis vel Imperialis ut Juliano in Novella prima Justiniani, Quem recentiores appellarunt Palatinum. Sed potius Principalis nempe in municipio vel civitate de qua Joannes loquitur, ut in Glossario. Soleo interdum & in aliena castra transire, non tanquam transfuga, sed tanquam explorator, ut de se Seneca gravis auctor dixit. Male Perionius vocabulum Sergent ducit ἀπὸ τῆς κήρυκος qui Præco est. Sergens de Dieu qui Serviteurs.

SERGENER.] En l'Ordonnance du Roy Philippes le Bel de l'an 1318. & du Roy Charles-V. de l'an 1376. & au chap. 81. de la vieille Chronique de Flandres; c'est faire l'office de Sergent.

SERGENERIE.] En l'Ordonnance susdite.

SERGENERIES.] Normandie, chap. 26. 28. 33. 34. 53. 85. 117.

C'est une espece de fief, dont les unes sont franchises & nobles, quoy qu'elles n'ayent Cour ni Jurisdiction.

On a déjà remarqué qu'anciennement les Seigneurs donnoient des terres en fief à leurs Officiers pour leur servir de gages. ce qu'on a prouvé par le chapitre qui suit des Loix de Malcolm Roy d'Ecosse.

<i>Ordinaverunt pro feodo Senescalli domini Domini Regis</i>	40. libras.
<i>Pro feodo Clerici de Coquina,</i>	10. libras.
<i>Pro feodo Panitarii,</i>	10. libras.
<i>Pro feodo Buttelarii,</i>	10. libras.
<i>Pro feodo Pistoris, &c.</i>	10. libras.

Voyez ma Preface sur le titre des fiefs de la Coutume de Paris.

Comme les Seigneurs avoient leurs Paix pour exercer leur Justice feudale, ils eurent aussi pour se faire payer de leurs droits, des Sergents fieffez, à qui ils donnerent quelquefois ces Charges en fief avec des terres aussi tenuës en fief, & quelquefois ces Charges seules avec des terres non fieffées, & quelques fois enfin ces Charges sans terres. Voyez l'article 80. de la Coutume de Normandie; & parce que tous ces Sergents étoient aussi préposés pour recevoir les revenus de leurs Seigneurs, ils étoient

appelez *Prevoists Sergents*. Voyez Banage sur l'article 112. de la Coutume de Normandie.

Quand les Sergenteries étoient annexées à quelques fiefs nobles, alors selon Terrien, livre 2. chap. 13. elles avoient *Cour & usage*, c'est à dire Justice & Jurisdiction, elles étoient possédées par des personnes riches, qui faisoient faire les fonctions de leur Office par d'autres personnes qu'elles commettoient.

Le Roy avoit & a encore en Normandie beaucoup de ces Sergenteries, ce qui paroît par les Registres de la Chambre des Comptes. Voyez la Charte rapportée sur le mot *fief ferme*, page 468. partie premiere.

Et au contraire lorsqu'elles n'étoient pas unies à des fiefs nobles, mais à des terres tenuës à vils services, ou quand elles étoient sans terres, alors elles n'avoient *ni cour ni usage*.

Les charges sous lesquelles toutes les Sergenteries étoient infeodées n'étoient pas toujours les mêmes; car elles étoient plus ou moins grandes, ou plus ou moins

honorables, suivant les différentes conventions.

Par exemple, il se void au Registre des fiefs de la Chambre des Comptes fol. 6. que *Hue de Vaspal* tenoit sa terre par *Sergenterie*, & devoit garder la porte du Chasteau de Rouen; fol. 7. que *Robert du Chastel* tenoit sa terre du Roy par *Sergenterie*, & devoit aller comme

Sergens du Roy prendre les larrons. Fol. 174. que *Jeans de Lannet* étoit *Sergent du Roy* de 20. arpens de terre... & que le service de tels *Sergents* étoit de garder les maisons des Chevaliers de la Chastellenie toutes fois que ils forferoient contre la Seigneurie de Champagne &c. Voyez *Souldoyers*, & Brodeau sur l'art. 1. de la Coutume de Paris, n. 14.

SERVENTIE.] Bretagne, art. 674. 677.

SERVENTISÉ.] En la Somme Rurale : *Apparitio, officium vel ministerium apparitoris, lictoris, officialis.*

SERVENTS D'ARMES.] Sont les Massiers & Huissiers, qui portent masses devant le Roy pour la garde du corps, & qui peuvent faire office de *Sergenterie* par tout le Royaume, mêmes contre les Princes & grands Seigneurs. *Boutillier* en la Somme Rurale explique son office, droits, & privileges. Ces *Sergens* ne peuvent faire les exploits ordinaires de Justice s'ils n'en ont commission speciale, par les Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1426. Les *Sergens d'armes* devoient suivre le Roy aux guerres, & étoient exemptés de tailles & subsides, & réputés annoblis à cause de leur office : Et en matiere personnelle avoient leurs causes commises pardevant le Connestable & Mareschaux de France en défendant, par l'Edit du Roy Jean de l'an 1355. & tenoient le lieu des Archers de la Garde, comme du Tillet observe au livre 2. & appert du chap. 63. de l'ancienne Chronique de Flandres que les *Sergens d'armes* portoient Masses, & faisoient ajournemens; il en est aussi fait mention au chap. 105. de la même Chronique, & en l'Histoire de Monstrelet, premier volume chap. 2. & dernier, & és Ordonnances du Roy Charles VI.

SERVENTS A VERGE, SERVENTS A CHEVAL DU CHASTELET DE PARIS.] Les *Sergents à verge* n'exploitent qu'en la ville, fauxbourgs & banlieüe de Paris, par Arrest de Paris du 13. Janvier 1406. Comme aussi en plusieurs autres Provinces il y a des *Sergents à pied* & à verge, & d'autres à cheval : les uns pour exploiter & résider en la Ville, *Prevôté* & *Septaine* : les autres sur les champs au loin, au dedans de tout le ressort du Bailliage de la Province. Il est fait mention de ces *Sergents à cheval* ou à pied en l'Edit du Roy *Philippe le Bel* de l'an 1302. art. 22. Les *Sergents à verge* *sunt virgarii, ὀδύνη viatores, qui virga & commotaculo summovent turbam, & à Magistratu transeunte homines amovent : Summotor aditus, Livio lib. 45. Lictor semita dejicit, Seneca Epist. 95. Lucio Sylla descendenti ad forum gladio summovebatur, Idem auctor in libello de Mundi gubernatione,*

cap. 3. *At Matrona à Magistratibus non summovebantur, Festus. Procedente virgine sacerdote licitor submovebat: Illi Prator via cedebat: summum Imperium Consules cedebant: Sacerdoti licitor apparebat, eique occurrenti meretricem submovebat: Seneca Controvers. 2. lib. 1. Sacerdoti Vestali magistratus suos fascas submittebant: illi Consules Pratorisque via cedebant: Idem in controversia 8. lib. 6. De quo munere ut & aliis licitorum ministeriis, Lipsius lib. 1. Elector. cap. 23. Magistratus autem intra fines territorii sui habent jus terrendi & submovendi populi per licitorem l. pupillus. 239. par. pen. de verbo. signif.* Par l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1566. art. 31. les Huissiers & Sergens Royaux exploitans en leurs ressorts doivent porter en leur main une verge, de laquelle ils toucheront ceux auxquels ils auront charge de faire exploit de Justice. Il est aussi fait mention de cette verge en la Coutume de Boulogne, art. 17. au Stile de Liege, chap. 4. art. 13. 14. 15. & s'appelle Bâton d'Huissier, au chap. 2. des premieres Ordonnances de la Chambre d'Arthois. SERGENTS BASTONNIERS. Valenciennes, art. 3. 8. 10. 11. Voyez le mot VERGE. Aussi les Sergens à cheval & armez ont eu solde au service de la guerre, & étoient moindres que les Escuiers, & les Escuiers moindres que les simples Chevaliers. Autres étoient les Sergens à pied, comme en l'Histoire de Villehardouin, que nous appellons hommes, ou gens de pied en guerre. * V. *Amanellum de claris aquis singul. 137. tom. 2. pag. 139.*

SERGENTS DANGEREUX.] Qui par l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1554. art. 16. fait pour le reglement des Forests, sont instituez & établis pour conserver le droit du Roy. Ils exploitent & font prises és forests esquelles il y a droit de tiers & danger, ou de danger sans tiers: Voyez TIERS & DANGER. Ces Sergens sont spécialement supprimez par l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1563. & avoient aussi été revoquez par les Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 238. Aussi pour le reglement des forests il y a des Maîtres Sergents, & des Sergents & Gardes ordinaires, & des Sergents chevaucheurs, racheurs & traversiers. * Voyez Terrien livre 14. ch. xi.

SERGENTS A MASSES D'ARGENT.] Hainaut, chap. 48. qui sont Huissiers de la Chambre du Conseil ou Audience. SERGENT à MASSE en l'art. 27. de la Coutume locale de la Ville d'Amiens. Aussi les MASSIERS font service en un convoi & en la guerre: & semble qu'il faut ainsi lire au chap. 41. 49. 64. de la vieille Chronique de Flandres. Sergent Bastonnier de la ville de Tournay, dont Boutillier fait mention, comme aussi en un Arrest de Pentecôte de l'an 1288. donné pour le Prieur de Chartieu.

* SERMENT corporel.] Qui se fait en boy simple. C'est le ser-

ment de fidélité que le vassal non lige fait en levant la main, à la différence de celuy que le vassal lige fait en touchant les Evangiles. Voyez les art. 137. & 138. des Coutumes d'Anjou 148. 149. & 150. de la Coutume du Maine.

* *Esgarder un SERMENT.*] Dans le chapitre 39. du premier livre des Etablissements. C'est déferer le serment. Voyez *Esgarder.*

* *SERMENT de fidelisé.*] Paris, art. 3. 4. &c. C'est une promesse solennelle, par laquelle le sujet s'oblige d'être toujours fidele à son Prince, & le vassal d'être toujours fidele à son Seigneur. *Capitul. Caroli Magn. lib. 3. cap. 8. De juramento ut nulli alteri per sacramentum fidelitas promittatur, nisi nobis, & unicuique proprio seniori, ad nostram utilitatem, & sui senioris, excepto his sacramentis, quæ justè secundùm legem alteri ab altero debentur. Et infantes, qui antea non potuerunt propter juvenilem aetatem jurare, modo fidelitatem jurent.*

Comme il y a des fiefs liges & des fiefs simples, il y a des sermens de fidélité particuliers pour ces deux sortes de fiefs; car dans les fiefs simples, le vassal ne s'oblige d'être fidele à son Seigneur, que par la foy, & le serment de son corps; au lieu que dans le fief lige le vassal s'oblige d'être fidele, par la foy & le serment de son corps, & sur les Evangiles. Anjou, art. 137. 138. *Celuy qui divisera la foy, doit dire à l'homme de foy simple, ayant les mains jointes en les mains de son Seigneur telles paroles: » Vous connoissez être homme de foy simple de » Monseigneur, qui est icy au regard de telle sa Seigneurie, ou tel son » Châtel, pour raison de telles choses, & luy promettez par la foy & » serment de vôtre corps, que dorenavant loyauté vous luy porterez; » d'autre que de luy des choses déclarées vous ne vous advoüerez, bien » & loyaument ses devoirs vous luy payerez, par vôtre aveu ne autrement son fief vous ne rognerez, & en tous termes envers luy vous » gouvernerez, ainsi qu'homme de foy simple doit faire envers son » Seigneur, & sur les peines qui y appartiennent.*

L'art. 138. » Vous connoissez être homme de foy lige pour raison de » telles choses, & jurez à Dieu aux saintes Evangiles, & par la foy » & serment de vôtre corps, que vous serez envers luy bon & loyal » homme de foy lige, le bien & honneur de luy, & de Madame sa » femme, de Messeigneurs ses enfans, vous garderez, & ne procure- » rez par vous ne par autre le contraire. *Vid. Cang. in Gloss. & Pith. ad Capitul. in v. Fidelitas.*

Quoique le serment de fidélité se fasse souvent avec l'hommage, comme il paroît par ces deux articles de la Coutume d'Anjou, il faut néanmoins observer, que l'hommage & le serment de fidélité sont deux choses différentes, ainsi qu'on l'a prouvé cy-dessus sur les mots *Bouche*

che. & Mains, contre le sentiment de du Molin. *V. Cang. in Gloss. v. Fidelitas.*

Et il faut encore remarquer, qu'anciennement en France non seulement les vassaux faisoient le serment de fidelité à leurs Seigneurs, mais encore les serfs ou gens de main-morte, comme il paroît par la Charte suivante de l'an 1302. que Monsieur D*** m'a communiquée.

En nom de Nostre-Seigneur, et l'an de l'Incarnation d'iceluy mil & trois cens & deux, le Dimanche d'après Pâques commençant. Je *Johannes* dit Patouf, de Solangy établis en la presence de Jehan de la Broce Clerc, Nottaire commun juré de la Cour dou Comté de Tonnerre, affirme & faits à sçavoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres, que je suis homs taillables & exploitables hauts & bas, & de serve condition, & de main-morte, à la Dame Selubi Dame de Cunussi & Solangy, femme feu Guyot dou Mey, & à Marguerite sa fille & à leurs hoirs à toujourns perpetuellement, & à ceux qui en ce fait auront cause de aus, & promets par mon Serment de ce donné corporellement sur l'Evangile, que je serviray ellos & leurs hoirs, & ceux qui auront cause d'eux à toujours, ou par leurs hoirs, de l'état dessus dit, sans aus délaisier ou defuir, & sans advoüer autre Seigneur que aus, & sous peine de perdre tous biens mobles, & immobles, conqueaulx & autres que gie aurois & renvois en leur terre & en leur Justice & Seigneurie, ou en autre lieu, ou que ce fust. Lesquels biens elles ou leurs hoirs, ou ceux qui auront cause d'eux, pourroient si li cas advenoit dessusdits, que ja ne soit penre & saisir, tenir & mettre & fornir & tout en tout en leur domaine en fond & en fruiés de leur autorité propre, sans requerir autre Justice, & sans rien rendre ne recréer, & moy faire tenir en prison au Chasteau de Tonnerre, sans iuffer, jusqu'à tant que gie fusse revenus, & retournerz arriere dessous aus, & en leur Justice & Seigneurie, & en leur service, & en l'état dessusdit, & a amendement de hu selon la mesprison & selon le cas dessusdit; & en cest fait gie renonce à tous Us, Coutumes, & établissemens au droit, disant renonciation generail non valloir, & à toutes autres raisons de fait & de droit, de Canon & de Loy, qui eontre ces presentes Lettres & convenances pourroient être dites ou objiciées comant que ce fust; & quant aux dites convenances, tenir, garder & accomplir antierement, sans aler, & sans faire aler contre, par moy ou par auctre, gie soubmets & oblige moy & mes hoirs, & tous mes mobles & immobles presens & à venir, à la jurisdiction de la Cour dessusdite: En témoins de laquelle chose gie hay requis & obtenu le Seel de ladite Cour être mis à ces presentes, sauf

le droit de Monseigneur le Comte pour toutes choses. C'est fait par present Pierre dou Mex Bailly de Tonnerre, Thomas de Vesines Tonnelier, Guill. le Gendre d'Espineüil, Guyot, dit le Grand de Pinay, & Gilles dit Bierge, tesmoings appelez & demandez, en l'an & jour que dessus dit.

Vide Speculat. de Feudis, §. Quoniam 2. n. 2. p. 307. Reomaum, p. 281. 283. Cang. in append. ad Gloss. med. & inf. lat. v. Hominium, & joignez le Serment de fidelité des Aubains rapporté cy-dessus sur les mots Droit d'Aubenage en la lettre A. page 95. col. 1. & 2.

En France le serment de fidelité doit aussi être prêté au Roy par les nouveaux Evêques, qui sont obligez d'en prendre des Lettres du Sceau, de les faire registrer en la Chambre des Comptes, avec la Lettre du don des fruits échûs pendant la vacance, pour obtenir mainlevée de la Regale. Voyez l'Auteur du grand Coutumier, liv. 2. ch. 30. & Brodeau sur la Coutume de Paris, art. 63. n. 20.

* *SERMENT en plaid.*] *Jusjurandum in litem.* Voyez M. Collet sur les Statuts de Savoye pour la Province de Bresse, p. 187. col. 1.

SEROURGE.] En la vieille Chronique de Flandres, chap. 6. & 25. Froissart, au chap. 6. 27. 29. 33. du 1. volume. Monstrelet au 1. livre chap. 47. & ailleurs: *Hic enim te diutius morari nolo, est fororius*: celuy qui a épousé ma sœur. (* Voyez Sauvage sur l'endroit cité de la Chronique de Flandres; Pasquier dans ses Recherches, liv. 8. chap. 50. Bry dans son Histoire du Perche, pag. 192. *Le Serourge de par ma femme, c'est celuy qui a épousé la sœur de ma femme.*)

SERPAULT.] Voyez le mot *Trouffeau*, & *Serpol*, qui suit.

* *SERPOL.*] C'est le Trouffeau ou le paquet d'habits & de hardes que les père ou mere donnent à leurs filles en les mariant.

* *SERVAGES ou SERVAIGES.*] Sont des redevances dûes par les personnes de condition servile. Dans un compte du domaine de Ponthieu de l'an 1478. il y a *recepte des servaiges qui se payent au jour-nôtre-Dame de Septembre, & est assavoir que ceux qui sont serfs quand ils se marient doivent cinq sols parisis, & à leur trépas cinq sols, & avec ce doivent chacun an un denier, & ceux qui sont défaillans des choses dessus dites pour chacune fois, doivent amende de 60. sols.*

Poisson mis en SERVE.] Nivernois, tit. 26. quelles choses sont réputées meubles, art. 5. C'est le poisson mis en boutique ou reservoir. Voyez l'article 91. de la Coutume de Paris.

LES CAUSES SERVENT.] Es Ordonnances d'Arthois quand elles échéent & s'expedient. Auquel lieu aussi *SERVIR* ses faits ou écritures, c'est les fournir en Justice.

SERVICE.] Anjou, art. 128. 129. Normandie, chap. 26. 28. 53. 93. Bretagne, art. 240.

Qui est le devoir auquel un sujet est tenu envers son Seigneur féodal.

* *SERVICE de Chevalier.*] Voyez la Note sur *Fief de Hautbert*, & Litleton, section 48. 95. & 103.

* *SERVICE de cheval.* [Voyez *Sommege & Cheval de service.*

* *SERVICE de compagnon.*] Dans les Assises de Jerusalem, chap. 238. C'est le service d'un vassal, qui est obligé de servir son Seigneur en guerre, avec un ou plusieurs hommes.

* *SERVICE de Court.*] Saint Quentin, art. 82. C'est la même chose que le service de plaids dont il est parlé dans les Coutumes de Peronne, d'Arthois & autres. Suivant le placart de la gouvernance d'Atlas du 14. Decembre 1546. les vassaux ou les hommes de fiefs doivent être *appelles* aux services des plaids par le Procureur de la Jurisdiction, & à tout de rôle. Le rôle doit être fait par le Bailly du Seigneur dominant, ou son Lieutenant, en préférant toujours néanmoins ceux qui sont graduez à ceux qui ne le sont pas, suivant le Reglement du 2. Novembre 1700. Il faut encore observer que ces hommes de fiefs ne peuvent prononcer aucun Jugement s'ils n'ont été conjurez par le Bailly ou son Lieutenant en ces termes : *Voila une telle affaire, je vous conjure d'y faire droit*, d'où ces vassaux ont été nommez *hommes de conjure*, & sans cette conjure leur pouvoir reste habituel sans produire aucun effet. Voyez M. Maillard dans ses Notes sur les Commentaires de Gosson, page 152. n. 3. 4. 5. & 6.

* *Faire le SERVICE.*] Mons, chap. 55. art. 2. Hainault, chap. 119. art. 1. ce qui y est dit des *ladres* ou *lepreux*, qu'on regardoit comme morts au monde.

Rien ne peut mieux expliquer ces deux articles que le chapitre suivant des Statuts Synodaux du Diocese de Troyes, fol. 130. *verso*, imprimé en 1430. avec des Gloses de Jean Collet Official.

C'est la maniere de recevoir le ladre, & mettre hors du siecle & rendre en sa borde.

Primò. La journée quand on les veut recevoir ils viennent à l'Eglise, & font à la Messe, laquelle est chantée du jour ou autrement, selon la devotion du Curé, & ne doit point être des Morts, si comme aucuns Curez l'ont accoutumé de faire.

Item. A icelle Messe le malade doit être séparé des autres gens, & doit avoir son visage couvert, & embrunché comme le jour des Trépassés.

Item. A icelle Messe doit offrir ledit ladre, & doit baiser le pied du Prêtre, & non pas la main.

Item. A l'issuë de l'Eglise, le Curé doit avoir une pele en sa main, & à icelle pele doit prendre de la terre du Cimetiere trois fois, &

mettre sur la teste du ladre en disant : *Mon amy, c'est signe que tu es mort quant au monde, & pour ce ayes patience à toy.*

Item. La Messe chantée, le Curé avec la Croix & l'Eau benoite le doit mener à sa borde, comme par maniere de procession.

Item. Quant il est à l'entrée de ladite borde, le Curé luy doit faire faire les sermens & instructions après écrites en disant en cette maniere :

Amy, tu scez, & il est vray, que le Maître des deux caves, Maître de la Maladerie de S. Ladre de Troyes, par ses Lettres présentées à moy comme bien éprouvé de la maladie S. Ladre, t'a dénoncé ladre, pourquoy je te deffens que tu ne trépasse ne offense és articles cy-aprés écrits.

Primo. Que tant que tu seras malade tu n'entreras en maison nulle autre que en ta borde, ne ne coucheras de nuit, ne en moulin tu n'entreras.

Item. Que en puits ne en fontaine tu ne regarderas, & que tu ne mangeras que tout par toy.

Item. Que tu n'entreras plus en nul jugement.

Item. Que n'entreras plus en l'Eglise tant comme on fera le service.

Item. Quand tu parleras à aucune personne, va au dessous du vent.

Item. Quand tu demanderas l'aumône que tu sonnes la tarterelle.

Item. Que tu ne voise point loin de ta borde, sans avoir vestu ta housse, & qu'elle soit de quameli, sans avoir couleur aucune.

Item. Que tu ne boives en autre vaisseau que le tien.

Item. Que tu ayes ton puits ou ta fontaine devant ta borde, & que tu ne puisés à autre.

Item. Que tu ayes devant ta borde un escuelle fichée sur un droit baston.

Item. Que tu ne passes pont ne planche sans avoir mis tes gants.

Item. Que tu ne voises nulle part hors, que tu ne puisses retourner pour coucher le soir en ta borde, sans congié ou licence de ton Curé du lieu, & de Monseigneur l'Official.

Item. Si tu vas loing dehors par licence, comme dit-est, que tu ne voise point sans avoir Lettres de ton Curé, & approbation dudit Monseigneur l'Official.

Vidè Muisum lib. Var. ex Levitic. pag. 66. 67. Joignez ce qu'on a observé sur les mors *Ladres & Cagosts.*

* *SERVICE d'ost.*] Voyez *Chevauchée.*

SERVICE DE PLAIDS.] Peronne, art. 65. 78. 79. Qui est dû par les vassaux pour assister aux plaids du Seigneur feudal, ou de ses Officiers Justiciers. Voyez le mot *PAIRS.*

* *SERVICE de Prevosté.*] Normandie , 179. 180. Voyez *Prevosté.*

* *SERVICES de corps.*] Sont les services que les vassaux doivent en personne à leurs Seigneurs. Voyez *Fief de corps* , le chap. 242. des *Affises de Jerusalem* , le chap. 245. & cy-dessus *Devoir le Mariage* , à la lettre M.

* *SERVICES trépassés.*] Dans le chap. 99. des *Establissemens* : Sont les services des années passées.

SERVIR LE FIEF.] Anjou , art. 104. 106. 109.

C'est faire la foy & hommage au Seigneur , & luy offrir & jurer le service feudal accoutumé. Tellement que l'on dit le Seigneur être servi de son hommage : Anjou , art. 116. *Sic etiam in libris feudorum vassallus dicitur servire feudum , ut lib. 4. tit. 41.*

SERVIS.] En Lionnois & autres pays , sont les cens & autres petits devoirs annuels nobles qui sont dûs au Seigneur foncier par les Sujets & tenanciers des heritages , en reconnoissance de la Seigneurie directe. Les rentes foncières sont de plus grande valeur annuelle.

* V. Benevis , & M. Collet sur les Statuts de Bresse & Bugey , liv. 3. remarque 4. pag. 54. col. 2.

* *SERVITUDE de Talh , & Dalh.*] Bearn , tit. de Bocages , art. 3. c'est le droit de couper & prendre du bois dans une forest. *Talh & Dalh* , sont les instrumens dont on se sert pour couper le bois.

* *SERVITUDE de Dent & Jasilha.*] Dans le For de Bearn , rubr. de Bocages , art. 9. La servitude de *Dent* est le droit de faire paître son troupeau. Et la servitude de *Jasilha* est le droit de le faire coucher sur une terre.

J'ay appris de M. du C. Avocat au Parlement , qu'en Bearn on fait faire de grandes courses aux troupeaux , & que qui a droit de *Jasilha* ou d'*attentat* sur une terre , a droit d'y faire coucher son bestail pendant deux nuits , pour le faire reposer.

* *SERVITUDE de Pexe.*] Bearn , rubr. de Bocages , art. 10. C'est le droit de faire paître.

SERVIVI.] En l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1554. fait pour les Secretaires de la Maison & Couronne de France : c'est l'acte & certification du service actuel que l'Officier a fait selon sa charge & état , afin d'être payé de ses gages , & jouir des privileges.

* *SESTERAGE.*] *Sextariaticum , Sextariale.* C'est un tribut que quelques Seigneurs levoient sur chaque sestier de bled. Il est ainsi parlé de ce droit dans une Charte de Jean Comte de Soissons , rapportée dans un *vidimus* de Jakes Evêque de Soissons de l'an 1239. *Derechief j'octroy* (al Abé & Convent de S. Legier de Soissons) *que quand*

je venderay mon festerage de Soissons, que cil à cui je le venderay face feauté à l'Eglise devant dite de la disme que elle a de blé ou de deniers & festerage, & si je fais cueillir par mon Serjant il leur fera feauté aussi &c. C'est peut-être le même droit qui est appelé *Stelage* dans une autre Charte de Jean Comte de Soissons de l'an 1260. en faveur de l'Eglise de S. Crespin en Chays, rapportée par Melkior Regnault dans ses Preuves de l'Histoire de Soissons, fol. 19. & 20. V. *Sextelage*.

* *SETINE* ou *SETERE'E*.] Dans le pays de Bugey & de Gex les prez se mesurent par *setines*, & la *setine* est la quantité que six hommes peuvent faucher en un jour. On estime la *setine* au pays de Gex douze charretées de foin de vingt quintaux, qui font vingt-quatre meaux du pays de Bresse. A Genève la *setine* ou *seterée* est autant de pré qu'un homme peut faucher en un jour. Voyez M. Collet sur les Statuts de Bresse, liv. 3. part. 2. page 80. col. 1.

* *SEULLES*.] Orleans, art. 238. *Seules*, Nivernois, chap. 26. art. 8. & 12. sont des solives.

SEURETE' ou *SEURTE'*.] Lodunois, chap. 4. art. 1. Tours, art. 55. Bretagne, art. 3. 668. & suivans.

C'est à dire assurement, assurance, assureté.

* *SEXTELLAGE*, *Stelage* ou *Minage*.] Ce droit se paye pour raison des grains vendus aux halles; quelques-uns l'ont étendu au bled vendu es greniers ou ailleurs, pour raison dequoy y a procez au Parlement de Paris entre les habitans d'Estampes contre Monsieur de Vendôme, & un autre entre les habitans de Soissons contre Monsieur le Comte.

Il y a Arrest du 9. Aoust 1572. entre les Abbessé & Religieuses de Maubuisson & les habitans de la ville de Pontoise, par lequel après enquestes respectivement faites, il est dit, que les habitans de Pontoise payeront le droit de *Minage* de tous grains, fors des pois & fèves, qui seront vendus & mesurez à mesure & boisseau, soit au marché de ladite Ville, maisons, greniers & fauxbourgs d'icelle, ou sur le port de la riviere d'icelle ville, avec specification de la mesure pour ledit droit. Il y a encore un autre Arrest du 17. Mars 1635. conforme, entre Simon le Vasseur Fermier du droit de *Minage* desdites Religieuses de Maubuisson, & Jean le Clerc Receveur du College de Pontoise.

Il se voit au Chartulaire du Prieuré de Doncheri, que le Prieur de Doncheri a, & à luy appartient un droit seigneurial en ladite ville de Doncheri, nommé & appelé *Sextelage*, c'est à sçavoir de chaque festier de tous grains qui sont vendus en ladite ville de Doncheri deux écuelées dudit grain, dont les douze écuelées valent un quartol.

à la mesure à bled, & quatre quartels valent un festier. (M. G A L L A N D.) * Voyez *Sesterage*.

* *S E X T E R E ' E de terre.*] Dans la Coutume de Troy en Berry, art. 1. entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere, pag. 222. C'est une mesure contenant huit boisselées.

* *S I B A D A.*] Bearn, rubr. 1. art. 20. C'est de l'avoine.

PLEIN SIEGE DE MARIAGE.] Namur, art. 50. 83.

* *S I E G E S de nef*] *est statio navium in portu*. Les vaisseaux siegent au port lorsqu'ils y sont arrêtez : en plusieurs lieux les Seigneurs levent des droits pour les *sieges de nef*. Voyez les Coutumes de la Vicomté de Liauë, & M. du Cange dans son Glossaire.

* *S I G N I F I C A V I T.*] C'étoit un Monitoire qui s'obtenoit anciennement en Cour de Rome, & qui fut ainsi nommé à cause que ce mot y étoit employé ; car au lieu que dans les provisions de Benefices les mots *supplicat & orator* sont ordinaires, dans cette sorte de Monitoire, il y avoit toujours les mots *significavit* que le Pape s'appliquoit & *significans* qu'il appliquoit à l'impetrant. Voyez touchant ces Monitoires M. Hevin sur Frain, pag. 153.

SIMPLE CENS.] Berry, tit. 6. art. 5. & 6. A la difference des cens accordables qui portent lods & ventes, ou du double cens.

SIMPLE DEFAUT ET PUR.] A la difference du défaut Sauf. Berry, tit. 20. art. 3.

SIMPLE DONATION.] *pura, mera, absoluta, communis & vera donatio*, à la difference de la donation mutuelle & reciproque. Berry, tit. 8. art. 1. L'on donne simplement ou mutuellement : Berry, tit. 8. art. 3. 4. 5. & ailleurs. Ou à la difference de la donation remuneratoire, ou à cause de mort, ou en faveur de mariage, ou en avancement d'hoirie. Chalons, art. 184. & ailleurs. *Quæ non sunt simplices donationes.*

EMENDE SIMPLE.] Qui est l'ordinaire & coutumiere de cinq sols ou de sept sols six deniers, à la difference de celle qui est plus grande pour certaines causes en certain cas.

* *Foy S I M P L E.*] Voyez *Serment corporel*.

SIMPLE GAGERIE.] Paris, art. 86. à la difference des gages & meubles qui se prennent par l'execution d'un Sergent avec transport & dépost en main tierce. * Voyez lettre G.

SIMPLE HERITIER.] Sedan, art. 176. & suivans. Berry, tit. 19. art. 15. 16. & és autres lieux cy-devant alleguez sous le mot H E R I T I E R. A la difference de celuy qui s'est porté heritier par benefice d'inventaire.

HOMMAGE SIMPLE.] A la difference de l'hommage lige.

SIMPLE LOY.] A la difference de Loy apparissant. Normandie, chap. 67. Voyez *Desfrere*, & *Loy*.

SIMPLE PLEVINE.] Normandie chap. 60. A la difference de celui qui est plege & debiteur.

SIMPLE SAISINE.] A la difference du cas de Novelleté. Voyez *SAISINE*.

SIMPLE VENDITION.] A la difference de celle qui est faite sous faculté de rachat. Berry, tit. 13. art. 9. tit. 14. art. 3. Ou de celle qui est faite sans échange. Berry, tit. 14. art. 15.

SIMPLES PLAIDS OU QUERELLES OU LEGIERES.] Normandie, chap. 53. 54. 122. A la difference des demandes & procez d'importance & criminels. Voyez *Querelles*.

SIRE.] Κύριος, dominus: vel Κύρος, Comme les Grecs du dernier temps ont appellé leurs Empereurs. *Plinius*, *Martialis*, *Sidonius*, *Symmachus* & alii vocant Imperatores dominos. At Octavius Augustus domini appellationem ut maledictum & opprobrium semper exhorruit: *Sueton.* cap. 53. Tiberius dominus appellatus à quodam denunciavit ne se amplius consumelia causa nominaret: idem *Suetonius* cap. 27. Alexander Severus Dominum se appellari vetuit, *Lampridius* *Messalina* domina, *Suetonius* in *Claudio* cap. 39: *Domitianus* autem, & *Diocletianus* voluit dominum Deumque se appellari: idem *Suetonius* cap. 13. & *Aurelius Victor*. Principes sunt rerum domini. Jure civili omnia Regis sunt, sed imperio & potestate, non dominio, non proprietate: *Seneca*, lib. 7. de *Beneficiis*. Aussi en la Somme Rurale, aux Histoires & autres Livres anciens écrits en langue Françoisé, tous Seigneurs, soit Justiciers ou feudaux s'appellent SIRS. Sed & in Oriente dignitas τῷ δυνάστου fuit regia proxima, *Nicephorus Gregoras*, lib. 3. Porro etiam à liberis patres appellati sunt domini, & à fratribus fratres: item conjuges inter se eo nomine usi: Sed & obvio, si nomen non succurrebat, dominos salutabant: *Seneca* epist. 3. & ad lib. 2. *Annalium Taciti* *Lipsius* observat, vir meo judicio elegans & peritus.

* **SIRIMANAGE.**] Voyez *Cirimanage*.

* **SIXTE**] pour sixième. Angoumois, tit. 1. art. 12.

TENIR EN SOCAGE.] Au Livre des Tenures liv. 1. chap. 5. liv. 2. chap. 3. 5. 7. 9. 10. Ce que l'on tient d'un Seigneur pour certain service, comme pour labourer & semer ses terres. Soc ou charruë. Autres sont les services de celui qui tient en chevalerie ou par escuage.

* **SOCLETE** en commandite.] Dans la moyenne & la basse latinité, *Commendare* signifioit déposer une chose, la prêter, la confier. Et c'est de ce mot que la société en Commande ou en *Commandise* a pris son nom.

Si je prête ou si je confie à un Laboureur ou un Fermier un troupeau de bestiaux estimé une certaine somme, à condition qu'il les nourrira & les gouvernera en bon pere de famille, & qu'après un certain temps, il representera ce même troupeau estimé, afin que je preleve dessus la somme dont nous sommes convenus, & que je partage ensuite avec luy le profit ou croît: C'est une société que j'ay contractée avec ce Laboureur; & parce que dans cette société c'est moy qui ay fourni seul les bestiaux, & que le Laboureur n'a fourni que ses soins, c'est une société en *Commande* ou en *Commandite*. Rolandini dans sa Somme, tom. 1. de l'édition de Venise de l'an 1588. pag. 124. 125. appelle la formule de ce contrat *instrumentum socida vel societatis pecudum*; & dans les pays de Bresse & de Bugey on appelle ce contrat *Commande de bestiaux*. Voyez *Commande*, & *Duard. de Societate*.

Ce qu'on nomme dans le commerce *Société en Commandite* n'est donc autre chose qu'une société, où l'un des associez fournit l'argent, & l'autre sous le nom duquel le commerce se fait, son industrie, & la charge de partager entr'eux le profit. *Vide Fachineum lib. 1. controversiarum*.

* *SOCINE, Officina.*] L'ancienne Coutume d'Amiens manusc. Nus ne puet fere four ne fournel là où quise pain, autre que de seure est dit, ne là où il ait socines, ce n'est par le congié du Roy, & du Vescque & du Vidame; mais cil trois en puent doner congié & de cuire és fourniaus là où on cuit tartes, pastex, flaons, seminiaux, l'on y puißt donner congé de cuire toute maniere d'autre pain sans avoir socines, & qui autrement le feroit, on en acateroit le fournel. *Vide Cang.*

* *Fief de SODOIER.*] Dans les Assises de Jerusalem, chap. 252. page 172. C'est un fief, en rente ou en deniers, *Feudum soldata*. Anciennement en France les Seigneurs donnoient des pensions viageres à des personnes de guerre, à la charge de les tenir d'eux à foy & hommage; on trouve plusieurs de ces infeodations dans les Preuves des Maisons illustres.

On peut dire que les fiefs de sodoier étoient des fiefs de meubles: De sorte que M. Loyvel a eu raison de dire qu'il y avoit trois sortes de fiefs, des fiefs de meubles, de corps & d'heritages. On a expliqué ce que c'étoit que des fiefs de corps à la lettre F.

* *SOE & gendre.*] Bearn, rubr. de Penas, art. 43. La soe est la belle-mere de *socrus*. Voyez *Suer & Sogre*.

* *SOGRE, sogredame, serre.*] *Socer, socrus*. Voyez *Sucres*.

* *SOIGNANTAGE.*] Concubinage. Beaumanoir, chap. 18. pag. 102. à la fin. *Se un homs a d'une femme un fil en soignantage, &*
II. Partie. Bbb

puis un autre de laquelle il a un fils, & après celle qu'il a épousée morte, & il épouse la première de laquelle il eut un fils en soignantage, & est li fils mis sous le drap avec le pere & avec la mere, pour li fere loyal; en tel cas ses mainné feus est ainé quant à l'heritage, car il est né du premier mariage, et tout soit-il ainsint que li autres sont ainsnez d'aage, le sans que il fut bastard ne li doit pas estre comptez, si que on sans que il ist de la bastardise il est nouvieux nez comme à estre hoir.

Et au chap. 57. pag. 293.

Il souloit estre que quant li maris aloient hors dou pays, & il demouroient sept ans ou plus, que les femmes se remarioient; mes pour les perjus qui en advinrent, si fust osté & fut confermé par sainte Eglise que nul femme mariée pour nul long-temps que ses maris demurt, si l'on ne fait chertaines nouvelles de se mort, ne se puist remarier, & si elle se remarie, par che que ele déchoit le court, par fauts tèmòins ou autre maniere, ne demeure pas pour che que ele ne demourt en soignantage avec le second mary, & tout li enfant né de cel mariage sont bastard &c.

* *SOINGNIER.*] Des Fontaines dans son Conseil, chap. 22. n. 19. 20. C'est exoiner, excuser. Voyez *Exoine*.

* *SOL.*] Paris, art. 187. C'est l'étage du rez de chauffée d'un heritage. Ce qui est appellé *sol* à Paris, est nommé *solier* dans l'article 3. du chap. 10. de la Coutume du Nivernois.

* *SOL & Pandefust de bois.*] Rheims, art. 377. *Sol* dans cet art. n'est autre chose que *solive*. Voyez *Pandefust*.

* *SOLADIA los praubes.*] Dans le For de Bearn, rubr. deus Bothelhées, c'est à dire des Pourvoyeurs ou Marchands de vins, art. 1. C'est soulager les pauvres.

* *Bon SOLAIGE.*] Auvergne, tit. 31. art. 62. C'est à dire bon fonds ou bon terroir, à la difference du petit terroir dont il est parlé dans l'art. 32.

* *SOLDE'E.*] Voyez *Souldée*.

* *SOLIER.*] Nivernois, chap. 10. art. 3. Voyez *Sol. Cang. in Glossar. v. Solarium, Solerium, & Coquille* sur l'art. 1. du chap. 19. de la Cout. de Bourbonnois de Colombiers.

* *Edifces SOLINEZ.*] Voyez *Edifces*.

* *SOLIVE pavée.*] Clermont en Auvergne, art. 5. C'est un plancher. Voyez M. Prohet, p. 71.

* *SOLS blancs.*] Voyez *Nerets*.

* *SOLS Morlas, ou Soos Morlaas.* Voyez *Monoze*.

* *SOLS nereis.*] Voyez *Nerets*.

* *SOLS parisis.* Voyez *Parisis*.

DROIT DE SOMMAGE.] Qui appartient au Seigneur foncier. Lorraine, tit. 8. art. 5.

* *Terres tenues par SOMMAGE & service de cheval.*] Dans l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 34. Ce qui est ainsi expliqué par la glose au même endroit. *Et par ce mot service de cheval sont entendus villains services, qui se font à sac & à somme, lesquels on appelle communément sommages. &c.* Voyez Terrien, liv. 5. chap. 2. pag. 171. de l'édition de 1654.

* *SOMMEZ.*] Bearn, rubr. de Molins, art. 4. C'est un fournis ou tenancier.

* *Poutres & SOMMIERS.*] Normandie, art. 611. où ces deux mots sont synonymes. *Sommiers & autres charges de bois.* Lorraine, art. 257.

Les Sommiers dans cette Coutume-cy font ce semble des chevrons ou solives.

* *SONER.*] *Sonare pecuniam.* C'est examiner de l'argent en jugeant par le son s'il est bon. C'est aussi payer. Les Coutumes de la Perouse entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere, pag. 96. *Tot homme qui doit laide la doit soner au Laidier;* c'est à dire au Receveur, ou celui qui la leve.

* *Contrat de vente ou qui le SONNE.*] Angoumois, tit. 1. art. 13.

* *SONTE malhante.*] Acs, tit. 16. art. 1. C'est la recreance, & main-levée. Voyez *Solmalheuta.*

* *SOQUET ou Souquet.*] C'est une Aide accordée autrefois par Lettres Patentes de nos Rois aux habitans de Beaucaire pendant un certain temps, pour être employée aux reparations & à l'entretien de leur ville. Il est fait mention de cette Aide dans une Patente du 24. Février 1472. qui est au Registre de la Sénéchaussée de Beaucaire, armoire 4. n. 76. fol. 236. dont voicy les termes. *Les habitans de Beaucaire, qui par octroy de nous, leur a été puis aucun temps en ça octroyé qu'ils puissent cueillir & lever une aide appelée le soquet ou apperissement de mesures du vin qui se vend en détail en ladite ville de Beaucaire & territoire d'icelle; c'est assavoir cinq pichiers pour chacun barral de vin qui se monte à la septième partie d'iceluy barral &c.*

Dans une Lettre du 12. May 1431. accordée par le Roy à la ville de Sommes, qui est au Registre coteé 9. Armoire A de la Sénéchaussée fol. 25. verso. ce droit est appelé *Souquet* ou diminution de la pinte du vin vendu en détail dans cette ville & les fauxbourgs, & il y est dit que cette diminution étoit de la huitième partie. Sur chaque muid de vin emmené en la ville & fauxbourgs pour y être vendu on prenoit dix sols, & les sommes qui provenoient de cette levée devoient être employées à la réfection du Pont. Voyez *Souquet*, cy-après.

* *SOSMALHEUTA.*] Bearn. C'est la main-levée, ou restitu-

cion des choses saisies en donnant caution. La malhèuta est la main levée.

SOSMAL SEUTA.] Bearn , tit. 20. art. 1. 3. 5. 7. tit. 31. art. 16. tit. 58. art. 41. Dépôt. * *V. Sosmalhenta.*

* **SOSMEZ.**] En la Coutume de Bearn, sont les hommes & sujets.

SOUBS-AGE.] En la pratique de Boutillier, & **DES-AGE** au chap. 5. art. 3. du Stile de Liege, est celuy qui est fort agé & caduc, auquel on pourvoye de curateur à sa vie. Mais au Style du pays de Normandie, c'est celuy qui est en bas-âge, & a besoin de tuteur.

SOUS-AIDE.] Normandie, chap. 35.

C'est l'aide que les soutenans & arriere-vassaux doivent au Seigneur duquel ils tiennent nû à nû, pour payer par luy le droit de loyaux & chevets aydes au chef Seigneur du fief chevel, duquel les arrieres-fiefs dépendent par moyen.

* **SOUBS-ESTABLIS.**] Sont des Procureurs que d'autres Procureurs subrogent à leur place. Beaumanoir, ch. 4. page 32. *Quand il est contenu en la procuration que le procureur puist fere autres procureurs, fere le puet. & chaus appelle-l'en sous-establis &c.*

SOUBS-FIEFVER.] Es anciens écrits François signifie bailler en arriere-fief partie de son fief. Ce qui n'a pas toujours été licite sans le gré du Seigneur féodal, non plus que d'en bailler partie à cens ou rente.

SOUBS-MAJEUR.] L'Officier de ville qui est après le Majeur, Valenciennes, art. 56, comme aux Ecoles le sous-Maistre après le Principal.

SOUBS-MANANT.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 82. 90. & en l'ancienne de Boulenois, art. 1. 2. 4.

C'est le Sujet d'aucun Seigneur.

SOUS-RACHAPT.] Bretagne, art. 366.

C'est le profit dû à l'arriere-fief que le Seigneur exploite.

* **SOUBS-RACHAT.**] Dans la nouvelle Coutume de Bretagne, art. 361. Sont les rachats dûs au Seigneur dominant par ses arrieres-vassaux, pendant qu'il a mis en sa main le fief de son vassal faute de rachat.

SOUS-RENTE.] Lille, tit. 1. art. 62. tit. du droit de Vincote, & des biens meubles. Et en la Coutume locale de Commines, art. 12. & 15.

SOUS-RENTIER.] Valenciennes, art. 44. 49.

SOUCHE.] Normandie, chap. 25. *Sed frivolum est semper has quasi coronas nettere.*

SOUCHE COMMUNE.] Amiens, art. 87. Quand plusieurs li-

gnagers sont descendus de mêmes pere, mere, ayeul, ou ayeule, *ex eadem familia vel stirpe, quæ yovñ dicitur à Theophilo, lib. 1. Instit. tit. 10. & aliis. Ex eodem stipite, ut recentiores loquuntur, etiam per metaphoram. Differt autem gens & genus à familia & stirpe. Gens ex multis familiis conficitur, Festus. Gens ad nomen, familia vel stirps ad cognomen refertur, Sigonius ad lib. 4. Livii. Quæ ratio est inter gentem & familiam, eadem est inter gentiles & agnatos. Stirps est gentis propagatio, ut quis à quoque est prognatus. Stirpes autem per translationem dicuntur ab stirpibus iis quæ sub imis arboribus nascuntur, Festus. Sic Apuleius apologia secunda Stirpem accusationis. Stirps genere feminino genus significat: masculino arborem. Servius in tertium Æneidos, & septimum. Stirps semper de longa generis significatione dicitur. Idem in librum 10. Tellement que plusieurs estiment que la souche ne s'entend que de la ligne directe. C'est plus d'être de la souche, estoc ou branchage, que d'être du côté & ligne seulement. Sedan, art. 246. Voyez le mot ESTOC, TIGE, TRONC.*

FAIRE SOUCHE.] Meaux, art. 67. Mante, art. 167. Berri, tit. 14. art. 4.

SOUCHE ET LINE.] Montargis, chap. 15. art. 3. & 7. Auxerre, art. 154.

LINE OU SOUCHE.] Tours, art. 282. Lodunois, chap. 27. art. 23. Sedan, art. 182.

LINE, SOUCHE ET SOUCHAGE.] Montargis, chap. 16. art. 1. & 4.

PAR SOUCHE.] Sedan, art. 169. 170. 171. Amiens, art. 69. Peronne, art. 191. 196. 197. Auxerre, art. 247.

PARTIR PAR SOUCHE.] Melun, art. 256. 262. *Id est in stirpes, παράσπιρας, Cùm agitur de hereditatibus ab intestato.*

TIGE ET SOUCHE.] Bretagne, art. 570. C'est le tronc, *Cùm quidam sunt ex eodem stipite: unde Fief ancien, ou stipal au chap. 25. du Stile de Liege à la fin.*

VENIR OU SUCCEDER PAR SOUCHE.] Mante, art. 165. Paris, art. 320. 321. Dourdan, art. 115. Calais, art. 110. 111. 112. 119. *Qui est par lignes, per stirpes, opponitur successioni quæ fit per capita.*

SOUDICS.] Bordeaux, art. 75. *ubi numerantur inter Comites, Vicecomites, & Barones, sunt primores ex nobilibus.* En l'histoire, de Froissart est fait mention du Soudic de l'estrade, comme au livre 4. chap. 18. *De qua voce diligentius etiam inquirendum, ni placent tibi magis imperfectæ artificum tabula. Alii sunt Syndici, Exdixoi, defensores.*

* SOUFFERTE.] C'est le droit qu'un Seigneur exige pour permettre à une personne franche ou libre de posséder un heritage ser-

vile ou main-mortable. Voyez M. Collet sur les Statuts de Savoye pour les pays de Bresse, liv. 3. pag. 38. col. 1.

SOUFFRANCE DU SEIGNEUR DONNÉE AU VASSAL.]
 Paris, art. 21. 41. 42. 67. Meaux, art. 183. 184. Melun, art. 22. 34. Sens, art. 185. 222. Estampes, art. 19. Montfort, art. 16. Mante, art. 21. Troyes, art. 27. Laon, art. 170. Chalons, art. 180. Reims, art. 97. 112. Nivernois, tit. 4. art. 49. 64. tit. 24. art. 9. Montargis, chap. 1. art. 29. 52. 53. 94. Orleans, chap. 1. art. 28. 31. 34. 55. 56. 79. Tours, art. 21. Grand Perche, art. 41. Chateau-neuf, art. 41. 42. 43. Chartres, art. 39. 40. 41. 65. Dreux, art. 29. 30. Blois, art. 18. 57. 58. 59. 64. Dunois, art. 19. Bourbonnois, art. 375. 378. 379. 486. La Marche, art. 200. Sedan, art. 154. Peronne, art. 58. Auxerre, art. 49. 78. Berry, tit. 1. art. 39. tit. 5. art. 23. 39. Bretagne, art. 352. Dourdan, art. 30. 32. 37. Cambray, tit. 1. art. 27. Bar-le-Duc, art. 15. Lorraine, tit. 5. art. 9. & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. fait à Cremieu.

Quand il est traité des fiefs. La souffrance équipolle à foy & hommage tant qu'elle dure, & a permission de pouvoir jouir & percevoir les fruits du fief à certain temps, ou tant qu'il plaira au Seigneur. *Hæc domini patientia habetur pro fidelitate*, & s'appelle RESPIR en la Coutume de Bourbonnois, art. 486. & d'Auvergne, chap. 22. art. 27. 28. & quelquesfois ce mot generalement signifie attente, surseance. Bretagne, art. 109. Comme les Eglises & autres main-mortes obtiennent Lettres Royaux de souffrance de non amortir. En fait de finances il y a difference entre la partie rayée & superfedée, & la partie tenue en souffrance, ou indéfise dans un compte jusques à certain temps. La superfession est plus rigoureuse que la souffrance, d'autant qu'après le delay de la superfession la partie tombe en reste, & est executable ainsi que le debet declare: mais après le delay de la souffrance le comptable est ajourné pour dire les causes pour lesquelles il n'a satisfait aux Arrests de la Chambre. Les parties sont tenues indéfises au compte de l'Epargne à cause des dons-du-Roy: ou pour frais inopinez au compte de l'extraordinaire de la guerre: ou aux autres comptes pour la dépense à faute de rapporter l'état au vray. Autres parties sont rayées purement. L'on use de souffrance quand il y a defaut de quelque acquit qui n'est de consequence: plus aux deniers rendus & non receus, quand le comptable a fait diligences en temps & lieu, mais elles ne sont pas assez suffisantes. Et l'on use de superfession quand il defaut quelque acquit principal, comme d'un rôle de monstre de gens de guerre, ou du Prevost des Mareschaux, ou s'il y a defaut d'Ordonnance, ou de contrats de constitutions de rentes, & copies de la quittance de l'argent baillé pour icelles, quand

C'est le premier payement : ou de quittance originale du comptable qui a reçu les deniers de l'emprunt, ou d'autre acquit qui oblige le Roy en cas de remboursement. Voyez le Guidon des Financiers, & les annotations sur iceluy.

* *SOULDE'E* ou *SODE'E* de terre.] Dans les anciens titres c'est un fonds qui produit toutes les années un sol de rente.

SOULDOYERS, ou *SAUDENIERS*.] En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 85. 86. & suivans. *Soldarii C. Casari lib. 3. de bello Gallico, qui apud Athanenum lib. 6. ex Nicolao Damasceno Siloduni voce Gallica, qui clientes & devoti.* Gens de guerre qui ont soule & paye. *Qui merent, qui à recentioribus Solidarii, non à salis fœdere, ut quidam somniat, qui ne in una quidem etymologia vigilavit. Stolidis bonam mentem optare debemus. Non quòd solo dati: aut à solido stipendio. Soldata est stipendium, ὀξύριον, & salarium militis.* Froissart & autres Historiographes François usent souvent de ce mot. *Porro de modo stipendii militaris Torrentius ad Suetonium in Julio cap. 26. Lipsius lib. 1. Electorum cap. 2. & ad lib. 1. Annalium Taciti, vir anxie doctus, & exactissimi ingenii, in quo etiam virtus brevitatis precipua. Et observandum est ex fragmentis Pompeii Festi, quorum editionem procuravit Fulvius Ursinus, Romanos milites primùm privato sumptu se aluisse, non publico stipendio: Aliud est Donativum, aliud Congiarium.*

SOULTE, ou *BOURSE DELIÈ* ou *RETOUR DE DENIERS*.] Paris, art. 145. Meaux, art. 108. 109. & en la Chastellenie de Monttereau qui est du ressort de Meaux. Melun, art. 66. 119. 141. Sens, art. 37. 212. 227. 248. Estampes, art. 7. Montfort, art. 57. Mante, art. 53. Senlis, art. 224. 231. Clermont, art. 13. 14. Valois, art. 15. 142. Troyes, art. 36. 55. 57. Chaumont, art. 38. 45. Vitry, art. 30. 47. 115. Chalons, art. 119. 195. 245. Reims, art. 36. 152. Noyon, art. 23. S. Quentin, art. 68. Ribemont, art. 7. Amiens, art. 28. 29. Boulenois, art. 50. Duché de Bourgogne, art. 118. Comté, art. 63. 65. Grand Perche, art. 88. 190. Bourbonnois, art. 453. Auvergne, chap. 23. art. 31. Sedan, art. 33. 34. 51. 224. Peronne, art. 45. 88. 90. 252. Auxerre, art. 80. 85. 97. 159. & en l'Edit du Roy François II. de l'an 1560. Cambray, tit. 1. art. 36. tit. 2. art. 6. Calais, art. 155. Bar, art. 17. 55. 148. Lorraine, tit. 9. art. 9.

Il est traité de cette Soulte en l'échange d'heritages feudaux ou censuels, & quand il est question du retrait lignager ou de partage, ou de compter deniers, pour connoître si l'échange a été fait but à but sans retour, ou sansournes de deniers : & si l'échange est pur. Aussi ce retour s'appelle Soule. Boulenois, art. 50. Laon, art. 115. 139. 160. *qua voce etiam vulgò hodie stipendium militum appellatur: Hoc autem stipendium recentiores Rogam vocarunt, ut constat. ex Paulo Dia-*

cono, Gregorio magno, & aliis auctoribus: unde πορτορε, Spondiarum. Aliud est foderum, sive fodrum annona militaris, non angaria.

SOLTE MOBILIAIRE.] Auxerre, art. 97. C'est le retour de meuble, quand l'un des coheritiers retourne à l'autre quelques devoirs meubles en fait de partage pour le recompenfer de la plus valeur de son lot.

* *Faire Plaid ou SOUMISSION.*] C'est se soumettre à la Jurisdiction d'un lieu & au paiement des amendes. Voyez M. Collet sur les Statuts de Savoye pour Bresse & Bugcy, page 38. col. 1. & touchant l'origine de ce droit voyez le même Auteur page 120. col. 1. & 2. part. 2.

* **SOUPRESURE.**] Surprise, tromperie. Beaumanoir, chap. 69. page 350. à la fin. *Aucune fois advient que chail qui vée à faire aucune malice meine compagnie aveques li, si comme de ses parents ou de ses amis, & ne leur dit pas chec que il vée à fere, pour che que il se doute que il ne le desloassent, ou que ils ne voulussent aler au fet avec li, & pense que quant il aura commencé la chose il ne li fauront pas à cel besoïn. Grant malice est de ainsi fere & si en ont été maint deçû, car tele soupresure ne les excuse pas, si il sont au fait faire & il y mestent conseil &c.*

* **SOUQUET.**] A Montauban c'est l'équivalent du vin. V. l'Histoire de Bretagne. D'Argentré. (M. GALLAND.) Voyez Soquet.

* **SOURJOUVEIGNEURIE.**] Bretagne, art. 251. & 260. de l'ancienne.

Selon d'Argentré il y a deux qualitez en la tenure comme juveigneur d'ainé, une *en parage*, l'autre *en juveigneurie simple*.

La tenure *en parage*, comme on l'a déjà expliqué, est lorsqu'un aîné a baillé à son frere puisné son partage, & qu'il l'a receu à homme de certaine terre ou fief. Cette sorte de tenure n'étant sujette à aucun devoir, à l'exception de l'hommage, & de quelques déferences personnelles dûes par les puisnez à leur aîné, ils sont ainsi pairs en quelque façon avec luy, & de cette parité la tenure a été nommée *parage*.

Ce parage finit en trois manieres.

1. Par le sang, quand la parenté des descendans des aînez & des puisnez est si éloignée que le lignage est fini entr'eux, ce que la Coutume, selon d'Argentré, mesure au neuvième degré. Voyez cet Auteur sur l'art. 311. de l'ancienne Coutume, & l'art. 342. de la nouvelle.

2. Par l'alienation qui est faite à une personne étrangere, ou qui n'est pas du lignage.

3. Quand

3. Quand un aîné descendant d'un puîné a donné un fief à tenir de luy à son puîné ou juveigneur.

Que l'on suppose à present qu'un aîné ait baillé à son frere juveigneur, une terre à tenir de luy *comme juveigneur d'aîné*; il est évident après ce qui vient d'être expliqué, que le juveigneur & ceux qui descendront de luy tiendront cette terre *en juveigneurie en parage* jusqu'au neuvième degré; & après le neuvième degré, qu'ils la tiendront *en juveigneurie simple*. Mais si le puîné ou ses descendants qui tiennent en parage donnent à leurs puînez une portion de leur terre à tenir d'eux comme juveigneurs d'aîné; cette *seconde juveigneurie* sera par rapport à la première une *sour-juveigneurie*, ou *soubs juveigneurie*. Voyez d'Argentré sur l'article 561. de l'ancienne Cout. de Bretagne.

* *Support & SOURTRAIT ou SOUTRAIT.*] Anjou, art. 148.

* *SOUTENANCHES.*] Aliments, legitime. Ce mot est fréquent dans les Coutumes de Beaumanoir. Voyez le chap. 57.

* *SOUVERAIN fiefieux.*] Meaux, art. 154. Ce qui est dit du Roy, parce que tous les fiefs du Royaume relevent de luy mediatement ou immediatement. Voyez ma Dissertation sur l'origine du droit d'Amortissement.

DROITS DE SOUVERAINETE.] Qui consistent au pouvoir de donner loy à tous en general & à chacun en particulier: de decerner la guerre ou traiter la paix: d'instituer les principaux Officiers & premiers Magistrats: & au dernier ressort, *cum provocatio non est: Regis enim & quorundam Magistratuum plenissimum jus est & optima lege*. Plus ils consistent en la foy & hommage lige sans exception: au droit de Monneage, qui est le titre, valeur & pied des monnoyes: & d'octroyer grace aux condamnés pardeffus les Arrests, & contre la rigueur des loix, soit pour la vie, pour les biens, pour l'honneur, ou pour rappel de ban: & n'appartient qu'au Souverain d'octroyer privileges, exemptions, immunités, & dispenser les Edits & Ordonnances: de mettre sur les sujets tailles & imposts, ou les ôter: le titre de Majesté, les droits de la mer & brefs de conduite, de bris ou de varech, de confiscation pour crime de leze-Majesté, d'heresie, ou de fausse monnoye: la puissance d'octroyer droit de foire, de marque, ou de repesailles: des regales. L'Auteur du Livre appelé le Grand Coutumier: Bodin au 1. livre de la Republ. chap. 11. Plus la souveraineté & le droit Royal consiste au pouvoir de naturaliser les Etrangers, de legitimer les bâtards, d'amortir les heritages tenus par gens de main-morte: esquels cas la prescription n'a point de lieu contre le Roy: L'Avocat Bacquet au chap. 7. de desherance. Plus au pouvoir d'annoblir les roturiers, & autres droits. *Solus Princeps re-*

stituit fama l. 4. Cod. ad Tertyll. l. 23. §. 1. Cod. de nuptiis l. ult. in fine Cod. arbitrium tutela, l. 1. Cod. de sententiam passis. Solus natalibus restituit, solus viduis permittit nubere intra legitimum tempus l. 10. Dig. de his qui notantur. Minoribus dat veniam atatis l. 3. in princ. de minoribus. Minorem restituit in integrum adversus libertatem l. 10. eodem. Solus pœna. l. 27. de pœnis. Solus Jurisjurandi gratiam facit, l. ult. ad municipales. Solus invitum curatorem bonis dat. l. 2. §. penult. de curatore bonis. Prolixiora tempora dat solus heredibus ad deliberandum. l. ultim. §. & hac quidem. Cod. de Jure deliberandi. Et debitori fisci proluxiora tempora ad solvendum, l. 45. §. fiscalibus, de Jure fisci. Vel etiam debitoribus privatorum inducias anni vel quinquennii, l. 5. Cod. de precibus Imperatori off. l. ult. Cod. qui bonis cedere. Denique multa soli Principi reservata sunt, nec concessa Senatui, Magistratibus vel Judicibus. Voyez cy-devant CAS ROYAL, ET DROICTS ROYAUX.

DROIT DE STELAGE, MINAGE, OU MESURAGE.] Qui appartient au Duc de Buillon sur les grains qui se vendent en la halle & ailleurs à raison d'une esculée pour chacun septier, & sur le sel aussi qui se vend : par ses Ordonnances, art. 570. 571. esquelles ceux qui levent ce droit s'appellent Stelagiers en l'art. 685. & fermiers du Stelage & hallage en l'art. 340. * Voyez cy-dessus le mot *Sestelage*.

STIL.] Signifie l'ordre judiciaire, la pratique & maniere d'introduire & conduire un procez, la forme de proceder en Justice de toutes causes, dont plusieurs livres & Ordonnances ont été faites es Cours souveraines & en chacun Bailliage : comme en Berry les Officiers & Praticiens de Bourges & d'Issoudun, avoient dressé un état & ordre judiciaire, pour conduire & mener à fin tous procès, lequel a été imprimé. Il seroit expedient de ramasser tous les Stils des Cours Souveraines & autres de ce Royaume, & les conferer ensemble, & avec les Ordonnances de France, & Institutions Forenses, traitez de pratique, & recueils des Arrests, pour en faire un écrit & certain. Aussi les Secretaires, Notaires, Tabellions & Greffiers, ont leur stil & formulaire. *Utuntur certa forma & verbis conceptis, atque usitatis. Stylus in cap. 8. de confirmatione, cap. 6. de crimine falsi.*

DROIT DE STIPES ET NOBIS.] Qui est en Normandie un denier pour livre en aucuns lieux, & trois deniers pour livre sur chacune ferme du domaine muable en autres lieux : qui appartient aux gens des Comptes. Pour les vins & Stippes sera payé quarante-cinq sols en vente de bois, par les Ordonnances du Duc de Buillon, art. 531.

JUGE OU JURISDICTION SUBALTERNE.] Qui appartient aux Seigneurs Justiciers, vassaux & inferieurs de leur Seigneur feudal.

soit le Roy ou autre , en la Justice duquel les appellations du premier Juge ressortissent : *quasi infimi ordinis Judex* , ἑμὲτα ἴμος.

SUBHASTATIONS.] Sens , art. 14. Vallois , art. 183. Nivernois , tit. 32. art. 4. & 23. Berry , au tit. 9.

CRIÉES ET SUBHASTATIONS.] Montargis , chap. 9. art. 3. & ailleurs , comme il est cy-devant observé en la lettre C.

SUBHASTER.] Sens , art. 124. Vitry , art. 138.

Est publica bonorum auctio, ἡνδουσι. Hasta erat precipuum signum eorum quæ publicè venundabantur sub hasta à pracone. Paulus ex Festo. Sub hasta distrahere, l. ult. Cod. si propter publicas pensit. Subhaste solemnis arbitrio addicere, l. 5. Cod. de fide & jure haste. Subhastatio publica, l. 16. Cod. de rescind. venditione. Res soli subhastata, l. 3. Cod. de executione rei judicate. Subhastate sunt etiam tanquam ville quaedam nobiles civitates. Augustinus, lib. 3. de Civitate Dei, cap. 28. Alia est subhastatio, alia perticatio cum agri pertica metati veteranis adsignantur. Bonorum autem proscriptio consensu publico successit in locum sectionis quæ ex 12. tabulis : Tertull. in Apolog. qui & hastarium dixit, cum in foro voce praconis sub hasta & sub annotatione Quaestoris res addicitur. Victi hostes etiam sub jugum mitti dicebantur, cum hastis defixis duabus in terra, tertiâque ad summum earum deligata, eam jubebantur subeuntes discincti transire : Festus. Captivi coronati vanabant, sub corona vendebantur : idque signum erat nihil prestari à populo : idem Festus, & suprâ annotatum est ex Gellio in voce BOUCHE. Censores etiam vectigalia populi & ulterò tributa locabant ad hastam. Livius, lib. 39. & 43. Idque ex aliis auctoribus constat. Primus Lucius Cornelius Sulla hasta usus est : eum C. Cesar & Triumviri imitati sunt : posteriores hastam fiscalem introduxerunt. Decemviri etiam litibus judicandis hasta praerant, quæ & Decemviralis dicitur, & Centumviralis. Signum erat in foro exercendi Judicii Centumviralis. Placet ut adscribam Reges hastas pro diademate habuisse, quas Greci Sceptra dixerunt : Nam & ab origine rerum pro diis immortalibus veteres hastas coluere : ob cujus religionis memoriam deorum simulacris hasta addita. Justinus, lib. 43.

HERITAGES SUBHASTEZ.] Paris , art. 199. Meaux , art. 116. 168. Montfort , art. 177. Nivernois , tit. 31. art. 28.

* **SUBJECTS, sujets.]** Des Fontaines dans son Conseil , chap. 1. §. 2. chap. 2. §. 2. Bouteiller dans sa Somme , liv. 1. tit. 86. La Coutume de Poitou , art. 132. Sont des vassaux , des Censitaires , des tenanciers.

* **SUBROGATION.]** Ce mot pris généralement signifie toute sorte de succession , soit d'une chose à une autre , dont il y a un exemple dans l'article 143. de la Coutume de Paris , ou d'une personne à une autre personne , soit à titre universel ou particulier.

Subroger vient du latin *subrogare* ; & *subrogare* vient de *rogare* , qui signifioit chez les anciens Romains *requerir* , *interroger* , d'où les Loix étoient appellées chez eux *rogationes* , parce que le Peuple les faisoit étant interrogé par les Magistrats. *Lex est quod populus Romanus Senatorio Magistratu interrogante , veluti Consule , constituebat. Plebiscitum quod Plebeio Magistratu interrogante , veluti Tribuno constituebat. lib. x. inst. tit. 2. §. 4.* Et comme les Loix qui avoient été faites par le Peuple ne pouvoient point être changées sans son consentement , & sans l'interroger de nouveau ; s'il trouvoit à propos d'abolir la Loy entiere , *Lex abrogabatur* ; s'il n'en abolissoit qu'une partie , *derogabatur* ; s'il en changeoit une partie , *obrogabatur* , & s'il y ajoûtoit quelque chose , *subrogabatur*. *Lex* , dit Ulpien , *aut rogatur id est fertur ; aut abrogatur , id est prior lex tollitur ; aut subrogatur id est adjicitur aliquid prima legi ; aut obrogatur , id est mutatur aliquid ex prima lege &c. in fragmentis in princip. n. 2.*

Les nouveaux Magistrats étoient aussi subrogez au lieu des anciens , car pendant la Republique on ne pouvoit être Magistrat que par le consentement du Peuple , & par consequent par la Loy , parce que tout ce qui plaisoit au Peuple étoit Loy : ce qui a fait dire à Saumaïse , que *subrogare & substituere per legem* étoient reciproques.

Le mot *subrogare* se trouve pris en ce sens dans les anciens Auteurs. *Florus* , lib. 3. cap. 16. *Nihilominus Appuleius Saturninus Gracchanas asserere Leges non destitit ; tantum animorum viro Marius dabat , qui nobilitati semper inimicus , consulatu suo præterea confusus , occiso palam comitiis Annio competitore Tribunatus subrogare conatus est in ejus locum Caium Gracchum hominem sine tribu , sine nomine &c.* *Livius* , lib. 3. ab urbe condita. *Consul antequam collegam subrogasset negabat passurum agi de Lege.* *Gellius* , lib. 6. cap. 9. *Isque in eo tempore Ædili Curuli apparebat quo tempore Ædiles subrogantur.*

Il paroît que cette maniere de parler continua d'être en usage sous les Empereurs , parce qu'ayant entre leurs mains l'autorité du Peuple , ce qui leur plaisoit étoit aussi une Loy. *Lex 5. §. 1. Cod. de officio Magistræ officiorum.* *Ut si quis locus statusve scholarium in quacumque schola vacarent , illè subrogetur quem nostra pietas per sacrum rescriptum vacantem subire locum præceperit. Vide leg. 119. 134. Cod. Theod. de Decurion. & Julian. Antecessor. pag. 687. ult. Edit.* Et enfin on dit aussi de ceux qui entroient au lieu & en la place des autres par l'autorité de Justice , qu'ils étoient *subrogez* , parce que l'autorité publique réside en la personne des Magistrats. *Lex 7. §. 10. Cod. de curator. furioso.* *SIN autem curator furiosi secundum nostram legem nominatus decesserit , sub eodem modo , eademque observatione alius creabitur , quemadmodum , & si*

suspectus reperiatur alter subrogetur, quod & veteribus legibus placuit.

Nous avons aussi appelé *subrogez* ceux qui succèdent aux droits des anciens creanciers sans cession ou transport, parce qu'ils entrent à ces droits, ou par l'autorité du Juge, ou par celle de la Loy.

Par exemple, celui qui s'est rendu caution pour un debiteur, s'il paye, il ne succede point de plein droit aux droits & hypotheques du creancier; mais si le creancier refuse de ceder ses droits, celui qui s'est rendu caution peut demander qu'il luy soit permis de consigner son argent, & obtenir du Juge la cession de droits au refus du creancier. Et dans ce cas le fidejusseur est dit *subrogé*.

Lorsqu'un dernier creancier hypothequaire paye un premier creancier aussi hypothequaire, ce dernier creancier succede de plein droit & en vertu de la Loy, au lieu, place, droit & hypotheque de l'ancien; & l'on dit pareillement que ce dernier creancier est *subrogé* au premier.

Enfin, quand un étranger prête son argent à un debiteur à la charge de l'employer à payer un ancien creancier, & à condition de succeder au lieu & aux hypotheques de ce creancier, suivant la Loy *Aristo 3. D. quæ res pignori, &c.* on dit encore dans ce cas, que l'étranger qui succede aux droits du creancier payé de son argent, luy est *subrogé*, parce que l'étranger tient plutôt de la Loy les droits qu'il a acquis, qu'il ne les tient du creancier avec qui il n'a pas contracté.

Pendant la verité est que dans ce cas l'étranger ne tient rien de la Loy, qui autorise seulement une convention juste & licite, mais qu'il tient tout du debiteur. La raison est, que le debiteur ayant créé & constitué la dette, la rente & l'hypotheque, il les peut éteindre quand il luy plaist en payant le creancier; & comme il est le maître de les éteindre quand il luy plaist, il est aussi le maître de les ôter au creancier quand il est trop dur & trop difficile, & de les transférer à un autre plus doux & plus commode.

De ce que cette subrogation est l'ouvrage du debiteur, il s'ensuit deux choses qui meritent d'être remarquées.

1. Que le debiteur ne peut subroger que contre luy-même & non contre ses coobligez, parce qu'il n'est permis à personne d'obliger comme il luy plaist les biens d'une autre sans son consentement. C'est la décision du J.C. Pomponius dans la Loy 2. *D. de Pignorat. action. &c.* *SI DEBITOR rem pignori datam vendidit, & tradidit, tuque ei nummos credidisti, quos ille solvit ei creditori cui pignus dederat, tibi que cum eo convenit, ut ea res quam jam vendiderat pignori tibi esset, nihil te egisse constat quia rem alienam pignori acceperis: ea enim ratione emptorem pignus liberatum habere cepisse, neque ad rem pertinet*

quod tua pecunia pignus sit liberatum. Il est vray que cette Loy est dans le cas d'un tiers qui a acquis la chose hypothéquée avant la subrogation promise par le debiteur. Mais si le debiteur ne peut pas *subroger* au préjudice du tiers acquereur, parce que le debiteur ne peut point continuer une charge sur une chose qui n'est plus à luy; il est évident qu'il peut encore moins subroger au préjudice de ses coobligez, dont les biens ne luy ont point appartenu.

Cela est indubitable suivant le Droit Romain, mais parmi nous on a passé par dessus ces regles, & l'on a fait prévaloir l'équité. On a considéré qu'en donnant à l'étranger tous les droits de l'ancien creancier, on ne fait aucun tort, ni aux coobligez ou cautions du debiteur qui a emprunté, ni à leurs creanciers. Aux *creanciers*, parce que restans toujours dans l'état où ils étoient, ils ne peuvent se plaindre que de ne pas gagner au préjudice de l'étranger. Et aux *coobligez & cautions*; parce qu'il leur importe peu quelle action ait l'étranger contre eux, ou hypothécaire ou personnelle. Ainsi la Cour a décidé par son Arrest de Reglement du 6. Juillet 1690. *Que pour succeder & être subrogé aux actions, droits, hypothèques & privilèges d'un ancien creancier sur les biens de tous ceux qui sont obligez à la dette, ou de leurs cautions, & pour avoir droit de les exercer ainsi & en la maniere que lesdits creanciers l'auroient pû faire, il suffit que les deniers du nouveau creancier soient fournis à l'un des debiteurs, avec stipulation faite par acte passé pardevant Notaires qui précède le payement, ou qui soit de même date, que le debiteur employera lesdits deniers au payement de l'ancien creancier, que celui qui les prête sera subrogé aux droits dudit ancien creancier, & que dans la quittance ou dans l'acte qui en tiendra lieu, lesquels seront aussi passez pardevant Notaires, il soit fait mention que le remboursement ait été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau creancier, sans qu'il soit besoin que la subrogation soit consentie par l'ancien creancier, ni par les autres debiteurs & cautions, ou qu'elle soit ordonnée par Justice &c.*

De ce que la subrogation est l'ouvrage du debiteur, il s'ensuit en second lieu que la rente qu'il rachete de l'ancien creancier, & qu'il transfere au nouveau, passe en la personne du nouveau sans être chargée des hypothèques de l'ancien creancier. De sorte qu'il en est dans ce cas de la rente qui de sa nature est rachetable, comme d'un fonds que le debiteur auroit vendu à faculté de rachat ou de reméré, lequel passe au nouvel acheteur des deniers de qui il a été retiré du premier, sans aucune charge des hypothèques que le premier a constitué dessus.

Quelques-uns ont crû que l'hypothèque & la rente auxquelles le nouveau créancier succède ainsi par le moyen du débiteur, étoient une autre rente & une autre hypothèque, qui avoient l'ordre & les prérogatives des anciennes; mais c'est une erreur condamnée par tous ceux qui ont excellé dans la Jurisprudence Romaine. *A priore creditore eadem ipsa hypotheca*, dit M. Cujas, & *idipsum pignus (ut recte Bartolus contra Accursium sentit,) & jus omne quod in eo pignore habuit prior creditor transisse intelligatur in posteriorem. Leg. creditor 12. §. à Titio D. qui potiores, &c. Cujacius ad leg. Aristo 3. D. qua res pignori, lib. 3. quest. Pauli, &c.*

Quand un dernier créancier hypothécaire pour conserver sa dette paye un premier créancier hypothécaire, il est des règles qu'il succède de plein droit à tous les droits, & à la rente du premier. Et cette rente & ces droits sont les mêmes que le premier créancier avoit; parce que la Loy qui subroge le dernier créancier, repute le remboursement qui a été fait, un acquisition de ces droits & de la rente.

Selon l'article 234. de la Coutume de Paris : *Quand aucune rente due par l'un des conjoints par mariage, ou sur les héritages paravant leur mariage, est rachetée par lesdits deux conjoints, ou l'un d'eux constant ledit mariage, tel rachat est réputé conquest.* Dans ce cas il y a pourtant paiement ou remboursement de la rente; mais parce que la Loy en reputant le remboursement conquest, subroge de plein droit pour la moitié de la rente, celui des conjoints qui n'en n'étoit pas débiteur, aux droits du créancier payé, il est indubitable que celui des conjoints, ou les héritiers du conjoint qui se trouvent propriétaires de la moitié de la rente, la possèdent déchargée de toutes les hypothèques du créancier. Et la Cour a tellement été persuadée que la rente, quoique payée, continuë de subsister pour la moitié sans extinction; qu'elle a jugé par Arrest du 7. Septembre 1662. que la rente devoit être continuée suivant le denier de la constitution, & non suivant le denier qui couroit au tems du rachat ou de la dissolution de la communauté; ce qui est dans les règles. Voyez M. Ricard sur l'article 244. de la Coutume de Paris.

Il en est de même lorsque la subrogation est faite par le débiteur; parce qu'au moment qu'il paye l'ancien créancier, la rente & l'hypothèque passent en la personne du nouveau, au profit de qui le rachat est fait: en sorte que par rapport à luy, la rente est plutôt réputée acquise, qu'elle n'est réputée éteinte & remboursée.

Les Notaires ont apporté de l'obscurité dans cette matière, parce qu'en faisant d'abord constituer par le débiteur qui emprunte, une rente au profit du nouveau créancier qui prête ses deniers, ils luy

font sans raison avoir deux rentes, au lieu qu'il n'en doit avoir qu'une ; sçavoir, celle de l'ancien creancier auquel il est subrogé.

Pour succeder à la rente & aux hypothèques d'un ancien creancier en traitant avec le debiteur, il ne faut que trois choses selon le Droit Romain, & la Declaration d'Henry IV. du 4. Juin 1609.

La *premiere*, est que le nouveau creancier ou l'étranger qui prête ses deniers au debiteur, stipule qu'ils seront employez à payer l'ancien creancier.

La *seconde*, que le nouveau creancier stipule qu'il succedera aux droits, noms, raisons & actions de l'ancien.

Et la *troisième*, que le debiteur declare en payant l'ancien creancier, que la somme qu'il donne, luy a été fournie par le nouveau.

Les deux stipulations doivent être faites dans l'acte d'emprunt, & la declaration dans la quittance ; & avec des expéditions de la quittance & de l'acte d'emprunt qui doivent être passez pardevant Notaires, & avec la grosse du Contrat du premier creancier, le nouveau devenu propriétaire de la rente, peut exercer tous les droits de l'ancien, comme s'ils luy avoient été cedez. On traitera ailleurs plus au long de cette matiere.

SUBSIDES, qui sont dûs au Roy, ou au Seigneur : Bretagne ; art. 279. Aucun autre que le Roy ne peut imposer subside sur les Sujets de ce Royaume, posé qu'il fût fils ou frere de Roy. Par un Arrest de Paris du 11. May 1381. ny taille, par Arrest du 6. Aoust 1390.

* SUCRES.] Dans l'ancienne traduction des Institutes, Lat. SOCRUS. C'est la belle-mere. Voyez *Sogres*.

* En lieu & condition de main-morte, l'enfant SUIV la condition du pere.] Bourgogne Duché, rubrique 9. §. 3. quelques-uns corrigent cet article, & au lieu de *pere*, ils veulent qu'on lise *pire* ; mais ils n'entendent pas cette Coutume. Voyez ce que j'ay remarqué sur le *mauvais emporte le bon*, & les anciennes Coutumes de Berri de M. de la Thaumassiere, part. 1. chap. 1. pag. 9.

SUITE DE BESTES.] Berri, tit. 17. art. 10. qui appartient à celui qui a baillé le bétail à Chaptel : Quand il est vendu par le preneur, ou pour ses dettes sans le sçu du bailleur, auquel cas il peut vendiquer son bétail, nonobstant la vente faite par souffrance du preneur.

* Croist & SUITE.] Touraine, art. 100. où il est décidé que ceux qui ont droit de *Faultrage & Preage*, avec faculté de mettre dans les prez, dont ils jouissent, des vaches & bestes chevalines avec leur suite, n'y peuvent mettre que le *croist & la suite* de l'année seulement. Voyez *Commande de Bestiaux, croist & chaptel*.

SUITE

SUITE DE DISME.] Nivernois, tit. 12. art. 1. 2. 4. Valan-
gay, art. 3. Berri, tit. 10. art. 18. Solle, tit. 17. art. 10. qui s'appelle
aussi *suite de Reilhage* en la Coutume de la Marche, art. 332. Aussi
en quelques lieux du pays de Berri, ce droit s'appelle droit de Char-
rijage & de Trainage, comme en l'ancienne Coutume de Mehun,
tit. 4.

Quand le Seigneur de la dismerie, en laquelle les bœufs, chevaux
& autres bestes dont on labore, sont tenuës nourries & hivernées,
& dont on a labouré en autre dismerie, ledit Seigneur par droit de
suite prend la moitié du disme des fruits crûs en ladite autre disme-
rie, & suit ses Laboueurs, qui ont labouré hors de sa dismerie en
lieu sujet à disme ou exempt d'iceluy; tellement qu'il prend demy
disme, & l'autre moitié du disme appartient au Seigneur foncier.
Quand la terre qui doit disme est en une dismerie ou village separé
en pâturage, & les bœufs qui la labourent couchent & paissent en
une autre dismerie ou village, le disme se part par moitié entre les
deux dismeries: comme il est expliqué par les Coutumes de Berri,
de la Marche & de Nivernois. Et faut noter des anciennes Coutumes
de Bourges & de Mehun, & du procès verbal de la Coutume gene-
rale de Berri, & de la Coutume de Nivernois, tit. 12. art. 4. que bourse
ou argent n'a point de suite; c'est à sçavoir quand le Laboureur la-
boure pour autrui à prix d'argent. Il seroit expedient que ce droit
de suite de disme fût aboli, pour éviter à procès & querelles,
& d'autant qu'il n'a pas grande raison ny fondement. Voyez *Reil-
lage*.

SUITE PAR HYPOTHEQUE.] Paris, art. 95. 170. Berri, tit. 9.
art. 9. Dourdan, art. 57. & en d'autres Coutumes que j'allegueray
sur ledit art. 9.

Laquelle n'a lieu en execution pour les meubles contre le tiers
détenteur, quand ils sont hors de la possession du debiteur sans fraude:
*Rei mobilis non est hypotheca, nulla ejus persecutio adversus extraneum
bona fidei possessorem. Favemus ei qui prior rem mobilem est persecutus:
Excipiendus est tamen dominus pradii urbani vel rustici, cui datur ta-
citi pignoris persecutio & si dies pensionis nondum venerit, si modo ejus
inter sit, l. 14. Dig. de pignoribus. Et prefertur aliis creditoribus in in-
vectis illatis ab inquilino, & in fructibus fundi conducti etiam decerptis.
Hic est effectus taciti pignoris, etiamsi nulla suspicio sit de fuga inquilini
vel coloni. Idem est effectus expressi pignoris quod venditor sibi servavit,
in venditione & traditione rei mobilis.*

SUITE DE PERSONNES SERVES.] Auvergne, chap. 27. art.
& 2. 9. en l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 1. art. 1. & d'Issoudun,
II. Partie.

& de Mehun sur Eure, tit. 1. & tit. 11. ou de pourfuite : La Marche, art. 147.

Quand le Seigneur peut contraindre les hommes serfs, ou qui tiennent heritages de luy de serve condition, ou mortailable, à y résider & faire feu vif. Ce que la Coutume de Solle, tit. 1. art. 1. appelle Suite de gens. Ce droit est sur les biens ou personnes, & d'iceluy sont exempts les manians & habitans des villes royales du pays de Berri, par la Coutume de Berri, tit. 1. art. 1. & 2. Joint le procès verbal, & l'Arrest donné sur ladite Coutume. Voyez le mot RECLAMER.

SURCENS.] Meaux, art. 107. Senlis, art. 274. Valois, art. 13. 17. 43. 141. 159. Laon, art. 114. 242. Chalons, art. 120. Reims, art. 39. 153. 161. 209. Saint Quentin, art. 73. Theroane, art. 17. 19. Amiens, art. 42. 248. Monstreuil, art. 31. S. Paul, art. 6. 16. 42. Channi, art. 25. 113. Ponthieu, art. 64. 88. 90. Arthois, art. 42. 46. 47. Hesdin dérogeant à celle d'Arthois, & en la particuliere. Auvergne, chap 17. art. 17. chap. 21. art. 4. & 5. Perone, art. 72. 253. & en la Coutume locale de la ville d'Amiens. C'est le second ou dernier cens ou rente qui est dûe après le chef & premier cens ou rente, & est tenu d'aucun Seigneur en censive, & s'appelle **SOURCENS**. **SOUCENS**, **SOUCENSIER** en la Coutume de S. Omer sous Arthois, art. 18. 31. de S. Paul sous Arthois, art. 39. 40. 72. qui ont été imprimées en 1553. Et en autre ordre imprimée à Arras en 1589. Et en l'ancienne coutume de Monstreuil, art. 28. laquelle aussi en l'article 65. dit que le surcens est la seconde rente, comme aussi la dernière Coutume dudit lieu, art. 31. Le surcens, c'est le second cens qui est imposé sur un heritage censuel, & en la Coutume d'Arthois il se prend pour un arrentement. La rente surcensiere s'appelle **Surcens**. Boulinois, art. 79. en l'ancienne Coutume.

SURCENS E.] Boulinois, art. 145.

SURCENSIER.] Boulinois, art. 47. 145. ou **SOURCENSIER**: S. Paul, art. 16. & de celle qui est sous Arthois, art. 41. & en l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 28. Amiens, art. 248. S. Omer sous Arthois, art. 31.

SURCHARGE.] Auvergne, chap. 21. art. 5. chap. 22. art. 15. La Marche, art. 180.

Quand l'heritage censuel ou feudal est chargé d'autre cens, rente, ou devoir par le possesseur.

SURCOTTIER, SURCOTTIERE.] Boulinois, art. 47.

Quand les heritages cottiers qui doivent cens ou rente, sont baillez par le cottier, censier, ou rentier à surcens.

BRIEF DE SURDEMANDE, ou SOURDEMANDE] Quand le détenteur se veut défendre des rentes, ou des services que le Sei-

gneur de fief pretend à tort. Normandie, chap. 114. qui est une espece d'action negatoire, dont il est aussi fait mention au stil du pays de Normandie.

Brief ou Bref selon Terrien étoit un mandement qu'on obtenoit du Juge, contenant une brève & certaine forme de la querelle, clameur ou demande qu'on vouloit intenter. Et le Bref de sur-demande étoit celui qu'on obtenoit pour se defendre des rentes ou des services que les Seigneurs de fiefs demandoient à tort de leurs tenans. Voyez le chap. 114. de l'ancienne Coutume de Normandie.

On ne peut mieux expliquer ce Bref que par la Glose même. *Bref de sourde-mande est ainsi appellé, pource qu'il est fait pour soy defendre des rentes & des services que les Seigneurs des fiefs demandoient de leurs tenans &c.* Par ce texte peut apparoir que *Bref de sourde-mande étoit une loy qui étoit oëtroyée au defendeur pour soy defendre de la charge ou rente qui luy étoit demandée par aucun sur l'heritage dont il étoit tenant.* Toutefois n'étoit pas à entendre que le tenant fût sujet à prendre ledit Bref, s'il vouloit debatre & defendre par voye de délivrance, la justice, execution ou contrainte qui étoit faite sur son heritage pour les arrearages de la rente qui étoit demandée, en disant que le demandeur n'avoit eu aucun payement d'icelle rente puis quarante ans, & defendre ladite voye de justice qui n'étoit que possessoire. Mais si par aucune simpleesse ou inadvertance le tenant de l'heritage ou celui ou ceux qui le representoient avoient fait le payement de ladite rente demandée, tellement qu'il ne pût defendre ladite justice qui n'étoit que voye possessoire: Iceluy tenant qui étoit defendeur en ladite justice pouvoit pren-

dre & demander ledit Bref de sourde-mande, en soutenant que ladite rente n'étoit pas dûë, & que à tort elle étoit demandée &c.

L'article 52. de la nouvelle Coutume de Normandie en expliquant l'ancienne a tres-bien ajoûté, que c'est le Bailly qui doit connoître de ce Bref. Ce qui est aussi décidé par l'article trente de l'ancienne Coutume de Bretagne, parce que dès le moment que la rente ou redevance est contestée, le Seigneur ne peut plus être juge du procez qu'il a avec son vassal ou son censitaire. Par les Loix Romaines il étoit permis aux tenanciers de se pourvoir pardevant le premier Juge competent. *Quisquis colonus, si à domino plus exigitur quàm ante consueverat, & quàm in anterioribus temporibus exactum est, adeat judicem cujus primum poterit habere presentiam, & facinus comprober, ut ille qui convincitur amplius postulare, quàm accipere consueverat, hoc facere in posterum prohibeatur, prius reddito quod super exactione perpetua noscitur extorsisse.* Voyez d'Argentré sur l'article 30. de l'ancienne Coutume de Bretagne, & Basnage sur l'art. 51. de celle de Normandie.

Terrien écrit que de son temps ce Bref n'étoit plus guere en usage; mais que si on en vouloit user, ce seroit contre les blâmes d'aven que baillent les Seigneurs, prétendant assujeter leurs hommes à plus grandes charges qu'ils ne doivent, & que dans ce cas, quoiqu'il s'agit de rentes seigneuriales ou de services dûs à cause de noble fief, il ne seroit pas requis que les témoins fussent nobles. Voyez cet Auteur livre 8. ch. 20. p. 308.

RENTE SURFONCIERE.] Orleans, art. 122. 307. A la difference de la premiere rente fonciere, qui est la plus ancienne & premierement créée.

Si l'on en croit M. de la Lande dans son Commentaire sur l'article 130. de la Coutume d'Orléans, la rente *fonciere* est la premiere charge imposée sur un fonds.

La rente *arriere-fonciere* est la seconde charge imposée, ce qui arrive lorsque celui qui tient un heritage à cens le cede ou le transporte à la charge d'une rente

fonciere ou surcens.

Et la rente *sur-fonciere* dont il s'agit icy, est la troisieme charge imposée; ce qui arrive lors que celui qui a acquis un heritage tenu à cens, & à la charge du cens & d'une rente fonciere, le cede à un autre, à la charge d'une troisieme rente fonciere.

DROIT DE SURJET: Auvergne, chap. 23. art. 39. comme au lieu d'Ardes, & autres lieux du pays d'Auvergne; ce que l'interprete n'explique pas: *Est adjectio pretii. Voyez MAINFERME: Interpretum plerique sunt plerumque sine fructu & beta blitque inspidiores. In ipsa etiam arte quam se profiteri dicunt imperiti, inertes, somniculosi, lethargici, insipientes, eorumque sermo jejunus, ingratus, incomptus, insulsus: Denique more Academicorum pleraque faciunt incerta, & ad aniles fabulas se conferunt.*

Le *Surjet* est, comme l'a remarqué M. Ragueau, une augmentation du prix, & le *droit de Surjet* est le pouvoir qu'a le Seigneur de faire augmenter le prix du fonds vendu par son emphyteote en le faisant encherir; selon Balsmaison l'acquerreur d'un tel heritage est tenu de s'en faire investir, & il est au choix du Seigneur de l'investir, ou de retenir la cho-

se; ou s'il ne la veut pas retenir, & s'il se trouve qu'elle n'a pas été vendue ce qu'elle vaut, de la mettre en *surjet* pour chercher des encherisseurs qui en donnent davantage. Quand il se trouve un surjettant le Seigneur l'investit, le véritable prix de la vente est aussitôt rendu au premier acquerreur, & le *surplus* ou le *surjet* en appartient au Seigneur.

* *HOMMES SURINDICTS* ou excessivement imposez.] La Marche, art. 128. *Superindictum est extraordinarium munus ultra solitam & canonicam collationem indictum. Vide leg. 1. Cad. de Indictionibus. & ibi Cujac.*

* *SURJUVEIGNEURIE.*] Voyez *Sourjuveigneurie*.

* *SURMENER.*] *Superducere.* Dans le chapitre 216. des *Affises* de Jerusalem, page 147. C'est vexer & refuser de faire droit ou de rendre justice. *Et bien sachez que tant com il voudra faire droit en votre Court par ses Pers, nous ne souffrirons que vous le surmenez, ains le maintiendrons à droit si com nous devons &c.*

* *SURPOIDS.*] Sedan, art. 215. Vitry, art. 93. *Quand aucune femme tient par droit de doüaire aucuns bois ou forests qui jamais ne furent vendus de memoire d'homme, telle doüairiere ne les peut vendre, si ce n'étoit par le consentement de l'heritier ou propriétaire; mais des bois ou forests dont on a vendu le surpoids par autres fois, elle les peut vendre, pourvu qu'ils soient en coupe &c.*

Dans l'article 22. des anciennes Coutumes de Champagne d'où ces

article a été tiré, au lieu de *surpoids*, il y a *suerfais*; & dans une prise de bois de l'an 1348. dont M. Pithou rapporte un extrait sur l'article 197. de la Cout. de Troyes, il y a *surfais*. Parce que *fais* ou *fardeau* & *poids* sont synonymes, au lieu de *suerfais* & *surfais* on a mis dans les Coutumes de Vitry & de Sedan *surpoids*; le *surpoids* ou *surfais* dans cet art. n'est donc autre chose que les bois en coupe qui sont poids sur la terre. Mais il se pourroit bien faire que les Reformateurs de ces Coutumes se seroient trompez en mettant *surpoids*, & que le mot *surfais* ou *suerfais* qu'ils ont rejeté viendroit de *superficies*. De sorte que *surfais* icy ne seroit autre chose que les bois en coupe, qui sont partie de la superficie de la terre. *In Pandectis vites, arbores. planta, segetes superficies appellantur. Vide leg. Certo 13. de servitutibus rusticis.*

SURPOIL ou SERPAUT.] Voyez le mot TROUSSEAU.

SURPRIS.] Vitry, art. 93. SURPOIX. Sedan, art. 215.

SURSOULTE.] Berri, tit. 14. art. 15. (ce n'est autre chose que la Soulte.) Voyez le mot SOULTE.

SUSAN, SURANATION.] Quand un procès commencé n'est poursuivy, ni la cause appelée par an & jour; ou qu'une Sentence, une commission, un mandement de Juge, ou rescrit du Prince n'est mis à execution dedans l'an. Et convient obtenir lettres Royaux pour être relevé du Susan; ce qu'il ne seroit besoin d'obtenir, quand il n'y a changement de Parties: aussi plusieurs Juges ne s'arrêtent pas-là. Toutesfois une prise de corps ne se susanne jamais: *In Francia autem Rescriptum quod quis à Principe impetravit, anno perit si eo non sit usus, exemplo rescripti pontificii, cap. 23. de Rescriptis. Sed repugnat, lib. 2. Cod. de diversis rescriptis. Nolo hic repetere quæ ab eruditis observantur de anni prescriptione, de anno litium, anno utili, tempore exercendi judicii & peremptione instantia. Quinimò placet magis hæc tantum paucis subnotare, quàm absurdas & stivio opiniones recitare eorum, qui quasi medicinam fame exercent, nec ullum dant succum. Quorum etiam scripta plerumque inania, inepta, commentitia, & vix in aliquo usu, nisi us ipse frugum pestes. Quod à me dicitur non tam insectandi studio quàm bono animo & bonâ, ut sibi caveat juvenus, quàm velim Juris artem ab ipsis potius auctoribus discere, quàm ab interpretibus illis qui stultè inepti sunt.*

SUZERAIN QUI SOUVERAIN.] Supérieur en quelque charge ou dignité, autre que le Roy.

T

TABELLION ou NOTAIRE.] Estampes, art. 153. Sens, art. 244. Montfort, art. 86. Mante, art. 153. Berri, tit. 18. art. 9. & 10. Les Seigneurs Chastellains ont scel authentique & Tabellion par la Coutume de Senlis, art. 93. Voyez la diction NOTAIRE.

DROIT DE TABELLIONAGE.] Chasteauneuf, art. 11. Blois, art. 17. 20. qui appartient au Seigneur Chastellain ou haut Justicier, lequel peut instituer Notaires pour instrumenter les contrats & conventions des parties. En aucunes Provinces ce droit est domanial, comme la garde du scel aux contrats.

***TABELLIONAGES.**] Où il a des Tableaux affichez publiquement, dans lesquels les femmes séparées en Normandie sont obligées de se faire inscrire, suivant les Reglemens de 1555. & de 1600. Voyez Basnage sur l'article 391. de la Coutume de Normandie. Joignez la Lande sur l'art. 198. de la Cout. d'Orleans.

TABELLIONNER.] Sens, art. 248. C'est mettre en forme un contrat, quand on le livre en parchemin & grossoié, à la difference de la note ou copie de minute de contrat ou obligation, qui se délivre en papier, & sans faire mention du garde du scel: *Veteri Glosario Tabellio à γὰρ ραίος νομικός, est publicus contractuum scriptor, συμβολαγράφος, A Tabellione exigitur peritia juris, & instrumenta ejus dicuntur àγοραία, publica, forensia: Cujacius I. C. ad Novellam Justiniani 44. & ad l. 15. Cod. de Decurionibus. Tabularium, γραμματοφυλάκιον λογιστήριον: Tablinum, χαρτοφυλάκιον. Tablina codicibus implebantur & monumentis rerum in Magistratu gestarum: Plinius, lib. 35. cap. 2. Veteres tabellis utebantur pro chartis, quibus ultrò citroque sive privatim sive publicè opus erat, certiores absentes faciebant: Festus. Tabellionem dixerunt, ut libellionem: Nonius. Censorum tabularium in erat atrio Libertatis: Livius, lib. Alius est tabularius, qui λογογράφος vel λογιδες. Alius tabularius vigesima, ut & procurator vigesima hereditatum. Tabularius à muneribus, à rationibus, à vehiculis. Tabularius villa, edificiorum, marmorum, rationis. Tabularium Caesaris. Hyginus de limitibus.*

METTRE A SA TABLE.] Voyez le mot UNIR.

On s'est servi de ces termes mettre à sa Table, unir à la table; parce qu'anciennement les Seigneurs avoient des Tables sur lesquelles ils recevoient leurs cens.

L'Autheur du grand Coutumier, p. 528. 529. Justice fonciere est avoir Cens

sur les sujets, qui est dit chef Cens ou menu Cens de tournois ou de maille ou de gros cens comme de vingt sols, aucune fois de trente, mais non une grosse rente, car elle n'est pas de telle nature; car d'un cens non payé, on paye amencé de cinq ou six sols selon la maniere de

*coutume dudit lieu, & du Cens réel, me ou d'une Table pour recevoir ses
& du Champart levé, soixante sols & un Cens. &c. Vide Cang. in Glossario verba
denier. Et peut avoir ledit, Sergent pour Mensa & Fletam, lib. 5. cap. 5. §. 18.
executer sur son fonds & siege d'une for-*

F E U T A I L L A B L E.] Bourbonnois, chap. 36.

T A I L L A B L E S de taille à volonté, ou abonnée à aucune somme certaine envers le Seigneur. Troyes, art. 3. & 4. Chaumont, art. 3. Nivernois, tit. 8. art. 1. & ensuivans.

T A I L L A B L E S H A U T & B A S.] Duché de Bourgogne, art. 97. Comté, art. 101. c'est à dire, au plaisir & à la volonté du Seigneur. Taille d'un homme taillable haute & basse, en l'ancienne assiette de Bourgogne : Ce droit de Taille volontaire & raisonnable a été adjugé à Jean Chevrier, Seigneur de Chouday en Berry, par Arrest de Paris, du 24. Novembre 1542. Tels sont les hommes de servitude & de main-morte, lesquels en leur vie sont taillables, & à leur decés mortuables.

Ces exactions injustes ne commencèrent que dans les bas siècles. Froissart, volume 3. chap. 50. *Les Seigneurs se forment sur autre condition & maniere qu'ils ne faisoient pour lors, & trouvent pour le present plus grande chevance que ne faisoient leurs predecesseurs du temps* passé, car ils taillent leurs peuples à volonté, & du temps passé ils n'osoient, fors de leurs rentes & revenus. Voyez le même Auteur, vol. 2. ch. 74. & Chopin in Conf. Andens. lib. 1. cap. 31. p. 263. & 273.

H E R I T A G E S T A I L L A B L E S.] Duché de Bourgogne, art. II. Bourbonnois, art. 349. 489. 490.

Qui appartiennent à l'homme de main-morte & de servile condition.

H O M M E S & F E M M E S S E R F S T A I L L A B L E S à VOLONTÉ.] En la Coutume locale de Chastillon sur Indre ressort de Tours. Par Arrest de Paris du 9. Septembre 1413. les sujets de la terre du Châtelet en Berry sont taillables, & doivent corvées à leur Seigneur.

T A I L L A B L E S, M O R T A I L L A B L E S.] Bourbonnois, art. 265. 349. & au chap. 36. & en l'ancienne Coutume de Mehun en Berry, titre II.

S E I G N E U R O U S U J E T T A I L L A B L I E R.] Bourbonnois, art. 413. 415. 416. 417.

T A I L L E.] Hainaut, chap. 106. en l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 281. & souvent es Ordonnances des Roys de France, qui s'appellent **C O L L E T A G E**, en l'histoire de Montrelet, liv. I. ch. 78.

Est canon, functio, fusio, inlatio, pensio, collatio, oblatio, indictio & pensitatio qualibet publica : εἰσφορά δημοσίων, συντέλεια, καταβολή, φόρος, επικεφάλαιον, tributum, census, capitatio : Et tributorum collatio alia est

in capite, alia ex censu & patrimonio. TAILLER, détailler, vendre on détail : *Recentiores scissuram dixerunt taliaturam, montem scissum, taliatum, ut est in auctoribus limitum.* L'on a aussi accoutumé de départir & éгалer les deniers imposés sur les sujets. Par un Plaidoyé fait en Parlement à Paris le 15. Février 1470. il appert que les tailles & Aydes furent mis sur les sujets de ce Royaume du temps du Roy Charles V. pour les guerres des Princes & Estats : & le Roy Charles VII. a le premier en France mis & imposé les tailles sur son peuple comme ordinaires ; & auparavant les Roys levoient les subsides selon la nécessité de leurs affaires, à la raison de la centième, cinquantième, ou vingtième partie du revenu de leur peuple & autrement.

Le Roy Louïs IX. le premier a levé la taille par forme de subside nécessaire pendant la guerre. Le Roy Henry II. par forme de cruë, a imposé le taillon pour la paye de la Gendarmerie. Autre est la recette des tailles pour la solde des gens de pied & autres charges. *Sic Augustus constituit ararium militare. Suetonius, cap. 49. Dio. lib. 55.* Le doctè Bodin au livre 6. de la Rep. chap. 2. traite sommairement des finances, & des deniers ordinaires, extraordinaires ou casuels. *Caveant autem principes ne malè audiant descriptionum novarum & gravium nomine, ut Caligula & Vespasianus. In pp. ut ipse Constantinus magnus Chryfargiri & follis nomine, Zozimo teste : ut Chilpericus Rex Francorum, de quo Gregorius Turonicus, lib. 5. cap. 28. & 34. Regino in Chronicis, Aimoïnus, lib. 3. cap. 32. qui refert Marcum referendarium, qui nova tributa excogitarat, à Lemovicinis seditione orta jugulatum, ut & temporibus Glotharii regis Parthenius quidam eo nomine à Treverensi populo lapidatus est : Aimoïnus, lib. 2. cap. 26.* Et il seroit expedient qu'aucune taille, ayde, subside, ou imposition nouvelle ne fust levée sur le peuple, sans l'avis, délibération & consentement des Etats de ce Royaume ; comme il fut arrêté aux Etats tenus du tems du Roy Louïs Hutin, & du Roy Philippes de Vallois. & de ce, les Rois Charles IX. & Henry III. ont été requis aux Etats d'Orléans & de Blois ; d'autant que les tailles ne sont point dûes de devoir ordinaire, mais ont été accordées durant la nécessité des affaires seulement : *Boni pastoris est rondere pecus, non deglukere, ut Tiberius rescripsit Præsidibus onerandas tributo provincias suadentibus : Suetonius, cap. 32. Sed heus tu, Manum de tabula.*

DROIT DE TAILLE.] Boulonois, art. 35. où il est traité du droit de Tonlieu ou Montonnage ; lesquels mots se lisent aussi en l'ancienne Coutume dudit lieu, art. 12. quand il est traité de même chose.

DROIT D'HOMMES & FEMMES SERFS DE TAILLE ABONNÉ.]
Abonnés

Abonnée ou à volonté en la Coutume locale de Fromenteau, de l'Isle Savary, de Coudray en Touraine, de Azay-le-Ferron, de Bufançois, de Bauche, de S. Genou, & de Mesieres en Touraine, & de S. Cyran en Brene.

* **TAILLE FRANCHE, ET TAILLE SERVE.**] Bourbonnois, art. 189. La Taille franche est celle qui ne rend point la personne serve, quoiqu'elle soit imposée sur son chef; & la serve est celle qui fait perdre la franchise aux personnes qui les doivent, & qui les rend mortuables ou mainmortables.

TAILLE FRANCHE OU SERVE.] La Marche, art. 69. 132. La serve est dûe au Seigneur par ses hommes tenans heritages à condition de servitude ou de mortaille. La franche est dûe aux quatre cas, par l'homme franc ou tenant heritage en franchise à devoir d'argent.

TAILLE D'HOMMES OU FEMMES SERFS.] Nivernois, tit. 37. art. 13.

TAILLE JURÉE,] qui se paye sans enquerir de la valeur des habitans, dont est fait mention és Arrests de Paris du 26. May & le jour de Juin 1403. & du 3. Juillet 1406. ou LA TAILLE & JURÉE en un Arrest du dernier jour de May 1477. Du Tillet Greffier de la Cour au titre des subsides, a recueilly plusieurs Arrests faisans mention du droit de tailles qui s'imposent sur les sujets par leurs Seigneurs, soit à volonté ou autrement; & entr'autres un Arrest du 6. Septembre 1488. par lequel les droits de taille sur les habitans d'Issoudun sont adjugez au Chapitre de l'Eglise Collegiale de la Chapelle Taillefer, dont aussi est fait mention à la fin de l'ancienne Coutume de ladite ville d'Issoudun en Berry.

TAILLE MORTAILLE.] Qui se leve sur les hommes de corps & de servile condition par le Seigneur, à sçavoir, la taille par chacun an à un terme ou plusieurs, à plaisir & volonté, raisonnable ou par composition & abonnage à certaine somme du vivant du sujet. Et quant à la mortaille au decés seulement des gens de serve condition, sur tout ou partie des biens qu'ils délaissent, soit avec enfans ou sans enfans de leur loyal mariage, & comme il est reçu & introduit diversément par les Coutumes des Provinces, ou par les Titres des Seigneurs. Il est aussi traité de ces droits au premier & au dernier titre de l'ancienne Coutume de Mehun en Berry.

DROIT DE TAILLE E'S QUATRE CAS] Bourbonnois, art. 29. 30. 344. & suivans. Auvergne, chap. 17. art. 9. 15. 16. & au chap. 25. La Marche, art. 130. ou en trois cas en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 10. & ailleurs. Masuer, tit. 22. & 38. esquels lieux il

II. Partie.

Ecc

est traité amplemēt de ce droit, & duquel il y a exemple en Froissart; liv. 4. chap. 67. Voyez le mot AYDE. * Et M. Salvaing del'usage des Fiefs, liv. 1. chap. 49. pag. 232. 233.

VILLE & TAILLE.] En l'inscription de la Coutume de l'Isle, & en l'art. 44. & autres de cette Coutume. C'est la Septaine & le territoire de la Ville.

TAILLES ANNUELLES JUGÉES ET ABOURNÉES.] Anjou, art. 129. 130. Le Maine, art. 140. 141. Que les sujets doivent à leur Seigneur feudā chacun an; comme par un Arrest de Paris du 19. May 1397. il appert que les habitans de la Justice d'Egliny sont taillables du Chapitre d'Auxerre de quatre livres abonnez. Aussi par la Coutume d'Anjou, art. 128. & du Maine, 138. le droit de doublage & des loyaux-aydes est appellé TAILLE, qui se leve en trois cas: desquelles aussi est fait mention à la fin du procès de la Coutume du Grand Perche.

DROIT DE TAILLES EST SEIGNEURIAL.] Blois, art. 40. Dunois, art. 26. 27. Aucuns heritages tenus roturierement doivent tailles: Poitou, art. 99. 103.

TAILLES PERSONNELLES.] Bourbonnois, art. 29. 345. & au chap. 18. Qui sont sur le chef, & sur la personne, & les unes rendent la personne serve de poursuite & de main-morte. *Est capitalis illatio: Adscriptitii sive tributarii agricola prestant capitis censum sive capitationem, & quasi servi sunt.*

TAILLES RÉELLES.] Bourbonnois, art. 345. & au chap. 30.

Qui sont dûes à cause des terres, & autres heritages, & les suivent.

TAILLES, TAILLON, AYDES, SUBSIDES, & IMPOSITIONS,] dont les gens d'Eglise & les nobles vivans noblement sont francs & exemts: Amiens, art. 192. Ce privilege des nobles a été déclaré & confirmé par le Roy Charles VI. en l'an 1408. Celuy du Clergé a plusieurs autoritez, & mêmes par l'article 56. de l'Edit fait l'an 1579. à la requeste des Etats tenus à Blois, & par l'article 18. de l'Edit fait en Février 1580. Et sont les Ecclesiastiques exemts, d'autant qu'ils doivent incessamment servir en personne à l'Eglise: *Ut olim in Gallia Druides. Cesar, lib. 6. belli Gallici.* Les nobles d'autant qu'ils sont tenus d'aller en personne à la guerre du Prince, & à leurs dépens au dedans de leur pays, & hors iceluy avec gages & solde; comme il a été jugé pour le Duc d'Auvergne contre les nobles & Barons de son Duché es Enquestes du Parlement de Pentecoste 1275. Aussi les Presidens & Conseillers des Cours souveraines, les Maîtres des Requestes de l'Hôtel du Roy, sont exemts des tailles, aydes, impositions, du ban, arriere-ban, & de loger; comme aussi les Rec-

teurs, Docteurs, Regens, & plusieurs Officiers des Universitez. Et les autres sujets, sont taillables pour subvenir aux frais de la guerre, d'autant qu'ils ne délaissent leurs maisons & exercices, trafics, artifices & labour. Toutesfois, plusieurs grosses Villes & Officiers sont par privilege exemts de tailles, aydes & impositions, *ut & olim Italia immunis fuit à tributis, portoriis & vectigalibus lege Caelia: & Colonia quadam, urbes, provincia, persona immunes à tributis & censibus beneficio Principum, Senatus vel populi Romani: licet vectigalia ex portu, ex decumis, ex scriptura sint Reipubl. nervi: M. Tullius pro lege Manilia.* Et anciennement tous sujets indifferemment étoient tenus aller à la guerre au mandement de leur Prince: Et les Ecclesiastiques ont été souvent contraints de contribuer aux frais de la guerre par saisie de leur temporel & amendes. En Languedoc, en Provence, & en quelques autres Provinces où les privilegiez & non privilegiez, ont accoustumé d'être cottisez, les tailles du Roy sont réelles & patrimoniales, tellement que les Nobles & les Ecclesiastiques doivent la taille pour leurs heritages de roture, & le roturier ne doit être mis à la taille pour raison de son fief noble, quoique par son fief il ne soit annobly. Mais en France les Tailles du Roy sont personnelles, tellement que les gens d'Eglise, les Nobles & plusieurs autres en sont exemts, ou bien elles sont estimées mixtes, d'autant qu'elles sont imposées tant à l'égard des personnes & de leur industrie & domicile, que de leurs biens & facultez en quelque part qu'ils soient assis. En Lorraine en quelques lieux les tailles sont réelles, en d'autres lieux elles sont personnelles, par la Coutume, tit. 16. art. 10.

TAIONS:] Sont gros arbres. Amiens, art. 119. 210. 211. Boule-
nois, art. 148. & on l'ancienne Coutume du même Comté, art. 10. &
est un chefne nommé Tayon, quand il a les trois âges de la coup-
pe du bois: Monstrüeil, art. 29. Comme aussi en la Coutume de Pon-
thieu, art. 7. de Mons, chap. 1. & en la Somme rurale, quand il est
traité d'articuler sa demande & défenses, & des pactions. Et en l'an-
cienne Chronique de Flandres, chap. 27. 81. & au premier volume
de Monstrelet, chap. 139. 202. & en la Coutume de S. Paul sous
Arthois, art. 48. 78. selon l'impression de l'an 1553. Autre, est l'or-
dre de l'an 1589. Froissart, liv. 3. chap. 96. III. liv. 4. chap. 63. 92.
Proavus, proavia nominantur TAYON, TAYE, quia sunt tertio gradu.
Le Chesne appelé TAYON, est different de l'Escalon & du Perot ou
Pere. *Hac forsitan Pragmatici non curant: Verum toties admoneam necesse
est, non loqui me de peritis juris & morum.* * Voyez Perots.

* **TALENT.**] Envie. Des Fontaines, chap. 4. n. 6. *cil n'a mie
grand talent de finir sa besoigne, &c.*

LA PEINE DE TALION & DE COUP POUR COUP] est abolie au pays & Comté de Hainaut, chap. 15. comme aussi généralement en France. *At legibus Visigothorum probatur in quibusdam causis, cap. 3. tit. 4. lib. 6.* Et en quelques autres Républiques la Loy de pareille est encore observée en quelques cas, comme elle a eu lieu en Israël par les loix politiques, & entre les Romains par les loix des douze Tables: *Quibus tamen non erat reo necesse pati talionem, cum haberet paciscendi facultatem: Gellius, lib. 20. cap. 1. Talionem Græci vocant ταυτοπαθειαν, ἀντιπῶσαν: nostri reciprocam pœnam, & perpeffionem: Est similitudo vindictæ, ut eadentem similis vindicta sequatur: Isidorus, lib. 5. Talio est injuria ultio: In hoc scripta est lex, ne quis impune petulans sit: Quintilianus Declamat. 372. Sed & inscriptio in crimen obligabat accusatorem similitudine supplicii vel pœna, si non probasset crimen admissum esse à reo. l. ult. Cod. de accusatio. quod repetitum est in lib. ult. Cod. de calumniatorib. Provisum est enim ne quis semerè in alieni capitis discrimen irrueret, ni se idem prius pœna sponsione vinciret: Symmacus, lib. 10. Epist. Quod placuit etiam Theodorico regi Italia, cap. 13. edicti sui. Ex Edicto Domitiani, accusatori qui causam non teneret, exilium pœna erat: Sueton. in ejus vita, cap. 9. Ex rescripto Hadriani is relegandus est qui crimen objecit, si non implevit quod intendebat, lib. 3. §. Idem divus. Dig. de testibus. Denique si quis non impleverit accusationem, calumnia notatur, lib. 1. Cod. de advocatis diverso judicio. Ex vinculo inscriptionis & subscriptionis periclitatur ne calumnia reus fiat. Nam inulta non erit calumniosa, temeraria aut falsa accusatio, lib. 7. in princ. Dig. de accusatio, lib. 15. Cod. de his qui accusare.*

* **TAPINAGE**] secret, lieu caché. Voyez Beaumanoir, chap. 30. pag. 155. lig. 16. Voyez Alain Chartier, p. 325.

* **TASQUE** ou Terrages.] V. *Leotardum de Usuris*, q. 46. pag. 269. n. 6. M. Salvaing des droits Seigneuriaux, pag. 221. livre premier, chap. 46.

TAVERNAGE.] Normandie, chap. 16. C'est l'amende qui est dûe par les Taverniers, quand ils ont vendu le vin à plus haut prix qu'il n'avoit été mis & taxé par le Juge.

* **TAUSIN.**] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 32. & dans le For de Bearn, Rubrique des Bocages. C'est un chesne blanc.

* **TEFFAIGNE.**] Voyez *Tiphaine* cy-après.

* **TENANCHE.**] *Tencure.* Dans la Charte de Gracay de l'an 1246. publiée par M. de la Thaumassiere entre ses anciennes Coutumes de Berri, fol. 86. Voyez *Teneures.*

* **TENCE**, *Tençon*, *Tenchon.*] Beaumanoir, chap. 30. C'est à dire querelle. Ovide ms.

Mais ains dura long-temps la tence.

Le Roman de la Rose.

Si dist conques en nul aé
Beauté not paix avec chaté,
Toujours y a si grand tençon.

Dans le petit Dictionnaire du P. Labbe, p. 511. *lis* est interpreté tançon: *litigare*, tencier; & *litigiosus* tencieres.

* *TENDRE* & *thesurer*.] Voyez cy-après *Th*.

* *TENEMENT*.] Arthois, art. 125. C'est ce qui est tenu à foy & hommage du Seigneur dominant, & qu'il peut retraire par puissance de fief lorsque le cas échet. Voyez le mot suivant.

* *TENEMENT de cinq ans*.] Anjou, art. 477. Voyez ma Dissertation sur ce tenement, & principalement le chapitre 3. page 66. où j'ay expliqué au long l'origine & le progres de ce droit.

* *Franc-TENEMENT*.] L'ancienne Coutume de Normandie, tit. 28. des Teneures. *Un franc tenemens sont tenus sans hommage & sans parage en fief lay; & est fait par composition qui est faite entre aucunes personnes, si comme un homme a vingt sols de rente sur un fief & en donne à un autre dix sols, & en retient les autres dix sols & hommage, cil qui tient le fief ne fera pas hommage à autre; car il tient por un sol hommage, & tele teneur est appelée volontaire, pour ce qu'elle est faite par la volonté à celui qui baille, & par celle à celui qui reçoit, & non pas de necessité d'heritage.*

* *TENEURE à volonté*. Voyez le mot précédent.

* *Saisines & TENURES*.] Dans la Coutume de Tournay, au titre des Rentes foncieres, art. 7. & 10. Dans l'ancienne Coutume de Normandie, *Teneur est la maniere pourquoy les heritages, ou tenements sont tenus des Seigneurs, ou par hommage, ou par parage, par sommage, ou par aumône.*

TENIR EN SA MAIN.] Berry, tit. 5. art. 24. 25. tit. 11. art. 8. Quand le Seigneur feudal use d'exploit domanier sur la chose feudale par luy ou son commis, ou quand l'on jouit par ses mains d'un heritage. *TENEMENTIER*. Lorraine, tit. 12. art. 32. tit. 16. art. 1. *TENEMENT*.

* *TENSEMENT*. *Taxamentum*. *Tassamentum*. *Tensatio*.] C'étoit un droit imposé tant sur les maisons que sur les heritages. Il devoit être payé en argent ou en espee; & en plusieurs titres, il est convenu outre le cens. Chartulaire de S. Denys de l'an 1179. Guy de Chevreuse *TENSAMENTUM de domo de Belloramo dimisit*. Autre vente par Joannes D. & Petronille sa femme *de sex sextariis & tribus minotis taxamenti avena payabilibus medio mense Martio an.*

1261. Autre de 1264. Vente de duobus arpentis prati cum omnibus excursuris ventis septem sextariis cum dimidia mina avena de tensemto.

1230. R. M. Guido Dominus Caprosia. Vendit Abb. Conv. B. Dionysii justitiam & advocatiam, & omnia pertinentia ad ipsas qua habebat in Ballivia de Belloramo concedit etiam Trossas & redditus qui vocantur hayes & Tensemto, sita in avena & denariis, & quosdam redditus qui vocantur Buhors, &c.

1300. Jean de Fajel, & Demoiselle Idoanne sa femme transportent divers droits nouveaux de la Seigneurie des Religieux, pour six deniers de cens par an, & six deniers de tensemto.

1280. Transport à U. par Guillaume de Vernon, de toute la cense de la Fête de S. Denys à la ville de Gouis. Le Tensemto, le Champart d'icelle.

Le Chart. de S. Germain en 1250. Affranchissement des serfs de Choisi, Grigny & autres, par les Religieux de S. Germain. *Quatuor masura debent nobis annuatim sex solidos Paris. De Tensemto, cum censu consueta. Tenentur nobis annuatim. . . pro qualibet masura in sex denariis censualibus in festo sancti Remigii, in festo sancti Bartholomai, in tribus solidis de tensemto.*

En un Arrest inter judicata anni 1282. parlant d'Antony près Paris, *avena de taxamento.*

(M. GALLAND.)

* *TENUE de droit.*] Arthois, art. 75. Pour valablement charger ou hypothéquer heritages, il est requis que ce fasse par l'une des trois voyes à ce introduites, assavoir par mise de fait & tenuë de droit, par rapport d'heritage, ou en faisant sur iceluy heritage asseoir & mettre nôtre main comme Comte d'Arthois. &c.

La mise de fait dans cet article est lorsque celui qui veut acquerir hypothèque ou droit réel sur aucuns heritages, obtient commission du Juge competent, en vertu de laquelle luy ou son Procureur est mis de fait en & sur ledit heritage, ainsi qu'il est expliqué dans l'enquête du 7. May 1490. rapportée sur le mot *Nantin*, partie 2. p. 135. col. 1.

Selon la même enquête après la mise de fait celui qui veut acquerir hypothèque ou droit réel, doit la faire signifier aux propriétaires des heritages & aux Seigneurs dont ils relèvent afin qu'ils s'y opposent, ou sinon voir tenir & decreter les impetrans és heritages esquels ils ont été mis de fait. S'il n'y a point d'opposition, ou s'il y en a quelques-unes auxquelles le Juge n'ait pas d'égard, il rend sa Sentence, par laquelle il tient & decrete és heritages, celui qui avoit obtenu auparavant la commission de mise de fait. Et par cette Sentence la mise de fait est dite dans l'article 71. de la Coutume d'Arthois, tenuë & decretee.

* *Longue TENUE.*] Bretagne, art. 294. & art. 281. de l'ancienne Coutume. C'est à dire longue possession. *Vide Argentrum* sur ce mot, & *Molin. in Conf. Parisiensi* §. 9. l. 3.

TENUES NOBLES.] Bretagne, tit. 17. Qui sont à Ligence, ou du Jueigneur d'aîné en parage & ramage, ou en Jueigneurerie sans parage.

PLAINTÉ DE TENURE BRISÉE.] Hainaut, chap. 53. 56. 58. 59. & ailleurs. C'est la complainte en cas de nouvelleté. *Cum quis conqueritur se prohiberi ne possideat, & vult possessionem retinere: Tenu-tam dixit glossa ad inisium, lib. 39. de evictionibus, sic legendum. Tenet qui non possidet, sed est in possessione, lib. 19. §. ult. de furtis.*

TERCEAU.] Chartres, art. 113. Qui est un droit de vins qui se prend par le Seigneur à la cuve ou autre vaisseau à vin: Et doit le sujet le faire à sçavoir au Seigneur, à son Procureur, Receveur ou Commis avant que tirer son vin, à peine de soixante sols d'amende.

* *TERME.*] La Marche, art. 328. Ayren, & S. Clement entre les Coutumes locales d'Auvergne. C'est un terre ou gorse. Voyez M. Prohet sur les Coutumes locales d'Auvergne, pag. 491.

* *TERMER les plets.*] Normandie, art. 34. C'est marquer le terme auquel ils doivent commencer.

TERRAGE.] Mante, art. 196. Berry, tit. 10. art. 23. 25. 26. tit. 24. art. 21. Ponthieu, art. 110. 111. Boulenois, art. 37. Herly, art. dernier. Arthois, art. 34. 62. 63. Hainaut, chap. 87. Montargis, chap. 1. art. 90. chap. 2. art. 40. & au chap. 3. Orleans, art. 137. 138. 139. 140. Chasteauneuf, art. 149. Chartres, art. 112. Blois, art. 33. 34. 38. 40. 41. 119. 130. & suivans. Bretagne, art. 536. 537. 538. au livre 1. de l'usage de Paris & d'Orleans, & en la Somme rurale, quand l'auteur baille la forme d'intenter une complainte. Cambray, titre 25. art. 27. tit. 26. art. 9. S. Paul sous Arthois, art. 28. 46. Ostricourt sous Lille. Bovines sous la même Châtellenie: Aire sous Arthois. Hesdin, articles 16. 30.

Ce droit s'appelle aussi CHAMPART, comme il est dit en la Coutume de Soefmes, art. 1. que le Champart est nommé Terrage; tellement que ce n'est qu'un même droit. Dunois, art. 50. Aussi ces deux mots sont joints en la Coutume, art. 28. 51. & d'Amiens, art. 193. 195. 197. Et est ce droit de douze gerbes une. Berry, tit. 10. art. 25. Valançay, art. 2. Vastan, art. 3. *Sic etiam glebalis functio, pensio, pensitatio: gleba canon & professio dicta est à cespite terra. Solarium, vectigal quod pro solo penditur.* Voyez le mot AGRIER.

TERRAGE ou AGRIER.] La Marche, art. 331. Qui n'est qu'une même chose.

TERRAGE ou **CHAMPART**.] Bourbonnois, art. 352. Poitou, art. 62. 64. 82. S. Jean d'Angeli, art. 18. 21. S. Paul sous Arthois particuliere.

TERRAGEAU] Blois, art. 41. 43. 44.

C'est le Seigneur auquel appartient le droit de terrage & champart, qui se prend sur terres labourables, & aussi en quelques lieux sur bois, prez, pâturages & viviers, si aucun en est en possession. Hainaut, ch. 87. Et celui qui tient & possede terre sujette à droit de terrage, s'appelle **TERRAGIER**. Berry, tit. 10. art. 24.

GRANGE ou **PRESSOUER** **TERRAGEAU**.] Blois, art. 132. 133.

GERBES **TERRAGEES** : **GRANGE** **TERRAGERESSE** : **TERRE** **TERRAGEE** : **TERRAGER**.] Montargis, chap. 3. art. 2. & 3. **TERRE** **TERRAGIERE** : Berry, tit. 10. art. 24. 26. 27.

TERRAGER.] Poitou, art. 64. 82. S. Jean d'Angeli, art. 18.

TERRAGERIE.] Poitou, art. 64. 75. 191.

LE TERRAGEUR.] Arthois, art. 63.

MATIERE DE TERREGARDE.] S. Sever, titre 1. article 20. Quand il est question entre parties des fins & limites, ou des chemins.

* **TERRES jectiffes**.] Paris 192. sont des terres apportées, & jettées en un même lieu pour l'exhausser.

TERRIER ET PAPIER.] Estampes, art. 14. Bourbonnois, art. 203. 415. Auvergne, chap. 25. art. 8. & en la declaration de l'art. 5. de l'Edit du Roy Charles IX. fait en l'an 1563.

Sunt rationes & quasi Antapocha patris familias vel domini : Sunt tabula territorii, aut redditus annui : C'est le papier du Seigneur, auquel sont contenues les reconnoissances de ses cens, rentes, coutumes, terrages, dismeries, corvées & autres droits & devoirs seigneuriaux, soit feudaux, censuels, fonciers ou autres. Sont les rolles & rentiers, comme parle la Coutume de Bretagne, art. 83. Pour proceder à la confection d'un nouveau terrier des fiefs, censives, rentes, & autres devoirs, l'on obtient volontiers commission du Roy. Ce qui n'est necessaire, & en sont les Ecclesiastiques excusez par l'art. 54. de l'Edit fait en l'an 1579. sur les plaintes des Etats tenus à Blois.

C'est une maxime certaine, qu'il n'y a que le Roy seul qui ait droit d'accorder des Commissions generales, & que les Baillifs Royaux & les Juges des Seigneurs hauts-Justiciers ne peuvent accorder que des Commissions particulieres. Coquille dans sa Question 277. remarque tres-bien à ce sujet que c'est par

cette raison que par l'Ordonnance du Roy Louïs XII. de l'an 1512. art. 60. il est deffendu de bailler des *debitis* & *savegardes* en termes generaux, & que par Arrest du 8. Juin de l'an 1588. il fut dit bien appellé d'un *debitis* en termes generaux, octroyé par le Bailly de Montfertrand & que par autre Arrest du 13. May de l'an

L'an 1530. entre M. Augustin de Thou, appellant du Prevost d'Estampes, & M. François du Monceau, Chevalier Seigneur de S. Cyre, il fut dit *mal oïroyé*, mal executé en faïse fcodale, en vertu de Commission generale oïroyée par le Prevost d'Estampes.

Si les Seigneurs avoient été obligez d'obtenir des Juges des Commissions particulieres pour chaque article contre chaque censitaire & chaque vassal en particulier, il est évident qu'il leur auroit coûté de grosses sommes pour la confection de leurs Terriers. Pour s'é-

pargner cette dépense ils ont donc obtenu des Lettres de Papier Terrier en Chancellerie, portant commission generale pour faire appeller pardevant le Notaire à ce commis, tous les debiteurs des redevances prétenduës par les Seigneurs, afin de les reconnoître, & en passer forme autentique.

Ces Lettres sont toujours adressées à des Juges Royaux, parce que les Lettres de Chancellerie ne s'adressent point à d'autres Juges, & les Juges Royaux ne commettent point d'autres Notaires que les Notaires Royaux.

TERRITOIRE.] Du Seigneur haut ou autre Justicier. Meaux, art. 204. Duché de Bourgogne, art. 1. & 3. & Comté de Bourgogne, art. 56. 59. Nivernois, tit. 1. art. 1. Berri, tit. 9. art. 51. tit. 16. art. 1.

Est districtus jurisdictionis vel imperii: Eropia in glossario: Conseptum unius civitatis, oppidi, municipii vel unius Provincia, in quo magistratus jus habet terrendi & submovendi populi per viatorem, qui Virgarius & Submoror. l. 239. §. penult. de verborum significat. Comme aussi le territoire est dit des terres sujettes à champart, ou terrage. Estampes, art. 59. Et pour raison de l'étendue d'une Paroisse. Boulenois, art. 134. & *pro agris cujusque: Comté de Bourgogne, art. 103.*

TESMOIN.] *Testis, arbiter, Ciceroni, Seneca & aliis: Nostris etiam RECORD. Superstitibus presentibus ii inter quos controversia est, vindicias sumere jubentur. id est testibus, Festus. Testimoniale*, lettre de scholarité, dont un écolier doit faire foy en la cause, & avant que d'obtenir lettre de garde gardienne au Greffe de la conservatoire des privilèges.

* **TESMOIN de bornes.]** Voyez *Perdriaux*.

LE THEME.] Au Stil de Liege, chap. 2. 10. & ailleurs. C'est la demande libellée, le libelle du demandeur.

TENDRE ET THESURER AU DOMAINE D'AUTRUY.] Anjou, art. 35. Le Maine, art. 39. 162. Quand il est traité de la chasse.

(* C'est tendre des filets pour prendre le gibier. Ces deux mots, selon M. Mesnage, sont synonymes.)

* **THONNEU.]** Voyez *Tonlieu*.

DROIT OU GABELLE DE THONNIEU.] Que le Duc de Buillon prend sur chacun tonneau & poinçon de vin ou autre breuvage vendu en gros, ou qui se transporte, par ses Ordonnances, art. 577. 623.

* **THOR, ver.]** Ponthieu, art. 83. *Thoreau & verrot, ou verrat.* Boulenois, art. 44.

II. Partie.

Fff

THRESOR.] Bar, art. 44. A qui il appartient. En la Coutume des trois Bailliages de Lorraine, tit. 6. art. 8. Bacquet au traité de Justice, ch. 32. Choppin du Domaine, liv. 2. tit. 5. & sur la Coutume d'Anjou. *Theodoricus Rex Italia apud Cassiodorum lib. 4. Variarum epist. 18. sibi vindicat thesaurum quem Presbyter in sepulcro invenerat.*

* **THRESOR, ou chose trouvée.**] Chartulaire de S. Germain au Livre blanc en François. Accord par lequel un tresor miné en terre dans la Justice de l'Abbé & Religieux leur est laissé du consentement du Roy. Chartulaire S. Denys. Patente de l'an 1298. une piece d'or trouvée, comme n'étant thresor, est délaissée aux Religieux de S. Denys. (M. GALLAND.)

CHAMBRE DU THRESOR] En laquelle se jugent les causes du domaine, & par appel en la Chambre du domaine. Thresorier des menus plaisirs & secrets du Roy. *Sic Tyberius novum officium instituit à voluptatibus. Suetonius, cap. 42.* Le thresor des Chartres a commencé d'être dressé sous le Roy Philippes Auguste.

THRESORIER] des cent Gentilshommes des Suisses de la garde Ecoissoise ou Françoisise.

THRESORIER S DE L'ESPARGNE.] *Qui questor ararii : qui questor provincia*, de France, des guerres ordinaires ou extraordinaires, *qui questor militaris* : de la marine de levant & ponant : de l'artillerie, des ligue, de l'Ordre du Roy : des Officiers, domestiques de la Maison du Roy, des Gardes, des œuvres & bastimens du Roy, des mortes-payes, des offrandes & aumônes, de la venerie & fauconerie, de l'écurie, du domaine, des parties casuelles, des salpêtres, des chartres, de l'argenterie.

* **THURAL.**] Voyez *Toral*.

* **TIBERIADÉ.**] C'est ainsi qu'au Parlement de Dijon, & dans toutes les Jurisdicions qui en dépendent on appelle la figure ou la description dont on se sert dans les procez pour représenter la situation d'un lieu contentieux. C'est du Traité de Barthole *de Fluminibus* qu'il a intitulé *Tiberiadis*, qu'on a donné le nom de Tiberiade à ces descriptions.

TOMBER, ESCHEOIR, ou VENIR EN TIERCE FOY ou MAIN.] Tours, art. 297. 298. 299. 314. Lodunois, chap. 92. art. 2. 3. 4. 17. chap. 31. art. 6. chap. 32. art. 2. Anjou, art. 255. 256. 267. 279. Le Maine, art. 273. 274. 285. 296. S. Aignan, art. 16. Chabris, art. 16. A sçavoir quand fiefs ou heritages nobles, ou tenus à franc devoir, sont acquis de bourse coutumiere, donnez ou leguez, & par succession continuez en tierce main, dont l'acquerer fait la premiere. Tours, art. 300. auquel cas tels heritages se partagent noblement en-

tre l'aîné & les puisnez ou leurs representans , posé qu'ils soient roturiers. L'heritage noble tombe en tierce foy entre gens roturiers , quand l'acquereur roturier a fait ou dû faire une foy & hommage , & son heritier en a fait ou dû faire une autre : lequel étant decédé faisi dudit heritage noble , il tombe en tierce foy , & deslors en avant se départ entre les heritiers comme noble. Lodunois , chap. 29. art. 5. Et comme il est aussi expliqué par les Coutumes d'Anjou & du Maine.

Un fief échet en tierce foy , lorsque celui qui l'a acquis en a fait le premier la foy , lorsqu'après luy son heritier la fait en second lieu , & qu'il échet ensuite à un autre heritier qui la doit faire pour la troisième fois. Les fiefs seuls échecent en tierce foy , & les heritages nobles , dont la foy n'est plus dûë , parce qu'elle a été muée en devoir échecent en tierce main.

Lorsque les heritages tenus en franc devoir échecent en tierce main , ou les fiefs en tierce foy , ils se partagent noblement entre roturiers , ce qui est un reste de l'ancien droit , suivant lequel les roturiers étoient réputés nobles , tant qu'ils demouroient sur leurs fiefs , & acqueroient enfin la noblesse lorsqu'ils y

avoient demeuré long-temps ; ce qui a été remarqué par le Poggio , dans son *Traité de Nobilitate* en ces termes : *Mercatorum, aut quorumvis epificum filii qui divitiis prastant aut empro pradio rus se conferunt urbe relicta , atque ejus fructu contenti feminobiles evadunt, suisque posteris nobilitatem prabent , aut famulantes principibus , aliquo pradio collato pro nobilibus honorantur. Ita plus illis rura & nemus conferunt , quam urbes , atque otii aut negotii ad consequendam nobilitatem , & ce fut une des raisons pour laquelle selon Bouteiller ils furent taxez pour les francs-fiefs. Voyez cet Auteur dans sa Somme , livre 2. tit. premier , p. 654. lig. 27.*

TIERCÉMENS ET DOUBLEMENS.] Qui se doivent faire és encheres des ventes qui se feront és forests du Roy , par l'Edit de François I. de l'an 1516. & és baux & fermes des Aydes par l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1553. de Charles VI. de l'an 1413.

In causis Fisci certa tempora prastituta sunt adjectionibus admittendis : Nam post additionem factam adjectio & licitatio admittitur in Fiscalibus auctionibus , l. Lucius 21. §. ult. D. admunicipal. l. 4. Cod. de fide & jure hasta fiscalis l. 1. Cod. de vendendis rebus civitat. Il est aussi fait mention du tiercement en baux à ferme , par la Coutume des trois Bailliages de Lorraine , tit. 12. art. 22. 23. 24. Alia est in re rustica Iteratio, Tertiatio , cum ager aratur , vel olea pramitur.

TIERCER LE CENS.] Chasteau-neuf , art. 13. Chartres , art. 11. Dreux , art. 9. Quand pour vingt sols de cens le sujet doit au Seigneur censuel trente sols pour le profit de cens.

Boisseau TIERCIER.] Poitou , art. 39. C'est un boisseau deux fois aussi large que profond.

* **TIERS Coutumier.]** Normandie , art. 367. &c. Dans cette Coutume le douaire de la femme est du tiers en usufruit des choses im-

meubles dont le mari est saisi lors de ses épousailles, ou qui luy sont échueüs depuis son mariage en succession directe. A l'imitation des Normans le douüaire des femmes a été aüssi à Paris du tiers des biens immeubles de leurs maris, comme il se void dans le chapitre 4. du livre 1. des Etablissemens de France; & enfin ce droit a passé en Ecosse & en Angleterre où il est encore en usage. *Dos appellatur rationabilis cujuslibet mulieris, tertia pars totius tenementi viri sui, quod habuit tempore desponsationis, ita quod inde fuerit saisitus in domino suo ut de feodo. Si vero maritus dotem nominat plus tertia parte tenementi, dos in tanta quantitate stare non poterit, sed mensurabitur ad tertiam partem, vel minus tertia parte.*

Anciennement ce tiers ne passoit point aux enfans comme le douüaire dans toutes les autres Provinces du Royaume; mais quand on reforma la Coutume de Normandie, on y admit la disposition de presque toutes les autres Coutumes reformées, qui assurent aux enfans la propriété du douüaire, & l'on fit par cette raison l'article 399. qui est conçu en ces termes.

La propriété du tiers de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douüaire de la femme, est acquis aux enfans du jour des épousailles, & ce pour les contrats de mariage qui se passeront par cy-aprés, & néanmoins la jouissance en demeurera au mary sa vie durant, sans toutefois qu'il le puisse vendre, engager ne hypothéquer, comme en pareil cas les enfans ne pourront vendre, hypothéquer, ou disposer dudit tiers avant la mort du pere, & qu'ils ayent tous renoncé à sa succession.

Dans la plus grande partie des Coutumes de France le douüaire coutumier de la premiere femme & des enfans d'un premier lit, est de la moitié des biens immeubles que le mary possédoit le jour de son mariage.

Le douüaire de la seconde femme & des enfans du second lit, si le mary n'a point acquis de nouveaux biens, est du quart de ces mêmes immeubles; & ainsi des autres mariages, en divisant toujours par moitié les biens qui restent francs au mary; en sorte que les douüaires des dernières femmes & des enfans des derniers lits, est moins grand que ceux des mariages précédents.

Il n'en est pas de même en Normandie. Les enfans, quoiqu'ils soient de differens mariages, n'y ont tous ensemble qu'un seul tiers; mais on a laissé à leur option de le prendre eu égard à quel mariage ils voudroient, pourveu que les enfans des derniers lits fussent nez avant le deceds des enfans des autres lits: & ainsi le tiers des enfans dans son origine a toujours été un douüaire, mais tout douüaire ne devient point tiers des enfans; & pour parler encore plus clairement;

en Normandie il n'y a qu'un seul tiers pour les enfans de tous les lits, au lieu que quand il y a plusieurs mariages, chaque femme a son douaire distinct & séparé de celui des autres femmes.

Lorsque le douaire n'étoit qu'à vie, il ne pouvoit y avoir à cet égard aucun embarras, car quand un homme se marioit plusieurs fois, il étoit réglé que chaque femme devoit avoir le tiers des biens dont elle avoit trouvé son mari saisi, ou qui étoient échûs à son mari en ligne directe depuis ses épousailles. Quand le douaire eut été rendu propre aux enfans, il y eut plus de difficulté: mais les Reformateurs qui avoient en veüe de faire du bien aux enfans, sans nuire aux femmes, autant qu'il leur étoit possible, & autant que la raison le pouvoit permettre, ordonnerent que le douaire des secondes, tierces & autres femmes ne seroient point *diminuez* par le tiers des enfans du premier lit. L'article 400. qui contient cette décision est en ces termes.

S'il y a enfans de divers lits, sous ensemble n'auront qu'un tiers, demeurant à leur option de le prendre au regard des biens que leur pere possédoit lors des premières, secondes, ou autres noces, & sans que ledit tiers diminuë le douaire de la seconde, tierce, ou autre femme, lesquelles auront plain douaire sur le total bien que le mary avoit lors de ses épousailles, si autrement n'est convenu.

Parce qu'il est dit dans cet article, que le tiers des enfans du premier lit qui auront renoncé à la succession de leur pere, ne diminuëra pas le douaire de la seconde, tierce, ou autre femme qui auront plain douaire sur le total bien que le mary avoit lors de ses épousailles: Les Commentateurs de la Coutume de Normandie se font imaginez que le douaire de la seconde, tierce ou autre femme, au défaut de biens libres du mary, au cas qu'il se fût ruiné avant que de passer en secondes, tierces; ou autres noces, devoit *diminuer* le tiers des enfans & être pris dessus.

Oùtre les termes de l'article dont ils se servent, ils disent pour leurs raisons:

Que selon l'article 400. les enfans du second, troisième & autre lit ont part à ce tiers, & que par conséquent les secondes, tierces & autres femmes qui ne doivent pas être de pire condition que leurs enfans, y doivent prendre leur douaire quand il n'y a point d'autres biens, ce tiers n'étant donné aux enfans du premier lit qu'à cette condition.

Que le tiers coutumier de Normandie doit être comparé à la *falcidie*, la *legitime*, & la *trebellianique* des Romains, que suivant la Nouvelle 39. chap. 10. & la Nouvelle 108. chap. 2. la *falcidie* & la *trebellianique* pouvoient être chargées de la restitution de la dot, & de la donation à cause de mort, & que par conséquent le tiers des enfans

du premier lit peut être chargé du douaire d'une seconde, tierce ou autre femme.

Qu'enfin il est incontestable, que le pere qui a promis de garder sa succession, ne la peut plus aliener ni hypothéquer; & comme il n'est pas moins incontestable, que cette promesse n'empêche point que le pere ne puisse se remarier & constituer un douaire à sa veuve: il s'ensuit que quoique les enfans du premier lit aient leur tiers assuré, ce même tiers peut être affecté au douaire d'une seconde, tierce ou autre femme, quand il arrive que le pere se remarie après avoir dissipé ses biens. Voyez Banage sur l'article 400.

Mais quoique ces raisons aient paru bonnes jusques à présent, on ne peut s'empêcher de dire icy qu'on n'y doit avoir nul égard, & qu'il n'y a nulle apparence que les Reformateurs de la Coutume de Normandie, en parlant comme les autres, aient voulu signifier le contraire de ce que les autres ont dit, & établir une jurisprudence heteroclite, & qu'on ne peut suivre sans tomber dans de tres grandes absurditez. Voicy les termes des articles 399. & 400. qu'il faut joindre pour les entendre.

399. *La PROPRIETE' du tiers de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douaire de la femme, EST ACQUIS AUX ENFANS DU JOUR DES EPOUSAILLES, & ce pour les Contrats de mariage qui se passeront par cy-aprés, & néanmoins LA JOÛISSANCE EN DEMEURE AU MARI sa vie durant, sans toutesfois qu'il le puisse VENDRE, ENGAGER NY HYPOTHEQUER: comme en pareil cas, les enfans ne pourront vendre, hypothéquer ou disposer dudit tiers avant la mort du pere, & qu'ils aient tous renoncé à sa succession.*

400. *S'il y a enfans de divers lits, TOUS ENSEMBLE N'AURONT QU'UN TIERS, demeurant à leur option, de le prendre au regard des biens que leur pere possédoit lors des premieres, secondes ou autres noces, ET SANS QUE LEDIT TIERS DIMINUË LE DOÛAIRE DE LA SECONDE, TIERCE OU AUTRE FEMME, LESQUELLES AURONT PLAIN DOÛAIRE SUR LE TOTAL BIEN QUE LE MARI AVOIT LORS DE SES EPOUSAILLES, si autrement n'est convenu.*

L'article 399. decide formellement.

1°. Que la propriété du tiers de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douaire de la femme, est acquis aux enfans du jour des épousailles.

2°. Que le pere n'a plus que la simple jouissance de ce tiers, ou qu'il n'en est plus qu'un simple usufruitier.

3°. Qu'il n'est point au pouvoir du pere de le vendre, engager, ny hypothéquer.

Comme il n'y a rien dans cet article qui ne soit très clair, il estoit du bon sens d'y faire convenir l'article 400. dont la décision n'est pas si nette; mais les Commentateurs de la Coutume de Normandie ont fait le contraire, & ils ont interprété l'article clair & net par celui qui leur a paru obscur & difficile.

Or pour revenir à l'article 399. puisque la *propriété du tiers* de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douaire de la femme, est *acquis du jour des épousailles* aux enfans, lors qu'ils ont renoncé à la succession de leur pere, puisque le pere n'a plus que *la simple jouissance de ce tiers*; & puisqu'il est dit formellement dans l'article, que *le pere ne le pourra vendre, engager & hypothequer*; n'est-ce pas assez pour décider qu'il n'est point au pouvoir du pere d'affecter ce tiers au douaire d'une seconde ou tierce femme, qui doit être bien moins favorable, que des orenciers qui auroient prêté leur argent de bonne foy.

Le douaire des femmes étant coutumier en Normandie, il se regle à la quantité près, comme le douaire coutumier dans toutes les autres Coutumes du Royaume. A Paris, & en plusieurs autres lieux, le douaire coutumier est de la moitié des héritages dont *le mary est saisi* au jour des épousailles, ou qui luy sont échûs depuis le mariage en succession directe. Et en Normandie par l'article 367. *le douaire consiste en l'usufruit du tiers des choses immeubles dont le mary est saisi lors de leurs épousailles, & de ce qui luy est depuis échû constant le mariage en ligne directe, &c.*

On peut tirer de cet article en le joignant au 399. un argument invincible contre les Commentateurs de la Coutume de Normandie.

Par l'article 367. la femme n'a pour son douaire que *le tiers des biens immeubles*, dont elle *a trouvé son mary saisi au jour des épousailles*, ou qui luy sont échûs depuis le mariage en succession directe.

Or dans l'espece dont il s'agit, le pere lors qu'il a passé en secondes ou troisièmes nocés, *n'étoit plus saisi du tiers* de ses enfans du premier lit, puisque ses enfans qui ont renoncé à sa succession, selon l'arr. 399. *ont été propriétaires de ce tiers* du jour du premier mariage de leur pere.

Et par conséquent il est vray de dire que ce tiers dont le pere n'étoit qu'un simple usufruitier, n'a pû être obligé par luy au douaire d'une seconde ou tierce femme, contre la disposition expresse de la Coutume.

Quelques-uns disent à cela, que le pere demeure toujours saisi de ce tiers, quoiqu'il cesse d'en être propriétaire: mais il est indubitable que celui qui perd la propriété de sa chose, en vertu de la Loy qui la luy ôte,

cesse d'être saisi de cette propriété, étant évident que tout homme est dessaisi de ce qu'il n'a plus. Il faut prouver cette vérité par un exemple. Dans la Coutume de Paris, article 238. & dans plusieurs autres Coutumes, le douaire coutumier de la première femme est de la moitié des immeubles dont elle a trouvé son mary *saisi* lors des épouailles, & le douaire coutumier de la seconde femme, quand il y a des enfans du premier lit, est du quart seulement de ces biens. Or; pourquoy le douaire de la seconde femme est-il du quart seulement, & non de la moitié de ces biens, comme le premier douaire? C'est qu'au jour du premier mariage le mary étoit *saisi* de tous ses biens immeubles; au lieu qu'au jour du second mariage il ne s'est plus trouvé saisi que de la moitié, les enfans du premier lit étant propriétaires de l'autre. Si donc le pere n'est plus *saisi* à Paris de la moitié des biens qu'il possédoit au jour de son premier mariage, parce que la Loy en assure la propriété aux enfans douairiers. Ne s'ensuit-il pas qu'en Normandie le pere n'est plus aussi *saisi* du tiers de ses enfans du premier lit, puisque la Loy leur donne pareillement la propriété de ce tiers, du jour du premier mariage de leur pere?

On ne peut trop le repeter, tant que le pere vit la propriété du douaire, & en Normandie la propriété du tiers est incertaine; mais lorsque le pere est decédé, & que ses enfans ont renoncé à la succession: il est vray de dire que la propriété du douaire & du tiers leur a esté assurée du jour du mariage de leur pere. Ce qui est conforme aux principes du Droit Romain dans la Loy 3. §. 3. au Code *Communia de Legatis*; où Justinien décide, que quand un heritier a obligé une chose leguée sous condition, l'hypothèque est ancantie au moment que la condition est arrivée.

Sin autem, sub conditione vel sub incerta die fuerit relictum legatum, vel fideicommissum universitatis, vel speciale, vel substitutione, vel restitutione, melius quidem faciet, si & in his casibus careat ab omni venditione vel hypotheca, ne se gravioribus auctoribus evictionis nomine supponat.

Sin autem avaritia cupidine propter spem conditionis minime implenda, ad venditionem vel hypothecam profuerit, sciat quod conditione impleta ab initio causa in irritum devocetur, & sic intelligenda est quasi nec scripta nec penitus fuerit celebrata, ut nec usucapio nec longi temporis prescriptio contra legatarium, vel fideicommissarium procedat. Quod similiter obtinere censemus in hujusmodi legatis, sive pure, sive sub die certo, sive sub conditione, sive sub incerta die relicta sint. Sed in his omnibus casibus legatario quidem vel fideicommissario omnis licentia pateat rem vendi care, & sibi assignare nulla obstaculo ei à desentatoribus opponendo.

dendo. Quand les Reformateurs ont décidé dans l'art. 400. que le tiers des enfans ne diminuë point le douaire de la seconde, tierce ou autre femme; ils n'ont pas décidé que le tiers des enfans seroit luy-même diminué par le douaire des femmes, & leur intention n'a point été que les secondes ou tierces femmes eussent jamais droit de prendre leurs douaires sur le tiers des enfans, au cas que le pere eût dissipé ses biens avant que de passer en secondes nocës. Ils avoient dit formellement dans l'article 399. que le pere du jour des épousailles n'auroit plus la propriété du tiers, qu'il n'en auroit que la simple jouissance ou le simple usufruit, & ils avoient ajouté à tout cela, qu'il ne pourroit point obliger, ni engager ce tiers. N'étoit-ce pas assez pour exclure à jamais les prétentions des secondes & tierces femmes, puisque personne ne peut engager un bien qu'il n'a plus, & contre la disposition précise de la Loy.

Ces paroles des Reformateurs, sans que le tiers des enfans diminuë le douaire de la seconde, tierce ou autre femme, signifient donc (& c'est le sens de l'article 400.) que le tiers des enfans doit être compté pour la supputation du douaire de la seconde & tierce femme, en sorte qu'elles prennent l'une & l'autre, un aussi grand douaire sur le total des biens dont leur mary s'est trouvé saisi lors de leurs épousailles, que si les enfans n'avoient pas prelevé leur tiers. Ce qu'il faut rendre sensible par des exemples.

P. se marie en premieres nocës, & il a de bien 30000. livres. Le douaire de sa femme & le tiers des enfans sont de 10000. livres.

P. passe en secondes nocës avec 20000. livres de bien seulement, parce qu'on suppose dix mille livres distraites des trente mille livres pour le tiers des enfans. De combien sera le douaire de la seconde femme sur les vingt mille livres? Sera-t-il du tiers de 20000. livres seulement, c'est à dire de 6666. livres 13. sols 4. deniers? Et il faut dire, qu'il sera de dix mille livres, faisant la troisième partie de 30000. livres, comme si les enfans du premier lit n'avoient pas prélevé dix mille livres pour leur tiers de ces 30000. livres.

Les Reformateurs en rendant le tiers propre aux enfans, ont tâché de conserver, autant qu'ils ont pû, les avantages des secondes, tierces & autres femmes, mais néanmoins sans contrevenir au bon sens & à la droite raison.

Dans l'ancienne Coutume, comme le douaire des femmes n'étoit pas propre aux enfans, quand un mary conservoit ses biens, sans les augmenter, jamais le douaire d'une seconde ou tierce femme n'étoit diminué par le douaire d'une premiere; parce que le douaire constitué à la premiere femme se trouvant éteint par son deceds,

tout le bien du mary se trouvoit franc, lors qu'il passoit en secondes nœces.

En rendant le tiers propre aux enfans, il étoit difficile de conserver cet avantage aux secondes & tierces femmes, parce que les biens du mary se trouvoient ainsi diminuez; & cependant on leur conserva cet avantage autant qu'on put, en leur donnant sur les biens que leurs maris possédoient francs & quittes, le douaire aussi fort que si les enfans du premier lit n'avoient pas eu de tiers.

Que l'on suppose encore que P. qui avoit 30000. liv. quand il s'est marié la première fois, ait eu des enfans de son premier mariage; ces enfans ont pour leur tiers dix mille livres.

Que l'on suppose à présent que P. avant que de passer en secondes nœces ait dissipé dix mille livres des vingt mille livres qui luy restoient. De combien sera le douaire de la seconde femme? sera-t-il du tiers de dix mille livres seulement? il faut dire comme cy-dessus, qu'il sera du tiers de vingt mille livres, c'est à dire de 6666. livres 13. sols 4. deniers, parce qu'en joignant le tiers des enfans qui est de 10000. liv. avec les dix mille livres qui restent au pere, ces deux sommes font 20000. liv.

Mais que l'on suppose que P. qui avoit 30000. liv. quand il s'est marié la première fois ait eu des enfans de son premier mariage; ces enfans, comme on l'a dit, prennent dix mille livres pour leur tiers.

P. avant que de passer en secondes nœces a dissipé les vingt mille livres qui luy restoient: quel douaire aura la seconde femme? & il faut dire dans ce cas qu'elle n'en aura point, parce que son mary n'avoit plus rien, & n'étoit plus saisi d'aucun bien quand il l'épousa. En un mot, quand il y a des biens suffisamment, on compte le tiers coutumier que les enfans du premier lit prélevent, pour supputer & augmenter le douaire des secondes & tierces femmes; mais quand le mary n'a point laissé de bien, ayant tout dissipé avant son second ou troisième mariage, on ne compte plus le tiers des enfans du premier lit, parce que les secondes & tierces femmes ne peuvent point prétendre de douaire lorsqu'il n'y a plus de bien.

On ne peut trop peler ces paroles de l'article 400. *sans que ledit tiers diminue le douaire de la seconde tierce ou autre femme, lesquelles auront plein douaire sur le total bien que le mary avoit lors de ses épousailles.* En supposant les enfans douairiers, il est vray de dire que le mary lors de son second ou troisième mariage n'avoit plus la propriété du tiers de ses enfans, puisque selon l'article 399. la propriété leur en étoit acquise du jour du premier mariage, & par conséquent dans ce total des biens du mary, sur lequel les secondes & tierces

femmes peuvent prétendre leur douaire, le tiers des enfans du premier lit ne peut jamais être compris.

Il faut rendre encore cette verité plus sensible. C'est une question commune au Palais, de sçavoir si les dettes mobilières qui ont une date certaine, ou les obligations passées pardevant Notaires *diminuent* le douaire coutumier : & l'usage est qu'elles ne le *diminuent* point, en sorte que la femme prend sur les biens de son mary un aussi gros douaire coutumier, quand il a contracté avant son mariage des dettes mobilières, que s'il n'en avoit pas contracté. V. Mr le Brun des Successions, livre 2. chap. 5. section 2. n. 32. p. 324. de la dernière édition.

Suivant cet usage, si un homme a pour tout bien une terre de trente mille livres, & s'il en doit quinze mille par obligations contractées avant son mariage, le douaire coutumier de sa femme sera donc de quinze mille livres, ou de la moitié de la terre, & par conséquent de tout son bien.

Or de ce que les simples dettes hypothécaires antérieures au mariage *ne diminuent point le douaire coutumier de la femme*, dira-t-on que la femme prendra son douaire coutumier sur les biens de son mary, à l'exclusion des créanciers hypothécaires antérieurs à son mariage, lorsque les dettes du mary excèdent la valeur de la moitié de ses biens ?

Et si dans ce cas il y auroit de l'absurdité & de l'injustice que la femme prît son douaire au préjudice des créanciers hypothécaires de son mary, n'y en auroit-il pas aussi dans le cas dont il s'agit, qu'elle le prît au préjudice des enfans du premier lit, quand mêmes on ne les regarderoit que comme créanciers de leur tiers, & non comme propriétaires ?

Quand on dit que les dettes hypothécaires contractées par le mary avant son mariage *ne diminuent point le douaire coutumier de la femme*, cela s'entend donc si les dettes payées & prélevées par les créanciers hypothécaires, il reste assez de bien dans la succession du mary, afin que la femme y puisse prendre son plein douaire ; car il est indubitable que la femme ne peut jamais prendre son douaire coutumier au préjudice des créanciers de son mary antérieurs à elle.

Et quand on dit en Normandie que *le tiers des enfans du premier lit ne diminue point le douaire des secondes & tierces femmes*, cela s'entend pareillement si le tiers des enfans prélevé, il se trouve assez de biens dans la succession du mary, afin que la femme y puisse prendre son plein douaire. De sorte que comme le tiers des enfans *ne diminue point le douaire des secondes & tierces femmes*, le douaire des

secondes & tierces femmes ne *diminué* point aussi le tiers des enfans du premier lit.

Ce n'est pas assez d'avoir prouvé que la cause des enfans est juste, il faudroit à present faire voir que les raisons dont M. Basnage se sert pour soutenir le parti des secondes & tierces femmes sont mauvaises; ce qu'on reserve pour un autre endroit.

DROIT DE TIERS ET DANGER.] Es Ordonnances des Forests du Roy Charles V. de l'an 1576. de Charles VI. de l'an 1413. art. 236. & autres où il faut ainsi lire. Et en l'Edit de Charles IX. de l'an 1566. fait pour la conservation du domaine, art. 10. & en la Charte aux Normands qui est du Roy Louis Hutin de l'an 1314. Ce droit appartient au Roy és bois, forests & buissons de son domaine, ou és bois & forests du fonds de quelque Seigneur domanier: dont est fait mention en deux Arrests de Toussaints 1287. Au pays de Normandie ce droit est le tiers du prix de la vente, & la disme ou danger de deux sols pour livre de tout le prix, à sçavoir treize livres de trente livres. Voyez le Guidon des Financiers, & les annotations: & pour conserver ce droit, les Sergens Dangereux ont été instituez. * V. *Danger*.

DROIT DU TIERS A MERCY.] Qui a été ajugé au Prieur d'Osay par Arrest de Paris du penultième jour d'Aoust 1404.

TIERS-DENIER.] Nivernois, tit. 4. art. 58. 70. tit. 24. art. 10, tit. 6. art. 2. & 23.

Qui est dû au Seigneur bourdelier, & est le tiers denier du prix de la vente de l'heritage bourdelier.

DROIT DE TIERS-DENIER DE VENTE.] Auvergne, chap. 31. art. 75.

De tertiarum illationibus meminit Cassiodorus l. 1. Variarum Epistol. 14. lib. 2. epist. 16. 17. De binorum & ternorum titulis, qui à Provincia libus exigebantur, idem Cassiodorus, lib. 7. Hac ad verbum Bacquetius ex hoc loco transcripsit libro de Justitia cap. 10. nulla auctoris sui habitatione. De binorum & ternorum exactiōe idem Cassiodorus, lib. 3. epist. 8. eodemque lib. 7. formula 21. 22.

TIGE ET TRONC COMMUN.] Bretagne, art. 543. 545. 546. 552.

TIGE ET SOUCHE.] Bretagne, art. 570.

C'est le lignage, *stirpes, stirps. Qui ab eodem parente orti sunt, dicuntur ejusdem stipitis.* Voyez les mots ESTOC, SOUCHE, BRANCHAGE, RAMAGE: *In Stemmata cognationis rami sparsi solent esse: Stemmata dicuntur ramusculi, quos etiam faciunt Advocati in jure cum causam partiuntur: Ramum ac lineam successionis à Genealogo in stemmate obtinemus, inquit Cornutus in 3. & 5. Satyram Persii.* Tant que Tige fait souche, elle ne branche jamais: Tant qu'il y a des enfans d'un

ainé du sang Royal, les puisnez. ne sont appellez à la Couronne.

* *TINEL, TINEIL, ou plassage.*] La Charte de l'an 1209. par laquelle Robert de Courtenay accorde les Coutumes de Lorris aux habitans de Meun, entre les anciennes Coutumes locales publiées par M. de la Thaumassiere, p. 425. 426. *Quiconque au Marché de Meun aura acheté aucune chose, ou aura vendu, & par oubliance son Plassage ou Tineil aura retenu, après huit jours iceluy payera sans aucune cause, s'il peut jurer que sciemment il ne l'ayt retenu.* Le Tineil ou plassage, dans cette Charte, est le droit qui est dû pour la place que l'on occupe dans le Marché. Voyez la Coutume de Chasteau-neuf en Berry, tit. 2. art. 6. La Chronique de Flandres chap. 57. *Et alla au Palais tenir son Tinel, & y fit office Royal.* Voyez M. Menage sur l'origine de ce mot, & le P. Labbe, p. 468.

* *La TIPHAINE, la TIEPHAIGNE ou la TEFFAIGNE.*] Ces mots viennent ce semble de *Theophania*, qui est le jour de Noël, le jour de la naissance de J. C. ἡ τῆς Θεῶν φανίωσις. Dans nos vieux Auteurs François la *Tiphaine* n'est pas le jour de Noël, mais le jour des Rois ou de l'Épiphanie. Alain Chartier, p. 140. sous l'an 1441. *Ou mois de Janvier après la Tiphaine.* Du Chesne remarque tres-bien sur ce mot à la p. 843. que d'Épiphanie on a fait *Tiphaine*.

* *TIRER & endosser une Lettre ou Billet de Change.*] Voyez sur ces mots.

* *TIXIERS.*] Anjou, art. 173. *Textores*; Sont les ouvriers qui travaillent à faire des draps.

TOISE DE MASSON EST DE SIX PIEDS;] De Charpentier est de cinq pieds & demy: de Mesureur de terres & vignes, est de cinq pieds seulement: & en bois & forests, de cinq pieds & demy selon la Coutume d'Orleans, art. 213. En Bourbonnois, art. 302. Et au pays de la Marche, art. 215. la Toise est de six pieds. Et faut noter que le pied est de douze pouces de long, & chacun pouce est divisé en douze lignes. Tellement que la toise quarrée contient six pieds de long sur six pieds de large. La perche contient trois toises. De ces toises & mesures a été mis en lumiere un traité en François l'an 1580. Voyez aussi le chap. 1. du 5. livre de la Maison Rustique.

* *Humier ne TOMBE sur humier.*] Liege, art. 127. C'est à dire que l'usufruit ne tombe point sur usufruit. Voyez de Mean sur cet article, observation 127. page 252. de l'édition de 1670.

* *TOMBER en tierce foy.*] Voyez cy-devant *Tierce foy*.

* *TONAIGES, Tolaiges & Grasselaiges.*] C'étoient des imposts que quelques particuliers levoient indûment sur les *Doriers*, qui par ordre du Roy cueilloient & amassoient l'or de Paille dans quelques

rivieres & montagnes de Languedoc. Le Mandement adressé aux Maîtres des Monnoyes pour empêcher ces vexations est rapporté par Constans, aux Preuves de son Traité de la Cour des Monnoyes, p. 64. & il y est dit que dans ces montagnes & ces rivieres on trouvoit par an cinq ou six cens marcs d'or.

Ovidius lib. 2. Metamorph. vers. 251.

Quodque suo Tagus amne vehit, fluit ignibus aurum.

Juvenalis Satyr. 3. vers. 54.

Tanti tibi non sit opaci

Omnis arena Tagi, quodque in mare volvitur aurum.

Martialis lib. 1. Epigram. 50.

*Æstus serenos aureo franges Tago
Obscurus umbris arborum.*

Plinius lib. 33. cap. 4. n. 21. *Apud nos (aurum invenitur tribus modis) fluminum ramentis, ut in Tago Hispania, Pado Italia, Hebro Thracia, Pactolo Asiae Gange India, nec ullum absolutius aurum est, ut cursu ipso trituque politum.*

TONLIEU.] Monstreuil, art. 24. 26. Et és Statuts de la Prevôté & Eschevinage de Paris : & en la Coutume d'Arthois au Baillage de S. Omer, art. 2. 3. imprimée en 1553. de la Bassée sous Lille en Flandres. Ou TONNELIEU : à la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne. Ou TOULIEU : Normandie, chap. 7. Theroane, art. 7. Bourbonnois, art. 129. De Surene, art. 4. Hainaut, chap. 106. & en la Coutume de S. Omer non imprimée ; en celle d'Arthois imprimée à Arras en 1589. Ou THONNEU, Chalons, art. 3. C'est un droit Seigneurial que les vendeurs & acheteurs payent de ce qu'ils vendent & achètent selon les Coutumes des lieux : & se prend sur toute marchandise, soit de bestes chevalines & autres. Et par la dernière Coutume de Boulenois, art. 35. est de quatre deniers du vendeur, & autant de l'acheteur pour chacune beste chevaline, bœuf ou vache, ou d'un denier pour chacune beste blanche, sçavoir une maille pour le vendeur, & autant pour l'acheteur ; & pour le pourceau un denier par le vendeur, & autant par l'acheteur, que chacun d'eux sont tenus payer dans le soleil couchant. *Ille tamen art. 35. non utitur hac voce, sed ea extabat in veteri Consuetudine illius Comitatus art. 12. Itaque species est vectigalis vel TELONEI, que vox legitur in Constitutio. Friderici de jure Fisci, qua est lib. 5. de Feudis, & in Annal. Caroli Magni, & lib. 3. legis Francica tit. 12. & 54. lib. 4. tit. 24. & 52. Telonei vel Tholonei canon apud Cassiodor. lib. 5. Variar. epist. 39. Publicani & Telonarii in l. 3. Cod. Theod. de indulgentiis debitorum.*

*Et in tit. 3. lib. II. Cod. Visigothorum. Τελώνης, ὁ τὰ τέλη ἀνέμεινος, Mis-
chopulus. Portitores etiam dicti sunt Telonarii, qui portum obsidentes om-
nia sciscitarentur, ut ex eo vectigal accipiant. Et Portorium dicitur mer-
ces que portitoribus datur: Nonius. Τέλος τὸ καταβαλλόμενον τοῖς τελώ-
ταις, Hesychius: Et satis constat ex aliis auctoribus, nec semper proba-
tiones probationibus aliis molestè confirmandæ sunt. * Voyez Godet &
Bellocart sur l'article 3. de la Cout. de Châlons.*

Le TONLIEU est un droit qui est dû au Seigneur de Coutume pour le Marché ou Foire, & se paye par les vendeurs ou acheteurs de denrées ou marchandises, pour le lieu & place qu'ils occupent le jour de foire ou marché, pour exposer leur marchandise en vente, & s'appelle Plaçage és anciens Instruments & Chartes: Comme au Privilege François des Bourgeois & habitans de la ville de Mehun sur Eure en Berry: *Et in Latino privilegio quod Robertus de Curtiniaco Dominus Magdunensis, & Mathalis uxor ejus concessit tam Magdunensibus meis anno 1209. die II. Julii, quàm hominibus ville S. Laurentii ad Barangum anno 1234 hoc jus appellatur Tonleium.*

* TOR & Ver.] En Normandie & autres Provinces, le Seigneur est fondé en droit, que seul il fournit un *Toreau* ou Verrat bannier, dont il tire de l'argent.

* TORAILLE, *Torrelage*,] *Torrelagium*, du verbe *torreo*. On appelle *Toraille* la maison ou l'édifice où l'on fait seicher les grains; & le *Torrelage* est la redevance ou le droit qui est payé par ceux qui font seicher leurs grains.

* TORAL.] Dans l'ancienne Coutume de Berry, publiée par M. de la Thaumassiere, chap. 12. p. 259. C'est une élévation de terre qui est ordinairement couverte de gazon, que l'on fait entre deux héritages qui appartiennent à deux differents maîtres pour servir de separation. On marche sur ces *Toraulx* ou *Thuraulx*, qui deviennent ainsi de petits chemins élevez; & de là vient que dans l'article cité de l'ancienne Coutume de Berry, ils sont mis au nombre des chemins. *En demande de heritaige entre privées personnes, & aussi en demande sur action hypotheque, & là où aucun Juge suit son sujet que il a fait aucune malefaçon en Toral ou en chemin, &c.* Dans les Privileges accordés aux habitans de la ville de Dun-le-Roy en 1181. il y a un article par lequel il est deffendu de labouter les *Toraulx* ou *Thuraulx*. *Si quis accusatus fuerit Pastorale vel Toralium, vel viam vel plateam vel metam arasse vel fodisse, vel aliquam arborem in pastorali seu in via seu in platea incidisse, per suum vel alterius sacramentum inde liber & quietus remanebit.* Toral vient de *Tarus*, *Toro*, *Toronus*, *Turonus*, qui significat *vine colline*.

- * *TORCHE.*] Chaulny, nouvelle Coutume, art. 122. Voyez *Pelle*.
- * *TORCHIS.*] Montargis, tit. 10. des Servitudes réelles.
- * *TOREILLES.*] Calais, art. 3. Voyez *Toraille.*
- TORNADOT.*] Bearn, tit. 4. art. 9. tit. 40. art. 18. tit. 58. art. 19. Retour de dot.
- * *TORNIUS, TORNERIA.*] Bearn, rubr. des Contrâtes, art. 4. C'est le droit de retour & de reversion à cause de la proximité; ce droit a lieu pour les biens avitins, c'est à dire pour les biens qui ont été possédez par trois personnes successivement; sçavoir par l'ayeul, le pere & le fils, en ligne directe. Ces biens & ceux qui sont plus anciens ne peuvent point être alienez, & sont reversibles par la Coutume & l'usage autorisé par les Arrests, aux plus proches parents. On peut pourtant en disposer de quelque partie, mais pour la totalité & le principal manoir, on ne peut point les aliener, si ce n'est pour grande nécessité prouvée en Justice, & en vertu d'un Jugement rendu après en avoir été communiqué aux plus proches parents & au Procureur general. Voyez *Pauvreté jurée.*
- * *TOT quot.*] C'est le droit que les Princes exigeoient des affranchis, & qui consistoit en une somme pareille à celle que les affranchis avoient donnée à leurs Seigneurs pour obtenir la franchise. Voyez *M. Collet* sur les Statuts de Bugey, liv. 3. sect. 1. pag. 66. col. 2.
- * *TOTAGE.*] *Totagium*, Total. Auvergne. chap. 21. art. 8.
- * *TOUC.*] Bretagne, art. 726. qui est le 22. de l'Usance de Nantes. Voyez *Touls.*
- * *TOUCHE.*] Blois, art. 78. [*TOUSCHAIGE.*] Anjou, art. 117. C'est un bois qui est pour l'embellissement d'un lieu.
- * *TOUDRE.*] *Tollere*, ôter, voler, embler. Beaumanoir, chap. 32. de ses Cout. de Beauvoisis, p. 170. ligne 17. *Se il avenoit que un lierres eût emblé aucune chose, & cil qui la chose seroit la toussit au larron sans justiche, & li lierres requerroit à être resests, avant toute il le resestroit.* Voyez au chap. 34.
- * *TOULS, canaux.*] Anjou, art. 450. Voyez *Touc* & du Pineau sur l'article cité de la Coutume d'Anjou.
- * *TOURBLE.*] *Turba*. Assemblée, troupe. Voyez *Bouteiller* dans sa Somme, liv. 2. chap. 19. p. 196.
- * *TOURIER.*] *Unde Toragium.* C'est le Geolier garde des prisons par tout le Pays-bas &c. Statuts de Liege chapitre 12. & 18. Arrest *inter judicata Curia.* « Cum plures Burgenses dilecti & fideles nomine « *Remensis Archiepiscopi missi fuissent L. ut tenerent ibi pri- « sonem pro defectu solutionis expensarum factarum in coronatione « domini, Toragius L. nisus fuit hoc Toragium ab eisdem, licet in*

in prisone clausa non fuerint, sed prisonem in villateneant; dictum fuit " per arrestum quod hujusmodi prisonarii solvere toragium non tenentur: " veruntamen si aliquis magnus homo accusatus de crimine vel aliquo... " facto haberet gratiam... per civitatem, vel aliàs posset ire per villam " & non teneretur in prisone fermata, nihilominus toragium solvere tene- " retur. (M. GALLAND.) Voyez Tourrier.

* *TOURNE-penbs.*] Acs, tit. 16. art. 10. C'est la valeur du meuble scellé ou sur lequel on a procédé par aveu.

LA *TOURNELLE*] Est la Chambre criminelle des Parlemens, en laquelle les Juges des autres Chambres jugent *en leur tour*, afin que l'accoutumance de condamner & de faire mourir les hommes, n'altère la douceur naturelle des Juges, & ne les rende cruels & inhumains: *quod festiviter magis quam verè dictum est à Bodino lib. 4. Reipub. cap. 6. Sic in Italia judiciales rota, Romana, Florentina, Lucensis, Senensis: & olim Centumvitalia judicia in plura consilia distributa erant, cognitioque causarum Centumvitalium in orbem per ea consilia circumducebatur. Sigonius, libro 1. de Judiciis cap. 28. qui mihi hoc saculo inter probatos & eruditos auctores. Hujus autem ætatis auctores & libri seligendi sunt in tanta scribentium multitudine & in tanta temporis egestate, ut Seneca etiam suo avo monuit Lucilium. Plerique enim in suis scriptis aniliter desipiunt atque delirant: Alii parum prudentes, nedum bis pueri, sed semper. Alii de suo nihil proferunt, & versuram faciunt: Alii nihil nisi jam vulgare & pertritum, vel lippis notum: Alii cum aliis in eodem luto hæstant, nec se expediunt. Denique extat librorum moles & insania in omni arte, non sæcunditas, videlicet ut immortales anima in Bibliothecis loquantur. Seligas igitur illos quorum eruditio elucet, quibusque quasi cothurnus & gravitas artis.*

* *TOURNER à l'hommage du Seigneur.*] Anjou, article 102. Cette maniere de parler n'étoit pas seulement autrefois en usage en France & en Angleterre, comme on l'a fait voir sur le mot *Attournance*, mais encore en Espagne. Las siette partidas. part. 4. tit. 26. Ley 1. *Feudo es bien fecho que da el señor à algund ome por que se torne su vassallo, & el faze omenaje de, serle leal. Voyez Attournance.*

TOURNES.] Montargis, chap. 1. art. 51. 61. chap. 2. art. 24. 30. 48. chap. 16. art. 9. Orleans, chap. 1. art. 61. 83. III. 130. 284. 298. Blois, art. 120. Dunois, art. 38.

C'est la Soulte ou retour de deniers, ou bourse déliée: quand il est traité de l'échange, ou de partage de biens.

* *TOURNOIS.*] La monnoye de Tours a toujours valu un cinquième moins que celle de Paris; de sorte que cinq livres tournois n'en faisoient que quatre parisis. Du Molin sur l'art. 54. de l'ancien-

ne Coutume de Paris, qui est le 77. de la nouvelle, n. 20. remarque que quand les Coutumes ne font point mention des sols ou des livres parisis, il faut toujours entendre les sols ou les livres tournois, parce qu'ils valent moins, quand bien même ces Coutumes parleroient ailleurs des parisis. Voyez *Parisis*, & Brodeau sur l'article 76. de la Coutume de Paris n. 35.

TOURNOY & JOUSTES.] *Torneamentum in quo milites ex condicto conveniunt ut congregiantur, quod decretis Pontificum prohibetur.* De ce il y a plusieurs exemples és Histoires. *Neubrigensis*, lib. 5. cap. 4.

TOURRIER OU GEOLLIER.] Au Stile du pays de Liege, chap. 12. art. 10. & au chap. 18. * Voyez *Tourrier*.

TOUS-US.] Mets, tit. 4. art. 30.

TRAICT D'ARC.] Bourbonnois, art. 524. *Cum certum spatium definitur, eadem ratione qua VOL DE CHAPON, Jet de pierre, Portée d'arquebuze: quantum jageri spatium. Lucianus in Philopatri. Hostiles turma imminebant jactu tantum lapidis medio. Hieronymus in vita Hilarionis. Intra lapidis jactum. Apuleius primo Floridorum. λίσου Γολή in Evangelio Luca cap. 22. τὸξου Γολή, Leonis Novell. 71. ubi statuit de intervallo novi in agris adificii: cujus Novelle sententia etiam profertur ab Harmenopulo lib. 2. tit. 4. Iter Sabbati Actorum capite primo. Jactum sagitta separari, Sidonius, lib. 5. epist. 17.*

TRAICTE FORAINE.] Qui est l'imposition foraine, & Ayde que le Roy leve sur toutes especes de marchandises & danrées qui entrent au Royaume, ou qui en sortent, comme il est contenu par les Ordonnances.

DROIT DE TRAICTE.] Au tit. II. de l'ancienne Coutume de Mehun en Berti, signifie les deux deniers tournois que le Roy prend sur chacun charroi de marchandise qui se transporte hors la terre de Mehun. *Sic Gebanitarum regi pendebatur vectigal myrrha & thuris quod evehebasur: Plinius, lib. 12. cap. 14. 15. Hæc tributa vel telonea appellantur etiam tractura vel transitura lib. 4. legis Francica cap. 37. quod in capitulis est ordine 59. Olim Tractoria erant Σωθήματα, Κωμίσαι, & evectiones cursus publici. Vectigal autem quod Fisco vel Reipub. prestatur pro mercibus qua importantur vel exportantur, Εξαγωγίον, & Εισαγωγίον appellatur: Transitorium tributum in legibus Longobardorum lib. 1. Erant omnibus offiis Nili custodie, exigendi portorii causa disposita. Hirtius de bello Alexandrino: Porro custodiuntur littora & portus à curiosis littorum, ne merces illicita ad hostes transferantur.*

TRAIN DE JUSTICE.] Au commencement de la Coutume de Namur. Nous disons **TRAIN** de pratique, pour le Stile & l'usage de Cour.

* *T R A I N A G E.*] Voyez *Vientrage*.

* *T R A I N É S, courges & merriens.*] Blois, art. 233. Voyez *Merrien*.

D R O I T D E T R A V E R S.] Appartient au Seigneur Châtelain: Senlis, art. 93. & est droit Seigneurial de haute-Justice. Senlis, art. 105. & se prend sur les marchandises passants par les chemins. Clermont, art. 229. Vallois, art. dernier: & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 78. 80. & en la dernière, art. 192. & à la fin du Procès verbal de la Coutume de Peronne. Anjou, art. 43. 49. Le Maine, art. 50. 57. Grand Perche, art. 7. 39. S. Paul sous Arthois, art. 69. selon l'impression de l'an 1553. Autre est l'ordre de celle de l'an 1589. Et és Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 196. Le Seigneur Châtelain prend sur les denrées & marchandises que l'on conduit & traverse de Province en autre, & qui passent par les détroits & passages de sa Seigneurie, à la charge d'entretenir les ponts, planches, chauffées, levées & grands chemins en bonne & suffisante réparation au détroit & étendue de son peage. Aussi à la fin du Procès verbal de la Coutume du Grand Perche, & en l'art. 282. & 355. de l'Edit de l'an 1579. les droits de Peage & de *T R A V E R S* sont conjoints. *S E R G E N T S T R A V E R S I E R S*, qui ont charge és forêts, en l'Edit du Roy Henry III. de l'an 1583.

T R A Y A N S.] Hainault, ch. 67. n. 16. Sont des créanciers faillissans.

* *T R E G E-Marla.*] Bearn, des Bocages, art. 14. C'est tirer de la Marle.

* *T R E M O I S, Tremes, tramois, & tramez.*] Sont les petits bleds appelez *mars* ou *marfés*, en plusieurs Coutumes. Ils sont nommez *trémois*, parce qu'ils ne sont que trois mois en terre.

* *T R E S F O N C E R.*] Ce mot étoit autrefois en usage dans le pays Messin, & il signifioit changer les gagieres, les mort-gages & les engagemens en acquisitions, pures & simples. Ce qui se pratiquoit quand celui qui ne tenoit la chose qu'en gagiere, vouloit en devenir propriétaire.

T R E S F O N D.] Fours, art. 1. *est ipsum pradium, quod est cuiusque proprium: Unde SEIGNEUR TRESFONCIER* du disme, de la rente, du cens, de la Justice, de l'heritage dont un autre est usufruitier, au Stile des Cours seculieres de Liege, chap. 5. art. 8. chap. 13. art. 20. & souvent ailleurs. Le Tresfond est opposé au viage en la Coutume de Bapaumes sous Arthois: la propriété à l'usufruit.

* *Peages & T R E S P A S.*] Voyez *Peages*, & Constant sur l'art. 99. de la Coutume du Poitou, p. 112. à la fin.

* *TRESSAUTL.*] Bretagne, art. 258. 551.

Par l'article 553. de l'anc. Coutume de Bretagne l'aîné pouvait faire assiette à ses puisnez, commencer où il vouloit selon le rapport, & asseoir de PROCHAIN en PROCHAIN, Asseoir de prochain en prochain c'étoit donner aux puisnez pour leur part des terres contiguës. La nouvelle Coutume a favorisé les aînez dans l'art. 551. en leur permettant de faire un *tressault*; c'est à dire de sauter & enjamber une fois sur ce qui est le plus proche. Voyez M. Hevin sur Frain, p. 557.

LE DROICT DE TREU ACCOUTUMÉ.] Comté de Bourgogne, art. 107. Quand la beste a été prise & abbatuë en autre Seigneurie qu'en celle du Veneur ou Chasseur. Ce droit appartient au Seigneur haut-Justicier du lieu où elle aura été abbatuë, & luy doit être porté & baillé s'il est au lieu, ou à ses Officiers, Au livre de la Somme rurale, & en nos Histoires & Chroniques Françoises, comme en celle de Flandres, chap. 17. ce mot signifie le droit de Peage, & l'impost que le Seigneur prend sur les marchandises qui passent de pais en autre, ou sur le sel, & tels autres devoirs qui s'appellent aussi TRUAGE au chap. 95. de ladite Chronique de Flandres, Froissart, l. 2. ch. 159. TREU. Le même Auteur au liv. 4. ch. 23. Qui fit Normand, il fit Truand. PEAGES ET TRUAGES, és Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 207. 245. *Hac vox autem originem habet à tributis publicis vel Fiscis, qua more solito tribuuntur, prebentur, prestantur. Varia autem Tributorum & vectigalium genera: Tributum soli, Tributum capitis; Tributi collatio ex censu: Æthiopes in Tributi vicem Regibus Persidis pensitarunt aurum, ebur, ebum: Arabes autem thus annum, ut ex Herodoto refert Plinius summus & precellentissimus auctor, lib. 12. cap. 4. & 17. Balsami tributum quod Judæa Romanis pendebat, eodem lib. cap. 25. Cocum pensonem alteram tributi pauperibus Hispania donat, idem Plinius lib. 16. cap. 8. In Ponto gens Sannorum ceram in tributa Romanis prestat, idem lib. 21. cap. 13. Populus Romanus victis gentibus in tributo semper imperitavit argentum, non aurum, idem Plinius lib. 33. cap. 3. Bosporus Imperatori Constantinopolitano per singulos annos boves pro pecuniis inferebat, ut sub Justiniano magno auctores referunt. Phrisi regibus Francorum singulis annis pendebant tributum ducentorum sexaginta boum. Trithemius refert.*

Bouteiller dans sa Somme, tit. 40. dans son Traité du Franc-aleu, page liv. 2. pag. 865. Item est à sçavoir qu'au 89. de la dernière édition, Pasquier dans pays où le Treu de sel a lieu nul ne doit ses Recherches, liv. 8. chap. 41. Constant sur la Cout. du Poitou, p. 110. art. & qui fait le contraire il chet en l'amende à ce ordonné. Joignez Galland 99. & Cang. in Gloss. v. *Trutanizare.*

* *TREVE de Dieu.*] M. de Marca dans son Histoire, & ad Can.

2. *Concil. Clavomont. Hugo Flaviniac. Brodeau, & autres. Voyez aussi Rigord sous l'an 1383. pag. 12. tom. 5. Hist. Franc. & Commun de Paix.*

TREVES & ASSUREMENT.] Anjou, art. 42. 78. 82. 152. Le Maine, art. 49. 89. 93. 94. 167. Normandie, chap. 72. 76.

TREVES ET SAUVEGARDES ENFRAINTES.] Anjou, art. 386. Le Maine, art. 396. dont le moien Justicier ne connoît: le Perche, chap. 3. TREVES BRISÉES, qui est infraction de sauvegarde, Namur, art. 5.

Il y a différence entre Treves, assurément, sauvegarde, & sauf-conduit. Les Treves ont eu lieu entre les nobles par Ordonnance du Roy ou de sa Cour de Parlement, pour faire cesser pour un tems la guerre que l'un faisoit à l'autre, au lieu de le poursuivre en Justice, au tems que le droit de guerre a eu lieu entre les Sujets d'un même Prince. Il est souvent fait mention de ces Treves és anciens Arrets de la Cour de Parlement à Paris, & és Croniques & histoires. *Treuga. Sunt induciae, belli feriae, pax castrensis paucorum dierum, ut M. Varro desiniebatur lepidè & festivè: Cum feriasur bello apta manus & otia ducit. Ausonius. Hanc pugnae cessationem pactitiam Graeci dixerunt. Exarchus, quod eo tempore manus cohibeatur: Gellius, lib. 1. cap. 25. induciae sunt pax in paucos dies, vel quod in diem dentur, vel quod in dies otium praebeant. Donatus in Eunuchum actu 1. Inducia dicuntur etiam Α'ροχαί, ἀρχησίαι, ἀναρχαί. Celuy qui se laisse tomber entre la paix & la treve, jamais ne se releve.*

* TREUF, *treuve.*] *Trova, inventio*, découverte; en Dauphiné. C'est l'espave. Voyez M. Salvaing dans son Traité des Droits Seigneuriaux, liv. 1. chap. 61. pag. 334. 335.

* TROAILLE.] Dans l'ancienne Coutume d'Orleans, c'est une espave. Voyez le mot précédent.

* TROENE de Vassiaux dels.] Voyez *adeps & Vassiaux.*

TREIZIÈME DE VIN.] Berry, tit. 2. art. 22. Comme en en aucuns lieux est dû le huitième, le onzième, & autres portions du prix du vin vendu en détail. Aussi en Normandie & ailleurs, est dû au Roy ou au Seigneur feudal ou censuel par le vendeur le Treizième denier, en autres lieux le quint requint, & est dû relief outre le treizième. Normandie, art. 171. 172. 173. 174. Ailleurs, le droit de Treizième est de treize gerbes l'une en moissons.

* TROLHS.] Bearn, des bocages, art. 13. c'est un Pressoir.

LE TRONC DE PERE, MERE, OU AUTRES PARENTS.] Sens, art. 83. Duché de Bourgogne, art. 76. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 63. 73. 82. TRONC & LINE en la dernière Coutume d'Auxerre, art. 240. Tronc & estocage: Tronc & souche. Lorraine, tit. 9. art. 51.

CHEZ OU TRONC.] Sedan , art. 84. **LA LINE DU TRONC.**] Duché de Bourgogne , art. 68. **L'ESTRE, TRONC & LINE : LA LINE DU TRONC & ESTRE.**] Nivernois , tit. 34. art. 91.

LE TRONC, c'est la souche, le tige & l'estoc. La Line, c'est la branche, ou linage : *Stirps vel linca : eadem ratione que le fourchage, branchage, ramage, propter fidam arborum cognationis : Sic etiam plerumque rem indicamus significantiore vocabulo quam proprio.* Linagier descendant du Tronc : Bayonne , tit. 5. art. 1. tit. 12. art. 24. 31. 32. *Genealogia à trunco tuo inchoata, inquit Ivo Episcopus Carnotensis, Ep. 263.*

TROUBLE.] Berry , tit. 2. art. 32. tit. 5. art. 23. *Cum quis turbatus est in possessione rei suae.*

* **TROUBLEAUX.**] Orleans , art. 169. sont des instrumens qui servent à la pesche.

DROIT DE TROUSSE,] qui est un devoir annuel d'oysons en la Justice de Croffes près Bourges.

Par la Coutume de Troy en Berry , art. 4. ce droit est de trois agneaux un, que le Seigneur est en droit de prendre sur chacun de ses habitans ayant bêtes à laine, au jour & Feste de S. Barnabé. *Item aussi par ladite Coutume, & Droit prescrit, ladite Seigneurie a droit de prendre chacun au le jour & Feste de S. Barnabé, sur chascun desdits habitans de Troy ayant bêtes à laine, un agneau, pourvu qu'ils ayent trois agneaux, lequel droit s'appelle Troulle. Voyez Estrouffe & Herbage vis.*

TROUSSEAU, OU SERPART.] Sens, art. 268. Troyes, art. 143. Melun, art. 277. Auxerre, art. 253. Châlons, art. 104. Ou **TROUSSEL :** Comté de Bourgogne, art. 87. Bretagne, art. 463. 569. & de l'ancienne, art. 443.

Ce sont les lits, draps, coffres, robes, vaisselle, bétail, & autres menus meubles & ménage, que les pere, mere, ou autres donnent en contrat de mariage à leurs fils, filles, ou autres leurs parens : Les anciens contrats de mariage passez en Berry disent **SURPOIL.**

* **TROYA saubage.**] Bearn, rub. de Cassas, art. 3. C'est une Lée ou Truye sauvage : *Scribit Messala, lib. de Orig. August. S U E S vulgari sermone latino appellari TROIAS, & inde vexillo Trojanorum insculptam fuisse suam.* Vid. Cujac. *ad leg. Unum ex familia D. de legatis* 2. lib. 19. Q. Papiniani. De Troya, nous avons fait Truye.

* **Patiffages & TRUAGES.**] Alain Chartier dans le Lay de paix, sont des tailles ou grains & viandes pour le *pastis*, le *past* ou la nourriture des Soldats. Jean Juvenal des Ursins dans son Epître à Charles VII. *Appatissoient les villages, tellement que ung pauvre villaige étoit appatis à huit ou dix places, & si on ne payoit, on alloit mettre le feu és villages ; & dans son Epître aux Etats de Blois : Es quelles choses le pauvre peuple de tous Etats cuidant mettre remede, delibera*

GLOSSAIRE.

431

de soy appatichier à la garnison plus prochaine ; mais tantost toutes les garnisons commancerent à courrir les villages , voulans avoir Patis.] Voyez *Past & Truant*.

CENS TRUANTS.] Soesmes , art. 3. Qui ne font que doubler, & ne portent lods & ventes en cas d'ouverture. Quant à la mutation du nouveau acquerreur, n'est dû au Seigneur censuel que le Treu & cens annuel & accoûtumé sans autre profit : Auquel cas le cens est réputé mort ; comme il s'appelle en la Coutume d'Auvergne , chap. 31. art. 71. Comme nous disons-, *Mortgage, Rense-morte, Mortherbage, Voirre mort*. * Voyez droit de *Treu*, & Galland dans son *Traité du Franc-aleu*, pag. 89. & Cang. in *Gloss. V. Truavitare*.

TRUCHEMENT.] Druguement en l'histoire de Villehardouin , livre 4. *Interpres, ἐμπῆς, ἐκφάρτωρ*.

* TRUIR.] Beaumanoir , pag. 18. lig. 52. C'est trouver.

* TRYE.] Bretagne , art. 389. Châteauneuf , art. 152. à la différence de la fuye & du colombier. La Trye n'est autre chose que ce ce qu'on appelle *voliere* ou *voles*. Voyez d'Argentré sur l'article 368. de la Coutume de Bretagne.

TURCIES DIGUES & LEV'ES] que l'on entretient au long de la mer, ou des rivieres, aux dépens des deniers d'oëtroï, ou d'autres à ce affectez : *Sunt aggeres, moles, chomasa, stasa*.

* TUREAU, Turcelée.] Voy. *Toral*.

TUTION, curation.] Mante , art. 184. *Tutela, cura, tutelle, curatelle*. Voyez ce qu'on a observé sur Loy outrée.

* TYMBRES.] *Tympana, Timbria*. Touraine , art. 60. sont les casques posez sur les écussons des armoiries.

V

VACATIONS DE JUSTICE.] *Indicta foro feria, Justitium. Tertulliano de Resurrectione carnis, & de jejunio. Lívio, Apuleio lib. 4. Afni, & aliis: quando jus stat, Charisius lib. 1. Quod Fulgentio Placiadi est lucus publicus: cum Jurisdictio intermittitur, cum res proferruntur, Plautus in Captivis, Seneca de brevitare vita cap. 7. Cum alcedonia sunt circa forum, ait Plautus in Prologo Casina. Dies Alcyoniz dicuntur quibus fora conticescunt. Pierius & alii. Ad vindemiam feria judiciariam curam relaxaverant: Minutius Felix in Octavio, quem Latantius lib. 5. cap. 1. ait fuisse non ignobilis loci inter consulas: ubi & de Tertulliani & Cypriani scriptis judicium. Triginta diebus ad vindemiam Jocundari. Paulus Varnesfridus, lib. 3. cap. 12. Feria indulgebantur messium, vindemiarumque causa, Suetonius in Julio cap. 40. Statius*

lib. 4. Occupati enim circa rem rusticam, in forum non sunt compellendi, l. 3. & 4. Dig. de feriis, l. 2. 5. 7. Cod. eodem. cap. ult. de Judiciis. cap. ult. de feriis. Hoc tempus est quo indulgente vindemia solutus animus inquietem solemnes ac statutas anni fatigantis inducias sortiatur. Cyprianus prima Epistola ad Donatum. At justidium est ἀπορριχὴν ἡμέραν glossis: dies fastus, dies agendi, cum forum agitur, dies sessionum cum magistratus sedet pro tribunali.

* *VAYER.*] Voyez *Vayer*.

VAIN PASTURAGE.] Troyes, art. 170. Châlons, art. 104. 266.

Qui est en terres & prez dépoüillez, & après la faux, en chaumes, ou charmes, en friches, en labourages hors les dépoüilles, en terres non ensemencées, en terres vacantes non labourées, ou qui sont en savart, en friche, bruières, hayes, & buissons, en bois non défensable, en chemins: Et généralement és héritages non clos ne fermez, esquels n'y a aucune semence ou fruits. Aussi il y a des héritages qui sont en commun usage, & qui servent de pascage & pasture aux communs. *Ut olim à divisoribus agrorum ager compascuus relictus est ad pascendum communiter vicinis: Saltus communis. Saltus est ubi sylva & pasciones sunt, ut ex Gallo Ælio refert Festus, apud quem frequens est auctoritas & testimonium veterum auctororum. De suo autem vix quicquam profert præter exempla, quæ significationibus verborum adponit, vel tunc cum notat Verrium.*

VAINNE PASTURE, VAIN PASTURER.] Nivernois, tit. 3. art. 1. 5. & suivans, tit. 17. art. 8. Auxerre, art. 260. 261. 263. Sedan, art. 302. 303. Chaumont, art. 109. Troyes, art. 169. 178. Sens, art. 145. 146. Melun, art. 302. & suivans. Vitri, art. 122. Bar, art. 206. 207. 208. Lorraine, tit. 15. art. 1. & 3. & 27. 30. 31.

USAGIER DE VAIN PASTURAGE] De clocher à autre. Comté de Bourgogne, art. 103.

A la différence de la vive pasture és bois de haute forest, qui est dès la S. Michel jusqu'à la S. André inclus. Duché de Bourgogne, art. 123. *Viva pastio intelligitur eo tempore quo glans in sylvis legi potest.* C'est le temps de grainer & glandée.

TERRE VAINNE ET PLACE VUIDE.] Sedan, art. 289. En laquelle il n'y a bastiment ni jardin, & qui n'est exploitée.

TERRES VAINNES.] Orleans, art. 142. Montargis chap. 4. art. 2. esquelles il n'y a aucune semence ou fruits.

USAGIERS VAINS PASTURERS.] Qui ont vain pasturage; Duché de Bourgogne, art. 123. 124. * *V. Vaine pasture.*

VAISSEAUX A VIN.] De quelle matière & mesure ils doivent être, est expliqué par la Coutume de Touraine, art. 63. de Loudunois,

dunois, chap. 5. art. 5. de Bourdelois, tit. 14. Voyez le mot JAULGEUR.

* *VAISSEAUX*.] Voyez *Vassiaux*.

VALLET DE JUSTICE.] Cambray, tit. 25. art. 1. & 2.

Qui est le Sergent ordinaire. *Valet* de Constantinople en l'Histoire de Villehardouin, liv. 2. 3. 4. qui est Prince. *Valet* de garderobe, *Vestiaris*: Maître, *Protovestiaris*. *Varlets* du Roy des Ribaux, és anciens Arrests de Paris: qui ne portoient verges, & sur lesquels les Maîtres des Requestes de l'Hôtel avoient Jurisdiction. *Varlets* de chambre. *Varlet* trenchant, és Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 196. & ailleurs.

Anciennement tout jeune homme étoit appelé *Valet*, témoin Villehardouin que Ragueau cite, lequel parle ainsi du Prince de Constantinople dans le chap. 36. de son Histoire. *Ensi furent envoyés li message en Allemagne al VALET del Constantinople & al Roy Phelippe d'Allemagne &c.*

Quelques-uns, comme du Chefne dans son Histoire du Plessis de Richelieu p. 8. sont d'avis que le mot *Valet* est arabe, parce que dans l'Histoire des Sarasins composée en Arabe & traduite en latin par Erpernius, on trouve souvent *Valetton* pour signifier celui qui a été engendré.

M. Pirhou sur la Coutume de Troye, art. 21. pag. 96. & Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *Valesi*, & sur le chap. 39. de Villehardouin, prétendent que *Vallet* est un diminutif de *Vassal*, & que les jeunes personnes de qualité ont été ainsi nommées *quasi Vasselets*. A quoy M. du Cange ajoûte, que dans les manuscrits on trouve souvent *Vaslet* pour *Vallet*.

Mais les Anglois pour *Vallet* disent *Varlet*, & il est certain qu'autrefois en France on écrivait fort souvent *Varlet*, ainsi que Ragueau l'a marqué, & qu'il paroît par les vers suivans du Roman de la Rose ms.

Ainsi com je me pourpenfoye
Soultre la haye passevoye

* *VALLETONS*.] Voyez Ragueau cy-dessus sur le mot *Bastard* à la fin.

II. Partie,

Je vis tout droit vers moy venant
Un VARLET bel & advenant,
En cui not riens pour le blasmer
Bel accueil se faisoit clamer.
Fils fut Courtoisie la sage &c.

De sorte que Skinner in *Etymolog.* fait peut-être venir avec plus de raison *Valet* & *Varlet*, de *Ver* Anglois Saxon, qui signifioit *homme*, & il y a bien de l'apparence que de *Ver* on a fait *Verlet* pour dire un petit homme, un jeune enfant, car anciennement par *Vallet*, *Varlet*, *Valletton* & *Varleton*, on entendoit un jeune homme qui n'avoit point encore de barbe, comme il se void dans ces deux vers rapportez par du Chefne, au lieu marqué cy-dessus.

Ni est mie Chevalier encore est *Valetton*
N'avoit encore en vis ne barbe ne guer-
non.

Dans la suite ce nom a été donné aux serviteurs, & a eu parmi nous la même signification que *puer* chez les Romains. Voyez M. du Cange dans son Glossaire sur Villehardouin, & le mot *Baron*.

Loyseau dans son traité des Ordres, chap. 5. des simples Gentilshommes, dit que les *Vallers* ont été ainsi appellez *quasi Va-lex*, parce qu'ils sont toujours aux côtez de leurs maîtres, mais cette origine est ridicule.

* **VALLEZ** emporte la pucelle, la veuve emporte le **VALLEZ**.]
Voyez le Mauvais emporte le bon en la lettre M.

VALVASSEUR.] La Marche, art. 315. *alias* 313. ou plutôt
VAVASSEUR.

C'est un mot diminutif de Vassal, ou Vasseur, *Clientulus*, Arriere-Vassal : *nec ita dictus quasi obligatus sit ad stare ad valvas domini, vel dignus sit eas intrare : Est hoc nimis audax commentum. Imperiti id quod oculis occurrit, solum notant : Quidam etiam objecto lumine caligant. Sed has tenebras discute.* (* Voyez le chap. 39. & 40. des Establissemens, & *Cang. in verb. Vavassor.*)

VARECH.] Normandie, chap. 10. 17. & en la Charte aux Normands. C'est tout ce que l'eauë aura jetté ou mis à terre, à la difference des choses peries qui auroient été peschées à flot & tirées du fond de la mer. *Sunt merces vel res alia qua naufragium passe sunt vi tempestatis, vel jactu, vel casu : Et sur lesquelles le Roy, l'Amiral, les Seigneurs prennent droit de bris, jus naufragii.* Cette diction **VARECH** ou **VARESQUE**, est corrompuë en l'Arrest qui a été imprimé au Tome 3. des Ordonnances de France, tit. 2. *Sic enim edoctus repono.*

* **VARIA**.] Bearn. rubr. de judgement, art. 18. c'est à dire, changée.

* **VARLET**.] Voyez *Valler*.

* **VAROUBLE**.] C'est ce semble au *fieur & pro rata*. Le chapitre 199. des Assises, *se Chevalier ou Dame qui a fié dou desthe, & il la connoist en court, ou se il la voie, & l'on le prove en court si com l'on doit, & son fief est vendu pour la dette payée en aucunes des manieres dites el chapitre, le quel parle de la vente des fief, & la vente dou fié ne peut parfaire ladite dette, & que ceux à qui il doit soient payez par varouble à chacun son avenant, &c.*

* *Haire de marais salant garnie de VASOIS*.] Poitou, art. 199.

VASSAL ET TENANT FEUDAL.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 22. 23.

Est feudatarius, Beneficiarius, Vassus, Vassallus, qui & fidelis appellatur à Reginone in Chronicis, ab Aimoino, & aliis auctoribus, & in libris Feudorum, quia fidem adstringit domino certi obsequii nomine idque interposito jurejurando. Sed & militis appellatione Vasallus intelligitur : Nam initio militibus tantum feuda concedebantur. Vasalli sunt οὐρανοῦται, comites, milites, Cum vir virum legit, quasi clientes & ambacti qui adsunt domino in bello, ut de equis Gallorum refert Julius Caesar, lib. 6. belli Gallici. Quasi devoti Εὐχολιμίαι & Soldurii vel Siloduni olim in Aquitania, de quibus idem auctor, lib. 3. & Athaneus, lib. 6. More autem Gallorum clientibus nefas erat etiam in extrema fortuna patronos deserere, Caesar, lib. 7. belli Gallici. Non omitam lingua Gal-

GLOSSAIRE.

433

lica Ambactum servum dici, ut ex Festo Paulus refert: Ideoque in glossario Ambactus, δῦλος μισθωτός. Ad hac legibus Visigothorum liberi regum tempore exercitus debent in expeditionem pergere, cap. 20. tit. 7. lib. 5. Sex & trecenti Fabii cum clientium millibus quinque egressi sunt adversus Etruscos, inquit ex historia Festus, qui recondita antiquitatis quasi thesaurus, & priscorum verborum interpret aperius & brevis, adjunctis etiam exemplis. Sed ejus maxima pars periit, qua summa est jactura rei literaria. Similiter probatis auctoribus Beneficarii sunt qui beneficio alicujus pervenerunt ad equestrem ordinem & splendida militia stipendia, vel ad altiorem gradum aut ordinem: Sic in antiquis inscriptionibus Beneficiarius Consulis, Praetoris, Tribuni, Praefecti praetorio. Interdum beneficiariis opponuntur munifices. Paulus ex Festo, qui munia facere coguntur, alii principales qui privilegiis muniuntur. Vegetius, lib. 2. cap. 7. Aucuns déduisent la diction VASSAL, de Gessum, Gesum, vel Gatum, id est hasta virilis, grave jaculum, Festus Isidorus, vel zelum Gallorum Nonius, qui viros fortes Gessos, Gesos, vel Vuessos vocabant, Servius in Virgilium. Octavo Æneidos, Gesati sunt Gallorum milites mercenarii, Historia Miscella, lib. 3. Gesa, ἀνοτις ἕδος. In glossariis. Sparus, Sarissa. γάισσος τὸ κοντάριον. Moschopulus. Aussi étoient gens de guerre ceux auxquels on donnoit les fiefs. Romani etiam fortes viros saepe hasta donarunt Festus. Les autres la déduisent de ce mot Allemand GUESEL, qui signifie socium, comitem, commilitonem, quod etymon valde placet. Les autres de vas vadis, qui signifie obligé & astringent: Vassal quasi Vadal: Amerbachius deflexum putat de Vase, aut Vasse cognata. Saxonibus lassî sive Lazzi sunt serviles: alii Edlingi id est nobiles: alii frilingi, ingenui, ut jam à me adnotatum est ad vocem Mainmis. Solent auctores Stoïcorum more esse liberi in reddenda ratione vocabulorum, nec ulla in parte major est auctorum inconstantia: adeo ut recentioribus etiam plerumque non placeant Etymologia veterum. Sic Cicero & alii Varronem reprehendunt: Ciceronem Lactantius, lib. 4. Instit. cap. 28. de etymo Religionis. Et mihi videtur ludere Cornutus cum ait Trabeam dictam à transbeando. Sunt & hodie qui in hac parte agroti veteris meditantur somnia.

**TANT QUE LE SEIGNEUR DORT, LE VASSAL VEILLE:
ET AU CONTRAIRE, TANT QUE LE VASSAL DORT LE SEIGNEUR VEILLE.**] Paris, art. 61. Bar-le-Duc, art. 22. & souvent és autres Coutumes de France, quand il est traité des fiefs: *nescio an quidquam melius in eo genere dictum sit. Hoc quasi ἑπίφραμα praxis Franciæ vim legis habet. Hujusmodi autem scita cum occurrunt observanda sunt, quandoquidem magnam auctoritatem habent in Jure dicendo. Pleraque hic liber tibi suppeditat.* Le Seigneur feudal fait les fruits siens après

la saisie & main-mise jusques à ce qu'il ait homme & vassal : & auparavant la saisie, le Seigneur feudal n'acquiert & ne peut avoir les fruits du fief de luy mouvant & tenu. Le Seigneur feudal doit faire saisir le fief quand il est ouvert, pour gagner les fruits ; & après la saisie faite & non autrement, les fruits tombent en perte, si le vassal ne fait son devoir. Le profit de l'hommage non fait est la perte des fruits du fief saisi pour punir la négligence, contumace & desobéissance du Vassal. *Itaque ob hominum non prastitum feudum domino non committitur, quamvis ea de re Vassallus sit admonitus, sed immissa manu à domino qui pro suo jure feudum occupavit, soli fructus interim sunt domini.*

Tant que le Seigneur dort, le Vassal veille. Paris, art. 61. &c. C'est à dire suivant l'art. 62. de cette même Coutume, que le Seigneur ne fait les fruits siens qu'après la saisie par faute d'homme, droits & devoirs non faits, de sorte que jusqu'à ce que cette saisie soit faite par le Seigneur, tous les fruits appartiennent au Vassal, quoique le Vassal n'ait point fait foy & hommage.

Il y a ce semble lieu de dire que par cette regle l'ancien droit a été aboli, qui permettoit au Seigneur, bien que la foy & hommage luy fussent offerts, de tenir autant de temps le fief de son homme ou de son Vassal, & d'en faire les fruits siens, que l'homme ou le vassal avoit tenu son fief sans en faire foy & hommage. L'Auteur du grand Coutumier de France, page 184. *Et si le Vassal tient le fief sans Seigneur, & avant qu'il soit par luy receu en la foy, ne qu'il se soit offert, si le Seigneur veult, il tiendra autant le fief à tout homme ; comme le vassal l'aura tenu sans le Seigneur, & cependant fera les fruits siens, & ne sera point tenu de le recevoir en sa foy, ne n'y pourra être contraint par le Souverain.* &c. Boerius in Conf. Bitur. tit. 4. de Feudis §. 13. v. *Devoir de rachat in fine. Patronus facit fructus suos, & feudum retinet sine hamine, per tantum tempus quamdiu vassallus tenuit sine domino, & dicitur quod servatur Parisius.* Voyez Jean des Mares

decis. 193. Stil. Parlam. cap. 28. de Feudis, §. 8. & l'Auteur du grand Coutumier pag. 200. lig. 11.

Dans la Coutume d'Estampes, art. 18. & 19. cette regle a un autre sens, & signifie que quarante jours après l'ouverture du fief, le Seigneur qui n'a point receu la foy & l'hommage de son Vassal majeur, *veille*, & pour la première année, fait les fruits siens du fief qui relève de luy, même sans saisie ; de sorte que dans cette Coutume le Vassal majeur qui n'est point entré en foy dans les quarante jours depuis l'ouverture du fief, *dort* pendant toute l'année. *Les 40. jours passez, après l'ouverture du fief, par quelque mutation que ce soit, le Vassal majeur d'ans n'ayant fait son devoir d'aller sur le lieu du fief dominant, le Seigneur veille, & le Vassal dort, qui est à dire que dès l'instant que les 40. jours sont passez les fruits de l'année tombent en perte au Vassal, pour & au profit du Seigneur, encore qu'il n'ait fait aucune saisie, mais pour gagner les fruits des années suivantes, le Seigneur est tenu de faire saisir le fief, après laquelle saisie, si dedans les 40. jours le Vassal ne fait son devoir, le Seigneur exploitera en pure perte le fief, jusqu'à ce que le Vassal ait fait son devoir. Et quant aux mineurs les fiefs ne tombent en perte pour leur regard, sinon 40. jours après la saisie réelle & actuelle faite sur leur fief,*

de recours à eux réservé contre leurs tuteurs, ou autres qui auront dû demander sonffrance, & faire autres devoirs pour eux.

UN SEIGNEUR DE BEURRE, DE FEURRE OU DE PAILLE COMBAT BIEN OU MANGE UN VASSAL OU SUJET D'ACIER.] *Hoc à quibusdam non infacetè dictum. Solet esse summus favor dominorum & prerogativa.* Tellement que par plusieurs des Coutumes de France, le Seigneur feudal use de main-mise & d'exploit domanier, pour tenir le fief de son vassal en sa main ou par son commis, & jouit du fief saisi pendant le procès, nonobstant l'opposition du vassal, sauf à luy son recours en fin de cause, & de ses dommages & intérêts, qui est une pauvre expectation.

VASSELAGE.] Berry, tit. 12. art. 9. *Vassalagium, lib. 2. Constit. Neapol. tit. 36. Vassaticum in Appendice Aimoini, lib. 4. cap. 64. qui sunt Annales Pipini. Vassalium in supplemento Chronicorum Reginonis: Veluti clientela, περρασία, applicatio. Clientes sese in fidem & patrocinium alteri dabant. Gellius, lib. 5. cap. 13. Vassalli sunt nobis quasi nostro devincti beneficio, & devota atate obnoxii, ut Plautus loquitur in Asinaria, citante Gellio, lib. 7. cap. 17. qui locus aliter legitur in excussis Plauti Codicibus.*

VASSELAGE ACTIF.] Qui est le droit de feodalité sur l'heritage tenu en fief. Berry, tit. 12. art. 4. VASSAUDIE. Froissart, liv. 4. cap. 62.

Vassi Comitum, lib. 3. legis Francica, cap. 51. Vassi regis, Aimoinus lib. 4. cap. 80. lib. 5. cap. 1 & alibi. Alii sunt Leudi ut appellantur ab eodem auctore, lib. 3. cap. 81. & 92. lib. 4. cap. 8. 15. 53 vel Leodes Gregorio Turonensi lib. 3. cap. 23. à quo etiam Leudi, lib. 8. cap. 9. Leudes, lib. 9. cap. 20. Leaux ou Loyaux. Voyez le mot ALEU.

Porro populus Romanus clientem in fidem acceptum chariorem habuit quam propinquos, tuendumque esse contra cognatos censuit. Gellius, lib. 20. cap. 1. Hic videtur appellari Susceptus à Julio Severiano rhetore. Aussi ce mot de Vasselage se prend pour les bons services que le vassal fait en guerre, comme en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 18. 30.

VASSEUR.] Paris, art. 51. Chartres, art. 17. 48. Blois, art. 12. & en l'ancienne Coutume du Perche, cap. 16. art. 5. & 6. Quela dernière, art. 62. appelle VASSAL.

* VASSIAUX dels.] Haynault, chap. 106. art. dernier. *Item, pour éviter aux débats qui pourroient avenir, à cause des cas appartenans à haute Justice, moyenne & basse; avons déclaré & declarons que le cas de haute Justice est esroler, pendre, boüillir, ardoir, enfouir, soupper membres, bannir, ET TROENE DE VASSIAUX DELS. Quel-*

ques-uns croyent, que dans cet article au lieu de *Vaiffiaux dels*, il faut lire *Vaiffeaux deez*, mais l'article n'en est pas plus clair : car on ne ſçait ce que c'eſt que des *Vaiffeaux deez*. Cette faute étoit néanmoins facile à corriger : il faut lire *Vaiffeaux*, ou *Vaiffeaux d'œs*, ou plutôt d'eps. Du mot Latin *apis* ou *apes*, qui ſignifie une mouche à miel; on a fait autrefois en France *Eps*, comme on peut voir dans la Somme de Bouteiller, liv. 1. tit. 36. pag. 251. & dans les Païs-Bas, au lieu d'eps, on a dit *œs*; de ſorte que les Vaiffeaux ou Vaiffeaux, d'eps ou d'œs, ne ſont autres choſes que les effains d'Abeilles, contenus dans les ruches ou les vaiffeaux : La Coutume de Cambray, titre 24. article dernier, Vaiffeaux d'œs, ou Abeillons à miel trouvez, & non pourſuivis dedans huit jours du propriétaire, doivent appartenir la moitié au Seigneur de la ſeigneurie, en laquelle ils ſont trouvez, & l'autre moitié à celui qui les a trouvez. Voyez *adepts*. Il faut encore obſerver, que dans l'article de la Coutume de Hainault qu'on vient de rapporter, au lieu de *troene*, qui ne ſignifie rien, il faut lire *troëve*, du mot *trouver*; de ſorte qu'avoir la *troëve de Vaiffeaux d'œs*, n'eſt autre choſe qu'avoir ce que nos Coutumes appellent *épave d'aveitez*.

* *VASSIVEAUX*, *Vaſſives*.] ſont en Berry des Agneaux, qui ont atteint la ſeconde année de leur naiſſance. Les mâles ſont appellez *Vaſſiveaux*; & les femelles *Vaſſives*. Ces agneaux ſont auſſi appellez *moutonnats*. Voyez M. de la Thaumaffiere dans ſon Commentaire ſur la Coutume de Berry, tit. 10. art. 17. pag. 605.

VAVASSOURIE.] Normandie, chap. 26. 34. 35. Aucunes fois c'eſt un fief ou tenement vilain pour lequel on doit au Seigneur feodal ſomme, ſervice de cheval, deniers, rentes, ou autres ſervices. Et aucunes Vavaſſories ſont franches & nobles, à la volonté du Seigneur, ſelon qu'il luy a plû faire ſon Vavaſſeur. Les vaſſaux du Seigneur feodal ſont les hommes de fief qui luy doivent foy & hommage. Et appellantur *fideles etiam à Gunthero*, lib. 2. & 8. *Ligurini*. *Vaſſus*, *Vaſallus*, *Valvaſſor*, *Valvaſſus*, ſunt *clientes qui fidem ſuam obligarunt domino pro beneficio accepto : quorum alii majores ſunt ſive regii, ut Duces, Comites, Marchiones, Barones : alii minores qui ſumma quidem coërcitionis jus habent, ſed ſine dignitate*. Tels ſont les Seigneurs hauts-Justiciers & Châtellains, qui ſont vaſſaux d'un Baron, d'un Comte, d'un Marquis ou Duc. Auſſi il y a d'autres vaſſaux moindres qui n'ont aucune Juſtice ny ſujets, & qui ne ſont de foy lige, proche ou ample, & ne tiennent à pur du ſouverain ſans moyen.

Duces, Marchiones, Comites à Rege vel Imperatore feudum habent : Capitanei à Rege, Duce, Marchione, vel Comite : Valvaſſores à Capita-

neis Valvasini à Valvasoribus. Unde nova nobilitatis ratio inducta est.

* *VAUFRENAGE.*] Entre les droits anciennement dûs au Seigneur de Tallemont par ceux qui ancrent au port.

* *VAYER, Voyer, Vehair.*] Dans les anciennes Coutumes de Bourges & de Berry, tit. 29. selon M. de la Thaumassiere, c'est le Vicomte. Voyez la note sur Justice Vicomtiere à lettre V.

* *VATEUR ou Chartryme.*] Dans la Coutume de la Châtellenie de Nançay, locale de Berry entre les anciennes Coutumes, publiées par M. de la Thaumassiere, art. 20. pag. 226. C'est celui qui a vû ou inspection sur les poids. Voyez *Veurs*.

* *UCHERS.*] Dans le For de Navarre, tit. art. sont des Huissiers.

Le VE' Roy.] Dans la Loy de Vervin, entre les anciennes Coutumes de Berry, publiées par M. de la Thaumassiere, art. 13. pag. 233. Voyez le même M. de la Thaumassiere dans sa note sur cette Coutume, & dans son Glossaire sur Beaumanoir.

* *Praubas VEDOAS.*] Bearn. rubr. de Judgement, art. 14. sont de pauvres Veuves.

* *VEER.*] Défendre, empêcher, *Vetare.*

VEEURS.] Es Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1497. & au stile d'iceluy pais, sont les témoins & gens qui assistent à la vûe d'un heritage. *Pluris est autem oculatus testis unus, quam auriti decem, id est qui se vidisse dicat, ut apud Plautum Festus interpretatur.*

* *VEGUE'ES ou Beguées.*] *Vicarii* Bearn. rubr. de Salaris, art. 28. & rubrique de Captions, art. 18. *ii erant qui iudicis partes exequabantur in pagis.* Les fonctions de ces Officiers ont été aneanties, & *Beguer* est à present un Huissier. Il y a en Bearn trois sortes d'Officiers pour exploiter.

Les premiers, sont les *Huissiers* du Parlement qui peuvent faire toutes sortes d'exploits, & à toutes autres personnes.

Les seconds, sont les *Vegners*, qui peuvent faire les exploits contre les Gentilshommes dans leurs vigaries ou begueries, à l'exclusion des *Bayles*.

Et les troisièmes, sont les *Bayles*, qui ne peuvent exploiter dans leur district que contre les roturiers seulement.

Dans chaque village il y a un *Bayle* qui est royal, si le village est royal, sinon il est *Bayle* du Seigneur; chaque *Bayle* ne peut exploiter hors de son village sans commission speciale du Juge qu'on appelle *warditrant de transport*, & à condition que le *Bayle* où se fait l'exploit sera indemnisé. Voyez *Vegaiers*.

* *Ville & VEHERIE de Mehun.*] En l'ancienne Coutume de Mehun sur Eure en Berry, tit. 1. & 21. * (Voyez cy-après le mot grand Voirie.

* *Droit de Veherie ou Boutage.*] Dans les Coutumes de la Baronie de Châteauneuf, locales de Berry, tit. 2. art. 4. *Le droit de Boutage appelé en mot commun & general la VEHERIE, est que le Seigneur des terres de Châteauneuf & Beauvoir & saint Julien qui n'étoient anciennement qu'une même seigneurie, a droit de prendre pour celui droit de Boutage; à sçavoir, pour chacun tonneau de vin pur, qui se vend en détail en chacune taverne quinze pintes & chopine de vin, lequel droit est dû par tous les non Tonsurez, & encore par les Tonsurez bigames, tant de leur cru que d'autre, & quant aux Clercs tonsurez non bigames, ils n'en doivent aucune chose de leur cru qu'ils vendent en détail, ains seulement de celui qui ne sera de leur cru.*

DROIT DE VENDITIONS.] En l'ancien privilege des habitans de Mehun sur Eure en Berry : *Est siliquaticum, κεράτισμὸν, quod in nundinis exigitur à domino ob venditionem proponendam, lib. 1. Cod. de veteranis : qua de re apud Cassiodorum, lib. 2 & 4. in Novella majoriani de Curialibus : & in constitutione quadam Theodosii & Valentiniiani quam profert Cujacius, lib. 16. obser. cap. 23 & ex Cassiodoro idem Cujacius ad tit. 1. lib. 11. Cod. Justin. C'est la laude, la maille, le couletage qui se leve en foire ou marché sur les dentées & marchandises. Siliqua est quod dicunt Græci, κεράτιον, vel λιπτόδς, Priscianus : κεράτιον in consinebat duodecim φόλους, ut definitum est à novissimo Justiniano in legibus Georgicis, tit. de furto, & à Cedreno sub Leone Isaurusiliquatores sunt exactores siliquatici. Aliud est vectigal rerum venalium quod fiscus vel respublica exigit ab emptore, ἐπιόμιον. n. 17. de verbo signific. lib. 27. de adilitio edicto.*

VENEL.] En l'ancienne Coutume de Monstreüil, art. 38. qui parle des Taverniers & Cabaretiers, qui sont crûs par serment jusques à cinq sols un denier de la vente des vivres qu'ils ont fait. Boulenois, art. 144. ou bien jusques à quinze sols trois deniers, selon la Coutume de Desfurene, art. 6 auquel il faut lire **VENEL.**

SE VENG ER EN UN FIEF OU HERITAGE, ET Y FAIRE L'ASSIETTE D'UNE RENTE.] Anjou, art. 295. 483.. Le Maine, art. 310. Quand celui qui a acquis rente sur heritages universels assis en plusieurs fiefs, avoué & declare la rente être assise & assignée sur certain fief : Car lors le Seigneur d'ice luy fief en a les ventes, ou bien peut user de puissance de fief : ou quand celui qui a rente par hypothèque universel sur tous & chacun les biens presens & avenir d'aucun, s'adresse sur une piece de son hypothèque, telle que bon luy semble.

VENTEROL.

VENTEROLEs.] Qui est un droit de vingt deniers pour livre dû par l'acheteur en vente d'heritage censuel faite francs deniers par la Coutume du lieu de Lagny ressort de Meaux; & ce, outre le droit de lods & ventes. Mais en la Coutume de Senlis, art. 236. 238. 241. ce droit est le seizième des ventes qui sont de seize deniers parisis pour chacun franc. Il en est aussi fait mention en la Coutume de Clermont art. 115. auquel ce droit est aussi appelé **REVENTES**: Et en la Coutume d'Amiens, art. 36. en l'ancienne de Beauquesne, art. 10. en la Coutume de Doulens, art. 3. & de Quesque, art. 2. Par la Coutume de S. Paul, art. 14. & 15. & autres dudit lieu, art. 64. 65. & de Hesdin les Venteroles sont dûes par l'acheteur de l'heritage feudal ou cottier & tenu en censive, quand la vente a été faite francs deniers; & ce outre le quint & le sixième denier de la vente: Et ce droit est de la moitié de ce en quoy les droits seigneuriaux montent. Et par la Coutume de Ponthieu, art. 68. les ventes & venteroles sont le Quint & Requent denier en vendition de fief, faites francs deniers au vendeur: Comme aussi le requint du prix du fief aliéné s'appelle Venterolles en la Coutume d'Arthois, art. 28. & en l'ancienne de Beauquesne, art. 10. Et par la Coutume d'Amiens les Venteroles sont le treizième denier du treizième denier qui est dû par l'acheteur d'heritage cottier, quand la vente est faite francs deniers au vendeur: ou le sixième denier du sixième selon la coutume de Doulens.

VENTES] qui sont dûes au Seigneur de fief ou de cens. Lodunois, chap. 15. art. 23. chap. 17. art. 1. chap. 37. art. 18. Anjou, art. 3. 4. 8. 38. 127. 140. 153. & ensuivans, art. 201. & ensuivans, art. 282. 289. 295. 360. 362. 363. 391. 398. 417. 418. 493. 494. 497. Le Maine, art. 6. 7. 10. 171. & ensuivans. Grand Perche, art. 86. & ensuivans. La Rochelle, art. 37. 38. Bourdelois, art. 23. 32. 96. 98. 101. 104. Bretagne, art. 52. & ensuivans, & és art. 305. 306. 317. 319. 341. 356. 359. 369. Amiens, art. 38. Dunois, art. 36. par laquelle Coutume les Ventes sont de vingt deniers tournois pour chacune livre. Et selon la Coutume de Blois, art. 15. pour les Ventes, l'acquerer doit à la raison du douzième denier du prix, c'est à sçavoir de douze francs un franc. Et selon la Coutume de Dreux, art. 35. pour le droit des Ventes est dû le sixième denier au Seigneur censuel, & se paye par moitié entre le vendeur & l'acheteur.

VENTES ET DEVOIRS.] Tours, art. III. Lodunois, chap. II. art. 4. Anjou, art. 347.

DROIT DE VENTES.] Paris, art. 73. 76. 78. & ensuivans, & art. 358. Dourdan, art. 46. 48. 50. Vitry, art. 117. Estampes, art. 45. & ensuivans. Reims, art. 143. Montargis, chap. 2. art. 4. Orleans, art.

107. 125. 126. 134. 140. qui est de seize deniers parisis, pour frane en vendition d'heritage censuel, qui est de douze deniers un denier. Paris, art. 76. & est dû par l'acheteur ou autrement, comme il est diversément reçu par les Coutumes écrites, ou par les titres des Seigneurs.

Ce droit est dû au Seigneur censuel par l'achapteur, quand l'heritage est vendu, ou par le vendeur, ou tant par l'acheteur que par le vendeur, selon qu'il est diversément reçu & ordonné par les Coutumes.

DROIT DE VENTES, SAISINES, DESAISINES, ET EMENDES.] Montfort, art. 48. Mante, art. 45. Senlis, art. 235. & ensuivans. Coucy, art. 3. Paris, art. 73. 81. 82. & souvent ailleurs és autres Coutumes quand il est traité des cens & droits seigneuriaux.

VENTES ET GANTS. Tours, art. 112. V. Rachat ou Ventes, lettre V.

VENTES ET HONNEURS.] Tours, art. 165. Lodunois, chap. 11. art. 6. chap. 15. art. 9. Poitou, art. 21. 22. 23. Angoumois, art. 10. 12. 27. La Rochelle, art. 3. 39. Bourdelois, art. 31. 87. 99. Saint Jean d'Angeli, art. 18. 27. & ensuivans. Acs, tit. 9. art. 29.

Qui se prennent sur l'acheteur, & sont la sixième partie du prix, ou autre partie selon les status des lieux.

VENTES ET ISOUES.] Anjou, art. 156. Le Maine, art. 174.

Qui est trois sols quatre deniers pour livre. Les ventes ne sont que de vingt deniers pour livre du prix de la vente.

LODS, VENTES, VÊTURES ET EMENDES.] Vitry, art. 18. 20. Châlons, art. 123. 125. Reims, art. 160.

Les Emendes sont dûes à faute d'exhiber au Seigneur censuel le contrat de la nouvelle acquisition, ou pour avoir recelé le vray prix de l'achat, ou à faute de payer le cens au tems & jour accoûtumé.

LODS, VENTES ET HONNEURS.] Bayone, tit. 8. art. 9.

LODS, VENTES.] Berry, tit. 6. art. 1. 2. 3. 4. 6. & ensuivans, tit. 12. art. 7.

RACHAT OU VENTES.] Tours, art. 136. 143. & ensuivans. Lodunois, chap. 14. art. 13. & 14.

Que doit au Seigneur feudal celuy qui a acquis terres tenuës à foy & hommage, à sçavoir, pour vendition volontaire, ou decret d'heritages vingt deniers pour vingt sols, tant du principal, que du marché, & pour les gants quinze deniers pour tout l'acquest: Tours, art. 147. ou dix deniers. Lodunois, chap. 14. art. 23.

LICITATION, VENTILATION ET ESTIMATION.] Poitou, art. 349.

VENTILLER.] Dans la pratique, c'est estimer *habita ratione totius pretii & bonitatis rei, ut in speciel. Si plura D. de Aedilitio editto. Alio sensu Seneca philosophus, epist. 118. dixit stultum esse cum signum pæ-*

que acceperis, ventilare. Aliud est pugnare, aliud ventilare: Seneca orator in proamio, lib. 3. Controversiarum. Horrea ventilare: Plinius, lib. 22. cap. 25. In veteri glossario Ventilator,

SUCCEDER PAR VENTRE'ES.] Acs, tit. 2. art. 20.

Quand les enfans de divers mariages succedent par mariages, & quand les heritages sont divisez en tant de parties qu'il y a de mariages, & qu'un seul enfant d'un mariage prend autant que plusieurs enfans d'autre mariage.

APPELLATION VERBALE.] Dans l'Edit du Roy Charles I X. de l'an 1560. art. 42. & souvent ailleurs, laquelle se plaide verbalement, & se peut juger sur le champ en l'audiance, à la difference du procès par écrit qui se distribuë & juge, & en la Chambre sur les enquestes & productions des parties, & auquel après contestation y a eu appointment à écrire, informer, ou produire, & d'oüir droit: & quand le Juge duquel est appel, a vû plusieurs pieces qui ont été mises par devers luy par inventaire, comme appert par l'Edit du Roy Louïs XII. de l'an 1512. art. 23. 24. & des Ordonnances du Duc de Botuillon, art. 430.

VERDERIE, VERDIER.] Aux Ordonnances des Forêts, c'est un Officier des bois & forêts qui est inferieur au maistre, & qui a jurisdiction jusqu'à soixante sols pour les forfaictures, & qui commande aux Sergens & Gardes; & connoît des emendes coutumieres, & duquel est appel pardevant le Maître des Eauës & Forêts, & est en plus grande charge que les Maîtres, Sergens & Gardes des Bois, & que les simples Sergens. En aucunes provinces cet Officier s'appelle GRUIER.

* BOIS VERGE'.] Touraine, art. 63. Voyez Verigt.

LA VERGE ANOBLIT, ET LE VENTRE AFFRANCHIT.] Comme il est recité au procès verbal de la Coutume de Meaux. Le fruit ensuit le ventre & la condition d'iceluy. Troyes, art. 8. Chaumont, art. 5. Bar-le-Duc, art. 72. Les enfans sont au Seigneur, auquel la mere appartient, & est femme de corps. *Natus ex libera & adscriptitio liber nascitur, l. ult. Cod. de Agriculis Censitis. Nov. 22. & 54. ita tamen ut colonus sit ex Novell. 162. qua de re Cujacius I. C. lib. 4. Obser. cap. 28. Igitur pater nobilitat liberos, at matris conditionem sequuntur si non sit libera: Partus ancilla matris sequitur conditionem, nec status patris consideratur, lib. 7. Cod. de rei vindicat. quia semper certa est, et si vulgò conceperit, lib. 1. Dig. ad municip. lib. 5. lib. 19. Dig. de statu homi. lib. 3. Cod. soluto matrimo. Adeò ut vulgò quæsitus filius matrem in jus non vocaret sine permissu Pratoris, lib. 84. l. 5. D. de in jus vocando: Partus ancilla matrem sequitur, §. legatum D. de legatis, lib. 1. Lex Naturæ hac est, ut qui nascitur sine legitimo matrimonio matrem sequatur, nisi lex*

*specialiter aliud inducat, lib. 24. D. de statu hominum. Ut ex alterutro peregrino natus lege Mensia sequitur deterioris parentis conditionem, Ulpianus, lib. Regularum, tit. 5. Sic & natus ex alterutro parente murilegulo, l. 12. l. 15. Cod. de Murilegulis. Item natus ex ingenua & gyneciario vel monetario, l. 3. l. 7. cod. item natus originaria vel colona vel ad scriptitia & libero homine, l. 16. l. 20. ult. Cod. de Agriculis censitis, l. 4. cod. de Agriculis & mancipiis. Item natus ex colono libero & tamiaca, l. 1. Cod. de prædiis tamiacis: ut & jure antiquo natus ex cive Romano & Latina, vel ex libero & ancilla, matrem sequebatur, qua erat deterioris conditionis Isidorus, lib. 9. qua est etiam sententia Platonis II. de legibus, cum his casibus connubia non essent: At connubio interveniente, id est justo matrimonio liberi semper patrem sequebantur, Ulpianus lib. Regul. Voyez cy-devant, LE MAUVAIS EMPORTE LE BON. * Voyez Noblesse de par les meres à la lettre N.*

Toutesfois nos anciens qui estimoient ces décisions de droit Romain être trop rudes, en ont usé autrement en plusieurs lieux: tellement qu'ils ont party les enfans qui étoient nais d'homme de corps & de femme franche, au choix du Seigneur du pere défunt, pour être les uns de la même condition du pere, & sous la même seigneurie, & les autres de la condition de la mere, dont le Docteur Fornier produit un acte de Justice, lib. 1. *Selectionum, cap. 4.* comme aussi par l'art. 7. de la Coutume de Troyes, les enfans nais d'homme ou femme de la condition & servitude de l'Evêché de Troyes, & de franche condition, se partent par moitié entre le Roy & ceux qui de luy ont droit, & de l'Evêché de Troyes. En autres lieux les enfans ont le choix de prendre celle des deux conditions que bon leur semble: en autres lieux les enfans doivent ensuivre la franche condition veüillent ou non, *De sobole autem ex conjugio duorum adscriptitiorum nata partienda inter dominos adscriptitiorum, vide Justiniani Novellam 167. & 156. que posterior fuit tempore. Porro moribus Trecentium, art. 1. & 8. Senonum, 160. de Chaumont, art. 2. & 5. de Bar, art. 71.* le fruit ensuit le côté noble, si suivre le veut, posé que l'un des pere ou mere soit roturier, ou de ferve condition: Tellement qu'en quelques provinces le ventre anoblit: *Sic olim ex privilegio aliquo materna origo censebatur, l. 1. dig. Ad municipalem, toutesfois Bacquet Avocat du Roy en la Chambre du Thresor à Paris, écrit en son 4. traité, cap. 11. que l'on a n'a point d'égard ausdites Coutumes. Gallia moribus Nobilitas ducitur ex sanguine & genere quod est à natura: vel ex beneficio Principis. At adoptione nobilitas non queritur licet augeat dignitatem, quia genus non mutat sed gentem tantum, nomen, domum, familiam, nisi id agatur specialiter adoptione facta apud Principem: peritiss. Cujacius consult. 56.* * Voyez Noblesse de parage, & noblesse de par les meres,

SERGEN T A VERGE.] Estappes, art. 5. Tournay au titre des fiefs, art. 15. la Verge du Sergent est pour démonstrer son pouvoir. Boulogne, art 17. Vuissent, art. 7. Aussi par l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1566. art. 31. & de l'an 1572. art. 6. les Huissiers & Sergens Royaux exploitans en leurs ressorts, doivent porter en leur main une verge ou baguette pour toucher ceux auxquels ils auront charge de faire exploit ou commandement de Justice. Les Sergens Royaux doivent aussi porter en lieu apparent un écusson aux armes du Roy par l'Edit du Roy Charles IX. l'an 1560. art. 89. pour être connus & obéits en l'exercice de leurs états & charges. Et par les Ordonnances du Duc de Bouillon, art. 102. ils doivent aussi porter en leur saye une manche pendante de livrée du Seigneur, afin qu'ils soient mieux connus; comme aussi en plusieurs villes les Sergens & Officiers de ville portent des robes de couleurs pour être respectez: & les Bedeaux des facultez portent des verges ou des masses. *Sic & olim Cura Palatii aurea virga decoratus inter obsequia numerosa ante pedes regios primus incedebat: Casiodor, lib. 7. Variarum cap. 5.* Louis de Baviere Empereur en faisant le Roy d'Angleterre Vicaire de l'Empire, luy a baillé une verge d'or en sa main, comme recite l'auteur incertain de l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 74. Ce qu'il faut entendre non de l'anneau, mais du sceptre & bâton Royal, qui étoit un signe de l'investiture Royale. *Mos fuit Francorum legatis virgas ferre sacratas, quibus prolatis forent immunes totius injuria, Aimoinus, lib. 3. cap. 67. Sic legati Græcorum ferebant κρηνην: legati populi Romani sagmina, verbenas, ne quis eos violaret, ut ex Plinio, Festo, & Pandectis Juris civilis constat. Roma lictores anteibant Prætoribus cum fascibus: at in coloniis præibant Duum viris cum bacillis: M. Tullius in orat. 2. de lege Agraria. Viator etiam virga plebem submoveret, Voyez le mot SERGEN T. Huissier à verge en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 18. πρωτοπαῖδοὺς, primi-virgus in glossario.*

PORTER BLANCHE VERGE] En signe de seigneurie. Lille, tit. 1. art. 29.

TENIR UN HERITAGE PAR LA VERGE,] Dont le possesseur a été enfaîné par le Seigneur, son Bailly, ou Sénéchal, au livre des Tenures, liv. 1. chap. dernier. Litleton a été auteur de ce livre.

LA VERGE DE JUSTICE. Normandie, chap. 12. par laquelle le Prince doit gouverner son peuple en paix & repos. *Virga insigne imperii, Ambro. 3 offic. cap 14. Virga justitia in epist. 263. Ivonis Episcopi Carnotensis. Alia est virga pastoralis, de qua idem in epist. 8. 238. & 65. Sive Baculus, ut appellatur ab eodem in epist. 181.*

LE POUVOIR DE LA VERGE ET SERGENTERIE.] Au til

du païs de Normandie traitant de vûë, c'est l'étenduë du territoire, ou ressort dans lequel le Sergent à verge peut exploiter.

VERGES DE TERRE.] Pour certaines mesures. Monstrelet au premier volume, chap. 150. Voyez les mots **ARRENT** & **AGRE**: *Prædia metantur pertica. De modis quibus metiebantur rura, Varro, lib. de re Rustica cap. 10.*

* **Bois VERIGT & artuzoné.**] Loudunois, tit. 5. art. 5. C'est un bois percé de vers ou ver moulu. Voyez *Artuzoné*.

* **Droit de VEROLIE.**] Selon Constant sur l'art. 99. de la Coutume de Poitou, pag. 112. c'est le droit de Detroict, en vertu duquel les Seigneurs contraignent leurs sujets de moudre à leurs moulins.

VERRE OU FER DORMANT.] Paris, art. 199. 200. 201. Meaux, art. 76. Melun, art. 189. Sens, art. 101. Mante, art. 95. Berry, tit. 11. art. 13. Clermont, art. 218. 224. Orleans, art. 202. Anjou, art. 455. Le Maine, art. 463. Grand Perche, art. 217. Châteauneuf, art. 95. Chartres, art. 80. Dreux, art. 68. Sedan, art. 282. 290. Calais, art. 185. 186. 187. Bar, art. 177. & en la police de la ville de Paris, confirmée par le Roy Charles VIII. l'an 1565. Montargis, chap. 10. art. 11. Vallois, art. 125. Laon, art. 268. Chalons, art. 136. Reims, art. 364. Bretagne, art. 706. Qui ne doit être ouvert ou levé, *ne vicini edes graviores servitutem patientur.* Et n'est pas un verre épez & macif, par le dedans duquel l'on ne peut avoir aucun guet ou regard penetratif sur l'heritage d'autrui, *ut hic quidam caligant, quique interdum parum vident, & quorum scripta demorsos non sapiunt unguis.* **LE VERRE DORMANT**, c'est un Verre mort; & non ouvrant: Bretagne, art. 696. 697. Verre plaqué & arrêté; Verre-attaché & scellé en plâtre que l'on ne peut ouvrir: Paris, art. 201. Auxerre, art. 105. Calais, art. 187. *Cum agitur de luminibus adium.*

* **VESIAU.**] Bearn, *rubrica Deus Castellâs*, art. 4. C'est le voisinage, la communauté & le corps des voisins qui demeurent dans un même lieu.

* **VESPRE** devant *Aramps.*] Sont les Vespres avant le Dimanche des Rameaux.

DROIT DE VERTEMOULTE] En Normandie, qui est dû au Seigneur, quand le sujet & tenant engrange hors du fief, dont fait mention Terrien sur le chap. 8. du liv. 5. du Commentaire du droit observé en Normandie.

VEST ET DEVEST.] Qui est droit de faisine & defaisine en alienation d'heritage censuel en la Coutume de Resbets ressort de Meaux, & de Melun, art. 104. Quand il est nécessaire que l'acheteur soit enfaisiné par le Seigneur censier, & qu'il ne peut autrement prendre de

de son autorité & sans offense la possession de l'heritage à luy vendu : Sens , article 226. Senlis , article 235. & ensuivans. Est aussi fait mention de ce vest, devest en la Coutume de Laon , art. 54. 55. 120. 126. & ensuivans , & art. 225. Chalons , art. 123. 124. Reims , art. 139. 150. Ribemont , art. 14. Sedan , art. 110. 217. 262. Auxerre , art. 84. & en l'ancienne , art. 123. Cambray , titre premier , art. 73. tit. 5. art. 9. 10. 14. * Voyez ma Dissertation sur le Tenement de cinq ans.

VEST DEVEST] Chany , art. 8 & 34.

ADVEST , DESADVEST , ADVERTIR , DESADVERTIR , en la Somme rural & ailleurs , en même signification que ADHERITANCE , ADVESTURE , ADHERITEMENT , DESHERITANCE , DESHERITEMENT.

Il est dû au Seigneur censier le droit de Vest, devest, en quelques lieux, quand il ensaisine l'acquéreur , lequel autrement ne peut prendre possession de son autorité sans offense. Ce que toutefois n'est pas approuvé par la Coutume d'Auxerrois , de Berry , & de plusieurs autres Provinces. VEST. *Quibusdam id est possessio , quam nostrates appellarunt vestituram & investituram. Investire , investicare , est possessionem tradere. Devestire , Devesticare , eam auferre. Alii subtilius investituram distinguunt ab inductione in possessionem corporalem , ut investitura jus tribuat , jus cedat , non possessionem qua cum jure nihil habet commune. Investitura non facit possessorem. can. primo 16. quest. 2. cap. 5. de donationibus , & lib. 4. feudorum , tit. 15. At institutio possessorem facit cum sit inductio in possessionem corporalem beneficii in aliquem collati : eique contraria destitutio. Traditionis autem symbola erant hasta , fustis , festuca , baculus , scipio , gladius , vexillum , virga , anulus , vel aliud corporeum , idque ad confirmandam & stabilendam traditionem præter conventionem & stipulationem.*

VESTIR & ENSAISINER , VÊTU & ENSAISINE'.] Sedan , art. 259. 260. 262. VEST & SAISINÉS : Beauquesne , art. 2. Voyez la distinction WERPCY-après.

VESTURE.] Sedan , art. 218. 261. Laon , art. 286. 287. Reims , art. 140. Noyon , art. 34. Chany , art. 30. 33. 53. & en l'ancienne Chronique de Flandres , chap. 8.

Quand il est traité de la délivrance de la chose donnée , ou vendue , qui a accoutumé en aucuns lieux d'être faite par la tradition d'un petit bâton ou buchette : Laon , art. 126. Voyez le mot RAIN , la main mettre au bâton en l'ancienne Coutume d'Amiens , art. 31. Voyez la lettre M.

VESTURE ET VEST est une même chose.] Reims , art. 142. & pour acquérir droit de propriété en heritage tenu en roture est re-

quis **DEVEST & VEST**, c'est à dire, defaisine & faisine. **DESAISINE** : ou devest n'est autre chose que la permission que fait le vendeur à son acheteur d'entrer en la possession de la chose par luy venduë. Et pour l'effet & solemnité d'iceluy devest, est requis que le vendeur ou procureur pour luy se transporte par devers le Juge de la Justice fonciere du lieu où est assis l'heritage par luy vendu, & illec declare qu'il se devest & démet de la possession dudit heritage au profit de l'acheteur d'iceluy. Saisine ou vest est un acte solemnnel fait par le Seigneur foncier ou la Justice, par la tradition d'un petit bâton ou buchette à l'acquerreur, par lequel il acquiert droit de propriété & possession en l'heritage par luy acquis. Comme aussi il convient en quelques Provinces que le creancier insinuë au Magistrat son contrat & obligation, pour acquerir droit en la chose & hypothèque : Reims, art. 162. 163. 165. Chauny, art. 30. 31. & en la pratique de Boutillier faire passer son propre heritage en vest ou devest, *Cum proponit formulare procurationis. Est profiteri apud magistratum, ut olim cum civitas favore laboraret, ex die professionis pecunie credita jus creditori dicebatur quibus debitor vellet legibus, Livius, lib. 35.* Et à cette fin pour acquerir droit de propriété, de realité & hypothèque, l'on a érigé en France les Greffiers des insinuations qui ont en après été abolis, & en leur lieu le Roy Henry III. a érigé des Contrôleurs des Titres, lesquels ont aussi été supprimés.

* **VET.**] *Vetitum.* En Languedoc ce sont bois en deffens, autrement appelez deffais ; comme les deffais du Primay appartenans au Roy. Au Duché de Beaumont. *M. GALLAND.*

VEUE DE LIEU. Normandie, chap. 47. 66. 95. Cambray, tit. 26. art. 2. & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 65. & en l'ancienne Coutume de la Prevôté de Fouloy ressort d'Amiens. **VEUE EN LA CHOSE** : Ponthieu, art. 174. Boulenois, art. dernier, oud'heritage. Berry, tit. 20, art. 5. tit. 2. art. 23. auquel, art. 5. il faut lire **DE LA DE VEUE.**

VEUE RÉELLE & PROPRIETAIRE.] Ponthieu, art. 167.

Cum in rem presentem venit, & actor reo indicat & describit prædium illud de quo certamen est, coram iudice vel apparitore & testibus : qua de re passim tractatur in libellis qui de ordine Judiciorum exsant.

DROIT DE VEUES.] Berry, tit. 11. art. 2. 13. & és autres Coutumes traitant des bastimens, & des servitudes réelles, *Est jus luminum ? que servitus constituitur in prædiis urbanis, ut vicinus lumina nostra excipiat, aut ne lumina nostrorum adificiorum minuat, néve luminibus officiat.*

VEUES MORTES,] Qui sont verre mort, & non ouvrant : Bretagne, art. 296. Voyez le mot **VOIRE.** * *Interdic.*

* *Interdiction par VEUFVAGE.*] Loris, tit. des Fiefs, art. 39. Voyez *Pauvreté jurée.*

DROIT DE VEUFVE.] Bouteiller en la Somme rurale, & en la Coutume de Malines, tit. des heritiers, art. 15. 16. 17. de Lille la dernière, tit. des successions en meubles qui appartient à la Veuve outre son douaire, & vivelote, & pour lequel elle prend son meilleur habit, l'aneau de son mariage, le fermail, & les ornemens du chef, son lit étoffé, & les courtines, & quelques autres meubles & utensiles de maison, hors part. Par la Coutume de Lalleuë sous Arthois, pour le droit veufve, le survivant, soit homme ou femme, prend de chacune piece de ménage la meilleure à son choix.

* *Droit de VÉUFVE*] qui est tel, selon Bouteiller dans la Somme, liv. 1. tit. 6. pag. 35. que le Seigneur souverain temporel les a en garde, aussi à l'Evêque par especial, au cas que les Juges Lays les voudroient aucunement molester, & qu'elles faudroient de droit au Juge Lay.

* *VEUFVE emporte le Vallez.*] Voyez le mauvais emporte le bon, en la lettre M.

* *Fiefs qui se gouvernent suivant la Coutume du VEXIN.*] Sont les fiefs de Gonesse. Voyez l'Authcur du Grand Coutumier, liv. 1. chap. 32. pag. 212. & le mot *Fief.*

* *Viafor. Viafora. Voyez Biafora.*

VIAGE.] S. Paul, art. 35. Ponthieu, art. 55. Boulenois, art. 50. Arthois, 109. Hainaut, chap. 77. & 85. S. Omer sous Arthois, art. 63. Namur, art. 73.

C'est la vie.

A VIAGE.] Hainaut, chap. 80. Mons, chap. 21. Tours, art. 233. Loudunois, chap. 25. art. 5. chap. 26. art. 3. Anjou, art. 294. 321. 323. 324. 326. 402. Le Maine, art. 299. 307. & ensuivans, & art. 413. Poitou, art. 343. Bretagne, art. 57. 241. 242. & en la Coutume de Bethune & de Lille titre du droit de Vinenote. Biens tenans à humiers, ou en viage: Namur, art. 33. Biens d'humiers, ou usufructuaires, art. 13. Viager pour ses humiers. Namur, art. 45. Usufruit & humieres, art. 56. 79.

C'est à dire à la vie & par usufruit, comme en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 3. à la difference de ce qui est tenu en pleine propriété par heritage, & à perpetuité. *Vita autem mancipio nulli datur, omnibus usque, Lucret. lib. 3.*

Le Viage signifie l'usufruit, qui est appellé *Vita & Militia*, in *Constitut. Neapolit. dum tractatur de successione feudi inter nobiles personas.*

DOUAIRE VIAGER.] Meaux, art. 7. 10. Melun, article 23 & Estampes, art. 135, 139. Montfort, art. 139. Mantec, art. 136. 138. Vi-
II. Partie. LII

try, art. 96. Montargis, chap. 14. art. 3. Poitou, art. 257. Auxerre, article 215.

DROIT DE VIAGER] Sur aucunes choses réelles : Ponthieu, art. 58. C'est en prendre les fruits à la vie. *Est jus utendi fruendi.*

QUINT FEUDAL VIAGER OU HEREDITAL : Ponthieu, art. 60. S. Quentin, art. 34. & ensuivans. Ribomont, art. 59. 74. en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 39. de Monstreuil, art. 3. & ensuivans. Voyez *Quint.* à *VIE.*

SURCENS VIAGER & à TEMPS.] Reims, art. 39. où il est opposé au cens perpetuel.

DONATION VIAGERE.] Meaux, art. 21. qui n'est qu'à la vie du donataire, & non à perpetuité. **DON VIAGIER** : Ponthieu, art. 20.

RENTE, OU PENSION VIAGERE.] Melun, art. 100. Laon, art. 114. Chalons, art. 120. Reims, art. 92. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 67. & de Monstreuil, art. 87. Channy, art. 25. Hainaut, chap. 98.

Laquelle n'est qu'à tems & à la vie, & constituée à prix d'argent, & non vendue à heritage, à la difference de la rente hereditable ou heritiere, comme parle ladite Coutume de Monstreuil, art. 87. de Beauquesne, art. 11. 31. 36. de Ponthieu, art. 112. 133. de Boulenois, art. 126. & d'Arthois, art. 68. 140. 160. 190.

VIAGEREMENT.] Ponthieu, art. 35. Mons, chap. 21. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 56. & en la Somme rurale. Valencienne, art. 67.

CENS VIAGERS.] Chalons, art. 246. à la difference des cens perpetuels.

CHARGES, HERITIERS ET VIAGERES.] Hainaut, ch. 78.

REPARATIONS VIAGERES.] Paris, art. 262. 267. 287. Melun, art. 79. Calais, art. 61. 77. 138. qui sont menuës réparations, pour l'entretienement de l'heritage, hors les quatre gros murs, poutres, & entieres couvertures & voultres.

VIAGIER.] Lille, art. 187. Mons, chap. 21. 28. 35. Cambray, tit. 9. art. 6. tit. 12. art. 24. Valenciennes, art. 76. 86. 114. & en la dernière Coutume de Lille, titre des Censes. Namur, art. 76. & au style de Liege, chap. 13. art. 13. chap. 25. art. 14. C'est l'usufruitier. Comme aussi en la Somme rurale, quand il est traité du loüage & de la donation mutuelle entre conjoints par mariage; & de l'usufruit du retrait lignager, & en la Coutume d'Amiens, art. 50.

VIAIGES.] Hainaut, chap. 88. 90. 98. Mons, chap. 36. Sont ceux à la vie desquels quelques rentes, fruits ou pensions viageres sont

GLOSSAIRE.

451

dés. Les rentes constituées à prix d'argent s'appellent aussi Viageres, d'autant qu'elles se peuvent racheter, & ne sont pas perpetuelles. Voyez mot le RENTE. *Et hac referre immensum est, sed indicare convenit.*

* *VIAIRE.*] Chaumont, art 33. *Significat annuam pensionem que morie extinguitur.*

VIBAILLIF, VICENESCHAE.] En l'Edit du Roy Charles IX. fait à Moulins l'an 1566. art. 41. 42. 43. 45. 46. & de Henry III. de l'an 1579. art. 185. & ensuivans.

Qui a au pais de Guienne, de Normandie & ailleurs la connoissance des causes criminelles contre les voleurs, faux monnoyeurs, sacrileges, vagabonds & gens sans aveu, comme les autres Prevosts Provinciaux de la Maréchaussée par l'Edit du mesme Roy de l'an 1563. contre lesquels aussi les Baillifs & Sénéchaux des Provinces & leurs Lieutenans, ont Jurisdiction par prévention & sans appel.

VICAIRE. Orleans, chap. 1. art. 99. 100. 103. 127. 128. 133. Blois, article 44.

LETTRES DE VICARIAT.] Orleans, art. 133.

BAILLER VICARIAT.] Blois, art. 45.

C'est l'homme vivant & mourant que l'Eglise & autres gens de mainmortes sont tenus de bailler au Seigneur feudal ou censier pour faire la foy & hommage, & à la mutation duquel est dû profit de fief ou de cens. *Est Vicarius Ecclesia, Universitatis, & cujuslibet corporis. Vicarius est qui servo paret. Horat, lib. 2. Satyrarum. Vicarius servus est in peculio ordinarii. Esse sat est servum, jam nolo Vicarius esse; Martialis.*

* *VICE-AMIRAL.*] Voyez *Vjs-Admiral.*

VICEROY.] *Subregulus, Roderico Toletano, lib. 2. de rebus Hispanie, cap. 1. qui vice regis praest; Prorex. Alius est Interrex.*

VICOMTE DE PARIS.] En la Coutume de ladite Ville: de Monstreuil sur la mer en la Coutume de la Prevôté de la même ville. Tours, art. 561. 294. 295. le Maine, art. 56 & ailleurs. Poitou, art. 1. & en l'Ordonnance du Roy Charles V. de l'an 1376. art. 1. & souvent es Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. & de François I. de l'an 1514 * Voyez ma Note sur le tit. 1. de la Coutume Paris.

VICOMTE.] Tours, art. 6. 42. 80. Anjou, art. 48. 49. 61. le Maine, art. 56. 57. & ailleurs. Poitou, art. 1. & en l'Edit du Roy Charles V. de l'an 1356. & au Procès verbal de la Coutume de Berry sur l'art. 8. du tit. 2. & aux tenures, liv. 3. chap. 1.

Est Vicecomes, qui vicem gerit Comitis, cujus major est dignitas. Le Vicomte est sous le Comte. Hunc quidam appellant Vicarium, quia ejus Jurisdictio extendatur in vicis, & vicis & loca publica que sententia

non placet. Le Seigneur Voyer est autre que le Seigneur Vicomte ; à les bien prendre , & le Vicomte est plus que le Voyer. *De Vicecomite locus est in cap. 5. Ne Clerici vel Monachi, in Decretal. Arnulphus, Archiepiscopus. Mediolanensis nomen dignitatemque Comitatus tulit, jusque per Vicecomitem exercuit.*

VICOMTE. DE TOURAINE.] En la Coutume de ladite ville, art. 8. Mons, chap. 13. le Vicomte de la ville de Boulenois, art. 180. De Gisors, de Constances, de Rouen, de Beaumont, de S. Sauveur, & ailleurs.

Le Vicomté du M. N. D. situé dans la Coutume de Vitry ayant été partagé comme un simple fief en l'année 1658. le Vicomte du M. N. D. s'est pourvu contre ce partage, & a prétendu que cette Terre devoit être considérée comme une Terre titrée, dans laquelle, selon l'article 60. de la Coutume de Vitry, il devoit avoir comme aîné le château ou maison forte, avec l'avantage des fuffez, la basse-cour, si aucune y avoit, les charnages, prez, vignes, étangs, & eaux qui étoient dedans la Paroisse dudit Château, avec les fiefs qui en dépendoient.

Le Vicomte alleguoit pour sa raison que selon les Coutumes de Touraine, d'Anjou & du Maine, le Vicomté est supérieur à la Baronnie. Que selon la Coutume de Vitry, l'aîné prend dans la Baronnie les avantages que l'on vient de remarquer, d'où il concluoit que l'aîné devoit avoir les mêmes avantages dans le Vicomté ; & sa prétention fut appuyée de l'avis des Praticiens du pays.

On opposa au Vicomte, que sa Vicomté n'étoit point une Terre titrée, mais un simple fief.

1. Parce que dans les regles, & selon la remarque de Loyseau dans son Traité des Seigneuries, chap. 7. n. 21. Les Vicomtez titrés ne peuvent relever que du Roy a cause de la Couronne, & des Comtez qui y sont réunies, ou relever des Comtez non Royaux. Que le Vicomté en question ne relevoit point immédiatement d'un Comté, & par consé-

quent qu'il ne pouvoit point passer pour un Vicomté titré.

2. Parce que le Vicomté titré étant plus qu'une Baronnie, il ne pouvoit point relever d'une Baronnie, n'étant pas concevable qu'un Vassal puisse être plus titré que son Seigneur ; & que le Vicomté en question relevant de la Baronnie de N. il ne pouvoit point être un Vicomté titré.

3. Parce qu'il n'y avoit certainement dans la Coutume de Vitry aucun Vicomté titré, quand elle fut rédigée, ainsi que dans les Coutumes voisines, toutes ces Coutumes n'en faisant aucune mention, mais de Comtez, Baronnies, & Chastellenies seulement.

4. Parce qu'on ne rapportoit point de titre d'érection en Vicomté.

5. Parce qu'au défaut de titre primordial une Terre ne peut point être réputée Vicomté titré, si elle n'a de grosses mouvances, ainsi qu'on en peut juger par l'article 47. de la Coutume d'Anjou, qui requiert les mouvances suivantes pour la Baronnie inférieure à la Vicomté. *Droit de Baronnie doit avoir trois Chastellenies sujettes au corps de la Baronnie, Ville close, Abbaye, Prioré conventuel ou Collège avec Forest.* On faisoit voir au Vicomte que sa Terre n'avoit pas à beaucoup près de semblables mouvances, & que par conséquent sa prétention étoit tres-mal fondée.

On ajoutoit à tout cela que dans un nombre infini de Titres anciens, & dans plusieurs Auteurs de la moyenne & basse

latinité, le *Vicomté* qui n'est pas titré est appelée *Viaria*, *Voirie*; ce qu'on luy justifioit par deux Titres tres-anciens de S. Gemme, qui est auprès du Vicomté en question, dans lesquels ces deux passages se trouvent. *Teneret à me in fendo medietatem totius Vicecomitatus seu viaria &c. . . Concesserunt sancto Ebrulfo Vicecomitatum idest Viariam &c. Jus Vicecomitatus seu Viaria quam in villa sancta Gemma se habere dicebat, &c.*

On donnoit pour exemple au Vicomte, que la Terre de Vasseny est un Vicomté comme celle du M. N. D. & que les Seigneurs de cette Terre qui est un simple fief, n'ont point d'autre droit en conséquence de leur Vicomté, sinon qu'ils connoissent privativement, à l'exclusion des autres Seigneurs du même lieu, des cas nocturnes, ou des délits qui se commettent depuis le soleil couchant jusqu'au soleil levant, & de ceux qui se commettent sur les chemins appelez de *Vicomté*; & quant aux cens & rentes, lods & ventes, & autres droits Seigneuriaux, qu'ils en appartiennent, à l'Abbaye & au Convent de S. Medard de Soissons, & de S. Yves de Brai-ne, qui sont aussi Seigneurs de Vasseny.

On donnoit encore pour exemple la

CHEMIN VICOMTIER.] Boulenois, art. 160.

A la difference du Chemin Royal, Châtellain, Forain, ou sentier: *de quibus itineribus tractatur in illa consuetudine. Voyez la diction CHEMIN.*

SEIGNEUR VICOMTIER.] Ponthieu, art. 17. 82. 84. Arthois, art. 4. Amiens, art. 191. Monstreüil, art. 11. 18. & ensuivans. Beauquesne, art. 1. & 3. Vimeu, art. 5 & en la Coutume d'Arthois au Bailliage de S. Omer, art. 2. & ailleurs: De Lille titre 1. Hefdin en divers lieux. Lilles sous Arthois. Qui a moyenne Justice.

JUSTICE, JURISDICTION OU SEIGNEURIE VICOMTIERE] Ponthieu, art. 82. 84. 104. Amiens, art. 191. 246. Monstreüil, art. 6. 7. 25. 26. Lille, titre premier Hefdin en plusieurs lieux. Ou de Vicomté: Arthois, art. 5. La Justice Vicomtiere est la moyenne Justice: comme dit Bouteiller, est vice comitatus. S. Riquier, article 2. Aussi au livre

Terre de *Vieilarty*, qui est un autre Vicomté, & dont les Seigneurs Vicomtes ont seulement le droit de lever dans la rue appelée du Vicomté, un certain droit sur les Marchands qui y étalent, dont les lods & ventes sont dûs à M. qui en est le Seigneur.

On luy citoit le Vicomté de Beaurieux, dont les Vicomtes sont tellement inferieurs à ceux qui en sont les vrais Seigneurs, qu'ils sont tenus de faire pressorer leurs raisins au pressoir bannal de Beaurieux.

Et enfin on luy objectoit que dans le Procez verbal de la Coutume de Vitry il n'est fait mention que d'un seul *Vicomte*, qui étoit Adrien du Drac Seigneur Duy, que ce Vicomte se trouve entre les simples Seigneurs de fief, & après tous ceux qui possédoient des Terres de Dignité, ce qui est une preuve évidente que son Vicomté n'en étoit point une, mais un simple fief.

Sur ces raisons, ceux qui avoient soutenu les prétentions du Vicomte se déclarerent contre luy, & il se désista ensuite, de sorte qu'il doit demeurer pour constant que dans la Coutume de Vitry & les Coutumes voisines, les *Vicomtes* ne sont que des fiefs simples.

de la Somme rurale, la Seigneurie fonciere s'appelle *Vicomtiere*, & les moyens Justiciers, *Vicomiers*, quand il est traité des franchises veritez. Et en la Coutume de Normandie, chap. 4. §. 54 & es Arrests de l'Eschiquier de Normandie, & au styl du pais les *Vicomtes* sont Officiers de Justice moindres que les Baillifs, & qui ne sont que moyens Justiciers, & ont la connoissance des sentes, voyes & chemins, du cours des eauës, de quelques délits, & des simples querelles. En Escosse, les *Vicomtes* sont comme les Baillifs & Sénéchaux en France, & connoissent des causes civiles en premiere instance, & donnent Sentence aux crimes sans appel. Aussi en plusieurs lieux les *Vicomtes* étoient les Juges ordinaires, comme par l'ancienne Coutume du Perche, tit. 1. art. 4. & ce mot se prend en cette signification en l'Edit de Charles IX. de l'an 1567. pour le rétablissement des Officiers de Judicature. Les Receveurs & *Vicomtes* du Domaine, & des Aydes: Monstrelet au chap. 99. du premier volume. Comme es Ordonnances des Forests & des Thresoriers de France, le *Vicomte* est joint au Receveur des deniers de la ferme glandée, païsson & émenes, ou du Domaine.

VIDAME D'AMIENS.] En l'art. 17. de la Coutume locale de ladite ville: Monstrelet, liv. 1. chap. 82. de Chalons en l'Arrest de Paris donné à la Pentecoste 1273. & du 16. Mars 1386. en la maison duquel qui est assise à Chalons, l'Evêque dudit lieu ha la Justice. VIDAME DE CHARTRES, au livre 2. de Villehardouin & ailleurs. VIDAME DE REIMS, en la Coutume article 351. VIDAME DE GERBEROY, qui est l'un des titres de l'Evêque & Comte de Beauvais. *Vicedominus*, in Constitution. Caroli magni, in Jure Pontificio, distinct. 89. can. Volumus can. Diaconum, & can. 1. quest. 3. cano. Salvator. Appellatur Vicarii Episcopi aut Abbatis. Episcopus ipse appellatur Dominus, ut cum ei occinitur, Jubè domine benedicere: qua vox dirigitur ad Episcopum cum presens adest. Omnes fere Episcopatus habuerunt vicedominum, Vicarium, propositum, advocatum, defensorem. Le Vidame est Vicarius domini: Le Lieutenant du Seigneur, qui vices ejus gerit: Theophilus in una urbium Sicilia Vicedominus secundas partes Ecclesiastica dispensationis sub Episcopo agebat, Sigebertus in Chronico sub anno 537. & Vicedominus Landunensis anno 1094. & in historia Lamberti, Herimannus Vicedominus, Moguntinus, qua voce utitur etiam Theodoricus rex Italia in fine edicti sui, & apud Cassiodorum, lib. 5. Varium epist. 14. Quelques auteurs aussi conjoignent ces mots *Vicedominos* & *advocatos*. Voyez la diction ADVOCÉ, car les Vidames étoient Juges & Défenseurs du temporel de l'Eglise, lors que les Evêques n'entendoient qu'au spirituel: Depuis la Vidamie a été faite dignité feudale tenuë d'Eglise. Les Ecclesiastiques de leurs Vidames & Juges, ont fait des vassaux, comme les Roys de leurs

Comtes : comme les doctes Du Tillet & Pasquier ont observé. *Per us Vicedominus Ecclesie, Historia Miscella, lib. 23. que vox extat etiam in cap. 15. de Judiciis, cap. 7. de Confirmat. util. cap. 23. de Jure Patronatus, cap. 12. de pœnis & occurris passim. Vicedomina in epist. 38. Juonis Episcopi Carnotensis.*

VIDIMUS DE LETTRE.] Nivernois, tit. 4. art. 16. 35. tit. 5. 6. 14. & en l'Edit du Roy Louïs XII. de l'an 1499. art. 102.

C'est la copie collationnée par Notaire, Secretaire, ou Greffier. *Exemplum, exemplar.*

* Quint à VIE.] Coucy, art. 5. & 7.

C'est le droit que les puisnez ont de jouir du quint du fief, ou des fiefs qui sont échûs à leur aîné par le trépas de leur pere & mere. Lors qu'il n'y a que des filles, les puînées n'ont aussi qu'un quint à vie. Voyez Buridan sur la Coutume de Vermand. pag. 997.

* Tersa VIELA.] Bearn. rubr. de Bocages, art. 10. C'est la troisième veille.

DENIERS OU SOLS VIENNOIS.] Desquels anciennement ils usoient en Daulphiné, en Forests & ailleurs. *In supplemento Chronicorum Sigeberti fit mentio Andegavensis moneta, solidorum & librarum Andegavensium & Cenomanum.* Aussi anciennement il y avoit des sols, des francs, des livres, ou deniers parisis, Tournois, Lovisiens, Donnisiens, Tolosains, Mansais, Morlaas en Bearn, Blancs, Forts, Nereets, Bourdelois, Barrois, de Brabant, & autres. Et à la fin du procès verbal des Coutumes du Comté de Bourgogne, il est fait mention des sols estevenans; laquelle diction m'est suspecte: *Libra autem per viginti solidos computatur, ut est in Annalibus Francorum anni 882.* Toutesfois les livres de monnoye sont differentes selon les païs & provinces. *Sic & olim varia fuerunt talentorum genera: Atticum, Rhodium, Alexandrinum, Neapolitanum, Syracusanum, Rheginum, Babylonicum, Ægineum, Syrium, Euboicum. Varia etiam nummorum genera & pondera, Philippei, Dacii, Serrati, quorum ambitus densus atque asper: Bigati, Victoriati, quadrigati, ratii, miliarienses, cistophori: nummi à caractere vel figura celaturæ dicti. Item Terentiani qui Græcis Follerales, ait Margellinus Comes in Chronico: Fortè legendum Teruntii. Foles sunt oboli, que minutissima lamina. Siliqua continebat duodecim foles, & siliqua 24. pars solidi qui aureus, & dimidia pars miliarisi qui numus argenteus. In quadrante & triente ratis fuit effigies, ut navis in asse: Festus, Plinius, lib. 33. cap. 3. Aes etiam signatum est ovium, bovumque effigie ex instituto Servii Regis: as antiquissimum pecore est notatum, signatum est nota pecudum: unde & pecunia appellata, Varro, Plinius, lib. 18. cap. 3. lib. 33. cap. 3. A Saturno autem, ut Ethnici tradunt, primum imagine si-*

gnatus nummus, & inde arario Romano prasidebat: Tertullianus adversus Gentes, & Macrobius. In nummis veteribus est cum duplici fronte Janus, & in altera parte navis: Lactantius, l. i. cap. 13. Nota eris fuit ex altera parte Janus geminus, ex altera rostrum navis: Plinius eodem, l. 33. nummus areus una parte capite Jani notatus erat, altera nave: qua Saturnus fugiens ad Italiam vectus est. Unde aleatores postio nummo operioque optionem conlusoribus posuerunt enuntiandi quid putarent subesse, Caput aut navem, ut est in libello originis gentis Romana, qui Aurelio Victori tribuitur. In alea lusu pueri denarios in sublime jactantes, capita aut navia (si ita legeremur) lusu teste vetustatis exclamant. Macrob. lib. i. Saturn. cap. 7. Aes autem in aede Saturni condebatur, unde ararium dictum est, Cornutus in 2. Persii Satyram. Bona posteritas puppim formavit in are: Hospitis adventum testificata Dei, Ovidius in Fastis, quem & Lactantius citat, qui fuit Arnobii discipulus teste Hieronymo: cujusque ingenium satis elegans, facile, suave, apertum, copiosum: sed quantum erraverit interdum in apicibus vera Religionis, in sphaera, in philosophia homo eloquens res ipsa declarat. Denique postquam as signari cepit, varia figura excogitata sunt, In nummis Atheniensium noctua in sculpi solebat qua Minerva erat sacra. Bos in nummis coloniam notabat. Et Augustus nummum argenteum nota sideris Capricorni quo natus est, percussit. Suetonius, cap. 94. Nummi alii sunt rotundi, alii quadrati, alii paululum concavi, de quibus locus est in Nov. 105. Justiniani. Aussi nos anciens ont eu des especes de monnoye, qu'ils ont nommées en Angleterre, Eccosse & Hibernie, Esterlins, Strelins: Florins en Savoye, à Rome & ailleurs: francs à pied; francs à cheval, longs vêtus, gros & blancs, & monnoye noire non blanchie d'argent, monnoye forte ou foible en France. Comme aussi les Besants d'or, Saluts, Royaux, Nobles, Escus, Angelots, Ducats, Chevalots, Moutons, Medius de Barbarie, Milrais, Portugaises, Maramedis, Marabotini, cap. 14. de privilegiis. In Hispania & Portugalia. Mansaruti: Postulats de Hornes, Riddes, Lions, Philippus, Imperiales, Carolus, Mailles, Testons, Sesquins, Marquets, Sultanins, Partarts, Brelinques, Reales, Dalles, Penes, Vaches de Foix, Alphonfins, les liards, florettes, doubles, niquets, quatreins, Angevines, Bajocques, Papignoles, fainins, viretans, aidants, liegeois, douzains, trezains, oboles, ardots, Jacques: Taleri in Germania: Tareni in Sicilia & Apulia: Carleni, Bololeni, Julii Roma: Aspres en Turquie: Asprum, ἀνάμωρον λευκόν. Alii breves & tenues nummi, λεπτοί: aliud asgrave: Illi foles & teruntii quorum minutissima lamina: & plusieurs autres especes d'or, d'argent, ou billon tant étrangères que de la fabrication de France, ont prins leur nom de leur marque, de leur valeur & autrement. Et hoc in transcurso monebo, apud Lacedamonios corinum forma publica

publica percussum, quod usum numerata pecunia prestabat, Seneca, lib. 5. de Beneficiis. Numa populo Romano pro congiario dedit ligneos & scorteos asses, ut Eusebius refert in Chronicis, Hieronymo interprete. Bizanzii ferreo, Syracusani stanneo numismate usi sunt. Julius Pollux, lib. 9. Aristoteles in Oeconomicis. Lege Cornelia autem expressum ne quis nummos stanneos, plumbeos emere, vendere dolo malo vellet. Comme aussi l'histoire nous enseigne, qu'aucuns Empereurs d'Allemagne & aucuns Rois de France ont fait marquer du cuir pour servir de monnoye durant leurs necessitez & affaires de guerre.

DROIT DE VIENTRAGE.] Des vins & autres breuvages vendus. Senlis, art. 125. qui est un droit seigneurial, comme le droit de Chantellage, de forage, & d'afforage dessus.

Ragueau s'est contenté de dire que le *Vienfrage* est un droit sur les Vins & autres breuvages vendus, sans l'expliquer davantage. Le Terrier de l'Isle Adam l'interprete *Vienfrage & Traisfrage* qui est tel que de chaque piece que le Tavernier vend en gros à l'habitant ou à autre, & qui n'est chargée sur charette ou chariot, ains est roulée & *traisnée* sur un *traisnean* de maison

à autre, l'acheteur doit un denier tournois. Celuy qui a mis des Apostilles sur le Coutumier general ne s'est pas attaché, comme il luy est ordinaire aux Notes de Ragueau, & sans titre ou Auteur, il dit sur l'article 105. de la Coutume de Senlis que c'est un droit pour l'entrée du vin en la terre du Seigneur. (M. GALLAND.)

VIGNAGES.] En la Somme rurale au chap. du Fisque, & des Emendes: C'est un droit que le Seigneur prend sur les marchandises & bestail passant pays, comme le Treu, le Peage, & droit de Pontenage.

VIGUIER, VIGUERIE.] Aux Ordonnances Latines du Roy Philippes le Bel, & en l'Edit du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 202. de Charles IX. fait à Orleans l'an 1560. art. 50. & de l'an 1567. pour le rétablissement des Officiers de judicature: Le Viguiier de Toulouse, Froissart, liv. I. chap. 105. *In unaquaque vigeriata unus tantum vigerius habeatur*, en la Chartre que le Roy Louïs VIII. a octroyé l'an 1224. aux habitans de la ville & sepraine de Bourges: c'est le premier Juge, lequel autrement s'appelle Prevôt ordinaire, Châtelain, Garde de la Prevôté, Vieomté, *Vicarius, prapostus, qui vicem gerit ordinarii judicis qui Comes dicebatur. Sed & fuerunt Missi Comitum, Vicarii, loci servatores*: Leurs Lieutenans. *Alii fuerunt Missi regales aut dominici*, les Gouverneurs & Lieutenans pour le Roy. *Quod quidam non sat aptè distingunt: cogor sapè imperitiam notare, reprehendere, castigare. Nolo tamen videri quenquam inclementer incessere.*

* **VILENAGE.]** Beaumanoir, chap. 14. pag. 79. Nous appellons *Vilenage*, heritage qui est tenu de Seigneur à cens, ou à rentes, ou à cham-

part; car de chelle qui est tenu en fief, l'on ne doit rendre vule telle redevance.

* *VILHETAS.*] Bearn, rubr. deu Recebedors, art. 7. sont des billets par lesquelles les Receveurs des Tailles avertissent les Jurats des Communautez de leur faire apporter les deniers du donou de la taille.

VILLAIN.] La Marche, art. 153.

C'est l'homme serf, ou qui tient heritage de serve condition ou mortuaillable d'aucun Seigneur, à la difference de l'homme franc: comme aussi generalement les nobles appellent les rustics, les villageois, les paysans & laboureurs, jacoit qu'ils soient de libre & franche condition, comme l'auteur de l'ancienne Chronique de Flandres, 94. Les habitans des villes qui ont le droit de Bourgeoisie sont roturiers: *Burgenses non villani: Cujus vocis etymon est à villa. Alii magno imperitia errore deducunt à Βλένος, id est segnis, ignavus, sordidus: qua etymologia longius petita est, nec ad rem facit. & cuius compertum est quam aniliter hoc dictum sit. Villani villas colunt, sunt villici, οἰκᾶτ' ἀγρῶν οἰκονόμοι, παραμωνάριοι: μὴ δὲ, villa. Villicari est rusticari vel villa praeesse. Nonius. Villicus agricolandi causa constitutus, atque appellatus à villa: Varro, lib. 1. de re rustica, cap. 2. Alii sunt κωμηῆται, vicani: & ita villani appellantur in Constitutionibus Neapolitanis, licet non sint adscriptitii & servi gleba. Hungari villanos appellant Jobagiones. Toutesfois en France les Gentilshommes qui ont leur demeure aux champs, appellent aussi vilains ceux qui habitent dans les villes clausées, comme si c'étoit chose contraire d'être Gentilhomme & faire profession des armes, & d'habiter en une ville. At contra inanes status quorum civium Romanorum vile esse existimabant quicquid extra urbis pomerium nascebatur, Marcellinus, lib. 14. Verum milites non solum agrarii fuerunt, sed & urbici: Sigebertus in Chronico anni 925. & in supplemento Sigeberti sub anno 1160. & y a difference entre VILLAIN & VILEIN: Inter villanum & vilem: vilis qui & olim levis, nullo honore dignus: Gellius, libro 7. capit. 11. Aucuns des anciens ont eu en grand honneur l'agriculture, & plusieurs ont été appelez de la charruë aux armes & aux Magistrats: Serentem invenerunt dati honores Serranum: Cincinnato viator attulit Dictaturam: Ex agris Senatam ducésque accersebant: Rustica tribus erant laudatissima eorum qui rura haberent: urbanae vero in quas transferri ignominiae esset, desidia probro. Gloriam ipsam à farris honore Adream appellabant: Plinius, lib. 18. cap. 3. Alii existimarunt nisi qui Patricius esset, neminem bono esse genere natum. Voyez cy-devant, LE CHANTEAU PART LE VILLAIN.*

LE VILLAIN NE SCAIT QU'ESPERONS VAILLENT.] Comme si un noble n'étoit tenu faite la foy & hommage à un roturier Seigneur du fief dominant. * Voyez ma note sur les Institutes de Loyfel, liv. 1. tit. 1. regle. 29.

TERRE VILLAINE.] A la différence du fief qui est tenu noblement, au livre de la Somme rurale au chap. des bornes, & des criées d'héritage: & **RENTE VILLAINE** qui n'est pas tenuë noblement & en fief, quand l'auteur traite de tenir par volonté. * Voyez *Villénage*.

VILEIN SERMENT. En un Arrest de Paris du dernier jour de Mars 1332. & du 21. Juillet 1367. & en l'Edit du Roy Philippes de Valois de l'an 1347. contre les blasphemateurs. Comme aussi les crimes sont les cas laids & vileins: Hainaut, chap. 18. 26. Laide vilenie ou parole injurieuse. Mons, chap. 51. Laidanges cy-devant. Cas de beau fait & non villain. Valenciennes, art. 125. 127.

VILS OU VILEINS SERVICES, ET TENEMENT VILEIN.] Normandie, chap. 26. 28. 53. 93. dont appert qu'il y a des sujets qui tiennent un fief à vil service. Tels sont les bordiers qui tiennent bordage, & ceux qui servent à fac & à somme, qui tiennent les vavassoureries par fommage, & par service de cheval, ou qui doivent curer les mares, marnier ou fumer les terres, ou fener les foins de leur Seigneur, ou refaire leurs écluses, fosses & maisons, labourer les terres, cueillir & charroyer les grains, les battre & vaner. Ce que la Coutume de Bretagne, art. 91. appelle **VILES CORVÉES**. Tels vils services sont en usage en Angleterre, & ont été cause de la rébellion des sujets dont Froissart fait mention au chap. 74. du volume 2.

DROIT DE VILLE CLOSE.] *Muniendi oppidò jus impetratur à Principe: & sub Claudio vendi captam. Tacitus, lib. 5. Empto jure muniendi struxere muros in pace. Oppida legibus circumducta, munita, apud Frontinum de Colonis.*

VILLE DE PAIX.] En laquelle n'étoit permis aux sujets user de droit de guerre ny se venger. Telle étoit la ville de Paris, comme appert par une commission qui est es registres de la Cour de Parlement du 26. May 1344. mais devoient poursuivre leurs differens en Justice; dont l'auditoire s'appelle aussi **MAISON DE PAIX** en la Coutume de Mons, chap. 12. comme aussi en un Arrest de Paris du 3. Juillet 1352. il est narré que droit de guerre n'avoit lieu es Bailliages de Chartres & d'Orléans. Voyez la diction **QUARENTAINE**. *Pro bono pacis sunt Roma Pacerii, quorum munus est dissensiones civium sedare, partes ad concordiam revocare; de quibus lib. 2. Statutorum urbis, cap. 83. 58. 87. 89. & passim.*

VENDRE PAR DECRET ET DROIT DE VILLE.] Lorraine, tit. 16. art. 18. tit. 17. art. 17. * Voyez Fabert en ces endroits.

* **VILLE baptice.**] Voyez *Baptices*.

VILLENAGE.] En un Arrest de Paris donné à la S. Martin 1282. quand un héritage feudal ou alodial vient en la main d'un roturier;

ce qui ne se pouvoit faire anciennement sans permission du Roy; & le villain en devoit vider ses mains, comme les gens de main-morte, s'il n'en avoit déjà joui par trente ans : auquel cas aussi il étoit tenu payer finance & indemnité. RENTES, HERITAGES, POSSESSIONS NON NOBLES, tenuës-en VILLENAGE, en l'ancienne Coutume de Mante, art. 107. 109. qui est en censive.

TENIR EN VILLENAGE.] Au livre 2. chap. 11. des Tenures. Ce que le villain tient d'un Seigneur pour luy faire villeins services; comme de porter ou de charroier les fiens hors du manoir ou de la Cité de son Seigneur.

EN VILLENAGE N'Y A POINT DE BAIL.] Au 2. livre de l'usage de Paris & d'Orléans : d'autant qu'en plusieurs païs le bail est de fief seulement pendant le jeune âge. LE VILLENAGE est dit à la différence du franc fief qui ne peut être tenu que par gens Nobles, ou de franche condition.

LE VIN DU CLERC.] En l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 107. C'est ce que les Parties par honnêteté baillent aux Clercs du Greffe, pour avoir écrit leurs expéditions : *Hoc notius quàm ut indicandum sit.*

VIN DU MARCHÉ.] Chaumont, art. 37. Vitry, art. 49. Reims, art. 75. Tours, art. 147. 172. Bretagne, art. 319.

Qui est l'escot, le repas, & dépenses que les contractans font avec ceux qui ont été presens à leur marché ou accord, pour la memoire & confirmation du marché. Voyez le mot DENIER à DIEU. Ce vin du marché n'entre pas en compte du prix, pour en prendre par le Seigneur droit de ventes, sinon qu'il fût excessif. *Solent quadam emptionis causa erogari, leg. debet 27. dig. de Edictio edicto, Arra etiam datur ab emptore venditori ad confirmandam emptionem, ut evidentiùs probari possit convenisse de pretio, leg. quod sepe 35. de contrah. emptio. de qua alii loci sunt in leg. 11. §. ego. de actio. empti, leg. 6. leg. ult. de lege commissor.*

DROIT DE METTRE PRIX AU VIN.] Amiens, art. 182. Qui appartient au Seigneur haut ou moyen Justicier sur les sujets vendans vin à broche & détail : Et convient pour mettre le prix bailler & délivrer aux Officiers un pain & un lot de vin pour en goûter & tâter, Voyez les dictionns FORAGE ET AFFORAGE.

LE VIN ET STIPPES] Des Officiers des forests qui font les ventes des bois. Es Ordonnances du Duc de Bouillon, art. 531. *Modica era appellabantur Stipes.*

VINADE.] Auvergne, chap. 25. art. 21. La Marche, art. 92. 138. 139. & ensuiyans, & art. 429. 430.

C'est un droit qui est dû au Seigneur par ses sujets pour charroier son vin, comme la BOHADE.

La Vinade entiere est entenduë de deux paires de bœufs & une charrette, qui n'est que d'une paire de bœufs, ou une charrette. La Marche, art. 139. à la difference de la Bouade ou Vouade,

DROIT DE VINAGE.] Senlis, art. 263. Reims, art. 161. qui est dû pour & au lieu de censives sur vignes, & se doit payer à bord de cuves, & ne peut le détenteur tirer son vin sans premierement avoir payé iceluy droit. Clermont, art. 121. Les VINAGES qui appartiennent au Comte de Flandres, Froissart au 1. livre chap. 30. *Tempore Chilperici Francorum Regis liberiori etiam orti progenie, è terra proprio culta labore amphoram vini regia mensa inferiebant tributi nomine. Aimonius, lib. 3. cap. 32.* à Angiers & ailleurs, ce droit de vinage a été converty en argent de cens annuel. En France, l'imposition du vin entrant a été introduite l'an 1561. & depuis abolie, & en après rétablie par le Roy Henry III.

Ce mot reçoit divers usages. Le plus ancien est pour le passage par la Terre ou Seigneurie d'autrui. Le Chartulaire de Doncheri. *Au lieu de Soignon, le Prieur de Doncheri a droit de VVinage, c'est à sçavoir de chaque charriot passant & repassant par le détroit dudit lieu deux sols huit deniers parisis, & de chaque charette seize deniers parisis.*

Mirzi donat. Belgicæ, l. 2. c. 74. *Transcuntes per omnem terram nostram à VVinagiis vel teloneis & cateris exactionibus liberi.*

Le même, lib. 1. c. 77. tit. an. 1193. *Per terram nostram transcant absque teloneo vinagio & omni alia exactione.*

Accord de l'an 1311. rapporté par Floris Vender, lib. 2. des Chastellains de Pisse: *Promet ledit Chastellain les reventes devant dites franches de VVinage, de tous payages, & de toutes autres prises à toujours.* Au même livre p. 206. *Ad ponsem de VVindin arrestati erant homines sancti Petri pro VVinagio. Ecclesia liberis eos reduxit.*

Chartulaire S. Denys, titre de l'an 1170. entre l'Abbé de S. Denys R. Comte de Hainault & Marguerite sa femme,

in teloneis Foragiis, Vinagiis, introitibus & exitibus.

Souvent Vinage se prend pour les droits qui se payent aux Seigneurs par des Communautés & territoires en bled, vin ou argent; en consequence dequoy les Seigneurs font reparer les ponts & passages. Le Roy en a plusieurs semblables au Comté de Marle.

En l'Histoire de Gand, l. 6. p. 377. il y en a preuve dans un extrait du Thesor des Chartres du Roy qui y est rapporté.

Quelquesfois il se prend pour un droit qui se leve sur le vin. Dans le Chartul. de S. Denys il y a un Echange de l'an 1283. entre le Roy & les Religieux de S. Denys, portant que le Roy avoit *in villis & territoriis de Belna, de Clauso Regis in Romana villa de sancto Lupo in vineis de Foscuilla 8. libras redditus pro uno mengerio bichenagium Vinagium haspagium.*

Il se prend encore pour des redevances en vin. Au livre de *restitutione sancti Florentii.* tit. 17. Septemb. 1030. Hubert Evêque d'Angers remet divers droits aux Chanoines en ces termes: *Indulgeo*

illis illorumque villanis in curse illorum Spinac. vinagii modios 15. atque fromentagii modios 12. singulis annis.

Quelquesfois il se prend pour un droit à prendre sur le vin pressuré, comme au Terrier de l'Isle Adam, où il est dit que du lieu de Parmain il y a deux grands Pressoirs à vin, banniers, dont a le droit de vinage à raison de quatre seaux du vin y pressuré.

Enfin quelquefois *vinage* se prend pour réjouissance & bonne chere. Le Serment des habitans fait au Chastelain de Lisse, rapporté par Floris Vander, lib. 1. p. 137. *Si doit-on faire ban & deffense par le ville, sous l'amisté, que nul ne les herberghe ne soufroise ne leur face vinage ne amistot tant qu'ils seront en Vviere contre le Castelain.* (M. GABRIEL.)

LE VINGTIÈME] Qui se paye en Dauphiné & ailleurs des bleds & vins de l'année pour la construction & réparation des murailles des Villes, des Châteaux & des Forts : *Guido Papa consilio primo, & quest. 7. & 372. Decisionum.* Aussi nos Rois ont ordonné l'imposition du sol pour livre de toutes dantées & marchandises : *Ut Cesar Caligula pro eduliis que tota urbe vanirent certum statumque tributum exigebat. Suetonius, cap. 40.* Voyez les mots *Equivalens. Huitième.*

DROIT DE VINS] Dû au Convent de Foresmontier, outre les droits de lods, ventes & saisine, par les habitans de Jôÿ ressort de Meaux, qui est de trois sols, quand le prix de la vente de l'héritage censuel excède vingt sols.

DROIT DE VINS ET VENTES.] Senlis, art. 215. Clermont, art. 13. qui est dû au Seigneur censuel par celuy qui a acheté un héritage censuel, & est par la Coutume d'Orleans, art. 107. & de Montargis, chap. 2. art. 4. d'une jallee de vin pour tout, & de seize deniers parisis pour franc.

* **Droit de VINTAIN.**] Par lequel le Seigneur fondé en titre, prend la vingtième partie des fruits croissants en sa terre, ou de quelques especes de fruits seulement, selon les conventions. Ce droit est ou réel ou personnel.

Le réel est dû par les fonds mêmes, & est appelé *Tasche* en Dauphiné & en Provence.

Le personnel est dû par les sujets à leur Seigneur, pour construire & maintenir à ses dépens les murailles du Bourg ou de l'enclos du château, pour leur seureté & la conservation de leurs meubles, moyennant la vingtième partie des bleds & du vin qu'ils recueillent, qu'ils sont obligez de luy bailler.

Ce droit fut établi à l'occasion des guerres qui étoient entre Charles V. Roy de France, & Amé VI. Comte de Savoye. Voy M. Salvaing, page 222. & *Vingtième.*

VIS-ADMIRAL] Qui est sous l'Admiral, lequel est le Chef & Lieu

tenant General pour le Roy en toutes armées de mer, & qui doit être obéi en tous lieux, places & villes maritimes.

VISENESCHAL.] Voyez le mot VIBAILLIF.

DROIT DE VIVELOTTE ou VIVENOTTE.] En la dernière Coutume de Lille, tit. 1. art. 58. & en après en titre special de ce droit. Qui appartient à la veuve pour son vivre sur les terres de son mary qui sont tenuës en coterie, & de main-ferme, comme dit Boutillier traitant du douaire : à la difference du droit de douaire coutumier qui appartient aux veufves sur les heritages feudaux & terres de d'Alucz. *Est vitalitium ut appellatur à quibusdam scriptoribus rerum Francicarum & Germanicarum. Est in vocis ut hac & similes voces quasi postliminio ad nos redeant. Itaque saepe antiqua verba atque exoleta revoco & profero. Trisa tamen & usitata etiam placent.*

UNIR ET METTRE EN SA TABLE.] Paris, art. 21. Retraire & réunir à sa table & domaine. Estappes, art. 3. & 4. Boulinois, art. 42. Arthois, art. 116. RE'UNIR à sa table & au gros de son fief : Arthois, art. 25. RE'INCORPORER à la table & domaine du Seigneur. Lille, tit. 1. art. 45.

Quand le Seigneur feudal ou autre use de retenuë par puissance de fief sur l'achapteur ou heritier de l'heritage, rente ou autre droit de luy tenu en foy & hommage, ou à autre devoir pour le raptoprier à son fief & domaine, & au corps de sa seigneurie, comme parle la Coutume de Boulinois, art. 139. & autres que j'observeray sur l'art. 1. du tit. 13. de la Coutume de Berry, quand le Seigneur de son fief, ou censif fait son domaine. Voyez Table.

PEINE DE VOIAGE.] Qui est approuvée & visitée par le stile du pais de Liege; chap. 15. & ailleurs. * Voyez Perager.

* VOIE.] Suivant l'article 197. de la Coutume de Vallois, c'est un chemin, qui contient seize pieds de largeur, dans lequel on peut mener, & chasser sans arrêter le bétail, de Ville à autre. Voyez Beaumanoir, chap. 25. au commencement.

* Tort fait ne droit VOIE.] Anjou, art. 406. Cet article decide que si aucun acquerneur est adjourné en demande de retrait en court sujette, & il ne veuille debattre le retrait, il se peut clamer en court suzeraine, pourvu que l'assise de court suzeraine vienne premierement que celle de la court sujette, & que là, c'est à dire, en la court suzeraine il connoitra le retrait, à ce que les deniers du retrait luy soient donnez, quoiqu'il ne se plaigne pas qu'en la court sujette on luy ait tort fait ne droit voyé, c'est à dire qu'on luy ait fait tort, ou qu'on ait refusé de luy faire droit. Droit VOYE' ou VE'E est jus vetitum. Ce qui a été remarqué par M. Menage après les Sieurs Nublé & de Launay.

VOIER, VOIRIE.] En l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 2. art 29. & au procès verbal de la dernière Coutume d'Auxerre au rolle des Officiers: au livre de l'établissement pour les Prevôtes de Paris & d'Orleans. En un Arrest de la Cour du 14. Janvier 1407. pour le Prieur de S. Martin des Champs à Paris, il est dit que le Roy prétend la Voirie & Justice par toutes les rues au dedans des anciens murs de Paris. Et au plaidoyé du 5. Septembre 1404. pour le différent de la Justice entre le Roy & l'Evêque de Paris, il est fait mention de la Voirie de l'Evêque, & si le Voier est hault Justicier. Voyez le mot JUSTICE. Et le Traité de l'Avocat Bacquet de la Justice, chap. 28.

LE GRAND VOIER DE FRANCE.]

SEIGNEURS VOIERS.] A la fin du Procès verbal de la Coutume du grand Perche: Perone, art. 16. Hesdin, art. 22. du titre des droits du Comte d'Artois, & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. qui a été fait pour raison des Seigneurs Justiciers de la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, & en la Patente du Roy Henry II. de l'an 1549. pour la confection d'un papier terrier, & en l'Edit de l'an 1548. fait par le Roy Henry pour la défense de ne plus bâtir à neuf es fauxbourgs de Paris: & en l'Edit du Roy Henry III. de l'an 1583. pour le Reglement des forests & des chemins publics. Qui ont Justice ou seigneurie es chemins, frocs, flegards & voirie; & auxquels appartient la connoissance des crimes & délits commis en iceux. Voyez l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 74. 104. & la dernière, art. 184. 239. desquelles diétions Frocs & Flegards use aussi la Coutume de S. Omer, art. 13. de Theroane, art. 6. de saint Paul, art. 31. de Ponthieu, art. 104. de Hesdin, & de l'ancienne Coutume de Monstreüil, art. 41. Les VOIERS ont charge des chemins, des portes, tours, remparts, ponts, levées, cloaques, fontaines, & des édifices & ouvrages publics, pour mettre ordre à ce qu'ils soient entretenus en leur entier: Et en plusieurs lieux ils sont Juges des vûes, éviars, & goutieres de maisons voisines, & des bornes, confins & limites d'heritages; ils donnent l'alignement à ceux qui veulent bâtir sur rue publique: Ils ont égard à ce que la voye ne soit étreécie, par faillies ou degrez de maison, par estail ou siege en la voirie, par hautvent ou travail: & à ce que les chemins ne soient encombrés, & que les rues soient nettes. *Curatores viarum, ut Appia, Flaminia, Latina, Salaria, Campana, Praenestina, Emilia, Aurelia, Ardeatina, Gabina, Lavicana, Tiburtina, Collatina, Nomentana, Ostiensis, Portuensis, Visellia. Viocuri Varroni, qui curam viarum publicarum gerebant: ut ἀγρόμοι in urbe, qui & Curatores Rei publicae & patres civitatum, de quibus Papinianus librum singularem scripsit. De his Cujacius noster, lib. 22. Observ. cap. 31. Recentioribus autem Parata est sumptus quem*

quem provinciales faciunt in viis pontibusque reficiendis, reparandis. Porro alii sunt Ediles qui ἀγοραῖοι, ad quos pertinebat cura venalium: Alii Vicomagistri per regiones urbis, quibus per noctem tuenda urbis cura mandata est.

VOIRIE.] Senlis, art. 96. Theroane, art. 6. Arthois, art. 5. Boutillicr traitant des chemins.

C'est la voye, chemin, travers, carriere, sentier ou ruë commune & publique ou privée: *Est via, vel iter publicum aut privatum: Rustici viam appellabant veham, propter vecturas, Varro, lib. 1. de re rustica, cap. 2. Via dicitur quasi veha, plaustrum genus. Brevis veha vehiculum dictum est, idem Varro, lib. 4. de lingua Latina. Via non est nisi & qua vehiculum duci potest, est ὁδὸς πλατῖα. Aliud est iter sive μονοῦρτιον. Aliud actus, qui πάροδος, ad agendum pecora, etiam si vehiculum duci non possit.*

DROIT DE VOIRIE.] A la fin du procès verbal de la Coutume du grand Perche: ou de **VOUERIE**, c'est-à-dire de Justice, de laquelle sont gardiens & protecteurs les **AVOÏERS** ou **ADVOUEZ**, duquel droit a été donné Arrest entre le Roy & l'Abbé & Convent de S. Germain des-Prez à Paris en Novembre l'an 1388.

BASSE VOIRIE.] Tours en l'inscription du 1. chap.

GRAND VOIRIE.] Tours en l'inscription du 2. chap. art. 39.

C'est la moyenne Justice, comme il paroît par l'inscription de l'art. 39: en la Coutume d'Anjou: Et en la Coutume de la Baronie de la ruë d'Indre, art. 26. Le Juge du bas ou moyen Justicier s'appelle **JUGE VEHER**. Et en la Coutume de Blois, art. 21. 22. 23. 24. 26. le moyen Justicier s'appelle **GROS VOIER**.

SIMPLE VOIRIE.] Anjou, art. 1. le Maine, art. 3.

C'est la basse Justice & fonciere. Comme en la Coutume de Blois, art. 27. le bas-Justicier s'appelle **SIMPLE VOIRIE**.

VOISIN, VOISINE.] En la Coutume locale de S. Sever, tit. 9. de Bayonne, tit. 5. art. 43. 44. 45. tit. 22. art. 2. tit. 26. article 12. & tit. 30.

A la difference de ceux qui sont étrangers, & qui ne sont habitans de la Ville. Celuy-là est voisin qui est natif de la Ville, ou étranger qui s'y est marié & habitué, pour avoir pris en mariage une fille d'un voisin ou voisine de la Ville: ou l'étrangere qui a épousé un voisin ou fils de voisin: ou si de grace il a été admis & reçu par Justice comme voisin, & a fait le serment pour jouir des franchises, libertez, droits & privileges de la Ville; comme il est contenu par la Coutume de Bayonne, laquelle en ce ne s'accorde en tout avec celle de S. Sever.

CHEMIN VOISINAL.] Qui doit avoir huit pieds de large.

Tours, art. 59. 84. où il est opposé au grand chemin & au chemin peagier : Comme aussi par la Coutume de Lodunois, chap. 5. art. 1. chap. 7. art. 4. *Via vicinalis*. Voyez la diction CHEMIN.

TESMOINS VOISINAULS,] Prochains du lieu duquel la possession est prise : Tours, art. 159. Lodunois, chap. 15. art. 4. lesquels aussi on a accoutumé d'appeller & semondre à un acte ou exploit de vüe d'heritage, & s'appellent VEURS.

VOL D'UN CHAPON.] En l'ancienne Coutume de Paris, art. 8. Berry, tit. 19. art. 31. Meaux, art. 161. Melun, art. 88. & en l'ancienne Coutume de Sens, art. 190. Montfort, art. 9. Senlis, art. 126. 127. Vallois, art. 57. Troyes, art. 14. Chaumont, art. 8. Montargis, chap. 1. art. 22. chap. 15. art. 16. Dreux, art. 3. La Ruë d'Indre, art. 12.

C'est un arpent de terre que le fils aîné prend avec le principal manoir ou hôtel noble par préciput & avantage pour son droit d'aînesse, comme il est diversément reçu par les Coutumes des Provinces de France : comme par la Coutume de Clermont, art. 86. le vol de chapon est estimé à un arpent de terre, qui est de soixante & douze verges, vingt-deux pieds pour verges, & onze pouces pour pied. Et par la Coutume d'Orleans, chap. 1. art. 25. 26. chap. 16. art. 264. 265. & de Lodunois, chap. 27. art. 4. à un arpent ou septerée de terre à l'entour du manoir, qui en succession de fief en ligne directe appartient au fils aîné ou fille aînée en défaut d'hoir mâle. Auquel art. 4. le vol d'un chapon est aussi appelé le CHEZE, de laquelle diction cy-devant : Et par la Coutume de Chasteau-neuf, art. 5. le vol d'un chapon est estimé à un arpent & demy de terre : Et par la Coutume de Chartres, art. 4. & 5. & de Dunois, art. 8. à trois minées de terre. Et par la Coutume de Berry, tit. 19. art. 31. de Blois, art. 143. de Romorantin, art. 2. de Leuroux, art. 4. de Tremblevy, art. 1. à un arpent de terre. Et par la Coutume de saint Aignan, art. 14. 15. de Chabris, art. 12. 15. d'Auvergne, chap. 12. art. 51. à une septerée de terre. Et par la Coutume d'Anjou, art. 32. 33. & du Maine, art. 37. 38. le vol de chapon contient huit vingt pas doubles, qui sont seize-vingt pas simples, quand il est traité du buisson à conils, que l'homme noble peut avoir environ la maison de son domaine, ou le coutumier en son domaine hommagé environ sa maison. Aussi cet avantage est d'un arpent de terre : le Perche, art. 137. Ce que l'ancienne Coutume appelloit une mine de terre. *Porro hac proverbialiter dictum, ut quantum milvus oberat, Perso Satyra 4. Erasmus huc etiam refert versum Juvenalis ex Satyra 9.* Voyez TRAIT D'ARC.

APPEL VOLAGE. Voyez en la lettre A.

RENTE VOLANT, OU VOLAGE. Voyez le mot RENTE.

VOLEUR, Brigand.] *Grassator, latro, obsessor viarum : quibusdam Volero : prado, raptarins : Arte despecta furiorum rapiens propalam, ut ex Comico refert Marcellinus, lib. 15. qui in res alienas involat, & manus violentas infert in aliquem.* En guerre l'on a appellé Brigands ceux qui étoient armez de Brigandines. Froissart livre premier, chap. 48. 160. En mer il y a de petits vaisseaux qu'on appelle Brigandins. Le même Auteur au livre 4. chap. 18. *Brutus servos militum Brigas appellavit, Plutarchus : qui plerumque barbari homines erant. Balistarum, brigantini : VValsinganus in Neustria.* Brigade c'est compaignie.

DROIT DE VOVADE.] La Marche, art. 139. qui est d'une paire de Bœufs, ou d'une charette, dont celui qui tient heritage serf, ou mortailliable doit aider son Seigneur. *Nicolaus Callaus emendat BOVADE à Bobus.* Voyez le mot **BOHADE.**

VOUCHEMENT DE GARENT.] Normandie, chap. 50. & au livre 2. des tenures, chap. 7. & aux anciens recueils de pratique. *Cum quis auctorem laudat, ut liti subsistat.* **VOUCHER UN RECORD**, audit Coutumier, livre 2. chap. 4.

VOULRIE.] Vitry, art. 70. 100. 141. 143. & au procès verbal de la Coutume de Laon.

C'est la puissance de pere & mere : *Significat etiam patris domicilium, paternos lares vel penates. Sic hodie hanc lineam ducendo hanc exerceo artem, quam velim plures imitari, modo ne invident. In quemquam autem non cadit tam absolutum opus, ut gloria artis efferrī debeat.*

* **VOULRIE.**] *Advocasia.* C'est le droit qui est dû pour la défense ou protection. En l'aveu rendu par le Vidame de Chaalons à l'Abbé l'an 1581. *Item*, un toulieu de sel appellé Voulrie, qui est tel que chacune charrette chargée de sel, amenée audit Chaalons, nous doit quatre deniers tournois ; & chacun char huit deniers tournois, & de longtemps ne vaut aucune chose. **M. GALLAND.**

* *Voyage Voye, Voyez.* Voyez *Voisage, Voie, Voier.*

VRAICH, VRAICQ OU VARECH.] C'est une herbe qui croit au bord de la mer, & dont les Laboureurs se servent pour engraisser leurs terres ; quelques Seigneurs de Normandie, qui ont droit de *Varech*, ont prétendu avoir aussi droit de *Vraich*, & qu'en vertu de ce dernier droit, ils pourroient empêcher leurs vassaux, & les habitans de leurs paroisses, d'amasser le *Vraich* & de le porter sur leurs terres. Mais par Arrest rendu au Parlement de Rouën, le 18. May 1624. les habitans de S. Remy ont été maintenus, contre leur Seigneur, en la liberté d'amasser le *Vraich*.

Banage sur l'article 601. de la Coutume de Normandie, remarque qu'en 1635. on mit le *Vraich* en party ; que le Traitant le faisoit brûler,

qu'il en vendoit les cendres fort cher, & qu'il fit faire deffenses à toutes personnes d'en enlever, mais que sur les plaintes qui en furent faites, le Parlement de Rouën donna un Arrest le 14. Decembre 1635. par lequel il deffendit au Partisan de le brûler, ny d'en empêcher l'usage aux riverains. Voyez le titre 10. du livre 4. de l'Ordonnance de la Marine.

* *USAGE de bois.*] Voyez Corbin, liv. 2. de ses droits de patronage, pag. 504.

USAGIERS DE BOIS. Meaux, art. 177. Duché de Bourgogne, art. 123. & és Ordonnances des Forests. Anjou, art. 182. Le Maine, art. 200. Blois, art. 225. Sedan, art. 306.

Qui in sylvis alienis usum habent pro pastu pecorum, vel jus cadendi arbores, ut adificetur in suo vel uratur domi. Hoc jus vendi vel in alium transferri non potest ab usufruario.

* *VVALTERGANS.*] En Picardie, & en Flandres sont des petits canaux, qui servent à desseicher les lieux marecageux; ce mot vient de *VWater*, qui signifie eau, & de *Ganc*, qui signifie conduit. *Vid. Cang. in gloss. v. VWaterganga.*

* *VVareschaux.*] Mons, chap. 50. sont des canaux qui servent à desseicher les lieux marecageux. Voyez le mot précédent.

ADVESTURES ET WARISONS.] Valenciennes, art. 117. le *WASON LEVE'*. Namur, article 8. c'est le bled, l'herbe, & autres fruits étant sur heritages, non coupez ou levez. Voyez *ADVESTURES.*

C'est aussi le blé coupé. Bouteiller, *blé, jusqu'au tiers jour que la Vvarison* liv. i. chap. 88. p. 506. *Item que nul ne sera emmenée, sur l'amende de 60. sols souffre mettre bestes és esteule d'autrui &c.*

LE WERP.] Lille, art. 53. 80. & en la Coutume de Bethune. Et en la Somme rurale traitant des ventes.

Quand il est parlé de la vente d'un heritage cottier: Et est un droit de douze deniers parisis qui se paye par l'acheteur aux Eschevins presens à la défaisine & faisine. Car l'heritage vendu doit être *WERPI* par la loy à l'acheteur, comme dit Boutillier Auteur de la Somme rurale, traitant du retrait & cas de proximité. Convient que l'heritage soit connu devant le Seigneur, & que devest & advest en soit fait. Ce Livre de Boutillier sert grandement pour l'interpretation des Coutumes de Picardie, d'Arthois, de Hainaut, de Cambray, de Flandres, & pour entendre la vieille pratique de France: *Hoc ut monerem, in finem reservavi, quod quilibet etiam satiatas appeteret. WERPIRE, id est tradere: que vox extat in Annalibus Francia ad Aimonium, lib. 5. cap. 47. & apud Marculphum non excusum, in formula securitatis pro homicidio.*

WERPS & SAISINES.] Theroane, article II. & en l'ancienne Coutume de Beauquesne, article 3. Transport & **WERP.** Namur, article 42.

HERITAGES VENDUS ET WERPIS.] En la Coutume locale de Salommez près la Bassée en Flandres. Rappoter & **WERPIR** en celle du Pont à Wendin. **GUERPIR**, c'est quitter & délaisser, Guefver, exponcer. Voyez *Guerpir, Guefver.*

VIDER SES MAINS.] Berry, tit. 5. art. 53. Quand les gens de main-morte se défaisissent d'un heritage feudal ou censuel, ou quand un dépositaire rend & délivre les deniers consignez, ou quand un adjudicataire compte deniers pour le prix des heritages qui luy ont été étrouffez par le Juge, ou quand un acheteur de biens de Justice paye. Voyez **MAIN DE JUSTICE.**

VIDER LA MAISON OU MESTAIRIE.] Berry, tit. 9. art. 41. 48. Quand le conducteur est contraint de quitter son loüage ou ferme avant le temps, *Cùm migrat inquilinus vel colonus, ut ades sint libera, loca vacua.* Aussi nous disons **VIDER** les fins declinatoires ou de non recevoit. **VIDER** la cause, le debat ou different pour expedier. *Sed ridiculum tam anxie diligentem esse : Itaque fastidit has minutias operose persequi, ne ista commentantes frivoli operis arguamur.*

Y

* **Y TCHYDE.**] Labourt, tit. 17. art. 4. Sole, tit. 31. art. 4. C'est une rente. Voyez *Agrier.*

* **YRAIGNE.**] Dans la Coutume locale de Clermont en Auvergne, art. 4. C'est un panneau de fil d'archal, en forme de toile d'araignée.

*Hujus operis hic labor extremus, longarum hac meta viarum : Atque extremo hoc sub fine laborum vela trahenda sunt : nec verò in tenui hic labor est, licet forsàn mihi tenuis gloria. Quod si ut conquestiè hac conscripsimus ita ab eruditis diligentiam nostram probari intellexerimus, maturè perficiemus etiam opus quod fere paratum habemus tam ad Consuetudinem **BITURIGUM**, quàm ad omnes mores scriptos Gallie : Si modò properare liceat potius quàm festinare.*

F I N.



T A B L E

DES MOTS ET TERMES CONTENUS & expliquez dans ce Glossaire.

Les Chiffres de cette Table qui sont sous les mots depuis A jusqu'à la fin de G, se rapportent à une première suite de chiffres ; & dans le reste de l'Alphabet , à une seconde. Ceux qui sont mêlez , sont separez par ce double || , & distinguez dans la première Partie par un *b* italique , qui marque la seconde suite de chiffres ; ou par un *s* dans les mots de la seconde Partie , lorsque le chiffre est de la première suite.

A.		3. 4. 157.
* A B A E U X, ou biens Abaeux, <i>pag.</i> 1		Abonner. 3. 4. 157.
* Abandon (cession de biens.) 2		Abonner l'hommage à devoir. 4. 347
plainte d'Abandon. <i>ibid.</i>		Abonneurs. V. <i>Abonner.</i> 3
Abandon: Voy <i>Bandon.</i> 125		Abonnez (hommes & femmes serfs ; loiaux aides ; meusniers ; roucins de service , &c.) 4. 222. & 361. <i>b.</i>
* Abattre (abolir , rabattre , diminuer.) 2		Abonni , Abonnis (droit , & devoirs.) 4
* Abbadiados. Voy <i>le mot suivant.</i>		Abornement d'heritage. 4
* Abbats laïcs , ou Abbez laïques. 2. & 63		Aborner. V. <i>Abeneviser.</i> 157
* Abbayes (Cures.) 2		* Abosmez (Abournez.) 4
* Abée ou Lanciere. 2		Abournage , Abournement , Abourner. 4
* Abeillage. 2. N. 416. 437. <i>b.</i>		* About special. 4. & 5. V. <i>Habour.</i>
Voy <i>Dels & Eps.</i>		contr'About. 287
* Abeillon. 2		About d'Ouvrage & devise d'About. 2. <i>b.</i>
Abenevis , abeneviser. 157		* Abregement de fief. 5. 19. 20. 460. 465
* Abianneurs , ou Abienneurs. 3		Abus. V. <i>Appellation.</i>
* Abienner. V. <i>Bians.</i> 161		* Acapte. 5. V. <i>Entrage.</i> 391
* Abilhament. 362		Acaptés & arrieres-Acaptés. 277. <i>b.</i>
* Ablais. 3		Acarement , Acarer : &
* Ableret , ou Caré. 3		Acariation , Acarier. 5. 198. 283. 284
* Abloc ou Abloq. 377		Acasement , Acaser. V. <i>Acazer.</i> 5
* Abloquiez. <i>ibid.</i>		* Acat , Acater. (Achat , Acheter.) 5
* Abolage. V. <i>Abeillage.</i>		* Acaterres , Acateurs. 5
Abonage. V. <i>Abournage.</i> 4		Acazement , Acazer & sous-Acazer. 5
* Abondance , &		V. <i>Cheveau.</i> 240. <i>Chevedage.</i> 250.
* Abonder (plus grande somme.) 3		* Accense , Accensement , Accensissement. 6
Abonné , Abonnée.		* Accenser. 6
fief ameté & Abonné. 3		* Accenses. 6
queste Abonnée 5. 255. <i>b.</i>		* Accenseurs. 6
taille Abonnée. 3. 400. <i>b.</i>		Accordemens. 6
V. <i>Abourner.</i>		* Accrués. V. <i>Accrués.</i>
Abonnement. 3		

TABLE DES MATIERES. 473

* Accroissement.	6	Adjournement en clain.	255. 256
Accruë.	6	Adjournement formel.	495
* Accruës de bois.	6. & 167	Adjournement à trois brefs jours. 13.	
Accusation applegée.	54. & 325	34. b.	
* Achais, V. <i>Aghais</i> .		Adjournement personnel.	13
* Achaissonner.	7	Adjourner. Voy <i>Adjournement</i> :	12
* Achat, V. <i>Acat</i> .	5	Adjourner le Juge.	32. 33. b.
Achat passe loiage.	7	* Adirer (égarer.)	13
* Achetierres, V. <i>Acatierres</i> .	5	Admiral, Almiraal, Amiral.	13. 14
* Achoison, Acoison, Aquoison. (Occa- sion.)	7	Admiral de la mer, des galeres, des arbalétriers.	14
* Achoisonner.	7	Admodiateur, Admodier.	14
Acquest.	7	Admorti, Admortie.	
droit de nouvel Acquest.	7	acquest Admorti.	14
Acquest admorti.	14	fief ou autre heritage appartenant à l'Eglise Admorti.	15. 79. b.
nouveaux Acquets. 477. V. <i>Queste</i> .		fief Admorti & indemnité. 15. Voy	
Acquit, (droit d'Acquit.)	8	<i>Admortis infra</i> .	
Acre.	8. 9.	rente Admortie.	15
* Acreantement, Acreanter. V. <i>Crand</i> .		censives Admorties.	15
* Acruë. V. <i>sup. Accruë</i> .		rentes Admorties en tant que touche les gens d'Eglise.	15
Actif, active. (Vasselage actif.) 9. 437. b.		terres Admorties.	15
Action (dette active) 10. mal. 12. & 313		terres d'Eglise Admorties.	15
Action nice.	140. b.	s'Admortir.	16
* Accueillir la semonce.	10. a.	Admortir la foy & homage.	16
* Adcense. Voy <i>Accense & Cense</i> .		Admortir à deniers une rente fonciere ou autre.	16
Adcense heritable.	10. b.	grace d'Admortir une rente.	16
Adcensement.	10. a.	Admortis (biens Admortis.)	16
Adcensivement. <i>ibid. V. Accensf</i> .		fiefs Admortis:	16. 17.
* Addicté, Addicter,	10	heritages Admortis.	17
* Addite.	10	Admortis & indemnitez. 17. & <i>suiv</i> .	
Additions.	10	Admortissable, (rachetable.)	20
* Addressée (la requerir.)	10	Admortissement d'heritage.	20
Adebrz, Adex, ou Deps. 10. V. <i>Dels</i> .		Admortissement d'homage.	16
& <i>Eps</i> . pp. 322. 392. 437. b.		Admortissement real.	21
* Ademprc.	11	Admortissement de rente.	21
Adenerer.	11	Adoption. V. <i>Adfiliation, Albergue,</i> <i>Advonerie</i> .	
Adenerer le sol.	<i>ibid.</i>	Adquiescement, Adquiescer à la Sen- tence dont est appel.	22
fruits vendus & Adenerer.	11	* Adras,	22. 394. 48. b.
Ades, Adez (déjà, deslors.)	11	Adrhamit. 394. 395. V. <i>Aramme & Er- ramc</i> .	
Adfiliation, Adfilié.	11	Advenant,	22.
Adheritance, Adheritement, Adheri- ter.	12. 25. & 336.	Advenante.	340
Adjour. V. <i>le mot suivant</i> .		Advenant ou desadvenant.	23. 340
recorder l'Adjour.	284. b.		
Adjournement libellé.	12. 449. 489		
Adjournement à ban & en cas de ban.	121. 122.		

Advenant bienfait.	24	gneur.	28
logis Advenant	24	* Advoüer aubains.	28
mariage Advenant.	24. & 52	Advoüer l'Arrest d'une chose, fait par un Sergent.	29
* Adventifs (biens.)	24	Advoüer l'espave.	29
Adventuriers en guerre.	24	Advoüer une rente en son fief,	29
Advertissement. 24. V. <i>Rebriche.</i>		Advoüer.	29. V. <i>Advouerie.</i>
Advest, Advesture. 12. 25. 447. & 470. b		Advouerie.	29
Adveu, ou declaration.	25	Advouerie, Advouison, ou Advouison.	29. 103. 469. b.
Adveu & denombrement. 25. 165. & 324. 313. b.		Advouerie, ou Advouerie en Applegement.	29
Adveu du Vassal.	25	Advouez ou Advoyers. 30. 467. b.	
Adveu & denombrement des hommes & femmes de corps.	26	* Advouerie (droit seigneurial.)	30
faux Adveu.	452	* prendre ou être pris en Advouerie.	29
l'Adveu emporte l'homme. 27. 28. 270. b.		* Advouerie, adoption.	31
matiere d'Adveu & denoncement.	26	Advouerie. V. <i>Avouerie.</i>	104
meuble vendiqué par Adveu.	<i>ibid.</i>	Advoyers. V. <i>Advouez.</i>	30
Adveu minu & tenuë.	<i>ibid.</i>	* Æs. 31. V. <i>aussi.</i> pp. 10. 322. 392. 437. b	
Adveu ou nommée. 25. 324. 146. b.		* Affaneures.	31. & 134
Adveu du pere ou du mary.	26	* Affeager, ou bailler à feage.	31. 453
Adveu & contr'Adveu.	26	Affeage, Afforage.	31. 32
Adveu applegé.	<i>ibid.</i> & 54	Affeurer.	31
* droit de nouvel Adveu.	27. 28	Affiches, ou Affixes.	32
* Advis.	27	Affiliation, Affilié. V. <i>Adfiliation.</i>	
jour d'appensement & d'Advis.	54. 321.	Affixes, (attaches & encheres.)	31
affene & Advis.	76	* Affoler, Affolure. V. <i>Afoler.</i>	
* Adultere. V. <i>Avouerie.</i>		Affor.	32
Advocat.	27. V. <i>Conteor.</i>	Afforage.	32. 489. 462. b.
Advocat du Roy.	28	Afforage, ou Afforé.	<i>ibid.</i>
Advouison, ou		Afforer.	32
Advouison. V. <i>Advouerie.</i>	29	droit d'Affouage.	33
Advouiateur.	28	* Afoler.	33
Advouié, (adoptif.)	28	* Agatis (degât.)	33
Advouié (protecteur.)	29. 30	Aghais (marché à Aghais.)	33
estre Advouié sujet par son Seigneur, ou s'Advoüer tel.	28	Agrer.	33
Advoüer tenir du Roy.	28	Agrerer.	33
s'Advoüer bourgeois du Roy, & des-Advoüer le Seigneur subalterne.	28. & 185.	Agrier ou Agrière. 33. 34. 217. 407. b.	
Advoüer, ou des-Advoüer le Seigneur de fief, ou le Seigneur de cens.	28. & 330.	* Ahan, Ahaner.	34
s'Advoüer de son Seigneur feudal.	28	* terres Ahanables.	34. 525
Advoüer ou des-Advoüer son Sei-		* Ahans.	35
		Aide, Aides.	
		droit d'Aide.	35
		Aide de relief.	36
		Aides qui se payent de tiers an en tiers an.	36
		chevels Aides.	37
		Aides	

TABLE DES MATIERES.

Aides coûtumiers.	37. V. <i>Taille.</i>	475
loyaux Aides.	36. 37	41
loyaux Aides abonnez.	4	13. 14
* Aider le Seigneur.	36	Alodial (Heritages, biens, terres, ou choses Alodiales.)
Ajournement &c. V. <i>Adjournement.</i>		41. 43
* Ains.	38	Aloud & Aloy. V. <i>Alem.</i>
* Aire.	38	Alvex, ou Alveux.
* Aire de marais salant. 38. 2. & 92. b.		45
* Aire d'oiseaux.	38. 330	* Alviner, ou Alleviner un Etang. 45. 426
* Aireures.	38	Amans.
* Aîné, Aînée.	38	4. V. <i>Arches.</i>
charge Aînée ou puisnée.	39	Amalemens, ou Amassemens. 46. 234 b.
droit Aîné ou puisné.	<i>ibid.</i>	Amaler & amasser.
rente ou dette Aînée.	38	<i>ibid.</i>
droit d'Aîneage.	38	Amalez, non Amalez.
* Aînesse.	39. 84 b.	Ambassadeur.
droit d'Aînesse.	39	Amende.
Aîneté.	39. 84. b.	46. V. <i>Emende.</i>
* Albain. V. <i>Aubain.</i>		Amenée.
* Albergation.	40	46. V. <i>Menés.</i>
* Albergement.	40	* Amenrir.
Alberger.	40	46
* Alberges V. <i>le mot suivant.</i>		* Amernné.
droit d'Albergue.	41. & 63	46. 98 b.
Albergue; adoption.	41	Amessures.
* Alberjada.	41	46
Aleu-franc, ou franc-Aleu. 41. & <i>suiv.</i>		* Amesurement de justice.
franc-Aleu noble.	44	47
Aleu roturier.	43. 44	* Amesurer.
justice en franc Aleu.	43	47
Al bi. V. <i>Alleguer.</i>	44	* Amesurer son sujet.
Aliener. V. <i>Abomer.</i>	3	47
Allegances & exceptions.	44	Ameté (Abonné.)
Alleguer, ou prouver son Alibi.	44	47
Alleuf. 44. V. <i>Alem.</i>		Amiral. V. <i>Admiral.</i>
* Alleviner. V. <i>Alviner.</i>	45. 426	13. 14
Alleutiers, Alloütez; Alleuts.	44	Ammans. V. <i>Bourgmaitres.</i>
Alleyer.	44	183
Alliance.	44	* Amnion. 47. V. <i>Annion.</i>
Allié.	44	Amparliens.
Allodial, Allodiaux.	41. 21. b.	387
* Allodial corporel ou incorporel.	44	Amortir, &c. V. <i>Admortir.</i>
Allotement, Allotir.	44	Annate.
Alloué (Officier.)	44	47
Alloué (mercenaire.)	45	Annion (répit ou delay d'un an.) 48.
Allouër.	45. 70. b.	260. b.
Allouéz. V. <i>Allesiens.</i>	44	Annotation de biens.
<i>II. Part.</i>		340. b.
		Annoblj.
		48
		Annoblissement.
		48
		la verge annoblit, &c. 103. & 443. b.
		Antichrése.
		48.
		Anticipation. V. <i>le mot suivant.</i>
		49
		Anticipé, anticipée (appel, partie.) <i>ibid.</i>
		Anticiper.
		49
		Anticiper les quatorzaines des Crieés
		d'un héritage-léisi.
		49
		Antidater une lettre ou instrument.
		49
		* Aérolat.
		49
		* Aouster.
		50.
		Apostres.
		50. V. <i>Schedule.</i> 349. b.
		Aperager.
		47. b.
		Appanage, Appannage ou Empannage.
		50. & <i>suiv.</i> 337.
		terres tenués en Appanage.
		52.

Appanager. V. <i>sup.</i> <i>Appanage.</i>	50	V. <i>Contr' appleger & Plege.</i>	
Appaner. V. <i>Appanage,</i>	50	* Applis.	60
filie mariée & appanée.	<i>ibid.</i>	* Apponitement, Appointer.	60
Apparagée (fille.)	52. 337. 384	Appointement en fait ou en droit.	60
Appariation.	52	Apport.	60
Apparissant, Apparente. V. <i>Lay.</i>	64.	Apportionner. V. <i>Appanage.</i>	50
65. 67. <i>b.</i>		* Apports.	61
Appel anticipé.	49	* Apprayer.	61
Appel defert.	53. 335	Apprecy. V. <i>Rentes.</i>	
Appel volage.	53	Appropriance, Appropriement.	61
Appellation. V. <i>les mots precedens.</i>		Appurement, Appurer.	61
Appellation comme d'abus.	53	* Aprise (enqueste.)	61
Appellation verbale.	54. 443. <i>b.</i>	* Approvancement.	61
reliever son Appellation.	295. <i>b.</i>	* Aquoison. V. <i>Achoison.</i>	7
Appeller ou Appleger.	59	* Araires.	62
Appeller à ban.	121. 122	* Araisonner.	62
Appeller à garent, ou garieur.	536. 540	* Aramme. 62. Voy <i>aussi.</i> 22. 393. 48. <i>b.</i>	
Appeller, reclamer.	280. <i>b.</i>	Arban.	62. 161. 162. 9. <i>b.</i>
Appennage, Appenner. V. <i>Appanage.</i>	50. 51.	Arbalestriers. V. <i>Admiral, Roy.</i>	
Appensement (jour ou delay d'Appen-		Arbaux. V. <i>Herbaux.</i>	9. <i>b.</i>
sement & d'avis.)	54. 324	* Arbres couppiers.	62
Applegé, Applegée.		Arceber, Arceut. V. <i>Arciut.</i>	
adveu Applegé.	54	* Archaux.	62. & 535.
denoncement ou accusation Applegée.	54. 325.	Archevêque.	62
personne bien Applegée.	55	Archers. V. <i>Francs-Archers.</i>	
requeste de lettre formée dûment fai-		* Arches d'Amans.	62
te & Applegée.	55. 314. <i>b.</i>	Arciut, ou Arceut.	42. & 63
mettre son obligation en requeste Ap-		* Arditz.	63
plegée.	55	* Arée.	63
Applegement ou complainte possessoire.	55.	* fosse des Areines.	63
Applegement, ou plegement.	55	Argent franc. V. <i>Franc Argent.</i>	
faire Applegement.	55	Argent rachette la main - morte.	63.
Applegement, contr' Applegement.	55	360. <i>b.</i>	
& <i>suiv.</i> & 287. V. <i>Adveu, contr' Ad-</i>		marc d'Argent. V. <i>M.</i>	
<i>veu.</i> 26. & <i>Advoüerie.</i>	29	Argenterie.	64
Applegement de refus de plege.	58.	Argentier du Roy.	64
& 223. <i>b.</i>		* Armes. 64. V. <i>Ecuffon.</i>	
Applegement simple.	58	* Armes plaines.	64
Applegemens privilegiez.	59	* Armes en quarré.	64. 414
Appleger, ou Appeller.	59.	Roi d'Armes.	327. <i>b.</i>
Appleger, douloir ou complaindre en		Sergent d'Armes.	386. <i>b.</i>
cas de nouveleté.	59.	Armoiries.	64. 499. & <i>suiv.</i>
se Appleger ou complaindre.	59	Arpent.	65
Appleger & cautionner son marché.	60	Arpenteur.	65
		Arrame. V. <i>Aramme & Erammé.</i>	
		Araram.	65
		* Arrecé.	65

TABLE DES MATIERES.

* Arremens, ou Erremens.	65. 195	Assassins.	477
Arrentement, ou Arrentillement d'heritage.	65	* Asséc.	74. 75
Arrenter.	66	Assène & Advis.	75. 434
Arreger.	66	titre d'Assène.	76
Arrages.	66	Asséné conventionnel.	76
Arrest de la Cour.	66	douaire & Asséné.	76
droit d'Arrest de meubles.	67	Assenement. Assener.	76
Villes d'Arrest.	ibid.	* Asséner.	76. 80
advoüer l'Arrest.	29	Assens.	76
Arrest ou brandon.	286	bonnes, Assens, ou separations notables.	76
Arrest ou clain.	257	Asséoir. V. <i>Assoir</i> .	
reclain d'Arrest.	280. b.	* Asseter.	76
* Arrestance, (domicile.)	68	* Assurement (délaissement.)	76
Arriere-ban.	68. & suiv. 122. 130.	Assurement, Asséureté, Assurance.)	77
* Arriere-censif. V. <i>Arriere-fanciers</i> .	71	trêves & Assurement.	83. 419. b.
Arriere-charte.	70	* Asséurer. 78. V. <i>Assurement</i> .	
* mettre quelqu'un Arriere de sa demande.	70	Assiette de rente, &c. 78. 440. b.	
Arriere-feudal (l'Seigneur.)	71	Voy le mot suivant.	
Arriere-fief.	71	Assignal ou Assignat.	78. 79. 80
bailler partie de son fief en Arriere-fief.	71	Assignation à trois briefs jours.	34. b.
faire de son plein fief un arriere-fief.	71	* Assignement, (main-mise.)	80
Arriere-fief qui tient par moyen.	71	Assigner, asséoir. V. <i>Asséer</i> .	78
proche-fief, ou Arriere-fief.	71	* Assigner brandon.	80
Arriere-fief couvert. 301. ouvert. 168. b.		* Assigner les greniers.	80
Arriere-fonciers & sur-fonciers (rente.)		Assis ou Assises. (Assietes de deniers.)	80
71. 306. & 396. b.		Assise (en prise de bestes.)	80. 81
Arriere-garde.	72	Assises de Bailly ou de Seriefchal.	81
Arriere-garent.	72	Assises ou grands jours.	81. 82
homme Arriere ou proche.	72	Assises de Justice.	82
Arriere-louage.	72	* Assises, (ordonnances.)	81. 82
* Arriere-panage.	72	Assoir. Voy Assiete & Assignat.	78. 79
Arriere-purgement, Arriere-purger.	72	* Assoir la main, (saisir.)	82
Arriere-taille.	72	Assoir la main du Roi ou de Justice.	73. b.
Arriere-vassal.	72	* Assouver.	82
Arriere-vasseur.	72	* Assubgir.	82
Arseiz. V. le mot suiv.		* Asyle. V. <i>Franchise & immunité</i> .	
* Arsins, (droit des Arsins.)	72. 158	* Ataine ou Atine,	82
* Arsins ou Arseiz.	74	* Atéhanché.	82
Articuler sa demande.	74	* Atise.	83
* Artisonné, ou Artisonné. 74. 309. 445. b.		Atour, Atours, Atourné.	83
* Accenseurs. V. <i>Accenseurs</i> .		* Attrier.	83
Assassinat, Assasinement, Assassinateurs.		* droit d'Attronchement de bois.	83
74.		Attache, (affiche.)	84
		Atteint & verifié; (ni.)	140. b.
		Attendre les nuits. V. <i>lett. IV.</i>	

Attenduë, ou congé.	284	Avelets.	97
Attentat.	84	Avenage. V. <i>Bourgeoisie</i> .	97. 181
Attenuation (répondre par atténua- tion)	84	Avenages (redevances en avenc.)	97. 255.
Attenuer la réparation de l'injure. <i>ibid.</i>		Aventures. V. <i>droites Aventures</i> .	331. 375.
* Atterrissement.	84	* AVERAGE. V. <i>le mot suivant</i> .	
Attours. V. <i>Atour</i> .		* AVERS.	97
* Attournance & avirance.	84. 85	Avetes (Abeilles.)	2. n. 416
Attourné. V. <i>Atour</i> . 83. & <i>Attour- nez</i> .	86	Aveu. V. <i>Adveu</i> .	
bailler Attourné.	86	Aveugles (fenestres.)	168. 169
Prevoist Attourné.	85	* Augment de dor.	98. & <i>suiv.</i>
Attournée, (passer Attournée.)	85	* Avirance, Attournance.	84. 85
obligations Attournées.	85	Avitins (biens propres.)	100. 244. b.
Attournement.	85. 86	* Aulbain. V. <i>Aubain</i> .	
Attourner, s'attourner.	85	* Aumailles.	100
faire Attourner les tenanciers.	85	Aumosne (franc-Aumosne, pure Au- mosne.)	100. 507. 15. b.
Attournez (Solliciteurs & autres.)	86	-tenure par Aumosne.	100
Attournez (Défenseurs.)	<i>ibid.</i>	* Aumosnerie.	101
Attournez (Maires)	83	* Aumosnier.	100. 103
Attrahiere (terres vacantes par Attra- hiere.)	86	Avocat. V. <i>Advocat</i> .	
Attrahiere, extraire ou estreire de bâ- tard.	87	* Avoërie, Avoirie, ou Voërie.	103
* Attrahiers.	87	* Avoirs.	98. & 103.
* Avalefons.	87	* Avoutire.	103
Avancement. V. <i>Hoirie</i> .		Avoutre.	104
Avantagement.	106. b.	Aurilage.	104
Avant-parlier.	198. b.	Authentique (Lettres, Sentence ou Obligation.)	104
Aubain.	87. & <i>suiv.</i>	Autorisation. V. <i>Autorisation</i> .	95
* Aubain.	90	Ayde. V. <i>Aide</i> .	
Aubaine, Aubaineté, Aubanité.	91. & <i>suiv.</i>	Ayeul perpetuel.	212. b.
* Aubarede.	94	* Ayte de marais salant. V. <i>Aire</i> .	
* Aubec.	94-95		
Aubenage, Aubaine.	94		
droit d'Aubenage.	94		
Aubergade.	41. & 95		
queste & Aubergade.	95		
Aubinage. 95. V. <i>Aubanité</i> .	91. 94		
* Aubour.	94. 95		
Autorisation (lettres d'Autorisation.)	95.		
Audiencier en Chancellerie de France, ou de Parlement.	96		
Huissier Audiencier.	96. 27. b.		
Auditeurs.	96. 27		

B

BAC, ou Pontenage.	105
Bacelles, ou Bachelles.	107
Bachelorie.	105. 106
Bachelette.	106. 107
Bachelier (gradué.)	105
* Bachelier formé.	108
Bacheliers (Seigneurs ou Chevaliers.)	105. 106 & <i>suiv.</i>
Bachevalcurux.	108
* Baghe, ou Bague (Bagage.)	108
Bagoages.	109

TABLE DES MATIERES.

479

Bail (garde ou administration.)	109	adjournement à Ban , & en cas de	
Bail, Baillistre. <i>ib.</i> & 110. V. <i>Baillistre.</i>		Ban.	121
Bail de bestes à Chapel , moitié , moi-		adsignation à Ban.	122
son.	110. 118	appeller ou adjourner à Ban.	121. 122
Bail & débaill.	110	Ban arban.	62. 161. 162
Bail à ferme.	110	Ban & arriere-Ban.	68. 122. 130
Bail à ferme fait à outrée. V. <i>Enche-</i>		Cas de Ban.	112
<i>rir.</i>	388	Cloche du Ban.	122
Bail & garde. 109. 111. & <i>suiv.</i> 118. 119		Crier le Ban.	122
Bail de Justice ou du Seigneur.	110	mettre Ban.	122
Bail & mari. V. <i>Bail - débaill.</i>	110	Ban de Molin.	122. 125. 126
Bail de mariage.	110. 111	ouverture du Ban.	122
Bail de mineur.	111. & <i>suiv.</i>	Ban de pasnage.	122
Bail naturel.	114. & <i>suiv.</i>	à peine de Ban.	122
Bail , rachapt.	116	proceder à Ban.	<i>ibid.</i>
relief de Bail.	117. [195. & 197. <i>b.</i>	Seigneur du Ban , ou Bannier.	122
tenir le Royaume en Bail.	118	Ban , terroüer & finage.	122
vuider hors de Bail	118	Ban de vendanger.	122. 123
Baillage (ressort du Bailli.)	118	Ban à vin , ou Ban-vin.	122. 123. 124
Baille , sous-baille (Bailli.)	118	Ban. V. <i>Bans & Clam.</i>	
* Bailles. 118. V. <i>Lettres de Baillie.</i>	119	Banage (droit.)	372
* Bailles. V. <i>Bail de bestes , &c.</i>		Banquage. V. <i>Banquage.</i>	
Baillette , ferme.	110	Bandée.	123
Bailli , bailli de la terre.	118	Banderets.	123. 127. 128. 478
Bailli Chastelain.	119	Bandie.	122. 123 & 152.
Le grand Bailli de Hainaut.	119	Bandier (qui a le droit de Bandie.)	124
Seneschal ou Bailli V. <i>Garde.</i>	119	four , moulin , &c. Bandier , ou Ban-	
* Bailliage (garde ou Bail.)	119	nier.	125
Baillie.	119	Bandiment.	12
Le tres de Baillie.	119	* Bandon , Bestes à Bandon.	55
Baillies.	<i>ibid.</i>	Banlieu , Banlieuc. 125. V. <i>Ban, terroüer.</i>	
Baillies chevetains.	119	122.	
Bailliffeur.	119	ville & Banliere.	<i>ibid.</i>
Baillistre. 120. V. <i>Bail: 109. 110. & suiv.</i>		Banlieuc de molin.	126
& 118.		Bannage. V. <i>Banquage.</i> 132. & Bana-	
Baillistrerie.	120	ge.	372
Baillionner.	120	Bannal , à Ban. V. <i>les mots precedens.</i>	
Baillivaux.	120	forest ou bois Bannal.	126
Baiser. V. <i>Bouche & mains.</i>	171	four , moulin , pressoir Bannal , ou	
Baiser de vergoüil.	120	Bannier , ou à Ban.	122. 123. 126. 127
se baiser publiquement.	121	Bannaes (rivières Bannaes.)	126
* Baille.	121	Bannalité.	127
* Baldresche. V. <i>Bateillechos.</i>	155. 187	Bannars , ou Banuards.	127
* Ban (peine.)	121	Bannée , droit de Bannée.	127
Ban. (publication & cry des homa-		Banneret (Chevalier Banneret , à Ban-	
ges.)	121	niere ou de Banniere.)	127. 128. 131
Ban (Edit de pays.)	121	V. <i>Bacheliers.</i>	105.

Banneret (Bannal ou Bandier.) V. <i>ces mots.</i>	125. 126	trois Bans francs.	133
Bannerets (vassaux qui peuvent lever Banniere.)	127	* Banwards.	127. 134.
Bannerette (Dame Bannerette.)	127	* Bapteures.	31. & 134
Bannerie ou Bennerie.	128	* Baptices (Villes.)	134.
Bannerots des Parroisses.	128	Baptiser son appellation.	134
Banni, (condamné au bannissement.)	128	Baptiser son grief apparent.	134.
contrat Banni (publié en Justice.)	129	* Baptiser le temps.	<i>ibid.</i>
l'ost Banni,	129	Baptiser (ordonner , taxer.)	134
Bannic.	130	Barage (droit.)	372
Bannie & Banlieue.	122. V. <i>Ban.</i>	Barat.	135
Bannie de four ou moulin.	131	* Barbacanes, ou Barbecanes.	187. 236
espave Bannie.	131	* Barnage, ou Bernage.	135
vignes en Bannie.	131	* Barnés.	<i>ibid.</i>
* Bannier.	131	Baron.	137. & <i>suiv.</i>
Chevalier Bannier. V. <i>Banneret.</i>	127	Baronage. V. <i>Barnage.</i> 135. & <i>Baron</i> 139	
four, molin, &c. Bannier. (V. <i>Bandier & Bannal.</i>)	125. 126. 127. 131. 133	Baronie.	137. 140. & <i>suiv.</i>
Sujet Bannier.	131	* Barque (droit de Barque.)	145
Banniere. V. <i>Bacheliers.</i> 105. <i>Banneret.</i> 127. 128. & <i>sur Ecuillon.</i> 413.		<i>Barrage.</i>	146. V. <i>Barage.</i>
la Banniere lance de Bethune.	131	* Barrendegui.	146
* porter Banniere.	131	Barres, exceptions.	146
Banniere, pannonceau.	135. b.	Barroyements & Barroyer.	146
Banniers. V. <i>sujets Bannier.</i>	131	Bas justicier.	146. 42. b.
Bannies. V. <i>Bannars.</i>	127	cour Basse.	146
temps des Bannies.	130	Basse Jurisdiction : Basse Justice.	146.
Bannir. 131. V. <i>Banni, Bannissement.</i>		40. b.	
Bannir les heritages, &c.	131	Basse voirie.	467. b.
Bannir le tresor trouvé.	131	* Bassin (droit de Bassin).	147
Bannissement. 131. 132. V. <i>Banni.</i>		Bastage.	147
Bannon (temps de Bannon.)	132	Bastard.	147. & <i>suiv.</i> 149. & <i>suiv.</i>
Banquage.	132	Bastardes (censés ou rentes.)	149
Banquage, ou Bannage, ou Bandie du Seigneur.	132	* Bastardie, ou Bastardise.	149. & <i>suiv.</i>
Banque, Banquiers.	132. 397	Bastide, ou Bastille.	155
Banqueroutiers.	132. 450	Baston.	155
Banquier (moulin, & autres choses)	125. 126. 127. 133.	* Baston (garde d'un troupeau)	155
Bans. V. <i>Ban.</i> 121. 129. & <i>suiv.</i>		Baston royal.	155
Bans-arbans (corvées.)	62. 161. 162	cry & son de Baston.	155
Bans, Bandiment.	125. 133	mettre la main au Baston. 74. b. & 270	
Bans (Edits, cris & proclamations.)	133	Bataille.	155
Bans de mariage, & autres. V. <i>après Bandier.</i>	124. & 129	faire Bataille.	155
Bans de Mars & d'Aoust. V. <i>Bannies</i>	130.	Bataille gagée, & gage, ou gagement de Bataille.	<i>ibid.</i>
		querelles finies par Batailles.	<i>ibid.</i>
		vaincu en Bataille.	<i>ibid.</i>
		par loy de Bataille.	62. b.
		* Batailleches, Batailleches, ou Batailleches.	155
		* Batteau. V. <i>Barque.</i>	

TABLE DES MATIERES.

* Battes.	156	Billos.	164
le Battu paye l'amende.	156	* Biner, rebiner.	278. b.
Battures. Voy <i>Meres.</i>	107. b.	* Blache, Blachia.	164
Bavois, Bavouier.	156	Bladade. V. <i>Cornage.</i>	291
Baus (Baillistres, gardiens.)	112. 113.	Blaiet, Blairie.	164
& <i>suiv.</i>		Blanc (bois blanc.)	164
* Bayles royaux pedanens.	210. b.	Blanche verge.	445. b.
Bayonniers.	156	Blancs (sols ou livres.)	164
Bazoche, Bazochiens.	156. 329. b.	Blande (fouage.)	165
* Becs-jaunes.	156	Blanque.	165
* Bedats.	156. 338. b.	Blasme : Blasmer le dénombrement ou	
Bedeaux.	156. 157	adveu.	165. 313. b.
* Bées de coste.	157	Blasmer les criées, &c.	165
* Bessroy.	157	Bled d'hybernage.	27. b.
Beguée, Beguer.	157	* Bloc.	165. 377
Benevis, Beneviser.	157	* Blocail.	165
Bennerie. V. <i>Bannerie.</i>	128	* Boage.	165
* Ber, Bers. Voy <i>sur Barnage, Baron, &</i>		Bohade.	166
<i>Haut-ber.</i>		* Bohemis.	166
Bermentz.	161. b.	Boidie, Boise.	166
* Befante, Befoncle.	158	Bois artuzonné, 74. 446. b. bannal,	
Besialle (champ Besialle.)	158	126. blanc.	164
* Bestes à Bandon, 125. enheudées, 158.		Bois de maronage.	166
Bestail à pied fourché, &c.	158	Bois marmantau.	97. b.
espaniées; 415. Voy <i>Bail & Chapel.</i>		Bois mort; ou mort-Bois.	167
110. 118.		Bois en puel.	245. b.
* Bestiaux de fer.	158	Bois de serpe, de coupe, &c.	167
Bail ou commande de Bestiaux.	110.	* Bois vetés.	156. & 167
118. 224. 262.		Bois vif : Bois mort.	167
Bezant d'or.	158	le Bois acquiert le plain.	6. & 167
* Biafora, Biahores.	158	Boise. V. <i>Boidie.</i>	166
Bjains ou Bians.	62. 161. 162	* Boisseau tiercier.	411. b.
* Bichenage.	163	Bonnes, assens & separations notables.	76
Bidaux.	163	Bonnes & rang. V. <i>Dereng.</i>	330
Bienfait advenant.	24	* Bonnet vert.	167. 168. Voy 132. 133
Biens abacuz, 1. admortis, 16. adven-		Bonniere.	168
tifs, 24. allodiaux, 41. 43. avitins, 100.		Bordage.	168
bourdeliers, 179. censables, 211. cot-		Borde. V. <i>Bourdelier.</i>	179
riers, 296. espaves ou estrayers, 450.		* Bordelage, Bourdelage.	178
forcommandez, 490. heritables, 10.		* Borderie.	168
b. de linée, 60. b. meubles, 114. b. pa-		Bordiers. V. <i>Bordage.</i>	168
poaux, 185. b. paraphernaux, 191. b.		* Borgnes (fenestres Borgnes & aveu-	
en pleffis, 225. b. propres, 244. b. re-		gles.	168
crus & rendus, 288. b.		Bornage (droit de Bornage.)	169
Biffage, Biffer.	163	Bornage & cerquemement.	213
Billet ou étiquet.	163	Borne. 169. 170. V. <i>Habout.</i> 1. 2. b.	
Billette.	164	Borner. V. <i>Abonner & abourner.</i>	

Borfaux. V. <i>Bourfaux.</i>		Bourreau, tollart.	183
* Boscs que l'on poble juents.	226. b.	Bourfal (fief Bourfal, ou Bourcier.)	183.
* Bosme.	4. & 170	460. & <i>suiv.</i> 480.	
Boage, Botagier.	170	Bourfaux (puis-nais.)	183. 461
* Bouade, ou Bohade.	166	Bourfalement (tenir l'heritage Bourfalement.)	<i>ibid.</i>
* Bouage. V. <i>Cornage.</i>	290. 291	Bourse n'a suite.	183
Bouche & mains, ou main & Bouche.	170.	clameur ou demarche de Bourse.	183
relever le fief de main & Bouche. <i>ibid.</i>		Bourse coûtumiere.	300
297. b.		Bourse déliée.	183. 383. b.
faire l'homage de Bouche & de mains.	170.	faire Bourse à part.	184
homme de Bouche & de mains.	171.	rappeller par Bourse.	274. b.
& <i>suiv.</i>		venir entre la Bourse & les deniers.	184
Boucherie (droit de Boucherie.)	178	Boursiers & Bourses.	184
* Bouldures.	178	fiefs Boursiers.	480
* Bource, Bourcier. V. <i>Bourse & Bourfal.</i>		prevost majeur Bourcier.	480
Bourdelage.	178	Boutage (droit.)	184
Bourdelier.	178	* Bouteillage.	184
Seigneur Bourdelier.	179	* Bouteiller de France.	185
biens Bourdeliers.	179	Branchage.	185
Bourg.	179	estoc & Branchage.	185
Bourgage.	179	linage & Branchage.	185. 500
privilege de Bourgage, & relever le		Branchages, Branches ou degrez.	185.
Bourgage.	179	V. <i>les mots suivans, & Peage.</i>	
Bourgages. V. <i>le mot suivant.</i>	180	Branche (costé & Branche : linage & Branche.)	185
Bourgeois.	179. 180	droit de Branche de Cyprés.	185
* Bourgeois fieffez.	180	par Branches ou Branchages.	185
Bourgeois du Roy, ou d'autre Seigneur.	180	Branchieres, ou Branchages.	185
* Bourgeois du Roy par aveu, &c.	181	V. <i>Prevosté.</i>	239. b.
s'avouer Bourgeois du Roy.	28. 183	Brandon.	186
Bourgeois de parcours.	193	arrest ou Brandon.	186
Bourgeois au Seigneur souverain.	181	assigner Brandon.	80
Bourgeois & Bourgeoise du Comte de Nevers.	181	Brandon & saisissement.	188
francs-Bourgeois.	<i>ibid.</i>	Brandonner.	<i>ibid.</i>
Bourgeoise (caution.)	181. 206	Brandonner l'heritage.	186
femme franche Bourgeoise du Roy.	182	Bras seculier.	186
main Bourgeoise.	182	Brassage (droit de Brassage.)	186
Bourgeoise.	181. 182	Brebet (sommaire.)	390
Bourgeoise d'avenage.	97. 181	* Bref. V. <i>Brevet & Brief.</i>	
devoirs de Bourgeoise.	182	Bref de mariage encombré.	95. b.
droit de Bourgeoise.	182	Brefs de conduite.	188
lettres de Bourgeoise.	183	Breil ou Breüil de forest.	186. 491
Bourgeois. V. <i>Bourgeois.</i>	180	Breteque, Bretesche, ou Bretesque.	187
Bourgmaistres.	183	Brevet, ou Brief d'obligation & de dette.	187
		Brevet de papier, ou Bref.	188.
		Brief	

TABLE DES MATIERES.

Brief, Briefs, ou Brefs.	188	* Canche.	483 196
Brief d'établie.	424	* Cane (pan de Cane.)	183. b.
Brief de jugement.	188. 350	* Capages ou Capitations.	196
Brief de fief & d'aumône.	188	Capastre.	196
Brief de surdemande.	394. b.	Capdeulh, ou Capdulh.	196
Briefs apostoliques.	188	* Capd'hom.	196
Briefs des ports & havres.	188	Capiscos, (Ecolastres.)	196
Briefs de sauveté.	348. b.	* Capitations, Capages.	196
Brigant.	189	* Capitau.	196. 228
Bris (droit de Bris, ou de naufrage.)	189	Capitiaux.	196
Bris de prison.	189	Capitoux.	197
* Bris-Warech.	189. 434. b.	Capfoos.	197
Brisée (faïse ou faïfine brisée.)	190	Capral ou Captau. V. <i>Capitiaux.</i>	196
* Brouillage. V. <i>Affec.</i>	75. & 434	Caprau de Buc.	197
* Buffe, Buffeter.	190	* Captein.	197
* Buhors.	190	Carcan.	198. 501. 216. b.
Bulle de Cour de Rome.	190	* Care.	5. 198. 283. 284
Bulle. V. <i>Burlete.</i>	191	* Caré. 198. V. <i>Ableret.</i>	
Bureau de recette, de justice, &c.	191	* Carn.	198
Burger, Bourgeois.	180	Carnalado. V. <i>Carnan.</i>	
Burlete, Burleter.	191	* Carnalage (droit dû en chair.)	198. 199.
Busche (droit de Busche & chauffage.)	191. 192.	372.	
		Carnalat. V. <i>Carnan.</i>	
		Carnaler.	199
		Carnau, Carnalat, Carnalado.	199
		* Carpot.	199
		tenir & posséder vignes à Carpot.	199
		* Carrejar (Bestia qui Carreja sau.)	199
		* Carriere. 199. V. <i>Chemin royal.</i>	
		Cas, ou délit royal ou privilégié.	199.
		& suiv.	
		Cas de ban.	122
		Cas de faïfine & de nouvelleté.	201.
		272. & suiv. 277. 152. & 341. b.	
		Cas sur cas n'a point de lieu.	201
		Cas de rompturé ou de déconfiture.	332. b.
		* Casalé, Casaleres. V. <i>Naturaux.</i>	137. b.
		* Casau, ou Caseau.	202
		* Casso.	202
		parties Casuelles du Roy.	202
		Catastre, ou Cadastre.	202
		Catel, Cateuls & Cateux.	202. 203.
		& 248.	
		droit de meilleur Cattel.	204
		Jurez Cattel, ou Chatel.	205. V. <i>Cha-</i>
		<i>tel & Chaptel.</i>	

C

C A B L E S.	192
Cabal ou Cabau.	192
Caboches.	192
* Cabon d'Abelhas.	192
* Cache.	192
* Cachereau, Cartulaire.	192. 202
Cadastre, ou Catastre.	202
Cader.	193
Cagots, Cagoteries.	193
* Cailanie.	253. b.
Calenge: Calengé, ou Calengié.	193
Calenge, ou plainte criminelle.	194
sans debat & sans Calenge.	194
Calenge & rapport.	194
Calenger.	194
V. <i>Descalangi.</i>	
* Cambage.	194
Cambelage, Chambellage.	215
* Cambrelage, <i>idem.</i>	195. 215
* Cambriers, étagiers.	195
* Canaille.	225

II. Part.

P P R

Cattel nanti ;	129. b.	ou Censuel.)	211
Caucheaux, ou Chauceaux.	205	Cense.	211
* Cauchic.	205	Censes bastardes.	149
Cauciage.	205	Censeables (biens ou heritages.)	211
Cavée.	205	Censier. V. <i>Cens.</i> 209. & <i>Censable.</i>	211
Cavier, ou Caver.	205	Seigneur Censier. <i>ibid.</i> & 352. b.	
Seigneurs Caviets.	205	Censier, ou Tenementier.	211
* <i>Causa panada.</i>	184. b.	* Censiers ou Rentiers.	211
* <i>Causa sagrada.</i>	205. a.	Censif. V. <i>Arriero-Censif.</i> 70. 71. Cens.	
Causés d'office.	161. b.	209. & <i>Domaine.</i>	465
les Causés servent.	370. a.	Censive, Cens. 209. V. <i>Agrier.</i>	34
Cautellages.	205	Censive & coûtume.	212
Caution, Cautionnage.	205	Censives amorties.	15
Caution bourgeoise, resléante, juratoire, fidejussioire, 206. V. <i>sur ces mots & Plege.</i>	206	terres Censives.	212
Cautionner son marché.	60	Censivement.	212
* Caxau.	206	Censuel. V. <i>Censable,</i>	
* Caylanie. V. <i>Quaylanie.</i>	253. b.	Justice Censuelle.	41. b.
* Cées.	256	<i>Cepier</i> , ou <i>Chepier</i> , <i>Voy</i>	
Ceinture (se desceindre & jeter sa Ceinture à terre.)	206. 258.	* <i>Ceps.</i>	212. 501.
la Ceinture la Reine.	207	Cerquemage, <i>Voy le mot suivant.</i>	
Ceisan.	207	droit de Cerquemage & bornage.	213
Ceiseau o questeau.	256. b.	Cerquemanage, ou Cerquemenage.	212.
Celle.	207. 208. 221	Cerquemanement, & desrentyvement.	213.
Cellerage.	209	bornage & Cerquemanement.	213
Cellerier.	209	Cerquemaner.	213
* Cenage.	209	rivieres ou chemins Cerquemaner.	213
Cens, Censif, Censive, Censier.	209	Cerquemaners.	213
chef-Cens.	209. 210. 236	Certificateur. 213. V. <i>Contra-pleges.</i>	289
cher-Cens, ou à cher-pris.	210	* Cession de biens. 214. V. <i>Abandon.</i>	2
Cens coutumiers & accordables. V. <i>le mot suivant.</i>		Banqueroutiers. 132. <i>Bonnes-vert.</i>	167
double-Cens.	210. 371	Ceinture.	206
gros Cens & menu Cens. V. <i>sur Chef-Cens.</i>		* <i>Cez.</i> 214. V. <i>Interdit.</i>	
Cens heredital, ou à la vie.	210	Chalan.	214
Cens mort. V. <i>cy-aprés.</i>	211	* Chalange, Chalangier. 214. V. <i>Calenge.</i>	
Cens nommé Rogo, ou à queste & cherchage.	211	Chambellage, Chambellenage. 214. 215	
simple Cens. 375. b. V. <i>double Cens.</i>		<i>Voy Cambrelage.</i> 195. & <i>Relief.</i> 297. b.	
Cens truant ou Cens mort. 211.		Chambellains.	215
431. b.		Chambellan, Chambrier.	216
Cens viagers.	450. b.	Chambre du Conseil, & autres.	216
* Cens, ou Cense.	211.	Chambre royale.	216
Censable, (Seigneur Censable, Censier,		Chambre du domaine.	216
ou Censuel.)		* Chambre des Comptes.	217
		Chambrelage, Chambellage.	215
		Chambrier, Chambellan.	216
		* Champ bestiale.	158. 217

TABLE DES MATIERES.

Champagne (droit de Champagne.)	217	* Chastois.	485
Champart, ou terrage.	33. 217. 407	* Chate levant, Chate prenant.	235
Champarter, & grange Champarteresse.	218.	Chatel, Cattel.	205
Champartir.	218	Chatel réel & personnel.	<i>ibid.</i>
Champions.	218	* Chaude-chasse.	235
Chancelier, Chancellerie.	219	Chaude-cole; Chaude-mêlée.	236
* Chandelier.	219	* Chaude-suitte.	<i>ibid.</i> 232. b.
Chandelle allumée, éteinte.	219. 312	Chauffecires.	236
Change, Changeur.	220. 397	Chauguettes, ou Eschauguettes.	236
Changeur du Tresor.	220	* Chauffée.	236
* Chanteau.	220	* Cheans & levans. V. <i>Fiefs.</i>	480
le Chanteau part le vilain.	220. & <i>suiv.</i>	* Chechillons.	236
Chantelage.	222	Chef cens.	209. 236.
Chantelle.	222	fiefs en Chef.	462
* Chap.	223	Chef-lieu.	236
Chapeau, ou Chapel d'argent.	341	Chef-mets, ou Chef-mois.	237
Chapel de roses.	223	Chef parageur.	190. b.
Chapon. V. <i>Vol du Chapon.</i>		Chef du peage.	210. b.
Chaptel, ou Capitaui. 110. 213. V. <i>Chastail.</i> 196. & <i>Cattel.</i>	205	Chef Seigneur.	237. a.
fruits & Chaptels sur terre.	224. 262	Chef de sens.	237.
Charges & informations.	224	Chef ou tronc.	430
Charges viageres.	450. b.	Chemage, ou Chinage.	237
Charité. V. <i>Demier à Dieu.</i>	323	Chemier.	238
Charmes ou Chaumes. V. <i>Plaine.</i> 219. b.		Chemin.	238
* Charmez.	224	Chemin cerquemané.	213
* Charruages.	224. & <i>suiv.</i>	Chemin peageau.	238. 210. b.
Charte, (lettres ou titre.)	226	Chemin royal.	238. 239
Charte-partie.	227	Chemin vicomtier.	453. b.
V. <i>Arriere-Charte.</i>	70	Chemin voifinal.	238. 467. b.
Chartre ou Chartre (anciens titres.)	226	Chep. V. <i>Ceps.</i>	
lettres de Chartres: Villes chartrées.	<i>ibid.</i>	mis au Chep.	240
Chartre (prison.)	228	Chepage (geole.)	<i>ibid.</i>
* Chasseranderie.	228	Chepier.	212. 239. 240
* Chassipolerie.	228. 253. b.	Cherchage. V. <i>Cens-Rogo.</i>	
* Chastail, ou Capital.	223. 228	* Cheseau, Cheseolage, ou Chezal.	240. 250.
* Chastel.	228	* Chetel. V. <i>Chaptel.</i>	223
Chastel, Cattel.	205	Chevage.	240
* Chastelain.	229. 230.	* Chevagiers.	240
Seigneur Chastelain.	231. & <i>suiv.</i>	Cheval de rencontre.	241
Bailli, Prevost ou Juge Chastelain.	219. 235.	Cheval de service. 241. & <i>suiv.</i>	339.
Chastellenie.	231	222. & 337. b.	
Chastelets (de Paris, Orleans, Montpellier.)	231	vassaux à plein Cheval de service.	243
		relief de cheval.	297. b.
		Cheval traversant.	243. & <i>suiv.</i>
		Chevaleureux	108
		Chevalerie.	245. 246

Chevalier. 245. V. <i>Bachelier, Banneret, Esquier.</i>		Clamer.	256. 257
Chevalier d'honneur du Roy, de la Reine.	247	Clamer droit.	256
Chevalier du guet.	<i>ibid.</i>	Clamer garend, ou en gaireur.	257. 536
Chevance, Cheviffance.	248. 251	Clamer à justice.	257
* Chevauchéau d'Eglifés.	248	Clamer & faire faifir les biens ou deniers de fon debiteur forain.	257
* Chevauchée.	248	Clamer fon fujet.	257. 281. b.
droit de Chevauchée.	250	se Clamer en Cour fuzeraine de Cour inferieure.	257. 280. b.
Chevecier.	250	Clameur. V. <i>Clain.</i>	256
Chevedage.	250	Clameur de bourse.	183
Chevel (fief Chevel.)	237. 462	fauffe Clameur.	257
Chevels aides.	37. 237	faire Clameur, & fe faire arrêter l'un l'autre.	257
* Chever.	250	faire la Clameur au Roy.	258
* Chevefrage.	250	forte Clameur.	496
Chevetain.	251	Clameur gagée.	258. 520
baillies Chevetains.	119	Clameur de gage plegz.	519
* Chevir.	251	Clameur de Haro.	4. b.
* Cheviffance.	248. 251	Clameur de loy apparente.	65. b.
* Chevrotage.	252. 372	Clavaires.	258
* Chezal. V. <i>Chefeau.</i>	240	* Clausions.	258
Chezé.	252	* Cledar.	258. 309
* past de Chiens.	252	* Clefs (mettre ou jeter la ceinture & les clefs fur la fosse du trépassé.)	206. 258
* Chiere. 254. V. <i>Care.</i>		Clerc.	259
Chinage.	237	Clergez.	259
* Cirimanage, ou Cirmanage,	254	Clergie.	<i>ibid.</i>
* Cité (ville.)	254	Cloche. V. <i>Ban.</i>	122
Citation, Citer.	254	Clochets. V. <i>Esquierres.</i>	421
Civerage.	97. 255	* Cloifon, ou Clouiaifon.	259
Clain.	255	* Cohuage, Cohuë.	260
Clain ou adjournement.	255	Colage, Collage.	260
adjournement en Clain.	256	Collerage.	260
arrest ou Clain. Voy <i>Clamer.</i>	257	Collerage.	260
Clain, ou clameur.	256	Colombiers. V. <i>Coulombier.</i>	
dechoir de Clain.	256	* Colonia. 260. V. <i>Calenge.</i>	
Clain & demande.	256	Combat ou Ducl.	260
demande à Clain & à respoux.	256	Command.	261
Clain emende.	256	* nommer fon Command.	246. b.
plainte ou Clain.	256	grands, hauts ou petits Commands.	261
Clain, peine ou droit.	256	* Commande, ou Commende. 261. V. 223. 228.	
Clain & faifine. V. <i>Clamer.</i>		Commande de bestiaux. 262. 377. b.	
Clains, Calanges, &c.	256	droit de Commande.	262
prevost des Clains.	<i>ibid.</i>	Commandeurs.	262
Clam, man & ban.	256	Commandite. V. <i>Société.</i>	376. b.
Clamant.	257		
Clame, Clain.	256		
Clamé (lieu clamé.)	256		

TABLE DES MATIERES;

Commettre & confisquer son fief. 262. 283.	Confortemain. 283
Commettre & forfaire. <i>ibid.</i>	Confrontation, Confronter les témoins. 283.
* Commis & Commise. 262. 263	Voy <i>Acarer & Care.</i>
danger de Commise; tomber en Com- mise. 263	Congé de Cour. 284
Commissaires. 263	Congé simple. 284
Commission de fief. 263	défaut Congé. 284
Commission rogatoire. 263. 327. b.	Congeable. 284
Committimus. 264	* Congrier. 284. 285
* Commun de paix. 264	Conjure. 285
* Communauté de biens. 266	Cour de Conjure. 285. 291. 292
* Communauté continuée. 270	Semonce & Conjure. 285
* Communauté tacite. 272	Conjurement. 286
Compagnons & Convassaux. V. <i>Pairs</i> <i>de la Cour.</i> 377. b.	Conjurer & semondre. 285
* Comparez. 272	* Conquerement. 286
Comparuit. 272	Conquests. 286
se Complandre. 39. 272. & <i>suiv.</i>	Conseils du Roy. 286
Complainte & nouvelleté. 277. V. <i>Gas.</i> 201.	grand Conseil. 286
Complainte sur Complainte n'a lieu. 277.	Conservateur. 287
former ou intenter Complainte. 277	* Conteur, Contierets. 287
former & executer Complainte. 277	Conteur. 287. 387
fournir la Complainte. 503	* Continuation de Communauté. 270
prendre Complainte. 278	* Contr'about. 287
ramener la Complainte sur les lieux. 278. 273. b.	Contradiction formelle. 495
V. <i>Applegemens.</i> 55	* Contr'adveu. 26
* Complaisance. 279	Contr'applegemens, Contr'appleger. 55. 56. 287.
Complant, Complantex. 279	* Contrat banni. 129
Complanterie. 279	Contrat pignoratif. 287
Complices. 279	Contredits. 288
Compulsoire. 279	Contrefirme, Contrefirmer. 455. 456
Comte. 279	Contregage. V. <i>lett. G.</i> 517
Comte du Palais. 280	Contregarde. 288. 533
Comté. 281	Contre-lettre secrète. 283
Concierge. 281. V. <i>Chepiar & Goolier.</i>	Contremand, Contremander. 288
Concreu. V. <i>Cren.</i>	Contrepan (hypothèque.) 289
Conestable. 281. 282	gage ou Contrepan : œuvres de Con- trepan. <i>ibid.</i>
Conestablie. 282	heritages mis en Contrepan. 289
Confiez de Cour. 177. b.	Contrepaner. <i>ibid.</i>
Confiné, banni. 128. 283	rentes contrepanées sur heritages. 289
Confisquer son fief. 262. 283	Contre-pleges, Contrepleger. 289
qui confisque le corps, confisque les biens. 283	Contreschange. 289
	Contrescel. 350. b.
	Contribution. V. <i>Desconfiture.</i> 332. 333. 334.
	* Controlleur. 289

* Cortumace.	289	Cour fonciere.	297
Convassaux. V. Pairs.	177. b.	Cour laye ou Ecclesiastique.	297
* Copeiz.	290	Cour-majour. V. Cort.	291.
Copie, copier.	290	Cour des mortemains. V. <i>lett. M.</i>	
Corée (droit de Corées.)	372	Pairs de la Cour.	177. b.
Cornage. 290. V. Colage.	260	Cour personnelle.	297
tenir du Roy par Cortage.	291	pleine Cour.	219. & 224. b.
Corniers. V. <i>pied.</i>	216. b.	* ravoir la Cour.	297
Corps (fief de Corps.)	463	* rendre la Cour à ses hommes.	297
gens de Corps. 454. 545. 21. b.		Courratiers.	297
* Corre la villa.	291	* Courrier.	298
Corre&teur des Compres.	291	* Cours.	298
Corfage.	291	Courtage.	298
* Cort-majour.	291	Courtier. V. <i>Comletier.</i>	
Corveable.	292	Courtiers de vins, & autres.	298
Corvées.	292	Cous & Coux. V. <i>Cos.</i>	
* Cos & Cous.	293	Coustilliers.	298
Coste. V. <i>Debons.</i>		Coustume.	298. V. <i>Censive.</i>
Côté (branche & linage.) 189. 430. & <i>suiv.</i> 432. 433.		droit de Coustume.	299. 210. b.
lez & Costé.	51. b.	Coustumerie.	299
Cotteraux.	293. 294. 298	Coustumes.	299. 301
Cotterie & tenement Cottier.	295.	Coustumier, Coustumiers & Coustumiers.	300
Cotteries.	294. 295.	homme Coustumier.	300.
Cottier, Cottiere & Cottiers.		noble ou Coustumier.	300.
homme Cottier.	295.	serf Coustumier.	300. 361. b.
lieu Cottier.	295.	villain Coustumier.	300
Tenant ou Tenancier Cottier, ou tenant Cottierement.	295	bourse Coustumiere.	300
terre rentiere & Cottiere.	295.	femme ou fille Coustumiere.	300
terres Cottieres de main ferme.	78. b.	personne Coustumiere, ou roturiere.	300.
Cottiers.	296.	emendes Coustumieres & arbitraies.	301.
biens Cottiers.	41	Coustumiers & Coustumes.	301
fiefs Cottiers.	295	Coustumiers non nobles.	301
heritages Cottiers, ou roturiers.	296	Coustumiers (Praticiens.)	301
heritages, ou biens réels Cottiers.	296.	sujets estagers Coustumiers.	301
75. b.		Coustumierement.	300
Juges Cottiers.	296	Couvrir le fief. 301. fief & arriere-fief couvert.	<i>ibid.</i> & 169. b.
Cottiers & main-fermes.	78. b.	Couvrir le feu de son finatien.	301
Cottierement.	295. Voy <i>supri</i> Cottier.	* Crabe.	301
Coulerage.	296	Grand ou seureté.	301
* Couletier, ou Coultien.	296	Crans ou Creant.	<i>ibid.</i>
Coulombier (droit de Coulombier, de chasse, &c.)	296	Cranequin, Cranequiniers.	303. 86. b.
Cour feudale.	297	* Creant de servit.	302
la Cour du Roy ou du Seigneur. <i>ibid.</i>		* Creancier.	302
Cour basse.	146		

TABLE DES MATIERES.

Credence (Témoin, Chevalier de Credence.)	302	* Damnez.	309. 310
loy de Credence.	65. b.	Damoiseau.	309
* Credit.	302	Danger.	310
Crediteur nanti.	129. b.	Danger de commise.	263
* Crème (diocèse.)	302. 303	sief de Danger.	464
Crenqueners.	303.	droit de tiers & Danger. 310.	410. b.
* Creston.	303	Dangereux (Sergens.)	310
* Cretine.	303	Dauphin.	310
* Creu & Concreu.	303	Debat (sans Debat.)	294
la Creué.	303	Debiter.	311
Cri & armes pleines.	303	Debitis.	311
Cri de Ban.	122	lettres de Debitis, mandement de Debitis.	264. 311
Cri de feu ou de meurtre.	304	* Deblaer.	312
Criage, ou		Debleüre.	312
Crie de la ville.	305	* Debout & costes.	312
Pierre de la Crie.	305	* Debouts à éteinte de la chandelle. 219.	312
Criées & subhastations.	305	Debtes.	313
Criées anticipées.	49	Debtes actives.	313
blasmer les Criées.	165	Debtes passives.	313
Criées recordées.	285. b.	Debtes mobilières.	313
Crier le ban, ou au ban.	122	Debtes nanties.	130. b.
Croiser.	306	Decapiter.	315
Croisez.	306	Déchoir de clain.	256
Croisies des écritures.	306	* Decimes.	315. & suiv. 352. 353
Croist & Chaptel.	110. 118. 262. 306.	Declaration, adveu.	25. 26.
Croist & suite.	392. b.	Declaration d'hoirie.	14. b.
Croix de Cens.	306. b.	nouveau titre & Declaration d'hypoteque.	152. b.
* Crompados.	306	Decliner.	319
* Crubaran.	306	* Déconfés. V. <i>Dosconfés.</i>	
Cry. V. <i>Cri.</i>		Decreter.	319
Cueillette & recepte.	306	Defaillir. V. <i>Defaut.</i>	
Cuens, ou Quens (Comte.)	253. b.	Defaut, congé.	284
Cullage, Culliage.	307	Defaut de garentie.	536
* Curateur.	308	Defaut d'homme.	18. b.
* Curiaux.	308	Defaut simple ou pur. 320.	375. b.
* Cusfonné, artufonné.	74. & 308	Defaut sauf.	320
* Cuyala o Cledat.	309	Voy <i>Contumace.</i>	289
Cyprés. V. <i>Branche.</i>		Défendeur.	322
		* Deffaix.	320
		* Deffaux.	320
		* Deffiement.	320
		Deffier.	320
		* Deffroy, Beffroy.	157. 320
		Degaerie, Degans.	320
		Degrez, (branchage.)	185

D

* DARRAINS.	309
Dalh. V. <i>Servitude.</i>	
Dalles.	309
Dame.	309
Dame bannerette.	127

TABLE DES MATIERES.	
490	
Déguerpir, Déguerpiſſement.	320. 557.
	558. 471. b. V. <i>Guerpir.</i>
* Dehait, Dehaitié.	320
Delai ou jour d'appenſement.	321
Delai de garent.	536
paroles de Delai.	328
Delit royal ou privilegié.	199
Delit commun.	321
devoir des Delits.	322
Dels (Vaffiaux Dels, ou d'Eps.)	322
	V. <i>Adebiz & Eps.</i> 10. 392. 437. b.
Demande, Demandeur.	322
Démarche de bourſe.	183
* Demené forain.	322
Demenemens, Demener.	322
Demiliéts, Demi-freres, Demi-ſœurs.	322.
Demifellage.	322
Demiffion de foy. V. <i>F.</i>	
* Denegation, Defaveu.	330
Denegation formelle.	<i>ibid.</i>
Deni de Juſtice, ou de droit.	322
Denier à Dieu.	323
dixième Denier.	355
Denier de garde.	527
* Denier morlas.	323
Denier de ſervice.	323
* Denier tolza.	323.
Deniers comptez & non reçûs.	324
Deniers rendus & non reçûs.	324
les ſix Deniers aux fers le Roy.	457
Deniers forts.	497
francs-Deniers.	505
Deniers manſais.	91. b. norets. 138. b.
Denombrement, aveu.	25. 26. 324
Denombrement & Declaration de fief.	25. 324.
nommée & Denombrement.	25. 324.
. 146. b.	
rapport & Denombrement.	324.
blaſmer le Denombrement.	165
Denoncement, ou accusation applegée.	54. 325.
matiere d'aveu & Denoncement.	26
* Denrées.	325
Dent. V. <i>Servitude.</i>	373. b.
Denunciement.	54. 55. 325
Depié de fief.	325. & ſuiv. 337
Deport.	326. 327
ſans Deport.	326
ſe Deporter.	<i>ibid.</i>
Deport & gage.	517
Depouïlle.	329
Depri.	329
donner Depri.	329
faire Depri.	329
Déprier.	329. 330
Deps, ou Debs. V. <i>Adebts. Dels. Eps.</i>	
	322. 392. 437.
* Dereng d'heritage.	330
Defadvenant.	25
Defadveu.	28
Defadveu du Seigneur ſuzerain.	330
Defadveu formel.	330. 495.
Defadvoüer ou advoüer.	330. Voy <i>Advoüer.</i>
* Defairer oifeaux de proye.	330
Defaiſine. V. <i>Lods. 63. b. Saiſine. 341.</i>	
	342. b.
* Defatrempé.	330
* Defbail.	110
Defcalengé.	330
biens meubles Defcalangés.	331
* Deſcendement.	331. 404
Deſcherpilleurs.	401
* Deſcompt.	331
Deſconfés (mourir Deſconfés.)	331
Deſconfiture.	332
cas de Deſconfiture.	334
* Deſencombren.	334
Deſengager.	511
* Deſerte.	334
ſans Deſerte.	<i>ibid.</i>
Deſertion d'appel.	53. 355
Deſgagemens, Deſgager.	535. 521
Deſherance.	335
Deſheritance, Deſheritement.	12.
	447. b.
Deſheriter.	12. 336
* Deſliage.	336
Deſmembre ſon fief.	337
* Deſpaïlé.	337
Deſparager.	337
Deſpens.	337
	Deſpires

TABLE DES MATIERES.

491

* Despirer, Despiser, Despiter.	338	Distroit de moulin, 335. Voy	
Despouille. V. <i>Déponille.</i>	329	<i>Ban. Bandie, &c.</i>	
* Desquierquier.	338	Dixième denier.	355
* Desrée, dentrée.	325. 338	Dixme. Voy <i>Disme.</i>	
Desrene, Destener.	338	Domages & interêts,	356
Desrentyvement.	213	Domaine (fief dominant,)	356. 465
* Destroyer.	338	Domaine de la Couronne. 356. & <i>suiv.</i>	
* Desrué, Derué (desvoyé.)	339	Domaine congeable.	284
* Dessebranche, dessevrement.	339	Domaine fiefié, ou non fiefié.	483
* Dessevrer.	339	Domaine forain.	358
* Destraingnant.	339	Domaine homagé.	17. b.
Destrier.	242. 243. 339.	Domaine muable, ou non muable.	358
* Detriement, ou Detriment. 340. & <i>suiv.</i>		de son Domaine faire son fief, ou de	
* Detrier.	<i>ibid.</i>	son fief ou censif son Domaine.	465
* Detroy.	340	réunir au Domaine du Seigneur. 325. b.	
Dette. Voy <i>Debit.</i>		* Domangés.	359
* Devautrain, devancier.	347	Domanial.	399
Devé, Desvoyé.	339	justice Domaniale.	41. b.
* Devéc, défendre.	347	Domanier (droit Domanier.)	359. a.
Devest.	446. & 447. b.	exploit Domanier.	359
* Devise.	347	Seigneur propriétaire & Domanier.	359
* Devoir & Devoirs.		Domengés, Domengées.	359. 360
charger son héritage homagé de rente		* Domenjadura.	360
ou Devoir.	347	Dominant. 360. V. <i>Fief & Seigneur.</i>	
abonner l'homagé à Devoir.	347	Dommages. V. <i>Domages.</i>	
franc Devoir.	305	Don gratuit.	361
Devoir de linage.	60. b.	* Don mutuel.	361
Devoirs abonnis.	4. a.	* Donataire & heritier.	361
doubler ses Devoirs.	371	* Donation à cause de mort.	362
Devolut, Devolutaire.	348	Donation simple.	375. b.
* Devolution. 348. V. <i>Pauvreté jurée.</i>		Donner & retenir ne vaut.	362
Devotion. V. <i>fief & homage.</i>		* Dos (abillement de l'heyt & de dos.)	
* Dex.	348. 349		362.
* Dexpux.	350	* Dofil.	362
Diction de Jugement.	188. 350. 351	* Doffage.	362
* Diemance.	352	* Dot (augment de Dot.)	98. & <i>suiv.</i>
* Digner (droit de repas.)	352	* Dot & mariage divis.	363
* Dijiaux.	352	Voy 96. b. & <i>Douaire.</i>	364. a.
* Dilius.	352	Douaire advenant.	24
Dimane. V. <i>Diemance.</i>		Douaire & assené.	76
Directe ou fondalité.	489	* Douaire convenancé.	363. 364
Dismerie, Disme.	352	Douaire coutumier, préfix, consti-	
suite de Disme.	393. b.	tué, assigné, conventionnel, &c.	364
Dismes inféodées.	354. a.	Douaire coutumier.	364
Disme & terrage à deux mains.	81. b.	Douaire divis ou divisé.	364
Dismier.	355	au coucher la femme gague son Douai-	
Distroit & territoire.	355	re.	365

Doüaire préfix, limité, accordé, ou conventionnel..	366. & <i>suiv.</i>		
plein Doüaire & entier.	370		
Doüaire noble ou roturier.	333. <i>b.</i>		
Voy <i>Augment.</i>			
Doüairier, Doüairiere.	370		
Doüanc.	370		
Doublage,	37. 370		
Double d'Aoust.	371		
Double cens.	210. 371		
Double relief.	371		
Doubler ses devoirs sur ses hommes.	371.		
* Doublier (égouts de maisons de Doublier.)	370		
Douhe (douve.)	371		
* Douter (craindre.)	371		
* Douves & fossez.	371. 372		
Draps (être des Draps du Chapitre de Reims : du Roy.)	372		
Droit abonni, 4. de nouvel acquest, 7. d'acquit, 8. de nouvel adveu, 27. d'affoüage, 33. &c. V. <i>les mots joints à Droit, ou seuls.</i>			
* Droit de banage, ou barage, 372. de chevrotage, 252. 372. de corées, 372. de marc d'argent, 373. 92. <i>b.</i> de marcaige, 373. 4. de paix, 374. <i>a.</i> d'hommes. 21. <i>b.</i> d'hostelage, 23. <i>b.</i> &c.			
Droits de douzièmes, sixièmes, centièmes.	374		
Droits royaux.	374		
venir ou être appelé aux Droits du Roy.	374		
Droits seigneuriaux.	359. 374		
Droites avantures.	331. 375. 404		
Droiture & possession ou saisine.	375		
relever droiture.	375		
les Droitures du fief.	376		
droit ou Droiture de patronage. 204. <i>b.</i>			
Droiturer.	375		
* Drouilles.	376		
* Drude.	376		
* Drurie.	376		
Duc, Duché.	376. 377		
Duel, Bataille.	255. 260. 515		
			E
		E	BRANCHEMENT, Ebrancher.
			V. <i>Esleche.</i> 405
			Echange, Echanson, &c. V. <i>Eschange</i>
			& semblables avec une <i>f.</i>
			Echarguet. 377
			* Edifices abloquiez & solinez. 377
			* Effoüeil. 377
			* Effoüil. 378
			Elections, Eleus. 378
			Emancipé (homme & femme mariez sont tenus pour émancipez.) 378. & <i>suiv.</i> Voy <i>Celle.</i> 207
			Emblée, Embler. 381
			Emende en matiere ou cas d'appel. 381
			Emende de clain, ou clame. 256
			Emende de tost entrée. 383
			Emende fonciere. 488
			Emende de gage. 383
			Emende de Loy. 65. <i>b.</i>
			Emende simple. 381. 375. <i>b.</i>
			à tout méfait n'échet qu'émende au Seigneur. 383
			la plus grande Emende attire à foy & emporte la petite. 383
			Emendes coûtumieres. 301. 384
			Emendes des forfaictures. 492
			Empaler. 384
			Empanage. V. <i>Appanage.</i> 50. & <i>suiv.</i>
			Emparagé (fille mariée & emparagée noblement.) 50. 51. 384. & <i>suiv.</i> 185. <i>b.</i>
			Emparliers, ou Parliers. 387. 198. <i>b.</i>
			Emphitéose roturiere. 384. <i>b.</i>
			Emplage. Voy <i>Feur.</i>
			* Emmuchiez. 388
			Encheoir de son appel, &c. 388
			Encheoir en l'émende. 388
			Enchere, Encherir. 388
			folle Enchere. 488
			Encis. 388
			Enclavements & ressorts. 388
			Enclaves. 388
			Encombré. 389
			* Encombrement de voyes. 389
			Encombrer le mariage de la femme. 389

TABLE DES MATIERES.

* Encoste.	389	Eschanfon.	400
* Encouper.	389	* Eschantelle.	400
Encourement.	389	Eschats (droit des Eschats & tavernes)	400.
* Endementieres.	389	Es hanguettes.	401
* Endenture. V. <i>Charte-partie.</i>	227	* Eschellage.	400
Endossement, endosser.	389	Escheller.	401
* Enfermeté de corps.	389	* Eschenez.	401
Engage, Engagement, Engager, Engageur.	389. & 521	Escherpillerie.	401
prix de l'Engage.	240. b.	* Eschets.	402
* Enheudé.	158. 389	* Eschever.	402
* Ennion ou Annion. 48. 389.	260. b.	Eschevinage.	402. 841. b.
Ennortement.	389	Eschevinal. V. <i>Loy.</i>	70. b.
Enquant, ou inquant.	89. b.	Eschevins. 403. V. <i>Capitoux, Jurans & Maires.</i>	
Enquesteur.	389	Escheute.	403. 404
* Enregistra lo brebet.	390	Eschiquier.	403
Ensaifiné, Ensaifiner.	447. b.	* Eschiver.	404
* Enferé.	390	Eschoir, Eschoite.	404. 410. b.
Ensoine, Ensoing, Ensoigne, Ensoigner. V. <i>Exoine.</i>	422. 447	* Eschoite.	375. 404
Ensonnie. <i>idem.</i> V. 447.		* Esclande.	405
* Enterinement.	390	Esclaves.	405
* Enteriner.	390	Esclache.	405
Entiercement, Entiercer.	390	Escliché, & Esclichement.	<i>ibid.</i>
Entrage.	391	Esclipser.	<i>ibid.</i>
Entravestissement de sang. 391.	276. b.	* Escolage.	405
* Entrecours. 391. 192. b. & <i>suiv.</i>		* Escolaître.	405
Entrée (droit d'issuë & d'entrée.)	35. b.	* Escondire la semonce.	405
Entre-jou, ou Entryon.	392	Escocher.	406
* Entrer plege.	392	Escoûsse. Voy <i>Recouffe.</i>	286. b.
* Entreval.	392	* Escreville.	406
* Eps. 10. 11. 322. 392. 396		Escrouë.	406
Equipolent, ou Equivalent.	392	Escuiage.	407
Eramme, ou Erame. V. <i>Errame.</i>		Escuier.	407
Ermes (terres Ermes.)	393	Escuier d'honneur.	408
Errame. 22. 62. 393.	48. b.	Escuier tranchant.	408
Errement.	395	* Escuffon.	408. & <i>suiv.</i>
Errementer.	396	Escuffon de trois fleurs de lys.	414
* Es, & Eps.	396	* Esdiré (Lettres édirées.)	414
* Escaëres.	396	* Esgard.	414
* Escandillonage.	396	Esgarder.	368. b.
Escars (droit d'Escars.)	396	* Esgardour.	415
Escas, Escassable.	397	Eswards.	415
meubles Escassables.	397	Espanité, ou Espavité.	415
Eschange.	397	Espargne.	415
cont'r Eschange.	289	Trefoniers de l'Espagne.	410. b.
Enfans mariez par Eschange.	397	Espave. 415. V. <i>Anbain & Gayve.</i>	

494.		TABLE DES MATIERES.	
advoier l'Espave.	29	Estalons.	426
Espaves d'Abeilles.	2. 11. 416	* Estangs alleveinz.	45. 426
Espaves d'Avettes.	<i>ibid.</i>	Estappe.	426
biens Espaves ou Estrayers.	87. 450	* Estappes.	427
Espaves du Faucon ou du destrier.	416	* Estaque.	427
Espaves foncieres.	416	Etat (Lettres d'Etat.)	427. 318 b.
Espaves mobilières.	416	Etat en matiere de Regale.	427
Espavité. V. Espanité.	415	l'Etat & bon estat d'un compte.	428
* Espauviers.	416	Estats (tenir les Estats du Royaume.)	428.
Esperons dorez.	416. 417	Estelon & sep.	426. 357. b.
Trancher les Esperons.	417	Estelons d'aulnes, de mesures, de poids.	426
* Espeter.	417	Ester en jugement.	428
Espices de Juges.	417. & <i>suiv.</i>	* Esterlo.	429
* Esplecés, ou Explecés.	420	* Estevenant (sols Estevenans.)	429
Esponge d'heritages.	420	* Esteules.	429. 276. b.
Esponce & quittance.	420	* Estevoir, Estouvoir, Estouvier.	429
Esponcer (déguerpir.)	320. 420. 557.	* Estez.	430
Esponcion.	420	Estimation. V. <i>Licitacion. Ventilation.</i>	
Esporte, Esporter.	421	422. b.	
* Espurgement.	421	Estoc, costé & ligne.	185. 430. & <i>suiv.</i>
Esquarterer.	421	433.	
Esquierres de Clochers & Eglises.	421	Estocage.	430
Essain d'Abeilles ou d'Avettes. 2. &	416	Estogage.	432
* Essarter.	421	* Estoublage.	432
* Essief & patron.	422	* Estouvoir. V. <i>Estevoir.</i>	429
* Essilleurs de biens.	422	* Estrage.	432
* Essillier.	422	Estrayeres.	87. 450
* Essoine, Essoinement, Essoinement.	422	Estre & costé.	432. 433. 430. b.
Essongne.	204. &	* Estreitures.	87. 433. 450
* Essonier.	423	* Estreumar.	433
* Essonieres.	423	* Estreper.	433
Essorillé.	423	* Estrife ou manoir.	433
Establage, ou Estellage.	423. 425	* Estrouffe & malestrouffe.	433
Establie (brief d'Establie.)	424	Estrouffer.	433
heritage demandé par Establie.	424	* Esturgeon.	433. 229. b.
Estage lige.	424	Ettiquet.	434. V. <i>Biller.</i> 163
Estager, mansionier.	301. 425. 91. b.	Ettiqueter les témoins.	434
Estagers.	425	Evangeliste, Evangeliser.	134. 434
Estages.	425	Evocation.	434
ressentir d'Estages.	425	* Evolage.	434
Estagiers.	425. 91. b.	Evoquer.	434
Estalage. V. <i>Establage.</i>	423	Examen à futur.	439
droit d'Estalage.	425	* Examineurs.	435
Estaller ou Esteller.	425	Exception de non cause.	146. b.
Estalon & jauge.	426	Exceptions, ou allegances.	44
Estalonage.	426		
Estalonier les poids & mesures.	426		

TABLE DES MATIERES:

Exclusion.	435	Fait fort.	451
Executeur (Sergent.)	435	le plus grand Fait emporte toujours le	
Executeurs testamentaires. 435. & <i>suiv.</i>		petit.	451
Executoire.	444	mise de Fait.	118. b. 133. & 406
* Exegue.	444	Fandesteuf.	451
Exemption par appel.	444	* Fargeage.	451
Exemption de fief.	445	Farine commise.	263
Exemptions de 3. sortes.	445	* Fau.	451
* Exhivernius.	446	* Faulconnerie, Fauſſeté.	451
Exiguer.	446	* Faulde.	452
Exoine. 422. 446. V. <i>Contreband.</i> 288.		Faultrage ou Preage.	451. 233. b.
& <i>Reſſans.</i>	319. b.	* Fauſſer la Cour ou le Jugement.	452
Exoiner.	423. 447	* Fauſſonnier, Fauſſaire.	452
Exoineur.	447	Faut, ou défaut d'homme.	452. 18. b.
Exoniaſteur.	<i>ibid.</i> & 423	Faux adveu.	452
Exonier.	423. 447	Faymidroit.	147. 452. 356. b.
Expatriation, Expatrié.	447	Feable, Feal.	452
Expedient.	447	Feage.	31. 453.
Exploiét.	448	bâiller à Feage, afféager.	31. 453
Exploiét de Cour.	448	lieu & Feage noble.	453
Exploiét domanier.	359	pur Feage de noble fief.	453
Exploiét libellé.	12. 449. 54. b.	Feauté & ſervice. Voy <i>Feal.</i>	452
Exploiét du Seigneur de fief.	447	* Feez & charges d'heritages.	453
Exploiét de Sergent ou de Juſtice.	449	* Felenie.	453
Exploiéts, ou adjournemens formels.	495.	Felonie du Seigneur feudal, ou du	
Exploictation de biens meubles ou im-		vaffal. 453. Voy <i>Foimentie.</i>	486
meubles.	449	* Fema vinha.	454
Exploictation de maifon ou d'herita-		Femme de corps.	454. 21. b.
ges.	449	Femme ou fille couſtumiere.	300
Exploictier (le fief du Vaffal.)	449. 450	* Femme franche.	182. 454
Exploictier & tenir en ſa main.	449	Femme roturiere & de pote.	544.
Exploictier & ravoier.	449	334. b. Voy <i>Homme.</i>	
vendre & Exploictier.	450	* Feneſtrage.	455
Exploicteur.	450	* Feneſtres borgnes & aveugles.	168
Extraire de baſtard.	450	dépendre l'huis ou Feneſtres de la mai-	
Extraïures.	87. 450	ſon.	26. b.
	F	* Fenifon.	455. a.
		* Fère ſage.	455
		* Ferex.	455
* F A G O T A I L L E.	450	Feriage royal.	455
Faiç. Voy <i>Fait.</i>		Fermance, ou plege.	455
Faillite & banqueroute.	132. 450	Fermances veſiales.	455
* Faire Forbanu.	450	Fermative, ou oppoſition.	455
* Faiſance & raquit de rentes.	450	Ferme. V. <i>Bail.</i>	110
Faiſancès.	450	Ferme & baillette.	110
* Faiſne ou Foiſne.	451	Ferme, contre-Ferme : Fermer, con-	
* Fait étrange.	451	tre-Fermer.	455. 456

Voy <i>Fief-ferme & main-ferme</i> , &c.		Fief ou membre de hautbert.	470. 472.
* Fermeté.	456	224. b.	
Fermier des exploits & emendes.	456	Fief à simple homage, lige ou noble.	472.
Prevost Fermier.	456. 236. 237. b.	le Fief de son homme.	18. b.
Fers le Roy.	457	* Fief jurable & rendable.	472. 301. b.
Ferue.	457	Fief ample ou liege.	472. 55. 56. b.
Festage.	457. 458	Fief tenu à plein lige ou pairie.	472
Festin (droit de Festin.)	458	* miroüer de Fief.	472. 117. b.
* Feu croissant & Feu vacant.	458	* Fief mort.	475
le Feu, le sel & le pain, &c.	220. 81. & 355. b.	Fief donné à mortgage.	125. b.
Feu & chevedage.	250	* Fief noble.	472. 473
Feudal, arriere-Feudal.	71	Fief noble tenu en plein homage, ou en pairie.	472. 473. 178. b.
homme Feudal.	18. b.	Fief noble & non restraint.	474
Seigneur Feudal.	79. & 352. b.	Fief noble ou rural.	474
vassal & tenant Feudal.	434. b.	Fief en nueffe.	152. b.
* Feuille.	459	* Fief oublial.	474. 156. b. & 166
* Feuilles, (années.)	459	Fief ouvert, vuide, découvert.	168. b.
Feur.	459	Fief tenu en pairie. V. <i>supr. & Pairs.</i>	
au Feur l'emplage.	459	* Fief de paisse.	474
Feur competent.	459	Fief garanti en partage.	189. b.
decliner Feur.	<i>ibid.</i>	plein fief.	474
Feurmariage.	459	puissance de Fief.	245. 246. b.
Feure. Voy <i>Fore.</i>		Fief restraint.	5. 19. 20. 460. & 475.
* Feurs, Feurres.	459	Fief roturier.	475. 332. b.
* Fèvres.	457. 460	Fief servant.	475
Feus du Roy.	460	Fief servi.	475
* Feut	460	Fief de Sodoïer.	377. b.
* Feutraite.	460	Fief vis ou mort.	475
Fidejussoire. V. <i>Cantion.</i>		commettre, confisquer son Fief.	262
Fied, riere-fied.	460	couvrir le fief.	301. 169. b.
Fief, arriere-Fief.	71	de son domaine faire son Fief.	465
* Fief abregé, ou abregié.	5. 19. 20. 460. 475.	de son fief ou censif faire son domaine.	465.
Fief admorti.	15. 16	se faire mort d'un Fief.	123. b.
* Fief ameté & abonné.	3. & 47	forfaire son Fief.	492
Fief ample.	472. 55. b.	relever le Fief.	170. 295. 296. b.
Fief bourfal. 460. & <i>suiv.</i> 480. 84. b.		rapporter son Fief.	275. b.
Fief en chef ou chevel.	462. 474	* reprendre un Fief.	311. 312. b.
Fief de corps.	463	qui Fief nie, ou Fief rogne, Fief perd.	475.
Fief couvert.	301	tenir nuëment & en plein Fief.	474
Fief de danger.	464	Vassal de plein Fief.	474.
dépié de Fief.	325. 337	Voy <i>les autres mots joints à Fief.</i>	
Fief dominant.	360. 465	* Fiefs-francs, ou francs-Fiefs.	746
* Fief episcopal & presbyteral.	465		
Fief-ferme.	466. & <i>suiv.</i>		
Fief de condixion feudale.	470		

TABLE DES MATIERES.

franc-Fiefs & nouveaux acquêts. 477.	Foi & homage. Voy <i>Foy</i> .	477
<i>& suiv.</i>	* Foiment, Foimentie.	486
mairies & Fiefs bourciers. 480. 84. b.	Foire & marchez.	486. 93. b.
Fiefs cottiers.	Foisne.	451
Fiefs de devotion. 480. 15. b.	* Folier.	488
hommes de Fiefs. 480. 177. b.	Folle-mise & enchere, ou renchere.	488
Fiefs patrimoniaux. 204. b.	Foncier, Fonciere.	
Fiefs de reprise. 312. b.	Justicier Foncier. 488. Voy <i>Justicier</i> .	
* Fiefs revanchables, égalables, cheans & levans. 480	Seigneur Foncier. 488. 42. 43. 353. b.	
Fiefs de revenu. 480	tré - Foncier & propriétaire.	488
Fiefs qui se gouvernent suivant la coutume du Vexin François. 481. 449. b.	emende fonciere.	488
quinter les Fiefs. 265. b. & 449.	Justice ou Jurisdiction Fonciere. 488.	
Fieffal (jurisdiction Fieffal.) 483	48. b.	
possession Fieffal. 483	rente fonciere. 489. 302. b.	
querelles Fieffaux. 255. b.	arriere-fonciere & sur-fonciere. 71. a.	
* Fieffe. 483	306. 395. 396. b.	
Fieffé, Fieffez. 483. V. <i>Fiefvé</i> .	Seigneurie Fonciere. 489. V. <i>aussi pp.</i>	
domaine Fieffé ou non Fieffé. 483	42. 43.	
* heritage Fieffé par rente raquitable. 483	Fondalité.	489
Sergent Fieffé. 362. 363. b.	* Fonds de terre.	489
Tailleur Fieffé. 483	For. Voy <i>Fors</i> .	
Bourgeois Fieffez. 180	Foradjour.	12. & 489
Officiers Fieffez. 484	Forage, droit.	32. 489. 500.
Fieffer. 483	Forain. V. <i>Aubain</i> .	
Fieffeux (souverain.) 385. b.	Prevost Forain. 237. b. prevosté Forain.	
Fiefvé, Fiefvez.	raine.	239. b.
homme Fiefvé. 483	Forban (droit.)	490
heritiers Fiefvez. 484	Sentence de Forban.	490
Officiers Fiefvez. 483. 484	Forbanni.	490
pairs Fiefvez. 483	Forbannir.	490
* Filets. 484	Forbannissement.	490
* Fillettes (coutume des Fillettes.) 484	* Forbanu.	450
Fimport. 484	* Forcelées (ventes.)	490
Finage. 122. 484	Forclore, Forclos, Forclusion.	490
Finaison nulle, quand argent faut. 484	Forcommand, Forcommandé.	492
Fins de non proceder. 485	* Forconseiller.	491
Fins de non recevoir. 485	* Fore, Feure.	491
Fitanes. Voy <i>Peyres</i> .	* Forest.	491
Fivatiers. 485	breüil de Forest.	186. 491
Flastrer, ou Flastrir. 485	Forestier, ou Sergent des bois. 491. 492	
Flatri, Flatries (mesures marquées.) 486	Forfaict.	492
Fleyarts. 486	Forfaire (son Fief, sa seigneurie ou justice.)	492
Flestrir & marquer. 486	Forfaire le douaire, ou autre chose.	
Flots ou Frocs. 486. 511. 512	262. 283. 492.	
	Forfaire l'emende.	492
	Forfaire le poin.	492

le Forfaire.	492	Fourgangement, Fourgangner.	502
Forgangner. V. <i>Fourgangner</i> .		Fournage (droit.)	497. 502
Forgas (temps du Forgas & du raquit.)		* menu Fourrage.	502
493.		Fournir la complainte.	503
* Forieres.	493	Fournissement.	503
* Foriscapès.	493	Fournissement de complainte.	503
* Forjurement.	493. 494	Sentence de Fournissement.	503
Forjurement.	493	Fourrage.	503
Forjurer les Facteurs.	493	Fourrer.	503
Forjurer son heritage.	493	Fourrie (mettre , ou mise en Fourrie.)	
Forliner.	494	503.	
Formariage, Formariet.	494	Fourriers.	503
Formée (partie.)	495. 202. b.	Foy & homage. 302. 503. 504. 18. b.	
* frais des Formées, obseques & fune-		Foy & homage admortis.	16
raillies.	495	demission de Foy.	325. 504
Formel, (defadveu, exploit, garend,		entrer en Foy.	504
partage.)	495	Foy lige. V. <i>Homme ou Lige</i> .	
Formelle (contradiction, partie.)	495	porter la Foy.	230. b.
Formener.	495	Foy & service.	503
Formort, Formorture.	495	* Foy simple ou lige..	58. & 375. b.
Formoture.	<i>ibid.</i>	tenir en Foy simple, ou en Foy taille	
* Forpaïlé.	496	generale ou speciale.	504
* Forprise.	496	Franc, ou livre.	505.
Fors, & costumes du pais.	496	Franc & Francs.	
Fort, Forts.,		Franc-aleu.	41. & suiv.
le Fort doit porter le foible.	496	Franc archers.	505.
deniers ou sols Forts.	497	Franc argent	505
Fort-clameur.	496	Franc bourgeois.	182
* Fort-fuiance.	497	Francs-deniers.	505
Fort-monnoie.	497	Franc-devoir.	505
* Forttrere, ou Forttraire.	497	Francs-Fiefs.	506
* Fortune d'or.	497	* Franc-homme.	503. 506
* Fosse des arcines.	63	Franc-mariage.	507
* Fossé. V. <i>Doube & Douve</i> .	371. 372	Francs-mex.	507
* Fossieres.	497	* Franc ourine.	507
* Fausse-coyes.	497	Franc-pri.	507
Foiage, ou Fournage.	497. 502.	Franc-Sergent.	
Voy <i>Blande</i> .	165	Francs taulpins.	507.
* Foucq.	499	Franc tenant.	507
Fouetter.	499	Franc tenement.	507. 405. b.
* Fouger.	500	Voy <i>les autres mots joints à Franc</i> .	
Four à ban, bandier, bannal. Voy <i>ces</i>		Franche aumosne.	100
<i>mois</i> .		* Franche feste.	507
Fourage (droit.)	500	Franche verité.	507
Fourchage (linage, line, souche, ou		* Franchise.	507
branchage.)	500. 501	Franchises.	507
Fourches patibulaires.	501	* Franchomates.	508

TABLE DES MATIERES.

Franquiesme	508	* pan ou Gage.	515. 519. 184. b.	499
Frarachage, Frarachau.	509	* Gage-plege.	519. 19. b.	
Frarager.	<i>ibid.</i>	clameur de Gage-plege.		519
Frarsche & succession.	<i>ibid.</i>	Gage-prins. V. <i>Gager.</i>		521
Frarscheurs ou Frarscheux. 508. & <i>suiv.</i>		Gagé, Gagée.		
Frareufeté.	508	Gagé & payé le rachat.		522
Frareux.	508	bataille Gagée.		515
* Fraux & pasturages.	510	* clameur Gagée.		520
* Frerage.	509. 187. b.	Gagement.	515. 520	
Frefange.	510. 511	Gager.	520	
rentes en Frefange.	309. b.	Gager l'émende.	521	
* Fricanderies.	511	* Gager la loy.	521	
* Friez.	511	* Gager partage.	522	
Frocs, ou Flots.	486. 511	Gager personnes en son dommage.	521	
Fromentage (droit.)	291. 512	Gager & offrir, ou payer le rachat.	522	
* Froffer & caver.	512	Gager de la robe & d'autres habits.		521,
Fruits vendus & adenez.	11	* Gagerie. Voy le mot <i>suivant.</i>		
Fruits & chaprels.	224	* Gagerie.	522	
* Fumage.	512	simple Gagerie.	522. 523. 375. b.	
* Fumeau.	512	* Gageure.	521. 522. 523.	
Fur, Feur, ou Fueur.	512. b.	* Gagiere.	523	
Furemplage. 459. 512. Voy <i>Feur.</i>		* Gagnables (terres.)	524	
Fust & terre.	512. 270.	* Gagnages.	524. 525	
livrement de Fust.	270. b.	* Gagneries.	525	
* Fustage.	513	* Gagneur.	525	
* Fustées.	513. 215. b.	Gaigne coutumiere.	525	
	G	* Gaigneaux (prez.)	525. 240. b.	
* GAIGNAGE, Gagnage.	524	* Gaignerie.	525	
* Gaaignales (tetres.) *	513	* Gaimeaux (prez.)	240. b.	
* Gaaingnere.	513	Gain, ou Guain. V. <i>Gagnage.</i>		
* Gabariers.	513	Gaignables, ou Ahanables.	34. 525	
Gabelle.	513	* Gajure.	522. 526	
Gabelle de Tonnieur.	514. 409. b.	* Galays ou Galois.	526	
Gabelle de vins.	514	Galeres.	526	
Gage.	514	rappel de Galeres.	273. b.	
Gage, Gagement de bataille. 218. 515.		Gambage.	194. 526	
516.		* Gambilon.	526	
contre-Gage.	517	Gants.	527	
Gage & deposs.	517	droit de Gants.	526. 527	
émende de Gage.	383	ventes & Gants.	526	
faire Gage. V. <i>Gager,</i>	521	blancs Gants.	527	
Gage-mort, ou mort-Gage. 517. &		Garde (denier de Garde.)	527	
<i>suiv.</i> 125. 126. b.		Garde faite.	528	
droit de mort-Gage.	517	Garde-gardienne.	264. 528	
obligation de mort-Gage.	518	Garde de Justice : Juge & Garde.	528.	
tenir terre en mort-Gage. 519. 125. b.		529. 57. 82. 237. b.		
<i>Part. II.</i>				

Garde de loi.	66. b.	se perduë il a.	537
Garde ou Gardien noble ou bourgeois.		le sang est le Garent.	537
109. & suiv. 118. 120. 529.		tirer à Garent.	537
Garde du seel royal. 529. V. Gardes & Gardien.		Garentage.	537
Garde-bourgeoise. Voy cy-aprés.		Garentage & défense.	537
Garde d'enfans mineurs nobles ou roturiers.	529. 534	prendre en garentage.	537
Garde noble, ou bourgeoise. 109. & suiv. 529		parage & Garentage.	538
Garde noble royale, & Garde-noble seigneuriale.	529. & suiv.	Garenti (chose garentie.)	536
Garde roturiere.	531	Garentie, de fait ou de droit.	537
qui Garde prend, quitte le rend.	531	défait de Garentie.	536
Voy Arriere-Garde.	72	getter de Garentie,	546
Gardemaneurs.	529	Voy Garentir.	
Gardes.	531. 532	Garentigioné.	537
Gardes-liges.	532. 56. b.	Garentiment.	537
Gardes des livres.	533	Garentir.	537
Gardes & mangeurs.	529. 90. b.	Garentir en, ou sous son homage.	538.
Gardes & contre-Gardes des monnoyes, & autres.	533	& suiv.	
Gardes-notes.	533	Garentir de foy & homage.	ibid.
Gardien.	534	Garentir en parage, ou le parage.	ibid.
Gardien & Garde-noble d'enfans.	534	& 541. 189. b.	
Gardien, noble, bourgeois ou roturier.	535.	Garentir de profit de rachat.	540
Gardien de biens.	535	Garentissement.	540
Gardien & regard.	291. b.	Garentisseur.	540
Garend (Garend absolu.)	537	Garieur formel.	537
Garend contributeur.	ibid.	appeller à Garieur.	540
arriere-Garend.	72	clamer Garieur.	257
clamer Garend.	257	Gariment.	540
Garendie.	535. 537	tenir en Gariment.	540. 541
refuser la Garendie.	536	* Garir en parage.	541
* Garenne à eauë.	535	Garlende ? ou Chappel d'argent.	541
droit de Garenne.	296. 535. 555	Garnir la main de Justice.	541
Garenne jurée.	535	Gastier, Gastis. 541. a' où le droit de Gasteine.	
Garent.	535. 536	Gaudence.	541
appeller à Garent	536	* Gavenne.	542
clamer Garent.	536	* Gauge.	542
défaillir de Garent.	536	* Gaugier & mesurer.	542
Garent qui défaut.	536	Gayver ou Guesver.	542
de'ai de Garent.	536	* Gazaille.	542
Garent formel.	537	* Gealloye.	543
retour & Garent.	536	Gehenne ou Gcfcne.	543
qui tire à Garent & Garent n'a, la cau-		Gehir.	543
		* Geline de coustume.	543
		* Gendrage (droit.)	543
		General des Finances, Aides, &c.	543
		* Genestray.	543
		Geas de corps.	543

TABLE DES		MATIERES.	501
Gens corveables.	292	Graier ou Gruier.	552. 555
Gens d'Eglise & de main-morte.	544.	Grairie ou Grurie.	552
78. b.		Grand de la terre.	552
Gens de loy.	66. b.	Grand des biens.	553
Gens de basse-main.	73. b.	Grange champartereffe.	218. ou terragere. 408. b.
Gens d'Ordonnance, de Justice, &c.	544.	* Grangeage, Granger.	553
Gens de poste & roturiers.	544. 230. b.	* Grappeter.	553
Gens de pote.	544	* Grasselaiges.	421. b.
* Gentieu fame.	544	* Grayers.	553
Gentilhomme. 544. Voy Noble.		* Grec, Grecl.	553
* Gentioux (heritages.)	545	Grée.	553
* Geole.	545	Gresse.	553
Geoliage.	546	Greffier.	553
Geolier. 239. 240. 545. 424. & 426. b.		* Gregnor, Gregneur.	553
* Gesir.	546	Greigneur de vingt-cinq ans.	554
* Gesse ou Gouttiere.	546	prescription Greigneur.	554
* Geter de garentie.	546	Greigneur pris.	554
* Gheleydes.	546	partie Greigneure, ou Greigneur.	554
Ghesquieres.	546	Grenier (assigner les Greniers.)	80
Gibet.	546	Grennor. Voy Gregnor.	553
* Gibet à fest.	546	Gre, promesses.	554
Giron (tendre le Giron à Justice.)	546	* Grieche.	554
Giste (droit.) 546. Voy aussi 40. 41. & 63.		Griefs.	554
* Glandage.	180. b.	* Griés.	554
* Glandée.	550	* Gros.	554
* Glazy.	550	Gruerie (droit de Gruerie & Garenne.)	555.
* Goir.	550	bois de coupe en Gruerie, ou hors	
Gombete (loy.)	550	Gruerie.	555
Gonfalonier & Gonfanier.	550	Gruier.	552. 555
* Gords.	550	Gruirie.	555. 556
* Gorin.	550	Grurie.	552. 555. 556
* Gorle & terre.	550	* Grurie de charbon.	556
* Gouvers.	550	Grumer.	556
Gouleceurs.	550	Guaives ou Guesves.	542. 558
* Gour.	550	Guerb.	556
* Cours.	551	Guerp. Voy les mots suivans.	
Gouverneurs & Lieutenans Generaux		Guerpi.	557
des Provinces.	551	Guerpie.	556
Grace, pardon & rémission. 551. 195. b.		Guerpie ou relicte.	557. 297. b.
Graduez simples, Graduez nommez. 551.		Guerpine.	557
Voy Bachelier.		Guerpir.	557 473
* Graindier.	552	Guerpir l'homage.	557
* Grainer.	552	Guerpir & desomparer les murs, &c.	
temps de Grainer.	552	557.	
		Guerpison, Gurpizon.	557

Guerre (droit de Guerre.)	557	Haut, Haute.	8
* Guerredon.	557	Haut parage.	8
Guefvement.	557	Haute-Cour, Hauteur.	8
Guefver l'heritage.	320. 542. 557. 558	Haute-Justice.	40. 42
Guet (Guet à pens.)	558	Haute-poffeffion.	8
a Guet pourpensé.	558	* Hayer.	8
droit de Guet.	558	* Hayes.	8
* Guet de Prevost.	558	* Hebergement. 8. V. <i>Albergue.</i>	41. a.
Chevalier du Guet.	247. 559	Henovarfi.	8
Guetable.	559. & <i>fuiv.</i>	* Heordpenny.	8. & 11
* Guiage.	561	Herault d'armés.	8. & 327
Guidage.	561	Herbage vif & mort (droit.)	8
* Guille ou Gille.	561	franc Herbage.	9
* Guifarme.	562	droit d'iffuë d'Herbage.	9
Gulpine, Guerpine.	557. 562	droit d'Herbages & pasturages.	9
Gulpir, Guetpir.	562	Herbaux.	163. a. 9. b.
Gurpir. 562. V. <i>Guerpir & déguerpir.</i>		Herbergage & Herbergement.	9
Gurpizon.	557	Herbregement, Herbregér, Herbregories.	9. 40. a.

H

Voyez l'Avertissement sur les chiffres de cette Table, qui est au commencement de la lettre A.

H ABILITER.	1. b.	Voy <i>Rente.</i>	303
Hable.	1	Heritablement.	10
* Habouts.	4. 5. a. 1. b.	Heritage feudal, censuel, noble, rural, &c. Voy <i>les mots joints à l'Heritage, & biens.</i>	
* Haire de marais falant.	38. a. 2. b.	Heritalles (choses.)	10
Hallage (droit.)	2. b.	Heritance. V. <i>Hoirie.</i>	14
* Halle.	2	Heritier.	10
* Hallebix.	3	Heritier conventionnel.	10
* Hallots.	3	Heritier simple.	11. 375
Hance & Compagnie Françoisé.	3	Hermes.	219
* Hance (droit.)	3	* Herpennich.	11
Happée (faifine.)	3	Hoir, Hoirs.	13
* Haraffe.	4	Hoir de quenouille.	13
Harenc.	4	Hoirie.	14
* Harneix.	4	avancement d'Hoirie.	14
Haro.	158. a. 4. & 5. b.	déclaration d'Hoirie.	14
Hauban. Voy <i>Haultban.</i>		Hoirie & fuccession.	14
Haubert.	470. 471. a. 224. b.	Homage.	14
* Haule.	5. b.	Homage de bouche & de mains. 170. a. 15. b.	
Haultban, Haultbaniers.	6	Homage de devotion. 15. b. V. 100. & 480. a.	
Hault-command.	7		
Hault ou Haut-Justicier.	7. 42		
Haultains (Officiers, Seigneurs.)	8		

TABLE DES MATIERES:

503

* Homage de foy & de service. 16. 302. a.	Hommes de loy. 66
* Homage de paix. 16	Hommes de main-morte. 78. 79. ou de morte-main. 80
Homage plein ou lige. 16. 56. 57.	Hommes profitables. 22
Homage & service. 505. a. 16. b.	Hommes de servitude. 22
Homage simp ^l .c. 17. 375	Hommes & tenans feudaux. 23
faire Homage. 15	Hommes & vassaux. 22
tenir à Homage & service annuel. 17	Voy les autres mots joints à Homme.
* tourner à l'Homage. 425	Homologuer. 23
Homagé, Homagéo.	Honneurs & ventes. 23. 63. 442
domaine Homagé. 17	* Hofches. 23
heritage Homagé. 17	Hostages. 23
lieu Homagé. 17	Host. banni. 129. a. 23. & 164. b.
chose ou terre Homagée. 17	Hostelage (droit) 23. 165. 172.
ventes & devoirs homagez. 17	pains d'Hostelage. 23
Homagement. 17	Hostellages & anciens gages. <i>ibid.</i>
Homenage. V. <i>Homage.</i> 14	Hosteller. 23
Home, ou Homme (vassal. 17	Hostes. 23. 165
Homme de bouche & de main. 171. a.	Hostize. 165
Homme cöttier. 295. a.	Hostigements, & rappotts. 24
Homme coustumier. 306. a.	* Houlier, Houliere. 24
defaut d'Homme. 18	* Hu. 158. a. 15. b.
faute d'Homme. 18	* Huage. 25
Homme feudal. 18	* Huchement. 25
Homme de foy. 18. 58	Huitième. 25
Homme, foy & homage. 18	Huis (dépendre l'Huis, ou fenestres de la maison.) 26
Homme de main-morte. 19. 78. 79. 80	Huiffier d'Arms. 27. 366. Audiencier 96. a. 27. b.
Homme sans moyen. 19	Huiffiers & Sergens. 366. 367
Homme de paix. 19	Humier, Humiers. 27
Homme de plejure. 19	Humier ne tombe sur Humier. 428
Homme de poste ou poestes 44. a. 230	Hybernage. 27
Homme de preste. 236	Hypothequaire (requeste.) 314
Homme proche ou arriere. 72. a.	Hypothèque ou contrepan. 289. a.
Homme requesté par son Seigneur. 314	Hypothèque nantie. 130. b.
Homme & femme serfs abonnez. 4. a.	nouveau titre & declaration d'Hypothèque. 152
Homme de service. 20	purger les Hypothèques. 247
Homme vivant & mourant. 20. vivant, mourant & confisquant. <i>ibid.</i>	suite par Hypothèque. 393
Hommes allodiaux. 21	
Hommes & femmes de corps. 21	
Hommes de la Cour. 22. & 177	
droit d'Hommes. 21	
Hommes de fiefs. 22	
Hommes de fiefs, pairs & vassaux. 22. 177.	
Hommes de foy simple ou lige. 22. 58	
Hommes liges. <i>ibid.</i>	
	I
	J A L L A G E. 27
	Jasilha (servitude.) 373
	Jaugeur. 27
	Jectisses (terres.) 408

TABLE DES MATIERES.

Main-mettre.	73. 74	Maire ou Merc de la Justice.	507
Main-mis.	75	Maire , Prevost.	84
Main-mise feudale.	75	Mairie & Eschevinage.	237
Main morte. Voy <i>Infrà</i> .		Mairie.	84
Main roturiere.	334	droit de Mairie & Communauté.	84
nantir la Main de la Cour ou de Justice.	130	Mairie & Eschevinage.	84
prendre la Main , bailler la Main.	75	Mairie & fiefs boursiers. 480. a. 84. b.	84
Main-ferme. 75. & <i>suiv.</i>		Prevosté & Mairie.	84
heritages cottiers ou de Main-ferme. 75. 78.		Maisne , Maisneté.	84
heritages ou terres tenuës en Main-ferme.	76	Maisnez.	<i>ibid.</i>
rentes heritieres de Main-ferme.	78	Maison de dépens.	85
terres cottieres de Main-ferme.	78	Maison-Dieu.	85
Main-mortables (heritages Main-mortables ou de Morte-main.)	78	Maison de Ordy.	163
Main-morte. 78. Voy <i>Mortemain</i> .		Maison de la paix.	85
gens de Main-morte , ou de mortemain.	78. 79. 80	Maison , saisine & manance.	91
homme de Main-morte. 19. 78. ou de Morte-main.	80	Maison , ou logis roturier.	333
rachat de Main-morte.	63. a.	Maisonnage.	85
Seigneur feudal , ou vassal de Main-morte.	79. b.	* Maisonnier , ou Mansionier. 301. 425. a. 91. b.	
tenir en Main morte.	79	Maistre (Grand-Maistre de France.)	86. b.
Main-pleine.	81	Grand Maistre de l'Artillerie.	<i>ibid.</i>
rapport de Main-pleine. 81. &	274.	Grand Maistre de l'Empire.	86
Main-plevie.	225	Grand Maistre de la Garderobe.	<i>ibid.</i>
Main-prise.	81	Grand Maistre de l'Hostel du Roy.	86
Main souveraine (se faire recevoir par Main souveraine avec lettres royaux.)	81	Maistre des Arbalestriers & Crannequiniers.	86
Mains (dixme & terrage à deux mains.)	81.	Maistre de la Chambre aux deniers.	86
* Mainada. Voy <i>Mesnie</i> .	110	Maistre Veneur , & autres.	<i>ibid.</i> & 87
Mainbournie & Mainbours.	81	Maistres des Comptes. 86. des Eaux & Forests. <i>ibid.</i> des Monnoyes , & autres. <i>ibid.</i> & 87.	
* Maindre.	74	Maistres des Requestes de l'Hostel du Roy.	85. 86.
Maintenir & garder en possession & saisine.	81	* Malestrouffe.	433. a.
Maintenuë & garde.	82	Malestote ou Maletoute.	87. b.
Maire ou Majeur.	82. 237	Maletote ou Maltote de Vin.	88
Maire & Eschevins.	82	Mambour , Mambourg , ou Manbourg.	88.
Maire & Jurats.	<i>ibid.</i>	Mambour adherité.	89
Maire & Garde de Justice. 82. V. <i>Garde</i> .		Mambournie.	88. 89
Maire du Palais-royal.	83	Mambours (Tuteurs.)	89
Maire ou Merc de Chastel.	84	Man , Clam & ban.	256. a.
Maire ou Merc du gibet.	84	Manance. Voy <i>Mansonnier</i> .	91
<i>II. Part.</i>		Manants.	89
		* Manaties.	89
		Mandataire de Cour de Rome.	89

Mandement de debitis.	311. a.	* Mets ou regal de Mariage.	111
Manée (droit de Manée de Sel.)	89. 343.	Mariage roturier.	333
Mangerie. V. Repas, Past, &c.		* service de Mariage.	97
Mangeurs.	90	plein siege de Mariage.	375
Gardes & Mangeurs.	ibid.	Mariaules.	97
Manoir. 91 & 113. V. Chef-mets.	237. a.	Marmau, Marmeau ou Marmenteau, (bois.)	97
Manoir ou Estrife.	433. a.	Marmot. Voy Marmoufets.	97. 98
Manoir roturier.	333. b.	Maronage (bois de Maronage.)	166. a.
Manfais (deniers & sols.)	91	* Maronage & passelage.	98. b.
Manfionier.	301. 425. a. 91. b.	Marques (droit ou-Lettres de Marques.)	98. 99.
Manteaux (droit de Manteaux.)	92	Marquêtes des Femmes en Ecoffe.	99
* Marais salant.	38. a. 92. b.	Marquis.	100
Marastre.	92	* Marrein, Maronage. 166. a. 97. & 98. b.	
Marc d'argent.	92. 373. a.	Marres (prise de Marres.)	101
Marcaige (droit.)	373. a. V. infra.	* Marrées (vignes.)	101
March ou Mark.	92	Mars.	102
Marchage (droit.)	93	* Marfeche, ou Marcheffe.	101
Marchal. Voy <i>Maréchal</i> .		Marfez. V. <i>infra</i> .	
Marché (droit de Marché.)	93	* Marfo.	102
foires & Marchez.	486. a.	* Marfois, Marfez, Mars.	102
* Marcheffe. Voy <i>Marfeche</i> .	101. b.	* Mas de terre. V. <i>Mex</i> . 114. b. & <i>Chefeau</i> .	240. a.
Marciage, ou Marciaiye & Marcier.	93	Masse hereditaire.	102
Mareschal, ou Marchal de Camp ou des Logis.	93	Massiers.	102. 37
Mareschal de Mirepoix, de Champagne, & autres.	93	* Masure.	102
Mareschal du Temple, &c.	93	Masure & quote.	256
Mareschauffées (matereaux.)	94	Mariere personnelle, réelle, petitoire, possessoire, & autres. 102. Voy les mots joints à Matiere.	
Mareschauffée.	94	Matrimoine.	102
* Mareschauffées.	94	Matrimoniaux (heritages.)	101
Mareschaux de France.	94	le Mauvais emporte le bon. 102. 103. & <i>suiv</i> .	
Voy <i>Prevost</i> .		Mée (droit de Mée & avancement.)	106.
Marguilliers.	94	Mehain, Mehaigner.	106
Mari & bail.	110	* Meix. Voy <i>Mex</i> & <i>Manfionier</i> . 91. & 113. 114. V. <i>Chefeau</i> .	240. a.
Mariage d'une femme. 95. Voy <i>Assise</i> & <i>Donnaire</i> .		Melte & Jurisdiction.	106
Mariage advenant.	24. a.	* Membre ou fief de Hautbert. 470. 471. a. 224. b.	
bail de Mariage.	110. a.	* Membre podat.	226. b.
bref de mariage encombré. 95. b. 389. a.		Mencauldéc.	106. b.
* devoir le Mariage.	95	* Mendre d'ans.	106
* Mariage divis.	363. a. 96. b.		
* Mariage par échange. 397. a. & <i>suiv</i> .			
franc Mariage.	507. a.		
* Mariage à Mort-gage.	97. b.		
record de Mariage.	284		

TABLE DES MATIERES.

509

Ménée & obéissance du fief.	107	personne ou le corps & son vray domicile.	114
Ménée du Sergent.	106	mettre les Meubles d'un conducteur sur le carreau.	114
Ménée du sujet.	107	Mex, ou Meix.	114. 240. a.
Menie. Voy <i>Mesnie</i> .		franc-Mex.	114. 507. a.
Merc. Voy <i>Maire</i> .	84	* Mice.	115
* Mercher.	107	* Miede.	115
* Mercs (marque, borne.)	107	* Milerines.	115
Mercs (de Justice & autres.)	84	Milods.	115
* batures faites audessus des Mercs.	107. 108.	Minage (droit.)	113. 116
Mercuriales.	107. 108	* Minage, Miniage, Muiage.	116
Mercy. Voy <i>Plait, Relief & Tiers</i> .		tenir à Minage.	<i>ibid.</i>
* Mere.	108	Mineurs. Voy <i>Bail. 111. a. & suiv.</i>	Garde. 529. a. la note sur Loy outrée. 66. 67. b. & le mot <i>Relever</i> .
* Merel.	108	Minu (avec & dénombrement.)	26. a. 116. b.
Merin ou Sergent.	109	Minute, Minuter.	116
* Merin sous-Merin.	109	* Mires.	116
* Merme. 106. 109. V. <i>Amermé</i> .		* Miroüer de fief.	117
* Merrien. 166. a. 97. & 98. b.		Mise de fait.	118. 133. 135. & 406
Mésignée, Mesgnie ou Menie.	109. 110	* Mise (arbitrage.)	118
Mefnages.	110	Mise hors de pain.	171
* Mefnie, Maignie ou Mainada.	110	* Miseurs.	118
Messages, Messageries.	110	* Mistral.	118
* Message, Messagium.	110	Mobiliaire. V. <i>Dettes, Espaves, &c.</i>	
* Meffieurs.	110	* Moigne.	120
Messier. 111. Voy <i>Gastier</i> .		Moien Justicier : Moyenne Justice.	120
Messilier.	111. 363	Voy <i>lettre I.</i>	
Mestaier partiaite.	111. 112. 192.	homme sans Moien.	19. 246
Mestairie.	<i>ibid.</i>	Moison.	120. V. <i>Bail. 110. 118.</i>
* Mestive.	112	Moison de grains.	<i>ibid.</i>
* Mest ou regal de Mariage.	112	Moisonier.	120
* Mesuage.	113	Moisson (droit de Moisson.)	120
Mesurage (droit.)	113	* Molhé, Moullers.	121
* Mesure à boiffeaux, à ras, péle & feru.	113.	Molin à ban, bannal, bandier ou banquier. 122. a. 125. a. 126. a. 127. a. 133. a.	
droit de Mesure.	113	distroit de Molin.	<i>ibid.</i> & 355. a.
Voy <i>Estalonner. 426. a. & flatri, ou flestrir. 486. a.</i>		Molin parchonnier.	191. b.
Mettre la Main. Voy <i>Main</i> .		Monneage.	121. b.
Mettre en la table. V. <i>Table & Unir. & ainsi des autres mots joints à Mettre.</i>		Monnoie forte.	497. a.
Meuble n'a point de suite.	114	* Monnoie de Paris, ou Parisis.	197. b.
Meuble vendiqué par adveu.	26. a.	* Monnoie de Morlas.	122. 323. a.
* Meubles escassables.	393. a.	Voy les mots <i>Deniers, Sols, &c.</i>	
biens Meubles ne tiennent côté, ny li- ne.	114	* Monstier, Mostier, ou Moustier.	123
en succession les Meubles suivent la		Monstre, ou Monstrée.	123

TABLE DES MATIERES.

* Paneters.	184	* Pargie.	196
Panner les biens.	185	Pariage (droit de Pariage.)	196. 197
Pannetier.	184	Parisis.	197
* Pannon, Pennon ou Pennonceau.	185	Parlemens.	197. 198
Pannonceau du Roy. 185. Voy <i>Banniere</i> .		Parliers, avant-Parliers.	198
151. a.		* Parmitant, ou Permettant.	199
Papoage, Papoaux.	185. 244	* Parnage, Pasnage.	199. 202
* Parade.	185	* Paroentz.	199
Parage. 186. & <i>suiv. V. Emparagé.</i>		* Parofetre.	199
fief garanti en Parage.	189	* Paroles de delay ou de laidange.	199
garantir en franc Parage ou le Parage.		* Parpaignes.	199
187. 538. a. & 541.		Parquet.	199
Parage & garentage. 538. a. & 541.		Part-prénant & Part-métant.	199
homme de Parage.	190	* Partage divisé & indivisé.	199
juré en Parage.	190	Partage réel & formel.	495. a.
partager en Parage.	190	gager partage.	522. a.
racompter Parage.	190	nul Partage en matiere criminelle.	100
tenir en Parage ou par Parage.	190.	Parti (procés.)	202
& 199.		Partie anticipée.	49. a.
Parageau, Parageur.	190	Partie civile & formée.	202. b.
chef Parageur.	190	Partie formelle.	495. a.
Parain.	190	les Parties.	202
Parapher.	191	Parties Casuelles.	202. a.
* Paraphernaux (biens.)	191	Partir, (le feu, le sel, & le pain partent l'homme de morte-main.)	220. a.
Parastre.	191	355. b.	
* Parc.	191	Pasnage ou Pennage, & Paiffon.	202
* Parcage.	191	Pasnage ou Parnage.	202. 203
Parceners.	191	Voy <i>Pasnage</i> .	
Parchon.	192	Paques (devoir.)	203
* Parchonnerie. Paichoniers. 191. 213. 214.		Passages. Voy <i>Ponts</i> .	
103. a.		Passeport.	203
Parcieres.	192	Past ou Paiffe.	474. a. 203. b.
compagnie, métaiier Parcieres.	<i>ibid.</i>	Past de Chiens.	252. a.
Parçon ou Parcion.	192	Pasturage.	203. 204. Voy <i>Fraux</i> .
Parçonnier.	<i>ibid.</i> & 213. 214.	* Pastureaux.	203
aumosnier & Parçonnier. 192. 103. a.		* Pasture vive & vaine.	204
Parcours, Procours & entrecours. 192.		Patibulaire. Voy <i>Pourches</i> .	
& 195.		Patrimoniaux (fiefs & heritages.)	204
bourgeois de Parcours.	193. 194	Patronage.	204
* Pardeffous.	195	droit ou droiture de Patronage.	<i>ibid.</i>
* Pardon.	195. 551. a.	* Pau de Palenc deu barratil.	205
Paréatis, Placet, Vifa.	195	* Pauch de chandelle.	205
* Parée.	195	* Paumée. V. <i>Palmée</i> .	182
droit de Parée.	196	* Paumerin.	205
Paréille (Loy.) 196. V. <i>Talion</i> .		* Pauvreté jurée. 137. 203. & <i>suiv.</i>	
Parentage, Parents.	196	Peage.	208. 209
* Parger heritages.	196		

chef ou branchages de Peage.	210	* mettre Pied à loy.	215
droit de la coutume & du Peage.	210	* perdre le Pied.	216
droit de Peage de long & du travers.	210.	* Pics.	216
Peages & travers.	210	* Pierre de la Crie.	305. a.
Peageau.	210	Pilier & carcan.	216. b.
Peager (Seigneur.)	210	Pilorier, ou Pilorifer.	217
Peagerie.	210	* le Pire emporte le bon.	102. 217
Peagier ou Peageau (chemin.)	210	* Plaa (sommariment & de Plaa.)	217
* Peicheras.	210	Placart. 217. V. <i>Affiches.</i>	
* Pedanens.	210	Placet. V. <i>Parentis.</i>	195
* Peines.	210	* droit de Placet.	195
* Peines de corps de manouvriers.	210	* Plaet.	217
* Pel, Pelle. (Pel, verge ou torche & couverture.)	210. 211.	Plaiet. Voy <i>Plect.</i>	222
* Pels.	211	Plaid de bornes.	218
Pelage (droit.)	211	Plaid de l'épée.	217
* Penault, ou bichet.	211	Plaids francs.	218
Penhera, Penhs.	211. 213	Plaids genereux.	218
Pennon, Pennonceau. 131. a. 185. b.		Plaids ruraux.	218
* Perager voiage.	212	servir les Plaids.	218
Perche de terre.	65. a.	tenir les Plaids, l'audience, ou les jours ordinaires.	218
* Perdriaux.	212	Plaids, Plaidoyers.	218
* Pere ou ayeul perpetuel.	212	Plaider.	218
Peres de la Cour. 175. Voy <i>Pairs.</i>		Plaider par retenuë.	219
* Peremptoires.	212	Plaideur.	219
* Peremptoriser.	212	* Plaine-court.	219
* Pergic.	196. 212	* Plaines charmes.	219
* Pergo.	212	* Plainte.	219
* Permittant.	199. 213	Plainte d'abandon.	2. a.
Perots.	213	Plainte ou clain.	256. a.
* Perpetres.	213	Plainte criminelle. V. <i>Calenge.</i>	
Perprendre, Perprinse, Perprison.	213	Plaintif.	220. 257. a.
Personier, Personiere.	213. 214	* Plait accoutumé.	
* Pertuisage.	214	Plait conventionnel.	} ... 220. & 213
Pesche, Pescherie (droit.).	214	Plait à mercy.	
* Pesselage & maronage.	98	Plait de morte-main.	
* Pesson. Voy <i>Paiffon.</i>		* Plait nouveau.	211. V. <i>Plect.</i>
Petillage.	215	Plassage.	221. 421
* Peuture.	215	* droit de Plassage.	221. 222
* Peyrées, fustées, & brassées.	215	* Playe loyau.	222
* Peyres fitanes.	215	Plect ou Plaiet & cheval de service.	222
* Physicien.	215. V. <i>Mires.</i>	243. a.	
Pied (le Pied fait le chef.)	215	Plect ou Plaiet de morte-main.	222
Pied-cornier.	216	Plege.	222
Pied-fourché.	215	* Plege de droit.	223
* Pied-sarre.	215. 216	* Plege parlant.	223
		Plege de suivre la clameur, &c.	223
			refus

TABLE DES		MATIERES.	975
refus de Plege. 223. V. <i>Applegement.</i>		Ponts, Ports & Passages.	229
58. a.		Poote. Voy <i>Poesste.</i>	
contre-Plege.	289. a.	* Porc pacher.	230
gage-Plege. V.	519. a.	Porter la foy & homage.	230
entrer Plege.	392. a.	Possession. V. <i>Fieffal. Saifine.</i>	
Voy <i>Fermanca.</i>	455. a.	Possessoire.	224
* Plegeage.	213. b.	Poste, ou Poeste. 226. 230. 334. 544. a.	
Plegement.	224. 55. a.	* Posturables.	231
Pleger.	224	Pote. Voy <i>Poesste</i> , & <i>Poste.</i>	
Pleger & Plevir ou Ploier l'émende.		* Poulce (once de Poulce.)	283. 231
224.		* Poultrain.	231
se Pleger (se complaindre.) 224.		* Pourcas, & Pourchas.	231
59. & 272. a.		Pourprins.	231
se Pleger en demande de promesse. 224		Pourpris.	231
Plegerie.	19. 224. Voy <i>Plege.</i>	Poursuite, ou suite.	232
Plekeur.	224	chaude Poursuite.	232. 236. a.
Plein fief.	474. a. 214. b.	Praticien.	232. 233
Plein fief de Hautbert.	<i>ibid.</i>	Pracuerie.	233
Plein possessoire.	224	* Preage.	233
Plein homage, Plein lige, &c. Voy ces		droit de Preage & faultrage. 451. a.	
<i>derniers mots.</i>		233. & 392. b.	
Pleine Cour.	219. 224	* Préclotures.	234
* Plejure (homme de Plejure.)	19	* Précomptemens.	234. 78. a.
* Plesser.	225	* Preconisé (appelé.)	234
* Plessis.	225	Prefix. Voy <i>Douaire.</i>	
Plevi, Plevic.		* Préir & amasser.	234
fille Plevic.	226	Prélocuteurs. V. <i>Parliers.</i>	198
* main-Plevic.	225. V. <i>Plege.</i>	Premesse.	234. 235. 240. 242
Plevine.	225	Premice.	235
Plevir.	225	* Prendre en son adveu des bestes en fai-	
* Pleure.	226	sant dommage.	235
Ploier l'émende.	Voy <i>Pleger.</i>	* Prene.	235
Plume & relief de Plume.	226	Presence (droit)	235
Plumetis.	226	Presentations (Greffier, ordre & rôle	
* Poble.	226	des presentations.)	235
* Poeste, Poète, Poote, Pote. 226. 230.		* Presme.	234. 235. 240. 242
334. 544. a.		Pressoir bannal, bannier, &c. 125. 126. a.	
* Poids du Roy, ou Poids-le-Roy. 226.		Prest, Prester.	235
& <i>suiv.</i>		* Preste, ou Poeste. 236. Voy 226. 230	
Voy <i>Estalonor.</i>	426. a.	Presté ou creu. Voy <i>Grand.</i>	301. a.
Poi-faisant.	228. b.	* Pretoire.	236
Poifait.	228	* Preu.	236
Poin. Voy <i>Forfaire.</i>	492. a.	Preudes-gents.	236
* Poisson royal.	229. 433. a.	Preud'home.	236
Poizage (droit.)	229	Preud'homie.	236
* Pommade.	229	Prevoist attourné.	85. a.
Pontenage.	229. 105. a.	Prevoist Chastellain. 119. b. 235. a.	
<i>Part. II.</i>		<i>Etc.</i>	

Prevoft des Clains.	256. a.	Propre naturel ou conventionnel.	243.
Prevoft Fermier.	236. 237. 456. h.	conventionnel, & non naturel.	244
Prevoft forain.	237	Propres.	244
Prevoft en garde.	237	* Proprietaire couftumier.	245
Prevoft ou Garde de Juftice.	237. 239.	Seigneur Proprietaire.	<i>Voy lett. S.</i>
V. Garde.		Proſme, ou Proſime.	234. 235. 240. 242.
Prevoft heredital.	237		245.
Grand Prevoft de France.	235	Protocole.	245
Prevoft de l'Hoſtel du Roy.	237	Protonotaire.	245
Prevoft Maire.	237	* Prouve (preuve.)	245
Prevoft majeur ou bourſier.	184. a.	Publication d'enqueſte.	245
Prevoft des Marchands.	237. b.	Pucelle (le Valer emporte la Pucelle.)	245.
Prevoft (Doyen ou Prieur.)	237	Puel (bois en Puel.)	245
Prevoft des Mareſchaux.	238	* Puignere.	245
Prevoft Vicomtal.	238	Puis-nais, ou bourſeaux.	183. a.
Prevoſté.	238	Puiſſance de fief ou de ſeigneurie.	245.
* Prevoſté.	238		246.
* Prevoſté & Branchiere.	239. 185. a.	Puiſſance ou droit de fief.	246
droit de Prevoſté.	239	Puiſſance de fief ou de cens.	246
Prevoſté foraine de Laon.	239	Puiſſance paternelle.	271. 246. <i>Voy</i>
* Prez champeaux, ou chechillons.	240	<i>Celle & Pa n.</i>	
* Prez gaimaux ou gaignaux.	240.	* Pulverage.	246
325. a.		à Pur & ſans moyen.	246
Prez ſecherons.	240	Pur feage.	453. a.
Primerin. V. <i>Panmerin.</i>	205	Pure perte du vaſſal.	247
Primief.	71. a.	Purement & ſans homage.	247
Prince.	240	* Putperr.	247
Prinſief.	240. 71. a.	Purge.	247
Prinſe de corps (decret.)	240. <i>Voy Ca-</i>	ſe mettre à loy & à purge.	247
<i>lengé.</i>		Purger les arrearages d'une rente.	247
Pris-franc.	507. a.	Purger le défaut.	247
* Priſme, Proſime.	240	Purger les dépens.	247.
* Privauté.	240	Purger les dettes.	247
* Prix de l'engage.	240	Purger les hypotheques.	247
Procez civil & ordinaire.	240	Purger le vice du litige.	248
Procez parti.	202	Purger une maifon ou heritage.	248
Procez verbal.	241	Purger la ſaiſine.	248. <i>Voy Arriere-</i>
Proche-fief.	241. 71. a.	<i>Purger.</i>	72. a.
Procours.	241	ſe purger par eau, par ignie.	248
Procureur. <i>Voy Conteur.</i>	237. 387. a. &	ſe purger par ferment.	248
<i>Parliers.</i>	198. b.	* Purage.	250
Procureur de la Juſtice ſubalterne.	241		
Procureur d'office.	241		
Proſime, ou Proſime.	234. 235. 240. 242		
Profitable (hommes profitables.)	22		
Ptoſime. <i>Voy Proſime.</i>			
Pronoteur.	243		
Propoſition d'erreur.	242		

Q

QUARENTAINE du Roy. 250
 Quarpot. V. *Carpot.*
 Quart Genier du prix ou de l'estimation,
 251.

Ramage. 185. a. 272. b. & 420. 430	* Reachat. 300
* Ramassée. 273. b.	Realiser un contrat. 278
Ramener sa complainte à effet sur le lieu. 273	rente Realisée & nantie. 130. 278.
Ramener sa demande. 273	acquêts Realisez. <i>ibid.</i>
Rançon (prendre à Rançon & mettre à finances.) 273	Reblandir & retirer son aveu & dénombrement de son Seigneur. 278
* Rapißonné. 273	Reblandir le bestail pris en dommage. 278.
Rappel. 273	Reblandir le Seigneur feudal ou justicier. 278
Rappel de ban ou galeres. 273	Reblandissement. 278
Rappeller. 273	* Rebiner & recurer des vignes. 278
Rappeller par bourse. 274	Rebriche, motif & adverissement. 279
Rapport du Clerc ou Greffier. 274	* Rebricher une Enquête. 279
Rap. & dénombrement. 274. 324. a.	* Rebriches. 279
Rapport d'enquête. 274	Recelé ou Recelée. 279
Rapport & hypotéque d'heritages. 274	Recepißé. 279
Rapport de Jurez. 274	* Recepte. 279. Voy <i>Cueillette.</i> 306. a.
Rapport de main-pleine. 81. 274	Receptes des morte-mains. 115
Rapport de montre & vûë. 274	Receteur. 279
Rapport de Sergent. 274. Voy <i>Schedule.</i> 349	Receveur general ou particulier. 279
* Rapport solennel. 275	Recevoir (fins de non-recevoir.) 280
Rapports & hostigemens. 24	Rechaiter. 280
Rapporter. 25	Reclain. 280
Rapporter les Criées. 275	Reclamation. 281
Rapporter son fief en la main de son Seigneur. 275	Reclame. 280. 257. a.
Rapporter la main-pleine. 275. 81. 275	Reclamer, demander & poursuivre. 280
Rapporter un procès. 275	Reclamer ou appeller. 280
Rapporteur. 275	se Reclamer de Cour inferieure en Cour suzeraine. 280. 257. a.
Rapporteurs de Chancellerie. 276	Reclamer droit par proximité. 280
* Rapproprier à sa table. 276	Reclamer l'Espave. 281
* à Rapt de temps. 276	Reclamer son homme ou femme de corps. 281
* Raquit. Voy <i>Faisance.</i> 450. a.	bestes non reclamées. 281
Raquitable (rente.) 483. a.	heritages non Reclamez. 281
* Rasteler esteule d'autrui. 276	Recognoiffance. 281
Ravestissement d'heritage. 276	* Recognoiffant. 281
Ravestissement entre deux conjoints. 276.	* Recoiter. 281
Ravestissement de sang. <i>ibid.</i>	* Recoites. 281
Ravoir & recouffe. 286	Recolement. 281
* Ravoier (exploiter.) 277. 449. a.	Recoler l'information. 281
* Ravuir. 277	Recoles les témoins. 282
* Raye. 277. 331. 338	Reconnoiffance. 281. 182
* Rayonner. 277. 338	* Reconnoiffant. 282
* Raz. 277	Reconvention n'a lieu en Cour laye. 283
* Reapptes. 277	Record (témoin.) 283. 284

TABLE DES MATIERES.

Record de la Cour.	283	Regard & Gardien.	291
Record d'exploits.	283	* retenir son Regard.	291
Record d'hommes.	283	* Regars.	292
Record de Juges.	283	* Regements.	292
Record de loy.	283	Regence , Regents.	292
* loy faite par Record.	283	Registre (droit de Registre.)	292
* Record de mariage.	283	Regnable. V. <i>Resnable.</i>	317
Recorder. Voy <i>Record.</i>	283	Regratiers.	292
Recorder l'adjour.	284	Regrez.	292
Recorder les exploits.	284	* Rejets.	292
Recorder les exploits & devoirs de présentation.	284	Reilhage.	292
* Recorder les devoirs de loy.	284	Reintegrande.	293
Exploit Recordé.	284	Réintégration.	294
* Criées Recordées.	285	Réintégrer & restablir la main-mise , les fruits.	310
Recordeurs.	285	Relater.	294
* Recours (mettre des maisons & herita- ges à rente par Recours.)	286	Relation libellée.	294
Recouffe ou escouffe.	286	Relation de Sergent. •	294
Recouffe d'un malfaieteur.	286	Relevé (mineur.)	294
poursuite & Recouffe.	286	* Relevement.	294
Recouffe par grace.	286	Relevement & revestements.	295
chose Recouffe.	286	Relever son appellation.	295
rente Recouffe & amortie.	286. 300	Relever le bail.	295
* rente à Recouffe , ou Rescouable.	287	Relever le mineur de bail. 295. 117. a.	
Recreance , ou Recredance.	287. 293	Relever le bourgage.	179. a.
Recreance de bestail pris au dommage d'autrui.	288	Relever & payer droiture.	295
Recreance & délivrance.	288	Relever & droiturer son fief. 295. 375. a.	
Recreance des fruits empeschez.	288	Relever le fief de main & bouche. 295. 170. a. & <i>suiv.</i>	
Recreancer.	288	Relever les heritages de fief ou cot- tiers.	295
* Recreant.	288	Relever le fief , son heritage ou tene- ment pour en estre advesti. 296. 170. a.	
* Recreus & rendus.	288	Relever la propriété. 296. V. <i>Relief.</i>	
Recroire.	288	Relevoisons à plaisir.	296
Recteur d'Eglise.	288	Relevoison du denier six.	296
* Recurer.	289	ventes & Relevoisons.	296
Recusation , Recuser.	289	* Re'heu.	296
Redevance , ou Redevair.	289	* Relicte.	297. 557. a.
Réal & formel.	495	Relief.	297
* Referer.	289	Relief de bail. 295. 297. 117. a.	
Reformarier.	494. a.	Relief de bouche.	295. 297
Regain , ou Revivre.	289	Relief de chambellage.	297
Regaires.	289	Relief de cheval & armes.	297
Regal de mariage.	112	double Relief.	371. a.
Regale.	289. 290. 291		
Voy <i>Estat.</i>	427. a.		
Regaler.	291		

droit de Relief.	297. b.	Rente heritable, hereditaire, ou hereditable.	303
Relief de fief.	295. 296	Rente heritiere ou viagere.	303
le frere aîné en la foy acquite ses sœurs de leur premier mariage tant de la foy que du Relief, où il est dû Relief.	298	Rente hypothecaire.	303
Relief heritier.	298	Rente propriétaire.	303
Relief à mercy.	296. 298	Rente réalisée & namie.	303. 303.
Relief de plume.	216. 298	Rente recouffe, ou à recouffe.	286. 287
profit ou droit de Relief.	298	Rente ou revenu rendable.	303. 304.
Relief de propriété, ou propriétaires.	296.	Rente requerable.	305
Relief de rente.	298	Rente roturiere.	305. 334
Relief simple.	298	Rente sèche.	306
Voy <i>Rachat</i> .		Rente viagere.	303. 306
Reliefs.	299	Rente volage, ou volante.	306
* Reliefs d'appel.	295	advouer une Rente en son fief.	29. a.
tels cens, tels Reliefs.	299	Voy <i>Assiette, Assignat, &c.</i>	
* Reliefs d'Illico.	299	Rentes à l'appréci.	306
ventes & Reliefs.	299	Rentes arriere-foncieres & sur-foncieres.	306. 395. 71. a.
Reliqua.	299	Rentes bastardes.	149. a.
Relods.	300	* Rentes ou Croix de cens.	306
* Rembage & Rachat.	300	Rentes constituées, enfaînées, ou infeodées.	307. 308
Remettre à la charuë. V. <i>Rémir</i> .	325	Rentes contrepanées.	289. a.
Remeré.	300	Rentes & devoirs homages.	17. b.
Remise.	300	Rentes en fresanges.	309
Remission.	295. 300. 551. a.	Rentes à heritage.	309
* Rémoustrances.	301	Rentes créées par Rendage.	302
* Remonter.	301	Rentes tolerables.	309
Remu.	301	Rentes viageres.	303. 306. 309
* Remuage.	115. 301.	Voyez les autres mots joints à <i>Rente</i> .	
* Rémubiër.	301	Renteux, Renteufes.	306. 309
* Remuement de seignorage.	301	Rentier.	306. 309
* Remuements.	115. 301	rolle Rentier.	310. 332
Renchére.	488. a.	Rentiers, censiers.	211. a.
* Rendable & jurable (fief.)	472. a. 301. b.	terres Rentieres, & cottieres.	295. a.
rente ou revenu Rendable.	303. b.	Renvoy, Renvoyer.	310
Rendage.	302	Reo'le. Voy <i>Rienle</i> .	316
louage passe Rendage.	302	* Reparer.	310
rentes créées par Rendage.	302	* Reparations viageres.	310. 450
Rendu & non reçu. V. <i>Deniers</i> .	324. a.	* Repas (droit.)	312. 352. a.
Rente admortie.	15. 16. 21. a. 286. b.	* Repetition de retrait.	311
Rente admortissable, rachetable.	20. a.	* Repetition de témoins.	282. 311
Rente censive.	302. b.	* Reponaille. Voy <i>Repos</i> .	
Rente censuelle.	302. 303. 304	* Reportage.	311
Rente constituée à prix d'argent.	306	* Repos & Reponaille.	311
Rente fonciere.	302. 489. a.	* Reprendre un fief.	311
		* Representation.	311

TABLE DES MATIÈRES.

les termes de Representation.	312	Respondre par atténuation.	321
Represailles.	312	Resseant & domicilié.	319
* Reprise de fief.	312	Resseant au Duché.	319
* Reprise & retraite.	313	Resseant du fief.	319
Reprocher & blâmer l'adveu & dé- nombrement.	313	Resseant en Justice.	319
Reprocher les témoins.	313	Resseant & manant au pays.	319
Reproches de témoins.	313	Resseant & solvable.	319
Requart.	313	personnage Resseant.	319
* Requesté (homme requesté par son Sei- gneur.)	314	Sergens puissans & Resseants.	320
Requeste Civile.	314	exoine de mal Resseant.	319
* Requeste de lettres formées dûment faite & applegée.	314. 35. n.	caution resseante.	319. 206. n.
* Requeste hypothécaire.	314	Resseantise.	319
* Requeste personnelle & hypothécai- re.	ibid.	Ressort, Ressortir.	319
* Requestes (droit seigneurial.)	315	Ressorts & enclavemens.	388. n.
Requestes de l'Hostel, Requestes du Palais.	315	Restablir & reintegrer.	320
* Requeure.	315. Voy Celle. 208. n.	Restablir les fruits.	320
* Requit.	262. 316	Restablissement.	320
Réresief.	316. 71. n.	Restor.	320
Rère vassal.	316. 71. n.	Restrained, ou non Restrained. N. Fief.	321
Rés de chauffée.	316	Resve, Resver.	321
le sol appelé Rés de chauffée.	316	* Rétablis. Voy Restablir.	321
prisons basties à Rés de chauffée.	316	* Retail.	321
Rescare de four.	316	* Retenail.	321
Rescindant, Rescisoire.	316	Retenir par puissance de fief.	321
Rescouable. Voy Rescouste.	327	Retenir & réunir à la table.	321. 325
* Rescoueres, Rescoureur.	317	Voy Retrait & Lignager.	
Rescript du Sergent executeur.	317	Retenir & donner.	362. n.
* Rese.	317	* Retenuë (retrait seigneurial.)	321
Resigner son office, estat ou benefice.	317.	Retenuë, retenail (protestation.)	321
Resixième, Resixiément.	317. 324	Retenuë d'heritage censuel ou feudal.	321.
Resnable, Resnaule.	317	droit de lots & Retenuë.	71
* Resnaulement.	317	* Reter.	321
Resseux. Voy Clain.	316. n.	Retiercement, Retiers.	317. 321. 324
Respit.	317	* Retorquation de crime.	321
acceptation de Respit.	318	* Retour.	321
lettres de Respit ou d'Etat.	318	Retour de deniers. Voy Soutte.	383. b.
Respit & souffrance.	318	Retour & garent.	386. n.
terme ou Respit.	318	pris en méfait perd le Retour.	321
se mettre en ses Respits.	318	Retraction, Retraict.	323
* Respiter.	328	Retraict. Voy ibid. & Raançon.	267
Respondant.	318	Retraict de Barre ou de Cour.	322
		Retrait censuel.	322
		Retrait conventionnel ou coutumier.	322.
		Retrait conventionnel, lignager ou feudal.	322

Retraict feudal.	322	Rogo. Voy <i>Cens.</i>	217. a.
Retraict par puissance de fief.	322	Roi d'Armes & Heraults.	327
Retraict lignager.	322	Roi des Arbalstriers , des Barbiers , des Arpenteurs , des Mestiers.	328
Retraicte.	323	Roi de la Bazoche.	329. 156. a.
* Retraites.	323	Roi des Merciers.	329
* Retraites d'usufruit & rentes vendues.	324.	Roi des Ribauts.	325. 329.
Retulit de Notaire.	324	Roiaux (droits.)	329. 330. 385. 199. a.
Revanchable. V. <i>Fief.</i>	480. a.	& 374.	
Revendage.	324	* Roic ou Raye.	331. 338.
Revenir à la table de l'aîné.	324	* Roiette.	331
Reventes & Reventons.	324	Roine blanche.	331
Revenu.	324	* Rollar.	331. 537. a.
Revenuë. Voy <i>Fief.</i>	480. a.	Rolle , Roulleau.	331. 332.
Reversales.	324	* Romieus.	331
Revestir un Vassal de sa terre.	325	* Rompeiz.	331
Revestissement.	325	Rompture. 332. Voy <i>Déconfiture.</i>	
* Revestissement de lignes.	325	* Ronteiz.	332
Revision de compte.	325	Roolle.	332
* Revivre.	289. 325	* Roolles & Rentiers.	332
Réunir à la table & domaine du Sei- gneur. 321. 325. Voy <i>Table & Unir.</i>		* Roteur.	332
Reuward.	325	* Rotte.	333
Reuver. Voy <i>Resva.</i>	321	Roture.	333
Reyne. Voy <i>Roine.</i>		Roturier , Roturiere. 333. 334. 335. Voy <i>les mots qui y peuvent estre joints ; com- me Aleu , Biens , Fiefs , &c.</i>	
* Ribauts ou Ribaud.	325. 329	Roturier & coutumier.	330. a.
Riddes d'or.	326	Roturierement.	334. b.
Rière-fief. 316. 326. 71. a. & 460		Roturiers.	335. 336
* Riets ou Riez.	326	cottiers ou Roturiers.	296. a.
* R eule (Regle.)	326	Rouage.	327. 336
* Riez (heritages en friche , Riez ou de- gats.)	326	* Roucin.	337
* Riez pasturages.	326	Roucin de service. 222. 337. 371. 4. 241. 339. a.	
* Rigueurs.	326	Rouë (supplice.)	337
* Riotte , Riotter.	326	* Rouir , Rouissoir.	338
* Riottous & querelloux.	326	* Rous.	338
* Rit.	326	Routiers.	338
Rivage (droit.)	327	* Roye.	331. 338
Rivieres banales ou de censé.	126. a.	* Royée.	338
Rivieres cerquemanees.	213. a.	* Rubriches.	279.
* Roage.	327	Rural & Ruraux (biens & heritages)	338.
Robe. Voy <i>Gager.</i>	521. a.	fief Rural.	474. a.
Robille.	327	plaid Ruraux.	218. b.
Rodage , Rouage.	327. 336	Ruyet.	338. b.
* Rogat.	327		
Rogatoire. Voy <i>Commission.</i>	263. a.		
Rogner son fief. V. <i>Fief.</i> 325. 337. 475. a.			

TABLE DES MATIERES.

		523
	Sauf-respit.	347
	Saunelage.	347
	* Saut & entre-jou.	392. a.
	* Sauvages (terres Sauvages ou Sauvées de la mer.)	347
	Sauvegarde.	347. 77. a.
	* Sauvegardes.	347
	Sauvegardes enfraintes.	419
	* Sauvement) droit.)	348
	* Sauver.	348
	Sauveré.	348
	Schedule.	348. 349
	Schedule, exploit & rapport d'un Ser- gent.	349
	Schedule de faits signés.	349
	Schedules.	349
	Schedules des défauts & congez : Sche- dule de présentation & autres.	349
	Secherons. Voy <i>Prez</i> .	240
	Secretaires, 349. d'Etat & des Comman- demens; des Finances, &c.	350
	* Sedita (possession.)	350
	* Seel ou adveu.	350
	* Seel secret.	350
	* Seel, contre-Seel.	350
	Seel de Justice. 350. Voy <i>Garde-Seel</i> . 529. a.	
	Seillé & inventaire.	350
	* Sees.	351
	* Sects.	351
	* Segorage.	351
	Segrayer, Segrayerie.	351
	Segreage ou Segorage.	351
	* Seguidor.	351
	Seiche (rente.)	351
	Seigneur du Ban.	122. a.
	Seigneur bourdelier.	179. a.
	Seigneur censable, censier, ou cen- suel.	352. 209. 211. a.
	Seigneur direct.	352
	Seigneur propriétaire & domanier. 359. a.	
	Seigneur dominant.	352. 360. a.
	Seigneur emphiteutique.	352
	Seigneur feudal.	79. 352
	Seigneur foncier.	42. 43. 353. 488. a.
	Seigneur haut & bas Justicier.	42
	Seigneur lige & prochain ou pro-	
		V u u
S		
* S A B A T E S.	338. b.	
* Sabuts.	338	
* Sacher son épée.	338	
Sacquage.	339	
* Saetes ou Sajerres.	339	
* Sage-homme.	339	
Sauteurs.	339	
* Saintiers.	340	
* Saintimes Ecritures.	340	
Saintre (droit.)	340	
Saisie & annotation de biens.	340	
* Saisie verbale.	340	
Saisie ou saisissement.	342. 186. a.	
Saisine, désaisine.	341	
Saisine ou Saisie brisée.	190. a.	
cas ou matiere de simple Saisine.	343	
cas de Saisine & de nouvelleté.	152. 341	
201. 272. 277. a.		
Saisine, droiture & possession.	375. a.	
Saine happée.	3. b.	
Saisine vuide.	342	
droit de saisines & désaisines.	342	
Saisines & tenures. 405. Voy <i>Ventes</i> .		
Saisir le corps, les biens, &c.	342	
Saisir & brandonner.	186. a.	
le mort saisit le vif.	123. 124. 343	
le pied Saisit le chef.	343	
Saisissement. Voy <i>Saisie</i> .	342	
Salage (droit.)	89. 343. 347	
Salaires & loyers de succession.	343	
Salique (Loy Salique.)	343	
* Sallade.	345	
Salvage ou Sauvelage.	345	
lettres de Salvage.	345	
Salvations.	345	
* Sang (haute-Justice.)	345	
le Sang est le garent.	537. a.	
Saon, Saonnement.	346. b.	
* Saoner.	346	
* Satisfaction, quittance.	346	
* Savart, friche ou ruine.	346. 511. a.	
Saudeniers. Voy <i>Souldoyers</i> .	383	
* Sauf.	346	
Sauf conduit.	346. 77. a.	
Sauf défaut.	320. a.	
<i>II. Part.</i>		

che.	59. 343. 475. a.	hommes Serfs. <i>ibid.</i> Voy <i>Homme de service.</i> 10. & de <i>servitude.</i>	22
* Seigneur de Loix.	353	Serfs pissenez.	361
Seigneur Peager.	210	Serfs taillables.	399
Seigneur de Prinief.	240	Sergeantie.	361. 362
Seigneur plus près du fonds.	353	Sergent, Sergents.	
Seigneur subalterne.	353	Sergent de bois, ou forestier.	491. a.
Seigneur taillablier.	399	Sergent de l'épée.	362
Seigneur Vicomtier.	42. 353. 453	Sergent executeur.	435. a.
Seigneur utile.	353	Sergent feodé, ou du fief.	362
un Seigneur de beurte, de paille ou		Sergent fermier.	363
feurre, mange un vassal d'acier.	459. a.	Sergent fieffé.	362. 363
437. b.		Sergent franc.	363
Seigneurs voiers.	466	Sergent messilier.	111. 363
Seigneurie (droit.)	353	Sergent des morte-mains.	125
Seigneurial & domanial.	359. a.	Sergent de la paix.	363
* droits Seigneuriaux.	374. a.	Sergent prairier. *	363
* Seigneurie directe. 352. 353. 354. b. foncier.		Sergent de querelle.	363
re. 489. a. 42. 43. b. & 353. Vicomtier.		Sergent royal, ou non royal.	363
re. 453. utile.	354	Sergents d'armes.	366
Seigneuries. Voy <i>Noblesses.</i>	145	Sergents à verge ou à cheval du Châ-	
* Sel (le fen, le Sel & le pain partent		let de Paris.	366. 445
l'homme morte-main.)	355. 220. a.	Sergents dangereux.	367. 310. a.
* Semée.	355. b.	Sergents à masses d'argent.	367
* Seminaus ou Simeniaux (pains.)	355	Voy le mot <i>Huiffier.</i>	
Semonce, Semondre.	355	Sergenter.	365
Semonce & conjure. 285. a. Voy <i>Esf-</i>		Sergenterie : Sergenteries.	365
<i>condire.</i>	405. a.	Sergentie.	366
Semy-droit.	356. b. V. 146. 452. a.	Sergentise.	366
Seneschal.	119. a. 356. b.	* Serment corporel.	367
Seneschauffée.	356. b.	* Serment de fidelité.	368. & <i>suiv.</i>
* Senhau.	357	Serment en plaids.	370
Sentence authentique.	104. a.	* vilain Serment.	461
* Sentier.	357	esgarder un Serment.	368
* Sep & estelon.	357. 426. a.	se purger par Serment.	249
* Sep, fers.	357. 112. & 501. a.	Serourge.	370
Separation de biens.	357	Serpault.	370. 430
Septaine. 358. Voy <i>Banliene</i> , <i>Bannie</i> ,		* Serpol.	370
<i>Dex</i> , <i>Quinte</i> , &c.		* Servages, ou Servaiges.	370
Sequestration.	359	Servant. Voy <i>jour.</i>	33
Sequestre.	360	* Serve.	370
Serf & Serfs.	360	Service.	370
* le reconnoistre Serf d'aucun homme		* Service de Chevalier.	371
lay, ou mortailable d'aucune Eglise.		* Service de cheval. 222. 337. 371. 4.	
360.		241. 242. & <i>suiv.</i> 339. a.	
* Serfs abonbez.	361. 4. a.	* Service de compagnon.	371
* Serfs coustumiers.	361. 300. a.	* Service de court.	371
heritages Serfs & mortailables.	361		

TABLE DES MATIERES.

denier de Service.	323. a.	525
* fief de Service.	475. a.	Simple plaids ou querelles , ou legies-
Service de fief de corps.	463. a.	res.
foy & Service. 505. a. Voy <i>Homage & Homme.</i>		Sire
Service de mariage.	95. 97	Sirimanage.
* Service d'ost.	164. 248. 249	Sixte.
Service de plaids.	372	Socage.
* Service de Prevosté.	239. 373	* Societé en commandite.
* faire le Service.	371	* Socine.
* Services de corps.	373	* Sodée de terre.
* Services trépasséz.	373	* Sodoier.
Services vilains.	461	* Soc & gendre.
Servir ses faits , ou écritures.	370	* Sogre , Sogredamme , fietre.
les causes servent.	<i>ibid.</i>	* Soignantage.
Servir le fief.	373	* Soingnier.
Servis.	373	* Sol , Solier.
* Servitude (hommes de servitude.) 22.		Sol & pan de fust.
Voy <i>Serf.</i>		* Soladia los praubes.
* Servitude de Talh & Dahl.	373	* Solaige.
* Servitude de Dent & de Jasilha.	373	* Soldée.
* Servitude de Peze.	373	* Solier.
Servivi.	373	* Soliné (édifices Solinés.)
* Sesterage.	373. 374	* Solive pavée.
* Seterée ou Setine.	374. 375	* Sols blancs.
* Seullés.	374	Sols estevenans.
Seureté ou Seurté. 374. V. <i>Crand.</i> 301. a.		Sols manfais.
* Sextelage , Stellage ou minage.	374	Sols morlas.
* Sexterée de terre.	374. 375	Sols nerets.
* Sibada.	375	Sols parisifs.
Siege (plein Siege de mariage.)	375	Sols Viennois.
Sieges de nefis.	375	Sometent.
Significavit.	375	Sommage (droit.)
Simple cens.	375	* terres tenués par Sommage & service de cheval.
Simple défaut & pur.	375. 320. a.	* Sommez.
Simple donation.	375	* Somniers.
Simple émende.	375. 383. a.	* Sonner.
Simple foy.	375. 504. a.	* contrat de vente , ou qui le sonne.
Simple gagerie.	375. 522. a.	379.
Simple heritier.	11. 375	* Sonte malhante. 379. V. <i>Sosmalheuta.</i>
Simple homage.	17. 375	<i>ibid.</i>
Simple loy.	376	* Soquet ou Souquet.
Simple plevine.	376	* Sosmalheuta.
* Simple querelle.	254	Sosmal feuta.
Simple saisine.	341. 376	Soubs-âgé.
Simple vendition.	376	Soubs-aide.
Simple voirie.	467	* Soubs-establis.
		Soubs-fiefvcr.

Subs-jouveigneurie. 43. & <i>suiv.</i>	384.	heritages Subhastez.	387
385.		* Sujets , Sujets.	387
Subs-majeur.	380	* Subrogation.	387. & <i>suiv.</i>
Subs-manant.	380	Subsides. 392. Voy <i>Aides & Taille.</i>	
Subs-rachapt.	380	Succession , hoirie.	14
* Subs-rente.	380	* Sucres.	392
Subs-rentier. 380. Voy <i>Sous.</i>		* Suit (en lieu & condition de main-morte , l'enfant Suit la condition du pere.)	
Souchage.	381	392.	
Souche. 380. 420. 430. 185. a & 430.		Suite. Voy <i>Poursuite.</i>	232
433.		Suite de bestes.	392
Souche commune.	380	* croist & Suite.	392
faire Souche.	381	Suite de disme.	393
line ou Souche : line , Souche , & Souchage.	381	Suite par hypothèque.	393
par Souche.	381	Suite de personnes serves.	393.
partir par Souche.	381	Surannation. Voy <i>Susan.</i>	397
tige & Souche.	381	Surcens.	394. 71. a.
venir ou succeder par Souche.	381	Surcens viager & à temps.	450
Soudics.	381	Surcense , Surcensier.	394
* Soufferte.	381	Surcharge.	394
Souffrance du Seigneur donnée au vassal.	382	Surcottier , Surcottiere.	394
* Soudée ou Sodée de terre.	383	Surdemande ou Sourdemande.	394
Souldoyers ou Soudeniers.	383	Surfonciere (rente.)	395
Soulte , ou bourse déliée , ou retour de deniers.	383	Surjet.	395
Soulte mobiliere.	384	Sur-indicts , ou excessivement impolcz.	396.
* Soumission (faire plaid ou Soumission.)		* Surjuveigneur , Surjuveigneurie. 43. & <i>suiv.</i>	384. 385
384.		* Surmener.	396
* Soupresure.	384	* Surpoids.	396
* Souquet.	384	Surpoil , ou Serpaut.	397
Sourcensier ou Surcensier.	394	Surpris.	397
Sourdemande ou Sourdemande.	394	Sur-soulte.	383. 397
* Sourjouveigneurie. 43. & <i>suiv.</i>	384. 385	Susan , Surannation.	397
* Sourtrait ou Soutrait.	385	Suzcrain.	397
Sous-acasement , Sous-acaser.	5. a.		
Sous-baille , Bailli.	118. a.		
Voy <i>Sous.</i>			
* Soutenanches.	385		
* Souverain fiefieux.	385		
Souveraineté.	385		
Stelage.	113. 386		
Stil.	386		
Stripes & nobis.	36. 386. 462		
Subalterne (Juge ou Jurisdiction.)	386		
Subhastations. 387. Voy <i>Criées.</i>	305. a.		
Subhaster.	387		

T

T ABELLION, ou Notaire. 147. 398. V.	
<i>Amans.</i> 45. a. & <i>Gardenotes.</i> 533. a.	
Tabellionage.	398
* Tabellionages.	<i>ibid.</i>
Tabellionner.	398
Table (mettre ou réunir à la Table.)	
325. 398. 465.	
Faillable (feu.)	399
Taillables de taille à volonté ou abon-	

TABLE DES MATIERES.		527
née, &c.	399	* Tendre & thefurer. 405. 409
Taillables haut & bas.	399	Tendre le giron. 526. a.
heritages Taillables.	399	* Tenement. 405
hommes & femmes serfs Taillables.	399.	Tenement cottier. 295. a.
Taillables, morraillables. 124. 399		* Tenement de cinq ans. 405
Taillablier (Seigneur, ou fujet.)	399	* franc Tenement. 405. 507. a.
Taille.	399. 400	Tenement vâlein. 461
arriere-Taille. 72. a.		Tenementier. 405. Voy <i>Cenfier</i> . 211. a.
droit de Taille.	400	Teneure par aumosne. 100. a.
droit d'hommes & femmes serfs de		Teneure à volonté. 404. 405
Taille abonnée, ou à volonté. 400. 401		* Tencures & faifines. 405
3. a.		Voy <i>Tenure</i> .
foy Taille generale, ou speciale. 504. a.		Tenir en la main. 405
Taille franche & Taille ferve.	401	Tenir bourfalement, en foy fimple, &c.
Taille jurée.	401	Voy les mots joints à Tenir.
Taille mortaille. 124. 401		* Tenement. 405
droit de Taille és quatre cas. 401		Tenu à plein homage, en pairie, &c.
ville & Taille. 402		Voy ces derniers mots.
Tailler, détailler. 400		Tenuë & adveu. 26. a.
Tailles annuelles jugées & abournées.	402.	* Tenuë de droit. 406
Tailles personnelles. 402		Tenuë lige. 59
Tailles réelles. 402		* longue Tenuë. 407
Tailles, Taillon, aides, fubfides &		Tenuës nobles. 407
impositions. 402. Voy <i>Aides</i> , &c.		Tenure. Voy <i>Tenure</i> .
Taillleur fieffé. 483. a.		plainte de Tenure brifée. 407
Taions, ou Tayons. 403		Terceau. 407
* Talent. 403		* Terme. 407
Talion (peine du Talion & de coup		Termer les plaids. 407
pour coup.) 404		Terrage. 407
* Tapinage. 404		Terrage ou agrier. 407. V. <i>Agrier</i> . 33.
* Tafque, ou terrages. 404		34. a.
Tavernage. 404. Voy 400. a.		Terrage ou Champart. 407. 408. Voy
Taulpins francs. 507. a.		<i>Champart</i> . 217. a.
Taureau bannier. 125. 133. a. V. <i>Thor</i> .		Terrage à deux mains. 81
* Taufin. 404		Terrageau. 408
* Teffaigne. Voy <i>Tiphaine</i> . 421		Terragé, Terragée : Terrager, Terra-
Témoins. Voy <i>Tefmoins</i> .		geresse : Terragerie, Terrageur, Terra-
Temps des bannies ou de bannon. 130.		gier, Terragiere. 408. Voy 218. a.
132. a. du forgas & du raquit. 493. a. de		Teigre-garde. 408
grainer. 552. a.		Terres admorties, allodiales, ahanables,
Tenanche, Teneure. 404		ermes, &c. Voy <i>fur ces mots</i> .
* Tenancier, ou Tenant cottier. 295. a.		* Terres jectiffes. 408
franc Tenant. 307. a.		Terres vacantes par attrahiere. 86. a.
Tenans feudaux. 23. b.		Terrier & papier. 408
* Tence, Tençon, Tençon. 404		Territoire. 408. Voy <i>Distroit</i> . 355. a.
		Tefmoin. 408
		Tefmoin de bornes. 409

confronter, recoler, &c. les Témoins.		* Torche.	210. 211. 424
<i>Voy sur ces mots.</i>		* Torchis.	424
Testamentaire. <i>Voy Exécuteur.</i>		* Toreilles.	424
Theme.	409	Tornadot.	424
Thefurer au domaine d'autrui.	409	* Tornius.	424
* Thonneu. <i>Voy Tonlieu.</i>	422	* Torrelage.	423
Thonnieu.	409	Toft:entrée.	383. a.
<i>Voy Tonnieu.</i>		* Tor quot.	424
* Thor, Ver.	409. 125. a. 133. a.	* Torage.	424
Threfor.	410	* Touc.	424
* Trefor ou chose trouvée.	410	* Touche.	424
bannir le Threfor.	131. a.	* Toudre.	424
Chambre du Threfor.	216. a. 410. b.	* Touls, canaux.	424
Threfor des Chartres.	410. b.	* Tourbe ou Tourble.	424
Threforiers de l'Épargne & autres.	410	* Tourier. 424. 426. <i>Voy Chepier & Geolier.</i>	
* Thural. <i>V. Total.</i> 423.			
* Tiberiadé.	410	* Tourne-penhs.	425
Tiephaigne. <i>Voy Tiphaine.</i>		Tournelle.	425
Tierce-foy, ou Tierce-main.	410. 411	* Tourner à l'homage du Seigneur.	425
Tiercemens & doublemens.	411	Tournes.	425
Tiercer le Cens.	411	Tournois.	425
Tiercier (boiffeau.)	411	Tournoy & Jouftes.	426
* Tiers coustumier.	411. & <i>fuiv.</i>	Tourrier ou Geolier. 426. <i>V. Tourier.</i>	
droit de Tiers & danger.	420. 310. a.	Tous-us.	426
Tiers-denier.	420	Traict d'arc.	426
Tiers à mercy.	420	Traicte foraine.	426
Tige & tronc commun; Tige & fouche.		droit de Traicte.	426
420. 421.		Train de Justice.	426
* Tinel, Tineil, ou paffage.	421	* Trainage.	426. 439
* la Tiphaine.	421	* Traines, courges & mertiens.	426
Tirage & collerage (droit.)	260. a.	Tramez & Tramois.	424
* Tirer & endoffier une lettre ou billet de		Trancher les efperons.	417. a.
change. 163. b. Tirer à garent.	537. a.	Travers & Peage.	210. 427
* Tixiers.	421. b.	Traversiers.	427
Toife.	421	Trayans.	427
Tolaiges. <i>Voy Tonaiges.</i>		* Trege.marla.	427
Tollart, bourreau.	183. a.	Trezième de vin, & autre.	429
* Tomber en tierce foy, &c. 410. en com-		* Tremes, Tremois.	427
mife.	263. a.	* Tresfoncer.	427
* humier ne tombe fur humier.	421	Tres-foncier, Seigneur. 427. 438. a.	
* Tonaiges, Tolaiges & graffelaiges.	421	Tres-fond. 427. <i>Voy Fonds.</i> 489. a.	
Tonlieu, Tonnelieu, ou Toulieu.	422.	* Trespas & peages.	427
423.		* Trefault.	428
Tonnieu. <i>Voy ibid. & Gabelle.</i>	514. a.	Treu (droit de Treu, ou Truage.)	428
* Tor & ver.	409. 423. 125. & 133. a.	* Treve de Dieu.	428
* Toraille, Torrelage.	423	Treves & affurement. 429. 77. & 78. a.	
* Torail, Toraux ou Thuraux.	423	Treves brifées.	429

TABLE DES MATIERES.

Treves & sauvegardes enfrainces.	429	* Vassois.	529
* Treuf, Treuve.	429	Vassal. Voy <i>Adven.</i>	434
Triage. Voy <i>Detriment.</i>	340. a.	Vassal & tenant feudal.	25. 28. a.
* Troaille.	429	Vassal de plein fief.	434. 435
* Troëne de vassiaux dels. 429. 437.		exploicter le Vassal.	474. a.
322. a.		arriere-Vassal.	450. a.
* Trohs.	429	Vassal lige & par défense.	72. a.
Tronc de pere, mere ou autres parents.		Voy les autres mots joints à Vassal.	59. b.
429. 430. Voy <i>Estre.</i> 433. a.		tant, que le Seigneur dort, le Vassal	
Trouble.	430	veille : tant que le Vassal dort, le Sei-	
* Troubleaux.	430	gneur veille.	435. & suiv.
Trouffe (droit.)	430	un Seigneur de beurte, de feurre ou	
Trouffeu, ou Trouffel. 430. Voy <i>Ser-</i>		de paille, combat ou mange un Vassal	
<i>paut.</i>		ou sujet d'acier.	437
Troya saubage.	430	Vassaudic. Voy <i>Vassilage.</i>	
Truage, & peage.	428	Vassaux. Voy <i>Pairs.</i>	
* patissages & Truages.	430	Vassaux entiers à plein service de cheval.	
Truant, cens Truant.	431. 211. a.	243. a.	
Truchement.	431	Vassilage.	437. 9. a.
* Truir.	431	Vasseur.	434. 437
* Trye.	431	arriere-Vasseur.	72. a.
Turcies, digues & levées.	431	* Vassiaux dels.	429. 437. 322. a.
* Tureau, Turceléc.	423. 431	* Vassiveaux, Vassives.	438
Tuteurs. Voy <i>Mambours.</i>	439	Vavassouric.	438
* Tution.	431	* Vaufrenage.	439
* Tymbres.	431	* Vayer, Voyer, Vehair.	439
		* Vayeur, ou chartryme.	439
		* Uchers.	439
		* Vé le-Roy.	439
		* Vedoas.	439
		Vécé ou Voyé.	465
		Véc. Voy <i>Corvée.</i>	292. a.
		* Véc.	439
		Vécurs.	439. 468
		* Veguées ou beguées.	439. 157. a.
		Veguers, Veguiers.	439
		Vehier (Juge.)	467
		* Veherie de Mehun.	440
		* droit de Veherie ou boutage.	440
		Vendange, Vendanger. Voy <i>Ban.</i>	122.
		123. a. & Ouverture.	169. b.
		Vendition (droit de Venditions.)	440
		Vendre par decret, &c.	461
		Vendre & exploicter.	450. a.
		Vendu & adeneré.	11. a.
		Vencl.	440
		se Venger en un fief ou heritage.	449

V

VACATIONS de Justice. 431

Vaiet. Voy *Vayer.*

Vain pasturage. 432

usager de Vain pasturage. 432

Vain pasturer. 432

Vains pasturiers. *ibid.*

Vaine pasture. 204. 432

terre Vaine & place vuide. 432

Vaisseaux à vin. 432. Voy *Vassiaux.*

Vallet ou Valet (de Justice & autres.) 433

Valleton. 433

* Valletons. *ibid.* Voy *Bastards.* 148. a.

* le Vallez emporte la pucelle; la Veuve emporte le Vallez. 434

Valvasseur ou Vavasseur. 434

Varech, ou Varesque. 434. 469. || 189. a.

* Varia. 434

* Varlet, Varleton. Voy *Vallet.* 433

* Varouble. 434

TABLE DES MATIERES.			
Venteroles.	441	* Veufvage (interdiction par Veuvage.)	449.
Venres.	441	* Veufve (droit de Veufve.)	449
Ventes & devoirs.	441	* la Veuve emporte le Vallet.	434. 449
droit de Ventes.	441. 442	* Vexin (fiefs qui se gouvernent suivant la	
Ventes forcelées.	490. a.	Coutume du Vexin. 481. a.	449. b.
Ventes & gants.	442. 526. a.	* Viafor , Viafora.	158. a.
Ventes & honneurs.	23. 63. 442	Viage , à Viage.	449. b.
Ventes & issus.	442	Viager , Viagere.	
Ventes & lods.	63. 442	cens Viager.	450
rachat ou Ventes.	442	doiiaire Viager.	449
Vins & Ventes.	464	droit de Viager.	450
Ventilation & estimation.	442	quint feudal , Viager ou heredital.	450
Ventiler.	442	surcens Viager & à temps.	450
le Ventre affranchit.	443	donation Viagere.	450
succeder par ventrées.	443	rente ou pension Viagere.	306. 450
Verbal (procès.)	241	charges heritieres & Viageres.	450
Verbale (appellation.)	443	reparations Viageres.	450
Verderie , Verdier.	443. Voy <i>Grusier</i> .	Viagerement.	450
* Vergé.	443	Viagier.	450
la Verge annoblit.	443	Viaiges.	450
Sergent à Verge.	366. 445	* Viaire.	451
porter blanche Verge.	445	Vibailif.	451
tenir un heritage par la Verge.	445	Vicaire.	451
Verge de Justice.	445	Vicariat (bailler Vicariat.)	451
pouvoir de la Verge.	445	lettres de Vicariat.)	451
Verge de terre.	446. 64. a.	* Vice-Amiral.	451. 464
Verge. Voy <i>Pol</i> .	210. 211	Vice-Roy.	451
* Verigt & artuzonné.	446	Vice-Seneschal.	451. 464
Verité franche.	507. a.	Vicomte.	451. 464
* Verolie.	446	Vicomté.	451. 452
Verre ou fer dormant.	446	Vicomtier (chemin.)	453
Verrouil.	Voy <i>Baiser</i> .	Justicier & Seigneur Vicomtier.	40.
* Vesiau.	446	& <i>suiv</i> . 451.	
* Vespra devant Aramps.	446	Justice , Jurisdiction ou Seigneurie Vi-	
Verte-moulre.	446	comtiere.	40. & 453
Vesialeres. Voy <i>Fermances</i> .	455. a.	Vidame d'Amiens , de Chartres & au-	
Vest & deveft.	446. 447. 448	tres.	454
Vest & saifines.	447	Vidimus de lettres.	455
Vestir & enfaifiner.	447	* à Vie (quint.)	455
Vesture.	447	* Viela terfa.	455
Vet.	448	Viennois (deniers ou sols.)	455
Veté.	167. a.	Vientrage.	459
Vené de lieu.	448	Vif : bois vif. 167. a. Vive pasture. 552. a.	
Veüé & montrée. V. <i>Rapport</i> .	274	204. b.	
Veüé réelle & propriétaire.	448	Vignages.	459
droit de Veüés.	448	Vignes marrées.	101
Veüés mortes.	448		Viguerie

TABLE DES		MATIERES.	531
Vignerie, Vignier.	459	Voier, Voirie.	466
Vil, ou Vilein. <i>Voy cy-aprés.</i>		Grand Voier de France.	466
* Vilenage.	459. 461. 462	Gros Voier.	467
Viles corvées.	461	Seigneurs Voiers.	466
* Vilhetas.	460	Voirie.	466. 467
Vilain ou Villain.	460	droit de Voirie.	467
Vilain coustumier.	300. a.	basse Voirie.	
le chanteau part le Vilain.	220. a.	grand Voirie. }	467
le Villain ne sçait qu'éperons vaillent.		simple Voirie. }	
460. b.		Voitre. <i>Voy Verre.</i>	
Villain ou Vilein serment.	461	Voisin, Voisine.	467
tenement Villain.	461	Voisinal (chemin.)	467
Villaine (rente ou terre.)	461	témoins Voisinaux.	468
Ville d'arrest.	67. a.	Vol d'un chapon.	468 252. a.
* Ville baptice, bateilleche ou batele- resche. <i>Voy ces mots.</i>		Volage. <i>Voy Appel.</i> 53. a. & Rente	
droit de Ville close.	461	Volante ou Volage.	306
Ville de paix.	461	Volcur.	469
Ville jurée.	69	Vouade.	469. 166 a.
Villes de loy.	69	Vouchement de garant : Voucher un re- cord.	469
decret & droit de Ville.	461	Vouerie. <i>Voy Advouerie & le mot suiv.</i>	
Villénage.	459 461	Voulrie (puissance paternelle.)	469
tenir en Villénage.	462	* Voulrie (droit.)	469
rentes, heritages, &c. tenus en Ville- nage.	462	* Voyage, Voye, Voyet. <i>Voy Voïage,</i> <i>Voie, &c.</i>	
enVillénage <i>à</i> point de bail.	462	Voye ou Vée.	465
Vin (ban à Vin.)	122. 123. 124. a.	* Vraich ou Varech. 434. 469. 189. a.	
Vin du Clerc.	462	* Usage de bois, Usagiers.	470
Vin du marché.	462	* Waltergans.	470
droit de mettre prix au Vin.	462	* Warefchaix.	470
Vin & stippes.	462	Warifons & advestures.	470
droit de Vins,	464	Werp.	471. 552. a.
Vinade.	462. 463	transport & Werp.	<i>ibid.</i>
Vinage.	463. 464	Werpis.	471
le Vingtième.	464	heritages vendus & Werpis.	<i>ibid.</i>
* Vintain.	464	Werps & saisines. 471. <i>Voy Guerpis, &c.</i>	
Vis-Admiral.	451. 464	Vuide & ouvert. <i>Voy Fief.</i>	108. b.
Vi-Sénéchal.	451. 464	Vuider hors de bail.	108. a.
Vive. <i>Voy Vif.</i>		Vuider ses mains.	471
Vivelotte, ou Vivenotte. 465. <i>Voy</i> <i>Doüaire.</i>		Vuider la maison ou métairie.	471
Unir & mettre en sa table. 325. 398. 465		Vuider les fins declinatoires, la cause, le debat ou differend.	471
Voërie, advouerie. 103. a. <i>Voy Voirie.</i>		Y	
Voïage. <i>Voy Perager.</i>	212. b.	* YCHIDE.	471
peine de Voïage.	465	* Y Yraigne.	471.
Voie.	465		
* tort fait ne droit Voïé ou Vée.	465		
<i>Part. II,</i>		<i>Fin de la Table.</i>	
		Xxx	

A P P R O B A T I O N .

J'A y lû par ordre de Monseigneur le Chancelier, un Livre dont le titre est, *Glossaire du Droit François*. Ce Livre a paru jusqu'icy sous le nom d'*Indice des Droits Royaux & Seigneuriaux de Maître François Ragueau*, imprimé la premiere fois en 1583. Il a reçu toute l'estime, par le grand nombre d'éditions qui en ont été faites, que meritoit l'Auteur d'un travail si laborieux. Cet Ouvrage néanmoins étoit fort imparfait, selon le sentiment de plusieurs de nos Auteurs du Palais; & ce que M. Eusebe de Lauriere Avocat au Parlement y a ajouté, dans l'édition qu'il en donne aujourd'huy au Public, étoit nécessaire pour le rendre parfait & achevé. Il l'a augmenté de quatre fois plus de mots, qu'il n'y en a dans l'*Indice* de Ragueau, outre les Notes doctes & curieuses qu'il y a faites en tres grand nombre. Ce Livre sera sans doute tres utile au Public; & il sera d'un grand secours à tous ceux qui désireront acquérir une connoissance profonde & solide du Droit Coutumier François. Fait à Paris, ce onzième Septembre 1704.

ISBALT.

P R I V I L E G E D U R O Y .

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Grand Conseil, Prevôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils & autres nos Justiciers qu'il appartiendra; S A L U T : JEAN GUIGNARD, Libraire à Paris, Nous a fait exposer que dès l'année 1694. on auroit commencé l'impression d'un Livre intitulé *Glossaire du Droit François, contenant l'Explication des mots difficiles qui se trouvent dans les Ordonnances de nos Roys, dans les Coutumes du Royaume, dans les anciens Arrests, & dans les anciens Titres*, en vertu de nos Lettres de Privilege du 21. Aoust 1693. mais que cette impression n'ayant pû être achevée jusqu'à present, le tems de 12. années porté par lesdites Lettres se trouveroit expiré aux termes de l'Arrest de nôtre Conseil du 13. Aoust de l'année dernière 1703. dans le tems que cette Impression étoit prête à paroître dans le public; ce qui l'oblige d'avoir recours à Nous, pour luy être pourvû de nouvelles Lettres sur ce nécessaires. Pour ces causes, Nous avons permis & permettons par ces Presentes audit Jean Guignard, de faire imprimer & réimprimer, vendre & débiter ledit Livre par tout nôtre Royaume, en telle forme, marge, caractere & autant de fois que bon luy semblera, pendant le tems de douze années consecutives, à compter du jour de la date desdites Presentes. Faisons défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, d'en introduire d'impression Etrangere dans aucun lieu de nôtre obéissance; & à tous Imprimeurs, Libraires & autres, d'imprimer, faire imprimer & contrefaire ledit Livre en tout ni en partie, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant, ou de ceux qui auront droit de luy; à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de quinze cens livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Expo-

sant, & de tous dépens, dommages & interets : à la charge que ces Presentes seront enregistrees tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, & ce dans trois mois de la date d'icelles : Que l'impression dudit Livre sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, & ce en bon papier & en beaux caracteres, conformément aux Reglemens de la Librairie ; & qu'avant que de l'exposer en vente, il en sera mis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, & un dans celle de notre tres cher & feal Chevalier Chancelier de France le Sr Phelypeaux, Comte de Pontchartrain, Commandeur de nos Ordres, le tout à peine de nullité des Presentes ; du contenu desquelles, vous mandons & enjoignons de faire jouir l'Exposant ou ses ayans cause pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie desdites Presentes qui sera imprimée au commencement ou à la fin dudit Livre soit tenue pour dûement signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, soy soit ajoutée comme à l'Original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent de faire pour l'exécution d'icelles, tous Actes requis & necessaires sans demander autre permission, & nonobstant clamour de Haro, Chartre Normande & Lettres à ce contraires : Car tel est notre plaisir. DONNE à Fontainebleau le quatrième jour de Septembre, l'an de grace 1704. & de notre Regne le soixante-deuxième. Par le Roy en son Conseil. L B COMTE.

Registré sur le Livre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, num. 244. pag. 346. conformément aux Reglemens, & notamment à l'Arrest du Conseil du 13. Aoust 1703. A Paris ce 24. Septembre 1704.

Signé, P. EMERY, Syndic.

ERRATA du Tome premier de ce Glossaire.

Page.	Ligne.	Fauts.		Corrections.
8.	l. 36.	quo quoverius,	lisef,	quoquoverius,
13.	l. 12.	airiaris	lis.	airiaris
59.	l. 40.	delectat,	lis.	delectant.
62.	l. 28. col. 2.	quondam,	lis.	quendam.
88.	l. 41. col. 2.	nommé,	lis.	nommé.
93.	l. 25. col. 2. après	considérable,	ajoutez;	& que les Seigneurs en jouissoient sans titre.
119.	l. 20.	BAILLI,	lisef,	BAILLIE, & transposez l'article après le suivant.
119.	l. 14.	fait,	lis.	fait.
124.	l. 31.	BANDIER,	transposez	cette ligne après ce qui suit en italique.
134.	lig. dernière.	evangeliser,	lis.	Evangelier.
138.	col. 1. l. 3.	après p. 6.	ajoutez,	soit qu'il y ait une autre etimologie.
	l. 11.	justife,	ajoutez,	par les autoritez suivantes,
	l. 17.	mortandit,	lis.	mortandit.
	col. 2. l. 15.	Ley. 6.	lis.	tit. 26.
	l. 16.	tel,	lis.	tal.
139.	l. 17.	credar,	lis.	heredar.
	ibid.	credannentos,	lis.	heredannentos.
	col. 1. l. 1.	dunai,	lis.	dezare.
	l. 2.	credaran,	lis.	heredaran.
	l. 6.	iscan,	lis.	scan.
139.	ibid.	credan,	lis.	heredan.
	l. 10.	nictos,	lis.	nietos.
	l. 11.	credat,	lis.	heredar.
	ibid.	fané,	lis.	faria.
	l. pen. & der.	On ne le donna plus, &c.	effacez & lis.	On corrigea cet abus, & on ne donna plus ce titre qu'à ceux qui possédoient des Baronies, ou avoient levé, &c.
149.	col. 1. l. 29.	Palto,	lis.	Palto.
	l. 26.	Baronpis	lis.	Baronpis
150.	l. 26.	à nôtre exemple,	lis.	à cet exemple.
151.	l. 27.	qui est decédé :	ajoutez,	franc & sans.
	l. 33.	troisième & quatrième	lis.	treizième & quatorzième.
	l. 40.	ait,	lis.	eût.
157.	col. 1. l. 12.	donner celui,	lis.	à celui.
190.	col. 1. l. 2.	Dominicus Reynaldus,	lis.	Ordericus R.
194.	l. 27.	in veteri Glossar.	lis.	veteri.
207.	l. 29.	CEISAN.	transposez	cette ligne après ce qui suit en italique.
312.	l. 41.	scavoirlamaniere	lis.	scavoir.
314.	l. 9.	leurs rentes,	lisef.	leurs dettes.
ibid.	l. 10.	leurs dettes,	lis.	leurs rentes.
307.	l. 1.	l'art. 248.	lis.	l'art. 263.

TOME SECOND.

Page.	Ligne.	Fauts.		Corrections.
45.	l. 29. col. 1.	& eux rien,	lis.	& luy rien.
48.	l. 36. col. 1.	la simple,	lis.	la triple.
61.	l. 14.	Fostor.	lis.	Fastorum.
ibid.	l. 4.	Ferimer,	lis.	Fermier.
98.	l. 30.	Materiamen,	lis.	Materien.
121.	l. 13.	Mager,	lis.	Muger.
207.	l. 16.	en s'ima ginant,	lis.	en le faisant venir.
447.	l. 9.	ou le faisant		
		advertir, desad- vertir.	lis.	advestir, desadvestir.
449.	l. 3.	droit de Veufe.	lis.	Veufve.
469.	l. 31.	VRAIC.	mettez	* VRAIC, en italique, ce mot n'étant point de Raguean, mais ajouté nouvellement.

Il y a quelques autres fautes d'impression, que le Lecteur suppléera facilement, comme la Table le fait pour les mots transposez & hors de leur ordre.

Livres imprimez chez le même Libraire.

DE M. GEORGES LOUBT, Conseiller au
Parlement, & de M. JULIEN
BRODEAU, Avocat.

Recueil de plusieurs notables Arrêts du
Parlement de Paris, *nouvelle & der-
niere Edition*, augmentée des plus
belles Décisions, & des plus notables
Arrêts rendus, tant au Parlement de
Paris, qu'aux autres Cours Souverai-
nes du Royaume, &c. *in folio deux
volumes.*

DE M. GUERET ET BLONDEAU,
Avocats en Parlement.

Journal du Palais, ou Recueil des prin-
cipales Décisions de tous les Parle-
mens & Cours Souveraines de France,
nouvelle Edition en deux vol. in folio.

DE M. DU FRESNE ET JAMET
DE LA GUESSIERE, Avocats
en Parlement.

Journal des principales Audiences du
Parlement de Paris, depuis l'année
1623. jusqu'en 1685. dédié à M. de
Lamoignon premier Président, *in fo-
lio, quatre volumes.*

DE M. ABRAHAM LAPEIKERE, Avocat.

Décisions sommaires du Palais, mises
par ordre alphabétique, *illustrées de
Notes & de plusieurs Arrêts; un vo-
lume in quarto.*

DE M. GAUTIER, ancien Avocat.

Recueil de ses Plaidoyez, *en deux volu-
mes in quarto.*

DE M. LE BRUN, Avocat en Parlement.

Traité des Successions, divisé en quatre
Livres: *Le premier*, de ceux à qui l'on
succède, & de ceux qui succèdent; *Le*

second, des choses auxquelles on suc-
cede; *Le troisieme*, des manieres de
succeder; *Le quatrieme*, des charges
des successions, *seconde Edition*, où les
augmentations, qui sont tres-confide-
rables, sont distinguées par une main
& un crochet, de cette maniere []
un volume in folio.

DE M. RICARD, Avocat en Parlement.

Traité des Donations entre-vifs & testa-
mentaires, *augmenté* par l'Auteur avant
sa mort, & corrigé en cette nouvelle
Edition de plusieurs fautes considéra-
bles d'impression, & *augmentée de
nouvelles Remarques & de nouveaux
Arrêts* rendus au Parlement de Paris
& autres Cours Souveraines de ce
Royaume, sur les Questions des Do-
nations, *Tome premier in folio.*

Traité des Donations, *Tome second*, con-
tenant les Traitez du Don mutuel, fait
par Testament ou par Contrats; des
dispositions conditionnelles, onereuses,
&c. des substitutions directes & fidei-
commissaires; de la Représentation,
& du rappel en matiere de successions;
nouvelle Edition, *augmentée de la se-
conde partie des Substitutions*, & de
plusieurs autres Traitez, Additions &
Remarques trouvées dans les Ma-
nuscrits de l'Auteur, ensemble la *Cou-
tume de Senlis*, commentée par le mê-
me Auteur, *augmentée de plus de moi-
tié, in folio.*

DE M. SIMON.

Nouvelle Bibliotheque historique & chro-
nologique des Auteurs du Droit Civil,
Criminel & Canonique, avec les ca-
racteres de leurs esprits, & des Jugemens
sur leurs Ouvrages, ensemble une Dis-
sertation touchant les Coutumes; l'I-

dée d'un bon Juge, d'un bon Maire,
d'un bon Eschevin, deux vol. in douze.

DE M. LUCIEN SOËFVE, ancien Avocat.

Nouveau Recueil de plusieurs Questions
notables, tant de Droit que de Couù-
mes, jugées par Arrests d'Audiences
du Parlement de Paris, depuis 1640.
jusqu'à present, divisé par Centuries,
un volume in folio.

DE M***.

De l'usage & de l'autorité du Droit Ci-
vil, seconde Edition, in douze.

Traitant

De la justice, de l'équité, & de l'excel-
lence des Loix des Romains; du Droit
Civil avant & après Justinien; du Droit
des Fiefs; du Droit Canonique, des In-
terpretations, & des opinions des
Docteurs, & de l'autorité des Arrests;
du domaine que l'Empire Romain a
sur toute la Terre; de l'usage & de
l'autorité du Droit Romain dans le
Royaume de France, dans l'Allema-
gne, dans les Etats des Princes d'Ita-
lie; dans les Royaumes de Naples, de
Sicile, d'Espagne, de Portugal, d'An-
gleterre, d'Irlande, d'Ecosse, de Po-
logne, de Hongrie, de Dannemark,
de Suede, & de Bohême.

DE M. LE PRESIDENT COCHET

DE S. VALIER.

Traité de l'Indult du Parlement de Paris,
ou du Droit que les Chanceliers, Gar-
des des Sceaux de France, les Presidents,
Maîtres des Requestes, Conseillers,
& autres Officiers du Parlement de Pa-
ris, ont sur toutes les Prélatures secu-
lières & regulieres du Royaume, en
deux volumes in douze.

DE M. LOUIS DU BOIS, celebre Avocat
en Parlement, & DE M. SIMON.

Maximes du Droit Canonique de France,
enrichies de plusieurs Observations ti-
rées des Conciles, des Peres, de l'Hi-

stoire Ecclesiastique, des Libertez de
l'Eglise Gallicane, & des Décisions
des Cours & des meilleurs Auteurs; cin-
quième Edition, de beaucoup augmen-
tée, in douze, deux volumes 1703.

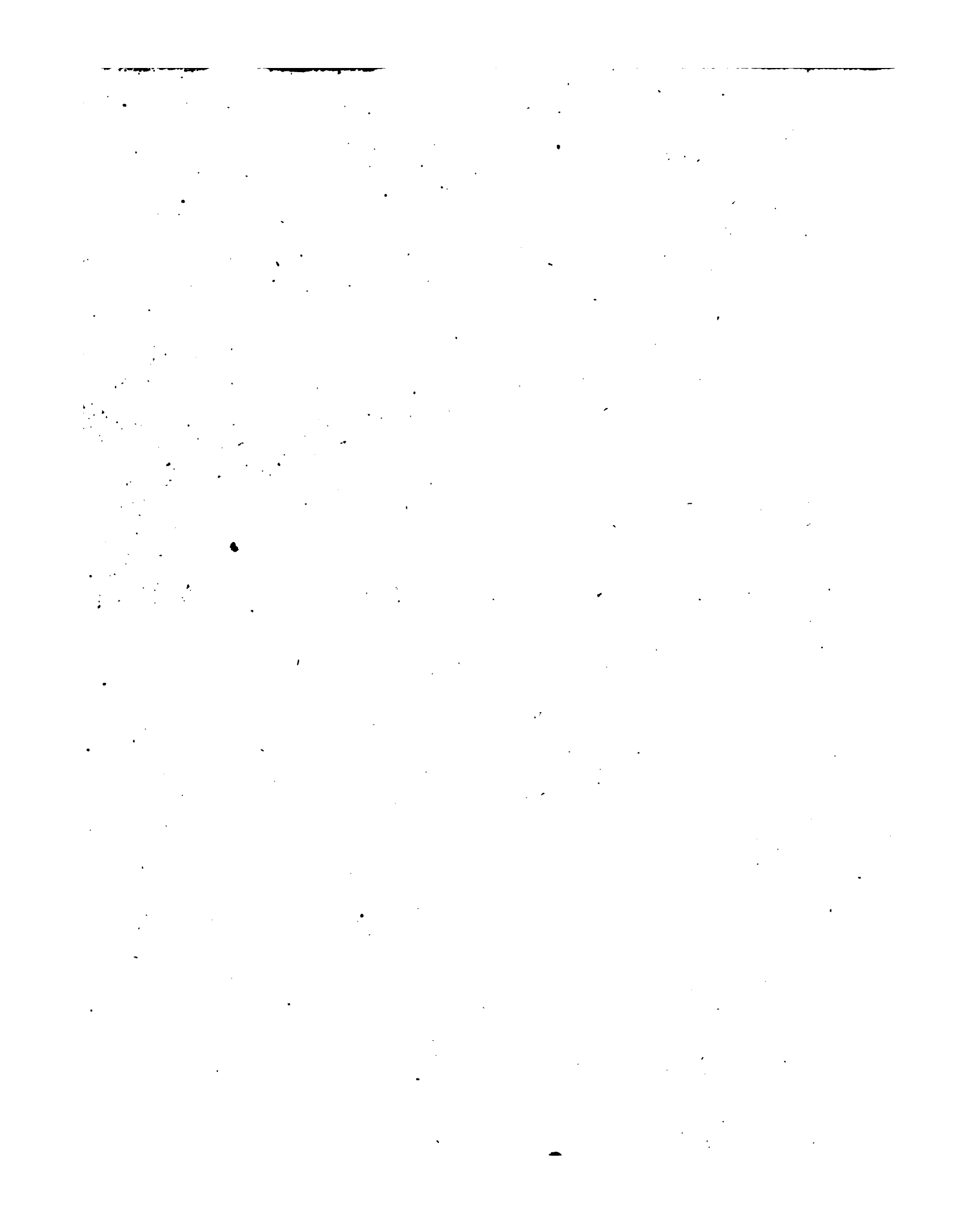
Traité des Droits Honorifiques des Sei-
gneurs dans les Eglises; par feu M.
Mareschal Avocat; avec un Traité
du Droit de Patronage, de la Présen-
tation aux Benefices, &c. d'Arrêtez
servant de décisions pour les Droits
Honorifiques, & un Traité des Dix-
mes, par M. Simon, augmenté en
cette nouvelle Edition, des Obser-
vations faites par M. Danty, Avocat
en Parlement, sur le Traité des Droits
Honorifiques de feu M. Mareschal.
Des Arrests touchant les Curez Pri-
mitifs, & touchant les préséances,
avec des Maximes sur les Droits Ho-
norifiques, extraits du Traité de M.
de Roie, en deux volumes in douze.

La nouvelle Pratique Civile, Criminelle
& Beneficiale, ou le nouveau Prati-
cien François, &c. par M. Lange, neu-
vième Edition de beaucoup augmen-
tée, in quarto.

Traité singulier des Regales, ou des
droits du Roy sur les Benefices Ec-
clesiastiques: Ensemble la Conference
sur l'Edit du Contrôle, & la Decla-
ration des Insinuations Ecclesiasti-
ques, avec plusieurs autres Instruc-
tions, sur les Matieres beneficales;
& l'Inventaire des Indults, Pieces,
Titres & Memoires employez & ser-
vans de preuves, par M. Pinson Avo-
cat, in quarto deux volumes.

Notes sommaires sur les Indults accor-
dez au Roy, ou à d'autres, à sa re-
commandation par les derniers Pa-
pes, par M. Pinson Avocat, in douze
deux volumes.

On trouve chez le même Libraire toute
sorte d'autres Livres, tant de Droit,
que de Litterature.



Vertical line on the left side of the page.

Horizontal line at the bottom with a small black dot to its right.







